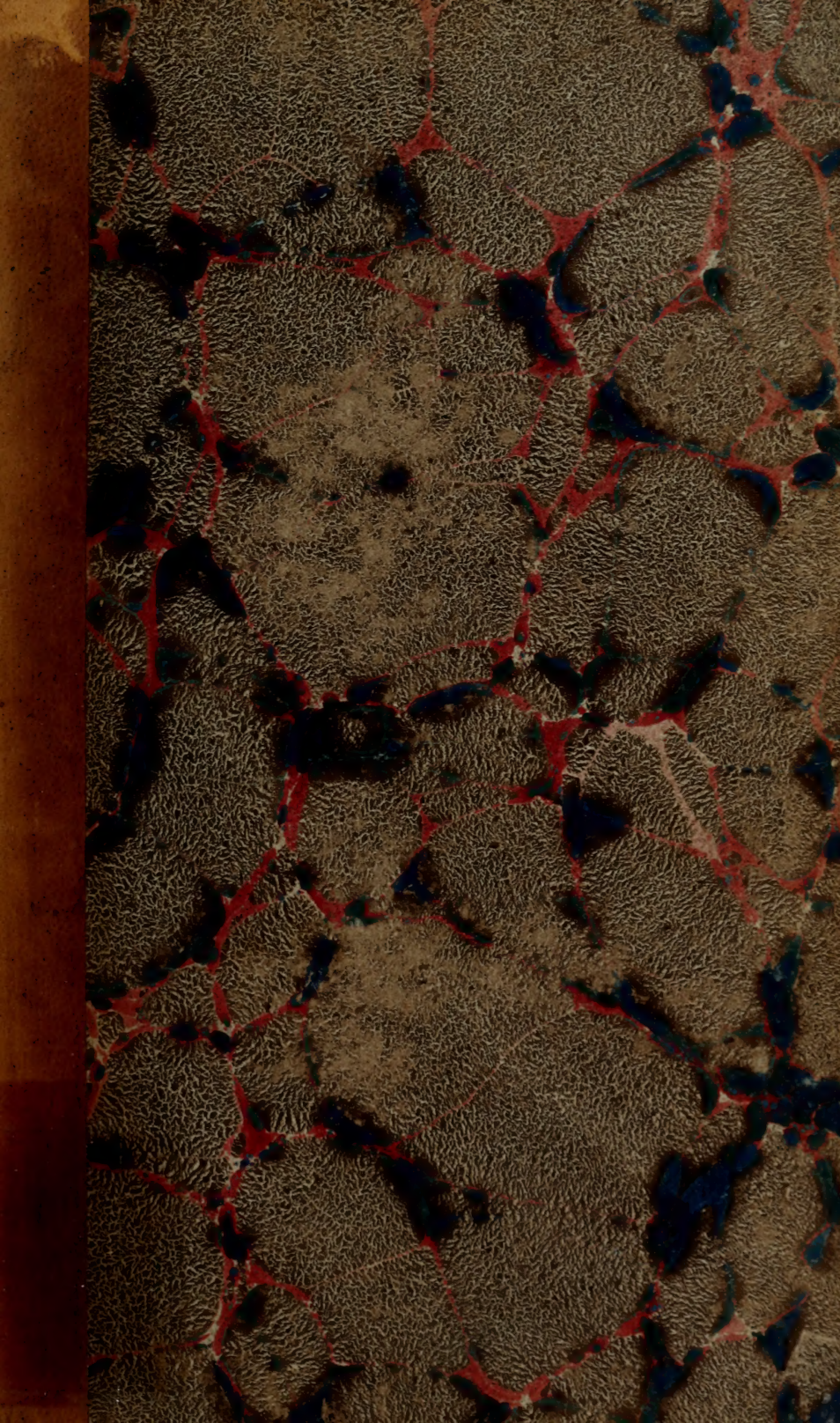




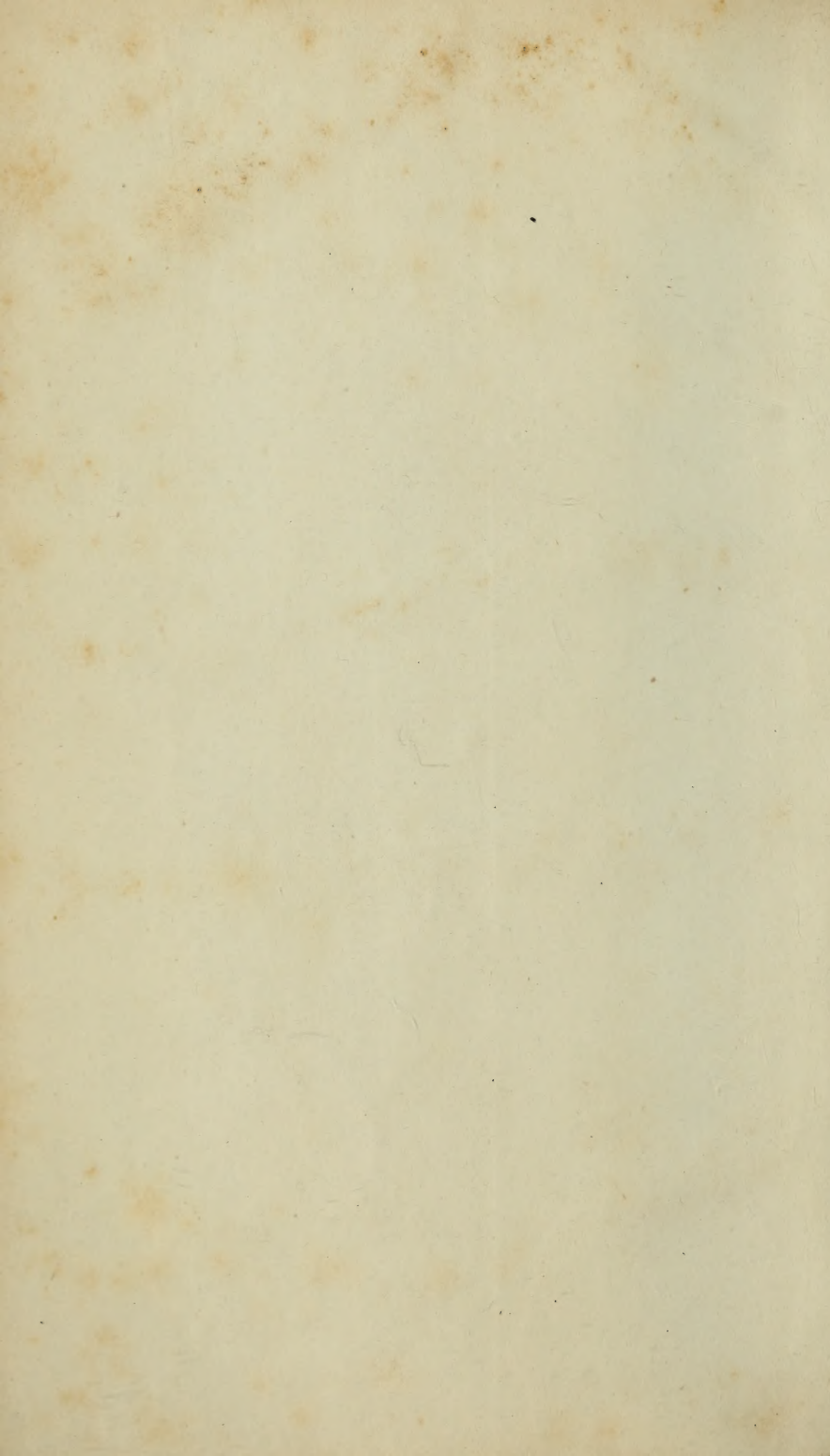
BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY





BULLETIN

ANNOTÉ

DESLOIS.

ABRÉVIATIONS.

Arr. du cons.	Arrêt du conseil d'état.
Art.	Article.
Avis du cons.	Avis du conseil d'état.
B., V, 79.	Collection Bandoïn, tome 5, page 79.
Bull. civ., III, 27.	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509.	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
Cass.	Arrêt de la cour de cassation.
Cod. civ.	Code civil.
Cod. comm.	Code de commerce.
Cod. inst. crim.	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.	Code pénal.
Cod. proc. civ.	Code de procédure civile.
Collect. alphab.	Collection alphabétique.
DALL.	Dalloz.
DUP., X, 50.	Collection de Dupont, tome 10, page 50.
I, Bull. xxvii, n° 127.	Bulletin des Lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Jur. du cons.	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAC.	Macarel.
Sect.	Section.
Sén.-cons.	Sénatus-consulte.
SIR., IV, 1, 27.	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL.	Sirey et Devilleneuve.
S. M.	Sa Majesté.
Suiv.	Suivans.
Tit.	Titre.
vis.	Verbis.
v°.	Verbo.

914

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

16 VOLUMES IN-8°,

AVEC DES NOTICES, PAR MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripiér, Villemain, Zangiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; membres, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Rugeaud, Cbastellux, Cormenin, Coulmann, Cunin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillon, Gouin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier-de Montjau, Martineau, Mauguin, Mercier, Odilon Barrot, Passy, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonie, Réalier Dumas, Ribouet, Rivière de l'Arque, Salverte, Sapey, de Schonen, Simmer, Taillandier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

TOME SEPTIÈME.

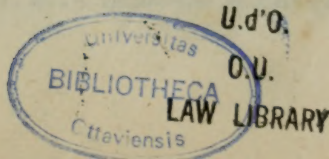
PARIS,

CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Fermes.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT
1835.



DIRECTOIRE.

N° 1. = 1^{er} vendémiaire an 5 (22 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats pendant les cinq jours complémentaires** (1). (II, Bull. LXXVIII, n° 721.)

N° 2. = 3 vendémiaire an 5 (24 septembre 1796). = **LOI portant que le prix des réquisitions exercées depuis le 1^{er} brumaire an 4, sera précompté sur le montant des contributions.** (II, Bull. LXXIX, n° 726 ; B., LXVI, 5.)

N° 3. = 3 vendémiaire an 5 (24 septembre 1796). = **LOI qui détermine la manière de procéder de la part des personnes déchues de l'effet d'arrêtés révoqués par des lois postérieures.** (II, Bull. LXXIX, n° 727 ; B., LXVI, 6.)

Art. 1^{er}. En toutes matières relatives à l'ordre judiciaire, et dans lesquelles il est intervenu, soit de la part des comités de la convention nationale, soit de celle des représentans du peuple en mission, des arrêtés depuis révoqués par une loi, les parties déchues de l'effet de ces arrêtés recouvrent le plein exercice des actions et exceptions qui leur appartenaient à l'époque où elles s'étaient pourvues devant les représentans ou les comités.

2. Cette époque est celle de la remise de leur pétition, dûment constatée.

3. Depuis ce moment jusqu'au jour de la publication de la loi révocatoire des arrêtés, toutes fins de non-recevoir, tous délais d'appel ou de recours en cassation, sont suspendus.

4. Il n'est point dérogé, par la présente, aux fins de non-recevoir qui auraient été acquises avant l'époque désignée en l'article 2.

5. Dans le cas où partie des délais se serait écoulée avant cette époque, les citoyens intéressés dans la contestation ne jouiront que du surplus des délais, à dater de la publication mentionnée en l'article 3.

N° 4. = 3 vendémiaire an 5 (24 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'affiche des articles 17 et 18 de la loi du 6 fructidor an 4, portant établissement du droit de patentes pour l'an 5** (2). (II, Bull. LXXIX, n° 729.)

N° 5. = 4 vendémiaire an 5 (25 septembre 1796). = **LOI portant qu'aucun citoyen valide ne peut être refusé pour le service de la garde nationale sédentaire** (3). (II, Bull. LXXIX, n° 730 ; B., LXVI, 9.)

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez, sur les patentes, la loi du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

(3) Voyez le décret du 29 septembre—14 octobre 1791, concernant l'organisation de la garde nationale sédentaire et les notes qui résument la législation. — Voyez notamment la loi générale du 22—25 mars 1831, art. 13, qui détermine les causes d'exclusion du service.

N° 6. = 4 vendémiaire an 5 (25 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui fixe le mode et les termes des paiemens du montant des adjudications de bois pour l'an 5.** (II, Bull. LXXIX, n° 732.)

Le directoire exécutif arrête que le montant des adjudications des bois destinés pour la présente année, sera payé, savoir, le cinquième en espèces, dans la décade du jour des adjudications; et les quatre autres cinquièmes en traites acceptées, savoir, à trois mois d'échéance pour le premier, à quatre mois pour le second, à cinq mois pour le troisième, à six mois pour le quatrième. — Les adjudicataires seront tenus, en outre, de payer comptant les deux sous pour livre du prix principal, en la forme ordinaire.

N° 7. = 5 vendémiaire an 5 (26 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, portant qu'il sera tenu, dans les tribunaux, des registres pour inventorier les lois et la correspondance officielle.** (1). (II, Bull. LXXIX, n° 735.)

Art. 1^{er}. Les commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux tiendront un registre où seront inventoriés les bulletins des lois, les circulaires, lettres et papiers officiels qu'ils leur sont adressés, et même les lettres qu'ils ont écrites dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Les greffiers des tribunaux tiendront également registre des pièces et papiers qu'ils reçoivent officiellement pour l'usage des tribunaux, de manière que ces registres, et ceux des commissaires, se servent mutuellement de contrôle.

N° 8. = 6 vendémiaire an 5 (27 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui soumet à la formalité des passeports les fournisseurs généraux des armées, et leurs agens.** (II, Bull. LXXIX, n° 736.)

N° 9. = 6 vendémiaire an 5 (27 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats pendant les cinq premiers jours de vendémiaire** (2). (II, Bull. LXXIX, n° 737.)

N° 10. = 8 vendémiaire an 5 (29 septembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, concernant celui qui a été pris le 15 fructidor an 4, par l'administration centrale du département des Bouches-du-Rhône, à l'égard des personnes mises hors la loi.** (II, Bull. LXXX, n° 744.)

Le directoire exécutif, vu l'arrêté pris le 15 fructidor dernier, par l'administration centrale du département des Bouches-du-Rhône, portant que tous les citoyens désignés comme mis hors de la loi, dans les décrets des 19 mars, 19 juin et 5 juillet 1793, sont compris dans l'exception portée par les lois des 22 germinal et prairial an 3; et qu'en conséquence, ceux de ces citoyens qui voudraient profiter du bénéfice de ces deux lois, n'ont qu'à se présenter pour en recevoir l'application : — Considérant qu'à la vérité la loi du 22 germinal an 3 a rapporté le décret du 27 mars 1793, qui avait mis hors de la loi tous les ennemis de la révolution, et celui du 23 ventose an 2, por-

(1) Voyez l'arrêté du 2 germinal an 4 (22 mars 1796), qui ordonne la tenue d'un registre d'exécution des lois et arrêtés dans chaque administration centrale de département (art. 1^{er} et suiv.).

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

tant qu'on regarderait et punirait comme leurs complices tous ceux qui les avaient recélés ou n'avaient pas découvert le lieu de leur retraite, et qu'elle a réintégré dans leurs droits et dans leurs biens tous les individus que ces mesures avaient frappés ; mais qu'il ne suit nullement de ces dispositions, que ceux de ces individus qui se trouvent inscrits sur des listes d'émigrés, en soient rayés de plein droit ; qu'en effet, de l'article 7 de la loi du 22 prairial an 3, combiné avec la loi du 22 germinal précédent, il résulte qu'on doit établir, à l'égard des mis hors de la loi, une distinction entre ceux qui y avaient été mis sous la dénomination vague d'ennemis de la révolution, et ceux qui y avaient été mis *nommément ou collectivement comme membres d'un corps* ; que cette distinction est la conséquence nécessaire de la partie de l'article 7 de la loi du 22 prairial an 3, dans laquelle il est dit que « le « décret du 22 germinal sera exécuté, avec cette modification, que ceux qui « n'avaient pas été nommément ou collectivement, comme membres d'un « corps, mis hors de la loi, s'ils ont été compris dans une liste d'émigrés postérieurement au 27 mars 1793, ne pourront en obtenir la radiation, et la « main-levée des séquestres, qu'en se conformant aux articles 3, 4, 5 et 6 « ci-dessus ; » que de là il faut nécessairement conclure, d'une part, que ceux qui ont été mis hors de la loi, nommément ou collectivement, comme membres d'un corps, n'ont point été assujétis à de pareilles formalités, et qu'il leur suffit de se présenter pour reprendre tous leurs droits politiques et obtenir la levée de tous séquestres ; de l'autre, que ceux qui ont été mis hors de la loi sous la dénomination vague d'ennemis de la révolution, ou autre semblable, sont obligés, pour obtenir leur radiation de la liste des émigrés, de se conformer aux dispositions générales sur cette matière. — Considérant qu'autant est juste et exacte l'application que l'arrêté du 15 fructidor dernier fait de l'article cité de la loi du 22 prairial an 3, à ceux qui ont été mis hors de la loi par le décret du 19 juin 1793, rendu contre les membres du tribunal populaire de Marseille, autant est illégale et arbitraire celle qu'il fait du même article aux individus mis hors de la loi par les décrets des 19 mars et 5 juillet 1793 ; qu'en effet, ces derniers décrets n'ont désigné nominativement aucun individu ni aucun corps auxquels dussent s'appliquer la mise hors de la loi que prononce l'un, et la peine de mort qu'inflige l'autre ; que le décret du 19 mars 1793 n'est relatif qu'aux révoltes occasionées par le recrutement de trois cent mille hommes ordonné par la loi du 24 février précédent, et que celui du 19 juillet n'a eu pour objet que de déterminer ce qu'on devait entendre par *chef de révolte*, dans les décrets des 19 mars et 10 mai de la même année ; qu'aucun de ces décrets ne peut être appliqué aux mouvemens qui ont eu lieu, dans plusieurs départemens, après le 31 mai ; qu'ils ne sont relatifs qu'à la rébellion de la Vendée et des autres départemens de l'Ouest ; qu'ainsi on ne peut prendre ni l'un ni l'autre de ces décrets pour base du mode d'exécution de la partie de l'article 7 de la loi du 22 prairial an 3, qui excepte les mis hors de la loi, nommément ou collectivement, comme membres d'un corps, de la règle générale concernant les formalités à remplir par les individus inscrits sur des listes d'émigrés ; que l'exemple vrai ou faux de l'abus que le ci-devant tribunal révolutionnaire du département des Bouches-du-Rhône aurait pu faire des décrets des 19 mars et 5 juillet 1793, pour juger de la manière qu'ils déterminent des citoyens qui avaient pris part aux mouvemens occasionés par le 31 mai, ne peut pas légitimer l'extension que les administrateurs de ce département se sont permis de faire de ces mêmes décrets, par leur arrêté du 15 fructidor dernier ; — Considérant que laisser subsister cet arrêté, ce serait admettre, indistinctement, à rentrer dans leurs droits et dans leurs

biens, tous les émigrés dont l'inscription sur la liste se trouverait postérieure au 27 mars 1793, puisqu'il n'en est aucun qui, pour jouir de cette étrange faveur, ne prétendit qu'il était, lors de son émigration, regardé comme ennemi de la révolution française, et que c'est la crainte d'être traité comme tel qui l'a déterminé à fuir en pays étranger; — Considérant enfin que, par l'article 373 de l'acte constitutionnel, la nation a déclaré qu'en aucun cas elle ne souffrirait le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 15 juillet 1789, n'étaient pas, à l'époque de la publication de cette charte sacrée, compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés; qu'elle a même interdit au corps législatif de créer de nouvelles exceptions sur ce point, et qu'à plus forte raison est-il du devoir du directoire exécutif de réprimer les actes par lesquels les autorités administratives s'ingéreraient d'étendre les exceptions légales à des cas pour lesquels elles n'ont pas été faites, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté de l'administration du département des Bouches-du-Rhône, ci-dessus mentionné, est nul, de nul effet et comme non venu, en tant qu'il comprend dans l'exception portée par l'article 7 de la loi du 22 prairial an 3, les individus qui prétendraient avoir été mis hors de la loi par les décrets des 19 mars et 5 juillet 1793, sans rapporter aucun décret ou arrêté qui, en exécution de l'un ou de l'autre de ces deux décrets, les eût déclarés hors de la loi, non d'une manière vague et indéterminée, mais nommément ou collectivement, comme membres de tel corps spécialement désigné.

2. Le ministre de la police générale se fera rendre compte des arrêtés que les administrations de département pourraient avoir pris ou prendraient ci-après, en exécution de l'article 7 de la loi du 22 prairial an 3; et il annulera, sauf l'approbation définitive du directoire, ceux de ces arrêtés qui seraient contraires aux principes ci-dessus rappelés.

N^o 11. = 10 vendémiaire an 5 (1^{er} octobre 1796). = *ARRÊTÉ du conseil des cinq-cents portant qu'il n'y a pas lieu à interpréter la loi du 3 vendémiaire an 4, sur les successions.* (B., LXVI, 25.)

N^o 12. = 10 vendémiaire an 5 (1^{er} octobre 1796). = *LOI qui accorde aux militaires suisses ayant droit à des pensions, et qui ont encouru la déchéance par des circonstances de force majeure, un nouveau délai pour la production de leurs titres* (1). (II, Bull. LXXX, n^o 746; B., LXVI, 26.)

N^o 13. = 11 vendémiaire an 5 (2 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 vendémiaire* (2). (II, Bull. LXXXI, n^o 750.)

N^o 14. = 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 vendémiaire* (3). (II, Bull. LXXXI, n^o 752.)

(1) Voyez le décret du 29 germinal—1^{er} floréal an 2 (18—20 avril 1794) qui règle ces pensions, et la note.

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(3) Voyez le tableau qui suit la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

N° 15. = 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796). = *LOI qui conserve les hospices civils dans la jouissance de leurs biens, et règle la manière dont ils seront administrés* (1). (II, Bull. LXXXI, n° 753; B., LXVI, 41.)

Art. 1^{er}. Les administrations municipales auront la surveillance immédiate des hospices civils établis dans leur arrondissement. — Elles nommeront une commission composée de cinq citoyens résidant dans le canton, qui éliront entre eux un président, et choisiront un secrétaire.

2. Dans les communes où il y a plus d'une administration municipale, cette commission sera nommée par celle du département.

3. Chaque commission nommera, hors de son sein, un receveur, qui lui rendra compte tous les trois mois; elle remettra ce compte à l'administration municipale, qui l'adressera, dans la décade, avec son avis, à l'administration centrale du département, pour être approuvé, s'il y a lieu.

4. Les établissemens existans, destinés aux aveugles et aux sourds et muets, resteront à la charge du trésor national.

5. Les hospices civils sont conservés dans la jouissance de leurs biens, et des rentes et redevances qui leur sont dues par le trésor public ou par des particuliers.

6. Ceux desdits biens qui ont été vendus en vertu de la loi du 23 messidor, qui est définitivement rapportée par la présente en ce qui concerne les hospices civils, leur seront remplacés en biens nationaux du même produit, suivant le mode réglé ci-après.

7. Les administrations centrales de département se feront remettre, dans le mois de la publication de la présente, l'état des biens vendus dépendant d'hospices situés dans leur territoire.

8. Dans le mois suivant, les administrations centrales désigneront des biens nationaux du même produit, en remplacement des biens vendus; et ce, après estimation d'experts, dont un sera nommé par elles, l'autre par le directeur des domaines nationaux. — Le travail des administrations centrales ne sera que préparatoire, et n'aura son effet définitif qu'en vertu d'une loi expresse.

9. Les redevances, de quelque nature qu'elles soient, dont ils jouissaient sur des domaines nationaux qui ont été vendus, ou sur des biens appartenant à des particuliers qui, pour s'en libérer, en ont versé le prix au trésor public, seront payés par le trésor public auxdits hospices.

10. Jusqu'à ce que cette remise soit effectuée, il sera payé auxdits hospices une somme égale à celle que leur produisaient, en 1790, leurs biens vendus.

11. Au moyen du remplacement ordonné par les articles précédens, il ne pourra être accordé auxdits hospices aucun secours, sans une autorisation spéciale du corps législatif.

12. La trésorerie nationale est déchargée, pour l'avenir, du paiement des rentes perpétuelles et viagères dues par les hospices. La commission présentera un projet de résolution, pour déterminer l'époque à laquelle la présente disposition recevra son exécution, et à laquelle les hospices seront tenus d'acquitter les rentes dont ils étaient chargés.

(1) Voyez le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), concernant la liquidation de l'actif et du passif des hôpitaux, et les notes qui résument la législation relative à leurs biens.

Voyez notamment la loi additionnelle du 23 brumaire an 5 (13 novembre 1796), et celle du 29 pluviôse même année (17 février 1797), qui déterminent le mode d'exécution de la présente, en ce qui concerne les dettes des hospices civils.

N° 16. = 21 vendémiaire an 5 (12 octobre 1796). = *LOI qui autorise la perception d'un droit de navigation sur le canal du Midi* (1). (II, Bull. LXXXIII, n° 769; B., LXVI, 70.)

Art. 1^{er}. Il sera perçu, sur le canal du Midi, un droit de navigation, distinct et indépendant de la fourniture et conduite des bateaux, pour lesquelles les conventions entre les chargeurs et les propriétaires et patrons de bateaux demeurent libres.

2. Sont exceptés de la disposition de l'article précédent, les bateaux de poste des voyageurs, qui seront fournis, comme ci-devant, par l'administration du canal, et pour lesquels le prix de voiture continuera d'être réuni au droit de navigation.

3. Il sera payé, à l'avenir, par toute personne voyageant sur lesdits bateaux de poste, quinze centimes pour cinq kilomètres (trois sous huit deniers par lieue de trois mille soixante-une toises). — Le même droit sera perçu pour toute personne voyageant sur d'autres bateaux, excepté les patrons et gens de l'équipage. — Il ne sera payé que moitié dudit droit pour les militaires et matelots en activité de service.

4. Le droit de navigation sera, pour une étendue de cinq kilomètres (deux mille cinq cent soixante-six toises, ancienne mesure), de deux centimes pour cinq myriagrammes de toute marchandise non ci-après spécifiée (quatre deniers six cent quatre-vingt-quinze millièmes par quintal, et par lieue de trois mille soixante-une toises) (2).

5. Il ne sera perçu que les deux tiers dudit droit, pour les tuiles, briques, ardoises, chaux et autres matériaux, bois à brûler, charbons, foin et paille.

6. Le droit ne sera que des trois quarts, pour le bois à brûler conduit par radeaux.

7. Le mètre cube de pierre et de marbre paiera, aussi pour cinq kilomètres, soixante-cinq centimes (six deniers trois cent cinquante-huit millièmes par pied cube, par lieue de trois mille soixante-une toises).

8. Les bois à bâtir, voiturés sur bateaux, paieront le droit porté en l'article 4. — Les bois allant par radeaux flottans, paieront, pour la même étendue de cinq kilomètres; savoir : — Les poutres dites *pitrons*, de douze à quinze mètres de longueur (de sept à huit cannes, ancienne mesure), cinq centimes (quatorze deniers trois cent soixante-quatorze millièmes par lieue de trois mille soixante-une toises); — Celles de huit à dix mètres de longueur, les deux tiers; — Et les plus longues ou les plus courtes, à proportion; — Les pièces de bois dites *rasals* ou *bâtardes*, de douze à quatorze mètres de longueur, les deux tiers du même droit de cinq centimes; — Celles de huit à dix mètres, la moitié; — Celles de sept mètres, le tiers; — Les pièces dites *pujals*, de douze à quatorze mètres de longueur, la moitié dudit droit; — Les plus courtes à proportion; — Les chevrons, de huit à dix mètres de longueur, le sixième; — Le cent de planches de sapin ou fau, prises à Tou-

(1) Voyez le décret du 10 mars 1810, portant concession de la propriété du canal du Midi au domaine extraordinaire; l'ordonnance du 20 novembre—13 décembre 1814, qui place ce canal dans la dépendance de l'administration publique; l'art. 10 de la loi du 5—6 décembre 1814, par l'effet duquel le même canal a cessé de faire partie du domaine public; et l'ordonnance du 25 avril—1^{er} mai 1823, portant approbation des délibérations de la compagnie du canal du Midi.

Voyez encore la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802) portant établissement d'un droit de navigation intérieure sur les rivières et canaux, et les notes.

(2) Voyez le décret du 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805), rectificatif de cet article.

louse, huit centimes (deux deniers sept cent quarante-huit millièmes la douzaine, par lieue de trois mille soixante-une toises); — Le cent de planches de sapin de Quillan, quatre centimes; — Le cent de planches de chêne ou de noyer, seize centimes.

9. Les barques servant aux riverains pour le transport de leurs denrées, d'un bord à l'autre, dans l'étendue d'une même commune, ne seront sujettes à aucun droit; à la charge, par les propriétaires, de tenir la main à ce que lesdites barques n'embarrassent la voie d'eau, et de se conformer aux réglemens de police de la navigation.

10. Le tarif des droits ci-dessus fixés sera imprimé et affiché dans le lieu le plus apparent des bureaux établis pour la perception, et les distances marquées par des bornes indicatives numérotées.

11. Lesdits droits seront acquittés en numéraire.

12. Le directoire exécutif pourra affermer la perception desdits droits, ensemble les moulins, usines, bâtimens, fonds ruraux et autres dépendances, en chargeant le fermier de mettre et tenir le canal en bon état, de faire faire annuellement les ouvrages d'entretien et réparation, tant du canal que des usines, chemins et bâtimens, conformément au devis qui en sera dressé par l'ingénieur chargé de l'inspection générale dudit canal; de prendre à son compte les frais de régie, garde, recette, service des employés, etc.; de recevoir, par inventaire, les effets, ustensiles et matériaux qui s'y trouveront; enlin de tenir, comme par le passé, les bateaux de poste pour les voyageurs.

13. Le directoire exécutif se fera rendre compte de l'état des travaux commencés près de Carcassonne, en 1787, pour prévenir les ensablemens de la rivière de Fresquel: et dans le cas où leur achèvement serait reconnu utile et urgent, il fera partie des conditions du bail.

14. Le directoire exécutif fera pareillement examiner s'il convient d'y comprendre la petite branche de canal à l'ouest de Toulouse, et le canal de Narbonne, qui reçoit du canal principal la fourniture d'eau nécessaire à sa navigation. — Il se fera rendre compte de l'état de ce dernier; et dans le cas où les travaux ordonnés par les ci-devant états de Languedoc seraient reconnus utiles et urgens, ils seront également compris dans le bail.

15. Le directoire exécutif donnera de même les ordres pour la vérification définitive du projet de tirer les eaux du marais appelé l'*Etang de Marseille*, et de la manière d'en opérer le dessèchement pour le plus grand avantage de la navigation; à l'effet de régler en conséquence les conditions, soit de l'aliénation, soit de l'amodiation par réunion aux autres fonds ruraux dépendant du canal.

16. Les abreuvoirs existant à la proximité du canal, construits par les communes riveraines pour leur usage, continueront d'être à leur disposition, et l'entretien à leur charge, sans néanmoins qu'il puisse y être fait aucun changement, qu'après qu'il aura été constaté qu'il ne peut intéresser la navigation.

17. Le nettoiemnt des aqueducs destinés à l'écoulement des ruisseaux qui traversent le territoire desdites communes, restera pareillement à leur charge, si ce n'est dans les cas où les engorgemens proviendraient de la dégradation desdits aqueducs. — Le nettoiemnt des rigoles, contre-canaux ou contre-fossés qui traversent le territoire desdites communes, ainsi que les ponts et ponteaux sur les contre-canaux, resteront de même à leur charge comme par le passé.

18. Le bail pourra être fait pour vingt-neuf ans, et non au-delà: il contiendra la réserve, au profit de la république, d'une part dans les bénéfices excédant une somme fixe.

19. Le fermier sera tenu de donner un cautionnement suffisant en immeubles. — Il versera le prix du bail directement à la trésorerie nationale.

20. Le fermier et ses préposés se conformeront au règlement qui sera fait pour la police de la navigation.

21. Il y aura un conservateur du canal, faisant en même temps fonctions d'archiviste, qui résidera dans le lieu le plus central, désigné par le directoire exécutif; — Un ingénieur en chef, chargé de la surveillance des travaux pour tous les départemens qu'il traverse, ou dans lesquels il se trouve des ouvrages d'art pour y rassembler les eaux; — Sept ingénieurs ordinaires, sous le nom de *directeurs*; — Et des gardes en nombre suffisant pour le maintien de la police de la navigation et la répression des délits et entreprises. — Le conservateur et l'ingénieur en chef seront les seuls dont le traitement sera à la charge de la république.

22. Le conservateur et l'ingénieur du canal correspondront avec les ministres des finances et de l'intérieur; ils leur adresseront, au moins tous les trois mois, un état de situation; et recevront directement leurs ordres. — Le conservateur tiendra le dépôt des titres, mémoires, plans, registres et autres papiers concernant le canal; il veillera à la répression des délits, à la poursuite de toutes les affaires qui intéresseront sa conservation et les propriétés qui en dépendent. Les gardes seront tenus de lui donner avis des rapports qu'ils auront déposés.

23. Les gardes du canal prêteront serment devant le tribunal civil du département, ou devant le juge de paix de l'arrondissement où ils exerceront leurs fonctions; dans le dernier cas, ils enverront, sans délai, extrait de l'acte dressé par le juge de paix, au greffe du tribunal civil du département, pour y être enregistré conformément à la loi du 16 de ce mois. — Ils porteront une plaque ou médaille, sur laquelle seront écrits ces mots : *Garde du canal*. — Les procès-verbaux qu'ils dresseront, feront foi jusqu'à preuve contraire; ils les déposeront, dans les vingt-quatre heures, entre les mains du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du lieu du délit, qui sera tenu d'en faire le renvoi à l'officier de justice qui devra en connaître.

24. Il sera fait tous les ans, immédiatement après la confection des ouvrages d'entretien et réparation, par un ingénieur ou inspecteur ayant mission spéciale, une tournée dans toute l'étendue du canal; lequel dressera procès-verbal de visite et reconnaissance des ouvrages ordonnés, de la manière dont ils auront été exécutés, et de ceux qu'il jugerait avoir été omis ou négligés dans le devis de l'ingénieur résidant.

25. Les contestations qui pourront survenir, soit sur l'exécution du règlement de police de navigation, soit relativement aux entreprises des riverains du canal, seront portées devant les juges de paix et tribunaux de l'arrondissement.

26. Ceux qui seront convaincus d'usurpation et envahissement de quelques parties dudit canal, seront condamnés à une amende qui ne pourra s'élever au dessus du double de la valeur de l'objet usurpé, et être moindre que la moitié. — Dans les cas de violence ou d'enlèvement furtif, la procédure sera instruite et jugée suivant les dispositions du Code pénal, sur la dénonciation des préposés à la garde du canal.

27. Les administrations départementales et municipales, et les commissaires du directoire exécutif près lesdites administrations, sont tenus, sous leur responsabilité, d'informer le ministre de l'intérieur des entreprises, abus et malversations qui pourraient venir à leur connaissance.

N° 17. = 21 vendémiaire an 5 (12 octobre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 vendémiaire (1).** (II, Bull. LXXXII, n° 768.)

N° 18. = 21 vendémiaire an 5 (12 octobre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proroge de deux mois le délai fixé par celui du 16 prairial an 4, relatif aux formalités à remplir par les Français voyageant en pays étranger.** (II, Bull. LXXXIII, n° 770.)

N° 19. = 22 vendémiaire an 5 (13 octobre 1796). = **LOI qui prescrit les formalités à observer par les pensionnaires non liquidés, pour toucher les secours à eux accordés.** (II, Bull. LXXXIII, n° 771; B., LXVI, 76.)

N° 20. = 23 vendémiaire an 5 (14 octobre 1796). = **LOI concernant l'ordre des paiemens à faire par la trésorerie nationale (2).** (II, Bull. LXXXIII, n° 772; B., LXVI, 80.)

Art. 1^{er}. La trésorerie nationale paiera, exclusivement à tous autres services, la solde et la subsistance des troupes de terre et de mer, calculées sur le nombre d'hommes effectifs présens aux drapeaux.

2. Le ministre des finances continuera de régler l'ordre de paiement des ordonnances de tous les ministres, à raison de leur urgence (3).

N° 21. = 23 vendémiaire an 5 (14 octobre 1796). = **LOI qui étend aux neuf départemens réunis le mode établi pour procéder dans les instances en matière de douanes.** (II, Bull. LXXXIII, n° 773; B., LXVI, 81.)

N° 22. = 26 vendémiaire an 5 (17 octobre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 vendémiaire (4).** (II, Bull. LXXXIII, n° 787.)

N° 23. = 26 vendémiaire an 5 (17 octobre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif portant création d'un bureau pour la liquidation et l'examen des comptes des anciennes commissions et agences.** (II, B. LXXXVI, n° 813.)

Le directoire exécutif arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous les établissemens qui ont été conservés jusqu'ici pour la liquidation et l'examen des comptes des anciennes commissions et agences, sont supprimés, à compter du 1^{er} brumaire prochain. — Ils seront remplacés par un seul bureau, dirigé par cinq membres, sous la surveillance du ministre des finances.

2. Ce bureau sera chargé de la réunion, de l'examen et du règlement provisoire des comptes, tant en deniers qu'en matières, des anciennes commissions, agences et autres administrations supprimées, ainsi que des entrepreneurs, fournisseurs, comptables particuliers et tous autres, sous quelque dénomination qu'ils aient été employés au service de la république, auxquels il a été fourni des fonds, soit par le trésor public, soit par des agences, avant l'établissement du régime constitutionnel; de la liquidation des dé-

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez le décret du 27 (10 et) — 30 mars 1791, concernant l'organisation du trésor public, et les notes.

(3) Cet article a été abrogé par l'article 4 de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(4) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

U. d. O.

O. U.

LAW LIBRARY

penses non soldées, et du recouvrement des sommes dues par ces comptables.

3. Il est autorisé à correspondre tant avec les administrations publiques qu'avec les anciens membres des établissemens supprimés, et avec les comptables, pour tout ce qui est relatif aux fonctions qui lui sont attribuées ci-dessus.

4. Il prendra, sur les difficultés qu'il rencontrerait dans le cours de ses opérations, la décision du ministre des finances, qui en référera, s'il y a lieu, au directoire exécutif.

5. Il rendra compte par écrit, de son travail, chaque décade, au ministre des finances.

6. Les membres dudit bureau seront nommés par le directoire exécutif, sur la présentation du ministre des finances.

7. Ils choisiront les chefs, commis et employés de leurs bureaux, parmi les ex-membres et les employés des établissemens supprimés par l'article 1^{er}, en observant, autant que possible, de mettre à la tête de chaque division les ex-agens et chefs qui les avaient déjà dirigées pendant le service actif. — Leur nombre ne pourra excéder cent.

8. Le bureau occupera la maison de Panthemon : en conséquence, tous les papiers relatifs aux liquidations et comptes dont il est chargé, y seront incessamment réunis.

9. Le bureau s'occupera d'abord de dresser un état de tous les préposés et fournisseurs comptables qui sont en retard de remettre leurs comptes avec les pièces à l'appui, ou de justifier de l'emploi des fonds qu'ils ont eus entre les mains.

10. Cet état sera remis sous les yeux du ministre des finances, qui en rendra compte au directoire exécutif : il en sera envoyé extrait aux ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur, afin qu'ils puissent suspendre les paiemens qui seraient encore réclamés par ces mêmes comptables.

11. Attendu que tous les délais accordés par les lois, ou par les arrêtés des anciens comités de gouvernement, à ces comptables et préposés, pour la reddition de leurs comptes, sont expirés, tous ceux qui, dans le mois de la réquisition qui leur en sera faite par le bureau, n'y auraient pas satisfait, seront dénoncés au ministre des finances, qui les fera poursuivre par les voies de rigueur.

12. Les poursuites seront confiées au commissaire du pouvoir exécutif près l'administration départementale du domicile desdits comptables.

13. A mesure de la réception des comptes particuliers, le bureau les vérifiera et les arrêtera provisoirement.

14. Il formera, de la réunion de ces comptes partiels, le compte général de chaque agence ou commission.

15. Les comptes s'établiront, à compter de la création desdites administrations, jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

16. Les abus et les malversations que lesdits commissaires découvriraient pendant le cours de leur travail, seront dénoncés au ministre des finances, qui proposera au directoire les mesures que les circonstances pourraient exiger.

17. Le bureau pressera, par sa correspondance, la rentrée des débets, soit en deniers, soit en matières, résultant de la vérification des comptes : si elle était infructueuse, il en serait rendu compte au ministre des finances, qui prendra les mesures indiquées ci-dessus.

18. Le bureau liquidera les dépenses non acquittées des anciennes admi-

nistrations, agences et commissions, ainsi que les avances des comptes, qui seront, d'après ses rapports, ordonnancées par le ministre des finances, sur les fonds accordés à cet effet par le corps législatif.

19. Les comptes en deniers, mis en ordre et arrêtés provisoirement par ledit bureau, seront remis à la trésorerie nationale.

20. Les comptes en matières resteront déposés audit bureau.

21. Les traitemens des membres du bureau seront de huit mille francs; ceux des employés seront réglés sur ceux qui sont donnés dans les autres établissemens de pareille nature. — Il sera, de plus, fait aux membres du bureau et aux employés une remise d'un dixième sur le produit des rentrées qu'ils feront effectuer; cette remise sera distribuée entre eux au marc la livre de leur traitement.

N° 24. = 27 vendémiaire an 5 (18 octobre 1796). = *LOI qui règle la manière d'appliquer celle du 5^e jour complémentaire de l'an 4 aux pensionnaires qui ont touché la totalité ou partie du deuxième semestre de l'an 4, et qui porte que les différentes sortes de pensions seront à l'avenir payées par semestre.* (II, Bull. LXXXIV, n° 792; B., LXVI, 95.)

N° 25. = 28 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796). = *LOI portant prorogation du terme ci-devant fixé pour l'introduction du nouveau régime hypothécaire* (1). (II, Bull. LXXXIV, n° 794; B., LXVI, 91.)

Art. 1^{er}. Le terme du 1^{er} brumaire an 5, indiqué par la loi du 24 thermidor dernier, concernant l'introduction du nouveau régime hypothécaire, est prorogé jusqu'à la publication de la loi qui statuera définitivement sur les modifications dont celle du 9 messidor est susceptible.

2. La loi du 19 prairial dernier, relative au même objet, continuera d'être exécutée jusqu'à la même époque.

N° 26. = 28 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui interdit la chasse dans les forêts nationales.* (II, Bull. LXXXIV, n° 795.)

Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances, considérant que le port d'armes et la chasse sont prohibés dans les forêts nationales et des particuliers, par l'ordonnance de 1669 et par la loi du 28—30 avril 1790; — Que l'article 4, titre XXX de l'ordonnance de 1669, fait défenses à toutes personnes de chasser à feu, et d'entrer ou demeurer de nuit dans les forêts domaniales, ni même dans les bois des particuliers, avec armes à feu, à peine de cent livres d'amende, et de punition corporelle s'il y échoit; que les articles 8 et 12 du même titre défendent d'y prendre aucune aire d'oiseaux, et d'y détruire aucune espèce de gibier, avec engins, tels que tirasses, traîneaux, tonnelles, etc., sous les mêmes peines; que l'article 1^{er} de la loi du 28—30 avril 1790 défend à toutes personnes de chasser, en quelque temps et de quelque manière que ce soit, sur le terrain d'autrui, sans son consentement, à peine de vingt livres d'amende envers la commune du lieu, et de dix livres d'indemnité envers le propriétaire des fruits, sans préjudice de plus grands dommages-intérêts s'il y échoit, — Arrête ce qui suit :

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le Code hypothécaire du 9 messidor an 3 (27 juin 1798), l'énoncé des diverses lois de prorogation.

Voyez aussi, sur le régime hypothécaire, la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798).

Art. 1^{er}. La chasse dans les forêts nationales est interdite à tous particuliers sans distinction (1).

2. Les gardes sont tenus de dresser contre les contrevenans, les procès-verbaux dans la forme prescrite pour les autres délits forestiers, et de les remettre à l'agent national près la ci-devant maîtrise de leur arrondissement.

3. Les prévenus seront poursuivis en conformité de la loi du 3 brumaire an 4, relative aux délits et aux peines, et seront condamnés aux peines pécuniaires prononcées par les lois ci-dessus citées.

N° 27. = 28 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant qu'à l'avenir les jugemens du tribunal de cassation seront imprimés dans un bulletin in-8° du même format que le Bulletin des lois.* (B., LXVI, 96.)

N° 28. = 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796). = *LOI qui règle la manière de suivre les actions dans lesquelles les communes sont seules intéressées* (2). (II, Bull. LXXXIV, n° 796 ; B., LXVI, 100.)

Art. 1^{er}. Le droit de suivre les actions qui intéressent uniquement les communes, est confié aux agens desdites communes, et, à leur défaut, à leurs adjoints (3).

(1) Cette prohibition s'étend à la chasse dans les bois communaux. Cass., 21 prairial an 11, SIR., VII, 2, 824 ; Bull. crim., VIII, 271 ; et 28 janvier 1808, SIR., VIII, 1, 257 ; Bull. crim., XIII, 29.

(2) Voyez le décret du 14 décembre 1789, sur la constitution des municipalités, art. 54, portant que le conseil général de la commune devra délibérer sur les procès à soutenir au nom des communes. Voyez aussi la loi du 24 brumaire an 5 (14 novembre 1796), qui attribue au bureau central, dans les communes composées de plusieurs administrations municipales, le droit de suivre les actions qui les intéressent collectivement ; celle du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), tit. II, art. 4, qui attribue aux conseils de préfecture le droit de prononcer sur les demandes formées par les communes à fin d'autorisation de plaider, et art. 15, qui impose aux conseils municipaux l'obligation de délibérer sur les procès à intenter ou à soutenir au nom des communes ; l'arrêté du 17 vendémiaire an 10 (9 octobre 1801) relatif aux formalités nécessaires pour intenter action contre les communes ; celui du 24 germinal an 11 (14 avril 1803), qui détermine le mode d'après lequel les contestations entre les différentes sections d'une même commune doivent être suivies devant les tribunaux ; celui du 21 frimaire an 12 (13 décembre 1803), qui détermine les formalités à observer pour les transactions entre les communes et les particuliers, sur des droits de propriété ; l'avis du cons. d'état du 3 juillet 1808, sur les actions à intenter contre les communes en matière de banalité conventionnelle ; et enfin l'art. 1032 du Cod. proc. civ., portant que les communes sont tenues, pour former une demande en justice, de se conformer aux lois administratives. — Voyez aussi les notes qui accompagnent les arrêtés des 17 thermidor an 10, 24 germinal an 11 et 21 frimaire an 12.

(3) En 1791, les communes devaient être assignées au domicile du maire et non à celui du procureur de la commune. Colmar, 6 floréal an 11, SIR., III, 2, 597. — Les actions dirigées par l'adjoint, pendant la suspension du maire, doivent être exercées à la requête du maire. Cass., 12 septembre 1809, SIR., XIV, 1, 99. — Le ministre de l'intérieur n'a pas qualité pour représenter une commune devant le conseil d'état, dans une instance entre cette commune et un particulier. Arr. du cons., 19 décembre 1821, MAC., II, 544.

Les droits d'une commune, quand ils ne sont pas reconnus, ne peuvent être exercés par aucun individu, soit par action, soit par exception ; ils ne peuvent être exercés que par le représentant de la commune. Paris, 18 juillet 1814, SIR., XV, 2, 65. — Les conseils de préfecture ne peuvent déléguer, pour suivre le procès d'une commune, un agent autre que le maire ou l'adjoint, fût-ce un conseiller municipal ; tout jugement rendu avec un tel agent est essentiellement nul. Cass., 17 juin 1834, SIR., XXXIV, 1, 454 ; Bull. civ., XXXV, 131. — Des habitans d'une commune ne peuvent, *ut singuli*, intenter une action au nom de cette commune, devant le conseil de préfecture ; le maire seul a qualité à cet effet. Arr. du cons., 15 décembre 1824, MAC., VI,

2. Dans les communes au dessus de cinq mille âmes, le droit de suivre les actions qui les intéressent est attribué à l'officier municipal qui sera choisi à cet effet par l'administration municipale.

3. Les agens ou leurs adjoints, les officiers municipaux ne pourront suivre

673. — Les habitans d'une commune sont non-recevables à réclamer, *ut singuli*, des propriétés ou des droits que la commune, *ut universi*, ne réclame pas. Arr. du cons., 20 juin 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 316. — Jugé encore que les habitans d'une commune ne peuvent se prévaloir, *ut singuli*, d'un droit qui n'appartient qu'à l'universalité des habitans de la commune. Cass., 5 juillet 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 121. — *Idem*, et la fin de non-recevoir résultant de ce défaut de qualité, peut être proposée d'office par le ministère public. Turin, 30 décembre 1810, *SIR.*, XI, 2, 406. — Les habitans d'une commune n'ont qualité pour se prévaloir, *ut singuli*, des droits de la commune qu'autant que le fond du droit n'est pas contesté; peu importe que le droit dont il s'agit ne soit pas indivisible, soumis à une jouissance commune, et qu'il comporte la jouissance individuelle de chaque habitant. Cass., 16 juillet 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 73; Bull. civ., XXIV, 201. — *Idem*, si la propriété de la commune est méconnue, l'action ne peut être exercée que par le maire, représentant la communauté d'habitans, *ut universi*. Lyon, 15 juillet 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 222. — Il en est ainsi, par exemple, lorsque la commune revendique un terrain qu'elle prétend être communal et dont la nature communale est contestée. Arr. du cons., 27 novembre 1814, *SIR.*, Jur. du cons., III, 45. — Un particulier, actionné au possessoire, n'est pas recevable à exciper du droit de la commune sur le terrain litigieux; il en est de ce cas, comme de celui où il s'agit de la propriété. Cass., 25 juillet 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 194. — Lorsque des particuliers sont poursuivis pour l'exercice individuel d'un droit, ils ne peuvent exciper des droits de la commune; ils doivent demander sa mise en cause. Cass., 22 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 62; Bull. crim., XXXI, 346. — Jugé encore que, lorsqu'un particulier, traduit en justice, excipe d'un droit communal, il doit demander l'autorisation de faire intervenir la commune, et qu'à défaut de cette demande, et de l'intervention effective de la commune, il doit être déclaré non-recevable dans son exception. Cass., 16 août 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 129; Bull. crim., XXVII, 319; 20 mars 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 243; Bull. crim., XXVIII, 107; et 25 juin 1824, *SIR.*, XXV, 1, 152 et 155; Bull. crim., XXIX, 253 et 258. — Les habitans d'une commune, troublés dans l'exercice d'un droit de pâture appartenant à la commune, ne peuvent, en leur nom personnel, exciper du droit de la commune; ils doivent faire intervenir le maire. Arr. du cons., 30 mars 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 54. — Mais l'habitant traduit devant le tribunal de police pour avoir fait paître ses bestiaux sur un terrain que l'on prétend appartenir à une autre commune, est recevable à exciper du droit de sa propre commune, lorsqu'il est appuyé par le maire, après autorisation du conseil municipal. Cass., 9 mars 1821, *SIR.*, XXI, 1, 193; Bull. crim., XXVI, 93. — Lorsque le passage du public dans une rue est fermé ou intercepté par un particulier, les habitans n'ont pas qualité pour intenter une action à cet égard, s'ils ne prétendent pas à une servitude particulière et individuelle; la commune seule a qualité. Cass., 11 juillet 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 194. — Jugé au contraire que l'habitant d'une commune est recevable à intenter de son chef et sans l'intervention du maire une action en justice aux fins d'obtenir le libre passage sur une voie actuellement publique, interceptée par un autre habitant, sauf le jugement ultérieur de la question de propriété entre cet habitant et la commune. Cass., 12 février 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 190. — Néanmoins, dans un procès où il s'agit uniquement d'un droit de passage dont le demandeur veut la suppression et que le défendeur veut maintenir, si le défendeur repousse la demande par une double exception, en ce que d'une part le demandeur ne justifie ni propriété ni possession du terrain litigieux, et d'autre part, en ce que le terrain est une propriété communale, l'arrêt qui admet simultanément ces deux exceptions ne peut être cassé sous prétexte que la seconde exception ne pouvait être proposée qu'avec le concours de la commune; la première exception, qui a pu être proposée sans ce concours, suffit pour justifier l'arrêt. Cass., 24 juillet 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 490. — Des habitans d'une commune, agissant *ut singuli*, sont recevables à attaquer par voie contentieuse une ordonnance royale qui prescrit la réunion en une seule fontaine de deux sources différentes situées dans la commune, lorsqu'ils n'ont été entendus dans aucune enquête préalable, et qu'ils prétendent avoir des droits à la propriété et à la jouissance des sources litigieuses. Arr. du cons., 14 juillet 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 346. — Les habitans d'une commune ont qualité pour demander, en vertu d'un droit particulier, l'enlèvement de barrières qu'un voisin aurait mises sur le terrain d'une ancienne rue publique. Cass., 15 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 359. — L'habitant d'une commune n'a pas individuellement qualité pour contester à un autre habitant des concessions faites à celui-ci, sur les biens communaux, par une délibération en forme du conseil municipal. Arr. du cons., 18 avril 1821, *MAC.*, 1, 487.

Un pourvoi en cassation ne peut être formé par des habitans isolés, au nom de la commune. Toute-

aucune action devant les autorités constituées, sans y être préalablement autorisés par l'administration centrale du département, après avoir pris l'avis de l'administration municipale (1).

fois l'intervention du maire dans l'instance couvre la nullité résultant de ce qu'un pourvoi aurait été formé et l'arrêt d'admission signifié par les habitants d'une commune, en nom collectif. Cass., 21 juin 1815, Sir., XV, 1, 304. — Le pourvoi d'une commune contre un arrêté du conseil de préfecture ne peut être introduit que par la commune elle-même ou son maire, et par le ministère d'un avocat aux conseils; ce pourvoi ne peut être formé, au nom de la commune, par le directeur de l'administration communale. Arr. du cons., 8 septembre 1819, Sir., Jur. du cons., V, 226. — Jugé encore que, lorsqu'une contestation intéressant une commune a été défendue devant l'autorité administrative par le maire de la commune, il ne peut appartenir à quelques habitants isolés de se pourvoir, en leur nom personnel, devant le conseil d'état. Arr. du cons., 24 décembre 1810, Sir., Jur. du cons., 1, 449. — Un propriétaire forain n'a pas qualité pour attaquer, par la voie de la tierce-opposition, une ordonnance rendue contre la commune. Arr. du cons., 7 mai 1823, Mac., V, 317. — Jugé encore que, lorsqu'une commune a été condamnée contradictoirement par une ordonnance royale, sur la réclamation en nullité de la vente de ses biens, la tierce-opposition de quelques uns des habitants n'est recevable qu'autant qu'ils se prétendent propriétaires à titre privé des biens vendus; mais qu'il en est autrement s'il est prouvé qu'à l'époque de la vente, ils étaient seulement fermiers de ces biens. Arr. du cons., 31 octobre 1821, Mac., II, 412.

(1) Pour mettre dans les nombreuses annotations que cette disposition appelle un ordre qui facilite les recherches, nous diviserons ainsi la matière: 1° *Nécessité de l'autorisation, exceptions*; 2° *Formes de l'autorisation*; 3° *Son étendue*; 4° *Effets du défaut d'autorisation*.

§ 1^{er}. — *Nécessité de l'autorisation; quand elle doit être accordée; refus; recours de la commune contre ce refus*. — En thèse générale, une commune ne peut être admise à plaider, quand elle n'y a pas été légalement autorisée: c'est là une formalité d'ordre public; et l'autorisation actuelle ne peut être remplacée par une autre, donnée anciennement, dans une instance permise et fondée sur d'autres lois. Cass., 15 prairial an 12, Sir., IV, 1, 280; Bull. civ., VI, 291. — Jugé encore que des sections de commune, autorisées à plaider en 1777, n'ont pu suivre leur procès, depuis la loi du 29 vendémiaire an 5, sans une nouvelle autorisation. Nîmes, 10 floréal an 13, Sir., V, 2, 252. — Les communes ont besoin d'être autorisées pour se pourvoir au conseil d'état contre un arrêté du préfet ou du conseil de préfecture. Arr. du cons., 30 novembre 1811, Sir., XII, 2, 164. — Cette autorisation est même nécessaire lorsque l'arrêté du conseil de préfecture qu'il s'agit d'attaquer est intervenu entre une commune et un particulier, dans une instance où le maire figurait comme simple habitant. Arr. du cons., 20 novembre 1822, Mac., IV, 405. — L'autorisation n'est pas nécessaire quand il ne s'agit, par la commune, que de réclamer un objet mobilier de peu de valeur. Cass., 21 juin 1808, Sir., VIII, 1, 429. — Ni quand il ne s'agit que de défendre à une demande en requête civile. Cass., 25 novembre 1828, Sir., XXVIII, 1, 409. — Ni pour défendre en matière de justice répressive, ou même devant le tribunal civil, à l'exécution d'un jugement correctionnel. Cass., 3 août 1820, Sir., XXI, 1, 183. — Ni quand il s'agit simplement de faire des actes conservatoires. Cass., 28 brumaire an 14, Sir., VI, 1, 88; Bull. civ., VII, 478. — Ni lorsque ce sont des habitants isolés d'une commune, qui exercent une action *ut singuli*. Arr. du cons., 9 juin 1830, Mac., XII, 295.

Lorsqu'une commune se pourvoit auprès du conseil de préfecture pour obtenir l'autorisation d'intenter une action judiciaire, il n'est pas nécessaire qu'elle prouve complètement, devant l'autorité administrative, l'existence du droit qu'elle entend exercer; il suffit que les faits énoncés et articulés par la commune soient d'une nature telle que, s'ils existaient, la commune aurait le droit d'agir: l'appréciation ultérieure et définitive du droit de la commune ne peut être faite que par l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 29 août 1809, Sir., Jur. du cons., 1, 304. — Jugé encore qu'il suffit que la commune ait une apparence de droit, pour que l'autorisation de plaider lui soit accordée. Arr. du cons., 12 mai 1820, Sir., Jur. du cons., V, 375. — Un conseil de préfecture ne peut refuser à une commune l'autorisation de plaider, toutes les fois que cette commune est appelée par l'autorité supérieure. Arr. du cons., 16 février 1811, Sir., Jur. du cons., 1, 393. — Ni l'autorisation de défendre au conseil d'état contre un pourvoi sur lequel il y a permis d'assigner. Arr. du cons., 21 août 1810, Sir., XI, 2, 203. — Cette autorisation ne peut davantage être refusée à une commune, sous prétexte qu'il a été statué définitivement par l'autorité administrative, lorsque l'action que la commune veut intenter a, au contraire, pour objet des droits d'usage résultant d'anciens arrêts. Arr. du cons., 3 décembre 1823, Mac., V, 795. — Mais il n'y a pas lieu d'autoriser une commune à plaider devant les tribunaux, sur une question déjà pendante devant le conseil de préfecture et de la compétence de ce conseil. Arr. du cons., 6 juin 1830, Mac., XII, 264. — Ni à déférer au conseil d'état une décision

N° 29. = 1^{er} brumaire an 5 (22 octobre 1796). = ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats des cinq derniers jours de vendémiaire (1). (II, Bull. LXXXIV, n° 801.)

rendue par l'administration forestière lorsqu'il suffit à la commune de s'adresser au ministre des finances pour obtenir la réformation de la décision. Arr. du cons., 4 février 1824, S^{IR.}, XXIV, 2, 380.

Lorsqu'un conseil municipal refuse d'autoriser une section de commune à revendiquer des biens dont elle a été dépouillée, le ministre de l'intérieur a qualité pour intervenir au nom et dans l'intérêt de la section de commune, afin d'obtenir l'autorisation du roi en conseil d'état. Arr. du cons., 24 mars 1819, S^{IR.}, XX, 2, 67. — Les communes elles-mêmes ont qualité pour se pourvoir au conseil d'état contre les arrêtés des conseils de préfecture qui leur refusent l'autorisation de plaider. Arr. du cons., 20 mai 1809, S^{IR.}, Jur. du cons., I, 290; 18 mars 1813, S^{IR.}, Jur. du cons., II, 289; 10 janvier 1821, MAC., I, 1; et plusieurs autres arrêtés. — Mais des habitants isolés, agissant *ut singuli*, ne sont pas recevables à attaquer ces arrêtés. Arr. du cons., 19 février 1823, MAC., V, 90. — Il en est de même des habitants isolés d'une section de commune qu'ils ne représentent pas. Arr. du cons., 3 mai 1832, MAC., 2^e série, II, 235.

Lorsqu'il y a refus d'autorisation par le conseil de préfecture, le conseil d'état accorde l'autorisation suivant les circonstances, après que le garde des sceaux a nommé trois jurisconsultes, et que l'avis par eux émis est favorable à la commune. Arr. du cons., 25 février 1818, S^{IR.}, Jur. du cons., IV, 258; 3 février 1819, *idem*, V, 61; 23 janvier 1820, *idem*, V, 308; 10 janvier 1821, *idem*, V, 521; 20 novembre 1822, MAC., IV, 399; 14 janvier 1824, *idem*, VI, 4; et plusieurs autres arrêtés. — Lorsque trois avocats ont été désignés par l'autorité pour donner leur avis, la commune ne peut se prévaloir d'une consultation, toute favorable qu'elle soit, obtenue de jurisconsultes autres que ceux désignés. Arr. du cons., 11 janvier 1813, S^{IR.}, Jur. du cons., II, 191. — Le conseil d'état peut refuser aux communes l'autorisation de plaider, lorsque l'avis des avocats désignés leur est défavorable. Arr. du cons., 3 juin 1818, S^{IR.}, Jur. du cons., IV, 348; 6 juin 1830, MAC., XII, 263; et plusieurs autres arrêtés.

Les autorisations de plaider accordées aux communes ne peuvent être considérées comme préjudgeant le fond du droit; ce sont de simples actes d'administration intérieure contre lesquels les tiers intéressés ne peuvent se pourvoir devant le conseil d'état. Arr. du cons., 23 décembre 1815, S^{IR.}, Jur. du cons., III, 203; 11 février 1820, *idem*, V, 316; 22 février 1821, MAC., I, 165; et une foule d'autres arrêtés. — Il en est de même des autorisations de plaider, accordées aux particuliers contre les communes. Cass., 25 mai 1819, S^{IR.}, XIX, 1, 419, et arr. du cons., 1^{er} décembre 1819, S^{IR.}, Jur. du cons., V, 271.

§ 2. — *Formes de l'autorisation; compétence.* — La délibération du conseil général de la commune ne suffit pas pour autoriser celle-ci à plaider, si la délibération n'est pas approuvée par l'administration de département. Cass., 8 frimaire an 12, S^{IR.}, IV, 2, 662; Bull. civ., VI, 68. — Jugé dans le même sens, et de plus, que la nullité résultant du vice de l'autorisation est opposable même quand le jugement a été rendu au profit de la commune. Cass., 19 juin 1815, S^{IR.}, XVI, 1, 104; Bull. civ., XVII, 138. — Depuis le remplacement des conseils généraux des communes par les conseils municipaux, une délibération prise par la généralité des habitants de la commune, à l'effet de plaider, n'a pu suppléer la délibération exigée du conseil municipal. Cass., 24 pluviôse an 5, S^{IR.}, XX, 1, 463. — Jugé toutefois qu'une délibération de l'administration municipale de canton, approuvée par l'administration départementale, a été une autorisation valable, même depuis la loi du 28 pluviôse an 8, si, lors de cette délibération, le conseil de la commune, institué par cette loi, n'était pas encore organisé. Cass., 12 juillet 1808, S^{IR.}, IX, 1, 267. — Jugé encore que les demandes à fin d'autorisation de plaider ne peuvent être formées devant les conseils de préfecture que par les maires ou leurs adjoints, après délibération du conseil municipal. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 295. — Et que, lorsque la délibération du conseil municipal, en vertu de laquelle le maire se dit autorisé à former un pourvoi au conseil d'état, est irrégulière, comme n'ayant été prise que par cinq membres de ce conseil, il y a lieu de rejeter le pourvoi et de condamner le maire aux dépens en son nom personnel. Arr. du cons., 9 mars 1832, MAC., 2^e série, II, 75.

Dans les instances anciennes entre communes, la preuve qu'elles ont été autorisées à plaider, lorsque l'acte même d'autorisation n'est pas rapporté, peut résulter de présomptions et de simples énonciations, contenues dans les actes anciens. Cass., 2 juillet 1827, S^{IR.}, XXVII, 1, 388. — L'autorisation de plaider accordée à une commune, ne comporte pas de contrôle, censure et reproche d'irrégularités de la part du tribunal devant lequel la commune doit plaider: si l'acte produit offre les éléments constitutifs d'une autorisation, la commune est réputée autorisée et

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

N° 30. = 2 brumaire an 5 (23 octobre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif portant que le paiement des frais des procédures criminelles à la charge de la république sera déterminé en valeur métallique.** (II, Bull. LXXXV, n° 805.)

doit être admise à plaider. Cass., 29 juillet 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 89; Bull. civ., XXV, 36r. — Le renvoi, par le conseil d'état, devant les tribunaux, d'une affaire dans laquelle une commune ou section de commune se trouve partie, équivaut à une autorisation de plaider. Cass., 2 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 207. — Jugé, au contraire, qu'une ordonnance royale qui renvoie purement et simplement une commune et un particulier devant les tribunaux, pour y faire juger un litige, n'autorise pas, par cela même, une commune à plaider. Arr. du cons., 12 février 1823, *MAC.*, V, 54. — Il n'est pas indispensable que la demande d'autorisation ait subi les deux degrés de juridiction quand il y a autorisation du conseil d'état; du moins on ne peut se prévaloir de l'irrégularité devant les tribunaux. Cass., 24 juillet 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 270. — Une sentence arbitrale, rendue sur une contestation intéressant une commune, doit, à peine de nullité, énoncer l'autorisation donnée à la commune de compromettre. Cass., 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 258; Bull. civ., XXVI, 23. — Jugé enfin qu'une commune est réputée avoir plaissé sans autorisation, par cela seul que l'autorisation n'est pas mentionnée dans le jugement. Cass., 3 juin 1812, *SIR.*, XIII, 1, 65; Bull. civ., XIV, 179.

En règle générale, l'autorisation nécessaire à une commune pour intenter une action, doit être donnée par le conseil de préfecture et non par le préfet : ainsi le veut l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an 8. Arr. du cons., 10 mars 1807, *SIR.*, XVI, 2, 227. — Les conseils de préfecture auxquels l'autorisation de plaider est demandée par les communes, ne peuvent pas approfondir les droits des communes. Arr. du cons., 9 décembre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 444; et une foule d'autres arrêts. — Jugé encore que l'autorisation de plaider ne préjuge pas la légitimité de la demande; qu'elle n'est requise qu'afin d'établir que le vœu de la commune a été émis dans les formes prescrites par la loi; que cette autorisation ne peut être refusée par des motifs tirés du fond du droit, et que les conseils de préfecture n'ont point de compétence pour prononcer sur le fond. Arr. du cons., 24 décembre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 445. — Jugé cependant qu'un arrêté du conseil de préfecture, qui refuse à une commune l'autorisation de plaider, par des motifs du fond, n'est pas pour cela illégal et nul; que ce n'est pas là avoir jugé le fond. Arr. du cons., 2 juillet 1807, *SIR.*, XVI, 2, 276. — Jugé encore qu'un conseil de préfecture peut borner l'autorisation qu'il accorde à la défense des droits résultant des titres de la commune. Arr. du cons., 24 janvier 1827, *MAC.*, IX, 52.

Les arrêtés par lesquels les conseils de préfecture refusent d'autoriser des communes à plaider, sont de simples actes de tutelle administrative sur lesquels ces conseils peuvent revenir après nouvel examen. Arr. du cons., 15 février 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 105. — Mais ils ne peuvent révoquer l'autorisation, une fois donnée. Arr. précité du cons., 12 février 1823, *MAC.*, V, 54.

§ 3. — *Etendue de l'autorisation.* — En règle générale, les autorisations de plaider, accordées par le roi aux communes, embrassent tous les degrés de juridiction. Arr. du cons., 26 mars 1823, *MAC.*, V, 222. — L'autorisation donnée à une commune, de plaider devant tous tribunaux compétens, emporte autorisation d'interjeter appel; si elle succombe en première instance, une nouvelle autorisation n'est pas nécessaire. Cass., 14 novembre 1825, *SIR.*, XXVII, 1, 49. — *Idem*, pour la commune qui a reçu autorisation de plaider jusqu'à jugemens et arrêts définitifs. Arr. du cons., 23 juillet 1823, *MAC.*, V, 490. — Jugé dans le même sens, alors que c'était la commune elle-même qui se plaignait d'avoir été admise à plaider en appel, sans autorisation suffisante. Cass., 11 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 57. — Jugé encore qu'une commune, autorisée en première instance, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation pour défendre en appel un jugement favorable. Cass., 2 mars 1815, *SIR.*, XV, 1, 247. — Jugé aussi que l'autorisation donnée à un maire pour plaider en première instance, relativement à la propriété d'un immeuble, est suffisante pour suivre sur l'appel, si l'autorisation première a été générale et indéfinie. Cass., 26 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 498. — L'autorisation donnée en première instance est également suffisante pour l'appel, si la commune se trouve devant les juges d'appel, sans que le fond ait été ni décidé ni discuté en première instance. Cass., 1^{er} juillet 1818, *SIR.*, XIX, 1, 258. — Jugé au contraire que l'autorisation donnée à une commune pour intenter action n'emporte pas celle d'appeler des jugemens défavorables qui pourront intervenir. Toutefois l'appel interjeté, dans ce cas, par la commune, ne serait pas absolument nul; seulement, il y aurait lieu à refuser à la commune le droit de suivre sur cet appel jusqu'après autorisation obtenue. Grenoble, 4 février 1830, *SIR.*, XXX, 2, 305. — Jugé encore que l'autorisation pour intenter action ne vaut pas autorisation pour interjeter appel. Cass., 24 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 363; Bull. civ., XXXI, 153. — L'autorisation donnée à une commune de plaider

N° 31. = 3 brumaire an 5 (24 octobre 1796). = *Loi qui ordonne la fabrication d'une nouvelle monnaie de cuivre, en pièces d'un et cinq centimes et d'un décime.* (II, Bull. LXXXIV, n° 803; B., LXVI, 110.)

devant tous tribunaux et cours compétens n'emporte pas autorisation d'interjeter appel. Bourges, 7 mars 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 72. — *Idem*, de l'autorisation de plaider *jusqu'à jugement définitif*. Paris, 9 décembre 1825, *SIR.*, XXVII, 2, 16. — Mais l'autorisation donnée à une commune, pour défendre, en première instance, à une action pétitoire, est suffisante pour interjeter appel incident du jugement qui n'a reconnu à la commune qu'une co-propriété. Bourges, 6 mars 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 307.

Une commune qui n'a pas été autorisée en première instance, ne peut interjeter appel sans autorisation, quand même l'instance originaire aurait eu lieu à une époque et dans des circonstances où l'autorisation ne lui aurait pas été nécessaire. Cass., 3 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 227; Bull. civ., XXVIII, 131. — Mais l'autorisation n'est pas nécessaire pour la validité d'un acte d'appel, considéré comme simple acte conservatoire. Cass., 12 juillet 1808, *SIR.*, IX, 1, 267; 20 mars 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 341; Bull. civ., XXIX, 105; et 10 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 142.

Les communes n'ont pas besoin d'autorisation particulière pour se pourvoir en cassation. Arr. du cons., 1^{er} novembre 1826, *MAC.*, VIII, 657. — Jugé encore qu'une commune, autorisée à plaider sur une contestation déterminée, n'a pas besoin d'une autorisation nouvelle pour attaquer un jugement qui lui est opposé dans l'instance, et qui a statué sur l'objet du litige. En tout cas, le défaut d'autorisation ne pourrait être opposé, lorsque la commune s'étant pourvue afin d'obtenir une autorisation nouvelle, le conseil de préfecture a décidé que la première était suffisante. Cass., arrêt précité du 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 258; Bull. civ., XXVI, 23.

Une commune, autorisée à plaider dans une instance, peut, sans autorisation nouvelle, exercer contre son adversaire l'action en retrait de droits litigieux. Grenoble, 19 mai 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 203. — Jugé enfin que l'autorisation pour plaider sur le fond d'un procès emporte autorisation pour plaider sur tous les incidens d'exécution du jugement à intervenir. Cass., 17 novembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 238.

§ 5. — *Effets du défaut d'autorisation; dans quels cas et par quelles personnes il peut être opposé.* — Les jugemens rendus avec une commune non autorisée à plaider sont nuls, d'une nullité absolue et d'ordre public. Cass., 17 prairial an 11, *SIR.*, III, 2, 333; Bull. civ., V, 284; et 10 nivose an 13, *SIR.*, V, 1, 123; Bull. civ., VII, 122. — *Idem*, quand même les jugemens seraient rendus au profit de la commune. Cass., 2 juin 1817, *SIR.*, XVII, 1, 279; Bull. civ., XIX, 163. — L'autorisation de plaider est tellement nécessaire aux communes que les jugemens obtenus par elles sont susceptibles d'être cassés, sur la demande de leurs adversaires, lorsqu'il ne résulte pas des pièces mêmes du procès qu'elles ont obtenu l'autorisation. Cass., 16 mai 1810, *SIR.*, XI, 1, 121; Bull. civ., XII, 85. — Lorsque les communes ne sont autorisées à suivre un procès qu'au milieu des errements de la procédure, tous exploits et autres actes antérieurs sont nuls. Cass., 11 janvier 1809, *SIR.*, XV, 1, 309. — Jugé encore que l'autorisation obtenue par une commune pour défendre à une demande en cassation, ne couvre pas le défaut d'autorisation dans la procédure antérieure. Cass., 12 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 766; Bull. civ., VII, 495. — Doivent être annulées, lorsqu'elles n'ont pas encore acquis l'autorité de la chose jugée, les sentences arbitrales rendues sur les demandes formées par les communes, en réintégration de droits qui leur auraient été enlevés par abus de la puissance féodale, si ces communes ont procédé sans autorisation. Cass., 8 avril 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 193; Bull. civ., XXXI, 77. — Toutefois, le jugement rendu en première instance au profit d'une commune, n'est pas nul absolument, à défaut d'autorisation; la nullité est susceptible d'être convertie par une autorisation ultérieure accordée à la commune. En conséquence, les juges d'appel, devant lesquels la nullité est opposée pour la première fois, peuvent, avant d'y statuer, accorder un délai à la commune, pour qu'elle obtienne une autorisation. Cass., 24 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 156. — Un jugement rendu contre une commune, même non autorisée, peut acquiescer l'autorité de la chose jugée. Cass., arrêt précité du 17 novembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 238.

Le défaut d'autorisation d'une commune pour ester en jugement n'autorise pas le préfet à élever un conflit; il n'en résulte qu'un moyen de nullité à proposer devant les tribunaux. Arr. du cons., 7 février 1809, *SIR.*, XVII, 2, 109. — Les communes sont recevables à opposer elles-mêmes le défaut de l'autorisation qu'elles ont négligé d'obtenir. Colmar, 6 floréal an 11, *SIR.*, III, 2, 597. — La nullité résultant du défaut d'autorisation peut être opposée aux communes qui ont gagné leur procès. Cass., arrêt précité du 15 prairial an 12, *SIR.*, IV, 1, 200; Bull. civ., VI, 291; et 2 mai 1808, *SIR.*, IX, 1, 168; Bull. civ., X, 108. — Elle peut être proposée en tout état de cause. Bordeaux, 23 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 2, 377. — Jugé, au contraire, qu'elle ne peut l'être en appel, quand elle ne l'a pas été en première instance. Cass., 27

N° 32. = 3 brumaire an 5 (24 octobre 1796). = *Loi qui prescrit un mode pour retirer de la circulation les pièces en métal de bronze fabriquées en exécution de la loi du 28 thermidor an 5.* (II, Bull. LXXXIV, n° 802 ; B., LXVI, 112.)

N° 33. = 3 brumaire an 5 (24 octobre 1796). = *Loi contenant ratification du traité de paix conclu entre la république française et le roi des Deux-Siciles.* (II, Bull. XCII, n° 868 ; B., LXVI, 114.)

La république française et S. M. le roi des Deux-Siciles, également animés du désir de faire succéder les avantages de la paix aux malheurs inséparables de la guerre, ont nommé, savoir : le directoire exécutif, au nom de la république française, le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures ; et S. M. le roi des Deux-Siciles, le prince de *Belmonte Pignatelli*, son gentilhomme de la chambre et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté catholique ; pour traiter, en leur nom, des clauses et conditions propres à rétablir la bonne intelligence et amitié entre les deux puissances ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et S. M. le roi des Deux-Siciles ; en conséquence, toutes hostilités cesseront définitivement, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité. — En attendant, et jusqu'à cette époque, les conditions stipulées par l'armistice conclu le 17 prairial an 4 (5 juin 1796), continueront d'avoir leur plein et entier effet.

2. Tout acte, engagement ou convention antérieurs de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués et seront regardés comme nuls et non avenus : en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

3. S. M. le roi des Deux-Siciles observera la plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes : en conséquence, elle s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre appartenant auxdites puissances, qui excéderont le nombre de quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite neutralité. Tout approvisionnement de munitions ou marchandises connues sous le nom de contrebande de guerre, leur sera refusé.

messidor an 8, S^{IR}., I, 2, 259. — La nullité résultant de ce qu'une commune a plaidé sans autorisation, ne peut être invoquée par la partie qui a succombé dans l'instance. Cass., 14 juin 1832, S^{IR}., XXXII, 1, 679. — Jugé encore que celui qui a succombé en première instance et en appel, contre une commune non autorisée, ne peut proposer pour la première fois en cour de cassation le moyen de nullité résultant du défaut d'autorisation. Cass., 27 novembre 1828, S^{IR}., XXIX, 1, 124. — Jugé en sens contraire. Cass., 6 nivose an 12, S^{IR}., IV, 2, 651 ; Bull. civ., VI, 108. — Jugé même qu'un jugement rendu en faveur d'une commune non autorisée à plaider, doit être cassé, quoique le moyen de nullité n'ait été proposé ni en appel, ni devant la cour de cassation. Cass., arrêt précité du 10 nivose an 13, S^{IR}., V, 1, 123 ; Bull. civ., VII, 122. — Jugé encore qu'il y a lieu à cassation, pour défaut d'autorisation, quoique le moyen n'ait pas été proposé avant l'arrêt ; peu importe à cet égard que le demandeur ait été dispensé par l'avis du conseil d'état du 3 juillet 1808 de l'obligation de se pourvoir d'une autorisation, l'action étant réelle et pétitoire. Cass., 25 juillet 1825, S^{IR}., XXV, 1, 369 ; Bull. civ., XXVII, 259.

Un maire qui plaide sans autorisation peut être condamné aux dépens en son nom personnel, quoique le procès intéresse la commune. Cass., 21 août 1809, S^{IR}., X, 1, 285 ; Bull. civ., XI, 206.

4. Toute sûreté et protection envers et contre tous seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous les vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, et à tous les vaisseaux de guerre de la république qui n'excéderont pas le nombre porté par l'article précédent.

5. La république française et S. M. le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

6. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, y compris les marins et matelots, seront rendus réciproquement, dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité. Les malades et les blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs : ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

7. Pour donner une preuve d'amitié à la république française et de son désir sincère d'entretenir une parfaite harmonie entre les deux puissances, S. M. le roi des Deux-Siciles consent à faire mettre en liberté tout citoyen français qui aurait été arrêté et serait détenu dans ses états à cause de ses opinions politiques relatives à la révolution française. Tous les biens et propriétés, meubles et immeubles, qui pourraient leur avoir été séquestrés ou confisqués pour la même cause, leur seront rendus.

8. Par les mêmes motifs qui ont dicté l'article précédent, S. M. le roi des Deux-Siciles s'engage à faire faire toutes les recherches convenables pour découvrir par la voie de la justice, et livrer à la rigueur des lois, les personnes qui volèrent à Naples, en 1793, les effets et papiers appartenant au dernier ministre de la république française.

9. Les ambassadeurs ou ministres des deux puissances contractantes jouiront, dans les états respectifs, des mêmes prérogatives et préséances dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

10. Tous citoyens français, et tous ceux qui composeront la maison de l'ambassadeur ou ministre, et celles des consuls et autres agens accrédités et reconnus de la république française, jouiront, dans les états de S. M. le roi des Deux-Siciles, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques les plus favorisées à cet égard.

11. Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un traité de commerce entre les deux puissances, fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le royaume des Deux-Siciles, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce traité les relations commerciales et consulaires seront réciproquement rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

12. Conformément à l'article 6 du traité conclu à la Haye, le 27 floréal de l'an 3 de la république (16 mai 1795), la même paix, amitié et bonne intelligence, stipulée par le présent traité entre la république française et S. M. le roi des Deux-Siciles, aura lieu entre sadite majesté et la république batave.

13. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans quarante jours pour tout délai, à compter du jour de la signature.—Fait à Paris, le 19 vendémiaire an 5 de la république française, une et indivisible, répondant au 10 octobre 1796.

Signé CH. DELACROIX, le prince DE BELMONTE PIGNATELLI.

Nota. Le traité a été ratifié le 2 novembre 1796 (12 brumaire an 5) par le roi des Deux-Siciles.

N° 34. = 4 brumaire an 5 (25 octobre 1796). = *Loi qui accorde pour indemnité un mois de leur traitement aux employés supprimés.* (II, Bull. LXXXV, n° 807 ; B., LXVI, 122.)

N° 35. = 4 brumaire an 5 (25 octobre 1796). = *Loi qui règle la manière dont sera provisoirement payé le traitement des fonctionnaires publics et des employés, à compter du 1^{er} vendémiaire.* (II, Bull. LXXXV, n° 808 ; B., LXVI, 122.)

N° 36. = 5 brumaire an 5 (26 octobre 1796). = *Loi qui ordonne la réunion dans les chefs-lieux de département, de tous les titres et papiers acquis à la république.* (II, Bull. LXXXV, n° 810 ; B., LXVI, 128.)

N° 37. = 5 brumaire an 5 (26 octobre 1796). = *Loi qui autorise le préposé au dépôt des archives judiciaires de Paris, à faire la remise des titres non féodaux que des militaires ou autres citoyens justifieront leur appartenir.* (II, Bull. LXXXV, n° 809 ; B., LXVI, 130.)

N° 38. = 6 brumaire an 5 (27 octobre 1796). = *Loi contenant des mesures pour la conservation des propriétés des défenseurs de la patrie* (1). (II, Bull. LXXXV, n° 811 ; B., LXVI, 132.)

Art. 1^{er}. Les tribunaux civils de département nommeront, dans les cinq jours de la réception de la présente loi, trois citoyens probes et éclairés, qui formeront un conseil officieux, chargé de consulter et de défendre gratuitement, sur la demande des fondés de pouvoir, les affaires des défenseurs de la patrie, et des autres citoyens absents pour le service des armées de terre et de mer (2).

2. Aucune prescription, expiration de délais ou péremption d'instance ne peut être acquise contre les défenseurs de la patrie et autres citoyens attachés au service des armées de terre et de mer, pendant tout le temps qui s'est écoulé ou s'écoulera depuis leur départ de leur domicile, s'il est postérieur à la déclaration de la présente guerre, ou depuis ladite déclaration s'ils étaient déjà au service, jusqu'à l'expiration d'un mois après la publication de la paix générale ou après la signature du congé absolu qui leur aurait été ou leur serait délivré avant cette époque. — Le délai sera de trois mois, si, au moment de la publication de la paix ou de l'obtention du congé absolu, ces citoyens font leur service hors de la république, mais en Europe ; de huit mois, dans les colonies en-deçà du cap de Bonne-Espérance ; de deux ans, au-delà de ce cap (3).

(1) Voyez la loi du 11—15 ventose an 2 (1^{er}—5 mars 1794), relative à la conservation des successions échues aux militaires absents, et les notes ; la circulaire du ministre de la justice du 16 décembre 1806, qui rappelle à l'exécution des dispositions de la présente loi (SIR., VIII, 2, 36) ; la loi du 21—23 décembre 1814, qui proroge le délai accordé par l'art. 2 de cette même loi ; celle du 3—5 juillet 1816, qui fixe le mode de constatation du décès des militaires absents ; et celle du 13—15 janvier 1817, sur le même objet, et les notes.

(2) Lorsqu'un militaire a été défendu en justice par un homme de loi de son choix, il n'a point été nécessaire de lui nommer un conseil officieux ; d'ailleurs, il n'est pas nécessaire non plus que le commissaire du gouvernement soit entendu. Cass., 13 messidor an 10, SIR., I, 1, 460.

(3) La loi du 6 brumaire an 5 n'est pas une loi générale faite pour tous les temps et pour toutes les guerres à venir : c'est une loi spéciale, uniquement relative à la guerre de révolution

3. Ceux qui auraient librement et formellement acquiescé aux jugemens rendus contre eux, ne sont pas compris dans l'article précédent.

4. Les jugemens prononcés contre les défenseurs de la patrie et autres citoyens de service aux armées, ne peuvent donner lieu au décret ni à la déposssession d'aucun immeuble pendant les délais énoncés en l'article 2 de la présente loi (1).

5. Aucun de ces jugemens ne pourra être mis à exécution qu'autant que la partie poursuivante aura présenté et fait recevoir par le tribunal qui aura rendu le jugement, une caution solvable de rapporter, le cas échéant (2). — En conséquence, il est défendu, sous peine de trois cents livres d'amende, à tous greffiers de délivrer, et à tous huissiers de mettre à exécution aucun jugement rendu contre des défenseurs de la patrie et autres citoyens de service aux armées, si le jugement de réception de la caution n'est joint au jugement de condamnation.

6. Pour l'exécution de l'article précédent, les administrations municipales de canton feront et déposeront, dans les cinq jours de la présente loi, aux greffes du tribunal civil, du tribunal de commerce et de la justice de paix desquels relève le canton, une liste contenant les noms et prénoms de tous les citoyens de leur arrondissement absens de leur domicile pour le

que termina le traité de pacification générale, conclu à Paris, le 30 mai 1814. Ainsi, un militaire qui a fait la guerre d'Espagne (en 1823), ne peut se prévaloir de cette loi pour repousser une exception de péremption qui aurait couru de 1821 à 1824. Grenoble, 22 décembre 1824, *Sir.*, XXVI, 2, 42. — La paix d'Amiens, conclue le 30 floréal an 10, ne peut être considérée comme une paix générale. Cass., 30 avril 1811, *Sir.*, XI, 1, 236; *Bull. civ.*, XIII, 63.

La prescription contre un militaire n'a été précisément ni interrompue ni suspendue par la loi du 6 brumaire an 5: seulement la prescription, quoique accomplie, est inopposable, si le militaire réclame dans le mois de la délivrance de son congé. Ainsi, le militaire qui, dans le mois de la paix générale, ou de son congé absolu, n'a pas invoqué le bénéfice de la loi de brumaire, art. 2, ne peut empêcher que la prescription soit invoquée contre lui. Poitiers, 30 août 1825, *Sir.*, XXVI, 2, 12. — Jugé dans le même sens. Bourges, 6 mars 1825, *Sir.*, XXIX, 2, 202. — Le militaire en activité de service, qui est resté dans le lieu de son domicile, n'en a pas moins le droit de réclamer le bénéfice de la loi de brumaire an 5, pour repousser l'exception de prescription. Cass., 26 pluviôse an 11, *Sir.*, III, 1, 235; *Bull. civ.*, V, 154. — Un gendarme ne peut invoquer ce bénéfice, s'il ne prouve avoir été employé aux armées. Cass., 14 novembre 1827, *Sir.*, XXIX, 1, 163.

(1) Un Français qui a pris du service chez une puissance étrangère alliée, ne peut exciper de ce service pour obtenir le bénéfice du sursis prononcé par l'art. 4 de la loi de brumaire an 5, en faveur des défenseurs de la patrie. Nîmes, 8 août 1811, *Sir.*, XII, 2, 159. — Un garde d'honneur a dû être réputé militaire, défenseur de la patrie, sinon à compter de la désignation ou du jour de la mise en route, au moins du jour où il a été porté sur les contrôles du régiment: dès ce jour on a dû surseoir, à son égard, aux poursuites de saisie immobilière. Cass., 6 février 1815, *Sir.*, XV, 1, 282; *Bull. civ.*, XVII, 39.

Le sursis accordé à toutes exécutions contre les défenseurs de la patrie pendant la guerre, s'appliquait même au cas où ils étaient débiteurs par acte authentique et paré. Cass., 30 octobre 1811, *Sir.*, XII, 1, 93; et 27 octobre 1814, *Sir.*, XV, 1, 89. — Il s'appliquait même au cas où, dans une succession, il y avait tout à la fois des héritiers militaires et non militaires; la qualité du militaire empêchait l'expropriation. Dans ce cas, le créancier ne pouvait exproprier qu'après avoir fait procéder au partage des biens de la succession. Cass., arrêt précité du 27 octobre 1814, *Sir.*, XV, 1, 89. — Antérieurement, on avait jugé que l'expropriation pouvait être poursuivie contre une succession dans laquelle se trouvaient des militaires et des non militaires. Paris, 10 mai 1810, *Sir.*, XV, 2, 146. Mais cette jurisprudence paraît n'avoir pas prévalu.

(2) Cette défense ne s'étendait pas à la signification des jugemens; la signification était valable, quoique non précédée de cautionnement, et il y a eu déchéance contre le militaire qui, à son retour, n'a pas interjeté appel dans les délais particuliers fixés par la loi de brumaire. Cass., 19 décembre 1826, *Sir.*, XXVII, 1, 63. — La permission d'exécuter en donnant caution ne s'étend pas à la saisie immobilière. Cass., arrêt précité du 27 octobre 1814, *Sir.*, XV, 1, 89.

service des armées de terre et de mer. — Les greffiers seront tenus de consulter cette liste avant de délivrer aucun jugement.

7. Les propriétés des défenseurs de la patrie, et des autres citoyens absens pour le service public, sont mises sous la surveillance des agens et adjoints municipaux de chaque commune; ils seront tenus de dénoncer, sous leur responsabilité personnelle, au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, les atteintes qui pourraient être portées à ces propriétés : le commissaire du directoire exécutif poursuivra en indemnité, devant les tribunaux, les communes qui ne les auraient pas prévenues ou repoussées conformément aux lois existantes.

8. Les commissaires du directoire exécutif auprès des administrations et des tribunaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller l'exécution de la présente.

N° 39. = 6 brumaire an 5 (27 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 brumaire* (1). (II, Bull. LXXXV, n° 812.)

N° 40. = 8 brumaire an 5 (29 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant qu'il ne sera alloué aucune somme pour l'impression des jugemens des tribunaux criminels* (2). (II, Bull. LXXXVII, n° 829.)

Le directoire exécutif, considérant que les seules lois positives qui aient rapport à l'impression des jugemens des tribunaux aux frais du trésor public, sont, la loi du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790, relative aux jugemens du tribunal de cassation, et la loi du 19—22 juillet 1791, relative aux jugemens des tribunaux correctionnels en cas de récidive; — Considérant qu'aucune loi n'a affecté de fonds pour l'impression des jugemens des tribunaux criminels, et qu'ainsi il ne peut être fait aucun paiement légitime des frais que cette impression arbitrairement ordonnée pourrait occasioner, — Arrête qu'il ne sera alloué aucune somme pour frais d'impression des jugemens des tribunaux criminels.

N° 41. = 9 brumaire an 5 (30 octobre 1796). = *ARRÊTÉ du conseil des cinq-cents portant qu'il n'y a pas lieu à interpréter l'article 7 du décret du 29 septembre — 6 octobre 1791, qui charge les notaires de représenter les absens.* (B., LXVI, 139.)

N° 42. = 9 brumaire an 5 (30 octobre 1796). = *Loi qui ordonne la continuation du paiement des pensions accordées aux professeurs émérites de la ci-devant université de Paris.* (II, Bull. LXXXVII, n° 831; B., LXVI, 140.)

N° 43. = 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796). = *Loi qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises* (3). (II, Bull. LXXXVI, n° 825; B., LXVI, 143.)

Art. 1^{er}. L'importation des marchandises manufacturées provenant soit

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviöse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez l'arrêté du 2 pluviöse an 5 (21 janvier 1797), qui ordonne l'impression en placards, à la fin de chaque mois, d'un état sommaire des jugemens rendus par les tribunaux criminels, et celui du 27 brumaire an 6 (17 novembre 1797), sur le même objet.

(3) L'importation des marchandises de fabrique anglaise avait déjà été prohibée par le décret du 18—19 vendémiaire an 2 (9—10 octobre 1793).

Voyez la loi du 26 brumaire an 5 (16 novembre 1796), qui fixe le délai pendant lequel la

des fabriques, soit du commerce anglais, est prohibée, tant par mer que par terre, dans toute l'étendue de la république française.

2. Aucun bâtiment chargé, en tout ou en partie, desdites marchandises, ne pourra entrer dans les ports de la république, sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'être saisi sur-le-champ; sauf néanmoins l'application de la loi du 23 brumaire an 3, dans les cas qu'elle a prévus.

3. Sont exceptés de l'article précédent les bâtimens au dessus de cent tonneaux, dont la nécessité de la relâche sera constatée de la manière prescrite par les lois; mais, dans ce cas, le capitaine sera tenu de remettre, aussitôt son arrivée, aux préposés des douanes, le manifeste indicatif des quantités, qualités et valeurs des marchandises provenant des fabriques ou du commerce anglais, qu'il aurait à son bord. — En cas de déchargement du navire, ces marchandises seront déposées, après inventaire fait par les préposés des douanes, dans un magasin fermant à trois clefs, dont une restera entre les mains des préposés, l'autre entre celles du capitaine, et la troisième sera remise à l'agent municipal de la commune. — Le capitaine ne pourra repartir avant qu'il ait été constaté que ces marchandises, reconnues pour l'identité et la quantité, ont été rembarquées dans leur intégrité (1).

4. Les marchandises de fabrique anglaise qui se trouveront dans un bâtiment pris sur l'ennemi, ou naufragé, ou échoué, et celles qui proviendront de confiscation, seront assujéties à l'entrepôt et à la réexportation, et ne pourront être vendues que sous ces conditions.

5. Sont réputés provenir des fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine, les objets ci-après, importés de l'étranger : — 1° Toute espèce de velours de coton, toutes étoffes et draps de laine, de coton et de poil, ou mélangés de ces matières; toute sorte de piqués, basins, nankinettes et mousselinettes; les laines, cotons et poils filés, les tapis dits anglais; — 2° Toute espèce de bonneterie de coton ou de laine, unie ou mélangée; — 3° Les boutons de toute espèce; — 4° Toute sorte de plaqués, tous ouvrages de quincaillerie fine, de coutellerie, de tabletterie, horlogerie, et autres ouvrages en fer, acier, étain, cuivre, airain, fonte, tôle, ferblanc, ou autres métaux, polis ou non polis, purs ou mélangés; — 5° Les cuirs tannés, corroyés ou apprêtés, ouvrés ou non ouvrés, les voitures montées ou non montées, les harnais et tous autres objets de sellerie; — 6° Les rubans, chapeaux, gazes et schalls connus sous la dénomination d'anglais; — 7° Toute sorte de peaux pour gants, culottes ou gilets, et ces mêmes objets fabriqués;

confiscation de certaines marchandises anglaises ne pourra avoir lieu, et celle du 19 frimaire suivant (9 décembre 1796), qui proroge ce délai; celle du 19 pluviôse an 5 (7 février 1797), qui modifie celle du 10 brumaire; celle du 29 nivôse an 6 (18 janvier 1798), qui déclare de bonne prise tout bâtiment trouvé en mer, chargé en tout ou partie de marchandises provenant d'Angleterre ou des possessions anglaises; l'arrêté du 9 ventôse an 6 (27 février 1798), qui autorise les préposés des douanes à faire dans les communes les visites nécessaires pour la découverte des marchandises anglaises; celui du 25 prairial suivant (13 juin 1798), qui excepte de l'application des lois précédentes les bâtimens chargés de marchandises sujettes à réexportation; celui du 15 brumaire an 7 (5 novembre 1798), additionnel au précédent; la loi du 11 prairial suivant (30 mai 1799), concernant le jugement des prévenus d'importation de marchandises anglaises; l'arrêté du quatrième jour complémentaire an 11 (21 septembre 1803), qui prescrit de nouvelles mesures pour la répression des délits d'introduction des marchandises anglaises, et les notes; l'art. 14 de la loi sur les douanes, du 22 ventôse—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), qui renouvelle les prohibitions précédentes; et enfin les décrets des 4 septembre 1810, 1^{er} janvier et 14 mai 1813, qui étendent à plusieurs départemens de la France les mesures relatives à la recherche et à la saisie des marchandises anglaises.

(1) Voyez, sur l'exception de relâche forcée, le titre VI du décret des 6—22 août 1791, et la note; et l'art. 7 du titre II du décret des 4—15 germinal an 2 (24 mars—4 avril 1794), et les notes.

— 8° Toute espèce de verrerie et cristaux, autres que les verres servant à la lunetterie et à l'horlogerie; — 9° Les sucres raffinés, en pain ou en poudre; — 10° Toute espèce de faïence ou poterie connue sous la dénomination de terre de pipe ou grès d'Angleterre (1).

6. A dater de la publication de la loi, il est défendu à toutes personnes de vendre ou exposer en vente aucun objet provenant des fabriques ou du commerce anglais, et à tous imprimeurs d'imprimer aucun avis qui annoncerait ces ventes. — Toutes enseignes ou affiches indiquant des dépôts ou des ventes de marchandises anglaises, seront retirées dans les vingt-quatre heures.

7. Tout individu qui aurait, soit pour son compte personnel, soit pour le compte d'autrui, soit seulement en dépôt, des objets de fabrique anglaise, sera tenu de remettre, dans les trois jours de la publication de la loi, à l'administration municipale du canton dans lequel ils sont déposés, un état détaillé, contenant leur quantité, qualité et valeur. — L'administration municipale déléguera, dans les cinq jours qui suivront la déclaration, un de ses membres, en présence duquel les objets déclarés seront vérifiés, et mis, par les propriétaires ou dépositaires, en tonneaux, balles, ballots, caisses ou malles, ensuite ficelés et scellés du sceau de l'administration. — Ces objets ainsi renfermés resteront à la garde des déclarans, qui s'en chargeront sur le procès-verbal de l'administration, et se soumettront de les représenter à toute réquisition. — Au moment de leur sortie du lieu du dépôt pour la réexportation, l'administration municipale délivrera un acquit-à-caution, qui sera visé dans le dernier bureau des douanes de sortie, et rapporté, dans les deux mois, à l'administration qui l'aura délivré, pour servir de décharge au soumissionnaire.

8. Les sucres raffinés, en pain ou en poudre, qui se trouvent actuellement dans l'intérieur, ne sont point assujétis aux déclarations et réexportations ordonnées par l'article précédent.

9. Dans l'étendue des trois lieues frontières de terre et de mer, la déclaration sera faite au bureau des douanes le plus voisin, et l'entrepôt aura lieu dans les magasins destinés à cet usage.

10. Dans le cas où il serait justifié, par pièces authentiques, qu'il aurait été acquitté des droits d'entrée pour aucun des objets prohibés par la présente résolution, ces droits seront restitués sur le certificat du receveur du bureau frontière par lequel s'effectuera la réexportation, mais seulement à raison des marchandises réexportées.

(1) La saisie de marchandises comprises dans cet article est valable, toutes les fois que leur nationalité n'est pas établie, et sans qu'il soit besoin de prouver qu'elles sont anglaises. Cass., 6 juin 1811, Sir., XII, 1, 68; Bull. crim., XVI, 166. — Il y a présomption de fabrique anglaise relativement aux marchandises qui circulent dans le myriamètre des frontières, sans passavant qui énonce les quantités, qualités, poids et mesures, surtout lorsqu'on n'est pas porteur du certificat d'origine. Cass., 5 messidor an 8, Sir., I, 2, 524; Bull. crim., V, 174. — Jugé encore que des marchandises qui circulent sans passavant dans la ligne des douanes sont, par cela seul, réputées anglaises, encore qu'elles ne soient pas comprises dans l'art. 5 de la loi du 10 brumaire an 5, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées des certificats d'origine prescrits par l'art. 13 de cette même loi; et qu'en ce cas, on ne peut prouver par experts la nationalité des marchandises. Cass., 16 pluviôse an 11, Sir., III, 2, 406; Bull. crim., VIII, 140. — Toutefois, la présomption établie par l'art. 5 de la loi de brumaire n'a lieu qu'autant qu'il est prouvé que les marchandises qu'on voudrait faire considérer comme anglaises, ont été importées en France de l'étranger. Cass., 6 thermidor an 8, Sir., I, 1, 323; Bull. crim., V, 271. — Les toiles de coton qui n'ont pas reçu la marque du fabricant et l'estampille nationale, au sortir du métier, avant l'apprêt et le blanchissage, sont censées provenir de fabriques anglaises. Cass., 5 avril 1811, Sir., XI, 1, 375; Bull. crim., XVI, 85.

11. Après l'expiration des délais fixés par le paragraphe 1^{er} de l'article 7, les préposés des douanes, accompagnés d'un administrateur municipal, pourront, dans l'étendue des trois lieues frontières de terre et de mer, visiter, de jour seulement, les maisons qui leur seraient indiquées pour contenir ou receler des marchandises provenant des fabriques ou du commerce anglais (1).

12. Un administrateur municipal, accompagné du commissaire du directoire exécutif, pourra aussi, dans l'arrondissement de son canton, visiter de jour les maisons occupées par tout citoyen faisant le commerce, à l'effet de constater les contraventions aux articles précédens.

13. Tous objets de fabrique étrangère non compris dans l'article 5, et desquels l'entrée n'est pas prohibée par les lois existantes, ne seront admis dans l'intérieur de la république qu'autant qu'ils seront accompagnés de certificats constatant qu'ils sont fabriqués dans les pays avec lesquels la république n'est point en guerre, conformément à la loi du 1^{er} mars 1793. — Quant aux objets de fabrique de l'Inde, ils ne pourront être importés qu'autant qu'ils seront accompagnés de certificats délivrés par les compagnies hollandaise ou danoise, visés par les consuls de France, constatant que ces objets proviennent du commerce de ces compagnies (2).

14. S'il résulte de la vérification desdites marchandises, qu'elles proviennent des fabriques ou du commerce anglais, elles seront saisies, sans avoir égard aux certificats dont elles seraient accompagnées.

15. Toute contravention aux articles ci-dessus donnera lieu à l'arrestation du contrevenant, et à sa traduction devant le tribunal de police correctionnelle dans l'arrondissement duquel le délit aura été constaté : la condamnation emportera toujours confiscation des marchandises, bâtimens de mer, chevaux, charrettes ou autres objets servant à leur transport. — Le délinquant sera, en outre, condamné à une amende triple de la valeur des objets saisis, et à un emprisonnement qui ne pourra être moindre de cinq jours ni excéder trois mois. — Sont compris parmi les contrevenans, tous courtiers, commissionnaires et assureurs qui coopéreraient à l'importation ou au débit des marchandises désignées ci-dessus (3).

16. La confiscation sera prononcée au profit des saisissans et de tous ceux qui auront favorisé l'arrestation, conformément à la loi du 15 août 1793. —

(1) Cette disposition s'applique aux marchandises anglaises qui sont dans les trois lieues en mer. Cass., 20 messidor an 11, Str., IV, 2, 10; Bull. crim., VIII, 299.

(2) Doivent être confisquées les marchandises étrangères introduites en France, pour transiter à l'étranger, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées du certificat d'origine prescrit par cet article. Cass., 17 floréal an 11, Str., III, 2, 421; Bull. crim., VIII, 239.

(3) C'est le tribunal correctionnel et non le tribunal civil qui doit connaître de la saisie de bâtimens trouvés en mer faisant des tentatives pour importer des marchandises anglaises. Cass., arrêt précité du 20 messidor an 11, Str., IV, 2, 10; Bull. crim., VIII, 299.

Les habitans des pays réunis où n'a pas été publiée la loi du 20 brumaire an 5, et qui n'ont pas eu, par conséquent, la faculté de faire leurs déclarations de marchandises anglaises, avec soumission de les réexporter, n'en sont pas moins soumis à la confiscation de toutes marchandises anglaises, dans tous les cas où ils ne justifient pas que leur introduction dans le pays a été antérieure à la réunion. Cass., 24 août 1811, Str., XII, 1, 211; Bull. crim., XVI, 247.

L'existence, dans un navire, de quelques marchandises anglaises, introduites par des gens de l'équipage, ne donne pas lieu à la confiscation de la cargaison entière, lorsqu'elle appartient à différens individus. Cass., 4 février 1813, Str., XVII, 1, 90.

Les tribunaux ne peuvent, sous le prétexte que les contrevenans auraient été de bonne foi, décharger de l'emprisonnement et de la triple amende et ne punir que de la confiscation, ceux qui, sans le savoir, ont introduit en France des marchandises anglaises. Cass., 2 vendémiaire an 11, Str., VII, 2, 946; Bull. crim., VIII, 1. — Jagé encore que, lorsque les marchandises anglaises sont trouvées dans une maison, les tribunaux qui en prononcent la confiscation au profit de l'état, ne peuvent dispenser le propriétaire de la maison de payer l'amende, sous le

Un sixième en est accordé, en forme d'indemnité, aux administrateurs municipaux et aux commissaires du directoire exécutif, dans tous les cas où leur présence est ordonnée par la loi.

17. Il est enjoint à tous postes militaires, aux gendarmes nationaux, aux gardes nationales de service, et généralement à tous fonctionnaires publics, d'arrêter tous individus qui seraient trouvés saisis d'objets de fabrique ou de commerce anglais, ou qui tenteraient d'introduire des marchandises quelconques, soit par versements faits hors la présence des préposés des douanes, soit en évitant les bureaux frontières.

18. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux de police correctionnelle, seront tenus d'envoyer au ministre de l'intérieur un extrait des jugemens prononcés en conséquence des dispositions ci-dessus; lequel extrait contiendra les noms, prénoms, profession et domicile des individus contre lesquels ils auront été prononcés, à l'effet qu'il soit donné à ces jugemens la plus grande publicité.

19. La loi du 18 vendémiaire de l'an 2, et toutes autres dispositions des lois précédentes non conformes à la présente résolution, sont abrogées.

N° 44. = 11 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796). = *LOI qui détermine un mode pour le remplacement des présidens des tribunaux correctionnels, en cas d'empêchement ou d'absence.* (II, Bull. LXXXVI, n° 826; B., LXVI, 149.)

Les présidens des tribunaux de police correctionnelle, en cas d'empêchement ou d'absence, pourront être remplacés, dans toutes les fonctions qui n'ont pas pour objet la direction du jury d'accusation et l'instruction des procès qui doivent être portés au tribunal criminel, par le plus âgé des juges de paix composant le tribunal correctionnel, et, à son défaut, par l'autre juge de paix ou le premier assesseur.— La disposition de l'article 22 de la loi du 19 vendémiaire de l'an 4, en ce qu'elle a de contraire à la présente résolution, est rapportée.

N° 45. = 11 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui supprime, à compter du 1^{er} frimaire prochain, les rations des officiers de l'état-major et des troupes de la république employés dans l'intérieur, et remplace ces rations par une indemnité en numéraire.* (II, Bull. LXXXVI, n° 827.)

N° 46. = 11 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 brumaire* (1). (II, Bull. LXXXVI, n° 828.)

N° 47. = 11 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire*

prétexte qu'il n'a pas connu l'introduction des marchandises dans son domicile et qu'il n'entend pas les revendiquer. Cass., 7 floréal an 12, Sir., VII, 2, 1048; Bull. crim., IX, 174.

Est nul l'achat de marchandises anglaises fait par un Français, encore que ce soit pour consommer ces marchandises dans l'étranger où la circulation en est tolérée: dans ce cas, le vendeur ne peut être contraint ni à livrer ni à payer des dommages intérêts. Liège, 11 juin 1812, Sir., XIII, 2, 208.

Nous croyons devoir faire observer que toutes les décisions qui précèdent, en tant qu'elles puniraient d'une aggravation de peine l'importation des marchandises anglaises, sont sans application possible aujourd'hui, les nouvelles lois ne mettant aucune différence, pour la pénalité, entre les marchandises anglaises, importées par contrebande, et celles des autres pays.

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

exécutif, qui fixe le montant des gratifications d'entrée en campagne et des indemnités pour perte d'équipages et de chevaux (1). (II, Bull. LXXXVIII, n° 842.)

Art. 1^{er}. Les gratifications d'entrée en campagne seront acquittées en *numéraire effectif*, sur le pied des fixations établies par la loi du 27—29 février 1792 ; savoir : — Aux lieutenans et sous-lieutenans d'infanterie, trois cents livres ; aux capitaines, quatre cents livres ; aux chefs de bataillon, six cents livres ; aux chefs de brigade, huit cents livres.

Troupes à cheval.

Aux lieutenans et sous-lieutenans, quatre cents livres ; aux capitaines, cinq cents livres ; aux chefs d'escadron, sept cents livres ; aux chefs de brigade, neuf cents livres.

État-major.

Aux généraux d'armée, six mille livres ; aux généraux de division, trois mille livres ; aux généraux de brigade, deux mille livres ; aux commissaires ordonnateurs, neuf cents livres ; aux commissaires des guerres ordinaires, cinq cents livres.

2. L'indemnité pour perte d'équipages aura lieu ainsi qu'il est prescrit par la loi du 9 thermidor an 2, c'est-à-dire que le remplacement des effets d'équipement ne s'effectuera en nature que par rapport aux sous-officiers et soldats ; quant aux officiers, il leur sera payé en *numéraire effectif* la valeur des effets pris par l'ennemi, en se conformant au tarif qui doit faire suite au présent arrêté (2) : dans tous les cas, les indemnités ne pourront excéder le *maximum* des gratifications de campagne.

3. Il sera payé, à titre d'indemnité, la somme de quatre cent cinquante livres, numéraire effectif, pour chaque cheval de cavalerie tué à la guerre ou pris par l'ennemi ; et celle de quatre cents livres pour les chevaux de dragons, chasseurs, hussards et d'infanterie : les officiers qui feront des réclamations, se conformeront, au surplus, aux dispositions des lois des 7 mai 1793, 4 germinal et 9 thermidor de l'an 2.

4. A compter du 1^{er} frimaire, il ne sera accordé de gratifications d'entrée en campagne, ou de supplémens de gratification, que lorsque les officiers recevront pour la première fois l'ordre de se rendre à une armée active hors des frontières de la république.

5. Les sommes qui peuvent être dues pour arriéré de gratifications d'entrée en campagne, et pour indemnités de perte d'équipages, seront acquittées d'après les dispositions du présent arrêté.

N° 48. = 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796). = *Loi qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires* (3). (II, Bull. LXXXVIII, n° 843 ; B., LXVI, 152.)

Art. 1^{er}. Il sera établi pour toutes les troupes de la république et jusqu'à

(1) Les gratifications d'entrée en campagne avaient été fixées par le décret du 27 (17 et) — 29 février 1792, que le présent arrêté reproduit.

En ce qui concerne les indemnités pour perte d'équipages et de chevaux, voyez le décret du 7—9 mai 1793, et celui du 14—18 brumaire an 2 (4—8 novembre 1793), qui en déterminent le montant ; celui du 4—15 germinal an 2 (24 mars—4 avril 1794), qui indique les formalités à suivre par les militaires qui veulent en obtenir ; celui du 9 thermidor suivant (27 juillet 1794), qui détermine le mode de liquidation de ces indemnités ; et celui du 27 vendémiaire an 3 (18 octobre 1794), concernant les indemnités des militaires dont les équipages ont été pris dans les colonies françaises.

(2) Ce tarif a été imprimé pour le service des armées seulement.

(3) Voyez la loi du 22—29 septembre 1790, et les notes. Voyez aussi la loi additionnelle du 4 fructidor an 5 (21 août 1797).

la paix, un conseil de guerre permanent, dans chaque division d'armée, et dans chaque division de troupes employées dans l'intérieur, pour connaître et juger de tous les délits militaires.

2. Chaque conseil de guerre sera composé de sept membres; savoir : — D'un chef de brigade, lequel remplira toujours les fonctions de président; — D'un chef de bataillon ou chef d'escadron; — De deux capitaines; — D'un lieutenant; — D'un sous-lieutenant et d'un sous-officier. — Un capitaine fera les fonctions de rapporteur. — Le greffier sera toujours au choix du rapporteur.

3. Il y aura toujours, près le conseil de guerre, un capitaine faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, tant pour l'observation des formes que pour l'application et l'exécution de la loi.

4. Les membres du conseil de guerre, le rapporteur, et le capitaine chargé des fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, seront nommés par le commandant en chef de la division : en cas d'empêchement légitime de quelqu'un de ses membres, il sera pourvu à son remplacement par le commandant.

5. Le commandant en chef de chaque division est autorisé à changer tout ou partie des membres du conseil de guerre, lorsqu'il le croira nécessaire pour le bien du service : ce changement ne pourra néanmoins avoir lieu pour le jugement d'un délit à raison duquel le prévenu sera arrêté, ou l'information commencée.

6. A moins de maladie bien constatée, aucun officier ou sous-officier nommé membre du conseil de guerre ne pourra refuser sa nomination, sous peine d'être destitué et puni de trois mois de prison; le conseil de guerre sera compétent pour prononcer cette peine, dont l'application se fera sur l'ordre par écrit du président, qui sera tenu d'en rendre compte au ministre de la guerre.

7. Les parens et alliés au degré prohibé par la constitution, ne peuvent être membres du même conseil de guerre.

8. Aucun parent du prévenu au degré prohibé par la constitution, ne siégera comme juge au conseil de guerre; dans ce cas, il sera momentanément pourvu à son remplacement.

9. Nul ne sera traduit au conseil de guerre, que les militaires (1), les individus attachés à l'armée et à sa suite, les embaucheurs (2), les espions, et

(1) Voyez les dispositions semblables de l'art. 4 de la loi du 30 septembre — 19 octobre 1791, et de la loi du 22 messidor an 4 (10 juillet 1796), art. 1^{er}, et les notes; l'avis du conseil d'état du 28 floréal an 11 (18 mai 1803), et celui du 30 thermidor — 7 fructidor an 12 (25 août 1804).

(2) Voyez, sur le crime d'embauchage, la loi du 4 nivose an 4 (25 décembre 1795), et les notes.

C'est aux tribunaux militaires et non aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de juger les citoyens pour crime d'embauchage. Cass., 12 octobre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 118. — Jugé encore que les citoyens peuvent être traduits devant les tribunaux militaires pour crime d'embauchage. Cass., 2 et 22 août 1822, *SIR.*, XXII, 1, 291 et 321. — Jugé en sens contraire. Cass., 2 avril 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 377; *Bull. crim.*, XXXVI, 132; et 17 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 379; *Bull. crim.*, XXXVI, 249. — La connexité du crime d'embauchage avec un crime de la compétence des tribunaux criminels ordinaires, n'attribue pas à ces tribunaux la connaissance du crime d'embauchage. Arrêts précités des 2 et 22 août 1822. — Lorsqu'un citoyen non militaire, traduit devant les tribunaux militaires pour crime d'embauchage, se pourvoit en cassation et soutient que les tribunaux militaires sont incompétens, en ce que les faits à lui imputés ne constituent pas le crime d'embauchage, la cour de cassation ne peut déclarer par ce motif les tribunaux militaires incompétens, en ce qu'elle ne peut connaître des faits et prononcer sur leur qualification, que d'après la déclaration qui en a été faite par les magistrats à qui la loi a confié exclusivement ce soin. Même arrêt du 22 août 1822. — Voyez cependant les notes sur l'art. 3 de la loi du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790, relative à la cassation.

Le fait d'embauchage n'est un délit militaire qu'autant que l'embauchage a été pratiqué à l'é-

les habitans du pays ennemi occupé par les armées de la république, pour les délits dont la connaissance est attribuée au conseil de guerre.

10. Sont seuls réputés attachés à l'armée et à sa suite, et comme tels justiciables du conseil de guerre : — 1° Les voituriers, charretiers, muletiers et conducteurs de charrois, employés au transport de l'artillerie, bagages, vivres et fourrages de l'armée, dans les marches, camps, cantonnemens, et pour l'approvisionnement des places en état de siège ; — 2° Les ouvriers suivant l'armée ; — 3° Les gardes-magasins d'artillerie, ceux des vivres et fourrages pour les distributions, soit au camp, soit dans les cantonnemens, soit dans les places en état de siège ; — 4° Tous les préposés aux administrations pour le service des troupes ; — 5° Les secrétaires-commis et écrivains des administrateurs, et ceux des états-majors ; — 6° Les agens de la trésorerie près les armées ; — 7° Les commissaires des guerres ; — 8° Les individus chargés de l'établissement et de la levée des réquisitions pour le service ou approvisionnement des armées, et ceux préposés à la répartition et perception des contributions militaires ; — 9° Les médecins, chirurgiens et infirmiers des hôpitaux militaires et ambulances ; les aides ou élèves des chirurgiens desdits hôpitaux et ambulances ; — 10° Les vivandiers, les munitionnaires (1) et boulangers de l'armée ; — 11° Les domestiques au service des officiers et des employés à la suite de l'armée (2).

11. Tout justiciable du conseil de guerre, prévenu d'un délit militaire, sera mis aussitôt en état d'arrestation, sous la garde d'une force suffisante, qui en répondra.

12. L'officier supérieur commandant sur le lieu, qui, par voie de plainte, notoriété publique ou autrement, aura connaissance certaine d'un délit commis par un militaire ou autre justiciable du conseil de guerre, ordonnera sur-le-champ au capitaine faisant les fonctions de rapporteur, de recevoir la plainte s'il en est fait une, de faire sur-le-champ l'information, d'entendre les témoins, d'interroger le prévenu, et de lui rendre compte. A défaut de plainte, il sera également procédé à l'information.

13. Après avoir reçu la plainte, le rapporteur recevra la déposition des témoins ; s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera. Les témoins signeront leurs déclarations ; s'ils ne savent signer, il en sera fait mention. — Dans le cas où les témoins refuseraient de déposer, ou de signer leur déposition, il sera passé outre à l'interrogatoire du prévenu.

14. Pour l'information, comme pour le reste de la procédure jusqu'au jugement définitif, le rapporteur se fera aider du greffier.

15. Après avoir constaté le corps et les circonstances du délit et reçu la déposition des témoins, il interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile, et sur les circonstances du délit ;

gard d'individus militaires. Cass., 3 octobre 1822, Str., XXII, 1, 394. — La simple provocation à la désertion ne peut être confondue avec le crime d'embauchage. Cass., 14 juillet 1807, Str., VII, 2, 928. — Mais il y a crime d'embauchage dans le fait d'avoir provoqué des militaires français à quitter leurs drapeaux pour passer en pays étranger, encore bien que ce pays ne fût pas en guerre avec la France et qu'il n'y existât pas un corps de rebelles destiné à agir contre la France. Cass., arrêt précité du 2 avril 1831, Str., XXXI, 1, 377 ; Bull. crim., XXXVI, 132.

(1) Un sous-traitant pour la fourniture des vivres de la marine doit être considéré comme munitionnaire ; en conséquence, il n'est pas justiciable des tribunaux ordinaires à raison des moyens illicites qu'il emploie dans sa gestion. Cass., 25 mars 1808, Str., XVII, 1, 90.

(2) Les domestiques ne sont justiciables des conseils de guerre que lorsqu'ils sont à l'armée ; il en est autrement lorsqu'ils sont en garnison à l'intérieur. Cass., 5 mars 1818, Str., XVIII, 1, 273.

s'il y a des preuves matérielles du délit, elles seront représentées au prévenu, pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnaît.

16. S'il y a plusieurs prévenus du même délit, chacun d'eux sera interrogé séparément.

17. L'interrogatoire fini, il en sera donné lecture au prévenu, afin qu'il déclare si ses réponses ont été fidèlement transcrites, si elles contiennent vérité, et s'il y persiste, auquel cas il signera : s'il ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention, et l'interrogatoire sera clos par la signature du rapporteur et celle du greffier. Il sera pareillement donné lecture au prévenu du procès-verbal d'information (1).

18. Les interrogatoires et réponses des prévenus du même délit, seront inscrits de suite sur un seul et même procès-verbal, et séparés seulement par leurs signatures et celles du rapporteur et du greffier.

19. Après avoir clos l'interrogatoire, le rapporteur dira au prévenu de faire choix d'un ami pour défenseur. — Le prévenu aura la faculté de choisir ce défenseur dans toutes les classes des citoyens présents sur les lieux : s'il déclare qu'il ne peut faire ce choix, le rapporteur le fera pour lui.

20. Dans aucun cas, le défenseur ne pourra retarder la convocation du conseil de guerre.

21. Il sera donné au défenseur communication du procès-verbal d'information, de l'interrogatoire subi par le prévenu, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers ledit prévenu.

22. Le rapporteur rendra compte aussitôt à l'officier commandant de l'état de la procédure ; et sur-le-champ ledit officier commandant convoquera le conseil de guerre, qui se tiendra toujours au lieu indiqué par le président.

23. Le conseil de guerre, une fois assemblé, ne pourra désemperer avant que les prévenus pour lesquels il aura été convoqué ne soient définitivement jugés.

24. Les séances du conseil de guerre seront publiques ; mais le nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges ; ils ne pourront entrer avec armes, cannes ni bâtons ; ils s'y tiendront chapeau bas et en silence ; et si quelqu'un d'entre eux s'écarterait du respect dû au tribunal, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

25. Le conseil étant assemblé, le président fera apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire de la loi : le procès-verbal fera mention de cette formalité indispensable. Il demandera ensuite au rapporteur la lecture du procès-verbal d'information, et celle des pièces à charge comme à décharge envers le prévenu.

26. Lecture faite du procès-verbal et des pièces, le président ordonnera que l'accusé soit amené devant le conseil : l'accusé paraîtra devant ses juges, libre et sans fers, accompagné de son défenseur ; l'escorte restera en dehors de la salle du conseil, ou elle y sera introduite, selon que le président en ordonnera.

27. Le président interrogera l'accusé, lequel répondra par lui ou par son défenseur, excepté sur les questions auxquelles il sera interpellé de répondre personnellement. — Les membres du conseil pourront faire des questions à l'accusé.

28. Si la partie plaignante se présente au conseil, elle y sera admise et en-

(1) Le défaut de cette lecture entraîne la nullité du jugement qui a suivi. Cass., 15 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 187 ; Bull. crim., XIX, 12.

tendue ; elle pourra faire ses observations , auxquelles l'accusé répondra , ou son défenseur pour lui : après quoi , le président demandera à l'accusé et à son défenseur s'ils n'ont rien à ajouter pour leur défense ; sur leur réponse négative , il leur ordonnera de se retirer : l'accusé sera reconduit à la prison par son escorte.

29. Le président demandera aux membres du conseil s'ils ont des observations à faire : sur leur réponse , et avant d'aller aux opinions , il ordonnera que tout le monde se retire : les membres du conseil opineront à huis clos , en présence seulement du capitaine faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif.

30. Le président posera la question ainsi qu'il suit : *N. . . , accusé d'avoir commis tel délit , est-il coupable ?* — Il recueillera les voix , en commençant par le grade inférieur ; il émettra son opinion le dernier.

31. Dans le cas où trois membres du conseil déclareraient que l'accusé n'est pas coupable , il sera mis sur-le-champ en liberté , et rendu à ses fonctions.

32. Si le conseil déclare , à la majorité de cinq voix , que l'accusé est coupable , l'officier faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif requerra l'application de la peine prononcée par la loi contre le délit ; le président lira le texte de la loi , et prendra l'avis des juges pour l'application de la peine , qui sera déterminée par la majorité de cinq voix.

33. Dans le cas où la majorité de cinq voix ne se réunirait pas pour l'application de la peine , l'avis le plus favorable à l'accusé sera adopté.

34. Les opinions ainsi recueillies , le président fera rouvrir la porte du conseil ; le rapporteur et le greffier reprendront leurs places.

35. Le président , après avoir rendu à haute voix et fait inscrire au procès-verbal la décision du conseil sur la culpabilité de l'accusé , lira de nouveau le texte de la loi , et appliquera la peine prononcée par le conseil.

36. Le jugement de condamnation ainsi prononcé , le président ordonnera au rapporteur de faire ses diligences pour qu'il soit mis de suite à exécution. — Le greffier , en présence du conseil , écrira le jugement motivé au pied du procès-verbal , qui sera ensuite clos et signé de tous les membres du conseil , du rapporteur et dudit greffier.

37. Dans le cas prévu par l'article 31 ci-dessus , le procès-verbal sera terminé par le renvoi ou la décharge d'accusation et la mise en liberté , du prévenu , clos et signé comme il vient d'être dit.

38. Le rapporteur , muni de la copie du jugement , ira de suite en faire lecture à l'accusé , en présence de la garde rassemblée sous les armes. Aussitôt après cette lecture , le rapporteur se rendra auprès de l'officier commandant ; il lui donnera communication de la sentence , et le requerra , au nom du conseil , de donner les ordres sur-le-champ pour le lieu et l'heure de l'exécution , et le nombre d'hommes en armes qui devra s'y trouver.

39. Dans les trois jours qui suivront l'exécution , le rapporteur sera tenu de faire passer copie certifiée du jugement de chaque condamné , au conseil d'administration du corps dont il faisait partie , afin qu'il soit pourvu de suite à sa radiation définitive de tout état et contrôle de solde , masse , fournitures et décompte.

40. La minute de toutes les procédures instruites et des jugemens rendus en conséquence par le conseil de guerre , sera inscrite sur un registre coté et paraphé avec soin , dont le président restera dépositaire. Il sera envoyé , au commencement de chaque mois , par le président , au ministre de la guerre , copie certifiée de tous les jugemens rendus par le conseil de guerre pendant le mois précédent.

41. Dans la quinzaine de la réception des copies des jugemens dont l'envoi est prescrit par l'article précédent, le ministre de la guerre sera tenu de les notifier aux municipalités du domicile des condamnés, et de s'en faire accuser, par les agens municipaux, la réception et notification aux familles desdits condamnés.

42. A dater de la publication de la présente loi, les conseils et commissions militaires établis en vertu de la loi du second jour complémentaire de l'an 3, seront et demeureront supprimés.

N° 49. = 14 brumaire an 5 (4 novembre 1796). = *Loi portant que les demandes en cassation seront toujours précédées d'une consignation d'amende* (1). (II, Bull. LXXXVII, n° 838; B., LXVI, 161.)

Art. 1^{er}. L'article 5 du titre IV de la première partie du règlement de 1738, qui assujétit les demandeurs en cassation à consigner l'amende de cent cinquante livres ou de soixante-quinze livres selon la nature des jugemens, sera strictement observée, tant en matière civile qu'en matière de police correctionnelle et municipale (2).

2. Les citoyens indigens, qui n'auront pas la faculté de consigner cette amende, seront dispensés de cette formalité en représentant un certificat de

(1) Voyez la loi du 2 brumaire an 4 (24 octobre 1795), article 17.

(2) Le défaut de consignation d'amende élève une fin de non-recevoir insurmontable contre le demandeur en cassation, encore que le jugement qu'il attaque ne lui ait pas été signifié et que conséquemment le délai du pourvoi ne coure pas contre lui. Cass., 11 frimaire an 9, S^{IR.}, VII, 2, 814.

Lorsque plusieurs parties, ayant un intérêt distinct, se pourvoient contre le même arrêt, elles doivent consigner chacune une amende; si elles ne consistent qu'une seule amende, elles doivent toutes être déclarées non recevables. Cass., 1^{er} brumaire an 13, S^{IR.}, VII, 2, 779; et 11 janvier 1808, S^{IR.}, VIII, 1, 128. — Si, au contraire, toutes les parties demandereses en cassation ont un seul et même intérêt, il suffit d'une seule consignation d'amende. Cass., 24 mars 1807, S^{IR.}, VII, 2, 812; Bull. civ., IX, 93. — Surtout lorsque l'arrêt dénoncé est fondé à l'égard de tous les demandeurs sur les mêmes moyens et attaqué par les mêmes moyens. Cass., 26 février 1823, S^{IR.}, XXIV, 1, 63; Bull. civ., XXV, 52. — *Idem*, lors même que le pourvoi serait fondé sur des moyens différens. Cass., 15 janvier 1821, S^{IR.}, XXI, 1, 98; Bull. civ., XXIII, 17. — Jugé en sens contraire. Cass., 21 novembre 1826, S^{IR.}, XXVII, 1, 34.

Il suffit d'une seule consignation d'amende pour l'admission du pourvoi en cassation présenté par plusieurs héritiers qui tous ont été parties dans le jugement attaqué. Cass., 2 ventose an 12, S^{IR.}, XX, 1, 467; Bull. civ., VI, 184. — Il en est de même lorsque le pourvoi est formé par plusieurs créanciers réunis contre le débiteur commun. Cass., 11 germinal an 12, S^{IR.}, IV, 2, 167, et plusieurs autres arrêts. — *Idem*, quand le pourvoi est formé par plusieurs entrepreneurs de différens ouvrages relatifs à une même construction, contre le jugement qui, par les mêmes motifs, a rejeté leur demande en paiement de ces divers ouvrages. Cass., 14 juin 1820, S^{IR.}, XX, 1, 380; Bull. civ., XXII, 194. — *Idem*, lorsque le pourvoi est formé par le vendeur et l'acquéreur d'un immeuble, contre l'arrêt qui accueille la demande en revendication de cet immeuble formée par un tiers. Cass., 31 janvier 1827, S^{IR.}, XXVII, 1, 349; Bull. civ., XXIX, 39. — *Idem*, quand le pourvoi est formé par plusieurs individus qui, ayant acquis des lots séparés, ont été, à raison de leurs acquisitions, condamnés par le même arrêt. Cass., 20 novembre 1816, S^{IR.}, XVII, 1, 61; Bull. civ., XVIII, 215. — Lorsque plusieurs demandeurs en cassation ont consigné chacun une amende, quoiqu'ils eussent tous le même intérêt, qu'ils aient procédé conjointement et qu'ainsi une seule amende fût suffisante, ils peuvent, au cas de rejet, demander la restitution des amendes inutilement consignées. Cass., 3 août 1825, S^{IR.}, XXVI, 1, 136. — Le demandeur en cassation n'est pas obligé de consigner deux amendes, encore qu'il y ait plusieurs défendeurs éventuels ayant un intérêt distinct et des titres différens. Cass., 3 janvier 1814, S^{IR.}, XIV, 1, 77.

Il n'y a que les condamnés en matière criminelle qui soient dispensés de la consignation d'amende; si donc un individu, quoique accusé d'un crime, est acquitté sur ce crime, et condamné seulement à une peine correctionnelle, il doit consigner l'amende. Cass., 2 novembre 1815, S^{IR.}, XVI, 1, 454. — Il en est de même si, l'accusation criminelle étant écartée, il est prononcé une condamnation à des dommages-intérêts. Cass., 12 octobre 1815, S^{IR.}, XVI,

l'administration municipale de leur canton, qui constate leur indigence. — Ce certificat sera visé et approuvé par l'administration centrale de département, et il y sera joint un extrait de leurs impositions (1).

N° 50. = 16 brumaire an 5 (6 novembre 1796). = *Loi relative aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an 5* (2). (II, Bull. LXXXVII, n° 839; B., LXVI, 174.)

Art. 1^{er}. Il sera fait, pour le service de l'an 5, un fonds de quatre cent cinquante millions de francs, valeur métallique, affecté aux dépenses fixes;

1, 454. — Mais il n'y a pas lieu à consignation d'amende si la décision dont la cassation est demandée est intervenue sur une procédure criminelle tendante à poursuivre un crime emportant peine afflictive ou infamante, encore qu'à l'époque du pourvoi, la procédure ne fût pas réglée, et qu'il n'y ait pas eu d'acte d'accusation. Cass., 7 septembre 1810, SIR., XI, 1, 4.

Avant le Code d'instruction criminelle, il n'y avait pas lieu à la consignation de l'amende de cent cinquante francs, de la part de la partie civile qui se pourvoyait en cassation contre un jugement en matière criminelle. Décis. min. st., 2 juin 1809, SIR., IX, 2, 271.

Le mineur de seize ans qui a été déclaré avoir agi sans discernement, n'est point obligé de consigner l'amende pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises qui a ordonné sa détention dans une maison de correction. Cass., 12 août 1813, SIR., XVII, 1, 343.

Il ne suffit pas de consigner une amende, il faut encore produire devant la cour de cassation la quittance de consignation; si donc la cour déclare le pourvoi non recevable, faute de consignation d'amende, on justifierait inutilement plus tard de la consignation. Cass., 24 décembre 1824, SIR., XXV, 1, 184. — Et si la cour de cassation déclare le demandeur en cassation non recevable, faute d'avoir joint à sa requête la quittance de consignation d'amende, celui-ci ne peut se faire restituer contre l'arrêt, en rapportant cette quittance et en prouvant qu'il avait consigné l'amende avant qu'il eût été statué sur sa requête. Cass., 29 messidor an 8, SIR., VII, 2, 813; Bull. crim., V, 262; et 9 prairial an 10, SIR., VII, 2, 813. — En matière criminelle, il n'est pas nécessaire de produire la quittance de consignation d'amende avec la requête en pourvoi: on peut la produire tant que la cour de cassation n'a pas prononcé. Cass., 6 fructidor an 8, SIR., VII, 2, 812. — Une requête en cassation, qui a été reçue au greffe, ne peut, dans la suite, être déclarée nulle, sur le fondement qu'elle n'énonce pas, comme pièce jointe, la quittance de consignation de l'amende, lorsque, dans le fait, cette quittance y est jointe. Cass., 27 pluviôse an 11, SIR., VII, 2, 816.

L'amende consignée sur un pourvoi doit être restituée lorsque l'arrêt attaqué ayant été annulé par ordonnance royale, à la suite d'un conflit élevé par l'autorité administrative, le demandeur en cassation se désiste de son pourvoi, comme étant dès lors sans objet. Cass., 4 juillet 1826, SIR., XXVII, 1, 64.

(1) Voyez la loi du 8—11 juillet 1793: voyez aussi le Code d'instruction criminelle, art. 420.

Celui qui présente un certificat portant qu'il ne possède aucune propriété, remplit le vœu de la loi qui exige un *certificat d'indigence*. Cass., 26 floréal an 12, SIR., IV, 2, 140. — Jugé, au contraire, que le certificat par lequel le maire d'une commune atteste qu'un particulier ne possède aucune propriété immobilière, n'est pas suffisant pour constater son indigence: il doit attester l'impossibilité de payer l'amende. Cass., 27 août 1812, SIR., XVII, 1, 343.

Le certificat doit être *visé* et surtout *approuvé* par le préfet du département; il est nul, s'il ne contient que l'approbation du sous-préfet et le visa du préfet. Cass., 7 nivôse an 13, SIR., V, 2, 47. — Jugé encore que le certificat d'indigence, pour être valable, doit être non seulement visé par le sous-préfet, mais encore approuvé par le préfet. Cass., 11 octobre 1827, SIR., XXVIII, 1, 66; Bull. crim., XXXII, 837.

Un receveur particulier ne peut délivrer ce certificat d'indigence. Cass., 22 prairial an 12, SIR., IV, 2, 148.

Il est nécessaire, à peine de nullité, que le certificat d'indigence ait été délivré à une époque rapprochée du pourvoi en cassation: ainsi, un certificat délivré vingt mois avant la date de l'arrêt attaqué ne saurait servir. Cass., 25 thermidor an 12, SIR., VII, 2, 813.

Si le certificat d'indigence produit avec la requête en cassation est irrégulier, on peut le régulariser ou en produire un nouveau avant le rapport de la requête à l'audience, même après l'expiration du délai pour se pourvoir en cassation. Cass., 1^{er} fructidor an 9, SIR., II, 1, 16; Bull. civ., III, 330.

(2) Cette loi est un budget des dépenses et serait sans intérêt à connaître, si elle ne renfer-

— Et un fonds de cinq cent cinquante millions, même valeur, affecté aux dépenses extraordinaires de la guerre.

2. Les dépenses fixes seront prises en entier sur le produit des contributions de l'an 5.

3. Les fonds extraordinaires sont affectés sur l'arriéré des contributions, sur les revenus des domaines nationaux et des forêts nationales; et pour compléter la somme de cinq cent cinquante millions en valeurs disponibles, il sera vendu une quantité suffisante de domaines nationaux, dans les formes ci-après déterminées.

4. La contribution foncière de l'an 5 est fixée à deux cent cinquante millions en principal, à répartir sur les quatre-vingt-dix-huit départemens situés en Europe. — La contribution personnelle et somptuaire pour la même année, est fixée à cinquante millions à répartir sur tous les habitans du même territoire.

5. Il sera ouvert, dans les dix jours qui suivront la publication de la présente loi, dans chaque commune, un rôle provisoire pour l'an 5, sur lequel tous les contribuables seront portés pour le cinquième du montant de leurs contributions directes de l'an 4, payable en numéraire ou mandats au cours, dans le mois qui suivra la publication du rôle. — Sur les sommes provenant de cette recette, sera prélevé par préférence le montant des dépenses locales de département et de commune, pour ce qui en est dû à compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 5, et successivement ce qui sera nécessaire pour subvenir aux dépenses courantes. — Les premiers deniers seront versés dans les caisses des receveurs, en remplacement des avances faites par le trésor public pour les dépenses du premier trimestre de l'an 5.

6. Les bons de réquisition pourront être employés en paiement de la moitié des contributions directes de l'an 4, par les contribuables à qui ils auront été nominativement remis en exécution de la loi du 3 vendémiaire an 5; mais ils ne seront admis qu'en représentant la quittance de la première moitié. — Dans le cas où la valeur des bons ne s'élèverait pas au montant de la moitié, ils ne seront également admis qu'en présentant la quittance du surplus de la contribution. — Les bons qui n'auront été ainsi employés, ou ce qui restera de plus-value, seront admis en paiement de biens nationaux, comme les autres créances sur l'état dont il sera parlé ci-après. — Ils seront de plus admis en paiement des contributions directes de l'an 6; mais, dans ce dernier cas, ils ne pourront être présentés que par les contribuables à qui ils auront été remis.

7. Pour assurer le recouvrement d'une somme égale au montant des dépenses fixes, il sera établi des impositions indirectes, jusqu'à concurrence du déficit que laisseront les produits réunis de la contribution foncière, personnelle et somptuaire, de la perception des droits de timbre, d'enregistrement, douanes et patentes, actuellement établis. — Les lois concernant l'administration des postes et messageries seront revues, et leur résultat arrêté à la certitude d'un produit de douze millions. — Celles relatives au droit de marque d'or et d'argent assureront un produit de cinq cent mille francs.

8. Tous les domaines nationaux, y compris ceux des départemens réunis, à l'exception de ceux réservés pour le service public, des forêts nationales et bois réservés par les lois rendues à ce sujet, seront mis en vente confor-

mais pas, relativement aux domaines nationaux, quelques dispositions dont l'application peut encore être faite.

Voyez, sur le mode de vente et de paiement des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

mément à ce qui est prescrit ci-dessus (article 3), pour atteindre le montant des fonds extraordinaires. Le directoire exécutif se fera rendre compte successivement des produits desdites aliénations, et en informera le corps législatif, dès qu'ils auront suffi à compléter le montant desdits fonds extraordinaires.

9. Ces ventes seront faites par les administrations de département, quinze jours après l'affiche, sur enchères reçues de la manière réglée par les lois antérieures à celle du 28 ventose, et suivant les bases d'évaluation et le mode de paiement ci-après déterminés.

10. Les enchères seront ouvertes sur une première offre égale aux trois quarts du principal de l'évaluation des biens estimés en vertu des lois précédentes; — Et quant aux biens non estimés, le revenu en sera fixé par des experts, et les enchères seront ouvertes sur l'offre de quinze fois ce revenu.

11. Le prix des biens vendus sera payable de la manière suivante : — Un dixième en numéraire, moitié dans les dix jours et avant la prise de possession, et moitié dans six mois; quatre dixièmes en quatre obligations ou cédules, payables une chaque année dans les quatre suivantes, et produisant cinq pour cent d'intérêt (1). — Le restant du prix pourra être acquitté, ou avec des ordonnances des ministres pour fournitures faites à la république, ou en bordereaux de liquidation de la dette publique ou de la dette des émigrés, ou en bons de réquisition, bons de loterie, et ordonnances ou bons de restitution ou d'indemnité de pertes occasionnées par la guerre dans les départements frontières et dans ceux de l'Ouest, ou en inscriptions sur le grand-livre de la dette perpétuelle, calculées sur le pied de vingt fois la rente.

12. Les inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, ainsi que les bordereaux de liquidation et indemnité, bons de réquisition ou ordonnances des ministres, délivrés jusqu'à ce jour, ne seront admis, conformément à l'article précédent, en paiement du prix des domaines nationaux, que jusqu'au 1^{er} messidor prochain.

13. La partie payable en numéraire, ou en obligations ou cédules, sera toujours réglée par le montant de la première offre ou de la mise à prix telle qu'elle est réglée par l'article 10. Tout ce qui sera ajouté par la voie des enchères, pourra être payé de la même manière que les cinq derniers dixièmes; tellement qu'un domaine estimé deux mille francs de revenu, mis à l'enchère sur une première offre de trente mille francs, et adjudgé, par exemple, au prix de cinquante mille francs, pourra être payé, savoir : — quinze cents francs en numéraire dans les dix jours, et avant la prise de possession; — Quinze cents francs dans les six mois; — Quatre obligations ou cédules de trois mille francs chacune, payables d'année en année, avec l'intérêt à cinq pour cent sans retenue; — Et trente-cinq mille francs en ordonnances des ministres, bordereaux de liquidation, inscriptions sur le grand-livre, et autres effets mentionnés en l'article 11.

14. La partie du prix des domaines nationaux, qui sera payée en effets de la dette publique dans les valeurs ci-dessus désignées, sera remise à la trésorerie nationale dans le mois de la vente.

15. Il sera, par le commissaire près l'administration centrale, formé, sans frais, une seule opposition aux hypothèques sur l'acquéreur; elle tiendra

(1) Lorsqu'aux termes de cette disposition et du cahier des charges de la vente, l'acquéreur d'un bien national est tenu de payer en numéraire, ou en obligations produisant intérêt à cinq pour cent, la première moitié de la mise à prix, cet acquéreur n'est pas fondé à demander que l'on impute, sur la part ainsi payable, des effets publics qu'il a versés dans la caisse du domaine. Arr. du cons., 30 mai 1821, MAC., 1, 628.

au profit de chacun des porteurs de ses obligations. — Dans les départemens où il n'y a pas de bureau d'hypothèque, la notification au greffier du tribunal civil, qui en tiendra registre, vaudra opposition provisoirement et jusqu'à la mise en activité du Code hypothécaire.

16. A défaut de paiement d'une ou plusieurs des obligations, le porteur ou les porteurs qui ne voudraient pas suivre leurs actions personnelles ou en expropriation dans les formes ordinaires, ne seront tenus, pour toutes diligences, qu'à une simple sommation au débiteur, laquelle ils dénonceront au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, qui en donnera récépissé à l'huissier.

17. Dans la décade qui suivra la dénonciation au commissaire, ce dernier fera faire une nouvelle sommation au débiteur, avec déclaration que, faute de payer dans le délai de dix jours, il sera procédé à la revente du bien par lui acquis.

18. Faute de paiement dans le délai indiqué, le bien sera revendu dans les formes de la première vente : le prix sera payable, — 1^o Comptant pour la partie des obligations échues et non payées; — 2^o A la charge d'acquitter, à leur échéance, les obligations non échues; — 3^o De payer le surplus du prix, s'il y en a, entre les mains du précédent adjudicataire ou de ses ayans-droit, un mois après le paiement de la dernière de ses obligations, le tout avec l'intérêt de cinq pour cent. — Et dans le cas où le prix de la vente ne couvrirait pas ce qui reste dû par le premier acquéreur, intérêts et frais, il sera poursuivi, et ses biens saisis pour en parfaire le paiement; et les cédules qui ne pourraient être payées à leur échéance par délégation du prix, seront acquittées à présentation, lors de ladite échéance, par la trésorerie nationale (1).

19. Indépendamment des prix ci-dessus stipulés, les acquéreurs de domaines nationaux seront tenus d'acquitter en numéraire le droit d'enregistrement, à raison de deux pour cent de la moitié de la première mise, et de consigner entre les mains du secrétaire-général de l'administration centrale, un pour cent du prix de la première mise, et un quart pour cent sur le surplus du prix, pour être distribués entre les administrateurs, les employés et le directeur de la régie des domaines, de la manière prescrite par la loi du 28 ventose dernier.

20. Les ci-devant religieux, religieuses et autres personnes comprises dans la suppression du clergé régulier dans la ci-devant Belgique, continueront à être admis à payer les domaines qu'ils achèteront directement dans les neuf départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire de l'an 4, avec les bons qui leur sont délivrés pour leur tenir lieu de pension de retraite; l'excédant seulement du prix qu'ils n'auront pas acquitté avec ces valeurs, sera payé comme il est dit ci-dessus, savoir, en numéraire, obligations ou cédules, jusqu'au complément de la moitié de la première offre; et le surplus, en effets de la dette publique.

(1) Les bons à vue ou cédules donnés à l'état en paiement de biens nationaux, n'ont effet administratif, relativement à une folle-enchère, qu'autant qu'ils ne sont pas payés. Si, après paiement et quittance du trésor, ils sont remis dans le commerce par les souscripteurs, ils ont bien leur effet comme engagemens privilégiés sur les biens; mais, à défaut de paiement, il n'y a plus lieu à folle-enchère administrative. Arr. du cons., 26 mars 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 43.

La question de savoir si des cédules souscrites en paiement de biens nationaux ont été acquittées ou éteintes, ou si elles sont valablement restées dans le commerce, est de la compétence des tribunaux ordinaires, lorsque le tireur est sans intérêt. Arr. du cons., 21 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 235.

21. Néanmoins, les particuliers qui ont déjà demandé la mise en vente de quelques domaines nationaux situés dans les neuf départemens réunis, ou qui le feront dans le mois de la publication de la présente loi, seront admis à la poursuivre et à en payer le prix, conformément aux dispositions de la loi du 17 fructidor dernier, contenant des moyens pour accélérer la vente des domaines nationaux dans les neuf départemens réunis le 9 vendémiaire an 4 (1).

22. Les acquéreurs de maisons, usines, bois de futaie et bois taillis, ne pourront faire aucune coupe de bois ni démolition avant d'avoir soldé le prix entier de la vente; et ce, à peine d'exigibilité de ce qui restera dû, à moins qu'ils n'en aient obtenu l'autorisation de l'administration de département, sur l'avis de l'administration municipale: ladite autorisation sera toujours à la charge de donner bonne et valable caution.

23. Il est dérogé, par la présente loi, à toutes dispositions antérieures qui pourraient y être contraires.

N° 51. = 16 brumaire an 5 (6 novembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 brumaire** (2). (II, Bull. LXXXVII, n° 840.)

N° 52. = 16 brumaire an 5 (6 novembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine la forme et le type du sceau pour le Bulletin des lois** (3). (II, Bull. xc, n° 850.)

Art. 1^{er}. Il sera gravé, pour le Bulletin des lois, un sceau de forme octogone, dont le type représentera les tables de la loi dans un foyer de lumière.

2. Ces tables reposeront sur un foudre ailé, symbole de la promulgation et de l'exécution rapides de la loi.

3. Les longues destinées de la république et la stabilité de sa législation seront désignées par un serpent se mordant la queue, qui renfermera le tout.

N° 53. = 17 brumaire an 5 (7 novembre 1796). = **LOI relative à la répartition et au recouvrement des contributions directes** (4). (II, Bull. LXXXVII, n° 841; B., LXVI, 180.)

N° 54. = 20 brumaire an 5 (10 novembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif portant que les marchandises nationales seront distinguées des marchandises anglaises par un signe indicatif des fabriques** (5). (II, Bull. LXXXVIII, n° 846.)

Art. 1^{er}. Pour opérer la distinction des marchandises françaises de celles anglaises, dans les espèces absolument analogues et du genre de celles dénommées dans l'article 5 de la loi du 10 du courant, tout fabricant devra : — 1° Marquer d'un signe distinctif de sa fabrique toutes les marchandises qui

(1) Cette rédaction résulte de la loi rectificative du 22 brumaire an 5 (12 novembre 1796).

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(3) Voyez dans les notes qui accompagnent le décret du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793), art. 1^{er}, l'énoncé des diverses mesures prises au sujet du Bulletin des lois.

(4) Voyez la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), qui forme la base de la législation actuelle sur les contributions directes: les titres III, IV, V et VIII, rendent la présente loi sans objet.

(5) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), qui prohibe l'importation des marchandises anglaises, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

en seront susceptibles ; — 2^o Remettre au marchand, négociant ou débitant chargé de les mettre en vente, une facture signée et scellée, relatant la marque de sa fabrique, et contenant les quantités et qualités desdites marchandises sortant de sa manufacture ; — 3^o Faire certifier ladite facture *véritable* par l'administration municipale du canton où sera située la fabrique.

2. Tout marchand, négociant ou débitant des marchandises françaises de l'espèce de celles dénommées dans l'article 5 de la loi du 10 du courant, sera admis à faire la preuve que celles qu'il aura également en magasin à l'époque de la déclaration prescrite pour les marchandises anglaises par l'article 7 de ladite loi, proviennent véritablement d'une des fabriques nationales. — A cet effet, indépendamment du signe indicatif desdites fabriques, pour ce qui en sera susceptible, il représentera, dans un délai qui sera fixé par l'administration municipale du canton devant laquelle sera faite sa déclaration, une facture dans la forme prescrite par l'article précédent.

N^o 55.=21 brumaire an 5 (11 novembre 1796).=ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 brumaire (1). (II, Bull. LXXXVIII, n^o 847.)

N^o 56.=21 brumaire an 5 (11 novembre 1796).=CODE des délits et des peines pour les troupes de la république (2). (II, Bull. LXXXIX, n^o 848 ; B., LXVI, 193.)

TITRE I^{er}. — De la désertion à l'ennemi (3).

Art. 1^{er}. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui passera à l'ennemi sans une autorisation par écrit de ses chefs, sera puni de mort.

2. Sera réputé déserteur à l'ennemi, et comme tel puni de mort, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui, sans ordre ou permission par écrit de son supérieur, aura franchi les limites fixées par le commandant de la troupe dont il fait partie, sur les côtés par lesquels on pourrait communiquer avec l'ennemi.

3. Sera également réputé déserteur à l'ennemi, et puni de mort, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui sortira d'une place assiégée ou investie par l'ennemi, sans en avoir obtenu la permission par écrit du commandant de la place.

4. Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette en présence de l'ennemi, aura, sans avoir rempli sa consigne, abandonné son poste pour ne songer qu'à sa propre sûreté, sera puni de mort.

5. Tout militaire ou autre individu employé à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à passer chez l'ennemi, sera réputé chef de complot, et puni de mort, quand même la désertion n'aurait point eu lieu (4).

6. Lorsque des militaires auront formé le complot de passer à l'ennemi, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou à grade égal le plus ancien de service, sera réputé

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez le Code pénal militaire du 12—16 mai 1793, et les notes ; et la loi interprétative du 15—20 juillet 1829.

(3) Voyez, sur la désertion, l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803), et les notes.

(4) Voyez le décret additionnel du 23 ventose an 13 (14 mars 1805), et les notes.

chef du complot et puni comme tel. — Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, et à grade égal le plus ancien de service, sera réputé chef du complot et puni comme tel.

7. Tout complice qui révélera un complot, ne pourra être poursuivi ni puni à raison du crime qu'il aura découvert.

TITRE II. — De la désertion à l'intérieur.

Art. 1^{er}. Tout militaire qui sera convaincu d'avoir déserté de l'armée ou d'une place de première ligne sur la frontière menacée ou exposée, pour se retirer dans l'intérieur de la république, sera puni de cinq ans de fers.

2. Tout militaire convaincu d'avoir déserté de l'armée, ou d'une place de première ligne, étant de service, sera puni de sept ans de fers; s'il a déserté étant en faction ou en vedette, la peine sera de dix ans de fers. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, la désertion avec armes et bagages sera punie de quinze ans de fers.

3. Sera réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel suivant les circonstances du délit, tout militaire qui, à l'armée, aura manqué aux appels faits d'un lever du soleil à l'autre, sans une permission par écrit de ses chefs, ou sans un congé dans les formes prescrites par les lois militaires.

4. Sera également réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel suivant les circonstances du délit, tout militaire qui, sans permission ou congé comme il vient d'être dit, aura manqué aux appels pendant un intervalle de trente-six heures, dans une place de première ligne.

5. Sera aussi réputé déserteur à l'intérieur, et puni suivant la gravité des circonstances du délit, tout militaire qui, sans congé ou permission, ainsi qu'il est dit ci-dessus, aura dépassé les limites fixées par le commandant, du côté opposé à celui de l'ennemi, soit au camp, soit au cantonnement, soit à une place en état de siège.

6. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, hors le territoire de la république, convaincu d'avoir recélé la personne d'un déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir soustrait aux recherches et poursuites ordonnées par la loi, sera regardé comme complice du déserteur, et condamné à la même peine.

7. Tout habitant de l'intérieur de la république, qui sera convaincu d'avoir recélé la personne d'un déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque autre manière, soustrait aux recherches et poursuites ordonnées par la loi, sera dénoncé à l'accusateur public de son département, poursuivi devant le tribunal criminel, et puni de deux ans de gêne; et de deux ans de fers s'il a recélé le déserteur avec armes et bagages. — Tout habitant du pays ennemi occupé par les troupes de la république, dans le cas prévu par l'article précédent, sera puni de la même peine que le déserteur, suivant la gravité des circonstances de la désertion.

TITRE III. — De la trahison.

Art. 1^{er}. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée ou à sa suite, convaincu de trahison, sera puni de mort.

2. Sont réputés coupables de trahison, — 1^o Tout individu qui, en présence de l'ennemi, sera convaincu de s'être permis des clameurs tendant à jeter l'épouvante et le désordre dans les rangs; — 2^o Tout commandant d'un poste, toute sentinelle ou vedette qui, en présence de l'ennemi, soit à l'armée, soit dans une place assiégée, aura donné de fausses consignes, lorsque, par suite de cette faute, la sûreté du poste aura été compromise; — 3^o Tout commandant d'une patrouille à l'armée ou dans une place assiégée,

qui, envoyé en présence de l'ennemi pour faire quelque découverte ou reconnaissance locale, aura négligé d'en rendre compte, ou bien n'aura pas exécuté ponctuellement l'ordre qui lui était donné, lorsque, par suite de sa négligence ou de sa désobéissance, le succès de quelque opération militaire se sera trouvé compromis ; — 4° Tout commandant d'un poste à l'armée, en présence de l'ennemi ou dans une place assiégée, qui n'aurait pas rendu compte à celui qui le relève, des découvertes qu'il aurait faites, soit par lui-même, soit par ses patrouilles, lorsque, par suite de son silence, la sûreté du poste se sera trouvée compromise ; — 5° Tout militaire convaincu d'avoir communiqué le secret du poste ou le mot d'ordre à l'ennemi ; — 6° Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui entretiendrait une correspondance dans l'armée ennemie sans la permission par écrit de son supérieur ; — 7° Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée ou à sa suite, qui, sans ordre de son supérieur, ou sans motif légitime, aurait encloué ou mis hors de service un canon, mortier, obusier ou affût ; ainsi que tout charretier ou conducteur qui, dans une affaire, dérouté ou retraite, en présence de l'ennemi, aurait, sans ordre de son supérieur, coupé les traits des chevaux, brisé ou mis hors de service aucune pièce du train ou équipage confié à sa conduite ; — 8° Tout commandant d'une place assiégée, qui, sans avoir pris l'avis ou contre le vœu de la majorité du conseil militaire de la place (auquel devront toujours être appelés les officiers en chef de l'artillerie et du génie), aura consenti à la reddition de la place avant que l'ennemi y ait fait brèche praticable ou qu'elle ait soutenu un assaut ; — 9° Tout commissaire ordonnateur ou autre en faisant les fonctions, qui n'aurait pas pourvu aux distributions des vivres et fourrages ordonnées pour toutes les parties du service confié à sa surveillance, lorsqu'il en avait les moyens, ou qui aurait négligé ou refusé d'instruire le général en chef de l'armée ou d'une division détachée de l'armée, des besoins en ce genre de ladite armée ou division, si, par suite de cette prévarication, le salut de l'armée ou le succès de ses opérations a été compromis.

TITRE IV. — De l'embauchage et de l'espionnage (1).

Art. 1^{er}. Tout embaucheur ou complice d'embauchage pour une puissance en guerre avec la république, sera puni de mort.

2. Tout individu, quel que soit son état, qualité ou profession, convaincu d'espionnage pour l'ennemi, sera puni de mort.

3. Tout étranger surpris à lever les plans des camps, quartiers, cantonnemens, fortifications, arsenaux, magasins, manufactures, usines, canaux, rivières, et généralement de tout ce qui tient à la défense et conservation du territoire et à ses communications, sera arrêté comme espion, et puni de mort.

TITRE V. — Du pillage, de la dévastation et de l'incendie.

Art. 1^{er}. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu de pillage à main armée ou en troupe, soit dans les habitations, soit sur les personnes, soit dans les propriétés des habitans de quelque pays que ce soit, sera puni de mort.

2. Sera également puni de mort, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir porté le ravage et le dégât, à main armée ou en troupe, sur les propriétés des habitans de quelque pays que ce soit, sans l'ordre par écrit du général ou autre commandant en chef.

3. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui

(1) Voyez la loi du 4 nivose an 4 (25 décembre 1795), sur la punition des embaucheurs, et les notes ; et celle du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796), art. 9, et les notes.

sera convaincu d'avoir mis le feu aux magasins, arsenaux, maisons rurales ou d'habitation, ou à toute autre propriété publique ou particulière, moissons ou récoltes faites ou à faire, en quelque pays que ce soit, sans l'ordre par écrit du général ou autre commandant en chef, sera puni de mort.

4. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu d'avoir attenté à la vie de l'habitant non armé, à celle de sa femme ou de ses enfans, en quelque pays et lieu que ce soit, sera puni de mort. — Le viol commis par un militaire ou tout autre individu attaché à l'armée et à sa suite, sera puni de huit ans de fers. Si le coupable s'est fait aider par la violence ou les efforts d'un ou de plusieurs complices, ou si le viol a été commis sur une fille âgée de moins de quatorze ans, la peine sera de douze ans de fers. — Si la fille ou la femme violée est morte des excès commis sur sa personne, le coupable sera puni de mort.

5. Tout militaire qui, hors le cas d'un ordre donné par le général ou autre commandant en chef, sera convaincu d'avoir, pendant ou après une action et sur le champ de bataille, dépouillé un homme tué au combat, sera puni de cinq ans de fers. — La peine sera de dix ans de fers pour le vivandier ou autre individu non militaire convaincu du même délit.

6. Tout militaire convaincu d'avoir, pendant ou après une action et sur le champ de bataille, dépouillé un homme mis hors de combat, mais encore vivant, sera puni de dix ans de fers. — La peine sera de vingt ans de fers pour le vivandier ou autre individu non militaire convaincu du même délit.

7. Tout individu qui, en dépouillant un homme mis hors de combat, mais encore vivant, sera convaincu de l'avoir mutilé ou tué pour s'assurer de sa dépouille, sera puni de mort.

8. Tout vivandier ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui aura acheté, recélé, ou qui sera de toute autre manière détenteur ou dépositaire de la dépouille enlevée à un homme dans les cas prévus par les articles 5, 6 et 7 ci-dessus, sera chassé de l'armée, camp ou cantonnement; tous ses effets, marchandises et argent seront saisis : lesdits effets et marchandises seront vendus à l'encan, et le produit du tout sera appliqué au profit des hôpitaux et ambulances de l'armée.

9. Seront pareillement saisis et vendus à l'encan tous les effets et marchandises du vivandier ou autre individu condamné pour un des faits de pillage, dévastation, incendie et spoliation prévus et spécifiés au présent titre, et le produit en provenant sera appliqué au profit des hôpitaux et ambulances de l'armée.

10. A l'égard des effets reconnus pour avoir appartenu aux hommes dépouillés sur le champ de bataille, ils seront vendus, et le prix en provenant sera déposé dans les caisses des conseils d'administration des corps respectifs, soit de ces mêmes hommes, soit de ceux qui auront été condamnés pour le fait de spoliation, pour être le produit desdits effets remis aux familles qui les réclameront. — Les effets provenant des militaires condamnés à mort pour le fait de spoliation prévu par l'article 7 ci-dessus, seront pareillement vendus, et les deniers en provenant rendus aux familles qui les réclameront.

TITRE VI. — De la marande.

Art. 1^{er}. Tout sous-officier ou volontaire, ou tout autre individu attaché à l'armée et à sa suite, qui, s'étant introduit dans la maison, cour, basse-cour, jardin, parc ou enclos fermé de murs, et généralement dans toute propriété close de l'habitant, sera convaincu d'y avoir pris soit bétail, soit volaille, viande, fruits, légumes ou tout autre comestible ou fourrage, sera condamné à faire deux fois le tour du quartier que son corps occupera, soit

au camp, soit au cantonnement, au milieu d'un piquet bordant la haie, le reste de la troupe étant dehors et sous les armes : il portera ostensiblement la chose dérobée, ayant son habit retourné, et sur la poitrine un écriteau apparent, portant le mot *maraudeur*, en gros caractères. — Si la chose dérobée ne peut être portée par le maraudeur, après avoir fait les deux tours avec l'habit retourné et l'écriteau seulement, il sera exposé pendant trois heures en avant du centre ou sur la place du quartier, ayant près de lui la chose dérobée, l'habit et l'écriteau comme il est dit. Il sera maintenu en cette exposition par une garde suffisante.

2. Si le maraudeur a escaladé les murs ou forcé les portes, il fera trois tours et subira une heure de plus d'exposition.

3. Sera condamné aux peines ci-dessus, tout militaire ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, convaincu d'avoir pris du bétail gardé à la corde ou en troupeau dans le champ de l'habitant.

4. La récidive dans les délits de maraudage ci-dessus spécifiés, de la part des militaires, sera punie de cinq années de fers.

5. Tout sous-officier convaincu de maraudage dans l'un des cas prévus par les articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, sera cassé, indépendamment de la peine prononcée pour le délit.

6. Tout employé à la suite de l'armée, convaincu de maraudage dans l'un des cas prévus par les articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, sera chassé de son emploi ; ce qui sera échu de ses appointemens ou salaires, lui sera retenu à concurrence du prix de la chose dérobée, et payé au propriétaire, le tout indépendamment de la peine encourue pour le fait de maraude.

7. Tout vivandier ou autre individu attaché à l'armée et à sa suite, non entretenu des fonds de la république, convaincu de maraudage, sera puni de cinq ans de fers, et condamné à restituer au propriétaire le double du prix de la chose dérobée, même par voie de saisie et vente de ses marchandises et effets, jusqu'à concurrence de la somme due pour restitution.

8. Tout militaire ou employé à la suite de l'armée, et entretenu des fonds de la république, convaincu de persistance dans un délit de maraudage, ou de refus d'obéir au supérieur qui aurait voulu s'y opposer, sera puni de cinq ans de fers.

9. Tout délit de maraudage commis en troupe à main armée sera puni de huit ans de fers.

10. Tout officier convaincu de ne s'être point opposé à la maraude faite en sa présence, ou qui, s'y étant inutilement opposé, n'aura pas aussitôt dénoncé à l'officier supérieur le délit et ses auteurs, sera destitué et puni de trois mois de prison.

11. Tout officier qui, oubliant ce qu'il doit, en sa qualité, au maintien de la discipline et de l'honneur militaire, sera convaincu d'un délit de maraude, sera destitué, chassé du corps, puni de deux ans de prison, déclaré incapable d'occuper aucun grade dans les troupes de la république, et déchu de tout droit à la pension ou récompense à raison de son service antérieur. — S'il a commis le délit avec ses subordonnés, il sera puni de dix ans de fers ; s'il a conduit sa troupe à la maraude, il sera puni de mort.

12. Sera destitué et puni d'un an de prison, tout officier qui aura acheté ou reçu de ses subordonnés aucuns objets provenant de la maraude.

TITRE VII. — Du vol et de l'infidélité dans la gestion et manutention.

Art. 1^{er}. Tout militaire ou employé à la suite de l'armée, qui, pour faire payer à sa troupe ou à ses subordonnés ce que la loi leur accorde, sera convaincu d'avoir porté son état de situation au dessus du nombre effectif

présent , sera puni de trois ans de fers , et condamné à restituer ce qu'il aura touché au-delà de ce qui revenait à sa troupe ou à ses subordonnés.

2. Tout commissaire des guerres , convaincu de connivence avec le militaire ou l'employé qui aurait fait un état de paie ou de distribution porté au dessus du nombre effectif présent , sera puni de cinq ans de fers , et condamné à restituer les sommes payées ou les fournitures délivrées sur son ordonnance au-delà de ce qui revenait de droit à la troupe comprise audit état.

3. Tout garde-magasin , distributeur ou manutentionnaire des vivres et fourrages pour les emmagasinemens et distributions à faire à l'armée et dans les places en état de siège , tout voiturier , charretier , muletier ou conducteur de charrois employé au transport de l'artillerie , bagages , vivres et fourrages de l'armée , qui sera convaincu d'avoir vendu ou détourné à son profit une partie des objets confiés à sa garde , manutention ou conduite , sera puni de cinq ans de fers , et condamné à la restitution desdits objets.

4. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée qui sera convaincu d'avoir détourné ou vendu à son profit , soit des farines , soit du bois ou des ustensiles destinés à alimenter son service , sera puni de cinq ans de fers , et condamné à la restitution desdits objets.

5. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée qui sera convaincu d'avoir altéré ses farines par l'introduction de matières étrangères ou évidemment malfaisantes , ou d'en avoir introduit d'une qualité inférieure à celles fournies par les administrations , sera puni de cinq ans de fers.

6. Tout munitionnaire ou boulanger qui sera convaincu d'avoir , par sa négligence , laissé gâter ou corrompre les grains ou farines confiés à sa manipulation , sera puni de six mois de prison , et condamné au remplacement des objets déperis par sa négligence.

7. Tout munitionnaire ou boulanger de l'armée convaincu d'infidélité dans le poids des rations de pain , sera puni de deux ans de fers , et condamné à une amende quadruple du prix des rations de pain par lui fournies dans la même distribution.

8. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées , convaincu d'avoir fourni et distribué des viandes dont le débit est prohibé par les réglemens de police , sera puni de trois ans de fers. — S'il a abattu et débité des animaux atteints de maladie contagieuse , il sera puni de vingt ans de fers. — Dans l'un et l'autre cas , il sera condamné au remplacement des viandes réprochées.

9. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées , qui aura débité et distribué des viandes gâtées ou corrompues , sera puni de trois mois de prison , et de six mois si le fait provient de sa négligence. Dans l'un et l'autre cas , il sera condamné au remplacement , à ses frais , de la viande réprochée.

10. Tout munitionnaire chargé de la fourniture et distribution de la viande aux armées , qui sera convaincu d'avoir distribué à faux poids , sera puni de deux ans de fers , et condamné à une amende quadruple du prix des viandes par lui débitées dans la même distribution.

11. Tout manutentionnaire de légumes et fourrages , qui sera convaincu d'avoir , par défaut de soin , laissé gâter ou avarier ces objets , sera puni de six mois de prison , et condamné au remplacement des quantités déperies par sa faute.

12. Tout distributeur de légumes et fourrages à l'armée et dans les places en état de siège , convaincu d'infidélité dans la mesure ou dans le poids des rations , sera puni de deux ans de fers.

TITRE VIII. — De l'insubordination.

Art. 1^{er}. Tout militaire ou autre individu employé au service de l'armée, qui, lorsque la générale aura été battue, ne se sera pas rendu à son poste, sera, pour la première fois, puni d'un mois de prison; pour la seconde fois, de trois mois, et destitué de son grade ou emploi. Le simple volontaire, dans ce second cas, sera puni de six mois de prison. — Dans le cas d'une seconde récidive, le coupable sera puni de deux ans de fers.

2. Tout officier qui, devant marcher à l'ennemi, ne se sera pas rendu à son poste, sera destitué, puni de trois mois de prison et déclaré incapable de remplir aucun grade dans les armées de la république. — Si c'est un sous-officier, il sera puni de deux mois de prison, cassé de son grade et réduit à la paie de simple volontaire. — Si c'est un simple volontaire, il sera puni d'un mois de prison. — Enfin, si c'est un employé attaché au service de l'armée, il sera destitué de son emploi et puni d'un mois de prison. — La récidive de la part du sous-officier ou volontaire, sera punie de deux ans de fers.

3. La révolte ou la désobéissance combinée envers les supérieurs, emportera peine de mort contre ceux qui l'auront suscitée, et contre les officiers présens qui ne s'y seront point opposés par tous les moyens à leur disposition.

4. La révolte, la sédition ou la désobéissance combinée de la part des habitans du pays ennemi occupé par les troupes de la république, sera punie de mort, soit que la désobéissance se soit manifestée contre les chefs militaires, soit que la révolte ou sédition ait été dirigée contre tout ou partie des troupes de la république. — Sera puni de la même peine, tout habitant du pays ennemi, convaincu d'avoir excité le mouvement de révolte, sédition ou désobéissance, quand même il n'y aurait pas autrement pris part, ou que ses efforts pour l'exciter auraient été sans succès.

5. En cas d'attroupement de la part des militaires ou autres individus attachés à l'armée et à sa suite, les supérieurs commanderont, au nom de la loi, que chacun se retire. Si le rassemblement n'est pas dissous par le commandement fait au nom de la loi, les supérieurs sont autorisés à employer tous les moyens de force qu'ils jugeront nécessaires pour le dissiper. Les auteurs dudit attroupement (au nombre desquels seront toujours compris les officiers et sous-officiers qui en feront partie), seront aussitôt saisis, traduits au conseil de guerre, et punis de mort.

6. Toute troupe qui aura abandonné en masse et sans ordre supérieur le poste où elle était de service, sera déclarée en révolte. Dans ce cas, les officiers et sous-officiers, ou, à leur défaut, les six plus anciens de service faisant partie de la troupe, seront saisis, traduits au conseil de guerre, et punis de dix ans de fers, à moins qu'ils ne déclarent les vrais auteurs du délit, sur lesquels seront alors dirigées les poursuites, et qui subiront la peine de mort, comme chefs de révolte.

7. Tout militaire convaincu d'avoir, dans une affaire avec l'ennemi, jeté lâchement ses armes, sera puni de trois ans de fers.

8. Toute troupe qui, étant commandée pour marcher ou donner contre l'ennemi, ou pour tout autre service ordonné par le chef, aura refusé d'obéir, sera déclarée en révolte, et traitée conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus.

9. Tout militaire ou autre individu attaché à l'armée, qui, étant commandé pour marcher ou donner contre l'ennemi, ou pour tout autre service ordonné par le chef, en présence de l'ennemi et dans une affaire, aura formellement refusé d'obéir, sera puni de mort.

10. Tout militaire trouvé endormi en faction ou en vedette, dans les postes les plus près de l'ennemi ou sur les fortifications d'une place assiégée ou investie, sera puni de deux ans de fers.

11. Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette dans les postes les plus près de l'ennemi, ou sur les fortifications d'une place assiégée ou investie, sera convaincu de n'avoir point exécuté sa consigne, sera puni de deux ans de fers.

12. Tout commandant d'un poste devant l'ennemi ou dans une place assiégée, qui sera convaincu d'avoir changé la consigne donnée, sans en avoir sur-le-champ rendu compte au commandant en chef, sera puni de six mois de prison.

13. Tout militaire convaincu d'avoir forcé ou violé la consigne générale donnée pour la troupe, soit au camp, soit au cantonnement, quartier, garnison ou caserne, sera puni de dix ans de fers.

14. Toute violation d'une consigne générale, commise par une troupe, sera poursuivie comme acte de désobéissance combinée ; les chefs et instigateurs de ce délit, ainsi que les officiers qui y auraient pris part, seront punis de dix ans de fers.—Si la violation de la consigne a été faite à main armée par une troupe, il en sera usé à son égard conformément aux dispositions de l'article 6 du présent titre.

15. Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur, de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers ; s'il s'est permis des voies de fait à l'égard du supérieur, il sera puni de mort.

16. Tout militaire qui, hors les cas de défense naturelle et ceux de ralliement des fuyards devant l'ennemi, ou de dépouillement des morts ou des blessés sur le champ de bataille, prévus par les articles 5, 6 et 7 du titre V du présent Code, sera convaincu d'avoir frappé son subordonné, sera destitué de son grade, puni d'un an de prison, et déclaré incapable d'occuper aucun grade dans les troupes de la république. — Si la mort s'est ensuivie des mauvais traitemens, le coupable sera puni de mort.

17. Lorsque, par une coupable négligence, la force armée aura laissé éva-der un prévenu de délit militaire, confié à sa garde, les officiers, sous-officiers, et les quatre volontaires plus anciens de service faisant partie de la force armée, seront poursuivis et punis de la même peine que le prévenu aurait dû subir, sans néanmoins que cette peine puisse excéder deux ans de fers. Si, dans le débat, le véritable auteur du délit est découvert, il en portera seul la peine, qui pourra être étendue à trois années de fers.

18. Toute force armée qui se sera opposée, par quelque moyen que ce soit, à la traduction, poursuite et jugement ou exécution d'un coupable de délit militaire, sera réputée en révolte et traitée comme telle, conformément aux articles 3, 5 et 6 du présent titre.

19. Tout complice d'un délit subira la même peine que celui qui aura commis le délit.

20. Dans tous les cas où, d'après les dispositions du présent Code, la peine du délit emporte celle de destitution, cette dernière peine sera formellement prononcée par la sentence de condamnation (1).

21. Toute condamnation d'un militaire à la peine des fers emportera dégradation, aussitôt après la sentence rendue.

22. Tout délit militaire non prévu par le présent Code sera puni conformément aux lois précédemment rendues.

23. Tout général d'armée, tout commandant en chef de troupes, reste autorisé à faire tous les réglemens de simple discipline correctionnelle

(1) Voyez la loi du 12—16 mai 1793, art. 11 de la sect. IV du tit. 1^{er}, et la note.

qu'il jugera nécessaires au maintien de l'ordre et de la subordination des militaires et autres individus au service des troupes soumises à son commandement.

N° 57. = 21 brumaire an 5 (11 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui rétablit le droit de transit par Maestricht, des marchandises expédiées du Brabant batave pour le pays de Juliers.* (II, Bull. xc, n° 852.)

N° 58. = 21 brumaire an 5 (11 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les poinçons pour la marque des ouvrages d'or et d'argent* (1). (II, Bull. xc, n° 853.)

N° 59. = 22 brumaire an 5 (12 novembre 1796). = *Loi qui rectifie une erreur de rédaction dans l'article 21 de la loi du 16 brumaire précédent, relative aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an 5* (2). (B., LXVI, 205.)

N° 60. = 23 brumaire an 5 (13 novembre 1796). = *Loi qui détermine le mode de paiement des lots de la loterie nationale échus et vendus, à défaut de réclamation des porteurs de billets* (3). (II, Bull. xc, n° 855 ; B., LXVI, 206.)

Art. 1^{er}. Les porteurs de billets de la loterie nationale auxquels il est échu des lots, ne pourront réclamer lesdits lots en nature, s'ils ont été vendus ; ils n'auront droit qu'à recevoir la même somme pour laquelle ils ont été vendus, dans les mêmes valeurs et aux mêmes époques stipulées au profit de la république.

2. La loi du 25 messidor dernier est maintenue dans toutes ses dispositions.

N° 61. = 23 brumaire an 5 (13 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit un mode pour la perception et l'emploi des revenus des hôpitaux civils situés dans une même commune* (4). (II, Bull. xc, n° 856.)

Les revenus des hôpitaux civils situés dans une même commune ou qui lui sont particulièrement affectés, seront, conformément à la loi du 16 vendémiaire, perçus par un seul et même receveur, et indistinctement employés à la dépense de ces établissemens, de laquelle il sera néanmoins tenu des états distincts et séparés.

N° 62. = 23 brumaire an 5 (13 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la surveillance des hospices civils dans les communes où il y a plusieurs administrations municipales.* (II, Bull. xc, n° 857.)

Art. 1^{er}. Les hospices civils situés dans les communes où il existe plusieurs administrations municipales, seront sous la surveillance immédiate des bureaux centraux.

2. Les comptes des receveurs des hospices civils, qui, suivant l'article 3

(1) Voyez, sur la marque des ouvrages d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent. Cette loi rend le présent arrêté sans objet.

(2) Cette rectification a été faite.

(3) Cette loterie a été établie par le décret du 29 germinal an 3 (18 avril 1795). Voyez aussi la loi du 25 messidor an 4 (13 juillet 1796), qui fixe le délai pendant lequel les billets gagnans pourront être réclamés.

(4) Voyez la loi du 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796), et les notes.

de la loi du 16 vendémiaire, doivent être remis, par les commissions établies par cette loi, aux administrations municipales, seront remis, dans les communes où il existe plusieurs municipalités, aux bureaux centraux, qui, conformément aux dispositions du même article, les adresseront dans la décade, avec leur avis, aux administrations centrales de département, pour être approuvés, s'il y a lieu.

N° 63. = 24 brumaire an 5 (14 novembre 1796). = *LOI qui attribue au bureau central, dans les communes composées de plusieurs administrations municipales, le droit de suivre les actions qui les intéressent collectivement* (1). (II, Bull. xc, n° 860 ; B., LXVI, 210.)

Dans les communes composées de plusieurs administrations municipales, le droit de suivre les actions qui les intéressent collectivement, est attribué au bureau central des communes, qui désignera à cet effet un de ses membres.

N° 64. = 24 brumaire an 5 (14 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant suppression des anciennes impositions tant directes qu'indirectes, établies par le gouvernement autrichien dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4.* (II, Bull. xc, n° 861.)

N° 65. = 26 brumaire an 5 (16 novembre 1796). = *LOI additionnelle à celle du 10 brumaire dernier, qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises* (2). (II, Bull. xc, n° 865 ; B., LXVI, 215.)

Les objets dont l'entrée n'a été prohibée que par la loi du 10 du présent mois, expédiés pour France sur navires actuellement arrivés dans les ports de la république ou qui arriveraient avant le 20 frimaire prochain, ne seront pas sujets à la saisie et confiscation prononcées par ladite loi, si d'ailleurs les formalités prescrites par les lois antérieures ont été remplies. — Les citoyens auxquels ces objets sont adressés, sont tenus d'en passer la déclaration au bureau des douanes, et d'y déposer les connaissements avant l'arrivée desdits bâtimens. — Il en sera usé dans ce cas, à l'égard de ces navires, comme il est porté en l'article 3 de la loi du 10 du présent mois à l'égard des bâtimens en relâche forcée.

N° 66. = 26 brumaire an 5 (16 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 21 au 23 brumaire* (3). (II, Bull. xc, n° 866.)

N° 67. = 27 brumaire an 5 (17 novembre 1796). = *LOI relative au paiement des valeurs stipulées dans les baux à ferme antérieurs au décret du 1^{er}—2 brumaire an 2, en équivalent de la dîme et d'autres droits supprimés.* (II, Bull. xcii, n° 869 ; B., LXVI, 217.)

Les propriétaires qui, en exécution des décrets des 11 mars — 10 avril 1791 et 25 août 1792, et antérieurement à celui du 1^{er} brumaire an 2, avaient stipulé, dans leurs baux à ferme, qu'il leur serait payé une valeur séparée du prix des fermages, en équivalent de la dîme ou d'autres droits supprimés,

(1) Voyez, sur le mode d'exercer les actions des communes, la loi du 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

(3) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

ont droit d'exiger le paiement de cette valeur, toutefois sans intérêts, notwithstanding la disposition de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} brumaire an 2, laquelle est rapportée quant aux baux et stipulations consentis avant sa publication.

N^o 68. = 28 brumaire an 5 (18 novembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif portant que les dispositions de celui du 27 fructidor an 4, qui accorde aux officiers des armées de terre le paiement du quart de leur solde en numéraire, sont applicables aux officiers de la marine militaire. (II, Bull. XCIII, n^o 878.)

N^o 69. = 28 brumaire an 5 (18 novembre 1796). = **LOI** contenant ratification du traité de paix conclu entre la république française et le duc de Parme et de Plaisance (1). (II, Bull. CIX, n^o 1045.)

La république française et S. A. R. l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla, désirant rétablir les liaisons d'amitié qui ont précédemment existé entre les deux états, et faire cesser, autant qu'il est en leur pouvoir, les calamités de la guerre, ont accepté avec empressement la médiation de S. M. C. le roi d'Espagne, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir : le directoire exécutif, au nom de la république française, le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures; et S. A. R. l'infant duc de Parme, MM. le comte *Pierre Politi*, et don *Louis Bolla*, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté et conclu définitivement les articles suivans, sous la médiation de S. M. C., exercée par M. le marquis *del Campo*, son ambassadeur près la république française, qui a également justifié de ses pleins-pouvoirs.

Art. 1^{er}. Il y aura paix et amitié entre la république française et S. A. R. l'infant duc de Parme : les deux puissances s'abstiendront soigneusement de ce qui pourrait altérer la bonne harmonie et union rétablies entre elles par le présent traité.

2. Tout acte, engagement ou convention antérieurs, de la part de l'une ou de l'autre des deux puissances contractantes, qui seraient contraires au présent traité, seront regardés comme nuls et nonavenus : en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, aucun secours en troupes, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

3. L'infant duc de Parme s'engage à ne point permettre aux émigrés ou déportés de la république française, de s'arrêter ou de séjourner dans ses états.

4. La république française et S. A. R. l'infant duc de Parme s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens qui pourraient avoir été saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou droits qui leur appartiennent.

5. Les contributions stipulées dans la convention d'armistice signée à Plaisance le 20 floréal dernier, entre le général *Buonaparte*, au nom de la

(1) Ce traité de paix a cessé d'avoir effet par la réunion des duchés de Parme et Plaisance à la France, sous le nom de département du Taro, aux termes du sénatus-consulte du 24 mai 1808. — Ce département a été distrait de la France, en exécution du traité du 30 mai — 8 juin 1814.

république française, et MM. les marquis *Pallavicini et Philippo della Rosa*, au nom de l'infant duc de Parme, seront acquittées en leur entier : il n'en sera levé ni exigé aucune autre : s'il avait été levé quelque contribution en argent ou exigé quelques fournitures en denrées en sus de ce qui est réglé par ladite convention, les contributions en argent seront remboursées, et les fournitures en nature payées au prix courant des lieux lors de la livraison. Il sera nommé de part et d'autre, s'il y a lieu, des commissaires pour l'exécution du présent article.

6. A compter de la signature du présent traité, les états de S. A. R. l'infant duc de Parme seront traités comme ceux des puissances amies et neutres : s'il est fait quelques fournitures aux troupes de la république par S. A. R. ou par ses sujets, elles leur seront payées au prix convenu.

7. Les troupes de la république jouiront du libre passage dans les états de l'infant duc de Parme.

8. L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage aux troupes ennemies de l'autre.

9. La république française et S. A. R. l'infant duc de Parme, désirant rétablir et augmenter par des stipulations réciproquement avantageuses les relations commerciales qui existaient entre leurs citoyens et sujets respectifs, conviennent de ce qui suit :

10. Les soies en trame, les grains, riz, huile d'olive, bestiaux, fromages, vins, huile de pétrole, et autres denrées et produits bruts des états de S. A. R., pourront en sortir pour être introduits dans le territoire de la république, sans aucune restriction que celles que rendraient nécessaires les besoins du pays : lesdites restrictions ne pourront jamais frapper uniquement et spécialement sur les citoyens français ; il leur sera même accordé toute préférence pour la traite des objets mentionnés ou désignés au présent article, dont quelques circonstances feraient suspendre ou restreindre la sortie.

11. Tous les produits du territoire de la république, des colonies et pêches françaises, pourront être introduits librement dans les états de S. A. R., et sortir, pour cette destination, du territoire de ladite république, sauf les restrictions que ses propres besoins pourraient rendre nécessaires.

12. Tous les produits des manufactures françaises pourront également être introduits dans les états de S. A. R. Si elle juge nécessaire, pour la prospérité de ses manufactures, d'ordonner quelques restrictions ou prohibitions, elles ne pourront jamais être particulières aux manufactures françaises, auxquelles S. A. R. promet même d'accorder toutes les préférences qui pourront se concilier avec la prospérité des manufactures de ses états. — Le présent article sera exécuté avec la plus exacte réciprocité, pour l'introduction en France des produits des manufactures des états de S. A. R.

13. Il sera statué, par une convention séparée, sur les droits d'entrée et de sortie à percevoir de part et d'autre. Dans le cas où ladite convention séparée ne serait point acceptée par la république, il est expressément convenu que lesdits droits seront respectivement perçus et payés comme ils le sont par les nations les plus favorisées.

14. Les produits du territoire de la république, des manufactures, colonies et pêches françaises, pourront traverser librement les états de S. A. R. ou y être entreposés, pour être ensuite conduits dans d'autres états d'Italie, sans payer aucun droit de douane, mais seulement un droit de transit ou passage pour subvenir à l'entretien des routes ; lequel droit sera très incessamment réglé sur un pied modéré, de concert entre les parties contractantes, et ce à raison de tant par quintal et par lieue ; il sera payable au

premier bureau d'entrée. — Le présent article sera exécuté réciproquement dans l'étendue du territoire de la république française, pour les denrées et marchandises provenant des états de S. A. R. l'infant duc de Parme. — Et attendu que le droit ci-dessus mentionné n'a été réservé que pour faire face aux dépenses d'entretien de ponts et de chaussées, il est expressément convenu que les denrées et marchandises transportées en transit par les rivières et fleuves navigables, jouiront réciproquement de l'exemption de tous droits. — Les parties contractantes prendront respectivement les mesures nécessaires pour éviter tout abus dans l'exécution du présent article et des précédens.

15. En exécution de l'article 6 du traité conclu à la Haye le 22 floréal de l'an 3, la paix conclue par le présent traité est déclarée commune avec la république batave.

16. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées, au plus tard, dans un mois à compter de ce jour.

Fait à Paris, le 15 brumaire an 5 de la république française, une et indivisible. — *Signé* CH. DELACROIX ; le comte POLITI et LOUIS BOLLA.

Article séparé. S. A. R. s'oblige à accorder une remise d'un quart des droits d'entrée sur les denrées et marchandises provenant du sol de la république, de ses colonies, pêcheries et manufactures, destinées pour la consommation intérieure de ses états, et de sortie sur les denrées et marchandises tirées de ses états et destinées pour le territoire de la république; pourvu que réciproquement il soit accordé par la république française une égale diminution de droits, — 1° Sur les denrées et marchandises provenant des états de S. A. R., à leur entrée sur le territoire de la république; — 2° Sur les denrées et marchandises provenant du territoire de la république, à leur sortie pour le territoire de S. A. R.

Paris, le jour et an que dessus. — *Signé* CH. DELACROIX ; le comte POLITI et LOUIS BOLLA.

Le soussigné, marquis *del Campo*, plénipotentiaire de sa majesté catholique le roi d'Espagne, ayant servi de médiateur à la pacification, déclare que le traité ci-dessus entre la république française et son altesse royale l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla, ensemble l'article séparé relatif au commerce entre les deux puissances, a été conclu par la médiation et sous la garantie de sa majesté catholique. — En foi de quoi, il a signé les présentes de sa main, et y a apposé son cachet.

Fait à Paris, le 15 brumaire an 5 de la république française, une et indivisible, répondant au 5 novembre 1796. — *Signé* le marquis DEL CAMPO.

Nota. Le traité a été ratifié le 23 novembre par le duc de Parme, et le 18 décembre par le roi d'Espagne, en qualité de médiateur.

N° 70. = 1^{er} frimaire an 5 (21 novembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 brumaire (1). (II, Bull. xcii, n° 871.)

N° 71. = 1^{er} frimaire an 5 (21 novembre 1796). = **LOI** qui autorise les acquéreurs de domaines nationaux à se libérer en numéraire, ou en mandats au cours (2). (II, Bull. xcii, n° 872; B., LXVI, 230.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de domaines nationaux, en exécution de la loi

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez, sur le mode de paiement du prix des domaines nationaux, les lois citées en note

du 28 ventose dernier, pourront acquitter ce dont ils restent redevables, en numéraire ou en mandats au cours.

2. Les receveurs seront tenus d'exprimer dans la quittance et sur leurs registres, en quelles espèces de valeurs auront été faits les paiemens, d'annuler sur-le-champ, en présence des parties, les mandats qu'ils recevront, et de fournir chaque jour, à l'administration du département, l'état indicatif des citoyens qui auront payé, et des valeurs dans lesquelles ils auront payé.

3. L'administration du département adressera, chaque décade, à la trésorerie nationale, une copie des états qui lui auront été fournis; et la trésorerie fera annuler des mandats provenant des contributions, et à mesure de leur rentrée, jusqu'à due concurrence des paiemens faits en numéraire d'après le cours des mandats, à l'époque des versements faits à la trésorerie.— Le montant des mandats annulés chaque mois sera adressé au corps législatif par la trésorerie nationale.

4. L'échéance des termes fixés par la loi du 13 thermidor dernier pour le paiement du dernier quart du prix des acquisitions faites en exécution de la loi du 28 ventose, prorogée de quinze jours par la loi du 20 fructidor, ne sera comptée, dans chaque département, qu'à dater de l'expiration de la quinzaine accordée par cette dernière loi.

N° 72. = 2 frimaire an 5 (22 novembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif portant que le pavillon de la république française en usera envers les bâtimens des puissances neutres, comme elles souffrent que les Anglais en usent à leur égard. (II, Bull. XCII, n° 873.)

N° 73. = 3 frimaire an 5 (23 novembre 1796). = **LOI** portant rétablissement de droits d'entrée réduits par celle du 12 pluviôse an 3. (II, Bull. XCII, n° 874.)

N° 74. = 3 frimaire an 5 (23 novembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui prescrit des mesures de sûreté pour l'admission des navires neutralisés, et des individus venant d'Angleterre, dans les ports de la république. (II, Bull. XCIII, n° 883.)

N° 75. = 4 frimaire an 5 (24 novembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui détermine les rapports existant entre les commissaires du gouvernement près les administrations et près les tribunaux, et qui prescrit des mesures pour la poursuite des délits (1). (II, Bull. XCIII, n° 884.)

Art. 1^{er}. Aussitôt que le commissaire du directoire exécutif près chaque administration départementale est informé, soit officiellement, soit par la rumeur publique, soit par des rapports ou avertissemens particuliers, qu'un délit quelconque a été commis dans le département, ou que les auteurs d'un délit commis ailleurs y sont retirés, il est tenu, sous sa responsabilité per-

du décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, relatif à l'aliénation de ces domaines, et notamment celle du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797), qui ordonne l'exécution de plusieurs dispositions de la présente.

(1) Voyez, sur la poursuite des délits, les art. 15 et suiv. du Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), et les notes; et les art. 8 et suiv. du Cod. instr. crim. de 1808, qui constitue le dernier état de la législation sur la matière.

Voyez aussi l'arrêté du 27 nivôse an 5 (16 janvier 1797), qui contient des dispositions additionnelles au présent, sur le mode de correspondance entre les commissaires près les tribunaux correctionnels et les commissaires près les administrations municipales.

sonnelle , de faire parvenir aux commissaires du directoire exécutif près le tribunal criminel du département et près le tribunal correctionnel de l'arrondissement, tous les renseignemens qu'il a reçus ou recueillis à cet égard.

2. Réciproquement, aussitôt que le commissaire du directoire exécutif près chaque tribunal criminel ou correctionnel est informé, soit officiellement, soit par la rumeur publique, soit par des rapports ou avertissemens particuliers, qu'il a été commis ou qu'il se trame, dans le ressort de ce tribunal, un crime de nature à troubler la tranquillité publique, il est tenu, sous sa responsabilité personnelle, d'en donner avis au commissaire du directoire exécutif près l'administration départementale, et de lui faire passer tous les renseignemens qui peuvent mettre cette administration à portée de prendre les mesures de police administrative nécessaires pour arrêter ou prévenir toute espèce de trouble.

3. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales établies dans chaque arrondissement de tribunal correctionnel, demanderont au commissaire du directoire exécutif près ce tribunal, tous les éclaircissemens dont ils auront besoin pour se diriger dans la poursuite des délits qui sont de la compétence des tribunaux de police. — Le commissaire du directoire exécutif près le tribunal correctionnel sera tenu de leur répondre dans les trois jours. — En cas de négligence de sa part, ils en avertiront le commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel, lequel en fera mention dans l'état mentionné en l'article 9 ci-après.

4. A compter de la publication du présent arrêté, les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales établies dans l'arrondissement de chaque tribunal correctionnel, feront parvenir, tous les décadis, au commissaire du directoire exécutif près ce tribunal, l'état des délits qui, pendant les dix jours précédens, auront été commis dans leurs cantons respectifs, soit que ces délits soient de nature à être jugés par les tribunaux de police, soit qu'ils doivent être poursuivis par les juges de paix ou directeurs du jury, en leur qualité d'officiers de police judiciaire.

5. Cet état indiquera, en même temps, les poursuites qui auront été faites, tant pour constater les délits que pour en découvrir et arrêter les auteurs.

6. Lorsque, dans les dix jours précédens, il n'aura été commis dans un canton aucun délit qui soit venu à la connaissance du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, celui-ci sera tenu d'en envoyer un certificat, signé de lui, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal correctionnel.

7. A compter pareillement de la publication du présent arrêté, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels, feront parvenir, tous les décadis, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel de leur ressort, le tableau des délits qui, dans les dix jours précédens, seront parvenus à leur connaissance, soit par les états que leur auront envoyés les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales, soit par toute autre voie.

8. Ce tableau indiquera, en même temps, l'état actuel des poursuites faites, soit devant le tribunal de police, soit devant l'officier de police judiciaire, soit devant le directeur du jury, soit devant le tribunal correctionnel, contre les auteurs de chaque délit. — Le commissaire du directoire exécutif près le tribunal correctionnel, y rendra spécialement compte de ses opérations personnelles, en ce qui concernera les affaires dépendant directement de son ministère, et il y désignera, en outre, les commissaires du directoire

exécutif près les administrations municipales qui ne se seraient pas conformés aux dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus.

9. Le 1^{er} de chaque mois, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux criminels adresseront au ministre de la justice un état indicatif des commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales et les tribunaux correctionnels qui se seront exactement conformés, chacun en ce qui le concerne, aux dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté, et de ceux qui n'y auraient pas obtempéré, ou qui ne l'auraient fait qu'imparfaitement.

10. Indépendamment de l'état mentionné en l'article 4, le commissaire du directoire exécutif près chaque administration municipale, sera tenu, à compter de l'époque y déterminée, d'adresser, tous les décadis, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal correctionnel de l'arrondissement, l'état des jugemens du tribunal de police qui, dans les dix jours précédens, auront prononcé des amendes ou des emprisonnemens, et d'y rendre compte des diligences qu'il aura faites pour leur exécution.

11. Indépendamment de l'état mentionné en l'article 7, le commissaire du directoire exécutif près chaque tribunal correctionnel, fera parvenir, tous les décadis, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel du département, l'état général des jugemens, tant des tribunaux de police que du tribunal correctionnel, qui, dans les dix jours précédens, auront prononcé des amendes ou des emprisonnemens, et il y rendra compte des diligences qui auront été faites pour leur exécution, tant par lui que par les commissaires près les administrations municipales, chacun en ce qui le concernera.

12. Dans le cas où les jugemens rendus dans les dix jours précédens, ne seraient pas encore exécutés lors de la formation des états respectifs dont il est parlé dans les articles 10 et 11, le compte des diligences relatives à leur exécution sera rendu dans l'état de la décade suivante.

13. Le 1^{er} de chaque mois, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux criminels adresseront au ministre de la justice un relevé général des jugemens mentionnés dans les articles 10 et 11, ainsi que des mesures prises pour leur exécution; sauf, dans le cas où ils ne seraient pas encore exécutés lors de la formation de ce relevé, à rapporter, dans le relevé général du mois suivant, le compte des diligences relatives à cette exécution.

14. Le 15 de chaque mois, le ministre de la justice mettra sous les yeux du directoire exécutif les états et relevés mentionnés aux articles 9 et 13 ci-dessus; et le directoire exécutif révoquera, en conséquence, ceux de ses commissaires qui auront manqué de zèle ou d'exactitude. — Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois. — Il sera publié et exécuté dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4, comme dans les autres départemens de la république.

N^o 76. = 6 frimaire an 5 (26 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 frimaire (1).* (II, Bull. XCIII, n^o 887.)

N^o 77. = 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796). = *LOI qui ordonne la perception pendant six mois, au profit des indigens, d'un décime par franc*

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

en sus du prix des billets d'entrée dans tous les spectacles (1). (II, Bull. XCIV, n° 890 ; B., LXVI, 245.)

Art. 1^{er}. Il sera perçu un décime par franc (deux sous pour livre) en sus du prix de chaque billet d'entrée, pendant six mois, dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre, des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses et exercices de chevaux, pour lesquels les spectateurs paient. — La même perception aura lieu sur le prix des places louées pour un temps déterminé.

2. Le produit de la recette sera employé à secourir les indigens qui ne sont pas dans les hospices.

3. Dans le mois qui suivra la publication de la présente, le bureau central, dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et l'administration municipale, dans les autres, formeront, par une nomination au scrutin, un bureau de bienfaisance, ou plusieurs s'ils le croient convenable : chacun de ces bureaux sera composé de cinq membres.

4. Les fonctions des bureaux de bienfaisance seront de diriger les travaux qui seront prescrits par lesdites administrations, et de faire la répartition des secours à domicile.

5. Les membres de ces bureaux n'auront aucune rétribution, et ne toucheront personnellement aucun fonds ; ils nommeront un receveur qui fera toutes les perceptions.

6. Lesdites administrations détermineront les mesures qu'elles croiront convenables pour assurer le recouvrement du droit ordonné par l'article 1^{er}.

7. Dans les communes où il y aura plusieurs bureaux de bienfaisance, la proportion pour laquelle chacun d'eux sera fondé dans la recette, sera déterminée par le bureau central dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et par l'administration municipale dans les autres.

8. Chaque bureau de bienfaisance recevra de plus les dons qui lui seront offerts ; ils seront déposés aux mains du receveur, et enregistrés.

9. Le bureau rendra compte, tous les mois, du produit de sa recette à l'administration par laquelle il aura été nommé (2).

10. Les secours à domicile seront donnés en nature, autant qu'il sera possible.

11. Les mendiants valides qui n'ont pas de domicile acquis hors la commune où ils sont nés, sont obligés d'y retourner ; faute de quoi, ils y seront conduits par la gendarmerie, et condamnés à une détention de trois mois.

12. Les lois des 19 mars 1793 et 22 floréal an 2 sont rapportées en ce qui concerne les secours.

N° 78. = 9 frimaire an 5 (29 novembre 1796). = *LOI additionnelle à celle*

(1) La perception de ce droit a été prorogée par les lois, arrêtés ou décrets des 2 floréal an 5 (21 avril 1797) ; 8 thermidor an 5 (26 juillet 1797) ; 2 frimaire an 6 (22 novembre 1797) ; 19 fructidor suivant (5 septembre 1798) ; sixième jour complémentaire an 7 (22 septembre 1799) ; 7 fructidor an 8 (25 août 1800) ; 9 fructidor an 9 (27 août 1801) ; 18 thermidor an 10 (6 août 1802) ; 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803) ; 30 thermidor an 12 (18 août 1804) ; 8 fructidor an 13 (26 août 1805), et 21 août 1806. Cette perception a été définitivement autorisée par le décret du 9 décembre 1809, aujourd'hui en pleine vigueur. Voyez ce décret et les notes.

(2) Voyez le décret du 19 août—3 septembre 1792, art. 3 et 4, concernant l'administration des revenus des bureaux de charité ; l'ordonnance du 31 octobre—8 novembre 1821, qui détermine le mode d'administration des bureaux de bienfaisance ; l'ordonnance additionnelle du 4—24 mai 1825 ; et celle du 24—29 décembre 1826, qui rend applicables aux mêmes bureaux les règles de comptabilité prescrites par l'ordonnance du 23 avril—10 mai 1823, concernant la comptabilité des communes.

du 6 fructidor an 4 sur les patentes (1). (II, Bull. xciv, n° 891 ; B., LXVI, 246.)

N° 79. = 9 frimaire an 5 (29 novembre 1796). = *LOI qui rapporte les dispositions de l'article 19 de la loi du 6 fructidor an 4, par lesquelles les manufacturiers sont dispensés du droit de patente* (2). (II, Bull. xciv, n° 892 ; B., LXVI, 250.)

N° 80. = 9 frimaire an 5 (29 novembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine la manière dont seront acquittés les frets et surestaries résultant de l'arrestation des bâtimens neutres* (3). (II, Bull. xciv, n° 895.)

Le directoire exécutif, considérant que les arrestations de bâtimens neutres, qui doivent résulter des dispositions des arrêtés des 14 et 28 messidor an 4, donneront lieu à des frets et surestaries qui ne peuvent être imputés sur les fonds décrétés par l'article 43 de la loi du 3 brumaire an 4, — Arrête — Que les frets et surestaries résultant de l'arrestation des neutres, en conformité des arrêtés des 14 et 28 messidor dernier, seront, dans le cas où la cargaison sera capturée en totalité, à la charge des capteurs, et, dans le cas où une partie seulement de cette cargaison sera capturée, à la charge de l'autre partie de cargaison dont les neutres resteront possesseurs.

N° 81. = 11 frimaire an 5 (1^{er} décembre 1796). = *ARRÊTÉ du conseil des cinq-cents, qui prescrit le mode de discussion du Code civil.* (B., LXVI, 253.)

N° 82. = 11 frimaire an 5 (1^{er} décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 frimaire* (4). (II, Bull. xciv, n° 893.)

N° 83. = 14 frimaire an 5 (4 décembre 1796). = *LOI qui modifie ou rapporte différentes dispositions de celles des 3 et 4 brumaire an 4, relatives à la suspension de l'exercice des fonctions publiques et à l'amnistie.* (II, Bull. xciv, n° 898 ; B., LXVI, 257.)

N° 84. = 14 frimaire an 5 (4 décembre 1796). = *LOI portant que le cours des mandats sera fixé sans égard aux fractions au dessous de cinq centimes ou d'un sou* (5). (II, Bull. xciv, n° 897 ; B., LXVI, 258.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente, le cours des mandats

(1) Toutes les dispositions de cette loi ont été, ainsi que le tableau qui la suit, refondues dans celle du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), qui forme la base de la législation actuelle sur les patentes : les livrets officiels, remis par l'administration aux patentés qui le désirent, ne reproduisent aucune des lois sur la matière, antérieures à celle de brumaire ; nous croyons donc ne pas devoir rapporter la présente loi.

Voyez la loi du 1^{er} brumaire an 7, et les notes.

(2) Voyez, sur les patentes, la loi générale du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

(3) Voyez, sur la neutralité, le droit de prise, le jugement et la liquidation des prises, l'arrêté du 12 ventose an 5 (2 mars 1797), et surtout l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes.

(4) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviose an 5 (4 février 1797).

(5) Voyez la loi du 28 ventose an 4 (18 mars 1796), portant création des mandats, et les notes qui résument la législation.

sera fixé d'après le taux commun des cinq jours précédens, sans avoir égard aux fractions au dessous d'un sou ou de cinq centimes.

2. La loi du 10 fructidor dernier, relative à la fixation du cours des mandats, est rapportée.

N° 85. = 16 frimaire an 5 (6 décembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 frimaire (1). (II, Bull. xcv, n° 899.)

N° 86. = 17 frimaire an 5 (7 décembre 1796). = **Loi** qui règle le mode de paiement des secours accordés aux réfugiés et déportés de la Corse et des colonies, etc. (2). (II, Bull. xcv, n° 900; B., LXVI, 272.)

N° 87. = 17 frimaire an 5 (7 décembre 1796). = **Loi** qui détermine la manière de procéder au choix de l'un des trois tribunaux d'appel, en matière civile (3). (II, Bull. xcv, n° 901; B., LXVI, 274.)

Art. 1^{er}. L'appel des jugemens des tribunaux civils de département ne peut être porté que devant un des trois tribunaux indiqués dans le tableau annexé à la loi du 19 vendémiaire an 4, quel que soit, en première instance, le nombre des parties ayant des intérêts opposés.

2. Si les parties ne se concilient pas sur le choix du tribunal d'appel, les appelans auront la faculté d'exclure un des trois tribunaux indiqués dans le tableau; les intimés pourront en exclure un autre; et la connaissance de l'appel sera dévolue au tribunal non exclu.

3. S'il n'y a que deux parties dans l'instance, l'appelant proposera, dans son acte d'appel, l'exclusion qui lui est attribuée: l'intimé sera tenu de proposer la sienne par acte au greffe, signé de lui ou de son procureur spécial, dans la huitaine franche après la signification de l'appel; il sera ajouté un jour par dix lieues, lorsque son domicile sera à la distance de plus de vingt lieues.

4. Si l'appelant néglige d'exclure dans son acte d'appel, ou si l'intimé n'use pas de cette faculté dans le délai prescrit par l'article précédent, il sera permis à celle des parties qui ajournera la première sur l'appel, de choisir celui des tribunaux non exclus qu'elle avisera; et en cas de concurrence de date, le choix fait par l'appelant sera préféré.

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Ces secours avaient été accordés par les décrets et lois des 14—18 mai 1792; 7—9 germinal an 2 (27—29 mai 1794); 27 vendémiaire an 3 (18 octobre 1794); 7 nivôse même année (27 décembre 1794); 25 fructidor an 3 (11 septembre 1795); 26 nivôse an 4 (16 janvier 1796).

Voyez aussi l'arrêté du 9 floréal an 5 (28 avril 1797), qui fixe l'époque de la cessation des secours accordés aux réfugiés corses; la loi du 26 thermidor an 5 (13 août 1797), qui accorde de nouveaux secours aux réfugiés des colonies et autres; celle du 28 germinal an 7 (17 avril 1799), qui détermine le montant de ces secours et les formalités nécessaires pour les obtenir; et l'arrêté du 16 messidor an 10 (5 juillet 1802), portant suppression, à compter de l'an 11, des secours accordés aux colons réfugiés.

Voyez encore la loi du 17 avril—15 septembre 1825, qui accorde une indemnité aux colons de Saint-Domingue, et les notes.

(3) Voyez le tit. V, art. 1^{er} et suiv., du décret du 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire. Toutes les dispositions de ce décret et de la présente loi, concernant le choix du tribunal d'appel, ont cessé d'être exécutées, lorsque les tribunaux spéciaux d'appel ont été créés par la loi du 27 ventôse an 8 (18 mars 1800).

Voyez le tit. III et le § 2 du tit. V de cette loi, et les notes; et la loi du 20 avril 1810, et les notes.

5. S'il y a plus de deux parties, l'appelant, en signifiant son acte d'appel, les fera citer devant le président du tribunal de première instance, pour faire les exclusions.

6. Les parties non domiciliées dans le lieu où le tribunal est établi seront tenues, pour le fait des exclusions, et à peine de déchéance de la faculté d'exclure, d'y faire élection de domicile par déclaration au greffe dans la huitaine du jour du jugement, si elles ne l'avaient précédemment fait dans le cours de l'instance.

7. Il y aura au moins cinq jours d'intervalle entre la citation et le jour fixé pour les exclusions; il n'y en aura pas plus de dix.

8. Lorsqu'il y aura plusieurs appelans, s'ils ne peuvent se concilier sur l'exclusion d'un des trois tribunaux, le président les fera tirer au sort, en présence du greffier. — Ne seront mis au sort que les tribunaux sur lesquels les exclusions auront porté. — Le tribunal désigné par le sort sera celui que les appelans auront exclu.

9. L'exclusion faite par les appelans sera commune à ceux qui, ayant un même intérêt, n'auront pas interjeté appel.

10. Si les intimés ne s'accordent pas sur l'exclusion de l'un des deux autres tribunaux, le président les fera pareillement tirer au sort; et celui qui sortira sera le tribunal exclu par les intimés.

11. Si les appelans ne se présentent pas pour faire leur exclusion, les intimés pourront exclure deux tribunaux; et dans le cas où les intimés ne paraîtraient pas, les appelans jouiront de la même faculté.

12. Dans le cas où toutes les parties seraient appelantes, le tribunal d'appel sera tiré au sort, si elles ne peuvent autrement se concilier.

13. Le président dressera procès-verbal, dans lequel il déclarera le tribunal d'appel que le choix des parties ou le sort aura désigné.

14. Toutes les dispositions de la loi du 16 août 1790, relatives aux exclusions des tribunaux d'appel, sont rapportées.

N° 88. = 19 frimaire an 5 (9 décembre 1796). = *LOI qui autorise la formation de deux cents nouvelles compagnies de vétérans nationaux.* (II, Bull. xcvi, n° 904; B., LXVI, 278.)

N° 89. = 19 frimaire an 5 (9 décembre 1796). = *LOI qui proroge le délai fixé par celle du 26 brumaire dernier, relative à la saisie et confiscation des marchandises anglaises* (1). (II, Bull. xcvi, n° 905; B., LXVI, 279.)

Le délai du 20 frimaire, porté dans la loi du 26 brumaire dernier, est prorogé jusqu'au 20 nivose prochain, pour tous les objets dont les connaissements auront été déposés aux bureaux des douanes avant le 20 du présent, conformément à ladite loi.

N° 90. = 21 frimaire an 5 (11 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 frimaire* (2). (II, Bull. xcvi, n° 908.)

N° 91. = 26 frimaire an 5 (16 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exé-*

(1) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

cutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 frimaire (1). (II, Bull. xcvii, n° 913.)

N° 92. = 27 frimaire an 5 (17 décembre 1796). = *LOI relative aux enfans abandonnés* (2). (II, Bull. xcvii, n° 914; B., LXVI, 301.)

Art. 1^{er}. Les enfans abandonnés, nouvellement nés, seront reçus gratuitement dans tous les hospices civils de la république.

2. Le trésor national fournira à la dépense de ceux qui seront portés dans des hospices qui n'ont pas de fonds affectés à cet objet.

3. Le directoire est chargé de faire un règlement sur la manière dont les enfans abandonnés seront élevés et instruits.

4. Les enfans abandonnés seront, jusqu'à majorité ou émancipation, sous la tutelle du président de l'administration municipale dans l'arrondissement de laquelle sera l'hospice où ils auront été portés. Les membres de l'administration seront les conseils de la tutelle.

5. Celui qui portera un enfant abandonné ailleurs qu'à l'hospice civil le plus voisin, sera puni d'une détention de trois décades par voie de police correctionnelle : celui qui l'en aura chargé sera puni de la même peine (3).

N° 93. = 28 frimaire an 5 (18 décembre 1796). = *LOI qui autorise les juges de paix à nommer et destituer leurs greffiers* (4). (II, Bull. xcvii, n° 915; B., LXVI, 303.)

A l'avenir, les juges de paix seuls nommeront et destitueront leurs greffiers.—Toute loi à ce contraire est rapportée.

N° 94. = 1^{er} nivose an 5 (21 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire*

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. I, n° 3, portant qu'il sera créé un établissement général pour les enfans abandonnés; le décret du 28 juin—8 juillet 1793, tit. II, concernant les secours à accorder à ces enfans qui sont mis à la charge de l'état; celui du 15 brumaire an 2 (5 novembre 1793), art. 1^{er}, portant adoption, par l'état, des enfans dont les pères et mères ont été condamnés avec confiscation des biens; celui du 19—20 brumaire an 2 (9—10 novembre 1793), concernant le mode d'éducation de ces enfans; celui du 7 nivose an 3 (27 décembre 1794), qui comprend, au nombre des enfans de la patrie, ceux des colons de Saint-Domingue ruinés par les événemens de la guerre. Voyez aussi les décrets des 19—20 août 1793, et 4—15 germinal an 2 (24 mars—4 avril 1794), et l'arrêté du 5 messidor an 4 (23 juin 1795), concernant le mode de paiement des indemnités allouées à ceux qui se sont chargés des enfans abandonnés, des mois de nourrice, etc.

Voyez encore l'arrêté du 30 ventôse an 5 (20 mars 1797), concernant la manière d'élever et d'instruire les enfans abandonnés; le décret du 19 janvier 1811, contenant des dispositions générales sur la classification des enfans trouvés, abandonnés et pauvres, sur leur éducation, leur tutelle, la reconnaissance par les pères et mères, etc., etc.; et l'ordonnance du 28 janvier—28 février 1815, art. 7, qui maintient les dépôts d'enfans trouvés à la charge des communes, et détermine le mode de paiement de leurs dépenses.

(3) Voyez l'art. 349 du Code pénal de 1810 et l'art. 23 du décret précité du 19 janvier 1811, qui punissent le crime d'exposition d'enfant. Exposer un enfant, c'est l'abandonner. Cass., 27 juillet 1809, Sir., X, 1, 312; Bull. crim., XIV, 34. — Il en est de même de celui qui expose un enfant à la porte d'une maison, lors même qu'il aurait sonné pour avertir. Cass., 27 janvier 1820, Sir., XX, 1, 146; Bull. crim., XXV, 39. — L'exposition d'un enfant à la porte d'un hospice n'est autorisée par la loi qu'autant qu'il s'agit d'un enfant trouvé. Cass., 30 décembre 1812, Sir., XIII, 1, 191; Bull. crim., XVII, 465.

(4) Cette faculté a cessé par l'effet de la loi du 28 floréal an 10 (18 mai 1802), art. 3, qui a conféré au gouvernement la nomination des greffiers des juges de paix.

exécutif, qui prescrit des mesures pour assurer la perception des amendes et confiscations prononcées par les tribunaux (1). (II, Bull. **xcvii**, n° 917.)

Art. 1^{er}. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux, sont tenus, dans les trois jours qui suivent la prononciation d'un jugement portant peine d'amende ou de confiscation, de remettre un extrait de ce jugement aux receveurs des droits d'enregistrement établis dans l'arrondissement.

2. Les receveurs des droits d'enregistrement feront sur-le-champ les diligences nécessaires pour opérer le recouvrement des condamnations prononcées.

3. Tous les décadis, les receveurs des droits d'enregistrement adresseront aux commissaires du directoire exécutif, un état des recouvrements faits et des recouvrements à faire, correspondant aux états indicatifs des condamnations prononcées que ceux-ci leur auront fait parvenir.

4. Les commissaires du directoire exécutif tiendront la main à ce qu'aucun détenu, dans les cas indiqués tant par l'article 41 du titre II de la loi du 19 juillet 1791, sur la police correctionnelle, que par l'article 5 du titre II de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791 sur la police rurale, et qui ne sera point dans le cas prévu par la loi du 5 octobre 1793, ne soit mis en liberté, s'il n'a produit la quittance du receveur des droits d'enregistrement, constatant qu'il a satisfait aux condamnations pécuniaires prononcées contre lui.

5. Les ministres de la justice et des finances sont chargés de faire connaître au directoire exécutif ceux d'entre ses commissaires près les tribunaux, et les préposés de la régie de l'enregistrement, qui ne se conformeraient pas exactement aux dispositions ci-dessus.

N° 95. = 1^{er} nivose an 5 (21 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 frimaire* (2). (II, Bull. **xcvii**, n° 918.)

N° 96. = 2 nivose an 5 (22 décembre 1796). = *LOI portant qu'à compter du 1^{er} nivose, la totalité du traitement des fonctionnaires publics et employés leur sera payée en numéraire métallique*. (II, Bull. **xcvii**, n° 919; B., **LXVII**, 4.)

N° 97. = 4 nivose an 5 (24 décembre 1796). = *LOI qui fixe le cas dans lequel la prescription peut être opposée par les héritiers des parens des religionnaires fugitifs* (3). (II, Bull. **xcviii**, n° 922; B., **LXVII**, 12.)

Le conseil . . . , considérant qu'il est instant de faire cesser les doutes qui

(1) Voyez l'arrêté interprétatif du 16 nivose an 5 (5 janvier 1797); celui du 29 ventose an 5 (19 mars 1797), concernant le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux antérieurement au présent; l'avis du cons. d'état du 7 fructidor an 12 (25 août 1804), concernant l'exercice de la contrainte par corps à l'égard des redevables d'amendes et confiscations; celui du 4 juin 1806, relatif au recouvrement des amendes prononcées contre des étrangers, avant la réunion de leur pays à la France; les art. 52 et suiv. du Code pénal de 1810, concernant le recouvrement des amendes, l'art. 62 du tarif du 18 juin 1811, et l'ordonnance du 30 décembre 1823—10 février 1824, sur le même objet.

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(3) Voyez le décret du 9—15 décembre 1790, relatif au mode de restitution des biens des religionnaires fugitifs, et les notes; et, sur la prescription qui leur est opposable, l'art. 13 du même décret, et les notes.

se sont élevés sur le sens de l'article 17 de la loi du 9—15 décembre 1790 , relatives à la restitution des biens des religionnaires fugitifs. . . . , prend la résolution suivante : — La prescription pourra être opposée par *les héritiers et successeurs à titre universel des parens* des religionnaires fugitifs, donataires ou concessionnaires de leurs biens, s'ils ont possédé lesdits biens pendant l'espace de trente ans.

N° 98. = 4 nivose an 5 (24 décembre 1796). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les perquisitions de bois coupés en délit, ou volés** (1).
(II, Bull. **xcviii**, n° 923.)

Le directoire exécutif, — Vu 1° l'article 4 de la loi du 11 décembre 1789, qui « défend à toutes personnes le débit, la vente et l'achat en fraude des
« bois coupés en délit, sous peine contre les vendeurs et acheteurs frauduleux, d'être poursuivis selon la rigueur des ordonnances, et décrète que
« par les gardes de bois, maréchaussées et huissiers sur ce requis, la saisie
« desdits bois coupés en délit soit faite, mais que la perquisition desdits bois
« ne pourra l'être qu'en présence d'un officier municipal, qui ne pourra s'y
« refuser ; » — 2° L'article 5 du titre IV de la loi du 15—29 septembre 1791, sur l'administration forestière, portant que « les gardes (forestiers) suivront
« les bois de délit dans les lieux où ils auront été transportés, et les mettront
« en séquestre, mais ne pourront s'introduire dans les ateliers, bâtimens et
« cours adjacentes, qu'en présence d'un officier municipal, ou par autorité
« de justice ; » — 3° L'article 41 du Code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4, portant que « les gardes champêtres et les gardes forestiers,
« considérés comme officiers de police judiciaire, sont chargés (entre autres choses) de suivre les objets volés, dans les lieux où ils ont été transportés,
« et de les mettre en séquestre, sans pouvoir néanmoins s'introduire dans
« les maisons, ateliers, bâtimens et cours adjacentes, si ce n'est en présence,
« soit d'un officier ou agent municipal ou de son adjoint, soit d'un commissaire de police ; » — Informé qu'au mépris de ces dispositions, quelques agens municipaux se sont refusés à accompagner les gardes forestiers dans les perquisitions que ceux-ci les requéraient de faire avec eux, de bois coupés en délit et transportés dans des maisons, bâtimens, ateliers ou cours adjacentes, et qu'ils ont coloré leur refus de l'article 359 de la constitution, suivant lequel « aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu qu'en vertu
« d'une loi, et pour la personne ou l'objet désigné dans l'acte qui ordonne
« la visite ; » — Considérant, d'une part, que les lois ci-dessus mentionnées remplissent parfaitement la première des deux conditions exigées par l'acte constitutionnel pour autoriser une visite domiciliaire ; de l'autre, que la seconde de ces conditions est également remplie par cela seul que les gardes forestiers, chargés, en leur qualité d'*officiers de police judiciaire*, de juger s'il y a lieu à visite domiciliaire pour la perquisition des bois volés, requièrent les officiers ou agens municipaux, ou leurs adjoints, de les accompagner dans cette perquisition ; — Considérant que rien n'est plus urgent que d'assurer l'exécution des lois faites pour la répression des délits forestiers : — Après avoir entendu le ministre de la justice, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tout garde forestier qui jugera utile ou nécessaire à la recherche des bois coupés en délit ou volés, d'en faire perquisition dans un bâtiment,

(1) Voyez l'arrêté du 26 nivose an 5 (15 janvier 1797), qui déclare le présent applicable à la recherche des bois volés sur les rivières flottables ou navigables, et l'art. 162 du Code forestier de 1827.

maison, atelier ou cour adjacente, requerra le premier officier ou agent municipal ou son adjoint, ou commissaire de police du lieu, de l'accompagner dans cette perquisition, et désignera, dans l'acte qu'il dressera à cette fin, l'objet de la visite, ainsi que les personnes chez lesquelles elle devra avoir lieu.

2. L'officier, agent ou adjoint municipal, ou commissaire de police, ainsi requis, ne pourra se refuser d'accompagner sur-le-champ le garde forestier dans la perquisition.— Il sera tenu en outre, conformément à l'article 8 du titre IV de la loi du 15—29 septembre 1791, de signer le procès-verbal de perquisition du garde avant l'affirmation, sauf au garde à faire mention du refus qu'il en ferait.

3. Tout officier, agent ou adjoint municipal qui contreviendra, soit à l'une, soit à l'autre des dispositions de l'article précédent, sera, par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, dénoncé à l'administration centrale du département, laquelle sera tenue de suspendre le contrevenant de ses fonctions, conformément à l'article 194 de l'acte constitutionnel, et d'en rendre compte sur-le-champ au ministre de la police générale, pour, sur son rapport, être, par le directoire exécutif, statué sur la traduction de l'officier suspendu devant les tribunaux.

4. Tout commissaire de police qui se trouvera dans le cas de l'article précédent, sera, par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, dénoncé tant à l'administration municipale elle-même, qui sera tenue de le destituer, conformément à l'article 26 du Code des délits et des peines, qu'à l'accusateur public, qui procédera, à son égard, ainsi qu'il est réglé par les articles 284 et suivans du Code des délits et des peines.

N^o 99. = 4 nivose an 5 (24 décembre 1796). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui établit un mode pour faciliter les correspondances entre les ministres, etc., et les autorités constituées et fonctionnaires publics qui ne sont pas servis directement par la poste. (II, Bull. **xcviii**, n^o 924.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent arrêté, chaque administration municipale qui se trouve placée ou dont partie des membres réside dans une commune où il n'existe point de bureau de poste, sera tenue de nommer un commis qui sera spécialement chargé de se rendre, tous les tridis, sextidis et décadis, au bureau de poste le plus voisin, tant pour y porter les dépêches de l'administration municipale, du commissaire du directoire exécutif près cette administration, du juge de paix et du receveur de l'enregistrement du canton, qu'il sera tenu d'aller prendre chez eux, que pour en retirer les dépêches qui leur seront adressées, et les remettre à chacun d'eux, sous récépissé.

2. Les appointemens de ce commis ne pourront s'élever à plus de trois cents francs par année, et ils seront supportés par les communes du canton, conformément à l'article 3 de la loi du 28 messidor an 4.

3. Les ministres, les administrations départementales et les autres autorités qui correspondent avec les administrations municipales des cantons ruraux, avec les commissaires du directoire exécutif près ces administrations, avec les juges de paix et avec les receveurs d'enregistrement placés dans ces cantons, leur adresseront leurs dépêches, par la voie de la poste, au bureau le plus à portée du chef-lieu de chaque canton, quand même ce bureau

se trouverait dans un autre département que celui dont ce même canton fait partie.

4. En conséquence, et conformément à l'arrêté du comité de salut public du 6 frimaire an 3, les corps administratifs et les tribunaux ne pourront envoyer des gendarmes exprès pour porter des avis, instructions ou dépêches quelconques, sauf à profiter de leur tournée dans les campagnes pour accélérer des envois urgens.

5. Pour assurer l'exécution de l'article 3, en ce qui concerne les ministres, et spécialement pour mettre celui de la justice à portée d'adresser directement aux administrations municipales et aux juges de paix des cantons ruraux, les Bulletins des lois qui leur sont destinés, ainsi que le prescrit l'article 4 de la loi du 12 vendémiaire an 4, l'administration des postes sera tenue, aussitôt après la publication du présent arrêté, de faire connaître à chacun des sept ministres quel est le bureau de la poste le plus voisin du chef-lieu de chaque canton rural.

6. Au moyen des précautions ci-dessus prises pour assurer la transmission des correspondances officielles, tout retard des fonctionnaires publics placés dans les cantons ruraux, à répondre aux dépêches qui leur seront adressées, sera considéré comme négligence, sauf la preuve du contraire; et, en conséquence, tout administrateur municipal, tout commissaire du directoire exécutif près d'une administration municipale, tout juge de paix, tout receveur d'enregistrement, qui différera plus d'une décade après la réception d'une dépêche, d'y faire la réponse pertinente, sera dénoncé par l'autorité de laquelle sera partie cette dépêche, savoir : — Les administrateurs municipaux, à l'administration du département, qui sera tenue de les rappeler à leurs devoirs, et, en cas de récidive, de les suspendre de leurs fonctions; — Les commissaires du directoire exécutif, au ministre de l'intérieur, qui les avertira d'être plus exacts à l'avenir, et, en cas de récidive, proposera leur révocation au directoire exécutif; — Les juges de paix, à l'accusateur public, qui procédera, à leur égard, conformément aux articles 284 et suivans du Code des délits et des peines : — Et les receveurs d'enregistrement, à la régie des droits d'enregistrement et domaines, laquelle sera tenue de les réprimander, et, en cas de récidive, de les révoquer.

N° 100. = 4 nivose an 5 (24 décembre 1796). = ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des mesures relatives aux passeports des étrangers arrivant en France (1). (II, Bull. xcviij, n° 925.)

Art. 1^{er}. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale de chaque port de mer ou commune frontière de la république, devant laquelle se présentera tout étranger arrivant en France, ainsi qu'il y est obligé par l'article 9 de la loi du 23 messidor an 3, pour y déposer son passeport, à l'effet d'être envoyé au ministre de la police générale et être par lui visé, s'il y a lieu, sera tenu d'adresser sur-le-champ copie dûment certifiée de ce passeport, à l'accusateur public et au commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel du département.

2. Il y joindra également copie des pièces étant en la possession de l'étranger, qui paraîtront à l'administration municipale devoir être envoyées au ministre de la police générale.

N° 101. = 5 nivose an 5 (25 décembre 1796). = LOI contenant un nouveau

(1) Voyez, sur les passeports, le décret du 1^{er} février—28 mars 1792, et les notes.

tarif pour la poste aux lettres (1). (II, Bull. **xcviii**, n° 927; B., **LXVII**, 18.)

N° 102. = 5 nivose an 5 (25 décembre 1796). = *Loi portant défense d'annoncer publiquement les journaux et les actes des autorités constituées, autrement que par leurs titres* (2). (II, Bull. **xcviii**, n° 928; B., **LXVII**, 18.)

Art. 1^{er}. Il est défendu à tout individu d'annoncer dans les rues, carrefours et autres lieux publics, aucun journal ou écrit périodique, autrement que par le titre général et habituel qui le distingue des autres journaux.

2. Il est également défendu d'annoncer aucune loi, aucun jugement ou autres actes d'une autorité constituée, autrement que par le titre donné auxdits actes, soit par l'autorité de laquelle ils émanent, soit par celle qui a le droit de les publier.

3. La contravention aux deux précédens articles sera punie, par voie de police correctionnelle, d'un emprisonnement de deux mois, pour la première fois, et de six, en cas de récidive.

N° 103. = 6 nivose an 5 (26 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 nivose* (3). (II, Bull. **xcviii**, n° 930.)

N° 104. = 7 nivose an 5 (27 décembre 1796). = *Loi interprétative des dispositions de l'article 4 de celle du 4—15 germinal an 2, qui détermine les cas où les jugemens peuvent et doivent être annulés en matière civile* (4). (II, Bull. **xcix**, n° 933; B., **LXVII**, 25.)

Le conseil..... sur le rapport qui lui a été fait, au nom d'une commission spéciale, d'un référé du tribunal de cassation, par jugement du 17 prairial an 2, et d'une pétition de *Jean-Marie Rendu* et *Marie Jacquinot*, tendant l'un et l'autre à faire interpréter l'article 4 de la loi du 4 germinal an 2, qui établit une fin de non-recevoir contre les nullités des actes du fait de la partie, ou de fonctionnaires publics agissant à sa requête, lorsque la partie qui s'en plaint n'a pas proposé ces nullités devant les juges dont elle attaque le jugement sous ce prétexte; le doute étant de savoir si cette fin de non-recevoir frappe tous les actes indistinctement, ou si elle ne se borne pas seulement aux actes de la procédure, sans y comprendre ceux qui forment le titre fondamental de l'action, — Considérant que tout ce qui arrête le cours de la justice doit être réparé sans délai, ...— Prend la résolution suivante : — Les dispositions de l'article 4 de la loi du 4 germinal an 2 ne s'appliquent pas aux actes qui, étant indépendans de la procédure, forment le titre fondamental de l'action; en conséquence, les nullités qui frappent les

(1) Voyez, sur les variations nombreuses que ce tarif a subies, la note qui accompagne le décret du 17—22 août 1791. Ces changemens rendent la présente loi sans utilité.

(2) Voyez l'arrêté du 15 frimaire an 6 (5 décembre 1797), art. 3, qui ordonne l'exécution du présent; l'art. 290 du Code pénal de 1810, et l'art. 3 de la loi du 10—11 décembre 1830, qui en reproduisent les dispositions; et la loi du 16—16 février 1834 qui forme le dernier état de la législation sur les criens publics.

(3) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(4) Voyez la loi du 4—15 germinal an 2 (24 mars—4 avril 1794), et les notes qui accompagnent l'art. 3 de la loi du 27 novembre—1^{er} décembre 1790.

actes formant le titre fondamental de l'action, donnent ouverture à la cassation, de la même manière que les autres nullités contre lesquelles il n'y a pas de fin de non-recevoir établie par les lois.

N° 105. = 7 nivose an 5 (27 décembre 1796). = *Loi portant que les échangistes dépossédés seront rétablis dans la jouissance des objets par eux donnés en échange.* (II, Bull. **xcix**, n° 932; B., LXVII, 26.)

Les échangistes dépossédés depuis la loi du 10 frimaire an 2 (1), sans avoir été rétablis dans la jouissance des objets cédés en échange par eux ou par leurs auteurs, seront réintégrés sur-le-champ, par les administrations centrales, dans les biens dont ils ont été dépouillés, sans préjudice des droits de la nation et de ceux des échangistes, qui les feront valoir ainsi qu'il appartiendra.

N° 106. = 7 nivose an 5 (27 décembre 1796). = *Loi interprétative de l'article 11 de celle du 15 germinal an 4, concernant la remise des dépôts en nature* (2). (II, Bull. **xcix**, n° 931; B., LXVII, 27.)

Art. 1^{er}. L'article 11 de la loi du 15 germinal dernier, qui porte que *tout dépôt sera rendu en nature*, est applicable aux exécuteurs testamentaires restés saisis de sommes ou de meubles appartenant à la succession qu'ils ont gérée.

2. Le présent article n'est point applicable à ceux de ces citoyens qui auraient été contraints par les lois ou par des arrêtés d'autorités compétentes, à échanger les objets dont ils étaient restés saisis.

N° 107. = 11 nivose an 5 (31 décembre 1796). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 nivose* (3). (II, Bull. **xcix**, n° 939.)

N° 108. = 15 nivose an 5 (4 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la nomination aux places de secrétaires des commandans amovibles des places de guerre, etc.* (II, Bull. **cxlvii**, n° 1429.)

N° 109. = 16 nivose an 5 (5 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif en interprétation de celui du 1^{er} nivose présent mois, concernant la remise aux receveurs des droits d'enregistrement, d'un extrait des jugemens portant peine d'amende et de confiscation* (4). (II, Bull. **xcix**, n° 941.)

Art. 1^{er}. Le délai de trois jours, dans lequel l'article 1^{er} de l'arrêté du directoire exécutif, du 1^{er} nivose présent mois, oblige ses commissaires près les tribunaux de remettre aux receveurs du droit d'enregistrement un extrait des jugemens portant peine d'amende ou de confiscation, n'est appli-

(1) Concernant les domaines nationaux engagés ou aliénés.

(2) Voyez cette loi et les notes. Voyez aussi la loi du 24 nivose an 7 (13 janvier 1799), portant application des dispositions de la présente aux syndics ou directeurs de créanciers unis.

(3) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(4) Voyez l'arrêté du 1^{er} nivose an 5 (21 décembre 1796), et les notes.

cable qu'aux jugemens rendus par les tribunaux de police contre lesquels il n'y a point de déclaration de recours en cassation.

2. A l'égard des jugemens de ces tribunaux contre lesquels il a été fait, dans les trois jours, une déclaration de recours à cassation, les extraits n'en seront remis aux receveurs du droit d'enregistrement, que dans les trois jours qui suivront, soit la réception du jugement confirmatif du tribunal de cassation, soit la déchéance du recours à cassation, par l'effet du défaut de consignation d'amende dans les dix jours fixés par l'article 449 du Code des délits et des peines, pour la remise au greffe de la requête en cassation, à laquelle la quittance de consignation d'amende doit être jointe, aux termes de l'article 17 de la loi du 2 brumaire an 4.

3. Quant aux jugemens des tribunaux correctionnels, les extraits n'en seront remis aux receveurs du droit d'enregistrement, que dans les trois jours qui suivront, soit l'expiration du délai fixé pour l'appel de ces jugemens, et ce dans le cas seulement où il n'en aura pas été appelé, soit la réception des jugemens confirmatifs rendus par les tribunaux criminels, lesquels, suivant l'esprit des articles 205, 440 et 443 du Code des délits et des peines, ne doivent, en cas de déclaration de recours à cassation, être adressés aux commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels, pour être mis à exécution, qu'après avoir été eux-mêmes confirmés par le tribunal de cassation, ou après que la déchéance du recours à cassation est encourue par le défaut de consignation d'amende, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

4. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux de police et correctionnels, ne pourront, au surplus, se prévaloir de l'article 4 de son arrêté du 1^{er} de ce mois, pour empêcher qu'un condamné insolvable qui se trouvera dans le cas prévu par l'article 5 du titre II de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale, ne soit mis en liberté après le terme pendant lequel cette loi autorise la continuation de sa détention pour cause d'insolvabilité.

N° 110. = 16 nivose an 5 (5 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 nivose (1). (II, Bull. XCIX, n° 943.)

N° 111. = 20 nivose an 5 (9 janvier 1797). = **LOI** concernant le renouvellement prochain du corps législatif. (II, Bull. c, n° 947; B., LXVII, 30.)

N° 112. = 21 nivose an 5 (10 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 nivose (2). (II, Bull. c, n° 948.)

N° 113. = 24 nivose an 5 (13 janvier 1797). = **LOI** qui permet l'exportation et fixe les droits de sortie de diverses marchandises (3). (II, Bull. CI, n° 954; B., LXVII, 103.)

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez le tableau qui suit la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(3) Les dispositions de cette loi n'ont plus aucun intérêt parce que, depuis l'an 5, la législation relative à l'exportation et le tarif des droits de sortie ont changé un grand nombre de fois.

Voyez, sur les douanes, le décret du 6 (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes.

N° 114. = 25 nivose an 5 (14 janvier 1797). = *LOI portant des peines contre les receveurs de département qui ne se conformeraient pas aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi du 17 brumaire dernier.* (II, Bull. CI, n° 955 ; B., LXVII, 112.)

N° 115. = 26 nivose an 5 (15 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 nivose* (1). (II, Bull. CI, n° 956.)

N° 116. = 28 nivose an 5 (15 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui déclare applicables à la recherche des bois volés sur les rivières ou ruisseaux flottables ou navigables, les dispositions de l'arrêté du 4 nivose présent mois* (2). (II, Bull. CIII, n° 976.)

Le directoire exécutif, informé que, sans respect pour les propriétés, des habitans des communes riveraines des rivières et ruisseaux flottables se permettent de voler les bois lors du passage des *flots* ; que ces vols se multiplient dans une progression tout à la fois alarmante pour le commerce qu'ils découragent, et dangereuse pour l'approvisionnement, auquel ils apportent une diminution sensible ; que la difficulté d'atteindre les auteurs de ces vols, et leur impunité, donnent au mal une activité effrayante ; — Voulant faire cesser de pareils abus, et considérant qu'il n'est, pour y parvenir, que le moyen des perquisitions domiciliaires ; que les mêmes motifs qui ont déterminé à les permettre aux gardes forestiers pour la recherche des bois coupés en délit ou volés, sont applicables aux bois qui se volent sur les rivières, ports et ruisseaux flottables, — Arrête ce qui suit : — Les dispositions de l'arrêté du 4 nivose an 5, relatives à la recherche ou perquisition des bois coupés en délit ou volés, sont applicables à la recherche des bois volés sur les rivières ou ruisseaux flottables et navigables : en conséquence, tous inspecteurs de la navigation ou gardes de rivières commissionnés par le ministre de l'intérieur, reçus et assermentés devant les tribunaux, sont autorisés à faire la recherche et perquisition des bois volés sur les rivières et ruisseaux flottables et navigables, et le long d'iceux, de la manière énoncée aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4 dudit arrêté ; et les officiers, agens, adjoints municipaux et commissaires de police, tenus de les accompagner dans les perquisitions, lorsqu'ils en seront requis, conformément aux dispositions dudit arrêté, et sous les peines y portées.

N° 117. = 27 nivose an 5 (16 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les jugemens des tribunaux de police qui, en matière de délits de leur compétence, feraient remise aux délinquans, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement.* (II, Bull. CI, n° 957.)

Le directoire exécutif, informé que certains tribunaux de police se bornent, en statuant sur les délits qui sont de leur compétence, à condamner les délinquans aux dommages-intérêts des parties lésées, sans prononcer ni amende, ni emprisonnement, ce qui constitue, de leur part, un véritable

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez cet arrêté, et la note.

déni de justice, puisque par-là ils refusent de faire droit sur l'action publique intentée au nom de la nation pour la réparation des délits, action qui, aux termes des articles 5, 6 et 8 du Code des délits et des peines, est essentiellement distincte de l'action civile appartenant à ceux à qui les délits ont causé du dommage, et avec laquelle celle-ci peut bien concourir, mais sans pouvoir lui préjudicier;—Considérant que tout déni de justice emporte, contre l'officier public qui s'en est rendu coupable, la prise à partie et la condamnation aux dommages-intérêts; que cela résulte de la combinaison de l'article 565 du Code des délits et des peines, nos 1 et 2, avec l'article 4 du titre XXV de l'ordonnance du mois d'avril 1667, laquelle, aux termes de la loi du 21 septembre 1792, doit continuer, à cet égard, de recevoir son exécution, tant qu'il n'y aura pas été dérogé par le corps législatif;—Considérant enfin qu'il importe à l'ordre public et au maintien de la constitution, de pourvoir, par les moyens que la loi a mis à la disposition du gouvernement, à ce que les tribunaux de police n'abusent pas de l'autorité dont elle les a investis,—Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tout commissaire du directoire exécutif près chaque administration municipale, est tenu, en sa qualité de commissaire près le tribunal de police de l'arrondissement, de se pourvoir en cassation, dans les formes et les délais prescrits par l'article 163 du Code des délits et des peines, contre les jugemens qui, en matière de délits de sa compétence, feraient remise aux délinquans dûment convaincus, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement déterminés par la loi. — Il est pareillement tenu d'en faire mention expresse dans les états décadaires qu'il doit fournir au commissaire près le tribunal correctionnel, en exécution de l'arrêté du 4 frimaire dernier (1).

2. Le ministre de la justice, sur l'envoi qui lui sera fait de chacun de ces jugemens, et sans préjudice de la transmission qu'il doit en faire au tribunal de cassation, examinera s'il y a lieu de poursuivre la prise à partie contre le tribunal de police qui a rendu le jugement, pour le faire condamner aux dommages-intérêts envers la république; et dans le cas de l'affirmative, il adressera les instructions nécessaires, pour cet effet, au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale du département où ce tribunal est placé, lequel est chargé, par la loi du 19 nivose an 4, d'intenter, au nom de la république, toutes les actions judiciaires qui la concernent.

N° 118. = 27 nivose an 5 (16 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'exécution des anciens réglemens par lesquels le droit*

(1) Plusieurs arrêts de la cour de cassation ont consacré le principe qu'en matière fiscale l'amende prononcée par la loi ne peut jamais être modérée par le juge. Cass., 23 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 155; Bull. civ., IX, 334; et 23 mai 1808, *SIR.*, IX, 1, 265; Bull. civ., X, 145.

Il était même de principe, avant la promulgation du Code pénal, que les tribunaux de justice répressive ne pouvaient remettre ni modérer l'amende prononcée par la loi, à raison d'un délit déclaré constant. Cass., 27 février 1806, *SIR.*, XVI, 1, 289; Bull. crim., XI, 60; 10 décembre 1807, *SIR.*, *ibid.*; Bull. crim., XII, 499; et 11 décembre 1807, *SIR.*, XVI, 1, 290; Bull. crim., XII, 500.

Le Code pénal a modifié ce principe en permettant, par son art. 463, aux juges criminels, correctionnels et de police, de modérer les amendes en raison des circonstances atténuantes. La faculté accordée par cet article de modérer les amendes ne s'applique pas à celles qui sont prononcées par des lois spéciales. Cass., 12 mars 1813, *SIR.*, XIII, 1, 345; Bull. crim., XVIII, 116.

exclusif de faire les prisées et ventes publiques de meubles, est attribué aux notaires, huissiers et greffiers (1). (II, Bull. CI, n° 958.)

Le directoire exécutif, vu l'article 2 de son arrêté du 12 fructidor an 4, portant que les contrevenans au droit exclusif des notaires, huissiers et greffiers, de faire les prisées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers, seront poursuivis devant les tribunaux, à la requête et diligence des commissaires du directoire exécutif près les administrations, *pour être condamnés aux amendes portées par les réglemens non abrogés*; — Considérant qu'il importe au recouvrement des droits d'enregistrement et de timbre, de remettre sous les yeux des citoyens et des autorités constituées les réglemens qui ont déterminé ces amendes, et que l'article 11 de la loi du 12 vendémiaire an 4 autorise le directoire exécutif à faire republier les lois anciennes ou récentes, lorsqu'il le juge convenable, et que la loi du 21 septembre 1792 maintient expressément, jusqu'à révocation, toutes les lois anciennes non encore abrogées; — Considérant que les lois des 21—26 juillet 1790 et 17 septembre 1793 ayant subrogé les notaires, huissiers et greffiers aux ci-devant huissiers-priseurs, dans toutes les attributions relatives aux prisées et ventes de meubles qu'elles n'ont pas formellement exceptées, il en résulte que les dispositions pénales qui ont été portées précédemment contre les contrevenans au droit exclusif des huissiers-priseurs, de faire les prisées et ventes de meubles, doivent être republiées, pour être appliquées aux contrevenans au même droit transmis aux notaires, greffiers et huissiers; — Vu en conséquence,

1° L'édit du mois de février 1771, portant ce qui suit : — Art. 5. « Lesdits jurés-priseurs vendeurs de meubles feront seuls et à l'exclusion de tous autres, dans toute l'étendue du ressort du bailliage, sénéchaussée, et autre justice du lieu de leur établissement, la prisée, exposition et vente de tous les biens meubles, soit qu'elles soient faites volontairement, après les inventaires, ou par autorité de justice, en quelque sorte et manière que ce puisse être, et sans aucune exception, recevront les deniers provenant desdites ventes, quand même les parties y appelleraient d'autres huissiers, et jouiront de la faculté d'exploiter, dans le cas de l'exécution et vente de meubles, concurremment avec les autres huissiers, dans l'étendue de leur ressort. » — Art. 9. « Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous notaires, greffiers, huissiers et sergens, de quelque juridiction que ce soit, même des amirautés, de s'immiscer à l'avenir de faire lesdites prisées, expositions et ventes de biens meubles, en quelque manière que ce soit, à peine de mille livres d'amende; et aux contrôleurs des exploits, de contrôler aucuns procès-verbaux de prisées et ventes desdits biens meubles, qui seraient faits par autres que lesdits jurés-priseurs, à peine de pareille somme; et lesdites amendes, applicables moitié à l'hôpital du lieu et l'autre moitié aux pourvus desdits offices, ne pourront être modérées, ni réputées comminatoires; »

2° Les lettres-patentes du 7 juillet 1771, lesquelles ordonnent « qu'il soit sursis à la levée et vente des offices de jurés-priseurs vendeurs de biens meubles, créés par l'édit du mois de février dernier, jusqu'à ce qu'autrement il ait été ordonné (2); en conséquence, que les notaires,

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant création des commissaires-priseurs, vendeurs de meubles, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence sur les droits respectifs de ces officiers et des notaires, greffiers et huissiers.

(2) Ce sursis a été levé le 25 novembre 1780.

« greffiers, huissiers ou sergens puissent faire valablement, lorsqu'ils en seront requis, les prisées et ventes de biens meubles, en se conformant aux édits, déclarations, arrêts et réglemens rendus à ce sujet ; dérogeant, quant à ce seulement, aux dispositions de l'édit du mois de février dernier ; faisons défenses à toutes personnes autres que les notaires, greffiers, huissiers ou sergens, de s'immiscer à faire les prisées et ventes de biens meubles, sous les peines portées par l'article 9 de notre dit édit ; »

3° L'arrêt du ci-devant conseil d'état, du 21 août 1775, lequel ordonne « que conformément à l'article 5 de l'édit du mois de février 1771 et aux lettres-patentes du 7 juillet suivant, il ne pourra être procédé à aucune exposition publique et vente à l'encan de meubles et effets mobiliers, soit qu'elles soient faites volontairement, soit après les inventaires, soit devant les juges, ou par autorité de justice, en quelque sorte et manière que ce puisse être, et sans aucune exception, par d'autres que par les notaires, greffiers, huissiers ou sergens ; fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, même aux propriétaires des meubles et effets mobiliers, héritiers, créanciers et autres, de s'immiscer à faire lesdites expositions et ventes à l'encan, sous quelque prétexte et pour quelque cause que ce puisse être, à peine de confiscation des meubles et effets mobiliers qui seront encore existans, et de pareille amende contré les contrevenans ; »

4° L'arrêt du ci-devant conseil d'état, du 13 novembre 1778, qui ordonne « que l'édit du mois de février 1771, les lettres-patentes du 7 juillet de la même année, les arrêts des 21 août 1772 et 20 juin 1775, seront exécutés selon leur forme et teneur ; fait, en conséquence, défenses à toutes personnes sans caractère, même aux propriétaires, héritiers ou autres, de faire personnellement l'exposition, vente ou adjudication à l'encan, d'aucuns biens meubles à eux appartenant ou à d'autres, à peine de confiscation des meubles, et de mille livres d'amende ; leur enjoint d'y faire procéder par tel notaire, greffier, huissier ou sergent que bon leur semblera, lesquels seront tenus, sous les mêmes peines, de dresser des procès-verbaux en forme et sur papier timbré, desdites ventes, et de comprendre dans lesdits procès-verbaux tous les articles exposés en vente, tant ceux par eux adjugés soit en totalité ou sur simple échantillon, que ceux retirés ou livrés par les propriétaires ou héritiers pour le prix de l'enchère ou de la prisée ; lesquelles amendes ci-dessus ordonnées, ne pourront, en aucun cas, être remises ni modérées par les juges ; »

Après avoir entendu le ministre de la justice, — Arrête que les dispositions ci-dessus seront, avec le présent arrêté, réimprimées et publiées de nouveau, pour être exécutées selon leur forme et teneur, jusqu'à ce que, par le corps législatif, il en ait été autrement ordonné.

N° 119. = 27 nivose an 5 (16 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif additionnel à celui du 4 frimaire an 5, sur le mode de correspondance entre les commissaires près les tribunaux correctionnels et les commissaires près les administrations municipales (1). (II, Bull. CI, n° 939.)

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 3 de l'arrêté du 4 frimaire dernier, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels, chargés de donner aux commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales, en leur qualité de commissaires près les tribunaux de

(1) Voyez l'arrêté du 4 frimaire an 5 (24 novembre 1796), et la note.

police, les éclaircissemens dont ils ont besoin dans la poursuite des délits de police simple, tiendront une notice exacte, par forme de journal, des renseignemens qu'ils leur auront fait parvenir, soit en réponse, soit d'office.

2. Le premier de chaque mois, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels, seront tenus d'adresser cette notice, sur double feuille, au ministre de la justice, qui la leur renverra, en y joignant les avertissemens nécessaires au maintien de l'uniformité des principes.

3. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels, dans les trois jours de la réception de la lettre du ministre, donneront avis aux commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales, de celles des observations du ministre qui auront pour objet de relever quelques erreurs.

N° 120. = 27 nivose an 5 (16 janvier 1797). = *Loi qui fixe les droits de navigation sur les canaux d'Orléans et de Loing* (1). (II, Bull. CH, n° 977 ; B., LXVII, 118.)

Art. 1^{er}. Le droit de navigation sur les canaux d'Orléans et Loing, continuera d'être distinct et séparé du prix de voiture ou de fourniture et conduite de bateaux, pour lesquels les conventions entre les chargeurs et les propriétaires et patrons de bateaux demeurent libres.

2. Sont exceptés de la disposition de l'article précédent les bateaux pour les voyageurs, ou coches d'eau, qui seront fournis, comme ci-devant, par l'administration desdits canaux, et pour lesquels le prix de voiture sera réuni au droit de navigation.

3. Il sera payé, par toute personne voyageant sur lesdits coches, quinze centimes pour cinq kilomètres (deux mille cinq cent soixante-six toises, ancienne mesure). — Le même droit sera perçu pour toute personne voyageant sur d'autres bateaux, excepté les patrons et gens de l'équipage. — Il ne sera payé que moitié dudit droit pour les militaires et matelots en activité de service. — Les nourrices jouiront, comme par le passé, de la même diminution.

4. Les droits de navigation sur les matières et marchandises, qui se perçoivent actuellement, et anciennement établis par le tarif de 1642 pour le canal de Briare, rendus communs aux canaux d'Orléans et Loing par lettres-patentes des mois de mars 1679 et novembre 1719, seront perçus à l'avenir conformément aux tarifs annexés à la présente, pour chacun desdits canaux d'Orléans et Loing.

5. Les barques servant aux riverains pour le transport de leurs denrées, d'un bord à l'autre, dans l'étendue d'une même commune, ne seront sujettes à aucun droit, à la charge, par les propriétaires, de tenir la main à ce que lesdites barques n'embarrassent la voie d'eau, et de se conformer aux réglemens de police de la navigation.

(1) Ces canaux appartenaient anciennement au duc d'Orléans : durant la révolution de 1789, ils furent confisqués sur ce prince ; puis ils firent partie du domaine extraordinaire, qui en convertit la propriété en actions, distribuées en partie, à titre de dotation, à plusieurs généraux et fonctionnaires.

Celles de ces actions qui étaient restées dans les mains du domaine, ont fait retour à l'ancien propriétaire, en exécution de l'art. 10 de la loi du 5 décembre 1814, sur la restitution des biens des émigrés. Il en est de même de celles qui étaient devenues la propriété de personnes bannies par la loi du 12 janvier 1816, avec confiscation des biens (ordonnance du 25 mai suivant).

Il a été jugé que l'ordonnance de rappel de ces bannis n'emportait pas restitution de leurs biens confisqués (notamment des actions sur les canaux), dont il avait été disposé au profit de tiers. Arr. du cons., 29 janvier 1823, SIB., XXIV, 2, 137.

6. Lesdits tarifs seront imprimés et affichés dans le lieu le plus apparent des bureaux établis pour la perception, et les distances marquées par des bornes indicatives numérotées.

7. Les droits seront acquittés en numéraire.

8. Le directoire exécutif pourra affermer la perception des droits portés auxdits tarifs, ensemble les moulins, usines, étangs, rigoles, bâtimens, fonds ruraux, pépinières et autres dépendances des canaux d'Orléans et Loing, en réglant la durée et les conditions du bail, conformément à ce qui est prescrit, pour le canal du Midi, par les articles 12, 18, 19 et 20 de la loi du 21 de ce mois (1).

9. Les dispositions des articles 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 de la même loi, concernant la conservation du canal et de ses dépendances, la surveillance des ouvrages d'art, le maintien de la police, et la répression des délits et entreprises, sont rendues communes aux canaux d'Orléans et Loing.

10. Il n'y aura néanmoins, pour les deux canaux, qu'un seul conservateur, faisant fonctions d'archiviste, et qu'un seul ingénieur en chef, chargé de la surveillance des ouvrages d'art; et le fermier ne sera obligé qu'à entretenir deux ingénieurs ordinaires pour la direction des travaux, au lieu du nombre fixé par l'article 21 de ladite loi pour le canal du Midi.

11. Le nettoiemment des rigoles, contrefossés et aqueducs, ainsi que l'entretien des abreuvoirs à l'usage des communes riveraines, continueront d'être à la charge de l'administration desdits canaux, et feront, en conséquence, partie des conditions du bail.

(Suit le tarif des droits de navigation que nous ne rapporterons pas : ce n'est qu'un règlement d'intérêt particulier et local.)

N° 121. = 30 nivose an 5 (19 janvier 1797). = *Loi relative aux expéditions de procédures criminelles* (2). (II, Bull. CH, n° 967; B., LXVII, 145.)

Art. 1^{er}. La loi du 20 pluviôse an 4 est rapportée, en ce qu'elle établit, près des tribunaux criminels, des commis expéditionnaires salariés par la nation, et en ce qu'elle porte qu'à l'avenir il ne sera rien alloué aux greffiers criminels pour les copies de procédures qui, suivant la loi, doivent être données aux accusés, ainsi que pour les expéditions des jugemens et autres actes de l'instruction criminelle compris jusqu'alors dans les dépenses à ordonnancer sur la caisse nationale.

2. A compter du 1^{er} nivose de la présente année, tous ces frais d'expédition et de copie, ainsi que les traitemens des commis-expéditionnaires, seront au compte des greffiers criminels.

3. Ils en seront remboursés dans la forme prescrite pour l'acquit des frais de justice, à raison de quatre décimes le rôle de vingt-huit lignes à la page et de seize syllabes à la ligne, le papier compris, dans le cas où la transcription aura lieu sur papier libre.

4. Il leur sera taxé trente-huit centimes seulement par rôle, dans tous les cas où la loi ordonne l'usage du papier timbré et la formalité de l'enregistrement; mais il leur sera tenu compte, en outre, du montant de ces dépenses.

(1) La résolution du conseil des cinq-cents étant du 22 vendémiaire, en disant dans cet article la loi du 21 de ce mois, la loi actuelle désigne celle du 21 vendémiaire.

(2) Voyez l'arrêté du 12 germinal an 5 (1^{er} avril 1797), qui détermine un mode pour la vérification et la taxe des frais de justice. Voyez aussi le tarif des frais en matière criminelle, du 18 juin 1811, art. 41 et suiv.

5. Ils seront indemnisés, de la même manière, de toutes copies et expéditions qu'ils seraient requis de faire, soit par les tribunaux, soit par le ministère public, pour l'administration de la justice et l'exécution des lois et actes du gouvernement.

6. Les dispositions des articles 3, 4 et 5, qui précèdent, sont déclarées communes aux greffiers des tribunaux correctionnels et de police, pour la taxe des copies et des expéditions qu'ils seraient tenus de faire et de délivrer gratuitement.

N° 122. = 1^{er} pluviöse an 5 (20 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 nivöse (1). (II, Bull. CII, n° 968.)

N° 123. = 2 pluviöse an 5 (21 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui ordonne l'impression en placards, à la fin de chaque mois, d'un état sommaire des jugemens rendus par les tribunaux criminels. (II, Bull. CII, n° 969.)

Art. 1^{er}. Conformément à l'arrêté du 8 brumaire dernier, aucun jugement de tribunaux criminels ne sera imprimé en entier aux frais du trésor public.

2. Chaque tribunal criminel fera néanmoins imprimer en placards, à la fin de chaque mois, un état sommaire des jugemens portant condamnation à une peine quelconque, qu'il aura rendus dans le cours de ce mois, soit sur déclaration de jury, soit sur appel des tribunaux correctionnels.

3. Cet état sera certifié et daté par le président, et contre-signé par le greffier; il énoncera seulement la date de chaque jugement, les nom, prénoms, domicile, âge et profession du condamné, la nature et le lieu du délit, la peine prononcée, et l'indication de l'article du Code pénal ou correctionnel qui l'aura motivée.

4. Le nombre d'exemplaires à tirer en placards, de cet état, est fixé à raison d'un par chaque commune du ressort ayant une population de cinq mille habitans ou au dessous et à raison d'un par chaque fois cinq mille habitans que renferment les communes les plus peuplées. — Il en sera de plus tiré deux dont l'un sera déposé au greffe du tribunal criminel, et l'autre sera envoyé au ministre de la justice.

5. Les frais d'impression de cet état seront acquittés, comme frais de justice, par la caisse de l'enregistrement, sur les mémoires de l'imprimeur, visés par le président du tribunal criminel et par le commissaire du directoire exécutif près ce tribunal, et déclarés exécutoires par l'administration départementale, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 20—27 septembre 1790.

6. Les exemplaires destinés aux communes seront adressés, par le commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel, aux commissaires près les tribunaux correctionnels, qui les transmettront aux commissaires près les administrations municipales. — Ceux-ci veilleront à ce que les administrations municipales les fassent afficher aux lieux les plus apparens. — Il ne sera alloué pour l'apposition des affiches aucune somme à la charge du trésor public.

N° 124. = 5 pluviöse an 5 (25 janvier 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 pluviöse (2). (II, Bull. CII, n° 973.)

(1) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviöse an 5 (4 février 1797).

(2) Voyez le tableau qui suit la loi du 16 pluviöse an 5 (4 février 1797).

N° 125. = 7 pluviôse an 5 (26 janvier 1797). = *LOI qui donne, à titre de récompense nationale, deux drapeaux aux généraux Buonaparte et Augereau.* (II, Bull. cii, n° 975; B., LXVII, 156.)

N° 126. = 7 pluviôse an 5 (26 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les dénonciations d'abus et malversations, auxquelles sont tenus ses commissaires.* (II, Bull. civ, n° 981.)

Le directoire exécutif arrête que les commissaires du directoire exécutif sont tenus de dénoncer toutes les dilapidations, malversations, etc., qui pourraient être commises dans leur arrondissement, sous peine de destitution.

N° 127. = 9 pluviôse an 5 (28 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le transit par la France de divers objets de commerce entre la Hollande et l'Espagne, pendant la guerre actuelle.* (II, Bull. civ, n° 984.)

N° 128. = 9 pluviôse an 5 (28 janvier 1797). = *LOI interprétative de celle du 9 frimaire an 5, concernant les patentes* (1). (II, Bull. civ, n° 985; B., LXVII, 165.)

N° 129. = 11 pluviôse an 5 (30 janvier 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 pluviôse* (2). (II, Bull. ciii, n° 978.)

N° 130. = 11 pluviôse an 5 (30 janvier 1797). = *LOI qui ordonne l'adjonction de deux juges suppléans aux cinq de la haute-cour de justice* (3). (II, Bull. civ, n° 987; B., LXVII, 171.)

Art. 1^{er}. Il sera adjoint aux cinq juges de la haute-cour de justice deux juges suppléans.

2. A cet effet, dans les vingt-quatre heures de la notification de la loi, le tribunal de cassation tirera au sort six de ses membres, dans une séance publique; et de suite, dans la même séance, il nommera, par la voie du scrutin secret, deux des six désignés par le sort.

3. Ces deux juges suppléans, ainsi que les jurés suppléans établis par la loi du 20 thermidor dernier, assisteront à toutes les séances et à tous les débats de la haute-cour de justice.

4. Ces juges suppléans n'auront voix délibérative qu'en cas que, pendant le cours des débats, quelqu'un des juges en exercice se trouverait constitué, par empêchement légitime, légalement constaté, dans l'impossibilité de continuer ses fonctions.

5. L'ordre des nominations déterminera celui dans lequel les juges suppléans pourront être appelés à entrer en exercice.

6. Il en sera de même à l'égard des hauts-jurés, entre lesquels l'ordre des

(1) Voyez, sur les patentes, la loi générale du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence. Cette loi, qui est la base de la législation actuelle sur les patentes, rend sans intérêt toutes celles qui l'ont précédée.

(2) Voyez le tableau placé à la suite de la loi du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797).

(3) Voyez le décret du 10—15 mai 1791, portant institution de la haute-cour, et les notes.

tirages qui les ont appelés, déterminera ceux qui devront, soit composer le haut-jury de seize membres, soit servir d'adjoints, soit assister comme suppléans.

N° 131. = 12 pluviôse an 5 (31 janvier 1797). = *Loi relative à la taxe des témoins appelés devant la haute-cour de justice.* (II, Bull. civ, n° 988; B., LXVII, 172.)

N° 132. = 15 pluviôse an 5 (3 février 1797). = *Loi qui détermine la manière de procéder, dans les assemblées primaires, aux élections communes, et au recensement général des votes* (1). (II, Bull. civ, n° 990.)

L'article 30 de la loi du 19 vendémiaire an 4, sur l'organisation des autorités administratives et judiciaires, est rapporté, et remplacé par les dispositions qui suivent : — 1° Lorsque plusieurs assemblées primaires procèdent concurremment à l'élection des mêmes fonctionnaires publics, le recensement général des votes se fait à l'administration municipale, en présence des scrutateurs de chacune de ces assemblées. — 2° Les administrations centrales des départemens de la Seine, du Rhône, de la Gironde et des Bouches-du-Rhône, désigneront respectivement, pour les communes de Paris, de Lyon, de Bordeaux, et de Marseille, celles des assemblées primaires qui doivent procéder concurremment à l'élection commune, soit des mêmes officiers municipaux, soit des mêmes officiers de paix, et indiqueront les municipalités d'arrondissement où devront se faire les recensemens des scrutins relatifs à l'élection de ces divers fonctionnaires.

N° 133. = 15 pluviôse an 5 (3 février 1797). = *Loi qui détermine le mode de paiement des arrérages de rentes et pensions entre particuliers* (2). (II, Bull. civ, n° 991; B., LXVII, 180.)

Art. 1^{er}. Les arrérages des rentes, tant perpétuelles que viagères, et des pensions, ainsi que les intérêts de capitaux exigibles, dus entre particuliers, fondés sur des titres qui ont une date antérieure au 1^{er} juillet 1790, échus à cette époque, et qui peuvent encore être dus, ainsi que ceux échus depuis le 1^{er} vendémiaire an 5, et qui écherront à l'avenir, pourront être exigés, dès la publication de la présente, en numéraire métallique.

2. Seront acquittés de la même manière les arrérages des rentes et pensions, ainsi que les intérêts de capitaux exigibles, dont les titres ont été créés dans l'intervalle du 1^{er} juillet 1790 au 1^{er} vendémiaire an 5, lorsqu'ils auront été stipulés payables en numéraire métallique, ou lorsqu'ils rappelleront des créances qui avaient une date, soit authentique, soit reconnue par le débiteur, antérieure au 1^{er} juillet 1790.

3. Les rentes et autres prestations stipulées en grains, denrées ou marchandises, continueront d'être acquittées en nature, aux termes convenus entre les parties.

4. Les conventions au sujet des retenues à faire sur les rentes, pensions et intérêts dont il s'agit, auront leur exécution. — A défaut de stipulation, elles seront réglées, relativement aux arrérages et intérêts échus avant le

(1) Voyez, sur les assemblées primaires, la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. III, chap. 1^{er}, sect. II, et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Voyez le décret du 25 messidor an 3 (13 juillet 1795), portant suspension du remboursement des rentes, et les notes; la loi du 15 germinal an 4 (4 avril 1796), qui lève cette suspension, et les notes; et celle du 15 fructidor an 5 (1^{er} septembre 1797), relative aux transactions entre particuliers, antérieures à la dépréciation du papier-monnaie, et les notes.

1^{er} juillet 1790, suivant les lois alors en vigueur ; et, pour ceux échus depuis le 1^{er} vendémiaire an 5, au cinquième, quant aux intérêts et aux rentes perpétuelles, et au dixième, par rapport aux pensions et rentes viagères.

N^o 134. = 16 pluviôse an 5 (4 février 1797). = *Loi qui détermine le mode de paiement des sommes dont les acquéreurs de biens nationaux restent débiteurs* (1). (II, Bull. cv, n^o 996 ; B., LXVII, 186.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de biens nationaux en exécution de la loi du 28 ventôse dernier, ne pourront payer qu'en numéraire ce dont ils restent redevables.

2. Chaque acquéreur ou son ayant-droit, lors du paiement du troisième sixième du dernier quart, échéant en germinal prochain, fournira aux mains du receveur des domaines une obligation pour chacun des sixièmes dont il restera débiteur ; au moyen de quoi, le receveur lui donnera une quittance finale, qui sera portée sur l'expédition du contrat d'acquisition, que l'acquéreur sera tenu à cet effet de lui présenter.

3. Ceux des acquéreurs qui ne pourraient se présenter en personne, et ceux qui ne savent pas signer, feront présenter leurs contrats par des citoyens à leur choix, lesquels souscriront les obligations au nom des acquéreurs ; elles auront le même effet que celles souscrites par l'acquéreur lui-même, sans cependant être personnellement obligatoires contre le signataire. — Dans ce cas, les receveurs désigneront dans les quittances les noms et prénoms, qualités et demeures desdits signataires, et viseront leurs obligations.

4. Toutes sommes payées par anticipation, soit en numéraire, soit en mandats au cours, sur les quatre derniers sixièmes, seront imputées d'abord sur le troisième sixième, et successivement sur les autres, s'il y a de l'excédant. Cette imputation faite suivant l'ordre des échéances, il sera souscrit des obligations dans le même ordre pour les sommes qui resteront dues.

5. L'intérêt, fixé à quatre pour cent par an par la loi du 13 thermidor, sera ajouté au principal, et compris dans les obligations, ainsi qu'il suit ; savoir : — Un pour cent pour l'obligation qui aura pour objet le quatrième sixième ; — Deux pour cent pour celle du cinquième sixième ; — Et trois pour cent pour la dernière.

6. Ces obligations emporteront privilège et préférence sur le bien pour lequel elles auront été souscrites. — Elles seront payables de trois mois en trois mois : en conséquence, la première, pour le quatrième sixième, sera à trois mois de date, la deuxième à six mois, et la troisième à neuf.

7. Elles seront faites sur un papier timbré sur le même modèle ; elles seront numérotées par 1, 2 et 3, en raison des échéances auxquelles elles se rapporteront. — Le papier sera fourni sans frais par les receveurs des domaines, qui en seront, à cet effet, approvisionnés par la régie de l'enregistrement. — Chaque obligation sera, en outre, soumise à la formalité de l'enregistrement, à la diligence du receveur des domaines : il ne sera payé aucun droit pour cette formalité.

8. En cas de non-paiement des obligations à leur échéance, il sera procédé contre les débiteurs ainsi et de la manière ordonnée par les articles 16 et 17 de la loi du 16 brumaire dernier, relative aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an 5.

(1) Voyez dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé des lois concernant le mode de paiement du prix des domaines nationaux.

9. Si, après les formalités prescrites par l'article précédent, le redevable ne s'est pas acquitté dans le délai indiqué par la dernière sommation, le bien sera revendu dans les formes établies par ladite loi du 16 brumaire pour l'aliénation des domaines nationaux restant à vendre.

10. La revente au préjudice du débiteur se fera sous les conditions ci-après : — 1° De payer sur-le-champ le montant de l'obligation échue, avec l'intérêt à raison de quatre pour cent par an, à compter du jour de l'échéance, ainsi que les frais faits contre le débiteur ; — 2° D'acquitter à son échéance chacune des autres obligations ; — 3° De payer comptant, en numéraire, le surplus du prix s'il y en a, au premier acquéreur, qui ne pourra rien prétendre de plus.

11. Ceux des acquéreurs ou leurs ayans-droit qui ne fourniraient pas leurs obligations pour les sommes qu'ils resteront devoir après le paiement du troisième sixième, lors de ce paiement qui doit être fait à son échéance fixe, seront poursuivis comme redevables, et expropriés dans les formes prescrites par les articles 8, 9 et 10 ci-dessus.

12. Les obligations souscrites en exécution de la présente, resteront déposées entre les mains des receveurs des domaines nationaux.

13. En exécution de l'article 5 de la loi du 16 nivose dernier, les cinquante millions mis à la disposition du ministre de la guerre sur les quatre derniers sixièmes du dernier quart du prix des domaines nationaux vendus en vertu de la loi du 28 ventose, pourront être cédés et délégués par le ministre aux compagnies chargées des différentes parties du service de la guerre ; savoir : vingt millions sur la rentrée du sixième en germinal prochain, vingt millions sur celle de messidor prochain, et dix millions sur celle de vendémiaire an 6.

14. Au moyen de cette application, la république reste entièrement dessaisie desdits cinquante millions.

15. Pour parvenir au paiement effectif des sommes qui leur seront déléguées, chaque compagnie recevra successivement du ministre, en proportion du service qu'elle aura fait, des ordonnances sur le montant des délégations. — Ces ordonnances indiqueront le receveur des domaines sur lequel elles seront tirées, et le sixième avec le produit duquel elles devront être acquittées.

16. Elles seront visées par la trésorerie nationale, qui sera tenue d'en ordonner le paiement par le receveur indiqué, lequel les portera dans la dépense de ses comptes, après les avoir payées, et elles lui seront passées en décharge, en les rapportant dûment acquittées.

17. Les receveurs des domaines seront tenus d'enregistrer de suite, et par ordre de numéros, les ordonnances qui leur seront présentées, de les viser et de les acquitter au fur et à mesure des rentrées. — Les porteurs auront la faculté de faire compulser les registres de recette des receveurs, en cas de retard de paiement, et d'en faire rapporter procès-verbal par les administrations de département.

18. Les paiemens qui seront faits par les acquéreurs des domaines nationaux pour le sixième payable en germinal, seront affectés en premier ordre, et à l'exclusion de toutes autres dépenses, à l'acquit des ordonnances tirées au profit des compagnies délégataires, jusqu'à concurrence de vingt millions qui leur seront délégués sur ce sixième.

19. Toutes les ordonnances qui seront tirées sur les parties du dernier quart payable en messidor et vendémiaire prochains, seront payées, si les délégataires le demandent, en obligations souscrites par les acquéreurs ; sinon, elles seront acquittées des deniers provenant du paiement desdites obligations.

20. Lorsque les délégataires demanderont qu'on leur remette des obligations, elles leur seront remises par les receveurs des domaines nationaux, à condition d'être déposées chez un citoyen habitant le chef-lieu du même département, dont le nom et le domicile seront indiqués au receveur des domaines, de manière que chaque acquéreur ait toujours la facilité d'acquiescer ses obligations quand bon lui semblera.

21. Les délégataires ou leurs fondés de pouvoirs donneront quittance au pied de l'obligation, et la feront enregistrer, sans frais, par le receveur des domaines; au moyen de quoi, l'acquéreur sera valablement libéré de son obligation.

N° 133. = 16 pluviôse an 5 (4 février 1797). = *Loi portant que les mandats n'auront plus cours forcé de monnaie entre particuliers* (1). (II, Bull. civ, n° 992; B., LXVII, 194.)

Le conseil... prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. A dater de la publication de la présente loi, les mandats cesseront d'avoir cours *forcé* de monnaie entre particuliers.

2. A compter de la même époque, le directoire exécutif cessera de publier le cours des mandats.

3. Jusqu'au 1^{er} germinal prochain, les mandats seront reçus dans les caisses publiques (sur le pied du dernier cours proclamé par le directoire exécutif le 10 de ce mois), en paiement des contributions arriérées de l'an 4 et années antérieures, de l'emprunt forcé, du prix des domaines nationaux à vendre, et seulement des deux premiers sixièmes du dernier quart des biens vendus en exécution de la loi du 28 ventose de l'an 4.

4. Passé le 1^{er} germinal prochain, les mandats ne seront plus admis en paiement que pour les biens nationaux à vendre, après avoir été préalablement échargés contre des récépissés de la trésorerie nationale.

5. Pour parvenir à cet échange, les porteurs de mandats les déposeront au bureau des receveurs des départements, pour être envoyés à la trésorerie nationale, qui renverra auxdits receveurs des récépissés au porteur, correspondant à chaque partie de mandats déposée, et contenant leur liquidation sur le cours énoncé en l'article 3 de la présente.

6. Les mandats consignés dans les caisses publiques pour cause de soumission ou paiement de biens nationaux, ne pourront, dans les cas où il y aurait lieu à retirer les consignations, être rendus en nature; mais il sera fourni aux consignataires des récépissés de la trésorerie nationale, dans lesquels lesdits mandats seront liquides pour la valeur qu'ils avaient à la date de leur consignation, et ce, d'après le cours inscrit à la trésorerie.

7. A cet effet, ceux qui auraient à retirer leurs consignations remettront au receveur de leur département les quittances dont ils sont porteurs: le receveur les enverra de suite à la trésorerie nationale.

8. Les commissaires de la trésorerie, après avoir vérifié ou fait vérifier la régularité, la réalité, la conformité de dates des consignations, et s'il n'y a pas d'oppositions sur les consignataires, enverront au receveur des récépissés au porteur, qui seront par lui remis aux consignataires.

9. Ces récépissés, ainsi que ceux énoncés aux articles 4 et 5 de la présente loi, ne seront admis en paiement que pour les biens nationaux à vendre sur la moitié payable en numéraire et obligations, conformément à la loi du 16 brumaire dernier.

(1) Voyez le décret du 28 ventose an 4 (18 mars 1796), portant création de ces mandats, et les notes qui résument toute la législation.

10. Lorsque les récépissés de la trésorerie seront offerts en paiement dans les caisses publiques, les receveurs, en cas de doute sur leur validité, pourront, avant de donner leur quittance définitive, les envoyer à la trésorerie pour être vérifiés.

11. A compter de la publication de la présente loi, tous les mandats existant dans les caisses publiques, et ceux qui y rentreront jusqu'à leur retirement absolu, seront annulés et barrés sans délai : ils ne pourront être remis dans la circulation sous quelque prétexte que ce soit.

12. Le directoire exécutif et les commissaires de la trésorerie nationale, chacun en ce qui le concerne, prendront les mesures nécessaires pour la vérification des caisses publiques, le versement et l'annulation des mandats qui y existeront à cette époque et qui y rentreront par la suite.

Tableau général du cours des mandats, proclamé par des arrêtés du directoire exécutif, en exécution de la loi du 13 thermidor an 4 (31 juillet 1796).

DATES DU COURS.	POUR 100 LIV. en mandats.	DATES DES ARRÊTÉS qui ont fixé le cours.	DATES DU COURS.	POUR 100 LIV. en mandats.	DATES DES ARRÊTÉS qui ont fixé le cours.
THERMIDOR an 4.			BRUMAIRE.		
1 ^{er} au 5....	1. s. d.		1 ^{er} au 5....	4 10	6 brum. (27 oct.).
6 au 10....	4 9 5		6 au 10....	4 5	11 brum. (1 ^{er} nov.).
11 au 15....	4 5 10	25 therm. an 4 (12	11 au 15....	4 10	16 brum. (6 nov.).
16 au 20....	2 17	août 1796).	16 au 20....	4 5	21 brum. (11 nov.).
21 au 25....	2 9 9		21 au 25....	5 5	26 brum. (16 nov.).
26 au 30....	1 17 10	26 therm. (15 août).	26 au 30....	5 5	1 ^{er} frim. (21 nov.).
	2 16	1 ^{er} fruct. (18 août).	FRIMAIRE.		
FRUCTIDOR.			1 ^{er} au 5....	2 15	6 frim. (23 nov.).
1 ^{er} au 5....	5	3 fruct. (25 août).	6 au 10....	2 15	11 frim. (1 ^{er} déc.).
6 au 10....	2 15	11 fruct. (28 août).	11 au 15....	2 17	16 frim. (6 déc.).
11 au 15....	2 15	16 fruct. (2 sept.).	16 au 20....	2 11	21 frim. (11 déc.).
16 au 20....	5 15	21 fruct. (7 sept.).	21 au 25....	2 9	26 frim. (16 déc.).
21 au 25....	5 10	26 fruct. (12 sept.).	26 au 30....	2 9	1 ^{er} niv. (21 déc.).
26 au 30....	5	1 ^{er} j. urc. (17 sept.).	NIVOSE.		
1 ^{er} au 5 ^e j. e.	5	1 ^{er} vend. an 5 (22 sept.).	1 ^{er} au 5....	2 4	6 niv. (23 déc.).
VENDÉMIAIRE an 5.			6 au 10....	1 47	11 niv. (31 déc.).
1 ^{er} au 5....	4 5	3 vend. (27 sept.).	11 au 15....	1 15	16 niv. (31 janv. 1797).
6 au 10....	4	11 vend. (2 oct.).	16 au 20....	1 10	21 niv. (10 janv.).
11 au 15....	4 10	16 vend. (7 oct.).	21 au 25....	1 4	26 niv. (15 janv.).
16 au 20....	4 5	21 vend. (12 oct.).	26 au 30....	1	1 ^{er} pluv. (20 janv.).
21 au 25....	4 5	26 vend. (17 oct.).	PLUVIOSE.		
26 au 30....	4 5	1 ^{er} brum. (22 oct.).	1 ^{er} au 5....	1	6 pluv. (25 janv.).
			6 au 10....	1	11 pluv. (30 janv.).

N° 136. = 16 pluviôse an 5 (4 février 1797). = *Loi relative au recours en cassation contre les jugemens rendus par les tribunaux révolutionnaires* (1). (II, Bull. civ. n° 993; B., LXVII, 196.)

Art. 1^{er}. L'article 13 de la loi du 10 mars 1793, qui interdit tout recours

(1) Voyez le décret du 10—12 mars 1793, portant création du tribunal révolutionnaire, et les notes.

en cassation des jugemens rendus par les tribunaux révolutionnaires, est rapporté.

2. Les personnes condamnées par jugement d'un tribunal révolutionnaire, mais d'après le mode et les principes de la loi du 16—29 septembre 1791, sont autorisées à présenter, dans le mois, à compter de la publication de la loi, leurs requêtes en cassation, ou à en suivre l'effet si elles ont été présentées.

3. Le tribunal de cassation prononcera sur ces requêtes, en la même forme et d'après les mêmes règles que s'il s'agissait de statuer sur la validité d'un jugement rendu par un tribunal criminel ordinaire.

N° 137.—16 pluviôse an 5 (4 février 1797).—**ARRÊTÉ** du directoire exécutif additionnel à celui du 20 pluviôse an 4, qui établit des relations journalières entre les commandans amovibles des places, ceux de la gendarmerie, et les commissaires du pouvoir exécutif près les administrations de département et les tribunaux (1). (II, Bull. cv, n° 998.)

N° 138.—17 pluviôse an 5 (5 février 1797).—**ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui prescrit les règles à suivre dans les correspondances respectives des agens municipaux et des administrations municipales et départementales. (II, Bull. cv, n° 999.)

Le directoire exécutif, — Arrête :

Art 1^{er}. Les agens municipaux des communes, les percepteurs et tous autres agens, préposés ou employés placés sous la surveillance des administrations municipales de canton, devront adresser à ces administrations toutes les demandes d'instructions et de renseignemens dont elles auront besoin, leur soumettre toutes les questions et toutes les difficultés qui les arrêteraient dans leurs opérations respectives, et leur adresser tous les comptes et les résultats partiels dont celles-ci devront composer leurs résultats généraux.

2. Les administrations municipales, le receveur du département ou ses préposés, etc., et tous autres agens placés immédiatement sous la surveillance des administrations départementales, ne pourront également, et dans les cas prévus par l'article 1^{er}, correspondre qu'avec ces administrations (2).

3. Toutes lettres, questions ou mémoires adressés aux ministres par les administrations ou agens secondaires, soit pour leur déférer des questions ou leur demander des instructions, soit pour leur envoyer des résultats particuliers, resteront à l'avenir sans réponse, ou seront envoyés aux autorités compétentes pour les recevoir.

4. Le présent arrêté ne préjudicie en rien au droit qu'ont les administrations ou agences secondaires, ainsi que tous les citoyens, d'adresser au gouvernement leurs réclamations contre les opérations et décisions des administrations supérieures dont ils croiraient avoir à se plaindre. Dans ce cas, ils auront soin d'indiquer, en tête du mémoire, le département auquel ils ressortissent.

(1) Cet arrêté du 20 pluviôse an 4 (9 février 1796), qui prescrivait diverses mesures relatives à l'exécution des lois, était, comme le présent, purement circonstanciel.

(2) Ce mode de correspondance existe encore aujourd'hui.

N° 139. = 18 pluviôse an 5 (6 février 1797). = *Loi relative aux successions* (1).
(II, Bull. civ., n° 1001 ; B., LXVII, 204.)

Le conseil..., considérant que les changemens survenus dans les lois relatives aux successions, ont fait naître plusieurs difficultés qui empêchent les tribunaux de prononcer sur les réclamations qui leur sont adressées à cet égard..., — Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Les avantages, prélèvements, préciputs, donations entre-vifs, institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, légitimement stipulées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793, et en ligne collatérale ou entre individus non parens, antérieurement à la publication de la loi du 5 brumaire an 2, auront leur plein et entier effet, conformément aux anciennes lois, tant sur les successions ouvertes jusqu'à ce jour que sur celles qui s'ouvriraient à l'avenir (2).

(1) Voyez, sur les successions, les notes qui accompagnent le titre de la loi du 8—15 avril 1791; elles résument toute la législation de la matière.

(2) Une institution d'héritier est réputée irrévocable, dans le sens de cet article, lorsqu'elle est faite par contrat de mariage, encore que l'instituant se soit réservé une faculté indéfinie de faire des legs pieux et de constituer à ses filles des dots à la charge de l'héritier. Grenoble, 27 janvier 1800, *SIR.*, XI, 2, 222. — Cet article a fait revivre les institutions subordonnées qui avaient été annulées par l'art. 14 de la loi du 17 nivôse an 2 : ainsi, l'institution d'héritier, faite par les époux au profit de leurs enfans, mais subordonnée à la faculté d'élire, doit avoir tout son effet si l'instituant est décédé sans avoir fait de choix. Cass., 22 décembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 183; Bull. civ., XIV, 372. — Jugé encore que l'institution faite par contrat de mariage au profit du fils aîné, sauf aux père et mère le droit d'élire un autre enfant, est une disposition irrévocable, dans le sens de ce même article. Cass., 18 janvier 1820, *SIR.*, XXI, 1, 273. — Est également irrévocable l'institution contractuelle avec charge d'associer un tiers. Cass., 13 janvier 1818, *SIR.*, XIX, 1, 135. — Mais l'institution contractuelle par un père en faveur de son fils n'est pas irrévocable dans le sens de l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluviôse an 5, si elle n'a été faite que sous la réserve par le père de disposer comme il avisera des biens compris dans l'institution. Cass., 23 mai 1821, *SIR.*, XXII, 1, 130; Bull. civ., XXIII, 170. — N'est pas non plus irrévocable l'institution d'héritier faite par un père au profit de l'un de ses enfans, avec réserve de rappeler les autres à sa succession, si le père est décédé après les lois des 8—15 avril 1791 et 7 mars 1793, sans avoir fait aucune disposition. Cass., 18 thermidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 28.

Celui qui recueille les meubles et les acquêts, en vertu de l'institution portée au contrat de mariage de ses père et mère, peut, d'après les dispositions de la loi du 18 pluviôse an 5, comme jadis, d'après les principes de l'ancienne législation, recueillir aussi une portion dans les propres, sans être tenu à rapport. Cass., 25 nivôse an 13, *SIR.*, V, 1, 65. — La promesse de garder, selon le statut normand, est irrévocable comme une institution contractuelle. Cass., 2 thermidor an 8, *SIR.*, I, 1, 318. — Il en est de même de la clause qui assure à la femme un droit d'habitation, mais seulement tant qu'elle restera en état de viduité : le droit est éteint, si la femme passe à de secondes noces. Paris, 18 nivôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 104. — Il en est de même aussi des testamens conjonctifs faits dans les pays (notamment dans le pays de Liège) où ils étaient irrévocables par le décès de l'un des testateurs, sans qu'il fût permis au survivant de changer sa disposition. Cass., 17 vendémiaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 287. — Il en est de même encore à l'égard de la fille normande, qui avait reçu son mariage *avenant*, et qui ne pouvait plus, sous l'empire de la coutume, exiger le rapport des donations faites à ses frères : elle n'a pu exiger ce rapport depuis qu'elle a reçu la qualité d'héritière par la loi du 8 avril 1791. Cass., 2 pluviôse an 12, *SIR.*, IV, 1, 161. — Il en est de même enfin du don fait par préciput, sous l'empire de la loi qui l'autorisait ; ce don n'est pas sujet à rapport, si la succession s'est ouverte postérieurement à la loi du 18 pluviôse an 5. Cass., 15 décembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 116. — La donation des biens réservés par l'instituant ne peut être annulée comme faite en fraude de l'institution contractuelle ; elle est seulement réductible, si elle excède la réserve : et, en cas de réduction, elle doit avoir lieu en remontant successivement des dernières aliénations aux premières. Cass., 7 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 369; Bull. civ., X, 151. — La démission de biens faite sous l'empire de la coutume nivernaise n'est pas irrévocable dans le sens de la loi du 18 pluviôse an 5 : si donc une religieuse, incapable de succéder à l'époque de la démission, s'est trouvée capable à l'époque du décès du père, ses frères et sœurs ne peuvent la repousser

2. Les réserves faites par les donateurs ou auteurs d'institutions contractuelles, qui n'en auront pas valablement disposé, feront partie de la succession *ab intestat*, et seront partagées également entre tous les héritiers autres que les donataires ou les institués, sans imputation sur les légitimes ou portions de légitime dont les héritiers ou donataires auraient été grevés. — Il n'est pas innové, par les dispositions du présent article, aux réunions desdites réserves déjà opérées en faveur des institués ou donataires, conformément à l'article 28 de l'ordonnance du mois de février 1731, par le décès des donateurs et des instituans arrivé avant la publication de la loi du 5 brumaire de l'an 2 (1).

3. Les ci-devant religieux et religieuses sont appelés à recueillir les successions qui leur sont échues, mais à compter seulement de la publication de la loi du 5 brumaire an 2, sauf l'exécution de l'article 5 de la loi du 3 vendémiaire dernier (2), relativement aux partages faits entre eux ou leurs héritiers et la république.

4. Les actes de dernière volonté faits antérieurement à la publication des lois des 5 brumaire et 17 nivose an 2, et qui n'ont pas été refaits ou renouvelés depuis, dans les cas mêmes où la loi en indiquait l'obligation, restent néanmoins valables, et sont seulement réductibles jusqu'à concurrence de la quotité disponible, lorsqu'ils sont l'ouvrage, 1° de militaires décédés au service de la patrie, ou de personnes mortes au service des armées; 2° de personnes décédées en maison de réclusion, ou qui ont péri en vertu de jugemens révolutionnaires, ou qui ont demeuré cachées par suite de mises hors la loi ou de mandats d'arrêt; 3° de personnes mortes en voyage de long cours. — Il n'est rien changé, à l'égard des autres citoyens, aux dispositions

du partage en se fondant sur la démission faite à leur profit exclusivement. Cass., 2 ventose an 11, *SIR.*, III, 1, 328. — La portion due au successeur par l'héritier institué avant le Code civil, doit se régler par les lois existantes à l'époque de l'institution contractuelle. Turin, 15 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 120.

(1) Cet article n'est pas applicable au cas où le donateur est décréé sous l'empire du Code civil; c'est alors le Code qui doit régler la légitime, et elle ne peut être cumulée avec la réserve. Grenoble, 8 avril 1809, *SIR.*, XI, 2, 208. — Mais il s'applique aux réserves faites sous l'empire de l'ordonnance de 1731, dans une donation en faveur de mariage, par une personne décédée depuis le Code civil. Tribunal de Bourgoin, 19 thermidor an 12, *SIR.*, V, 2, 43. — Lors donc qu'une institution contractuelle a été faite sous l'empire de l'ordonnance de 1731, avec une réserve et l'obligation pour l'institué de payer les légitimes déterminées si l'instituant meurt sous l'empire du Code civil, les héritiers peuvent réclamer la légitime, telle qu'elle est fixée par ce Code, si elle n'excède pas les légitimes et la réserve déterminées dans l'institution. Cass., 7 octobre 1811, *SIR.*, XII, 1, 169. — L'héritier contractuel, qui n'est point expressément chargé des légitimes par le titre de son institution, ne peut, sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an 5, imputer sur les légitimes les réserves dont l'instituant n'a pas disposé. Nîmes, 24 prairial an 13, *SIR.*, V, 2, 242. — Les légitimaires cumulent la légitime avec la réserve portée en une institution contractuelle; et la légitime se calcule sur la totalité des biens de l'instituant. Cass., 1^{er} frimaire an 11, *SIR.*, III, 1, 123; Bull. civ., V, 65. — La réserve faite par le donateur, dans une donation de biens présents et à venir, appartenait aux légitimaires en cas de non disposition, cumulativement avec leur légitime, encore que le donataire eût répudié les biens à venir pour s'en tenir aux biens présents. Cass., 2 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 268; Bull. civ., IX, 295. — On doit considérer comme une donation à cause de mort, celle par laquelle les père et mère donnent à leur fille, dans son contrat de mariage, la moitié de leurs biens, en se réservant l'autre moitié pour en disposer à leur gré, avec déclaration que s'ils n'en disposent pas, elle appartiendra à la donataire: dans ce cas, si les donataires ont survécu aux lois des 7 mars 1793, 5 brumaire et 17 nivose an 2, et 18 pluviôse an 5, la réserve appartient aux légitimaires, à l'exclusion de la donataire. Cass., 9 janvier 1817, *SIR.*, XVII, 1, 49. — Lorsqu'un contrat de mariage contient institution contractuelle et donation particulière entre-vifs d'un domaine, avec réserve en toute propriété de quelques portions du domaine, ces objets, exceptés de la donation, ne le sont pas de l'institution contractuelle, et ne forment pas des réserves qui appartiennent aux héritiers *ab intestat*, exclusivement à l'héritier institué. Paris, 17 germinal an 11, *SIR.*, VII, 2, 1184.

(2) C'est la loi du 3 vendémiaire an 4,

établies, notamment par l'article 47 de la loi du 22 ventose, et par l'article 33 de celle du 9 fructidor an 2, relativement à l'effet qu'ont perdu ou conservé les actes de dernière volonté faits antérieurement à la loi du 5 brumaire, par des personnes qui ont survécu à la publication de ladite loi sans les renouveler : néanmoins, lesdits actes conserveront, sans distinction, leur effet jusqu'à concurrence de la portion disponible, dans toutes les successions ouvertes jusqu'à la publication du décret du 22 ventose, qui a déclaré formellement la nécessité de renouveler les dispositions à titre universel.

5. Si les actes de dernière volonté maintenus par l'article ci-dessus, contiennent tout à la fois des dispositions à titre universel et des legs particuliers, les dispositions universelles et les legs particuliers seront réduits proportionnellement et au marc la livre des valeurs que chacune des dispositions devait produire net, par les anciennes lois, à celui qui en était l'objet; à moins que l'auteur de la disposition n'ait expressément énoncé une préférence en faveur d'un ou de plusieurs légataires; auquel cas, le légataire préféré recevra l'intégrité de son legs, pourvu qu'il n'excède pas la quotité disponible.

6. Les avantages entre époux, maintenus par les articles 13 et 14 de la loi du 17 nivose sur l'universalité des biens de l'auteur de la disposition, ne s'imputent point sur le *sixième* ou le *dixième* déclaré disponible entre toutes personnes par l'article 16 de la même loi, et n'entrent point en concurrence avec les autres légataires, dans la distribution au marc la livre ordonnée par l'article précédent.

7. Les élections d'héritier ou de légataire, et les ventes à fonds perdu, qui ont été annulées par les articles 23 et 26 de la loi du 17 nivose, à compter du 14 juillet 1789, sont rétablies dans leur effet primitif, si elles ont été faites par acte avant date certaine avant la publication de ladite loi du 17 nivose.

8. L'article 1^{er} de la loi du 3 vendémiaire dernier est déclaré commun aux légataires qui ont obtenu la délivrance de leurs legs contre l'héritier déchu par le rapport de l'effet rétroactif de la loi du 17 nivose, ou contre la nation représentant des héritiers : en conséquence, les jugemens obtenus par des légataires pourront être opposés à l'héritier ou légataire rappelé, comme s'ils avaient été rendus avec eux; sauf à l'héritier rappelé, s'il y a lieu, à se pourvoir contre ces jugemens en la manière accoutumée.

9. L'article 4 du décret du 8—15 avril 1791, relatif à l'abolition des exclusions coutumières, portant que les dispositions des articles 1^{er} et 3 du même décret *auront leur effet en faveur des filles ou de leurs descendans, dans toutes les successions qui s'ouvriront après la publication dudit décret*, est applicable aux filles ci-devant exclues par les statuts locaux, quoiqu'elles fussent mariées avant ce décret et qu'elles eussent fait une renonciation surrogatoire (1).

(1) On doit considérer comme coutumes d'exclusion, les coutumes d'*exclusion modifiée*, tout aussi bien que les coutumes d'*exclusion absolue* : notamment, la coutume d'Auvergne doit être considérée comme coutume d'exclusion, bien qu'elle n'exclue pas absolument, et dans tous les cas, les filles de la succession de leurs parens (voyez l'art. 25, chap. XII). — Ainsi, une renonciation à la succession de son père, faite par une fille mariée et dotée sous l'empire de la coutume d'Auvergne, ne doit pas avoir effet et ne doit pas empêcher son rappel à la succession. Cass., 19 juillet 1809, *SIR.*, IX, 1, 403; *Bull. civ.*, XI, 170. — La fille mariée et dotée par son père, sous l'empire d'une coutume qui lui défendait de demander un supplément de légitime, a pu exiger ce supplément, si son père n'est mort qu'après la loi du 8 avril 1791, qui a aboli les exclusions coutumières. Pau, 31 janvier 1816, *SIR.*, XVII, 2, 54.

L'art. 4 de la loi du 15 avril 1791 a été modifié par l'art. 9 de celle du 18 pluviôse an 5. Cette

10. Les renonciations expressément stipulées par contrat de mariage dans les pays de non-exclusion, auront leur effet pour les successions ouvertes jusqu'à la publication de la loi du 5 brumaire de l'an 2, qui les a abolies.— En conséquence, les filles exclues par les statuts seront appelées au partage des successions ouvertes postérieurement à la publication du décret du 8—15 avril 1791; et les filles renonçant au partage des successions ouvertes dans les pays de non-exclusion depuis la publication de la loi du 5 brumaire, pourront prendre la portion à elles attribuée par les lois existant à l'ouverture desdites successions.

11. Néanmoins les personnes mariées ou veuves avec enfans, aux époques du décret du 15—28 mars 1790 ou de celui du 8—15 avril 1791, ainsi que les enfans de ces mêmes personnes décédées depuis lesdites époques, conserveront, à l'égard des filles exclues ou renonçantes, les avantages qui leur étaient assurés par lesdits décrets jusqu'à la publication de la loi du 4 janvier 1793, qui abroge lesdites réserves.

12. Ceux au profit desquels devait tourner le bénéfice des exclusions, renonciations, et qui s'en trouvent déchus, pourront réclamer, dans les améliorations et acquêts, une indemnité proportionnelle aux mises de fonds qu'ils auraient faites, ou aux travaux et produits industriels qu'ils auraient conférés dans la maison paternelle; sans néanmoins qu'ils puissent se prévaloir de la présente disposition pour en cumuler les avantages avec ceux qui pourraient résulter pour eux d'aucun pacte de société, dans le cas où il y aurait eu entre eux et leur père un acte de cette nature, qui sera seul exécuté.

13. En procédant à la liquidation des successions, les biens seront estimés sur le pied de leur valeur à l'époque de 1790. Les rapports qui ne seront pas faits en nature ou dans les mêmes espèces qu'ils ont été reçus, seront conservés par le copartageant, en déduction de sa portion héréditaire ou légitimaire: en conséquence, il lui sera délivré le complément de ce qui doit lui revenir.

14. L'article 4 de la loi du 3 vendémiaire, qui autorise les personnes déchues à retenir en biens héréditaires le montant des portions légitimaires et supplémentaires, et des autres droits qui leur appartiennent, tels que la dot ou le *mariage en alevant*, n'est applicable qu'au cas où il y a eu un partage fait en vertu de l'effet rétroactif de la loi du 17 nivose. Dans ce cas seulement, la personne déchue doit être maintenue dans les objets à elle échus par l'effet du partage, jusqu'à concurrence du montant desdits droits (1).

15. Quant aux autres légitimaires dont les droits sont ouverts avant le 14 juillet 1789, ou qui, étant rappelés par les lois des 5 brumaire et 17 nivose, n'ont pas fait de partage, les choses étant à leur égard dans le même état, leurs droits seront réglés comme ils l'auraient été précédemment et d'après les anciennes lois.

16. Dans le cas ci-dessus, la simple réception de la légitime, faite en tout ou en partie après le décès des père et mère, ne préjudicie pas à l'action en

dernière loi n'a maintenu que les renonciations faites dans les pays de non-exclusion, et elle a considéré les renonciations faites dans les pays d'exclusion comme surrogatoires, ou n'exprimant point la véritable intention de la partie renonçante. Cass., 8 brumaire an 12, SIREY, IV, 2, 24.

(1) Le mariage avenant d'une femme normande, fixé et liquidé d'après les lois anciennes, n'est pas susceptible de liquidation nouvelle ou de supplément, lorsque d'ailleurs il n'y a point eu de partage, en vertu de l'effet rétroactif de la loi du 17 nivose an 2. Cass., 12 nivose an 12, SIREY, IV, 1, 207.

supplément, à moins qu'il n'y ait été expressément renoncé après l'ouverture des successions ; et dans tous les cas , ce supplément , s'il est dû , ou tous autres droits , ainsi que les sommes qui resteraient à payer sur les légitimes , dots ou mariages avenans , seront exigibles en biens héréditaires , nonobstant toutes lois et usages contraires.

17. Les légitimaires et les filles dotées qui ont reçu des fonds en paiement de leur légitime , dot ou mariage avenant , dans des successions ouvertes avant leur rappel , les conserveront irrévocablement , nonobstant toute faculté de rachat stipulée par suite de dispositions coutumières déjà abrogées par un décret du 30 septembre 1793.

18. Il n'est pas dérogé par la loi du 3 vendémiaire dernier , aux ventes de droits successifs ou autres actes légalement passés entre cohéritiers , pour des successions ouvertes avant la publication de la loi du 17 nivose an 2 , lesquels seront exécutés conformément aux anciennes lois , sauf l'exécution de l'article 14 ci-dessus.

19. Les dispositions des lois contraires à la présente sont rapportées.

N° 140. = 19 pluviôse an 5 (7 février 1797). = *LOI contenant des modifications à celle du 10 brumaire an 5 , sur les marchandises anglaises* (1). (II, Bull. cv , n° 1002 ; B., LXVII, 210.)

ART. 1^{er}. Le paragraphe 4 de l'article 5 de la loi du 10 brumaire dernier ne s'applique point aux objets compris dans la classe de la mercerie commune , aux armes de guerre , aux instrumens aratoires , ni aux outils pour les arts et métiers , de quelque matière que ces objets soient composés : ils devront seulement être accompagnés des certificats prescrits par l'article 13 de ladite loi. — Ces certificats contiendront la déclaration assermentée des envoyeurs , faite tant devant les magistrats du pays que devant les consuls français , que les objets y énoncés ne proviennent point des fabriques ni du commerce des puissances en guerre avec la république. Les livres ne sont point sujets à ces certificats.

2. La loi du 10 brumaire ne déroge point à celle du 6 fructidor dernier , relative à l'importation des objets fabriqués dans le duché de Berg.

3. Ne sont point assujéties aux certificats prescrits par le paragraphe 2 de l'article 13 de la loi du 10 brumaire , les toiles de coton blanches de l'Inde destinées à l'impression , dont la pièce , de dix-huit à dix-neuf mètres de longueur sur un mètre de largeur (quinze à seize aunes sur cinq sixièmes), ou de toutes autres dimensions réduites à cette proportion , pèsera plus de quinze hectogrammes (trois livres une once environ).

4. Les objets prohibés par la loi du 10 brumaire dernier , chargés dans des ports neutres ou alliés , ne sont pas sujets à la confiscation , mais seulement à l'entrepôt ou à la réexportation , s'il est établi , par pièces authentiques , que les navires qui les contiennent n'ont pu arriver en France avant le 20 nivose dernier , soit à cause de la distance du lieu du chargement , soit par accident de mer légalement constaté.

N° 141. = 19 pluviôse an 5 (7 février 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la chasse des animaux nuisibles* (2). (II, Bull. cxix , n° 1143.)
Le directoire exécutif , considérant que son arrêté du 28 vendémiaire der-

(1) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 10 messidor an 5 (28 juin 1797), concernant la destruction des bœufs.

nier, portant défenses de chasser dans les forêts nationales, ne doit mettre aucun obstacle à l'exécution des réglemens qui concernent la destruction des loups et autres animaux voraces; — Que l'ordonnance de janvier 1583, article 19, enjoint aux agens forestiers de rassembler un homme par feu de leur arrondissement, avec armes et chiens propres à la chasse aux loups, trois fois l'année, aux temps les plus commodes; — Que celles de 1600 et de 1601, ainsi que les arrêts du ci-devant conseil des 6 février 1697 et 14 janvier 1698, leur enjoignent de contraindre les sergens-louvetiers à chasser aux loups, renards et autres animaux nuisibles, et de veiller à ce que cette chasse soit faite de trois mois en trois mois, ou plus souvent, suivant qu'il en sera besoin, par ceux qui avaient le droit exclusif de chasse dans leurs terres, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du 28 vendémiaire dernier, relatif à la prohibition de chasser dans les forêts nationales, continuera d'être exécuté.

2. Néanmoins, il sera fait, dans les forêts nationales et dans les campagnes, tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles.

3. Les chasses et battues seront ordonnées par les administrations centrales des départemens, de concert avec les agens forestiers de leur arrondissement, sur la demande de ces derniers et sur celle des administrations municipales de canton.

4. Les battues ordonnées seront exécutées sous la direction et la surveillance des agens forestiers, qui régleront, de concert avec les administrations municipales de canton, les jours où elles se feront, et le nombre d'hommes qui y seront appelés.

5. Les corps administratifs sont autorisés à permettre aux particuliers de leur arrondissement qui ont des équipages et autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agens forestiers.

6. Il sera dressé procès-verbal de chaque battue, du nombre et de l'espèce des animaux qui y auront été détruits : un extrait en sera envoyé au ministre des finances.

7. Il lui sera également envoyé un état des animaux détruits par les chasses particulières mentionnées en l'article 5, et même par les pièges tendus dans les campagnes par les habitans ; à l'effet d'être pourvu, s'il y a lieu, sur son rapport, au paiement des récompenses promises par l'article 20, section IV du Code rural, et le décret du 11 ventose an 3.

N^o 142. = 22 pluviôse an 5 (10 février 1797). = *Loi qui détermine le mode de retirement des assignats de cent livres et au dessous.* (II, Bull. CVI, n^o 1904 ; B., LXVII, 216.)

N^o 143. = 22 pluviôse an 5 (10 février 1797). = *Loi qui établit un droit fixe d'enregistrement pour les mutations d'inscriptions sur le grand-livre* (1). (II, Bull. CVII, n^o 1011 ; B., LXVII, 218.)

N^o 144. = 24 pluviôse an 5 (12 février 1797). = *Loi relative à l'appel des*

(1) Voyez l'art. 70, § III, n^o 3, de la loi sur l'enregistrement du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), qui exempte du droit de mutation les transferts de rentes sur l'état, et par conséquent abroge la présente loi.

= *jugemens rendus par les anciens tribunaux des îles françaises.* (II, Bull. cvii, n° 1012 ; B., LXVII, n° 222.)

Art. 1^{er}. Jusqu'à la paix générale, et jusqu'à ce que le régime constitutionnel ait été entièrement organisé dans les colonies, l'appel des jugemens qui en sont susceptibles, rendus par les anciens tribunaux des îles françaises, pourra être porté devant un des tribunaux de département du continent de la république, dans le cas où toutes les parties se trouveraient actuellement domiciliées en France.

2. En conséquence, le tribunal de cassation est autorisé à indiquer aux parties, s'il y a lieu, un tribunal civil de département le plus voisin de leur domicile, devant lequel elles conviendront d'un tribunal d'appel conformément à ce qui est prescrit par les lois.

3. L'appel une fois porté devant ce tribunal, il y sera suivi jusqu'au jugement définitif, quand bien même la paix générale serait signée, et que les tribunaux constitutionnels seraient entièrement organisés dans les colonies (1).

N° 145. = 25 pluviôse an 5 (13 février 1797). = *LOI qui détermine un mode pour la réorganisation de la gendarmerie nationale* (2). (II, Bull. cvi, n° 1007 ; B., LXVII, 226.)

N° 146. = 25 pluviôse an 5 (13 février 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui supprime l'étape en nature pour les militaires voyageant isolément.* (II, Bull. cxi, n° 1049.)

Art 1^{er}. L'étape en nature est supprimée pour les militaires voyageant isolément, et elle sera remplacée par une indemnité de trois sous par lieue.

2. Cette indemnité sera payée aux individus ci-dessus désignés, dans les principales communes de leur passage, sur le vu de leur ordre de route, et d'après le mode qui sera établi par le ministre de la guerre.

3. Outre cette indemnité, le logement sera fourni auxdits militaires, dans la commune du lieu du coucher. Ils ne pourront jamais faire moins que la journée de marche fixée sur l'ordre de route.

N° 147. = 26 pluviôse an 5 (14 février 1797). = *LOI qui accorde une décharge sur la contribution personnelle, aux habitans des départemens qui ont été victimes de la guerre* (3). (II, Bull. cvi, n° 1008 ; B., LXVII, 235.)

N° 148. = 26 pluviôse an 5 (14 février 1797). = *LOI qui accorde une décharge sur la contribution foncière, aux citoyens dont les propriétés ont été incendiées ou dévastées* (4). (II, Bull. cvi, n° 1009 ; B., LXVII, 236.)

(1) Ces dispositions, purement temporaires, ne peuvent plus être observées depuis la création de tribunaux d'appel dans les colonies.

(2) Abrogée par l'art. 235 de la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798). Voyez cette loi et les notes.

Voyez aussi la note qui accompagne le titre de la loi du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791.

(3) Des mesures semblables ont été prises dans les lois de finances des 23—25 septembre 1814, art. 7, et 28 avril — 4 mai 1816, art. 6 et suiv. Voyez aussi l'ordonnance du 20—28 septembre 1816, sur le mode d'application du dégrèvement. Ce sont là des mesures purement temporaires et circonstancielles.

(4) Voyez la loi précédente et la note.

N° 149. = 29 pluviôse an 5 (17 février 1797). = *LOI qui détermine le mode d'exécution de celle du 16 vendémiaire dernier, relative aux créances et dettes des hospices civils* (1). (II, Bull. CVII, n° 1014; B., LXVII, 247.)

Art. 1^{er}. Le directeur général de la liquidation et les commissaires de la trésorerie nationale, continueront, chacun en ce qui le concerne, les liquidations et inscriptions de créances actives constituées seulement, ou rentes purement foncières, dues par des établissemens supprimés, appartenant à quelques uns des hospices civils, sur les productions déjà faites, ou celles qui pourraient l'être, des titres et pièces qui les établissent; à l'effet de quoi, lesdits hospices demeureront exceptés et relevés de toutes déchéances qui auraient pu être prononcées jusqu'à ce jour.

2. Les commissaires de la trésorerie nationale rétabliront au crédit desdits hospices, celles de leurs inscriptions au grand-livre ayant pour cause des créances constituées ou rentes foncières, et qui auraient pu être portées au compte de la république.

3. Le directeur général de la liquidation continuera la liquidation de toute la dette exigible des hôpitaux antérieure au 23 messidor an 2.

4. A l'égard de toutes les dettes exigibles postérieures à cette époque, jusqu'au 16 vendémiaire aussi dernier, elles seront acquittées sur les fonds particuliers qui y seront destinés.

5. Les titres des rentes perpétuelles et viagères dues par les hospices civils, qui ont été déposés à la trésorerie ou à la liquidation générale, seront restitués aux porteurs de bulletins de remise des titres, pourvu néanmoins qu'il n'ait été fait par les créanciers originaux aucun transfert des inscriptions provenant de leur liquidation: lesdits créanciers seront tenus de se présenter à la trésorerie nationale, dans les trois mois de la publication de la présente loi, à l'effet d'y remettre leur inscription, en consentir le transfert au compte de la république, et réclamer le titre de leur créance.

6. Immédiatement après cet échange, la trésorerie fera le transfert desdites inscriptions au profit de la république.

7. Les hospices civils seront tenus d'acquitter les intérêts desdites rentes, qui commenceront à courir au 1^{er} germinal an 5.

8. Les arrérages antérieurs audit jour 1^{er} germinal an 5, seront payés par la trésorerie nationale, de la même manière que l'ont été et le seront ceux des autres rentes dues par la république.

9. Au moyen de la restitution ordonnée par l'article 5, la trésorerie nationale n'ayant plus de titres à l'appui des paiemens qu'elle aura faits, il y sera suppléé par des extraits sommaires desdits titres, que les créanciers des hospices seront tenus de lui fournir, après les avoir certifiés véritables; et la comptabilité nationale allouera lesdits paiemens, sans exiger de la trésorerie d'autres pièces que lesdits extraits et les acquits des parties prenantes (2).

10. A l'égard des rentes précédemment inscrites et depuis transférées, et de celles au dessous de cinquante livres précédemment liquidées et déclarées remboursables, elles seront définitivement à la charge de la république, sans que les créanciers puissent former aucune action contre les hôpitaux.

(1) Voyez la loi du 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796), et les notes. Voyez aussi le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), concernant la liquidation de l'actif et du passif des hôpitaux, et les notes; et la loi du 16 messidor an 7 (4 juillet 1799), concernant l'administration des hospices civils, et les notes.

(2) Rapporté par la loi du 9 prairial an 5 (28 mai 1797), art. 1^{er}.

N° 150. = 30 pluviöse an 5 (18 février 1797). = *LOI portant que les sommes versées dans les caisses des receveurs des consignations, seront restituées en mêmes espèces* (1). (II, Bull. CVII, n° 1015 ; B., LXVII, 252.)

Art. 1^{er}. Les sommes versées dans les caisses des receveurs des consignations, seront restituées en mêmes espèces qu'elles ont été reçues.

2. Ceux des receveurs qui, en exécution de la loi du 23 septembre 1793, ont versé dans la caisse nationale les sommes consignées, dans les mêmes espèces qu'ils les ont reçues, sont valablement libérés.—Il en est de même de ceux qui pourront justifier avoir été contraints, pendant des temps de troubles, par autorité ou violence légalement constatée, de changer contre du papier le numéraire qui était dans leurs caisses : dans ce cas, ils ne sont tenus qu'à représenter les sommes échangées, dans les mêmes espèces de papier qu'ils auraient été forcés de les recevoir.—Dans les deux cas ci-dessus, les parties intéressées exerceront leurs droits contre la nation ou contre tout autre particulier rétentionnaire de leurs fonds, comme elles auraient pu le faire contre le receveur lui-même.

3. Les receveurs des consignations qui ont payé en assignats ou mandats, à-compte ou pour solde, des sommes déposées en numéraire métallique, ne seront libérés que jusqu'à concurrence de la valeur numéraire métallique que représentait le papier-monnaie, à la date du paiement qu'ils justifieront avoir fait sur chaque dépôt, et suivant la fixation qui sera déterminée par la loi sur les transactions particulières.

4. Les receveurs des consignations resteront dépositaires de ce qu'ils peuvent devoir sur chaque dépôt, et ne pourront se libérer qu'envers les parties intéressées, en se conformant aux lois sur les consignations.

5. Les arrêtés de liquidation et intérêts d'iceux des ci-devant offices de receveurs des consignations, pourront être donnés par lesdits receveurs en paiement de ce qu'ils devront à la nation pour des sommes consignées en espèces métalliques.

6. Tout dépositaire de justice sera contraint par corps à la restitution du dépôt qui lui aura été confié.

7. Les lois contraires à la présente sont rapportées.

N° 151. = 1^{re} ventose an 5 (19 février 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la clôture des registres contenant les demandes en radiation de la liste des émigrés* (2). (II, Bull. CVII, n° 1016.)

Art. 1^{er}. Les administrations centrales de département, à l'instant de la réception du présent arrêté, se feront représenter le registre sur lequel doivent se trouver inscrites les demandes en radiation de la liste des émigrés présentées soit aux administrations de département, soit aux ci-devant administrations de district.

(1) Cette loi a eu pour cause la différence de valeur entre le papier-monnaie et les espèces métalliques : elle peut encore s'appliquer aux versements faits pendant le cours forcé du papier-monnaie ; mais elle ne saurait concerner ceux faits depuis la cessation de ce cours forcé. Aussi, les lois subséquentes, sur la consignation, n'ont-elles pas reproduit ses dispositions. On ne reçoit plus aujourd'hui dans les caisses que des espèces métalliques, et le remboursement doit être fait en même nature.

(2) Voyez, sur les formalités des demandes et de jugement des demandes en radiation de la liste des émigrés, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, concernant le séquestre des biens des émigrés.

2. Si lesdits registres ne sont pas arrêtés, il sera procédé sur-le-champ à leur clôture.

3. Il sera tenu procès-verbal de l'exécution des deux articles qui précèdent, ainsi que de l'état où les registres se seront trouvés ; ce procès-verbal sera adressé, dans les vingt-quatre heures, au ministre de la police, par le commissaire du directoire exécutif.

4. Il sera fait en outre, sans délai, un état indicatif des noms de chaque réclamant : cet état sera aussi adressé au ministre de la police par le commissaire du pouvoir exécutif, dans le délai de trois jours.

5. Le ministre de la police générale, chargé de l'exécution du présent arrêté, mettra sous les yeux du directoire, dans un mois, date de ce jour, le relevé des administrations et des commissaires du pouvoir exécutif qui ne se seraient point conformés aux dispositions qui précèdent.

N° 152. = 2 ventose an 5 (20 février 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui destitue deux fonctionnaires publics, et ordonne qu'ils seront poursuivis comme prévenus de fabrication de fausse loi. (II, Bull. CVII, n° 1018.)

N° 153. = 2 ventose an 5 (20 février 1797). = **LOI** relative à l'emploi des arrérages de rentes et pensions dus pour le second semestre de l'an 4. (II, Bull. CVII, n° 1019 ; B., LXVII, 259.)

Art. 1^{er}. Le quart du second semestre de l'an 4, des arrérages des rentes et pensions, payable en numéraire aux termes de la loi du cinquième jour complémentaire an 4, pourra être employé, pour les parties qui n'auraient pas encore été acquittées, en paiement de la portion des domaines nationaux vendus ou à vendre en exécution de la loi du 16 brumaire an 5, qui doit être payée en numéraire et en obligations à souscrire par les acquéreurs.

2. Les trois autres quarts dudit semestre pourront être employés en paiement de la seconde partie du prix des domaines nationaux qui est payable en titres de créances sur la république.

3. Pour l'exécution des deux articles précédens, les rentiers et pensionnaires fourniront à la trésorerie deux quittances, l'une du quart, l'autre des trois quarts des arrérages du semestre : et il leur sera délivré, en échange, un récépissé du montant du quart, admissible dans la partie payable en numéraire et obligations, et un autre récépissé de la valeur des trois quarts, admissible sur la partie payable en créances sur la république (1).

4. Les récépissés délivrés seront au porteur ; ils pourront être remis en paiement par tous acquéreurs de biens nationaux, même autres que le propriétaire de la rente. La valeur des récépissés du quart sera déduite sur la totalité de la première partie du paiement ; elle réduira jusqu'à due concurrence, et proportionnellement, le montant des paiemens à faire en numéraire et des obligations à souscrire par l'acquéreur.

5. Les rentiers et pensionnaires qui sont dans le cas d'être payés dans les départemens, remettront aux payeurs des départemens les quittances mentionnées en l'article 3 : lesdits payeurs leur remettront des récépissés provisoires, qui seront échangés contre des récépissés de la trésorerie, délivrés sur l'envoi des quittances.

6. Lorsque les récépissés seront présentés en paiement des domaines na-

(1) Voyez, sur le mode de paiement du prix des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790 : elles résument la matière.

tionaux, les receveurs, en cas de doute sur leur validité, pourront, avant de donner leur quittance définitive, les envoyer à la trésorerie pour être vérifiés.

7. Les dispositions contenues aux articles précédens s'appliqueront, après le 1^{er} germinal prochain, aux arrérages dus pour le premier semestre de l'an 5.

8. Il n'est point, au surplus, dérogé aux dispositions de la loi du 5^e jour complémentaire an 4 et de celle du 15 vendémiaire an 5, lesquelles continueront à être exécutées pour le dernier semestre de l'an 4, et le seront pour le premier semestre de l'an 5; à l'égard des rentiers et pensionnaires qui préféreront de toucher en numéraire le quart des arrérages qui leur sont ou seront dus : ils pourront néanmoins disposer des trois autres quarts en la manière énoncée aux articles 2, 3 et 4 de la présente loi.

9. Les commissaires de la trésorerie enverront à la fin de chaque mois, au corps législatif, l'état des sommes qu'ils auront en réserve pour le paiement des rentes et pensions, et l'état des paiemens qui doivent balancer la recette.

10. Le montant des récépissés délivrés pour le quart en numéraire sur les acquisitions de domaines nationaux, sera déduit, mois par mois, sur le sixième des perceptions affecté auxdits rentiers et pensionnaires d'après les états qui seront dressés par la trésorerie.

N^o 154. = 3 ventose an 5 (21 février 1797). = *LOI relative à la nomination des places d'officiers dans la gendarmerie nationale* (1). (II, Bull. CVII, n^o 1020 ; B., LXVII, 264.)

N^o 155. = 4 ventose an 5 (22 février 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la manière de juger les embaucheurs* (2). (II, Bull. CVII, n^o 1021.)

Vu par le directoire exécutif le rapport du ministre de la justice, dont la teneur suit : — Citoyens directeurs, toujours pénétrés d'un saint respect pour les lois dont l'exécution vous est confiée, toujours attentifs aux réclamations que l'on vous adresse en leur nom, vous m'avez chargé, le 2 de ce mois, de vous faire un rapport sur un mémoire publié par les parens et le défenseur de *Charles-Honorine Berthelot de la Villeurnoy*, et dans lequel sont attaqués les principes qui vous ont déterminés, le 14 pluviôse dernier (3), à renvoyer celui-ci devant le conseil de guerre de la 17^e division militaire,

(1) Les conditions et le mode de la nomination aux places d'officiers dans la gendarmerie nationale ont été réglés par plusieurs lois subséquentes. Voyez, notamment, celle du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), art. 14 et suiv.

Voyez, au surplus, sur l'organisation de la gendarmerie, les notes qui accompagnent le titre du décret du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791.

(2) Voyez, sur cette matière, la loi du 4 nivose an 4 (25 décembre 1795), et les notes qui résument la législation, tant sur les peines à infliger aux embaucheurs que sur le mode de jugement de ce crime.

(3) L'arrêté du 14 pluviôse est ainsi conçu :

« Le directoire exécutif, vu : — 1^o Le procès-verbal d'arrestation des nommés *Dunan*, *Brottier* et *Berthelot de la Villeurnoy*, dressé, le 11 de ce mois, par le commissaire de police de la section du Pont-Neuf de la commune de Paris, par suite du mandat d'amener décerné contre eux « le même jour par les membres du bureau central ; — 2^o Les pièces annexées à ce procès-verbal ; — « 3^o Le rapport fait le 12 de ce mois, par le ministre de la police générale ; — Considérant que les « nommés *Théodore Dunan*, *André Charles Brottier*, *Charles-Honorine Berthelot de la Villeurnoy* et le nommé *Poly*, sont prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure « de la république, de complots et de manœuvres tendant au rétablissement de la royauté, et « d'intelligences tant avec les puissances ennemies qu'avec les Français rebelles à leur patrie et « armés pour le renversement de la constitution ; — Considérant qu'il résulte des pièces saisies sur « les prévenus, et des renseignemens acquis sur leur conduite avant comme depuis leur arrestation,

pour y être jugé comme prévenu d'embauchage. — En m'imposant cette nouvelle tâche, citoyens directeurs, votre intention a été, sans doute, de rapporter votre arrêté, s'il vous est démontré que les lois n'en avouent pas les dispositions, et de le maintenir dans le cas contraire. Vous ne pouviez pas manifester, aux yeux de tout homme de bonne foi, une impartialité plus digne du grand caractère dont la constitution vous a investis; et je n'ai rien négligé, dans l'examen du mémoire dont il s'agit, pour répondre à vos sages et justes vues. — Ce mémoire, d'après l'analyse que j'en ai faite, m'a paru se réduire aux questions suivantes: — 1^o Y a-t-il ici prévention d'embauchage? — 2^o L'embauchage commis par un citoyen français non militaire est-il de la compétence des conseils de guerre créés par la loi du 13 brumaire dernier? — 3^o Lorsqu'avec les preuves ou commencemens de preuves d'embauchage concourent les preuves ou commencemens de preuves d'une conspiration tendant au renversement de la république, peut-on séparer le jugement de l'embauchage du jugement de la conspiration, attribuer l'un au conseil de guerre désigné par la loi du 13 brumaire dernier, et renvoyer les prévenus de l'autre qui ne le sont pas d'embauchage, devant les juges ordinaires? — C'est à ces trois questions que se rapportent tous les détails du mémoire de *Charles-Honorine Berthelot de la Villeurnoy*; et c'est en les discutant l'une après l'autre, que je vais apprécier les raisonnemens qu'on oppose à votre arrêté du 14 pluviôse.

§ 1^{er}. — Y a-t-il ici prévention d'embauchage?

« Pour qu'il y ait embauchage, dit l'auteur du mémoire, il faut le concours de deux choses : la première, que l'embaucheur éloigne les troupes de leurs drapeaux; la seconde, que ce soit pour les faire passer à l'ennemi, « à l'étranger ou aux rebelles » : et c'est dans l'article 2 de la loi du 4 nivôse an 4, qu'il prétend puiser ces deux conditions. — C'est effectivement par cette loi qu'est prescrite la seconde; mais il n'est pas vrai qu'elle exige la première. — La loi du 4 nivôse, en effet, répute embaucheur, non seulement celui qui éloignera, mais encore celui qui cherchera à éloigner les troupes de leurs drapeaux, pour les faire passer à l'ennemi, à l'étranger ou aux rebelles. Elle assimile, par conséquent, la tentative de l'embauchage à l'embauchage consommé; et à cet égard, elle ne fait qu'appliquer à ce délit le principe général qui depuis a été rendu commun à tous les crimes par la loi du 22 prairial suivant. — Quant à la seconde condition, l'auteur du mémoire prétend que, « puisque les rebelles qui étaient armés contre les républicains sont rentrés dans leurs devoirs, il est impossible d'accuser Ber-

« que, pour parvenir à leur coupable but, ils étaient chargés par les instructions, trouvées sur eux, de *Louis-Stanislas-Xavier*, frère du dernier roi des Français, de détacher de la république des généraux et officiers des armées républicaines, et qu'ils ont fait des démarches et des actes analogues à ces instructions, notamment en tentant d'embaucher le commandant des grenadiers de la représentation nationale, celui du 21^e régiment de dragons et leurs corps respectifs, et en embauchant plusieurs citoyens pour le service du soi-disant *Louis XVIII*. — Considérant que l'art. 11 du tit. 1^{er} du Code pénal militaire, du 12 mai 1793, et l'art. 1^{er} du tit. IV du Code des délits et des peines pour les troupes de la république, du 21 brumaire dernier, rangent expressément les embaucheurs et leurs complices parmi ceux qui doivent être punis des peines déterminées par les lois pénales militaires; qu'aux termes de l'art. 6 de la loi du 4 nivôse an 4, tout embaucheur pour l'ennemi, pour l'étranger ou pour les rebelles, doit être jugé par un conseil militaire; et que l'art. 9 de la loi du 13 brumaire dernier, sur la manière de procéder au jugement des délits militaires, déclare expressément les embaucheurs justiciables des conseils de guerre, substitués par cette loi aux conseils militaires précédemment établis: — Après avoir entendu le ministre de la justice, — Arrête que les pièces et renseignemens relatifs aux prévenus ci-dessus dénommés, seront remis au général commandant la 1^{re} division militaire, pour être par lui procédé ainsi qu'il est prescrit par l'art. 12 de la loi précitée du 13 brumaire dernier. »

« *thelot de la Villeurnoy* d'avoir voulu faire passer aux rebelles aucun « défenseur de la patrie. » — Ce n'est donc pas un *rebelle* que ce prétendu *Louis XVIII*, au nom et en vertu des pouvoirs duquel se sont tramées les manœuvres si heureusement découvertes le 11 pluviôse dernier! — Ce n'est donc pas un rebelle que ce *Condé*, qui unit ses armes à celles de l'Autriche pour rétablir en France le despotisme monarchique, et avec lui la féodalité, la dime, les corvées, la servitude mainmorteable, la gabelle, les aides, la taille, le taillon, etc.! — Ce n'est donc pas un rebelle que ce *Précy*, que les instructions du soi-disant roi de *Dunan*, de *Brottier*, de *Berthelot* et de leurs affidés, présentent comme travaillant au même but dans une autre partie de la France! — Ce n'est donc pas un rebelle que ce *Puisaye*, qui, dans la proclamation envoyée par le directoire au corps législatif le 1^{er} de ce mois, jure de ne quitter les armes qu'après avoir rétabli *Louis XVIII* dans toute la plénitude de sa puissance et de sa gloire! — Et chercher à détacher de la république les braves défenseurs qui ont jusqu'à présent combattu si glorieusement pour elle, pour leur faire partager les crimes de ces irréconciliables ennemis de la souveraineté nationale, ce n'est pas manœuvrer pour des rebelles, ce n'est pas embaucher!... vous me dispenserez sans doute, citoyens directeurs, de réfuter un pareil argument.

§ II. — L'embauchage commis par un citoyen français, non militaire, est-il de la compétence des conseils de guerre créés par la loi du 13 brumaire dernier?

Sur cette question, je pourrais me renfermer dans une seule observation, qui, certes, sera toujours décisive pour quiconque sait apprécier les décisions suprêmes des pouvoirs constitutionnels; c'est que le conseil des cinq-cents, auquel seul appartient l'initiative de toute interprétation ou modification de la loi, a rejeté, le 17 pluviôse dernier, la réclamation élevée dans son propre sein contre l'application de l'article 9 de la loi du 13 brumaire précédent aux citoyens français non militaires prévenus d'embauchage. S'il n'est pas évident, d'après une résolution aussi précise, qu'il a été dans l'intention des auteurs même de la loi du 13 brumaire an 5, de faire juger par les conseils de guerre les citoyens non militaires qui auraient trempé dans un crime de cette nature, il faut rayer le mot *évidence* de notre dictionnaire, et arborer le scepticisme le plus universel. — Mais puisqu'on ose s'élever même contre la décision du conseil des cinq-cents, je vais, et bien surabondamment sans doute, raisonner comme si elle n'existait pas, et que la question fût encore entière. — Je l'ai déjà dit dans mon rapport du 14 pluviôse, l'article 9 de la loi du 13 brumaire an 5 soumet à la juridiction des conseils de guerre, — 1^o Les militaires, — 2^o Les individus attachés à l'armée ou à sa suite, — 3^o Les embaucheurs, — 4^o Les espions, — 5^o Les habitants du pays ennemi occupé par les troupes de la république, pour les délits dont la connaissance est attribuée au conseil de guerre. — Faut-il que les *embaucheurs* soient militaires ou attachés à l'armée, pour que cet article s'exécute à leur égard? non; car alors leur seule qualité de *militaires* ou d'*attachés à l'armée* les rendrait justiciables du conseil de guerre; et il serait aussi ridicule qu'inutile de parler spécialement des *embaucheurs*, si ce n'était pas pour les assujétir comme tels, et indépendamment de toute autre circonstance, à la juridiction de ce conseil. — L'auteur du mémoire est forcé de rendre hommage à cette vérité, aussi constante que palpable; mais il prétend, — 1^o Que l'article 9 de la loi n'a été fait que pour les pays ennemis occupés par les troupes de la république, ou du moins pour le cas où ces troupes sont en présence de l'ennemi; — 2^o Qu'il ne peut s'appliquer

qu'aux embaucheurs qui ne jouissent pas des droits de citoyens français, parce que ceux qui jouissent de ces droits ne peuvent, aux termes de l'article 237 de la constitution, être condamnés à une peine afflictive ou infamante que sur une déclaration de jurés. — La première objection est détruite par la loi même. L'article 1^{er} veut « qu'il soit établi un conseil de guerre permanent dans chaque division d'armée et dans chaque division de troupes employées dans l'intérieur » : et bien sûrement les conseils de guerre dont parle l'article 9, sont les mêmes que ceux dont l'établissement est ordonné par l'article 1^{er}. — La seconde objection n'est pas plus spécieuse. L'article 237 de la constitution n'est pas particulier aux citoyens français ; il est commun à tous les individus, français ou non, qui sont jugés en France pour faits criminels. « Nulle personne (porte-t-il) ne peut être jugée que sur une accusation admise par des jurés, etc. » Aussi, tous les jours, nos tribunaux criminels jugent-ils par des jurés, des étrangers et des Français qu'une condamnation précédente aux fers, à la gêne ou à la détention a dépouillés du droit de cité ; et il serait impossible qu'ils les jugeassent autrement. Ainsi, vouloir que l'article 9 de la loi du 13 brumaire dernier ne puisse pas s'appliquer aux citoyens français qui embauchent des troupes républicaines, c'est prétendre, en d'autres termes, qu'il ne peut s'appliquer à aucun embauteur, fût-il autrichien ou anglais : c'est par conséquent paralyser la volonté du législateur, effet toujours nécessaire de ce genre de cavillation, qui fait dire aux lois plus ou moins qu'elles ne disent réellement. — Qu'importe que la loi du 13 brumaire, ainsi entendue, soit contraire à celle du 22 septembre — 29 octobre 1790, au Code pénal du 25 septembre — 6 octobre 1791, à la loi du 30 septembre — 19 octobre de la même année, à la loi du 25 — 26 juillet 1792, au Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4, à la loi du 22 messidor suivant ? Dès que la loi du 13 brumaire ne peut pas être entendue autrement que je viens de l'exposer, que faut-il conclure de cette contrariété, en partie réelle et en partie supposée ? rien autre chose, si ce n'est qu'on ne peut suivre ici que la loi du 13 brumaire : car il n'est pas besoin sans doute de prouver que, dans le concours de lois qui se contrarient, l'obéissance est essentiellement due à la plus récente. C'est la une de ces maximes si triviales, que jamais on ne s'est avisé de les mettre en problème. — C'est donc bien inutilement qu'on invoque ici, et l'article de la loi du 22 septembre — 29 octobre 1790, qui interdisait aux tribunaux militaires la connaissance des délits commis par des citoyens qui ne font pas partie de l'armée ; et l'article de la loi du 30 septembre — 19 octobre 1791, qui confirmait cette interdiction ; et l'article de la loi du 25 — 26 juillet 1792, qui n'attribuait la connaissance de l'embauchage aux tribunaux militaires, que dans les cas où des militaires en étaient seuls prévenus ; et l'article de la loi du 22 messidor an 4, qui restituait aux tribunaux ordinaires la compétence dont ils avaient été investis par les lois des 22 septembre — 29 octobre 1790 et 30 septembre — 19 octobre 1791, et dont les avaient privés deux lois intermédiaires, l'une du 4 brumaire an 4, l'autre du 4 nivôse suivant. Toutes les inductions qu'on cherche à tirer de ces lois, viennent échouer contre l'article 9 de la loi du 13 brumaire an 5, qui, par une disposition précise, lumineuse et exclusive de toute distinction, soumet les embaucheurs, quoique non militaires ni attachés aux armées, à la juridiction des conseils de guerre. — Lorsque, à l'exemple des lois des 22 septembre — 29 octobre 1790 et 30 septembre — 19 octobre 1791, la loi du 22 messidor an 4 eut établi en principe général que nul individu non militaire ne pourrait être traduit devant un tribunal militaire, s'avisa-t-on de dire que,

cette loi ne dérogeant pas expressément à celle du 4 nivose an 4, les tribunaux militaires devaient, en vertu de cette dernière loi, continuer de juger les embaucheurs et ceux qui recélaient les déserteurs ? Non ; il parut alors suffisant, pour remettre ceux-ci sous la juridiction des tribunaux ordinaires, que la loi nouvelle fût en opposition avec la loi antérieure. Pourquoi donc aujourd'hui raisonnerait-on, à l'égard de la loi du 13 brumaire an 5, comparée à celle du 22 messidor an 4, autrement qu'on ne le fit alors à l'égard de la loi du 22 messidor an 4, comparée à celle du 4 nivose précédent ? — Au surplus, rien n'est moins exact que les inductions que l'on tire du Code pénal du 25 septembre — 6 octobre 1791, et du Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4. — On peut bien conclure de leurs dispositions sur l'embauchage, que le conseil de guerre, en jugeant un conspirateur convaincu d'embauchage, est obligé de lui infliger la peine prononcée par l'un et l'autre Code, et qu'on retrouve littéralement dans les lois du 4 nivose an 4 et du 21 brumaire an 5 ; mais inférer de là que le conseil de guerre est incompetent pour connaître du crime d'embauchage, c'est s'élever au dessus de la loi du 13 brumaire an 5 ; c'est vouloir abroger une loi nouvelle par les lois qui l'ont précédée. Au reste, de ce qu'un crime est puni, soit par le Code pénal de 1791, soit par le Code des délits et des peines de l'an 4, s'ensuit-il qu'il ne puisse être jugé que par un tribunal ordinaire ? non : il en résulte seulement que si les lois du 12 mai 1793, du 4 nivose an 4 et du 21 brumaire an 5, n'avaient pas déterminé la peine qui doit être infligée à l'embauchage, le conseil de guerre serait obligé, en condamnant un embaucheur, de recourir à ces deux Codes ; car l'article 18 du titre XIII de la loi du 3 pluviose an 2, auquel se réfère encore l'article 22 du titre VIII de la loi du 21 brumaire an 5, porte que « dans les cas non prévus par les lois militaires, les tribunaux criminels militaires appliqueront les peines énoncées dans les lois pénales ordinaires, lorsque le délit s'y trouvera classé. — Mais on ne se borne pas ici à invoquer les lois antérieures à celle du 13 brumaire an 5, et qui, ou sont rapportées par elle, ou ne contiennent rien qui ne puisse s'allier avec le droit qu'elle attribue au conseil de guerre de juger les embaucheurs, même non militaires et jouissant des droits de citoyens français. On va plus loin encore, et l'on prétend trouver dans une loi postérieure, dans celle du 21 du même mois de brumaire, la preuve qu'un citoyen français non militaire ne peut pas, pour fait d'embauchage, être traduit devant un conseil de guerre ; et cette preuve, on la tire de l'article 7 du titre II, portant que « tout habitant de l'intérieur de la république qui sera convaincu d'avoir recélé la personne d'un déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque autre manière, soustrait aux recherches et poursuites ordonnées par la loi, sera dénoncé à l'accusateur public de son département, poursuivi devant le tribunal criminel, et puni de deux ans de gêne ; et de deux ans de fers, s'il a recélé le déserteur avec armes et bagages ». — Que résulte-t-il donc de cet article ? une seule chose ; c'est que le fauteur de la désertion qui n'est pas militaire, non seulement ne perd pas le droit qu'il tient de la loi du 22 messidor an 4, d'être jugé par un tribunal criminel, mais qu'il ne peut même pas être puni aussi sévèrement qu'il le serait s'il était militaire. Or, rapprochez de cette disposition l'article 1^{er} du titre IV de la loi du 21 brumaire an 5, et voyez si celui-ci, en punissant l'embauchage, distingue également entre le prévenu militaire et le prévenu non militaire. Il est certain qu'on n'y trouve aucune trace d'une pareille distinction : donc le législateur a voulu, dans la loi du 21 brumaire an 5, séparer la condition de l'embaucheur de celle du fauteur de la désertion ; donc il est absurde d'argumenter de l'une à l'autre. — Cette

vérité deviendra plus sensible encore, si nous remontons à la loi du 4 nivose an 4 : cette loi prononce des peines, — Contre l'embaucheur, — Contre celui qui, « sans être embaucheur pour l'ennemi, l'étranger ou les rebelles, « engagerait cependant les défenseurs de la patrie à quitter leurs drapeaux » ; — Contre celui qui, « en donnant asile à un déserteur, chercherait à le dérober aux poursuites et recherches ordonnées par la loi ». — Et elle ajoute aussitôt : « Les prévenus des délits ci-dessus énoncés seront jugés par un « conseil militaire ». — Ainsi, dans l'esprit comme suivant la lettre de cette loi, les auteurs de désertion étaient, aussi bien que les embaucheurs, justiciables des tribunaux militaires. — La loi du 21 brumaire an 3, conformément au principe général établi par celle du 22 messidor an 4, a rendu à leurs juges ordinaires les auteurs de désertion qui n'appartiennent pas à l'armée ; mais elle n'a pas étendu cette règle aux embaucheurs ; elle a, au contraire, par sa relation avec la loi du 13 du même mois, retenu expressément ceux-ci sous la juridiction des conseils de guerre ; et, comme l'on voit, cette différence de dispositions entre les uns et les autres, loin de ramener les seconds à la condition des premiers, ne fait que rendre plus sensible et plus saillante la compétence des conseils de guerre à leur égard. — Ce n'est pas, au reste, sans raison, qu'a été établie cette différence. — Lorsque, sacrifiant les grands intérêts de la patrie à un mouvement de sensibilité pour un militaire coupable de désertion, un individu lui donne asile et le dérobe aux poursuites dont il est l'objet, cet individu ne sort pas de son caractère de simple citoyen : il commet un délit sans doute, mais il n'y a dans ce délit rien de militaire ; au lieu que l'embaucheur est, par la nature même de ses opérations, agent militaire de la puissance ou du parti en faveur duquel il cherche à détacher des soldats de leurs drapeaux ; c'est sur l'armée même qu'il agit, et par cela seul il doit être jugé comme tous les prévenus de délits commis à l'armée. — Voilà, il n'en faut pas douter, ce qui a déterminé le corps législatif à placer les embaucheurs indistinctement sous la juridiction des conseils de guerre, tandis qu'il renvoyait devant les tribunaux criminels les auteurs de désertion non militaires ; et cette observation répond d'avance à la longue argumentation qui, dans le mémoire que j'examine, est fondée sur l'article 237 de l'acte constitutionnel. — Oui, l'article 237 de l'acte constitutionnel veut que, « en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, nulle personne ne puisse être jugée que sur une « accusation admise par les jurés. . . » — Mais l'article 290 de la constitution veut aussi que « l'armée de terre et de mer soit soumise à des lois particulières pour la discipline, la *forme des jugemens* et la nature des peines » ; et c'est bien là sans doute une exception à la règle générale établie par l'article 237. — Et qu'on ne dise pas que cette exception est restreinte aux délits commis par les individus qui composent l'armée ! elle est évidemment commune à tous les délits qui peuvent se commettre dans l'armée, n'importe quels en soient les auteurs ; et c'est ce que fait très clairement sentir l'article 14 du Code des délits et des peines an 4, lorsque, d'après l'article 290 de la constitution, il dit que « les délits qui se commettent « *dans l'armée de terre et de mer, sont soumis à des lois particulières pour « la forme des procédures et des jugemens, et pour la nature des peines* ». — Ainsi l'embauchage, qui se commet essentiellement *dans l'armée*, et qui ne peut par sa nature se commettre ailleurs, est évidemment excepté de l'article 237 de la constitution, par l'article 290 de la constitution elle-même. — Ce que le législateur, en vertu de ce dernier article, a fait par la loi du 13 brumaire an 5, relativement aux embaucheurs et aux espions, il l'a fait également par l'article 598 du Code des délits et des peines et par la loi du

24 fructidor an 4, relativement aux rebelles pris dans des rassemblemens armés. Assurément ces rebelles ne font pas partie de l'armée républicaine; mais ils agissent sur elle, et il n'en faut pas davantage pour les rendre justiciables des conseils de guerre. Ainsi l'ont déclaré formellement les deux lois que je viens de citer; et l'on n'a pas oublié que c'est d'après la volonté bien prononcée de ces lois, que les rebelles arrêtés, le 24 fructidor an 4, au camp de Grenelle, ont été jugés militairement. — La loi du 13 brumaire an 5 n'est pas moins positive à l'égard des embaucheurs, que celles des 3 brumaire et 24 fructidor an 4 ne le sont à l'égard des rebelles. Pourquoi donc serait-elle exécutée avec moins de précision? et par quel secret trouverait-on dans la première une inconstitutionnalité qu'on n'a pas reprochée aux deux autres?

§ III. — Lorsque, avec les preuves ou commencemens de preuves d'embauchage, concourent les preuves ou commencemens de preuves d'une conspiration tendant au renversement de la république, peut-on séparer le jugement de l'embauchage du jugement de la conspiration, attribuer l'un au conseil de guerre désigné par la loi du 13 brumaire an 5, et renvoyer les prévenus de l'autre, qui ne le sont pas d'embauchage, devant les juges ordinaires?

Sur cette troisième question, l'auteur du mémoire invoque des principes vrais, mais qui perdent tout leur mérite faute d'avoir celui de l'a-propos. — En thèse générale, nul doute que l'instruction d'une procédure qui embrasse plusieurs délits connexes ou plusieurs coprévenus, ne soit indivisible. — Mais conclure de là que le conseil de guerre est incompétent pour connaître du crime d'embauchage, sous prétexte que ce crime fait partie d'une conspiration dont il est l'un des moyens, c'est vouloir qu'en aucun cas le conseil de guerre ne puisse juger des embaucheurs, puisqu'il n'est aucun cas où l'embauchage soit pratiqué à d'autres fins que de conspirer contre le gouvernement au préjudice duquel on le met en œuvre; c'est par conséquent, en d'autres termes, soutenir que la loi du 13 brumaire an 5 n'est pas une loi. — Qu'on objecte donc, tant que l'on voudra, que l'embauchage n'est qu'un acte, et, en quelque sorte, qu'une branche de la conspiration; la réponse à cette objection se trouve dans les lois relatives à la juridiction militaire, et dans la manière dont elles ont constamment été exécutées jusqu'à ce jour. — La juridiction militaire, étant une juridiction d'exception, ne connaît que des objets qui lui sont expressément attribués par la loi: mais aussi elle en connaît nonobstant leur connexité avec d'autres objets qui ne sont pas de son ressort, lorsqu'ils peuvent en être séparés. — C'est ce que prouvent et la loi du 30 prairial an 3, sur les rassemblemens armés, et la loi du 1^{er} vendémiaire an 4, sur la manière de juger les rebelles, et la loi du 13 brumaire dernier, sur la manière de procéder au jugement des délits militaires. — La première a pour objet des rassemblemens, qui certainement sont des actes de conspiration, ou, pour mieux dire, l'exécution de la conspiration même. Eh bien! ordonne-t-elle que les individus pris dans ces rassemblemens seront jugés par les tribunaux ordinaires, soit avec ceux dont ils ont exécuté les plans criminels, soit avec les complices de ces derniers, soit enfin avec les individus qui ont fait, comme eux, partie des rassemblemens, mais qui n'y ont pas été saisis immédiatement et qu'on n'a arrêtés qu'après coup? non: elle veut au contraire, formellement, qu'ils soient jugés par le tribunal militaire, sauf à faire juger les autres par le tribunal criminel. — Et voilà pourquoi, dans l'affaire du camp de Grenelle, les individus qui furent pris dans le rassemblement, n'eurent point d'autres juges que le conseil militaire du Temple, tandis que leurs complices pris hors du rassemblement, furent renvoyés devant les juges ordinaires. — La seconde

loi, c'est-à-dire celle du 1^{er} vendémiaire an 4, applique aux rebelles toutes les dispositions de celle du 30 prairial an 3 : ainsi, même raisonnement sur l'une que sur l'autre. — La troisième enfin attribue au conseil de guerre le jugement de l'espionnage. Bien sûrement l'espionnage est un acte de conspiration, et il est impossible qu'il se pratique à d'autres fins que de conspirer contre le gouvernement : il est même textuellement compris dans l'article 4 de la première section du titre I^{er} de la seconde partie du Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791. Cependant, le prévenu d'espionnage est jugé militairement ; et il est jugé sur ce fait isolé, quoique tenant à d'autres qui peuvent être de la compétence exclusive des juges ordinaires. — Ce que la loi du 13 brumaire dernier dit de l'espionnage, elle le dit également de l'embauchage ; elle ne met entre ces deux délits aucune différence, quant à la manière de les juger et de les punir. On ne peut donc pas appliquer aux dispositions qu'elle contient sur celui-ci, une exception qui ne saurait s'adapter à celui-là : elle est générale et indéfinie à l'égard de l'un comme à l'égard de l'autre ; elle doit donc, à l'égard de l'un comme à l'égard de l'autre, s'exécuter généralement et indéfiniment. — A ces raisons péremptoires, citoyens directeurs, se joint encore l'autorité du conseil des cinq-cents, qui, dans sa séance du 17 pluviôse, a rejeté la réclamation dont j'ai déjà parlé, et que l'on fondait spécialement sur ce que l'embauchage imputé à *Dunan*, *Brottier*, *Berthelot*, *Poly*, etc., n'étant qu'une branche de la conspiration, on ne pouvait en séparer le jugement de celui du corps de la conspiration même ; et c'est assez, sans doute, pour vous déterminer à persister dans votre arrêté du 14 pluviôse. — Paris, 4 ventose an 5.

Le ministre de la justice, signé MERLIN.

Le directoire exécutif, persistant dans son arrêté du 14 pluviôse dernier, arrête que le rapport ci-dessus sera imprimé et inséré au Bulletin des lois.

N^o 156. = 5 ventose an 5 (23 février 1797). = *LOI qui ordonne la clôture des rôles de l'emprunt forcé.* (II, Bull. cviii, n^o 1036 ; B., LXVII, 272.)

N^o 157. = 5 ventose an 5 (23 février 1797). = *LOI et INSTRUCTION sur les assemblées primaires, communales et électorales* (1). (II, Bull. cxiv bis, n^o 1097 bis ; B., LXVII, 273.)

N^o 158. = 6 ventose an 5 (24 février 1797). = *LOI qui fixe l'indemnité des jurés en cas de déplacement* (2). (II, Bull. cviii, n^o 1039 ; B., LXVII, 334.)

Art. 1^{er}. Les articles 1 et 2 de la loi du 16 août 1793, relative aux indemnités accordées aux jurés, sont rapportés.

2. Il sera payé, comme par le passé, aux jurés d'accusation et de jugement qui se déplaceront, trois livres par chaque jour de séance, et de plus quinze sous par lieue pour se rendre au tribunal, et autant pour retourner à leur domicile.

(1) Voyez, sur le mode de tenue et les fonctions de ces assemblées, le tit. III, chap. 1^{er}, sect. II et suiv., de la constitution du 3—14 septembre 1791, et les notes qui résument la législation jusqu'à présent. Comme la présente loi et l'instruction qui la suit ont été abrégées par l'art. 3 de la loi du 18 ventose an 6 (8 mars 1798), il est inutile de les insérer ici.

(2) Cette indemnité avait été fixée provisoirement en assignats par la loi du 5 pluviôse an 4 (25 janvier 1796). Voyez l'art. 35 et les art. 90 et suiv. du tarif des frais en matière criminelle, du 28 juin 1811, qui forment le dernier état de la législation sur la matière.

N° 159. = 7 ventose an 5 (25 février 1797). = **RAPPORT**, *approuvé par le directoire exécutif, sur la faculté d'exercer les droits de citoyen, considérée relativement aux individus inscrits sur la liste des émigrés, ou qui, après avoir été bannis de France, se sont retirés dans les pays réunis* (1). (II, Bull. cVIII, n° 1041.)

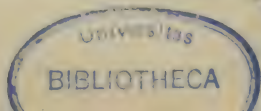
Vu par le directoire exécutif le rapport du ministre de la justice, dont la teneur suit : — Citoyens directeurs, vous m'avez annoncé, par une lettre du 2 de ce mois, que vous aviez reçu plusieurs pétitions tendant à savoir, — 1° Si les individus dont les noms sont inscrits sur la liste des émigrés, et sur les réclamations desquels il n'a pas encore été statué définitivement, jouissent des droits de citoyen, et peuvent exercer ces droits en votant dans les assemblées primaires; — 2° Si les individus qui, ayant été bannis de France par des jugemens antérieurs à l'institution des jurés, se sont retirés à cette époque dans des pays réunis depuis à la république française, peuvent continuer de demeurer en France, et y exercer les droits de citoyen. — Vous m'avez chargé, par la même lettre, de vous faire un prompt rapport sur ces deux questions; et je viens, en conséquence, vous présenter le résultat de l'examen que j'ai fait de l'une et de l'autre.

1° La loi du 1^{er} fructidor an 3 déclare, article 9, « qu'aucun individu porté « sur la liste des émigrés du département de son domicile, ne pourra jouir des « droits de citoyen jusqu'à ce que sa radiation définitive ait été prononcée. » — Le motif qui a déterminé cette disposition, est que, d'une part, les émigrés sont morts civilement et bannis à perpétuité du territoire de la république { *loi du 25 brumaire an 3, titre IV, article 1^{er}; constitution française, article 373* }; que, de l'autre, l'inscription d'un individu sur la liste des émigrés tient tellement lieu à son égard d'acte d'accusation, que non seulement elle est la seule manière légale de l'accuser, mais que même elle suffit seule pour le faire condamner, et qu'il ne peut éviter la condamnation qu'elle provoque contre lui, qu'en obtenant sa radiation définitive. (*Loi du 25 brumaire an 3, titre V.*) — La loi du 1^{er} fructidor an 3 n'est donc, sur ce point, qu'une conséquence de l'article 13 de l'acte constitutionnel, qui déclare les droits de citoyen suspendus par l'état d'accusation; et elle est véritablement, à cet égard, une des lois organiques de la constitution elle-même, dont il est à remarquer, d'ailleurs, qu'elle n'a suivi que de vingt-quatre heures la rédaction définitive, et n'a précédé la publication que de cinq jours. — Je pense donc, sur la première question, que les individus inscrits sur la liste des émigrés du département de leur domicile, et non rayés définitivement, ne peuvent être admis à l'exercice des droits de citoyen.

2° L'article 12 de la constitution porte que « l'exercice des droits de citoyen « se perd... par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes, jusqu'à « réhabilitation. » — Que le bannissement prononcé par un jugement à la suite d'une procédure criminelle, soit une peine tout à la fois afflictive et infamante, c'est ce que personne ne peut contester; c'est, d'ailleurs, ce que décide textuellement plusieurs lois. — D'un autre côté, il est certain que les jugemens rendus en matière criminelle antérieurement à l'institution des jurés, subsistent encore dans toute leur force et ont encore tout leur effet. A la vérité, la loi du 3 septembre 1792 autorise « les demandes en abolition « ou commutation des peines afflictives ou infamantes prononcées contre

(1) Voyez, sur les peines portées contre les émigrés, le § 2 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, ordonnant le séquestre de leurs biens.

« des personnes qui sont encore vivantes, par des jugemens rendus en dernier ressort, sur des procès instruits selon les formes auxquelles a été substituée la procédure par jurés. » Mais de là même il résulte nécessairement que celles de ces personnes qui ne se sont pas pourvues, soit en abolition, soit en commutation de peines, suivant le mode déterminé par cette loi, demeurent véritablement condamnées, et par conséquent exclues de l'exercice de tout droit de citoyen. — Qu'importe que les pays où elles se sont retirées en vertu des jugemens qui les bannissaient de France, aient été depuis réunis au territoire français ! — La réunion de ces pays n'a rendu citoyens français que ceux de leurs habitans qui y étaient nés. La loi en forme d'instruction du 5 de ce mois, est précise à cet égard : et d'ailleurs, l'article 5 de la loi du 9 vendémiaire an 4 n'accorde les droits de citoyen français aux habitans des pays de Liège et de la Belgique, qu'à condition qu'ils aient les *qualités requises par la constitution* ; ce qui signifie, en d'autres termes, qu'ils ne jouiront pas de ces droits s'ils ont subi des condamnations afflictives ou infamantes, ou s'ils se trouvent dans l'un des autres cas prévus par l'article 12 de l'acte constitutionnel. — Eh ! comment les bannis dont il est question pourraient-ils exercer parmi nous les droits de citoyen ! Il faudrait au moins, pour cela, qu'ils pussent y résider ; car les articles 8 et 10 de la constitution ne reconnaissent pour citoyens français que les individus *résidant en France*. Or, peuvent-ils résider en France, ceux qui en ont été bannis par des jugemens en dernier ressort, dont aucun acte postérieur n'a détruit l'autorité ? non certainement. — Prétendrait-on qu'ils ont le droit de rester dans les pays qu'ils habitaient à l'époque de la réunion qui en a été faite au territoire français ? ce serait une absurdité. Les jugemens qui les ont bannis de France, les ont nécessairement bannis de tout son territoire, tel qu'il serait, pendant toute la durée de leur bannissement ; et cela est si vrai, que si ce territoire avait été rétréci par les chances de la guerre, rien ne les aurait empêchés de s'établir dans celles de ces anciennes parties qui nous seraient devenues étrangères. — Conçoit-on d'ailleurs qu'un homme pût être autorisé à demeurer dans un département, tandis qu'il ne pourrait pas mettre le pied dans les autres ; que le séjour d'un banni de France pût être légitime à Chambéry, tandis qu'il serait criminel à Grenoble ; et qu'enfin, dans une république *une et indivisible*, ce qui est permis au-delà d'une montagne ou d'un fleuve, pût être un délit en-deçà ? Non : si les anciens bannis de France pouvaient séjourner dans une partie de notre territoire actuel, aucune autorité ne pourrait les empêcher de se fixer dans telle autre partie qu'ils jugeraient à propos ; et comme il répugne à la raison autant qu'à la justice et à l'ordre public, que des jugemens rendus en dernier ressort contre des hommes convaincus de crimes, demeurent sans exécution, il est impossible qu'aucun de ces individus continue de résider même dans les pays réunis à la république depuis leur bannissement. — Si vous faiblissiez à leur égard, citoyens directeurs, bientôt les émigrés viendraient aussi réclamer le droit de résider dans les départemens réunis ; et je ne sais pas ce qu'on pourrait leur répondre, s'ils venaient dire : « Nous avons été bannis de France par la loi du 23 octobre 1792 (fondue depuis dans celle du 25 brumaire an 3), comme des condamnés l'ont été par des jugemens. La loi ne peut pas être exécutée, à notre égard, autrement que les jugemens ne le sont à l'égard des condamnés. Si donc les condamnés peuvent rester dans les départemens qui n'ont été réunis que postérieurement à leur condamnation, pourquoi nous serait-il défendu de rester dans les départemens qui n'ont été réunis que depuis la loi du 23 octobre 1792 ? » — Il y a, en effet, une identité parfaite entre le bannissement des



émigrés et celui des condamnés, sauf que la peine de l'infraction de l'un est plus sévère que la peine de l'infraction de l'autre : ainsi nul doute qu'on ne doive appliquer au bannissement des condamnés, les principes rappelés dans votre arrêté du 4 floréal an 4 (*Bulletin* 43, n° 345), et d'après lesquels il est constant que les émigrés sont bannis des départemens réunis, comme de toutes les autres parties du territoire de la république.

Paris, le 7 ventose an 5 de la république française, une et indivisible.

Le ministre de la justice, signé MERLIN.

Le directoire exécutif arrête que le rapport ci-dessus sera imprimé et inséré dans le *Bulletin des lois de la république*, à l'effet de servir de proclamation pour l'exécution des lois.

N° 160. = 8 ventose an 5 (26 février 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les prêtres qui voudraient se retirer en Italie.** (II, Bull. CVIII, n° 1043.)

N° 161. = 11 ventose an 5 (1^{er} mars 1797). = **LOI qui rapporte celle du 25 vendémiaire an 4, relative aux contestations sur résiliation de vente ou adjudication par décret.** (II, Bull. CXI, n° 1051; B., LXVII, 346.)

Le conseil. . . , après avoir entendu le rapport qui lui a été fait par une commission spéciale chargée d'examiner les pétitions des citoyens *Chazot* et *Colignon*, tendant à faire rapporter la loi du 25 vendémiaire de l'an 4, qui suspend toute contestation ayant pour objet la résiliation d'une vente judiciaire; — Considérant que le papier-monnaie n'ayant plus cours forcé, le motif qui a fait rendre la loi du 25 vendémiaire de l'an 4 ne subsiste plus; — Considérant qu'on ne saurait trop se hâter de lever les obstacles qui empêchent le cours ordinaire de la justice. . . , — Prend la résolution suivante: — La loi du 25 vendémiaire de l'an 4, qui suspend toute contestation ayant pour objet la résiliation des ventes ou adjudications par décret, est rapportée.

N° 162. = 12 ventose an 5 (2 mars 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la navigation des navires neutres chargés de marchandises appartenant aux ennemis de la république, et le jugement des contestations sur la validité des prises maritimes** (1). (II, Bull. CXI, n° 1052.)

Le directoire exécutif, vu la loi du 9 mai 1793, qui, attendu que, le pavillon des puissances neutres n'étant pas respecté par les ennemis de la république française, et tous les droits des gens étant violés à son préjudice, il n'est plus permis au peuple français de remplir envers ces puissances en général le vœu qu'il a si souvent manifesté et qu'il formera constamment pour la pleine et entière liberté du commerce et de la navigation, ordonne entre autres dispositions, 1° que les bâtimens de guerre et corsaires français peuvent arrêter et amener dans les ports de la république les navires neutres qui se trouveront chargés, en tout ou en partie, de marchandises appartenant aux ennemis; 2° que les marchandises appartenant aux ennemis seront déclarées de bonne prise et confisquées au profit des preneurs; 3° que, dans tous les cas, les navires neutres seront relâchés du moment où le dé-

(1) Voyez, sur les armemens en course, les prises maritimes, et le mode de jugement et de liquidation de ces prises, les arrêtés des 6 germinal an 8 (27 mars 1800) et 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

chargement des marchandises saisies aura été effectué; que le fret en sera payé au taux qui aura été stipulé par les chargeurs, et qu'une juste indemnité sera accordée, à raison de leur détention, par les tribunaux qui doivent connaître de la validité des prises; 4° que ces tribunaux seront tenus, en outre, de faire parvenir trois jours après leur jugement, un double inventaire de ces marchandises au ministre de la marine, et un autre double au ministre des affaires étrangères; 5° que la présente loi, applicable à toutes les prises qui ont été faites depuis la déclaration de guerre, cessera d'avoir son effet dès que les puissances ennemies auront déclaré libres et non saisissables, quoique destinées pour les ports de la république, les marchandises chargées sur des navires neutres qui appartiendront au gouvernement ou aux citoyens français; — Vu pareillement la loi du 27 juillet 1793, qui, en maintenant celle du 9 mai précédent, ci-dessus rappelée, ordonne qu'elle aura sa pleine et entière exécution, et qu'en conséquence toutes autres dispositions qui pourraient être contraires sont et demeurent abrogées, abrogation qui comprend évidemment la loi du 1^{er} du même mois de juillet, par laquelle les bâtimens des États-Unis de l'Amérique avaient été exceptés de la loi du 9 mai, conformément à l'article 15 du traité du 6 février 1778; — Vu aussi l'article 7 de la loi du 13 nivose an 3, qui enjoint à tous les agens de la république, à tous les commandans de la force armée, aux officiers civils et militaires, de faire respecter et observer, dans toutes leurs dispositions, les traités qui unissent la France aux puissances neutres de l'ancien continent et aux États-Unis de l'Amérique, et ajoute qu'aucune atteinte ne sera portée à ces traités, et que toutes dispositions qui pourraient leur être contraires sont annulées; — Considérant que cette dernière loi ne déroge à celle du 9 mai 1793 qu'en faveur des puissances neutres dont les traités actuellement subsistant avec la république française sont contraires à ses dispositions; qu'il importe, par conséquent, à l'instruction tant des commandans de la force armée de la république et des bâtimens commissionnés par elle, que des tribunaux chargés de prononcer sur la validité des prises, de prendre des mesures pour empêcher, ou qu'on ne suppose existans des traités qui n'ont jamais eu lieu, ou qu'on ne regarde comme étant encore en vigueur des traités conclus pour un temps déterminé qui est expiré, ou comme devant être encore exécutés à la lettre des traités qui ont été modifiés depuis leur conclusion; qu'à cette dernière espèce appartient singulièrement le traité d'amitié et de commerce conclu le 6 février 1778, entre la France et les États-Unis de l'Amérique; qu'en effet, par l'article 2 de ce traité, la France et les États-Unis de l'Amérique *s'engagent mutuellement à n'accorder aucune faveur particulière à d'autres nations, en fait de commerce et de navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre partie; et qu'il est ajouté par le même article que celle-ci jouira de cette faveur gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation si la concession est conditionnelle*; qu'ainsi les dispositions stipulées en faveur de l'Angleterre par le traité d'amitié, de commerce et de navigation passé à Londres le 19 novembre 1794 entre cette puissance et les États-Unis d'Amérique, sont censées l'avoir été en faveur de la république française elle-même, et par suite modifient, dans les points qui y sont contraires, le traité conclu le 6 février 1778; que c'est d'après ces dispositions que le gouvernement français a déclaré par ses arrêtés des 14 et 28 messidor an 4, comme il est encore forcé de le faire aujourd'hui, qu'il usera des justes mesures de réciprocité qu'il était en droit d'exercer à cet égard, en tout ce qui tient aux circonstances de la guerre ainsi qu'aux intérêts politiques, commerciaux et maritimes de la république française; que conséquemment,

il est nécessaire de fixer, par le rapprochement des traités du 6 février 1778 et du 19 novembre 1794, toute incertitude sur les cas où doit s'exercer ce droit de réciprocité; — Considérant qu'il s'est élevé tout récemment, sur la manière de constater la propriété des navires et des marchandises prétendus appartenir aux neutres, des doutes et des contestations qui n'auraient jamais eu lieu, si les dispositions des anciens réglemens relatifs à cette matière avaient été mieux connues; qu'il importe par conséquent de rappeler ces dispositions, et de faire exécuter l'article 5 de la loi du 14 février 1793, qui les a maintenues; — Après avoir entendu les ministres de la justice, de la marine et des colonies, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux civils de département, veilleront à ce que, dans les contestations sur la validité des prises maritimes, il ne soit rendu aucun jugement fondé sur l'article 7 de la loi du 13 nivose an 3, sans qu'au préalable le ministre de la justice ait été consulté, conformément à l'article 3 de la loi du 8 floréal an 4, relativement aux traités en vertu desquels des neutres prétendraient se soustraire, au moyen de la première de ces lois, à l'exécution de celle du 9 mai 1793.

2. Le ministre de la justice examinera, en conséquence, si les traités invoqués subsistent encore, ou s'ils ont été modifiés depuis leur conclusion : il lui sera fourni, à cet effet, par le ministre des relations extérieures, tous les renseignemens dont il aura besoin, et il en réfèrera au directoire exécutif, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 8 floréal an 4.

3. Le directoire exécutif rappelle à tous les citoyens français, que le traité passé le 6 février 1778, entre la France et les États-Unis de l'Amérique, a été, aux termes de son deuxième article, modifié de plein droit par celui qui a été passé à Londres, le 19 novembre 1794, entre les États-Unis de l'Amérique et l'Angleterre. — En conséquence, — 1^o D'après l'article 17 du traité de Londres du 19 novembre 1794, transcrit ci-dessous (1), toute marchandise ennemie ou non suffisamment constatée neutre, chargée sous pavillon américain, sera confisquée; mais le bâtiment à bord duquel elle aura été trouvée, sera relâché et rendu au propriétaire. Il est enjoint aux commissaires du directoire exécutif de faire accélérer, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, le jugement des contestations qui pourront s'élever, soit sur la validité des prises de cargaison, soit sur les frets et surestaries; — 2^o D'après l'article 18 du traité de Londres du 19 novembre 1794, transcrit ci-dessous (2), aux objets déclarés *contrebande* par l'article 24 du traité du 6 février 1778, sont ajoutés les objets suivans : — Les bois de construction;

(1) Article 17. « Il est convenu que, dans tous les cas où les vaisseaux seront pris ou détenus « sur un juste soupçon d'avoir à bord des propriétés appartenant à l'ennemi, ou de lui porter « aucun des articles qui, en temps de guerre, passent pour contrebande, ledit vaisseau sera « amené au port le plus voisin et le plus convenable; et si l'on trouve en effet sur son bord « aucune propriété appartenant à l'ennemi, cette partie seulement de la cargaison sera confis- « quée, et le vaisseau sera remis en liberté avec le reste de son chargement, pour continuer sa « route sans aucun empêchement; et il est convenu qu'on prendra toutes les mesures propres « à prévenir les retards de décision des cas de navires ou cargaisons ainsi soumis à un juge- « ment, et de paiement ou recouvrement de l'indemnité adjugée ou que l'on aura consenti à « payer aux capitaines ou propriétaires de ces bâtimens. »

(2) Article 18. « Dans l'intention de régler ce qui à l'avenir sera regardé comme contrebande « de guerre, il est convenu que, sous cette dénomination, seront comprises toutes les armes, etc., « comme aussi le bois pour la construction des vaisseaux, la poix ou résine, le cuivre de « doublage en feuilles, les voiles, chanvres et cordages, et généralement tout ce qui peut être « d'une utilité directe pour l'équipement des vaisseaux, excepté le fer en barres et le sapin dé- « bité en planches. Tous les articles ci-dessus mentionnés sont ici déclarés objets qui pourront « être justement confisqués toutes les fois qu'on essaiera de les porter à l'ennemi. »

— Les brais, goudrons et résines; — Le cuivre en feuilles; — Les voiles, chanvres et cordages, — Et tout ce qui sert directement ou indirectement à l'armement et à l'équipement des vaisseaux, excepté le fer brut et le sapin en planches. Ces divers articles seront confisqués toutes les fois qu'ils seront destinés ou qu'on essaiera de les porter à l'ennemi. — 3° D'après l'article 21 du traité de Londres, du 19 novembre 1794, transcrit ci-dessous (1), tout individu reconnu Américain, porteur d'une commission donnée par les ennemis de la France, ainsi que tout marin de cette nation faisant partie des équipages des navires ou vaisseaux ennemis, sera, par ce seul fait, déclaré pirate et traité comme tel, sans qu'il puisse, dans aucun cas, alléguer qu'il y a été forcé par violences, menaces ou autrement.

4. Conformément à la loi du 14 février 1793, les dispositions des réglemens du 21 octobre 1744 et du 26 juillet 1778, concernant la manière de constater la propriété des navires et des marchandises neutres, seront exécutées selon leur forme et teneur. — Sera en conséquence de bonne prise, — Tout navire américain qui n'aura pas à bord un rôle d'équipage en bonne forme, tel qu'il est prescrit par le modèle annexé au traité du 6 février 1778, dont l'exécution est ordonnée par les articles 25 et 27 du même traité.

5. Il est enjoint aux commissaires du directoire exécutif, d'appeler la sévérité des tribunaux sur les manœuvres frauduleuses de tout armateur se disant neutre, américain ou autre, à bord du bâtiment duquel il sera trouvé, ainsi qu'il a déjà été fait plusieurs fois dans la guerre actuelle, soit des papiers de mer en blanc, quoique signés et scellés, soit des papiers en forme de lettres contenant des signatures de particuliers en blanc, soit des doubles passeports ou lettres de mer qui indiquent différentes destinations au bâtiment, soit des doubles factures, connoissemens ou papiers de mer quelconques qui assignent à tout ou partie de la même marchandise des propriétaires différens ou différentes destinations.

6. Au moyen des dispositions du présent arrêté, celui du 9 frimaire dernier, concernant les frets et surestaries, est rapporté en ce qui concerne les surestaries seulement.

N° 163. = 12 ventose an 5 (2 mars 1797). = *Loi concernant l'annulation ou la résiliation des baux à ferme des domaines nationaux.* (II, Bull. CXI, n° 1053; B., LXVII, 348.)

Art. 1^{er}. Il n'est nullement dérogé, par le décret du 21 floréal an 2, au droit qu'a tout acquéreur de domaines nationaux, soit de faire annuler les baux à ferme de ces domaines, même ceux faits à longues années, qui n'auraient point été visés dans un temps utile, soit d'en poursuivre la résiliation.

2. Néanmoins, l'indemnité due au fermier en cas de résiliation, lui sera

(1) Article 21. « Il est également convenu que les sujets et citoyens des deux nations ne feront aucun acte d'hostilité les uns contre les autres, et n'accepteront ni lettres de marque ni instructions d'aucun prince ou état étranger, de manière à agir en ennemis contre l'une des deux parties. On ne souffrira pas non plus que les ennemis de l'une des deux parties se permettent d'inviter, d'encourager ou d'enrôler dans leur service militaire, aucun des sujets ou citoyens de l'autre partie; et les lois contre de telles offenses et agressions seront exactement exécutées: et si aucun sujet ou citoyen des dites parties respectives accepte aucune commission ou lettre de marque d'une puissance étrangère, pour armer un vaisseau afin d'agir en qualité de corsaire contre l'une de ces parties, et qu'il soit pris par l'autre, il est ici déclaré que la partie qui le prendra peut légitimement traiter ce sujet ou citoyen ayant de pareilles commissions ou lettres de marque, comme un pirate. »

pareillement payée dans le cas d'éviction par la voie de nullité du bail faite de *visa* ; étant dérogé en ce point, et pour l'avenir seulement, à l'article 9 du décret du 15 frimaire an 2.

N° 164. = 12 ventose an 5 (2 mars 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant un référé sur une question relative aux droits successifs des enfans nés hors du mariage, et dont le père est décédé depuis la promulgation de la loi du 12—14 brumaire an 2 (1). (II, Bull. CXII, n° 1059.)

Le directoire exécutif, vu le jugement du tribunal civil du département de Saône-et-Loire, du 12 nivose an 5, qui, avant de statuer sur la question de savoir si « l'enfant né hors du mariage, dont le père est décédé depuis la « promulgation de la loi du 12 brumaire an 2, doit, pour avoir droit à la « succession, avoir été par lui reconnu par-devant l'officier public, ou s'il « lui suffit de représenter des actes privés et d'offrir la preuve des soins « qui lui ont été donnés à titre de paternité, » ordonne qu'il en sera référé au corps législatif par l'intermédiaire du ministre de la justice ; — Oui le ministre de la justice, qui a dit : — Citoyens directeurs, la question proposée par le tribunal du département de Saône-et-Loire a divisé les jurisconsultes et donné lieu à une diversité de jurisprudence. Il est néanmoins facile de la résoudre par la connaissance des faits qui ont amené la loi du 12 brumaire an 2, par l'économie de cette loi, et en se pénétrant surtout de l'intention de ceux dont elle est l'ouvrage. — On sait que la convention nationale, dans les premiers momens de sa session, fut vivement sollicitée d'améliorer le sort des enfans naturels : les pétitions s'accumulèrent sur cette importante matière ; et, dès le 4 juin 1793, il fut rendu un décret portant que les enfans nés hors du mariage succéderaient à leurs pères et mères dans la forme qui serait déterminée. — Deux mois après, on s'occupa de déterminer cette forme dans un projet de Code civil. — Il y avait, dans ce projet, des dispositions *définitives* et des dispositions *transitoires* : les premières étaient destinées à fixer irrévocablement l'état de la législation ; l'objet des secondes est suffisamment indiqué par leur dénomination. — Les dispositions définitives formaient les titres du Code ; les dispositions transitoires se trouvaient dans des articles d'appendice, transcrits à la suite des titres auxquels ces articles se rapportaient. — A l'égard des enfans nés hors du mariage, les articles définitifs n'admettaient point la recherche de la paternité non avouée ; ils donnaient pour père à l'enfant d'une femme non mariée, celui qui le reconnaissait dans les formes prescrites par la loi. — Selon les articles d'appendice, les enfans actuellement existans, nés hors du mariage, et dont la filiation était prouvée, devaient être admis aux successions de leur père et de leur mère, ouvertes depuis le 14 juillet 1789, ou qui s'ouvriraient à l'avenir. — Cette dernière disposition établissait, comme l'on voit, une grande différence entre les règles définitives du Code et les articles transitoires. — Il s'éleva des débats sur ce point dans la convention nationale : d'une part, on ne trouvait pas juste de priver les pères existans des avantages de la nouvelle législation, et de leur supposer une intention qu'il leur était loisible de manifester ; d'un autre côté, les enfans naturels qui étaient en instance avec les héritiers de leurs pères, sollicitaient une décision qui pût régler définitivement leur état et leurs droits. — Afin de concilier ces divers intérêts, quelques membres proposèrent de détacher les articles d'appendice, de les

(1) Voyez le décret du 4—6 juin 1793, qui a consacré le principe de la successibilité des enfans naturels, et les notes.

soumettre de nouveau à l'examen du comité de législation, et d'en faire l'objet d'une loi particulière. — Cet avis prévalut. — Les articles d'appendice furent remaniés par le comité ; et après avoir subi les changemens qui les appropriaient au système de la législation nouvelle, ils formèrent enfin la loi du 12 brumaire an 2. — Cette loi offre une ligne de démarcation qu'il ne faut pas méconnaître, et que les juges ne doivent jamais dépasser. — Elle sépare les successions ouvertes de celles qui s'ouvriront à l'avenir. — Elle distingue, par conséquent, les enfans dont les pères sont décédés avant la loi, et les enfans dont les pères viendraient à décéder après la publication de la loi. — Les successions ouvertes sont déclarées appartenir aux enfans nés hors le mariage, dont les pères sont décédés, à la charge par eux de faire la preuve qui leur est imposée. — Les successions non encore ouvertes sont renvoyées à l'article 10. — Pour les pères morts avant la loi, le législateur n'exige qu'une preuve supplétive, résultant soit d'écrits publics ou privés, soit de soins donnés, à titre de paternité et sans interruption, pour l'éducation et l'entretien. — Pour les pères encore existans, le législateur exige une reconnaissance authentique, puisqu'il entend que l'état et les droits de leurs enfans soient, en tous points, réglés par les dispositions du Code civil. — Relisez les articles 1, 10, 11 et 12 de la loi du 12 brumaire an 2, et vous y trouverez cette intention manifestée jusqu'à l'évidence.

1. *Les enfans actuellement existans, nés hors du mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère, ouvertes depuis le 14 juillet 1789; ils le seront également à celles qui s'ouvriront à l'avenir, sous la réserve portée par l'article 10.*

10. *A l'égard des enfans nés hors du mariage, dont le père et la mère seront encore existans lors de la promulgation du Code civil, leur état et leurs droits seront, en tous points, réglés par les dispositions du Code.*

11. *Néanmoins, en cas de mort de la mère avant la publication du Code, la reconnaissance du père, faite devant un officier public, suffira pour constater, à son égard, l'état de l'enfant né hors du mariage, et le rendre habile à lui succéder.*

12. *Il en sera de même dans le cas où la mère serait absente ou dans l'impossibilité absolue de confirmer par son aveu la reconnaissance du père.*

Il suffit de rapprocher ces divers articles, dans lesquels l'esprit du législateur respire tout entier, pour reconnaître qu'on n'a eu en vue dans l'article 8, que les enfans dont les pères n'existaient plus; que c'est pour eux que la loi a fixé, dans cet article, un mode de reconnaissance, et que ce mode ne saurait s'appliquer à ceux dont les pères existaient encore et avaient par conséquent la faculté de les reconnaître. — Et qu'on ne dise pas que la loi n'a parlé que des pères qui existeraient lors de la promulgation du Code, et s'est tue sur ceux qui viendraient à décéder entre le Code et la loi; que dès lors elle est censée avoir compris ceux-ci dans la règle établie par l'article 1^{er}, et n'avoir assujéti les enfans qui réclameraient les successions futures, qu'aux mêmes formalités qu'elle avait prescrites pour les successions ouvertes depuis 1789. — Les raisons se multiplient contre cette objection. — S'il eût été déraisonnable d'exiger, pour constater l'état des enfans dont les pères n'existaient plus, des conditions qu'il leur eût été impossible de remplir, il aurait été absurde d'opposer une volonté présumée à celui qui pouvait déclarer ses intentions positives; et voilà la base de la distinction ci-dessus rappelée, le véritable sens de la loi du 12 brumaire an 2, et le caractère que ses auteurs ont voulu lui imprimer. — On a donc exigé, pour cette classe d'enfans dont les pères se trouveraient exister au moment de la publication de la loi, une reconnaissance faite devant un officier public. — C'est

dans les articles 11 et 12 que se trouve cette disposition. — Elle paraît d'abord ne s'appliquer qu'à des cas particuliers ; mais en y réfléchissant , en se rappelant que le législateur a voulu abolir la recherche de la paternité non avouée , et fonder sur une reconnaissance positive les rapports des enfans naturels avec leurs parens , il est facile de voir que la loi du 12 brumaire a institué la formalité de la reconnaissance devant l'officier public pour les pères survivans. — A ces motifs , puisés dans l'esprit et dans la lettre de la loi , viennent encore se réunir des considérations extrajudiciaires , qui ne doivent point , sans doute , avoir le poids de l'autorité , mais qui peuvent servir à éclairer ceux aux yeux desquels la loi paraît obscure. — Qu'on revoie la correspondance du comité de législation , et celle de la commission exécutive qui lui était subordonnée ; qu'on pèse les projets émanés de ce comité et les opinions de ses membres , on trouvera que rien n'a été négligé afin d'éviter toute recherche de la paternité non reconnue publiquement. — Dans un projet de décret d'ordre du jour , adopté par le comité , sur le rapport du représentant du peuple *Oudot* , et qui ne paraît pas avoir été présenté à la convention nationale , il s'agissait de savoir si la retenue du sixième , autorisée par l'article 4 de la loi du 12 brumaire an 2 , pouvait avoir lieu dans le cas où l'événement de la mort qui a ouvert la succession est postérieur à la loi ; voici la réponse : *Considérant qu'il y a eu transmission de biens aux héritiers présomptifs , si l'enfant né hors du mariage n'a pas été reconnu authentiquement par-devant l'officier public , passe à l'ordre du jour.* — La commission des administrations civiles , police et tribunaux , écrivait dans sa circulaire du 15 prairial an 3 : *Les actions en déclaration de paternité sont prosrites. Pour vous en convaincre , il suffira d'approfondir avec nous quelques unes des dispositions de la loi précitée (celle du 12 brumaire an 2) ; et d'abord vous remarquerez que si , dans l'article 8 , qui ne dispose que pour le passé , la loi n'a donné pour établir , etc.* — Le 19 brumaire précédent , à l'occasion de la discussion de quelques articles du Code civil , le rapporteur (*Cambacérès*) s'exprimait ainsi à la tribune de la convention nationale : *Personne n'ignore combien , dans les habitudes de la vie , il est facile de répandre la présomption d'une paternité qui n'a jamais existé ; c'est pour cela que la loi du 12 brumaire exige la reconnaissance du père. Vous avez encore prévu le cas où il n'existerait plus (à l'époque de la publication de la loi) , et vous avez dit (par l'article 8) qu'alors on suppléerait au défaut de reconnaissance , par la preuve résultant des actes publics ou privés du père , et des soins donnés , à titre de paternité , pour l'entretien et l'éducation de l'enfant.* — Cette explication n'a point , sans doute , l'autorité de la loi ; mais elle peut du moins lui servir de commentaire. — Voyons maintenant les objections qu'on oppose à cette doctrine.

1° Vouloir , dit-on , que les successions ouvertes depuis la loi du 12 brumaire an 2 fussent régies par un Code qui n'a aucune existence , que les enfans n'y fussent admis qu'en rapportant les preuves qui sont exigées par ce Code , ce serait lui donner un effet rétroactif aussi injuste , aussi illégal que s'il s'appliquait aux successions antérieures au 12 brumaire an 2 ; ce serait réduire à l'impossibilité les enfans naturels. — La réponse à cette objection est simple et facile. — La loi ne rétrograde que quand elle ravit des droits acquis : il n'y a point de rétroaction lorsqu'il s'agit de développer et d'expliquer un principe nouveau ou admis sous des conditions. — Avant le 4 juin 1793 , les enfans naturels n'héritaient pas de leurs pères ni de leurs mères : en leur accordant les droits de successibilité , le législateur a pu se réserver le pouvoir de déterminer l'exercice de ces droits ; c'est ce qu'il a fait par le décret du 4 juin. — Le 12 brumaire suivant , il s'est expliqué à l'égard de ceux de ces enfans dont

les pères n'existaient plus ; il a renvoyé au Code civil le règlement des droits de ceux dont les pères vivaient encore , lorsqu'une reconnaissance positive n'aurait pas fixé leur état. — Voici la conséquence de ces dispositions. — Les enfans naturels qui n'ont pas été reconnus par leurs pères , demeurent dans l'état d'indétermination où les avait placés le décret du 4 juin 1793 , et ils n'ont que des alimens à prétendre jusqu'au moment où le Code civil aura été décrété. — Il y a moins de sévérité dans cette opinion qu'il n'y aurait de danger dans l'opinion contraire.

2^e Si depuis la loi du 12 brumaire, dit-on encore, les législateurs n'ont pas rendu une loi particulière pour les successions qui seraient ouvertes ou qui s'ouvriraient postérieurement à cette loi, n'est-il pas certain qu'ils ont voulu que toutes celles qui seraient échues avant la promulgation du Code civil, fussent réglées par les dispositions de la loi du 12 brumaire elle-même ?

Réponse. En décrétant cette loi, la convention nationale devait croire qu'il n'y aurait qu'un très court intervalle entre sa promulgation et celle du Code civil, dont la discussion était à peu près terminée : elle ne s'occupait point du temps intermédiaire qui devait s'écouler entre ces deux époques, et il en est résulté une véritable lacune dans la loi. Doit-on en tirer la conséquence que les juges ou les arbitres ont le droit de remplir cette lacune ; qu'il leur est loisible d'interpréter à leur gré les vues du législateur sans l'avoir consulté, et d'appliquer, contre les lumières de la raison, un mode établi pour un temps déterminé ? Non, sans doute ; et si le corps législatif, en rendant la loi du 15 thermidor an 4, n'a pas prononcé sur ce point, n'est-on pas fondé à dire qu'il a présumé que les droits de successibilité des enfans naturels dont les pères existaient lors de la publication de la loi du 12 brumaire an 2, ne devaient être réglés que par le Code civil. — On invoque enfin l'autorité de la jurisprudence. Ce que je viens de dire répond d'avance aux argumens qu'on peut tirer de la manière dont les tribunaux exécutent la loi du 12 brumaire an 2. Il en est d'ailleurs plusieurs qui ont su saisir le véritable sens de la loi, et d'autres qui ont référé aux législateurs les motifs de leurs doutes : ajoutez qu'on pourrait citer mille exemples d'erreurs consacrées par la jurisprudence, et détruites ensuite par la jurisprudence même, lorsque les juges ont été mieux instruits. — Les indications que je viens de donner jettent une grande lumière sur le point de législation qui vous occupe : il n'y a que l'intérêt particulier qui puisse s'armer contre des raisonnemens fondés sur le texte et sur l'esprit de la loi. Non, la convention nationale, en rendant justice à des individus long-temps victimes des préjugés, n'a point entendu placer dans des familles ceux qui ne leur appartiendraient pas. S'il y a quelque ambiguïté dans les décrets rendus en cette matière, la discussion du projet du Code civil les fera disparaître. — Je vous propose, citoyens directeurs, d'arrêter, conformément à l'article 3 de la loi du 10 vendémiaire an 4 sur l'organisation du ministère, que le jugement de référé du 12 nivose dernier sera transmis au conseil des cinq-cents, et de prendre des mesures pour éclairer les autres tribunaux sur la nécessité où ils sont d'imiter, sur la question dont il s'agit, la sage circonspection de celui du département de Saône-et-Loire.

Le directoire exécutif arrête que le jugement de référé ci-dessus mentionné sera transmis par un message au conseil des cinq-cents, et que le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

indivis avec d'autres copropriétaires (1). (II, Bull. **CXI**, n° 1054; B., **LXVII**, 353.)

Le partage de biens provenant d'émigrés, appartenant à la république par indivis avec d'autres copropriétaires, sera dirigé par l'administration de département du domicile de l'émigré ou du parent d'émigré décédé, quand même il n'y aurait aucun bien immeuble situé dans le département du domicile.

N° 166. = 16 ventose an 5 (6 mars 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui détermine la manière dont le Bulletin des lois doit être remis aux fonctionnaires publics (2). (II, Bull. **CXIII**, n° 1074.)

Art. 1^{er}. Le Bulletin des lois sera porté et distribué de la même manière et dans la même forme que les lettres venant de la poste.

2. Dans toutes les communes de la république où, avec un bureau de poste, il se trouve des autorités ou des fonctionnaires publics auxquels le Bulletin des lois est adressé officiellement, il sera remis au facteur ou au distributeur des lettres, par le directeur de la poste, un livre-journal destiné à recevoir les décharges du Bulletin des lois.

3. Ce livre-journal sera porté, avec le Bulletin, chez le fonctionnaire public auquel le Bulletin est adressé; et celui-ci, en recevant le Bulletin, sera tenu d'écrire sa décharge sur ce livre.

N° 167. = 17 ventose an 5 (7 mars 1797). = **LOI** relative aux acquéreurs de domaines nationaux qui ont encouru la déchéance, et aux soumissionnaires d'objets dont la vente a été suspendue (3). (II, Bull. **CXI**, n° 1055; B., **LXVII**, 374.)

Art. 1^{er}. Ceux qui, à l'époque de la publication de la présente, n'auraient pas satisfait entièrement au paiement des sommes échues sur les deux premiers sixièmes du dernier quart, mais qui n'auront pas retiré leurs consignations, sont relevés de la déchéance qu'ils ont encourue, si, dans le délai de vingt jours après cette publication, ils ont acquitté la totalité des termes échus.

2. Les soumissionnaires d'objets dont la vente a été suspendue par autorité supérieure, et qui n'ont point retiré leurs consignations, seront, en cas de décision favorable sur leurs réclamations, admis, dans les vingt jours de la notification qui leur en sera faite à la requête du commissaire du directoire exécutif auprès de l'administration centrale, à payer tous leurs termes échus, sans qu'on puisse leur opposer la déchéance.

3. Les soumissionnaires d'objets dont les estimations n'ont pu être faites, et dont les consignations ne s'élèveraient pas à la totalité des termes échus, seront, dans les vingt jours de la clôture du procès-verbal d'estimation, admis à compléter le paiement de ces termes.

N° 168. = 19 ventose an 5 (9 mars 1797). = **LOI** relative aux conditions qui

(1) Voyez, sur le même objet, la loi du 30 thermidor an 4 (17 août 1796), et les notes.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 1^{er} du décret du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793), le résumé de la législation concernant la forme et l'envoi du Bulletin des lois.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé de la législation concernant le mode de vente des domaines nationaux et de paiement du prix.

établissent la résidence donnant droit de voter dans les assemblées primaires (1). (II, Bull. cx, n° 1046 ; B., LXVII, 377.)

Art. 1^{er}. La résidence requise par l'article 17 de l'acte constitutionnel pour voter aux assemblées primaires d'un canton, ne se perd point par le *simple séjour* hors de ce canton, quelle qu'ait été sa durée, s'il n'a été *occasioné* que par l'exercice de fonctions publiques, par le service militaire ou par force majeure. — Réciproquement, elle ne s'acquiert point par un pareil séjour, s'il n'a eu que la même cause.

2. En conséquence, les fonctionnaires publics et militaires rentrés à leur domicile par congé, ou par la cessation de leurs fonctions, sont admis aux assemblées primaires et communales des cantons d'où ils ne se sont éloignés que pour le service public, quoique leur éloignement ait duré plus d'une année.

3. Les fonctionnaires publics ne peuvent voter dans les assemblées primaires et communales des cantons où ils exercent leurs fonctions, qu'autant qu'ils y avaient précédemment leur domicile ordinaire, ou qu'ils l'y auront transféré depuis au moins un an par l'*inscription civique* dans les registres de la municipalité.

N° 169. = 20 ventose an 5 (10 mars 1797). = *Loi relative au remplacement des rentes foncières dues aux hospices civils, et qui ont été aliénées au profit du trésor public* (2). (II, Bull. cxiii, n° 1078 ; B., LXVII, 379.)

Art. 1^{er}. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi du 16 vendémiaire an 5, qui conservent aux hospices civils ceux de leurs biens qui n'ont pas été vendus, et qui déterminent le mode de remplacement de ceux qui ont été aliénés, lorsque le trésor public a profité du produit de leur vente, sont communs aux établissemens formés pour les secours à domicile.

2. Les administrations centrales désigneront aux hospices civils et aux bureaux de bienfaisance établis pour les secours à domicile, en observant les formalités prescrites par les articles 7 et 8 de la loi du 16 vendémiaire an 5, des rentes foncières ou constituées dues à la république, lorsqu'il s'en trouvera, en remplacement de celles qu'ils prouveront leur être dues par le trésor public en exécution de l'article 9 de ladite loi, ou à quelque titre que ce soit. — A cet effet, les administrations centrales pourront exiger des administrations municipales les renseignemens dont elles auront besoin.

N° 170. = 20 ventose an 5 (10 mars 1797). = *Loi qui détermine la manière de procéder aux réparations des domaines nationaux, lorsqu'elles n'ex-cèdent pas cent cinquante francs*. (II, Bull. cxiii, n° 1077 ; B., LXVII, 380.)

N° 171. = 21 ventose an 5 (11 mars 1797). = *Loi concernant la radiation*

(1) Des dispositions analogues ont été insérées dans plusieurs lois subséquentes sur la matière. Voyez, dans les notes de la sect. II du chap. 1^{er} du tit. III de la constitution du 3 — 14 septembre 1791, le résumé de la législation sur les assemblées primaires.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé des lois concernant les biens des hospices : voyez notamment, en ce qui concerne le remplacement de leurs biens ou rentes aliénés, l'arrêté du 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800) ; la loi du 4 ventose suivant (23 février 1801) ; l'arrêté explicatif du 7 messidor même année (26 juin 1801) ; celui du 27 frimaire an 11 (18 décembre 1801) ; celui du 7 thermidor suivant (26 juillet 1803) ; et l'avis du cons. d'état, du 30 avril 1807.

des individus portés sur la liste des émigrés après leur mort (1). (II, Bull. cxiii, n° 1079 ; B., LXVII, 385.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 3 de la loi du 26 floréal an 3 ne sont point applicables aux individus portés sur les listes d'émigrés après leur mort légalement constatée en France : leurs héritiers sont en conséquence autorisés à se pourvoir jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 6, pour en obtenir la radiation, en se conformant aux lois existantes.

2. La présente résolution sera imprimée.

N° 172. = 23 ventose an 5 (13 mars 1797). = *Loi qui fixe l'indemnité des électeurs* (2). (II, Bull. cxii, n° 1065 ; B., LXVII, 391.)

Art. 1^{er}. Les électeurs recevront une indemnité de trois francs par chaque jour de présence à l'assemblée électorale : les frais de voyage leur seront en outre remboursés, à raison de soixante-quinze centimes ou quinze sous par lieue.

2. Les électeurs domiciliés dans les communes où se tiendront les assemblées électorales, n'auront droit à aucune indemnité.

3. Les électeurs seront payés par les receveurs du droit d'enregistrement, sur une ordonnance signée par les président et secrétaire de l'assemblée électorale, et visée par l'administration centrale du département.

N° 173. = 24 ventose an 5 (14 mars 1797). = *Loi qui rétablit la contrainte par corps en matière civile* (3). (II, Bull. cxii, n° 1068 ; B., LXVII, 392.)

Le conseil... considérant qu'il importe de rendre aux obligations entre citoyens, la sûreté et la solidité qui seules peuvent donner au commerce de la république la splendeur et la supériorité qu'il doit avoir... après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. La loi du 9 mars 1793, qui abroge la contrainte par corps en matière civile, est rapportée (4).

2. Les obligations qui seront contractées postérieurement à la promulgation de la présente loi, et pour le défaut d'acquittement desquelles les lois

(1) Voyez, sur le mode de radiation des émigrés, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le titre du décret du 9—12 février 1792.

(2) Cette indemnité n'est plus payée depuis long-temps, les lois sur les élections n'en ayant pas maintenu le principe.

(3) Voyez, sur la contrainte par corps, la loi générale du 15 germinal an 6 (4 avril 1793), et les notes qui résument la législation.

(4) Voyez cette loi et les notes.

La contrainte par corps a pu être prononcée après la loi du 24 ventose an 5, pour engagement de commerce antérieur à la loi du 9 mars 1793. Cass., 4 nivose an 9, Sir., I, 1, 382, et VIII, 1, 515 ; 21 germinal an 10, Sir., III, 2, 571, et VIII, 1, 519 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé en sens contraire. Paris, 25 ventose an 10, Sir., II, 2, 283. — Sous l'empire de la loi du 24 ventose an 5, qui a rétabli la contrainte par corps abolie par le décret du 9 mars 1793, on n'a pu exercer la contrainte pour obligations souscrites dans l'intervalle de la loi de 1793 à celle de l'an 5. Bruxelles, 14 fructidor an 9, Sir., IV, 2, 439 ; Colmar, 13 thermidor an 10, Sir., III, 2, 606 ; et Cass., 17 prairial an 12, Sir., IV, 2, 713 ; Bull. civ., VI, 304. — La contrainte par corps peut être prononcée pour effets de commerce souscrits avant la loi du 15 germinal an 6, mais après celle du 24 ventose an 5. Cass., 23 floréal an 9, Sir., I, 2, 664. — La loi du 24 ventose an 5 a abrogé l'arrêté des représentans en mission, du 27 thermidor an 2, qui avait aboli la contrainte par corps en Belgique ; en conséquence, la contrainte par corps a pu être prononcée dans ce pays postérieurement à cette loi. Cass., 18 mars 1812, Sir., XII, 1, 303 ; Bull. civ., XIV, 93.

antérieures prononçaient la contrainte par corps, y seront assujéties comme par le passé.

N° 174. = 24 ventose an 5 (14 mars 1797). = *LOI portant que les militaires qui ne font partie d'aucun corps armé, ont le droit de voter dans les assemblées primaires* (1). (II, Bull. **CXI**, n° 1058; B., **LXVII**, 393.)

N° 175. = 24 ventose an 5 (14 mars 1797). = *LOI relative aux jurés qui ne se sont pas rendus sur la sommation à eux faite* (2). (II, Bull. **CXIII**, n° 1081; B., **LXVII**, 394.)

Art. 1^{er}. Les articles 494 et 514 de la loi du 3 brumaire, des délits et des peines, portant que tout juré qui ne s'est pas rendu sur la sommation qui lui en a été faite, est condamné à la privation de son droit d'éligibilité et de suffrage pendant deux ans, sont rapportés.

2. Aucuns jugemens rendus contre les jurés qui ne se seraient pas rendus à leur poste, ne peuvent leur être opposés à l'effet de les priver de l'exercice de leurs droits politiques.

N° 176 = 26 ventose an 5 (16 mars 1797). = *LOI qui prononce des peines contre l'exportation des grains ou farines* (3). (II, Bull. **CXIII**, n° 1082; B., **LXVII**, 396.)

Art. 1^{er}. La défense d'exporter des grains ou farines de toute espèce est maintenue.

2. Tout transport de grains ou farines, surpris de nuit, ou sans passavant, dans la distance de cinq kilomètres (une lieue) en-deçà des frontières de terre, et de vingt-cinq hectomètres (une demi-lieue) des côtes maritimes, sera confisqué avec les voitures, bêtes de somme, bateaux ou navires servant au transport.

3. Sont exceptés de la formalité du passavant les grains portés de jour au moulin, et les farines en revenant, dont le poids n'excédera pas six myriagrammes (cent vingt-trois livres et demie).

4. Le passavant sera délivré par les préposés au bureau des douanes le plus voisin, ou par le président de l'administration municipale du domicile du propriétaire, auquel cas il sera signé du commissaire du directoire exécutif.

5. Le passavant indiquera la quantité, le lieu de l'enlèvement et de destination, l'heure du départ, et la route à tenir.

6. Les conducteurs ou propriétaires, outre la confiscation prononcée par l'article 2, seront condamnés par le tribunal de police correctionnelle à une amende de dix francs par cinq myriagrammes (un quintal) de grains, et de douze francs par cinq myriagrammes (un quintal) de farine.

(1) Voyez, relativement à l'exercice de ce droit, les notes sur la sect. II du chap. 1^{er} du tit. III de la constitution du 3—14 septembre 1791.

(2) Voyez la loi du 2 germinal an 5 (30 mars 1797), sur le même objet, et les art. 396 et suiv. du Code d'instruction criminelle de 1808.

(3) Il serait inutile de mentionner ici tous les actes législatifs sur l'exportation des grains : c'est là une matière où tout se règle par les besoins du moment. La loi du 20—25 octobre 1830 forme aujourd'hui le dernier état des choses.

Un arrêt du 21 floréal an 12 a jugé que la loi du 26 ventose an 5 n'avait été abrogée ni par celle du 21 prairial de la même année, ni par l'art. 4 de celle du 19 vendémiaire an 6. Cass., **SIR.**, VII, 2, 992; Bull. crim., IX, 186; et un autre arrêt du 9 prairial an 9 a jugé que la confiscation de grains, pour cause d'exportation, n'était pas une peine qui s'éteignit par le décès du prévenu. Cass., **SIR.**, I, 2, 508; Bull. crim., VI, 365. Ce dernier principe est indépendant des variations de la législation sur l'exportation des grains.

N° 177. = 29 ventosé an 5 (19 mars 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux jusqu'au 1^{er} nivose an 5 (1).** (II, Bull. **CXIV**, n° 1095.)

N° 178. = 30 ventose an 5 (20 mars 1797). = **LOI relative à la déclaration que doivent faire les membres des assemblées électorales.** (II, Bull. **CXIV**, n° 1096 ; B., **LXVII**, 403.)

Lorsque les assemblées électorales seront provisoirement constituées, chaque électeur fera à haute et intelligible voix la déclaration suivante : —
 « Je promets attachement et fidélité à la république et à la constitution de l'an 3. — Je m'engage à les défendre de tout mon pouvoir contre les attaques de la royauté et de l'anarchie. »

N° 179. = 30 ventose an 5 (20 mars 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la manière d'élever et d'instruire les enfans abandonnés (2).** (II, Bull. **CXIV**, n° 1097.)

Art. 1^{er}. Les enfans abandonnés, et désignés par la loi du 27 frimaire an 5, ne seront point conservés dans les hospices où ils auront été déposés, excepté le cas de maladie ou accidens graves qui en empêchent le transport ; ce premier asile ne devant être considéré que comme un dépôt, en attendant que ces enfans puissent être placés, suivant leur âge, chez des nourrices, ou mis en pension chez des particuliers.

2. Les commissions administratives des hospices civils dans lesquels seront conduits des enfans abandonnés, sont spécialement chargées de les placer chez des nourrices ou autres habitans des campagnes, et de pourvoir, en attendant, à tous leurs besoins, sous la surveillance des autorités dont elles dépendent.

3. Les enfans placés dans les campagnes ne pourront jamais être ramenés dans les hospices civils, à moins qu'ils ne soient estropiés ou atteints de maladies particulières qui les excluent de la société ou les rendent inhabiles à se livrer à des travaux qui exigent de la force et de l'adresse.

4. Les nourrices et autres habitans des campagnes pourront conserver jusqu'à l'âge de douze ans les enfans qui leur auront été confiés ; à la charge par eux de les nourrir et entretenir convenablement, aux prix et conditions qui seront déterminés d'après les dispositions de l'article 9 ci-après, et de les envoyer aux écoles primaires pour y participer aux instructions données aux autres enfans de la commune ou du canton.

5. Si les nourrices ou autres personnes chargées d'enfans abandonnés, refusent de continuer à les élever jusqu'à l'âge de douze ans, les commissions des hospices civils qui leur ont confié ces enfans, seront tenues de les placer ailleurs, conformément aux dispositions précédentes.

6. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton dans l'arrondissement duquel résideront des nourrices ou autres habitans chargés d'enfans abandonnés, surveillera l'exécution des dispositions portées en l'article 4 ; à l'effet de quoi, les commissions adminis-

(1) Il ne s'agit ici que d'amendes anciennes, ce qui rend cet arrêté sans intérêt actuel. Voyez, sur le recouvrement des amendes, l'arrêté du 1^{er} nivose an 5 (21 décembre 1796), et la note.

(2) Voyez la loi du 27 frimaire an 5 (17 décembre 1796), sur les enfans abandonnés, et les notes qui résument la législation.

tratives des hospices civils lui remettront une liste des enfans, où seront inscrits leurs noms et prénoms, celui des nourrices et autres habitans, et le lieu de leur domicile.

7. Les nourrices et autres habitans chargés d'enfans abandonnés, seront tenus de représenter, tous les trois mois, les enfans qui leur auront été confiés, à l'agent de leur commune, qui certifiera que ces enfans ont été traités avec humanité, et qu'ils sont instruits et élevés conformément aux dispositions du présent règlement.— Ils seront, en outre, tenus de les représenter à la première réquisition du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, ou des autorités auxquelles leur tutelle est déléguée par la loi, soit enfin de la commission des hôpitaux civils qui les aura placés.

8. Les nourrices et autres personnes qui représenteront les certificats mentionnés dans l'article précédent, recevront, outre le prix des mois de nourrice, et suivant l'usage, pendant les neuf premiers mois de la vie des enfans, une indemnité de dix-huit francs payable par tiers, de trois mois en trois mois. — Ceux qui auront conservé des enfans jusqu'à l'âge de douze ans, et qui les auront préservés jusqu'à cet âge d'accidens provenant de défaut de soins, recevront, à cette époque, une autre indemnité de cinquante francs, à la charge par eux de rapporter un certificat ainsi qu'il est dit article 7.

9. Les localités admittant des différences dans la rétribution annuelle qu'il convient d'accorder aux nourrices ou autres citoyens chargés d'enfans abandonnés, chaque administration centrale de département proposera à l'approbation du ministre de l'intérieur, et pour son arrondissement seulement, une fixation générale du prix des mois de nourrice pour le premier âge, du prix de la pension pour les seconde et troisième années, ainsi que pour les années subséquentes jusqu'à l'âge de sept ans, et finalement de celle depuis sept ans jusqu'à douze : les prix devront être gradués sur les services que les enfans peuvent rendre dans les différens âges de leur vie : la fixation proposée sera provisoirement exécutée.

10. Les commissions des hospices civils pourvoiront, pour les enfans confiés à des nourrices ou à d'autres habitans des campagnes, au paiement des prix déterminés par la fixation approuvée pour les départemens dans l'arrondissement desquels ces enfans seront placés, ainsi qu'aux indemnités déterminées par l'article 8, sur le produit des revenus appartenant aux établissemens dans lesquels ces enfans auront été primitivement conduits, spécialement affectés à la dépense des enfans abandonnés.

11. Dans le cas où ces établissemens ne se trouveraient pas suffisamment dotés, ou ne jouiraient d'aucun des revenus affectés à ces dépenses, les fonds nécessaires seront avancés par la caisse générale des hospices civils, sur les ordonnances des commissions administratives, qui en seront remboursées par le ministre de l'intérieur, conformément à la loi du 27 frimaire an 5, à la charge par elles de remplir les formalités prescrites par les lois et les instructions antérieures.

12. Le prix des layettes sera fixé, sur l'avis des commissions administratives des hospices civils, par les administrations municipales auxquelles elles sont subordonnées : ce prix sera acquitté suivant et conformément aux articles précédens.

13. Les enfans âgés de douze ans révolus, qui ne seront pas conservés par les nourrices et autres habitans auxquels ils auront été d'abord confiés, seront placés chez des cultivateurs, artistes ou manufacturiers, où ils resteront jusqu'à leur majorité, sous la surveillance du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, pour y apprendre un

métier ou profession conforme à leur goût et à leurs facultés ; à l'effet de quoi, les commissions des hospices civils, sous la surveillance et approbation des autorités constituées auxquelles elles sont subordonnées, feront des transactions particulières avec ceux qui s'en chargeront. Pourront également ces commissions, sous l'approbation des mêmes autorités, faire des engagements ou traités avec les capitaines des navires dans les ports de mer de la république, lorsque les enfans manifesteront le désir de s'attacher au service maritime.

14. Les nourrices et autres habitans qui auront élevé jusqu'à douze ans les enfans qui leur auront été confiés, pourront les conserver préférablement à tous autres, en se chargeant néanmoins de leur faire apprendre un métier ou de les appliquer aux travaux de l'agriculture, et en se conformant aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du présent règlement.

15. Les cultivateurs ou manufacturiers chez lesquels seront placés des enfans ayant atteint l'âge de douze ans, ou ceux qui les ayant élevés jusqu'à cet âge les conserveraient aux conditions portées en l'article précédent, recevront une somme de cinquante francs, pour être employée à procurer à ces enfans les vêtemens qui leur seront nécessaires.

16. Les dépenses résultant des dispositions des articles 13, 14 et 15, seront acquittées suivant et conformément aux dispositions déterminées par les articles 10 et 11 du présent règlement.

17. Les enfans qui, par leur conduite ou la manifestation de quelques inclinations viciennes, seraient reconduits dans les hospices, ne pourront être confondus avec ceux qui y auront été déposés comme orphelins appartenant à des familles indigentes ; ils seront, au contraire, placés seuls dans un local particulier, et les commissions des hospices prendront les mesures convenables pour les ramener à leur devoir, en attendant qu'elles puissent les rendre à leurs maîtres ou les placer ailleurs.

18. Les commissions des hospices civils qui auront placé les enfans abandonnés déposés dans les établissemens confiés à leur administration, en surveilleront l'éducation morale, conjointement avec les membres de l'administration municipale du canton où sont situés ces établissemens, et auxquels est confiée la tutelle de ces enfans par la loi du 27 frimaire.

19. Le présent règlement sera imprimé, et envoyé aux administrations de département, qui veilleront à son exécution et en rendront compte au ministre de l'intérieur.

N° 180. = 2 germinal an 5 (22 mars 1797). — *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la dénonciation au tribunal de cassation de deux jugemens rendus par des tribunaux civils dans une affaire du ressort des autorités administratives* (1). (II, Bull. CXV, n° 1098.)

Le directoire exécutif, vu le rapport fait au ministre de la guerre par les commissaires de l'administration des transports militaires de l'intérieur de la république et étapes réunis, contenant que le citoyen *Fortier*, voiturier de Saint-Quentin, ayant exécuté des transports sur Mézières pour le compte de la république, fut obligé d'attendre quelque temps le paiement des quatre lettres de voiture dont il était porteur ; que le défaut de fonds dans la caisse du payeur, et les avances considérables que le citoyen *Benomont*, préposé de la commission à Mézières, avait déjà faites pour soutenir le service, avaient, pour le moment, ôté à celui-ci la possibilité d'acquitter

(1) Voyez, sur la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, le décret du 16 fructidor an 3 (2 septembre 1795), et les notes étendues qui l'accompagnent.

les lettres de voiture du citoyen *Fortier* ; qu'elles furent payées quelque temps après, et que le citoyen *Fortier*, au lieu de s'adresser par voie de réclamation aux autorités administratives pour faire régler l'indemnité qui pouvait lui être due à raison du séjour forcé qu'il avait fait à Mézières pour attendre son paiement, se pourvut devant le tribunal civil du département des Ardennes, qui prononça en sa faveur, par jugement du 14 thermidor an 4 ; et que le tribunal civil du département de la Marne, sur l'appel porté devant lui, a confirmé ce jugement, malgré les moyens de défense fournis par le citoyen *Benomont*, qui, en sa qualité de simple agent d'une administration générale et immédiatement dépendante du gouvernement, ne peut payer qu'avec les fonds que la trésorerie nationale met à sa disposition, et ne peut, sous aucun rapport, être personnellement responsable du retard que peut éprouver le versement de ces fonds ; que la conduite du citoyen *Fortier* est irrégulière, et que le tribunal civil du département des Ardennes aurait dû déclarer lui-même son incompétence, en refusant de connaître d'une affaire qui, par sa nature, était entièrement du ressort des autorités administratives ; — Considérant que l'article 13 du titre II de la loi du 16—24 août 1790 établit en principe général que *les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives* ; que, par la loi du 16 fructidor an 3, *défenses itératives sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit* ; — Qu'un autre principe non moins certain, d'après les lois des 23 et 28 octobre — 5 novembre 1790 et 19 nivose an 4, est que les demandes en paiement de sommes dues à la république ou par la république, ne peuvent être intentées que par ou contre les commissaires du directoire exécutif près les administrations, et que les tribunaux ne peuvent en connaître qu'après qu'elles ont subi l'examen des corps administratifs ; — Que, s'il y a conflit de juridiction entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, c'est au ministre de la justice à déterminer la compétence, sauf l'approbation du directoire exécutif, conformément à l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3 ; — Que, dans la classe des affaires administratives, se rangent naturellement toutes les opérations qui s'exécutent par les ordres du gouvernement, par ses agens immédiats, sous sa surveillance et avec les fonds fournis par le trésor public ; — Que, si les demandes en paiement auxquelles ces opérations peuvent donner lieu, ou les autres contestations qui en peuvent naître, étaient portées devant les tribunaux ordinaires, il en résulterait d'abord que l'agent du gouvernement, qui n'opère que par ses ordres et avec les moyens qu'il en reçoit, pourrait être poursuivi et condamné personnellement à payer des sommes pour lesquelles il n'a contracté réellement ni fictivement aucune obligation personnelle ; — Qu'en second lieu, comme tout jugement émané des tribunaux entraîne son exécution, il s'ensuivrait de deux choses l'une, ou que le préposé du gouvernement se verrait dépouillé de sa propriété par des saisies judiciaires, ou que les propriétés nationales seraient à la merci du créancier de la république, lequel serait en droit, par l'autorité de la chose jugée, de les regarder comme le gage de sa créance ; qu'ainsi les denrées, effets et marchandises, dont le gouvernement dispose par le ministère de ses préposés, seraient détournés de leur destination ; que les caisses de la trésorerie nationale elle-même seraient saisissables ; qu'en un mot, le service général pourrait être non seulement entravé, mais totalement interrompu ; — Qu'en troisième lieu, le tribunal qui prend sur lui, en pareil cas, de fixer une indemnité et d'en ordonner le paiement, s'arroge, contre tous les principes, le droit de créer une créance contre la république, tandis que toute indemnité en faveur de ceux

qui ont travaillé pour le gouvernement, doit être le résultat d'une liquidation qui est exclusivement réservée au pouvoir exécutif ; — Qu'enfin (et cet inconvénient n'est pas le moindre), le préposé du gouvernement, personnellement poursuivi, pourrait, à son tour, attaquer personnellement en garantie les administrateurs supérieurs pour l'indemniser de toutes les condamnations prononcées contre lui ; — Que tous les vices qui pourraient amener ces inconvénients, se rencontrent dans le jugement rendu par le tribunal civil du département des Ardennes, et confirmé par celui du département de la Marne ; que le citoyen *Benomont*, attaqué personnellement par le citoyen *Fortier*, pouvait prendre en garantie les commissaires aux transports militaires, ceux-ci le ministre de la guerre, et ce dernier les commissaires de la trésorerie nationale, pour les obliger à verser les fonds ordonnancés par lui ; qu'en effet, si la marche du citoyen *Fortier* était régulière, celle du citoyen *Benomont* et des commissaires aux transports militaires ne le serait pas moins ; mais qu'une pareille marche est monstrueuse, parce qu'elle est le renversement de toutes les règles tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif et politique ; — Que les vexations exercées contre le citoyen *Benomont* dans le département des Ardennes, l'ont été dans d'autres départemens contre d'autres préposés des commissaires aux transports militaires et étapes réunis ; et qu'il est urgent de prendre des mesures pour les faire cesser, en rappelant aux tribunaux les principes qui, dans une circonstance semblable, ont déterminé le tribunal civil du département de la Loire-Inférieure à rendre, le 23 brumaire dernier, un jugement par lequel, « considérant que les lois, notamment celle du 16 « fructidor an 3, font défenses aux tribunaux de connaître des actes d'admini- « nistration, de quelque espèce qu'ils soient ; que l'affrètement des bateaux « de *Ferté* (voiturier par eau) ayant été fait pour le compte de la république « aux administrateurs des transports militaires, doit être considéré comme « un acte d'administration, le tribunal dit qu'il a été incompétemment jugé « par le jugement dont est appel ; décharge les appelans des condamnations « prononcées contre eux ; déboute *Ferté* de ses demandes de la manière in- « tentée, et le condamne aux dépens des causes principale et d'appel, « sauf à lui à se pourvoir administrativement pour le paiement de son fret « et de ses frais de retardement ; » — Après avoir entendu le ministre de la justice, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le commissaire du directoire exécutif près le tribunal de cassation dénoncera à ce tribunal les jugemens des tribunaux civils des départemens des Ardennes et de la Marne, ci-dessus mentionnés, et requerra qu'ils soient cassés comme contraires aux lois et renfermant excès de pouvoir.

2. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux civils sont tenus de s'opposer à toutes poursuites qui seraient dirigées devant ces tribunaux contre des agens du gouvernement, en leur nom, soit pour raison d'engagemens par eux contractés en leur qualité, soit pour raison d'indemnités prétendues à leur charge, pour retard de paiement de sommes dues par le trésor public ; et de dénoncer au ministre de la justice tous les jugemens qui pourraient intervenir au contraire.

3. Le ministre de la justice fera connaître au directoire exécutif les noms de ceux de ses commissaires qui ne se sont pas conformés ou ne se conformeraient pas ci-après à la règle rappelée par l'article précédent.

actions en rescision de contrats de vente pour cause de lésion d'outre moitié (1). (II, Bull. cxv, n° 1099 ; B., LXVIII, 11.)

Le conseil... , considérant que le papier-monnaie n'ayant plus de cours forcé, les motifs de la suspension prononcée par la loi du 14 fructidor an 3, de toute action en rescision pour vente ou pour contrat équivalent à vente, deviennent sans objet ; qu'en conséquence elle doit être levée, et qu'on ne peut trop se hâter de rendre aux citoyens l'exercice de leur droit, ... prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. La suspension provisoire de toute action et de toute instance en rescision des contrats de vente ou équipollens à vente, pour cause de lésion d'outre moitié, ordonnée par l'article 2 de la loi du 14 fructidor, est levée.

2. Dans les délais fixés par les lois pour la prescription, ne sera pas compté le temps qui se sera écoulé depuis la publication de la loi de suspension jusqu'à la publication de la loi qui interviendra sur la présente résolution.

N° 182. = 5 germinal an 5 (25 mars 1797). = *Loi relative au dépôt des minutes des ci-devant commissaires au Châtelet de Paris, et à la confection des actes par eux commencés*. (II, Bull. cxvi, n° 1107 ; B., LXVIII, 25.)

Art. 1^{er}. Les ci-devant commissaires au Châtelet de Paris, ou les représentants de ceux qui sont décédés, seront tenus, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter, si fait n'a été, l'article 33 de la loi du 7 messidor an 2, et l'article 3 de celle du 3 brumaire an 3 ; en conséquence, dans le mois qui suivra la publication de la présente, ils remettront toutes leurs minutes aux archives judiciaires. Le préposé au dépôt des archives judiciaires est chargé de veiller à l'exécution du présent article (2).

2. Les ordres, comptes, liquidations et partages commencés par les ci-devant commissaires en qualité de commis par le ci-devant Châtelet, ne pourront désormais être par eux repris et achevés.

3. Sont exceptés de la disposition du précédent article, les actes qui auraient été spécialement repris et continués d'après le décret du 29 janvier — 9 février 1791, et pour lesquels cette reprise serait justifiée par procès-verbaux postérieurs à ladite loi. — Ces actes, néanmoins, ne pourront être achevés qu'à la charge par les ci-devant commissaires qui les ont déjà repris, 1° d'en faire la déclaration au préposé au dépôt des archives judiciaires, dans le délai d'un mois après la publication de la présente ; 2° de terminer lesdits actes, et de déposer les minutes y relatives avant le 1^{er} vendémiaire de l'an 6.

N° 183. = 5 germinal an 5 (25 mars 1797). = *Loi qui lève le séquestre des biens des individus mis hors la loi à raison des conspirations et révoltes qui ont éclaté le 9 thermidor an 2* (3). (II, Bull. cxv, n° 1102 ; B., LXVIII, 26.)

Art. 1^{er}. L'article 4 de la loi du 21 prairial an 3, relatif aux biens des individus qui ont été mis hors de la loi à raison des conspirations et révoltes qui ont éclaté le 9 thermidor, est rapporté.

(1) Voyez la loi du 19 floréal an 6 (8 mai 1798), concernant cette action en rescision, et les notes.

(2) Voyez le décret du 7 (4 et) — 12 septembre 1790, portant organisation des archives nationales, et les notes.

(3) Voyez l'arrêté du 4 frimaire an 6 (24 novembre 1797), art. 2, qui applique le présent aux héritiers des condamnés par les tribunaux révolutionnaires, réorganisés après le 9 thermidor an 2. Voyez aussi, sur la restitution des biens des condamnés, les lois citées dans les notes du décret du 20 frimaire an 3 (10 décembre 1794).

2. Le séquestre desdits biens est levé : en conséquence, les héritiers de ces individus en jouiront dans l'état où ils se trouvent actuellement, aux charges de droit, et conformément aux dispositions de la loi du 21 prairial an 3.

N° 184. = 7 germinal an 5 (27 mars 1797). = *Loi concernant le mode d'admission et d'avancement dans le nouveau corps de gendarmerie* (1).
(II, Bull. cxv, n° 1103 ; B., LXVIII, 35.)

N° 185. = 9 germinal an 5 (29 mars 1797). = *Loi relative à la répartition et au recouvrement des contributions foncière et mobilière de l'an 5* (2).
(II, Bull. cxvi, n° 1111 ; B., LXVIII, 47.)

N° 186. = 9 germinal an 5 (29 mars 1797). = *Loi qui ordonne la vente des bâtimens nationaux, payables en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique perpétuelle*. (II, Bull. cxvi, n° 1112 ; B., LXVIII, 48.)

Art. 1^{er}. Il sera incessamment procédé à la vente de tous les bâtimens nationaux qui ne tiennent point à des propriétés rurales, à des usines, ou qui ne servent pas à leur exploitation.

2. Sont exceptés de la présente disposition, — 1° Les bâtimens réservés au service public ; — 2° les édifices dont la jouissance a été assurée aux habitans des communes et sections de commune de la république par la loi du 11 prairial de l'an 3 ; — 3° Les bâtimens situés entre le Louvre, le palais national et le jardin des Tuileries, la place de la Concorde, les rues Florentin et Honoré.

3. Les ventes seront ouvertes par les administrations de département, quinzaine après l'affiche ; — Elles seront faites sur enchères reçues de la manière réglée par l'article 9 de la loi du 16 brumaire dernier, et selon le mode de paiement ci-après déterminé.

4. Les enchères seront ouvertes sur une première offre, égale aux trois quarts du principal de l'évaluation des bâtimens estimés en vertu des lois précédentes. — Quant aux bâtimens non estimés, le revenu en sera fixé par des experts, et les enchères seront ouvertes sur l'offre de quinze fois le revenu.

5. Le prix des bâtimens vendus sera payable en entier en inscriptions au grand-livre de la dette publique perpétuelle. — Le quart sera acquitté dans les dix jours de l'adjudication, et avant la prise de possession. — Les trois quarts restans seront acquittés dans les deux mois suivans.

6. Les inscriptions seront reçues sur le pied de vingt fois le montant de la rente.

7. Les arrérages des inscriptions sur le grand-livre données en paiement, cesseront de courir du premier jour du trimestre dans le courant duquel l'adjudication aura été faite. — Les adjudicataires jouiront des fruits des domaines adjugés, à compter du jour de l'adjudication.

8. La disposition de l'article précédent, relative au cours des arrérages des inscriptions, sera exécutée à l'égard des inscriptions qui seront données en paiement des ventes faites à l'avenir en exécution de la loi du 16 brumaire dernier.

(1) Depuis cet arrêté, la gendarmerie a été réorganisée nombre de fois. Voyez, à cet égard, les notes qui accompagnent le décret du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791, et notamment la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798).

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et, sur la contribution mobilière, celle du 3 nivose suivant (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces deux lois.

9. Indépendamment du prix stipulé, les adjudicataires seront tenus de payer dans les dix jours, en numéraire, le droit d'enregistrement, qui demeure fixé à vingt centimes ou quatre sous par cent francs, sur la totalité du prix, et à cinq centimes ou un sou par cent francs pour tenir lieu des frais de la vente et attribution des fonctionnaires et employés qui sont chargés d'y procéder.

10. Faute de paiement dans les délais indiqués, les bâtimens seront vendus dans les formes de la première vente, à la diligence du commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, en se conformant aux troisieme et quatrième dispositions de l'article 18 de la loi du 16 brumaire dernier.

11. Les commissaires de la trésorerie nationale seront tenus de publier, tous les mois, l'état des inscriptions données en paiement des bâtimens qui seront vendus en exécution de la présente loi. — Ils publieront aussi l'état des inscriptions et autres effets de la dette publique qui se trouveront anéantis par les ventes faites en exécution de la loi du 16 brumaire dernier.

N^o 187. = 10 germinal an 5 (30 mars 1797). = *LOI portant des peines contre les jurés qui ne se rendraient pas à leur poste* (1). (II, Bull. CXVI, n^o 1113 ; B., LXVIII, 58.)

Art. 1^{er}. Tout juré d'accusation qui ne s'est pas rendu sur la sommation qui lui en a été faite, est condamné sans appel, par le directeur du jury, à dix jours d'emprisonnement et à vingt-cinq francs d'amende, avec impression et affiche du jugement dans toutes les communes de l'arrondissement du directeur du jury.

2. Tout juré de jugement qui ne s'est pas rendu sur la sommation qui lui en a été faite, est condamné par le tribunal criminel, à vingt jours d'emprisonnement et à cinquante francs d'amende, avec impression et affiche du jugement dans toute l'étendue du département.

3. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, ceux qui prouveraient qu'ils ont été retenus par une maladie grave ou force majeure.

4. Toutes lois contraires aux précédentes dispositions sont rapportées.

N^o 188. = 12 germinal an 5 (1^{er} avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine un mode pour la vérification et la taxe des frais de justice* (2). (II, Bull. CXVI, n^o 1119.)

Art. 1^{er}. Les greffiers, avant de remettre à qui de droit les copies, extraits ou expéditions qu'ils sont tenus de fournir au compte de la caisse nationale, les représenteront au commissaire du directoire exécutif près du tribunal auquel ils sont attachés.

2. Le commissaire du directoire exécutif vérifiera ces copies, extraits ou expéditions ; et s'il reconnaît qu'elles ne sont pas conformes aux bases établies par les lois et réglemens qui leur sont applicables, il en référera de suite au président, lequel, en sa présence, arrêtera le nombre de rôles à passer en taxe.

3. Dans tous les cas, le commissaire du directoire exécutif délivrera au greffier un certificat constatant la nature de l'affaire à laquelle se rapportent les copies, extraits ou expéditions, le nom de la personne à qui elles seront fournies, l'époque de la représentation qui lui en est faite, et le nombre des rôles à allouer. Il tiendra, en outre, note du tout sur un registre particulier.

(1) Voyez la loi du 24 ventose an 5 (14 mars 1797), sur le même objet, et les art. 396 et suiv. du Cod. instr. crim. de 1808.

(2) Voyez le tarif des frais en matière civile, du 16 février 1807, et celui des frais en matière criminelle, du 18 juin 1811.

4. Seront rejetés de la taxe et du *visa*, tous les articles des mémoires de frais où seraient portées ces copies, extraits ou expéditions, si le greffier ne produit à l'appui le certificat ci-dessus mentionné, ou un extrait du registre tenu par le commissaire du directoire exécutif, à moins que ces copies, extraits ou expéditions mêmes ne soient jointes aux mémoires.

N° 189. = 13 germinal an 5 (2 avril 1797). = *LOI portant que, dans les affaires criminelles, les juges et jurés doivent rester aux débats commencés, jusqu'au jugement* (1). (II, Bull. **CXVI**, n° 1120; B., **LXVIII**, 64.)

Art. 1^{er}. Tous juges, accusateurs, jurés de jugement, jurés adjoints et suppléans, sont tenus de rester aux débats, à l'examen et à toute l'instruction de l'affaire qu'ils auront commencée dans lesdites qualités, et conservent leur caractère, quelle que soit la durée de l'instruction, et bien qu'ils soient appelés, pendant cet intervalle, à d'autres fonctions publiques.

2. Les directeurs et jurés d'accusation conservent pareillement leur caractère, et sont tenus de rester à leur poste jusqu'à ce qu'ils aient terminé la portion d'instruction qui leur est attribuée, et complètement rempli la tâche que la loi leur assigne.

N° 190. = 13 germinal an 5 (2 avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant qu'avant une décision du corps législatif, les membres d'une administration municipale existante ne peuvent être remplacés par les citoyens élus dans une des deux assemblées primaires dont les opérations et nominations sont en litige*. (II, Bull. **CXVII**, n° 1122.)

N° 191. = 21 germinal an 5 (10 avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la destitution des receveurs du droit d'enregistrement exerçant les fonctions de notaire* (2). (II, Bull. **CXVII**, n° 1129.)

N° 192. = 21 germinal an 5 (10 avril 1797). = *LOI relative aux ventes de maisons nationales, faites avec réserve d'usufruit*. (II, Bull. **CXVII**, n° 1132; B., **LXVIII**, 85.)

Art. 1^{er}. Les adjudicataires des maisons nationales vendues avec réserve de l'usufruit au profit des usufruitiers légitimes, conformément aux lois des 24 juillet — 24 août 1790 et 3—10 juillet 1791, ne pourront conserver que la nue propriété, aux termes de leur adjudication. — Les articles 20 et 21 de la loi du 15 frimaire an 2 cesseront d'avoir effet à leur égard, à compter de la publication de la présente loi.

2. Néanmoins ces adjudicataires auront la faculté de conserver la jouissance, en payant au propriétaire légitime de l'usufruit une indemnité viagère, qui sera fixée par experts, proportionnellement à la valeur locative de la maison, à l'époque de l'adjudication (3).

3. Les adjudicataires desdites maisons vendues sans aucune réserve depuis la publication de la loi du 15 frimaire an 2, seront maintenus dans la propriété et l'usufruit qui leur ont été aliénés. — Les propriétaires légitimes de

(1) Voyez les art. 343 et 353 du Cod. instr. crim. de 1808, conformes.

(2) L'incompatibilité des fonctions de notaire avec celles de receveur des contributions publiques a été déclarée par le décret du 29 septembre — 6 octobre 1791, tit. II, art. 3, et par l'art. 7 de la loi du 25 ventose — 5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), sur le notariat.

(3) Voyez la loi interprétative du 26 nivose an 6 (15 janvier 1798).

l'usufruit seront admis à faire liquider, conformément à l'instruction du 3—10 juillet 1791, l'indemnité qui leur est due pour la privation qu'ils éprouvent.

4. A compter de la publication de la présente loi, les articles 20 et 21 de la loi du 15 frimaire an 2 demeurent abrogés. — En conséquence, les maisons nationales dont l'usufruit a été conservé aux anciens titulaires par les lois du 24 juillet — 24 août 1790 et l'instruction du 3—10 juillet 1791, ne pourront être vendues que sous la réserve dudit usufruit.

N° 193. = 22 germinal an 5 (11 avril 1797). = *LOI relative aux droits d'entrée sur les tabacs venant de l'étranger* (1). (II, Bull. cxvii, n° 1133; B., LXVIII, 89.)

N° 194. = 23 germinal an 5 (12 avril 1797). = *LOI relative à l'organisation du service des douanes* (2). (II, Bull. cxviii, n° 1137; B., LXVIII, 93.)

A compter du 1^{er} germinal de la présente année, le nombre des préposés des douanes est fixé à douze mille trois cent huit, et les dépenses annuelles de cette administration à la somme de huit millions sept cent quatre-vingt-un mille six cent quatre-vingts francs, conformément au tableau annexé à la présente résolution.

Tableau de l'organisation du service des douanes.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	NOMBRE des employés.	BUREAUX DE PERCEPTION.	TRAITEMENT DES EMPLOYÉS.	TOTAUX des traitemens.
			fr.	fr.
	1	Bordeaux	6,000	6,000
	4	Rouen, Le Havre, Dunkerque, Marseille	5,000	20,000
	6	Nantes, Lorient, Anvers, Strasbourg, Bourg-Libre, Nice	4,000	24,000
	3	Bayonne, La Rochelle, Ostende	3,500	10,500
	6	Brest, Calais, Meyrin, Carrouge, Lans-le-Bourg, Cette	5,000	48,000
Receveurs.....	628	7 Libourne, Paimbœuf, Colmar, Bourgfeld, Verrières, Toulon, Agde	2,600	18,200
	2	Boulogne, Saint Valery....	2,400	4,800
	16	Blaye, Rochefort, Morlaix, St-Malo, Honfleur, Dieppe, Forbach, Sarre-Libre, Sarguemines, Candel, Pont-du-Rhin, Lauterbourg, Saint-Maurice, Sas-de-Gand, la Calamine, Greven-Macheren.	2,000	52,000
	583	Autres bureaux	de 400 à 1,800	447,600
<i>A reporter...</i>	628	.....	.....	581,100

(1) Voyez, dans les notes du décret du 20—27 mars 1791, sur la fabrication du tabac, le résumé des lois concernant l'importation du tabac étranger.

(2) Voyez, sur l'organisation de l'administration des douanes, le décret du 23 avril—1^{er} mai 1791, et les notes qui résument la législation de la matière.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	NOMBRE des employés	BUREAUX DE PERCEPTION.	TRAITEMENT DES EMPLOYÉS.	TOTAUX des traitemens.
			fr.	fr.
<i>Report</i>	628	.....	.....	581,100
Visiteurs..... 260	13	.....	2,000	26,000
	247	.....	de 400 à 1,800	506,600
	2	.....	2,200	4,400
Commis aux déclarations 57	12	.....	2,000	24,000
	46	.....	1,800	28,800
	7	.....	de 1,000 à 1,600	10,400
Commis aux expéditions...	127	.....	de 600 à 1,800	157,000
	4	.....	2,000	8,000
Commis de recettes.... 12	5	.....	1,500	7,500
	3	.....	de 1,000 à 1,200	3,400
Concierges	6	.....	900	5,400
	5	Bordeaux, Rouen, Le Havre, Dunkerque, Marseille...	3,000	15,000
	2	Nantes, Nice.....	2,800	5,600
	2	Lorient, Anvers...	2,500	5,000
Commis principaux à la navigation	4	Baïonne, La Rochelle, Tou- lon, Cette.....	2,400	9,600
..... 25	2	Calais Agde.....	2,200	4,400
	4	Rochefort, Brest, St Valery, Ostende.....	2,000	8,000
	4	Paimbœuf, Saint-Malo, Hon- fleur, Dieppe.....	1,800	7,200
Commis pour la balance du commerce.....	8	.....	1,800	14,400
	1	.....	2,400	2,400
Receveurs des entrepôts des pays réunis..... 4	2	.....	2,200	4,400
	1	.....	1,800	1,800
Visiteurs desdits	9	.....	de 1,200 à 1,800	15,400
Commis aux expéditions desdits..... 4	1	.....	1,200	1,200
	3	.....	1,000	5,000
	1,118			1,258,000
BRIGADES.				
			fr.	fr.
Capitaines	18	.....	de 1,200 à 2,000	219,600
Contrôleurs de brigade....	104	.....	.....	.....
Lieutenans principaux et d'ordre	217	.....	de 700 à 1,200	184,450
Lieutenans à pied.....	1,244	.....	de 500 à 900	808,600
Sous-lieutenans <i>idem</i> ...	1,462	.....	de 450 à 850	877,200
Contrôleurs des postes et du port.....	7	.....	de 750 à 1,200	6,300
Lieutenans à cheval	9	.....	de 1,000 à 1,200	9,900
Sous-lieutenans <i>idem</i> ...	6	.....	de 900 à 1,100	6,000
Cavaliers	50	.....	de 850 à 1,000	45,000
Préposés matelots-embal- leurs.....	7,784	.....	de 400 à 700	5,970,350
Maîtres d'équipages, pilotes, patrons.....	102	.....	de 600 à 900	71,400
Commandans d'embarcation	6	.....	de 800 à 1,100	5,700
Préposés canoniers.....	2	.....	750	1,500
Musés et novices.....	9	.....	de 500 à 500	3,600
Concierges-portiers	2	.....	750	1,500
	11,022			6,211,400
TRAITEMENT ET FRAIS DE BUREAU DES EMPLOYÉS SUPÉRIEURS.				
Contrôleurs des visites et entrepôts	15	.....	fr. de 2,000 à 3,400	fr. 40,900
<i>A reporter</i> ...	15	.....	.....	40,900

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	NOMBRE des employés	BUREAUX DE PERCEPTION.	TRAITEMENT DES EMPLOYÉS	TOTAUX des traitemens
			fr.	fr.
<i>Report</i>	15	.....	.....	40 900
Inspecteurs.....40	10	.....	5,000	50,000
	30	.....	de 5,000 à 4,000	105,000
Directeurs.....	25	.....	7,000	175,000
Commis des directions.....	48	.....	de 1,200 à 2,000	74,000
Régisseurs.....	5	.....	12,000	56,000
Frais de tournée.....		.....	.....	40,000
Frais de bureau, y compris les garçons de bureau et concierge.....		.....	.....	20,000
Frais des bureaux de direc- tion.....		.....	.....	40,000
	151			530,900
BUREAU CENTRAL.				
			fr.	fr.
Directeurs.....	6	.....	6,000	36,000
Sous-directeurs.....	6	.....	4,500	27,000
Premiers commis.....	6	.....	de 2,600 à 5,000	16,800
Commis principaux.....	6	.....	de 2,000 à 2,500	14,400
Commis chargé du dépôt de la cote de la signature et de l'envoi des congés et passeports maritimes ..	1	.....	5,000	5,000
Commis aux expéditions ..	12	.....	de 1,400 à 1,800	20,400
	57			117,600
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.				
				fr.
Bureaux de perception.....	1,118	.....	.....	1,258,000
Brigades.....	11,022	.....	.....	6,211,100
Contrôleurs, inspecteurs, di- recteurs, régisseurs, frais de tournée et de bureau	151	.....	.....	550,900
Bureau central.....	57	.....	.....	117,600
Loyers et frais des bureaux de perception et des corps de garde d'employés, frais de construction et de réparation des embar- cations et autres, impres- sions et fournitures de re- gistres, ports de paquets, et autres dépenses non fixes.....	.....	Comme ils étaient fixés par la loi de 1791.....	.....	644,080
	12 508			8,781,680

N° 195. = 23 germinal an 5 (12 avril 1797). = **Loi qui détermine un mode pour achever la liquidation arriérée des créances de l'ancien gouvernement** (1). (II, Bull. cxviii, n° 1135 ; B., LXVIII, 98.)

Art. 1^{er}. Les lois des 2 floréal et 22 messidor an 4 sont déclarées communes aux ci-devant payeurs des rentes dues par la commune de Paris et par la compagnie des notaires de Paris, en ce qui concerne le dépôt à la trésorerie nationale, de leurs registres, sommiers, et des états exigés par ces lois.

(1) Voyez, sur la liquidation de la dette publique, le décret du 24 août (15, 16, 17 et) —13 septembre 1793, et les notes qui resument toute la législation.

2. Les ci-devant trésoriers des pays d'états, et autres payeurs pour le compte de l'ancien gouvernement, des rentes distribuées depuis aux quarante payeurs des rentes sur la république, seront tenus de déposer leurs registres et sommiers à la trésorerie nationale.

3. Les quarante ci-devant payeurs des rentes, les ci-devant liquidateurs des rentes dues par la commune de Paris et par la compagnie des notaires de Paris, déposeront à la trésorerie nationale, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, leurs dernières feuilles d'enregistrement de quittances de rentes perpétuelles et viagères, et les doubles des états des titres par eux déposés au bureau de comptabilité, à l'appui de la liquidation qu'ils ont faite.

4. La trésorerie nationale achèvera, toutes les opérations dont étaient chargés les ci-devant payeurs, et expédiera tous les certificats, *duplicata* et autres pièces dont les lois précédentes leur attribuaient la délivrance.

5. La comptabilité nationale délivrera, sur la demande du liquidateur de la trésorerie, tous les renseignements, mentions et certificats nécessaires pour la liquidation des rentes perpétuelles et viagères.

6. Le traitement accordé aux payeurs des rentes supprimés, et qui devait finir au 30 prairial, leur est continué pour les mois de messidor, thermidor et fructidor, et tout traitement cessera à leur égard à compter du 1^{er} vendémiaire dernier.

7. Il sera payé à chacun des ci-devant payeurs des rentes, la somme de deux cents livres en numéraire pour chacun des mois de prairial, messidor, thermidor et fructidor, en justifiant par eux qu'au moment de la publication de la présente loi, ils ont satisfait aux lois des 2 floréal et 22 messidor derniers.

8. Les transferts ordonnés par l'article 66 de la loi du 24 août 1793 seront déposés à la trésorerie nationale.

N° 196. = 25 germinal an 5 (14 avril 1797). = **DÉCRET** du conseil des anciens, qui rejette la résolution qui établit une loterie nationale (1). (B., LXVIII, 103.)

N° 197. = 26 germinal an 5 (15 avril 1797). = **LOI** qui soumet à l'approbation du corps législatif, les pensions de retraite dans l'enregistrement, les douanes et autres services publics. (II, Bull. CXVIII, n° 1138; B., LXVIII, 105.)

N° 198. = 28 germinal an 5 (17 avril 1797). = **LOI** qui détermine l'époque annuelle de l'entrée en exercice des fonctionnaires publics nommés par le peuple. (II, Bull. CXVIII, n° 1142; B. LXVIII, 111.)

N° 199. = 30 germinal an 5 (19 avril 1797). = **LOI** concernant le mode de remplacement des fonctionnaires publics qui deviennent membres du corps législatif. (II, Bull. CXIX, n° 1148; B., LXVIII, 116.)

Art. 1^{er}. Les citoyens qui exercent des fonctions publiques pour un temps illimité, ne perdent point leur place par l'acceptation des fonctions législa-

(1) Voyez, sur la loterie, le décret du 28—30 vendémiaire an 2 (19—21 octobre 1793), qui supprime toutes les loteries autres que celle de France, et les notes; et surtout la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. IX, et les notes.

tives; leur remplacement, dans ce cas, n'est que provisoire : mais ils ne peuvent cumuler un double traitement ; ils touchent seulement celui de membre du corps législatif.

2. Il n'y a d'exceptions au précédent article qu'à l'égard des commissaires du directoire exécutif : les citoyens investis de cette qualité la perdent du moment qu'ils acceptent celle de législateur.

3. Les dispositions de l'article 1^{er} s'appliquent aux citoyens qui font partie de l'armée : ils conservent leur grade et leur droit à l'avancement par rang d'ancienneté ; mais l'exercice des fonctions militaires leur est spécialement interdit , tant que dure leur qualité de législateur.

4. Tout citoyen qui remplit une fonction publique constitutionnellement temporaire , et qui est appelé aux fonctions législatives , devient , par le seul fait de l'acceptation de la qualité de législateur , démissionnaire de la place qu'il occupait auparavant.

5. Dans ce cas , comme en toute autre circonstance où il y a lieu à des remplacements définitifs , ils s'opèrent de la manière prescrite par les articles ci-après.

6. Le remplacement définitif des juges des tribunaux civils , quelle que soit la nature du service auquel ils furent employés , s'établit par l'entrée en exercice des suppléans , suivant l'ordre du tableau ; et l'assemblée électorale pourvoit au remplacement de ceux-ci par la nomination d'un nombre de suppléans égal à celui qui est entré dans le tribunal civil.

7. Lorsqu'il ne reste pas assez de suppléans pour le remplacement des juges au tribunal civil , l'assemblée électorale nomme autant de juges et de suppléans qu'il en est besoin pour compléter le tribunal.

8. Elle procède d'ailleurs directement , le cas échéant , au remplacement définitif du président du tribunal criminel , de l'accusateur public et du greffier près le même tribunal. — Il en est de même à l'égard des administrateurs de département.

9. Toutes les fois qu'il est nécessaire de remplacer extraordinairement un commissaire de la trésorerie ou de la comptabilité nationale , le remplacement se fait par le corps législatif , et ce remplacement est toujours définitif.

10. Le remplacement définitif des autres fonctionnaires publics s'exécute , lorsqu'il y échet , d'après les règles particulières qui les concernent.

11. Si , par des circonstances particulières , l'acceptation de la qualité de législateur de la part d'un fonctionnaire public , ou la vacance définitive de son emploi par toute autre cause , ne sont pas manifestées avant la fin de la session de l'assemblée primaire ou électorale chargée de le remplacer , le remplacement par cette voie n'a lieu que l'année suivante. — Il est alors procédé , après la dissolution de cette assemblée , au remplacement provisoire de ce fonctionnaire dans les formes de droit. — Néanmoins ce remplacement , quoique provisoire , relativement au remplaçant , est toujours réputé définitif à l'égard du remplacé.

12. Dans toutes les occasions où il est nécessaire de recourir à des remplacements provisoires de fonctionnaires publics , ils se font conformément aux lois actuellement existantes , sauf les modifications ci-après.

13. Lorsque la place de juge de paix vient à vaquer définitivement avant la tenue des assemblées primaires , les assesseurs le remplacent provisoirement par la désignation d'un juge de paix qu'ils prennent parmi eux ; — Et pour le remplacement provisoire des assesseurs , chaque fois qu'il devient nécessaire , le juge de paix et les assesseurs restans s'en adjoignent qu'ils sont tenus de choisir parmi des citoyens qui aient rempli des fonctions publiques par l'effet de la nomination du peuple.

14. Dans le cas où un tribunal civil se voit totalement dépourvu de suppléans, et où cependant il se trouve des remplacements provisoires à faire parmi les juges dans l'intervalle de la session d'une assemblée électorale à l'autre, les sections du tribunal réunies s'adjoignent également des juges qui, comme au précédent article, ne peuvent être choisis que parmi les citoyens qui ont exercé des fonctions publiques en conséquence de la nomination du peuple.

15. Les formes de ces nominations provisoires sont celles déterminées par l'article 3 du titre IV de la loi du 25 fructidor an 3, et les fonctionnaires ainsi nommés n'exercent que jusqu'aux élections prochaines.

16. Afin d'éviter toute espèce d'interruption dans le cours de la justice, chaque section du tribunal civil, en cas d'empêchement momentané de quelques uns des juges et de l'absence des suppléans, a la faculté d'appeler un ou deux citoyens au plus, du nombre de ceux qui sont dans l'usage d'exercer le ministère de défenseur officieux, à l'effet de compléter instantanément le nombre de juges requis pour le jugement des procès (1).

17. Il n'est point dérogé aux articles 269 et 270 du Code pénal, sur le mode de remplacement provisoire du président du tribunal criminel et de l'accusateur public.

18. Lorsqu'il s'agit de remplacer provisoirement le greffier du tribunal criminel pour cause de vacance absolue de son emploi, le président et les juges du même tribunal y pourvoient jusqu'aux prochaines élections, en se conformant à la loi du 25 fructidor.

19. Toutes dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

N° 200. = 2 floréal an 5 (21 avril 1797). = *Loi qui proroge pendant six mois, à compter du 7 prairial suivant, la perception, en faveur des indigens, d'un droit sur les billets de spectacles, etc.* (2). (II, Bull. **CXIX**, n° 1151; B., LXVIII, 119.)

N° 201. = 2 floréal an 5 (21 avril 1797). = *Loi relative aux pensions de retraite à accorder aux employés de la régie des douanes* (3). (II, Bull. **CXIX**, n° 1150; B., LXVIII, 121.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} germinal, il sera fait, chaque mois, une retenue

(1) Voyez, sur l'adjonction des suppléans, le décret du 6—27 mars 1791, concernant l'organisation judiciaire, art. 29 et 30, et les notes; et le décret du 30 mars 1808, art. 49, et les notes.

Sous l'empire de la loi du 30 germinal an 5, on a jugé que, de ce qu'elle permet le concours des défenseurs officieux en remplacement des juges absens ou empêchés, il ne s'ensuit pas que le nombre des remplaçans puisse être supérieur à celui des juges titulaires, et que, dans ce dernier cas, il y aurait nullité. Cass., 30 octobre 1811, Sir., XII, 1, 226; Bull. civ., XIII, 263. — Jugé encore, qu'en cas de remplacement de juges, dans une cour criminelle, les juges en titre doivent toujours être en majorité. Cass., 11 prairial an 13, Sir., V, 2, 186; Bull. crim., X, 259. — Jugé, au contraire, que les suppléans avant le caractère de juges, dans le sens de la loi, ils peuvent former la majorité des membres d'un tribunal. Cass., 21 décembre 1820, Sir., XXI, 1, 135. — Une cour, constituée en audience solennelle, peut se compléter par des avocats qui n'ont pas besoin de prêter un nouveau serment. Cass., 8 décembre 1813, Sir., XIV, 1, 121. — Lorsqu'une section d'une cour d'appel est incomplète, il n'est pas nécessaire que les juges tirés d'une autre section pour compléter la première, aient été désignés par le sort, ou même appelés dans l'ordre de leur ancienneté. Cass., 2 nivose an 14, Sir., VI, 2, 93.

(2) Ce droit a été prorogé plusieurs fois et subsiste encore. Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui l'a établi, et les notes.

(3) Voyez l'arrêté du 25 thermidor an 11 (13 août 1803), qui augmente la retenue sur le traitement des employés des douanes, afin d'assurer des pensions aux veuves des administrateurs et préposés; l'ordonnance du 29 décembre 1819, qui porte cette retenue à cinq pour cent; et celle du 12—13 janvier 1825, contenant règlement sur les pensions de retraite des fonctionnaires et employés du département des finances.

sur les appointemens des régisseurs et préposés des douanes, et sur le produit des confiscations et amendes, pour former un fonds destiné à l'acquit des pensions de ceux des employés qui seront dans le cas d'obtenir leur retraite.

2. Cette retenue sera de trois deniers pour livre sur les appointemens desdits régisseurs ou préposés, et de trois sous pour livre sur le produit net des confiscations et amendes. — Le montant des vacances d'emplois sera ajouté aux sommes ci-dessus, pour augmenter les fonds des retraites.

3. Pour déterminer le montant des pensions de retraite dues à chaque employé, il sera fait une année commune du traitement dont il aura joui pendant les trois dernières années de sa gestion. — La pension sera de la moitié de ce produit pour trente années de service, et d'un vingtième de l'autre moitié pour chaque année au dessus de trente ans, sans que, dans aucun cas, le *maximum* de ces retraites puisse être au dessus de trois mille francs, ni moindre de deux cents. — Le *maximum* des retraites des régisseurs ne pourra, dans aucun cas, s'élever au-delà de la moitié de leur traitement.

4. La pension sera la même pour tout préposé que des blessures graves, reçues dans l'exercice de ses fonctions, mettraient hors d'état de les continuer, et pour les veuves et enfans de ceux qui y perdraient la vie, ou qui viendraient à mourir des suites de leurs blessures.

5. Dans le cas de retraite forcée pour cause d'infirmités acquises dans cet emploi, la pension à accorder sera déterminée à raison d'un sixième du traitement pour dix ans de service, et, en outre, d'un soixantième par chaque année excédant le nombre de dix.

6. Le paiement des pensions de retraite s'effectuera par mois, comme celui des appointemens.

7. Les sommes nécessaires au traitement et à la guérison des employés blessés dans leurs fonctions, seront prises sur les fonds des retraites. — Ces fonds étant la propriété des préposés des douanes, ils ne pourront, dans aucun cas, être distraits de l'objet auquel ils sont destinés.

N° 202. = 3 floréal an 5 (22 avril 1797). = *Loi qui fixe la durée des certificats de résidence pour les paiemens à recevoir de la trésorerie nationale.* (II, Bull. **CXIX**, n° 1152; B., **LXVIII**, 123.)

N° 203. = 5 floréal an 5 (24 avril 1797). = *Loi concernant la vente des sucres raffinés actuellement en entrepôt.* (II, Bull. **CXIX**, n° 1154; B., **LXVIII**, 126.)

N° 204. = 5 floréal an 5 (24 avril 1797). = *Loi relative au droit de timbre* (1). (II, Bull. **CXIX**, n° 1153; B., **LXVIII**, 127.)

N° 205. = 6 floréal an 5 (25 avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant que les dépenses du casernement de la gendarmerie nationale seront acquittées par le ministre de la guerre.* (II, Bull. **CXXI**, n° 1167.)

N° 206. = 7 floréal an 5 (26 avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif*

(1) Cette loi a été abrogée par l'art. 39 de celle du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), qui forme la base de la législation actuelle sur le timbre. Voyez cette loi, et les notes.

contenant des mesures pour l'arrestation des forçats évadés (1). (II, Bull. cxx, n° 1157.)

Art. 1^{er}. Les ordonnateurs de marine, dans les ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, ainsi que le commissaire chargé du détail des chiourmes à Nice, sont autorisés, lorsqu'il s'évadera un forçat, de faire tirer sur-le-champ trois coups de canon, afin d'en faire parvenir promptement la connaissance dans les campagnes qui avoisinent ces ports.

2. En cas de reprise d'un forçat évadé, il sera accordé à la gendarmerie nationale et à tout citoyen qui l'aura reconduit dans le bagne, une récompense de trente francs par chaque forçat arrêté hors des murs, quinze francs lorsqu'il sera pris dans la ville, et neuf francs s'il est saisi dans le port.

N° 207. = 7 floréal an 5 (26 avril 1797). = *LOI qui fixe l'époque du mouvement des juges des tribunaux civils aux tribunaux criminels, correctionnels, et à la direction du jury d'accusation* (2). (II, Bull. cxx, n° 1159; B., LXVIII, 132.)

N° 208. = 9 floréal an 5 (28 avril 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui fixe au 1^{er} thermidor suivant l'époque à laquelle les secours accordés aux réfugiés de Corse cesseront d'avoir lieu* (3). (II, Bull. cxx, n° 1161.)

N° 209. = 10 floréal an 5 (29 avril 1797). = *LOI contenant ratification du traité de paix conclu entre la république française et le pape* (4). (II, Bull. clxvi, n° 1599; B., LXVIII, 144.)

Le traité de paix conclu à Tolentino le 1^{er} ventose an 5 (19 février 1797), entre la république française et le pape *Pie VI*, par le citoyen *Buonaparte*, général en chef de l'armée d'Italie, et *Cacault*, ministre de la république, munis des pleins pouvoirs du directoire exécutif, d'une part, et son éminence le cardinal *Mattei*, M. *Callepi*, M. le duc *Braschi*, M. le marquis de *Massimo*, plénipotentiaires de sa sainteté, d'autre part, accepté, approuvé, ratifié et confirmé par le pape, le 23 février 1797, arrêté par le directoire exécutif le 12 germinal de l'an 5 de la république française, une et indivisible, et dont la teneur suit :

Traité de paix entre la république française et le pape.

Le général en chef *Buonaparte*, commandant l'armée d'Italie, et le citoyen *Cacault*, agent de la république française en Italie, plénipotentiaires chargés des pouvoirs du directoire exécutif; — Son éminence le cardinal *Mattei*, — M. *Callepi*, — M. le duc *Braschi*, — M. le marquis *Massimo*, plénipotentiaires de sa sainteté, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le pape *Pie VI*.

2. Le pape révoque toute adhésion, consentement et accession par écrit

(1) Les dispositions de cet arrêté sont encore exécutées aujourd'hui.

(2) Le roulement des juges, dans les tribunaux, a été l'objet de dispositions ultérieures qui rendent cette loi sans intérêt. Voyez le décret du 30 mars 1808, art. 5 et suiv.; et celui du 6 juillet 1810, art. 6, 15 et suiv.

(3) Voyez la loi du 17 frimaire an 5 (7 décembre 1796), qui réglait le mode de répartition de ces secours, et les notes.

(4) Ce traité n'a plus qu'un intérêt historique : il a cessé d'avoir effet par la réunion des états de Rome à l'empire, prononcée par le sénatus-consulte du 17 février 1810.

ou secrète, par lui donnés à la coalition armée contre la république française, à tout traité d'alliance offensive ou défensive avec quelque puissance ou état que ce soit. Il s'engage à ne fournir, tant pour la guerre actuelle que pour les guerres à venir, à aucune des puissances armées contre la république française, aucun secours en hommes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres et argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

3. Sa sainteté licenciéra, dans cinq jours après la ratification du présent traité, les troupes de nouvelle formation, ne gardant que ses régimens existant avant le traité d'armistice signé à Bologne.

4. Les vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la république, ne pourront entrer et encore moins demeurer, pendant la présente guerre, dans les ports et rades de l'état ecclésiastique.

5. La république française continuera à jouir, comme avant la guerre, de tous les droits et prérogatives que la France avait à Rome, et sera en tout traitée comme les puissances les plus considérées, et spécialement à l'égard de son ambassadeur ou ministre et des consuls et vice-consuls.

6. Le pape renonce, purement et simplement, à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur les ville et territoire d'Avignon, le Comtat-Venaissin et ses dépendances, et transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française.

7. Le pape renonce également à perpétuité, cède et transporte à la république française tous ses droits sur les territoires connus sous les noms de *légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne* : Il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique dans les susdites légations.

8. La ville, citadelle et villages formant le territoire de la ville d'Ancône, resteront à la république française jusqu'à la paix continentale.

9. Le pape s'oblige, pour lui et ceux qui lui succéderont, de ne transporter à personne le titre de seigneurie attaché au territoire par lui cédé à la république française.

10. Sa sainteté s'engage à faire payer et délivrer, à Foligno, aux trésoriers de l'armée française, avant le 15 du mois ventose courant (le 5 mars 1797), la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions en numéraire et cinq millions en diamans et autres effets précieux, sur celle d'environ seize millions qui restent dus suivant l'article 9 de l'armistice signé à Bologne le 3 messidor an 4, et ratifié par sa sainteté le 27 juin.

11. Pour acquitter définitivement ce qui restera à payer pour l'entière exécution de l'armistice signé à Bologne, sa sainteté fera fournir à l'armée huit cents chevaux de cavalerie enharnachés, huit cents chevaux de trait, des bœufs et des buffles, et autres objets, produits du territoire de l'Eglise.

12. Indépendamment de la somme énoncée dans les deux articles précédens, le pape paiera à la république française, en numéraire, diamans ou autres valeurs, la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions dans le courant du mois de mars, et cinq millions dans le courant du mois d'avril prochain.

13. L'article 8 du traité d'armistice signé à Bologne, concernant les manuscrits et objets d'arts, aura son exécution entière et la plus prompte possible.

14. L'armée française évacuera l'Umbria, Perrugia, Camerino, aussitôt que l'article 10 du présent traité sera exécuté et accompli.

15. L'armée française évacuera la province de Macerata, à la réserve d'Ancône, de Fano, et de leur territoire, aussitôt que les cinq premiers millions de la somme mentionnée à l'article 12 du présent traité auront été payés et délivrés.

16. L'armée française évacuera le territoire de la ville de Faño, et du duché d'Urbino, aussitôt que les cinq seconds millions de la somme mentionnée à l'article 12 du présent traité auront été payés et délivrés, et que les articles 3, 10, 11 et 13 du présent traité auront été exécutés : les cinq derniers millions, faisant partie de la somme stipulée dans l'article 12, seront payés au plus tard dans le courant d'avril prochain.

17. La république française cède au pape tous ses droits sur les différentes fondations religieuses françaises dans les villes de Rome et Loreto ; et le pape cède en toute propriété à la république tous les biens allodiaux appartenant au saint-siège, dans les trois provinces de Ferrare, de Bologne et de la Romagne, et notamment la terre de la Merrola et ses dépendances : le pape se réserve cependant, en cas de vente, le tiers des sommes qui en proviendront, lequel devra être remis à ses fondés de pouvoirs.

18. Sa sainteté fera désavouer, par un ministre à Paris, l'assassinat commis sur la personne du secrétaire de légation *Basseville*. Il sera payé par sa sainteté, et par elle mis à la disposition du gouvernement français, la somme de trois cent mille livres, pour être répartie entre ceux qui ont souffert de cet attentat.

19. Sa sainteté fera mettre en liberté les personnes qui peuvent se trouver détenues à cause de leurs opinions politiques.

20. Le général en chef rendra la liberté de se retirer chez eux à tous les prisonniers de guerre des troupes de sa sainteté, aussitôt après avoir reçu la ratification du présent traité.

21. En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce entre la république française et le pape, le commerce de la république sera rétabli et maintenu dans les états de sa sainteté sur le pied de la nation la plus favorisée.

22. Conformément à l'article 6 du traité conclu à La Haye, le 27 floréal de l'an 3, la paix conclue par le présent traité entre la république française et sa sainteté, est déclarée commune à la république batave.

23. La poste de France sera rétablie à Rome, de la même manière qu'elle existait auparavant.

24. L'école des arts, instituée à Rome pour tous les Français, y sera rétablie, et continuera d'être dirigée comme avant la guerre. Le palais appartenant à la république, où cette école était placée, sera rendu sans dégradations.

25. Tous les articles, clauses et conditions du présent traité, sans exception, sont obligatoires à perpétuité, tant pour sa sainteté le pape *Pie VI* que pour ses successeurs.

26. Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible.

Fait et signé au quartier-général de Tolentino, par les susdits plénipotentiaires, le 1^{er} ventose an 5 de la république française, une et indivisible (19 février 1797).— *Signé* BUONAPARTE, CACAULT ; le cardinal MATTEI, LOUIS CALLEPI, le duc FRASCHI-RUFFI, le marquis CAMILLE MASSIMO.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix avec le pape, négocié au nom de la république française par les citoyens *Buonaparte*, général en chef commandant l'armée d'Italie, et *Cacault*, ministre plénipotentiaire de la république.—Fait au palais national du directoire exécutif, le 12 germinal an 5 de la république française, une et indivisible.—*Signé* REUBELL, président ; par le directoire exécutif, le secrétaire général, LAGARDE.

RATIFICATION DU PAPE.

Avendo ben riconosciuto e maturamente considerato il trattato di pace tra noi e la repubblica francese concluso e firmato in nome nostro in

Tolentino li 19 del corrente mese di febraro dal cardinal *Mattei* e monsignor *Callepi*, deputati ecclesiastici, e dai nobili uomini duca don *Luigi Braschi Onesti* e marchese *Camillo Massimo*, deputati secolari, muniti per parte nostra delle opportune speciali facoltà e plenipotenza: e dal general *Buona-parte*, comandante in capite dell' armata francese in Italia, e dal cittadino *Cacault*, agente della stessa repubblica in Italia, plenipotenziarj così incaricati dal direttorio esecutivo della menzionata repubblica; il qual trattato è del seguente tenore:

Traité de paix entre le pape et la république française, etc. (Voyez la loi qui précède.)

Lo abbiamo accettato, approvato, ratificato et confermato, come in effetto lo acciettiamo, approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo, sulla nostra fede e parola, di eseguirlo et di osservarlo, e di farlo inviolabilmente eseguire ed osservare in ogni punto ed articolo, e di giammai contravvenirvi, e non permettere che direttamente o indirettamente vi si contravvenga in maniera alcuna, persuasi che ugualmente sarà eseguito ed osservato nello stesso modo dalla repubblica francese e dal generale ed agente di sopra nominato. In fede di che, abbiamo firmata di nostra mano la presente approvazione, accettazione, ratifica, conferma, e comando che vi si apponga il nostro pontificio sigillo. Dato dal Vaticano, questo dì 23 febraro 1797.

Firmato PIUS P. P. VI.

N° 210. = 10 floréal an 5 (29 avril 1797). = *LOI relative au recouvrement des sommes et effets appartenant à la république, autres que ceux provenant de la perception des contributions ordinaires.* (II, Bull. CXX, n° 1163; B., LXVIII, 149.)

N° 211. = 10 floréal an 5 (29 avril 1797). = *LOI concernant l'emploi des bons reçus à la trésorerie par les rentiers et pensionnaires.* (II, Bull. CXX, n° 1165; B., LXVIII, 149.)

N° 212. = 18 floréal an 5 (7 mai 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit aux tribunaux criminels et correctionnels saisis d'une procédure par option (1), renvoi ou règlement de juges, de donner avis de leur décision ou jugement au tribunal criminel de l'arrondissement du lieu du délit.* (II, Bull. CXXI, n° 1171.)

Le directoire exécutif, considérant que l'exercice du droit d'option, accordé aux accusés par les articles 298, 303, 363 et 369 du Code des délits et des peines, les réglemens de juges et les renvois ordonnés par le tribunal de cassation en cas d'annulation des premiers jugemens, laissent ignorer aux tribunaux du lieu du délit le résultat des procédures dont les accusés ont été l'objet; que cette connaissance peut cependant influer d'une manière utile sur le maintien de la tranquillité publique, soit en cas d'évasion des condamnés, soit en cas de nouveau délit, et qu'il importe de l'assurer par des moyens d'une exécution facile; après avoir entendu le ministre de la justice; arrête ce qui suit:

Art. 1^{er}. Lorsque, par l'exercice du droit d'option accordé par les articles 298, 303, 363 et 369 du Code des délits et des peines, par des réglemens

(1) Cette option n'existe plus aujourd'hui: les compétences sont déterminées par la loi.

de juges ou par des renvois prononcés, soit en cas de suspicion légitime, soit en cas d'annulation des premiers jugemens, des prévenus ou des accusés seront traduits devant un officier de police judiciaire, un directeur du jury d'accusation ou un tribunal criminel étrangers au département du lieu du délit, les commissaires du pouvoir exécutif près le tribunal correctionnel et près le tribunal criminel, chacun en ce qui le concerne, seront tenus, dans le délai d'une décade, à compter de l'expiration du délai pour se pourvoir en cassation, si le recours au tribunal de cassation n'a pas été exercé, ou à compter du jour où l'expédition du jugement du tribunal de cassation qui rejette la requête du condamné leur sera parvenue, de donner avis au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal criminel auquel l'instruction avait été ou aurait été portée suivant les règles ordinaires, de la décision ou jugement rendu par le tribunal criminel.

2. Ces avis seront déposés aux greffes des tribunaux criminels respectifs, pour y recourir au besoin; et il en sera fait mention, par forme d'observations additionnelles, dans les états sommaires de jugemens qui s'impriment et s'affichent tous les mois, en exécution de l'arrêté du directoire exécutif du 2 pluviose dernier.

N° 213. = 23 floréal an 5 (12 mai 1797). = *Loi sur la solde des troupes* (1).
(II, Bull. CXXII, n° 1177; B., LXVIII, 176.)

N° 214. = 23 floréal an 5 (12 mai 1797). = *Loi relative à la solde des officiers de santé* (2). (II, Bull. CXXII, n° 1176; B., LXVIII, 187.)

N° 215. = 25 floréal an 5 (14 mai 1797). = *Loi qui fixe à vingt-quatre ans accomplis l'âge requis pour exercer les fonctions de secrétaire-greffier d'une administration municipale*. (II, Bull. CXXII, n° 1180; B., LXVIII, 192.)

Art. 1^{er}. L'article 2 du titre IX de la loi du 16—24 août 1790, concernant les greffiers des tribunaux civils, est applicable aux secrétaires-greffiers des administrations municipales : en conséquence, aucun citoyen ne pourra en exercer les fonctions qu'il n'ait atteint l'âge de vingt-quatre ans accomplis.

2. Dans la décade de la réception des présentes, celles des administrations municipales dont les secrétaires-greffiers n'ont pas l'âge requis par l'article précédent, en choisiront un autre dans les formes ordinaires.

N° 216. = 25 floréal an 5 (14 mai 1797). = *Loi relative au tirage au sort entre les membres actuels du directoire exécutif*. (II, Bull. CXXI, n° 1175; B., LXVIII, 193.)

N° 217. = 25 floréal an 5 (14 mai 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'organisation des états-majors des armées navales*. (II, Bull. CXXII, n° 1179.)

Art. 1^{er}. L'état-major d'une armée de quinze vaisseaux et au dessus, sera

(1) Depuis cette loi, il est intervenu un grand nombre de réglemens tant sur la fixation de la solde des troupes de terre et de mer, que sur le mode de paiement. On peut citer notamment ceux du 23 fructidor an 7 (9 septembre 1799); 25 germinal an 13 (15 avril 1805); 16 mai et 30 décembre 1810; 2 février 1818; 11—27 décembre 1822; outre un grand nombre de réglemens concernant des corps ou des emplois spéciaux.

Tous ces réglemens ont anéanti la présente loi.

(2) Voyez, sur cet objet, les lois des 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797), et 23 fructidor an 7 (9 septembre 1799); elles rendent la présente sans intérêt.

composé comme il suit : un chef d'état-major général, un adjudant-général, un adjudant, un adjoint, deux secrétaires.

2. L'état-major d'une escadre de neuf à quinze vaisseaux sera composé d'un adjudant-général, d'un adjudant, d'un adjoint, d'un secrétaire.

3. L'état-major de chacune des escadres faisant l'avant-garde et l'arrière-garde de l'armée navale, sera composé comme il suit : un adjudant, un adjoint, un secrétaire.

4. Il sera affecté à toute escadre légère au dessus de quatre vaisseaux, le même état-major que celui désigné en l'article précédent.

5. Les fonctions de chef d'état-major général ne pourront être confiées qu'à un chef de division ou à un officier-général.

6. Les fonctions et l'autorité du chef d'état-major général seront les mêmes que celles attribuées par les anciennes ordonnances au major-général des armées navales. Indépendamment de ces attributions, les ordres verbaux et par écrit du chef d'état-major général, seront obligatoires pour les officiers-généraux et autres officiers de l'armée, à la charge par lui d'en rendre compte sur-le-champ à l'amiral.

7. Les fonctions des officiers faisant partie de l'état-major général, et de ceux attachés aux états-majors des escadres, seront confiées, savoir : — Celles d'adjudant-général, à un chef de division, ou capitaine de vaisseau ; celles d'adjudant, à un capitaine de frégate, ou lieutenant de vaisseau ; celles d'adjoint, à un enseigne de vaisseau ou aspirant de la première classe.

8. Dans le cas où le nombre des officiers-généraux employés dans l'armée navale surpasserait celui des escadres, ceux qui se trouveraient ne commander que des divisions, auront seulement un adjudant ou adjoint pour officier d'état-major, pris dans le seul grade de lieutenant de vaisseau.

N° 218. = 25 floréal an 5 (14 mai 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif contenant règlement sur la composition, l'instruction et le service des escouades d'apprentis canoniers marins (1). (II, Bull. CXXIII, n° 1183.)

N° 219. = 26 floréal an 5 (15 mai 1797). = **LOI** concernant les oppositions formées par l'agent du trésor public sur les sommes pour lesquelles les comptables sont inscrits sur le grand-livre. (B., LXVIII, 199.)

Le conseil... , considérant que le sort des comptables qui souffrent par l'effet des oppositions formées à leur préjudice par l'agent du trésor public, sur les arrérages de leurs pensions et inscriptions sur le grand-livre, est l'effet d'une extension erronée donnée à la loi, et peut recevoir un prompt soulagement par la levée desdites oppositions..., prend la résolution suivante : — Les oppositions formées par l'agent du trésor public sur les sommes pour lesquelles les différens comptables sont inscrits sur le grand-livre de la dette publique, n'affectent que la propriété desdites inscriptions, et nullement les pensions ni les arrérages procédant d'inscriptions tant échues qu'à échoir.

N° 220. = 26 floréal an 5 (15 mai 1797). = **LOI** contenant des dispositions

(1) Voyez le tit. II de l'arrêté du 6 vendémiaire an 9 (28 septembre 1800), sur le même objet, dont les dispositions rendent le présent sans utilité. Voyez, aussi, sur l'artillerie de la marine, le décret d'organisation du 31 mai (6 avril, 28, 29 et — 14 juin 1792, et les notes qui résument la législation.

pénales relativement aux crimes mentionnés aux articles 2 et 3 de la deuxième section du titre II de la deuxième partie du Code pénal du 25 septembre — 6 octobre 1791. (II, Bull. cxxiii, n° 1184 ; B., LXVIII, 200.)

Les crimes mentionnés aux articles 2 et 3 de la deuxième section du titre II de la deuxième partie du Code pénal, du 6 octobre 1791, seront punis de mort, s'ils sont accompagnés de l'une des circonstances suivantes : 1° si les coupables se sont introduits dans la maison par la force des armes ; 2° s'ils ont fait usage de leurs armes, dans l'intérieur de la maison, contre ceux qui s'y trouvaient ; 3° si les violences exercées sur ceux qui se trouvaient dans la maison, ont laissé des traces telles que blessures, brûlures ou contusions. La peine de mort aura lieu contre tous les coupables, quand même tous n'auraient pas été trouvés munis d'armes (1).

N° 221. = 28 floréal an 5 (17 mai 1797). = *Loi qui règle la solde des grenadiers formant la garde du corps législatif.* (II, Bull. cxxii, n° 1181 ; B., LXVIII, 206.)

N° 222. = 30 floréal an 5 (19 mai 1797). = *Loi contenant les formes réglementaires de l'admission des députés nouvellement élus au corps législatif.* (II, Bull. cxxiii, n° 1190 ; B., LXVIII, 212.)

N° 223. = 2 prairial an 5 (21 mai 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la publication d'un décret du 14—27 avril 1791, portant rectification d'un article de celui du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, relatif au tribunal de cassation.* (II, Bull. cxxiii, n° 1191.)

Le directoire exécutif, — Vu l'extrait du procès-verbal de l'assemblée nationale constituante, dont la teneur suit :

Du 14—27 avril 1791.

« Sur l'observation faite à l'assemblée, que dans l'article 21 du décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, sur l'organisation du tribunal de cassation, ainsi conçu : *Dans le cas où le jugement seul aura été cassé, l'affaire sera portée à l'audience*, il s'était glissé la phrase suivante, *Dans le tribunal ordinaire qui avait d'abord connu en dernier ressort* ; mais que, d'autant que cette disposition, insérée par inadvertance dans les copies imprimées de ce décret et de la loi intervenue sur ce décret, était contradictoire avec l'article 19, il était expédient de la retrancher, l'assemblée a décrété le retranchement de ces mots, *Dans le tribunal ordinaire qui avait d'abord connu en dernier ressort.* — Collationné et trouvé conforme à l'original déposé aux archives de la république française, par moi garde des archives. En foi de quoi, j'ai signé et fait apposer le sceau des archives. Paris, le 27 floréal an 5 de la république française, une et indivisible. — *Signé CAMUS.* »

Considérant que le décret ci-dessus, quoiqu'il n'ait point été sanctionné selon la formule alors usitée, n'en est pas moins devenu loi de l'état, en vertu des dispositions de la loi du 11 août 1792, et que le tribunal

(1) Voyez les art. 1^{er} et suiv. de la sect. II du tit. II, deuxième partie du Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791, et les notes ; les art. 331 et 382 du Code pénal de 1810 ; et les art. 84 et 85 de la loi modificative du 28 avril—1^{er} mai 1832.

La loi du 25 frimaire an 8, relative aux vols commis en terrain clos et fermé, n'a pas abrogé la loi du 26 floréal an 5, relative aux vols commis en maison habitée. Cass., 28 janvier 1803, Sir., IX, 1, 165 ; Bull. crim., XIII, 34.

de cassation, fondé sur ce principe, en a constamment maintenu l'exécution; — Considérant que, par suite du défaut de sanction à l'époque où il a été rendu, il est arrivé que l'envoi n'en a point été fait officiellement aux tribunaux, et qu'il importe à la marche de l'ordre judiciaire que cette omission soit incessamment réparée; — Sur le rapport du ministre de la justice, — Arrête que le décret ci-dessus sera incessamment publié, pour être exécuté comme loi de la république, et qu'il sera, à cet effet, avec le présent arrêté, inséré dans le Bulletin des lois.

N° 224. = 2 prairial an 5 (21 mai 1797). = *Loi qui ôte aux communes la faculté d'aliéner ou d'échanger leurs biens.* (II, Bull. CXXIV, n° 1201; B., LXVIII, 238.)

Art. 1^{er}. Il ne sera plus fait aucune vente de biens de commune, quels qu'ils soient, ni en exécution de l'article 2 de la section III de la loi du 10 juin 1793, et de l'article 92 de la loi du 24 août suivant, ni en vertu d'aucune autre loi. — Néanmoins, les ventes légalement faites de ces mêmes biens à l'époque de la promulgation de la présente loi, auront leur plein et entier effet.

2. A l'avenir, les communes ne pourront faire aucune aliénation ni aucun échange de leurs biens, sans une loi particulière (1).

N° 225. = 5 prairial an 5 (24 mai 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des mesures pour la conduite des prises faites sur les ennemis de l'état* (2). (II, Bull. CXXIV, n° 1208.)

Art. 1^{er}. L'article 7 de la loi du 3 brumaire an 4 sera exécuté selon sa forme et teneur: en conséquence, toutes prises faites par des bâtimens de l'état, ou par ceux du commerce armés en course, seront conduites dans les ports, sans pouvoir rester dans les rades ou aux approches de ces ports au-delà du temps nécessaire pour leur entrée dans les mêmes ports.

2. Aussitôt après l'arrivée des bâtimens dans les ports, il sera procédé à l'apposition du scellé par le juge de paix, ou, en cas d'absence, par l'un de ses assesseurs, dans la forme prescrite par ledit article 7.

3. Le juge de paix, ou, en cas d'empêchement, l'un de ses assesseurs, sera tenu, sous sa responsabilité personnelle, de se transporter, à la première réquisition qui lui sera faite, soit par l'agent de la marine, soit par celui des douanes, à bord des bâtimens de prises pour l'exécution des mesures ordonnées par la loi.

N° 226. = 5 prairial an 5 (24 mai 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les acquits-à-caution pour emprunt du territoire étranger.* (II, Bull. CXXIV, n° 1209.)

N° 227. = 9 prairial an 5 (28 mai 1797). = *Loi relative au paiement des rentiers des hospices civils.* (II, Bull. CXXV, n° 1215; B., LXVIII, 271.)

Art. 1^{er}. L'article 9 de la loi du 29 pluviôse an 5 est rapporté.

2. Les commissaires de la trésorerie nationale et le directeur général de la liquidation feront dresser des états des parties de rentes perpétuelles et

{ (1) Cette disposition est en pleine vigueur.

Voyez, sur les aliénations de biens communaux, l'arrêté du 13 nivôse an 10 (3 janvier 1802), et les notes.

(2) Voyez l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), art. 61, 66, 67, 69 et suiv., et les notes qui accompagnent cet arrêté.

viagères dues par les hospices civils, dont les titres, déposés dans leurs bureaux respectifs, n'ont pas encore été liquidés.

3. Ces états seront adressés par les commissaires de la trésorerie aux commissions des hospices, pour y être apposé, par les administrateurs, le certificat constatant que les établissemens dont ils sont administrateurs sont en effet débiteurs des créances y énoncées.

4. Aussitôt que ces états auront été renvoyés à la trésorerie par les administrateurs desdits hospices, avec le certificat ci-dessus, les commissaires de la trésorerie feront passer auxdits administrateurs les fonds nécessaires pour payer eux-mêmes aux créanciers les arrérages des rentes énoncées auxdits états, depuis l'époque qu'ils seront dus jusqu'au 1^{er} germinal an 5.

5. Indépendamment des états ci-dessus, les commissaires et le directeur général de la liquidation, chacun en ce qui le concerne, feront dresser des états des rentes dues par les hospices précédemment inscrites et depuis transférées, et de celles au dessous de cinquante francs précédemment liquidées et déclarées remboursables; lesquels états ils feront passer aux administrateurs de chaque hospice, afin de les mettre à l'abri de toute action de la part des créanciers de ces rentes.

6. Le délai de trois mois, fixé par l'article 5 de la loi du 29 pluviôse dernier pour consentir le transfert, au profit de la république, des parties précédemment inscrites et non vendues, est prorogé indéfiniment.

7. Les administrations centrales de département, et à Paris le liquidateur de la dette des émigrés du département de la Seine, continueront les liquidations et inscriptions des créances des hôpitaux sur les émigrés, en se conformant à l'article 1^{er} de la loi du 29 pluviôse.

N^o 228. = 9 prairial an 5 (28 mai 1797). = *Loi qui abroge celle du 21 floréal an 4, contenant des mesures de sûreté publique.* (II, Bull. CXXV, n^o 1214; B., LXVIII, 273.)

N^o 229. = 11 prairial an 5 (30 mai 1797). = *Loi relative à la solde des officiers et gens de mer* (1). (II, Bull. CXXVI, n^o 1218; B., LXVIII, 277.)

N^o 230. = 12 prairial an 5 (31 mai 1797). = *Loi concernant les rations de fourrages des troupes d'artillerie de la marine.* (II, Bull. CXXVI, n^o 1220; B., LXVIII, 284.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} pluviôse an 5, les capitaines, lieutenans et quartiers-maitres d'artillerie de la marine ne jouiront plus des rations de fourrages qui leur sont attribuées par le tableau annexé à la loi du 3 brumaire an 4, relative au rétablissement et à la réorganisation de cette troupe.

2. Sont exceptés de la disposition de l'article ci-dessus, les capitaines âgés de cinquante ans révolus, dans les cas seulement où les troupes d'artillerie de la marine seraient en marche pour se rendre d'un port à un autre, ou employées sur terre hors des ports : il en sera de même à l'égard des quartiers-maitres, quand bien même ils n'auraient pas cinquante ans d'âge.

3. Les rations de fourrages demeurent fixées aux officiers de l'arme de

[(1) Cette loi a été remplacée par l'ordonnance du 1^{er} juillet—6 août 1814, tit. III (solde des officiers), et par celle des mêmes jours (solde des gens de mer), état n^o 1. Voyez encore l'ordonnance du 31 octobre—22 novembre 1819, tit. III (appointemens des officiers); celle du 17 mars—4 mai 1824, tit. II (solde des gens de mer); et celle du 2 octobre—16 décembre 1825, tit. IX (solde des équipages de ligne).

[Tous ces réglemens rendent la présente loi sans objet, *etc.*]

l'artillerie de la marine, ainsi qu'il suit, savoir : au chef de brigade, trois ; au chef de bataillon, deux ; au quartier-maitre, une ; au capitaine âgé de cinquante ans, une.

4. Ces rations ne seront distribuées, conformément aux précédens articles, qu'à ceux des officiers qui justifieront avoir des chevaux de selle pour leur usage et service personnel, et en raison de leur nombre effectif.

N° 231. = 14 prairial an 5 (2 juin 1797). = *LOI interprétative de l'article 3 de celle du 21 fructidor an 4, relative au paiement des loyers de maisons.* (II, Bull. cxxvi, n° 1223 ; B. LXVIII, 293.)

Les locataires de maisons qui avaient payé d'avance des portions de loyer, ne sont point déchus de la faculté que leur avait accordée la loi du 21 fructidor, article 3, de résilier le bail, quoiqu'ils aient continué leur jouissance au-delà du 1^{er} frimaire, pourvu qu'ils aient évacué les lieux ou offert de les remettre avant l'expiration du temps de jouissance qu'ils avaient payé d'avance.

N° 232. = 18 prairial an 5 (6 juin 1797). = *LOI relative à la répartition et au recouvrement de la contribution foncière de l'an 5* (1). (II, Bull. cxxvii, n° 1227 ; B., LXVIII, 300.)

N° 233. = 21 prairial an 5 (9 juin 1797). = *LOI relative à la circulation des grains dans l'intérieur de la république* (2). (II, Bull. cxxviii, n° 1230 ; B., LXVIII, 309.)

N° 234. = 22 prairial an 5 (10 juin 1797). = *ARRÊTÉ concernant les avis à donner de la mort des personnes qui laissent pour héritiers des pupilles, des mineurs ou des absens* (3). (II, Bull. cxxviii, n° 1232.)

Art. 1^{er}. Dans chaque commune où ne réside pas un juge de paix, l'agent municipal, et, à son défaut, son adjoint, sont tenus de donner avis sans aucun délai, au juge de paix résidant dans le canton, ou, à son défaut, à son assesseur le plus voisin, de la mort de toute personne de son arrondissement qui laisse pour héritiers des pupilles, des mineurs ou des absens.

2. Les agens et adjoints municipaux qui négligeront cette partie importante de leurs devoirs, seront dénoncés à l'administration centrale de leur département, pour être procédé à leur égard, conformément à l'article 193 de l'acte constitutionnel.

N° 235. = 30 prairial an 5 (18 juin 1797). = *LOI relative à la perception des contributions foncière et personnelle de l'an 5* (4). (II, Bull. cxxviii, n° 1245 ; B., LXVIII, 335.)

N° 236. = 5 messidor an 5 (23 juin 1797). = *LOI relative aux transactions*

(1) Cette loi ne peut offrir d'intérêt actuel. La plupart de ses dispositions ne s'appliquent qu'à la répartition de la contribution foncière de l'an 5 ; et, quant à celles qui avaient un effet ultérieur, elles ont été remplacées par les dispositions analogues de la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), qui forme le point de départ et la base de la législation actuelle sur la matière.

(2) Il est intervenu, sur le commerce des grains, un grand nombre de lois circonstanciées : celle du 20—25 octobre 1830 constitue le dernier état de la législation.

(3) Voyez, sur la conservation des droits des absens, le Code civil, art. 112 et suiv.

(4) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 18 du même mois (6 juin 1797).

passées entre particuliers pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie (1). (II, Bull. CXXIX, n° 1254 ; B., LXIX, 11.)

Le conseil...., considérant que pour parvenir à donner des règles sur les transactions passées pendant la durée de la dépréciation du papier, il est indispensable de fixer sans délai cette même dépréciation à ses différentes époques...., prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Lorsqu'il y aura lieu de réduire en numéraire métallique la valeur nominale d'une obligation, la réduction sera faite eu égard à la valeur d'opinion du papier-monnaie, au moment du contrat, dans le département où il aura été fait (2).

2. Pour régler la valeur d'opinion du papier-monnaie, il sera fait dans chaque département un tableau des valeurs successives de ce papier, à partir du 1^{er} janvier 1791 pour les pays renfermés dans l'ancien territoire de la France ; et pour ceux réunis par différentes lois, ainsi que pour l'île de Corse et les colonies, à partir de l'introduction dans ces pays du papier-monnaie.

3. L'époque à laquelle a cessé la circulation forcée du papier-monnaie, valeur nominale, est et demeure fixée au jour de la publication de la loi du 29 messidor an 4.

4. Pour former le tableau prescrit par l'article 2, il sera envoyé à chaque administration centrale, avec la présente, un extrait des notes tenues à la trésorerie nationale, du cours du papier-monnaie ; ces notes seront combinées avec celles qui pourraient avoir été tenues dans des places de commerce du département, et avec la valeur qu'auront eue les immeubles, les denrées et les marchandises, dans leur libre cours, aux époques correspondant avec ces notes.

(1) Voyez la loi du 15 germinal an 4 (4 avril 1793), et les notes. Voyez encore celle du 14 fructidor an 5 (31 août 1797), relative au paiement des obligations contractées postérieurement au 1^{er} janvier 1791 ; celle du 15 du même mois (1^{er} septembre 1797), relative aux transactions entre particuliers, antérieures à la dépréciation du papier-monnaie ; celle du 1^{er} frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797), concernant le remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie ; celle additionnelle du 16 nivose an 6 (5 janvier 1798) ; et celle du 6 floréal an 6 (25 avril 1798), rectificative des deux précédentes ; celle du 13 pluviose an 6 (1^{er} février 1798), relative aux rentes viagères créées pendant la dépréciation du papier-monnaie, et celle du 26 prairial même année (1^{er} juin 1798), portant prorogation du délai accordé par ladite loi pour la réduction de ces rentes ; celle du 8 floréal suivant (27 avril 1798), concernant les formalités à observer pour la présentation des effets à longs termes, souscrits pendant le cours du papier-monnaie ; celle du 9 floréal même année (28 avril 1798), qui proroge le délai pour l'option autorisée par l'art. 5 de la loi du 11 frimaire an 6, et par les art. 1^{er} et 5 de la loi du 16 nivose précédent ; celle du 21 du même mois de floréal (10 mai 1798), concernant les traités et transactions faits entre particuliers sur des droits litigieux ouverts avant et pendant la dépréciation du papier-monnaie ; celle du 26 prairial an 6 (14 juin 1798), concernant les obligations contractées entre les particuliers, dans les départements réunis, pendant le cours du papier-monnaie ; et celle du 9 messidor même année (27 juin 1798), relative aux marchés passés entre des entrepreneurs de bâtimens et des propriétaires, pendant le cours du papier-monnaie.

Voyez aussi la loi du 19 floréal an 6 (8 mai 1798), concernant la rescision pour lésion des actes de vente faits pendant le cours du papier-monnaie ; celle du 24 prairial an 7 (12 juin 1799), interprétative de la précédente ; et celle du 2 du même mois de prairial (21 mai 1799), concernant la lésion dans les actes de partage. Voyez, enfin, les notes qui accompagnent la plupart de ces lois.

(2) Il n'y a pas lieu à compensation entre deux créances qui, contractées en assignats à deux époques différentes, n'étaient égales que nominativement et par fiction, sans l'être dans la réalité. Cass., 21 ventose an 12, Sir., IV, 1, 193. — On doit réduire à l'échelle de dépréciation les conventions matrimoniales faites pendant la durée du papier-monnaie. Paris, 1^{er} juin 1811, Journ. du Pal., 2^e sem. 1811, 422. — L'obligation de rendre une somme recouvrée, est régie par la loi du lieu où la réalisation a dû s'effectuer, et non par la loi du lieu du domicile des parties. Cass., 28 messidor an 13, Sir., V, 1, 189 ; Bull. civ., VII, 378.

5. L'administration centrale, pour procéder à ce tableau, s'adjoindra quinze citoyens des plus éclairés dans ce genre d'affaires ; elle le fera imprimer, et l'enverra aux tribunaux du département et au directoire exécutif, lequel formera de tous les tableaux une collection qu'il transmettra pareillement aux tribunaux.

6. Il sera procédé à ce tableau dans un mois, à compter de la publication de la présente ; et en cas qu'une administration centrale n'eût pas envoyé son tableau dans le délai ci-dessus aux tribunaux du département, ils prendront pour règle dans leurs jugemens, jusqu'à ce qu'ils l'aient reçu, celui du département le plus voisin, que le commissaire du directoire exécutif sera tenu de se procurer et de présenter.

Cours des assignats depuis leur création jusqu'au 1^{er} germinal an 4.

	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	JOURS COMPLÉMENTAIRES de l'an 3.	
	1.	1.		1.	1.	1.	1.	1.	1.	1.	1.	1.		1.
1789 p. 400 l. ass.	"	"		"	"	"	"	98	98	97	96	95	1 ^{er}	1169
1790.....	96	95		94	94	93	95	92	91	91	90	92	2 ^e	1150
1791.....	94	94		96	89	85	85	87	79	82	84	82	3 ^e	1155
1792.....	72	61		59	58	58	57	61	51	72	71	75	4 ^e	1156
1793.....	51	52		51	45	52	50	27	22	27	28	55	5 ^e	"
1794.....	46	41		36	56	54	50	5	51	28	28	24	6 ^e	1193
1795.....	18	17	20 1 ^{ers} j.	14	"	"	"	"	"	"	"	"		

Pour 24 l. en num.

AN 3, POUR 24 LIVRES.

AN 4, POUR 24 LIVRES.

DATES.	germinal.	floréal.	prairial.	Messidor.	thermidor.	fructidor.	Vendémiaire.	Brunaire.	Frimaire.	Nivôse.	pluviose.	Ventose.	OBSERVATIONS.
1	liv. 204	226	"	895	755	882	1200	1685	5595	5520	"	7011	Ces cours ont été établis :
2	" 258	"	"	870	775	900	1465	1817	5280	"	5472	5847	1 ^o Depuis août 1789 à
3	" 200	250	"	850	796	958	1155	1852	5278	5402	5290	8455	juin 1791, d'après des notes
4	186	242	"	857	"	963	1146	1975	5044	4666	5198	7250	particulières ;
5	24	278	"	661	787	952	1145	2576	5085	5550	5557	"	2 ^o Depuis juillet 1791 à
6	206	258	"	725	820	917	1180	2071	5202	5850	5287	"	décembre 1792, d'après les
7	201	256	"	829	856	959	1290	5287	5558	5262	5265	"	achats de numéraire faits
8	207	275	"	758	827	974	1200	5562	5520	5225	5200	"	par la trésorerie ;
9	224	275	415	"	825	976	1205	2580	5450	4875	5291	"	5 ^o Depuis janvier 1795 à
10	227	292	417	788	825	1050	1240	2588	5575	4738	5245	"	février 1794, d'après les né-
11	258	291	427	750	"	1059	1240	2761	5764	4656	5557	"	gociations de papier faites
12	"	528	459	"	805	1101	"	5125	4000	4575	5544	"	à la trésorerie ;
13	220	556	445	808	807	1021	"	5085	4055	4968	5486	"	4 ^o Depuis mars 1794 au
14	245	529	474	745	805	1101	1185	5059	4555	5745	5445	"	15 floréal an 5, d'après des
15	185	524	496	700	804	1082	1190	5080	4890	5550	5496	"	notes particulières ;
16	18	555	577	690	782	1122	118	5067	4655	5491	5601	7200	5 ^o Du 14 floréal an 5 au
17	195	557	566	710	784	1117	1255	5222	4960	5659	5605	"	21 vendémiaire an 4, d'après
18	221	565	580	780	790	1116	1590	5520	4021	5895	5884	6400	les cours donnés par des
19	198	596	657	750	804	1045	1586	5212	5285	5550	6025	6900	banquiers nommés par le
20	191	595	690	755	787	1177	1420	5055	5855	6260	6450	6850	comité de salut public ;
21	205	596	760	"	805	1257	1550	2818	"	4950	6145	"	6 ^o Du 22 vendémiaire an
22	212	590	810	750	821	1201	1726	5096	"	5200	6220	"	4 au 50 ventose an 4, d'après
23	244	546	876	717	828	1171	1705	5110	4216	5090	6487	"	les certificats fournis par
24	198	560	855	685	855	1117	1620	5020	4500	5214	6610	6704	les agents de change nom-
25	217	586	686	700	850	1122	1691	5045	4900	5290	6864	6101	més à cet effet.
26	217	587	795	750	852	1161	1696	5152	5071	5588	6727	"	
27	218	599	811	762	850	1145	1670	5505	4975	5520	6450	"	

AN 4, POUR 100 LIVRES.

AN 4, POUR 100 LIVRES.																								AN 5, POUR 100 LIVRES.																								OBSERVATIONS.
DATES		Germinal.		Floral.		Prairial.		Messidor.		Thermidor.		Fructidor.		Jours complemen- taires.		Vendémiaire.		Brumaire.		Frimaire.		Nivose.																										
1																																																
2																																																
3																																																
4																																																
5																																																
6																																																
7																																																
8																																																
9																																																
10																																																
11																																																
12																																																
13																																																
14																																																
15																																																
16																																																
17																																																
18																																																
19																																																
20																																																
21																																																
22																																																
23																																																
24																																																
25																																																
26																																																
27																																																
28																																																
29																																																
30																																																
31																																																
32																																																
33																																																
34																																																
35																																																
36																																																
37																																																
38																																																
39																																																
40																																																
41																																																
42																																																
43																																																
44																																																
45																																																
46																																																
47																																																
48																																																
49																																																
50																																																

Ces cours ont été établis :

1^o Depuis le 1^{er} germinal au 1^{er} thermidor an 4, d'après des notes particulières;

2^o Depuis le 1^{er} thermidor an 4 au 5 nivose an 5, d'après les certificats de l'Agence des négociations de la trésorerie.

1^{er} Depuis le 1^{er} thermidor an 4 au 5 nivôse an 5, d'après les certificats de l'agence des négociations de la trésorerie.

N° 237. = 6 messidor an 5 (24 juin 1797). = *Loi contenant des mesures pour faire accorder les paiemens par semestre de la dette publique avec l'ère nouvelle* (1). (II, Bull. cxxx, n° 1259; B., LXIX, 13.)

Art. 1^{er}. Les articles 15 et 27 du décret du vingt-quatrième jour du premier mois de l'an 2, sont rapportés.

2. A l'avenir, les créances que le liquidateur général fera inscrire sur le grand-livre dans le cours d'un semestre, n'y auront la jouissance de leur inscription qu'à compter du premier jour du semestre suivant.

3. Les intérêts dus à des capitaux exigibles pour tout le temps qui précédera le premier jour du semestre suivant, seront cumulés avec le capital qui les aura produits.

4. Les arrérages de rentes courus pendant tout le temps qui précédera le premier jour du semestre suivant, seront acquittés par la trésorerie, sur des certificats particuliers que le liquidateur général délivrera dans la forme usitée jusqu'à présent.

5. Le liquidateur général est chargé de réintégrer dans leurs capitaux primitifs les créanciers auxquels il a été fait application des articles 15 et 27 du décret du vingt-quatrième jour du premier mois de l'an 2, et qui se croiront lésés par la déduction faite sur le montant de leur liquidation, de la somme nécessaire pour faire remonter au 1^{er} vendémiaire de l'an 2 ou de l'an 4 la jouissance des intérêts de leurs capitaux consolidés.

6. Les créanciers auront jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 6 pour faire leur réclamation; ce terme expiré, ils seront déchus de tous droits à la restitution qui leur est offerte.

7. Pour opérer la restitution des capitaux qui auront été réclamés, on supposera que le réclamant a touché, quatre-vingt-dix jours après la date de l'état dans lequel il est inscrit, les intérêts représentatifs de la portion retranchée de son capital.

8. La somme reçue en papier-monnaie sera évaluée en numéraire, d'après le cours coté par la trésorerie le jour où le paiement sera supposé fait.

9. Le produit de cette évaluation en numéraire sera prélevé sur le capital réclamé. — L'excédant complétera la restitution ordonnée par les articles précédens.

10. On y joindra les intérêts à quatre pour cent net, calculés depuis la date de l'état d'inscription jusqu'au premier jour du semestre prochain, et le tout formera la matière d'une inscription nouvelle.

11. Le liquidateur général dressera, tous les mois, un état particulier de ces inscriptions additionnelles, et l'enverra à la trésorerie nationale, avec les renseignemens nécessaires au directeur du grand-livre pour les réunir aux inscriptions primitives.

12. Dans le cas où l'inscription additionnelle serait au dessous de cinquante francs, si le créancier déclare avoir vendu sa première inscription et n'avoir plus sur la république aucune créance de somme assez forte pour, avec l'objet de sa réclamation, lui composer une inscription de cinquante francs, il fournira sa quittance au liquidateur général, qui lui remettra une reconnaissance définitive de liquidation, payable à la trésorerie, pour le montant de la restitution qui lui sera due.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et 18 septembre 1793, le r^{ég}ne des lois concernant le mode de paiement de la dette publique.

13. Pour alléger aux créanciers les frais de cette restitution, et aussi pour faciliter à tout créancier liquidé et à liquider, et non susceptible de l'inscription au grand-livre, les moyens de retirer à l'avenir la reconnaissance de la liquidation, les dispositions des lois précédentes qui exigeaient que les quittances à fournir au liquidateur général fussent données devant notaires, sont rapportées. — Les créanciers ou leurs fondés de pouvoir pourront les donner sous signature privée, pourvu qu'ils soient domiciliés à Paris, en faisant seulement certifier leur individualité au pied de leur quittance, par l'administration municipale de leur arrondissement. — Ces quittances seront sur papier timbré, et ne seront assujéties à aucun droit d'enregistrement.

14. Le liquidateur général est chargé d'instruire les créanciers que les dispositions de la présente résolution peuvent concerner, par des avertissemens généraux insérés dans les journaux et par des affiches.

N° 238. = 9 messidor an 5 (27 juin 1797). = *Loi portant que celle du 3 brumaire an 4, et les articles 2, 3, 4 et 5 de celle du 14 frimaire an 5, relatifs à l'exclusion des fonctions publiques, sont regardés comme non avenus.* (II, Bull. CXXIX, n° 1258 ; B., LXIX, 32.)

N° 239. = 10 messidor an 5 (28 juin 1797). = *Loi relative à l'instruction des procédures arguées de faux déposées à la comptabilité nationale* (1). (II, Bull. CXXX, n° 1262 ; B., LXIX, 36.)

Art. 1^{er}. Les commissaires de la comptabilité nationale sont autorisés à déposer dans les greffes des juges de paix ou des tribunaux, les pièces arguées de faux, dans les cas prescrits par les lois qui règlent l'instruction de la procédure sur le faux.

2. Il sera délivré par le greffier un extrait du procès-verbal détaillé des pièces déposées, lequel sera de suite remis dans le dépôt de la comptabilité, à la place des pièces qui en auront été distraites.

N° 240. = 10 messidor an 5 (28 juin 1797). = *Loi relative à la destruction des loups* (2). (II, Bull. CXXX, n° 1263 ; B., LXIX, 38.)

Art. 1^{er}. Les fonds accordés provisoirement aux administrations départementales pour la destruction des loups, par ordre du ministre de l'intérieur, seront alloués à ce ministre, sauf par lui de justifier de l'emploi.

2. La loi du 11 ventose an 3 est abrogée ; et à l'avenir, par forme d'indemnité et d'encouragement, il sera accordé à tout citoyen une prime de cinquante livres par chaque tête de louve pleine, quarante livres par chaque tête de loup, et vingt livres par chaque tête de louveteau.

3. Lorsqu'il sera constaté qu'un loup enragé ou non s'est jeté sur des hommes ou enfans, celui qui le tuera aura une prime de cent cinquante livres.

4. Celui qui aura tué un de ces animaux et voudra toucher l'une des primes énoncées dans les deux articles précédens, sera tenu de se présenter à l'agent municipal de la commune la plus voisine de son domicile, et d'y faire constater la mort de l'animal, son âge et son sexe : si c'est une louve, il sera dit si elle est pleine ou non.

(1) Voyez, relativement à la procédure sur le faux, le Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1791), art. 526 et suiv. ; et le Cod. inst. crim. de 1808, art. 448 et suiv.

(2) Voyez l'arrêté du 19 pluviôse an 5 (7 février 1797), et la note.

5. La tête de l'animal, et le procès-verbal dressé par l'agent municipal, seront envoyés à l'administration départementale, qui délivrera un mandat sur le receveur du département, sur les fonds qui seront, à cet effet, mis entre ses mains par ordre du ministre de l'intérieur.

6. Le directoire exécutif est autorisé à laisser subsister et même à former, s'il y a lieu, des établissemens pour la destruction des loups.

N° 241. = 17 messidor an 5 (5 juillet 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif qui ordonne l'exécution provisoire des décisions des ministres sur les actes des administrations centrales.* (II, Bull. cxxxii, n° 1277.)

Le directoire exécutif, vu l'arrêté du département du Pas-de-Calais, du 29 prairial dernier, portant que celui du 23 ventose précédent, concernant le citoyen *Garcin*, agent municipal de la commune de Brebières, canton de Vitry, continuera d'être exécuté, malgré la décision du ministre de l'intérieur, et jusqu'à ce que celle du directoire soit intervenue; — Considérant que cette administration s'est écartée des articles 193 et 194 de la constitution, qui portent que les administrations centrales sont subordonnées aux ministres, et que ceux-ci peuvent annuler leurs actes; — Considérant que si, sous prétexte que les suspensions des administrations ou les annulations de leurs actes par les ministres ne deviennent point définitives sans la confirmation formelle du directoire exécutif, les administrations centrales se permettent d'ordonner que, jusqu'à ce que cette confirmation ait été obtenue, leurs actes continueront d'être exécutés, il n'y a plus de subordination d'elles aux ministres, et que le droit qui leur est attribué par la constitution, d'annuler les actes de ces administrations, devient entièrement illusoire; — Qu'il résulte des deux articles cités, que les arrêtés ou décisions des ministres qui confirment, limitent, modifient ou annulent les actes des administrations centrales, doivent recevoir provisoirement leur exécution, sauf la confirmation formelle du directoire, lorsqu'il y aura réclamation, — Arrête ce qui suit: — 1° L'arrêté de l'administration du département du Pas-de-Calais, du 29 prairial dernier, est annulé. — 2° Les arrêtés ou décisions des ministres qui, dans leur partie, confirment, limitent, modifient ou annulent les actes des administrations centrales, recevront provisoirement leur exécution, sauf la confirmation formelle du directoire exécutif, pour le définitif, en cas de réclamation.

N° 242. = 19 messidor an 5 (7 juillet 1797). = *LOI qui détermine un nouveau mode pour les publications et affiches des criées* (1). (II, Bull. cxxxiii, n° 1280; B., LXIX, 83.)

Le conseil., considérant que la création des administrations municipales de canton, et la suppression des petites municipalités effectuée d'après la constitution, ont rendu impraticable la forme de publication des criées prescrite par le décret du 16 nivose an 2; — Considérant qu'il est instant de pourvoir à un mode nouveau, afin de ne pas laisser l'action de la justice suspendue dans cette partie de l'ordre judiciaire, — Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Lorsque l'immeuble saisi sera situé dans une commune dépendant de l'administration municipale d'un canton, la publication et affiche

(1) Voyez, sur le même objet, le décret du 16—24 nivose an 2 (5—13 janvier 1794); celui du 13—16 ventose an 2 (3—6 mars 1794); la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), sur l'expropriation forcée, art. 4 et suiv.; et le Cod. proc. civ., art. 684 et suiv., 704 et suiv., qui constitue l'état actuel de la législation.

des criées sera faite dans ladite commune le jour de décadi, et au lieu destiné à recevoir les affiches publiques.

2. Dans les communes qui ont à elles seules une administration municipale, les publication et affiche seront faites à la porte du lieu où elles tiennent leurs séances.

3. Dans les communes divisées en plusieurs municipalités, les publication et affiche seront faites à la porte de la municipalité dans l'arrondissement de laquelle se trouve situé l'immeuble saisi.

4. Les publications ci-dessus prescrites seront faites et renouvelées aux jour et lieu que tient le marché le plus prochain, soit du canton (s'il existe un marché), soit du canton voisin dans le cas contraire.

5. Les procès-verbaux de publication énoncés en l'article 1^{er} seront visés par l'agent municipal ou son adjoint.—Les procès-verbaux de publication dont il est mention aux articles 2, 3 et 4, seront visés par les présidens des administrations municipales respectives.

6. Au moyen des dispositions ci-dessus, le décret du 16 nivose demeure abrogé.

N° 243.=21 messidor an 5 (9 juillet 1797).—**ARRÊTÉ du directoire exécutif relatif à l'ordre des paiemens du trésor public** (1). (II, Bull. CXXXII, n° 1285.)

Art. 1^{er}. Les décisions générales par lesquelles le directoire exécutif a autorisé la trésorerie nationale à payer, sur les ordonnances des ministres, jusqu'à concurrence des sommes accordées pour chacun d'eux par différentes lois, sont rapportées : elles seront remplacées, pour l'avenir, ainsi qu'il sera dit en l'article 4.

2. Les commissaires de la trésorerie feront passer, tous les primidis, au ministre des finances, l'état des fonds existans et disponibles dans le trésor national et dans les autres caisses de la république.

3. Les ministres enverront, le nonidi de chaque décade, au ministre des finances, l'état des paiemens qu'ils croiront les plus urgens pour la décade suivante.

4. Le directoire, sur le vu des états mentionnés aux deux articles qui précèdent, rendra une décision pour autoriser la trésorerie à payer, sur les ordonnances des ministres, jusqu'à concurrence de sommes qui, réunies, n'excéderont pas celles qui se trouvent disponibles.

5. Le mode d'exécution des dispositions qui précèdent, et notamment l'ordre d'urgence à établir entre les différentes natures de paiement, seront déterminés par le règlement ci-joint.

N° 244.=21 messidor an 5 (9 juillet 1797).—**ARRÊTÉ du directoire exécutif, contenant règlement pour l'exécution de celui qui fixe l'ordre des paiemens à faire par le trésor public** (2). (II, Bull. CXXXII, n° 1286.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} thermidor prochain, les recettes seront exactement distinguées en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires. Il

(1) Voyez, sur le même objet, le décret des 3—6 ventose an 2 (21—24 février 1794); la loi du 3 frimaire an 4 (24 novembre 1795); celle du 29 ventose suivant (19 mars 1796); et celle du 23 vendémiaire an 5 (14 octobre 1796).

Voyez aussi l'arrêté du même jour, rendu pour l'exécution du présent.

(2) Voyez l'arrêté qui précède.

sera tenu, de plus, compte séparé des contributions arriérées antérieures à l'an 5, et de celles de l'exercice courant.

2. Les contributions arriérées antérieures à l'an 5, demeureront affectées au paiement des délégations, bons et rescriptions délivrés jusqu'à ce jour par la trésorerie nationale, autres que ceux fournis sur le dernier quart des domaines nationaux, ou le produit de la vente des bois, et sous la déduction de deux sixièmes, dont l'un sera appliqué au paiement des rentes et pensions, et l'autre au remplacement des sommes prélevées sur l'exercice courant pour le paiement de l'arriéré, si fait n'a été, ou servira de supplément au paiement des dépenses courantes.

3. Les administrations centrales arrêteront l'état des délégations, bons et rescriptions délivrés sur les dépositaires des deniers publics dans leur département. Elles tiendront la main à ce qu'ils soient payés, dans l'ordre de leur priorité, avec le produit des contributions arriérées, sous les exceptions et modifications portées en l'article précédent.

4. Les commissaires de la trésorerie nationale feront tenir en réserve, soit à Paris, soit dans les départemens, lorsque l'acquit des dépenses leur fera croire nécessaire d'y laisser des fonds, toutes les sommes qui rentreront sur l'exercice courant, ou qui proviendront des deux sixièmes réservés sur les contributions arriérées. Il en sera tenu un compte particulier chaque décade : l'emploi ne pourra en être fait que conformément aux décisions du directoire.

5. Les commissaires de la trésorerie nationale adresseront au ministre des finances, le primidi de chaque décade, l'état des sommes rentrées, dans les dix jours précédens, soit à Paris, soit dans les départemens. Cet état fera connaître les recettes ordinaires, les recettes extraordinaires, les rentrées sur l'arriéré des contributions, et les rentrées sur l'exercice courant, auquel on ajoutera les deux sixièmes réservés sur l'arriéré.

6. Le ministre des finances présentera au directoire exécutif, dans le jour ou le lendemain au plus tard, le tableau des décisions à prendre pour le paiement, — 1° De la solde et des subsistances des armées de terre et de mer; — 2° Des rentes et pensions; — 3° Des indemnités ou traitemens constitutionnels; — 4° Du traitement des fonctionnaires et employés; — 5° De l'acquit des autres parties du service, à raison de l'urgence des besoins : le tout jusqu'à la concurrence des dix-neuf vingtièmes de la somme recouvrée, conservée dans les caisses et disponible; le vingtième restant devant être réservé pour les cas imprévus et urgens, et rapporté en premier article sur les recettes de la décade suivante, pour la partie sur laquelle il n'y aura pas eu de décision dans l'intervalle.

7. Pour l'exécution de l'article précédent, les ministres enverront, le 9 de chaque décade, au ministre des finances, l'état ou tout au moins le montant des paiemens qu'ils croiront indispensables d'effectuer dans la décade suivante; ils y mettront un article particulier pour les indemnités constitutionnelles, un autre pour le traitement des fonctionnaires et employés. Les ministres de la guerre et de la marine y comprendront de plus, en premier article, la somme nécessaire pour la solde et la subsistance des armées de terre et de mer.

8. Quant aux paiemens à faire par les ordres du corps législatif, ou de ses commissions en vertu de ses ordres, dès que ces mêmes ordres seront parvenus immédiatement ou auront été remis par les commissaires de la trésorerie nationale au directoire exécutif, il donnera sa décision et la transmettra de suite au ministre des finances, lequel sera tenu d'y apposer sa signature sur-le-champ, et de renvoyer le tout à l'instant à la trésorerie na-

tionale, pour le paiement être fait conformément à l'article 318 de l'acte constitutionnel.

9. Les fonds nécessaires à l'archiviste du corps législatif, aux commissaires de la trésorerie nationale et aux membres du bureau de la comptabilité, seront par eux respectivement demandés, soit immédiatement au directoire, soit par l'intervention du ministre des finances, pour que la décision du directoire soit rendue et la signature du ministre apposée en la forme prescrite.

10. Les ministres se renfermeront, pour leurs ordonnances de paiement, dans les sommes portées dans le tableau de répartition et de décision dont l'extrait leur sera adressé : leurs ordonnances seront, par ce moyen, acquittées à présentation. Les fonds destinés aux parties prenantes qui ne réclameront pas leur paiement, seront mis en réserve pour leur être délivrés sur leur première demande.

11. Copie conforme du tableau de répartition et de décision sera adressée par le ministre des finances à la trésorerie nationale, comme contenant, jusqu'à concurrence des sommes y mentionnées, la décision du directoire prescrite par l'article 318 de l'acte constitutionnel.

N° 245. = 21 messidor an 5 (9 juillet 1797). = *Loi relative aux oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.* (II, Bull. CXXXII, n° 1287 ; B., LXIX, 87.)

Il ne sera plus admis d'oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, après que les transferts et extraits des inscriptions vendues auront été *visés sans opposition* par le conservateur établi près la trésorerie nationale.

N° 246. = 22 messidor an 5 (10 juillet 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine les cas dans lesquels il sera, à l'avenir, accordé des frais de poste aux officiers-généraux, et des indemnités de route aux autres officiers et employés près des armées.* (II, Bull. CXXXII, n° 1288.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, et à partir de la date du présent arrêté, il ne sera plus accordé de frais de poste aux officiers-généraux, commissaires-ordonnateurs et ordinaires des guerres, ni aux autres militaires en activité de service, si ce n'est dans le cas de missions urgentes.

2. En conséquence, l'urgence de ces missions sera expressément mentionnée dans les ordres qui seront donnés, mais qui ne pourront jamais l'être que par le directoire exécutif, le ministre de la guerre, ou par les seuls généraux en chef des armées.

3. Les frais de déplacement qui résulteront de l'exécution de tels ordres d'urgence, ne pourront être remboursés qu'autant que les ordres porteront formellement l'indication du nombre des chevaux de poste qui seront alloués respectivement à ceux qui en seront porteurs, et le taux du remboursement de ces frais, le tout conformément aux articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du présent arrêté.

4. Lorsque l'urgence sera telle, qu'un officier-général divisionnaire sera forcé de mener avec lui ses deux aides de camp, il lui sera accordé six chevaux. Dans le cas contraire, les aides de camp se rendront séparément à leur poste, et ils recevront en route une indemnité égale à celle prescrite

par l'article 15 de la loi du 23 floréal dernier. Alors il ne sera plus fourni au général divisionnaire que quatre chevaux pour lui, un secrétaire et un domestique.

5. Les mêmes dispositions sont applicables à un général de brigade. S'il y a urgence, pour lui et son aide de camp, il lui sera passé cinq chevaux ; quatre chevaux seulement, s'il voyage seul.

6. Aux termes de la loi du 23 floréal dernier, les généraux chefs d'état-major d'une armée, les officiers-généraux-inspecteurs de toute arme, doivent être remboursés de leurs frais de route, sur des états appuyés de pièces justificatives : mais ils ne pourront exiger au-delà de six chevaux, s'ils sont généraux de division et qu'ils mènent leurs aides de camp ; et cinq chevaux, s'ils ne sont que généraux de brigade. Dans le cas où les uns et les autres voyageraient avec un secrétaire et un domestique seulement, il ne leur sera passé que quatre chevaux.

7. Il sera accordé aux officiers des autres grades et de toutes les armes, et aux individus ci-dessous désignés, qui voyageront également par missions urgentes, le nombre de chevaux ci-après détaillé, savoir : — Aux chefs de brigade et aux chefs de bataillon ou d'escadron, trois chevaux ; aux capitaines et officiers de grades inférieurs, deux chevaux ; aux commissaires ordonnateurs, quatre chevaux ; aux commissaires des guerres, deux chevaux ; aux officiers de santé en chef, et aux chefs du service administratif des hôpitaux, trois chevaux.

8. Les chevaux et les guides seront remboursés suivant le tarif annexé à la loi sur les postes. Il sera passé deux guides pour six chevaux, et un guide pour cinq chevaux et au dessous.

9. Dans aucun cas, les officiers-généraux divisionnaires ou de brigade, les chefs d'état-major d'armée, les généraux inspecteurs, ni les officiers de quelque grade qu'ils soient, ne pourront prétendre au remboursement de frais de bouche et d'auberge, ni de ceux quelconques de voiture, même lorsqu'ils voyageront par urgence.

10. Les arrêtés des 23 frimaire et 16 pluviôse derniers, concernant les frais de route des officiers de santé et des commandans temporaires, sont rapportés.

11. A l'avenir et à dater du présent arrêté, excepté les officiers-généraux, qui n'ont droit à aucune indemnité de route, si ce n'est dans les cas d'urgence, les individus ci-dessous désignés, qui voyageront isolément, soit pour passer d'une armée ou d'une résidence à une autre, soit par congé de convalescence, recevront par journée d'étape, et indépendamment de leur solde, l'indemnité de route ci-après déterminée, savoir : — Aux chefs de brigade, aux commandans temporaires de première et deuxième classe, aux commissaires ordonnateurs des guerres, aux officiers de santé en chef, aux chefs du service administratif des hôpitaux, cinq francs ; — aux chefs de bataillon ou d'escadron, aux commandans temporaires de troisième et quatrième classe, quatre francs ; — aux capitaines de toute arme, aux adjudans de place, aux commissaires ordinaires des guerres, aux officiers de santé de toute classe, aux employés de toute classe des hôpitaux, trois francs ; — aux lieutenans et sous-lieutenans de toute arme, aux sous-employés des hôpitaux, deux francs cinquante centimes.

12. En conséquence desdites indemnités de route, il ne sera délivré en route, aux individus ci-dessus désignés, aucune fourniture en nature.

13. Il ne sera payé de frais de route ou indemnités à aucun militaire ou

employé d'administration militaire, que dans les cas prévus par la loi du 23 floréal et par le présent arrêté.

N° 247. = 23 messidor an 5 (11 juillet 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la confection d'un état général des chemins vicinaux de chaque département** (1). (II, Bull. CXXXII, n° 1289.)

Art. 1^{er}. Dans chaque département de la république, l'administration centrale fera dresser un état général des chemins vicinaux de son arrondissement, de quelque espèce qu'ils puissent être.

2. D'après cet état, elle constatera l'utilité de chacun des chemins dont il sera composé.

3. Elle désignera ceux qui, à raison de leur utilité, doivent être conservés, et prononcera la suppression de ceux reconnus inutiles.

4. L'emplacement de ces derniers sera rendu à l'agriculture.

N° 248. = 25 messidor an 5 (13 juillet 1797). = **Loi relative aux fondations des bourses dans les ci-devant collèges de la république**. (II, Bull. CXXXII, n° 1291; B., LXIX, 101.)

Les dispositions de la loi du 16 vendémiaire an 5, qui conserve les hospices civils dans la jouissance de leurs biens, sont déclarées communes aux biens affectés aux fondations des bourses dans tous les ci-devant collèges de la république.

N° 249. = 27 messidor an 5 (15 juillet 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui réduit au quart le traitement des officiers des colonies pendant leur séjour en France, lorsqu'ils n'auront pas été mandés par le ministre de la marine**. (II, Bull. CXXXIII, n° 1292.)

N° 250. = 27 messidor an 5 (15 juillet 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'exécution de mesures destinées à prévenir la contagion des maladies épizootiques** (2). (II, Bull. CXXXIII, n° 1294.)

Circulaire du ministre de l'intérieur aux administrations centrales et municipales.

Paris, le 23 messidor an 5 (11 juillet 1797).

« Il règne, sur les bêtes à cornes des départemens du Nord et de l'Est, une épizootie meurtrière, qui s'est annoncée d'abord par des symptômes peu alarmans. Je n'en ai pas plutôt été instruit, que j'ai envoyé de Paris des artistes vétérinaires éclairés pour en prendre connaissance. Des instructions rédigées par eux sur les lieux et à leur retour, ont été publiées et répandues dans tous les pays qu'ils avaient parcourus. La maladie a paru se ralentir pendant quelque temps; mais elle reprend avec plus de force : la rapidité de ses progrès et le nombre effrayant des animaux qu'elle tue, ne permettent plus de douter qu'elle ne soit contagieuse au plus haut degré. Cet objet

(1) Voyez la loi du 9—19 ventose an 13 (28 février—10 mars 1805), art. 6, et les notes; et notamment celle du 28 juillet—4 août 1824, relative aux chemins vicinaux, et les notes.

(2) Voyez le décret du 16—24 août 1790, tit. XI, art. 3, n° 5, qui confie à la police municipale le soin de prévenir les épizooties; le décret sur la police rurale, du 28 septembre—6 octobre 1791, tit. I^{er}, sect. IV, art. 20, relatif aux moyens de prévenir ces maladies; les art. 459 et suiv. du Code pénal, relatifs aux devoirs des détenteurs ou gardiens d'animaux soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses; et l'ordonnance du 27 janvier—15 février 1815, qui remet en vigueur les anciens réglemens sur les épizooties, et prescrit des mesures nouvelles.

étant de la plus grande importance, et les moyens de police étant les seuls capables d'empêcher la communication; j'ai cru qu'il était de mon devoir de rappeler l'esprit des lois et réglemens rendus en pareilles circonstances, et qui n'ont point été abrogés; je n'ai eu qu'à concilier les dispositions de ces lois avec l'ordre constitutionnel : j'y ajouterai une courte instruction sur la manière reconnue comme la plus propre à prévenir cette maladie, et à la guérir dans les animaux affectés.

Mesures de police pour arrêter la communication.

« Tout propriétaire ou détenteur de bêtes à cornes, à quelque titre que ce soit, qui aura une ou plusieurs bêtes malades ou suspectes, sera obligé, sous peine de cinq cents francs d'amende, d'en avertir sur-le-champ l'agent de sa commune, qui les fera visiter par l'expert le plus prochain ou par celui qui aura été désigné par le département ou le canton. (*Arrêt du parlement, du 24 mars 1745; arrêt du conseil, du 19 juillet 1746, article 3; autre du 16 juillet 1784, article 1^{er}.*) — « Lorsque, d'après le rapport de l'expert, il sera constaté qu'une ou plusieurs bêtes seront malades, l'agent veillera à ce que ces animaux soient séparés des autres et ne communiquent avec aucun animal de la commune. Les propriétaires, sous quelque prétexte que ce soit, ne pourront les faire conduire dans les pâturages ni aux abreuvoirs communs, et ils seront tenus de les nourrir dans des lieux renfermés, sous peine de cent francs d'amende. (*Arrêt du conseil, du 19 juillet 1746, article 2.*) — « L'agent en informera, dans le jour, le commissaire du directoire exécutif du canton, auquel il indiquera le nom du propriétaire et le nombre des bêtes malades. Le commissaire du directoire exécutif fera part du tout à l'administration centrale du département. (*Arrêt du conseil, du 19 juillet 1746.*) — « Aussitôt qu'il sera prouvé à l'agent que l'épizootie existe dans une commune, il en instruira tous les propriétaires de bestiaux de ladite commune, par une affiche posée aux lieux où se placent les actes de l'autorité publique; laquelle affiche enjoindra auxdits propriétaires de déclarer à l'agent le nombre de bêtes à cornes qu'ils possèdent, avec désignation d'âge, de taille, de poil, etc. Copie de ces déclarations sera envoyée au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, et par celui-ci à l'administration centrale du département. (*Arrêt du conseil, du 19 juillet 1746, article 4.*) — « En même temps, l'agent municipal fera marquer sous ses yeux toutes les bêtes à cornes de sa commune avec un fer chaud, représentant la lettre M. Quand l'administration centrale du département sera assurée que l'épizootie n'a plus lieu dans son ressort, elle ordonnera une contre-marque telle qu'elle jugera à propos, afin que les bêtes puissent aller et être vendues partout sans qu'on ait rien à en craindre. (*Arrêt du conseil, du 19 juillet 1746; et arrêt du conseil, du 16 juillet 1784.*) — « Afin d'éviter toute communication des bestiaux de pays infectés avec ceux de pays qui ne le sont pas, il sera fait de temps en temps des visites chez les propriétaires de bestiaux, dans les communes infectées, pour s'assurer qu'aucun animal n'en a été distrait. (*Arrêt du 24 mars 1745, article 1^{er}.*) — « Si, au mépris des dispositions précédentes, quelqu'un se permet de vendre ou d'acheter aucune bête marquée dans un pays infecté, pour la conduire dans un marché ou une foire, ou même chez un particulier de pays non infecté, il sera puni de cinq cents francs d'amende. Les propriétaires de bêtes qui les feront conduire par leurs domestiques ou autres personnes dans les marchés ou foires, ou chez des particuliers de pays non infectés, seront responsables du fait de ces conducteurs. (*Articles 5 et 6 de l'arrêt du conseil, du 19 juillet 1746.*) — « Il est en-

joint a tout fonctionnaire public qui trouvera sur les chemins ou dans les foires ou marchés, des bêtes à cornes marquées de la lettre *M*, de les conduire devant le juge de paix, lequel les fera tuer sur-le-champ en sa présence. (*Article 7 de l'arrêt du conseil, du 19 juillet 1746.*) — « Pourront néanmoins les propriétaires des bêtes saines en pays infecté, en faire tuer chez eux ou en vendre aux bouchers de leurs communes, mais aux conditions suivantes : — « 1° Il faudra que l'expert ait constaté que ces bêtes ne sont point malades ; — « 2° Le boucher n'entrera point dans l'étable ; — « 3° Le boucher tuera les bêtes dans les vingt-quatre heures ; — « 4° Le propriétaire ne pourra s'en dessaisir, et le boucher les tuer, qu'ils n'en aient la permission par écrit de l'agent, qui en fera mention sur son état. Toute contravention à cet égard sera punie de deux cents francs d'amende, le propriétaire et le boucher demeurant solidaires. (*Article 8 de l'arrêt du conseil, du 19 juillet 1746.*) — « Il est ordonné de tenir, dans les lieux infectés, tous les chiens à l'attache, et de tuer tous ceux que l'on trouverait divaguans. (*Loi du 19 juillet 1791.*) — « Tout fonctionnaire public qui donnera des certificats et attestations contraires à la vérité, sera condamné en mille francs d'amende, même poursuivi extraordinairement. (*Article 14 de l'arrêt du 24 mars 1745.*) — « Dans tous les cas où les amendes pour des objets relatifs à l'épizootie seront appliquées, aucun juge ne pourra les remettre ni les modérer ; les jugemens qui interviendront en conséquence, seront exécutés par provision, et les délinquans, au surplus, soumis aux lois de la police correctionnelle. (*Articles 7 et 8 de l'arrêt du parlement, de 1745 ; article 15 de celui du conseil, de 1746, et article 12 de celui de 1784.*) — « Aussitôt qu'une bête sera morte, au lieu de la trainer, on la transportera à l'endroit où elle doit être enterrée, qui sera, autant que possible, au moins à cinquante toises des habitations : on la jettera seule dans une fosse de huit pieds de profondeur, avec toute sa peau tailladée en plusieurs parties, et on la recouvrira de toute la terre sortie de la fosse. Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas la facilité d'en faire le transport, l'agent municipal en requerra un autre, et même les manouvriers nécessaires, à peine de cinquante francs contre les refusans. Dans les lieux où il y a des chevaux, on préférera de faire trainer par eux les voitures chargées de bêtes mortes ; lesquelles voitures seront lavées à l'eau chaude après le transport. Il est défendu de les jeter dans les bois, dans les rivières ou à la voirie, et de les enterrer dans les étables, cours et jardins, sous peine de trois cents francs d'amende, et de tous dommages et intérêts. (*Article 5 de l'arrêt du parlement, de 1745, et article 6 de celui du conseil, de 1784.*) — « Enfin, les corps administratifs, conformément au décret du 28 septembre — 6 octobre 1791, emploieront tous les moyens de prévenir et d'arrêter l'épizootie ; et, en conséquence, le gouvernement compte sur leur zèle pour faire faire des patrouilles, mettre la plus grande célérité dans l'exécution des lois, et ne rien épargner, soit pour préserver leur pays de la contagion, soit pour en arrêter les progrès. Lorsque l'épizootie sera déclarée dans leur ressort, ils sont chargés d'en informer les administrations des départemens voisins, et je leur recommande très expressément de m'en faire part sur-le-champ, ainsi que des progrès que pourra faire la maladie. — « Ce n'est qu'en suivant avec une rigueur très scrupuleuse les mesures que j'ai indiquées, qu'il sera possible de prévenir dans la plupart des départemens, et d'arrêter, dans ceux qui sont infectés, les effets d'une contagion ruineuse pour l'agriculture en général et pour les propriétaires.

Caractère de la maladie.

« Dans tous les lieux où règne l'épizootie, les hommes de l'art qui l'ont

observée s'accordent à la regarder comme une inflammation générale, qui se termine toujours par celle du poulmon ou du foie, le plus souvent par la première.

Causes de la maladie.

« L'altération des fourrages par l'effet des pluies qui régnèrent l'année dernière, et occasionèrent le débordement des ruisseaux et des rivières à l'époque de la récolte des foin, doit sans doute être considérée comme une des causes principales de l'épizootie. C'est sur les bords de la Meuse, de la Moselle, du Rhin, de la Nah, et de quelques autres rivières dont les prairies ont été submergées, qu'elle s'est d'abord déclarée. Averti des effets funestes que devait produire une submersion aussi générale, je fis répandre, sur les moyens de les prévenir, une instruction dont je ne puis trop recommander la lecture aux cultivateurs qui se trouvent cette année dans le même cas.

Traitement de la maladie.

« Dès qu'une bête à cornes paraît affectée de la maladie régnante, on ne doit point hésiter à soumettre au traitement toutes celles de l'étable, quel qu'en puisse être le nombre. — « L'expérience ayant constamment prouvé que les animaux qui guérissaient sans autres secours que ceux de la nature, devaient leur guérison à une éruption dont leur corps se couvrait, toutes les vues de l'art doivent se diriger vers les moyens d'amener cette éruption ou de la suppléer. — « Ce serait en vain qu'on attendrait ces effets des cordiaux qu'on emploie presque exclusivement dans ces sortes de maladies. Le vin, l'eau-de-vie, le cidre, la bière, le poivre, la canelle, le girofle, la noix muscade, le gingembre, l'orviétan, le mithridate, la thériaque, le quinquina, et un grand nombre d'autres médicamens échauffans, ne produisent sur les bêtes à cornes aucun effet à petites doses : à grandes doses, ils augmentent considérablement l'inflammation, et précipitent la perte des animaux. — « Ce n'est que par les applications extérieures, qu'on peut se flatter d'obtenir ces dépôts si conformes aux vœux de la nature. — « Le séton chargé d'un caustique remplit parfaitement le double objet d'attirer au dehors l'humeur qui tend à se porter sur le poulmon ou le foie, et d'en favoriser l'évacuation. — « Le fanon, que dans quelques lieux on nomme *la lampe*, *la nappe*, est la partie qu'on doit préférer pour y placer le séton. — « Il doit être placé de manière que les deux ouvertures se répondent de haut en bas, afin que l'humeur puisse s'écouler aisément. — « Pour établir un point d'irritation capable d'attirer brusquement cette humeur au dehors, on attache sur le milieu du séton un morceau d'ellébore noir, ou l'on y fixe, avec un peu de linge, du sublimé ou de l'arsenic en poudre. — « Lorsque l'engorgement a acquis le volume d'une tête humaine, on retourne le séton pour en retirer l'ellébore ou autre caustique dont on l'a chargé. — « Dans le cas où le séton, ainsi préparé, ne produirait pas, dans l'espace de quinze à vingt heures, un engorgement aussi considérable, on appliquera sur les deux côtés de la poitrine, après avoir rasé le poil, un large cataplasme vésicatoire, composé avec une once de monches cantharides et une once d'euphorbe, étendues dans une suffisante quantité de levain, qu'on maintiendra avec un bandage, et qu'on entretiendra jusqu'à parfaite guérison. — « On placera tous les jours, une heure le matin et autant le soir, dans la gueule de l'animal, un billot autour duquel on aura disposé et maintenu avec un linge, de l'ail, du poivre, de l'assa-fœtida, des racines de poivre d'eau, d'arum ou pied-de-veau, des feuilles ou des racines de grand raifort, des feuilles de

tabac ; le tout haché et pilé : une seule de ces substances peut suppléer toutes les autres. — « On donnera, autant qu'il sera possible, des alimens de la meilleure qualité ; il sera bon de les asperger d'eau, sur un seau de laquelle on aura fait dissoudre une poignée de sel. — « Lorsqu'il sera possible de faire boire les animaux à l'étable, on blanchira leur eau avec un peu de son, et on y mettra un verre de vinaigre sur dix pintes ou environ. — « Le bouchonnement très souvent répété, l'évaporation d'eau chaude sous le ventre, les bains de rivière, même lorsque l'eau sera échauffée, favorisent puissamment la transpiration : les lavemens avec l'eau légèrement vinaigrée produisent aussi de très bons effets. — « La propreté des étables, le soin de les tenir très aérées, sont des conditions également essentielles. Lorsqu'il y aura eu des animaux malades, on se gardera bien d'en remettre de sains avant de les avoir purifiées.

Désinfection des étables.

« Les fumigations aromatiques ou autres tant vantées, ainsi que le simple blanchissage avec la chaux, sont des moyens insuffisans pour purifier des étables infectées ; c'est de l'eau et du feu, et surtout de leur combinaison, qu'on peut attendre cet effet : les murs, les mangeoires, les rateliers, seront lavés très exactement avec de l'eau bouillante, et on les ratissera avec des balais de bruyère, de genêt, et mieux encore avec de fortes brosses quand on pourra s'en procurer. On ne blanchira jamais à la chaux qu'après avoir ainsi lavé et ratisé. Si l'étable est pavée, il faudra laver avec l'eau bouillante, et ratisser également les pavés. Si le sol est en terre, on en enlèvera une couche de deux ou trois pouces, qu'on brûlera, ou qu'on enfouira dans une fosse dont la terre qu'on en aura retirée remplacera celle enlevée de l'étable. On aura soin de battre le sol pour l'unir, l'affermir et s'opposer à l'évaporation qui pourrait s'élever des couches inférieures. On tiendra, pendant quelque temps, les écuries ouvertes jour et nuit, et l'on n'y remettra des animaux que lorsqu'elles seront parfaitement sèches. »

Le ministre de l'intérieur, signé BENEZECH.

Vu la lettre ci-dessus, écrite par le ministre de l'intérieur aux administrations centrales et municipales, sur les mesures à prendre pour prévenir la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'instruction qui est ensuite, sur le caractère, les causes de l'épizootie et le traitement de la maladie, — Le directoire exécutif arrête que lesdites lettre et instruction seront imprimées au Bulletin des lois ; charge les administrations de veiller à l'exécution des mesures et des dispositions contenues dans lesdites lettre et instruction.

N° 251. = 30 messidor an 5 (18 juillet 1797). = **Loi qui détermine le cas dans lequel le directoire exécutif a le droit de nommer des administrateurs provisoires.** (II, Bull. CXXXIII, n° 1296 ; B., LXIX, 119.)

Le directoire exécutif n'a le droit de nommer des administrateurs provisoires, soit de département, soit de canton, que dans le cas où une administration a perdu tous les membres qui la composaient.

N° 252. = 4 thermidor an 5 (22 juillet 1797). = **Loi qui accorde un sup-**

plément de solde aux troupes de service dans l'intérieur de la commune de Paris (1). (II, Bull. CXXXIV, n° 1307; B., LXIX, 131.)

Art. 1^{er}. Les demi-brigades, régimens, bataillons et détachemens de troupes de ligne qui sont ou seront momentanément de service dans l'enceinte de la commune de Paris, jouiront d'un supplément de solde; savoir: — Les officiers supérieurs et capitaines présens aux drapeaux, du tiers en sus; — Les lieutenans, sous-lieutenans, sous-officiers et soldats de toute arme, présens aux drapeaux, de la moitié en sus de la solde qui leur est fixée par la loi du 23 floréal dernier.

2. Ce supplément leur sera payé, comme la solde, à compter du 1^{er} prairial dernier, sur des revues séparées qui constateront l'effectif des corps et le nombre d'hommes de chaque grade présens aux drapeaux.

3. Les membres du comité central de l'artillerie et ceux du comité central des fortifications, jouiront, à l'exception des officiers-généraux, du supplément de solde attribué à leur grade par l'article ci-dessus, mais seulement du 1^{er} frimaire de chaque année au dernier germinal, époque de la cessation de leurs fonctions. — Les six adjudans de place employés à Paris jouiront du supplément de solde attribué à leur grade dans l'infanterie. — Aucun autre officier ne pourra prétendre à un supplément de solde, s'il ne fait partie d'un corps de troupes de ligne employé à Paris.

4. Il est accordé au commandant temporaire établi à Paris, une somme de trois mille francs par an, pour l'indemniser de ses frais de bureau: le paiement de cette somme aura lieu à compter du 1^{er} prairial dernier, et sera fait avec la solde.

5. Il sera fait au ministre de la guerre un fonds de cent soixante-douze mille francs, pour faire face à la dépense qui résultera de la présente résolution, du 1^{er} prairial dernier au dernier jour de l'an 5, sauf à assigner par la suite un nouveau fonds, s'il y a lieu, sur la demande formelle qui en sera faite par le directoire exécutif.

N° 253. = 4 thermidor an 5 (22 juillet 1797). = *LOI qui détermine en quelle forme et par quels tribunaux doit être prononcée la peine portée par l'article 32 de la constitution.* (II, Bull. CXXXIV, n° 1308; B., LXIX, 133.)

La peine déterminée par l'article 32 de la constitution est infamante (2); les prévenus seront en conséquence soumis au jury d'accusation et de jugement, dans les formes ordinaires.

N° 254. = 5 thermidor an 5 (23 juillet 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les adjudications des coupes de bois nationaux* (3). (II, Bull. CXXXIV, n° 1309.)

Art. 1^{er}. Le cinquième du prix des adjudications qui vont être faites

(1) Voyez, sur le même objet, la loi du 6 brumaire an 6 (27 octobre 1797).

(2) Voyez l'article 32 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), et la note.

(3) Voyez, sur le mode d'adjudication des coupes des bois nationaux, le décret du 15—19 janvier 1791; celui du 15—29 septembre même année, tit. VI, art. 13 et suiv.; tit. VIII, art. 4 et suiv., et tit. XII, art. 7 et suiv.; l'arrêté du 8 thermidor an 4 (26 juillet 1796); et la loi de finances du 25—26 mars 1817, art. 147.

Le mode de paiement du prix a été déterminé par les arrêtés des 8 fructidor an 4 (25 août 1796); 4 vendémiaire an 5 (25 septembre 1796); 1^{er} fructidor an 7 (18 août 1799); 27 frimaire an 11 (18 décembre 1802), et par les ordonnances des 7—22 octobre 1814, art. 6 et suiv., et 23 octobre—7 novembre 1816.

Aujourd'hui le mode d'adjudication des coupes des bois de l'état est déterminé par les art. 17

pour l'an 6 des coupes de bois nationaux , continuera d'être payé dans la décade du jour de l'adjudication , non compris les deux sous pour livre , qui seront payés comptant , aux termes de l'arrêté du 4 vendémiaire dernier.

2. Les quatre autres cinquièmes seront acquittés en quatre paiemens égaux , savoir , le premier dans le mois de ventose , le deuxième dans celui de floreal , le troisième dans celui de messidor , et le quatrième dans celui de fructidor suivant.

3. Les adjudicataires seulement dont le prix des adjudications s'élèvera à cinquante mille livres et au dessus , seront tenus de souscrire des lettres de change pour le paiement des quatre derniers cinquièmes , et payables aux époques déterminées par l'article précédent.

4. Dans ce cas , les lettres de change seront remises aux receveurs de la régie de l'enregistrement et du domaine national par les adjudicataires , en même temps qu'ils paieront le premier cinquième , à peine de déchéance de leurs adjudications , et de la revente à leur folle enchère.

5. Les dispositions des articles précédens seront insérées dans les cahiers des charges des adjudications.

6. Celles de l'ordonnance de 1669 , relatives aux tiercemens et doublemens , ainsi qu'aux folles enchères , y seront également rappelées , et seront exécutées selon leur forme et teneur.

7. Il est spécialement défendu d'y ajouter aucune clause insolite ou extraordinaire , telle que chauffage , délivrance de bois en nature , ou autres quelconques , à peine de nullité.

8. Toutes les adjudications seront faites , autant qu'il sera possible , avant le 1^{er} nivose.

9. Il y sera procédé par les administrations municipales désignées par l'arrêté du 4 vendémiaire dernier , dans le lieu de leurs séances ordinaires , et non sur place , ni par pieds d'arbres ou autres petits lots , mais par ventes , suivant les formes et divisions usitées pour les bois ci-devant domaniaux.

10. Elles se feront en présence des officiers des ci-devant maîtrises des eaux et forêts , et du préposé de la régie des domaines et bois , aux jour et heure qui seront à cet effet concertés avec eux.

11. Les administrations municipales seront tenues d'envoyer , dans le mois des adjudications , une copie par extrait des procès-verbaux d'icelles , aux administrations centrales de département , qui les feront parvenir aussitôt au ministre des finances. Les commissaires du directoire exécutif près ces administrations y tiendront exactement la main , sous leur responsabilité personnelle.

N° 255. = 7 thermidor an 5 (25 juillet 1797). = *LOI qui défend provisoirement les sociétés particulières s'occupant de questions politiques* (1).
(II, Bull. CXXXIV, n° 1310 ; B., LXIX, 141.)

Art. 1^{er}. Toute société particulière s'occupant de questions politiques est provisoirement défendue.

2. Les individus qui se réuniraient dans de pareilles sociétés seront tra-

et suiv. du Code forestier de 1827 , et par les art. 82 et suiv. de l'ordonnance d'exécution de ce code , du 1^{er}—4 août 1827. Quant au mode de paiement du prix , il est déterminé par les cahiers des charges.

(1) Voyez , sur la prohibition des clubs ou sociétés populaires , les art. 36 et suiv. de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795) , et les notes ; et notamment la loi du 10—11 avril 1834 , prohibitive des associations.

duits aux tribunaux de police correctionnelle, pour y être punis comme coupables d'attroupement.

3. Les propriétaires ou principaux locataires des lieux où s'assembleraient lesdites sociétés, seront condamnés par les mêmes tribunaux à une amende de mille francs, et à trois mois d'emprisonnement.

N° 256. = 8 thermidor an 5 (26 juillet 1797). = *Loi portant prorogation des droits établis sur les billets d'entrée aux spectacles, bals, feux d'artifice, concerts, etc.* (1). (II, Bull. cxxxv, n° 1322; B., LXIX, 146.)

Art. 1^{er}. Le droit d'un décime par franc (deux sous pour livre), établi par la loi du 7 frimaire an 5, et prorogé par celle du 2 floréal dernier, continuera à être perçu jusqu'au 7 frimaire de l'an 6, en sus du prix de chaque billet d'entrée et d'abonnement dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre.

2. Le même droit d'un décime par franc (deux sous pour livre), établi et prorogé par les mêmes lois à l'entrée des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses et exercices de chevaux et autres fêtes où l'on est admis en payant, est porté au quart de la recette jusqu'audit jour 7 frimaire prochain (2).

3. Le produit des droits perçus en vertu des articles précédens, sera consacré uniquement aux besoins des hospices et aux secours à domicile, dans les proportions qui seront déterminées par le bureau central dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et par l'administration municipale dans les autres, conformément à l'article 7 de la loi du 7 frimaire.

N° 257. = 9 thermidor an 5 (27 juillet 1797). = *Loi relative aux négociations à faire par la trésorerie nationale.* (II, Bull. cxxxv, n° 1326; B., LXIX, 150.)

Art. 1^{er}. L'article 2 de la loi du 3 frimaire an 4, relatif aux négociations à faire par la trésorerie nationale, est abrogé.

2. Les commissaires de la trésorerie nationale sont autorisés à faire, sous leur responsabilité personnelle, les négociations nécessaires, soit pour se procurer, avec des fonds existant à la trésorerie, du papier sur l'étranger, ou pour convertir en numéraire du papier sur l'étranger, soit pour se procurer des fonds sur nantissement, en donnant des valeurs non circulantes qui se trouvent dans le trésor, ou qui y seraient versées, pour des valeurs actives.

3. Les anticipations sur les revenus courans, ainsi que la disposition ou délégation des recettes et revenus arriérés, ne sont point comprises dans les négociations autorisées par l'article précédent, et ne peuvent être faites qu'en vertu de lois expresses (3).

4. L'article 2 de la loi du 23 vendémiaire an 5, concernant l'ordre et le visa d'urgence des paiemens à faire par la trésorerie nationale, est abrogé.

(1) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), et les notes qui indiquent les prorogations successives de ce droit.

(2) Il a été jugé, le 24 mars 1820, que ces dispositions, purement temporaires, avaient été modifiées par le décret du 9 décembre 1809, seul applicable à la matière. Arr. du cons., Sm., XXI, 2, 152.

(3) Voyez l'art. 96 de la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), qui rapporte le présent, et ordonne que les négociations continueront d'être faites conformément à la loi du 3 frimaire an 4 (24 novembre 1795).

5. Le directoire exécutif se fera remettre, au commencement de chaque décade, par la trésorerie nationale, l'état des fonds rentrés et disponibles; il déterminera l'urgence des paiemens sur les feuilles que chaque ministre lui remettra sous ses yeux au commencement de chaque décade, pour son département, en distinguant l'ordinaire de l'extraordinaire.

6. La solde et la subsistance des troupes de terre et de mer continueront à être payées par préférence par la trésorerie nationale, d'après le nombre d'hommes effectifs présens aux drapeaux ou aux pavillons, sans qu'il soit besoin d'arrêté d'urgence prescrit par l'article précédent.

7. La loi du 27 germinal an 5, concernant les dépenses du corps législatif et des archives, celle du 3 floréal an 4, concernant les dépenses de la trésorerie nationale, et celle du 7 vendémiaire dernier, relative à la comptabilité nationale, sont maintenues.

8. Les commissaires de la trésorerie effectueront les paiemens successifs qui seront indiqués par des arrêtés d'urgence; et ils remettront à cet effet aux commissaires de surveillance des deux conseils, au commencement de chaque décade, la feuille des paiemens à faire dans la décade.

N^o 258. = 9 thermidor an 5 (27 juillet 1797). = *LOI portant prorogation du délai accordé pour se pourvoir contre les arrêtés des représentans du peuple en mission, et des comités de la convention nationale* (1). (II, Bull. CXXXV, n^o 1325; B., LXIX, 151.)

Le délai accordé par les lois des 25 ventose et 8 germinal an 4 pour se pourvoir contre les arrêtés des représentans du peuple en mission, et des comités de la convention nationale, est prorogé à six mois, à compter du jour de la promulgation de la présente.

N^o 259. = 10 thermidor an 5 (28 juillet 1797). = *LOI relative à la fixation de la limite constitutionnelle pour le passage des troupes* (2). (II, Bull. CXXXV, n^o 1329; B., LXIX, 159.)

N^o 260. = 11 thermidor an 5 (29 juillet 1797). = *LOI portant que celle qui fixe les limites constitutionnelles sera lue à la tête de chaque corps de troupes*. (II, Bull. CXXXV, n^o 1333; B., LXIX, 162.)

N^o 261. = 12 thermidor an 5 (30 juillet 1797). = *LOI relative au mouvement des troupes* (3). (II, Bull. CXXXV, n^o 1334; B., LXIX, 170.)

N^o 262. = 14 thermidor an 5 (1^{er} août 1797). = *LOI concernant la répartition et la perception de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 5* (4). (II, Bull. CXXXVI, n^o 1336; B., LXIX, 179.)

(1) Voyez la loi du 25 ventose an 4 (15 mars 1796), et les notes.

(2) Voyez la loi du lendemain, 11 thermidor, qui ordonne la lecture de la présente à la tête de chaque corps de troupes, et l'arrêté du 19 du même mois (6 août 1797), qui prescrit la plantation de poteaux destinés à fixer la limite constitutionnelle.

(3) Cette loi a été rapportée par celle du 26 vendémiaire suivant (17 octobre 1797).

(4) Cette loi temporaire est aujourd'hui sans intérêt. Voyez, sur la contribution personnelle et mobilière, la loi du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence. Cette loi de l'an 7 est la base de la législation actuelle sur la matière.

N° 263. = 15 thermidor an 5 (2 août 1797). = **LOI portant que les individus naufragés dénommés dans un jugement rendu le 9 nivose an 4 par une commission militaire établie à Calais, seront de suite réembarqués et rendus en pays neutre.** (II, Bull. CXXXVI, n° 1337; B., LXIX, 190.)

N° 264. = 17 thermidor an 5 (4 août 1797). = **LOI qui alloue des fonds pour le paiement des dépenses communales.** (II, Bull. CXXXVII, n° 1343; B., LXIX, 198.)

N° 265. = 19 thermidor an 5 (6 août 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la plantation provisoire de poteaux destinés à fixer la limite constitutionnelle pour les troupes.** (II, Bull. CXXXVI, n° 1342.)

N° 266. = 22 thermidor an 5 (9 août 1797). = **LOI qui ordonne l'envoi au corps législatif de l'aperçu annuel des dépenses de la république.** (II, Bull. CXXXVII, n° 1351; B., LXIX, 206.)

N° 267. = 25 thermidor an 5 (12 août 1797). = **LOI concernant l'organisation de la garde nationale sédentaire** (1). (II, Bull. CXXXVII, n° 1354; B., LXIX, 217.)

N° 268. = 26 thermidor an 5 (13 août 1797). = **LOI qui alloue des fonds pour les secours accordés aux réfugiés, déportés des colonies ou autres** (2). (II, Bull. CXXXVIII, n° 1356; B., LXIX, 224.)

N° 269. = 27 thermidor an 5 (14 août 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la remise des manifestes du chargement des navires neutres.** (II, Bull. CXXXVIII, n° 1357.)

Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances, considérant que les motifs qui avaient déterminé le comité de salut public de la convention nationale à dispenser les capitaines de vaisseaux neutres, de la représentation du manifeste de leur cargaison, ne subsistent plus; que l'obligation de cette représentation est le moyen le plus propre à prévenir toute espèce de fraude, arrête : — Les articles 4 du titre II de la loi du 6—22 août 1791, 1^{er} et 3 du titre II de celle du 4 germinal de l'an 2 (3), reprendront leur pleine et entière exécution, en ce qui concerne la remise immédiate à faire par les capitaines de navires neutres, des manifestes de leur chargement.

N° 270. = 29 thermidor an 5 (16 août 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui casse celui par lequel une administration centrale avait autorisé à délivrer des arbres pour la reconstruction d'une maison.** (II, Bull. CXXXVIII, n° 1360.)

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 29 septembre—14 octobre 1797, le résumé de la législation sur les gardes nationales sédentaires. Aujourd'hui, la matière est régie par la loi générale du 22—25 mars 1831, qui a abrogé toutes les lois, et tous les réglemens antérieurs.

Voyez spécialement la loi du 19 fructidor an 5 (5 septembre 1797), art. 38, qui a abrogé la présente.

(2) Voyez la loi du 17 frimaire an 5 (7 décembre 1796), et les notes.

(3) Voyez ces articles, et les notes qui accompagnent les deux lois citées.

N° 271. = 2 fructidor an 5 (19 août 1797). = *Loi relative à la vente des domaines nationaux* (1). (II, Bull. CXXXVIII, n° 1366; B., LXIX, 236.)

Art. 1^{er}. Les biens nationaux continueront d'être vendus dans la forme établie par la loi du 16 brumaire dernier, et le prix en sera payable ainsi qu'il est statué ci-après.

2. Jusqu'au 1^{er} ventose de l'an 6, les cinq premiers dixièmes de la mise à prix des domaines nationaux qui seront adjugés à compter du jour de la publication de la présente, seront acquittés suivant le mode et dans les délais déterminés par ladite loi, sauf ce qui sera statué ci-après pour les neuf départemens réunis.

3. Les cinq autres dixièmes du montant de la mise à prix, telle qu'elle a été réglée par l'article 11 de la loi du 16 brumaire dernier, ainsi que tout ce qui sera ajouté par la voie des enchères, seront acquittés, jusqu'au 1^{er} ventose prochain, en ordonnances des ministres délivrées jusqu'à ce jour pour fournitures faites à la république, ou en bordereaux de liquidation de la dette publique ou de la dette des émigrés, ou en bons de réquisition, bons de loterie et ordonnances, ou bons de restitution des biens des condamnés ou d'indemnité des pertes occasionées par la guerre dans les départemens frontières et dans ceux de l'Ouest, bons de trois quarts d'intérêts, et inscriptions sur le grand-livre de la dette perpétuelle, calculées sur le pied de vingt fois la rente.

4. Il n'est point dérogé à la loi du 9 germinal dernier pour le paiement du prix des bâtimens nationaux vendus ou à vendre. — Les acquéreurs desdits bâtimens jouiront d'un délai de vingt jours, à compter de celui de l'adjudication, pour payer le premier quart du prix de ladite adjudication; ils seront tenus de payer les trois quarts restans dans les deux mois suivans.

5. En cas de revente sur folle enchère, prescrite par l'article 18 de la loi du 16 brumaire, l'excédant du prix de la revente, s'il y en a, sera payable au trésor public.

6. Les corps administratifs, après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif, pourront remettre à la décade suivante, pour une fois seulement, l'adjudication définitive, lorsqu'ils jugeront que les enchères ne sont pas portées à leur taux véritable, et à la charge que la dernière enchère subsistera et servira de mise à prix à la seconde mise en vente.

7. Les acquéreurs des domaines nationaux situés dans les neuf départemens de la Belgique, auront la faculté d'acquitter la moitié de la somme, payable suivant l'article 3 ci-dessus, avec les valeurs énoncées audit article, et l'autre moitié avec des soumissions de rapporter des bordereaux de liquidation de la dette particulière auxdits départemens réunis : ces bordereaux seront préalablement visés à la trésorerie.

8. Les soumissions autorisées par l'article précédent seront déposées entre les mains des receveurs des domaines nationaux; elles porteront cinq pour cent d'intérêt par an, et seront échangées dans les délais qui seront déterminés par les lois à intervenir sur ladite liquidation.

9. Les membres des maisons et établissemens religieux supprimés par la

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et.) — 25 juillet 1790, le résumé de la législation sur le mode de vente des domaines nationaux et de paiement du prix.

Voyez encore les art. 8 et suiv. de la loi du 16 brumaire an 5 (6 novembre 1796), et la loi du 16 frimaire an 6 (6 décembre 1797).

loi du 15 fructidor an 4 dans les neuf départemens réunis, seront admis, jusqu'au 1^{er} ventose prochain, à recevoir les bons représentatifs des capitaux fixés et gradués par l'article 11 de ladite loi.

10. Les bons mentionnés en l'article précédent ne seront plus admis en paiement des cinq premiers dixièmes de la mise à prix des biens nationaux; au moyen de quoi, les articles 13 et 14 de la loi du 15 fructidor an 4 sont abrogés.

11. Les porteurs desdits bons seront tenus de les échanger contre des obligations pour même valeur souscrites par les acquéreurs de domaines nationaux, pour le paiement des deux derniers dixièmes de la première moitié de la mise à prix des adjudications. — Ils jouiront de l'intérêt attaché auxdites obligations; à l'effet de quoi, cet intérêt sera payable par semestre, par les acquéreurs de biens nationaux dans les neuf départemens réunis.

N° 272. = 2 fructidor an 5 (19 août 1797). = *LOI relative à l'exportation des bois de service en Hollande par la rivière de Sarre.* (II, Bull. CXXXVIII, n° 1365; B., LXIX, 240.)

N° 273. = 3 fructidor an 5 (20 août 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui annule un arrêté par lequel l'administration centrale du département de l'Escaut avait ordonné une vente d'arbres.* (II, Bull. CXXXVIII, n° 1368.)

N° 274. = 4 fructidor an 5 (21 août 1797). = *LOI additionnelle à celle du 13 brumaire an 5, sur la manière de procéder au jugement des délits militaires* (1). (II, Bull. CXXXVIII, n° 1369; B., LXIX, 245.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'un général d'armée sera prévenu d'un délit spécifié au Code pénal militaire, le directoire exécutif le fera traduire, dans le délai de dix jours, par le ministre de la guerre, devant un conseil de guerre, pour y être jugé suivant les formes prescrites par la loi du 13 brumaire dernier, portant établissement de conseils de guerre pour toutes les troupes de la république.

2. Le conseil de guerre, dans le cas prévu par l'article précédent, sera composé d'un général ayant commandé en chef les armées de la république, de trois généraux de division et de trois généraux de brigade, d'un commissaire du pouvoir exécutif et d'un rapporteur : le plus ancien général de division présidera.

3. Les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif seront remplies par un commissaire ordonnateur : le rapporteur sera au choix du président, qui ne pourra le prendre que parmi les adjudans-généraux ou les chefs de brigade.

4. Aucun des membres du conseil de guerre, dans le cas prévu par l'article 1^{er}, ne pourra être pris parmi les officiers-généraux employés sous le commandement du prévenu.

5. Les officiers-généraux qui, dans le cas prévu par l'article 1^{er}, devront faire partie du conseil de guerre, ainsi que celui d'entre eux qui devra le présider, seront désignés par le ministre de la guerre, qui ne pourra le prendre qu'à tour de rôle, et par ordre d'ancienneté de grade, sur le tableau des officiers-généraux employés dans l'armée et dans les divisions

(1) Voyez cette loi, et les notes.

militaires de l'intérieur les plus à portée. Le commissaire du pouvoir exécutif sera nommé par le ministre de la guerre.

6. Le ministre de la guerre sera tenu d'envoyer au plus ancien officier-général employé dans l'armée ou dans les divisions militaires de l'intérieur d'où il aura tiré les membres du conseil, le tableau, par ordre d'ancienneté de grade, des officiers-généraux employés dans lesdites armées ou divisions, avec l'indication en marge de ceux qu'il aura désignés pour composer le conseil de guerre, ainsi que de celui qui devra le présider, et du lieu où ils devront s'assembler. En cas d'erreur ou omission dans la désignation des membres, l'officier-général auquel l'état aura été envoyé, en prévientra le ministre, qui sera tenu de le rectifier aussitôt; il en prévientra également le président, qui surseoirà à la convocation du conseil, jusqu'à ce que sa composition ait été faite conformément à la loi.

7. Le ministre de la guerre indiquera, dans l'armée ou dans l'une des divisions militaires de l'intérieur la plus à portée du prévenu (hors l'étendue de son commandement), le lieu qui présentera le plus de facilité pour la réunion des membres du conseil, afin que leur service ordinaire éprouve le moins d'interruption possible. Cette indication par le ministre sera notifiée à chacun des membres désignés, avec ordre de s'y rendre à jour fixe et dans le plus court délai.

8. Le plus ancien général de division désigné membre du conseil et devant le présider, fera choix aussitôt d'un rapporteur conformément à l'article 3 : il lui ordonnera de se rendre de suite au lieu indiqué pour la tenue du conseil, et, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de commencer l'information conformément à la loi du 13 brumaire dernier. L'information faite, le président convoquera le conseil pour procéder à l'instruction et au jugement.

9. Le ministre de la guerre fera traduire à l'avance le prévenu au lieu indiqué pour la réunion des membres du conseil de guerre.

10. Lorsqu'un général de division ou un général de brigade sera prévenu d'un délit militaire, il sera traduit au conseil de guerre par ordre du général ou commandant en chef de l'armée. Dans ce cas, le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier qui, aux termes de la loi du 13 brumaire dernier, font partie du conseil de guerre permanent, seront remplacés par trois officiers-généraux du grade du prévenu : ces trois officiers seront désignés par le général ou commandant en chef de l'armée, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade, dans toute l'armée ou dans tout le commandement (la division du prévenu exceptée). Le conseil de guerre sera présidé par le plus ancien officier-général; les fonctions de rapporteur seront remplies par un chef de bataillon ou d'escadron.

11. Aucun officier-général prévenu d'un délit militaire ne pourra être traduit qu'au conseil de guerre de la division d'armée, ou division militaire de l'intérieur, la plus à portée de celle à laquelle il est attaché.

12. Lorsqu'un adjudant-général, un chef de brigade, chef de bataillon ou d'escadron, sera prévenu d'un délit militaire, il sera traduit, par ordre du général ou commandant en chef de la division à laquelle il est attaché, au conseil de guerre de la même division. Dans ce cas, le sous-lieutenant et le sous-officier qui, aux termes de la loi du 13 brumaire dernier, font partie du conseil de guerre permanent, seront remplacés par deux officiers supérieurs du grade du prévenu; ces officiers seront désignés par le général ou commandant en chef de la division, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade, dans toute la division. Le conseil sera présidé par le plus ancien chef de brigade.

13. Dans le cas où un commissaire ordonnateur serait prévenu d'un délit prévu par le Code pénal militaire, il sera traduit, par ordre du général ou commandant en chef de l'armée, au conseil de guerre le plus à portée : le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier faisant partie de ce conseil, seront remplacés par un commissaire ordonnateur et deux commissaires ordinaires des guerres, lesquels seront désignés par le général ou commandant en chef de l'armée, et pris à tour de rôle, par ancienneté de grade pour le général de brigade, et par ancienneté de commission pour les commissaires des guerres. Le conseil sera présidé par le général de brigade.

14. Lorsqu'un commissaire ordinaire des guerres sera dans le cas de prévention d'un délit militaire, il sera traduit au conseil de guerre de la division à laquelle il est attaché, par le général ou commandant en chef de la même division. Dans ce cas, le lieutenant, le sous-lieutenant et le sous-officier seront remplacés par deux commissaires ordinaires de première classe et un de deuxième classe, qui seront désignés par le général ou commandant en chef de la division, et pris à tour de rôle, en suivant l'ordre d'ancienneté de commission. En cas d'insuffisance de commissaires des guerres dans sa division, le général ou commandant en chef demeure autorisé à y suppléer par des commissaires pris dans les divisions les plus à portée.

15. Lorsqu'un officier-général, un officier supérieur ou un commissaire des guerres prévenu d'un délit militaire, se trouvera dans l'intérieur de la république, et qu'il n'y aura pas de possibilité de réunir un nombre suffisant de grades correspondans pour composer le conseil de guerre ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le ministre de la guerre le fera traduire au conseil de guerre d'une division d'armée la plus à portée du prévenu : dans ce cas, le conseil de guerre sera convoqué par le général ou commandant de la division où sera traduit le prévenu ; cet officier-général ordonnera dans le conseil les remplacements prescrits par la présente résolution, conformément au grade et à la qualité du prévenu.

16. Les dispositions de l'article 6 du titre I^{er} de la loi du 13 brumaire dernier, sont applicables à tous les membres qui doivent composer le conseil de guerre, dans les cas prévus par la présente résolution.

17. Dans tous les cas prévus par la présente résolution, les prévenus seront poursuivis et jugés conformément aux dispositions de la loi du 13 brumaire dernier.

N^o 275. = 7 fructidor an 5 (24 août 1797). = **LOI** qui rapporte celles relatives à la déportation ou à la réclusion des prêtres insermentés (1). (II, Bull. CXXXIX, n^o 1375 ; B., LXIX, 257.)

Art. 1^{er}. Les lois qui prononcent la peine de déportation ou de réclusion contre les ecclésiastiques qui étaient assujétis à des sermens ou à des déclarations, ou qui avaient été condamnés par des arrêtés ou des jugemens, comme *réfractaires*, ou pour cause d'*incivisme*, et contre ceux qui avaient donné retraite à des prêtres *insermentés*, sont et demeurent abrogées.

2. Les lois qui assimilent les prêtres déportés aux émigrés, sont également rapportées.

3. Les individus atteints par les susdites lois rentrent dans tous les droits de citoyen français, en remplissant les conditions prescrites par la constitution pour jouir de la susdite qualité.

(1) Voyez, sur la déportation des prêtres insermentés, le décret du 27 mai 1792, et les notes qui résument toute la législation.

N° 276. = 8 fructidor an 5 (25 août 1797). = *LOI relative aux rectifications d'erreurs de noms et de prénoms sur le grand-livre de la dette publique* (1). (II, Bull. CXXXIX, n° 1377; B., LXIX, 260.)

Art. 1^{er}. Les créanciers de l'état au préjudice desquels il pourrait être intervenu quelques erreurs dans leurs noms et prénoms portés au grand-livre et registre de la dette publique, formeront leur pétition en rectification d'erreurs devant les commissaires de la trésorerie, comme par le passé; ils y joindront les actes de notoriété, et autres pièces authentiques à l'aide desquelles ils croiront pouvoir constater l'erreur, et dont il sera dressé inventaire au moment du dépôt.

2. Les commissaires de la trésorerie examineront, dans le délai d'un mois, la pétition, vérifieront les pièces, rejeteront ou ajourneront, en le motivant, les demandes qui leur paraîtront destituées de preuves suffisantes : si l'erreur leur paraît bien prouvée, ils la rectifieront en la forme ordinaire, et toujours d'après un arrêté motivé.

3. Le créancier qui se croira lésé par le rejet ou l'ajournement de la pétition, pourra se pourvoir devant le tribunal civil du département de la Seine, mais ne pourra produire dans l'instance que les pièces qu'il aura fournies aux commissaires de la trésorerie nationale. — Si, depuis le rejet ou l'ajournement prononcé par les commissaires de la trésorerie nationale, le réclamant s'est procuré de nouvelles pièces, il ne pourra en exciper au tribunal qu'après les avoir communiquées aux commissaires dans la forme prescrite par l'article 1^{er}.

4. Le créancier déposera au greffe du tribunal lesdites pièces probantes, avec un bref inventaire qui en constatera le nombre et la nature; et il lui en sera délivré sans frais, par le greffier, un récépissé qu'il fera signifier aux commissaires de la trésorerie, dans la personne de l'agent du trésor public, avec citation à comparaître à jour fixe, après la quinzaine franche, pour voir ordonner la rectification demandée.

5. Dans la huitaine, à dater de l'exploit de citation, les commissaires de la trésorerie seront tenus de remettre au greffe du tribunal leurs observations par écrit sur la demande en rectification d'erreurs, contenant les motifs d'ajournement ou de rejet de la pétition à eux présentée.

6. Aussitôt après ladite huitaine écoulée, il sera nommé un rapporteur, à qui seront remises les pièces respectivement produites, et qui les communiquera au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal.

7. Au jour indiqué par l'exploit, le rapport sera fait à l'audience publique; et après avoir entendu les observations verbales des parties, si elles jugent à propos d'en faire, après avoir entendu aussi les conclusions du commissaire du directoire exécutif, le tribunal prononcera ce qu'il appartiendra, sans frais ni dépens.

8. Les recours de droit resteront ouverts aux parties, suivant les règles ordinaires, tant contre le jugement de première instance que contre celui d'appel; néanmoins il ne pourra être fait, en cause d'appel, d'autres et plus amples procédures et productions que celles ci-dessus réglées pour la première instance.

9. Les commissaires de la trésorerie nationale fourniront, chaque mois, aux commissaires de surveillance établis par le corps législatif, le bordereau

(1) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et 18) — 13 septembre 1793, le résumé des lois concernant ces rectifications.

des rectifications, rejets ou ajournemens qu'ils auront prononcés dans le mois précédent, avec les motifs et les pièces à l'appui.

10. Les commissions de surveillance examineront le travail, et feront un rapport au corps législatif, des abus ou malversations, si aucune était intervenue.

N° 277. = 9 fructidor an 5 (26 août 1797). = *Loi relative à la réduction du prix des baux passés postérieurement au 1^{er} janvier 1792* (1). (II, Bull. CXXXIX, n° 1378; B., LXIX, 262.)

Art. 1^{er}. Le prix des baux postérieurs au 1^{er} janvier 1792 pourra être réduit, quoique n'excédant pas de plus d'un cinquième le prix de l'ancien bail ou celui qui serait réglé par experts des mêmes objets en valeurs de 1790, si le fermier prétend, et s'il résulte de l'expertise qui sera faite en cas de contestation, que le produit réel de l'objet affermé avait diminué lui-même de plus d'un cinquième entre l'époque de l'ancien et celle du nouveau bail.

2. Dans le cas de l'article précédent, le prix sera réduit à dire d'experts, et payé, tant pour les années encore dues que pour celles à échoir, d'après l'estimation qui en sera faite, eu égard à l'état et au produit réel de l'objet affermé, à l'époque du nouveau bail.

3. Le mode d'évaluation établi par l'article précédent, pourra également être invoqué par le propriétaire, lorsqu'il prétendra, et qu'il résultera de l'expertise qui en sera faite en cas de contestation, que le produit de l'objet affermé avait éprouvé, entre l'époque de l'ancien et celle du nouveau bail, une augmentation réelle de plus d'un cinquième.

4. Les autres dispositions des lois relatives aux fermages s'appliquent aux cas prévus dans la présente résolution.

N° 278. = 9 fructidor an 5 (26 août 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le partage du produit des confiscations et amendes pour contraventions aux lois sur les douanes*. (II, Bull. CXL, n° 1382.)

Art. 1^{er}. Le produit net des sommes provenant des confiscations et amendes encourues pour contravention aux lois sur l'importation ou sur l'exportation et la circulation des denrées et marchandises, déduction faite des trois vingtièmes qui doivent être versés dans la caisse des retraites, établie en faveur des préposés des douanes par la loi du 2 floréal dernier, sera réparti ainsi qu'il suit.

2. Un sixième est réservé à la nation; il en sera rendu compte par les receveurs, comme des autres produits. Lorsque la somme à répartir n'excèdera pas cent livres, ce sixième appartiendra aux saisissans, en accroissement de leurs parts.

3. Trois sixièmes seront répartis entre les saisissans, de la manière suivante.

4. Si la saisie est faite par les seuls préposés des douanes, le commandant du détachement qui y a procédé aura une part et demie, et les autres employés une part. Lorsque ce commandant sera un lieutenant d'ordre, les lieutenans qui se trouveront dans le détachement auront une part et quart.

5. Un contrôleur de brigade, présent à une saisie, aura deux parts; s'il

(1) Voyez, sur le mode de paiement du prix des baux à ferme, la loi du 15 germinal an 4 (4 avril 1796), et les notes.

n'est qu'intervenant et rédacteur du rapport, il n'aura que part et demie.

6. Lorsqu'un directeur, un inspecteur ou un contrôleur de brigade assisteront à une saisie, le directeur et l'inspecteur auront chacun deux parts : le contrôleur de brigade ne jouira, dans ce cas, que d'une part et demie ; les préposés de grades inférieurs, d'une part et quart ; et les autres, d'une part.

7. Les deux derniers sixièmes seront partagés entre les directeur, inspecteur, receveur, contrôleur de brigade et lieutenant d'ordre, de manière cependant que ce lieutenant ne reçoive que la moitié d'une des parts revenant à chacun des préposés supérieurs.

8. Les contrôleurs de visite jouiront de la part d'inspecteur ou de contrôleur de brigade dans les lieux où ils leur sont substitués ; les capitaines de brigade et les lieutenans d'ordre qui se trouvent sous la surveillance immédiate du directeur, de l'inspecteur ou du contrôleur de visite, seront traités comme les contrôleurs de brigade.

9. Les préposés dénommés aux articles 7 et 8 ne pourront cumuler avec leurs parts, comme saisissans, la portion attribuée à leurs grades d'employés supérieurs ; ils seront tenus d'opter, et la part qu'ils abandonneront sera réunie à celle des saisissans.

10. Si une saisie a été faite par des préposés de plusieurs directions, inspections, contrôles et lieutenances d'ordre, les directeurs, etc., sous la surveillance desquels sont ces préposés, partageront entre eux la part attachée à leurs grades respectifs.

11. Les inspecteurs, contrôleurs de visite et de brigade, et lieutenans d'ordre, n'auront aucune part dans le produit des saisies faites sans le concours des préposés : dans ce cas, celles qui leur sont réservées par l'article 7 appartiendront aux saisissans.

12. Les employés des bureaux qui auront concouru à une saisie, partageront également entre eux.

13. Les préposés des brigades ne participeront aux saisies effectuées dans les bureaux par suite des opérations intérieures des douanes, qu'autant qu'ils y seront appelés par les receveurs et qu'ils y assisteront ; mais alors ils n'auront que la moitié des parts accordées aux employés des bureaux qui seront également saisissans. Le contrôleur de brigade n'y participera qu'autant qu'il sera présent.

14. Si les objets saisis sont déposés dans un bureau particulier, les deux tiers de la part attribuée au receveur appartiendront au receveur dépositaire, et l'autre tiers au receveur principal qui donnera ses soins à la suite de la saisie. Dans le cas cependant où d'autres préposés seraient chargés de poursuivre l'affaire devant les tribunaux, le dépositaire n'aura que la moitié de la part accordée aux employés à la recette ; le surplus sera réparti également entre le receveur principal et les autres préposés poursuivans.

15. Le tiers du produit net des saisies, accordé au dénonciateur, ne lui sera compté sur la quittance de l'employé auquel il aura donné l'avis, qu'autant que ce dénonciateur se sera fait connaître au directeur ou à la régie.

16. Les troupes qui feront des saisies sans le concours des préposés, seront assimilées auxdits préposés pour la répartition des confiscations et amendes : en ce cas, le commandant du cantonnement dans lequel la saisie a lieu, et les capitaines des compagnies auxquelles les saisissans sont attachés, partageront également et aux mêmes conditions, entre eux, les parts réservées par l'article 7 aux inspecteurs, contrôleurs de brigade et lieutenans d'ordre.

17. Dans toute saisie faite par la troupe concurremment avec les préposés

des douanes, chaque soldat a une part égale à celle d'un préposé. Les commandans du détachement militaire saisissant seront traités comme les chefs des employés; leurs parts, ainsi que celles des soldats, ne seront point soumises à la retenue des trois sous pour livre, établie par la loi du 2 floréal dernier.

18. Les commandans de cantonnement et les capitaines des compagnies jouiront, dans le cas de l'article ci-dessus, d'un dixième du produit net de la saisie; ce dixième, divisible entre eux, sera prélevé sur les parts attribuées aux préposés supérieurs par l'article 7 du présent arrêté.

19. Si ces commandans ou capitaines sont présens aux saisies, ils auront l'option d'y prendre chacun deux parts, ou de s'en tenir à celles attribuées à leurs grades.

20. Lorsque les troupes auront seulement été requises pour l'escorte ou pour la garde des objets saisis, elles jouiront d'une gratification qui sera réglée d'après l'utilité de leurs services, et prise sur le produit net de la saisie.

21. Les dispositions des articles relatifs aux troupes sont communes à la gendarmerie nationale.

22. Les amendes prononcées pour fait de rébellion, ne sont réparties qu'entre les préposés ou autres personnes qui l'auront éprouvée, et le receveur poursuivant, qui y participera pour un dixième.

23. Les sommes payées en sus du droit de sortie à défaut de rapport de certificats de décharge, ou pour falsification desdits certificats, seront réparties comme celles provenant de saisies.

24. La même distribution aura lieu sur le produit des saisies de grains, à l'exception du sixième de la nation, qui sera en accroissement des parts des saisisans.

25. Ne seront admis aux répartitions comme saisisans, que ceux dont les noms se trouveront dans les rapports, ou qui seront désignés comme tels par le commandant du détachement, dans un état signé de lui.

26. Il est expressément défendu à tout saisisant d'exiger aucune somme provenant de confiscations et amendes, avant que les jugemens qui les ont prononcées aient acquis force de chose jugée; et aucune répartition ne pourra être faite sans l'autorisation formelle de la régie.

N^o 279. = 9 fructidor an 5 (26 août 1797). = *Loi relative à la liquidation et au paiement des fermages dus pour l'an 3, l'an 4 et années antérieures* (1). (II, Bull. CXL, n^o 1383; B., LXIX, 263.)

§ 1^{er}. — Du paiement des fermages encore dus, et de ceux à échoir.

Art. 1^{er}. Les lois précédemment rendues sur le paiement des fermages de l'an 3, ont pour objet ceux desdits fermages qui, nonobstant l'échéance des termes convenus pour le paiement, sont le prix des récoltes faites ou des

(1) Voyez la loi du 15 germinal an 4 (4 avril 1796), concernant le mode de paiement des fermages, et les notes.

D'après cette loi, toutes les fois qu'il y a lieu à liquider des à-comptes payés ou fournis sur des fermages qui ne sont pas nationaux, les juges ont à faire deux opérations distinctes : l'une, pour déterminer quel est en numéraire le prix réel et effectif du bail; l'autre, pour connaître à quelle somme le fermage s'élevait aussi en numéraire aux époques des paiemens des à-comptes, et de quelle portion de ce fermage les à-comptes ont opéré libération : mais ensuite, et pour un tout autre objet, cette portion ne fournit qu'un terme de comparaison pour fixer la portion semblable du prix effectif du bail que le fermier est réputé avoir payée, et, par conséquent, ce qui lui reste à payer de ce prix réel et effectif, en numéraire, sans réduction. Cass., 17 février 1807, Str., VII, 2, 734; Bull. civ., IX, 40.

jouissances qui ont eu lieu depuis le 12 nivose an 3 (1^{er} janvier 1795) jusqu'au 12 nivose an 4.

2. Les fermages de l'an 4 s'entendent de ceux qui sont le prix des récoltes faites, ou des jouissances qui ont eu lieu depuis le 12 nivose an 4 jusqu'au 12 nivose dernier.

3. A compter de cette époque, le mode et les termes de paiement n'auront d'autres règles que les clauses insérées dans les baux.

4. Les fermages ou portions de fermages de baux stipulés à prix d'argent, qui se trouvaient encore dus, savoir, pour l'an 3 et années antérieures, lors de la publication de la loi du 18 fructidor an 4, et pour l'an 4, au 1^{er} fructidor même mois, n'ont pu respectivement, et depuis ces époques, être payés qu'en numéraire métallique, ou mandats au cours, et le seront désormais en seul numéraire métallique.

5. Les objets mentionnés aux articles 3 et 4 ci-dessus seront payés sans réduction, si le bail est d'une date antérieure au 1^{er} janvier 1792, ou postérieure à la publication de la loi du 5 thermidor an 4, relative aux transactions entre citoyens.

6. Si le bail a été passé entre la publication de la loi du 4 nivose an 3, portant suppression du *maximum*, et celle de la loi précitée du 5 thermidor an 4, le prix doit en être réduit à celui du bail existant en 1790. — A défaut de bail existant à cette époque, ou dans le cas où l'objet dont il s'agit aurait été affermé alors avec d'autres, cumulativement et sans distinction de prix, le prix du nouveau bail sera réglé par experts, valeur de 1790. — Dans l'un comme dans l'autre cas, le prix ainsi réduit ou réglé sera payé, tant pour les termes encore dus que pour ceux à échoir, comme aurait dû ou devrait l'être celui d'un bail passé en 1790.

7. Seront, dans l'un et l'autre cas, comprises dans le prix ou l'évaluation du prix de 1790, la valeur des dîmes et autres charges supprimées par la loi du 10 avril 1791 et autres, et dont étaient tenus les fermiers, ainsi que les sommes qui, promises, soit à titre de pot-de-vin, soit par contre-lettres, soit de toute autre manière, seront reconnues avoir fait dans le temps partie desdits prix.

8. La même réduction peut être demandée par le fermier pour les baux passés entre le 1^{er} janvier 1792 et la publication de la loi du 4 nivose an 3, portant suppression du *maximum*, qu'il ait ou non existé en 1790 un bail distinct et particulier des mêmes objets; mais dans le cas seulement où, soit le prix dudit bail, soit, à défaut de bail, le prix estimé comme il est dit dans les deux articles précédens, aurait été, dans le nouveau bail, augmenté de plus d'un cinquième.

9. Les baux, soit à ferme, soit à portion de fruits, dont une partie du loyer a été stipulée à prix d'argent, sont soumis pour cette partie du prix, et suivant le cas, aux dispositions des cinq précédens articles. — La somme stipulée en argent dans le nouveau bail sera réduite à celle portée dans le bail existant en 1790, augmentée de la valeur des objets mentionnés en l'article 7, si la quantité de fruits ou denrées promise est la même dans l'un et dans l'autre. — Dans le cas contraire, ou s'il n'existait pas en 1790 de bail particulier à l'objet dont il s'agit, les experts détermineront la somme à payer en argent, en déduisant du prix total, évalué comme il a été dit ci-dessus, le montant, en même valeur de 1790, de la quantité de fruits ou denrées promise. — Dans aucun cas, la quantité de fruits ou denrées promise dans le bail ne pourra être réduite.

10. Ceux des fermiers qui ayant, d'après les articles précédens, droit à la réduction du prix de leur bail, ne l'auraient pas encore demandée ou obtenue, seront tenus, à peine d'en être déchu, de la demander par écrit dans le mois qui suivra la publication de la présente.

11. Dans les cas de réduction ci-dessus, et à quelque époque que la demande en ait été faite, le propriétaire aura, en avertissant par écrit son fermier dans les deux mois de la publication de la présente pour tout délai, la faculté de résilier à l'expiration de l'année de jouissance commencée; laquelle année de jouissance doit s'entendre uniquement de celle indiquée par les clauses du bail et par la date même de l'entrée du fermier en possession de la ferme. — La faculté de résilier ne peut plus être exercée par le fermier, qu'autant qu'il aurait averti le propriétaire par écrit, dans le mois de la publication de la loi du 18 fructidor an 4.

12. Dans le cas de résiliation ci-dessus, le propriétaire remboursera ou tiendra en compte au fermier, s'il y a lieu, les sommes avancées à titre de pot-de-vin ou de toute autre manière équivalente, dans la proportion du nombre d'années du bail qui restaient à courir.

13. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 ci-dessus, relatifs à la réduction de prix et résiliation des baux à ferme, ne s'appliquent point aux baux passés par anticipation dont le fermier ou preneur ne serait pas encore entré en jouissance, aux baux à vie, aux baux à longues années, c'est-à-dire dont la durée excède neuf ans, ni aux baux passés entre le vendeur et l'acquéreur, et faisant condition de la vente, sur lesquels il sera statué incessamment et par une loi particulière.

14. Il n'est rien innové aux arrangemens définitifs pris de gré à gré entre les propriétaires et fermiers, sur l'exécution des lois des 2 thermidor an 3, 3 brumaire, 13 frimaire, 15 germinal et 18 fructidor an 4, relativement aux fermages de l'an 3, et 9, 21 messidor et 22 thermidor derniers (1), concernant les fermages de l'an 4 (2).

15. Les fermiers qui ont payé la totalité de leurs fermages, soit de l'an 4, soit de l'an 3 et années antérieures, conformément aux lois existant aux époques des paiemens, en sont valablement libérés, quelques réserves qui aient pu être insérées aux quittances, de revenir ultérieurement à compte d'après les lois qui pourraient survenir. Il en est de même de ceux qui ont fait des offres et consignations valables et suffisantes, aux termes des lois existant à l'époque desdites consignations.

16. Les paiemens d'un ou plusieurs termes, faits par anticipation et avant la publication de la loi du 2 thermidor an 3, soit en vertu des clauses du bail, soit volontairement, soit par suite de conventions particulières, ne sont pas réputés définitifs; ils seront considérés comme de simples à-comptes, et à ce titre, imputés comme il sera dit ci-après.

17. Les dispositions ci-dessus s'appliquent, suivant les cas, à tous baux, soit à ferme, soit à portion de fruits, soit mixtes, de biens ruraux, moulins à grains et autres usines; — Aux ventes de fruits pendans par racines, et de coupes et retailles de bois sur pied, faites pour une ou plusieurs années; — Aux baux et ventes du croît et utilité des fonds de bétail, convenus à somme fixe; — Et généralement à toutes propriétés et exploitations rurales, sous la seule exception des maisons servant uniquement à l'habitation, pour lesquelles il existe des lois particulières.

§ II. — De la liquidation et imputation des paiemens à compte.

18. A l'égard des fermages de l'an 3 et de l'an 4 qui ne seraient pas dans l'un des cas prévus par les articles 14 et 15 ci-dessus, les paiemens faits, à quelque époque et de quelque manière qu'ils l'aient été, seront considérés

(1) Ces trois dernières lois sont de l'an 4.

(2) Cette rédaction a été adoptée par la loi du 4 ventôse an 6 (25 septembre 1797).

comme des à-comptes du prix total, et imputés sur ce prix d'après les règles suivantes.

19. S'il a été fourni des fermages de l'an 3 sera, dans la liquidation à faire desdits fermages, pour l'imputation des à-comptes payés avant la publication de la loi du 18 fructidor an 4, représenté d'abord par une moitié en numéraire métallique du prix convenu dans le bail, si ce bail est ancien, ou de ce prix réduit conformément aux articles 6, 7 et 8 ci-dessus, dans les cas prévus par ces trois articles; et de plus, par l'autre moitié de ce même prix, réduite en numéraire métallique suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie aux époques fixées pour l'échéance des paiemens.

20. Les à-comptes, contributions de l'an 3, et généralement toutes sommes payées et livraisons en nature faites avant la publication de la loi du 18 fructidor an 4, soit au propriétaire lui-même, soit à sa décharge, par son ordre ou conformément à la loi, seront imputés sur le prix réglé comme il vient d'être dit, savoir : — Ceux payés en numéraire métallique, franc pour franc; — Ceux payés en papier-monnaie, pour leur valeur réduite en numéraire métallique suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie à l'époque où le paiement en a été fait; — Et ceux payés en grains, franc pour franc, pour la somme qu'ils représentaient en numéraire métallique valeur de 1790.

21. S'il a été fourni des à-comptes postérieurement à la publication de la loi du 15 germinal an 4, ces à-comptes seront imputés sur la partie du prix restée due à cette époque, évaluée de nouveau moitié en numéraire métallique sans réduction, et moitié avec réduction suivant le tableau de dépréciation des mandats à l'époque où lesdits à-comptes ont été payés.

22. La portion du prix représentée comme il est dit aux articles 19 et 21 ci-dessus, qui, après la liquidation dont il vient d'être parlé, se trouvait encore due lors de la publication de la loi du 18 fructidor an 4, déterminera par comparaison celle du prix réel et effectif du bail restée, à la même époque, exigible en numéraire métallique, ou mandats au cours : de sorte, par exemple, que si le fermier d'un bail de six mille livres, représenté, conformément aux articles 19 et 21 ci-dessus, par trois mille livres d'une part et soixante livres de l'autre, ensemble trois mille soixante livres, a payé, avant la publication de la loi du 18 fructidor an 4, des à-comptes évalués à la somme de mille vingt livres, c'est-à-dire au tiers du prix ainsi représenté, il est resté débiteur à la même époque, en numéraire métallique, ou mandats au cours, de quatre mille livres, formant les deux tiers du prix réel et effectif de son bail.

23. Les à-comptes fournis depuis cette époque seront successivement imputés ainsi qu'il est dit en l'article 20, s'ils ont été fournis en numéraire métallique ou denrées; et d'après le dernier cours publié par le directoire exécutif à l'époque du paiement, s'ils ont été payés en mandats. — La somme restée due après l'entière liquidation, sera payée en numéraire métallique.

24. Les dispositions comprises aux six précédens articles s'appliquent à tous les objets énoncés en l'article 17, à l'exception des usines autres que moulins à grains, auxquelles les articles 18, 19, 20, 21 et 22 ne sont pas applicables, le prix ayant pu, avant la publication de la loi du 18 fructidor an 4, en être payé en assignats ou mandats, valeur nominale, conformément aux lois des 2 thermidor an 3 et 15 germinal an 4.

25. Le montant des fermages de l'an 4 sera, dans la liquidation à faire desdits fermages pour l'imputation des à-comptes payés avant le 1^{er} fructidor an 4, représenté d'abord par un quart en numéraire métallique de leur prix, tel qu'il résulte du bail, si ce bail est ancien, ou de ce prix réduit ainsi qu'il est dit aux articles 6, 7 et 8 ci-dessus, dans les cas prévus par ces

trois articles ; et de plus , par une somme en mandats égale à huit fois le montant des trois autres quarts , réduite en numéraire métallique , suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie au cours moyen du mois de thermidor an 4.

26. Les à-comptes, contributions de l'an 4, et généralement toutes sommes payées et livraisons en nature faites, soit au propriétaire lui-même, soit à sa décharge, d'après son ordre ou conformément à la loi, avant la même époque du 1^{er} fructidor an 4, seront imputés sur le prix réglé, comme il vient d'être dit, de la manière indiquée dans l'article 20 ci-dessus.

27. La portion du prix représentée comme il est dit en l'article 25 ci-dessus, qui, après la liquidation dont il vient d'être parlé, se trouvait encore due au 1^{er} fructidor an 4, déterminera par comparaison, ainsi et de la manière qu'il est expliqué pour l'an 3 en l'article 22, celle du prix réel et effectif du bail restée exigible à la même époque en numéraire métallique ou mandats au cours.—Les à-comptes fournis depuis cette époque seront imputés ainsi qu'il est dit en l'article 23, pour l'an 3 ; et la somme restée due après l'entière liquidation, payée en numéraire métallique.

28. Les dispositions des trois précédens articles s'appliquent sans exception, pour l'an 4, à tous les objets compris dans l'article 17.

29. A l'égard des fermages antérieurs à l'an 3, et qui ne seraient pas définitivement soldés, les à-comptes payés en assignats antérieurement à la publication de la loi du 15 germinal an 4, et en mandats entre la publication de ladite loi et celle de la loi du 18 fructidor suivant, seront imputés franc pour franc et valeur nominale. — Ceux payés depuis cette époque seront imputés ainsi qu'il est dit en l'article 23. — La somme restée due après cette imputation sera payée en valeur métallique.

Disposition générale.

30. Toute loi ou disposition de loi précédente contraire à la présente résolution, demeure abrogée.

N^o 280. = 9 fructidor an 5 (26 août 1797). = *LOI relative au mode de paiement des fermages des biens nationaux* (1). (II, Bull. cxxxix, n^o 1379 ; B., LXIX, 270.)

Le conseil... approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Le mode de paiement des fermages de biens ruraux stipulés à prix d'argent, établi par la loi du 2 thermidor an 3, a dû s'appliquer aux fermages des biens nationaux et autres régis ou administrés comme tels, ainsi et de la même manière qu'il s'appliquait aux fermages des propriétés privées.

2. La loi du 28 thermidor an 2, portant que *les fermiers de biens nationaux qui sont dans l'impossibilité de satisfaire à celle du 16 brumaire concernant le paiement en nature, pourront se libérer en assignats*, n'a dû s'entendre que de ceux desdits fermiers dont les baux étaient convenus à prix d'argent et moyennant une somme fixe.—Ceux dont les baux avaient été, soit par suite de la loi du 16 brumaire an 2 (2), soit antérieurement à ladite loi, stipulés pour une portion de fruits ou une quantité fixe de denrées, n'ont

(1) Voyez, sur le même objet, le décret du 16—23 février 1791 ; ceux des 16 frimaire an 2 (6 décembre 1793) ; 28 thermidor suivant (15 août 1794), et 2 thermidor an 3 (20 juillet 1795) ; la loi du 15 germinal an 4 (4 avril 1796) ; celle du 6 messidor an 6 (24 juin 1798) ; et l'arrêté du 6 messidor an 10 (25 juin 1802).

(2) Il s'agit ici du décret du 16 frimaire an 2, qui a été placé, dans toutes les collections, à cette dernière date.

pu se libérer qu'en représentant la quantité de denrées promise, ou, à défaut d'elles, une somme équivalente au prix courant à l'époque déterminée pour l'échéance des paiements.

3. La loi du 16 brumaire an 2, portant que *les baux des biens nationaux produisant des grains, du foin ou des légumes à gousse, seront désormais payés en nature*, est et demeure abrogée.

4. En conséquence des articles ci-dessus, la forme des baux à ferme des biens nationaux, et leur paiement tant pour leurs termes encore dus que pour ceux à échoir, seront à l'avenir réglés de la manière suivante.

5. Les fermages de biens nationaux stipulés à prix d'argent, dont le prix pour l'an 3 n'aurait pas été acquitté en totalité conformément aux lois des 2 thermidor an 3, 3 brumaire, 13 frimaire et 15 germinal an 4, seront, quelles que soient la quotité des paiements faits et la forme des quittances délivrées, réglés de nouveau dans les proportions fixées par lesdites lois, et sauf l'imputation des sommes ou autres valeurs reçues (1).

6. La liquidation à faire desdits fermages, en conséquence et dans le cas de l'article précédent, aura lieu de la manière suivante.

7. Le montant du fermage sera calculé en valeur métallique, d'abord pour une moitié du prix de bail, sans réduction, et de plus pour l'autre moitié de ce même prix, réduite suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie aux époques fixées pour les échéances de paiement (2).

8. Les paiements de toute nature faits à valoir sur l'an 3, seront imputés sur le prix réglé comme il vient d'être dit, savoir : — Ceux faits en numéraire métallique, franc pour franc ; — Ceux en grains, pour la somme qu'ils représentaient en numéraire métallique, valeur de 1790 ; — Et ceux en assignats ou mandats, pour leur valeur réduite suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie à l'époque où le paiement en a été fait, s'il a été fait avant la publication de la loi du 18 fructidor an 4 ; et dans le cas contraire, d'après le dernier cours publié par le directoire exécutif à l'époque du paiement.

9. La portion du prix calculé comme il est dit en l'article 7 ci-dessus, restée due après la liquidation dont il vient d'être parlé, sera acquittée en numéraire métallique ; de telle sorte que si le fermier d'un bail de six mille livres, représenté par trois mille livres d'une part et soixante livres de l'autre, ensemble trois mille soixante livres, a payé différens à-comptes évalués à mille vingt livres, il devra pour solde de compte, et en numéraire métallique, une somme de deux mille quarante francs.

10. Les fermiers de biens nationaux dont les baux étaient, par suite de la loi du 16 brumaire an 2, ou antérieurement à ladite loi, stipulés moyennant une portion de fruits ou une quantité déterminée de denrées, et qui, sous prétexte de la loi du 28 thermidor an 2, ou par d'autres motifs, n'ont remis en paiement que des assignats ou mandats valeur nominale, seront tenus de compter de nouveau des mêmes objets de la manière suivante.

11. Les grains ou denrées qu'ils devaient fournir, seront estimés d'après leur valeur aux époques fixées pour les livraisons, réglées sur les mercu-

(1) Un fermier de biens nationaux n'a pu être admis à compenser le prix du fermage avec les indemnités qu'il réclamait et qu'il n'avait pas fait liquider. Cass., 3 floréal an 9, *SIR.*, XX, 2, 486; *Bull. civ.*, III, 163.

(2) Voyez l'arrêté du 6 messidor an 10 (25 juin 1802), qui applique le bénéfice de cet article et de l'art. 10 de la loi du 6 messidor an 6 (24 juin 1798), aux fermages arriérés dus par les fermiers qui n'ont pas profité du bénéfice des lois qui les autorisaient à demander la réduction de leurs baux.

riales du département, de l'ancien district ou du canton, adoptées dans le tribunal le plus voisin, ou, à défaut d'elles, à dire d'experts : la somme en assignats ou mandats représentant lesdits grains, sera réduite en numéraire métallique, d'après le tableau de dépréciation du papier-monnaie aux mêmes époques.

12. Il sera fait déduction, sur le montant de cette évaluation, des paiemens faits en assignats ou mandats préalablement réduits en valeur métallique, ainsi qu'il vient d'être dit.

13. Ce qui restera dû après la liquidation dont il vient d'être parlé, sera payé en numéraire métallique.

14. Les articles 10, 11, 12 et 13 ci-dessus ne s'appliquent point aux baux qui, stipulés moyennant une somme fixe avant ou après la loi du 16 brumaire an 2, ont été, par suite de ladite loi, déclarés payables en grains ou autres denrées, et qui rentrent dans la classe générale des baux stipulés à prix d'argent, dont il est parlé dans les articles 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, ni à ceux dont la redevance, consistant en une quantité fixe de denrées, aurait été acquittée en nature en totalité.

15. Les bestiaux, grains ou autres objets que les fermiers auraient fournis en vertu de réquisitions faites pour le compte du gouvernement, seront évalués ainsi qu'il est dit en l'article 11, et admis comme paiemens, à la charge par lesdits fermiers de précompter sur le prix desdites réquisitions, les sommes qu'ils pourraient avoir déjà reçues, et de rapporter les bons qui leur auraient été délivrés.

16. Les prix des baux stipulés moyennant une portion de fruits ou une quantité fixe de denrées, seront désormais acquittés en numéraire métallique, d'après le prix desdites denrées aux époques déterminées pour les livraisons.

17. Les lois relatives aux fermages dus à des particuliers, s'appliquent aux fermages des biens nationaux, suivant les cas, et en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente.

18. La présente résolution est commune aux propriétaires réintégrés dans leurs biens ci-devant réputés nationaux ou administrés comme tels.

19. Toute loi ou disposition de loi précédente contraire à la présente résolution, est et demeure abrogée.

N° 281. = 10 fructidor an 5 (27 août 1797). = *LOI qui détermine la manière dont les communes de l'intérieur de la république pourront être mises en état de guerre ou de siège* (1). (II, Bull. CXXXIX, n° 1380; B., LXIX, 274.)

Art. 1^{er}. Le directoire exécutif ne pourra déclarer en état de guerre les communes de l'intérieur de la république, qu'après y avoir été autorisé par une loi du corps législatif.

2. Les communes de l'intérieur seront en état de siège, aussitôt que, par l'effet de leur investissement par des troupes ennemies ou des rebelles, les communications du dedans au dehors et du dehors au dedans seront interceptées à la distance de trois mille cinq cent deux mètres (dix-huit cents toises) des fossés ou des murailles : dans ce cas, le directoire exécutif en prévendra le corps législatif.

(1) Voyez, sur cet objet, les art. 10 et suiv. du tit. 1^{er} du décret du 8 juillet (24 mai, 25, 27, 30 juin, 4, 5 et 10 juillet 1791; et les art. 3, 101 et suiv. de celui du 24 décembre 1811, sur le service des places fortes, et les notes.

N° 282. = 10 fructidor an 5 (27 août 1797). = *Loi relative au rattachement des sections des tribunaux.* (II, Bull. **CXLII**, n° 1391 ; B., **LXIX**, 275.)

N° 283. = 11 fructidor an 5 (28 août 1797). = *Loi relative à l'exécution provisoire des jugemens rendus sur les instances dans lesquelles l'agent du trésor public aura été partie* (1). (II, Bull. **CXLII**, n° 1394 ; B., **LXIX**, 277.)

Art. 1^{er}. Les jugemens rendus sur les instances dans lesquelles l'agent du trésor public aura été partie, soit en demandant, soit en défendant, sont exécutoires par provision.

2. L'exécution provisoire n'aura lieu en faveur des particuliers qui voudront en user, qu'après avoir fourni bonne et suffisante caution dans les formes ordinaires.

N° 284. = 13 fructidor an 5 (30 août 1797). = *Loi concernant le service de la garde nationale* (2). (B., **LXIX**, 287.)

N° 285. = 13 fructidor an 5 (30 août 1797). = *Loi relative à l'exploitation, à la fabrication et à la vente des poudres et salpêtres* (3). (II, Bull. **CXLI**, n° 1386 ; B., **LXIX**, 292.)

Le conseil... approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

TITRE 1^{er}. — De la récolte en salpêtre.

Art. 1^{er}. L'exploitation des salpêtres continuera d'être faite pour le compte de la république, ou ne pourra l'être que sous l'inspection et avec l'autorisation du gouvernement.

2. Les salpêtriers commissionnés en vertu des lois précédentes, ou qui le seront à l'avenir, continueront d'enlever, dans les arrondissemens qui leur sont ou seront déterminés, les matériaux de démolition salpêtrés. A cet effet, les propriétaires qui voudront faire démolir, ou ceux qui en seront chargés par eux, ne le pourront qu'après en avoir prévenu leur municipalité ou l'agent municipal de leur commune, afin que le salpêtrier puisse en prendre connaissance. — Cet avertissement devra précéder d'une décade au moins la démolition ; et ceux qui, sans avoir satisfait à cette condition, commenceraient à démolir ou qui le feront faire, seront condamnés solidai-

(1) Les cas où l'exécution provisoire peut être ordonnée par les tribunaux, en matière civile, sont déterminés par les art. 17, 135 et suiv., 159, 439, 457 et suiv. du Code de procédure civile : aucun de ces articles ne reproduit les dispositions du présent décret que nous croyons abrogé, d'après l'art. 1041 du même Code qui prononce cette abrogation à l'égard de toutes les lois antérieures sur la procédure civile.

A la vérité, un avis du conseil d'état, du 1^{er} juin 1807, a décidé que l'art. 1041 n'avait point abrogé la forme de procéder précédemment réglée concernant la régie de l'enregistrement et des domaines : mais cette décision ne doit pas s'appliquer aux affaires qui intéressent le trésor public, et pour lesquelles il n'existait pas de procédure spéciale. Ainsi, nous pensons qu'aujourd'hui le trésor public n'a pas, devant les tribunaux, plus de droits qu'un simple particulier, et l'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour ou contre lui que dans les cas prévus.

(2) Voyez l'article 38 de la loi du 19 fructidor suivant (5 septembre 1797), qui a abrogé la présente loi ; et, sur le service de la garde nationale, le décret du 29 septembre—14 octobre 1791, et les notes qui résument la législation. Voyez, notamment, la loi générale du 22—25 mars 1831, qui constitue le dernier état des choses.

(3) Voyez, sur cet objet, le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes qui résument toute la législation.

rement à une amende égale à la contribution mobilière du propriétaire ou principal locataire du bâtiment. — Cette amende sera double pour ceux qui auraient détourné, employé ou détérioré, en tout ou en partie, les matériaux provenant de leur démolition, ou qui s'opposeraient à leur enlèvement.

3. Il ne sera rien payé par le salpêtrier pour raison des matériaux de démolition salpêtrés qu'il aura enlevés; mais dans le cas où le propriétaire l'exigerait, le salpêtrier sera tenu de lui rendre, au même lieu, une quantité de matériaux d'un même volume.

4. En attendant que les circonstances permettent de renoncer entièrement aux produits de la fouille, les salpêtriers commissionnés continueront également de prendre, comme par le passé, les terres et matériaux salpêtrés qui se trouvent dans les granges, écuries, bergeries, remises et autres lieux couverts, à l'exception de ceux servant d'habitation personnelle, et des caves et celliers contenant du vin, des boissons, ou des marchandises, et des aires de grange en argile ou glaise.

5. Les salpêtriers, en faisant les fouilles, ne pourront creuser à plus de onze centimètres (ou quatre pouces) de profondeur, contre les seuils, poteaux et autres ouvrages en bois, et à plus de vingt-deux centimètres (ou huit pouces) contre les murs. Dans le cas où il se trouverait des terres salpêtrées plus bas, ils seront obligés de se retirer de soixante-sept centimètres (ou deux pieds) tant desdits seuils et poteaux que des fondations des murs. — Les salpêtriers seront tenus, en outre, de remettre en place les terres qu'ils auront lessivées, et seront responsables des dégradations et accidens qu'ils auront occasionés. — Ceux qui s'opposeraient à ce que le salpêtrier pût exercer la fouille conformément à la loi, encourront une amende égale au double de l'imposition mobilière du propriétaire ou principal locataire.

6. Le salpêtrier qui serait convaincu d'avoir reçu de l'argent ou une rétribution quelconque pour affranchir de la recherche et enlèvement des matières salpêtrées, sera condamné à une amende de deux cents francs.

7. L'époque des fouilles, et l'ordre à suivre entre les communes où elles doivent être faites, seront déterminés par les préposés des poudres, avec l'attache de l'administration centrale du département; et à l'égard des maisons d'une même commune, avec l'attache de la municipalité. — Ces autorités protégeront ce service, et veilleront en même temps à ce qu'il ne soit exercé aucune vexation contre les citoyens.

8. Le citoyen chez lequel se fera la fouille pourra, avant tout, faire examiner et constater l'état des lieux, en présence du salpêtrier, par des hommes d'art. Le salpêtrier aura la même faculté.

9. Le salpêtrier qui ne serait pas domicilié dans la commune où il travaille, ne pourra transporter ailleurs ses ustensiles, avant qu'il soit constaté qu'il n'y a aucune réclamation contre lui (1).

10. Si le citoyen chez lequel on aura fouillé a quelque plainte à porter contre le salpêtrier, pour cause de dégradation ou autres abus, il s'adressera au juge de paix, qui connaîtra des contestations, et ordonnera les réparations et indemnités convenables, sauf le recours de droit aux tribunaux supérieurs. — Dans ce cas, le salpêtrier fournira une caution suffisante, à défaut de laquelle ses meubles et ustensiles pourront être saisis pour répondre de sa solvabilité; et au besoin, il sera fait opposition au paiement de ce qui lui serait dû par l'administration des poudres (2).

(1 et 2) Le chef d'un établissement de salpêtrerie est responsable civilement des délits commis

11. Le directoire exécutif arrêtera le modèle des commissions à délivrer aux salpêtriers. Il déterminera l'arrondissement dans lequel ils pourront, chacun respectivement, exploiter les matériaux salpêtrés, le *minimum* de la quantité qu'ils devront fournir, le mode de réception et d'épreuve des salpêtres, qui aura toujours lieu en présence des parties et contradictoirement ; enfin toutes les autres conditions auxquelles il sera utile d'assujétir les salpêtriers dans leur service.

12. Les salpêtriers devant porter dans les magasins nationaux tout le salpêtre qu'ils exploitent, de la manière et aux époques qui leur seront prescrites, ceux qui se permettraient d'en disposer autrement, de le vendre ou donner en échange à qui que ce soit, seront dénoncés au tribunal de police correctionnelle, et encourront, outre l'abolition de leur atelier, la confiscation des matières détournées, et une amende de cinq cents francs.

13. Le salpêtre brut sera payé aux salpêtriers par l'administration des poudres, en raison de la quantité de salpêtre pur que la masse livrée contiendra, et d'après les prix qui seront déterminés chaque année, par le corps législatif. — Le *minimum* des prix du salpêtre sera, pour l'année actuelle et l'an 6, de deux francs vingt-cinq centimes par kilogramme (ou vingt-deux sous par livre). — Le salpêtrier recevra de plus un décime par kilogramme (ou un sou par livre) de salpêtre, qu'il fournira en sus de son contingent obligé.

14. Les possesseurs de nitrères existantes, et qui voudront en former de nouvelles, sont autorisés à les exploiter, à la condition expresse d'en livrer tout le salpêtre dans les magasins de la république. Ce salpêtre sera payé au prix le plus haut accordé aux salpêtriers, et sera reçu d'ailleurs aux mêmes conditions. Il sera payé en outre un décime par kilogramme (ou un sou par livre) comme prime d'encouragement, si ce sel ne provient ni de terre de fouille, ni de matériaux réservés aux salpêtriers commissionnés.

15. Tout citoyen qui exploitera, sans l'autorisation spéciale du gouvernement, des matériaux salpêtrés naturellement, ou par des nitrères artificielles, encourra la confiscation des matières et ustensiles qu'il y emploie ; et en cas de récidive, il sera condamné à une amende de trois cents francs.

TITRE II. — De la fabrication des poudres, et de leur distribution.

16. Les poudres continueront d'être fabriquées pour le compte de la république, et ne pourront l'être que sous la direction et la surveillance de l'administration chargée de cette partie. Le directoire exécutif prescrira le dosage des matières et les procédés de fabrication.

17. Il déterminera, au commencement de chaque année, la quantité et l'espèce de poudre qu'il jugera nécessaires aux approvisionnements des arsenaux de terre et de mer. Il fixera aussi le mode d'épreuve qui doit en constater la qualité et précéder la réception.

18. Les ministres de la guerre et de la marine feront prendre livraison des poudres destinées à leur service, dans les poudreries où elles sont préalablement éprouvées ; ils les paieront comptant sur les fonds mis à leur disposition, à raison de deux francs cinquante-six centimes le kilogramme (ou vingt-cinq sous la livre), barillage compris.

19. Lorsque les poudres des arsenaux de terre et de mer seront détériorées et reconnues telles d'après un procès-verbal de vérification, elles seront renvoyées dans les poudreries les plus à proximité ; et la quantité de salpêtre qu'elles contiendront, sera remplacée en poudre neuve de bonne qualité.

20. Les armateurs et corsaires continueront d'être approvisionnés par l'administration des poudres, en raison de la quantité de leurs armes à feu, et sur des états certifiés par le commissaire de la marine du lieu de l'armement.

21. La loi du 11 mars 1793 est rapportée. En conséquence, il est défendu à qui que ce soit d'introduire aucunes poudres étrangères dans la république, sous peine de confiscation de la poudre, des chevaux et voitures qui en seraient chargés, et d'une amende de vingt francs quarante-quatre centimes par kilogramme de poudre (ou dix francs par livre). — Si l'entrée en fraude est faite par la voie de la mer, l'amende sera double, en outre de la confiscation de la poudre.

22. L'importation et l'exportation des salpêtres sont également prohibées. La contravention sera punie des mêmes peines que lorsque les poudres sont la matière du délit. — Il sera cependant permis d'entreposer des salpêtres dans les ports de France, pour les réexporter ensuite, en se conformant à ce qui est prescrit par les lois sur l'entrepôt.

23. Les poudres ou salpêtres saisis par les employés des douanes, seront par eux déposés au magasin national le plus prochain affecté à ces matières : la moitié de la valeur de tous les objets confisqués et des amendes prononcées, appartiendra aux saisissans et sera partagée entre eux.

24. La fabrication et la vente des poudres continueront d'être interdites à tous les citoyens autres que ceux qui y seront autorisés par une commission spéciale de l'administration nationale des poudres. Il est également interdit aux citoyens qui n'y seraient pas autorisés, de conserver chez eux de la poudre au-delà de la quantité de cinq kilogrammes (environ dix livres un quart). — La surveillance de ces dispositions est confiée aux administrations départementales et municipales, aux commissaires du directoire exécutif près d'elles; et aux officiers de police (1).

25. Lorsque l'une de ces autorités ou les préposés de l'administration des poudres, auront connaissance d'une violation du précédent article, ils requerront la municipalité du lieu de prendre les moyens nécessaires pour constater les délits.

26. La municipalité sera tenue de déférer à cette réquisition. En conséquence, elle fera procéder à une visite dans la maison désignée, si les circonstances du fait l'exigent. Cette visite ne pourra s'exécuter que par deux officiers municipaux, accompagnés d'un commissaire de police, en plein jour, et seulement pour l'objet énoncé en la présente loi, conformément à l'article 359 de la constitution. — Dans les communes où il n'y a pas de municipalité, cette visite sera faite par l'agent municipal et son adjoint, lesquels se feront assister de deux citoyens du voisinage. — Dans le cas de conviction, l'affaire sera renvoyée aux tribunaux, qui feront la poursuite suivant les lois (2).

27. Ceux qui feront fabriquer illicitement de la poudre, seront condamnés à trois mille francs d'amende. La poudre, les matières et ustensiles servant à sa confection, seront confisqués; et les ouvriers employés à sa fabrication seront détenus pendant trois mois pour la première fois, et pendant un an en cas de récidive. Le tiers des amendes appartiendra au dénonciateur; le

(1) La circonstance qu'il ne se trouve dans une commune aucun agent commissionné légalement pour le débit des poudres, ne suffit pas pour autoriser tout citoyen à vendre des poudres dans cette commune. Cass., 25 frimaire an 11, Sir., VII, 2, 1107; Bull. crim., VIII, 92.

(2) Voyez le décret du 10 septembre 1808, qui modifie cet article, en ce que, au lieu de deux officiers municipaux dont la présence était nécessaire pour la saisie des poudres prohibées, un seul suffira désormais.

surplus, ainsi que les objets confisqués, seront versés au trésor public et dans les magasins nationaux.

28. Tout citoyen qui vendrait de la poudre sans y être autorisé, conformément à l'article 24, sera condamné à une amende de cinq cents francs; et celui qui en conserverait chez lui plus de cinq kilogrammes (ou environ dix livres un quart), à une amende de cent francs.— Dans l'un et l'autre cas, les poudres seront confisquées et déposées dans les magasins nationaux.

29. Il est aussi défendu aux gardes des arsenaux de terre et de mer, à tous militaires et ouvriers et employés dans les poudreries, de vendre, donner ou échanger aucune poudre, sous peine de destitution, et d'une détention qui sera de trois mois pour les gardes-magasins et militaires, et d'un an pour les ouvriers et employés des poudreries. — Les ouvriers des raffineries et ateliers nationaux de salpêtre, qui en détourneraient les produits, encourront les mêmes peines que les ouvriers des poudreries, en pareil cas.

30. Tout voyageur ou conducteur de voitures qui transportera plus de cinq kilogrammes (ou dix livres un quart) de poudre, sans pouvoir justifier leur destination par un passeport de l'autorité compétente, revêtu du *visa* de la municipalité du lieu du départ, sera arrêté et condamné à une amende de vingt francs quarante-quatre centimes par kilogramme de poudre saisie (ou dix francs par livre), avec confiscation de la poudre et des chevaux et voitures : mais si le conducteur n'a pas eu connaissance de la nature du chargement, il aura son recours contre le chargeur qui l'aurait trompé, et qui sera tenu de l'indemniser.—Néanmoins, dans la distance de deux lieues des frontières, les citoyens resteront soumis à tout ce qui est prescrit par les lois, pour la circulation dans cette étendue.

31. Les capitaines de navires, de quelque lieu qu'ils viennent, à leur entrée dans des ports maritimes, seront obligés, dans les vingt-quatre heures, de faire, au bureau des douanes, ou, à défaut, au commissaire de la marine, la déclaration des poudres qu'ils auront à bord, et de les déposer, dans le jour suivant, dans les magasins nationaux, sous peine de cinq cents francs d'amende : ces poudres leur seront rendues à leur sortie desdits ports.

32. Les poudres prises sur l'ennemi par les vaisseaux ou bâtimens de mer, seront, à leur arrivée dans les ports de la république, déposées dans les magasins de la marine, si elles sont bonnes à être employées pour ce service; et dans ce cas, le ministre de ce département les fera payer au même prix que celles qu'il reçoit de l'administration nationale des poudres. Mais si les poudres de prises, après vérification contradictoirement faite, ne sont pas admissibles pour le service de la marine, elles seront versées dans les magasins de l'administration des poudres, qui les paiera en raison de la quantité de salpêtre qu'elles contiennent, et au prix auquel est fixé celui des salpêtriers.

TITRE III. — Dispositions générales.

33. La vente des salpêtres et poudres se fera pour le compte de la république, soit dans les magasins nationaux, soit par des débitans pourvus de commissions de l'administration des poudres. — Le directoire exécutif prescrira les conditions de détail relatives à ces ventes, afin d'en écarter les abus.

34. Les salpêtres et poudres vendus en vertu de l'article précédent, seront payés, pour la présente année, d'après les prix ci-après : savoir : — Le salpêtre brut donnant quinze pour cent de déchet au raffinage, deux francs cinquante-six centimes le kilogramme (ou un franc vingt-cinq centimes la livre); — Le salpêtre raffiné, trois francs sept centimes le kilogramme (ou un franc cinq décimes la livre); — La poudre de mine, trois francs sept centi-

nies le kilogramme (ou un franc cinq décimes la livre); — La poudre de guerre pour les armateurs et les corsaires, trois francs sept centimes le kilogramme (ou un franc cinq décimes la livre); — La poudre de chasse pour les débitans, cinq francs onze centimes le kilogramme (ou deux francs sept décimes la livre); — *Idem* pour les autres citoyens, six francs treize centimes le kilogramme (ou trois francs la livre); — La poudre superfine, huit francs dix-huit centimes le kilogramme (ou quatre francs la livre).

35. Les débitans ne pourront vendre aux citoyens la poudre de chasse au-delà du prix de six francs treize centimes le kilogramme (ou trois francs la livre), sous peine de révocation de leur commission, et d'une amende de cent francs.

36. Si un débitant était convaincu de tenir en dépôt ou vendre de la poudre de contrebande, il encourrait, outre la révocation de sa commission, la confiscation des matières prohibées, et une amende de mille francs.

37. Dans le cas de contravention à la présente loi, toutes les demandes et poursuites pouvant donner lieu à condamnation, seront faites par-devant le juge de paix, ou le tribunal de police correctionnelle, suivant l'étendue de leur compétence, et sauf l'appel (1).

N^o 286. = 14 fructidor an 5 (31 août 1797). = *LOI qui annule les décrets ou arrêtés prononçant des mises hors la loi.* (II, Bull. CXLII, n^o 1397; B., LXIX, 309.)

N^o 287. = 14 fructidor an 5 (31 août 1797). = *LOI relative au paiement des obligations contractées postérieurement au 1^{er} janvier 1791* (2). (II, Bull. CXLI, n^o 1387; B., LXIX, 310.)

Art. 1^{er}. Seront acquittées en numéraire métallique, et sans réduction, les obligations dont le titre produit aurait une date postérieure au 1^{er} janvier 1791, ou à l'introduction des assignats et mandats dans les pays réunis, la Corse et les colonies, lorsque ce titre rappellera l'origine de la créance ou un titre antérieur à l'une ou à l'autre de ces époques, ou qu'il sera dit *sans novation*.

2. Il en sera de même s'il est prouvé par d'autres écrits émanés du débiteur, ou par son interrogatoire sur faits et articles, que le titre est relatif à une obligation contractée avant le 1^{er} janvier 1791.

N^o 288. = 15 fructidor an 5 (1^{er} septembre 1797). = *LOI relative aux transactions entre particuliers antérieures à la dépréciation du papier-monnaie* (3). (II, Bull. CXLII, n^o 1388; B., LXIX, 311.)

Art. 1^{er}. La suspension des remboursemens et paiemens, résultant de la loi du 29 messidor an 4, ou d'arrêtés de représentans du peuple en mission dans les pays réunis, est levée par rapport aux obligations désignées ci-après.

(1) Voyez les décrets des 10 septembre 1808 et 16 mars 1813, art. 4, qui confirment l'attribution donnée au tribunal de police correctionnelle par le présent article.

(2) Voyez la loi du 5 messidor an 5 (28 juin 1797), et les notes qui résument la législation.

Le vendeur avec garantie, pour un prix en assignats d'une rente créée en numéraire, ne doit rembourser à l'acheteur évincé que la somme en numéraire représentative des assignats qu'il a reçus, d'après l'échelle de dépréciation. Cass., 14 fructidor an 12, Sir., IV, 1, 362.

(3) Voyez la loi du 5 messidor an 5 (28 juin 1797), et les notes.

2. Toutes les obligations d'une date antérieure au 1^{er} janvier 1791 seront acquittées en numéraire métallique, sans réduction.

3. Les obligations contractées dans les pays réunis par différentes lois à l'ancien territoire de la république française, ainsi que dans ceux de l'île de Corse et dans les colonies, avant l'introduction dans ces pays des assignats et des mandats, seront également acquittés en numéraire métallique.

4. L'époque où le papier-monnaie a eu cours forcé au pair dans chacun de ces pays, sera fixée par l'administration centrale dans les départemens où il y en a d'établies; et dans les lieux où il ne s'en trouve pas, par le directoire exécutif ou par ses agens.

5. Tous traités, accords ou transactions, faits depuis le 1^{er} janvier 1791, ou depuis les époques indiquées dans l'article 3, contenant fixation en numéraire métallique, réduction ou attermoïement d'une créance résultant d'un autre titre, quelle qu'en soit la date ou quelle que soit la valeur exprimée dans ces nouveaux actes, auront leur pleine et entière exécution.

6. Seront aussi exécutées de la même manière les obligations expressément stipulées payables en numéraire métallique, à quelque époque qu'elles aient été consenties. — Seront également acquittées de la même manière les obligations contractées dans les départemens réunis, qui ne contiennent pas la stipulation expresse d'être payables en assignats (1).

7. Il en sera de même des obligations par lesquelles on aura promis de faire des délivrances en grains, denrées, matières d'or ou d'argent, ou autres marchandises (2).

8. Les tribunaux, tant de première instance que de causes d'appel, pourront accorder au débiteur, dont l'obligation est antérieure à la publication de la loi du 5 thermidor an 4, un délai qui ne pourra excéder un an, et qui courra, pour toutes les obligations échues ou à échoir indistinctement, à compter de la publication de la présente; mais à la charge par le débiteur de payer l'intérêt de sa dette pendant la durée du délai.

9. Il ne sera point accordé de délai pour sommes dues par les dépositaires, séquestres ou mandataires.

10. Les tribunaux pourront aussi, suivant les circonstances, adjuger des provisions aux créanciers, en attendant le jugement du fond; et il sera passé outre à l'exécution du jugement provisoire, nonobstant l'appel, comme en matières sommaires.

11. La présente résolution n'est point applicable aux loyers et fermages.

N° 289. = 16 fructidor an 5 (2 septembre 1797). = *Loi portant création*

(1) Le prêt fait en assignats avec stipulation de remboursement en numéraire, si les assignats n'avaient plus cours à l'échéance de l'obligation, a dû, ce cas arrivé, être remboursé en numéraire, sans réduction. Cass., 1^{er} thermidor an 10, SIR., III, 1, 1; Bull. civ., IV, 456; et 15 floréal an 12, SIR., IV, 1, 313; Bull. civ., VI, 251. — Jugé encore que l'acquéreur d'une maison, pendant le cours du papier-monnaie, moyennant un prix payable par termes, en espèces sonnantes, ou en effets ayant cours et non autrement, doit payer, en numéraire métallique et sans réduction, les termes échus postérieurement à la disparition des assignats. Cass., 1^{er} thermidor an 10, SIR., VII, 2, 1167; Bull. civ., IV, 453. — Les mots *valeur fixe*, dans un billet à ordre souscrit durant le règne des mandats, ne signifiaient pas *valeur en numéraire*. Cass., 17 frimaire an 7, SIR., I, 1, 380; Bull. civ., I, 140.

(2) Lorsqu'un immeuble a été vendu moyennant tant de pièces de vin que les parties ont estimées en argent cette estimation n'est pas censée faite pour servir de base à la perception des droits d'enregistrement, et ne confère pas à l'acquéreur le droit de se libérer en payant la valeur des vins plutôt que les vins en nature. Cass., 25 thermidor an 13, SIR., V, 2, 253.

d'officiers auprès des compagnies de vétérans nationaux (1). (II, Bull. CXLIV, n° 1411; B., LXIX, 314.)

N° 290. = 19 fructidor an 5 (5 septembre 1797). = **Loi contenant des mesures de salut public prises relativement à la conspiration royale** (2). (II, Bull. CXLII, n° 1400; B., LXIX, 327.)

Le conseil. . . , considérant que les ennemis de la république ont constamment suivi le plan qui leur a été tracé par les instructions saisies sur *Brottier*, *Berthelot*, *la Villeurnoy* et *Duverne de Presle*, et qu'ils ont été secondés par une foule d'émissaires royaux disséminés sur tous les points de la France; — Considérant qu'il a été spécialement recommandé à ces agens de diriger les opérations et les choix des dernières assemblées primaires, communales et électorales, et de faire tomber tous ces choix sur les partisans de la royauté; — Qu'à l'exception d'un petit nombre de départemens où l'énergie des républicains les a neutralisés, les élections ont porté aux fonctions publiques et fait entrer jusque dans le sein du corps législatif des émigrés, des chefs de rebelles, et des royalistes prononcés; — Considérant que la constitution se trouvant attaquée par une partie de ceux-là même qu'elle avait spécialement appelés à la défendre, et contre qui elle ne s'était pas précautionnée, il ne se rait pas possible de la maintenir sans recourir à des mesures extraordinaires; — Considérant enfin que, pour étouffer la conspiration existante, et prévenir la guerre civile et l'effusion générale de sang qui allaient en être la suite inévitable, rien n'est plus instant que de réparer les atteintes portées à l'acte constitutionnel depuis le 1^{er} prairial dernier, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher qu'à l'avenir la liberté, le repos et le bonheur du peuple ne soient encore exposés à des dangers aussi imminens..., — Approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Les opérations des assemblées primaires, communales et électorales des départemens de l'Ain, l'Ardèche, l'Arriège, l'Aube, l'Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, l'Eure, Eure-et-Loir, Gironde, Hérault, Ile-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Loir-et-Cher, Manche, Marne, Mayenne, Mont-Blanc, Morbihan, Moselle, les Deux-Nethes, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Haute-Saône, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Yonne, sont déclarées illégitimes et nulles.

2. Celles de l'assemblée électorale du département du Gers sont déclarées légitimes et valables. — En conséquence, le citoyen *Duffau* est admis au conseil des anciens, et les citoyens *Carrière*, *Lagarrière* et *Sauran* sont admis au conseil des cinq-cents. — Les administrateurs et les juges nommés par cette assemblée entreront incessamment en fonctions. — Le haut-jury nommé par la même assemblée remplira les fonctions attachées à cette qualité.

3. La loi du 27 prairial dernier, relative aux opérations de l'assemblée électorale du département du Lot, est rapportée. — Les opérations de l'assemblée tenue dans la maison de la Palonie, sont déclarées nulles : celles tenues dans la ci-devant église du collège de Cahors, sont déclarées valables; — Et le citoyen *Lachize*, élu membre du conseil des anciens, — Et les ci-

(1) Le corps des vétérans nationaux a été complètement réorganisé par l'arrêté du 4 germinal an 8 (25 mars 1800) qui rend la présente loi sans intérêt.

(2) Cette loi résume le *coup d'état* du 18 fructidor.

toyens *Poncet* et *Delbrel*, élus membres du conseil des cinq-cents, prendront leur place.

4. Les individus nommés à des fonctions publiques par les assemblées primaires, communales et électorales, sans exception, et ceux nommés au corps législatif des départemens cités dans l'article 1^{er}, cesseront toutes fonctions à l'instant de la publication de la présente loi, sous les peines portées par l'article 6 de la cinquième section du titre I^{er} de la seconde partie du Code pénal.

5. Le directoire exécutif est chargé de nommer aux places qui deviennent vacantes dans les tribunaux en vertu des articles précédens, ainsi qu'à celles qui viendraient à vaquer par démission ou autrement avant les élections du mois de germinal de l'an 6.

6. Les nominations faites par le directoire exécutif en vertu de l'article précédent, auront en tout point le même effet et la même durée que si elles avaient été faites par les assemblées primaires et électorales.

7. La loi du 1^{er} prairial dernier, qui, en contravention à l'article 78 de l'acte constitutionnel, rappelle dans le corps législatif les citoyens *Aymé*, *Mersan*, *Ferrand-Vaillant*, *Gau* et *Polissard*, est rapportée.

8. Est pareillement rapporté l'article 1^{er} de la loi du 9 messidor dernier, portant, au mépris du même article de l'acte constitutionnel, révocation des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 3 brumaire an 4, relatifs aux parens d'émigrés, etc.

9. Les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ladite loi du 3 brumaire an 4, sont rétablis, et resteront en vigueur pendant les quatre années qui suivront la publication de la paix générale.

10. Aucun parent ou allié d'émigré, au degré déterminé par l'article 2 de ladite loi, ne sera admis pendant le même espace de temps à voter dans les assemblées primaires, et ne pourra être nommé électeur, s'il n'est compris dans l'une des exceptions portées par l'article 4 de la même loi (1).

11. Nul ne sera non plus admis à voter dans les assemblées primaires et électorales, s'il n'a préalablement prêté devant l'assemblée dont il sera membre, entre les mains du président, le serment individuel de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité et attachement à la république et à la constitution de l'an 3.

12. L'article 2 de la loi du 9 messidor dernier est également rapporté en ce qui concerne les chefs des rebelles de la Vendée et des chouans, auxquels, en conséquence, la disposition de l'article 8 de la présente loi demeure commune. — Sont, à cet égard, réputés chefs de rebelles de la Vendée et de chouans, ceux qui sont désignés comme tels par la loi du 5 juillet 1793.

13. Les individus ci-après nommés, — *Aubry*, du conseil des cinq-cents ; *J.-J. Aymé*, idem ; *Bayard*, idem ; *Boissy d'Anglas*, idem ; *Borne*, idem ; *Bourdon* (de l'Oise), idem ; *Cadroye*, idem ; *Couchery*, idem ; *Delahaye* (de la Seine-Inférieure), idem ; *Delarue*, idem ; *Doumerc*, idem ; *Dumolard*, idem ; *Duplantier*, idem ; *Duprat*, idem ; *Gibert-Desmolières*, idem ; *Henri Larivière*, idem ; *Imbert-Colomès*, idem ; *Camille Jordan*, idem ; *Jourdan* (*André-Joseph*), Bouches-du-Rhône, idem ; *Gau*, idem ; *Lacariers*, idem ; *Lemarchand-Gomicourt*, idem ; *Lemerer*, idem ; *Mersan*, idem ; *Madier*, idem ; *Maillard*, idem ; *Noailles*, idem ; *André* (de la Lozère), idem ; *Mac-Curtin*, idem ; *Pavie*, idem ; *Pastoret*, idem ; *Pichegru*, idem ;

(1) Voyez, sur les mesures dont les parens des émigrés ont été l'objet, le § 5 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : elles résument toute la législation.

Polissard, idem; *Praire-Montault*, idem; *Quatremère-Quincy*, idem; *Sa-tadin*, idem; *Siméon*, idem; *Vauvilliers*, idem; *Fiénot-Vaublanc*, idem; *Villaret-Joyeuse*, idem; *Villot*, idem; *Barbé-Marbois*, du conseil des anciens; *Dumas*, idem; *Ferrand-Vaillant*, idem; *Laffond-Ladebat*, idem; *Laumont*, idem; *Muraire*, idem; *Murinais*, idem; *Paradis*, idem; *Portalis*, idem; *Rovère*, idem; *Tronçon-Ducoudray*, idem; *Blain*, (des Bouches-du-Rhône), du conseil des cinq-cents; *Carnot*, directeur; *Barthélemy*, directeur; *Brottier*, ex-abbé; *la Villeurnoy*, ex-magistrat; *Duverne de Presle*, dit *Dunan*; *Cochon*, ex-ministre de la police; *Dossonville*, ex-employé de la police; *Miranda*, général; *Morgan*, idem; *Suard*, journaliste; *Mailhe*, ex-conventionnel; *Ramel*, commandant des grenadiers du corps législatif, — Seront, sans retard, déportés dans le lieu qui sera déterminé par le directoire exécutif. — Leurs biens seront séquestrés aussitôt après la publication de la présente loi; et main-levée ne leur en sera accordée que sur la preuve authentique de leur arrivée au lieu fixé pour leur déportation (1).

14. Le directoire exécutif est autorisé à leur procurer provisoirement, sur leurs biens, les moyens de pourvoir à leurs besoins les plus urgens.

15. Tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, et non rayés définitivement, seront tenus de sortir du territoire de la république, savoir : de Paris et de toute autre commune dont la population est de vingt mille habitans et au dessus, dans les vingt-quatre heures qui suivront la publication de la présente loi; et, dans les quinze jours qui suivront cette même publication, de toutes les autres parties de la république.

16. Passé les délais respectifs prescrits par l'article précédent, tout individu inscrit sur la liste des émigrés et non rayé définitivement, qui sera arrêté dans le territoire de la république, sera traduit devant une commission militaire, pour y être jugé dans les vingt-quatre heures, d'après l'article 2 du titre IV de la loi du 25 brumaire an 3, relative aux émigrés (2).

17. Cette commission sera composée de sept membres, qui seront nommés par le général commandant la division militaire dans l'étendue de laquelle l'individu inscrit sur la liste des émigrés, et non rayé définitivement, aura été arrêté. — Les jugemens ne pourront être attaqués par recours à aucun autre tribunal, et seront exécutés dans les vingt-quatre heures de leur prononciation.

18. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux individus qui, ayant émigré, sont rentrés en France, quoiqu'ils ne soient inscrits sur aucune liste d'émigrés.

19. Les émigrés actuellement détenus seront déportés; et ceux d'entre eux qui rentreront en France, seront jugés et punis ainsi qu'il est prescrit par les articles 16 et 17 de la présente.

20. Les individus inscrits sur la liste des émigrés, et non rayés définitivement, qui ont réclamé contre leur inscription avant le 26 floréal an 3, pourront correspondre des pays étrangers avec leurs parens, amis ou fondés de pouvoirs résidant en France, mais seulement pour tout ce qui sera relatif à leur demande en radiation définitive.

21. Toute correspondance pour d'autres objets, quels qu'ils soient, avec des individus inscrits sur la liste des émigrés, est interdite; et tout individu do-

(1) Voyez l'arrêté du 19 pluviôse an 6 (7 février 1798), qui, en exécution de cet article, accorde la main-levée du séquestre établi sur les biens des individus déportés à Cayenne, en vertu de la présente loi.

(2) Sur le mode de jugement des émigrés et de leurs complices, voyez les notes qui accompagnent le décret du 13—16 septembre 1793.

micilié, ou séjournant dans le territoire de la république, qui en sera convaincu, sera, comme complice d'émigrés, puni des peines portées par l'article 6 du titre IV de la loi du 25 brumaire an 3.

22. Les lois des 22 et 30 prairial derniers, qui raient définitivement de la liste des émigrés les noms de *François-Grégoire de Rumare* et de *Jacques Imbert-Colomès*, sont rapportées.

23. La loi du 7 de ce mois, qui rappelle les prêtres déportés, est révoquée.

24. Le directoire exécutif est investi du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique.

25. La loi du 7 vendémiaire an 4, sur la police des cultes, continuera d'être exécutée à l'égard des ecclésiastiques autorisés à demeurer dans le territoire de la république, sauf qu'au lieu de la déclaration prescrite par l'article 6 de ladite loi, ils seront tenus de prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la république et à la constitution de l'an 3.

26. Tout administrateur, officier de police judiciaire, accusateur public, juge, commissaire du pouvoir exécutif, officier ou membre de la gendarmerie nationale, qui ne fera pas exécuter ponctuellement, en ce qui le concerne, les dispositions ci-dessus, relatives aux émigrés et aux ministres des cultes, ou qui en empêchera ou entravera l'exécution, sera puni de deux années de fers; à l'effet de quoi, le directoire exécutif est autorisé à décerner tous mandats d'arrêt nécessaires.

27. Les dispositions des lois des 5 vendémiaire et 24 messidor an 4, qui prorogent l'exercice des membres du tribunal de cassation élus pour quatre années seulement en 1791, sont rapportées. — En conséquence, chaque membre du tribunal de cassation élu en 1791, cessera ses fonctions aussitôt qu'il sera remplacé.

28. Le directoire exécutif est chargé de nommer les remplaçans.

29. Les dix juges qui, d'après l'article 259 de l'acte constitutionnel, doivent sortir tous les ans du tribunal de cassation, seront pris, au mois de prairial an 6, parmi les juges nommés en vendémiaire an 4.

30. Le cinquième sortant en prairial an 7 sera composé du restant des membres élus en vendémiaire an 4, et supplétivement des membres nommés par le directoire exécutif en exécution de la présente loi.

31. Le cinquième sortant en prairial an 8 sera pris parmi les membres nommés par le directoire exécutif en exécution de la présente loi, et ainsi successivement d'année en année, jusqu'à ce qu'ils soient tous sortis.

32. Aucun juré ordinaire, spécial ou haut-juré, ne pourra exercer de fonctions avant d'avoir prêté le serment de haine à la royauté, à l'anarchie, de fidélité, attachement à la république et à la constitution de l'an 3.

33. Les jurés ne pourront, dans les vingt-quatre heures de leur réunion, voter pour ou contre qu'à l'unanimité; ils seront, pendant ce temps, exclus de toute communication extérieure: si, après ce délai, ils déclarent qu'ils n'ont pu s'accorder pour émettre un vœu unanime, ils se réuniront de rechef, et la déclaration se fera à la majorité absolue.

34. Les décrets des 1^{er} août et 17 septembre 1793 et 21 prairial an 3, qui ordonnent l'expulsion des *Bourbons*, y compris la veuve de *Philippe-Joseph d'Orléans*, et la confiscation de leurs biens, seront exécutés; et il est dérogé à toutes dispositions contraires. — Le directoire exécutif est chargé de désigner le lieu de leur déportation, et de leur assigner, sur le produit de leurs biens, les secours nécessaires à leur existence.

35. Les journaux, les autres feuilles périodiques, et les presses qui les im-

priment, sont mis, pendant un an, sous l'inspection de la police, qui pourra les prohiber, aux termes de l'article 355 de l'acte constitutionnel (1).

36. La loi du 7 thermidor dernier, relative aux sociétés particulières s'occupant de questions politiques, est rapportée.

37. Toute société particulière, s'occupant de questions politiques dans laquelle il serait professé des principes contraires à la constitution de l'an 3, acceptée par le peuple français, sera fermée; et ceux de ses membres qui auraient professé des principes, seront poursuivis et punis conformément à la loi du 27 germinal an 4.

38. Les lois des 25 thermidor dernier et 13 fructidor présent mois, relatives à l'organisation et au service de la garde nationale, sont rapportées.

39. Le pouvoir de mettre une commune en état de siège est rendu au directoire.

N° 291. = 20 fructidor an 5 (6 septembre 1797). = **LOI portant une nouvelle rédaction des articles 30 et 31 de celle du 19 fructidor dernier, relatifs à la sortie des juges du tribunal de cassation.** (II, Bull. CXLIII, n° 1402; B., LXIX, 334.)

N° 292. = 22 fructidor an 5 (8 septembre 1797). = **LOI qui ordonne la déportation des journalistes royaux.** (II, Bull. CXLIII, n° 1405; B., LXIX, 354.)

N° 293. = 24 fructidor an 5 (10 septembre 1797). = **LOI qui ordonne la perception d'une taxe pour l'entretien des grandes routes** (2). (II, Bull. CXLIV, n° 1417; B., LXIX, 363.)

N° 294. = 25 fructidor an 5 (11 septembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le caractère d'authenticité du Bulletin des lois** (3). (II, Bull. CXLIII, n° 1407.)

Le directoire exécutif, vu ses arrêtés en date des 12 et 15 brumaire de l'an 4, relatifs au caractère d'authenticité à donner à la signature du Bulletin des lois; — Considérant que la promotion du citoyen *Merlin*, ministre de la justice, aux fonctions de membre du directoire exécutif, ne permet pas d'employer, jusqu'à la nomination de son successeur, la formule consacrée qui termine l'impression de chaque Bulletin des lois; — Considérant néanmoins que rien ne doit retarder l'impression des lois; mais qu'il serait impossible de faire graver et polytyper, aussi promptement que les circonstances l'exigent, la griffe du ministre de la marine et des colonies, chargé par arrêté du directoire exécutif, du 24 de ce mois, de remplacer provisoirement le ministre de la justice, — Arrête que le nom du citoyen *Merlin* continuera d'être, jusqu'à nouvel ordre, apposé au bas de chaque Bulletin des lois, comme caractère d'authenticité, et sans toutefois que ce nom puisse être précédé de ces mots : *le ministre de la justice*.

N° 295. = 25 fructidor an 5 (11 septembre 1797). = **LOI qui continue aux**

(1) Voyez l'arrêté du 23 brumaire an 6 (13 novembre 1797), contenant des mesures pour l'exécution de cet article; et la loi du 9 fructidor suivant (26 août 1798), qui en proroge la disposition.

(2) Cette loi et toutes celles qui l'ont suivie sur la même matière, sont sans aucun intérêt. La taxe d'entretien des routes a été abolie par l'art. 60 de la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, et n'a jamais été rétablie.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793), art. 1^{er}, le résumé des mesures prises relativement au Bulletin des lois.

officiers réformés de terre et de mer leur traitement provisoire. (II, Bull. CXLIV, n° 1419; B., LXIX, 367.)

N° 296. = 25 fructidor an 5 (11 septembre 1797). = *Loi sur l'organisation des conseils d'administration des troupes de la république* (1). (II, Bull. CXLV, n° 1420; B., LXIX, 368.)

N° 297. = 25 fructidor an 5 (11 septembre 1797). = *Loi qui sursoit à la vente de tous les édifices servant ou ayant servi à l'enseignement public.* (II, Bull. CLXV, n° 1421; B., LXIX, 376.)

N° 298. = 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797). = *Loi qui prescrit la destination des livres actuellement conservés dans les dépôts littéraires.* (II, Bull. CXLV, n° 1424; B., LXIX, 380.)

N° 299. = 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797). = *Loi portant qu'il sera sursis à la vente des ci-devant presbytères* (2). (II, Bull. CLXV, n° 1423; B., LXIX, 381.)

Art. 1^{er}. Il est sursis à la vente des ci-devant presbytères, jardins et bâtimens y attenans qui ne sont point encore légalement vendus ou adjugés d'après les lois rendues concernant la vente des domaines nationaux, jusqu'à ce que les administrations centrales de département aient déterminé, avec l'approbation du directoire exécutif, ceux qu'il sera utile de conserver, soit pour servir à loger les instituteurs des écoles primaires et recevoir les élèves pendant la durée des leçons, conformément à l'article 6 du titre I^{er} de la loi du 3 brumaire an 4, ou pour tout autre service public.

2. Le directoire exécutif activera, par les moyens qui sont en son pouvoir, le travail des administrations centrales de département, pour la fixation de ceux desdits ci-devant presbytères invendus qu'il sera avantageux de conserver; il instruira le corps législatif, dans la première décade de chaque mois, de l'état de ce travail.

3. A mesure que l'état desdits ci-devant presbytères qu'il sera jugé utile de conserver, aura été arrêté par chaque administration centrale de département et approuvé par le directoire exécutif, il sera rendu public par la voie de l'impression et affiché; et tous ceux qui n'y seront point compris seront incessamment mis en vente dans la forme prescrite pour la vente des autres domaines nationaux.

4. Les arrêtés des administrations centrales de département qui auront réservé quelqu'un desdits ci-devant presbytères pour tout autre service

(1) Voyez le décret du 19—22 ventose an (9—12 mars 1794), qui institue ces conseils d'administration, et la note qui résume la législation. Ces conseils ont été réorganisés plusieurs fois sur des bases entièrement différentes de celles posées par la présente loi, et conformes à la nouvelle organisation de l'armée, notamment par le décret du 21 décembre 1808 (régimens de toutes armes); par l'ordonnance du 20 janvier—7 février 1815 (infanterie); et par celles des 30 août—11 septembre 1815, et 31 août—12 septembre même année (artillerie et cavalerie): ainsi, les dispositions de la présente loi, qui, d'ailleurs, n'est rappelée dans aucun de ces réglemens postérieurs, deviennent absolument sans intérêt.

(2) Les presbytères non vendus comme biens nationaux ont été restitués aux curés par la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), tit. IV, sect. III, art. 72. Voyez encore l'arrêté du 7 ventose an 11 (26 février 1803), portant des mesures pour l'établissement et la réparation des presbytères, et l'avis du cons. d'état du 2 pluviose an 13 (22 janvier 1805), portant que les presbytères abandonnés aux communes, en vertu de la loi du 18 germinal an 10, doivent être considérés comme propriétés communales.

public que pour le placement des écoles primaires et le logement des instituteurs, ne pourront être exécutés qu'après que le corps législatif aura, par une loi expresse, autorisé ladite destination.

N° 300. = 27 fructidor an 5 (13 septembre 1797). = *Loi relative à l'administration des poudres et salpêtres* (1). (II, Bull. CXLVI, n° 1427; B., LXIX, 384.)

N° 301. = 28 fructidor an 5 (14 septembre 1797). = *Loi ordonnant la perception d'un droit de navigation sur le canal du Centre ci-devant Charolais*. (II, Bull. CXLVII, n° 1430; B., LXIX, 394.)

1. Art. 1^{er}. Il sera perçu à l'avenir, et à commencer dix jours après la publication de la présente, sur le canal du Centre, un droit de navigation, lequel sera distinct et séparé du prix de voiture, fourniture et conduite des bateaux, pour lesquelles les conventions entre les chargeurs et les propriétaires et patrons de bateaux continueront d'être libres.

2. Néanmoins, les bateaux destinés au transport des voyageurs, ou coches d'eau, s'il est jugé utile d'en établir, seront fournis par l'administration du canal, et le prix de voiture réuni au droit de navigation.

3. Il sera payé, par toute personne voyageant sur lesdits coches, quinze centimes pour cinq kilomètres (deux mille cinq cent soixante-six toises, ancienne mesure). — Le même droit sera payé par toute personne voyageant sur d'autres bateaux, excepté les patrons et gens de l'équipage. Il ne sera perçu que moitié dudit droit pour les militaires et matelots en activité de service.

4. Toutes matières et marchandises transportées par ledit canal paieront le droit de navigation fixé par le tarif annexé à la présente.

5. Ledit tarif sera imprimé et affiché dans le lieu le plus apparent des bureaux établis pour la perception, et les distances marquées par des bornes indicatives numérotées.

6. Les barques servant aux riverains pour le transport de leurs denrées d'un bord à l'autre, dans l'étendue d'une même commune, ne seront sujettes à aucun droit; à la charge, par les propriétaires, de tenir la main à ce que lesdites barques n'embarrassent la voie d'eau, et de se conformer aux réglemens de police de la navigation.

7. Les produits de la perception des droits de navigation, ainsi que de l'exploitation des étangs, fonds ruraux et autres dépendances du canal, seront spécialement affectés aux dépenses de constructions, réparations et entretien, ainsi qu'aux frais d'administration, et l'excédant versé dans la caisse du receveur des revenus des domaines nationaux.

8. Les onze étangs dont l'état est annexé à la présente, seront réunis au canal du Centre, pour servir à l'augmentation de ses réservoirs, et à l'exploitation de ceux destinés à y verser leurs eaux.

9. Ceux desdits étangs qui sont propriétés nationales sont en conséquence distraits des biens nationaux à vendre.

(1) Dans le système de cette loi, l'administration des poudres et salpêtres était confiée à une agence particulière. Depuis, ce système a complètement changé, et la direction du service des poudres a été attribuée à la régie des droits réunis, par le décret du 16 mars 1813; puis à l'administration des contributions indirectes, par l'ordonnance du 25 mars—2 avril 1818. Tel est encore aujourd'hui l'état des choses.

Quant au service des poudres (fabrication et vente), il a été l'objet de plusieurs réglemens généraux qui se sont successivement remplacés, et qui rendent la présente loi sans intérêt. Voyez ces réglemens cités en note du décret du 23 septembre—19 octobre 1791.

10. Ceux qui se trouveront appartenir à des particuliers, de même que ceux qui, ayant fait partie des biens nationaux, auraient été vendus, seront acquis pour la république, ensuite de l'estimation qui en sera faite par experts, et le prix entier acquitté ou consigné en cas d'opposition, avant que lesdits propriétaires puissent être dépossédés.

11. L'indemnité de ceux qui seraient fondés en droit à disposer des eaux d'aucun desdits étangs pour leurs moulins ou usines, sera également réglée par experts, et acquittée de la même manière.

12. Dans le cas où il serait reconnu nécessaire de réunir quelque portion de terrain pour l'achèvement, soit du grand réservoir de Torcy et de sa chaussée, soit de la rigole actuellement ouverte pour en amener les eaux au point du partage, le directoire exécutif en fera faire l'acquisition et acquitter le prix comme il est dit dans les articles précédens.

(*Suit le tarif du droit de navigation établi par la présente loi.*)

N° 302. = 1^{er} jour complémentaire an 5 (17 septembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant le service des poudres et salpêtres (1). (II., Bull. CXLVI, n° 1428; B., LXIX, 390.)

Art. 1^{er}. Les salpêtriers commissionnés continueront provisoirement à exploiter en vertu de leur commission, et jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée, en se conformant d'ailleurs à la loi du 13 fructidor an 5.

2. Les commissions de salpêtriers seront incessamment renouvelées par le ministre des finances, suivant le modèle qui en sera arrêté par le directoire. Chaque commission déterminera l'arrondissement du salpêtrier pour lequel elle sera destinée, et fixera la quantité de salpêtre qu'il devra livrer, laquelle fixation sera obligatoire. (*Article 11 de la loi.*)

3. Le salpêtre que les salpêtriers livreront dans les magasins de l'administration, sera reçu et payé au degré de pur qu'il contiendra, et non autrement. (*Article 13.*)

4. Les épreuves et analyses seront faites à chaque livraison, à compter du 1^{er} vendémiaire an 6, d'après les règles et instructions que le ministre des finances présentera à l'approbation du directoire. (*Article 11.*)

5. Les préposés de l'administration propageront l'instruction parmi les salpêtriers, dans la vue de leur rendre faciles les procédés de fabrication qui auraient pour objet de rapprocher, autant que possible, le salpêtre brut du degré de pur.

6. Les salpêtriers seront tenus de livrer régulièrement, de quinzaine en quinzaine, dans les magasins qui leur seront désignés, le salpêtre de leur fabrication. (*Article 12.*)

7. L'administration fera inspecter et surveiller les travaux des salpêtriers dans les grandes communes, spécialement à Paris, pour s'assurer que le salpêtre fabriqué n'est point détourné vers des destinations contraires à celles prescrites par la loi.

8. Il ne sera point vendu d'eaux-mères dans les raffineries: elles seront employées, après épuisement, à amender des terres formées en couches sur une partie du sol desdites raffineries.

9. La vente des poudres sera rétablie sans délai, par l'administration, dans toute l'étendue de la république; et cette vente, ainsi que le service

(1) Voyez, sur les poudres et salpêtres, le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes qui résument la législation. Voyez, notamment, la loi du 13 fructidor an 5 (30 août 1797), pour l'exécution de laquelle le présent arrêté a été rendu.

des poudres et salpêtres, seront organisés le plus tôt possible dans les départemens réunis. (*Articles 21 et 24.*)

10. En attendant qu'une loi d'organisation du service des poudres et salpêtres détermine le nombre et la qualité des agens qui y seront employés, ceux actuellement en fonctions les continueront en conformité des lois existantes : il y sera ajouté le nombre nécessaire pour les départemens réunis, sur état arrêté par le ministre des finances.

11. La vente des poudres se fera par les commissaires de l'administration, dans les lieux de leur établissement; et la revente, par des entreposeurs, des gardes-magasins et des débitans commissionnés par l'administration, conformément aux dispositions de la loi. (*Articles 24 et 33.*)

12. Le nombre des entreposeurs, gardes-magasins et débitans, sera arrêté par le ministre des finances, et leurs salaires déterminés d'après la loi d'organisation à intervenir.

13. Provisoirement, la précédente distribution des gardes-magasins est maintenue, et il sera établi au moins un débitant commissionné par canton.

14. Les commissions des gardes-magasins et des débitans seront visées par les municipalités locales. (*Article 33.*)

15. Chaque préposé commissionné est appelé par la loi à surveiller les fabrications et les ventes clandestines : ils veilleront, en conséquence, à ce qu'aucune fraude ne s'établisse sur les localités respectives ; et, les cas arrivant, ils les dénonceront aux autorités compétentes. (*Article 25.*)

16. Les passeports, pour la conduite de la poudre d'un lieu à un autre, seront délivrés par l'administration des poudres, et visés par la municipalité du lieu du départ ; le livret des débitans vaudra passeport. (*Article 30.*)

17. Les ministres de la guerre et de la marine se concerteront avec le ministre des finances, à la fin de chaque année, sur les besoins en poudre pour leurs départemens respectifs pendant l'année suivante ; et le ministre des finances présentera immédiatement au directoire l'état de ce service, ainsi que des distributions, afin que par lui il soit statué ce qu'il appartiendra.

18. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le dosage et les procédés de fabrication des poudres usités dans les fonderies nationales, seront maintenus, sauf à y apporter ultérieurement les changemens que l'expérience aura démontrés utiles.

19. Provisoirement, le mode d'épreuve des poudres pour les arsenaux sera celui observé jusqu'à ce jour ; et les poudres ne seront recevables qu'autant qu'aux mortiers d'épreuve, charge de trois onces, globe de soixante livres, elles aient fourni une portée commune de cent toises au moins.

20. Le ministre des finances arrêtera, au commencement de chaque année, un état général des appointemens, salaires et autres dépenses fixes d'administration, en suivant les dispositions des lois à cet égard, en même temps que les règles de la plus sévère économie.

21. Les administrateurs présenteront chaque année, dans le courant de fructidor, l'état général ci-dessus, à l'examen et à l'approbation du ministre des finances, pour avoir son exécution à compter du 1^{er} vendémiaire suivant.

22. Pour l'an 6 seulement, ledit état ne sera formé que lorsque la loi d'organisation aura été rendue ; jusqu'à cette époque, l'état arrêté pour l'an 5 continuera à être exécuté.

aux demandes en divorce pour incompatibilité d'humeur. (II, Bull. CXLVII, n° 1434; B., LXIX, 405.)

Art. 1^{er}. Dans toutes les demandes en divorce qui ont été ou seront formées sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur et de caractère, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que six mois après la date du dernier des trois actes de non-conciliation exigés par les articles 8, 10 et 11 de la loi du 20 septembre 1792.

2. A l'égard des demandes en divorce formées pour la cause ci-dessus, après lesquelles les trois actes de non-conciliation auront eu lieu, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que six mois après la publication de la présente (1).

N° 304. = 2 vendémiaire an 6 (23 septembre 1797). = *Loi relative au supplément de solde des officiers d'artillerie* (2). (II, Bull. CL, n° 1464; B., LXX, 1.)

Les dispositions de la loi du 4 thermidor, relative au supplément de solde, sont applicables aux officiers d'artillerie, à l'exception des officiers-généraux employés à l'état-major de la 17^e division militaire, faisant leur service dans l'enceinte de la commune de Paris, ainsi qu'à ceux employés à l'arsenal de Paris.

N° 305. = 3 vendémiaire an 6 (24 septembre 1797). = *Loi relative au droit d'enregistrement des mutations d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.* (II, Bull. CXLVIII, n° 1444; B., LXX, 3.)

Toute mutation d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, à quelque titre qu'elle s'opère, ne sera sujette qu'à un droit fixe d'enregistrement d'un franc, jusqu'au 1^{er} brumaire prochain (3).

N° 306. = 3 vendémiaire an 6 (24 septembre 1797). = *Loi qui maintient les dispositions du décret du 3—21 septembre 1792, relatif à la contribution foncière des maisons rurales, et abroge, en conséquence, l'article 19 de la loi du 18 prairial an 5* (4). (II, Bull. CXLIX, n° 1449; B., LXX, 3.)

N° 307. = 4 vendémiaire an 6 (25 septembre 1797). = *Loi contenant une nouvelle rédaction de l'article 14 de la loi du 9 fructidor an 5, relative au paiement des fermages* (5). (II, Bull. CXLIX, n° 1451; B., LXX, 4.)

N° 308. = 4 vendémiaire an 6 (25 septembre 1797). = *Loi relative aux préposés à la garde des détenus* (6). (II, Bull. CXLIX, n° 1452; B., LXX, 8.)

Art. 1^{er}. Les huissiers, gendarmes, gardiens, concierges, geoliers et tous

(1) Voyez, sur le divorce, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes; et spécialement, sur le délai après lequel pouvait être prononcé le divorce pour incompatibilité d'humeur, l'art. 14 du § II de ce même décret.

(2) Voyez la loi du 4 thermidor an 5 (22 juillet 1797), et la note.

(3) Abrogé par la loi générale sur l'enregistrement, du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), art. 70, § 3, n° 3, qui exempte ces mutations du paiement du droit.

(4) Voyez l'art. 85 de la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), sur la contribution foncière.

(5) Cette rédaction a été insérée dans le présent recueil.

(6) Voyez les art. 237 et suiv. du Code pénal qui établissent des peines contre les gardiens négligents des détenus qui s'évadent, contre les complices des évadés, et contre les évadés eux-mêmes.

autres préposés à la conduite ou à la garde des individus mis en arrestation, détenus ou condamnés, sont responsables de l'évasion desdits individus, soit qu'ils y aient connivé, soit qu'ils n'aient été que négligens (1).

2. En sont également responsables les citoyens composant la force armée

(1) La loi du 4 vendémiaire an 6 ne s'applique pas aux détenus pour dettes. Cass., 30 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 709; Bull. crim., XII, 167. — Jugé de même, sous l'empire du Code pénal, que les dispositions de ce code, qui punissent la négligence du gardien d'un détenu évadé, ne s'appliquent pas à l'évasion d'un détenu pour dettes. Cass., 20 août 1824, *SIR.*, XXV, 1, 75; Bull. crim., XXIX, 327.

La loi du 4 vendémiaire an 6 n'a point dérogé aux lois antérieures relatives aux personnes étrangères à la garde des détenus, qui auraient facilité ou procuré leur évasion : ainsies personnes ne sont, en général, passibles que de peines correctionnelles, même depuis la loi du 4 vendémiaire, et ne peuvent être traduites devant les tribunaux criminels, sauf les cas de bris de prison, force, violences et attroupemens. Cass., 28 vendémiaire an 9, *SIR.*, I, 1, 352; Bull. crim., VI, 46.

Les art. 237 et 238 du Code pénal, qui ordonnent de punir tout fauteur de l'évasion d'un prisonnier, s'entendent des cas où le prisonnier est accusé ou prévenu d'un crime ou délit commis en France, ou contre les lois françaises : ils ne sont pas applicables au cas où l'évadé est un étranger qui n'était dans les prisons de France que par ordonnance d'extradition à l'étranger. Cass., 30 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 438; Bull. crim., XXXII, 541.

Le concierge qui, dans l'évasion d'un condamné à mort, a commis la double faute : 1^o de laisser entrer, avec sa fille et sa domestique, l'épouse du condamné, pour qui seule il y avait permission d'entrer; 2^o la faute de ne pas découvrir le visage des personnes qui sortaient de chez le condamné, de celle, notamment, qui paraissait fondre en larmes, peut être réputé non coupable de négligence, si d'ailleurs il est à l'abri de tout soupçon. Paris, 24 avril 1816, *SIR.*, XVI, 2, 145.

L'art. 248 du Code pénal, qui ne permet pas de punir l'épouse pour *recel* de son mari évadé, doit être étendu à l'épouse qui a favorisé l'évasion de son mari. Même arrêt. — Recevoir chez soi un condamné après son évasion, pour que de là il gagne de suite le pays étranger; préparer ses gîtes sur la route, et lui fournir les moyens de se déguiser; le conduire ainsi saisi et sauf au-delà des frontières, c'est là *receler* un évadé, dans le sens de l'art. 248 du Code pénal. Même arrêt.

Celui qui facilite l'évasion d'un détenu encourt une peine plus ou moins grave suivant la nature du crime reproché au prévenu. En conséquence, lors de la mise en jugement d'une personne qui a facilité l'évasion d'un détenu, la position des questions doit comprendre les questions qui sortent de l'acte d'accusation dressé contre le coupable qui s'est évadé. Cass., 3 frimaire an 13, *SIR.*, V, 2, 192; Bull. crim., X, 41. — Lorsqu'un geolier est accusé d'avoir favorisé l'évasion d'un prévenu, il n'est pas autorisé à requérir que le mot vague, *favorisé*, soit déterminé, selon le vœu de la loi, par l'inculpation positive de négligence ou de connivence; si la cour d'assises refuse de faire droit à cette demande, et si le geolier, convaincu d'avoir favorisé l'évasion, est puni comme pour fait de connivence, il n'y a ni violation des formes, ni fausse application de la loi pénale. Cass., 16 avril 1819, *SIR.*, XX, 1, 121.

L'art. 365 du Code pénal, qui porte que, en cas de conviction de plusieurs crimes, la peine la plus forte sera seule prononcée, n'est pas applicable au cas où un individu, convaincu d'un crime, l'est également d'avoir tenté de s'évader pendant l'instruction : la peine encourue par ce dernier délit peut être appliquée conjointement avec celle encourue à raison de l'accusation principale. Cass., 13 octobre 1815, *SIR.*, XX, 1, 508. — L'art. 463 du même code, sur la faculté accordée aux juges de modérer les peines d'amende et d'emprisonnement, lorsque les circonstances sont atténuantes et que le préjudice causé n'excède pas vingt-vingt francs, ne peut être appliqué au concierge d'une prison, prévenu d'avoir occasioné par sa négligence l'évasion d'un faussaire condamné à quinze ans de travaux forcés. Cass., 9 septembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 296; Bull. crim., XXXI, 493.

La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, se fait par le tribunal qui l'a jugé : elle se fait sans assistance de jurés et après l'audition des témoins appelés, tant à la requête du ministère public qu'à celle de la partie, le tout, sauf recours en cassation. (Loi du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et art. 518 et 519 du Code d'instruction criminelle.)

L'arrêt qui déclare qu'une personne arrêtée comme condamnée et évadée, n'est réellement pas la même personne qui a été condamnée et qui s'est évadée, a le caractère de chose jugée, comme tout autre arrêt d'acquiescement; son bénéfice est acquis à la personne renvoyée : il n'est plus permis de rendre à cet égard une décision contraire sur l'identité. Cass., 12 août 1825, *SIR.*, XXV, 1, 427; Bull. crim., XXX, 427.

Sur l'évasion des forçats, voyez la loi du 20 septembre—12 octobre 1791, tit. III, art. 16.

servant d'escorte ou garnissant les postes établis pour la garde des détenus.

3. En cas d'évasion d'un ou plusieurs individus arrêtés ou détenus, celui qui était chargé en chef de leur garde dans la maison d'arrêt, de justice, ou dans la prison, celui qui était chargé en chef de l'arrestation ou de la conduite, et le commandant de l'escorte ou du poste, s'il y en a un, seront tenus d'en dresser procès-verbal, à peine d'une amende qui ne pourra être moindre de vingt-cinq francs ni excéder cent cinquante francs : elle sera prononcée pour le simple défaut de procès-verbal, indépendamment des peines ci-après, relatives à l'évasion.

4. L'original de ces procès-verbaux sera adressé à l'accusateur public près le tribunal criminel de département ; et copie certifiée en sera envoyée, par ceux qui sont tenus de les dresser, à l'autorité ou au fonctionnaire public qui a ordonné l'arrestation, la conduite ou la détention. Sur cette copie, ou même d'office, sur le bruit public, ce fonctionnaire dénoncera l'évasion au directeur du jury, qui sera tenu, sous peine de forfaiture, de présenter sans retard un acte d'accusation contre les huissiers, geoliers, gardiens, concierges, chefs de gendarmes, d'escorte ou de poste, ou tous autres responsables de l'évasion. Cet acte sera porté à la première assemblée du jury.

5. Tout officier de police judiciaire, sur la connaissance qu'il aura par bruit public, ou de quelque manière que ce soit, d'une évasion, fera saisir et arrêter ceux qui, par les articles 1 et 2 ci-dessus, en doivent répondre : il les fera conduire devant le directeur du jury, s'il y en a un sur les lieux, ou, à défaut, devant le juge de paix. Un mandat d'arrêt sera lancé contre les prévenus, soit qu'on ait pu les arrêter ou non.

6. S'il y a lieu à accusation, et que le jury de jugement trouve que les accusés sont convaincus de négligence ou de connivence avec les détenus évadés, le tribunal criminel prononcera les peines suivantes.

7. Pour le cas de négligence, un emprisonnement de six mois, si le détenu évadé était inculqué d'un délit n'emportant point peine afflictive ; — Un emprisonnement d'un an, si le délit était susceptible de peine afflictive.

8. Si le détenu évadé était condamné aux fers ou à la mort, les prévenus convaincus de négligence subiront, dans le premier cas, un an de fers ; dans le second, deux ans.

9. S'ils sont convaincus de connivence, ils seront condamnés à deux ans de fers, lorsque le délit dont l'évadé était prévenu n'emportera point peine afflictive ; et à quatre ans de fers, si le délit est susceptible de peine afflictive.

10. Si l'évasion par connivence est d'un condamné à mort, la peine sera de douze ans de fers ; elle sera de six ans, si l'évadé n'était condamné qu'aux fers.

11. Toutes les fois qu'il sera intervenu condamnation à quelqu'une des peines ci-dessus, ceux qui les auront encourues seront destitués ou cassés par leurs supérieurs ou chefs, lesquels disposeront de leurs places ou les feront remplir conformément aux règles et usages sur ce établis.

12. La déclaration des jurés qu'il n'y a pas lieu à accusation, ou que les geoliers, gardiens et autres préposés à la garde des détenus ne sont pas coupables, ne prive pas de la faculté de les destituer ceux qui en ont le droit.

13. Si les évadés viennent à être repris dans les six mois de leur évasion, la durée de l'emprisonnement ou des fers prononcés contre les préposés à leur garde et autres responsables, sera diminuée de moitié. — Cette diminution n'aura point lieu pour le cas de connivence.

14. Les personnes étrangères à la garde des détenus, qui seront convaincues d'avoir préparé ou aidé leur évasion, seront condamnées, pour ce seul fait, à deux mois d'emprisonnement, si le détenu évadé n'était point inculpé d'un délit emportant peine afflictive. — L'emprisonnement sera de quatre mois si le délit imputé était susceptible de peine afflictive. — Et si l'évadé était condamné à la détention, aux fers ou à la mort, la peine sera de deux ans de détention, sauf plus grande peine en cas de bris de prison, force, violence et attroupemens, lesquels seront réprimés par les peines prononcées dans le Code pénal. — La peine du bris de prison contre les individus non détenus, sera celle qui est prononcée par l'article 8, section IV du Code pénal.

15. Les administrateurs municipaux, et tous autres ayant la police des maisons d'arrêt, de justice et des prisons, ne pourront faire passer dans les hospices de santé, sous prétexte de maladie, les détenus, que du consentement, pour les maisons d'arrêt, du directeur du jury; pour les maisons de justice, du président du tribunal criminel; et pour les prisons, de l'administration centrale du département, si elle siège dans le lieu où se trouvent les prisons: à défaut, l'on prendra l'avis et consentement du commissaire du pouvoir exécutif auprès de la municipalité.

16. Dans le cas où la translation dans les hospices de santé sera reconnue nécessaire, il sera pourvu dans les hospices à la garde des détenus ou prisonniers, à la diligence de ceux qui auront autorisé et consenti la translation.

17. Toutes les lois et dispositions contraires à la présente résolution sont rapportées.

N° 309. = 5 vendémiaire an 6 (26 septembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'exécution d'anciennes ordonnances relativement aux cas où les commandans de corsaire pourront relâcher des prisonniers de guerre** (1). (II, Bull. CXLIX, n° 1453.)

Art. 1^{er}. Les ordonnances des 7 novembre 1703 et 4 octobre 1760, qui déterminent les cas où les commandans de corsaire pourront relâcher des prisonniers de guerre en mer ou dans des ports étrangers, ainsi que les peines encourues à défaut d'exécution des règles prescrites par lesdites ordonnances, seront exécutées dans toutes leurs dispositions.

2. Afin qu'aucun capitaine de corsaire français ne puisse prétendre cause d'ignorance, il sera délivré extrait en forme desdites ordonnances à tous lesdits capitaines, avant leur sortie, lesquels en donneront un reçu à l'officier civil chargé des armemens.

N° 310. = 5 vendémiaire an 6 (26 septembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le pâturage des bestiaux dans les forêts nationales** (2). (II, Bull. CXLIX, n° 1454.)

Le directoire exécutif, considérant que l'introduction des bestiaux dans

(1) Ces anciennes ordonnances et le présent arrêté lui-même sont remplacés par les art. 35, 36, 37 et 38 de l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), contenant règlement sur les armemens en course. Voyez cet arrêté et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur l'établissement, la conservation et l'exercice de ce droit, la loi du 28 ventose — 8 germinal an 11 (19—29 mars 1803); celle du 19—29 germinal suivant (9—19 avril 1803); celle du 14—24 ventose an 12 (5—15 mars 1804); le décret du 17 nivose an 13 (7 janvier 1805), et les notes; l'avis du cons. d'état du 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805); les art. 61 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, et les art. 112 et suiv. de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, rendue pour l'exécution de ce code.

les forêts nationales donne lieu à des abus et des dégradations sans nombre ; qu'elle est prohibée par le titre XIX de l'ordonnance de 1669 , à tous autres qu'aux *usagers* dénommés dans les anciens états arrêtés au ci-devant conseil ; que l'article 9 du titre VI de la loi du 15—29 septembre 1791 charge les agens forestiers de vérifier et indiquer les cantons défensables dans les pâturages , et d'en faire publier la déclaration dans les communautés usagères ; que ces mêmes *usagers* sont astreints à des règles déterminées pour l'exercice de cette faculté , — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le pâturage des bestiaux dans les forêts nationales de l'ancien domaine , est interdit à tous particuliers riverains qui ne justifieront pas être du nombre des usagers reconnus et conservés dans les états anciennement arrêtés par le ci-devant conseil.

2. Il est également interdit dans toutes les forêts devenues nationales , excepté aux usagers qui auront justifié de leurs droits par-devant les administrations centrales des départemens , contradictoirement avec les agens nationaux forestiers et les préposés de la régie de l'enregistrement.

3. Ceux qui auront été reconnus usagers ne pourront user de cette faculté qu'en se conformant strictement aux dispositions contenues dans le titre XIX de l'ordonnance du mois d'août 1669.

4. Leurs bestiaux ne pourront être conduits que dans les parties de bois qui auront été déclarées défensables par les agens forestiers , sous les peines prescrites par les ordonnances et réglemens.

5. Il ne sera déclaré de bois défensables que ceux qui seront reconnus être assez forts et élevés , sans avoir égard à leur plus ou moins d'âge , pour n'avoir rien à craindre de la dent des bestiaux.

N° 311. = 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la réorganisation des troupes des colonies.* (II, Bull. CXLIX, n° 1463.)

N° 312. = 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797). = *LOI relative aux fonds nécessaires pour les dépenses générales, ordinaires et extraordinaires de l'an 6.* (II, Bull. CXLVIII, n° 1447 ; B., LXX, 22.)

TITRE I^{er}. — Contributions directes (1).

Art. 1^{er}. L'état des fonds nécessaires pour les dépenses générales, ordinaires et extraordinaires de l'an 6 , demeure provisoirement fixé à la somme de six cent seize millions.

2. La contribution foncière est réduite , pour l'an 6 , à deux cent vingt-huit millions en principal ; et en recette effective , déduction faite de la contribution des domaines nationaux , à deux cent cinq millions.

3. La contribution mobilière , personnelle et somptuaire , est réduite pour la même année à cinquante millions.

4. La somme mentionnée dans l'article 1^{er} sera prise sur le produit , 1° de la contribution foncière , deux cent cinq millions ; 2° de la contribution mobilière , personnelle et somptuaire , cinquante millions ; 3° de l'enregistrement , soixante-dix millions ; 4° du timbre , seize millions ; 5° des hypothèques , huit millions ; 6° des patentes , vingt millions ; 7° des douanes , huit millions ; 8° des postes et messageries , quatorze millions ; 9° du droit de passe sur les chemins , vingt millions ; 10° de la marque d'or et d'argent , cinq cent mille francs ; 11° des poudres et salpêtres , cinq cent mille francs ; 12° du re-

(1) Ces contributions ont reçu une fixation et une répartition nouvelles pour chaque année.

venu des forêts, salines et canaux, trente millions; 13° des revenus des domaines nationaux, vingt millions; 14° des ventes des domaines, vingt millions; 15° augmentation de droit sur les tabacs venant de l'étranger, dix millions; 16° des loteries, douze millions; 17° des créances sur des puissances étrangères, dix millions; 18° des rescriptions bataves, quinze millions; 19° d'une réserve sur les contributions de l'an 5, années antérieures, et dettes actives du trésor public, quatre-vingt-sept millions. — Total six cent seize millions.

5. Afin d'arriver à l'époque à laquelle les recettes et les dépenses journalières pourront se balancer, il sera prélevé une somme de cent millions sur les contributions directes de l'an 6, ainsi qu'il sera dit ci-après.

6. Les lois rendues sur les contributions foncière et personnelle de l'an 5, régleront de même celles de l'an 6. — La réduction réglée par les articles 2 et 3 s'opérera, savoir, sur la contribution foncière, par la déduction d'un sou par livre; et sur la contribution mobilière, personnelle et somptuaire, par la déduction du sixième sur le montant des cotes des contribuables, au fur et à mesure et dans la proportion des paiemens qui s'effectueront sur chacune de ces contributions.

7. Les plus imposés de chaque commune, jusqu'à concurrence de la moitié des contribuables, seront tenus d'acquitter, d'ici au 1^{er} nivose prochain, la moitié du montant de leur contribution foncière de l'an 6; les autres contribuables seront tenus d'en acquitter le quart dans le même délai: le surplus sera payé par portions égales dans les neuf mois suivans.

8. Les contributions directes de l'an 5 seront acquittées sur les rôles provisoires existans, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes, sauf l'imputation sur la contribution foncière de l'an 6, de l'excédant ou plus payé, qui sera constaté par le rôle définitif de l'an 5.

9. Les contributions directes de l'an 5, mentionnées dans l'article précédent, et tout l'arriéré des exercices antérieurs, seront soldés dans les mois de vendémiaire et brumaire prochains.

10. Les percepteurs des communes, les receveurs de département et les préposés, sont respectivement déclarés responsables de la non-rentree des sommes mentionnées dans les articles précédens, et aux époques qui y sont indiquées; ils seront contraints, par la vente de leurs biens, à remplacer les sommes pour le recouvrement desquelles ils ne justifieront point avoir fait les diligences de droit dans la décade de l'échéance.

11. Les rôles définitifs des contributions directes de l'an 5 seront achevés avant le 1^{er} frimaire prochain; ils serviront à l'acquit des mêmes contributions pour l'an 6, sauf la remise proportionnelle du sou pour livre et du sixième, mentionnés dans l'article 6.

12. Les répartiteurs et les administrations municipales sont, chacun en ce qui le concerne, personnellement responsables de la formation des rôles dans les délais prescrits; à défaut de ce, les administrations centrales de département nommeront des commissaires, qui procéderont à la formation desdits rôles, aux frais des répartiteurs et des membres des administrations municipales en retard. — Les dispositions de la loi du 17 brumaire an 5, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront à être exécutées.

13. Les recettes ordinaires et extraordinaires de l'an 6 serviront uniquement à acquitter les dépenses ordinaires et extraordinaires de la même année; il sera, à cet effet, ouvert à la trésorerie nationale de nouveaux registres le 1^{er} vendémiaire prochain. — L'arriéré des contributions de toute nature, dettes actives du trésor public, déduction faite des quatre-vingt-sept millions compris dans l'état de la recette de l'an 6, serviront à acquitter

l'arriéré de la dépense, en donnant la préférence à la solde arriérée et à ce qui reste dû pour le quart du premier semestre des pensions de l'an 5; les registres actuellement existans continueront de servir aux recettes et dépenses antérieures à la même époque.

TITRE II. — Enregistrement (1).

14. Les droits d'enregistrement des actes dont les prix et sommes ont été stipulés en assignats ou en mandats, et de ceux faits pendant le cours de ces papiers, dont les prix et sommes n'ont pas été spécifiés soit en numéraire, soit en papier-monnaie, seront perçus en numéraire, et liquidés d'après la valeur qu'avaient lesdits papiers à la date des actes, suivant le tableau de dépréciation arrêté par l'administration centrale du département, en exécution de la loi du 5 messidor dernier. — Il en sera de même des actes de ces espèces dont la liquidation des droits aurait été suspendue, lors de l'enregistrement, depuis l'extinction du papier-monnaie.

15. Le droit d'enregistrement des contrats de vente de biens nationaux soumissionnés en vertu de la loi du 28 ventose an 4, qui ne sont point encore passés, ou qui ne l'ont été que postérieurement à l'extinction du papier-monnaie, sera liquidé sur les trois-quarts du prix payable en mandats, suivant la base prescrite par l'article précédent, et d'après la valeur qu'avaient les mandats à l'époque de la soumission. — Toute liquidation qui aurait été suspendue sera faite de la même manière.

16. Le droit d'enregistrement des donations et autres actes entre-vifs, à titre gratuit, et des mutations par décès, d'*immeubles réels*, sera perçu suivant les quotités ci-après, quelle que soit l'époque de la mutation, sans préjudice néanmoins de la prescription, savoir : — Pour les actes entre-vifs, à titre gratuit, en ligne directe, un pour cent; entre maris et femmes, un et demi pour cent; entre frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces, trois pour cent; entre toutes autres personnes, quatre pour cent. — Pour les mutations par décès, en ligne directe, un demi pour cent; entre maris et femmes, un pour cent; entre frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces, trois pour cent; entre toutes autres personnes, cinq pour cent.

17. Il sera payé moitié des droits réglés par l'article précédent, — 1^o Pour les donations et pour les mutations par décès, d'*usufruit d'immeubles réels*. — La liquidation du droit se fera sur la valeur entière des biens. — 2^o Pour les donations et pour les mutations par décès d'*immeubles fictifs*. — L'usufruit de ces derniers ne sera assujéti qu'à la moitié des droits fixés pour lesdits immeubles fictifs.

18. Les droits des donations de sommes et d'effets mobiliers, ainsi que ceux des déclarations à faire par les époux survivans, d'objets de cette nature, seront perçus sur le pied ci-après, savoir : — En ligne directe, et entre époux, demi pour cent; entre toutes autres personnes, un et demi pour cent.

19. Les transmissions d'immeubles réels ou fictifs, ou d'objets mobiliers, à titre entre-vifs, qui s'opéreront en faveur et par contrat de mariage, ne seront soumises qu'à la moitié des droits réglés par l'article 16 ci-dessus pour les donations entre-vifs, et par l'article 17 suivant, s'il ne s'agit que d'un usufruit.

20. Le droit dû, suivant la loi du 27 août 1792, pour les mutations par décès et les donations entre-vifs d'actions ou coupons sur des compagnies ou

(1) Toutes les dispositions qui suivent ont été expressément abrogées par la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), art. 73. Voyez cette loi, et les notes.

sociétés d'actionnaires, sera payé à dater de la publication de la présente, sur le pied réglé pour les immeubles fictifs.

21. L'estimation en capital des immeubles réels échus aux héritiers, légataires ou donataires, sera portée à vingt-deux fois le prix annuel des baux, ou du revenu dont sont susceptibles les objets non affermé. — Il en sera de même des rentes foncières stipulées en denrées. — L'évaluation des autres rentes subsistera telle qu'elle est réglée par l'article 10 de la loi du 14 thermidor an 4. — L'estimation des maisons et bâtimens autres que ceux servant à l'exploitation des biens ruraux, et dont la valeur se confond avec celle des terres sur lesquelles ils sont assis, sera de dix-huit fois le prix annuel des baux ou la valeur locative.

22. S'il y a insuffisance dans l'estimation des immeubles déclarés ou évalués pour régler les droits, la preuve en sera établie par des pièces et actes propres à faire connaître le véritable revenu ou la valeur en capital. — A défaut d'acte, la régie est autorisée à requérir une expertise dont les frais resteront à la charge de la partie qui succombera. — La peine d'une fausse estimation constatée continuera d'être d'un droit en sus de celui qui sera dû sur le supplément de valeur. — Les omissions dans les déclarations continueront aussi d'être assujéties à ladite peine du droit en sus.

23. ceux qui auraient fait des omissions ou des estimations insuffisantes dans leurs déclarations, antérieurement à la publication de la présente, seront admis à les réparer sans être assujétis à aucune peine, pourvu qu'ils en fournissent la déclaration, et en acquittent les droits dans les trois mois de ladite publication. — Ce délai passé, la peine prononcée par la loi du 5—19 décembre 1790 leur restera appliquée, s'ils n'ont pas fait leurs déclarations et rectifié les estimations insuffisantes.

24. Il est accordé aux héritiers, légataires ou donataires qui n'ont pas fait, dans les délais prescrits, les déclarations des biens qui leur sont échus, un délai de trois mois, à partir du jour de la publication de la présente, pour y satisfaire, sans être assujétis à aucune peine; le délai expiré, ceux qui n'auront pas fourni leurs déclarations, y seront contraints, tant pour les droits dus que pour la peine prononcée par la loi du 5 — 19 décembre 1790. — Ce délai sera double pour les défenseurs de la patrie en activité de service, et pour les héritiers des condamnés et des déportés dont les biens avaient été confisqués ou séquestrés; — Il sera d'une année pour les biens que l'on justifiera, par certificats des municipalités, avoir été ravagés ou incendiés par la guerre intérieure ou extérieure; et il ne sera perçu à leur égard que la moitié des droits fixés pour les mutations par décès qui auront eu lieu jusqu'au jour de ladite publication.

25. Les héritiers des condamnés seront admis à donner en paiement des droits d'enregistrement des déclarations qu'ils ont à passer, les bons qui leur ont été ou seront délivrés en exécution de la loi du 21 prairial an 3, pour intérêts ou fruits perçus, ou pour capitaux reçus par la république sur les successions qui leur ont été restituées. — Les héritiers des déportés auront la même faculté.

26. Tout acte de partage de biens immeubles qui sera fait entre quelques personnes que ce soit, sera assujéti au droit proportionnel d'enregistrement, à raison d'un demi pour cent de l'estimation qui en sera faite en capital, ainsi qu'il en est usé pour les partages de biens mobiliers. — Il ne sera plus fait déduction sur les droits résultant des partages d'effets mobiliers, de la perception faite sur les inventaires où ils auraient été compris.

27. A compter du 1^{er} brumaire, et quelle que soit la date de la mutation, le droit d'enregistrement des transferts des inscriptions sur le grand-livre

de la dette publique, sera d'un pour cent de la somme exprimée dans l'inscription. — Le droit ne sera que d'un demi pour cent pour les transferts d'inscriptions viagères. — Quant aux autres mutations desdites inscriptions, le droit sera payé, à partir de la même époque, suivant les quotités établies par les articles 16 et 17 ci-dessus pour les immeubles fictifs: il sera également perçu sur le montant annuel de la rente, sans égard au capital.

28. Tout acte d'emprunt pour acquitter le prix d'acquisition de biens nationaux, sera soumis au droit proportionnel d'enregistrement, suivant le tarif du 5—19 décembre 1790. Il est en conséquence dérogé à cet égard, comme il l'a été pour les ventes desdits biens, par la loi du 14 thermidor an 4, à la loi du 6 ventose an 3.

29. Le droit d'enregistrement des quittances finales et de tous actes de libération, sera perçu sur la totalité des sommes acquittées dont le dernier paiement fera partie, à la seule déduction de ce qui sera justifié avoir été payé par actes enregistrés.

30. Tout acte sous signature privée, translatif de propriété ou d'usufruit d'immeubles réels ou fictifs, sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans les trois mois du jour de sa date, et avant qu'il puisse en être fait usage en justice ou devant quelque autre autorité constituée, ou devant notaire, à peine du triple droit. — A l'égard de ceux faits antérieurement à la publication de la présente, il n'est rien changé aux dispositions de la loi du 5—19 décembre 1790 qui les concernent: cependant ceux qui seront présentés à l'enregistrement dans les trois mois de ladite publication, seront exempts de la peine du droit en sus prononcée par ladite loi (1). — Passé ce délai, ceux desdits actes qui seraient d'une date antérieure au 1^{er} février 1791, ne seront plus admis au simple droit d'enregistrement: en conséquence, il est dérogé, quant à ce, à la disposition de l'article 23 de ladite loi du 5—19 décembre 1790, qui les exempte, sans limitation de temps, de la peine du droit en sus (2).

31. Les actes sous signature privée ne pourront être produits en justice, et il ne pourra en être fait aucun usage devant les bureaux de paix ou de conciliation, non plus que devant les administrations centrales et municipales, avant d'avoir été enregistrés. — Les secrétaires des administrations seront soumis à cet égard aux mêmes obligations et aux mêmes peines que les greffiers et les notaires.

32. A compter de la publication de la présente, toute contre-lettre qui serait faite sous signature privée, de laquelle il résulterait une augmentation du prix stipulé dans d'autres actes ou contrats, est déclarée nulle et de nul effet; néanmoins il y aura lieu à exiger, à titre d'amende, les droits simples sur les sommes qui feraient l'objet desdites contre-lettres, lorsque la connaissance en sera acquise. — Il n'est rien innové pour celles faites antérieurement à la publication de la présente, lesquelles demeureront soumises aux dispositions qui leur sont relatives dans le tarif annexé à la loi du 5—19 décembre 1790.

(1) Cette exception ne s'applique qu'aux actes passés dans l'intervalle des lois des 5 décembre 1790 et 9 vendémiaire an 6, et ne doit pas être étendue aux actes antérieurs. Cass., 19 juin 1809, *SIR.*, VII, 2, 939.

(2) Une instruction de la régie, du 22 février 1808, porte que les actes sous seing privé, antérieurs à la loi du 22 frimaire an 7, ont dû être enregistrés dans les trois mois de leur date. *SIR.*, IX, 1, 226. — La cour de cassation avait jugé antérieurement que tout acte translatif de propriété, passé avant la loi de l'an 7, devait être enregistré dans les trois mois de sa date, à peine du double droit, soit qu'il fût ou non produit en justice. Cass., 11 nivose an 10, *SIR.*, II, 2, 337; Bull. civ., IV, 111.

33. La mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit sera suffisamment établie relativement à la demande des droits, soit par des paiemens faits d'après les rôles de la contribution foncière, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou tous autres actes qui constateront sa propriété ou jouissance (1).

34. Tout nouveau possesseur d'immeubles réels ou fictifs, qui, après avoir laissé passer le délai fixé pour l'enregistrement de sa déclaration, agira en sa qualité de possesseur, soit en justice, soit devant quelque autre autorité constituée, ou devant notaire, sera contraint au paiement du double droit d'enregistrement.

35. Les marchés et traités composés de sommes déterminées et d'objets mobiliers désignés, susceptibles d'évaluation, dont il est question au septième article de la seconde section de la première classe du tarif du 5—19 décembre 1790, seront assujétis au droit d'un pour cent, fixé par la quatrième section de la même classe.

36. Il est dérogé à l'article 5 de la loi du 29 septembre—9 octobre 1791 : en conséquence, toutes citations faites devant les juges de paix ou bureaux de paix, sans distinction de celles faites par les huissiers ou par les greffiers, sont assujéties à l'enregistrement dans les quatre jours qui suivront celui de leur date, et elles seront soumises au droit de soixante-quinze centimes fixé par la troisième section de la troisième classe du tarif annexé à la loi du 5—19 décembre 1790.

37. Les jugemens préparatoires ou définitifs rendus par les juges de paix, les tribunaux civils, ceux du commerce et le tribunal de cassation, et tous actes généralement quelconques faits par les juges ou reçus aux greffes, même les actes et les certificats des bureaux de paix, de quelque nature qu'ils soient, seront enregistrés, soit sur les minutes, soit sur les expéditions, d'après les distinctions contenues dans les articles 38 et 41 suivans. Il est en conséquence dérogé à toutes les lois portant que quelques uns de ces jugemens ou actes sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

38. Les actes judiciaires soumis à l'enregistrement sur la minute, sont tous ceux qui contiennent transmission d'immeubles réels ou fictifs ; les cautionnemens, les actes d'apposition de scellés, ceux de reconnaissance et ceux de levée de scellés ; les inventaires, les nominations de tuteurs ou curateurs, les émancipations, les procès-verbaux de nominations d'experts ou arbitres ; les certificats, de quelque nature qu'ils soient, même ceux de non-comparution ; les affirmations de voyage, les procès-verbaux d'assemblées de famille, les actes de dépôt et consignation ; les entérinemens de procès-verbaux et rapports ; et enfin, les procès-verbaux contenant autorisation, opposition, acquiescement, acceptation ou répudiation. — Cet enregistrement sera fait dans le délai de deux décades, à compter de la date des actes, et ce à la diligence des greffiers ; après ce délai, la formalité ne pourra plus être donnée qu'en acquittant un droit en sus.

39. Les greffiers qui n'auraient pas reçu des parties ou de leurs défenseurs le montant des droits des actes rappelés dans l'article précédent, ne seront cependant pas tenus d'en faire l'avance ; mais ils ne pourront délivrer aucune expédition ni extrait desdits actes et jugemens, même par simple copie

(1) Cette disposition ne s'applique pas aux mutations antérieures au 9 vendémiaire an 6. Cass., 4 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 743 ; *Bull. civ.*, IX, 148. — On peut considérer comme prouvant les mutations de propriété, le paiement du prix de la vente en nom personnel et la cotisation au rôle. Cass., 13 floréal an 10, *SIR.*, II, 1, 243.

ou *duplicata*, avant qu'ils aient été enregistrés, à peine d'une amende de cinquante francs pour chaque contravention, et d'être contraints personnellement au paiement du droit.

40. Lorsque les greffiers n'auront pas reçu la somme nécessaire pour acquitter les droits, et qu'ils ne présenteront pas les actes à la formalité dans les deux décades, à compter de leur date, ils seront tenus, sous les mêmes peines, de remettre aux receveurs de l'enregistrement, dans la décade suivante, un extrait certifié des actes et jugemens; sur cet extrait, les parties à la poursuite desquelles lesdits actes judiciaires auront été faits, seront contraintes au paiement des droits.

41. Les jugemens et tous autres actes judiciaires non rappelés dans l'article 38 ci-dessus, et dans le 46° ci-après, ne seront sujets à l'enregistrement que sur les expéditions qui en seront demandées par les parties; mais il est défendu aux greffiers d'en délivrer aucunes, même par simple note ou extrait, avant qu'elles aient été enregistrées, à peine d'une amende de cinquante francs pour chaque contravention, et d'être personnellement contraints au paiement du droit.

42. Les expéditions des jugemens des tribunaux de police ordinaire ou correctionnelle, et de ceux des tribunaux criminels, seront aussi soumises à la formalité de l'enregistrement, sous les peines portées par l'article précédent, lorsqu'elles seront requises par les parties: il n'y aura d'exemptes que celles qui seront délivrées aux accusateurs publics et aux commissaires du directoire exécutif; et, à cet effet, il y sera fait mention de cette destination.

43. Les actes du ministère des commissaires du directoire exécutif, faits à leur requête dans les tribunaux civils ou criminels, seront enregistrés *gratis*; mais après le jugement de condamnation, il y aura lieu de suivre la rentrée des droits d'enregistrement desdits actes et des expéditions contre les parties condamnées.

44. Les droits proportionnels réglés par la première section de la première classe du tarif du 5—19 décembre 1790, pour les expéditions des jugemens portant condamnation, liquidation ou collocation, et les droits fixes énoncés aux quatrième et cinquième sections de la troisième classe, pour les autres actes judiciaires, seront perçus, pour les actes et jugemens des juges de paix et des bureaux de paix, comme aussi pour ceux des tribunaux de police ordinaire ou correctionnelle, et des tribunaux criminels, sur le pied des fixations portées auxdites sections. — La perception sera double pour les jugemens et actes de même nature émanés des tribunaux civils et de commerce. — Le droit sera de vingt-quatre francs pour les expéditions des jugemens du tribunal de cassation.

45. Lorsque le droit proportionnel aura été perçu sur un jugement rendu *par défaut*, la perception sur le jugement *contradictoire* qui pourra suivre, n'aura lieu que pour le supplément, s'il y a augmentation de condamnation; et dans le cas contraire, il ne sera payé que le droit *fixe*.

46. Dans le cas où les actes et jugemens des juges de paix et bureaux de paix, des tribunaux civils et de commerce, contiendraient obligation de l'une des parties à l'égard de l'autre, ou une condamnation quelconque, non fondée sur un titre enregistré et susceptible de l'être, il sera perçu les mêmes droits que ceux auxquels seraient soumises les obligations des parties ou les conventions de toute nature que les condamnations supposent, si elles étaient contenues dans des actes notariés. — Cette perception aura lieu sur la minute des actes ou jugemens, dans les deux décades de leur date.

47. Toutes les fois qu'une condamnation sera rendue sur un acte enregistré, le jugement en fera mention, et énoncera le montant du droit payé, la date du paiement, et le nom du bureau où il aura été acquitté. En cas d'omission, le percepteur exigera le droit, sauf la restitution dans le délai prescrit, s'il est ensuite justifié de l'enregistrement de l'acte sur lequel aura été prononcé le jugement.

48. Les parties ne pourront agir, ni les huissiers, notaires, greffiers et secrétaires des administrations, rédiger aucun acte en vertu de ceux judiciaires non enregistrés, sous peine de cinquante francs d'amende et du paiement du droit, sauf le recours des huissiers, notaires, greffiers et secrétaires contre la partie, pour le remboursement du droit seulement.

49. Les secrétaires des administrations municipales et départementales, qui auront négligé de faire enregistrer dans le délai d'un mois, fixé par l'article 13 de la loi du 5—19 décembre 1790, les actes émanés desdites administrations qui sont assujétis à cette formalité, seront soumis à la même peine que celle qui est prononcée contre les notaires par l'article 9 de la même loi, pour les actes passés devant eux.

50. L'amende de cinquante francs prononcée par l'article 14 de la loi du 5—19 décembre 1790, contre les notaires, greffiers et huissiers, pour chaque omission d'inscrire jour par jour sur leurs répertoires les actes qu'ils reçoivent, sera aussi par eux encourue pour le refus de communiquer, soit leurs répertoires, soit leurs minutes de l'année, aux préposés de l'enregistrement, à la première réquisition qui leur en sera faite.

51. Les droits d'hypothèques résultant d'actes passés pendant le cours du papier-monnaie, et qui se trouvent dans les cas prévus par l'article 14 ci-dessus, seront liquidés et payés d'après les dispositions de cet article, et suivant la même base.

52. Les droits d'enregistrement ne pourront être acquittés qu'en numéraire, à l'exception seulement de ceux dus pour les successions, dont il est fait mention à l'article 25 ci-dessus.

53. Les dispositions des lois antérieures, relatives à l'enregistrement, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par la présente, continueront d'être exécutées.

TITRE III. — Timbre (1).

54. A compter du jour de la promulgation de la loi, la formalité du timbre fixe ou de dimension, établie par la loi du 5 floréal dernier, est étendue aux pétitions et mémoires présentés soit aux ministres, soit aux administrations de département et municipalités, ainsi qu'à la trésorerie et comptabilité nationale, et aux directeurs de la liquidation.

55. Sont exceptés de la formalité du timbre les pétitions et mémoires qui auront pour objet les demandes en avancement, congés absolus ou limités (2), pensions de retraite, paiement des arrérages de rentes et pensions, secours et encouragemens, et première demande en réparation de torts occasionnés par une autorité constituée ou un fonctionnaire public.

56. Les lettres de voiture, les connaissements, chartes-parties et polices

(1) Voyez, sur le timbre, la loi générale du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), qui forme la base de toute la législation actuelle, et qui est journellement appliquée. L'art. 39, § 1^{er}, de cette loi prononce l'abrogation de toutes les lois antérieures sur le timbre ; mais le § 2 du même article a expressément maintenu la présente, sauf quelques modifications.

(2) Confirmé par le n° 1 de l'art. 16 de la loi précitée du 13 brumaire an 7.

d'assurance⁽¹⁾, les cartes à jouer (2), les journaux, gazettes, feuilles périodiques ou papiers-nouvelles (3), les feuilles de papier-musique (4), toutes les affiches (5) autres que celles d'actes émanés d'autorité publique (6), quelle que soit leur nature ou leur objet, seront assujétis au timbre fixe ou de dimension.

57. Sont exceptés les ouvrages périodiques relatifs aux sciences et aux arts, ne paraissant qu'une fois par mois, et contenant au moins deux feuilles d'impression (7).

58. Le droit de timbre fixe ou de dimension pour les journaux (8) et affiches (9), sera de cinq centimes (ou un sou), — Pour chaque feuille de vingt-quatre centimètres sur trente-huit, feuille ouverte, ou environ; — Et pour chaque demi-feuille de cette dimension, de trois centimes (ou sept deniers un cinquième) (10). — Ceux qui voudront user, pour lesdites impressions, de papiers dont la dimension serait supérieure à vingt-cinq centimètres pour la feuille, et à douze centimètres et demi pour la demi-feuille, les feront timbrer extraordinairement, en payant un centime pour cinq centimètres d'excédant. — Le papier sera fourni, dans tous les cas, par les citoyens auxquels il sera nécessaire (11).

(1) Ces actes peuvent être rédigés sur papier de dimension, n'importe le prix, aux termes du décret du 3 janvier 1809. Les lettres de voiture sont soumises au droit de timbre même avant qu'elles soient produites en justice; les procès-verbaux dressés par la régie pour constater la contravention à cette obligation, ne doivent pas nécessairement être affirmés. Cass., 13 messidor an 9, *SIR.*, I, 2, 668; *Bull. civ.*, III, 256.

(2) Les cartes à jouer ne sont plus dans les attributions de l'enregistrement et des domaines, aux termes de l'art. 80 de la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804).

(3) Confirmé par l'art. 70 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, portant que les dispositions antérieures des lois du timbre, relatives aux prospectus, catalogues de livres, tableaux, objets de sciences et journaux, continueront d'être exécutées : voyez cet article et les notes.

(4) La jurisprudence de l'administration des domaines, attestée par plusieurs circulaires, est de considérer comme excédant deux feuilles d'impression l'œuvre de musique composé de neuf pages d'une dimension superficielle de neuf à douze décimètres chacune, formant au total plus de cinquante décimètres carrés.

(5) Confirmé par l'art. 65 de la loi précitée du 28 avril—4 mai 1816.

(6) On doit faire une distinction essentielle entre les affiches apposées au nom des autorités, dans l'intérêt public, exemptes de timbre, et celles mises dans l'intérêt particulier, des communes, arrondissemens, départemens, hospices, etc., soumises au timbre. Ainsi, un arrêt de la cour de cassation du 11 juillet 1811 a jugé que celui qui fait afficher un jugement qui ordonne une réparation en sa faveur, est passible de l'amende si les affiches ne sont pas sur papier timbré. *SIR.*, XI, 1, 324; *Bull. civ.*, XIII, 171.

(7) Cet article n'était applicable qu'aux feuilles périodiques de musique, et à tout œuvre de musique qui n'excédait pas deux feuilles d'impression.

Voyez, sur le timbre des ouvrages périodiques, l'art. 70 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816; l'art. 76 de celle du 25—26 mars 1817; et surtout l'art. 2 de la loi du 14—15 décembre 1830, qui forme le dernier état de la législation.

(8) Cette disposition a été abrogée par la loi du 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797). Depuis, le timbre pour les journaux a été fixé par l'art. 2 de la loi du 14—15 décembre 1830, à six centimes pour chaque feuille de trente décimètres carrés et au dessus, et de trois centimes pour chaque demi-feuille de quinze décimètres carrés et au dessous, avec un centime en sus de droit par chaque cinq décimètres carrés accomplis. Les journaux excédant trente décimètres carrés ont droit de publier un supplément sur papier libre, pourvu que ce supplément n'excède pas trente décimètres carrés; mais ce supplément ne peut pas être journalier, il faut qu'il ne soit qu'accidentel. Cass., 13 avril 1835, *SIR.*, XXXV, 1, 293; *Bull. civ.*, XXXVII, 129.

(9) L'art. 65 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 fixe le prix de la feuille de vingt-cinq décimètres carrés à dix centimes, et celui de la demi-feuille à cinq centimes.

(10) L'étendue avait été mal indiquée; elle a été rectifiée et portée à vingt-cinq décimètres carrés de superficie (trois cent quarante et un pouces carrés), pour la feuille, par la loi du 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797).

(11) Confirmé par l'art. 76 de la loi de finances du 15—16 mai 1818.

59. La régie fera graver deux timbres pour lesdits journaux et affiches. — Chaque timbre portera distinctement son prix ; ils auront pour légende, *République française*. Elle se servira provisoirement des timbres actuels appliqués en rouge , à la charge de ne percevoir que les droits réglés par la présente.

60. Ceux qui auront répandu des journaux ou papiers-nouvelles et autres objets compris dans l'article 56 ci-dessus, et apposé ou fait apposer des affiches, sans avoir fait timbrer leur papier, seront condamnés à une amende de cent livres pour chaque contravention (1) ; les objets soustraits aux droits seront lacérés.

61. Les auteurs, afficheurs, distributeurs et imprimeurs desdits journaux et affiches, seront solidairement tenus de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres (2).

TITRE IV. — Hypothèques (3).

62. Il sera établi, au profit du trésor public, et perçu par les receveurs de l'enregistrement, — 1° Un droit proportionnel calculé à raison d'un pour deux mille du montant des créances hypothécaires antérieures à l'entière mise en activité du régime hypothécaire, et dont l'inscription sera requise pour en obtenir la conservation ; et à raison d'un pour mille du montant de celles postérieures ; — 2° Un autre droit proportionnel d'un et demi pour cent sur le prix intégral des mutations que les nouveaux possesseurs voudront purger d'hypothèques.

TITRE V. — Patentes (4).

63. Les droits de patentes pour l'an 6 seront perçus conformément aux lois rendues pour l'an 5, et payés aux mêmes échéances qu'elles prescrivent.

TITRE VI. — Poste aux lettres (5).

64. La poste aux lettres sera affermée : l'usage du contre-seing et de la franchise est supprimé, à compter du 1^{er} brumaire prochain, excepté pour le Bulletin des lois (6). Il sera accordé des indemnités aux différens fonctionnaires publics.

TITRE VII. — Messageries (7).

65. Au 1^{er} nivose prochain, la régie des messageries nationales cessera toutes fonctions.

(1) Réduite à vingt francs en principal, par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

L'administration de l'enregistrement n'a le droit de poursuivre, contre une partie, l'amende prononcée dans le cas où des affiches annonçant une vente ne sont pas timbrées, qu'en fournissant la preuve que les affiches ont été apposées à la requête de la personne contre laquelle elle agit. Cass., 28 mai 1816, Sir., XVII, 1, 384. — L'amende se poursuit par voie d'action et non par voie de contrainte. Cass., 22 messidor an 11, Sir., III, 2, 343 ; Bull. civ., V, 331.

(2) Confirmé par l'art. 69 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui ajoute contre les distributeurs et afficheurs les peines de simple police déterminées par l'art. 474 du Code pénal, et la contrainte par corps.

(3) Voyez la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799), tit. II, qui porte des dispositions pour l'exécution du présent, et les notes.

Voyez aussi la loi générale du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), et les notes.

(4) Voyez, sur les patentes, la loi générale du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

(5) Voyez l'arrêté du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799), concernant l'organisation administrative de la poste aux lettres ; et, quant au tarif des droits de poste, le décret du 17—22 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(6) Voyez, sur la franchise et le contre-seing des lettres, le décret du 6—8 juin 1792, et les notes.

(7) Voyez le décret du 26—29 août 1790, et les notes qui résument toute la législation concernant les messageries.

66. Dans le délai de deux mois, à dater de la publication de la présente, il sera procédé, par enchères et par affiches faites un mois d'avance, à la vente et adjudication de tous les effets mobiliers dépendant des messageries nationales, et à la location des maisons et bureaux servant à leur exploitation.

67. Si, par la suppression de l'entreprise nationale des messageries, une ou plusieurs communications dans la république étaient menacées d'interruption, le directoire exécutif y pourvoira par les mesures provisoires qui lui paraîtront les plus convenables, à charge d'en informer le corps législatif. — Il est, à cet effet, autorisé à distraire de la vente des objets mobiliers dépendant des messageries nationales, ceux qu'il jugera nécessaire de conserver.

68. A compter du 1^{er} brumaire prochain, il sera perçu, au profit du trésor public, un dixième du prix des places dans les voitures exploitées par des entrepreneurs particuliers. Il ne sera rien perçu sur les effets et marchandises portés par lesdites voitures, ni sur les places établies sur l'impériale (1).

69. Tout citoyen qui entreprendra des voitures publiques, de terre ou d'eau, partant à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés, sera tenu de fournir aux préposés de la régie de l'enregistrement, sa déclaration contenant, — 1^o L'énonciation de la route ou des routes que sa voiture ou ses voitures doivent parcourir ; — 2^o L'espèce, le nombre des voitures qu'il emploiera, et la quantité de places qu'elles contiennent dans l'intérieur de la voiture et du cabriolet qui y tiendrait ; — 3^o Le prix de chaque place : par suite de laquelle déclaration, lesdites voitures seront vérifiées, inventoriées et estampées.

70. Tout entrepreneur de voitures suspendues, partant d'occasion ou à volonté, sera tenu de fournir la déclaration de sa voiture ou de ses voitures, et de payer chaque année, pour tenir lieu du dixième imposé sur les autres voitures publiques, ainsi qu'il suit : — Pour une voiture à deux roues et deux places, vingt francs ; à deux roues et quatre places, trente-cinq francs ; à deux roues et six places, quarante-cinq francs ; à deux roues et huit places, soixante francs ; à deux roues, à neuf places et au dessus, soixante-dix francs ; à quatre roues et à quatre places, quarante francs ; à quatre roues et six

(1) Les voitures publiques à destination fixe, qui ne partent pas à des jour et heure déterminés, sont soumises, comme celles dont le départ est réglé périodiquement, au paiement du droit proportionnel. Cass., 10 prairial an 13, Sir., VII, 2, 1254 ; Bull. crim., X, 256. — Celui qui, sans être courrier de la malle pour le service de l'administration des postes, entreprend le service de la poste aux lettres, et emploie à ce service une voiture susceptible de recevoir des voyageurs, est passible du droit du dixième du prix des places. Cass., 15 prairial an 12, Sir., IV, 1, 282 ; Bull. civ., VI, 287. — Pour que les voitures à destination fixe soient sujettes au dixième du prix des places, il n'est pas nécessaire qu'elles soient suspendues. Cass., 13 vendémiaire an 10, Sir., VII, 2, 1253 ; Bull. civ., IV, 18. — Les entrepreneurs de voitures publiques doivent le dixième du prix des places, non seulement pour le voyage, mais encore pour le retour. Cass., 14 brumaire an 13, Sir., VII, 2, 1256 ; Bull. civ., VII, 31. — Le dixième du prix des places, non exigible sur les places d'impériale, aux termes de l'art. 68 de la loi du 9 vendémiaire an 6, ne peut être exigé sur les places dites *banquettes d'impériale*, depuis leur rétablissement, par l'ordonnance du 4 février 1820. Cass., 13 août 1823, Sir., XXIV, 1, 41 ; Bull. civ., XXV, 381. — Jugé en sens contraire. Cass., 10 janvier 1829, Sir., XXIX, 1, 56.

Voyez encore les art. 74 et 75 de la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804) ; le décret du 14 fructidor suivant (1^{er} septembre 1804), art. 1^{er} et suiv. ; l'avis du cons. d'état du premier jour complémentaire an 13 (18 septembre 1804) ; et les lois de finances qui ont successivement maintenu le droit du dixième établi par la présente loi.

places, cinquante francs ; à quatre roues et huit places , soixante-cinq francs ; à quatre roues , à neuf places et au dessus , soixante-quinze francs (1).

71. Le calcul du produit de chaque voiture sera fait dans la supposition que toutes les places seraient occupées : l'entrepreneur sera tenu de verser, chaque décade , au receveur du droit d'enregistrement, le dixième de ce produit , sous la déduction , abonnée par la présente loi , d'un quart , pour tenir lieu d'indemnités pour les places vides que pourraient éprouver les dites voitures.

72. Tout entrepreneur convaincu d'avoir omis de faire sa déclaration, ou d'en avoir fait une fausse, sera condamné à la confiscation des voitures , harnais , et à une amende qui ne pourra être moindre de cent francs , et plus forte de mille francs (2).

73. Quant aux voitures d'eau , la régie de l'enregistrement est autorisée à régler leur abonnement , d'après le nombre moyen des voyageurs qu'elles transportent annuellement ; et dans le cas de contestation ou de difficulté sur la quotité de cet abonnement , le ministre des finances prononcera.

TITRE VIII. — Droit de passe sur les chemins (3).

74. La taxe d'entretien , destinée aux réparations et confections des grandes routes , sera perçue sur toutes les voitures employées au transport ou roulage , sur les voitures de voyage suspendues et non suspendues , sur les bêtes de somme et de monture , et sur les chevaux ou mulets menés à la main ou voyageant en bandes ; le tout , sauf les modifications et exceptions qui seront jugées convenables , et statuées par les lois à intervenir.

75. Seront exemptes de payer la taxe d'entretien , les bêtes allant au pâturage ou revenant , les bêtes et voitures allant et revenant pour le travail de l'exploitation des terres , ainsi que les voitures de transport , lorsqu'elles seront employées aux travaux d'entretien , réparation et confection des routes.

76. La taxe d'entretien sera perçue , au moyen de barrières et bureaux placés sur les grandes routes ; elle sera due à raison des distances parcourues ou à parcourir : les distances seront réduites en myriamètres.

77. La taxe d'entretien sera réglée par un tarif qui sera incessamment décrété par le corps législatif.

78. Dès que les circonstances le permettront , chaque barrière sera affermée par la voie des enchères , à la charge d'entretenir la portion de route fixée par le cahier des charges , sous les conditions particulières que les localités pourront exiger , et moyennant le prix annuel de ferme fixé par la plus haute enchère.

79. Jusqu'à l'époque où les barrières établies pourront être affermées , elles

(1) Les voitures de louage , tenant sur place , sont assujéties aux droits fixés par le présent article. Cass., 24 nivose an 13, Str., XX, 1, 511; Bull. civ., VII, 142. — Jugé encore que cette loi s'applique aux propriétaires de fuercs. Cass., 18 prairial an 10, Str., II, 2, 350; Bull. civ., IV, 402; et 11 août 1806, Str., VI, 2, 735; Bull. civ., VIII, 207. — Celui qui fait avec l'administration des postes un traité particulier pour le transport des dépêches ne peut profiter de cette circonstance pour établir des voitures dont les places soient disposées à recevoir des voyageurs , sans être sujet aux droits. Cass., 10 avril 1807, Str., VII, 2, 1254; Bull. crim., X, 137. — Celui qui a déclaré et fait estampiller une voiture comme partant d'occasion , ne peut , sans remplir les mêmes formalités , en faire rouler une seconde pendant que la première reste chez lui. Cass., 13 prairial an 13, Str., VII, 2, 1255; Bull. crim., X, 255.

(2) Le procès-verbal dressé contre un conducteur fait foi de ses aveux jusqu'à inscription de faux. Cass., 12 août 1808, Str., XVI, 1, 203; Bull. crim., XIII, 369.

(3) Ce droit a été supprimé par l'art. 60 de la loi de finances du 24 avril — 4 mai 1806, et remplacé par une taxe sur le sel.

seront régies pour le compte de la république, sous les ordres du directoire exécutif, sous la surveillance des administrations centrales de département, et par les règles qui auront été décrétées par le corps législatif.

80. Les fonds provenant de la taxe d'entretien, perçus dans l'étendue d'un département, seront versés dans la caisse du receveur général du département.

81. L'administration de la taxe d'entretien est réunie aux attributions du ministre de l'intérieur : il ordonnancera la distribution des fonds provenant de ladite taxe, pour acquitter les dépenses causées par l'entretien, les réparations, les confections et l'administration des grandes routes, sans que, sous aucun prétexte, il puisse être donné aucune autre destination à ces fonds; à l'effet de quoi, les commissaires de la trésorerie sont tenus de refuser leur *visa* à toute ordonnance contraire à la présente disposition.

82. En cas d'insuffisance de la taxe perçue dans un département pour acquitter les dépenses de ses routes, il y sera pourvu par des reprises sur les départemens qui auraient obtenu des produits excédant les besoins de leur arrondissement.

83. Les barrières et bureaux ne seront établis que successivement, et seulement sur les routes ou parties de route préalablement mises en bon état de réparation : les premières seront placées aux avenues de la commune de Paris, d'où elles s'étendront graduellement jusqu'aux barrières des frontières.

84. Les barrières à établir seront réduites au moindre nombre possible. Le directoire exécutif est chargé de faire procéder à la désignation des lieux où elles devront être placées, et au devis des dépenses nécessaires, tant pour la construction des barrières que pour les loges ou maisons destinées aux percepteurs.

85. Il ne sera construit des maisons d'habitation pour les percepteurs, que dans le cas où les barrières se trouveraient placées à une distance des communes situées sur les grandes routes, telle qu'ils ne puissent pas y habiter.

86. Il sera par la suite pourvu à l'établissement d'un petit nombre de ponts à bascule, destinés à vérifier le poids des voitures, et à assurer l'exécution des réglemens à intervenir contre leur surcharge.

87. Le directoire exécutif est autorisé provisoirement à placer les barrières dans les lieux qu'il jugera les plus convenables : il rendra compte au corps législatif, de six mois en six mois, de leur placement, et des dépenses qu'elles occasioneront.

88. Les dispositions des articles 84, 85 et 87 de la présente, seront incessamment exécutées sur toutes les routes qui aboutissent à Paris, en partant de cette commune, et pour la portion de ces routes qui est actuellement en bon état de réparation.

89. L'ouverture, le perfectionnement et l'entretien des chemins de communication, autres que les grandes routes, pourront être entrepris par des citoyens, sous l'autorisation du corps législatif, suivant les règles qui seront décrétées par la suite, et au moyen de la concession du droit de percevoir, pendant un temps, une taxe aux barrières particulières qui seront établies par eux.

TITRE IX. — Loterie (1).

90. La ci-devant loterie nationale de France est rétablie sur les bases et

(1) Voyez le décret du 28—30 vendémiaire an 2 (19—21 octobre 1793), sur la suppression des loteries, et les notes; et l'arrêté du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), portant organisation de la loterie nationale, et les notes contenant sur la législation un résumé qui nous a paru devoir accompagner plus rationnellement cet arrêté.

combinaisons qu'elle avait à l'époque de sa suppression. Le directoire est chargé d'en organiser provisoirement l'administration, sans retard, en faisant toutes les réductions d'agens qu'il sera possible.

91. Tout établissement de loterie particulière ou étrangère est prohibé.

92. Les individus qui se permettront de recevoir pour les loteries étrangères, seront condamnés, pour la première fois, en une amende de trois mille francs ; et la seconde, outre l'amende, en six mois de détention.

93. Les receveurs de la loterie nationale qui seront convaincus d'avoir reçu pour les loteries étrangères, et d'avoir joué pour leur propre compte ou pour celui de particuliers, seront condamnés en l'amende de six mille francs et destitués de leurs fonctions.

TITRE X. — Tabacs (1).

94. Les droits sur les tabacs venant de l'étranger seront augmentés de manière à donner un produit de dix millions.

TITRE XI. — Coupons de l'emprunt forcé.

95. Les huit derniers coupons de l'emprunt forcé ne seront plus admis en paiement des contributions directes ni du droit d'enregistrement ; ils seront reçus comme dette publique, en paiement des domaines nationaux vendus ou à vendre, en exécution des lois des 16 brumaire et 2 fructidor derniers. — Les deux premiers coupons de l'emprunt forcé seront admis en paiement des contributions échues.

TITRE XII. — Négociations.

96. L'article 3 de la loi du 9 thermidor dernier, concernant les négociations, est rapporté ; elles continueront d'être faites conformément aux dispositions de celle du 3 frimaire de l'an 4.

TITRE XIII. — Dispositions générales.

97. Le directoire exécutif prendra les moyens nécessaires pour que toutes les parties du service, et notamment celles des départemens de la guerre et de la marine, soient assurées de manière à être en mesure de faire une nouvelle campagne, au cas que la paix ne soit pas conclue.

TITRE XIV. — Dette publique (2).

98. Chaque inscription au grand-livre de la dette publique, tant perpétuelle que viagère, liquidée ou à liquider, sera remboursée, pour les deux tiers, de la manière établie ci-après ; l'autre tiers sera conservé en inscriptions au grand-livre, et payé sur ce pied, à partir du deuxième semestre de l'an 5. — Le tiers de la dette publique conservé en inscriptions est déclaré exempt de toute retenue, présente et future.

99. Ne sont point compris dans la précédente disposition les pensions, traitemens et indemnités viagères de toute nature, dont les arrérages seront provisoirement payés, à raison du tiers, et à partir du deuxième semestre de l'an 5.

100. Le remboursement des deux tiers sera fait en bons au porteur, délivrés par la trésorerie nationale. Le capital de l'inscription perpétuelle sera calculé au denier vingt, et celui de l'inscription viagère au denier dix.

(1) Voyez, sur le tabac, le décret du 20—27 mars 1791, et les notes qui résument toutes les lois de la matière.

(2) Voyez, sur la constitution, l'organisation et le paiement de la dette publique, le décret du 24 août (15, 16, 17 et 18) — 13 septembre 1793, et les notes qui résument toute la législation.

101. Les bons au porteur délivrés en remboursement de la dette publique, seront reçus en paiement des biens nationaux, aux époques et de la manière exprimés ci-après.

102. Jusqu'à la conclusion de la paix générale, les biens nationaux seront vendus conformément aux lois subsistantes, et les bons au porteur seront reçus en paiement de la portion du prix payable avec la dette publique.

103. Tout propriétaire de rente, soit perpétuelle, soit viagère, pourra payer le prix d'un domaine national qui lui serait adjugé à dater du jour de la publication de la présente loi, de la manière suivante : — La portion dudit prix, payable tant en numéraire qu'en obligations, pourra être acquittée avec le tiers de l'inscription conservé par la présente loi, et le surplus, tant avec les bons de remboursement provenant de ladite inscription, qu'avec tous bons semblables, et tous autres effets de la dette publique, conformément aux lois sur la vente des domaines nationaux. — Dans le cas énoncé ci-dessus, l'acquéreur sera tenu d'acquitter la totalité de son prix dans les vingt jours de l'adjudication.

104. Il pourra être composé des associations de rentiers perpétuels ou viagers. Les directeurs de ces associations auront la faculté d'acquérir des biens nationaux, et de les acquitter de la manière énoncée en l'article précédent.

105. Un mois après la ratification du dernier traité de paix générale, le prix des ventes des domaines nationaux ne pourra être acquitté en totalité qu'avec les bons au porteur provenant du remboursement de la dette publique.

106. La vente des biens nationaux sera activée par tous les moyens, de manière à être terminée dans l'année qui suivra la paix générale.

107. Si, après l'épuisement par vente de la totalité des biens nationaux, en ce non compris les forêts au dessus de trois cents arpens, il restait encore dans la circulation des bons de remboursement, les porteurs seront remboursés de la manière suivante.

108. Aussitôt après la paix générale, le gouvernement fera procéder à l'état des biens nationaux, terrains vagues et indéfrichés qui peuvent exister dans l'île de Saint-Domingue et autres colonies françaises ; il sera procédé successivement à leur vente, sur les soumissions qui auront été faites, et le prix en sera acquitté en bons de remboursement, soit que la vente ait été faite à Paris ou dans les colonies.

109. Il sera procédé, avec la plus grande activité, à la liquidation générale de la dette publique ; les créanciers qui ne seraient pas encore liquidés seront autorisés à se rendre adjudicataires de domaines nationaux, en justifiant du dépôt des titres de leurs créances, et en s'obligeant, avec le *visa* provisoire des administrations, à en acquitter le prix de la même manière que les créanciers liquidés. Dans ce cas, les biens vendus resteront sous la main de la nation, et seront administrés pour le compte de l'acquéreur, jusqu'à ce qu'il puisse être mis en possession par le paiement du prix.

110. Le produit net des contributions administrées par la régie de l'enregistrement, et subsidiairement les autres contributions indirectes, sont et demeurent spécialement affectés, jusqu'à due concurrence, au paiement des rentes conservées et pensions.

111. Il sera pourvu incessamment, et par une loi particulière, à l'amélioration du sort de ceux des rentiers de l'état qui se trouveront réduits, par l'effet de la présente loi, à une inscription de deux cents livres et au dessous.

N° 313. = 12 vendémiaire an 6 (3 octobre 1797). = *LOI relative aux reprises faites par les troupes de la république sur ses ennemis.* (II, Bull. CL, n° 1469 ; B., LXX, 45.)

Art. 1^{er}. Tout immeuble, ainsi que tous droits attachés au fonds de l'immeuble pris sur le territoire français, et repris par la force armée de la république, retournent au propriétaire.

2. Toute propriété mobilière, toutes marchandises ou denrées prises par l'ennemi sur le territoire français et reprises par les troupes de la république, sont rendues à leurs propriétaires toutes les fois qu'ils peuvent constater la propriété de la chose recouvrée.

3. Tous navires pris par l'ennemi dans les rades et ports français, et repris par les troupes de la république dans le même port ou tout autre port français avant d'avoir été conduits dans aucun port ennemi, seront rendus aux armateurs ou propriétaires qui pourront en constater la propriété.

4. Si la propriété des effets ou navires repris ne peut être constatée, ils resteront ou seront mis à la disposition du gouvernement, pour en user comme d'objets appartenant à la nation.

5. Il ne pourra être opposé aux réclamans aucune fin de non-recevoir pour cause de laps de temps, qu'après les délais et suivant les règles établies par le droit public pour opérer la prescription ; mais jusqu'à la réclamation admise, le gouvernement est autorisé à disposer des objets repris pour les besoins du service public, ou à les faire vendre pour en prévenir le dépérissement, à la charge de tenir compte aux propriétaires réclamans de la valeur desdits objets.

6. Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les propriétaires réclamans ou leurs fondés de pouvoirs et l'administration comptable, sont portées en première instance devant les tribunaux de commerce du lieu où réside ladite administration ; et, en cas d'appel, devant les tribunaux de département désignés par la loi du 8 floréal an 4, relative à l'attribution du jugement des prises.

7. Quand la réclamation a été admise, et la propriété dûment constatée, si les objets existent en nature, ils sont restitués en l'état où ils se trouvent. — Si les objets ont été employés par le gouvernement aux besoins du service public, ou vendus pour en prévenir le dépérissement, ils sont remboursés, soit en objets de même nature, soit en denrées, soit en valeurs quelconques équivalentes ou convenues de gré à gré entre les réclamans et l'administration comptable.

N° 314. = 12 vendémiaire an 6 (3 octobre 1797). = *LOI qui autorise le tribunal de cassation à former temporairement une quatrième section pour le jugement des affaires arriérées* (1). (II, Bull. CLI, n° 1474 ; B., LXX, 46.)

Art. 1^{er}. Le tribunal de cassation est autorisé à former temporairement, chaque fois et pour aussi long-temps qu'il sera nécessaire, une quatrième section, à l'effet de juger les affaires criminelles ou civiles arriérées, ou qui pourraient rester en retard à l'avenir.

2. Cette section sera composée de douze membres, et pourra juger à neuf. Les douze juges seront pris en nombre égal dans chacune des trois sections permanentes.

(1) Voyez, sur l'organisation du tribunal de cassation, le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

3. Dans le concours des différentes affaires qui auront été renvoyées à la section temporaire, elle s'occupera de préférence des affaires criminelles, et de celles mentionnées en l'article 5 ci-après.

4. Il y aura un quatrième substitut du commissaire près le tribunal de cassation.

5. Chaque section du tribunal de cassation sera tenue, pour ce qui la concerne, de juger, avant toutes autres affaires, les réquisitoires qui seront présentés par les commissaires et substituts près ce tribunal, les mémoires qui lui seront adressés par ceux près les tribunaux criminels de département et de police, et toutes les affaires qui intéressent la république.

6. Le greffier ou ses commis, dans chaque section, tiendront un registre particulier des affaires énoncées en l'article précédent, et les mettront en distribution au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

N° 315. = 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797). = *Loi qui détermine le cas où les directeurs du jury d'accusation sont tenus, après l'époque fixée pour le renouvellement des tribunaux, de rester à leur poste.* (II, Bull. CLI, n° 1475; B., LXX, 47.)

N° 316. = 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797). = *Loi relative au droit de timbre fixe ou de dimension pour les journaux et affiches* (1). (II, Bull. CL, n° 1472; B., LXX, 49.)

Le droit de timbre fixe ou de dimension pour les journaux et affiches, sera de cinq centimes (ou un sou) pour chaque feuille de vingt-cinq décimètres carrés de superficie (ou trois cent quarante-un pouces carrés), et de trois centimes (sept deniers un cinquième) pour chaque demi-feuille de même espèce. — Ceux qui voudraient user, pour lesdites impressions, de papier dont la superficie serait plus grande que vingt-cinq décimètres carrés pour la feuille entière, et douze décimètres et demi carrés pour la demi-feuille, paieront un centime en sus du droit fixe, pour chaque cinq décimètres carrés (ou soixante-huit pouces carrés) d'excédant. — En conséquence, l'article 58 de la loi du 9 de ce mois est abrogé. — Le papier sera fourni, dans tous les cas, par les citoyens auxquels il sera nécessaire.

N° 317. = 14 vendémiaire an 6 (5 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'envoi au ministre de la justice d'un état des notaires nommés par les administrations centrales depuis l'établissement du régime constitutionnel.* (II, Bull. CLI, n° 1476.)

N° 318. = 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif relatif à l'organisation de la loterie nationale* (2). (II, Bull. CL, n° 1473.)

Art. 1^{er}. La loterie nationale de la république française sera confiée à la

(1) Cette loi est abrogée implicitement, quant aux affiches, par l'art. 65 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui a fixé d'autres droits de timbre; et expressément, quant aux journaux, par le cinquième alinéa de l'art. 2 de la loi du 14—15 décembre 1830.

(2) Le décret du 28—30 vendémiaire an 2 (19—21 octobre 1793) avait supprimé toutes les loteries autres que celle de France, qui fut elle-même supprimée par le décret du 25—26 brumaire suivant (15—16 novembre 1793). Voyez aussi le décret du 27 frimaire — 2 nivose an 2 (17—22 décembre 1793), rendu pour l'exécution de celui du 25—26 brumaire, et relatif à la liquidation de la loterie; et celui du 3—5 ventose suivant (21—23 février 1794), concer-

surveillance de trois administrateurs et d'un caissier, qui auront sous eux cent vingt employés au plus dans les bureaux à Paris, vingt inspecteurs, huit cents receveurs, un caissier, un contrôleur et un papetier. — La caisse de la recette générale sera placée à l'hôtel national des Invalides.

2. La loterie est, comme elle l'était à l'époque de sa suppression, composée de quatre-vingt-dix nombres; et les cinq qui sont tirés de la roue de fortune, produisent, savoir : — Cinq lots d'extraits, dix lots d'ambes, dix lots de ternes, cinq lots de quaternes, un lot de quine, cinq lots d'extraits déterminés, dix ambes déterminés.

3. Chacun des actionnaires sera libre de choisir tel numéro et telle quantité de numéros qu'il lui plaira pour former sa mise; il aura également la liberté de prendre intérêt sur une ou plusieurs chances à la fois, et d'y placer, soit dans un seul et même billet, soit dans une plus grande quantité, telle somme qu'il lui plaira, pourvu qu'elle ne soit pas au dessous d'un franc.

4. Les chances de la loterie sont partagées en deux classes, savoir, celle des chances simples, qui comprend l'extrait, l'ambe, le terne, le quaterne et le quine; et celle des chances déterminées, qui renferme l'extrait et l'ambe déterminés. — Enfin toutes les chances et les combinaisons sont les mêmes qu'elles étaient lors de la suppression de cette loterie.

5. L'extrait simple continuera d'être payé quinze fois la mise; l'ambe simple, deux cent soixante-dix fois; le terne, cinq mille cinq cents fois; le quaterne, soixante-quinze mille fois; le quine, un million de fois; l'extrait déterminé, soixante-dix fois; l'ambe déterminé, cinq mille cent fois.

6. Il sera délivré à l'actionnaire, au moment de sa mise, une reconnaissance qui lui servira de billet définitif. Cette reconnaissance, signée du receveur, sera détachée, en présence de l'actionnaire, du registre à souche délivré par l'administration; et, sur la représentation de ce billet, les lots gagnans seront payés, soit chez le receveur où la mise aura été faite, soit à la caisse générale. — Les actionnaires auront le plus grand soin de s'assurer de l'exactitude de leur mise avec le registre; et dans le cas de différence entre

nant le paiement des intérêts des cautionnemens des receveurs des loteries supprimées.

Le présent arrêté de réorganisation de la loterie est la conséquence de la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 90, qui en ordonne le rétablissement.

Voyez l'arrêté du 7 brumaire an 6 (28 octobre 1797), portant fixation du taux des mises à la loterie nationale; celui du 5 fructidor suivant (22 août 1798), concernant le nombre, les fonctions et les traitemens des inspecteurs, et celui du 7 ventose an 7 (25 février 1799), modificatif du précédent; l'art. 1^{er} et l'état n° 2 de la loi du 7 ventose an 8 (26 février 1800), et l'arrêté du 23 du même mois (14 mars 1800), concernant les cautionnemens à fournir par les employés de la loterie; l'arrêté du 4 vendémiaire an 9 (26 septembre 1800), qui détermine le nombre et le lieu des tirages de la loterie; et celui du 27 brumaire an 9 (18 novembre 1800), relatif au traitement des inspecteurs.

Voyez encore la loi du 21 — 26 décembre 1814, art. 1^{er}; la loi de finances du 28 avril — 4 mai 1816, art. 121, et toutes les lois de finances postérieures qui maintiennent la loterie; l'ordonnance du 22 février — 13 mars 1829, qui défend l'établissement de la loterie dans huit départemens où elle n'existait pas encore, et la supprime dans vingt-huit départemens où elle existait, élève le *minimum* des mises, et fixe les remises accordées aux receveurs; celle du 6 — 26 janvier 1831, concernant l'organisation de l'administration de la loterie; et l'art. 48 de la loi de finances du 21 — 28 avril 1832, qui ordonne la suppression de la loterie, à compter du 1^{er} janvier 1836.

Voyez enfin la loi précitée du 9 vendémiaire an 6, tit. IX, art. 91 et suiv., qui prohibent tout établissement de loterie particulière ou étrangère, et portent des peines contre les entrepreneurs de ces établissemens; celle du 3 frimaire an 6 (23 novembre 1797), portant prohibition des agences établies pour faire des ventes par forme de loterie; celle du 9 germinal même année (29 mars 1798), qui prohibe de nouveau les loteries particulières; et le décret du 25 septembre 1813, portant application d'une portion des amendes et deniers saisis, au profit de ceux qui coopèrent à la découverte des loteries clandestines,

le registre et le billet, l'actionnaire ne pourra prétendre qu'au remboursement de sa mise, bien entendu toutefois que le billet n'aura été ni contre-fait, ni falsifié, ou les numéros surchargés. — Ce remboursement aura lieu des deniers du receveur.

7. On suivra dans le tirage de la loterie la méthode qui s'est toujours observée, et qui se suivait à l'époque de la suppression. — Le jour du tirage, on enfermera dans la roue de fortune quatre-vingt-dix étuis d'égale grandeur, forme et poids; chacun de ces étuis contiendra un carré de vélin sur lequel sera inscrit chaque numéro, depuis le numéro premier jusques et compris le numéro quatre-vingt-dix. — Tous les numéros, avant d'être placés dans leurs étuis, seront exposés aux yeux de tous les assistans : après cette formalité, on mêlera les quatre-vingt-dix étuis dans la roue de fortune, et on tirera cinq numéros seulement : le tirage de ces cinq numéros déterminera le montant des lots de tous ceux qui auront pris intérêt à la loterie.

8. Tous porteurs de billets gagnans seront tenus, pour être payés, de les présenter dans les six mois du jour du tirage; passé lequel délai, lesdits billets seront et demeureront nuls. — Tous billets présentés pour paiement des lots, devront être garnis de leur souche : cette formalité sera tellement de rigueur, que les actionnaires ne pourront prétendre au paiement du lot, si cette partie du billet avait été altérée ou détruite.

9. Le tirage sera fait publiquement le 16 et le 1^{er} de chaque mois, dans le lieu de la Bourse, en présence et sous les ordres du ministre de la police et des administrateurs de la loterie. — Il n'y sera procédé qu'après avoir mis sous le scellé tous les registres des receveurs, lesquels en seront retirés après le tirage fini.

10. Les administrateurs activeront par tous les moyens possibles toutes les parties du service de la loterie nationale; ils veilleront, avec la plus grande attention, à ce que tous les employés, et particulièrement les receveurs, gèrent avec soin leurs bureaux; ils rendront compte au ministre des finances de toutes les opérations; ils feront former tous les résultats en recettes et dépenses, et veilleront à ce que les comptables versent exactement les fonds qu'ils auront reçus.

11. Les inspecteurs seront tenus de faire leurs tournées chez les receveurs de l'arrondissement qui leur sera désigné, d'examiner, vérifier leur travail, arrêter leurs registres et constater la situation de leur caisse. — Ils seront tenus de faire connaître les résultats de leurs tournées à l'administration générale établie à Paris. Ils pourront, dans le cas d'urgence, tel que divertissement de deniers, absence ou mort d'un comptable, faire continuer provisoirement la recette d'un tirage par telle personne qu'ils croiront convenable, à la charge par les inspecteurs d'en rendre compte sur-le-champ à l'administration. — Cette dernière faculté ne pourra avoir lieu pour les inspecteurs établis dans la commune de Paris.

12. Les receveurs qui seront établis en conformité de l'article 1^{er}, seront tenus de verser de suite dans la caisse générale une somme en espèces, par forme de cautionnement, pour sûreté de leur gestion. — Cette somme ne pourra excéder douze mille livres, et ne pourra être moindre de mille livres; elle sera basée proportionnellement à l'importance de la recette présumée. — Les sommes ainsi versées seront déposées dans une caisse à trois clefs : l'une de ces clefs sera entre les mains du caissier; une autre dans celles du commissaire du directoire près l'administration centrale du département de la Seine; la troisième sera confiée aux administrateurs de la loterie. — Cette caisse sera ouverte pour les paiemens des lots résultant des tirages, et pour y verser les sommes qui rentreront successivement à la caisse,

jusqu'à concurrence seulement du montant des fonds versés primitivement pour les cautionnemens.

13. Les receveurs ne pourront exercer aucune fonction, sans au préalable avoir versé dans la caisse générale le tiers du cautionnement en deniers fixé pour leur gestion. — Les deux autres tiers seront versés de dix jours en dix jours, terme de rigueur, passé lequel l'administration sera autorisée à nommer à la recette (1).

14. Les sommes versées par suite de l'article précédent, ne porteront point intérêt au receveur ni au bailleur de fonds; mais les receveurs s'en rembourseront par leurs mains, au moyen d'une retenue sur leurs recettes de chaque quinzaine, à raison de cinq pour cent sur la somme brute.

15. Aussitôt que les receveurs auront prélevé, par la retenue ordonnée, le quart de leurs mises de fonds dehors, ils seront tenus de présenter, dans le mois, à l'administration générale, un cautionnement en immeubles d'une valeur triple de celle de leurs recettes présumées. — Ces immeubles seront francs et quittes de toute hypothèque (2).

16. Les receveurs ne pourront faire la recette que sur des registres à eux confiés par l'administration. — Tous receveurs qui se permettraient de faire la recette sur d'autres feuilles que celles désignées, ou de délivrer des reconnaissances autres que les billets à souche qui font partie intégrante du registre, seront condamnés à l'amende de six mille livres, conformément à l'article 93, titre IX, de la loi du 9 de ce mois, destitués sur-le-champ, et déclarés incapables de remplir aucun emploi à l'administration.

17. Tout receveur sera tenu, sous peine de destitution, d'avoir toujours affichés dans son bureau les lois et réglemens concernant la loterie, de manière que chaque actionnaire puisse les consulter au besoin. — Les inspecteurs y veilleront avec la plus scrupuleuse attention.

18. Les receveurs seront rétribués par une remise de cinq pour cent sur la recette brute de chaque quinzaine. — Ils seront tenus de verser à la caisse générale le montant de leurs recettes d'une quinzaine sur l'autre, soit en espèces, soit en lots acquittés; à défaut de quoi, ils seront privés de nouveaux registres pour le tirage suivant, et poursuivis comme rétentionnaires de deniers publics. — Les receveurs des départemens sont autorisés à faire leur remise en papier sur Paris, à un mois de date au plus, et ne recevront leur récépissé de la caisse générale qu'après le paiement des effets qu'ils y auront envoyés, et dont, dans tous les cas, ils seront responsables.

19. Toutes les difficultés qui naîtront de la part du receveur ou de l'actionnaire, par suite des enregistremens, lors de la recette ou du paiement des lots après le tirage, seront portées par-devant les administrateurs, qui en référeront, s'il y a lieu, au ministre des finances.

20. Le traitement des administrateurs et employés de l'administration sera réglé ainsi qu'il suit, savoir : — Les administrateurs, à raison de dix mille livres; les premiers commis de division, cinq mille livres; les chefs de bureau et inspecteurs, trois mille livres; les sous-chefs principaux, deux mille quatre cents livres; commis, commis-analyses, deux mille et dix-huit cents livres; les commis-expéditionnaires, douze cents livres; les commis ambulans, neuf cents livres; les garçons de bureau, sept cent vingt livres.

21. Indépendamment du traitement fixe prévu par l'article précédent, et dont les fonds seront faits chaque tirage par le caissier général, il sera ac-

(1 et 2) Voyez l'arrêté du 5 brumaire an 7 (26 octobre 1798), qui rapporte ces articles et détermine un nouveau mode pour le cautionnement des receveurs.

cordé à chacun des administrateurs et employés, lorsque les bénéfices des tirages auront produit douze millions y compris les remises des receveurs, une remise dont la base sera calculée de manière que le traitement des administrateurs et des principaux commis soit augmenté d'un cinquième, et celui des autres d'un quart.

22. Tous les frais relatifs à cette administration seront prélevés sur les produits de chaque tirage, d'après les états qui seront fournis par les administrateurs au ministre des finances, qui en ordonnera le paiement.

23. Il sera mis, sur les premiers fonds qui rentreront à la caisse générale, une somme de douze mille livres à la disposition des administrateurs, pour pourvoir aux dépenses courantes de l'administration, à charge d'en rendre compte chaque mois et d'en faire ordonnancer le montant par le ministre des finances.

N° 319. = 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797). = *Loi qui accorde amnistie pour tous les délits militaires autres que ceux de désertion à l'ennemi, de trahison, d'embauchage, etc.* (II, Bull. CLI, n° 1480; B., LXX, 56.)

N° 320. = 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne que les pièces de billon de vingt-quatre deniers seront reçues pour cette valeur entière, etc.* (II, Bull. CLI, n° 1481.)

Art. 1^{er}. Les pièces de billon connues sous la dénomination de *monnaie grise*, de la valeur de vingt-quatre deniers, ne pourront être refusées pour cette valeur entière, sous quelque prétexte que ce soit, lorsqu'il restera de l'un ou de l'autre côté quelques vestiges de leur empreinte.

2. Tous contrevenans à cette disposition seront poursuivis et condamnés aux peines prononcées par les lois contre ceux qui refusent de recevoir les monnaies nationales pour les valeurs qui leur ont été données lors de leur fabrication.

3. Lesdites pièces seront admises dans les paiemens de tous les droits et contributions publiques, à raison du quarantième desdits paiemens, indépendamment de l'appoint, ainsi qu'il a été ordonné pour les monnaies de cuivre par l'arrêté du 14 nivose an 4 (1).

N° 321. = 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797). = *Loi qui soumet à un jury de révision les opérations des jurys créés par celle du 25 pluviôse an 5, pour la réorganisation de la gendarmerie nationale.* (II, Bull. CLI, n° 1483; B., LXX, 61.)

N° 322. = 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797). = *Loi portant établissement de conseils permanens pour la révision des jugemens des conseils de guerre* (2). (II, Bull. CLI, n° 1484; B., LXX, 62.)

Art. 1^{er}. Il sera établi, pour toutes les troupes de la république, un conseil de révision permanent, dans chaque division d'armée, et dans chaque division de troupes employées dans l'intérieur.

(1) Quel que soit l'usage local, il n'est pas permis d'employer la monnaie de billon pour plus d'un quarantième, contre le gré du créancier, dans un paiement. Cass., 28 mai 1810, SIRE., X, 1, 225; Bull. civ., XII, 93.

(2) Voyez le décret du 22 septembre — 29 octobre 1790, et les notes.

Voyez spécialement, sur la révision des jugemens des tribunaux militaires, la loi du 17 germinal an 4 (6 avril 1796); et celle du 18 fructidor an 4 (4 septembre 1796); du 15 brumaire an 6 (5 novembre 1797); du 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797); du 29 prairial an 6 (17 juin 1798), et du 27 fructidor an 6 (13 septembre 1798).

2. Le conseil de révision sera composé de cinq membres, savoir : — D'un officier-général qui présidera ; — D'un chef de brigade ; — D'un chef de bataillon ou d'escadron ; — De deux capitaines ; — Et d'un greffier, qui sera toujours au choix du président. — Le rapporteur sera pris parmi les membres du conseil, et choisi par eux.

3. Il y aura près le conseil de révision un commissaire-ordonnateur, ou un commissaire ordinaire des guerres, de la première classe, faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif.

4. Les généraux d'armée, les généraux ou commandans en chef des divisions de troupes dans l'intérieur, nommeront, chacun dans leur commandement respectif, les membres du conseil de révision, ainsi que le commissaire-ordonnateur ou ordinaire des guerres chargé d'y remplir les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif. — Ils demeurent également autorisés à pourvoir au remplacement momentané de ceux des membres du conseil qui se trouveraient empêchés par des motifs légitimes.

5. A défaut d'un nombre suffisant d'officiers admissibles au conseil de révision dans une division de troupes employées dans l'intérieur, le commandant en chef de cette division demeure autorisé à y suppléer par des officiers de grades correspondans, retirés chez eux par suite de réforme ou suppression, et ayant servi dans la guerre de la liberté. Dans aucun cas, le commandant en chef de la division qui a nommé les membres du conseil de guerre, ne sera admis au conseil de révision.

6. Aucun militaire ne sera membre du conseil de révision, s'il n'est âgé de trente ans accomplis, s'il n'a fait trois campagnes devant l'ennemi, ou s'il n'a six ans de service effectif dans les armées de terre ou de mer.

7. Les dispositions des articles 6, 7 et 8 de la loi du 13 brumaire an 5, sont applicables aux membres du conseil de révision.

8. Nul ne pourra participer à la révision du jugement d'un conseil de guerre auquel son parent ou allié au degré prohibé par l'article 207 de la constitution aura siégé comme juge : dans ce cas, il sera momentanément remplacé ainsi qu'il est prescrit par l'article 4 ci-dessus.

9. Le conseil de révision sera toujours convoqué par le président, et dans le local qu'il désignera.

10. Les séances du conseil de révision seront publiques ; mais le nombre des spectateurs ne pourra excéder le triple de celui des juges : ils s'y tiendront chapeau bas et en silence ; et si quelqu'un d'eux s'écarterait du respect dû au conseil, le président pourra le reprendre, et le condamner à garder prison jusqu'au terme de quinze jours, suivant la gravité du fait.

11. Le conseil est chargé de réviser (sur la demande du commissaire du directoire exécutif, ou celle des parties, par elles ou leurs défenseurs) les jugemens rendus par les conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire, et ceux rendus par les conseils militaires depuis le 17 germinal an 4, qui n'auraient pas été soumis à la révision.

12. En cas qu'il n'existe pas de pourvoi de la part des parties, le commissaire du pouvoir exécutif pourra se pourvoir d'office : cependant, en cas d'acquiescement des prévenus, il n'aura que vingt-quatre heures de délai pour notifier son pourvoi au greffe du conseil de guerre.

13. Dans les vingt-quatre heures de la notification du pourvoi, le conseil de guerre enverra les pièces de la procédure, avec copie de son jugement, au président du conseil de révision, qui sera tenu de convoquer aussitôt les membres de ce conseil.

14. Le conseil de révision une fois assemblé pour prononcer sur la validité d'un jugement, ne pourra désemparer avant d'avoir donné sa décision.

15. Les défenseurs des parties seront admis au conseil, s'ils s'y présentent : ils pourront, après le rapport, faire toutes observations pertinentes ; ensuite le commissaire du pouvoir exécutif fera ses réquisitions auxquelles les défenseurs seront admis à faire des observations s'ils le croient nécessaire, et le conseil procédera au jugement.

16. Le conseil de révision prononce, à la majorité des voix, l'annulation des jugemens, dans les cas suivans, savoir : — 1° Lorsque le conseil de guerre n'a point été formé de la manière prescrite par la loi ; — 2° Lorsqu'il a outre-passé sa compétence, soit à l'égard des prévenus, soit à l'égard des délits dont la loi lui attribue la connaissance ; — 3° Lorsqu'il s'est déclaré incompétent pour juger un prévenu soumis à sa juridiction ; — 4° Lorsqu'une des formes prescrites par la loi n'a point été observée, soit dans l'information, soit dans l'instruction ; — 5° Enfin, lorsque le jugement n'est pas conforme à la loi dans l'application de la peine (1).

17. Le conseil de révision ne peut connaître du fond de l'affaire ; mais il est tenu d'annuler le jugement lorsqu'il est attaqué d'un des vices spécifiés en l'article précédent.

18. Si la nullité du jugement résulte du défaut de compétence, le conseil de révision renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître : dans tout autre cas, il le renvoie au conseil de guerre spécialement établi dans chaque division, ainsi qu'il est dit ci-après, pour qu'il y soit procédé à une nouvelle information et instruction.

19. Il sera établi, conformément à la loi du 13 brumaire an 5, dans chaque division d'armée, et dans chaque division de troupes dans l'intérieur, un second conseil de guerre permanent, pour connaître et juger tous les délits militaires, en cas d'annulation des jugemens par le conseil de révision de la division.

20. Les lois des 13 brumaire et 4 fructidor an 5 sont communes à ces conseils de guerre ; l'article 5 de la présente leur est pareillement applicable.

21. Dans aucun cas, les membres des conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire, ne pourront se réunir, pour l'instruction de la procédure, avec ceux établis par la présente.

22. En cas de confirmation du jugement, le conseil de révision renvoie les pièces du procès, avec copie de sa décision, signée de tous ses membres, au conseil de guerre dont le jugement est confirmé, lequel est tenu d'en poursuivre l'exécution dans les délais et aux termes de la loi du 13 brumaire. — En cas d'annulation, l'envoi des pièces du procès et de la décision du conseil se fait, dans les vingt-quatre heures, au tribunal indiqué par l'article 19 ci-dessus. L'envoi de la décision seulement se fait tant au ministre de la guerre qu'au conseil de guerre dont le jugement est annulé. — La transmission des pièces et de la décision du conseil se fait par le rapporteur, auquel il doit être donné acte de la remise, pour sa décharge.

23. Lorsqu'après une annulation le second jugement sur le fond est attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question ne peut plus être agitée au conseil de révision ; elle est soumise au corps législatif, qui porte une loi à laquelle le conseil de révision est tenu de se conformer (2).

(1) Cette disposition explique et étend celle de la loi du 18 fructidor an 4 ; et elle n'a jamais été abrogée.

(2) L'art. 23 de la loi du 18 vendémiaire an 6 est abrogé comme inconciliable avec l'état actuel de la législation. Dans le cas prévu par cet article, l'affaire doit être portée de nouveau devant le conseil de révision, lequel, s'il annule, renvoie pour le jugement du fond devant le premier conseil de guerre de l'une des divisions militaires les plus voisines. Cass., 18 août 1831, Sir., XXXII, 1, 711 ; Bull. crim., XXXVI, 326.

Voyez, sur cette question, LEGRAVEREND, *Traité de la législation criminelle*, tome II, pages 680 et suiv., 3^e édition.

24. Aucune décision ne sera prise par le conseil de révision, sans qu'au préalable le président n'ait fait apporter et déposer sur le bureau un exemplaire tant de la loi du 13 brumaire an 5, que de celle qui statue sur la composition des conseils de guerre pour le jugement des officiers-généraux et autres, et de la présente. Le registre des séances constatera cette formalité indispensable; et il en sera fait mention sur les copies de la décision du conseil, à transmettre soit au conseil de guerre, soit à un autre tribunal.

25. La décision du conseil de révision sera motivée.

26. Le directoire exécutif est chargé d'envoyer aux conseils de guerre et de révision des modèles de jugemens et de décisions conformes aux dispositions de la loi du 13 brumaire et de la présente.

N° 323. = 19 vendémiaire an 6 (10 octobre 1797). = *LOI qui prescrit les formalités auxquelles seront assujéties les marchandises et denrées destinées pour les communes de Carrouge et de Thonon, département du Mont-Blanc.* (II, Bull. CLII, n° 1487; B., LXX, 69.)

N° 324. = 19 vendémiaire an 6 (10 octobre 1797). = *LOI qui prescrit les formalités à remplir pour la circulation des marchandises et denrées dans les deux lieues limitrophes de l'étranger* (1). (II, Bull. CLII, n° 1488; B., LXX, 70.)

Art. 1^{er}. Les marchandises et denrées, circulant dans les deux lieues limitrophes de l'étranger, ne seront assujéties qu'aux formalités prescrites par les articles 15 et 16 du titre III de la loi du 6—22 août 1791 : en conséquence, les lois des 29 septembre 1793 et 12 pluviôse an 3, en ce qui concerne les acquits à caution, sont abrogées.

2. Les propriétaires ou conducteurs des marchandises et denrées qui devront être enlevées dans cette étendue de territoire, pour y circuler ou pour être transportées dans l'intérieur de la république, seront tenus d'ajouter à la déclaration prescrite par ledit article 15 du titre III de la loi du 6—22 août 1791, l'indication précise de la maison où ces marchandises et denrées sont déposées, et le lieu de leur destination, ainsi que le jour et l'heure où elles devront être enlevées. Les préposés pourront, en cas de suspicion de fraude, se transporter, lors de l'enlèvement, au lieu où lesdites marchandises et denrées sont déposées, et en exiger la représentation à fur et à mesure de leur sortie du lieu de dépôt, et avant leur départ dudit lieu. Si les propriétaires ou conducteurs refusent ou ne peuvent faire cette représentation, ils seront poursuivis, et condamnés en une amende de cinq cents francs.

3. Les passavans délivrés en conformité de l'article 1^{er} énonceront, d'après l'indication contenue en la déclaration exigée par l'article 2, le lieu du dépôt des marchandises et denrées, celui de leur destination, le jour et l'heure de l'enlèvement, et fixeront le temps nécessaire pour le transport, ainsi que la route à tenir. Si les objets déclarés s'écartent de la route, ils seront confisqués. Nul enlèvement ou transport desdits objets ne pourra être fait de nuit (2).

(1) Voyez, sur la législation des douanes, les notes qui accompagnent le titre du décret du 6—22 août 1791.

(2) Le procès-verbal constatant qu'un conducteur s'est écarté de la route tracée, fait foi de ce fait jusqu'à inscription de faux. Cass., 7 nivôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 347; Bull. crim., IX 75.—Jugé dans le même sens que l'inscription de faux contre le procès-verbal est le seul moyen permis pour détruire le fait. Cass., 30 juillet 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 51.

4. Le transport dans les deux lieues limitrophes de l'étranger, des grains, graines, lorsque la sortie n'en sera pas prohibée, et, dans tous les cas, lorsqu'ils ne feront pas route vers la frontière, des bestiaux, poissons, pain, vin, cidre ou poiré, viande fraîche et salée, volaille, gibier, fruits, légumes, laitage, beurre, fromage, et de tous objets de jardinage, n'est point assujéti aux formalités prescrites par les articles précédens (1).

N° 325. = 19 vendémiaire an 6 (10 octobre 1797). = *LOI qui détermine le mode de distribution des secours et indemnités à accorder à raison des pertes occasionées par la guerre et autres accidens imprévus antérieurement au 1^{er} vendémiaire an 6.* (II, Bull. CLII, n° 1489; B., LXX, 72.)

N° 326. = 20 vendémiaire an 6 (11 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les radiations de la liste des émigrés* (2). (II, Bull. CLII, n° 1491.)

Art. 1^{er}. Les formalités prescrites par l'article 6 de l'arrêté du 26 fructidor an 5, relatif aux radiations de la liste des émigrés, auront lieu non seulement dans la commune où le réclamant avait son domicile à l'époque du 14 juillet 1789 ou avant son inscription sur la liste des émigrés, mais encore dans celle où il a obtenu ses certificats de résidence.

2. Les administrateurs municipaux de la commune où les certificats de résidence auront été délivrés, feront comparaître devant eux, et interrogeront isolément chacun des témoins sur toutes les circonstances attestées par les certificats signés par eux; consigneront leurs réponses par écrit, en présence du commissaire du directoire exécutif, et en enverront une copie authentique au ministre de la police générale.

3. Indépendamment des mesures prescrites par l'arrêté du 26 fructidor an 5, chaque administration municipale sera tenue, dans le mois de la publication du présent arrêté, d'envoyer au ministre de la police générale copie authentique et visée par l'administration centrale, de tous les certificats de résidence délivrés par elle ou par la municipalité qu'elle a remplacée.

4. Le ministre de la police générale ne pourra faire au directoire exécutif aucun rapport tendant à la radiation d'un individu inscrit sur la liste des émigrés, si la copie des certificats de résidence exigée par l'article précédent ne lui est parvenue, ou s'il ne lui a été adressé un acte en due forme, attestant que les originaux de ces certificats n'existent point dans les archives de l'administration municipale par qui ils sont énoncés avoir été délivrés.

5. Le ministre de la police générale ne pourra pareillement faire aucun rapport tendant à la radiation d'un prévenu d'émigration, qui prétendrait avoir transféré son domicile d'une commune dans une autre, s'il ne lui a été justifié, par copie authentique, de la déclaration de domicile que le réclamant a dû faire dans cette dernière commune, conformément à la loi, et de la notification de cette déclaration à la commune que celui-ci préten-

(1) Les chevaux ne sont pas compris sous le mot *bestiaux* dont se sert cet article. Cass. 17 juin 1806, Sir., VII, 2, 1095; Bull. civ., IX, 226. — Jugé, au contraire, que les chevaux servant à l'exploitation des terres situées entre la ligne extérieure des douanes et la frontière, sont compris sous la dénomination générale de *bestiaux*, et comme tels exempts de la formalité du passavant. Cass., 30 mai 1831, Sir., XXXI, 1, 418.

(2) Voyez dans les notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, § 1^{er}, le résumé des lois concernant la radiation des émigrés. Voyez notamment l'arrêté du 8 brumaire an 6 (29 octobre 1797), qui prescrit de nouvelles formalités pour les radiations.

drait avoir quittée ; ou s'il ne lui a été attesté , par acte en bonne forme , que le réclamant n'a fait , lors de son prétendu changement de domicile , ni la déclaration , ni la notification dont il vient d'être parlé.

N° 327. = 25 vendémiaire an 6 (16 octobre 1797). = *Loi relative à l'indemnité des juges pour les frais de déplacement.* (II, Bull. CLII, n° 1494 ; B., LXX, 86.)

Art. 1^{er}. Les membres des tribunaux civils qui seront dans le cas de se déplacer pour remplir les fonctions de directeurs du jury présidens des tribunaux correctionnels, n'éprouveront aucune diminution sur leur traitement ordinaire, quelle que soit la population des communes où sont placés ces tribunaux correctionnels.

2. Ils recevront en outre , à titre d'indemnité , le tiers en sus de leur traitement , mais pour le temps seulement qu'ils exerceront ces fonctions (1).

N° 328. = 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797). = *Loi qui détermine la manière de se pourvoir contre les décisions du conseil exécutif provisoire en matière de prises maritimes* (2). (II, Bull. CLIII, n° 1495 ; B., LXX, 87.)

Art. 1^{er}. Les parties qui auraient à se plaindre des décisions prononcées par le conseil exécutif provisoire sur le fait de la validité ou de l'invalidité des prises maritimes, pourront se pourvoir contre lesdites décisions, au tribunal de cassation.

2. Lorsque le tribunal de cassation reconnaitra que la décision attaquée est en contravention formelle avec les lois provisoirement maintenues par le décret de la convention nationale du 14 février 1793 , concernant les prises faites en mer, il cassera lesdites décisions, et renverra le fond du procès au tribunal qui doit en connaître.

3. Dans le cas où les parties prétendraient que , devant les tribunaux ordinaires, la voie de l'opposition leur aurait été ouverte, le tribunal de cassation, après avoir reconnu la légitimité de cette demande, les renverra devant le tribunal qui doit en connaître dans l'état actuel de la législation.

4. Le tribunal de cassation pourra prononcer un pareil renvoi, lorsqu'il lui sera justifié que, soit par surprise, soit par suite des événemens révolutionnaires, ou autre force majeure, la partie réclamante aura été privée de faire valoir ses moyens de défense.

5. Le délai pour se pourvoir contre lesdites décisions, est le même que celui fixé par la loi pour se pourvoir contre les jugemens des tribunaux civils en dernier ressort : il ne commencera à courir que du jour de la publication de la présente loi, et le laps de temps antérieur ne pourra point être opposé aux parties qui seraient dans le cas de se pourvoir, conformément aux articles précédens.

N° 329. = 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797). = *Loi qui rapporte celle du 12 thermidor an 5, relative au mouvement des troupes.* (II, Bull. CLIII, n° 1496 ; B., LXX, 88.)

(1) Ces dispositions ont été remplacées par les art. 87 et 88 du tarif du 18 juin 1811.

(2) Les dispositions de ce décret sont devenues sans objet, par la création d'un conseil des prises. Voyez l'arrêté du 6 germinal an 8 (27 mars 1800), et les notes.

N° 330. = 27 vendémiaire an 6 (18 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la suppression des contre-seings et franchises* (1). (II, Bull. CLIII, n° 1497.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} brumaire prochain, toutes personnes, autres que les fonctionnaires publics mentionnés dans l'article 3 ci-après, seront tenues de payer d'avance le port des lettres, paquets et dépêches qu'elles adresseront au directoire exécutif, collectivement ou à chacun de ses membres en particulier, au secrétaire général, aux ministres, aux commissaires de la trésorerie nationale, au bureau de la comptabilité, aux directeurs de la liquidation de la dette publique et des émigrés, aux corps administratifs et judiciaires, et généralement à tous les fonctionnaires publics; faute de ce préalable, les lettres, dépêches et paquets ne seront point expédiés pour leur destination, ni remis à leur adresse, mais resteront au contraire au rebut dans les bureaux des postes où ils auront été déposés.

2. A compter de la même époque, les lettres adressées par le directoire exécutif, le secrétaire général, les ministres, les commissaires de la trésorerie nationale, le bureau de la comptabilité, les corps administratifs et judiciaires, et les autres fonctionnaires publics, aux particuliers non revêtus de fonctions publiques, seront expédiées sans contre-seing, et taxées à la poste, pour le port en être acquitté par les personnes à qui elles seront adressées.

3. Il y aura un timbre particulier, mais à la charge du compte des frais de port d'avance, sur les dépêches adressées, savoir : — Par le directoire exécutif et le secrétaire général, à tous les fonctionnaires publics; à tous les généraux de différens grades; à tous les commandans de corps et de places; — Par le ministre de la justice, à tous les tribunaux, et aux commissaires du directoire établis auprès d'eux; aux accusateurs publics; aux directeurs de jurys; aux juges de paix; aux administrations centrales, et aux commissaires établis auprès d'elles; aux commissaires du directoire exécutif établis auprès de toutes les municipalités; — Par le ministre de l'intérieur, aux administrations centrales, et aux commissaires du directoire exécutif établis près d'elles; aux écoles centrales, à celles de santé, aux écoles vétérinaires; aux ingénieurs des ponts et chaussées; aux hospices civils; au conseil des mines; aux directeurs des haras; — Par le ministre des finances, aux administrations centrales, et aux commissaires du directoire exécutif établis près d'elles; aux receveurs des départemens et à leurs préposés; aux directeurs et aux receveurs des domaines dans les départemens; aux receveurs des douanes; aux commissaires des poudres; aux directeurs des hôtels des monnaies, et aux commissaires du directoire exécutif auprès d'eux; — Par le ministre de la guerre, aux généraux de tous grades, en activité de service; aux commandans des corps et des places; aux commissaires des guerres de tous grades, employés; aux conseils d'administrations militaires; aux administrations centrales, et aux commissaires du directoire exécutif établis auprès d'elles; aux administrations municipales de toutes les communes ayant garnison ou résidence de gendarmerie ou troupe de ligne, et aux commissaires du directoire exécutif établis auprès d'elles; — Par le ministre de la marine, à tous les vice-amiraux, contre-amiraux, commandans de corps armés de son département, ou des navires, en activité de service;

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 6—8 juin 1792, et les notes qui résument la législation.

aux officiers civils en chef de la marine, employés; aux administrations centrales, et aux commissaires du directoire exécutif établis auprès d'elles; à toutes les administrations municipales des communes qui ont un port, ou sont situées sur le bord de la mer, et aux commissaires du directoire exécutif établis auprès d'elles; — Par le ministre des relations extérieures, à tous les agens du gouvernement accrédités au dehors; — Par le ministre de la police, à tous les tribunaux; aux administrations centrales; à toutes les municipalités; à tous les commissaires du directoire exécutif; à tous les officiers de la gendarmerie; à tous les commandans de la force armée employés dans l'intérieur; — Par la trésorerie nationale, aux administrations centrales; aux receveurs des départemens et à leurs préposés; aux payeurs et à leurs contrôleurs.

4. Les fonctionnaires publics mentionnés en l'article précédent, et auxquels les lettres seront adressées, port payé, écriront, chacun respectivement, au directoire exécutif, au secrétaire général, aux ministres et à la trésorerie nationale, sans être tenus d'affranchir leurs paquets, lettres et dépêches, à la charge d'apposer leur signature sur l'adresse au dessous de la désignation de leurs fonctions.

5. Les lettres adressées par le directoire exécutif, le secrétaire général, les ministres, la trésorerie nationale, conformément à l'article 3 ci-dessus, seront remises directement et en particulier aux préposés de la poste, sur un état sommaire, au bas duquel le prix du port sera calculé, et mentionné pour être porté au débet du compte de ceux qui les auront écrites: ce préalable rempli, elles seront marquées du timbre de port payé, de manière que les personnes à qui elles seront adressées n'aient rien à porter en dépense.

6. Les lettres, dépêches et paquets adressés au directoire exécutif, au secrétaire général, aux ministres et à la trésorerie nationale, par les fonctionnaires mentionnés en l'article 3, seront pareillement remis en particulier, ou directement, aux préposés des postes, qui les taxeront en la forme ordinaire pour les faire parvenir à leur destination. Il en sera tenu état sommaire au bureau de l'arrivée, avec mention de la taxe; le montant en sera porté au débet de ceux à qui ils seront adressés, pour être par eux acquitté, ainsi qu'il sera réglé.

7. Les citoyens revêtus de fonctions publiques pourront, mais seulement pour les affaires relatives à leurs attributions, correspondre entre eux, autant que les lois le permettent, sans être tenus de payer d'avance le port des lettres, dépêches et paquets qu'ils expédieront; mais à la charge de payer les frais de celles qu'ils recevront: ils feront, en ce cas, remettre leurs lettres, comme il est dit ci-dessus à l'article 5, aux préposés des postes.

8. Les citoyens indigens, et non inscrits, à cause de leur pauvreté, sur les rôles des contributions directes, qui auront à écrire au directoire exécutif, au secrétaire général ou aux ministres, seront dispensés de payer les frais de port d'avance; à la charge de mettre leur nom sur leurs lettres et paquets, et de les faire certifier par les commissaires du directoire près la municipalité du lieu du bureau du départ; il en sera compté au lieu de l'arrivée, comme si elles étaient écrites par les fonctionnaires publics.

9. S'il arrive que quelques fonctionnaires publics abusent de la faculté qui leur est donnée par le présent, en mettant à la charge de la république des objets qui lui sont étrangers, leurs noms seront rendus publics, sans préjudice des autres peines et condamnations auxquelles ils auront pu s'exposer.

N° 331. = 28 vendémiaire an 6 (19 octobre 1797). = *LOI relative aux passeports* (1). (II, Bull. CLIV, n° 1502 ; B., LXX, 92.)

Art. 1^{er}. Les passeports qui, conformément aux dispositions des lois, doivent être délivrés aux citoyens français ou étrangers, désigneront à l'avenir les lieux où les voyageurs doivent se rendre ; ils seront visés par le commissaire du directoire exécutif près de l'administration chargée de la délivrance des passeports.

2. Dix jours après la promulgation de la présente, tous passeports d'une date antérieure à cette promulgation demeurent annulés. Pendant ce délai, les citoyens absents de leur domicile prendront, auprès de l'administration municipale du canton où ils se trouvent momentanément, un nouveau passeport qui ne pourra leur être délivré que sur la réclamation de deux citoyens domiciliés connus dans le canton, dont la déclaration signée sera mentionnée au passeport ainsi que sur les registres de l'administration. — Une copie du passeport ainsi renouvelé sera adressée à l'administration municipale du canton où se trouve le domicile du citoyen qui l'aura obtenu.

3. Les étrangers non domiciliés qui voyagent ou résident actuellement dans l'intérieur de la république, seront également obligés de se présenter auprès de l'administration centrale du département où ils se trouvent, pour y faire vérifier leurs passeports et ajouter la désignation des lieux où ils désirent voyager et résider momentanément. Les commissaires du directoire près ces administrations, adresseront copie de ces passeports ainsi renouvelés au ministre des relations extérieures et à celui de la police générale.

4. Lorsque des bâtimens entreront dans les ports de la république, l'officier commandant du port conduira les passagers par-devant l'administration municipale du lieu, qui vérifiera leurs passeports et prendra à leur égard les mesures de surveillance déjà prescrites par les dispositions des lois existantes.

5. Les citoyens qui seraient forcés de faire changer sur leurs passeports l'indication des lieux où ils veulent se rendre, se présenteront à l'administration municipale du canton où ils se trouvent, pour s'y en faire délivrer de nouveaux. — Une copie du passeport ainsi renouvelé sera adressée à l'administration municipale du canton où se trouve le domicile du citoyen qui l'aura obtenu.

6. Les administrateurs et commissaires du directoire exécutif qui délivreraient et signeraient des passeports sous des noms supposés, ou autrement, pour voyager dans l'intérieur, aux individus qui, d'après les lois du 19 fructidor an 5 (2) et jours suivans, doivent sortir du territoire de la république, seront traduits par-devant le tribunal criminel du département, pour y être condamnés à une détention qui ne pourra durer moins d'un an, et ne pourra excéder deux ans.

7. Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, sont mis sous la surveillance spéciale du directoire exécutif, qui pourra retirer leurs passeports, et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique.

(1) Voyez la note qui accompagne le § 3 du n° 3 du tit. 1^{er} de la constitution du 3—14 septembre 1791 ; elle résume toute la législation sur les passeports.

(2) La loi portait d'abord par erreur, 28 fructidor an 5 : la rectification a été faite par une autre loi du 18 brumaire an 6 (6 novembre 1797).

N° 332. = 3 brumaire an 6 (24 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la perception du droit de timbre sur le papier-musique, les journaux et affiches* (1). (II, Bull. CLIV, n° 1513.)

Art. 1^{er}. Dans la quinzaine de la publication du présent arrêté, tous les auteurs, imprimeurs, graveurs, marchands et dépositaires de papiers-musique, seront tenus de faire timbrer en débet tous ceux de ces papiers qui sont en leur possession; passé ce délai, l'amende et la peine de la lacération prononcées par l'article 60 de la loi du 9 vendémiaire dernier, seront encourues.

2. Il sera fait un inventaire double des quantités timbrées: le marchand donnera sur l'un d'eux sa soumission de compter au préposé de la régie de l'enregistrement, à l'expiration de chaque trimestre, du droit de timbre des quantités qu'il se trouverait, par la représentation du papier restant, avoir débitées.

3. Hors le cas ci-dessus, les papiers destinés à la musique ne pourront être gravés ou imprimés, qu'il n'aient été timbrés, avant la gravure ou l'impression de la musique, d'un timbre différent de celui qui sera employé pour le timbre des papiers compris en l'article 1^{er}. — Les journaux, gazettes, feuilles périodiques ou papiers-nouvelles, et les affiches, assujétis au timbre par la loi du 9 vendémiaire, ne pourront également être imprimés que sur du papier timbré avant l'impression.

4. Les imprimeurs et graveurs qui imprimeront ou graveront des journaux, gazettes, feuilles périodiques ou papiers-nouvelles, des affiches et papiers-musique, sur du papier non timbré encourront l'amende et la peine de la lacération prononcée par l'article 60 de ladite loi (2).

5. Dans le cas de contravention, les préposés de la régie retiendront les feuilles imprimées ou gravées qui ne seront pas timbrées, pour les joindre au procès-verbal qu'ils seront tenus de rapporter contre l'imprimeur ou le graveur.

6. Les préposés qui appliqueront le timbre sur des feuilles imprimées ou gravées, seront contraints au paiement de l'amende portée en l'article 16 de la loi du 18 février 1791 (3). — En cas de récidive, ils seront destitués.

N° 333. = 4 brumaire an 6 (25 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui défend aux ministres du culte d'exercer des cérémonies religieuses dans des maisons particulières* (4). (II, Bull. CLIV, n° 1514.)

N° 334. = 4 brumaire an 6 (25 octobre 1797). = *LOI contenant division du territoire des colonies occidentales* (5). (II, Bull. CLX, n° 1563; B., LXX, 107.)

Colonies occidentales.

L'île de Saint-Domingue est divisée en cinq départemens. — Ces départe-

(1) Voyez la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. III, et les notes.

(2) L'amende contre les imprimeurs a été élevée à cinq cents francs par l'art. 69 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, pour les affiches, avis et annonces, et réduite à cinquante francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(3) Cette amende, qui était de cinquante francs, a été réduite à dix francs en principal par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(4) Voyez le décret du 7 vendémiaire an 4 (29 septembre 1795), sur la police des cultes, et les notes; et surtout la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes.

(5) Voyez la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), qui contient l'organisation constitutionnelle des colonies, et les notes qui résument toute la législation.

mens sont le département du Sud, le département de l'Ouest, les départements du Nord, de Samana, et de l'Inganne.

Département du Sud.

Le département du Sud partira du cap Tiburon au Lamentin, du Lamentin à la source de la rivière Blanche, de la source de la rivière Blanche au chemin du bourg d'Asua et de Santo-Domingo, et suivra le même chemin jusques et compris la baie de Neybe. — Le département du Sud est divisé en vingt-cinq cantons, ainsi qu'il suit : Léogane, Grand-Goave, Petit-Goave, Fond des Nègres, l'Anse à Veau, l'île de la Cayemite, Petit-Trou, Jérémie, Plimouth, cap d'Anne-Marie, Tiburon, les Côteaux, Port-Salut, l'île à Vache, Torbeck, Cayes du Fond, Cavaillon, Saint-Louis, Acquin, Beynet, Jacmel, Cayes de Jacmel, Saletrou, Neybe, île la Béate. — Ces cantons sont composés, ainsi que tous ceux des colonies françaises occidentales, de la circonscription des anciennes paroisses ou quartiers, et conservent les mêmes limites. — L'administration centrale du département du Sud est placée aux Cayes, et le tribunal civil à Léogane. — Il y a six tribunaux correctionnels dans le département du Sud ; ils sont fixés aux Cayes, au Petit-Goave, à Jérémie, à Jacmel, à Neybe et à Léogane. — Le tribunal correctionnel des Cayes comprendra les cantons suivans : Acquin, Saint-Louis, Cavaillon, Torbeck, l'île à Vache, Port-Salut. — Le tribunal du Petit-Goave comprendra, Petit-Trou, l'île de la Cayemite, l'Anse à Veau, Fond des Nègres ; — Le tribunal correctionnel de Jérémie, les cantons du cap d'Anne-Marie, Plimouth, Tiburon, les Côteaux ; — Le tribunal correctionnel de Jacmel, les cantons des Cayes, Jacmel, Reynet ; — Le tribunal de Neybe, les cantons de Saletrou, la Béate, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails de la partie ci-devant espagnole, qui avoisinent cette dépendance ; — Le tribunal correctionnel de Léogane comprendra les cantons de Léogane et Grand-Goave.

Département de l'Ouest.

Le département de l'Ouest ira depuis et compris le Lamentin jusqu'à la pointe de Pedernale, continuant la côte jusqu'à l'embouchure de la rivière de Niaso, remontant ladite rivière jusqu'à sa source, côtoyant la montagne Déserte, qui sera laissée à droite, suivant le chemin jusqu'à la source de la rivière d'Yac, continuant le chemin de Santo-Domingo à Saint-Thomé, de là à Saint-Jean de Goave, Hinche, l'Attalaya et la baie des Gonaïves. Saint-Thomé se trouvera compris dans ce département. — Les cantons du département de l'Ouest sont au nombre de treize ; savoir : le Port-Républicain, ci-devant Port-au-Prince, les Gonaïves, Saint-Marc, Petite-Rivière, Verrettes, Mircbalais, Banica ; l'Arcahaye, Croix-des-Bouquets, l'île de la Gonave, San-Juan, Saint-Thomé, Asua. — Le Port-Républicain est le lieu de l'administration centrale du département de l'Ouest et du tribunal civil. — Il y a trois tribunaux correctionnels dans le département de l'Ouest ; ils sont répartis au Port-Républicain, ci-devant Port-au-Prince, à Saint-Marc et Port-Juan. — Le tribunal correctionnel du Port-Républicain comprendra dans son ressort les cantons de l'Arcahaye, la Croix-des-Bouquets, l'île de la Gonave, Mircbalais, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails de la partie ci-devant espagnole réunie à la France, qui avoisinent le Port-Républicain, et ne sont pas attribués à d'autres tribunaux ; — Le tribunal de San-Juan comprendra les cantons de Saint-Thomé, Banica, Asua et Ocoa ; — Le tribunal de Saint-Marc comprendra les Gonaïves, Petite-Rivière et Verrettes.

Département du Nord.

Le département du Nord comprendra la côte depuis la baie des Gonaïves jusqu'à la pointe du Môle ; il partira de la pointe du Môle , et s'étendra jusqu'à la pointe Isabellique ; de la pointe Isabellique , en traversant les terres en ligne droite , jusqu'à Saint-Thomé : il aura pour limites intérieures les limites du département de l'Ouest. — Le département du Nord est divisé en trente-trois cantons : ces cantons sont, Montechristo, Laxavon , Ouanaminthe, Fort-Liberté, ci-devant Fort-Dauphin , Terrier-Rouge, Trou , Vallière, Limonade, Grande-Rivière, Sainte-Susanne, Dondon, la Marmelade, Hinche, San-Raphaël, San-Miguel, l'Attalaya ; le quartier Morin, la Petite-Anse, le Cap, la Plaine du Nord, l'Acul, le Limbé, le Port-Margot, le Borgne, Plaisance, Petit Saint-Louis, l'île de la Tortue, le Port-de-Paix, le Gros-Morne, Jean-Rabel, le Môle Saint-Nicolas, Bombarde, le Port-à-Piment. — Le Cap est le lieu de l'administration centrale et du tribunal civil du département du Nord. — Six tribunaux correctionnels sont distribués au Cap, à Montechristo, à San-Miguel, au Môle, au Port-de-Paix, au Fort-la-Liberté. — Le tribunal correctionnel du Cap renfermera dans son ressort les cantons suivans : Limonade, Grande-Rivière, Sainte-Susanne, Dondon, la Marmelade, le quartier Morin, la Petite-Anse, la Plaine du Nord, l'Acul, le Limbé, le Port-Margot, Plaisance ; — Le tribunal correctionnel de Montechristo comprendra, Laxavon, les montagnes et les mines de Cibao, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails qui se trouvent le long de la côte, depuis la pointe Isabellique jusqu'à la rivière du Massacre ; et il s'étendra dans l'intérieur des terres jusqu'à Saint-Thomé et jusqu'aux limites du département de l'Ouest ; — Le tribunal de San-Miguel, Hinche, San-Raphaël, l'Attalaya, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails qui se trouvent dans l'intérieur jusqu'aux limites des départemens circonvoisins ; — Le tribunal du Môle Saint-Nicolas, les cantons de Jean-Rabel, Bombarde, le Port-à-Piment ; — Le tribunal du Port-de-Paix, les cantons du Petit Saint-Louis, du Borgne, du Gros-Morne, et l'île de la Tortue ; — Le tribunal du Fort-la-Liberté, Ouanaminthe, Terrier-Rouge, Trou, Vallière.

Département de Samana.

Le département de Samana partira de la pointe Isabellique au cap Samana, de la pointe du cap Samana à l'embouchure de la rivière Cotui, prolongeant la rivière Serico jusqu'à sa source, côtoyant les montagnes Désertes jusqu'au grand chemin de Santo-Domingo à Saint-Thomé. — Cinq cantons composent la division du département de Samana : ils sont, San-Yago, Lavega, Porto-Plata, Cotui, Samana. — L'administration centrale et le tribunal civil sont placés à San-Yago. — Il y aura quatre tribunaux correctionnels dans le département de Samana ; ils sont, Porto-Plata, San-Yago, Lavega et Cotui. — Le tribunal correctionnel de Porto-Plata comprendra le canton de Porto-Plata et ses dépendances ; — Le tribunal de San-Yago, le canton de San-Yago et ses dépendances ; — Le tribunal de Lavega, le canton de Lavega et ses dépendances ; — Le tribunal de Cotui, le canton de Cotui, ses dépendances et l'île Samana.

Département de l'Inganne.

Le département de l'Inganne prendra de l'embouchure de la rivière Niaso jusqu'au cap Augano, du cap Augano, en continuant la côte, jusqu'à l'embouchure du Cotui. Ses limites intérieures seront celles désignées pour les

départemens de Samana et de l'Ouest. — Le département de l'Inganne est divisé en dix cantons : Santo-Domingo, Monte-Plata, Zeibo, Higuey, Baya-Guana, Baya, île Sainte-Catherine, San-Lorenzo, Illegnos, île la Saone. — Santo-Domingo renfermera l'administration centrale et le tribunal civil. — Il y aura deux tribunaux correctionnels dans le département de l'Inganne ; ils sont placés à Santo-Domingo et à Zeibo. — Le tribunal correctionnel de Santo-Domingo comprendra les cantons de Santo-Domingo, Illegnos, San-Lorenzo, l'île la Saone, l'île Sainte-Catherine, le Rosario, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails de ses dépendances ; — Le tribunal correctionnel de Zeibo renfermera Zeibo, Monte-Plata, Baya-Guana, Baya, Higuey, et les diverses peuplades ou habitations, hattes ou corails de ses dépendances.

Département de la Guadeloupe.

Le département de la Guadeloupe est divisé en vingt-sept cantons, qui sont : la Capestère, les Trois-Rivières, les Saintes (terre de haut et terre de bas), le vieux fort l'Olive, la Basse-Terre, le Parc et le Matouba, le Baillif, les Habitans, Bouillante, la Pointe-Noire, les Haïes, la partie française de Saint-Martin, Tricolor, le Lamentin, la Baie-Mahaut, le Petit-Bourg et la Goyave, le Port-de-la-Liberté, comprenant la ci-devant Pointe-à-Pitre, les Abîmes et le Gosier, le Morne-à-l'Eau, Fraternité, ci-devant Sainte-Anne, Égalité, ci-devant Saint-François, le Moule, comprenant le Gros-Cap, l'Anse-Bertrand, Port-Libre, ci-devant Port-Louis, le Petit-Canal, l'île de la Désirade, le grand bourg de Marie-Galante, la Capestère de Marie-Galante, le vieux fort de Marie-Galante. — Le chef-lieu du département est le Port-de-la-Liberté. — Il réunira aussi le tribunal civil. — Il y a dans le département de la Guadeloupe cinq tribunaux correctionnels : ils sont placés au Port-de-la-Liberté, à la Basse-Terre-Guadeloupe, au Moule, à Marie-Galante, à Saint-Martin. — Le tribunal correctionnel du Port-de-la-Liberté comprendra dans son arrondissement les cantons suivans : le Port-de-la-Liberté, le Morne-à-l'Eau, le Petit-Canal, le Port-Libre, le Tricolor, le Lamentin, la Baie-Mahaut, et le Petit-Bourg ; — Le tribunal correctionnel de la Basse-Terre, les cantons de la Capestère, les Trois-Rivières, les Saintes, le vieux fort l'Olive, la Basse-Terre, le Baillif, les Habitans, Bouillante, la Pointe-Noire, les Haïes ; — Le tribunal du Moule comprendra les cantons qui suivent : l'Anse-Bertrand, le Moule, l'Égalité, la Fraternité, la Désirade ; — Le tribunal de Marie-Galante, les trois cantons de Marie-Galante, le Grand-Bourg, la Capestère et le Vieux-Fort. — Le tribunal de Saint-Martin aura pour arrondissement toute la partie française de Saint-Martin.

Département de la Guiane.

Le département de la Guiane française et Caïenne demeure divisé en huit cantons, dont les noms suivent : Oyapock, Approuague, Roura, Caïenne et Remire, Macouria, Kourou, Sinnamary, et Irracoubo. — Caïenne est le chef-lieu de l'administration départementale et du tribunal civil. — Trois tribunaux correctionnels sont établis dans le département de la Guiane : ils sont placés à Approuague, Caïenne, Sinnamary. — Le tribunal correctionnel de Caïenne comprendra Caïenne et Remire, Roura, Macouria ; — Le tribunal de Sinnamary, Kourou, Sinnamary, Irracoubo ; — Le tribunal d'Approuague, Approuague, Oyapock.

traité d'alliance conclu entre la république française et le roi de Sardaigne (1). (II, Bull. CLXXII, n° 1633; B., LXX, 112.)

Le directoire exécutif de la république française et S. M. le roi de Sardaigne, voulant, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et par une union plus étroite de leurs intérêts respectifs, contribuer à amener le plus promptement possible une paix qui fait l'objet de leurs vœux, et qui doit assurer le repos et la tranquillité de l'Italie, se sont déterminés à faire un traité d'alliance offensive et défensive, et ils ont chargé de leurs pleins-pouvoirs à cet effet, savoir, le directoire exécutif de la république française, le citoyen *Henri-Jacques-Guillaume Clarke*, général de division des armées de la république; et S. M. le roi de Sardaigne, le chevalier *D. Clément Damian de Priocca*, chevalier grand'croix de l'ordre de SS. Maurice et Lazare, premier secrétaire d'état de S. M. au département des affaires étrangères, et régent de celui des affaires internes; lesquels, après l'échange respectif de leurs pouvoirs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura une alliance offensive et défensive entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne, jusqu'à la paix continentale; à cette époque, cette alliance deviendra purement défensive, et sera établie sur des bases conformes aux intérêts réciproques des deux puissances.

2. La présente alliance ayant pour principal objet de hâter la conclusion de la paix et d'assurer la tranquillité future de l'Italie, elle n'aura son exécution, pendant la guerre actuelle, que contre l'empereur d'Allemagne, qui est la seule puissance continentale qui mette des obstacles à des vœux si salutaires. S. M. le roi de Sardaigne restera neutre à l'égard de l'Angleterre et des autres puissances encore en guerre avec la république française.

3. La république française et S. M. sarde se garantissent réciproquement et de tous leurs moyens, leurs possessions actuelles en Europe, pour tout le temps que durera la présente alliance. Les deux puissances réuniront leurs forces contre l'ennemi commun du dehors, et ne prêteront aucun secours direct ni indirect aux ennemis de l'intérieur.

4. Le contingent de troupes que S. M. sarde devra fournir d'abord et en conséquence de la présente alliance, sera de huit mille hommes d'infanterie, de mille hommes de cavalerie et de quarante pièces de canon : dans le cas où les deux puissances croiraient devoir augmenter ce contingent, cette augmentation sera concertée et réglée par des commissaires munis à cet effet de pleins-pouvoirs du directoire exécutif et de S. M. le roi de Sardaigne.

5. Le contingent de troupes et d'artillerie devra être prêt et réuni à Novare, savoir, cinq cents hommes de cavalerie, quatre mille d'infanterie, et douze pièces d'artillerie de position, pour le 30 germinial (19 avril) courant; le surplus, quinze jours après. — Ce contingent sera entretenu aux frais de S. M. le roi de Sardaigne, et recevra des ordres du général en chef de l'armée française en Italie. — Une convention particulière, dressée de concert avec ce général, réglera le mode de service de ce contingent.

6. Les troupes qui le formeront, participeront, proportionnellement à leur nombre présent sous les armes, aux contributions qui seront imposées dans les pays conquis, à compter du jour de la réunion du contingent à l'armée de la république.

(1) Voyez la loi du 30 floréal an 4 (19 mai 1796), portant ratification du traité de paix conclu entre la France et la Sardaigne, le 26 du même mois, et la note.

7. La république française promet de faire à S. M. sarde, à la paix générale ou continentale, tous les avantages que les circonstances permettront de lui procurer.

8. Aucune des deux puissances contractantes ne pourra conclure de paix séparée avec l'ennemi commun, et aucun armistice ne pourra être fait par la république française aux armées qui couvrent l'Italie, sans que S. M. sarde y soit comprise.

9. Toute levée de contributions imposées dans les états de S. M. sarde, non acquittées ou compensées, cessera immédiatement après l'échange respectif des ratifications du présent traité.

10. Les fournitures qui, à dater de la même époque, seront faites dans les états de S. M. le roi de Sardaigne aux troupes françaises et aux prisonniers de guerre conduits en France, ainsi que celles qui ont eu lieu en vertu des conventions particulières passées à ce sujet, et qui n'ont point encore été acquittées ou compensées par la république française en conséquence desdites conventions, seront rendues en même nature aux troupes formant le contingent de S. M. sarde; et si les fournitures à rendre excédaient les besoins du contingent, le surplus sera acquitté en numéraire.

11. Les deux puissances contractantes nommeront incessamment des commissaires chargés de négocier, en leur nom, un traité de commerce conforme aux bases stipulées dans l'article 7 du traité de paix conclu à Paris entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne. En attendant, les postes et les relations commerciales seront rétablies sans délai, ainsi qu'elles étaient avant la guerre.

12. Les ratifications du présent traité d'alliance seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible. — Fait et signé à Turin, le 16 germinal an 5 de la république française une et indivisible (5 avril 1797).

Signé H. CLARKE; CLÉMENT DAMIAN.

Nota. Le traité a été ratifié par S. M. le roi de Sardaigne, le 15 avril 1797 (16 germinal an 5).

N° 336. = 5 brumaire an 6 (26 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant que le traité conclu le 23 thermidor an 5 entre la république française et la reine de Portugal, est censé non venu.* (II, Bull. CLIV, n° 1516.)

N° 337. = 6 brumaire an 6 (27 octobre 1797). = *LOI qui fixe le supplément de solde accordé aux troupes employées à Paris* (1). (II, Bull. CLV, n° 1521; B., LXX, 118.)

Art. 1^{er}. Le supplément de solde accordé par la loi du 4 thermidor an 5, est fixé comme il suit, à partir du 1^{er} brumaire prochain; savoir : — Aux officiers supérieurs, un cinquième en sus; — Aux capitaines, un quart; — Aux lieutenans et sous-lieutenans, un tiers; — Aux sous-officiers, deux cinquièmes; — Et aux soldats, la moitié.

2. Les officiers d'artillerie et du génie, ainsi que les autres officiers employés à l'état-major de la 17^e division militaire, à l'exception des officiers généraux, jouiront du supplément de solde fixé par l'article ci-dessus, chacun selon son grade.

3. Les gardes et conducteurs d'artillerie jouiront du tiers en sus de leur solde.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 4 thermidor an 5 (22 juillet 1797).

§ 4. Le troisième paragraphe de l'article 3 de la loi du 4 thermidor an 5, portant qu'aucun autre officier ne pourra prétendre à un supplément de solde s'il ne fait partie d'un corps de troupes de ligne employé à Paris, est abrogé.

N° 338. = 7 brumaire an 6 (28 octobre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant le taux des mises à la loterie nationale (1). (II, Bull. CLIV, n° 1520.)

Art. 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du 17 vendémiaire demeure rapporté en ce qui concerne la fixation de chaque mise à un franc.

2. Chacun des actionnaires de la loterie sera libre de placer, sur chaque chance et sur chaque billet et numéro, telle somme qu'il lui plaira, pourvu qu'elle ne soit pas au dessous de cinquante centimes ou dix sous.

N° 339. = 7 brumaire an 6 (28 octobre 1797). = **LOI** contenant des modifications à celles des 6 fructidor an 4, 9 frimaire et 9 pluviôse an 5, sur les patentes (2). (II, Bull. CLV, n° 1522; B., LXX, 120.)

N° 340. = 8 brumaire an 6 (29 octobre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui prescrit de nouvelles formalités pour la radiation de la liste des émigrés (3). (II, Bull. CLV, n° 1525.)

Art. 1^{er}. Le ministre de la police générale ne pourra présenter au directoire du pouvoir exécutif aucun rapport de demande en radiation définitive de la liste des émigrés, qu'au préalable les réclamans n'aient produit un certificat des ministres, envoyés, chargés d'affaires, ou autres agens de la république française en pays étranger, qui constatent qu'ils se sont conformés aux dispositions de la loi du 19 fructidor an 5.

2. Les ministres, envoyés, chargés d'affaires ou autres agens de la république française en pays étranger, feront passer au ministre de la police générale, dans le délai de trois décades après la notification du présent arrêté, l'état des individus prévenus d'émigration qui se seront soumis à la loi du 19 fructidor, et qui leur en auront fait la déclaration.

3. Le ministre de la police générale comparera ces états avec les certificats qu'auront produits les prévenus d'émigration, et s'assurera de leur authenticité.

4. Sont exceptés de ces formalités les individus mis en arrestation dans leur commune.

N° 341. = 9 brumaire an 6 (30 octobre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif portant que les officiers sans troupe, prisonniers de guerre et rentrés sur parole, jouiront du traitement de réforme fixé pour leur grade. (II, Bull. CLV, n° 1526.)

(1) Voyez, sur la loterie, l'arrêté d'organisation du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), et les notes qui résument la législation de la matière. Le présent arrêté est devenu sans objet depuis que le *minimum* des mises a été fixé à deux francs par l'ordonnance du 22 février—13 mars 1829.

(2) Voyez, sur les patentes, la loi fondamentale du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), qui forme la base de la législation actuelle, et les notes étendues qui l'accompagnent. L'art. 1^{er} de cette loi abroge nominativement la présente.

(3) Voyez, sur les formalités de la radiation des émigrés inscrits sur les listes, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, concernant le séquestre des biens des émigrés. Ces notes résument toute la matière.

N° 342. = 9 brumaire an 6 (30 octobre 1797). = *LOI relative aux domaines congéables* (1). (II, Bull. CLV, n° 1527; B., LXX, 125.)

Art. 1^{er}. Les décrets de l'assemblée législative, des 23 et 27 août 1792, sur la tenure convenancière, celui du 29 floréal an 2, rédigé définitivement le 2 prairial suivant, et toutes autres lois qui seraient la suite de celle du 27 août 1792, sont abrogés.

2. Le décret rendu par l'assemblée constituante les 30 mai, 1^{er}, 6 et 7 juin — 6 août 1791, sera exécuté selon sa forme et teneur : en conséquence, tous les propriétaires fonciers de domaines congéables sont maintenus dans la propriété de leurs tenures, conformément aux dispositions dudit décret (2).

N° 343. = 9 brumaire an 6 (30 octobre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit les formalités à observer par les volontaires de la première réquisition, pour l'obtention de congés absolus*. (II, Bull. CLV, n° 1528.)

N° 344. = 11 brumaire an 6 (1^{er} novembre 1797). = *LOI qui accorde une solde provisoire aux militaires blessés ou infirmes reconnus hors d'état de continuer leur service* (3). (II, Bull. CLV, n° 1529; B., LXX, 126.)

N° 345. = 13 brumaire an 6 (3 novembre 1797). = *LOI contenant ratification du traité de paix conclu, à Campo-Formio, entre la république française et S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême* (4). (II, Bull. CLXVI, n° 1600; B., LXX, 134.)

S. M. l'empereur des Romains et roi de Hongrie et de Bohême, — Et la

(1) Voyez, sur les domaines congéables, le décret du 29 floréal an 2 (18 mai 1794), portant suppression des rentes convenancières, et surtout celui du 7 juin (30 mai, 1^{er}, 6 et) — 6 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) La loi du 9 brumaire an 6, qui abroge le décret du 27 août — 7 septembre 1792, touchant les domaines congéables, n'a point porté atteinte à l'effet des rachats consommés par les domaniers, au préjudice des bailleurs, en vertu de ce décret : l'effet de la loi du 9 brumaire est bien d'empêcher pour l'avenir qu'aucun domanier puisse acheter la redevance et rester seul propriétaire, mais elle ne touche pas à l'effet des rachats consommés légalement ; en conséquence, les preneurs ou domaniers qui, en vertu de la loi du 27 août — 7 septembre 1792, avaient acheté la redevance ou désintéressé le bailleur, sont restés propriétaires et affranchis de toutes prestations. Cass., 16 juillet 1828, S^{IR.}, XXVIII, 1, 289; Bull. civ., XXX, 170. — Les domaniers ne peuvent opposer la prescription établie par l'art. 1304 du Code civil aux propriétaires fonciers qui ont négligé de demander dans les dix ans la nullité des remboursements faits par suite de la loi du 27 août 1792, ni prétendre retenir, comme les ayant perçus ou gardés de bonne foi, à titre de propriétaires et sous la garantie de la loi, les levées des redevances remboursées en 1792. Rennes, 29 janvier 1825, S^{IR.}, XXVI, 2, 101. — Lorsque, entre frères, détenteurs d'un domaine congéable, il en est un qui a remboursé, en vertu de la loi du 27 août 1792, la totalité de la rente due au bailleur, il ne peut, par cela seul, exercer le droit de congément contre ses héritiers, soit parce que la propriété ne résidant que sur le bailleur, lui seul peut exercer le congément, soit parce que le remboursement du frère étant fait au profit commun de tous les co-débiteurs, les rend tous propriétaires. Cass., 21 thermidor an 8, S^{IR.}, I, 1, 331; Bull. civ., II, 287. — La contestation entre un propriétaire de domaine congéable et le domanier, touchant l'effet du remboursement de la rente convenancière, d'après les lois des 27 août 1792 et 9 brumaire an 6, doit être portée devant les tribunaux, parce qu'il s'agit d'une question de propriété; l'autorité administrative ne peut en connaître, encore que le remboursement ait été fait à l'état représentant le propriétaire alors émigré, en vertu d'un arrêté d'un Directoire de département. Cass., 11 novembre 1822, S^{IR.}, XXIII, 1, 259.

(3) Cette loi n'était que provisoire, et elle a été suivie de plusieurs mesures définitives. Voyez, sur les pensions de retraite de l'armée de terre, la loi du 11 — 14 avril 1831, qui forme le dernier état des choses, et les notes.

(4) Ce traité n'a plus qu'un intérêt historique ; aucune de ses dispositions n'est demeurée en

république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal an 5 de la république française, une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir : — S. M. l'empereur et roi, le sieur *D. Martius-Mastrilli*, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; — Le sieur *Louis*, comte du saint-empire romain de *Cobenzl*, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sadite majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près sa majesté impériale de toutes les Russies; — Le sieur *Maximilien*, comte de *Merveldt*, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'empereur et roi; — Et le sieur *Ignace*, baron de *Degelmann*, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique : — Et la république française, *Buonaparte*, général en chef de l'armée française en Italie; — Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura, à l'avenir, et pour toujours, une paix solide et inviolable entre S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtes par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles. — Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

3. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques, connues sous le nom de *Pays-Bas autrichiens*. La république française possédera ce pays à perpétuité, on toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

4. Toutes les dettes hypothéquées, avant la guerre, sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remet-

vigueur. Rompu par la guerre, il fut remplacé par celui du 19 octobre 1809 et par celui du 14 mars 1812, qui eurent le même sort. Les derniers traités conclus entre la France et l'Autriche sont ceux des 30 mai—8 juin 1814, 20 novembre 1815, 15—20 juin, et 26 octobre—5 novembre 1818.

tront l'état, le plus tôt possible, aux plénipotentiaires de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

5. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo, et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

6. La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés; savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit *la Polisella* jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du Grand Pô jusqu'à la mer.

7. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayans-cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

8. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante. — Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantonan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article 6 pour la frontière des états de S. M. l'Empereur en Italie, le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

9. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre sa majesté impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif : ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

10. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

11. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites

entre les possessions de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

12. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagements contractés, soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

13. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis. — Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

14. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

15. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent dans les états respectifs les nations les plus favorisées. — En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

16. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes ou françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

17. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre appartenant à chacune des puissances belligérantes.

18. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

19. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc *Charles* et l'archiduchesse *Christine*, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. — Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc *Ferdinand* dans le territoire de la république cisalpine.

20. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt s'il est possible.

21. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

22. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

23. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre. — Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite majesté et la république de Venise.

24. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

25. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt si faire se peut; et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la république française, une et indivisible).

Signé BUONAPARTE; le marquis DE GALLO; LOUIS, comte DE COBENZL; le comte DE MERVELDT, général-major; le baron DE DEGELMANN.

Nota. Le traité a été ratifié par sa majesté l'Empereur, le 3 novembre 1797 (13 brumaire an 6).

N° 346. = 14 brumaire an 6 (4 novembre 1797). = *Loi qui établit un mode pour la signature des procès-verbaux des séances du corps législatif.* (II, Bull. CLVI, n° 1534; B., LXX, 145.)

Art. 1^{er}. Les présidens et secrétaires en exercice des deux conseils sont autorisés à signer les procès-verbaux des séances qui n'ont pas reçu cette formalité, en place des présidens et secrétaires à qui en appartenait la signature.

2. Le même mode sera suivi, à l'avenir, pour suppléer à la signature des présidens et secrétaires morts, démissionnaires, ou absens pour toute autre cause du corps législatif.

N° 347. = 15 brumaire an 6 (5 novembre 1797). = *Loi relative à la révision des jugemens militaires* (1). (II, Bull. CLVI, n° 1535; B., LXX, 146.)

Art. 1^{er}. La faculté de se pourvoir en révision, accordée par l'article 11 de la loi du 18 vendémiaire dernier, contre les jugemens militaires rendus depuis le 17 germinal an 4, est étendue à tous les jugemens rendus par les conseils militaires depuis leur établissement.

2. Les individus condamnés par jugement militaire avant le 18 vendémiaire, qui voudront se pourvoir, sont tenus d'en faire la demande dans les deux mois qui suivront la proclamation de la présente: passé ce délai, ils n'y seront plus admis.

3. Cette demande sera adressée et notifiée au greffe du conseil de révision de la division militaire dans l'arrondissement de laquelle ils se trouveront. — Le greffier en tiendra note sur un registre destiné à cet effet.

4. Le président du conseil s'adressera, en cas de besoin, au ministre de la

(1) Voyez la loi du 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797), et les notes.

guerre, pour se procurer les pièces et tous les renseignemens concernant les demandes en révision.

5. En cas de confirmation du jugement, le conseil de révision, indépendamment de l'envoi qu'il est tenu de faire de sa décision au ministre de la guerre, et au conseil de guerre qui a rendu le jugement, en fait passer une expédition à l'individu condamné.

6. En cas d'annulation, le conseil renvoie le prévenu avec sa décision et les pièces du procès, pour qu'il soit procédé à une nouvelle information et instruction, devant le conseil de guerre le plus à portée d'entendre les témoins et de vérifier les faits.

7. Les individus condamnés par jugement militaire depuis le 18 vendémiaire dernier jusqu'à la publication de la présente, qui n'avaient pas notifié leur pourvoi, auront deux décades pour le faire, à partir de ladite publication.

8. Le délai pour se pourvoir en révision des jugemens à rendre par les conseils de guerre, est de vingt-quatre heures, à partir de la lecture du jugement qui doit être faite par le rapporteur à l'accusé : passé ce délai, l'accusé ne peut plus être admis à se pourvoir. — Le rapporteur est tenu, après la lecture, d'avertir l'accusé de cette disposition, et d'en faire mention au pied du jugement.

9. Le commissaire du pouvoir exécutif n'a également que vingt-quatre heures pour se pourvoir d'office, après le délai accordé à l'accusé.

N° 348. = 16 brumaire an 6 (6 novembre 1797). = *LOI contenant rectification d'une erreur de date dans celle du 28 vendémiaire dernier, relative aux passeports* (1). (II, Bull. CLVI, n° 1538; B., LXX, 148.)

N° 349. = 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797). = *LOI relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent* (2). (II, Bull. CLVI, n° 1542; B., LXX, 158.)

TITRE 1^{er}.

SECTION 1^{re}. — Des titres des ouvrages d'or et d'argent.

Art. 1^{er}. Tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France,

(1) Cette rectification a été faite.

(2) Avant cette loi, qui est demeurée en pleine vigueur, diverses mesures avaient été ordonnées concernant la garantie des matières d'or et d'argent. Voyez notamment le décret du 31 mars—3 avril 1791, qui a maintenu l'exécution des lois et réglemens sur la police et l'administration de l'orfèvrerie; l'arrêté du 23 vendémiaire an 5 (14 octobre 1796), qui détermine le mode de paiement et de perception du droit de marque et de contrôle; et celui du 21 brumaire an 5 (11 novembre 1796), qui impose à ceux qui font emploi de matières d'or et d'argent l'obligation d'avoir des poinçons pour marquer leurs ouvrages.

La loi du 19 brumaire an 6 a été suivie de divers réglemens destinés à en assurer l'exécution ou à en compléter les dispositions : tels sont l'arrêté du 15 prairial an 6 (3 juin 1798), qui ordonne l'établissement de bureaux de garantie pour faire l'essai et constater le titre des matières et ouvrages d'or et d'argent, et celui du 13 prairial an 7 (1^{er} juin 1799), qui supprime une partie de ces bureaux; celui du 1^{er} messidor an 6 (19 juin 1798), portant désignation des ouvrages de joaillerie en or et en argent, dispensés de l'essai et du paiement des droits de garantie; celui du 27 frimaire an 7 (17 décembre 1798), concernant le poinçon à apposer sur les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans les ci-devant provinces où le droit de contrôle et de marque n'avait pas lieu, et dans les pays réunis; la loi du 2 germinal an 7 (22 mars 1799), et l'arrêté du 3 vendémiaire an 8 (25 septembre suivant), qui maintiennent l'exécution des réglemens établis dans les départemens du Jura, de la Haute-Saône, du Doubs et du Mont-Terrible, sur le titre et la surveillance des ouvrages d'or et d'argent; l'art. 76 de la loi du 5—

doivent être conformes aux titres prescrits par la loi , respectivement , suivant leur nature.

2. Ces titres, ou la quantité de fin contenue dans chaque pièce, s'expriment en millièmes. Les anciennes dénominations de karats et de deniers, pour exprimer le degré de pureté des métaux précieux, n'auront plus lieu.

3. Il est cependant permis pendant un an, à compter de la date de la présente loi, d'employer dans les actes ou écrits qui sont dans le cas de passer sous les yeux d'un officier public, les anciennes expressions de *karats*, *deniers*, ou leurs subdivisions, mais seulement à la suite du nombre de millièmes qui devra exprimer la vraie qualité du métal précieux.

4. Il y a trois titres légaux pour les ouvrages d'or, et deux pour les ouvrages d'argent, savoir, pour l'or, — Le premier, de neuf cent vingt millièmes (ou vingt-deux karats deux trente-deuxièmes et demi environ); — Le second, de huit cent quarante millièmes (vingt karats cinq trente-deuxièmes et un huitième); — Le troisième, de sept cent cinquante millièmes (dix-huit karats); — Et pour l'argent, — Le premier, de neuf cent cinquante millièmes (onze deniers neuf grains sept dixièmes); — Le second, de huit cents millièmes (neuf deniers onze grains et demi).

5. La tolérance des titres pour l'or est de trois millièmes; celle des titres pour l'argent est de cinq millièmes.

6. Les fabricans peuvent employer, à leur gré, l'un des titres mentionnés à l'article 4, respectivement pour les ouvrages d'or et d'argent, quelle que soit la grosseur ou l'espèce des pièces fabriquées.

SECTION II. — Des poinçons.

7. La garantie du titre des ouvrages et matières d'or et d'argent est assurée par des poinçons; ils sont appliqués sur chaque pièce, ensuite d'un essai de la matière, et conformément aux règles établies ci-après.

8. Il y a, pour marquer les ouvrages tant en or qu'en argent, trois espèces principales de poinçons; savoir: — Celui du fabricant, — Celui du titre, — Et celui du bureau de garantie. — Il y a d'ailleurs deux petits poinçons, l'un pour les menus ouvrages d'or, l'autre pour les menus ouvrages d'argent trop petits pour recevoir l'empreinte des trois espèces de poinçons précédentes. — Il y a de plus un poinçon particulier pour les vieux ouvrages dits de *hasard*; — Un autre pour les ouvrages venant de l'étranger; — Une troisième sorte pour les ouvrages doublés ou plaqués d'or et d'argent; — Une quatrième sorte, dite *poinçon de recense*, qui s'applique par l'autorité publique, lorsqu'il s'agit d'empêcher l'effet de quelque infidélité relative aux titres et aux poinçons; — Enfin, un poinçon particulier pour marquer les lingots d'or ou d'argent affinés.

9. Le poinçon du fabricant porte la lettre initiale de son nom, avec un symbole: il peut être gravé par tel artiste qu'il lui plaît de choisir, en obser-

15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), relatif aux contraventions concernant la garantie des matières d'or et d'argent; et le décret du 28 floréal an 13 (18 mai 1805), sur le même objet.

Voyez encore les ordonnances des 22 octobre 1817, 1^{er} février 1818, et 5 mai—14 juillet 1819, qui prescrivent la confection et la mise en usage de nouveaux poinçons pour la marque des ouvrages d'or et d'argent; celle du 5—22 mai 1820 qui prescrit de nouvelles dispositions sur le service de la garantie et sur la marque de ces ouvrages; celle du 19 septembre—9 décembre 1821, concernant la marque des ouvrages d'horlogerie; et l'arrêté du ministre des finances, du 6—14 mars 1822, pris pour l'exécution de l'art. 2 de cette ordonnance.

Il y a encore une foule de réglemens qui ont désigné les lieux où des bureaux de garantie seraient établis: il serait sans intérêt de les indiquer ici.

vant les formes et proportions établies par l'administration des monnaies.

10. Les poinçons de titre ont pour empreinte un coq, avec l'un des chiffres arabes 1, 2, 3, indicatif des premier, second et troisième titres, fixés dans la précédente section. Ces poinçons sont uniformes dans toute la république; chaque sorte de ces poinçons a d'ailleurs une forme particulière qui la différencie aisément à l'œil.

11. Le poinçon de chaque bureau de garantie a un signe caractéristique particulier, qui est déterminé par l'administration des monnaies. — Ce signe est changé toutes les fois qu'il est nécessaire, pour prévenir les effets d'un vol ou d'une infidélité.

12. Le petit poinçon destiné à marquer les menus ouvrages d'or a pour empreinte une tête de coq; celui pour les menus ouvrages d'argent porte un faisceau.

13. Le poinçon de vieux, destiné uniquement à marquer les ouvrages dits *de hasard*, représente une hache. — Celui pour marquer les ouvrages venant de l'étranger contient les lettres E T.

14. Le poinçon de chaque fabricant de doublé ou de plaqué a une forme particulière déterminée par l'administration des monnaies. Le fabricant ajoute en outre, sur chacun de ses ouvrages, des chiffres indicatifs de la quantité d'or et d'argent qu'il contient.

15. Le poinçon de recense est également déterminé par l'administration des monnaies, qui le différencie à raison des circonstances.

16. Le poinçon destiné à marquer les lingots d'or ou d'argent affinés, est aussi déterminé par l'administration des monnaies : il est uniforme dans toute la France.

17. Tous les poinçons désignés dans les articles 10, 11, 12, 13, 15, et 16, sont fabriqués par le graveur des monnaies, qui les fait parvenir dans les divers bureaux de garantie, et en conserve les matrices. — Le poinçon destiné pour les lingots affinés, n'est déposé que dans les bureaux de garantie dans l'arrondissement desquels il se trouve des affineurs à la chambre de délivrance de la monnaie de Paris, pour l'affinage national (1).

18. Lorsqu'on ne fait point usage de ces poinçons, ils sont enfermés dans une caisse à trois serrures, et sous la garde des employés des bureaux de garantie, comme il sera dit ci-après.

19. Les fabricans de faux poinçons, et ceux qui en feraient usage, seront condamnés à dix années de fers, et leurs ouvrages confisqués.

20. Les poinçons servant actuellement à constater les titres et l'acquit des droits de marque, seront biffés immédiatement après que les poinçons ordonnés par la présente loi seront en état d'être employés.

TITRE II. — Des droits de garantie sur les ouvrages et matières d'or et d'argent.

21. Il sera perçu un droit de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent de toute sorte, fabriqués à neuf. — Ce droit sera de vingt francs par hectogramme (trois onces deux gros douze grains) d'or, et d'un franc par hectogramme d'argent, non compris les frais d'essai ou de touchaud.

22. Il ne sera rien perçu sur les ouvrages d'or et d'argent dits *de hasard*, remis dans le commerce; ils ne sont assujétis qu'à être marqués une seule fois du poinçon de vieux, ordonné par l'article 8 de la présente loi.

23. Les ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger devront être présentés aux employés des douanes sur les frontières de la république, pour

(1) Voyez la loi du 26 frimaire an 6 (16 décembre 1797), qui a ordonné une nouvelle rédaction du présent article.

y être déclarés, pesés, plombés, et envoyés au bureau de garantie le plus voisin, où ils seront marqués du poinçon E T, et paieront des droits égaux à ceux qui sont perçus pour les ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France. — Sont exceptés des dispositions ci-dessus, 1^o les objets d'or et d'argent appartenant aux ambassadeurs et envoyés des puissances étrangères; — 2^o Les bijoux d'or à l'usage personnel des voyageurs, et les ouvrages en argent servant également à leur personne, pourvu que leur poids n'excède pas en totalité cinq hectogrammes (seize onces deux gros soixante grains et demi).

24. Lorsque les ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger, et introduits en France en vertu des exceptions de l'article précédent, seront mis dans le commerce, ils devront être portés aux bureaux de garantie, pour y être marqués du poinçon destiné à cet effet; et il sera payé, pour lesdits ouvrages, le même droit que pour ceux fabriqués en France.

25. Lorsque les ouvrages neufs d'or et d'argent fabriqués en France, et ayant acquitté les droits, sortiront de la république comme vendus ou pour l'être à l'étranger, les droits de garantie seront restitués au fabricant, sauf la retenue d'un tiers.

26. Cette restitution sera faite par le bureau de garantie qui aura perçu les droits sur lesdits ouvrages, ou, à défaut de fonds, par une traite *sur le bureau de garantie de Paris*. Cette restitution n'aura lieu cependant que sur la représentation d'un certificat de l'administration des douanes, muni de son sceau particulier, et qui constate la sortie de France desdits ouvrages. — Ce certificat devra être rapporté dans le délai de trois mois.

27. Le directoire exécutif désignera les communes maritimes et continentales par lesquelles il sera permis de faire sortir de la république les ouvrages d'or et d'argent.

28. Les ouvrages déposés au Mont-de-piété, et dans les autres établissements destinés à des ventes ou à des dépôts de ventes, sont assujétis à payer les droits de garantie, lorsqu'ils ne les ont pas acquittés avant le dépôt.

29. Les lingots d'or et d'argent affinés paieront un droit de garantie avant de pouvoir être mis dans le commerce. — Ce droit sera, — Pour l'or, de huit francs dix-huit centimes par kilogramme (ou deux francs par marc); — Et pour l'argent, de deux francs quatre centimes par kilogramme (ou dix sous par marc). — Les lingots dits *de tirage* ne paieront qu'un droit de quatre-vingt-deux centimes par kilogramme (ou quatre sous par marc).

TITRE III. — *Suppression des maisons communes d'orfèvres.*

30. Les maisons communes d'orfèvres sont supprimées; leurs biens et effets sont déclarés appartenant à la nation.

31. Les employés des bureaux de ces maisons continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'au complément de l'organisation prescrite par la présente loi.

32. Il sera fait inventaire des registres et papiers à l'usage de ces bureaux, ainsi que des ustensiles et effets, pour les papiers et registres être envoyés à l'administration des monnaies, et les ustensiles et effets être mis sous la surveillance des administrations de département, jusqu'à ce qu'il puisse en être fait un emploi avantageux à la république.

33. Les quatre invalides orfèvres qui habitent actuellement la maison commune des orfèvres à Paris, seront placés aux incurables; le ministre de l'intérieur est chargé d'effectuer ce transport.

TITRE IV. — *Des bureaux de garantie.*

34. Il y aura des bureaux de garantie établis pour faire essai et constater les titres des ouvrages d'or et d'argent, ainsi que des lingots de ces matières qui y seraient apportés, et pour percevoir, lors de la marque de ces ouvrages ou matières, les droits imposés par la loi.

35. Ces bureaux seront placés dans les communes où ils seront le plus avantageux au commerce; le nombre en est fixé provisoirement à deux cents au plus pour toute la France. Le placement de ces bureaux et les lieux compris dans leur arrondissement seront déterminés par le directoire exécutif, sur la demande motivée des administrations de département et sur l'avis de celle des monnaies.

36. Les bureaux de garantie seront composés de trois employés, savoir, un essayeur, un receveur et un contrôleur; mais, à Paris, et dans les autres communes populeuses, le ministre des finances pourra autoriser un plus grand nombre d'employés, à raison des besoins du commerce.

37. L'administration des monnaies surveillera les bureaux de garantie relativement à la partie d'art et au maintien de l'exactitude des titres des ouvrages d'or et d'argent mis dans le commerce.

38. La régie de l'enregistrement surveillera les bureaux de garantie relativement aux dépenses et au recouvrement des droits à percevoir.

39. L'essayeur de chaque bureau de garantie sera nommé par l'administration du département où ce bureau est placé; mais il ne pourra en exercer les fonctions qu'après avoir obtenu de l'administration des monnaies un certificat de capacité, aux mêmes conditions prescrites par l'article 59 de la loi du 22 vendémiaire sur l'organisation des monnaies.

40. La régie de l'enregistrement nommera le receveur de chaque bureau de garantie, ou en fera faire les fonctions par l'un de ses préposés, dans les communes où cette cumulation de fonctions ne serait nuisible ni à l'un ni à l'autre service.

41. Les contrôleurs des bureaux de garantie seront nommés par le ministre des finances, sur la proposition de l'administration des monnaies.

42. Les essayeurs n'auront d'autre rétribution que celle qui leur est allouée pour les frais de chaque essai d'or et d'argent, ainsi qu'il sera dit dans le titre suivant.

43. Les traitemens des receveurs et des contrôleurs seront gradués à raison de l'importance et de l'étendue de leurs fonctions: ces traitemens ne pourront excéder, savoir, trois mille francs à Paris, deux mille quatre cents francs dans les communes au dessus de cinquante mille âmes, et dix-huit cents francs dans les autres.

44. L'essayeur se pourvoira, à ses frais, de tout ce qui est nécessaire à l'exercice de ses fonctions; l'administration des monnaies fournira au bureau les poinçons et la machine à estamper: les frais de registres et autres seront réglés par la régie de l'enregistrement, sous l'approbation du ministre des finances; l'administration du département procurera un local convenable au bureau, qui devra être placé, autant que possible, dans celui de la municipalité du lieu.

45. L'essayeur, le receveur et le contrôleur du bureau de garantie auront chacun une des clefs de la caisse dans laquelle seront renfermés les poinçons.

46. Les employés des bureaux qui calqueraient les poinçons, ou qui en feraient usage sans observer les formalités prescrites par la loi, seront destitués, et condamnés à un an de détention.

47. Aucun employé aux bureaux de garantie ne laissera prendre de calque, ni ne donnera de description, soit verbale, soit par écrit, des ouvrages qui sont apportés au bureau, sous peine de destitution.

TITRE V. — *Des fonctions des employés des bureaux de garantie.*

48. L'essayeur ne recevra les ouvrages d'or et d'argent qui lui seront présentés pour être essayés et titrés, que lorsqu'ils auront l'empreinte du poinçon du fabricant, et qu'ils seront assez avancés pour qu'en les finissant ils n'éprouvent aucune altération.

49. Les ouvrages provenant de différentes fontes devront être envoyés au bureau de garantie dans des sacs séparés, et l'essayeur en fera l'essai séparément.

50. Il n'emploiera dans ses opérations que les agens chimiques et substances provenant du dépôt établi dans l'hôtel des monnaies de Paris ; mais les frais de transport de ces substances et matières seront compris dans les frais d'administration du bureau.

51. L'essai sera fait sur un mélange des matières prises sur chacune des pièces provenant de la même fonte. Ces matières seront grattées ou coupées, tant sur les corps des ouvrages que sur les accessoires, de manière que les formes et les ornemens n'en soient pas détériorés.

52. Lorsque les pièces auront une languette forgée ou fondue avec leur corps, c'est en partie sur cette languette, et en partie sur le corps de l'ouvrage, que l'on fera la prise d'essai.

53. Lorsque les ouvrages d'or et d'argent seront à l'un des titres prescrits respectivement pour chaque espèce par l'article 4 de la présente loi, l'essayeur en inscrira la mention sur un registre destiné à cet effet, et qui sera coté et paraphé par l'administration départementale : lesdits ouvrages seront ensuite donnés au receveur, avec un extrait du registre de l'essayeur, indiquant le titre trouvé.

54. Le receveur pèsera les ouvrages qui lui seront ainsi transmis, et percevra le droit de garantie qu'ils doivent conformément à la loi. Il fera ensuite mention sur son registre, qui sera coté et paraphé comme celui de l'essayeur, de la nature des ouvrages, de leur titre, de leur poids, et de la somme qui lui aura été payée pour l'acquittement du droit ; enfin il inscrira sur l'extrait du registre de l'essayeur, le poids des ouvrages, la mention de l'acquittement du droit, et remettra le tout au contrôleur.

55. Le contrôleur aura un registre coté et paraphé comme ceux de l'essayeur et du receveur ; il y transcrira l'extrait du registre accompagnant chaque pièce à marquer ; et, conjointement avec le receveur et l'essayeur, il tirera de la caisse à trois serrures le poinçon du bureau et celui indicatif du titre, soit de l'or, soit de l'argent, ou le poinçon dont les menus ouvrages doivent être revêtus, et il les appliquera en présence du propriétaire.

56. Les ouvrages d'or et d'argent qui, sans être au dessous du plus bas des titres fixés par la loi, ne seraient pas précisément à l'un d'eux, seront marqués au titre légal immédiatement inférieur à celui trouvé par l'essai, ou seront rompus, si le propriétaire le préfère.

57. Lorsque le titre d'un ouvrage d'or ou d'argent sera trouvé inférieur au plus bas des titres prescrits par la loi, il pourra être procédé à un second essai, mais seulement sur la demande du propriétaire. — Si le second essai est confirmatif du premier, le propriétaire paiera le double essai, et l'ouvrage lui sera remis après avoir été rompu en sa présence. — Si le premier essai est infirmé par le second, le propriétaire n'aura qu'un seul essai à payer.

58. En cas de contestation sur le titre, il sera fait une prise d'essai sur l'ouvrage, pour être envoyée, sous les cachets du fabricant et de l'essayeur, à l'administration des monnaies, qui la fera essayer dans son laboratoire, en présence de l'inspecteur des essais (1).

59. Pendant ce temps, l'ouvrage présenté sera laissé au bureau de garantie, sous les cachets de l'essayeur et du fabricant; et lorsque l'administration des monnaies aura fait connaître le résultat de son essai, l'ouvrage sera définitivement titré et marqué conformément à ce résultat.

60. Si c'est l'essayeur qui se trouve avoir été en défaut, les frais de transport et d'essai seront à sa charge: au cas contraire, ils seront supportés par le propriétaire de l'objet.

61. Lorsqu'un ouvrage d'or, d'argent ou de vermeil, quoique marqué d'un poinçon indicatif de son titre, sera soupçonné de n'être pas au titre indiqué, le propriétaire pourra l'envoyer à l'administration des monnaies, qui le fera essayer avec les formalités prescrites pour l'essai des monnaies.— Si cet essai donne un titre plus bas, l'essayeur sera dénoncé aux tribunaux, et condamné pour la première fois à une amende de deux cents francs; pour la seconde, à une amende de six cents francs; et la troisième fois il sera destitué.

62. Le prix d'un essai d'or, de doré, et d'or tenant argent, est fixé à trois francs, et celui d'argent à quatre-vingts centimes (seize sous) (2).

63. Dans tous les cas, les cornets et boutons d'essai seront remis au propriétaire de la pièce.

64. L'essai des menus ouvrages d'or par la pierre de touche, sera payé neuf centimes par décagramme (deux gros quarante-quatre grains et demi environ) d'or.

65. Si l'essayeur soupçonne aucun des ouvrages d'or, de vermeil ou d'argent, d'être fourré de fer, de cuivre ou de toute autre matière étrangère, il le fera couper en présence du propriétaire. Si la fraude est reconnue, l'ouvrage sera saisi et confisqué, et le délinquant sera dénoncé aux tribunaux, et condamné à une amende de vingt fois la valeur de l'objet (3).—Mais, dans le cas contraire, le dommage sera payé sur-le-champ au propriétaire, et passé en dépense comme frais d'administration.

66. Les lingots d'or et d'argent non affinés qui seraient apportés à l'essayeur du bureau de garantie pour être essayés, le seront par lui, sans autres frais que ceux fixés par la loi pour les essais. Ces lingots, avant d'être rendus au propriétaire, seront marqués du poinçon de l'essayeur, qui en outre insculpera son nom des chiffres indicatifs du vrai titre, et un numéro particulier.—L'essayeur fera mention de ces divers objets sur son registre, ainsi que du poids des matières essayées.

67. L'essayeur qui contreviendrait au précédent article, serait condamné

(1) Les expertises ordonnées par justice, en matière de contravention à la garantie des ouvrages d'or et d'argent, sont soumises aux formes ordinaires du Code de procédure. Les tribunaux ne sont astreints ni à faire faire l'expertise par l'administration des monnaies seulement, ni à suivre dans leur jugement l'avis de cette administration; ils peuvent toujours, s'ils le jugent convenable, ordonner une expertise nouvelle, même par des experts étrangers à l'administration. Cass., 13 mars 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 136.

(2) Voyez la loi du 13 germinal an 6 (2 avril 1798), portant fixation du traitement des essayeurs dans les bureaux de garantie.

(3) Les employés des bureaux de garantie ne peuvent saisir les ouvrages d'or fourrés de matières étrangères, que dans deux cas: 1° lorsqu'ils sont présentés à la vérification; 2° lorsqu'étant encore chez le fabricant, ils sont ou marqués d'un poinçon faux, ou achetés et non marqués. Cass., 9 juin 1820, *SIR.*, XX, 1, 312; *Bull. crim.*, XXV, 234.—L'excès de soudure n'est pas fourrure. Cass., 22 juillet 1808, *SIR.*, VIII, 1, 380; *Bull. crim.*, XIII, 336.

à une amende de cent francs pour la première fois, de deux cents francs pour la seconde, et la troisième fois il serait destitué.

68. L'essayeur d'un bureau de garantie peut prendre, sous sa responsabilité, autant d'aides que les circonstances l'exigeront.

69. Le receveur et le contrôleur du bureau de garantie feront respectivement mention sur leurs registres, de l'apposition qu'ils auront faite, soit du poinçon de vieux, soit de celui d'étranger, soit de celui de recense, sur les ouvrages qui auront dû en être revêtus, ainsi que du poinçon de garantie sur les lingots affinés, de la perception des droits qui aura pu en résulter, et du poids de chaque objet.

70. Le contrôleur visera les états de recettes et de dépenses du bureau.

71. Les employés des bureaux de garantie feront les recherches, saisies ou poursuites, dans les cas de contravention à la présente loi, comme il sera dit au titre VIII.

TITRE VI.

SECTION 1^{re}. — Des obligations des fabricans et marchands d'ouvrages d'or et d'argent.

72. Les anciens fabricans d'ouvrages d'or et d'argent, et ceux qui voudront exercer cette profession, sont tenus de se faire connaître à l'administration de département et à la municipalité du canton où ils résident, et de faire insculper dans ces deux administrations leur poinçon particulier, avec leur nom, sur une planche de cuivre à ce destinée. L'administration de département veillera à ce que le même symbole ne soit pas employé par deux fabricans de son arrondissement.

73. Quiconque se borne au commerce d'orfèvrerie sans entreprendre la fabrication, n'est tenu que de faire sa déclaration à la municipalité de son canton, et est dispensé d'avoir un poinçon.

74. Les fabricans et marchands d'or et d'argent ouvrés ou non ouvrés, auront, un mois au plus tard après la publication de la présente loi, un registre coté et paraphé par l'administration municipale, sur lequel ils inscriront la nature, le nombre, le poids et le titre des matières et ouvrages d'or et d'argent qu'ils achèteront ou vendront, avec les noms et demeures de ceux de qui ils les auront achetés (1).

(1) L'obligation de tenir des registres d'achats et de ventes des matières d'or et d'argent est imposée à tous ceux qui font, d'une manière quelconque, le commerce de ces matières: ainsi, est réputé infracteur de la loi, celui chez qui est trouvé un certain nombre de montres, quand il est prouvé qu'elles proviennent d'une spéculation de commerce, avec un horloger. Cass., 2 juillet 1824, *Sir.*, XXIV, 1, 393; *Bull. crim.*, XXIX, 274. — Jugé encore que tous marchands et fabricans d'or et d'argent, ouvrés ou non, doivent, à peine de deux cents francs d'amende, inscrire sur un registre, coté et paraphé par l'autorité municipale, les matières et ouvrages d'or et d'argent qu'ils vendent ou achètent, ou reçoivent chez eux, à quelque titre que ce soit. Cass., 30 juillet 1819, *Sir.*, XX, 1, 18; *Bull. crim.*, XXIV, 268. — Celui qui achète des bijoux et ouvrages d'or et d'argent, avec intention de les refondre et d'en tirer ainsi profit, doit être réputé fabricant ou marchand d'or et d'argent, et, en conséquence, il est tenu d'avoir le registre prescrit: peu importe qu'il n'ait pas pris patente et qu'il ne sache pas écrire. Cass., 21 mars 1823, *Sir.*, XXIII, 1, 348; *Bull. crim.*, XXVIII, 129. — Les horlogers, orfèvres et bijoutiers qui ont chez eux des effets d'or et d'argent non poinçonnés et non inscrits sur leurs registres, sont passibles des peines portées par les art. 74, 80 et 107 de la loi de brumaire an 6, encore qu'ils n'aient ces effets qu'en raccommode. Cass., 24 avril 1807, *Sir.*, VII, 2, 991; *Bull. crim.*, XII, 161. — Ce n'est pas en vertu des dispositions de la loi de brumaire an 6, mais d'après celles de la déclaration du 26 janvier 1749, confirmée par l'arrêté du 26 prairial an 11, que les horlogers sont obligés de tenir un registre sur lequel ils inscrivent les montres non poinçonnées qui leur sont données à raccommode; ainsi, dans les départemens où la déclaration de 1749 et l'arrêté de l'an 11 n'ont point été publiés, on ne peut poursuivre un hor-

75. Ils ne pourront acheter que de personnes connues ou ayant des répondans à eux connus.

76. Ils sont tenus de présenter leurs registres à l'autorité publique toutes les fois qu'ils en seront requis.

77. Ils porteront au bureau de garantie dans l'arrondissement duquel ils sont placés, leurs ouvrages, pour y être essayés, titrés et marqués, ou, s'il y a lieu, être simplement revêtus de l'une des empreintes de poinçons prescrites à la deuxième section du titre I^{er}.

78. Ils mettront dans le lieu le plus apparent de leurs magasins ou boutiques, un tableau énonçant les articles de la présente loi relatifs aux titres et à la vente des ouvrages d'or et d'argent.

79. Ils remettront aux acheteurs, des bordereaux énonciatifs de l'espèce, du titre et du poids des ouvrages qu'ils leur auront vendus, et désignant si ce sont des ouvrages neufs ou vieux. — Ces bordereaux, préparés d'avance, et qui seront fournis au fabricant ou marchand par la régie de l'enregistrement, auront, dans toute la république, le même formulaire, qui sera imprimé : le vendeur y écrira à la main la désignation de l'ouvrage vendu, soit en or, soit en argent, son poids et son titre, distingués par ces mots, *premier*, *second* ou *troisième*, suivant la réalité; il y mettra de plus le nom de la commune où se fera la vente, avec la date et sa signature.

80. Les contrevenans à l'une des dispositions prescrites dans les huit articles précédens, seront condamnés pour la première fois à une amende de deux cents francs; pour la seconde, à une amende de cinq cents francs, avec affiche, à leurs frais, de la condamnation, dans toute l'étendue du département; la troisième fois, l'amende sera de mille francs, et le commerce de l'orfèvrerie leur sera interdit, sous peine de confiscation de tous les objets de leur commerce (1).

81. Les articles 73, 74, 75, 76, 78, 79 et 80 sont applicables aux fabricans et marchands de galons, tissus, broderies, ou autres ouvrages en fils d'or ou d'argent. — Ceux qui vendraient pour fins des ouvrages en or ou argent faux, encourront, outre la restitution de droit à celui qu'ils auraient trompé, une amende qui sera de deux cents francs pour la première fois; de quatre cents francs pour la seconde fois, avec affiche de la condamnation, aux frais du délinquant, dans tout le département; et la troisième fois, une amende de mille francs, avec interdiction de tout commerce d'or et d'argent.

82. Les fabricans et marchands orfèvres sont tenus, dans le délai de six mois (2), à compter de la publication de la présente loi, de porter au bureau de garantie de leur arrondissement leurs ouvrages neufs d'or, d'argent et de vermeil, marqués des anciens poinçons, pour y faire mettre l'empreinte d'un poinçon de recense, qui sera déterminé à cet effet par l'administration des monnaies. — Ces ouvrages d'ancienne fabrication ne seront soumis à d'autre vérification préalable que celle de la marque et des poinçons anciens, et cette vérification sera sans frais; mais, le délai expiré, les ouvrages seront soumis à l'essai, titrés, s'il y a lieu, et paieront le droit de garantie.

83. Les ouvrages non revêtus de l'ancien poinçon qui opérait la décharge,

loger chez lequel on trouve des montres sans marque, lorsqu'elles sont réclamées par des particuliers qui s'en déclarent propriétaires, et qu'il n'est pas prouvé que cet horloger ait vendu ou fabriqué des boîtes de montres. Cass., 30 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 1, 371. — Les fabricans et marchands qui n'ont point de registre d'achats et ventes, ne peuvent être excusés en alléguant qu'ils l'ont perdu, ou même qu'ils n'ont encore fait ni vente ni achat. Cass., 4 novembre 1819, *SIR.*, XX, 1, 98; Bull. crim., XXIV, 352.

(1) Voyez l'art. 107 ci-après.

(2) Ce délai a été prorogé par la loi du 16 floréal an 6 (5 mai 1798).

seront pareillement présentés au bureau de garantie de l'arrondissement, à l'effet d'être marqués du poinçon du titre et de celui du bureau. Ces ouvrages paieront alors le droit de garantie.

84. Ces droits seront pareillement exigibles pour les ouvrages dits *de hasard*, qui, après le même délai fixé par l'article 82, ne se trouveraient marqués que des anciens poinçons.

85. La loi garantit les conditions des engagemens respectifs des orfèvres et de leurs élèves.

86. Les joailliers ne sont pas tenus de porter aux bureaux de garantie les ouvrages montés en pierres fines ou fausses, et en perles, ni ceux émaillés dans toutes les parties, ou auxquels sont adaptés des cristaux; mais ils auront un registre coté et paraphé comme celui des marchands et fabricans d'ouvrages d'or et d'argent, à l'effet d'y inscrire, jour par jour, les ventes et les achats qu'ils auront faits (1).

87. Ils seront tenus, comme les fabricans et marchands orfèvres, de donner aux acheteurs un bordereau, qui sera également fourni par la régie de l'enregistrement, et sur lequel ils décriront la nature, la forme de chaque ouvrage, ainsi que la qualité des pierres dont il sera composé, et qui sera daté et signé par eux.

88. La contravention aux deux articles précédens sera punie des mêmes peines portées en pareil cas contre les marchands orfèvres.

89. Il est aussi interdit aux joailliers de mêler dans les mêmes ouvrages des pierres fausses avec les fines, sans le déclarer aux acheteurs, à peine de restituer la valeur qu'auraient eue les pierres si elles avaient été fines, et de payer en outre une amende de trois cents francs; l'amende sera triple la seconde fois, et la condamnation affichée dans tout le département, aux frais du délinquant; la troisième fois, il sera déclaré incapable d'exercer la joaillerie, et les effets composant son magasin seront confisqués.

90. Lorsqu'un orfèvre mourra, son poinçon sera remis, dans l'espace de cinq décades après le décès, au bureau de garantie de son arrondissement, pour y être biffé de suite. — Pendant ce temps, le depositaire du poinçon sera responsable de l'usage qui en sera fait, comme le sont les fabricans en exercice.

91. Si un orfèvre ou fabricant quitte le commerce, il remettra son poinçon au bureau de garantie de l'arrondissement pour y être biffé devant lui: s'il veut s'absenter pour plus de six mois, il déposera son poinçon au bureau de garantie, et le contrôleur fera poinçonner les ouvrages fabriqués chez lui en son absence.

SECTION II. — Des obligations des marchands d'ouvrages d'or et d'argent, ambulans.

92. Les marchands d'ouvrages d'or et d'argent, ambulans ou venant s'établir en foire, sont tenus, à leur arrivée dans une commune, de se présenter à l'administration municipale, ou à l'agent de cette administration dans les lieux où elle ne réside pas, et de lui montrer les bordereaux des orfèvres qui leur auront vendu les ouvrages d'or et d'argent dont ils sont porteurs. — A l'égard des ouvrages qu'ils auraient acquis antérieurement à la présente loi, ou seulement deux mois après sa publication, ils seront tenus de les dé-

(1) Pour que les bijoux d'or et d'argent soient dispensés de l'empreinte du poinçon de garantie, aux termes de cet article, il faut que les juges constatent, aux termes de l'art. 77, que ces ouvrages ne sont pas susceptibles de recevoir l'empreinte sans détérioration. Cass., 10 novembre 1815, *SIR.*, XVI, 1, 65; *Bull. crim.*, XX, 135.

Voyez encore l'arrêté précité du 1^{er} messidor an 6 (19 juin 1798), qui désigne les bijoux susceptibles d'être poinçonnés.

clarer au bureau de garantie de l'arrondissement, pour les faire marquer de suite, soit du poinçon de vieux, soit de celui de recense, suivant l'espèce des objets; et cette obligation remplie les dispensera de justifier de l'origine desdits ouvrages.

93. La municipalité ou l'agent municipal fera examiner les marques de ses ouvrages par des orfèvres, ou, à défaut, par des personnes connaissant les marques et poinçons, afin d'en constater la légitimité.

94. L'administration municipale ou son agent fera saisir et remettre au tribunal de police correctionnelle du canton, les ouvrages d'or et d'argent qui ne seraient point accompagnés de bordereaux, ou ne seraient pas marqués du poinçon de vieux ou de recense, ainsi qu'il est prescrit à l'article 92, ou les ouvrages dont les marques paraîtraient contrefaites, ou enfin ceux qui n'auraient pas été déclarés conformément audit article 92. — Le tribunal de police correctionnelle appliquera aux délits des marchands ambulans les mêmes peines portées dans la présente loi, contre les orfèvres, pour des contraventions semblables.

TITRE VII. — *De la fabrication du plaqué et doublé d'or et d'argent sur tous métaux.*

95. Quiconque veut plaquer ou doubler l'or et l'argent sur le cuivre ou sur tout autre métal, est tenu d'en faire la déclaration à sa municipalité, à l'administration de son département, et à celle des monnaies.

96. Il peut employer l'or et l'argent dans telle proportion qu'il le juge convenable.

97. Il est tenu de mettre sur chacun de ses ouvrages son poinçon particulier, qui a dû être déterminé par l'administration des monnaies, ainsi qu'il est dit article 14 de la présente loi. Il ajoutera à l'empreinte de ce poinçon celle de chiffres indicatifs de la quantité d'or ou d'argent contenue dans l'ouvrage, sur lequel il sera en outre empreint, en toutes lettres, le mot *doublé*.

98. Le fabricant de doublé transcrira, jour par jour, les ventes qu'il aura faites, sur un registre coté et paraphé par l'administration municipale. Il lui sera fourni, par la régie de l'enregistrement, des bordereaux en blanc comme aux orfèvres et joailliers; et il sera tenu de remettre à chaque acheteur, un de ces bordereaux, daté et signé par lui, et rempli de la désignation de l'ouvrage, de son poids et de la quantité d'or et d'argent qui y est contenue.

99. En cas de contravention aux deux articles précédens, les ouvrages sur lesquels portera la contravention seront confisqués, et en outre le délinquant sera condamné à une amende qui sera, pour la première fois, de dix fois la valeur des objets confisqués; pour la seconde fois, du double de la première, avec affiche de la condamnation dans toute l'étendue du département, aux frais du délinquant; enfin, la troisième fois, l'amende sera quadruple de la première, et le commerce ainsi que la fabrication d'or et d'argent seront interdits au délinquant, sous peine de confiscation de tous les objets de son commerce (1).

(1) Cette disposition s'applique aux marchands de doublé et de plaqué comme aux fabricans. elle s'applique aussi non seulement aux feuilles de doublé et de plaqué, considérées comme matière première, mais encore aux ouvrages fabriqués avec ces feuilles en tout ou en partie; ces ouvrages doivent être marqués par ceux qui les fabriquent, à peine d'amende et de confiscation. Cass., 16 avril 1812, Sir., XII, 1, 396; Bull. crim., XVII, 167.

100. Le fabricant de doublé est assujéti, comme le marchand orfèvre, et sous les mêmes peines, à n'acheter des matières ou ouvrages d'or et d'argent que de personnes connues ou ayant des répondans à eux connus.

TITRE VIII. — Des formes à observer dans les recherches, saisies et poursuites relatives aux contraventions à la présente loi.

101. Lorsque les employés d'un bureau de garantie auront connaissance d'une fabrication illicite de poinçons, le receveur et le contrôleur, accompagnés d'un officier municipal, se transporteront dans l'endroit ou chez le particulier qui leur aura été indiqué, et y saisiront les faux poinçons, les ouvrages et lingots qui en seraient marqués, ou enfin les ouvrages achevés et dépourvus de marque qui s'y trouveraient : ils pourront se faire accompagner, au besoin, par l'essayeur ou par un de ses agens (1).

102. Il sera dressé à l'instant, et sans déplacer, procès-verbal de la saisie et de ses causes, lequel contiendra les dires de toutes les parties intéressées, et sera signé d'elles : ledit procès-verbal sera remis, dans le délai d'une décade au plus, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal de police correctionnelle, qui demeure chargé de faire la poursuite, également dans le délai d'une décade (2).

(1 et 2) Les préposés des douanes sont sans qualité pour constater les contraventions aux lois sur la garantie des matières d'or et d'argent ; ce droit n'appartient qu'aux préposés des bureaux de garantie et aux préposés des contributions indirectes : les procès-verbaux, dressés à cet égard par les préposés des douanes sont donc nuls. Cass., 18 août 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 114. — Les commissaires de police, comme officiers de police judiciaire, ont qualité pour dresser ces procès-verbaux. Lyon, 2 juin 1825, *SIR.*, XXV, 2, 368 ; et Paris, 6 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 158. — Jugé, au contraire, que les commissaires de police sont sans qualité pour verbaliser, sauf pourtant le cas où il s'agit de contraventions commises par des marchands ferains ou ambulans, lesquelles peuvent être constatées par les municipalités et leurs agens, c'est-à-dire par les maires, les adjoints et les commissaires de police. Cass., 15 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 363 ; Bull. crim., XXXI, 199. — Les employés de la régie des droits réunis (aujourd'hui de l'administration des contributions indirectes) ont qualité pour constater les contraventions relatives au droit de garantie des matières d'or et d'argent. Cass., 17 ventose an 13, *SIR.*, V, 2, 172 ; Bull. crim., X, 185. — Les procès-verbaux peuvent être dressés par les préposés de la régie sans l'assistance des employés des bureaux de garantie ; à cet égard, le décret du 28 floréal an 13 a dérogé à l'art. 101 de la loi du 19 brumaire an 6. Cass., 26 janvier 1809, *SIR.*, X, 1, 375 ; Bull. crim., XIV, 30. — Les procès-verbaux doivent, à peine de nullité, être dressés conjointement par un receveur et un contrôleur du bureau de garantie : en conséquence, est nul le procès-verbal dressé par deux contrôleurs, sans receveur : peu importe qu'ils fussent assistés d'un inspecteur en mission. Nîmes, 13 janvier 1831, *SIR.*, XXXII, 2, 92. — Lorsque la loi exige que les employés des contributions indirectes soient assistés, dans la rédaction de leurs procès-verbaux, d'un commissaire de police, notamment dans le cas où il s'agit de procès-verbaux constatant des contraventions en matière de garantie d'or et d'argent, le commissaire de police ne peut, à peine de nullité, être remplacé par un agent subalterne de police. Cass., 2 octobre 1818, *SIR.*, XIX, 1, 170 ; Bull. crim., XXIII, 393.

Les dispositions de la loi du 5 ventose an 12, relatives aux formalités des procès-verbaux en matière de droits réunis, ne sont pas applicables aux procès-verbaux des contraventions à la loi du 19 brumaire an 6 : par suite, un pareil procès-verbal ne peut pas être annulé, sur le fondement que la copie qui en a été délivrée au prévenu, ne contient pas la mention de la signature apposée à l'original par le commissaire de police qui a assisté à la visite des préposés de l'administration. Cass., 17 novembre 1808, *SIR.*, VII, 2, 1146 ; Bull. crim., XIII, 481. Les procès-verbaux sont valables, quoiqu'ils ne contiennent mention ni de l'administration à la requête de laquelle ils sont dressés, ni de la personne chargée des poursuites : ces formalités, prescrites par le décret du 1^{er} germinal an 13, concernant la constatation des contraventions aux lois sur les contributions indirectes, ne sont pas applicables en matière de garantie d'or et d'argent ; et les reules qui doivent être observées sont celles établies par la loi du 19 brumaire an 6. Cass., 18 avril 1822, *SIR.*, XXII, 1, 433 ; Bull. crim., XXVII, 173. — Un procès-verbal de saisie est nul, si les employés ne se sont pas conformés à l'obligation qui leur est imposée de dresser leurs procès-verbaux sans déplacer, et de faire apposer le cachet de l'officier municipal sur les objets saisis. Cass., 2 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 229 ; Bull. crim., XXIX,

103. Les poinçons, ouvrages ou objets saisis, seront mis sous les cachets de l'officier municipal, des employés du bureau de garantie présens, et de celui chez lequel la saisie aura été faite, pour être déposés, sans délai, au greffe du tribunal de police correctionnelle.

104. Dans le cas où le tribunal prononcerait la confiscation des objets saisis, ils seront remis au receveur de la régie de l'enregistrement, pour être vendus.—Il sera prélevé, sur le prix qui en proviendra, un dixième, qui sera donné à celui qui aura le premier dénoncé le délit, et un second dixième partageable, par portions égales, entre les employés du bureau de garantie. Le surplus, ainsi que les amendes, seront versés dans la caisse du receveur de l'enregistrement (1).

105. Les mêmes formes et dispositions prescrites par les quatre articles précédens, auront lieu également pour toutes les recherches, saisies et poursuites relatives aux contraventions à la présente loi.

106. Les recherches ne pourront être faites qu'en se conformant à l'article 359 de la constitution.

107. Tout ouvrage d'or et d'argent achevé et non marqué, trouvé chez un marchand ou fabricant, sera saisi, et donnera lieu aux poursuites par-devant le tribunal de police correctionnelle. Les propriétaires des objets saisis encourront la confiscation de ces objets, et en outre les autres peines portées par la loi (2).

537. — Jugé encore que l'obligation imposée aux employés de dresser leurs procès-verbaux de suite et sans déplacer, doit être observée à peine de nullité, à moins de force majeure. Cass., 1^{er} août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 547.

Les procès-verbaux dressés par les employés à la garantie des matières d'or et d'argent, font foi jusqu'à inscription de faux. Cass., 24 septembre 1830, *SIR.*, XXXI, 1, 50; Bull. crim., XXXV, 502.

L'administration des droits réunis a qualité pour appeler d'un jugement qui acquitte un prévenu de contravention aux lois sur le droit de garantie. Cass., 22 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 251; Bull. crim., XII, 211. — Le ministère public a qualité pour poursuivre les contraventions au contrôle des matières d'or et d'argent; le décret du 1^{er} germinal an 13, en autorisant la régie des droits réunis à poursuivre généralement les contraventions aux différentes lois dont l'exécution lui est confiée, n'a nullement dérogé aux dispositions particulières de la loi du 19 brumaire an 6. Cass., 13 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 551; Bull. crim., XI, 41.

(1) La nullité des procès-verbaux n'empêche pas la confiscation des objets saisis, si, d'ailleurs, les contraventions sont prouvées par l'instruction. Cass., 22 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 229; Bull. crim., XII, 208; arrêt précité du 17 novembre 1808, *SIR.*, VII, 2, 1146; Bull. crim., XIII, 481; arrêt précité du 2 octobre 1818, *SIR.*, XIX, 1, 170; Bull. crim., XXIII, 393; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que la nullité des procès-verbaux et de la saisie, et la restitution des objets saisis n'empêche pas que les prévenus ne doivent être condamnés aux frais des poursuites si, d'ailleurs, les contraventions résultent suffisamment de l'instruction, indépendamment des procès-verbaux. Cass., arrêt précité du 2 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 229; Bull. crim., XXIX, 537. — Jugé de plus que, lorsqu'un procès-verbal est déclaré nul en la forme, les juges ne peuvent refuser d'admettre la régie à faire la preuve de la contravention par tous les moyens propres à suppléer le procès-verbal. Arrêt précité du 1^{er} août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 547.

(2) Les orfèvres et autres individus travaillant des matières d'or et d'argent, sont tenus de faire marquer ou poinçonner les ouvrages qu'ils achètent pour revendre, dans les vingt-quatre heures après qu'ils en ont porté l'achat sur leurs registres, sous peine de confiscation et de l'amende prononcée par l'art. 17 de la déclaration du 26 janvier 1749; cette déclaration n'a été abrogée, ni par la loi du 19 brumaire an 6, ni par aucune autre loi. Lyon, 15 février 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 200. — L'article 107 de cette loi s'applique même aux ouvrages revêtus des anciennes marques, qui ne porteraient pas les nouvelles. Cass., 25 novembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 88; Bull. crim., XV, 296. — Jugé encore que les ouvrages d'or et d'argent, fabriqués antérieurement à la loi du 19 brumaire an 6, quoique revêtus de la marque alors autorisée, doivent être empreints de la marque nouvelle; qu'en conséquence, l'orfèvre ou marchand de bijoux qui en achète de hasard, est obligé de faire incessamment apposer la marque sur ces objets; et que, s'il n'a pas de registres en règle qui justifient que ces ouvrages sont achetés depuis peu, il est réputé les avoir depuis long-temps, et avoir voulu les soustraire à la marque. Cass.

108. Seront saisis également et confisqués tous les ouvrages d'or et d'argent sur lesquels les marques des poinçons se trouveront entées, soudées ou contre-tirées en quelque manière que ce soit; et le possesseur avec connaissance sera condamné à six années de fers.

109. Les ouvrages marqués de faux poinçons seront confisqués dans tous les cas; et ceux qui les garderaient ou les exposeraient en vente avec connaissance, seront condamnés, la première fois, à une amende de deux cents francs; la deuxième, à une amende de quatre cents francs, avec affiche de la condamnation dans tout le département, aux frais du délinquant; et la troisième fois, à une amende de mille francs, avec interdiction de tout commerce d'or et d'argent.

110. Tous citoyens, autres que les préposés à l'application des poinçons légaux, qui en emploieraient même de véritables, seront condamnés à un an de détention.

TITRE IX.

SECTION 1^{re}. — De l'affinage.

111. La ferme de l'affinage national, qui comprend l'affinage de Paris et celui de Lyon, est et demeure supprimée.

112. La profession d'affiner et de départir les matières d'or et d'argent, est libre dans toute l'étendue de la république.

113. Quiconque voudra départir et affiner l'or et l'argent pour le commerce, est tenu d'en faire la déclaration, tant à sa municipalité qu'à l'admi-

8 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 76. — Il y a excuse, si l'acheteur justifie légalement n'avoir eu le loisir, dans l'intervalle de la vente à la saisie, de faire poinçonner l'objet de son acquisition, conformément aux lois nouvelles. Même arrêt. — Jugé, au contraire, que les marchands qui ont chez eux des ouvrages d'or et d'argent non marqués ne peuvent être excusés, ni parce qu'ils les ont reçus depuis très peu de temps, ni parce qu'ils ne les ont pas mis en évidence. *Cass.*, 18 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 229; *Bull. crim.*, XX, 63. — Il y a lieu de casser l'arrêt d'une cour royale qui, appréciant les faits constatés par un procès-verbal des préposés des contributions indirectes, décide qu'un individu poursuivi pour contravention à la loi du 19 brumaire an 6, n'est pas un fabricant d'orfèvrerie, lorsque le procès-verbal constate des faits caractéristiques de cette profession. A cet égard, il entre dans les attributions de la cour de cassation d'apprécier ou de qualifier les faits autrement que les juges du fond. *Cass.*, 27 août 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 58; *Bull. crim.*, XXXVI, 347.

La loi du 19 brumaire an 6 qui autorise la confiscation des ouvrages non poinçonnés, n'est pas applicable à un particulier ni marchand ni fabricant. *Cass.*, 1^{er} frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 77; et 8 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 716. — L'ouvrier qui fabrique chez lui des ouvrages d'or et d'argent, est assujéti aux obligations imposées par la loi du 19 brumaire an 6 aux fabricans et marchands d'or et d'argent; peu importe qu'il fabrique pour le compte d'autrui, et qu'il n'ait point de patente. *Cass.*, 19 juin 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 160; *Bull. crim.*, XXX, 327; arrêts précités des 24 septembre 1830, *SIR.*, XXXI, 1, 50; *Bull. crim.*, XXXV, 502; et 27 août 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 58; *Bull. crim.*, XXXVI, 347. — Les couteliers doivent, sous les peines portées par la loi de brumaire an 6, faire apposer le poinçon de garantie sur les objets d'or et d'argent qui servent à la garniture des couteaux. *Cass.*, 2 juin 1806, *SIR.*, VI, 2, 660; *Bull. civ.*, VIII, 200.

Lorsque des montres sont saisies chez un horloger pour défaut de la marque exigée par la loi, il faut distinguer entre la boîte et les mouvemens; les mouvemens ne doivent pas être compris dans la saisie. *Cass.*, 21 février 1822, *SIR.*, XXII, 1, 289; *Bull. crim.*, XXVII, 89. — Cette décision a été rendue sous l'empire de l'ordonnance du 19 septembre—9 décembre 1821, qui n'assujéti que les boîtes de montres à la marque de garantie. Antérieurement, la cour de cassation avait jugé en sens contraire, c'est-à-dire qu'en cas de défaut de marque des boîtes, la contravention entraînait la saisie des mouvemens aussi bien que des boîtes. 15 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 517; *Bull. crim.*, X, 470. — Les orfèvres qui n'ont point soumis au poinçon de marque les articles de leur commerce, n'encourent pas, à raison de ce fait, l'amende du quadruple des droits et la confiscation; ils ne sont passibles que de l'amende et des autres peines portées par l'art. 80 de la loi du 19 brumaire an 6. *Cass.*, 3 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 520; *Bull. crim.*, XI, 11.

nistration du département, et à celle des monnaies ; il sera tenu registre desdites déclarations, et délivré copie au besoin.

114. L'affineur ne pourra recevoir que des matières qui auront été essayées et titrées par un essayeur public autre que celui qui devra juger des lingots affinés.

115. L'affineur délivrera au porteur de ces matières une reconnaissance qui en désignera la nature, le poids, le titre tel qu'il aura été indiqué par l'essayeur, et le numéro.

116. Les affineurs tiendront un registre coté et paraphé par l'administration de département, sur lequel ils inscriront, jour par jour, et par ordre de numéros, la nature, le poids et le titre des matières qui leur seront apportées à affiner, et de même pour les matières qu'ils rendront après l'affinage.

117. Ils seront tenus d'insculper leurs noms en toutes lettres sur les lingots affinés provenant de leurs travaux ; et avant de les rendre aux propriétaires, ils porteront lesdits lingots affinés au bureau de garantie, pour y être essayés, marqués, et y acquitter le droit prescrit par la loi.

118. Les lingots affinés, apportés au bureau de garantie, ne seront passés en délivrance que dans le cas où ils ne contiendraient pas plus de cinq millièmes d'alliage, si c'est de l'or, et vingt millièmes, si c'est de l'argent.

119. Lorsque les lingots seront reconnus bons à passer en délivrance, le receveur, après avoir perçu les droits, et le contrôleur, tireront le poinçon de garantie de la caisse où il doit être renfermé, et ce poinçon sera appliqué par le contrôleur, en multipliant les empreintes de manière que l'une des grandes surfaces de chaque lingot en soit entièrement couverte.

120. L'affineur acquittera les frais d'essai et les droits au bureau de garantie, et en prendra récépissé, pour pouvoir s'en faire rembourser par les propriétaires des lingots.

121. L'affineur qui contreviendrait aux dispositions des articles 113, 114 115 et 116, encourra les mêmes peines portées en l'article 80 contre les marchands orfèvres.

122. Les lingots et matières d'or et d'argent affinés, qui seraient trouvés dans le commerce sans être revêtus du poinçon du bureau de garantie, seront confisqués ; et l'affineur, qui les aurait délivrés, sera condamné à cinq cents francs d'amende.

123. Le contrôleur du bureau de garantie est autorisé à prélever des prises d'essai sur les matières fines apportées au bureau ; ces prises d'essai seront mises en réserve sous une enveloppe portant le numéro du lingot d'où elles proviennent, et scellées du cachet de l'affineur et de celui de l'essayeur. — Le contrôleur aura la garde du paquet contenant ces prises d'essai.

124. Si, dans le courant d'un mois, il ne s'élève aucune réclamation sur la validité du titre indiqué par l'essayeur du bureau de garantie, le contrôleur remettra le paquet cacheté, contenant les prises d'essai, à l'affineur, qui lui en donnera décharge : dans le cas contraire, le paquet sera adressé à l'administration des monnaies, qui fera vérifier l'essai sans délai.

125. Si cette vérification fait connaître une erreur sur le titre indiqué, l'essayeur qui aura commis cette erreur sera tenu de payer à la personne lésée la totalité de la différence de valeur qui en sera résultée. — L'essayeur d'un bureau de garantie qui aura été pris trois fois en faute de cette manière, sera destitué.

SECTION II. — De l'affinage national.

126. L'affinage national est conservé à Paris pour le service des monnaies; le public a la faculté d'y faire affiner ou départir des matières d'or et d'argent contenant or. — Le directoire exécutif pourra établir d'autres affinages nationaux, si les besoins de la fabrication des monnaies l'exigent, et sur la demande de l'administration chargée de ce service.

127. L'affineur national sera nommé par l'administration des monnaies, sous l'approbation du ministre des finances.

128. Les matières apportées à l'affinage national seront inscrites sur un registre coté et paraphé par le commissaire du directoire exécutif près l'administration des monnaies.

129. L'affineur national se conformera, relativement à l'affinage des matières qui lui seraient apportées par des particuliers, à tout ce qui est prescrit dans la section précédente, aux affineurs libres pour le commerce : les peines portées contre ceux-ci, en cas de contravention, seront applicables à l'affineur national.

130. L'affineur national sera tenu d'avoir un fonds en matières d'or et d'argent capable d'assurer le service national.

131. Il ne pourra garder les lingots à affiner plus de cinq jours, non compris les jours d'entrée et de sortie de ces lingots.

132. L'affineur national fournira un cautionnement en immeubles de la valeur de cent mille francs, pour répondre des matières d'or et d'argent qui lui seront livrées.

133. Lesdites matières affinées par l'affineur national seront portées à la chambre de délivrance des monnaies, et remises au caissier, où elles seront empreintes du poinçon national dans toute l'étendue de l'une des grandes surfaces du lingot.

134. Les lingots affinés appartenant à la république, porteront le nom d'affineur national, et le titre en sera déterminé suivant la forme prescrite par l'article 51 de la loi sur l'organisation des monnaies.

135. L'affineur national est autorisé à porter en compte, pour frais d'affinage ou départ des matières nationales, savoir : — Pour les lingots d'or (et sont réputés tels ceux qui contiennent plus que la moitié de leur poids en or), vingt-quatre francs cinquante-trois centimes par kilogramme d'or fin passé en délivrance; — Pour les matières d'argent doré contenant or, dix francs vingt-deux centimes par kilogramme de matière brute, c'est-à-dire telle qu'elle était avant l'affinage, — Et pour les lingots d'argent, trois francs vingt-sept centimes par kilogramme d'argent pur. — Lesdits frais seront acquittés par le caissier de la monnaie.

TITRE X. — De l'argue.

136. Il y a, dans l'enceinte de l'hôtel des monnaies de Paris, une argue destinée à dégrossir et tirer les lingots d'argent et de doré. — Lorsque les besoins de la fabrication l'exigeront, le directoire exécutif pourra établir des argues dans d'autres lieux, sur la demande motivée de l'administration de département, et sur l'avis de celle des monnaies.

137. Les tireurs d'or et d'argent sont tenus de porter leurs lingots aux argues nationales, pour y être dégrossis, marqués et tirés.

138. Ils y paieront pour prix de ce travail, savoir : — Pour les lingots de doré, et lorsque les propriétaires auront leurs filières, cinquante centimes par hectogramme (trois onces deux gros douze grains); et lorsqu'ils n'auront pas de filières, soixante-quinze centimes; — Pour les lingots d'argent, douze

centimes par hectogramme, lorsque les propriétaires auront des filières; et quand ils n'en auront pas, vingt-cinq centimes.

139. L'administration des monnaies est chargée de l'établissement et entretien du service de l'argue, sans cependant pouvoir ajouter de nouveaux préposés à ceux qu'elle a déjà sous son autorité : elle passera en dépense les frais de l'argue, et en fera verser les produits dans la caisse du caissier de la monnaie; et chaque année, elle rendra sur le tout un compte séparé au ministre des finances, qui le mettra sous les yeux du directoire exécutif, pour être transmis au corps législatif.

N° 350. = 22 brumaire an 6 (12 novembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant la vente des effets mobiliers, de commerce ou d'approvisionnement, non réservés pour le service public (1). (II, Bull. CLVII, n° 1545.)

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est chargé exclusivement à tout autre ordonnateur de faire procéder à la vente des effets mobiliers, marchandises, effets de commerce ou d'approvisionnement, non réservés pour le service public.

2. Les autres ministres, tous autres ordonnateurs, leurs agents ou préposés qui auront à leur disposition des objets pareils à ceux dénommés dans l'article précédent, en adresseront successivement les états au ministre des finances; ils lui feront part, en même temps, du mode d'après lequel ils pensent que la vente peut en être faite le plus avantageusement.

3. Le ministre des finances fera connaître aux autres ministres ou aux autres ordonnateurs, respectivement, le résultat des ordres qu'il aura donnés pour la disposition des objets dont ils lui auront remis l'état.

4. Le ministre des finances fera rentrer le produit des ventes à la trésorerie nationale, comme y parviennent les recettes ordinaires; il lui en sera tenu compte en la même forme.

5. S'il a été consenti quelques ventes particulières depuis le 1^{er} vendémiaire dernier, les ministres et autres ordonnateurs en enverront l'état dans le mois au ministre des finances, afin qu'il en fasse régler la comptabilité, conformément aux dispositions du présent arrêté.

N° 351. = 22 brumaire an 6 (12 novembre 1797). = **LOI** portant création d'une agence des contributions directes (2). (II, Bull. CLVII, n° 1546; B., LXX, 178.)

N° 352. = 23 brumaire an 6 (13 novembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif contenant des mesures pour l'exécution de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an 5, qui met les journaux sous l'inspection de la police (3). (II, Bull. CLVII, n° 1549.)

(1) Voyez, sur le mode de vente du mobilier national, le décret du 6 ventose an 3 (24 février 1795); l'arrêté du 23 nivose an 6 (12 janvier 1798); et celui du 9 floréal an 9 (29 avril 1801).

Voyez encore, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, le résumé des lois concernant le mode de vente du mobilier des émigrés.

(2) Cette agence a été supprimée par la loi du 3 frimaire an 8 (24 novembre 1799), portant établissement des directions des contributions, et fixation de leurs attributions: cette loi rend sans intérêt celle du 22 brumaire an 6, et surtout l'instruction qui la suit.

(3) La loi du 19 fructidor an 5 (5 septembre 1797) fut rendue à l'occasion d'une conspiration dite *royaliste*, et ne contenait que des mesures purement circonstanciées et temporaires. Le présent arrêté qui se rattache à cette loi n'offre aucun intérêt.

Voyez, sur la législation de la presse, la note qui accompagne l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795).

N° 353. = 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797). = *Loi concernant l'exécution de celles relatives aux déserteurs et aux réquisitionnaires* (1). (II, Bull. CLVII, n° 1551; B., LXX, 196.)

Art. 1^{er}. Tout administrateur de département ou de canton, officier de police judiciaire, accusateur public, juge, commissaire du directoire exécutif, tout individu faisant partie de la gendarmerie nationale, qui n'exécutera pas ponctuellement, en ce qui le concerne, les lois relatives aux déserteurs, aux fuyards de la réquisition et à leurs complices, ou qui en empêchera ou entravera l'exécution, sera puni de deux années d'emprisonnement.

2. Tout fonctionnaire public convaincu d'avoir favorisé la désertion, empêché ou retardé le départ des déserteurs et des citoyens de la réquisition, soit par des écrits, soit par des discours, sera, outre l'emprisonnement, condamné à une amende qui ne pourra être moindre de cinq cents francs, ni excéder deux mille francs (2). — Il sera de plus destitué de ses fonctions.

3. Tout officier de gendarmerie coupable de négligence dans l'exercice de ses fonctions envers les déserteurs, les fuyards de la réquisition et leurs complices, pourra être destitué par le directoire exécutif.

4. Tout habitant de l'intérieur de la république convaincu d'avoir recélé sciemment la personne d'un déserteur ou réquisitionnaire, ou d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir soustrait d'une manière quelconque aux poursuites ordonnées par la loi, sera condamné, par voie de police correc-

(1) Il a été rendu contre la désertion un grand nombre de lois très sévères. Voyez le Code des délits et des peines pour les troupes de la république, du 21 brumaire an 5 (11 novembre 1796), tit. I et II; l'arrêté du 3 fructidor an 6 (20 août 1798), qui ordonne l'exécution des lois relatives aux réquisitionnaires et aux déserteurs; celui du 14 vendémiaire an 12 (7 octobre 1803), qui rappelle les fonctionnaires à l'exécution de la présente loi; celui du 19 du même mois (12 octobre 1803), concernant les dépôts des conscrits réfractaires; la composition des conseils spéciaux pour juger la désertion, la procédure devant ces conseils, les peines de la désertion, et l'exécution des jugemens; celui du 5 germinal même année (26 mars 1804), tit. III et suiv., concernant les peines contre la désertion; le décret du 23 ventose an 13 (14 mars 1805), qui porte des peines contre la provocation à la désertion; l'avis du conseil d'état du 15 prairial an 13 (4 juin 1805), qui met à la charge des recéleurs des conscrits réfractaires les frais d'impression et d'affiche des jugemens rendus contre ces derniers; le décret du 8 fructidor suivant (26 août 1805), tit. XII, concernant les conscrits réfractaires; celui du 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805), qui porte des peines contre les complots de désertion; l'avis du conseil d'état du même jour et le décret du 2 février 1812, sur le même objet; le décret du 7 mars 1808, portant que les condamnés aux travaux publics ou au boulet qui, ayant obtenu leur grâce, ne se rendent pas à leur destination, sont jugés comme déserteurs avec récidive; celui du 19 octobre suivant, qui punit de dix ans de fers les militaires ou marins condamnés pour désertion, et qui, après avoir subi leur peine ou obtenu leur grâce, désertent de nouveau; celui du 22 du même mois, qui détermine les peines encourues pour crime de désertion par les individus incorporés dans les bataillons de la marine; celui du 28 février 1809, concernant le jugement des conscrits réfractaires qui s'évadent; celui du 12 janvier 1811, qui accorde une gratification pour chaque arrestation de réfractaire ou de déserteur; celui du 5 avril suivant, qui porte de nouvelles mesures pour réprimer la désobéissance aux lois sur la conscription; celui du 14 octobre même année, relatif à la recherche et à la punition des déserteurs; et celui du 23 novembre 1811 portant la peine de mort contre le militaire qui, après avoir obtenu grâce pour le crime de désertion, ne se rend pas au corps désigné, ou qui déserte après s'y être rendu. Voyez encore la loi du 19 fructidor an 6 (5 septembre 1798), qui établit la conscription, et les notes.

(2) Les faux matériels, commis sur des congés provisoires par des officiers publics, ne peuvent pas être considérés comme de simples attestations mensongères délivrées par complaisance; ils constituent le crime de faux. Cass., 13 janvier 1809, Sir., XVII, 1, 94.

Voyez la loi du 28 nivose an 7 (17 janvier 1799), art. 30; et le décret du 8 fructidor an 13 (26 août 1805), tit. X.

tionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder trois mille francs, et à un emprisonnement d'un an. — L'emprisonnement sera de deux ans, si le déserteur ou réquisitionnaire a été recélé avec armes et bagages. — En conséquence, le premier paragraphe de l'article 7 du titre II de la loi du 21 brumaire an 5, portant la peine de deux ans de gêne et deux ans de fers, est abrogé (1).

5. Celui qui aura reçu chez lui un déserteur ou réquisitionnaire fugitif, ne sera point admis à proposer comme excuse valable que ledit déserteur ou réquisitionnaire était entré chez lui en qualité de serviteur à gages, à moins qu'il ne l'ait préalablement présenté à l'administration municipale de son canton, pour l'interroger, examiner ses papiers et passeports, et s'assurer par tous les moyens possibles qu'il n'était point dans le cas de la désertion ni de la réquisition (2).

(1) Les lois qui punissent la désertion, n'ont pas été abrogées virtuellement par l'art. 12 de la charte qui abolit la conscription, ni par l'art. 25 de la loi du 19 mars 1818, qui abroge les lois, réglemens et instructions antérieurs sur le recrutement de l'armée; en conséquence, celui qui favorise l'évasion d'un déserteur est punissable aux termes de l'art. 4 de la loi du 24 brumaire an 6. Cass., 13 mars 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 246; *Bull. crim.*, XXVIII, 104. — Jugé dans le même sens, et qu'en conséquence les peines portées par la loi du 24 brumaire an 6, sont applicables à celui qui recèle sciemment un déserteur en le prenant à son service. Cass., 26 septembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 188; *Bull. crim.*, XXVII, 387; et 4 août 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 108; *Bull. crim.*, XXXII, 699. — Mais s'il est reconnu que le recéleur a agi de bonne foi, cette circonstance exclut toute culpabilité, et détruit tout délit. Cass., 24 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 348. — Jugé, contrairement aux décisions précédentes, que la loi du 24 brumaire an 6 a été abrogée par celle du 10 mars 1818, et qu'en conséquence le recel d'un déserteur n'est plus passible des peines portées par la première de ces lois. Lyon, 27 juillet 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 22.

Tout Français qui, ayant atteint l'âge de la conscription, n'est pas porté sur le tableau des conscrits, est réputé conscrit réfractaire, s'il ne se présente lui-même devant l'autorité compétente pour faire réparer cette omission : en conséquence, le recel d'un conscrit qui n'aurait pas rempli cette formalité est punissable, aux termes de la loi du 24 brumaire an 6, comme le recel d'un conscrit réfractaire. Cass., 15 mars 1810, *SIR.*, XI, 1, 53; *Bull. crim.*, XV, 75. — Nul ne peut être puni comme recéleur criminel de conscrit, si le conscrit recélé n'est au préalable déclaré réfractaire ou déserteur. Cass., 14 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 561; *Bull. crim.*, XI, 67. — Jugé, au contraire, que pour qu'il y ait désertion, dans le sens de la loi qui punit le recel des déserteurs, il n'est pas nécessaire que les déserteurs aient été déclarés tels par un conseil de guerre; qu'il suffit qu'arrêtés comme déserteurs, ils aient été incorporés en cette qualité dans une compagnie de discipline; le fait de désertion est dès-lors suffisamment constaté. Cass., arrêt précité du 4 août 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 108; *Bull. crim.*, XXXII, 699.

Les lois des 24 brumaire an 6 et 17 ventose an 8, qui portent les peines d'amende et d'emprisonnement contre tout Français convaincu d'avoir recélé sciemment un conscrit réfractaire, ne sont pas applicables à un père qui donne un asile et des alimens à son fils. Mais ces lois, en tant qu'elles condamnent aux mêmes peines tout Français convaincu d'avoir soustrait un Français aux peines ordonnées par la loi, sont applicables à un père qui, pour soustraire son fils à la conscription, lui substitue frauduleusement et présente au capitaine de recrutement un autre individu hors d'état de servir. Cass., 22 août 1806, *SIR.*, VI, 2, 187; *Bull. crim.*, XI, 243. — Jugé même que le père, par cela seul qu'il loge et nourrit chez lui son fils, conscrit réfractaire, doit être puni comme coupable de recèlement, encore bien qu'il n'ait fait aucun acte pour le soustraire aux recherches de la police. Cass., 7 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 194; *Bull. crim.*, XVII, 481. — Jugé de plus que les père et mère d'un déserteur sont censés l'avoir recélé dans le sens des lois pénales, si le fils a demeuré dans une maison qu'ils occupaient pour leur résidence et leur logement; encore même que les père et mère établissent que la maison n'était point leur propriété, et qu'elle appartenait au déserteur. Cass., 3 avril 1812, *SIR.*, XII, 1, 401; *Bull. crim.*, XVII, 152. — Les pères et mères des conscrits déclarés réfractaires par l'autorité administrative ne sont pas recevables à prouver devant les tribunaux (pour échapper aux peines du recel) que la qualité de conscrits réfractaires a été mal-à-propos appliquée à leurs enfans; à cet égard, il n'appartient point aux tribunaux d'examiner les motifs qui ont déterminé l'autorité administrative. Cass., 2 brumaire an 14, *SIR.*, VII, 2, 861.

(2) Cette disposition n'admet aucune preuve contraire, relativement à la présomption qu'elle

6. La négligence des administrateurs à cet égard sera punie conformément à l'article 1^{er}. — En cas de connivence pour favoriser la désertion, les peines portées par l'article 2 leur seront appliquées.

7. Ceux qui seraient convaincus d'avoir fait de fausses déclarations à l'administration de canton pour favoriser la désertion, seront poursuivis et punis des mêmes peines que les recéleurs.

N° 354. = 25 brumaire an 6 (15 novembre 1797). = *LOI relative aux actions en rabatement des adjudications par décret* (1). (II, Bull. CLIX, n° 1554; B., LXX, 197.)

Art. 1^{er}. L'article 2 du décret du 17 germinal an 2 est rapporté. En conséquence, l'action en rabatement des adjudications par décret faites antérieurement à la publication de la loi du 25 août 1792, pourra être exercée pendant tout le temps qui reste à courir des délais qui étaient de droit à cette époque, et qui ont été maintenus ou rétablis par le décret du 12 février 1793, lequel est remis en vigueur dans toutes ses dispositions, avec les modifications y apportées par les autres articles de celui du 17 germinal an 2.

2. L'intervalle du 1^{er} vendémiaire an 3 au jour de la publication de la

établ. Cass., 17 brumaire an 14, SIR., VII, 2, 863; Bull. crim., X, 443; et 30 mai 1812, SIR., XIII, 1, 49; Bull. crim., XVII, 258. — Celui qui prend un conscrit à son service, s'il veut n'être pas réputé recéleur, doit le présenter au maire de la commune; il ne suffirait pas d'avertir le maire qu'il a pris chez lui le conscrit. Cass., 7 décembre 1809, SIR., X, 1, 272; Bull. crim., XIV, 389. — Celui qui a reçu dans sa maison un conscrit réfractaire en qualité de serviteur à gages, ne peut se faire une excuse de ce que le conscrit était porteur d'un certificat du maire de sa commune, constatant qu'il avait satisfait à la réquisition. Cass., 26 juin 1812, SIR., XIII, 1, 62; Bull. crim., XVII, 300. — Ni de ce que le conscrit était porteur d'un livret. Cass., 14 mai 1813, SIR., XIII, 1, 352; Bull. crim., XVIII, 251. — Ni de ce que ce conscrit lui avait exhibé un faux acte de naissance, qui le plaçait hors de l'âge de la conscription. Cass., 24 messidor an 13, SIR., VII, 2, 862. — Ni de ce que le conscrit étant marié et domicilié dans la commune, il n'a pas dû le croire déserteur. Cass., 11 brumaire an 14, SIR., VII, 2, 863; Bull. crim., X, 426. — Ni, en général, de ce qu'il ignorait sa qualité de conscrit. Cass., 18 juillet 1806, SIR., VII, 2, 69; Bull. crim., XI, 205; et 9 avril 1813, SIR., XIII, 1, 321; Bull. crim., XVIII, 173. — Celui qui n'a employé un conscrit réfractaire qu'à un travail accidentel et momentané ne peut, pour ne l'avoir pas au préalable présenté à la mairie, être poursuivi comme l'ayant recélé sciemment. Cass., 12 juillet 1806, SIR., VII, 2, 70; Bull. crim., XI, 200. — Celui qui reçoit chez lui et emploie à son service un conscrit réfractaire, est censé par cela seul receler le conscrit, encore qu'il l'emploie à un travail ostensible, tel que le travail des champs, qui le laisse exposé aux recherches et aux poursuites de l'autorité. Cass., 18 décembre 1812, SIR., XIII, 1, 208; Bull. crim., XVII, 547. — Encore qu'un déserteur n'ait été pris par un particulier à son service que comme journalier et à salaire de jour par jour, néanmoins il est réputé serviteur à gages dans le sens des articles 4 et 5 de la loi du 24 brumaire an 6, s'il a été employé à des travaux habituels et continus; dans ce cas, la qualité de *serviteur à gages* se détermine par le genre de service qui a eu lieu, plutôt que par la dénomination convenue entre les contractans, et les termes de paiement stipulés pour le salaire du travail. Cass., 9 juin 1806, SIR., VII, 2, 861; Bull. crim., XI, 163. — Celui qui, pour un travail habituel, est payé à tant par jour, nourri et couché, doit, dans le sens de la loi du 24 brumaire an 6, être rangé dans la classe des domestiques, et non dans celle des simples journaliers. Cass., 8 thermidor an 13, SIR., XX, 1, 486.

L'art. 463 du Code pénal, qui permet aux juges de modérer les peines d'amende et d'emprisonnement, ne s'applique pas aux peines prononcées en matière de conscription. Cass., 12 mars 1813, SIR., XIII, 1, 345; Bull. crim., XVIII, 116.

Voyez encore un décret du 22 janvier 1808, qui annule des jugemens portant réduction de l'amende réglée par le préfet du département de l'Ardèche, contre des conscrits réfractaires.

(1) Voyez le décret du 25—28 août 1792, art. 18, qui abolit, en général, le rabatement de décret; celui du 12—13 février 1793, qui l'abolit spécialement pour le Languedoc, et les notes; et celui du 17—27 germinal an 2 (6—16 avril 1794), qui prescrit le mode de procéder pour les actions en rabatement.

présente, ne sera pas compté comme temps utile dans les délais mentionnés dans l'article précédent.

3. Sont maintenus et conservés les droits quelconques acquis de bonne foi, à titre onéreux ou gratuit, à de tierces personnes, en vertu d'actes ayant une date authentique ou certaine, depuis la publication de la loi du 25 août 1792 jusqu'à la publication du décret du 12 février 1793, et depuis le 1^{er} vendémiaire an 3 jusqu'à la publication de la présente, sur des biens compris en des adjudications par décret, dont le rabatement se trouve établi par les dispositions précédentes; mais l'aliénateur desdits droits sera tenu d'indemniser le rabattant, ainsi qu'il suit :—Si l'aliénation procède d'un titre lucratif, celui qui l'aura consentie fera la remise au rabattant du prix qu'il en aura retiré, et celui-ci sera subrogé aux droits et actions restant à recouvrer sur le tiers acquéreur; mais lorsque l'aliénateur se trouvera avoir reçu le prix ou partie du prix en papier-monnaie depuis le 1^{er} janvier 1791, le remboursement en sera fait en numéraire métallique, suivant la valeur réelle du papier aux jour et lieu de la réception, ainsi qu'elle se trouvera fixée au tableau de dépréciation prescrit par l'article 2 de la loi du 5 messidor dernier. — Si l'aliénation procède d'un titre gratuit, l'indemnité aura pour mesure le montant de l'estimation de l'objet, suivant sa valeur à l'époque de l'aliénation.

4. Le montant des améliorations ou des dégradations sera supputé suivant les règles ordinaires, sauf l'exécution de l'article 4 du décret du 17 germinal an 2, et sauf encore que les améliorations et les impenses de toute nature, faites depuis le 1^{er} vendémiaire an 3 jusqu'au jour de la publication de la présente, sur des biens adjugés par décret, dont le rabatement se trouverait aboli par l'effet dudit décret, seront, sans aucune exception ni distinction, liquidées et remboursées en totalité à l'adjudicataire.

5. Les dispositions de la présente loi seront observées, nonobstant tous jugemens rendus et toutes compositions, transactions et accords faits depuis le 1^{er} vendémiaire an 3 jusqu'au jour de la publication de la présente, sur des actions en rabatement qui se trouveraient éteintes par l'effet du décret du 17 germinal an 2. Les parties, en ce cas, seront remises au même état où elles étaient auparavant.

6. La disposition de l'article 5 du décret du 12 février 1793, rétablie par l'article 1^{er} ci-dessus, est étendue à tous jugemens rendus jusqu'à sa publication, en conséquence des articles 18 et 19 de la loi du 25 août 1792.

N° 355. = 26 brumaire an 6 (16 novembre 1797). = *Loi relative au mode de paiement des arrérages de rentes et pensions, etc.* (1). (II, Bull. CLIX, n° 1555; B., LXX, 200.)

Le conseil... , considérant que la loi du 15 pluviôse dernier ne prescrit des règles sur les arrérages des rentes et pensions, et sur les intérêts, que relativement à quelques genres d'obligations, et seulement pour une partie du temps pendant lequel ils n'ont pas été payés; et qu'il est nécessaire et instant de prendre des mesures pour les faire acquitter en entier, et par rapport à toute espèce de conventions... , adopte l'acte d'urgence et la résolution suivante :

(1) Voyez la loi du 5 messidor an 5 (28 juin 1797), et les notes qui résument toute la législation sur le mode de remboursement des obligations créées pendant le cours du papier-monnaie. Voyez, spécialement, la loi du 15 pluviôse an 5 (3 février 1797).

Art. 1^{er}. La suspension résultant de la loi du 29 messidor an 4, pour le paiement des arrérages des rentes et pensions et des intérêts, est levée.

2. Les intérêts et arrérages des rentes perpétuelles et viagères et des pensions, quelle que soit leur origine, qui ont couru depuis le 1^{er} juillet 1790 jusqu'au 1^{er} janvier 1791, ou jusqu'à l'introduction du papier-monnaie dans les pays énoncés en l'article 3 de la loi sur les transactions antérieures à sa dépréciation, et qui pourraient être encore dus, seront acquittés en numéraire métallique, sans réduction.

3. Les intérêts et arrérages procédant des mêmes obligations, qui ont couru depuis le 1^{er} janvier 1791, ou depuis l'introduction du papier-monnaie dans les pays dont il est parlé en l'article précédent, jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, seront acquittés en numéraire métallique, d'après la réduction qui en sera faite à chaque époque de dépréciation que présentera le tableau, sans égard aux termes d'échéance stipulés, et sans y déroger pour l'époque des paiements à venir (1).

4. Ceux dus, tant en vertu d'obligations antérieures aux époques ci-dessus que d'obligations d'une date postérieure, pour des capitaux non réductibles, et qui ont couru à compter de la publication de la loi du 29 messidor an 4, ainsi que ceux qui écherront à l'avenir, seront de même acquittés en numéraire métallique.

5. Quant à ceux qui ont couru à compter de la publication de la loi du 29 messidor an 4, et qui écherront à l'avenir, procédant de capitaux susceptibles de réduction, ils seront acquittés en numéraire métallique, mais seulement pour la totalité des intérêts qui résulteront du capital réduit suivant le tableau de dépréciation.

6. Les intérêts et arrérages de toute nature qui ont couru depuis le 12 nivose an 3 jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, et qui sont dus en vertu d'aliénation de fonds ruraux, bois, moulins, ou en vertu de fixation de douaire, de dot, de droits successifs, de légitime ou avancement d'hoirie, hypothéqués et spécialement affectés sur des fonds ruraux, seront acquittés, savoir : — En leur entier, ceux dont les capitaux ne seront réductibles d'après la loi, et de la même manière qu'ont été ou ont dû être payés les fermages des biens ruraux pendant le même intervalle de temps, conformément à la loi du 2 thermidor an 3 et autres subséquentes ; — Et ceux dont les capitaux seront réductibles, de la même manière pour l'intérêt résultant du capital réduit.

7. Les parcs et jardins d'agrément, et ceux inhérens aux maisons d'habitation, ne peuvent être considérés comme biens ruraux ; mais si un créancier de la classe mentionnée en l'article précédent, faisait la preuve par écrit que le propriétaire, son débiteur, a été payé en tout ou en partie de la location desdits parcs ou jardins, sur le pied réglé par la loi du 2 thermidor et autres subséquentes, les intérêts de sa créance lui seraient payés de la même manière que l'a été la partie ainsi louée et payée ; et ce, dans la proportion de la valeur du parc ou jardin, comparativement à la valeur du restant de l'immeuble hypothéqué dont la location n'aurait été payée qu'en assignats.

(1) Les à-comptes payés en numéraire sur des arrérages de rente viagère échus pendant le cours du papier-monnaie, ne peuvent être imputés sans réduction sur ce qui est échu pendant ladite époque, lorsque les quittances ne règlent point le mode d'imputation. Cass., 2 germinal an 9, Sir., I, 2, 657; Bull. civ., III, 122. — Le créancier de sommes produisant intérêts, et qui a joui d'immeubles appartenant à son débiteur pendant le cours du papier-monnaie, n'est pas fondé à demander, postérieurement à cette loi, la compensation légale des intérêts de ses créances avec les fruits dont il a profité et qui n'ont été liquidés que depuis la même loi. Cass., 7 novembre 1815, Journ. du Pal., 1826, II, 233.

8. Les dispositions des lois relatives aux paiemens définitifs et aux consignations, auront leur exécution pour les intérêts et arrérages mentionnés dans la présente loi.

9. Interprétant, en tant que de besoin, le mot *échu* employé dans la loi du 15 pluviôse dernier, relativement au paiement des arrérages et intérêts, lorsqu'il s'agira de payer en numéraire métallique, sans réduction, pour régler ce qui devra être payé ainsi, on comptera jour par jour, sans égard aux termes d'échéance, et sans déroger à ces termes pour l'époque des paiemens à venir.

N° 336. = 27 brumaire an 6 (17 novembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif additionnel à celui du 27 vendémiaire dernier, sur la suppression des franchises et des contre-seings (1). (II, Bull. CLVII, n° 1552.)

Art. 1^{er}. Les commissaires du directoire exécutif auprès du tribunal de cassation, des tribunaux criminels, correctionnels et de police, les accusateurs publics, les directeurs de jury et les juges de paix, comprendront dans les frais de procédure les ports des lettres qui concerneront chaque affaire en particulier; ils leur seront passés en taxe.

2. Les fonctionnaires dénommés dans l'article précédent, rédigeront, chaque mois, un état sommaire des dépêches qui leur seront parvenues sur des objets particuliers, et auxquels il n'est pas donné de suite; les frais leur en seront remboursés comme il sera dit ci-après.

3. Les frais des procédures mentionnées dans l'article 1^{er}, et le montant des états mentionnés dans l'article 2, seront ordonnancés par le président du tribunal criminel, et acquittés par les receveurs des domaines, lorsqu'il s'agira d'un objet placé dans les dépenses générales de la république; ou par le receveur du département, sur le *visa* de l'administration centrale, lorsque l'objet sera à la charge des dépenses départementales.

4. Les particuliers qui adresseront par la poste, des lettres ou paquets aux officiers, cavaliers et autres personnes employées dans la gendarmerie nationale, seront tenus d'en payer le port d'avance, de la même manière que s'ils étaient adressés à des fonctionnaires publics; sans ce préalable, ils resteront au rebut dans le bureau du départ.

5. Le port des lettres adressées aux administrations centrales de département et aux municipalités par les autorités constituées, autorisées à les leur adresser sans les payer d'avance, par l'arrêté du 27 vendémiaire dernier, fera partie des dépenses départementales et communales: il sera, en conséquence, acquitté et alloué sur les sous additionnels destinés à cet objet.

6. L'administration des postes fera remettre aux autorités désignées dans l'article précédent, les lettres qui leur ont été adressées ou qui le seront d'ici au 1^{er} pluviôse prochain, sur un simple état, dont le montant sera payé à la même époque. Ce délai passé, les administrations centrales et municipales mettront à la disposition du président ou du membre qui le remplace, ou de leur secrétaire-greffier, les fonds nécessaires pour retirer les lettres qui leur seront adressées par les autres autorités constituées: le montant en sera passé en dépense, conformément aux dispositions de l'article 5.

7. Il sera tenu un état séparé des frais de port des affiches relatives à l'aliénation des domaines nationaux; le montant sera payé par les administrations centrales, qui les comprendront dans les frais de vente à payer par les adjudicataires.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 6—8 juin 1792, et les notes qui résument la législation.

8. Les lettres et paquets adressés par les autorités constituées aux commissaires du directoire exécutif auprès des administrations centrales et municipales, par les fonctionnaires publics autorisés à les leur envoyer sans en payer le port d'avance, seront passés en dépense, de la même manière que ceux adressés aux administrations elles-mêmes, sur l'état certifié que lesdits commissaires leur en remettront.

9. Le port des lettres adressées aux tribunaux civils ou de commerce, sera pris sur les fonds affectés aux dépenses ordinaires des mêmes établissemens.

10. Il n'est point dérogé par le présent aux dispositions de l'arrêté du 27 vendémiaire, notamment en ce qui concerne l'obligation imposée et l'avertissement donné aux citoyens de payer d'avance le port des lettres qu'ils adresseront aux fonctionnaires publics et aux autorités constituées; elles sont, au contraire, en tant que de besoin, renouvelées; elles seront en conséquence publiées de nouveau et affichées.

N° 357. = 27 brumaire an 6 (17 novembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour faire prospérer l'instruction publique** (1). (II, Bull. CLIX, n° 1556.)

N° 358. = 27 brumaire an 6 (17 novembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'impression et l'affiche d'un état sommaire des jugemens rendus par les tribunaux criminels.** (II, Bull. CLIX, n° 1558.)

Art. 1^{er}. Conformément aux arrêtés des 8 brumaire et 2 pluviôse an 5, aucun jugement des tribunaux criminels ne sera imprimé en entier aux frais du trésor public.

2. A la fin de chaque mois, le commissaire du pouvoir exécutif fera imprimer, en placards, un état sommaire des jugemens portant condamnation à une peine quelconque, que le tribunal criminel aura rendus, tant sur accusation admise que sur appel en matière correctionnelle.

3. Cet état sera certifié, daté et signé par le commissaire du pouvoir exécutif. Il énoncera seulement la date de chaque jugement, les nom, prénoms, domicile, âge et profession du condamné, la nature et le lieu du délit, la peine prononcée, et l'indication de la loi qui l'aura motivée.

4. Cet état contiendra de plus son signalement, s'il est condamné à une peine afflictive ou infamante, ou à la détention par voie de police correctionnelle.

5. Ne seront pas compris dans cet état les jugemens contre lesquels le condamné ou le commissaire du pouvoir exécutif se seront pourvus en cassation, et qu'ils auront fait annuler, ou sur lesquels il n'aura pas encore été statué par le tribunal de cassation.

6. Le nombre d'exemplaires à tirer en placards de cet état, est fixé à raison d'un par chaque commune du ressort, ayant une population de cinq mille habitans ou au dessous, et à raison d'un par chaque fois cinq mille habitans que renferment les communes plus peuplées.

7. Il en sera tiré trois de plus, dont l'un sera déposé au greffe du tribunal criminel, et les deux autres seront envoyés au ministre de la justice.

8. Les frais d'impression de cet état seront acquittés, comme frais de justice, par la caisse de l'enregistrement, sur les mémoires de l'imprimeur, visés

(1) Voyez, sur l'instruction publique, la loi d'organisation du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), et les notes.

par le président du tribunal criminel et par le commissaire du pouvoir exécutif près ce tribunal, et déclarés exécutoires par l'administration départementale, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 20 septembre 1790.

9. Les exemplaires destinés aux communes seront adressés, par le commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel, aux commissaires près les tribunaux correctionnels, qui les transmettront aux commissaires près les administrations municipales. — Ceux-ci veilleront à ce que les administrations municipales les fassent afficher aux lieux les plus apparens.

10. Il ne sera alloué, pour l'apposition des affiches, aucune somme à la charge du trésor public.

11. Au moyen des dispositions du présent arrêté, les arrêtés des 8 brumaire et 2 pluviose an 5 sont déclarés non avenus.

N^o 359. = 28 brumaire an 6 (18 novembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant la tenue des répertoires et la remise annuelle des minutes des justices de paix (1). (II, Bull. CLIX, n^o 1562.)

Art. 1^{er}. Les juges de paix veilleront, sous leur propre responsabilité, à ce que les minutes de leurs actes en matière civile soient déposées, dans la première décade du mois de vendémiaire de chaque année, dans le local de la maison de l'administration municipale qui sera désigné par ladite administration.

2. Ils prendront un reçu de l'administration municipale, visé par le commissaire du directoire exécutif près cette administration, qu'ils feront passer, dans le cours de la deuxième décade du même mois, au commissaire du directoire exécutif près des tribunaux civil et criminel du département.

3. Le commissaire du directoire exécutif près les tribunaux, dénoncera à l'accusateur public, dans la dernière décade de vendémiaire, tous les juges de paix de son arrondissement qui n'auront point rempli les dispositions du présent arrêté.

4. Il en rendra compte au ministre de la justice, dans la première décade du mois de brumaire.

5. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux correctionnels veilleront à ce que les répertoires que les greffiers des justices de paix doivent tenir conformément à l'article 3 de la loi du 26 frimaire an 4, soient cotés et paraphés par les juges de paix, et clos par ces mêmes juges, dans la première décade de vendémiaire; ils y mettront en conséquence leur *visa* après la clôture faite par ce juge.

6. Dans la deuxième décade du même mois, ils rendront compte au commissaire du pouvoir exécutif près les tribunaux civil et criminel du département, des greffiers et des juges de paix qui auront ou n'auront pas accompli à cet égard les dispositions de la loi.

7. Le commissaire près des tribunaux dénoncera, dans la troisième décade de vendémiaire, les juges de paix ou les greffiers en retard, à l'accusateur public.

8. Il en rendra compte au ministre de la justice, dans la première décade de brumaire.

9. Il lui transmettra aussi les noms des commissaires près les tribunaux correctionnels qui ne lui auront point fait passer à temps l'état prescrit par l'article 6.

(1) Voyez la loi du 26 frimaire an 4 (17 décembre 1795), qui détermine le lieu où seront déposées les minutes des juges de paix, art. 4.

N° 360. = 28 brumaire an 6 (18 novembre 1797). = *Loi qui proroge les délais pour se pourvoir en cassation contre les jugemens relatifs aux prises maritimes, en faveur de ceux qui étaient encore dans ces délais lors du décret du 18 — 19 brumaire an 2.* (B., LXX, 207.)

N° 361. = 2 frimaire an 6 (22 novembre 1797). = *Loi portant prorogation, pendant l'an 6, des droits établis sur les billets d'entrée aux spectacles* (1). (II, Bull. CLX, n° 1569 ; B., LXX, 214.)

Art. 1^{er}. Le droit d'un décime par franc (deux sous par livre), établi par la loi du 7 frimaire an 5 et prorogé par celles des 2 floréal et 8 thermidor suivants, continuera à être perçu pendant le cours de l'an 6, en sus du prix de chaque billet d'entrée et d'abonnement dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre.

2. Le même droit d'un décime par franc (deux sous par livre), établi et prorogé par les lois des 7 frimaire et 2 floréal an 5, en sus du prix de chaque billet d'entrée et d'abonnement aux bals, feux d'artifice, concerts, courses et exercices de chevaux, et autres fêtes où l'on est admis en payant, porté au quart de la recette brute par la loi du 8 thermidor suivant, continuera à être perçu sur ce dernier taux pendant le cours de l'an 6.

3. Le produit des droits perçus en vertu des articles précédens sera consacré uniquement aux besoins des hospices et aux secours à domicile, dans les proportions qui seront déterminées par le bureau central dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et par l'administration municipale dans les autres, conformément aux lois des 7 frimaire et 8 thermidor derniers.

N° 362. = 3 frimaire an 6 (23 novembre 1797). = *Loi relative à la prohibition des agences établies pour faire des ventes par forme de loterie* (2). (II, Bull. CLX, n° 1570 ; B., LXX, 217.)

Art. 1^{er}. Toutes agences établies pour vendre par forme de loterie, soit avec mélange ou sans mélange de lots ou primes en argent, des effets mobiliers ou immobiliers, de quelque nature qu'ils puissent être, sont dans le cas de la prohibition prononcée par l'article 91 de la loi du 9 vendémiaire dernier.

2. Pourront néanmoins lesdites agences, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la présente loi, terminer les opérations par elles commencées à ladite époque, sans qu'il leur soit permis d'en commencer de nouvelles, ni de donner aucune suite à celles commencées depuis la publication de ladite loi.

N° 363. = 4 frimaire an 6 (24 novembre 1797). = *Loi concernant la restitution des biens aux héritiers des condamnés par les tribunaux révolutionnaires après le 9 thermidor an 2* (3). (II, Bull. CLXI, n° 1575 ; B., LXX, 219.)

Art. 1^{er}. L'article 5 de la loi du 21 prairial an 3, conçu en ces termes :

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796).

(2) Voyez la loi du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), relative à l'organisation de la loterie, et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 20 frimaire an 3 (10 décembre

« Sont également maintenues les confiscations prononcées par les jugemens rendus dans les formes prescrites par la loi du 8 nivose an 3, relative à la nouvelle réorganisation du tribunal révolutionnaire, ainsi que celles qui l'ont été postérieurement, ou qui pourront l'être par les tribunaux ou commissions militaires établies par la convention nationale » est rapporté.

2. Les articles 1^{er} et 2 de la loi du 5 germinal an 5 sont applicables aux héritiers des condamnés par les tribunaux révolutionnaires réorganisés après le 9 thermidor an 2.

N° 364. = 5 frimaire an 6 (25 novembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la solde provisoire des militaires* (1). (II, Bull. CLX, n° 1571.)

N° 365. = 5 frimaire an 6 (25 novembre 1797). = *LOI qui supprime, dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4, les chapitres séculiers, les bénéfices simples, les séminaires, et toutes les corporations laïques des deux sexes* (2). (II, Bull. CLXI, n° 1577; B., LXX, 220.)

Art. 1^{er}. Les chapitres séculiers, les bénéfices simples, les séminaires, et toutes les corporations laïques des deux sexes sont supprimés dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4.

2. Immédiatement après la publication de la présente, les directions des domaines nationaux, établies dans chacun de ces départemens, nommeront des commissaires qui se feront représenter les registres et comptes de régie, les arrêteront, formeront un résultat des revenus et des époques de leurs échéances, dresseront un état de l'argenterie des églises et chapelles, effets de sacristie, bibliothèques, livres, manuscrits, médailles, tableaux, et généralement de tous les objets renfermés dans les établissemens supprimés.

3. Lesdites directions des domaines nationaux feront dresser une liste des membres composant lesdits chapitres et autres établissemens, dont la suppression est ordonnée par l'article 1^{er}.

4. Dans la décade qui suivra la publication de la présente, les directions enverront au ministre des finances une expédition des procès-verbaux et des états ci-dessus prescrits.

5. L'administration des biens dont les établissemens supprimés par l'article 1^{er} sont en possession, est confiée, dès ce moment, aux directions, et tous leurs produits seront versés dans leur caisse.

6. Les comptes des membres desdits établissemens, ainsi que ceux de leurs fermiers ou locataires, seront communiqués aux administrations municipales, pour être vérifiés et apurés ensuite par les directions des biens nationaux.

1794), le résumé de la législation sur cet objet : voyez notamment le décret du 21 prairial an 3 (9 juin 1795).

(1) Cet arrêté n'était que provisoire : depuis, la solde de l'armée a été réglée d'une manière définitive. Voyez, à cet égard, les lois et réglemens cités dans les notes qui accompagnent la loi du 23 floréal an 5 (12 mai 1797).

(2) Voyez le décret du 18—18 août 1792, portant suppression des congrégations séculières et des confréries, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

Voyez spécialement, en ce qui concerne la suppression des communautés religieuses dans les départemens réunis à la France, les lois, arrêtés et décrets des 15 fructidor an 4 (1^{er} septembre 1796), 20 prairial an 10 (9 juin 1802), 3 messidor an 12 (22 juin 1804), 14 novembre 1811, 3 janvier 1812, et 23 janvier 1813.

7. Les dispositions de l'article 11 de la loi du 15 fructidor an 4, en ce qui concerne la représentation des pensions de retraite, sont applicables à chacun des membres des établissemens supprimés, de manière toutefois que la somme ne soit pas supérieure à celle des revenus, calculés au denier dix, dont jouissaient les derniers titulaires depuis la suppression des dîmes, ni inférieure aux pensions accordées par les lois aux mêmes établissemens supprimés en France par les précédentes assemblées nationales.

8. Le mode de paiement des sommes allouées aux membres des maisons et établissemens religieux supprimés par la loi du 15 fructidor an 4 dans les neuf départemens réunis, est applicable aux membres des établissemens supprimés par la présente, conformément à l'article 9 de la loi du 2 fructidor an 5; et les articles 10 et 11 de ladite loi du 2 fructidor les concernent également pour ce qui regarde l'emploi des bons en paiement des biens nationaux.

9. Le montant des paiemens reçus par anticipation, ou du prix des mobiliers qui auraient dû être réservés pour la république, sera précompté sur les sommes à délivrer aux membres desdits établissemens supprimés.

10. Dans la décade qui suivra le jour de la publication de la présente, les membres desdits établissemens seront tenus d'évacuer les maisons nationales qu'ils occupent.

11. Toutes quittances ou reconnaissances de paiemens prétendus faits par anticipation à tous les ci-devant religieux ou religieuses, membres de chapitres, possesseurs de bénéfices simples et corporations laïques des deux sexes (dans les neuf départemens réunis), par les fermiers, locataires, emphytéotes ou arrentataires des biens dont la jouissance leur a été enlevée par la loi du 15 fructidor ou leur est enlevée par la présente, sont nulles et de nul effet (1).

12. Les maisons religieuses dont l'institut a pour objet l'éducation publique ou le soulagement des malades sont supprimées (2): en conséquence, l'article 20 de la loi du 15 fructidor an 4, en ce qui les concerne, est rapporté. Néanmoins ces écoles et hôpitaux conserveront les biens dont ils jouissent, et seront administrés d'après les lois existantes dans les autres parties de la république.

N° 366. = 5 frimaire an 6 (25 novembre 1797). = *Loi qui règle l'indemnité due aux membres du corps législatif pour la suppression de la franchise du contre-seing* (3). (II, Bull. CLXI, n° 1576; B., LXX, 222.)

N° 367. = 8 frimaire an 6 (28 novembre 1797). = *Loi qui prescrit la manière de procéder au jugement des procès criminels dans lesquels il y a partage entre les jurés*. (II, Bull. CLXIII, n° 1584; B., LXX, 226.)

Art. 1^{er}. Lorsque, après les vingt-quatre heures prescrites au jury de jugement pour parvenir à former une opinion à l'unanimité, il y aura partage

(1) Le paiement de fermages fait par anticipation aux communautés religieuses supprimées dans les neuf départemens de la Belgique, n'a pu être opposé à la nation, depuis le 15 fructidor an 4. Cass., 4 juillet 1808, Str., IX, 1, 278; Bull. civ., X, 182.

(2) Les fondations de bénéfices ecclésiastiques, pour la dotation desquels les fondateurs et les héritiers étaient dépouillés du droit de propriété des objets donnés, sont tombées en main-morte, et comme telles ont été supprimées au profit de l'état. L'université ne peut en prétendre la restitution, encore que les fondations fussent destinées à des étudiants de l'université. Arr. du cons., 18 janvier 1813, Str., Jur. du cons., II, 233.

(3) Voyez, sur les franchises et contre-seings, le décret du 6—8 juin 1792, et les notes qui résument la législation.

entre les jurés sur une ou plusieurs des questions qui leur sont soumises, leur chef fera une déclaration à la décharge de l'accusé, dans la forme prescrite par l'article 413 du Code des délits et des peines, comme si la majorité des voix eût prononcé en faveur dudit accusé (1).

2. Dans les procès criminels dont le jugement se trouve suspendu d'après une déclaration du jury qu'il y a partage, il sera procédé audit jugement, sur cette déclaration, comme si elle eût été faite à décharge.

3. L'article 33 de la loi du 19 fructidor n'est point applicable au jury d'accusation. En conséquence, l'article 243, livre II, titre III, du Code des délits et des peines, concernant le jury d'accusation, continuera d'être exécuté suivant sa forme et teneur.

N^o 368. = 9 frimaire an 6 (29 novembre 1797). = *Loi qui assimile les ci-devant nobles aux étrangers, pour l'exercice des droits de citoyen français.* (II, Bull. CLXI, n^o 1578; B., LXX, 226.)

N^o 369. = 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797). = *Loi qui fixe le traitement des officiers de santé des armées* (2). (II, Bull. CLXIII, n^o 1588; B., LXX, 228.)

Art. 1^{er}. La loi du 23 floréal an 5, ainsi que toutes celles antérieures relatives au service de santé des armées, sont rapportées en ce qui concerne la solde des officiers de santé des armées.

2. A dater de la publication de la présente résolution, la solde des officiers de santé des armées, des hôpitaux militaires et des corps armés, sera attachée au grade exprimé par le brevet ou la commission de chacun d'eux. — Elle sera fixée, pour les officiers de santé supérieurs, sous laquelle dénomination sont compris les médecins, chirurgiens et pharmaciens, qui après avoir servi plus de douze ans, dont trois en qualité de chefs, aux armées, *en vertu de commission légale*, continueront d'être en activité dans les hôpitaux, et pour les trois chefs dans les hôpitaux militaires d'instruction, à la somme annuelle de quatre mille francs; pour les autres professeurs dans les mêmes hôpitaux militaires d'instruction, à trois mille francs; — Pour les médecins, chirurgiens et pharmaciens de première classe, à celle de deux mille francs; — Pour les chirurgiens et pharmaciens de seconde classe, à celle de quinze cents francs; — Pour les chirurgiens et pharmaciens de troisième classe, à celle de huit cents francs.

3. Les chirurgiens attachés aux corps armés jouiront de la solde affectée à la classe dans laquelle chacun d'eux sera personnellement compris; soixante d'entre eux seulement pourront être de première classe.

4. Dans les hôpitaux militaires permanens, les officiers de santé n'auront droit à aucune ration; mais ils jouiront des logemens fixés par la loi, selon leur grade.

5. La solde des officiers de santé employés aux armées, soit en chef, soit dans le service des ambulances, soit dans les corps de troupes, sera augmentée d'une moitié en sus des traitemens fixés pour chaque grade par l'article 2 ci-dessus, indépendamment des rations et accessoires auxquels lesdits officiers ont droit aux armées, conformément à la loi du 13 nivose de l'an 4.

(1) Ce principe est encore en vigueur aujourd'hui : pour la condamnation d'un accusé, il faut une majorité de plus de sept voix. Loi du 4—5 mars 1831, art. 3.

(2) Voyez, sur le même objet, la loi du 23 floréal an 5 (12 mai 1797), et la note.

6. La solde des inspecteurs généraux formant le conseil de santé des armées, établi près le ministre de la guerre, sera de six cents francs par mois, moyennant laquelle solde ils ne pourront toucher aucun autre traitement public, de quelque nature qu'il soit, ni recevoir aucune ration.

7. Le paiement des soldes ci-dessus sera fait aux officiers de santé, de la même manière, aux mêmes époques et sur les mêmes fonds que la solde de l'armée.

8. Les retraites des officiers de santé, ainsi que les pensions dues aux veuves de ceux qui sont morts à leur poste, seront fixées d'après l'assimilation prononcée par la même loi du 15 nivose.

9. Le directoire exécutif donnera incessamment les ordres nécessaires pour que le nombre des hôpitaux militaires et celui des officiers de santé à y employer soient réduits aux termes du strict besoin des troupes.

N^o 370. = 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797). = *Loi relative à la formation des conseils de guerre et de révision, dans les places de guerre investies et assiégées* (1). (II, Bull. CLXIII, n^o 1587 ; B., LXX, 230.)

Art. 1^{er}. Dans toute place de guerre investie et assiégée, il sera formé des conseils de guerre et de révision, dont les membres seront pris, sur la désignation du commandant en chef de la place, parmi les officiers et sous-officiers de la garnison.

2. La durée de leurs fonctions ne pourra excéder celle de l'état de siège.

3. Les présidens de ces conseils adresseront au ministre de la guerre, aussitôt qu'il leur sera possible, copie certifiée des jugemens rendus.

4. Les lois relatives aux conseils de guerre et de révision permanens sont communes à ceux établis par la présente, en tout ce qui n'y est pas contraire.

N^o 371. = 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797). = *Loi qui fixe le mode de remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie* (2). (II, Bull. CLXI, n^o 1580 ; B., LXX, 231.)

Le conseil. . . . , considérant qu'ayant déjà réglé le sort des transactions antérieures à la dépréciation du papier-monnaie, il n'est pas moins instant de fixer le mode de remboursement des obligations contractées pendant cette dépréciation, et que l'intérêt d'une foule de citoyens sollicite, à cet égard, de promptes et équitables mesures. . . , adopte l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art 1^{er}. Toute suspension de paiemens est levée à l'égard des obligations énoncées en la présente, survenues pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie.

2. Les obligations contractées pour simple prêt, en dette à jour ou autrement, depuis le 1^{er} janvier 1791, dans les anciens départemens de la France, ainsi que celles contractées dans les départemens qui y ont été réunis, et dans l'île de Corse, depuis l'introduction du papier-monnaie dans ces pays, jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, seront censées consenties valeur nominale du papier-monnaie ayant cours, lorsque le contraire ne

(1) Voyez la loi du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796), et celle du 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797), et les notes qui accompagnent ces deux lois.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation.

sera pas prouvé par le titre même, et à ce défaut par des écrits émanés des débiteurs, ou par leur interrogatoire sur faits et articles (1).

3. Sont exceptées les obligations contractées dans la ci-devant Belgique, lesquelles, en conformité de l'article 6 de la loi du 15 fructidor an 5, seront censées consenties en numéraire métallique, à défaut d'expression contraire.

4. Le montant des obligations désignées en l'article 2 sera, sauf les conditions ci-après, et pour toutes les sommes qui y ont donné lieu, réduit en numéraire métallique, suivant le tableau de dépréciation ordonné par la loi (2).

5. Lorsque l'obligation aura été passée à plus de deux ans de terme au-delà de l'époque du 29 messidor an 4, le débiteur ne sera admis à demander la réduction en numéraire métallique, qu'autant qu'il aura légalement notifié au créancier, dans les deux mois qui suivront la publication de la présente pour tout délai, à peine de déchéance, sa renonciation aux termes à échoir, avec offre de rembourser le capital réduit dans le délai d'une année; sans préjudice néanmoins de la prorogation autorisée par l'article 18 ci-après (3).

6. Le délai ci-dessus ne courra, à l'égard des billets au porteur, ainsi que des billets à ordre à longs termes, que du jour de leur présentation (4).

7. Les réductions qui seront requises et ordonnées en exécution des articles 4 et 5 ci-dessus, ne pourront l'être qu'à la charge par le débiteur de payer, au taux de cinq pour cent les intérêts échus ou à échoir du capital réduit, et ce suivant le mode de paiement qui sera établi, pour les intérêts et pensions, par une loi particulière, ce qui aura lieu quand même, en considération des termes ou autrement, les intérêts du capital fourni en papier-monnaie auraient été stipulés à des taux inférieurs, ou même qu'il n'en aurait été stipulé aucun (5).

8. L'article 7 de la loi du 15 fructidor dernier n'est point applicable aux

(1) Lorsque l'acquéreur d'un immeuble consent à garder entre ses mains une partie du prix, et à payer les intérêts de ce prix à une personne indiquée pour l'acquit d'une rente dont le bien est grevé, il ne peut pas obtenir la réduction de cette somme dans les formes prescrites par le présent article; mais la personne indiquée peut en demander la réduction comme aurait fait le vendeur, suivant le mode prescrit par les art. 2 et 3 de la loi du 16 nivose an 6. Cass., 30 germinal an 11, *SIR.*, VII, 2, 1168; Bull. civ., V, 222.

(2) Cette réduction n'a pas lieu pour un prêt fait en assignats, avec stipulation qu'il serait remboursable en or ou en argent, dans le cas où les assignats n'auraient plus cours à l'époque de ce remboursement. Cass., 15 floréal an 12, *SIR.*, IV, 1, 313; Bull. civ., VI, 251. — Celui qui a reçu une somme en assignats, à charge d'acquitter une autre créance de même valeur en numéraire, n'est pas débiteur par désignation et obligé au paiement en numéraire; il peut demander la réduction. Cass., 14 floréal an 9, *SIR.*, I, 1, 432; Bull. civ., III, 187. — Le débiteur, encore qu'il n'ait pas satisfait à la délégation portée en son contrat, peut demander la réduction au taux qu'avaient les assignats, à l'époque où le créancier déléguant a payé lui-même le créancier délégataire. Cass., 12 thermidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 179.

(3) Le délai fixé par cet article a couru contre les émigrés. Cass., 10 juin 1806, *SIR.*, VI, 2, 668; Bull. civ., VIII, 213; et 10 mai 1820, *SIR.*, XX, 1, 438. — Le débiteur d'une obligation constituée en valeur de papier-monnaie et dont l'échéance était éventuelle et indéterminée, peut demander la réduction de cette obligation, encore qu'il n'ait pas fait au créancier la notification prescrite par le présent article: cet article est inapplicable à une telle obligation. Cass., 23 juin 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 667.

(4) Si cette présentation n'a pas eu lieu, le débiteur peut, lors de l'échéance, réclamer la réduction quoiqu'il n'ait pas déclaré renoncer au long terme. Cass., 6 nivose an 12, *SIR.*, IV, 1, 191; Bull. civ., VI, 109.

(5) Cette condition de paiement d'intérêts s'applique à toute espèce de créances réduites, qu'elles soient à longs termes ou non: il n'y a pas lieu de réduire les intérêts suivant l'échelle de dépréciation; ils doivent être acquittés intégralement. Cass., 27 mai 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 393.

prêts en papier-monnaie pour le remboursement desquels l'emprunteur s'est soumis de fournir une quantité fixe de grains, denrées ou marchandises, à une époque déterminée, ou leur valeur courante au temps de l'échéance. — Les engagemens ainsi conçus pourront, à la réquisition du débiteur, être réduits d'après l'échelle de dépréciation, lorsqu'il sera vérifié que la valeur de la quantité promise de grains, denrées ou marchandises, excédait de moitié, au temps du contrat, celle du capital prêté; et si ce capital n'a pas été exprimé, la preuve de sa consistance pourra être faite par d'autres écrits du créancier, ou par son interrogatoire sur faits et articles.

9. Lorsqu'une obligation susceptible de réduction rappellera un droit certain ou un autre acte antérieur et dont les causes sont néanmoins postérieures au 1^{er} janvier 1791, ou bien lorsqu'il sera prouvé, de la manière indiquée en l'article 2, que ladite obligation dérive d'un plus ancien prêt en papier-monnaie, la réduction sera faite eu égard aux valeurs réellement fournies, en remontant à l'origine de la dette; le tout sans préjudice de l'exécution de la loi du 14 fructidor dernier, pour les obligations originairement dues en espèces métalliques.

10. Quand le débiteur aura emprunté une somme en papier-monnaie pour se libérer envers un ancien créancier, le capital ainsi prêté sera soumis à l'échelle de réduction du jour de la nouvelle obligation, sans que le nouveau créancier qui en a fourni le montant puisse se prévaloir, quant à ce, de la subrogation aux droits ainsi qu'à l'hypothèque ou au privilège de l'ancien créancier qui a été remboursé de ses deniers. — Il en sera usé de même à l'égard du coobligé qui s'est fait subroger aux droits d'un créancier commun en payant la part d'un autre codébiteur (1).

11. La réduction ci-dessus n'est pas applicable, 1^o aux simples cessions et transports de dettes; 2^o aux endossements d'effets négociables; 3^o aux délégations et indications de paiemens, même aux délégations acceptées. — Dans tous ces cas, et sauf les exceptions légales, les cessionnaires ou délégataires pourront faire valoir en entier les droits des cédans ou délégans contre les débiteurs cédés ou délégués.

12. Tous dépositaires et séquestres volontaires ou judiciaires seront valablement libérés, en remettant en même nature les sommes qu'ils auront reçues aux susdits titres, de quelque cause qu'elles proviennent, ou leur valeur représentative en d'autre papier-monnaie, lorsqu'elle aura été échangée en conformité des lois. — Sont et demeurent exceptés ceux qui ont été en demeure de restituer lesdites valeurs, de même que les dépositaires qui se seraient soumis d'en payer l'intérêt. — Dans ces cas, les capitaux légitimement dus seront remboursés en numéraire métallique, néanmoins d'après l'échelle de dépréciation, eu égard aux époques, soit de la demeure, soit de la stipulation d'intérêt (2).

13. A l'égard des mandataires à titre onéreux ou gratuit, qui auront reçu

(1) L'acquéreur d'un immeuble est coobligé, dans le sens de cet article, de celui qui est débiteur personnel de la dette à laquelle l'immeuble est hypothéqué : en conséquence, s'il a payé cette dette en assignats, il ne peut se prévaloir de la subrogation aux droits et hypothèques du créancier pour exiger son remboursement en numéraire. Cass., 5 floréal an 12, *SIR.*, IV, 2, 139. — Le codébiteur d'une rente qui l'a amortie en papier-monnaie, ne peut répéter de son codébiteur le remboursement de sa part en numéraire métallique et sans réduction, encore qu'il soit subrogé aux droits du créancier. Cass., 7 novembre 1809, *SIR.*, X, 1, 93; Bull. civ., XI, 256.

(2) Le curateur à une succession vacante, qui en a fait vendre les meubles dont il a reçu le prix en papier-monnaie, ne doit pas rembourser, comme un débiteur ordinaire, au taux de l'échelle de dépréciation : il doit, comme dépositaire, remettre en nature les valeurs par lui re-

des sommes en papier-monnaie pour le compte de leurs commettans, il en sera usé selon la disposition générale du droit; et ce dont ils seront déclarés débiteurs, sera réduit d'après l'échelle, en partant de l'époque où ils auront été reconnus en demeure.

14. Les sommes dues, 1^o pour vente de droits successifs, ou en conséquence des traités sur des droits et prétentions de même nature; 2^o pour gages ou salaires de domestiques, autres que ceux qui ont été fixés en papier-monnaie; 3^o pour les émolumens et salaires tant des greffiers que de tous officiers ministériels, lorsqu'ils auront été taxés d'après les anciens réglemens, seront payés en numéraire métallique, sans réduction.

15. La même disposition aura lieu en ce qui concerne le prix des ventes de matières d'or et d'argent, marchandises et autres choses mobilières, ou pour fournitures de grains et denrées, si mieux l'acheteur n'aime en payer l'estimation au temps du contrat, pareillement en numéraire métallique (1).

16. Les tuteurs ou curateurs rendront aux mineurs, en numéraire métallique, — 1^o Les capitaux qu'ils auront reçus en même nature pendant la durée de leur administration, et dont ils n'auraient pas fait emploi dans les délais prescrits par les lois; — 2^o Le prix estimatif des valeurs mobilières inventoriées antérieurement au 1^{er} janvier 1791, avec la crue dans les pays où elle est usitée, lorsqu'ils auront négligé de les faire vendre à l'encan; à moins qu'ils n'en aient été dispensés, en tout ou en partie, par une délibération des parens, ou par la disposition du père de famille. — Quant aux capitaux par eux reçus en papier-monnaie, ainsi qu'au prix estimatif des valeurs mobilières inventoriées depuis le 1^{er} janvier 1791, de même qu'aux capitaux provenus de la vente judiciaire d'icelles, les tuteurs et curateurs, à défaut d'emploi, ne seront tenus de les restituer que d'après l'échelle de réduction, selon les époques; si mieux les mineurs ne préfèrent, à l'égard des meubles, de se prévaloir de ceux qui seront encore existans.

17. Les sommes, rentes et pensions dues à titre de pure libéralité, par des actes entre-vifs ou à cause de mort, quand même elles seraient affectées sur des successions ouvertes depuis la dépréciation du papier-monnaie, seront acquittées en numéraire métallique, sauf la réductibilité desdites sommes, rentes et pensions, dans les cas seulement où elle est autorisée par la loi du 17 nivose an 2 (2).

18. Tout ce qui a été prescrit par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 15 fructidor dernier, sera observé, quant au délai qui peut être accordé aux débiteurs dont les dettes sont échues, et aux provisions qui pourront être requises par les créanciers (3).

N^o 372. = 15 frimaire an 6 (5 décembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exé-

cues. Cass., 19 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 153. — L'opposition faite entre les mains d'un dépositaire ne lui impose pas l'obligation de verser le dépôt, à peine d'être réputé en demeure. Cass., 4 thermidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 48.

(1) Pour la réduction en numéraire du prix de fournitures et travaux faits pendant le cours du papier-monnaie, il faut consulter la valeur des assignats au moment du règlement du mémoire de ces travaux et fournitures. Cass., 13 ventose an 10, *SIR.*, II, 2, 347; Bull. civ., IV, 218.

(2) Cet article n'est pas applicable aux arrérages antérieurs à la présente loi. Cass., 24 messidor an 9, *SIR.*, I, 1, 469; Bull. civ., III, 292.

(3) La compensation n'a pas lieu entre deux créances contractées en assignats à des époques différentes, puisqu'elles n'étaient égales que nominativement et par fiction. Cass., 21 ventose an 12, *SIR.*, IV, 1, 193.

cutif, qui ordonne une nouvelle publication de la loi du 5 nivose an 5, concernant les colporteurs de journaux (1). (II, Bull. CLXII, n° 1582.)

N° 373. = 15 frimaire an 6 (5 décembre 1797). = **LOI qui établit un mode pour l'imposition et le paiement des dépenses administratives et judiciaires (2).** (II, Bull. CLXIII, n° 1590 ; B., LXX, 252.)

N° 374. = 16 frimaire an 6 (6 décembre 1797). = **LOI concernant l'organisation de la gendarmerie dans l'île de Corse (3).** (II, Bull. CLXIX, n° 1609 ; B., LXX, 260.)

N° 375. = 16 frimaire an 6 (6 décembre 1797). = **LOI relative à la liquidation des pensions accordées aux ci-devant gagistes de la liste civile (4).** (II, Bull. CLXVIII, n° 1602 ; B., LXX, 263.)

Art. 1^{er}. La pension accordée aux ci-devant gagistes de la liste civile, continuera d'être liquidée conformément aux lois précédentes, en considération du traitement pécuniaire dont ils jouissaient : mais si ces gagistes, outre leurs traitemens, recevaient dans la ci-devant maison du roi la nourriture, leur pension sera liquidée aussi en considération de cette nourriture, qui demeure évaluée à six cents livres par an. Toutefois les pensions liquidées d'après cette double base ne pourront s'élever au-delà du *maximum* fixé par les lois précédentes.

2. A défaut de renseignemens positifs, dans les papiers de la liste civile, sur la nature, la durée du service et le montant du traitement des ci-devant gagistes, les faits seront attestés, pour les époques antérieures et postérieures à l'année 1780, par trois des plus anciens gagistes, suivant les formes prescrites par les dernières dispositions de l'article 6 du titre IV de la loi du 17 germinal an 2 ; en conséquence, la première disposition de cet article 6 est rapportée.

3. Les employés des bureaux de la liste civile, qui ont continué leur service à la liquidation, pourront réunir aux années antérieures au 10 août 1792, celles qu'ils ont passées à la liquidation ; et ils seront traités, pour l'un et l'autre service, suivant les dispositions des lois des 17 germinal an 2, 11 pluviose an 3, et de la présente.

4. Les pensions par brevet qui ont été accordées par l'ancien gouvernement à des veuves ou parens de gagistes, en considération de services rendus par leurs maris ou leurs proches, seront liquidées d'après les bases ordonnées par l'article 4, titre II de la loi du 17 germinal an 2, pour les pensions sur les cassettes et aumônes (5).

5. Ceux qui sont dans le cas d'obtenir des pensions ou secours annuels

(1) Voyez la loi du 10—11 décembre 1830 sur les crieurs publics, art. 9, qui abroge expressément celle du 5 nivose an 5 (25 décembre 1796), et la loi du 26—26 février 1834 qui forme le dernier état de la législation sur la matière.

(2) Cette loi a été remplacée par les dispositions bien plus complètes de celle du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), sur le même objet. Voyez cette loi du 11 frimaire, et les notes.

(3) Les dispositions de cette loi ont été remplacées par celles de la loi générale du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), sur l'organisation de la gendarmerie, déclarées applicables à la Corse, par les art. 222 et suiv., sauf quelques modifications y exprimées. Il serait donc sans intérêt d'insérer la présente loi dans ce recueil.

(4) Voyez, sur cet objet, le décret du 27 novembre 1792, et les notes.

(5) Voyez la loi rectificative du 23 pluviose an 6 (12 février 1798).

d'après les lois des 17 germinal an 2 et 11 pluviôse an 3, recevront annuellement, à compter du 1^{er} germinal an 4, et de la même manière que les autres pensionnaires de l'état non liquidés, un secours provisoire, qui ne pourra excéder quatre cents livres s'ils ont droit à une pension plus forte, ou du montant de la pension à laquelle ils paraîtront avoir droit d'après le travail provisoire fait jusqu'à présent; le tout d'après le certificat qui sera donné par le directeur général de la liquidation. Ce secours provisoire sera imputé sur les sommes que les pensionnaires et gagistes auront droit de toucher en vertu de leur liquidation définitive.

N° 376. = 16 frimaire an 6 (6 décembre 1797). = *Loi relative au mode de vente des domaines nationaux* (1). (II, Bull. CLXIV, n° 1591; B., LXX, 264.)

Art. 1^{er}. Les domaines nationaux, de quelque nature qu'ils soient, seront vendus, sans distinction des maisons ou bâtimens et des fonds de terre, suivant le mode réglé par la loi du 16 brumaire an 5, de manière que la moitié de la mise à prix sera payée, soit en numéraire, soit en obligations ou en inscriptions du tiers consolidé, et le surplus en bons de remboursement ou autres parties de la dette publique de même nature. — Les obligations une fois souscrites ne pourront, comme par le passé, être acquittées qu'en numéraire.

2. Le droit d'enregistrement desdites ventes est fixé à dix centimes (deux sous numéraire) par cent francs, sur le prix entier de l'adjudication.

3. Les droits attribués aux administrateurs de département, à leurs employés, et aux directeurs des domaines, tant pour leurs rétributions que pour les frais à leur charge, sont fixés à un millième en numéraire ou un franc par chaque mille francs du prix total de l'adjudication.

4. Il n'est point dérogé, par l'article 1^{er} de la présente résolution, aux dispositions de la loi du 9 vendémiaire dernier, relative aux ventes des domaines nationaux qui auront lieu après la paix générale.

N° 377. = 17 frimaire an 6 (7 décembre 1797). = *Loi contenant un mode pour suppléer à la perte des titres de créances sur les émigrés* (2). (II, Bull. CLXIV, n° 1593; B., LXX, 266.)

Art. 1^{er}. Aucune liquidation de créances sur les émigrés, condamnés et déportés, résultant d'actes notariés, ne sera faite que sur la représentation de la grosse, du titre constitutif ou récognitif, sauf les exceptions ci-après.

2. A l'égard des titres de créances dont il n'aurait point été délivré de grosse, la liquidation sera faite sur la représentation d'une expédition de ces titres; à la charge par le réclamant de rapporter aux agens de la liquidation un certificat du notaire ou du dépositaire de la minute, constatant qu'il n'a pas été délivré de grosse, qu'il n'a été fait, à la suite ou en marge de la minute, aucune mention de remboursement, et que le notaire

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé de la législation sur le mode de vente des domaines nationaux. Voyez aussi la loi du 16 brumaire an 5 (6 novembre 1796), art. 8 et suiv.; et celle du 2 fructidor an 5 (19 août 1797).

(2) Voyez, dans le § 4 des notes sur le décret du 9—12 février 1792, l'énonciation de toutes les lois relatives aux créanciers des émigrés.

ou dépositaire n'a connaissance d'aucun remboursement de la créance, en partie ou en totalité.

3. Les créanciers qui auraient perdu, soit la grosse, soit l'expédition de leurs titres, sont autorisés à requérir le notaire de leur en délivrer une nouvelle expédition, en justifiant de la demande qui leur en aura été faite par le liquidateur, ou du refus par lui fait de les admettre à la liquidation à défaut de grosse ou première expédition : il en sera fait mention dans l'expédition.

4. Les créanciers qui auront perdu les grosses de leurs titres, ne pourront obtenir le certificat du refus de liquidation, qu'après avoir fait aux agens qui en sont chargés, la déclaration dont le modèle est annexé à la présente loi : ils se soumettront, par la même déclaration, à représenter les grosses ou premières expéditions perdues, en cas qu'elles se retrouvent ; au moyen de quoi, le certificat ne pourra leur être refusé.

5. Dans les cas où les titres perdus l'auraient été par l'effet des divers déplacements et transports qui en ont été faits jusqu'à la réunion de toutes les productions au secrétariat de chaque département, et à Paris au bureau de la liquidation des dettes des émigrés, le secrétaire en chef de l'administration du département, et à Paris le directeur de la liquidation, en donneront au créancier un certificat, d'après lequel il pourra obtenir, et sans aucun déboursé de sa part, de tout notaire ou dépositaire de minutes, les expéditions qui seront nécessaires à sa liquidation. — Le notaire ou dépositaire fera passer à l'administration du département ou au directeur de la liquidation, une note des frais desdites expéditions, et il en sera remboursé, sur leur certificat, par la trésorerie nationale ou par le préposé de l'agence de l'enregistrement.

(Suit le modèle de la déclaration prescrite par la présente loi.)

N^o 378. = 17 frimaire an 6 (7 décembre 1797). = *Loi relative à la reprise des procédures existantes contre des émigrés, et que l'article 32 de la loi du 1^{er} floréal an 3 déclarait éteintes* (1). (II, Bull. CLXIV, n^o 1592 ; B., LXX, 268.)

Art. 1^{er}. L'article 32 de la loi du 1^{er} floréal an 3, qui déclarait éteintes les procédures existantes contre les émigrés pour raison de leurs dettes passives ou des droits à exercer sur leurs biens, est implicitement rapporté par la loi du 9 ventose de l'an 4, qui supprime les arbitrages forcés : en conséquence, il demeure libre à tout créancier ou prétendant-droit sur les biens d'un émigré, de reprendre, devant les tribunaux compétens, les contestations ci-devant existantes, et déclarées éteintes par ledit article.

2. Les demandes auxquelles les procédures reprises pourront donner lieu, seront signifiées aux administrations liquidantes, qui seront tenues de répondre auxdites demandes par des mémoires signifiés dans la forme ordinaire.

3. Les originaux des mémoires signifiés seront remis au commissaire du directoire exécutif près le tribunal chargé de la connaissance de l'affaire, lequel en donnera son récépissé.

4. Les administrations liquidantes n'auront, près des tribunaux, ni défenseurs officieux, ni procureurs fondés ; seulement les mémoires signifiés par elles seront lus à l'audience par le commissaire du directoire exécutif,

(1) Voyez cette loi, et les notes.

qui sera d'ailleurs tenu de faire valoir tous les moyens que lui suggéreront la justice et l'intérêt de la république ; et il sera fait , dans le jugement , mention de cette lecture , à peine de nullité (1).

5. Dans le cas où les créanciers ou prétendans-droit sur les biens des émigrés demanderaient à faire statuer par des arbitres sur les contestations dont il s'agit , les administrations liquidantes sont autorisées à y consentir , et à souscrire , au nom de la république , tels compromis qu'elles jugeront convenables.

6. Les frais , tant anciens que nouveaux , seront supportés par la partie qui succombera : ils seront taxés , en cas de jugement , par le tribunal qui le prononcera ; et , en cas d'arbitrage , par le tribunal civil du département de l'administration liquidante.

7. Il ne sera perçu aucun droit d'enregistrement sur les jugemens ou décisions arbitrales qui auront lieu en exécution de la présente loi.

N^o 379. = 17 frimaire an 6 (7 décembre 1797). = **LOI relative à la liquidation des créances sur les émigrés en faillite ou réputés insolvable** (2).
(II, Bull. CLXIV, n^o 1595 ; B., LXX, 269.)

Art. 1^{er}. Pour suppléer aux listes des émigrés en faillite ou réputés insolvable , tous les notaires ou dépositaires de la république seront tenus d'envoyer à l'administration centrale de leur département , et à Paris au bureau de la liquidation des dettes des émigrés , dans le délai d'un mois , à dater de la publication de la présente loi , état certifié des unions et des contrats d'atermoiement qui existent dans leurs études , sur des débiteurs émigrés.

2. Les administrations de département et le directeur de la liquidation sont autorisés à ne point liquider les dettes des émigrés compris sur les états qui seront formés en vertu de l'article précédent , et à faire procéder comme il est ordonné , dans les cas d'union , par les articles 47 et suivans de la loi du 1^{er} floréal.

3. Lorsque l'affirmation exigée des créanciers d'émigrés par l'article 74 de la loi du 1^{er} floréal an 3 , aura été faite antérieurement à la publication de cette loi , les administrations de département ou le directeur de la liquidation à Paris , pourront , avant de délivrer les reconnaissances définitives réclamées par lesdits créanciers , en exiger une nouvelle , qui sera reçue par lesdites administrations liquidantes , ou par les personnes qu'elles auront commises à cet effet.

4. Nonobstant les dispositions des articles 77 et 78 de la loi du 1^{er} floréal an 3 , les administrations de département et le directeur de la liquidation sont autorisés à délivrer les reconnaissances de liquidation définitive aux créanciers d'émigrés , sans exiger la représentation d'un certificat de non-opposition sur les créances qui en seront l'objet ; mais les créanciers ne pourront faire aucun emploi quelconque desdites reconnaissances de liquidation définitive , soit à la trésorerie nationale , soit en paiement de domaines nationaux , qu'en rapportant le certificat de non-opposition qui leur sera délivré , comme il est dit dans les articles 77 et 78 ci-dessus cités : en conséquence , il sera fait mention , sur chacune desdites reconnaissances ,

(1) Voyez la loi du 28 octobre (23 et)—5 novembre 1790 , tit. III , art. 13 et suiv. , et les notes.

(2) Voyez , dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 , le résumé des lois concernant les créanciers des émigrés.

de l'obligation imposée aux créanciers de la faire revêtir dudit certificat de non-opposition avant d'en faire aucun usage.

N° 380. = 17 frimaire an 6 (7 décembre 1797). = *Loi relative au paiement des arrérages des rentes ou pensions dues sur les biens d'émigrés, et non encore liquidées* (1). (II, Bull. CLXIV, n° 1594; B., LXX, 271.)

Art. 1^{er}. Les arrérages des rentes ou pensions perpétuelles ou viagères, dues sur des biens d'émigrés, et qui ne sont point encore liquidées définitivement, seront payés, pour le premier semestre de l'an 4, en mandats valeur nominale, réduits en numéraire sur le pied de la valeur effective qu'ils avaient à l'époque du mois de germinal, suivant la fixation établie dans l'article 9 de la loi du 13 thermidor dernier. — Lesdits arrérages, pour le second semestre de la même année, seront payés sur le même pied que les autres rentes dues par la république, en conformité de la loi du cinquième jour complémentaire de l'an 4.

2. Le paiement de ces arrérages se fera sur les fonds que la trésorerie nationale est tenue de mettre en réserve pour le paiement des autres rentes de l'état. Il y sera affecté, chaque décade, une portion de ces fonds, proportionnée à la masse desdits arrérages, comparée avec celle des autres rentes à payer. Le directeur de la liquidation des dettes des émigrés fera connaître en conséquence, à la trésorerie nationale, le montant par approximation desdits arrérages pour chaque semestre, en prenant pour base de comparaison le montant de ceux qui ont été payés pour les semestres précédents.

3. Les paiements ne seront effectués qu'en faveur des créanciers qui, après avoir produit toutes les pièces et certificats exigés par les lois précédentes, seront portés sur des états ou bordereaux dressés par le directeur de la liquidation, et ordonnancés par le ministre des finances, et suivant l'ordre numérique des mandats qui leur seront délivrés par le directeur, par ordre de dates de leurs productions.

4. Les mêmes règles seront observées par les administrations des départemens autres que celui de la Seine, et la trésorerie nationale donnera aux payeurs généraux les ordres et instructions nécessaires, pour qu'ils s'y conforment en ce qui les concerne.

N° 381. = 19 frimaire an 6 (9 décembre 1797). = *Loi qui fixe le droit d'insinuation des actes contenant des dispositions rémunératoires de la part des émigrés*. (II, Bull. CLXIV, n° 1596; B., LXX, 276.)

Il ne sera perçu qu'un simple droit d'un franc pour l'insinuation des actes contenant des dispositions rémunératoires de la part des émigrés, en faveur des nourrices, instituteurs et domestiques, dont l'exécution entière a été maintenue par l'article 6 de la loi du 1^{er} floréal an 3, sans préjudice des droits qui pourraient être dus pour les autres dispositions qui se trouveraient dans les mêmes actes.

N° 382. = 19 frimaire an 6 (9 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant une nouvelle distribution des forces de la république*. (II, Bull. CLXVIII, n° 1603.)

(1) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, le résumé complet des lois concernant les créanciers des émigrés.

N° 383. = 21 frimaire an 6 (11 décembre 1797). = *LOI relative aux déchéances d'appel.* (II, Bull. CLXIX, n° 1613; B., LXX, 278.)

Le conseil des cinq-cents, considérant qu'il s'est élevé et s'élève journellement, dans les tribunaux, des difficultés sur l'application de l'article 14 du titre V de la loi du 16—24 août 1790, concernant l'organisation judiciaire, et que rien n'est plus instant que de les faire cesser, déclare qu'il y a urgence, et prend la résolution suivante :

La déchéance de l'appel, prononcée par l'article 14 du titre V de la loi du 16—24 août 1790, dans le cas où l'appel a été signifié avant le délai de huitaine, à dater du jour du jugement, ne s'applique pas à un second appel qui aurait été relevé dans les trois mois du jour de la signification de ce jugement.

N° 384. = 22 frimaire an 6 (12 décembre 1797). = *LOI relative aux dépenses de l'an 6.* (II, Bull. CLXVII, n° 1601; B., LXX, 280.)

N° 385. = 24 frimaire an 6 (14 décembre 1797). = *LOI relative à la liquidation de l'arriéré de la dette publique* (1). (II, Bull. CLXVIII, n° 1604; B., LXX, 318.)

TITRE 1^{er}. — Liquidation d'arriérés de diverses natures pendant la révolution, déferée à la trésorerie nationale, à la régie générale des domaines, au ministre des finances.

Art. 1^{er}. Le ministre des finances continuera de liquider les sommes dues pour cause de restitution d'effets, numéraire, et de toutes autres valeurs saisies ou enlevées par les comités révolutionnaires, ainsi que les sommes et effets gratuitement avancés par des particuliers non fournisseurs, pour la solde ou subsistance des armées ou fortifications de places.

2. Les citoyens qui ont à réclamer du trésor public des sommes quelconques, soit pour la restitution du prix des domaines nationaux dont les ventes ont été annulées, ou à l'utilité desquelles il a été renoncé, soit en remplacement de la valeur des domaines aliénés par la république, et à raison desquels les anciens propriétaires ont été renvoyés à se pourvoir en indemnité, fourniront leurs demandes en indemnité, appuyées de pièces justificatives, par-devant le directeur des domaines du département dans lequel les ventes ont été faites. Ce directeur procédera à la liquidation provisoire des sommes réclamées; ses opérations seront revues par la régie des domaines à Paris, qui liquidera et arrêtera définitivement sous sa responsabilité.

3. La liquidation des sommes dues pour cause de dépôts volontaires ou judiciaires dans les caisses publiques, et celle des dépôts faits en vertu de décrets ou de lois dans les mêmes caisses, seront faites par les commissaires de la trésorerie nationale.

4. Ils liquideront pareillement les lettres de change venant des colonies, et acceptées à la trésorerie, pour les objets mis à la charge du trésor public d'après les lois existantes.

5. Les mêmes commissaires liquideront ce qui est dû aux propriétaires des récépissés de l'emprunt en tontine, ouvert par la loi de messidor an 3. Le remboursement en sera fait de la manière prescrite pour le paiement

(1) Voyez, dans le § 6 des notes qui accompagnent le titre du décret général du 24 août (15, 16, 17 et 18) septembre 1793, sur la constitution de la dette publique, le résumé des lois concernant l'arriéré.

des arrérages de la dette publique antérieure au dernier semestre de l'an 4.

TITRE II. — Ampliation de pouvoir donnée aux corps administratifs pour liquider certaines parties de la dette.

6. Les pouvoirs précédemment accordés aux corps administratifs, de liquider définitivement, jusqu'à la somme de huit cents francs et au dessous, les créances exigibles des corps et communautés religieuses, ecclésiastiques et laïques supprimées, ayant pour cause des paiemens d'ouvriers, fournitures de marchandises et autres objets également urgens, sont étendus jusqu'à la somme de trois mille francs du capital exclusivement : néanmoins ceux desdits créanciers qui auraient déjà déposé leurs titres au liquidateur général, ne pourront être liquidés que par lui.

7. Les liquidations qui auront été faites jusqu'à ce jour par les liquidateurs des commissions exécutives, ou agens, au profit de créanciers non comptables, sont déclarées définitives. Le ministre des finances en visera les états, et les adressera à la trésorerie, sauf la réclamation des parties intéressées, ainsi qu'il sera prescrit ci-après. — Il sera statué, par une loi particulière, sur les liquidations déjà faites par les liquidateurs desdites commissions au profit des comptables, et sur celles restant à faire pour la comptabilité de l'arriéré, depuis le 1^{er} juillet 1791 jusqu'à l'établissement de la constitution actuelle.

8. Les créances pour autres causes que celles énoncées aux articles précédens, ainsi que celles de trois mille francs en capital et au dessus, et toutes parties procédant d'une dette originairement constituée, en donnant lieu à une inscription de tiers conservé de cinquante francs de rente, ne pourront être définitivement liquidées que par le liquidateur général de la dette publique à Paris.

9. Les corps administratifs ne pourront connaître d'aucune créance ou réclamation au dessous de trois mille francs, qui aurait été rejetée par le liquidateur général, sauf aux créanciers à se pourvoir, conformément à l'article 5 de la loi du 3 brumaire, contre les décisions du liquidateur général, par-devant le ministre des finances.

TITRE III. — Réglement des dépenses et fournitures faites à la république pendant le régime du papier-monnaie.

10. Les sommes dues en papier-monnaie seront réduites en numéraire, dans toute la république, aux taux réglés par le tableau du cours tenu par les commissaires de la trésorerie nationale, et annexé à la loi du 5 messidor dernier, concernant les transactions entre particuliers.

11. Les liquidations qui auraient été faites, jusqu'à ce jour, d'après les bases de la loi du 15 germinal ou sur des décomptes et mémoires réglés ou arrêtés d'après le prix de 1790, sont maintenues; à la charge de les faire viser par le ministre des finances.

12. La réduction des mémoires dans lesquels les fournitures ne se trouveront pas établies mois par mois, sera faite d'après le terme moyen de la dépréciation du papier-monnaie pendant le cours des trimestres, semestres ou années sur lesquels porteront lesdits mémoires.

TITRE IV. — Forme et objet des états de liquidation de la dette publique.

13. Il sera dressé par les administrations chargées de la liquidation des diverses parties de la dette publique ci-dessus désignées, deux états distincts et séparés des liquidations qu'elles auront opérées : — L'un, pour les parties

de la dette non constituée, ou dette exigible proprement dite; — L'autre, pour les parties de la dette constituée, soit par l'ancien gouvernement, soit par les établissemens supprimés, aux droits desquels la république s'est subrogée.

14. Ces états énonceront les noms et prénoms des créanciers, le montant de leur liquidation, la réduction en rente du montant total de la liquidation, tant des capitaux qu'intérêts réunis, dus antérieurement à la liquidation, pour les parties qui seraient susceptibles de produire des intérêts.

15. Les commissaires liquidateurs reconnaitront et inscriront dans leurs états, comme créanciers de la république, les propriétaires apparens des créances qu'ils auront liquidées d'après les titres qui leur auront été remis pour la justification du fonds de la créance.

16. La justification de la propriété à la créance reconnue et liquidée se fera par-devant le liquidateur de la trésorerie, afin que cette justification ne puisse retarder l'envoi décadaire des états de liquidation au ministre des finances.

17. Les créanciers liquidés seront avertis individuellement de leur liquidation, à la forme des lois des 21 septembre 1793, 9 brumaire et 23 messidor an 2.

18. Il sera remis, par les commissaires liquidateurs, aux créanciers inscrits dans leurs états de liquidation, un certificat indicatif de l'état dans lequel ils sont compris, de leur numéro dans l'état, des noms et prénoms sous lesquels ils sont inscrits, et du montant de leur liquidation.

19. Ce certificat sera remis au liquidateur de la trésorerie, qui se fera justifier, dans les formes précédemment établies, soit de l'individualité du créancier énoncé au certificat et aux états de liquidation y correspondans, soit de la propriété du porteur dudit certificat à la somme liquidée et comprise auxdits états, soit de la résidence.

20. Le créancier reconnu pour propriétaire de la somme liquidée, donnera son acquit de remboursement à la trésorerie, au dos de ce certificat.

21. La vérité de la signature de cet acquit sera attestée, à la forme de la loi du 6 messidor dernier.

22. Les états de liquidation de la dette seront adressés par lesdites administrations, toutes les décades, au ministre des finances, pour être par lui visés et envoyés de suite à la trésorerie.

23. Le *visa* du ministre des finances tiendra lieu de ses ordonnances individuelles sur chacune des parties comprises auxdits états.

24. Les états et certificats de liquidation seront expédiés et délivrés par les différens fonctionnaires à ce autorisés par les articles précédens, sans qu'il soit nécessaire qu'un crédit leur soit ouvert à cet égard. Ils feront connaître, à la fin de chaque mois, le montant de la somme qu'ils auront allouée, tant en capital qu'en rente réduite au denier vingt; le directoire exécutif en fera connaître le résultat tous les mois au corps législatif.

TITRE V. — Arrière depuis l'établissement du régime constitutionnel.

25. La liquidation des sommes dues depuis l'établissement du régime constitutionnel, sera faite par les différens ordonnateurs, chacun dans son département : tout ce qui reste dû par les divers ordonnateurs pour le service de l'an 4, demeure compris dans l'arriéré, pour être remboursé en conformité de la loi du 9 vendémiaire dernier et de la présente.

26. Les porteurs d'ordonnances délivrées par les ministres et autres ordonnateurs, pour le service de l'an 5, qui préféreront les employer en acquisitions de domaines nationaux, à raison des deux tiers, et avoir une inscription pour le surplus sur la dette consolidée, plutôt que d'attendre leur

paiement, seront admis à jouir de cette faculté : leurs ordonnances seront reçues en conséquence comme une reconnaissance de liquidation ; mais leur inscription au grand-livre n'aura lieu qu'au temps prescrit par l'article 30 de la présente loi.

TITRE VI. — Arrérages de l'an 5, et mode du remboursement.

27. Les créanciers de la république pour le service de l'an 5, qui n'ont pas encore reçu leur ordonnance de paiement, auront l'option ou de la demander en la forme ordinaire, ou d'en recevoir le remboursement à la trésorerie, de la manière prescrite par les articles précédens pour les créanciers de la dette exigible.

28. Le remboursement des deux tiers de la dette publique, ordonné par la loi du 9 vendémiaire, liquidée ou à liquider, inscrite ou à inscrire, sera fait en bons de deux tiers ou effets au porteur de cinquante francs, vingt-cinq francs et cinq francs. Les cinquante millions en mandats de cinq francs, déposés à la trésorerie nationale, seront employés, comme effets au porteur de pareils coupons, en paiement de biens nationaux acquis postérieurement à la publication de la loi du 9 vendémiaire dernier, ou en paiement de la seconde moitié des biens acquis en vertu de la loi du 16 brumaire.

29. Les huit derniers coupons de l'emprunt forcé qui ne sont point admissibles en paiement des contributions antérieures à l'an 6, seront, ainsi que les deux premiers coupons qui n'auront pas été employés, rapportés à la trésorerie, et convertis en bons de deux tiers, affectés au remboursement de la dette publique.

30. Il sera pourvu par une loi particulière à l'inscription définitive du tiers des créances exigibles liquidées ou à liquider, payable en inscriptions qui n'auraient pas été employées en domaines nationaux : la même loi statuera sur le temps auquel les intérêts en auront dû courir ; et jusqu'alors il sera délivré des inscriptions provisoires dudit tiers consolidé, desquelles inscriptions provisoires les intérêts ne pourront être exigés qu'après l'inscription définitive sur le grand-livre, et suivant qu'il sera réglé par la loi à intervenir (1).

31. Ces inscriptions provisoires seront cessibles par endossement, sans aucun droit, et admissibles en paiement de biens nationaux, comme le tiers réservé des anciennes inscriptions.

32. Les inscriptions provisoires ne seront délivrées aux comptables envers la république, qu'après l'apurement de leur compte.

TITRE VII. — Arrérages et intérêts arriérés de la dette publique liquidée et inscrite, antérieurs au deuxième semestre de l'an 4.

33. Les arrérages et intérêts de la dette publique inscrite, perpétuelle, viagère et des pensions, échus antérieurement au dernier semestre de l'an 4, seront liquidés par les commissaires de la trésorerie nationale, en numéraire, au cours du jour des assignats du terme moyen du trimestre de germinal de l'an 4, et payés en effets au porteur conformes à ceux qui sont délivrés pour la dette exigible.

TITRE VIII. — Relevé des déchéances, et facilités pour la production des titres.

34. Les dispositions des lois précédentes qui prononçaient des déchéances contre les créanciers de la république soumis à la liquidation de leurs titres,

(1) Voyez la loi du 8 nivose an 6 (28 décembre 1797), rendue pour l'exécution de la présente disposition.

sont révoquées. — En conséquence, les créanciers et pensionnaires qui les avaient encourues, ou auxquels ces lois avaient été appliquées, en sont relevés, et peuvent se présenter de nouveau pour obtenir leur liquidation, sous les modifications énoncées aux articles suivans (1).

35. Tous les créanciers de la république pour créances soumises à la liquidation générale de la dette publique, ou à celle des émigrés, ou à celle de la trésorerie nationale, qui, à l'époque de l'épuisement par vente de la totalité des domaines nationaux affectés par la loi du 9 vendémiaire au paiement de la dette publique, n'auront fait aucune réclamation, seront définitivement déchus de toute répétition envers le trésor public pour les deux tiers de leurs créances remboursables en bons.

36. Les créanciers qui n'ont pas fourni au directeur général de la liquidation leurs noms, prénoms et l'indication de leur domicile, conformément aux lois précédentes, sont tenus de les fournir dans le mois de la publication de la présente loi.

37. Faute par eux de satisfaire à cette disposition dans le délai ci-dessus, si, après l'examen de leurs réclamations, il manque des titres pour la production desquels ils ne puissent être avertis, le liquidateur général ajournera indéfiniment l'examen de leur demande, jusqu'à l'épuisement des créances sur lesquelles les créanciers l'auront mis en état de correspondre avec eux.

38. Les créanciers liquidés, mais en retard de satisfaire aux charges de leur liquidation et aux demandes de pièces qui auraient été, par le liquidateur général, jugées nécessaires à leur liquidation, ne seront liquidés qu'après l'épuisement des créances en général.

39. Les pièces jugées nécessaires à la liquidation définitive d'une créance, seront délivrées par les commissaires liquidateurs et corps administratifs, sur la déclaration affirmative du créancier ou de son fondé de pouvoir, devant le tribunal de son domicile, qu'il n'est possesseur d'aucune autre expédition dudit titre, et n'en retient aucune relative à ladite créance, sous peine de restitution du montant de sa liquidation, et d'une amende d'une somme égale à sa valeur.

40. Les dispositions des lois précédentes, et notamment celles du 23 messidor an 2, sur la nature des titres à produire, sont maintenues; et néanmoins, quant aux titres dont il existe des minutes, les dépositaires d'icelles sont autorisés, nonobstant les dispositions de la loi du 24 août 1793, à en délivrer des expéditions, extraits et certificats de radiation, aux créanciers qui seront porteurs d'une demande qui leur en aura été faite, soit par le liquidateur général, soit par la liquidation de la trésorerie, soit par les corps administratifs: il sera fait mention, sur la minute, de la demande en vertu de laquelle les expéditions, extraits et certificats de radiation auront été délivrés, en certifiant par le notaire, par l'autorité, ou dépositaire des minutes, sur lesdites expéditions, etc., que cette mention a été faite sur la minute, et que ladite minute ne rappelle elle-même aucun remboursement antérieur; à l'effet de quoi, les dispositions des lois du 21 frimaire et du 23 messidor an 2, qui ordonnaient l'apport des minutes et le paiement des droits de deux cinquièmes, demeurent abrogées pour l'avenir.

41. Lorsqu'un titre sans minute se trouvera perdu, ou que la minute d'un titre dont il n'existe pas d'expédition authentique antérieure au 24 août 1793 se trouvera également l'être, le liquidateur général et les corps administratifs pourront liquider la créance sur les preuves que pourront fournir

(1) Voyez la loi du 22 ventose an 6 (12 mars 1798), interprétative de cet article.

les registres de l'établissement débiteur, de l'existence, de la bonne foi et de la possession et jouissance où le réclamant se trouvait de la créance antérieurement à la suppression et au temps d'icelle.

42. Les liquidations préparatoires des corps administratifs, dans le cas où elles sont exigées par les lois, continueront à être faites de la manière et dans la forme prescrites par la loi du 23 messidor an 2 : ceux desdits certificats qui devaient être délivrés par les municipalités et visés au district, seront délivrés par l'agent national de la commune, et visés par les administrations des municipalités de canton ; et ceux qui devaient l'être par les districts, le seront par lesdites municipalités seules, et sans *visa*.

43. L'avis des corps administratifs, ou le *visa* en tenant lieu, ordonné par l'article 18 de la loi du 23 messidor, a pour objet de déclarer et constater la légalité des titres produits et visés, la légitimité et la quotité de la créance, si elle a été ou non remboursée en tout ou en partie, si elle est susceptible de produire des intérêts, et d'en déterminer le taux et les retenues, d'après les lois et usages précédens.

44. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 23 prairial an 3, sont déclarées communes aux pensionnaires de la liste civile.

45. Les propriétaires et ci-devant titulaires qui, aux termes des lois précédentes, doivent être liquidés sur leurs quittances de finance, et qui les auraient adirées, seront liquidés, soit sur les certificats de radiation desdites quittances délivrés par les commissaires de la comptabilité, soit sur l'extrait des comptes des ci-devant receveurs des revenus casuels, ou du trésorier de l'épargne, suivant la nature de leurs créances, délivré par tous dépositaires publics desdits comptes et registres desdits ci-devant trésoriers et receveurs.

46. Les officiers non soumis à l'évaluation ni au paiement du centième denier, mais seulement fixés en vertu des édits de 1756 et 1771, et de l'arrêt du conseil du 30 décembre 1774, seront liquidés sur les quittances de finance, et, au défaut, sur les évaluations et fixations portées sur les registres des parties casuelles.

47. Les formalités particulières aux créances des ci-devant officiers ministériels, et prescrites par les articles 13 et 14 de la loi du 23 messidor an 2, demeurent abrogées ; elles seront liquidées comme les autres créances sujettes à règlement, à la seule différence que la taxe, tenant lieu de règlement, sera faite conformément à l'article 15 de ladite loi.

TITRE IX. — Rejet d'opposition au remboursement de la dette mobilisée.

48. Pour la plus prompte exécution de cette mesure, la république renonce, sur les deux tiers susceptibles de remboursement, à l'utilité des oppositions faites en son nom.

49. Les remboursemens des deux tiers de la dette publique ne seront pas suspendus par les anciennes oppositions, qui tiendront seulement sur le tiers consolidé inscrit.

TITRE X. — Des créanciers liquidés et non inscrits.

50. A compter de la promulgation de la présente loi, le liquidateur général de la dette publique, celui de la dette des émigrés du département de la Seine, et les administrations de département, chargées de liquider les dettes des émigrés de leur territoire, remettront aux commissaires de la trésorerie nationale les certificats de propriété et les reconnaissances définitives de liquidation que les créanciers auront négligé de retirer.

51. Les commissaires de la trésorerie se concerteront avec les liquida-

teurs, sur le mode de retirement et sur les formalités nécessaires à leur décharge.

52. Les créanciers porteurs de certificats de propriété ou de reconnaissances définitives de liquidation, les remettront, sans délai, à la trésorerie nationale.

53. Les commissaires de la trésorerie feront inscrire d'office au grand-livre les créances dont les certificats de propriété auront été remis, soit par les liquidateurs, en exécution de la présente, soit par les créanciers eux-mêmes, s'ils ne sont inscrits sur aucune liste d'émigrés.

54. Les commissaires de la trésorerie feront procéder, sans délai, au calcul des intérêts liquidés dans chaque reconnaissance définitive des créances de trois mille francs et au dessous : ces intérêts seront cumulés avec le capital.

55. Le remboursement en sera fait par la trésorerie, de la manière prescrite par le titre VI pour les parties de la dette exigible.

56. Les certificats d'arrérages de rentes ou d'intérêts de la dette exigible consolidée, dans lesquels le liquidateur général de la dette publique a réuni des semestres dont le paiement a dû s'opérer en papier-monnaie, et des semestres dont le quart ou le tiers est payable en numéraire, seront annulés et remplacés, dans les bureaux de la direction générale de la liquidation, par de nouveaux certificats divisés en autant de coupons qu'il se trouve de modes particuliers de paiement ordonnés par les lois.

TITRE XI. — Des créanciers non liquidés qui voudront participer au remboursement provisoire des deux tiers de leurs créances, et se rendre adjudicataires de domaines nationaux (1).

57. Les créanciers soumis à la liquidation, et assujétis par les lois précédentes au *visa* des corps administratifs, à la forme de la loi du 23 messidor an 2, tenant lieu de leur liquidation préparatoire, ne seront admis à se rendre adjudicataires qu'en justifiant préalablement d'un certificat du dépôt de leurs titres, dûment visé.

58. Les créanciers qui voudront se rendre adjudicataires de domaines nationaux, n'en seront mis en possession qu'après avoir justifié du certificat des commissaires liquidateurs, constatant qu'ils leur ont remis leurs titres revêtus de la formalité du *visa* préparatoire des autorités concourant à leur liquidation.

59. Ce certificat énoncera les nom et prénoms du créancier, son domicile, la nature de sa créance, le montant de la réclamation, et la date de la remise des mémoires en demande et pièces justificatives.

60. Le certificat de dépôt ne sera pas transmissible de la propriété de la créance à liquider, conformément aux dispositions de la loi du 11 septembre 1793, qui interdit toute négociation de créances sur la république, autrement que par la voie du transfert des inscriptions au grand-livre.

61. Le créancier qui justifiera au liquidateur-général qu'il s'est rendu adjudicataire d'un domaine national, sera préféré, dans l'ordre du travail des liquidations, au créancier non adjudicataire.

62. Cette justification se fera par extrait sommaire du procès-verbal d'adjudication, faisant mention de la remise ou de la représentation du certificat de dépôt aux administrateurs chargés de l'adjudication.

63. Dans le cas où le créancier adjudicataire n'aurait pu être liquidé à l'expiration de l'année de la date de son obligation, il pourra obtenir de la régie des domaines un nouveau délai, sur le certificat de l'administration

(1) Voyez l'arrêté du 5 ventose an 6 (23 février 1798), rendu pour l'exécution du présent titre.

chargée de sa liquidation , constatant que ce n'est pas par le fait du créancier que sa liquidation n'est pas terminée.

64. Si, par le résultat de la liquidation , tout ou partie de la créance liquidée se trouve rejetée , il en sera donné avis à la régie des domaines et à la trésorerie par les commissaires ou administrations qui auraient liquidé.

65. En ce cas , le créancier et sa caution seront poursuivis à l'instant en paiement du prix de l'adjudication , sans qu'ils puissent obtenir aucun délai. Le domaine adjugé sera remis sous la main de la nation , si l'adjudicataire et sa caution n'acquittaient pas , dans la décade de l'avertissement qu'il en aura reçu , les portions du prix du domaine à lui adjugé qui resteraient à découvert par le rejet de la liquidation.

66. Le créancier déchu de son adjudication , et sa caution , seront successivement poursuivis par la régie des domaines , — 1° En paiement des intérêts de l'obligation souscrite par le créancier adjudicataire ; — 2° En paiement de la valeur présumée des fruits , sur estimation à ses frais , à la déduction du montant des intérêts de son obligation ; — 3° En restitution du montant de la valeur des bons de deux tiers qu'il aura reçus au cours du jour où la trésorerie les lui a fait délivrer ; — 4° En restitution de la valeur des bons de deux tiers formant la différence du prix de son adjudication , et de celle faite sur la folle enchère , si celle-ci est inférieure , et ce , au cours du jour de l'adjudication qui lui aura été faite.

67. Il sera tenu un registre , tant par les administrations chargées de liquidations que par la trésorerie , des certificats de dépôt délivrés aux créanciers qui les auront demandés , et des paiemens faits en bons de deux tiers d'après lesdits certificats , à l'effet de connaître le montant des remboursemens ainsi provisoirement effectués , et d'en suivre particulièrement la comptabilité et le recouvrement.

68. Les créanciers en nom , ou ceux par endossement , des bons de tiers consolidé sur la dette exigible , qui se seront rendus adjudicataires de domaines nationaux , pourront solder le prix de leur acquisition suivant le mode prescrit par l'article 85 ci-après.

69. Il sera ouvert à la trésorerie nationale un livre de remboursemens opérés sur la dette exigible par les bons de tiers consolidé. Ce livre sera tenu de manière à pouvoir constater en tout temps le montant de la dette ainsi remboursée qui aura été appliqué en acquit de domaines nationaux.

TITRE XII. — Titres à délivrer par la trésorerie aux créanciers , tant pour le tiers conservé que pour les deux tiers mobilisés.

70. La trésorerie délivrera aux créanciers de la dette inscrite , un extrait d'inscription du tiers , et des bons au porteur pour les deux autres tiers.

71. La trésorerie délivrera aux créanciers *de la dette exigible* dénommés aux états des commissaires liquidateurs , deux sortes de bons , l'un au porteur pour les deux tiers de la somme comprise aux états de liquidation , libellé *dette publique mobilisée* ; l'autre pour le dernier tiers , au nom du créancier inscrit auxdits états , libellé *tiers consolidé de la dette publique*.

72. Ce dernier bon sera transmissible par endossement , et admissible en paiement de domaines nationaux comme numéraire , ou en acquit d'obligations contractées par le créancier ou l'endosseur , acquéreur de domaines

nationaux postérieurement à la publication de la loi du 9 vendémiaire dernier.

73. Les bons nominatifs du tiers consolidé ne seront délivrés aux créanciers compris dans les états de liquidation, que sur le certificat de non-opposition ; et leur transmission par le créancier originaire ne pourra être arrêtée par aucune opposition subséquente.

TITRE XIII. — Mode du remboursement de la dette mobilisée, perpétuelle, viagère.

74. Le remboursement des deux tiers de la dette publique constituée sera fait sur la représentation de l'ancienne inscription acquittée par les propriétaires y dénommés.

75. Pour être remboursé des deux tiers de la dette viagère, il faudra joindre le certificat de vie de la tête sur laquelle la rente est assise.

76. Les effets au porteur mentionnés dans l'article 28 seront délivrés à bureau ouvert, en représentation tant des rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique, que de celles comprises aux états de liquidation adressés à la trésorerie, et seront reçus, pour le montant de leur valeur, en paiement de domaines nationaux.

77. Pour l'emploi sans fractions des effets au porteur mentionnés dans l'article 31, les deux tiers de la dette publique remboursés seront calculés par multiples de cinq francs : s'il reste une fraction de cette somme, et qu'elle excède deux cent cinquante centimes ou cinquante sous, ce qui manquera pour arriver au multiple sera pris sur le tiers consolidé ; si la fraction n'est que de deux cent cinquante centimes, ou de somme inférieure, elle sera retranchée des deux tiers remboursés, et ajoutée au tiers consolidé : de manière, par exemple, qu'une rente de cent francs, fixée d'abord pour les deux tiers de remboursement à soixante-six livres treize sous quatre deniers, et à trente-trois livres six sous huit deniers pour le tiers consolidé, sera seulement remboursée pour soixante-cinq francs et consolidée pour trente-cinq francs ; et qu'une rente de deux cents francs, fixée pour les deux tiers de remboursement à cent trente-trois francs six sous huit deniers, et à soixante-six francs treize sous quatre deniers pour le tiers consolidé, sera remboursée pour cent trente-cinq francs et consolidée pour soixante-cinq.

78. Le tiers consolidé sera porté ou réduit en somme ronde de livres ou francs, suivant que la fraction excèdera cinquante centimes ou dix sous, ou ne sera que de cette somme ou de toute autre inférieure.

79. Les remboursements qui seront effectués sur les inscriptions au grand-livre, seront mentionnés chacun sur leurs articles correspondans, par la voie d'un transfert au crédit de la république : ceux qui seront effectués sur les états de liquidation de la dette exigible, adressés à la trésorerie par le ministre des finances, seront mentionnés sur des registres particuliers, par lettres alphabétiques, au fur et à mesure des remboursements.

80. La liquidation des créanciers qui ne se présenteront point sera faite en la même façon que celle des autres, en ce qui concerne le compte de leurs créances, la délivrance des bons au porteur et l'inscription du tiers consolidé ; les bons au porteur leur revenant seront remis, à leurs périls et risques, à la caisse des dépôts de la trésorerie nationale.

81. Lorsque les inscriptions se trouveront grevées d'usufruit, le montant du capital représentatif de l'usufruit sera déterminé d'après les bases et les calculs établis par la table n° 1^{re}, annexée à la loi du 23 floréal an 2, et le remboursement en sera fait sur ce pied à l'usufruitier, en rapportant par lui son acte de naissance et son certificat de vie.

82. Ce mode est déclaré commun aux opérations dont les liquidateurs généraux et administrations liquidatrices sont chargés par la présente loi.

83. Les propriétaires d'inscriptions qui sont autorisés par les précédentes lois à se libérer en inscriptions de la dette publique, soit vis-à-vis de la nation, soit vis-à-vis de leurs créanciers personnels, ayant hypothèque spéciale ou privilégiée sur l'objet original de leurs inscriptions, pourront donner en paiement, soit leur inscription actuelle, soit un tiers en inscription conservée, et deux tiers en bons de remboursement (1).

TITRE XIV. — Dispositions générales.

84. En conséquence des articles 102, 103 et 105 de la loi du 9 vendémiaire dernier, les ventes de domaines nationaux, soit maisons, soit biens ruraux, faites postérieurement à la publication de ladite loi, pourront être acquittées en bons des deux tiers remboursés, tant pour la seconde moitié de la mise à prix, que pour le produit total des enchères; quant à la première moitié de la mise à prix, les acquéreurs seront tenus de fournir ou du numéraire, ou des obligations, ou des inscriptions provenant du tiers conservé.

85. Les adjudicataires postérieurement à la publication de la loi du 9 vendémiaire dernier sont admis à acquitter le prix de leur adjudication entre les mains des commissaires de la trésorerie nationale, par la remise, soit d'inscriptions de rentes dont ils sont propriétaires anciens, ou par transfert, quelle qu'en soit la date, soit d'inscriptions provisoires provenant de la dette exigible, soit de reconnaissances de liquidation ou d'ordonnances dûment visées.

86. Ils pourront solder indifféremment avec celui de ces effets qu'ils voudront choisir pour l'affecter à l'un et à l'autre de ces paiemens.

87. En recevant les inscriptions définitives ou provisoires, ou des reconnaissances de liquidation et ordonnances dûment visées, les commissaires de la trésorerie donneront un récépissé sur le receveur des domaines nationaux, qui sera tenu de l'imputer, tant sur la partie de l'adjudication payable en numéraire, que sur celle payable en dette publique. — Le récépissé sera donné en une ou plusieurs coupures, au choix du créancier.

88. Dans le cas où les effets ci-dessus, fournis en paiement, excéderaient le prix de l'adjudication, les commissaires de la trésorerie, après avoir annulé ou passé au crédit de la république les valeurs payées par compensation avec le prix de l'adjudication, délivreront à l'adjudicataire une inscription, soit définitive, soit provisoire, de la valeur non employée, et une reconnaissance pour obtenir les bons des deux tiers de la partie de la dette mobilisée.

89. Pour les ventes faites en exécution de la loi du 9 vendémiaire dernier, la partie de l'adjudication payable en numéraire ou en effets représentatifs du tiers consolidé, sera payée dans le mois du jour de l'adjudication; et la partie payable en bons de deux tiers, sera payée dans les trois mois du jour où le remboursement des bons de deux tiers se fera à bureau ouvert. Le directoire exécutif pourra proroger ce délai, s'il y a cause légitime.

90. Les parties intéressées qui se croiront autorisées à réclamer contre la liquidation des sommes par elles dues ou dont elles seront déclarées débi-

(1) Le cessionnaire, à titre onéreux, d'une créance sur le trésor public, peut, de droit commun, suspendre le paiement du prix jusqu'après la liquidation de la créance cédée. Turin, 14 nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 266.

trices, pourront se pourvoir par appel au ministre des finances, lequel prononcera définitivement et sans autre recours, conformément à la loi du 3 brumaire de l'an 4.

91. Le recours au ministre des finances contre les décisions du liquidateur général, établi par la loi du 3 brumaire, dans le seul intérêt des créanciers de l'état qui croiraient avoir à se plaindre, aura lieu contre les arrêtés des corps administratifs, en matière de liquidation définitive de leur compétence.

92. Toutes décisions du ministre des finances sur recours tant des arrêtés de liquidation des corps administratifs que des commissaires liquidateurs et administrateurs chargés d'opérer des liquidations, seront renvoyées, pour leur exécution, au liquidateur général de la dette publique, qui demeure chargé de faire inscrire ou acquitter par la trésorerie le résultat des liquidations ainsi opérées, dont le ministre des finances demeure seul en ce cas responsable.

93. S'il s'élève quelques difficultés sur la compétence de l'autorité qui doit procéder à la liquidation des sommes dues par la république, elles seront réglées par le ministre des finances.

94. Afin que le cours des opérations ne soit jamais suspendu ou interrompu, toute difficulté sur l'exécution de la présente loi sera provisoirement réglée par le ministre des finances, sauf le recours au directoire.

95. Le directoire exécutif déterminera le nombre d'employés nécessaire au liquidateur général de la dette publique, pour l'accélération des travaux relatifs à la liquidation des créances des départemens réunis, et aux attributions nouvelles qui lui sont déférées par la présente loi. — Il réglera, d'après les bases de la loi du 28 prairial dernier, particulière aux employés de cette administration, la quotité des frais de bureau et la nature des traitemens qu'il sera convenable d'accorder, sans que la somme puisse excéder celle fixée pour la dépense actuelle de ses bureaux.

96. Le directoire est autorisé, dès ce moment, à faire tous réglemens nécessaires pour la plus prompte exécution de la présente loi.

N^o 386. = 26 frimaire an 6 (16 décembre 1797). = **LOI** contenant une nouvelle rédaction de l'article 17 de la loi du 19 brumaire an 6, relative à la perception des droits sur les matières d'or et d'argent (1). (II, Bull. CLXIX, n^o 1620; B., LXX, 333.)

N^o 387. = 27 frimaire an 6 (17 décembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant le paiement des taxes de témoins entendus dans les affaires criminelles. (II, Bull. CLXIX, n^o 1621.)

Art. 1^{er}. La régie du droit d'enregistrement prendra, sans délai, des mesures précises pour que les taxes des témoins entendus dans les affaires criminelles, soit devant les tribunaux criminels, correctionnels ou de police, soit devant les directeurs du jury, juges de paix et autres officiers de police judiciaire, soient acquittées à l'instant même de la présentation qui en sera faite aux bureaux des receveurs, sans distinction d'heures ni de jours.

2. En cas de contravention, les témoins en porteront leurs plaintes au juge, directeur du jury ou officier de police judiciaire qui aura taxé leurs

(1) Cette rectification a été faite. Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent.

indemnités. — Le juge, directeur du jury ou officier de police judiciaire en dressera un procès-verbal, dont il enverra copie dûment certifiée au ministre de la justice.

3. Sur le compte qui sera en conséquence rendu au directoire exécutif de ce procès-verbal, le receveur du droit d'enregistrement qui se trouvera en contravention, sera destitué.

N° 388. = 29 frimaire an 6 (19 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif relatif au placement des bureaux de la régie des douanes dans les communes frontières* (1). (II, Bull. CLXIX, n° 1622.)

Art. 1^{er}. Les articles 4 de la loi du 31 octobre—5 novembre 1790, et 4 du titre XIII du règlement général sur les douanes, du 6—22 août 1791, seront exécutés selon leur forme et teneur : en conséquence, les administrations municipales, et à leur défaut celles de département, seront tenues, lors des réquisitions qui leur seront faites par les chefs du service des douanes, de désigner les maisons et emplacements propres à l'établissement des bureaux et au logement des préposés.

2. La désignation ne portera que sur les maisons ou emplacements qui ne sont point occupés par les propriétaires, à moins qu'il n'y ait impossibilité absolue de s'en procurer qui soient vacans ou loués ; et dans ce cas, une partie du local tenu par les propriétaires sera provisoirement affectée au service des bureaux et au logement des préposés.

3. Les administrations municipales de canton, et celles de département, prendront, sans délai, les mesures nécessaires pour que lesdites maisons et emplacements soient mis à la disposition des préposés des douanes.

4. Le loyer des maisons et emplacements sera réglé sur le prix des derniers baux, et la régie des douanes fera payer les dédommagemens d'usage aux locataires qui seront déplacés, à la fin de leur jouissance : s'il n'y a point de baux, et si le prix du loyer ne peut pas être fixé de gré à gré, il sera réglé par experts convenus devant l'administration de département, sinon par elle nommés d'office.

N° 389. = 29 frimaire an 6 (19 décembre 1797). = *LOI relative aux pensions provisoires des veuves des défenseurs de la patrie*. (II, Bull. CLXX, n° 1623 ; B., LXX, 338.)

N° 390. = 2 nivose an 6 (22 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui défend aux entrepreneurs de voitures libres de se charger du port des lettres et ouvrages périodiques* (2). (II, Bull. CLXX, n° 1624.)

Art. 1^{er}. En conformité de la loi du 26—29 août 1790, portant, article 4, qu'aucuns entrepreneurs de voitures de transport libres ne pourront se charger d'aucune lettre ni papiers, autres que ceux relatifs à leur service personnel et particulier, ou les sacs de procès, il est défendu à tous les entrepreneurs

(1) Voyez, sur les douanes, le décret général du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

(2) Cette défense a été renouvelée par l'arrêté du 7 fructidor an 6 (24 août 1798) ; par celui du 26 ventose an 7 (16 mars 1799), rectificatif de cet arrêté et du présent, et portant publication des arrêts du conseil des 18 juin et 29 novembre 1681, sur le transport des lettres par les messageries ; et par celui du 27 prairial an 9 (16 juin 1801). Voyez aussi le décret du 2 messidor an 12 (21 juin 1804), concernant les lettres et paquets saisis en contravention aux réglemens précités.

de voitures libres de se charger du port des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques.

2. Les commissaires du pouvoir exécutif près les administrations centrales et municipales et les bureaux centraux, sont autorisés à faire, ou faire faire, dans les établissemens desdites voitures, et partout où il sera nécessaire, toutes visites indispensables pour assurer l'exécution de la loi.

3. En conformité des dispositions du règlement sur cette matière, en date du 18 juin 1681, confirmé par la loi du 24 décembre 1790, les contrevenans seront poursuivis, pour être condamnés à trois cents livres d'amende par chaque contravention.

N° 391. = 2 nivose an 6 (22 décembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui ordonne l'impression d'un rapport du ministre de la justice, concernant l'attribution de la faculté de statuer sur la validité ou l'invalidité de la vente d'un domaine réputé national (1). (II, Bull. CLXX, n° 1625.)

N° 392. = 3 nivose an 6 (23 décembre 1797). = **LOI** contenant le tarif des droits à percevoir sur les grandes routes (2). (II, Bull. CLXXI, n° 1631 ; B., LXXI, 4.)

N° 393. = 3 nivose an 6 (23 décembre 1797). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant les justifications à faire par les cessionnaires, héritiers, donataires et légataires de citoyens pourvus de permissions d'exploiter des mines et salines et d'établir des usines (3). (II, Bull. CLXXIII, n° 1634.)

Le directoire exécutif, vu le rapport du ministre de l'intérieur et la loi du 12—28 juillet 1791 sur les mines ; — Considérant que les concessions et permissions d'exploiter les mines et salines et d'établir des usines, ont pour objet d'empêcher les richesses minérales de la république de devenir la proie de l'ignorance et de la cupidité, et qu'en conséquence, la loi a assujéti, entre autres choses, les demandeurs en concession et permission, à justifier de leurs facultés et des moyens qu'ils emploient pour assurer l'exploitation ; — Considérant que cette justification doit être également faite par les cessionnaires, héritiers, donataires et légataires et autres ayans cause des citoyens pourvus de concessions et permissions d'exploiter des mines et salines et d'établir des usines, ainsi qu'il était ordonné par les articles 4 et 5 de la déclaration du 24 décembre 1762, qui n'a point été révoquée, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Aucuns transports, cessions, ventes ou autres actes translatifs de l'exercice des droits accordés par les concessions et permissions d'exploiter les mines métalliques, des combustibles et salines, et d'établir des usines,

(1) Ce rapport avait de l'intérêt à une époque où la législation ne paraissait pas avoir déterminé d'une manière précise à laquelle, de l'autorité administrative ou de l'autorité judiciaire, appartenait la connaissance des contestations sur la validité des ventes de domaines nationaux : mais il n'en a plus depuis que l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800) a attribué le contentieux des domaines nationaux aux conseils de préfecture. Voyez cet article, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) La taxe de passage sur les grandes routes ayant été supprimée par la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, art. 60, toutes les lois qui avaient pour objet d'assurer la perception de cet impôt sont devenues sans intérêt.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 12 juillet (27 mars, 15 juin et)—28 juillet 1791, l'historique de la législation sur les mines. Voyez aussi la loi du 21 avril 1810, actuellement en vigueur, et les notes étendues qui l'accompagnent.

ne pourront être exécutés, et les cessionnaires et autres jouir de l'effet desdits transports et actes équivalens, qu'après l'autorisation spéciale de l'administration centrale du département où sera situé le chef-lieu de l'exploitation, laquelle sera sujette à l'approbation du directoire exécutif, conformément à l'article 8 du titre I^{er} de la loi du 12—28 juillet 1791.

2. Tous les cessionnaires et porteurs d'actes énoncés en l'article précédent, ainsi que les héritiers, donataires, légataires et ayans-cause des citoyens pourvus desdites concessions et permissions, ou de leurs cessionnaires, seront tenus, dans les six mois de la publication du présent arrêté, de se pourvoir à l'effet d'obtenir ladite autorisation. Ledit délai de six mois ne courra, pour les héritiers, donataires ou légataires dont les droits s'ouvriront à l'avenir, qu'à compter du jour où ils auront fait acte d'héritiers, ou de la date des donations et actes de délivrance de legs.

3. Faute par les cessionnaires, héritiers, légataires, donataires et autres ayans-cause, de s'être pourvus dans le délai fixé par l'article précédent, ils seront considérés comme exploitant sans concession et permission, et les défenses portées par la loi leur seront faites par les administrations centrales des départemens, à la diligence des commissaires du directoire exécutif.

4. Les autorisations énoncées aux deux premiers articles ne seront accordées qu'après la justification des facultés et des moyens des concessionnaires, héritiers, légataires et donataires desdites concessions et permissions, pour assurer l'exploitation, conformément à l'article 9 du titre I^{er} de ladite loi. Les cessionnaires par transports ou actes équivalens, les donataires et légataires seront en outre tenus de représenter l'original ou l'expédition authentique desdits transports, donations, testamens, actes de délivrance, et autres.

5. Les cessionnaires et autres successeurs auxdites concessions et permissions, qui auront été dûment autorisés à continuer l'exploitation, seront obligés à l'exécution de toutes les lois, arrêtés et réglemens concernant les mines, salines et usines, et sujets aux peines et déchéances y portées, le cas échéant.

N^o 394. = 3 nivose an 6 (23 décembre 1797). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'achèvement des travaux commencés sur les mesures républicaines** (1). (II, Bull. CLXXIII, n^o 1635.)

Art. 1^{er}. L'administration centrale de chaque département commettra un de ses membres, pour, de concert avec l'ingénieur en chef des travaux publics et les professeurs de mathématiques et de physique de l'école centrale et autres personnes instruites dans la matière, procéder à la comparaison des anciennes mesures de longueur, de capacité et de poids, avec les mesures républicaines analogues : cette comparaison devra être faite d'après les originaux ou copies authentiques des mesures anciennes.

2. Pour que lesdits commissaires soient à portée de faire, d'une manière exacte et uniforme, les comparaisons et expériences ordonnées dans l'article précédent, il sera de suite adressé à chaque administration centrale, des modèles en cuivre de mesures républicaines, savoir, un litre, un décalitre et un kilogramme divisé, lesquels, ainsi que le mètre, qui a déjà été envoyé, resteront provisoirement à la garde de l'ingénieur en chef des travaux publics. Il sera joint à cet envoi une instruction sur la manière de faire les expériences de comparaison.

(1) Voyez le décret du 1^{er}—2 août 1793, portant établissement du nouveau système des poids et mesures, et les notes qui résument toute la législation.

3. Les commissaires sont chargés de rédiger, d'après leurs observations et conformément à l'instruction, un tableau qui présentera le rapport des mesures locales aux mesures républicaines : ce tableau comprendra les mesures et les poids en usage dans toutes les communes de chaque département ; il contiendra pareillement celles des mesures agraires qui sont les mieux connues et de l'usage le plus général.

4. Les administrations départementales veilleront à ce que ce tableau leur soit remis dans le délai de trois mois au plus, à compter de la date du présent : elles le transmettront de suite au ministre de l'intérieur.

N° 395. = 7 nivose an 6 (27 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les retenues à faire sur la solde journalière des troupes*(1). (II, Bull. CLXXIII, n° 1639.)

Art. 1^{er}. Les quatre sous qui doivent être mis à l'ordinaire sur la solde journalière des troupes de toutes armes, continueront d'y être employés en exécution de la loi du 23 floréal an 5.

2. A compter du 1^{er} pluviôse prochain, il sera retenu par la trésorerie nationale, cinq centimes ou un sou par jour sur la solde des sergens-majors, sergens, fourriers, caporaux, grenadiers, fusiliers et tambours des troupes à pied, et sur celle des sous-officiers et soldats des grades correspondans dans les troupes à cheval, à l'exception seulement du corps de la gendarmerie sédentaire ; le produit de cette retenue devant servir à faire face aux dépenses de leur menu entretien, et couvrir d'autant le prix des effets de ce genre que le gouvernement leur fournit en nature.

3. Les adjudans sous-officiers, auxquels la fourniture desdits effets ne se fait point en vertu de la loi du 2 fructidor an 2, ne seront point soumis à cette retenue.

N° 396. = 7 nivose an 6 (27 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures relatives à la conservation des munitions de guerre existant dans les magasins de la république.* (II, Bull. CLXXIII, n° 1640.)

Art. 1^{er}. Les directeurs d'artillerie, et tous autres officiers de cette arme et gardes-magasins en activité dans les places ou arsenaux de la république, sont et demeurent solidairement responsables des armes, munitions et approvisionnement quelconques existant dans les dépôts confiés à leur surveillance.

2. Nul déplacement ni emploi desdits objets ne pourra s'effectuer, sans un ordre exprès ou autorisation motivée du ministre de la guerre, adressée au directeur commandant d'artillerie, sous peine de destitution pour les contrevenans.

3. Les directeurs, sous-directeurs ou autres officiers d'artillerie, se concerteront, à cet effet, avec les commandans militaires ou les autorités civiles selon les circonstances, pour requérir le nombre d'hommes nécessaire à la garde des magasins ou dépôts.

4. Cette garde sera prise, autant que possible, sur la garnison, ou, à son défaut, dans la garde nationale, en en référant aux autorités constituées, qui, dans ce dernier cas, seront tenues de faire intervenir leur autorité pour veiller à la sûreté desdits magasins ou dépôts.

5. Dans le cas de vol avec ou sans effraction, la responsabilité établie so-

(1) Cette retenue a encore lieu aujourd'hui.

lidairement pour les officiers de l'artillerie, s'étendra également sur la garde de service aux postes établis pour la conservation des magasins ou dépôts volés.

6. Les prévenus, s'ils sont militaires ou employés dans le service militaire, seront traduits devant les conseils militaires; et s'ils ne sont pas justiciables de ces conseils, ils seront traduits de suite par-devant les officiers de police judiciaire compétens.

7. Seront provisoirement et sur-le-champ suspendus de leurs fonctions, tous officiers et gardes-magasins d'artillerie chargés de la surveillance des dépôts volés, sauf à statuer, après la procédure, sur le sort des officiers, sous-officiers ou gardes d'artillerie suspendus en vertu de cet arrêté.

N° 397. = 8 nivose an 6 (28 décembre 1797). = *Loi relative à la formation d'un nouveau grand-livre du tiers consolidé de la dette publique* (1). (II, Bull. CLXXIII, n° 1641; B., LXXI, 22.)

Art. 1^{er}. Il sera formé un nouveau grand-livre du tiers consolidé des parties de la dette publique précédemment inscrites ou liquidées, et des parties comprises aux états de la dette constituée à liquider, qui devront être inscrites sur le grand-livre en vertu de la présente loi.

2. Les parties comprises dans l'état de liquidation de la dette constituée, seront inscrites au nouveau grand-livre pour le tiers du montant en rente, calculé sur le pied du denier vingt de la liquidation totale.

3. Il ne sera pas fait mention d'inscription de somme procédant du tiers consolidé inscrit ou à inscrire, au dessous de cinquante francs de rente: il sera fait une loi particulière sur les portions de rentes inférieures à cette somme.

4. Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire (2). — Celles faites sont maintenues; mais le débiteur saisi pourra offrir de rembourser l'opposant à due concurrence avec le tiers conservé; et le créancier qui refuserait son remboursement, peut y être contraint en justice, si mieux il n'aime donner main-levée de l'opposition. — Cependant les comptables envers la république ne pourront, en aucun temps, disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leur compte, certifié par le bureau de comptabilité, si mieux ils n'aiment fournir caution.

5. Il ne sera pas fait un nouveau grand-livre de la dette viagère; les créanciers seront seulement débités des deux tiers sur le livre déjà existant, et la république sera créditée d'autant.

6. Les jouissans à l'époque du remboursement auront seuls droit au remboursement des deux tiers de l'inscription de la dette viagère (3).

(1) Le décret du 24 août (15, 16, 17 et 18 septembre 1793) avait, pour la première fois, institué un grand-livre de la dette publique: voyez ce décret et les notes étendues qui l'accompagnent; et spécialement le § 1^{er} de ces notes.

(2) Le présent article a détruit les privilèges et hypothèques que l'art. 16 de la loi du 24 août 1793 avait établis contre les propriétaires d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique. Paris, 12 ventose an 12, Sir., XII, 2, 1229. — Une créance hypothécaire sur un ancien office a pu être conservée par des oppositions sur l'inscription au grand-livre, représentant en rentes la valeur de l'office liquidé. Les créanciers qui n'avaient pas d'hypothèque sur l'office, ne peuvent demander la vente de l'inscription, pour participer au prix avec le créancier hypothécaire. Paris, 25 novembre 1814, Sir., XVI, 2, 163.

Voyez la loi du même jour 8 nivose, rectificative du présent article.

(3) La rente ayant été mobilisée et remboursée en bons de deux tiers, celui qui avait promis la garantie d'une rente sur l'état, a été déchargé de cette obligation. Cass., 23 prairial an 11, Sir., III, 2, 337; Bull. civ., V, 294.

7. Lorsque la jouissance de la rente viagère sera grevée de la faculté de réméré, le remboursement des deux tiers n'en sera pas moins fait au jouissant; et le vendeur, pour rentrer dans le tiers conservé de sa rente, n'aura plus à fournir que le tiers du prix qu'il avait reçu.

8. Les rentes viagères constituées au profit et sur la tête d'un défenseur de la patrie tué en défendant la liberté ou mort par suite de blessures reçues sur le champ de bataille, conservées par l'article 5 de la loi du 8 messidor an 2, appartiendront à sa femme, et seront constituées, pour le tiers, tant sur sa tête que sur celle des enfans et des père et mère dudit défenseur, avec réversibilité d'abord au profit desdits enfans en commun, ensuite au profit des survivans, jusqu'au décès du dernier, et enfin au profit des père et mère conjointement, et du survivant d'eux.

9. Le remboursement des deux tiers sera fait à celui ou ceux qui se trouveront alors en jouissance, d'après l'ordre établi par l'article précédent.

10. Pour activer la liquidation de toutes les rentes viagères dues par la nation, assises sur des têtes genevoises, génoises, hollandaises, lyonnaises et autres conjointes, connues vulgairement sous le nom de *trente têtes*, et mettre les créanciers de ces rentes en état de recevoir le plus promptement possible le remboursement des deux tiers, il est dérogé à la loi du 8 floréal an 3, en ce qui concerne ladite liquidation.

11. La liquidation de ces rentes se fera par la trésorerie nationale, d'après les tables annexées à la loi du 23 floréal an 2; en conséquence, il sera formé un capital du montant de ces rentes, telles qu'elles existaient au 1^{er} germinal an 5, lequel, conformément à l'article 24 de ladite loi, ne pourra excéder le capital primitivement fourni.

12. Les propriétaires de ces rentes, soit dès l'origine, soit comme délégataires ou porteurs d'actions, pourront convertir ledit capital en une rente viagère sur leur propre tête, ou même sur une autre tête à leur choix.

13. Dans ce cas, ils seront liquidés et inscrits au grand-livre de la dette viagère pour une somme annuelle, calculée sur le capital liquidé, d'après le taux accordé à l'âge de la tête désignée par les tables ci-dessus rappelées, pourvu toutefois que cette somme annuelle n'excède pas le dixième du capital consolidé.

14. Ils seront tenus de faire leur option, et d'en fournir la déclaration, avec leur acte de naissance, s'il ne l'a déjà été, ou celui de la tête qu'ils auront choisie, au liquidateur de la trésorerie, d'ici au 1^{er} germinal an 6 inclusivement.

15. Après ledit jour 1^{er} germinal an 6, ceux qui n'auront point fourni leur déclaration d'option, seront censés avoir opté pour le perpétuel, et seront en conséquence inscrits au grand-livre de la dette consolidée, pour une somme annuelle représentative de l'intérêt à cinq pour cent du capital liquidé.

16. Pourront néanmoins les créanciers qui voudront être liquidés en perpétuel sans attendre le délai ci-dessus fixé, fournir au liquidateur de la trésorerie une déclaration formelle de cette option.

17. En conséquence des dispositions ci-dessus, le paiement des arrérages de ces rentes aura lieu suivant le nouveau mode de liquidation, à partir du 1^{er} germinal an 5.

18. Le compte de la république sera crédité en masse et par lettres, sur les états sommaires arrêtés par les commissaires de la trésorerie, des deux tiers remboursés à chaque créancier de la dette publique perpétuelle ou viagère.

19. La trésorerie nationale demeure autorisée à employer le nombre de commis qu'elle croira nécessaire pour la plus grande accélération des opérations relatives au remboursement de la dette mobilisée, et à la formation du nouveau grand-livre de la dette perpétuelle consolidée. — La commission de surveillance de la trésorerie présentera incessamment au corps législatif l'état des fonds extraordinaires nécessaires pour cette dépense.

20. Les commissaires de la trésorerie nationale sont autorisés à prendre les mesures d'ordre nécessaires pour la réduction et confection du grand-livre, ainsi que pour la délivrance des bons au porteur.

N° 398. = 8 nivose an 6 (28 décembre 1797). = *LOI qui répare une omission dans celle du 8 nivose an 6, relative à la formation d'un nouveau grand-livre* (1). (II, Bull. CLXXIII, n° 1642; B., LXXI, 25.)

L'article 4 de ladite résolution, portant qu'il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'oppositions aux inscriptions sur le grand-livre, n'aura son effet qu'à dater de deux mois après la publication de la présente loi.

N° 399. = 8 nivose an 6 (28 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour réprimer les désordres occasionés par la contrebande*. (II, Bull. CLXXIV, n° 1646.)

Art. 1^{er}. En conséquence de l'article 1^{er} du titre IV de la loi du 10 vendémiaire an 4 (2), les communes sur le territoire desquelles des attroupe-mens ou rassemblemens armés ou non armés se seraient portés au pillage des bureaux des dépôts des douanes, et auraient exercé quelque violence contre des propriétés nationales ou privées, seront responsables de ces délits et des dommages-intérêts auxquels ils donneront lieu.

2. Conformément à l'article 6 (même titre), lorsque, par suite de ces rassemblemens ou attroupe-mens, un individu préposé aux douanes, ou autre, domicilié ou non sur une commune, y aura été pillé, maltraité ou homicide, tous les habitans seront tenus de lui payer, ou en cas de mort, à sa veuve et enfans, des dommages et intérêts.

3. Dans les cas prévus par les articles ci-dessus, les administrations centrales et municipales, et les commissaires du directoire sont chargés, sous leur responsabilité, de pourvoir, sans délai, à leur entière application, de la manière prescrite par le titre V de la même loi du 10 vendémiaire.

4. Le ministre de la guerre donnera les ordres convenables pour que les départemens frontières, et notamment ceux des Alpes, du Mont-Blanc, de l'Ain, des Forêts, des Deux-Nèthes et de l'Escaut, soient garnis de troupes suffisantes pour la répression de la contrebande et la dispersion des rassemblemens armés qui y existent.

5. Les individus saisis dans ces rassemblemens armés seront traduits devant les conseils de guerre des divisions respectives, conformément aux lois du 30 prairial an 3 et du 1^{er} vendémiaire an 4, et en conséquence de l'article 598 du Code des délits et des peines, et de la loi du 24 fructidor an 4.

N° 400. = 9 nivose an 6 (29 décembre 1797). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures relatives au secret des dépêches adressées aux ministres*. (II, Bull. CLXXIII, n° 1643.)

Art. 1^{er}. Les ministres réitéreront dans leurs bureaux les défenses qu'ils

(1) Voyez cette loi et les notes.

(2) Voyez cette loi et les notes étendues qui l'accompagnent.

ont été précédemment chargés de faire, d'y laisser entrer, en quelque temps et sous quelque prétexte que ce soit, aucun autre individu que les employés destinés à y travailler, sauf à indiquer au public des jours et des heures fixes où il sera admis, soit au secrétariat général, soit en tout autre bureau qui sera désigné pour donner des renseignemens sur l'état des affaires.

2. Les ministres rendront leurs chefs de division et de bureau responsables de toute contravention aux défenses ci-dessus, et seront tenus de révoquer ceux qui se trouveront, à cet égard, coupables de la plus légère négligence.

3. Les ministres prendront en outre les mesures nécessaires pour que les dépêches qui leur seront adressées avec cette inscription, *pour le ministre seul*, ne puissent être ouvertes que par eux-mêmes; et ils retiendront par-devers eux, sans pouvoir les déposer dans leurs bureaux, celles qui, par leur contenu, leur paraîtront de nature à en exposer les auteurs à la vengeance des ennemis de la chose publique, dans le cas où ces dépêches seraient connues de ceux-ci.

4. Tout employé qui, sans la permission par écrit du ministre auquel il est subordonné, aura communiqué, soit directement, soit indirectement, le contenu d'une dépêche quelconque à tout autre qu'à son chef ou au ministre lui-même, sera révoqué sur-le-champ, sans préjudice des poursuites à exercer contre lui devant les tribunaux, dans le cas où son indiscrétion aurait eu des suites graves.

N^o 401. = 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798). = *Loi concernant l'organisation constitutionnelle des colonies* (1). (II, Bull. CLXXVII, n^o 1659; B., LXXI, 29.)

TITRE I^{er}. — Des agens.

Art. 1^{er}. Le directoire exécutif est autorisé à envoyer à Saint-Domingue

(1) Déjà plusieurs fois, dans nos précédentes notes, nous avons renvoyé à cette loi qui, la première, a organisé constitutionnellement les colonies : un résumé complet de la législation coloniale trouvera donc naturellement ici sa place.

Pour faciliter les recherches, nous diviserons ainsi cette importante matière :

I^{re} PARTIE. — LÉGISLATION DES COLONIES EN GÉNÉRAL. — 1^o *État politique, organisation administrative, police* (hommes de couleur, esclaves, gouverneurs, assemblées coloniales, etc., etc.); — 2^o *Organisation judiciaire, enregistrement, hypothèques*; — 3^o *Organisation militaire* (armée de terre); — 4^o *Organisation militaire* (marine); — 5^o *Commerce avec la France et avec l'étranger*; — 6^o *Service financier, dépenses, contributions*.

II^e PARTIE. — LOIS PARTICULIÈRES À CHAQUE COLONIE. — 1^o *Martinique*; — 2^o *Guadeloupe*; — 3^o *Guiane française*; — 4^o *Ile Bourbon*; — 5^o *Sénégal*; — 6^o *Pondichéry et établissemens des Indes*; — 7^o *Iles Saint-Pierre et Miquelon*; — 8^o *Saint-Domingue*; — 9^o *Alger et dépendances*.

I^{re} PARTIE. — LÉGISLATION DES COLONIES EN GÉNÉRAL.

§ 1^{er}. — *État politique, organisation administrative, police*. — Voyez le décret du 8 — 10 mars 1790, qui autorise les colonies à faire connaître leur vœu sur la constitution, la législation et l'administration qui leur conviennent; celui du 13 — 17 avril 1791, qui abolit le droit d'aubaine dans les colonies; celui du 15 mai — 1^{er} juin 1791, qui fixe l'état politique des gens de couleur; la constitution du 3 — 14 septembre 1791, tit. VII, art. 8, portant que les colonies françaises ne sont pas comprises dans la constitution; le décret du 24 — 28 septembre suivant, qui détermine les objets sur lesquels l'assemblée nationale doit faire des lois pour les colonies, et les attributions législatives des assemblées coloniales; celui du 28 — 28 du même mois, portant instruction pour l'administration des colonies; celui du 28 mars — 4 avril 1792, sur la réélection des assemblées coloniales et municipales dans les îles du Vent et sous le Vent, et qui détermine les droits politiques des hommes de couleur; celui du 2 — 6 juillet suivant, portant défenses à toute assemblée coloniale, à tout corps administratif et à tout gouverneur, d'or-

trois agens, trois pour la Guadeloupe et autres îles du Vent, et un pour Caienne. — La durée de leurs fonctions est fixée à dix-huit mois, à compter du jour de leur arrivée à leur destination.

donner la déportation d'aucune personne sans jugement légal, sous peine de forfaiture; celui du 3—8 du même mois, qui permet provisoirement aux colonies d'entretenir des agens auprès du roi et du corps législatif; celui du 22—23 août suivant, portant fixation du nombre des députés à nommer par les colonies pour la convention nationale, et qui détermine les formes de l'élection; celui du 25—28 du même mois, qui maintient les fonctions légalement établies dans les colonies et la faculté attribuée aux gouverneurs de refuser leur approbation à l'exécution provisoire des arrêtés des assemblées coloniales; celui du 10—10 septembre même année, portant suppression des préfets apostoliques dans les colonies; celui du 16 pluviôse—21 germinal an 2 (4 février—10 avril 1794), portant que l'esclavage des nègres dans les colonies est aboli, et que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français; la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), art. 6, portant que les colonies françaises font partie de la république; la loi du 4 brumaire an 6 (25 octobre 1797), portant division du territoire des îles occidentales en sept départemens; l'arrêté du 19 vendémiaire an 8 (11 octobre 1799), contenant des formalités pour la délivrance des passeports accordés aux colons, et celui du 18 fructidor suivant (5 septembre 1800), qui détermine les cas de prorogation du terme de ces passeports; l'art. 91 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), portant que le régime des colonies est déterminé par des lois spéciales; l'arrêté du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), qui rétablit l'esclavage et la traite des noirs dans les colonies, et porte que les colonies seront soumises pendant dix ans aux réglemens qui seront faits par le gouvernement; celui du 13 messidor suivant (2 juillet 1802), qui défend à toutes personnes d'amener en France des hommes de couleur, et à ceux-ci d'y entrer sans autorisation; et le sénatus-consulte du 16 thermidor même année (4 août 1802), art. 54, portant que le sénat règle la constitution des colonies.

Voyez encore la charte constitutionnelle de 1814, art. 73, portant que les colonies seront régies par des lois et réglemens particuliers; l'ordonnance du 6—23 janvier 1824, portant formation et organisation d'un conseil supérieur du commerce et des colonies; et le rapport au roi, du 21 août 1825, sur l'administration des colonies.

Voyez aussi la charte de 1830, art. 64, qui maintient les colonies sous le régime d'une législation spéciale; l'ordonnance du 23 août—21 octobre même année, qui fait cesser les fonctions des députés des colonies, et porte qu'à l'avenir ils seront nommés directement par les conseils généraux; celle du 7 septembre—1^{er} novembre 1830, portant que les actes de l'état civil de la population blanche et de la population libre de couleur, dans les colonies, seront inscrits sur les mêmes registres; celle du 24 février—15 mars 1831, portant abrogation des arrêtés coloniaux qui ont restreint, à l'égard des personnes de couleur libres, la jouissance des droits civils; celle du 1^{er} mars—15 avril suivant, qui supprime dans les colonies la taxe administrative jusque-là perçue à raison de l'affranchissement des esclaves; celle du 9 novembre 1831—4 octobre 1833, qui autorise les gouverneurs des colonies à prescrire la détention des esclaves reconnus dangereux; celle du 7 juin—14 août 1832, qui rend exécutoire aux colonies, sans modification, la loi du 16 avril précédent, relative aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs; celle du 12 juillet—14 août même année, qui rend exécutoire aux colonies celle du 17 avril 1832, sur la contrainte par corps; celle des mêmes jours, qui détermine les formalités à suivre pour les concessions d'affranchissement dans les colonies françaises; et celle du 16 août—1^{er} septembre suivant, qui rend exécutoire aux colonies la loi du 14 juin 1829, relative au cours des anciennes monnaies.

Voyez enfin la loi du 24—28 avril 1833, qui détermine le régime législatif de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guiane française et de l'île Bourbon, et qui maintient les autres colonies sous le régime des ordonnances; celle des mêmes jours, qui accorde à toute personne née libre dans les colonies l'exercice des droits civils et politiques; l'ordonnance du 30 avril—14 mai 1833, portant suppression des peines de la mutilation et de la marque à l'égard des esclaves; celle du 13—24 mai suivant, qui détermine les conditions et le mode d'élection aux conseils coloniaux; celle du 25 juin—17 juillet même année, qui autorise les gouverneurs des colonies à statuer directement sur l'affectation des dons et legs dont la valeur n'excède pas trois mille francs; celle du 4—31 août 1833, concernant le recensement des esclaves dans les colonies françaises; et celle du 6—26 juillet 1834, qui étend aux colonies le bienfait de l'ordonnance du 6 février 1818, relative aux condamnés qui se font remarquer par leur bonne conduite.

§ 2. — *Organisation judiciaire, enregistrement, hypothèques, etc.* — Voyez le décret du 29 septembre—9 octobre 1791, art. 10, qui soumet à l'enregistrement les actes passés aux colonies; celui du 28 mars—4 avril 1792, art. 14, sur la rédaction d'une loi qui assure aux créanciers l'exercice du droit d'hypothèque sur les biens de leurs débiteurs; celui du 1^{er}—8

2. En cas de mort dans leurs fonctions d'un ou de plusieurs agens du directoire, celui ou ceux restans sont tenus de s'adjoindre provisoirement, dans trois jours au plus tard, le nombre de membres nécessaire pour se com-

brumaire an 2 (22—29 octobre 1793), portant que les colonies nommeront au tribunal de cassation; la loi du 24 pluviôse an 5 (12 février 1797), concernant le mode de jugement des appels des sentences rendues par les anciens tribunaux des îles françaises; celle du 28 germinal—8 floréal an 11 (18—28 avril 1803), art. 2 et 5, portant attribution au tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance des crimes commis dans les colonies contre leur sûreté et contre le gouvernement; l'arrêté du même jour, qui fixe les délais des assignations dans les colonies, et l'art. 73 du Code de procédure civile, sur le même objet; le décret du 21 frimaire an 14 (12 décembre 1805), portant règlement sur les lettres de grace pour les colonies; l'ordonnance du 24 janvier—31 octobre 1816, concernant les certificats de vie à délivrer par les notaires, dans les colonies, aux rentiers viagers et pensionnaires de l'état; le rapport au roi du 21 août 1825, sur l'organisation judiciaire des colonies; l'ordonnance du 15 octobre—11 novembre 1826, portant que les amendes en vigueur aux colonies doivent être exprimées en francs dans les jugemens de condamnation à intervenir; celle du 31 août—22 décembre 1828, qui détermine le mode de procéder devant les conseils privés des colonies; et celle du 15 février—15 mars 1831, concernant l'exercice de la profession d'avocat dans les colonies.

§ 3. — *Organisation militaire (armée de terre).*—Voyez le décret du 3 juillet (26 juin et) —7 juillet 1790, art. 4, portant qu'aucun vaisseau de l'état ne peut transporter dans les colonies aucune troupe étrangère non admise au service de la nation; celui du 11—20 juillet 1791, qui met les troupes des colonies sous la direction du département de la guerre; celui du 28 septembre —13 novembre 1791, qui fixe le rang, le mode d'avancement et les appointemens des officiers-généraux employés aux colonies françaises; celui du 29 septembre—16 octobre 1791, qui licencie les régimens des colonies et détermine le mode de leur remplacement; le Code militaire du 30 septembre—19 octobre 1791, tit. II, art. 28, qui charge le roi de faire tous réglemens nécessaires pour rendre ce code exécutoire dans les colonies; celui du 30 mai—29 juin 1792, portant création de régimens destinés à remplacer les troupes coloniales; celui du 27—28 août suivant, qui ordonne l'organisation des troupes coloniales en régimens de ligne; celui du 14—17 avril 1793, qui fixe les pensions des soldats blessés dans les colonies; l'arrêté du 27 messidor an 5 (15 juillet 1797), portant fixation du traitement des officiers des colonies pendant leur séjour en France, quand ils n'ont pas été mandés; celui du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), concernant la réorganisation des troupes coloniales; celui du 23 messidor suivant (11 juillet 1798), qui prescrit certaines formalités à remplir par les militaires, pour obtenir le paiement de leurs effets perdus dans les colonies; celui du 27 thermidor an 7 (14 août 1799), concernant les officiers qui repassent des colonies en France; le décret du 17 avril 1806, concernant les officiers militaires d'administration et autres, venant des colonies, qui auraient à réclamer des soldes, appointemens et indemnités accessoires.

Voyez encore l'ordonnance du 8—17 août 1814, portant création et organisation de bataillons supplémentaires pour le service des colonies; celle du 28 septembre—7 octobre suivant, qui détermine la force de ces bataillons; celle du 16—22 décembre même année, portant formation d'un régiment colonial étranger; celle du 3—12 juillet 1816, qui ressaisit les conseils de guerre permanens de la connaissance des délits commis par les soldats faisant partie des bataillons coloniaux; celle du 1^{er}—16 avril 1818, portant réduction de l'effectif des bataillons coloniaux; celle du 15—30 août 1821, qui détermine le mode d'avancement des officiers employés aux colonies; celle du 30 décembre 1823—23 janvier 1824, qui charge le département de la guerre de fournir en entier les troupes destinées aux garnisons des colonies; celle du 26 janvier—1^{er} novembre 1825, portant une disposition semblable, à l'égard des officiers sans troupe et autres, nécessaires au service militaire des colonies; celle du 17 août—1^{er} septembre 1828, qui affecte trois régimens au service ordinaire des colonies, et détermine leur organisation; et enfin celle du 21 décembre 1828—7 janvier 1829, portant qu'à dater du 1^{er} janvier 1830, la direction, l'administration et la comptabilité de tous les services militaires dans les colonies doivent ressortir exclusivement au ministère de la marine et des colonies.

§ 4. — *Organisation militaire (marine).*—Voyez le décret du 14—15 février 1793, portant organisation de l'administration de la marine dans les colonies; l'arrêté du 17 nivôse an 9 (17 janvier 1801), qui met les établissemens de santé des colonies dans les attributions du ministre de la marine, et détermine leur organisation; et celui du 25 brumaire an 11 (16 novembre 1802), concernant le traitement de table des officiers de marine embarqués pour les colonies françaises.

§ 5. — *Commerce des colonies avec la France et l'étranger.*—Voyez le décret du 8—10 mars 1790, art. 6, portant qu'il n'est rien innové au commerce de la France avec ses colonies; celui du 7—12 décembre suivant, portant suppression des droits perçus sur les denrées coloniales dans la Bretagne, la Lorraine et la Franche-Comté, et règlement pour l'avenir; celui

pléter ; ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce que le directoire ait confirmé leur choix, ou jusqu'à l'arrivée de ceux qu'il aura choisis pour les remplacer.

du 18—29 mars 1791, qui fixe les droits d'entrée sur les denrées coloniales, et détermine les exemptions, les lieux et conditions d'entrepôt, etc., etc. ; celui du 28 juillet (26 et) — 1^{er} août 1791, concernant le commerce de Marseille avec les colonies ; celui du 7—7 décembre 1792, qui permet aux colonies de tirer de France tous ouvrages neufs d'orfèvrerie et de joaillerie ; celui du 19—21 février 1793, concernant le commerce des colonies françaises avec les États-Unis d'Amérique ; celui du 12—15 mars suivant, qui fixe les droits d'entrée sur les sucres, cafés, le cacao et l'indigo venant des colonies ; celui du 26 du même mois, qui admet en exemption de droits les substances et autres objets d'approvisionnement importés des États-Unis d'Amérique dans les colonies, et qui contient des dispositions sur le commerce des colonies avec l'étranger ; celui du 7—11 brumaire an 2 (28 octobre—1^{er} novembre 1793), qui ordonne la publication d'un état périodique du commerce des colonies ; celui du 4—15 germinal même année (24 mars—4 avril 1794), tit. 1^{er}, art. 7, qui défend d'importer des colonies en France les objets dont l'importation est permise des États-Unis d'Amérique dans les colonies ; l'arrêté du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), qui impose aux armateurs de vaisseaux pour les colonies, l'observation de certaines formalités ; celui du 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802), qui fixe de nouveau les droits d'entrée sur les denrées coloniales ; celui du 11 du même mois (30 juillet 1802), portant désignation des villes d'entrepôt de ces denrées ; celui du 7 fructidor suivant (25 août 1802), qui impose certaines formalités aux entrepreneurs de denrées coloniales ; celui du 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802), qui détermine le mode de juger les contraventions aux lois sur le commerce étranger dans les colonies ; celui du 28 pluviôse an 11 (17 février 1803), qui autorise l'entrepôt des denrées et productions des colonies françaises dans le port de Granville ; celui du 14 ventose suivant (5 mars 1803), qui fixe le prix du passage des fonctionnaires publics dans les colonies, sur les bâtimens de commerce ; le décret du 1^{er} novembre 1810, qui exempte certaines denrées coloniales des droits d'importation, sous les conditions y énoncées ; la loi du 17—19 décembre 1814, sur les douanes, qui fixe les droits d'importation des denrées coloniales ; celles des 7—12 décembre 1815, 28 avril—4 mai 1816, et 21—23 avril 1818, sur le même objet ; l'ordonnance du 6—19 février 1818, qui permet l'importation des fers et aciers non ouvrés dans les colonies ; l'ordonnance du 27—27 juillet 1822, qui détermine les droits d'importation de diverses denrées coloniales en France ; et celle du 25 septembre—1^{er} octobre suivant, concernant la réexportation à l'étranger des produits importés dans les colonies.

§ 6. — *Dépenses et service financier des colonies.* — Voyez le décret du 1^{er}—12 septembre 1790, qui détermine le mode de reddition des comptes des dépenses des colonies ; celui des 12 et 13—15 mars 1791, concernant le mode d'acquittement, par le département de la marine, des lettres-de-change des colonies, antérieures à 1789 (art. 1^{er}) ; celui du 17—23 mai même année, concernant le paiement des dépenses des colonies ; celui du 3 prairial an 3 (22 mai 1795), art. 4 et 5, qui déterminent le mode d'acquittement des dépenses des colonies par le trésor ; la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), art. 2, portant que les dépenses des colonies font partie des dépenses générales de l'état ; et tous les budgets ultérieurs qui comprennent ces dépenses ; l'arrêté du 27 thermidor an 8 (15 août 1800), portant fixation des dépenses du bureau des colonies à Paris ; celui du 19 messidor an 11 (8 juillet 1803), qui détermine le mode d'envoi des fonds destinés au service des colonies ; l'ordonnance du 26 janvier—1^{er} novembre 1825, qui rattache aux dépenses de la guerre et de la marine les dépenses des colonies qui en sont susceptibles, et qui charge la Martinique, la Guadeloupe et l'île Bourbon de leurs dépenses intérieures ; celle du 17 août—1^{er} novembre 1825, qui fait abandon aux colonies de la Guiane française, du Sénégal et des établissemens de l'Inde, de leurs revenus locaux, pour subvenir à leurs dépenses intérieures ; celle du 20 février—1^{er} avril 1828, qui détermine les formalités à remplir pour la validité des oppositions formées au paiement de toutes les dépenses des colonies exigibles en France ; et celle du 13 mai—1^{er} juin 1829, portant que les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires, dans les colonies ne peuvent faire aucune saisie-arrest ni opposition entre les mains du trésor, sur les fonds destinés à solder les travaux.

II^e PARTIE. — LOIS PARTICULIÈRES A CHAQUE COLONIE.

§ 1^{er}. — *Martinique.*—Voyez l'arrêté du 6 prairial an 10 (26 mai 1802), portant des mesures sur le régime administratif et judiciaire de la colonie de la Martinique ; celui du 4 messidor an 10 (23 juin 1802), concernant l'importation des marchandises dans cette colonie, et l'exportation de ses produits ; le décret du 16 brumaire an 14 (7 novembre 1805), portant promulgation du Code civil à la Martinique ; l'ordonnance du gouverneur et de l'intendant de la Martinique, du 12 décembre 1814, qui porte le rétablissement des tribunaux de la colonie, tels qu'ils existaient

3. Les agens provisoirement adjoints ne pourront être pris que parmi les fonctionnaires publics civils en activité dans les colonies.

4. L'agent du directoire exécutif à Caïenne sera remplacé provisoirement,

avant 1789, et maintient le Code civil; l'ordonnance du 22 novembre 1819—6 septembre 1823, portant établissement d'un comité consultatif à la Martinique; celle du 13 août—6 septembre 1823, qui fixe la durée des fonctions des membres de ce comité, le nombre des suppléans, et le mode de nomination; l'ordonnance du 2 janvier 1826—25 novembre 1831, sur le gouvernement civil et militaire de la Martinique; celle du 5—22 février 1826, portant permission d'importer diverses denrées à la Martinique, par navires nationaux ou étrangers; le rapport au roi du 30 août 1826, et l'ordonnance du 30 août—27 octobre 1826, concernant la computation monétaire de la Martinique; l'ordonnance du 9 février—22 juin 1827, portant organisation générale du gouvernement de la Martinique, et fixation des attributions de toutes les autorités coloniales; celle du 4—12 juillet suivant, qui règle le mode de procéder en matière criminelle dans cette colonie; celle du 24 septembre—24 décembre 1828, portant organisation de l'ordre judiciaire et de l'administration de la justice à la Martinique; celle du 12 octobre 1828—21 juillet 1829, portant application du Code d'instruction criminelle à cette colonie; celle du 19 octobre 1828—31 juillet 1829, qui règle le mode d'y procéder en matière civile; celle du 29 octobre 1828—25 août 1829, qui rend le Code pénal exécutoire, avec des modifications; celle du 31 décembre 1828—28 août 1829, portant établissement de l'enregistrement à la Martinique; celle du 14 juin—9 octobre 1829, qui organise la conservation des hypothèques dans cette colonie; et celle du 25 octobre—1^{er} décembre même année, qui y organise le service des douanes.

Voyez encore l'ordonnance du 31 août 1830—4 octobre 1833, concernant les pouvoirs du gouverneur de la Martinique; celle du 7 septembre—21 octobre 1830, qui fixe les traitemens des membres de l'ordre judiciaire dans cette colonie; celle du 1^{er} juillet—23 août 1831, qui détermine les obligations des notaires, greffiers et secrétaires des administrations, pour l'enregistrement de leurs actes, les formalités hypothécaires, etc.; celle du 16 mai—10 juin 1832, sur l'administration des successions vacantes; celle du 22 septembre—12 octobre 1831, qui fixe l'amende applicable aux contraventions à l'ordonnance précitée du 1^{er} juillet—23 août 1831; celle du 9—17 novembre 1832, qui permet l'importation des farines de froment étrangères à la Martinique; celle du 11 août—4 octobre 1833, portant modification de celle du 9 février 1827, sur le gouvernement de cette colonie; et celle du 7—27 juin 1834, portant règlement sur les pensions des employés des douanes à la Martinique.

§ 2. — *Guadeloupe.* — Voyez l'arrêté du 19 germinal an 9 (19 avril 1801), portant règlement pour l'administration de la Guadeloupe et dépendances; celui du 4 messidor an 10 (23 juin 1802), concernant l'importation des marchandises dans cette colonie, et l'exportation de ses produits; celui du 16 fructidor suivant (3 septembre 1802), qui règle les baux des maisons et magasins, à la Guadeloupe; l'ordonnance du 22 novembre 1819—6 septembre 1823, portant établissement d'un comité consultatif dans cette île, et celle du 13 août—6 septembre suivant, portant organisation de ce comité; celle du 2 janvier 1826—25 novembre 1831, sur le gouvernement civil et militaire de cette colonie; celle du 5—22 février 1826, portant autorisation d'importer de la Guadeloupe diverses denrées par navires français et étrangers, et l'ordonnance additionnelle du 20 septembre—1^{er} octobre 1828; celle du 30 août—27 octobre 1826, qui rend la computation monétaire de France obligatoire à la Guadeloupe; l'arrêté du 15 janvier 1827, rendu par le gouverneur de la Guadeloupe, sur la procédure criminelle dans cette colonie; l'ordonnance du 9 février—22 juin 1827, portant organisation du gouvernement de la Guadeloupe et de ses dépendances, et celle du 22 août—4 octobre 1833, qui modifie la précédente; celle du 4—12 juillet 1827, qui détermine le mode de procéder en matière criminelle dans la colonie; celle du 24 septembre—24 décembre 1828, portant organisation de l'ordre judiciaire, et de l'administration de la justice dans la même colonie; celle du 12 octobre 1828—21 juillet 1829, portant application du Code d'instruction criminelle à la Guadeloupe; celle du 19 octobre 1828—31 juillet 1829, qui détermine le mode d'y procéder en matière civile; celle du 26 octobre—24 décembre 1828, relative à la justice de paix de la partie française de l'île Saint-Martin, l'une des dépendances de la Guadeloupe; celle du 29 octobre 1828—25 août 1829, qui rend le Code pénal exécutoire à la Guadeloupe, avec des modifications; celle du 31 décembre 1828—28 août 1829, qui y établit l'enregistrement; celle du 14 juin—9 octobre 1829, qui y établit et organise la conservation des hypothèques; et celle du 25 octobre—1^{er} décembre 1829, qui y organise le service des douanes.

Voyez encore l'ordonnance du 31 août 1830—4 octobre 1833, concernant les pouvoirs du gouverneur de la Guadeloupe; celle du 7 septembre—21 octobre 1830, qui fixe les traitemens des membres de l'ordre judiciaire dans cette colonie; celle du 1^{er} juillet—23 août 1831, qui détermine les obligations des notaires, greffiers et secrétaires des administrations, pour l'enre-

dans le cas déterminé ci-dessus, par le commissaire auprès de l'administration centrale du département.

5. Les doubles des registres sur lesquels seront inscrites les délibérations de l'agence, seront envoyés chaque mois au directoire exécutif.

gistrement de leurs actes, etc., et celle du 22 septembre—12 octobre 1832, qui fixe les amendes applicables aux contraventions à ces dispositions; celle du 16 mai—1^{er} juin 1832, sur l'administration des successions vacantes; celle du 9—17 novembre 1832, qui permet l'importation des farines de froment étrangères à la Guadeloupe; et celle du 7—27 juin 1834, portant règlement sur les pensions des employés dans cette colonie.

§ 3. — *Guiane française.* — Voyez le décret du 5—11 juillet 1792, qui porte diverses dispositions pour l'organisation administrative de la Guiane; l'ordonnance du gouverneur de cette colonie, du 1^{er} vendémiaire an 14 (23 septembre 1805), portant promulgation du Code civil, avec des modifications; celle du gouverneur, du 25 janvier 1818, qui y promulgue le Code de procédure civile, avec des modifications; celle rendue par le même fonctionnaire, le 16 janvier 1820, concernant l'administration des successions vacantes à la Guiane; celle des commandant et administrateur, du 1^{er} octobre 1820, portant promulgation du Code de commerce dans la colonie, avec des modifications; l'ordonnance du roi du 9 août—1^{er} septembre 1826, art. 5 et 6, concernant l'avancement des troupes composant la garnison de la Guiane; celle du 20 juillet—21 août 1828, concernant l'instruction et le jugement des affaires criminelles dans cette colonie; celle du 27 août—12 novembre 1828, portant organisation de son gouvernement; celle du 21 décembre 1828—3 avril 1831, contenant l'organisation judiciaire de la colonie, et des dispositions très étendues pour l'administration de la justice; celle du 31 décembre 1828—28 août 1829, qui établit l'enregistrement à la Guiane; celle du 14 juin—9 octobre 1829, qui y organise la conservation des hypothèques; celle du 1^{er} juillet—23 août 1831, qui détermine les obligations des notaires, greffiers et secrétaires des administrations pour l'enregistrement de leurs actes, les formalités hypothécaires, etc., et celle du 22 septembre—12 octobre 1832, portant répression des contraventions à ces dispositions; celle du 24 septembre 1831—4 octobre 1833, qui supprime les fonctions de directeur de l'intérieur; celle du 13 octobre 1831—4 octobre 1833, concernant les pouvoirs du gouverneur; celle du 16 mai—1^{er} juin 1832, sur l'administration des successions vacantes; celle du 22 août—4 octobre 1833, modificative de celle du 27 août—12 novembre 1828, sur le gouvernement de la colonie; et celle du 19—26 août 1834, qui réduit les droits d'entrée du girofle de la Guiane française.

§ 4. — *Ile Bourbon.* — Voyez l'arrêté du 13 pluviôse an 11 (2 février 1803), qui règle l'organisation administrative de cette colonie; celui du 3 germinal suivant (24 mars 1803), portant organisation judiciaire de l'île Bourbon; l'arrêté des administrateurs de cette colonie, du 6 avril 1815, qui règle l'administration provisoire; l'arrêté des mêmes fonctionnaires, du 12 juin 1815, sur l'administration de la justice, contenant rapport de divers articles du Code civil et du Code de procédure civile, et promulgation, dans la colonie, des Codes d'instruction criminelle et pénal, avec des modifications; l'ordonnance du 25 décembre 1816—27 juillet 1817, qui règle l'organisation municipale de Bourbon; la loi du 21—23 avril 1818, art. 24 et suiv., concernant les formalités de l'exportation des marchandises destinées pour l'île Bourbon, et l'admission en France des produits de cette île; l'ordonnance du 26 avril 1818, portant organisation administrative de l'île Bourbon; celle du 22 novembre 1819—6 septembre 1823, portant création d'un comité consultatif à l'île Bourbon; et celle du 13 août—6 septembre 1823, qui fixe la durée des fonctions des membres de ce comité, le nombre des suppléants, le mode de nomination et de remplacement; celle du 22—31 octobre 1823, portant institution à l'île Bourbon d'un tribunal chargé de juger les contraventions à la loi sur la traite des noirs; celle du 21 août—10 novembre 1825, qui organise le gouvernement de l'île Bourbon et de ses dépendances; celle du 30 septembre 1827—6 février 1828, portant organisation judiciaire de cette colonie; celle du 22 novembre 1829—22 novembre 1831, qui y organise la conservation des hypothèques; celle du 10 juillet—23 août suivant, qui modifie l'organisation judiciaire de la colonie; celle du 8 mai 1832—4 octobre 1833, concernant les pouvoirs du gouverneur de l'île Bourbon; celle du 16 mai—1^{er} juin 1832, sur l'administration des successions vacantes; et celle du 22 août—4 octobre 1833, qui modifie celle du 21 août 1825, sur le gouvernement de la colonie.

§ 5. — *Sénégal et établissements français sur la côte d'Afrique.* — Voyez le décret du 18—23 janvier 1791, qui rend le commerce du Sénégal libre à tous les Français; l'arrêté du 25 frimaire an 10 (16 décembre 1801), qui exclut les bâtimens étrangers de ce commerce; celui du 7 germinal suivant (28 mars 1802), qui fixe les droits de douane sur les marchandises faisant l'objet du commerce du Sénégal; celui du 8 floréal même année (28 avril 1802), qui admet en entrepôt différentes espèces de marchandises destinées pour le commerce du Sénégal; la loi de finances du 21—23 avril 1818, art. 23, qui maintient la faculté d'entreposer les toiles destinées à ce commerce; l'ordonnance du 7 janvier—29 mai 1822, portant organisation

6. Le traitement des divers fonctionnaires publics, porté par la constitution, est fixé au double de ceux que ces fonctionnaires reçoivent en Europe.

7. Le premier et le deuxième paragraphe de l'article 141, et les articles

judiciaire du Sénégal; celle du 25 décembre 1822—19 février 1823, portant fixation des droits d'entrée sur divers produits importés du Sénégal par les navires français; celle du 28 mai—3 juin 1823, qui établit un droit sur les toiles de l'Inde, destinées au commerce du Sénégal, autres que celles importées par navires français; celle du 16 août—11 septembre 1824, qui maintient les droits sur les toiles de l'Inde, dites *guinées*, sortant des entrepôts pour le Sénégal; celle du 20 mai 1830—2 septembre 1831, qui modifie celle du 7 janvier—29 mai 1822, sur l'organisation judiciaire; la loi du 24—28 avril 1833, sur le régime législatif des colonies, art. 25, portant que les établissemens français en Afrique continueront d'être régis par des ordonnances royales; et enfin l'ordonnance du 26 août—11 septembre 1833, concernant l'importation des fers et aciers non ouvrés, et des poudres à tirer, dans les établissemens français de la côte occidentale d'Afrique.

§ 6.—*Pondichéry, Chandernagor, et autres établissemens français dans les Indes.*—Voyez le décret du 30 mai—29 juin 1792, art. 4, portant création de réimens affectés à la garde de Pondichéry et des comptoirs; celui du 20 juin—6 juillet 1791, relatif à la liberté du commerce au-delà du cap de Bonne-Espérance; le traité de paix du 30 mai—8 juin 1814, qui règle les rapports entre la France et l'Angleterre sur le continent des Indes; la loi de finances du 21—23 avril 1818, art. 27, portant abrogation, sauf quelques exceptions, de celle du 20 juin—6 juillet 1791, sur le commerce de l'Inde, et art. 24 et 26, qui déterminent les formalités de l'importation des marchandises dans les établissemens français de ce continent; l'arrêté du gouverneur-général des établissemens de l'Inde, du 6 janvier 1819, contenant la promulgation des codes composant la législation française, sous différentes modifications, à l'exception du Code d'instruction criminelle, et le maintien de l'ordonnance de 1690 sur la procédure criminelle; l'ordonnance du 16 décembre 1827—12 octobre 1832, qui fixe la composition de la cour royale de Pondichéry et le traitement de ses membres; celle du 23 décembre 1827—12 octobre 1832, portant organisation générale des tribunaux de Pondichéry et des établissemens français dans l'Inde; la loi du 24—28 avril 1833, sur le régime législatif des colonies art. 25, portant que les établissemens français dans les Indes orientales continueront à être régis par des ordonnances du roi; et l'ordonnance du 15—24 octobre 1833, concernant l'importation en France des sucres récoltés sur le territoire de Pondichéry.

§ 7.—*Iles Saint-Pierre et Miquelon* (établissement de pêche sur le banc de Terre-Neuve).—Voyez l'arrêté du 14 ventose an 11 (5 mars 1803), concernant les concessions de grèves dans ces îles; l'ordonnance du 12 mai 1817—30 août 1833, concernant les concessions faites jusqu'à l'année 1793 inclusivement; la loi du 24—28 avril 1833, sur le régime législatif des colonies, art. 25, portant que les îles Saint-Pierre et Miquelon continueront à être régies par des ordonnances du roi; celle du 26 juillet—31 août 1833, qui détermine l'organisation judiciaire et administrative de ces établissemens; et celle des mêmes jours, concernant les formalités des concessions des grèves et terrains pour la pêche dans les îles Saint-Pierre et Miquelon, et l'organisation du régime hypothécaire.

§ 8.—*Saint-Domingue.*—Cette colonie a cessé depuis long-temps d'appartenir à la France, et elle forme un état indépendant que la France elle-même a reconnu; il devient donc sans objet de résumer les lois qui constituaient son régime administratif et ses rapports avec la métropole; nous n'avons qu'à faire connaître les mesures législatives qui ont réglé les conséquences de la dépossession violente des colons, soit à leur égard, soit à l'égard de leurs créanciers. Tels sont l'arrêté du 16 fructidor an 10 (3 septembre 1802), qui résilie les baux des maisons d'habitation, magasins et domaines ruraux à Saint-Domingue; celui du 19 du même mois (6 septembre 1802), qui sursoit à toutes poursuites de la part des créanciers des colons de Saint-Domingue; celui du 23 germinal an 11 (13 avril 1803), qui permet à ces créanciers de faire des actes conservatoires; les décrets des 20 juin 1807 et 24 juin 1808, qui sursoient de nouveau aux poursuites des créanciers; celui du 11 juillet 1811, qui fixe un délai aux porteurs de titres de créances de Saint-Domingue sur la marine, pour produire les pièces justificatives de leurs réclamations; les lois des 28 décembre 1814, 21—23 février 1816, et des 15—18 avril 1818, portant prorogations successives du sursis aux poursuites des créanciers des colons; l'ordonnance du 17—26 décembre 1823, qui prescrit aux anciens officiers publics de Saint-Domingue, résidant en France, de faire la remise au département de la marine des minutes d'actes passés par eux dans cette colonie, et dont ils seraient détenteurs; l'ordonnance du 17 avril—15 septembre 1825, qui reconnaît l'indemnité de Saint-Domingue, montant une indemnité de cent cinquante millions destinée aux anciens colons; la loi du 30 avril—13 mai 1826, qui détermine le mode de répartition de cette indemnité; l'ordonnance du 9—13 mai 1826, rendue pour

143, 144, 145, 146, 147, 154, 155, 164, 169 et 172 de la constitution, sont applicables aux agens du directoire, fixent leurs devoirs, et les bornes de leurs pouvoirs dans les colonies.

8. Les agens du directoire exécutif sont chargés de faire exécuter, à leur arrivée dans les colonies, la loi du 4 brumaire présent mois (1), sur la division du territoire, et de mettre successivement en activité toutes les parties de la constitution.

9. Ils sont aussi autorisés à faire, administrativement, des réglemens de culture basés sur la constitution, lesquels seront exécutés provisoirement jusqu'à la publication des lois qui seront faites sur cette matière par le corps législatif. Ces réglemens comprendront les obligations réciproques des propriétaires et des cultivateurs, les moyens d'éducation des enfans, de subsistance des vieillards et des infirmes; ils favoriseront la population, en encourageant les mariages, en récompensant la fécondité d'une union légitime.

TITRE II. — Administrations centrales et municipales.

10. Les administrations centrales sont autorisées, pour ne pas multiplier inutilement les fonctionnaires publics, à réunir en une seule commune plusieurs bourgs, villages ou habitations, afin qu'il n'y ait que quatre ou cinq communes dans l'étendue de chaque canton rural.

11. Les administrations centrales, pour constater et assurer l'état civil des citoyens, seront tenues de faire remettre au greffe de l'administration municipale de chaque canton, les registres, papiers et renseignemens provenant des ci-devant paroisses : chaque administration municipale de canton fera parvenir au département une expédition de ceux qui n'auront pas encore été rassemblés au dépôt général; le département l'enverra au ministre de la marine, et chaque année il sera tenu de lui envoyer le double des registres qui constateront l'état civil des citoyens.

12. Pour constater l'état actuel et précis de la population des colonies, les administrations municipales de canton formeront, à leur installation, le tableau de la population de chaque commune; elles y porteront les nom, prénoms, âge, profession et domicile actuel de chaque individu, la profession et domicile qu'il avait avant la révolution : le résultat de ce recensement par canton sera adressé au directoire exécutif.

13. Les administrations municipales formeront, d'après le tableau de la population, un état de la garde nationale sédentaire, pour remplir le vœu de l'article 279 de la constitution.

l'exécution de la loi qui précède; celle du 23 décembre 1827—1^{er} janvier 1828, qui réduit le nombre des membres de la commission de répartition; celle du 20 septembre—1^{er} octobre suivant, qui prescrit de nouvelles dispositions pour l'exécution de la loi du 30 avril 1826; celle du 6 janvier—21 février 1831, portant réorganisation de la commission de l'indemnité attribuée aux colons de Saint-Domingue; et la loi du 21—28 avril 1832, art. 16 et suiv., sur la dissolution de cette commission.

§ 9.—*Alger et dépendances.*—Voyez l'ordonnance du 22 juillet—2 septembre 1834, concernant le commandement de la haute administration des possessions françaises dans le nord de l'Afrique; celle du 10 août—2 septembre 1834, portant organisation de l'ordre judiciaire et de l'administration de la justice dans ces possessions; celle des mêmes jours, concernant l'organisation du service maritime à Alger et dépendances; celle du 10—23 septembre 1834, qui prescrit la formation d'un corps de cavaliers indigènes à Alger; celle du 26 septembre—17 octobre 1834, qui fixe le traitement des officiers et fonctionnaires de la marine, employés dans la colonie; celle du 16—28 octobre 1834, qui détermine la force des régimens des chasseurs d'Afrique; et celle du 26 octobre—11 novembre 1834, qui détermine le nombre des juges-suppléans du tribunal de commerce d'Alger. Voyez encore les arrêtés de l'intendant civil de la régence d'Alger, des 11 juillet, 17 septembre 1831, 16, 25 février, 6 avril, 7 mai et 22 septembre 1832, concernant les droits d'enregistrement à percevoir dans la colonie.

(1) C'est la loi du 4 brumaire an 6.

TITRE III. — De l'état et des droits des citoyens.

14. La déclaration de quatre citoyens de la commune suffira pour constater l'âge des individus dont la naissance n'est pas consignée dans les registres publics servant à constater l'état des citoyens ; cette déclaration sera insérée sur les registres : l'inscription tiendra lieu d'extrait de naissance.

15. Les individus noirs ou de couleur enlevés à leur patrie et transportés dans les colonies, ne sont point réputés étrangers ; ils jouissent des mêmes droits qu'un individu né sur le territoire français, s'ils sont attachés à la culture, s'ils servent dans les armées, s'ils exercent une profession ou métier.

16. Tout individu convaincu de vagabondage par un tribunal correctionnel, sera privé des droits accordés par l'article précédent, jusqu'à ce qu'il ait repris la culture, un métier ou une profession.

17. Sera réputé vagabond tout individu qui ne pourra justifier d'un domicile et d'un état connus.

18. Tout individu noir, né en Afrique ou dans les colonies étrangères, transféré dans les îles françaises, sera libre dès qu'il aura mis le pied sur le territoire de la république : pour acquérir le droit de citoyen, il sera, pour l'avenir, assujéti aux conditions prescrites par l'article 10 de l'acte constitutionnel.

19. Tout citoyen qui voudra jouir du droit de voter dans les assemblées primaires pour la première année de l'organisation constitutionnelle, déclarera, lors de la formation du tableau de population ordonné par l'article 12 de la présente loi, qu'il veut payer une contribution personnelle égale à trois journées de travail agricole : il sera tenu, sous peine d'être privé de son droit de suffrage, d'en présenter la quittance dix jours au moins avant la tenue des assemblées primaires. — A l'avenir, nul citoyen ne sera dispensé de se conformer à l'article 305 de la constitution.

20. Il suffira également, pour jouir de l'avantage porté par l'article 9 de la constitution, de rapporter à l'administration municipale, dix jours avant la tenue des assemblées primaires, un certificat du conseil d'administration, qui attestera qu'on a fait, pendant la révolution, une ou plusieurs campagnes contre les ennemis de la république.

TITRE IV. — Ordre judiciaire.

21. Les agens nommeront un juge de paix et quatre assesseurs par canton dont la population excédera trois mille âmes : ils choisiront, autant qu'il sera possible, les assesseurs dans chacune des communes qui formeront la division des cantons ruraux. — Lorsque la population du canton se trouvera au dessous de celle indiquée ci-dessus, les agens ne nommeront que des assesseurs, qui feront partie du tribunal du juge de paix du canton voisin. — Sont exceptés de cette disposition les cantons séparés de tout autre par un bras de mer ; ils auront un juge de paix, quelle que puisse être leur population.

22. Les agens formeront aussi le tableau des juges de paix qui devront faire alternativement le service auprès de chaque tribunal correctionnel.

23. L'appel du tribunal civil du département du Sud de Saint-Domingue, sera porté aux tribunaux civils des départemens de l'Inganne, de l'Ouest et du Nord de ladite colonie. — L'appel du tribunal du département de l'Ouest sera porté au tribunal du Sud, du Nord et de Samana. — Celui du département du Nord sera porté à celui de l'Ouest, de l'Inganne et de Samana. — Celui du département de Samana sera porté au département du Nord, de

l'Inganne et du Sud. — Celui du département de l'Inganne sera porté au tribunal de Samana, du Sud et de l'Ouest. — En temps de paix, l'appel du jugement du tribunal civil de la Guadeloupe sera porté au tribunal civil de la Martinique, à celui de Sainte-Lucie, ou à celui de l'Inganne. — Celui des jugemens du tribunal civil de la Martinique sera porté à Sainte-Lucie, à la Guadeloupe, ou au tribunal de l'Inganne. — Les appels du tribunal civil de Sainte-Lucie seront portés à la Martinique, à la Guadeloupe, ou au tribunal du département de l'Inganne. — Enfin, l'appel des jugemens du tribunal civil de Caienne ressortira au tribunal civil de la Martinique, à celui de Sainte-Lucie, ou à celui de la Guadeloupe.

24. En temps de guerre, les jugemens des tribunaux civils de Caienne, de Sainte-Lucie, de la Martinique et de la Guadeloupe, seront provisoirement exécutés en donnant caution.

25. Lorsqu'à Saint-Domingue un accusé voudra user du droit que lui donne l'article 303 du Code des délits et des peines, il pourra, s'il est accusé devant le tribunal du Sud de Saint-Domingue, demander à être jugé par le tribunal de l'Inganne ou par celui du département de l'Ouest. — Si l'accusé est traduit devant le tribunal de l'Ouest, il peut demander son renvoi devant le tribunal du Sud ou devant celui du Nord. — S'il est poursuivi devant le tribunal du Nord, il peut demander d'être traduit devant le tribunal du département de l'Ouest ou devant celui de Samana. — S'il est mis en jugement devant le tribunal du département de Samana, il peut réclamer d'être renvoyé au département du Nord ou à celui de l'Inganne. — Enfin, s'il est mis en accusation devant le tribunal du département de l'Inganne, il peut choisir pour juge le tribunal du département de Samana ou celui du Sud.

26. L'article 303 du Code des délits et des peines est déclaré inapplicable aux départemens coloniaux autres que ceux de Saint-Domingue.

27. Lorsqu'un accusé, en vertu de l'article 440 de la loi du 3 brumaire, se sera pourvu en cassation, et que le jugement aura été annulé par le fait du tribunal criminel ou du jury de jugement, le tribunal de cassation, au lieu de renvoyer, conformément à l'article 453 de la loi ci-dessus citée, devant un tribunal voisin, renverra le jugement du fond devant un tribunal spécial formé à cet effet, dont les membres, même le président, l'accusateur public et le commissaire du directoire exécutif, seront choisis par le tribunal civil, parmi ses membres, autres que celui qui aura présidé le jury d'accusation et que ceux qui auront siégé au tribunal dont le jugement aura été infirmé. Ce tribunal ne pourra connaître que de la cause pour laquelle il aura été convoqué, et sera dissous dès que l'affaire aura été jugée. — Les membres du premier jury de jugement ne pourront faire partie du nouveau jury. — Cet article n'est point applicable à Saint-Domingue.

TITRE V. — Publication des lois.

28. Les lois rendues, soit dans la partie de l'administration civile, militaire, soit dans l'ordre judiciaire, pour les départemens continentaux, sont applicables aux colonies : le directoire exécutif est chargé de faire former un code de celles auxquelles les fonctionnaires publics doivent particulièrement se conformer, et dont ils doivent surveiller l'exécution.

29. Le directoire exécutif prendra toutes les mesures nécessaires pour qu'à l'avenir toutes les lois, dans le mois au plus tard de leur insertion au Bulletin, soient expédiées pour les colonies ; ces lois seront envoyées par triplicata en temps de guerre, et par duplicata en temps de paix. Le directoire prendra aussi les moyens de s'assurer de la réception de l'envoi des

lois, afin de remplacer, dans le plus bref délai celles qui, par les accidens de la mer ou par les incursions de l'ennemi, ne seraient pas parvenues à leur destination.

30. Le troisième paragraphe de l'article 144 de la constitution, applicable aux agens du directoire, les articles 274, 275, 276 de la constitution, seront lus, tous les trois mois, à la tête des divers corps qui composent la force armée dans les colonies.

31. L'édit du 23 avril 1615, qui ordonne que les non catholiques seront exclus des colonies; celui du mois de mars 1685, appelé *Code noir*; celui du mois d'octobre 1716, concernant les esclaves des colonies; la déclaration du 15 décembre 1738 sur le même sujet, ainsi que tous autres édits, ordonnances, déclarations, arrêts, réglemens, décrets et instructions contenant des principes contraires à la constitution et au décret du 16 pluviôse an 2, sont abrogés et anéantis pour toujours.

32. Les lois actuellement exécutées en France, et qui n'ont point encore été publiées dans les colonies, ne seront obligatoires pour les citoyens que du moment de l'affiche au chef-lieu du département.

TITRE VI. — De la police.

33. Les agens particuliers du directoire sont autorisés à créer une gendarmerie nationale à pied et à cheval, pour veiller à la sûreté des propriétés rurales, arrêter les vagabonds, et maintenir la tranquillité publique.

34. Dans les villes, ce service sera fait par la garde nationale sédentaire.

TITRE VII. — Moyens de pourvoir aux dépenses des colonies.

35. Les moyens de satisfaire aux dépenses des colonies sont, — Les contributions directes, les droits de timbre et d'enregistrement, le droit de patente, les droits d'exportation et d'importation, les droits de bac et passage des rivières, les domaines nationaux, un crédit ouvert aux agens du directoire sur la trésorerie nationale.

TITRE VIII. — Contributions directes et indirectes.

36. La manière d'assurer et de percevoir les contributions directes et indirectes sera la même dans les départemens coloniaux que dans ceux du continent; leur perception sera faite et surveillée par les mêmes fonctionnaires publics.

TITRE IX. — Droits d'enregistrement et de timbre.

37. Les droits de timbre et d'enregistrement seront établis et perçus dans les départemens coloniaux, d'après les lois existantes: cette partie du revenu public sera confiée à la même régie que les biens nationaux; les recettes en seront versées des caisses des receveurs particuliers dans celle du receveur de département.

TITRE X. — Patentes.

38. Les lois rendues sur les patentes sont aussi déclarées applicables aux colonies; ce droit sera perçu, comme dans les départemens continentaux, sous la surveillance des corps administratifs, et le produit en sera versé dans la caisse du receveur de département.

TITRE XI. — Bacs et postes.

39. Le produit des bacs et passage des rivières sera affermé à l'enchère, devant la municipalité du canton sur lequel les bacs sont situés, à la dili-

gence du préposé de la régie des domaines; les postes seront également affermées : le prix de ces fermes fait partie du revenu public, et le produit en sera versé au trésor public de la colonie.

TITRE XII. — Importation et exportation.

40. Les droits sur les marchandises apportées d'Europe, et sur celles introduites par des bâtimens neutres, continueront d'être perçus comme par le passé ; il ne sera pareillement rien innové aux droits imposés sur la sortie des denrées coloniales à leur chargement pour France.

41. Lorsqu'un département des colonies sera menacé de manquer de quelque objet de nécessité, l'administration centrale du département en instruira les agens du directoire, qui pourront permettre, pour un temps limité, l'introduction, par des bâtimens neutres ou alliés, d'une quantité fixe de l'objet nécessaire à la subsistance ou à l'entretien des colons, ou enfin à la défense de la colonie.

42. Les droits à l'entrée des marchandises introduites en vertu de l'article précédent seront perçus comme si les marchandises avaient été importées par des navires français ; les agens pourront cependant, dans le cas d'une extrême urgence, exempter de tout droit d'entrée l'objet dont il sera essentiel d'encourager l'introduction, sauf à en rendre compte, dans le plus bref délai, au directoire exécutif.

43. Les marchandises ou objets introduits en vertu des articles précédens, seront payés de préférence en denrées dont l'exportation est permise pour l'étranger ; mais les agens pourront permettre, dans des cas extraordinaires, le chargement d'une certaine quantité de denrées dont l'exportation n'est permise que pour la France.

44. En temps de guerre, lorsque le nombre des navires français ne pourra suffire à l'exportation des denrées coloniales, et que leur accumulation deviendrait préjudiciable à la culture et au commerce, les agens pourront permettre la sortie de celles qui ne peuvent être exportées que pour France. — En ce cas, et dans celui de l'article précédent, outre le droit ordinaire imposé au chargement, il sera perçu, sur l'exportation de ces denrées, un droit égal à celui du domaine d'orient et d'occident, que la république eût levé à leur arrivée en Europe.

45. A l'exception des cas prévus par les articles 41, 43 et 44 de la présente loi, toutes les lois sur le commerce des colonies auront leur entière exécution, jusqu'à ce que le corps législatif ait prononcé définitivement sur les objets contenus en l'article 314 de la constitution.

TITRE XIII. — Des biens nationaux.

46. La régie de tous les biens nationaux dans les colonies, de quelque nature qu'ils soient, est confiée à une administration particulière, composée de trois administrateurs, qui seront tenus de se conformer aux lois de la régie générale des domaines ; elle est nommée et surveillée par les agens du directoire. La régie est chargée de veiller spécialement à la conservation de toutes les propriétés nationales, et d'empêcher surtout que, sans un bail fait à la suite d'une enchère publique, qui que ce soit puisse former des établissemens sur ces propriétés, et même sur des terres incultes et non concédées. Les corps administratifs sont tenus de veiller à l'exécution du présent article.

47. Chaque administration municipale formera le tableau des biens nationaux situés dans l'étendue de son territoire, en désignant la nature de ces biens, leurs dépendances, leur valeur estimative, les noms des anciens pro-

priétaires, les dettes et charges particulières dont ils se trouvent grevés. L'administration municipale enverra le tableau de ces biens à l'administration centrale, qui le fera parvenir à la régie des domaines et au ministre de la marine.

48. Les biens nationaux, dans les colonies, seront donnés à ferme pour un temps qui ne pourra excéder cinq années, et adjugés publiquement au plus offrant et dernier enchérisseur, suivant les lois : ils ne pourront être vendus qu'à la paix.

49. Les agens du directoire, les ordonnateurs, chefs et préposés d'administration, les commandans en chef et officiers-généraux dans l'étendue de leur commandement, ne pourront être adjudicataires ni fermiers, par eux ni par l'entremise d'un tiers : ceux qui contreviendraient à cette disposition, seront poursuivis comme coupables de concussion ; toutes les fermes qui auraient pu être faites au nom des agens ou des individus indiqués au présent article, ou dans lesquels ils pourraient être intéressés, seront annulées. Il leur est défendu de rien sortir des habitations avant d'avoir rendu compte aux nouveaux agens.

50. Les agens seront autorisés à faire réviser les baux à ferme qui auraient pu être passés avant la présente loi, et à les faire mettre de nouveau à l'enchère, si la république avait été lésée d'un tiers dans le prix des adjudications. Les baux affermés à l'amiable et sans enchères sont déclarés nuls.

51. Les deux tiers du produit net des revenus des habitations séquestrées sur les émigrés sont appliqués aux dépenses publiques ; le dernier tiers est destiné au paiement des créanciers, et autres personnes ayant des droits à exercer sur lesdits biens. Ce qui se trouvera dû à la paix aux créanciers des émigrés, leur sera payé par les acquéreurs, aux diverses époques qui seront fixées par la loi qui en ordonnera la vente. Les créances seront liquidées suivant le mode déterminé par la loi, ainsi que les droits des femmes, enfans et parens d'émigrés.

TITRE XIV. — Crédit ouvert aux dépenses publiques.

52. Le montant du produit en principal des contributions directes et indirectes, et du revenu des domaines nationaux, dans chaque colonie, est provisoirement affecté à ses dépenses courantes. — Le directoire exécutif pourra, en outre, ouvrir à chacune des agences un crédit sur la trésorerie nationale, lequel sera imputé sur celui ouvert au ministre de la marine pour la dépense des colonies.

53. Chaque agence sera tenue de faire distinguer les dépenses publiques des dépenses locales, et autorisera les administrations centrales et municipales à répartir à raison de leurs besoins, et à percevoir des centimes additionnels au principal des contributions directes, pour l'acquittement des dépenses locales, qui ne pourront, sous aucun prétexte, être acquittées sur les produits affectés aux dépenses publiques.

54. S'il arrivait que tous les fonds, crédits et produits mis à la disposition des agens du directoire, ne fussent pas suffisans en temps de guerre pour les dépenses et la défense de la colonie, les agens pourront exiger un emprunt, lequel ne pourra excéder, en aucun cas, le sixième du revenu brut de chaque particulier : cet emprunt sera remboursable sur les impositions futures.

TITRE XV. — Trésorerie et comptabilité.

55. La trésorerie nationale nommera, pour résider auprès de chaque agence du directoire dans les colonies, un contrôleur en chef, qui sera

chargé, conformément à l'article 317 de la constitution, de surveiller la recette de tous les deniers nationaux dans la colonie ; — D'y ordonner le mouvement des fonds et le paiement de toutes les dépenses publiques consenties par le corps législatif.

56. Il ne pourra rien faire payer, sous peine de forfaiture, qu'en vertu, — 1° D'une loi du corps législatif ; — 2° D'une décision de l'agence du directoire ; — 3° De la signature de l'ordonnateur de la dépense.

57. Il nommera près de chaque receveur de département, un contrôleur particulier, chargé d'en surveiller et contrôler toutes les opérations, et de viser tant les récépissés que fournira le receveur, que les ordonnances et pièces justificatives de tous les paiemens faits à la caisse pour dépenses publiques, lorsqu'elles seront conformes aux lois.

58. Il pourra nommer également un contrôleur particulier pour chaque direction des régies des droits indirects, pour en surveiller et contrôler les caisses.

59. Il pourra, pendant la guerre, nommer un payeur particulier auprès de chaque armée.

60. Le contrôleur en chef se conformera aux ordres qu'il recevra de la trésorerie nationale, pour la surveillance des recettes, l'ordre dans les paiemens des dépenses, la comptabilité et la tenue des registres en parties doubles.

61. Il entretiendra avec les contrôleurs, les administrations et les régies, la correspondance nécessaire pour assurer la rentrée régulière des fonds, et connaître exactement la situation des finances dans les colonies.

62. Il fera, à l'instant de la mise à exécution de la présente loi, arrêter les registres de tous les comptables, et ouvrir, pour le service courant, la comptabilité dans la forme prescrite par la trésorerie nationale, en distinguant ce service de celui de l'arriéré.

63. Il fera arrêter, chaque jour, la balance générale de toutes les opérations et la situation du trésor de la colonie, et en fournira le bordereau à l'agence du directoire ; il lui portera, chaque décade, le compte général de recette et de dépense de la décade.

64. Les sommes destinées à couvrir les dépenses courantes seront distribuées, en raison des recettes, entre les différens services et les divers ordonnateurs, dans la proportion et dans l'ordre d'urgence qui seront réglés par l'agence du directoire, qui ne pourra excéder les fonds mis à sa disposition.

65. Le contrôleur en chef portera aussi, chaque mois, à l'agence, un état des recettes des diverses contributions et de tous les revenus publics, et un état des dépenses ; il profitera de toutes les occasions de faire parvenir à la trésorerie pareils bordereaux et états. — Les receveurs des contributions directes de chaque département, les différentes régies nationales, et les payeurs près les armées, lui remettront chaque mois leurs états de situation, qu'il vérifiera, et chaque année, leurs comptes respectifs, qu'il vérifiera et arrêtera.

66. Il fournira, chaque année, à la trésorerie, le compte général des recettes et dépenses de la colonie, appuyé des comptes particuliers et des pièces justificatives : ce compte sera l'un des chapitres du compte général que la trésorerie aura à présenter aux commissaires de la comptabilité.

67. Les comptes détaillés de la dépense de chaque ordonnateur, signés et certifiés par chacun d'eux, seront rendus publics dans la colonie, au commencement de chaque année ; il en sera de même des comptes rendus par les administrateurs de département.

68. Les agens du directoire dans chaque colonie les transmettront au directoire exécutif, avec l'aperçu des dépenses et la situation des finances de la colonie ; ils lui indiqueront les abus qui seront à leur connaissance, et le directoire donnera connaissance du tout au corps législatif.

69. La trésorerie nationale est autorisée à fixer le traitement du contrôleur en chef et de ses autres agens dans les colonies, au double de celui que reçoivent en Europe les employés dans les grades correspondans.

70. Il sera formé une commission particulière pour l'examen des anciens comptes et la liquidation de l'arriéré.

71. A l'avenir, aucune prise ne pourra être vendue qu'à l'enchère publique le gouvernement seul aura le droit de préemption, d'après une estimation faite par des experts nommés par lui et par les capteurs. Les agens activeront sans délai la répartition des prises.

TITRE XVI. — Des émigrés, déportés et réfugiés.

72. Les administrations municipales établies d'après la constitution, réviseront les listes d'émigrés qui, dans les départemens coloniaux, auraient pu être faites en vertu des lois des 30 mars—8 avril et 25 août 1792 : elles entendront les personnes qui pourraient réclamer contre leur première inscription ; et d'après cet examen, elles dresseront, par ordre alphabétique, la liste des personnes émigrées. Cette liste contiendra les noms, prénoms, surnoms, professions, qualités, et le dernier domicile connu des individus absens de leur commune ; la date de la déclaration qui constate leur émigration ; et, dans une colonne à part, l'administration municipale joindra ses observations sur les circonstances qui auront précédé ou suivi l'absence du prévenu, sans pouvoir en rayer aucun, même provisoirement.

73. Dans les départemens coloniaux où les lois des 30 mars—8 avril et 25 août 1792 n'auraient pas été publiées, les agens du directoire feront procéder, sans délai, à cette publication ; et les administrations municipales seront tenues, d'après cette publication, de former les listes indiquées par l'article précédent, et d'apposer le séquestre sur les biens des prévenus d'émigration, s'il n'avait pas encore eu lieu.

74. L'administration centrale du département discutera ces listes, et en formera une liste générale alphabétique des émigrés du département, qu'elle adressera à la régie des biens nationaux de la colonie, aux agens du directoire, et au ministre de la marine, qui la remettra à la régie de l'enregistrement, pour être imprimée et publiée par supplément à la liste générale des émigrés, en exécution de l'article 29 de la cinquième section du titre II de la loi du 25 juillet 1793, et de l'article 1^{er}, section II du titre III de celle du 25 brumaire an 3.

75. Si le séquestre a été apposé sur les biens d'une personne absente non portée sur la liste des émigrés des colonies, il sera levé, si le réclamant présente des certificats de résidence en bonne forme, qui prouvent qu'il n'a point quitté le territoire de la république depuis le mois de mai 1792, ou s'il justifie qu'il a remis tous les trois mois ses certificats de résidence au ministre de la marine. Si le réclamant a résidé en France, il sera obligé de rapporter un certificat de non-émigration, visé par le ministre de la police générale. — Si le réclamant est inscrit sur une liste d'émigrés des colonies, le séquestre ne sera levé qu'après sa radiation définitive. Le département, avant de prononcer la radiation provisoire, se conformera aux instructions du directoire exécutif ou de ses agens. — Le directoire exécutif pourra déléguer à ses agens particuliers dans les colonies, le droit de prononcer la

radiation définitive des émigrés coloniaux, sauf à rendre compte, sans délai, au directoire.

76. Les déportés des colonies ne pourront être inscrits sur les listes des émigrés coloniaux, à moins qu'il ne soit prouvé qu'à une époque quelconque de la révolution, ils aient été résider sur une partie du territoire occupé par les ennemis de la république.

77. Les déportés des colonies, résidant en pays neutre ou allié, pourront rentrer en Europe sur le territoire français : le directoire exécutif pourra, selon les motifs de leur déportation, les autoriser à retourner dans la colonie de laquelle ils ont été déportés. — Tous les déportés quelconques pourront rentrer dans leur premier domicile à la paix. Le séquestre qui pourrait avoir été mis sur les biens des déportés, sera levé, et les biens seront remis à leur porteur de pouvoir, pour être administrés, à leur compte, par ceux dont ils auront fait choix.

78. Le compte des revenus des biens remis à leurs propriétaires en vertu de l'article précédent et de l'article 4 du présent titre, leur sera rendu par la régie des biens nationaux : il sera déduit des produits perçus par la république, toutes les avances faites par elle pour l'exploitation et pour le paiement des contributions : le reliquat de ce compte sera porté à l'arriéré des dettes de la colonie, et payé en bons recevables comme argent dans le paiement des domaines nationaux.

79. Les réfugiés de Saint-Domingue à l'époque de l'incendie du Cap, et de toutes les colonies dans des circonstances où des événemens extraordinaires pouvaient menacer leur vie, ne seront point réputés émigrés, s'ils prouvent, par des certificats authentiques, que, dans le mois après leur départ de la colonie, ils se sont retirés sur le territoire français, ou dans un pays neutre ou allié, et qu'ils y ont constamment habité jusqu'à l'époque de leur réclamation.

80. Il n'est accordé qu'un an, à compter de l'organisation constitutionnelle des autorités administratives, aux réfugiés qui, en vertu de l'article précédent, voudront jouir du droit de rentrer sur le territoire français, pour réclamer auprès de l'administration municipale du canton qu'ils habitaient. L'administration municipale sera chargée de motiver son avis sur l'application de l'article précédent. — L'administration centrale prononcera sur la réclamation ; sa décision sera soumise à la ratification des agens du directoire exécutif.

81. Ne pourront être regardés comme réfugiés, et seront réputés émigrés, quoique retirés en pays neutre ou allié, tous les chefs qui seront convaincus d'avoir livré quelque partie du territoire français à l'ennemi ; ceux qui, revêtus des fonctions municipales, auront porté les signes de la contre-révolution ; ceux qui, en pays neutre, ont été les agens des ennemis de la république ; ceux qui auront arboré le pavillon blanc sur les forts des colonies, et auront pris les armes pour s'opposer à la reprise du pavillon tricolor ; ceux qui, commandant en chef dans les troupes de la république, se sont retirés et ont demeuré en pays neutre ou allié, après la prise du territoire où ils étaient employés, au lieu de rentrer sur le territoire français. — Il n'est point dérogé aux lois rendues contre ceux qui ont accepté des fonctions publiques de la part de l'ennemi depuis l'invasion du territoire français.

82. Le directoire exécutif chargera les agens de la république dans les pays neutres ou alliés, de donner promptement la plus grande publicité aux articles contenus au présent titre ; il leur fera passer les ordres et les fonds nécessaires pour qu'ils facilitent à ceux qui auront obtenu des décisions favorables des corps administratifs, les moyens de retourner dans leurs foyers,

et pour qu'ils ne regardent plus comme Français ceux dont les demandes auront été rejetées, ou qui auront laissé expirer les délais pour faire leur déclaration. Tous les secours accordés par le gouvernement aux réfugiés, cesseront dans les trois mois de la publication de la présente loi. — Les dispositions du présent titre en faveur des déportés et des réfugiés ne s'appliquent point aux individus dont la déportation aurait été ordonnée par les lois, ni à ceux qui se trouveraient inscrits sur des listes d'émigrés.

TITRE XVII. — Encouragemens.

83. Les propriétaires des colonies qui, depuis le commencement de la révolution, ont été fidèles à la France et ont servi la cause de la liberté en remplissant des fonctions civiles ou militaires, en maintenant la culture, ont bien mérité de la patrie. — Les agens du directoire sont autorisés à accorder, à titre de prêt, à ces propriétaires dont les habitations auront été dévastées, des secours pécuniaires, ou autres moyens de soulagement et de culture, remboursables sur les produits des premières récoltes. — Et dans le cas où la situation du trésor public dans les colonies ne permettrait pas d'accorder sur-le-champ les divers secours, les agens feront dresser des états des avances qu'ils croiront nécessaires pour rétablir la culture : ces états seront mis par le directoire sous les yeux du corps législatif.

84. Le corps législatif déclare que ceux qui auront concouru par des spéculations de commerce, par des établissemens de culture et par des moyens d'industrie, au rétablissement des colonies, auront bien mérité de la patrie.

TITRE XVIII. — Instruction publique.

85. Les agens du directoire sont chargés d'organiser le plus promptement l'instruction publique dans les colonies, d'après les lois existantes.

86. Il sera choisi tous les ans, dans chaque département, au 1^{er} germinal, le jour de la fête de la Jeunesse, parmi les élèves des écoles centrales, six jeunes individus, sans distinction de couleur, pour être, aux frais de la nation, transportés en France, et entretenus, pendant le temps nécessaire à leur éducation, dans les écoles spéciales.

87. Tous décrets, proclamations, ordonnances contraires à la présente loi, sont abrogés.

N^o 402. = 14 nivose an 6 (3 janvier 1798). = *LOI relative aux rentes foncières assises sur des édifices incendiés ou sur des héritages dévastés par suite de la guerre de la Vendée.* (II, Bull. CLXXIII, n^o 1644; B., LXXI, 46.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires d'édifices incendiés ou démolis, et d'héritages dévastés par suite de la guerre civile, connue sous le nom de *guerre de la Vendée*, dans les départemens situés entre la mer et la rive gauche de la Loire, seront déchargés pour l'avenir des rentes imposées sur ces édifices, par l'exponce ou déguerpissement, auxquels ils seront admis nonobstant toutes clauses de *fournir et faire valoir*, ou autres équivalentes.

2. Dans le cas où le contrat de bail à rente exprimerait quelques unes des clauses prohibitives énoncées en l'article précédent, la demande en déguerpissement devra être formée dans les six mois de la publication de la loi, à peine de déchéance.

3. Les administrations centrales, sur l'avis des municipalités et des préposés de l'enregistrement, et d'après un procès-verbal estimatif, sont autorisées à réduire les rentes nationales assises sur les édifices incendiés ou démolis, ou autres héritages dévastés, en faveur des propriétaires qui

contracteront l'obligation de rétablir, dans un délai fixé, lesdits édifices ou héritages.

4. Les mêmes administrations sont autorisées à remettre aux débiteurs, à titre d'indemnité nationale, tout ou partie des arrérages de rentes échus depuis l'incendie, démolition ou dégradation des édifices ou des héritages, en proportion de la diminution de valeur opérée par la force majeure.

5. Les tribunaux sont pareillement autorisés à régler, après un rapport d'expert, les arrérages de rentes échus pendant la durée de la guerre, et dus de particulier à particulier, sur les édifices incendiés ou démolis dans les mêmes départemens.

N° 403. = 16 nivose an 6 (5 janvier 1798). = *Loi concernant les ventes d'immeubles, etc., pendant la dépréciation du papier-monnaie* (1). (II, Bull. CLXXIV, n° 1651; B., LXXI, 49.)

Art. 1^{er}. Toute suspension de paiement est levée à l'égard des obligations énoncées en la présente.

TITRE 1^{er}. — Des aliénations d'immeubles.

2. Les sommes dues à raison de ventes d'immeubles faites, soit en propriété, soit en usufruit, depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, seront acquittées en espèces métalliques, néanmoins d'après la réduction et liquidation qui en seront faites ainsi qu'il suit, si l'acquéreur ne préfère de s'en tenir aux clauses du contrat; ce qu'il sera tenu de notifier au vendeur dans le délai de trois mois, à dater de la publication de la présente (2).

3. Pour déterminer la réduction, lorsqu'elle devra avoir lieu soit sur la totalité du prix si elle est encore due, soit sur la portion restante, les parties seront, en cas de non-conciliation, renvoyées à des experts qui vérifieront et estimeront la valeur réelle que l'immeuble vendu pouvait avoir en numéraire métallique au temps du contrat, eu égard à son état à la même

(1) Voyez, sur les conséquences de la dépréciation du papier-monnaie, relativement aux transactions intervenues entre particuliers pendant sa durée, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui suivent la législation. Voyez aussi la loi du 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797), et les notes.

(2) Toute somme due à raison de ventes d'immeubles faites pendant le cours du papier-monnaie, doit être acquittée en espèces métalliques d'après réduction, à moins que l'acquéreur (ou le vendeur) n'ait, dans le délai fixé par les lois des 16 nivose et 27 thermidor an 6, déclaré vouloir s'en tenir aux clauses de son contrat. Cass., 19 vendémiaire an 12, SIR., IV, 1, 100; Bull. civ., VI, 12. — La réduction est de droit, en sorte qu'elle doit profiter même à l'acquéreur qui n'a pas fait la notification dans le délai voulu par cet article. Cass., 22 novembre 1809, SIR., VII, 2, 1169. — Jugé encore que les débiteurs à longs termes, à raison d'acquisitions d'immeubles pendant le cours du papier-monnaie, n'ont pu être admis à la réduction, lorsqu'ils ont omis de faire, dans le délai prescrit, leur renonciation aux termes stipulés, et leur soumission de payer, au taux de cinq pour cent, les intérêts des sommes dues. Cass., 25 prairial an 10, SIR., II, 1, 365. — Jugé dans le même sens. Cass., 4 messidor an 10, SIR., II, 1, 375. — La réduction peut avoir lieu, encore que l'acquéreur se soit soumis à ne pas se libérer avant un temps déterminé. Cass., 9 thermidor an 10, SIR., II, 1, 342; 21 fructidor an 10, SIR., VII, 2, 1168; et 30 vendémiaire an 14, SIR., VI, 2, 688. — Si la prohibition de payer avant un terme convenu n'équivaut pas à une stipulation de payer en numéraire, elle suffit du moins pour autoriser les juges à induire que les parties ont eu l'intention de stipuler en numéraire. Cass., 21 ventose an 10, SIR., II, 1, 225. — L'acquéreur d'une maison pendant le cours du papier-monnaie, moyennant un prix payable en trois ans et par tiers, en espèces sonnantes et en bons effets ayant cours, et non autrement, doit payer en numéraire et sans réduction les termes échus postérieurement à la disparition des assignats. Cass., 1^{er} thermidor an 10, SIR., VII, 2, 1167; Bull. civ., IV, 453. — Le capital d'une rente foncière rachetable et créée pour le prix d'un immeuble, n'est pas sujet à réduction. Cass., 13 frimaire an 12, SIR., IV, 2, 669.

époque, et d'après la valeur ordinaire des immeubles de même nature dans la contrée.

4. L'acquéreur sera tenu, à peine des dommages-intérêts du vendeur, de faire procéder au rapport des experts dans quatre décades pour tout délai, à dater de la signification qui lui aura été faite du jugement interlocutoire; et les frais de la première expertise seront toujours à sa charge, à moins qu'il n'ait fait préalablement au vendeur une offre jugée suffisante par l'événement de l'estimation.

5. Les acquéreurs qui ont payé en papier-monnaie, conformément aux lois existantes, une partie du prix convenu, sont valablement acquittés d'une semblable quotité proportionnelle de la valeur estimative de l'immeuble vendu; de sorte que, s'ils ont payé la moitié ou les trois quarts du prix stipulé, ils ne pourront être considérés comme débiteurs que de la moitié ou du quart restant de la valeur estimative, telle qu'elle sera réglée par l'expertise; sans préjudice toutefois de l'action en lésion d'outre-moitié, dans le cas de droit, et pour les contrats antérieurs à la publication de la loi du 14 fructidor an 3, dont le mode et les effets seront réglés par une loi particulière.

6. L'acquéreur ne pourra, au surplus, demander la réduction autorisée par les articles 2 et 3, qu'aux conditions suivantes: 1° de payer au taux de cinq pour cent, et selon le mode qui sera établi pour le paiement des intérêts dus en vertu d'aliénation d'immeubles, les arrérages d'intérêts du prix ou de la portion du prix réductible, dont il se trouvera débiteur; 2° de renoncer, le cas échéant, aux termes stipulés par le contrat de vente, qui auraient été portés à plus de trois ans au-delà de la publication de la loi du 29 messidor an 4 (1).

7. Les rentes viagères créées pour cause d'aliénation d'immeubles, soit qu'elles l'aient été sans préfixion de capital, ou moyennant un capital formant partie du prix de vente, continueront d'être acquittées en espèces métalliques et sans réduction, si mieux le débiteur n'aime résilier le contrat, en acquittant les arrérages; ce qu'il sera tenu d'opter et de notifier dans les deux mois de la publication de la présente.

8. A l'égard des rentes perpétuelles qui ont la même origine, elles seront également acquittées en numéraire et sans réduction, jusqu'au rachat d'icelles.

9. Lorsque le vendeur s'est réservé, par clause expresse, la jouissance de l'immeuble vendu, pendant un certain nombre d'années, moyennant un prix de location correspondant à l'intérêt légal du prix de la vente stipulé en papier-monnaie, le montant de la location, même pour les arrérages qui en sont dus, est réductible, à dire d'experts, dans la même proportion et de la même manière que le serait le principal du susdit prix au cas prévu par les articles 2 et 3.

10. Toutes délégations et indications de paiemens, résultant de contrats de vente passés pendant le cours du papier-monnaie, obligent l'acquéreur à rapporter au vendeur les quittances des créanciers délégués, aux droits desquels il demeure réciproquement subrogé lorsqu'ils ont été remboursés de ses deniers. — Dans le cas ci-dessus prévu, l'acquéreur a la faculté de résilier, s'il se croit lésé; et tout ce qu'il a payé au vendeur ou à sa décharge, lui sera remboursé d'après l'échelle de dépréciation, selon les époques de chaque paiement (2).

(1) Voyez les notes sur l'art. 2 ci-dessus.

(2) Cette faculté de résilier appartient à celui qui, pendant le cours du papier-monnaie, a se-

11. Tout ce qui a été prescrit par la loi du 15 fructidor an 5, au sujet de la prorogation de délai que les tribunaux ont la faculté d'accorder aux débiteurs, et des provisions qui peuvent être requises par les créanciers, sera, à dater de la publication de la présente, observé à l'égard des obligations énoncées dans les titres I^{er}, II, III, IV et V de ladite résolution (1).

TITRE II. — Des licitations et partages.

12. Les dispositions contenues dans le titre I^{er} auront leur effet à l'égard des sommes dues pour prix de licitation d'immeubles, ou pour soultte et retour dans les partages entre cohéritiers ou communistes, survenus aux époques ci-dessus énoncées, sans qu'à raison de ce le débiteur puisse rappeler les autres intéressés à partage, à moins qu'il n'y eût lésion du tiers au quart dans les premiers actes entre eux intervenus.

TITRE III. — Des dots et avantages matrimoniaux.

13. Les constitutions de dot en avancement d'hoirie, de même que celles qui ont été faites pour tenir lieu d'un droit acquis, seront acquittées en numéraire métallique sans réduction. Il en sera de même des constitutions faites postérieurement à la loi du 17 nivose an 2, à moins qu'elles n'excèdent le montant d'une portion cohérentaire sur les biens du constituant, eu égard à l'état de sa fortune au temps du contrat; auquel cas seulement elles pourront être réduites par les tribunaux, jusqu'à concurrence de ladite portion. — Cette réduction ne pourra néanmoins avoir lieu, lorsque, pour le paiement de la somme constituée, il aura été remis, par clause expresse, un immeuble en nantissement, dont les fruits sont compensables sur les intérêts du capital promis (2).

14. Les douaires préfix, l'augment et contre-augment, ainsi que tous autres avantages matrimoniaux stipulés par les contrats de mariage, seront pareillement acquittés en numéraire métallique, et sans autre réduction ni limitation que celles dont la dot elle-même sera susceptible, lorsque lesdits avantages ont été fixés en proportion d'icelle, et sauf l'exécution de ce qui est prescrit par la loi du 17 nivose an 2, pour la conversion, le cas échéant, desdits avantages en usufruit de moitié sur les biens du constituant.

15. Les restitutions des dots et autres reprises matrimoniales seront faites

quis un immeuble, à la charge du service d'une rente foncière due pour cet immeuble. Cass., 18 ventose an 11, Sir., III, 2, 302; Bull. civ., V, 192. — Antérieurement, la cour de cassation avait jugé en sens contraire. 13 germinal an 7, Sir., I, 2, 658. — Plus tard, la cour de cassation a jugé que, lorsque l'acquéreur d'un immeuble consent à garder entre ses mains une partie du prix et d'en payer les intérêts à une personne indiquée, pour l'acquit d'une rente dont ce bien est grevé, il ne peut pas obtenir de payer avec réduction; mais que la personne indiquée peut demander la réduction, comme aurait pu le faire le vendeur. Cass., 30 germinal an 11, Sir., VII, 2, 1168; Bull. civ., V, 232. — L'art. 10 de la loi de nivose an 6 s'applique au cas où le créancier indiqué serait intervenu à l'acte pour accepter l'indication et donner, en conséquence, décharge au vendeur. Cass., 22 thermidor an 11, Sir., III, 2, 365; Bull. civ., V, 380. — L'acquéreur d'un immeuble hypothéqué à un douaire non ouvert, et qui a retenu dans ses mains une somme équipollente au capital de ce douaire, n'a point, par cela seul, contracté l'obligation d'acquitter le douaire en monnaie métallique sans réduction; du moins les tribunaux ont pu le décider ainsi, sans qu'il y eût ouverture à cassation. Cass., arrêts précités des 21 fructidor an 10, Sir., VII, 2, 1168; et 22 novembre 1809, Sir., VII, 2, 1169.

(1) Le texte de cet article est conforme à la nouvelle rédaction portée par une résolution du 4 brumaire, approuvée le 16 nivose. (Note du *Bulletin des lois*.)

(2) Cet article n'est applicable que dans l'intérêt respectif des enfans cohéritiers: ainsi, le père ne peut demander la réduction de la dot qu'il a constituée à sa fille pendant le cours du papier-monnaie. Paris, 6 floréal an 13, Sir., VII, 2, 918.

par les maris ou par leurs héritiers, en numéraire métallique, pour tout ce qu'ils en auront reçu ou dû recevoir de la même manière; et en valeurs réduites d'après le tableau de dépréciation, pour tout ce qu'ils auront reçu en papier-monnaie, en partant des époques des paiemens, à moins que les maris n'en aient fait un emploi ou remploi, dans les pays et seulement dans les cas où ils y étaient soumis; et, en ce dernier cas, le bénéfice de l'emploi ou remploi appartiendra à la femme.

TITRE IV. — Des rapports dans les successions des légitimes et des donations répudiées.

16. Les enfans ou petits-enfans venant à partage, de même que les légitimaires qui demanderont l'expédition de leur légitime, ou qui auront droit au supplément d'icelle, rapporteront à la masse, en numéraire métallique, ce qui sera justifié avoir été reçu par eux ou leurs auteurs, pareillement en numéraire; et en valeurs réduites d'après le tableau de dépréciation, le montant de ce qui leur aura été payé sur leurs droits successifs ou de légitime, à-compte ou autrement, en papier-monnaie, pendant qu'il a eu cours. — Il en sera usé de même dans le cas du rapport des dots, et des rapports qui seront faits dans les successions collatérales.

17. Dans le cas où une donation serait répudiée et les parties remises en conséquence dans leur premier état, le donataire, en rendant compte des dettes actives et autres capitaux qu'il a reçus pendant sa jouissance, ainsi que des paiemens par lui faits à la décharge des biens, sera assujéti aux mêmes règles et distinctions établies par l'article précédent à l'égard des cohéritiers et des légitimaires: de manière que tout ce qu'il aura exigé ou payé pendant la dépréciation du papier-monnaie, sera soumis à l'échelle de réduction, à moins qu'il n'apparaisse que les paiemens par lui faits ou reçus l'ont été en espèces métalliques.

TITRE V. — Des engagements et liquidations de commerce.

18. Lorsqu'à la suite d'une dissolution de société, ou à l'occasion d'une liquidation de commerce pendant le cours du papier-monnaie, il y aura eu, de la part d'un associé, vente de sa portion de fonds au profit d'un autre associé, ou lorsque le fonds entier d'un commerce aura été cédé ou transporté à un tiers, le prix ou restant du prix ne pourra être acquitté qu'en numéraire métallique et sans réduction, si mieux l'acheteur ou cessionnaire n'aime payer la valeur de l'objet vendu ou cédé au temps de la convention des parties, selon l'estimation qui en sera faite pareillement en numéraire, sur la représentation des inventaires, livres-journaux, états à double ou factures, et autres documens (1).

19. Les arrangemens ci-dessus énoncés ne peuvent porter aucune atteinte aux droits et à l'action directe des créanciers du commerce contre les personnes dénommées dans la raison sociale, ou qui s'y trouvent comprises sous la désignation de *compagnie*, sauf leur recours entre elles ainsi qu'elles aviseront.

20. Dans toutes les contestations qui pourront s'élever, 1° entre associés, avant comme après la dissolution de la société, au sujet de leur mise de fonds, ou du remboursement, le cas échéant, soit de leurs comptes courans, obligés ou libres, soit des profits liquidés; 2° entre les associés et ceux qui n'ont fait que prêter leur nom au commerce; 3° entre les associés libres et les commanditaires, les parties seront tenues de se régler d'après l'usage

(1) Un associé commanditaire à qui ses coassociés ont remboursé sa mise et ses bénéfices en billets par eux souscrits, a droit d'exiger le paiement en numéraire et sans réduction. Cass., 20 février 1809, Sir., IX, 1, 121.

de chaque place de commerce; à l'effet de quoi, et sur la réquisition de l'une d'elles, elles seront renvoyées par-devant des négocians arbitres, qui, en conformité du titre IV de l'ordonnance de 1673, statueront sur le différé, même, le cas échéant, sur l'application de l'échelle de dépréciation du papier-monnaie.

21. Les engagements de commerce souscrits, à quelque titre, pour quelque cause et à quelque terme que ce soit, au profit de tierces personnes, pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie, et dont le montant se trouve encore dû, seront soumis en tout point aux règles établies pour les obligations ordinaires survenues pendant le même intervalle, quant à la réduction des capitaux en numéraire métallique et aux délais des paiemens.

22. Tout débiteur par compte courant, dont le solde était payable en papier-monnaie, de même que tout négociant commissionnaire qui, par ordre et pour compte de ses commettans, aura vendu, pareillement en papier-monnaie, des marchandises, ou exigé des effets négociables dont le produit aura été laissé entre ses mains, seront valablement libérés en rendant en même nature ce qu'ils ont reçu, ou sa valeur d'après l'échelle de dépréciation au temps de la suppression du papier-monnaie; à la charge cependant de justifier, dans l'un et l'autre cas, par leur correspondance ou autrement, qu'aussitôt après la réception des mêmes fonds, ils les ont tenus à la disposition de leurs créanciers ou commettans.—Dans le cas contraire, ils en seront présumés rétentionnaires par leur propre fait, et ils en paieront la valeur, réduite d'après l'échelle de dépréciation à l'époque où leur compte aurait dû être arrêté et soldé (1).

N° 404. = 16 nivose an 6 (5 janvier 1798). = *Loi additionnelle à celle du 11 frimaire an 6, relative au mode de remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie* (2). (II, Bull. CLXXIV, n° 1650; B., LXXI, 55.)

Art. 1^{er}. Toutes les conditions prescrites par les articles 5 et 7 de la loi du 11 du présent mois (3), aux débiteurs à longs termes, pour obtenir la réduction en numéraire métallique des capitaux par eux dus, sont communes aux débiteurs par contrat de constitution de rente ayant pareillement pour cause un capital fourni en papier-monnaie.—Ils seront en conséquence soumis à notifier à leurs créanciers, dans le délai de deux mois, à dater de la publication de la présente, et à peine de déchéance, leur renonciation à la faculté de rembourser à volonté le principal desdites rentes, et leur soumission de payer au taux de cinq pour cent les intérêts échus et à échoir du capital réduit (4).

(1) Le débiteur par compte courant qui a déposé les fonds de son correspondant chez un notaire, peut, par cela seul, être réputé ne les avoir pas tenus à la disposition de son commettant, et être condamné comme rétentionnaire. Cass., 3 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 959. — Un banquier, débiteur de papier-monnaie par compte courant, doit payer le solde de son compte, selon la valeur du papier-monnaie à l'époque où il a réellement cessé de tenir les fonds à la disposition de son créancier ou correspondant, parce que, dès-lors, il a été rétentionnaire par son propre fait : peu importe que la caisse du banquier n'ait été fermée que par suite de prévention d'émigration, séquestre ou arrestation; on ne peut induire de ces événemens que le banquier n'a été rétentionnaire par son propre fait qu'après sa mise en liberté. Cass., 2 thermidor an 10, *SIR.*, VII, 2, 840; Bull. civ., IV, 465.

(2) Voyez cette loi du 11 frimaire an 6 (1^{er} décembre 1797), et les notes. Voyez aussi la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation sur le mode d'acquittement des obligations contractées pendant le cours du papier-monnaie.

(3) C'est la loi du 11 frimaire an 6.

(4) L'émigration du créancier de la rente n'a point dispensé le débiteur de faire la notifica-

2. Néanmoins les débiteurs par contrats de constitution de rentes , qui auront fait leur option de la manière ci-dessus, jouiront d'un délai de deux années, à dater de la publication de la loi du 11 du présent mois, pour le remboursement par moitié, à l'expiration de chaque année, du capital réduit d'après l'échelle, si les créanciers ne préfèrent d'en recevoir la totalité à la dernière échéance, sans préjudice des provisions qui pourront être accordées à leur réquisition (1).

3. Dans le cas de la réduction ordonnée par l'article 8 de ladite loi à l'égard des prêts en papier-monnaie dont le remboursement aurait été stipulé, soit en une quantité fixe de grains, denrées ou marchandises, soit, au choix du débiteur, en leur valeur courante au terme de l'échéance, les intérêts du capital ainsi réduit seront alloués au créancier, à raison de cinq pour cent, à dater de l'époque de l'engagement.

4. Le vendeur aura, dans tous les cas, comme l'acquéreur, la faculté de s'en tenir aux clauses du contrat, pour se soustraire à l'expertise, en le notifiant à l'acquéreur dans le délai prescrit par l'article 2 de la résolution du 28 vendémiaire dernier; auquel cas il ne pourra prétendre que le remboursement du prix ou restant du prix, d'après l'échelle de dépréciation.

5. Les débiteurs de rentes perpétuelles ayant pour cause une aliénation d'immeubles, seront tenus, dans le cas du rachat, de rembourser le capital en numéraire métallique, si mieux ils n'aiment remplir les conditions prescrites par l'article 6 de la susdite résolution, pour les prix de ventes qui sont dus à longs termes, ce qu'ils seront tenus d'opter et de notifier à leurs créanciers dans le délai de deux mois, à dater de la publication de la présente; et, en ce cas, tout ce qui a été prescrit par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la même résolution, sera observé pour déterminer le capital remboursable.

6. Il n'est rien innové par l'article 13 de la même résolution, à la disposition des coutumes d'égalité parfaite, quant aux constitutions de dot qui ont eu lieu dans ces coutumes antérieurement à la loi du 17 nivose an 2 : elles seront en conséquence réductibles, de même que celles qui ont été faites dans les mêmes coutumes et ailleurs postérieurement, lorsqu'elles excéderont le montant d'une portion héréditaire sur les biens du constituant, au temps du contrat.

7. Les préciputs et autres avantages matrimoniaux à prélever sur les communautés en pays coutumier, seront, dans tous les cas, assujétis aux mêmes réductions dont la portion de la dot qui a formé la mise en communauté serait susceptible, quand même ils n'auraient pas été fixés par la stipulation en proportion d'icelle.

N° 405. = 16 nivose an 6 (5 janvier 1798). = *LOI relative à l'ouverture d'un emprunt national pour la descente en Angleterre* (2). (II, Bull. CLXXV, n° 1655; B., LXXI, 56.)

tion voulue par cet article, pour obtenir la réduction de la dette, d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie. Cass., 10 mai 1820, SIREY, XX, 1, 438; et 13 décembre 1831, SIREY, XXXII, 1, 175.

(1) Celui qui s'est interdit d'anticiper le terme indiqué pour le paiement de sa dette, ne peut contraire le créancier au remboursement. Cass., 15 nivose an 8, SIREY, I, 2, 220; Bull. civ., II, 111. — Toutefois, la prohibition de payer avant le terme convenu, n'équivaut pas essentiellement à la stipulation de payer en numéraire, et ne fait pas obstacle à la réduction. Cass., 9 thermidor an 10, SIREY, II, 1, 342.

(2) Cet emprunt n'a pas été rempli. Voyez la loi du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), qui en ordonne la clôture.

N° 406. = 19 nivose an 6 (8 janvier 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif** portant que les troupes stationnées dans l'intérieur de la république ne recevront plus les rations de viande, de riz et de sel, à titre de vivres de campagne (1). (II, Bull. CLXXIV, n° 1653.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} pluviôse prochain, les troupes stationnées dans l'intérieur de la république et en-deçà du Rhin, soit qu'elles fassent partie de l'armée d'Angleterre ou de celles de Mayence et du Rhin, soit qu'elles soient employées dans les départemens frontières ou de l'intérieur, ne recevront plus les rations de viande, riz et sel, à titre de vivres de campagne : elles se pourvoiront de viande et de sel sur leur solde, et seront mises, à cet égard, sur le pied de paix, pendant le temps qu'elles n'agiront pas hostilement contre les ennemis de la république.

2. L'eau-de-vie et le vinaigre pourront être néanmoins accordés aux troupes des armées de Mayence, du Rhin et d'Angleterre, sur les ordres des généraux en chef desdites armées, selon qu'ils le jugeront convenable d'après les localités et les circonstances.

3. En conséquence des dispositions ci-dessus, l'exécution de l'arrêté du 7 nivose courant, qui prescrit la retenue d'un sou sur la solde des troupes pour leur menu entretien, demeure suspendue ; il continuera à être pourvu à ces objets d'équipement sur les fonds mis à la disposition du ministre de la guerre.

4. Les troupes marchant par étapes continueront à recevoir les rations de viande, sel, riz et eau-de-vie, pendant la route, depuis le premier jour du départ jusques et compris celui de l'arrivée, et il y sera pourvu par les compagnies chargées de ces divers services. Les corps venant d'Italie ou des autres armées pour se rendre sur le territoire destiné à l'armée d'Angleterre, ne recevront ces rations que jusques et compris le deuxième jour inclusivement qui suivra l'arrivée à leur destination (2).

5. Les officiers de toutes armes continueront à jouir, jusqu'à nouvel ordre, des rations de fourrages en nature attribuées à leur grade.

6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé.

N° 407. = 19 nivose an 6 (8 janvier 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif** contenant des mesures pour la stricte exécution de la loi du 6 fructidor an 2, relative aux noms et prénoms des citoyens (3). (II, Bull. CLXXVII, n° 1660.)

Art. 1^{er}. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales, près les tribunaux civils, criminels et correctionnels, sont chargés de dénoncer aux officiers de police judiciaire toute contravention aux articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi du 6 fructidor an 2.

2. Ils sont pareillement chargés de dénoncer aux accusateurs publics les officiers de police judiciaire qui ne poursuivraient pas les contrevenans, et

(1) Voyez le décret du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), tit. II, sect. VIII et IX, concernant les vivres en station et par étape; et celui du 30 juin 1810, qui contient le tarif des vivres à distribuer, soit sur le pied de paix, soit sur le pied de guerre et en rassemblement.

(2) Voyez l'arrêté du 13 ventose an 6 (3 mars 1798), modificatif de cet article.

(3) Voyez le décret du 6 fructidor an 2 (23 août 1794), et les notes, et surtout la loi du 11—21 germinal an 11 (1^{er}—11 avril 1803), et les notes.

de requérir qu'ils soient eux-mêmes poursuivis conformément aux dispositions des articles 284 et suivans du Code des délits et des peines.

3. Les officiers-généraux et autres des armées de terre et de mer, les régisseurs de l'enregistrement, et tous les agens du gouvernement dans les différentes parties d'administration, seront tenus, sous peine de destitution, de faire connaître aux ministres auxquels ils sont respectivement subordonnés, les contraventions qu'ils auraient occasion de remarquer, et d'en dénoncer les auteurs ainsi que les complices.

4. Les ministres mettront, chaque décade, sous les yeux du directoire exécutif, le tableau des contraventions qui leur auront été dénoncées en conséquence de l'article précédent, et ils y joindront les pièces justificatives.

N° 408. = 21 nivose an 6 (10 janvier 1798). = *Loi qui fixe la durée des fonctions des présidens, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels* (1). (II, Bull. CLXXVIII, n° 1663 ; B., LXXI, 65.)

Art. 1^{er}. Le paragraphe de l'instruction annexée à la loi du 5 ventose dernier, qui concerne la durée des fonctions des présidens, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels, est rapporté.

2. Les fonctions des présidens, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels, élus en vendémiaire an 4, sont déclarées expirées.

3. Le directoire exécutif pourvoira à leur remplacement jusqu'aux élections prochaines ; il pourra choisir parmi ceux de ces fonctionnaires actuellement en activité : ces mêmes fonctionnaires continueront leur service jusqu'à leur remplacement.

4. Les fonctions des présidens, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels, élus en l'an 5, ne dureront que jusqu'aux élections de l'an 6 ; — Ceux actuellement en activité pourront être immédiatement réélus.

5. A l'avenir, les présidens des tribunaux criminels seront élus pour deux ans, les accusateurs publics pour trois ans, et les greffiers pour quatre ans. — Ils pourront toujours être réélus.

N° 409. = 22 nivose an 6 (11 janvier 1798). = *Loi relative aux émigrés du ci-devant comtat d'Avignon* (2). (II, Bull. CLXXVIII, n° 1664 ; B., LXXI, 69.)

Art. 1^{er}. La loi du 29 fructidor an 3, intitulée : *Loi qui détermine les cas dans lesquels devront être déclarés émigrés les habitans du ci-devant comtat d'Avignon*, est et demeure abrogée.

2. Les articles 6, 7 et 8 du titre I^{er} de la loi du 25 brumaire (3), intitulés : *Des autres pays réunis à la république*, sont déclarés n'être point applicables aux habitans des ci-devant comté Venaissin et comtat d'Avignon.

3. Ceux des habitans de ce pays dont la radiation provisoire ou définitive a eu lieu par l'application de la loi du 29 fructidor ou des articles 6, 7 et 8 précités de la loi du 25 brumaire, seront réintégrés sur la liste générale des émigrés.

(1) Aujourd'hui, la durée des fonctions des magistrats est illimitée, et les greffiers sont nommés à vie.

(2) Voyez, sur les caractères constitutifs de l'émigration, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

(3) C'est la loi du 25 brumaire an 3.

N° 410. = 23 nivose an 6 (12 janvier 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine un mode pour la vente du mobilier national** (1). (II, Bull. CLXXVIII, n° 1666.)

Art. 1^{er}. Les préposés de la régie de l'enregistrement et des domaines dans tous les départemens de la république, seront tenus de provoquer la mise en vente des effets mobiliers non réservés pour le service public.

2. Les administrations départementales fixeront le jour où les ventes devront avoir lieu.

3. Ces ventes seront faites exclusivement par les receveurs ou autres préposés de la régie de l'enregistrement et des domaines, en présence d'un commissaire de l'administration municipale de l'arrondissement; l'absence de ce commissaire ne pourra retarder ni empêcher la vente.

4. Il ne sera alloué aux receveurs de la régie, pour les ventes auxquelles ils procéderont, que les frais du crieur et des hommes de peine qui pourraient être nécessaires : ces frais seront déduits sur le produit des ventes.

5. La remise accordée aux receveurs de la régie sur le montant des versements faits dans leurs caisses, leur tiendra lieu de toute indemnité.

6. La régie de l'enregistrement et des domaines rendra compte, tous les mois, au ministre des finances, des ventes qui auront été faites, et de leur produit.

7. Le ministre des finances est chargé de l'exécution de cet arrêté, qui sera imprimé dans le Bulletin des lois, et de donner, en conséquence, toutes les instructions nécessaires.

N° 411. = 24 nivose an 6 (13 janvier 1798). = **LOI relative au remplacement des arbres de la liberté**. (II, Bull. CLXXVI, n° 1658; B., LXXI, 74.)

N° 412. = 26 nivose an 6 (15 janvier 1798). = **LOI relative au droit de sauvetage sur des propriétés ennemies** (2). (II, Bull. CLXXVIII, n° 1672; B., LXXI, 79.)

Art. 1^{er}. Le droit de sauvetage sera des deux tiers de la valeur des objets sauvés en pleine mer, quand lesdits objets seront des propriétés ennemies.

2. Le tiers restant, après déduction de tous frais, sera versé dans la caisse des invalides de la marine.

N° 413. = 26 nivose an 6 (15 janvier 1798). = **LOI interprétative de l'article 2 de celle du 21 germinal an 5, concernant les ventes de maisons nationales, faites avec réserve d'usufruit**. (II, Bull. CLXXVIII, n° 1670; B., LXXI, 80.)

L'indemnité viagère accordée par l'article 2 de la loi du 21 germinal an 5, aux usufruitiers légitimes des maisons qu'ils tenaient de leurs corps à titre de vente ou bail à vie, sera fixée par experts à l'époque de l'adjudication, sous la déduction des contributions, charges et réparations locatives, auxquelles lesdits usufruitiers étaient tenus par les lois des 24 juillet—24 août 1790 et 3—10 juillet 1791.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 6 ventose an 3 (24 février 1795).

(2) Voyez les arrêtés des 27 thermidor an 7 (14 août 1799), et 17 floréal an 9 (7 mai 1801), qui prescrivirent des mesures pour le sauvetage des bâtimens naufragés.

N^o 414. = 26 nivose an 6 (15 janvier 1798). = *LOI qui fixe les contributions des colonies occidentales pour l'an 6.* (II, Bull. CLXXVIII, n^o 1671; B., LXXI, 80.)

N^o 415. = 26 nivose an 6 (15 janvier 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour activer le service de la garde nationale.* (II, Bull. CLXXX, n^o 1698.)

N^o 416. = 29 nivose an 6 (18 janvier 1798). = *LOI relative aux navires chargés de marchandises anglaises* (1). (II, Bull. CLXXVIII, n^o 1678; B., LXXI, 97.)

Art. 1^{er}. L'état des navires, en ce qui concerne leur qualité de neutre ou d'ennemi, sera déterminé par leur cargaison; en conséquence, tout bâtiment trouvé en mer, chargé en tout ou en partie de marchandises provenant d'Angleterre ou de ses possessions, sera déclaré de bonne prise, quel que soit le propriétaire de ces denrées ou marchandises (2).

2. Tout navire étranger qui, dans le cours de sa traversée, sera entré dans un port d'Angleterre, ne pourra être admis dans un port de la république française que dans la nécessité de relâche; auquel cas il sera tenu de sortir dudit port aussitôt que les causes de sa relâche seront cessées.

N^o 417. = 29 nivose an 6 (18 janvier 1798). = *LOI contenant des dispositions pénales pour la répression des vols et des attentats sur les grandes routes, etc., et le rétablissement de la sûreté publique* (3). (II, Bull. CLXXVIII, n^o 1677; B., LXXI, 99.)

Art. 1^{er}. Les vols commis à force ouverte ou par violence, sur les routes et voies publiques, ceux commis dans les maisons habitées, avec effraction extérieure ou escalade, seront, à dater de la publication de la présente loi, punis de mort.

2. Ceux qui seront convaincus d'avoir attaqué, sur les routes et voies publiques, soit les voitures publiques de terre ou d'eau, soit les courriers de la poste ou leurs malles, soit les courriers porteurs des dépêches du gouvernement, ou des ministres, ou des autorités constituées ou des généraux, soit les voyageurs, seront punis de la même peine, lorsqu'il apparaîtra, par les circonstances du fait, que ces attaques ont eu lieu dans le dessein d'assassiner, ou de voler, ou d'enlever les lettres, papiers ou dépêches, lors même que l'assassinat, le vol ou l'enlèvement n'auront pas été consommés.

3. Ceux qui seront convaincus de s'être introduits dans des maisons habitées, à l'aide d'effraction extérieure ou d'escalade, seront aussi punis de mort, lorsqu'il apparaîtra par les circonstances du fait, qu'ils avaient le dessein d'assassiner ou de voler, lors même que ces derniers crimes n'auraient pas été consommés.

4. Les cas prévus par les articles précédens restent soumis à la compétence

(1) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

(2) Voyez la loi du 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799), qui abroge cet article.

(3) Voyez les art. 1^{er} et suiv. de la sect. II du tit. II de la deuxième partie du Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791, et les notes; la loi du 26 floréal an 5 (15 mai 1797); celle du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799); les art. 379 et suiv. du Code pénal de 1810, et l'art. 7 de la loi du 25—25 juin 1824, qui modifie ce code; et les art. 86 et suiv. de la nouvelle loi modificative du 28 avril—1^{er} juin 1832.

des juges ordinaires ; mais lorsque les délits mentionnés dans les mêmes articles auront été commis par un rassemblement de plus de deux personnes, les prévenus, leurs complices, fauteurs et instigateurs, seront traduits par-devant un conseil de guerre, et jugés par lui.

5. Seront aussi jugés par un conseil de guerre et condamnés à la peine de mort, ceux qui, dans un rassemblement de plus de deux personnes, se seront introduits, même sans effraction, dans la maison d'un citoyen, et y auront commis ou tenté d'y commettre des vols à force ouverte ou par violence envers des personnes. Cette disposition est applicable à leurs complices, fauteurs et instigateurs.

6. Sont réputés complices, fauteurs ou instigateurs, ceux-là seulement qui seront accusés et convaincus d'avoir enrôlé pour ces rassemblemens, ou de les avoir commandés, ou de leur avoir fourni, soit de l'argent, soit des armes, soit des munitions, dans l'intention de préparer, d'aider ou de favoriser le crime, ou de leur avoir sciemment, et dans le même dessein, prêté asile, ou recélé soit les coupables, soit les effets par eux volés.

7. L'article 6 de la loi du 30 prairial an 3, la loi du 1^{er} vendémiaire an 4, l'article 598 du Code des délits et des peines, et la loi du 24 fructidor an 4, sont, en ce qui concerne la forme de procéder, applicables aux individus compris dans les articles 4, 5 et 6.

8. En conséquence, ceux de ces individus pris avec ou sans armes dans un rassemblement ou hors d'un rassemblement armé dont ils ont fait partie, seront, ainsi que leurs complices, jugés par le conseil de guerre de la division militaire dans l'étendue de laquelle le délit aura été commis. — Néanmoins, si l'un des complices d'un délit dont l'instruction se fait devant un conseil de guerre d'une division militaire, est arrêté dans l'étendue d'une autre division, il sera renvoyé devant celui saisi originairement du procès, pour y être jugé, soit qu'il ait été statué sur le sort des premiers prévenus, soit qu'il n'y ait pas encore été statué.

9. Pour tous les délits mentionnés dans la présente loi, les mandats d'amener pourront être décernés par celui des fonctionnaires publics ci-après désignés qui, le premier, aura été informé du crime commis ; savoir : — Le directeur du jury, — Le juge de paix, — Le commissaire de police, — L'agent municipal dans les communes au dessous de cinq mille habitans, ou son adjoint, — Les officiers de gendarmerie nationale, sans qu'ils aient besoin à cet égard d'aucune réquisition du directeur du jury ; à l'effet de quoi il est dérogé aux articles 145 et 146 du Code des délits et des peines.

10. Les agens militaires, et ceux des fonctionnaires publics qui, n'ayant pas le droit de décerner des mandats d'arrêt, ont été autorisés par l'article précédent à lancer des mandats d'amener, seront tenus, sous les peines portées contre les détentions arbitraires, de traduire sans délai les individus qu'ils auront fait saisir, par-devant l'un des fonctionnaires publics compétens pour décerner les mandats d'arrêt.

11. Dans les cas ci-dessus, aucun individu ne pourra être mis en jugement sans avoir été préalablement traduit devant le directeur du jury du lieu du délit, à l'effet d'être réglé par ce directeur si l'individu doit être envoyé devant un conseil de guerre, ou devant les juges ordinaires : dans les deux cas, le directeur du jury est tenu, sous peine de forfaiture, de faire le renvoi devant qui il appartient, dans les trois jours, à compter du règlement de la compétence.

12. Si, pendant l'instruction du procès qui précède la convocation du conseil de guerre, l'officier rapporteur reçoit des dépositions, déclarations ou autres documens qui chargent de complicité quelques individus, il en adres-

sera sur-le-champ une expédition au directeur du jury de l'arrondissement où le délit a été commis, lequel sera tenu, sous peine de forfaiture, de faire connaître dans le plus bref délai, au même officier rapporteur, les poursuites qu'il aura exercées contre ces individus.

13. L'officier rapporteur remettra également une expédition de ces déclarations à l'officier de gendarmerie le plus voisin, pour faire traduire lesdits individus devant le directeur du jury.

14. Si, pendant la tenue du conseil de guerre, quelques individus sont prévenus de complicité par le résultat des déclarations des accusés ou par le résultat des débats, extrait du procès-verbal contenant les charges sera sur-le-champ adressé tant au directeur du jury du lieu du délit, qu'à l'officier de gendarmerie le plus voisin.

15. Dans ce cas, le conseil de guerre ne sera pas tenu de juger sans désenparer; il pourra, s'il le juge à propos, et d'après le réquisitoire de l'officier faisant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, ajourner sa séance pendant un délai suffisant pour recevoir les renseignemens du directeur du jury.

16. Dans le cas où des individus appelés comme témoins seraient prévenus de complicité, l'officier rapporteur, ou le président, si le conseil de guerre est assemblé, les fera traduire sur-le-champ devant le directeur du jury, avec une expédition des déclarations faites contre eux.

17. Copie certifiée des jugemens rendus par les conseils de guerre, sera adressée, dans les trois jours, à l'accusateur public du département dans lequel le délit aura été commis.

18. Tous gendarmes ou sous-officiers de gendarmerie qui arrêteront ou coopéreront à arrêter, soit en flagrant délit, soit en vertu de mandats d'amener ou d'arrêt, les prévenus des délits mentionnés dans la présente loi, recevront collectivement, à raison de chaque individu arrêté et déclaré coupable par un jugement, une récompense nationale de cinquante francs dans le premier cas, et de vingt-cinq francs dans le second. — Cette somme sera acquittée de la même manière que les frais des procédures criminelles.

19. Tout gendarme coupable de négligence dans l'exercice de ses fonctions, à l'égard des individus prévenus des délits mentionnés en la présente loi, pourra être destitué par le directoire exécutif.

20. Chaque chef d'escadron de gendarmerie enverra, tous les mois, au ministre de la police générale, l'état des arrestations faites dans son arrondissement, avec les noms des gendarmes et sous-officiers de gendarmerie qui les auront effectuées, et de ceux des officiers dans les arrondissemens et sous la surveillance desquels les arrestations auront eu lieu; il y joindra des observations sur le degré de zèle et d'activité que chacun y aura apporté.

21. Toutes dispositions de lois contraires à celles énoncées dans la présente sont abrogées.

22. Il est ordonné aux administrations centrales des départemens, d'envoyer la présente loi, dans les dix jours de la réception, à toutes les municipalités des chefs-lieux de canton, pour y être affichée, et publiée à son de caisse, le premier jour de décadi suivant. — Elle ne sera exécutée que pendant une année, à dater de sa promulgation par l'insertion au Bulletin des lois; après ce temps, elle sera abrogée de droit, si elle n'est renouvelée par le corps législatif (1). — Les procédures commencées avant

(1) Voyez la loi du 29 brumaire an 7 (19 novembre 1798), qui proroge l'exécution de la présente jusqu'au 29 nivose an 8.

l'écoulement de la même année, seront terminées d'après les dispositions de la présente loi (1).

N° 418. = 3 pluviôse an 6 (22 janvier 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine le mode de perception et fixe le montant du droit de timbre sur les cartes à jouer** (2). (II, Bull. CLXXIX, n° 1683.)

Art. 1^{er}. Le droit de timbre sur les cartes à jouer sera perçu, en vertu et d'après les dispositions de la loi du 9 vendémiaire dernier, à raison de vingt centimes par jeu de quarante cartes et au dessous; de trente centimes par jeu au dessus de quarante cartes jusqu'à soixante exclusivement, et de quarante centimes par jeu de soixante cartes et au dessus.

2. Le timbrage des cartes sera fait par un filigrane particulier, sur lequel la régie de l'enregistrement fera fabriquer le papier employé, dans les jeux non excédant quarante cartes, pour l'as de carreau; dans les jeux au dessus de quarante cartes jusqu'à soixante, pour l'as et le deux de carreau; et dans les jeux de soixante cartes et au dessus, pour les trois cartes qui seront indiquées par la régie.

3. Le papier filigrané, destiné à former le devant des cartes désignées ci-dessus, sera fabriqué et fourni par la régie; les fabricans ne pourront point en employer d'autre.

4. Les droits de timbre seront acquittés par les fabricans, au moment qu'ils feront la levée du papier filigrané au bureau de distribution de la régie.

5. Après l'emploi du papier filigrané et la formation des jeux, les fabricans les présenteront au bureau de la direction du timbre: les jeux y seront vérifiés et revêtus d'une bande sur laquelle sera apposé le timbre de la régie; cette formalité sera remplie sans frais.

6. Le nombre des cartes formant le jeu, et le nom du fabricant, seront inscrits à côté de l'empreinte du timbre: le nom et la demeure du fabricant se trouveront gravés au moins à l'une des cartes à figure de chaque jeu.

7. Le préposé à la distribution des feuilles timbrées en filigrane, tiendra registre de sa distribution; celui qui appliquera le timbre sur la bande scel-

(1) Cette loi a cessé de plein droit d'avoir effet, par l'expiration du temps fixé pour sa durée: après cette époque, elle n'a plus été applicable, même à un crime commis sous son empire. Cass., 8 thermidor an 8, *SIR.*, I, 1, 327; Bull. crim., V, 284.

(2) Voyez la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 56, qui établit ce droit; l'arrêté du 19 floréal an 6 (8 mai 1798), qui modifie plusieurs dispositions du présent, et maintient toutes les autres; celui du 21 vendémiaire an 7 (12 octobre 1798), concernant la fabrication des cartes à jouer; la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), sur le timbre, art. 39, qui maintient les dispositions de celle du 9 vendémiaire an 6, concernant le timbre des cartes à jouer; le décret du 11 thermidor an 12 (30 juillet 1804), concernant l'émission à employer pour la marque des cartes à jouer; celui du 30 du même mois (18 août 1804), concernant le remboursement des droits sur les cartes à jouer, exportées à l'étranger; celui du 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805), art. 10 et suiv., concernant la fabrication des cartes; celui du 4 prairial suivant (24 mai 1805), qui détermine la peine applicable aux contraventions aux lois sur les cartes à jouer; celui du 13 fructidor même année (31 août 1805), concernant le prix du papier filigrané, dont l'usage est ordonné pour la fabrication des cartes par l'art. 12 du décret du 1^{er} germinal précédent, et portant prohibition des cartes fabriquées à l'étranger; celui du 16 juin 1808, qui prescrit la confection de nouveaux moules pour la confection des cartes à jouer, et prohibe la vente des cartes réassorties, etc.; celui du 9 février 1810, qui porte des dispositions nouvelles sur la fabrication des cartes; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 (*contributions indirectes*), art. 160 et suiv., qui maintiennent et déterminent les droits à percevoir sur les cartes à jouer, et tous les budgets des recettes postérieurs qui ont successivement autorisé la perception de ces droits; l'ordonnance du 18—28 juin 1817, rendue pour l'exécution des dispositions de la loi précitée du 28 avril—4 mai 1816; et celle du 4—23 juillet 1821, qui soumet les cartes à jouer à une nouvelle bande de contrôle.

lant chaque jeu, inscrira aussi sur un registre le nombre des jeux, et les noms des fabricans qui les auront présentés.

8. Nul ne pourra vendre des cartes, même frappées du filigrane de la régie, que sous la bande timbrée.

9. Nul citoyen ne pourra fabriquer des cartes qu'après avoir fait inscrire ses nom, prénoms, surnoms et domicile, à la régie, et en avoir reçu une commission qu'elle ne pourra refuser : les particuliers qui voudront vendre des cartes, seront soumis à la même obligation.

10. Chaque fabricant de cartes tiendra trois registres cotés et paraphés par le directeur de la régie; et timbrés conformément à la loi : le premier, pour inscrire jour par jour les achats des feuilles timbrées en filigrane qu'il aura levées au bureau de la régie; le second, pour y porter les fabrications à mesure qu'elles seront parachevées; et le troisième, pour les ventes qu'il fera, soit en détail, soit aux marchands commissionnés.

11. Le marchand non fabricant tiendra deux registres également cotés et paraphés par le directeur de la régie, et en papier timbré : sur l'un seront portés ses achats; il ne pourra les faire que chez le fabricant directement; l'autre servira pour la vente journalière.

12. Les entrepreneurs et directeurs des bals, fêtes champêtres, réunions, clubs, billards, cafés et autres maisons où l'on donne à jouer, auront également un registre coté et paraphé, sur lequel seront inscrits tous leurs achats de jeux de cartes, avec indication des noms et domiciles des vendeurs.

13. Les préposés de la régie de l'enregistrement sont autorisés à se présenter, toutes les fois qu'ils le trouveront convenable, chez les fabricans et marchands de cartes, et dans les lieux désignés dans l'article précédent, pour s'y assurer de l'exécution du présent arrêté, et prendre communication des registres dont l'exhibition leur sera faite, et en retirer telles notes ou extraits qu'ils aviseront.

14. Dans la huitaine de la publication du présent arrêté, les fabricans et marchands de cartes, maitres ou locataires des maisons désignées dans l'article 12 ci-dessus, seront tenus de présenter au bureau de la direction du timbre, tous les jeux existant sous les bandes entre leurs mains, afin que le timbre de la régie y soit appliqué dans la forme prescrite par l'article 5 ci-dessus, sauf qu'il sera en couleur rouge : ce délai passé, l'amende et les peines ci-après portées seront encourues.

15. Les jeux mentionnés dans l'article précédent pourront être timbrés en débet, si celui qui les présente le requiert : dans ce cas, il sera fait inventaire double des quantités de jeux de chaque espèce qui auront été timbrés; le porteur donnera sur l'un d'eux la soumission de compter aux préposés de la régie, à l'expiration de chaque trimestre, du droit de timbre des quantités qu'il se trouvera, par la représentation des jeux restans, avoir débitées.

16. La faculté de vendre ou employer les jeux provenant d'anciennes fabrications et timbrés seulement sur les bandes, ne pourra s'étendre au-delà du 30 fructidor prochain : passé ce jour, les jeux portés aux inventaires, qui pourront rester, seront brûlés; il en sera dressé procès-verbal pour opérer la décharge des droits.

17. Les préposés des douanes ne laisseront sortir ni entrer aucunes cartes à jouer qu'autant qu'elles seront revêtues du filigrane et du timbre ci-dessus ordonnés.

18. La régie établira les employés nécessaires pour l'exercice et la perception du droit de timbre sur les cartes, à la charge d'en faire arrêter l'état, ainsi que les traitemens, par le directoire exécutif.

19. Les contraventions aux dispositions de la loi du 9 vendémiaire, portant établissement du droit de timbre établi sur les cartes à jouer, donneront lieu aux peines portées dans les lois concernant la perception des droits de pareille nature.

N° 419. = 4 pluviôse an 6 (23 janvier 1798). = *Loi relative à l'entretien des marais desséchés dans les départemens de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure* (1). (II, Bull. CLXXIX, n° 1684 ; B., LXXI, 114.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires des marais desséchés situés dans les départemens de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure, connus sous le nom de dessèchemens des anciennes provinces d'Aunis, Poitou et Saintonge, et tous autres propriétaires de marais desséchés, sont autorisés à se réunir pour l'entretien de leurs dessèchemens, et pour délibérer sur leurs intérêts communs.

2. Ils seront tenus de prévenir l'administration municipale de canton et celle de département, du jour et du lieu de leur assemblée, et de son objet.

3. Lorsque la nation aura quelque intérêt dans les dessèchemens ou défrichemens, elle sera toujours représentée dans ladite assemblée par un commissaire nommé par l'administration centrale, qui sera chargé de stipuler l'intérêt de la nation.

4. Les délibérations ou arrêtés des sociétaires ne pourront être rendus exécutoires, s'ils ne sont pris à la majorité des suffrages, et homologués par l'administration du département.

5. Les agens, syndics ou directeurs desdites sociétés, sont autorisés, d'après cette homologation, à poursuivre en leur nom l'exécution des délibérations, devant tous juges et tribunaux compétens, faire faire des commandemens aux intéressés pour l'entretien des dessèchemens et défrichemens, sauf l'opposition ou l'appel, qui ne pourra suspendre l'exécution provisoire.

N° 420. = 9 pluviôse an 6 (28 janvier 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine un mode pour la correspondance relative au service des ponts et chaussées* (2). (II, Bull. CLXXIX, n° 1696.)

Le directoire exécutif arrête : — 1° Les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, et les conducteurs des travaux publics, sont autorisés à correspondre entre eux, pour les objets de leur service seulement, par la médiation des administrations centrales, et de celles d'arrondissement, de la manière suivante ; — 2° Les lettres et papiers relatifs au service des ponts et chaussées, partant du chef-lieu pour les ingénieurs ordinaires et les conducteurs, seront adressés aux administrations secondaires d'arrondissement, qui les leur feront remettre ; elles feront passer de même à l'administration centrale les dépêches adressées à l'ingénieur en chef par les ingénieurs et les conducteurs ; — 3° Les états de l'avance de ces frais, faits par les différentes administrations, seront tenus par elles, et acquittés par l'administration centrale, sur les fonds mis à sa disposition pour le service des ponts et chaussées.

(1) Voyez, sur le dessèchement des marais, la loi générale du 16—26 septembre 1807, et les notes.

(2) Voyez, sur l'organisation du service des ponts et chaussées, le décret du 31 décembre 1790 (4 novembre, 14, 16, 28, et) — 19 janvier 1791, et les notes.

N° 421. = 12 pluviôse an 6 (31 janvier 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant des erreurs dans la rédaction des articles 84 et 85 du décret du 17 nivôse an 2, sur les donations et successions (1). (II, Bull. CLXXX, n° 1700.)

Le directoire exécutif, après avoir entendu le ministre de la justice ; — Vu la rédaction fautive des articles 84 et 85 de la loi du 17 nivôse an 2, concernant les donations et successions, laquelle s'est glissée du feuillet non officiel des décrets de la convention nationale, dans plusieurs éditions privées, et même dans l'édition officiellement adressée par le gouvernement aux autorités constituées, et est conçue en ces termes :

« Art. 84. Si le défunt n'a pas laissé d'héritiers descendant de son père, la portion paternelle sera attribuée, pour une moitié, aux descendants de l'aïeul paternel, et pour une autre aux descendants de l'aïeule maternelle.

« Art. 85. Si le défunt n'a pas laissé d'héritiers descendant de sa mère, la portion maternelle sera pareillement partagée entre les descendants de l'aïeul paternel et ceux de l'aïeule maternelle ; »

Considérant que l'erreur de rédaction a été reconnue par le législateur lui-même, et rectifiée par un décret de la convention nationale du 13 pluviôse an 2 ; mais que ce décret n'ayant été publié que par la voie du Bulletin de correspondance, il est arrivé que les éditions fautives se sont multipliées en se transcrivant l'une l'autre, ce qui peut jeter de l'incertitude sur un point important de la législation, — Arrête :

Le décret de la convention nationale du 13 pluviôse an 2, et dont la teneur suit : — « La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète que les articles 84 et 85 de la loi du 17 nivôse sur les successions, dans lesquels il s'est glissé une erreur, seront rectifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 84. Si le défunt n'a pas laissé d'héritiers descendant de son père, la portion paternelle sera attribuée, pour une moitié, aux descendants de l'aïeul paternel, et pour une autre aux descendants de l'aïeule paternelle.

« Art. 85. Si le défunt n'a pas laissé d'héritiers descendant de sa mère, la portion maternelle sera pareillement partagée entre les descendants de l'aïeul maternel et ceux de l'aïeule maternelle.

« Le présent décret ne sera publié que par la voie du Bulletin de correspondance. »

Sera publié et inséré au Bulletin des lois.

N° 422. = 12 pluviôse an 6 (31 janvier 1798). = **LOI** qui détermine la manière de procéder à la vérification des pouvoirs des députés nouvellement élus au corps législatif (2). (II, Bull. CLXXX, n° 1701 ; B., LXXI, 140.)

Art. 1^{er}. La loi du 30 floréal an 5, sur l'admission des députés nouvellement élus au corps législatif, est abrogée.

2. Il sera procédé à la vérification des pouvoirs des députés nouvellement

(1) Voyez ces articles, et les notes.

(2) Voyez, sur la vérification des pouvoirs des députés nouvellement élus, le règlement intérieur de la chambre des députés, du 25 juin 1814, art. 3 et suiv. Les dispositions de ces articles rendent sans objet celles de la présente loi qui déterminent le mode de vérification des pouvoirs, par les assemblées législatives qui existaient alors : mais nous pensons que celles qui se rapportent au mode de rédaction et d'envoi des procès-verbaux d'élection n'ont pas été abrogées.

élus au corps législatif, dans les formes et d'après les dispositions suivantes.

3. Avant la dissolution de l'assemblée électorale de chaque département, le bureau de chaque assemblée arrête et signe deux minutes du procès-verbal. Il adresse l'une immédiatement aux archives de la république, et l'autre à l'administration centrale du département.

4. Immédiatement après la clôture d'une assemblée électorale, et le 1^{er} floréal au plus tard, le président et le secrétaire sont tenus de déposer au bureau de la poste aux lettres le paquet d'envoi du procès-verbal : le directeur du bureau leur en délivre un récépissé ; il doit le charger sans frais sur ses registres, et l'expédier par le courrier le plus prochain.

5. Lorsque l'assemblée électorale se tient au chef-lieu du département, le président et le secrétaire déposent la seconde minute du procès-verbal aux archives de l'administration centrale, qui leur en donne un récépissé. Si l'assemblée électorale se tient dans une autre commune que celle du chef-lieu de département, le président et le secrétaire l'adressent à l'administration centrale par la voie indiquée dans l'article précédent.

6. L'administration centrale adresse des extraits du procès-verbal de l'assemblée électorale à chacun des élus.

7. Immédiatement après la remise du procès-verbal aux archives de l'administration centrale, et dans les cinq jours au plus tard qui suivent la clôture des assemblées électorales, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale de département est tenu de transmettre au directoire exécutif une copie de la minute du procès-verbal des opérations de l'assemblée électorale, déposée aux archives de l'administration.

8. Les présidens et secrétaires des assemblées électorales, les administrateurs de département, les commissaires du directoire exécutif, les directeurs de postes, et autres fonctionnaires publics, qui contreviendraient aux dispositions précédentes, seront poursuivis criminellement, et punis de deux ans de détention.

9. A mesure que les procès-verbaux des assemblées électorales parviennent aux archives de la république, l'archiviste les transmet au conseil des cinq-cents.

10. Le conseil des cinq-cents, sur la proposition du bureau, nomme autant de commissions de cinq membres qu'il y a de fois cinq procès-verbaux dans le nombre transmis par l'archiviste.

11. Le bureau remet immédiatement les procès-verbaux aux commissions nommées par le conseil.

12. Lorsqu'il y a double élection, les procès-verbaux ne sont comptés que pour un.

13. Le conseil des cinq-cents envoie par un messenger d'état, au conseil des anciens, les procès-verbaux des assemblées électorales, avec les résolutions qu'il a prises sur chacun d'eux.

14. Le conseil des anciens nomme autant de commissions de trois membres qu'il y a de fois cinq procès-verbaux qui lui sont transmis par le conseil des cinq-cents.

15. Le bureau du conseil des anciens distribue immédiatement aux membres des commissions les procès-verbaux et les résolutions relatives qui sont envoyés par le conseil des cinq-cents.

16. Sur la présentation d'un extrait du procès-verbal du conseil des anciens, portant adoption de la résolution relative au procès-verbal de leur élection, la commission des inspecteurs délivre aux députés admis des médailles de représentans du peuple.

17. Les députés admis se réunissent, le 1^{er} prairial, au lieu des séances du conseil auquel ils sont députés.

18. Avant d'entrer en fonctions, ils prêtent le serment prescrit par la loi du 24 nivose an 5.

19. Les procès-verbaux des assemblées électorales sont remis aux archives aussitôt après que le corps législatif a prononcé.

N^o 423. = 13 pluviose an 6 (1^{er} février 1798). = ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le port des lettres adressées aux administrations centrales et municipales. (II, Bull. CLXXX, n^o 1703.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du 27 brumaire dernier, qui autorisaient les administrations centrales et municipales à tenir un compte ouvert, pour leurs ports de lettres avec l'administration des postes, jusqu'au 1^{er} pluviose an 6, sont prorogées jusqu'au 30 ventose de la même année inclusivement, et pour les paquets qui arriveront jusqu'à ce même jour au bureau de leur adresse.

2. A compter du 1^{er} germinal, les administrations centrales et municipales paieront les ports de lettres, conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 brumaire : elles prendront, en même temps, sur le produit des sous additionnels mis à leur disposition, de quoi payer ce qui sera dû à l'administration des postes jusqu'à ce même jour ; elles l'acquitteront dans le courant de la première décade.

N^o 424. = 13 pluviose an 6 (1^{er} février 1798). = LOI relative aux rentes viagères créées pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie (1). (II, Bull. CLXXX, n^o 1704 ; B., LXXI, 143.)

Art. 1^{er}. La suspension des paiemens est levée à l'égard des obligations énoncées en la présente.

2. Les rentes viagères créées par des contrats antérieurs au 1^{er} janvier 1792 inclusivement, continueront d'être acquittées valeur nominale et sans réduction.

3. A l'égard de celles qui ont été établies par des contrats postérieurs à ladite époque, elles ne seront pareillement soumises à aucune réduction, 1^o quand elles auront eu pour cause un capital fourni en espèces métalliques ou en denrées, en marchandises ou meubles, non estimés en papier-monnaie ; 2^o quand elles auront été stipulées payables en numéraire ou en grains et autres denrées ; 3^o lorsque le changement des espèces aura été expressément prévu par le titre constitutif, et qu'en conséquence le débiteur se sera soumis d'acquitter la rente en la monnaie qui aurait cours aux échéances ; 4^o lorsqu'il sera justifié, de la manière prescrite par la loi du 14 fructidor an 5, que la rente viagère existante n'est que la représentation d'une autre créance, ou d'un droit certain, antérieur au 1^{er} janvier 1791 (2).

(1) Voyez, sur les conséquences de la dépréciation du papier-monnaie, et sur les transactions de toute nature faites pendant sa durée, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation.

(2) Ne sont pas soumises à réduction les rentes viagères créées, même postérieurement au 1^{er} janvier 1792, pour prix de la résiliation qu'un associé a consentie du contrat de société. Cess., 6 vendémiaire an 11, Sir., III, 2, 234 ; Bull. civ., V, 9. — Il en est autrement d'une rente viagère créée moyennant un capital fourni en papier-monnaie, avec stipulation qu'elle serait payable sans retenue ni réduction quelconque prévue ou imprévue. Cass., 3 prairial an 11, Sir., III, 1, 362.

4. Ne seront pareillement sujettes à aucune réduction, les rentes viagères promises et stipulées par contrat ou accordées par jugement pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie, sans expression d'aucun capital fourni, soit pour tenir lieu d'alimens, soit pour toute autre cause.

5. A l'égard des rentes viagères, créées moyennant un capital fourni en papier-monnaie depuis ladite époque du 1^{er} janvier 1792 jusqu'au 1^{er} juillet 1793, elles sont maintenues, et elles seront acquittées valeur nominale en numéraire, lorsqu'elles n'excéderont pas le *maximum* de dix pour cent sur la tête d'un prêteur âgé de soixante-dix ans accomplis, en partant de l'époque du contrat; de neuf pour cent sur la tête d'un sexagénaire, de huit pour cent sur une seule tête d'un âge inférieur, et de sept pour cent sur deux ou plusieurs têtes de tout âge.

6. Les rentes de même nature qui ont été créées depuis le 1^{er} juillet 1793 jusqu'au 22 septembre 1794, correspondant au premier jour de l'an 3 de la république, sont réductibles dans les proportions suivantes, savoir : à sept pour cent sur la tête d'un septuagénaire, à six pour cent sur la tête d'un sexagénaire, à cinq pour cent sur la tête d'un prêteur d'un âge inférieur, et à quatre pour cent sur deux ou plusieurs têtes de tout âge.

7. Quant aux rentes créées pareillement, au moyen d'un capital en papier-monnaie, depuis le premier jour de l'an 3 jusqu'à la publication de la loi du 12 frimaire an 4, elles demeurent, sauf les exceptions ci-après, assujéties à un *maximum* de trois et demi pour cent en vendémiaire an 3, et à un *minimum* d'un pour cent sur une seule tête en brumaire et frimaire an 4; et elles sont en conséquence réductibles selon les proportions établies par le tarif de leur dépréciation graduelle de mois en mois, lequel est annexé à la présente.

8. Les rentes qui auront été créées, dans le même intervalle, sur la tête de personnes âgées de plus de soixante ans à l'époque des contrats, seront portées dans chaque classe du tarif énoncé en l'article précédent, à demi pour cent de plus que celles des rentiers d'un âge inférieur; et celles qui ont été créées sur la tête de septuagénaires, seront pareillement portées à un pour cent de plus : en sorte que le *maximum* des premières sera fixé, en vendémiaire an 3, à quatre pour cent; celui des secondes à quatre et demi pour cent; et que leur *minimum*, en brumaire et frimaire an 4, sera, pour les premières, d'un et demi pour cent, et pour les secondes de deux pour cent.

9. A l'égard des rentes créées, dans le même intervalle du 1^{er} de l'an 3 à la loi du 12 frimaire an 4, sur deux ou plusieurs têtes de tout âge, elles restent soumises à une diminution d'un pour cent dans chaque classe du tarif; et néanmoins leur *minimum* dans les dernières classes ne pourra être porté au dessous de demi pour cent. — Sont exceptées de la disposition ci-dessus les rentes créées sur deux têtes âgées de soixante ans accomplis; et elles seront acquittées sans diminution, conformément au tarif de l'article 7 (1).

10. Dans aucun des cas ci-dessus, le débiteur ne pourra être obligé de payer annuellement plus du capital de la valeur des assignats réduits d'après l'échelle de dépréciation du département où le contrat a été passé.

11. Les fixations et réductions faites par les articles 5, 6, 7, 8 et 9, sont sans préjudice de l'exécution des conventions des parties, dans le cas où les rentes viagères auraient été créées à des taux inférieurs.

(1) On ne doit pas considérer comme créée sur deux têtes une rente viagère payable en totalité pendant la vie de deux personnes, et réductible à moitié après le décès de l'une d'elles. Cass., 13 nivôse an 11, Sir., III, 1, 146.

12. En ce qui concerne les rentes viagères créées depuis la publication de la loi du 12 frimaire an 4 jusqu'à celle du 15 germinal suivant, le capital fourni en assignats sera réduit au centième de sa valeur nominale, conformément à l'article 7 de la loi du 19 du susdit mois de frimaire, relative à l'emprunt forcé; et sur le capital ainsi déterminé, il sera reconstitué une nouvelle rente de quinze pour cent au profit des septuagénaires, de douze pour cent au profit des sexagénaires, et de dix pour cent au profit de tous les prêteurs d'un âge inférieur.

13. Dans tous les cas ci-dessus prévus, il sera libre aux débiteurs des rentes viagères, d'en requérir la réduction aux divers taux réglés par les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 12: ce qu'ils seront tenus de dénoncer aux créanciers, à personne ou à domicile, dans le délai de deux mois à dater de la publication de la présente; à défaut de quoi ils seront censés avoir opté pour la continuation du paiement de la rente au taux et à la valeur nominale déterminés par la convention (1).

Tarif de la réduction graduelle et proportionnelle que doivent subir les rentes viagères constituées depuis le commencement de l'an 3 jusqu'à la publication de la loi du 12 frimaire an 4, à raison d'un *maximum* de trois et demi pour cent sur une seule tête dans le premier mois, et d'un *minimum* d'un pour cent dans les deux derniers mois.

Lesdites rentes sont réductibles dans les proportions suivantes, savoir : dans le courant de vendémiaire an 3, sur le pied du *maximum* fixé par l'article 7 de la présente loi, trois et demi pour cent; en brumaire suivant, trois deux cinquièmes; en frimaire, trois un cinquième; en nivose, trois; en pluviose, deux quatre cinquièmes; en ventose, deux trois cinquièmes; en germinal, deux deux cinquièmes; en floréal, deux un cinquième; en prairial, deux; en messidor, un quatre cinquièmes; en thermidor, un trois cinquièmes; en fructidor et dans les jours complémentaires, un deux cinquièmes; en vendémiaire an 4, un un cinquième; en brumaire et frimaire, sur le pied du *minimum* de un.

Nota. Il sera ajouté, dans chacune desdites classes, un pour cent de plus en faveur des septuagénaires, et demi pour cent de plus en faveur des sexagénaires.—Il sera, au contraire, déduit un pour cent sur les rentes originellement créées sur plusieurs têtes au dessous de soixante ans, sans qu'elles puissent être réduites au dessous du *minimum* de demi pour cent.

N° 425.—15 pluviose an 6 (3 février 1798).—**ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui rétablit à Trévoux l'argue destinée à dégrossir et tirer les lingots d'argent et de doré. (II, Bull. CLXXXI, n° 1706.)

N° 426. = 17 pluviose an 6 (5 février 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant la perception des droits de douane à l'entrée et à la sortie du port de Flessingue. (II, Bull. CLXXXI, n° 1709.)

N° 427. = 17 pluviose an 6 (5 février 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exé-

(1) Ce délai de deux mois a couru, même pendant que les débiteurs étaient en contestation sur l'existence de la rente. Cass., 23 thermidor an 9, *SIR.*, I, 1, 478; Bull. civ., III, 324.—Jugé encore que le même délai a couru à partir du jour de la publication de la loi: on ne saurait prétendre qu'il n'a couru contre le débiteur que du jour de la présentation du contrat de constitution. Cass., 19 germinal an 12, *SIR.*, IV, 2, 142; Bull. civ., VI, 227. — Mais il n'a couru contre les créanciers du débiteur de la rente que du jour où ils ont connu l'existence de cette rente. Paris, 28 ventose an 11, *SIR.*, III, 2, 263.

cutif concernant la surveillance des écoles particulières, maisons d'éducation et pensionnats (1). (II, Bull. CLXXXI, n° 1710.)

Art. 1^{er}. Toutes les écoles particulières, maisons d'éducation et pensionnats sont et demeurent sous la surveillance spéciale des administrations municipales de chaque canton. — En conséquence, chaque administration municipale sera tenue de faire, au moins une fois par chaque mois, et à des époques imprévues, la visite desdites maisons qui se trouvent dans son arrondissement, à l'effet de constater, — 1° Si les maîtres particuliers ont soin de mettre entre les mains de leurs élèves, comme base de la première instruction, les droits de l'homme, la constitution, et les livres élémentaires qui ont été adoptés par la convention; — 2° Si l'on observe les décadis; si l'on y célèbre les fêtes républicaines, et si l'on s'y honore du nom de citoyen; — 3° Si l'on donne à la santé des enfans tous les soins qu'exige la faiblesse de leur âge; si la nourriture est propre et saine; si les moyens de discipline intérieure ne présentent rien qui tende à avilir et à dégrader le caractère; si les exercices enfin y sont combinés de manière à développer le plus heureusement possible les facultés physiques et morales.

2. Les membres des administrations municipales, choisis et nommés par elles pour procéder à ces visites dans leurs arrondissemens respectifs, s'adjoindront un membre au moins du jury d'instruction publique; et ils seront toujours accompagnés du commissaire du directoire exécutif près chaque administration municipale de canton.

3. Les administrations municipales dresseront procès-verbal de ces visites, et en transmettront copie aux administrations centrales de leurs départemens; celles-ci en rendront compte au ministre de l'intérieur. — Cependant elles pourront provisoirement prendre telle mesure qu'elles jugeront nécessaire pour arrêter ou prévenir les abus, même en ordonnant la suspension ou clôture de ces écoles, maisons d'éducation et pensionnats.

4. Le directoire exécutif fait un devoir spécial à ses commissaires près les administrations municipales de canton et les administrations centrales de département, de surveiller et de requérir l'exécution des dispositions ci-dessus, et de dénoncer avec courage les infractions, omissions ou négligences qu'ils découvriront.

N° 428. = 18 pluviôse an 6 (6 février 1798). — *Loi relative à la liquidation des créances sur les émigrés* (2). (II, Bull. CLXXXI, n° 1711.)

Art. 1^{er}. La disposition du paragraphe n° 2 de l'article 7 de la loi du 1^{er} floréal an 3, qui réserve la prescription contre les demandes en paiement des fournitures faites aux émigrés, s'applique aux salaires des ouvriers mentionnés dans le paragraphe n° 3.

2. La prescription ne sera opposée aux ouvriers et fournisseurs que lorsqu'il y aura quatre années écoulées depuis la livraison des ouvrages ou marchandises, sans que le temps qui a couru depuis l'apposition du séquestre sur les biens du débiteur puisse être compté.

3. Lorsqu'il s'agira d'ouvrages pour constructions nouvelles ou grosses ré-

(1) On trouve d'autres dispositions sur cet objet dans les lois postérieures relatives à l'instruction publique. Voyez la loi d'organisation du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret de 9—12 février 1792, le résumé complet des lois relatives aux créanciers des émigrés.

parations de bâtimens , la prescription du salaire des ouvriers ne courra que du jour où ils auront achevé lesdites constructions ou réparations. Lorsqu'il s'agira de soins donnés aux malades par médecins ou chirurgiens sans interruption , le délai ne sera compté que du jour de la cessation de la maladie ou des soins.

4. Il n'y aura pas lieu à opposer aux créanciers le laps de temps des quatre années , lorsqu'il y aura reconnaissance que la chose est due , par arrêté de mémoire , obligation , promesse de payer , ou par note indicative trouvée parmi les papiers du débiteur , ou lorsqu'il y aura sommation ou interpellation judiciaire faite par le créancier.

5. Les arrêtés de mémoires souscrits par les intendans , trésoriers , régisseurs ou autres agens des émigrés , qui étaient chargés de cette fonction , ayant une date antérieure à la promulgation de la loi du 9—12 février 1792 , ou à l'émigration du débiteur , si elle est postérieure , lorsque d'ailleurs il en est mention sur les registres ou sommiers de leurs maisons , font preuve suffisante que la chose est due.

6. La représentation des livres des marchands sera faite désormais à l'administration du département , chargée de la liquidation de la créance , et pour Paris au bureau de liquidation , qui feront la vérification ordonnée par l'article 10 de la loi du 1^{er} floréal , et le certifieront au bas du mémoire , lorsque le réclamant aura son domicile au lieu où la liquidation se fait ; et lorsqu'il aura son domicile ailleurs , il enverra à l'administration du département chargée de la liquidation , ou au bureau de la liquidation pour le département de la Seine , extrait figuré de la partie de son registre où les fournitures sont portées , lequel extrait sera certifié conforme au registre par la municipalité de son domicile.

7. La vérification et le règlement par experts ne s'appliqueront point aux fournitures de meubles meublans , linge , hardes et autres effets mobiliers de cette nature , non plus qu'aux fournitures de comestibles.

8. La vérification pour les ouvrages et fournitures qui en sont susceptibles , ne peut être exigée si la chose ne subsiste plus ou a souffert changement ; auquel cas il sera fait visite des lieux , et il en sera dressé procès-verbal par les experts , qui vérifieront ce qui pourra l'être alors : le règlement sera fait sur l'exposé du mémoire.

9. La vérification et le règlement par experts ne seront point exigés pour les mémoires d'ouvrages et fournitures dont le montant n'excédera pas deux mille francs , ou lorsqu'ils auront été réglés avec le débiteur , et le règlement signé de l'expert , et que le règlement ou note indicative d'icelui aura été trouvé parmi les papiers du débiteur.

10. Pour les ouvrages non susceptibles de vérification par leur nature , tels que les journées d'ouvriers dont il ne reste point de traces , et autres de ce genre , le réclamant sera tenu de rapporter attestation de quatre citoyens domiciliés au lieu où l'ouvrage a été fait , portant qu'ils en ont eu connaissance personnelle. Cette attestation sera donnée devant la municipalité du lieu , qui la certifiera.

11. Les maîtres particuliers de langues , d'arts et de sciences , sont exceptés pareillement des formalités prescrites par l'article 3 de la loi du 1^{er} floréal , pour une année de leçons de leur art ou science , en rapportant des cachets scellés du sceau connu ou signés du nom de la personne qu'ils auront enseignée , et affirmant d'ailleurs la sincérité de leur répétition : s'ils réclament des fournitures de livres ou d'instrumens de leur art ou science , elles leur seront allouées jusqu'à concurrence de trois cents francs.

12. Les instituteurs tenant pension seront également exceptés pour les

pensions à eux dues pour des enfans d'émigrés, à partir d'une année avant la promulgation de la loi du 9—12 février 1792, ou avant l'émigration du débiteur si l'émigration est postérieure, et depuis ladite époque pour tout ce qui leur serait dû, en justifiant par l'attestation de quatre citoyens domiciliés au lieu où ils tiennent leur pension, donnée devant la municipalité dudit lieu, qui la certifiera, que l'enfant dont ils réclament la pension a continué d'être élevé et nourri dans leur maison pendant ledit temps; et à la charge par eux d'affirmer qu'ils n'ont rien reçu directement ni indirectement, pour paiement de ladite pension.

13. Les domestiques seront également payés, outre les trois dernières années de leurs gages, antérieures à la promulgation de la loi du 9—12 février 1792 ou à l'émigration postérieure, de tout ce qui leur est dû jusqu'au séquestre mis par les administrations, au nom de la nation, sur les biens des émigrés, lorsqu'ils justifieront, dans les formes prescrites par le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 1^{er} floréal an 3, que leurs services ont continué jusqu'à cette époque.

14. Sont aussi exceptées des dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 1^{er} floréal an 3, les dispositions rémunératoires pour services rendus dans les maisons des ci-devant princes et autres émigrés : elles seront exécutées lorsqu'il en sera fait mention sur les registres ou papiers trouvés sous les scellés apposés après l'émigration du débiteur, ou sur les registres déposés à l'appui de leurs comptes, par les trésoriers des ci-devant princes, ou par les receveurs ou régisseurs des autres émigrés.

15. Les dispositions des articles précédens sont également applicables aux créanciers des condamnés et autres dont la confiscation des biens a été maintenue.

N^o 429. = 19 pluviôse an 6 (7 février 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les bois riverains des forêts nationales.** (II, Bull. CLXXXI, : n^o 1712.)

Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances; — Considérant que les forêts nationales, et particulièrement celles qui ont appartenu aux ci-devant gens de main-morte et aux émigrés, sont exposées aux usurpations des riverains; — Considérant que l'ordonnance de 1669, titre XXVII, articles 4 et 5, et autres réglemens postérieurs, imposent aux riverains l'obligation de séparer leurs bois des bois nationaux par des fossés; et aux agens forestiers celle d'y veiller et de faire réparer les entreprises qui pourraient y être faites, — Arrête ce qui suit : — 1^o L'exécution des articles 4 et 5 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, est recommandée aux agens forestiers et aux administrations centrales. — 2^o Les agens forestiers veilleront à ce que les propriétaires de bois joignant les forêts nationales, réparent les fossés séparatifs dans les dimensions prescrites par le susdit article 4, et qu'il en soit creusé dans les endroits où il n'en existe pas, d'après les alignemens qu'ils feront dresser conformément aux anciens plans et bornages. — 3^o Les difficultés qui pourront s'élever à cet égard, seront portées par-devant les administrations centrales, qui les termineront sur les mémoires des parties, communiqués préalablement aux agens forestiers et aux commissaires du directoire exécutif (1).

(1) Les dispositions de cet arrêté ont été remplacées par les art. 8 et suiv. du Code forestier de 1827, qui, d'ailleurs, abroge expressément, par son art. 218, tous les réglemens antérieurs.

N° 430. = 19 pluviôse an 6 (7 février 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui accorde la main-levée du séquestre établi sur les biens des individus déportés à Caenne, en exécution de la loi du 19 fructidor an 5.** (II, Bull. CLXXXI, n° 1713.)

N° 431. = 19 pluviôse an 6 (7 février 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les officiers de santé de la marine** (1). (II, Bull. CLXXXIV, n° 1730.)

Art. 1^{er}. En exécution de la loi du 6 brumaire an 3, qui assimile pour le traitement les officiers de santé de la marine à ceux des armées de terre, la solde des officiers de santé des armées de terre, fixée par la loi du 11 frimaire dernier, est appliquée aux officiers de santé de la marine, de la manière suivante : — Les médecins, chirurgiens et pharmaciens en chef des ports de Brest, Toulon et Rochefort, continueront à recevoir, comme les officiers de santé en chef des armées, la solde de six mille livres. — Les deuxièmes médecins, chirurgiens et pharmaciens des trois grands ports, les premiers médecins, chirurgiens et pharmaciens du port de Lorient, ainsi que les chirurgiens en chef consultants des ports de Brest et Toulon, recevront, après douze années de service, dont trois en qualité de chefs, la solde de quatre mille livres. — Tout officier de santé de première classe, soit médecin, soit chirurgien ou pharmacien, qui sera chargé de quelques parties de l'enseignement dans une des trois écoles de santé de la marine, recevra en totalité la solde de trois mille livres.

2. Les officiers de santé employés dans les diverses parties du service de la marine seront classés de la manière suivante : — Les chirurgiens-majors de vaisseau entretenus, les médecins, seront de la première classe, et recevront la solde de trois mille livres. — Les aides-chirurgiens, pharmaciens et jardiniers-botanistes, seront de la deuxième classe, et recevront la solde de deux mille deux cent cinquante livres. — Les sous-aides chirurgiens et pharmaciens seront de la troisième classe, et recevront la solde de douze cents livres. — Les maîtres d'hospices et les garçons jardiniers recevront la solde de huit cents livres. — Il continuera d'être employé pour le service des hôpitaux et celui des vaisseaux, dans les trois ports de Brest, Toulon et Rochefort, des élèves de santé, qui formeront une quatrième classe, aux appointemens de six cents livres. On n'admettra dans cette classe que des officiers de santé qui, après avoir subi un examen, seront reconnus capables. — Le nombre de ces élèves sera réglé d'après les besoins du service ; et par cette disposition, on n'admettra aux classes supérieures à celle-ci que le nombre d'officiers de santé auxiliaires strictement nécessaire : ceux-ci ne recevront qu'une commission temporaire, où sera spécifiée la solde de la classe à laquelle ils seront attachés.

3. Le traitement du commissaire-médecin, remplissant, d'après la loi du 26 janvier 1793, les fonctions d'inspecteur général du service de santé de la marine en la même forme prescrite pour le conseil de santé des armées par l'arrêté du 5 germinal an 4, sera de six cents livres par mois.

4. Le comité de salubrité navale, créé par arrêté des représentans du peuple du 2 floréal an 2, est maintenu sous la dénomination de conseil de

(1) Voyez, sur le traitement des officiers de santé de la marine, la note qui accompagne le titre du décret du 26—30 janvier 1793 ; elle résume la législation ; et, sur leurs fonctions, l'arrêté du 7 vendémiaire an 8 (29 septembre 1799), art. 79 et suiv.

salubrité navale. — Les chirurgiens en chef consultants des ports de Brest et de Toulon, seront membres de ce conseil, qui, sous les ordres de l'ordonnateur, surveille et dirige le service de santé de la marine, et correspond avec le commissaire-médecin chargé de l'inspection générale du service de santé, dont toutes les parties continueront à être réunies près le ministre, dans un seul bureau.

5. L'organisation des officiers de santé de la marine sera faite, quant au nombre, d'après la loi du 26 janvier 1793; et quant au traitement, d'après celle du 11 frimaire an 6, et conformément au présent arrêté, toute autre organisation étant et demeurant supprimée.

6. Tous les hôpitaux de la marine, dans les ports secondaires, sont supprimés; les malades seront traités dans les hospices civils du lieu, moyennant le prix convenu par journée de malade.

7. Il ne sera attaché à chaque port secondaire qu'un seul officier de santé, qui sera de première ou de deuxième classe, suivant que le ministre le jugera nécessaire. Dans les ports secondaires où l'on construira, il y aura, en outre, un officier de santé de troisième classe.

8. Les officiers de santé actuellement employés dans les ports secondaires, et qui seront conservés en activité de service, feront partie de ceux entretenus dans les grands ports; ils seront, en conséquence, portés sur les états de revue des grands ports d'où ils seront détachés.

9. Il ne sera embarqué, à l'avenir, sur les bâtimens du commerce et sur les corsaires, que des officiers de santé qui auront navigué sur les vaisseaux de la république, et qui auront justifié par un examen en présence des conseils de salubrité navale des grands ports, ou par des questions qui leur seront adressées par l'un de ces conseils, qu'ils sont susceptibles d'être embarqués. — Les officiers civils de l'inscription maritime dans les quartiers, sont tenus, sous leur responsabilité, de veiller à l'exécution du présent article.

10. Les coffres à médicamens des corsaires et des vaisseaux du commerce seront composés comme ceux des vaisseaux de la république, en raison du nombre d'hommes d'équipage, et de la durée de la campagne.

11. L'officier préposé à l'inscription maritime, et l'officier de santé de la marine du port où se feront les armemens des corsaires ou autres bâtimens du commerce, feront la visite des coffres avant le départ du bâtiment, en se conformant d'ailleurs à ce qui est prescrit par les anciennes ordonnances ou réglemens concernant les bâtimens du commerce et les corsaires.

12. A l'avenir, les places d'officier de santé dans les colonies seront données aux officiers de santé employés dans les grands ports de la république.

13. Le réglement concernant le service de santé de la marine, annexé au présent arrêté (1), sera suivi dans toutes ses parties, soit dans les hôpitaux, soit sur les vaisseaux de la république.

N° 432. = 21 pluviose an 6 (9 février 1798). = *LOI relative aux traitemens, frais de bureau et remises des employés à l'agence des contributions indirectes* (2). (II, Bull. CLXXXI, n° 1717; B., LXXI, 166.)

N° 433. = 23 pluviose an 6 (11 février 1798). = *LOI contenant une nouvelle*

(1) Ce réglement a été imprimé séparément pour le service des hôpitaux de la marine. (Note du *Bulletin des lois*.)

(2) L'agence des contributions indirectes a été supprimée, et remplacée par des directions établies dans chaque département: cette loi est donc sans utilité.

rédaction de l'article 4 de la loi du 16 frimaire an 6, relative aux pensionnaires et gagistes de la liste civile. (II, Bull. CLXXXIII, n° 1721 ; B., LXXI, 172.)

Les mots *par brevet* seront retranchés de l'article 4 de la loi du 16 frimaire dernier, relative aux pensions des gagistes de la ci-devant liste civile ; en conséquence, ledit article sera rétabli dans les termes suivans : — « Les pensions accordées à des veuves ou parens de gagistes de la ci-devant liste civile, en considération de services rendus par leurs maris ou leurs proches, seront liquidées d'après les bases ordonnées par l'article 4 du titre II de la loi du 17 germinal an 2, pour les pensions sur cassette et aumônes. »

N° 434. = 24 pluviose an 6 (12 février 1798). = *Loi qui supprime les listes de candidats pour les élections* (1). (II, Bull. CLXXXIII, n° 1723 ; B., LXXI, 174.)

Les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du titre III de la loi du 25 fructidor an 3, et les dispositions de l'instruction du 5 ventose an 5, qui ordonnent la formation d'une liste de candidats et prescrivent les opérations y relatives, sont rapportées.

N° 435. = 25 pluviose an 6 (13 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'amnistie proclamée en Corse après l'expulsion des Anglais.* (II, Bull. CLXXXIII, n° 1724.)

Art. 1^{er}. L'amnistie proclamée par le commissaire du gouvernement dans les départemens du Liamone et du Golo après l'expulsion des Anglais de l'île de Corse, n'étant qu'un acte d'application de la loi d'amnistie générale du 4 brumaire an 4, ne peut être limitée par d'autres exceptions que celles contenues en cette loi même. — En conséquence, sont abolies toutes procédures, poursuites et jugemens portant sur des délits purement relatifs à la révolution ;

Et sont seulement exceptés de l'amnistie, — 1° Ceux qui auraient pris part à la conspiration du 13 vendémiaire an 4 ; — 2° Les fabricateurs de faux assignats ou fausse monnaie ; — 3° Les émigrés rentrés ou non sur le territoire de la république.

2. Les habitans des départemens du Golo et du Liamone qui ont pris part à la rébellion de laquelle est résulté l'envahissement de l'île de Corse par les Anglais, et ceux qui ont soutenu ou favorisé dans cette île le parti d'Angleterre, ne sont pas exceptés de l'amnistie et doivent jouir de ses effets. — Néanmoins l'amnistie n'emportant que l'abolition des peines afflictives, infamantes ou correctionnelles qu'auraient pu encourir ceux à qui elle s'applique, les individus amnistiés par la proclamation ci-dessus mentionnée du commissaire du gouvernement, ne sont point par cela même réintégrés dans les droits de citoyen qu'ils auraient perdus précédemment par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par le gouvernement anglais. — En conséquence, ceux qui ont accepté du gouvernement anglais des pensions ou des emplois, demeurent, nonobstant l'amnistie, privés de l'exercice des droits de citoyen, conformément au paragraphe 3 de l'article 12 de l'acte constitutionnel.

3. Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné d'après

(1) Aujourd'hui, les formalités des élections sont déterminées par la loi du 19—23 avril 1831, qui forme le dernier état des choses. Voyez, dans la note sur le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795) le résumé de la législation sur les élections.

les renseignemens détaillés et motivés à fournir par l'administration centrale du département du Golo, il est sursis à toute exécution de l'article 4 de l'arrêté de cette administration, du 2 frimaire dernier, portant qu'il y a lieu d'inscrire sur la liste des émigrés « tous ceux qui durant l'invasion faite par les armées étrangères, auront quitté le territoire de la république » non envahi, pour occuper celui envahi par l'ennemi ; excepté néanmoins « ceux qui se sont rendus dans l'intérieur occupé par l'ennemi, après l'arrêté du représentant du peuple *Saint-Michel*, et pour profiter des dispositions d'icelui. »

4. Sont dès à présent considérés comme émigrés, — 1° Ceux qui, n'étant pas compris dans les exceptions déterminées par la loi du 25 brumaire an 3, sont sortis de l'île de Corse et passés en pays étranger dans l'intervalle du 15 juillet 1789 à l'invasion des Anglais, sans qu'à cet égard il y ait aucune distinction à établir entre ceux qui, avant ou depuis cette dernière époque, ont ou n'ont pas été inscrits, soit sur les listes particulières des émigrés des départemens du Golo et du Liamone, soit sur la liste générale des émigrés de toute la république ; — 2° Ceux qui, après l'invasion des Anglais, sont sortis de l'île de Corse, soit pour porter la couronne de Corse à Londres, soit pour remplir une mission quelconque auprès du gouvernement britannique, soit pour remplir partout ailleurs une mission quelconque de ce gouvernement ou de ses agens ; — 3° Ceux qui ont suivi les Anglais, lors de leur expulsion de l'île de Corse, avant ou après l'arrivée des troupes républicaines, soit qu'ils se soient rendus avec eux à Porto-Ferraio, soit partout ailleurs.

5. Les ambassadeurs de la république près les gouvernemens de Naples et de Toscane, sont chargés de demander à ces gouvernemens les ordres nécessaires pour expulser des territoires napolitain et toscan les émigrés de l'île de Corse qui s'y sont retirés, spécialement les nommés *Peraldi*, *Pozzo di Borgo*, *Bertolacci*, *Tartaroli*, *Filippi*, *Galeazzi*, *Panatierri* fils aîné, *Frediani*, *Petriconi*, *Javelli* et *Colonna Cesari*.

N° 436. = 25 pluviose an 6 (13 février 1798). = ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour prévenir les incendies dans les forêts nationales (1). (II, Bull. CLXXXIII, n° 1725.)

N° 437. = 26 pluviose an 6 (14 février 1798). = LOI relative aux certificats à produire par les créanciers des émigrés (2). (II, Bull. CLXXXIII, n° 1727 ; B., LXXI, 178.)

Art. 1^{er}. La promulgation de la loi du 9—12 février 1792, indiquée dans l'article 2 du titre I^{er} de la loi du 1^{er} floréal an 3, pour l'admissibilité des titres de créance sur les individus émigrés antérieurement à ladite époque du 9—12 février 1792, est celle qui a été faite au lieu du domicile du débiteur émigré, dans la forme et de la manière alors établies par la loi des 23 et 28 octobre — 5 novembre 1790.

2. Les créanciers qui prétendront que l'émigration de leur débiteur est postérieure au 9—12 février 1792 et à la date de l'acte dont ils réclament

(1) Cet arrêté contient des dispositions circonstanciées, et des dispositions temporaires : les premières ont cessé d'exister, par la cessation même du motif qui les avait dictées ; les secondes, qui étaient tirées de l'art. 32 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669, portant prohibition de porter ou d'allumer du feu dans les forêts, ont été remplacées par l'art. 148 du Code forestier de 1827, qui, par son art. 218, abroge tous réglemens antérieurs.

(2) Voyez, sur les droits et les obligations des créanciers des émigrés, les lois citées dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

l'exécution, seront tenus de produire un certificat tant de l'administration municipale du lieu du domicile du débiteur, que de l'administration départementale, constatant que cette émigration n'a pas été connue avant la promulgation de la loi 9—12 février 1792, ni avant la date de l'acte dont l'exécution est demandée. Lesdits certificats seront enregistrés dans les trois jours de leur délivrance.

3. Sont exceptés de la disposition de l'article précédent ceux dont les créances résulteraient de titres authentiques constatant la présence du débiteur à l'acte.

4. Les certificats exigés par l'article 2 seront signés au moins de trois membres de chaque administration : ils seront inscrits sur les registres desdites administrations, qui seront tenues de les faire afficher, pendant trois jours, à la porte principale du lieu de leurs séances, avant d'en délivrer l'expédition, et mention de l'affiche sera faite au bas des certificats.

5. Les administrations municipales et de département prendront tous les renseignements nécessaires, tant au lieu du domicile de l'émigré qu'auprès des agens et percepteurs des domaines et revenus nationaux, par les registres, états et notes des autorités constituées à l'époque de l'acte dont l'exécution est demandée, par la commune renommée, et enfin par toutes voies qu'elles croiront utiles et nécessaires, pour s'assurer qu'en effet l'émigration n'a pas été connue avant la promulgation de la loi du 9—12 février 1792, ni avant la date de l'acte : il en sera fait mention sur le certificat.

6. S'il y a incertitude sur le domicile d'un émigré, il sera fixé, par le ministre des finances, au lieu où l'émigré a été imposé à la contribution mobilière pour l'année qui aura précédé son émigration.

7. Les dispositions de la présente loi sont communes aux créanciers prétendant-droit sur les biens indivis avec des émigrés, et à ceux ayant des titres de créance sur les parens des émigrés dont la nation est appelée à recueillir la succession en tout ou en partie. Lorsque lesdits créanciers prétendront que l'émigration du débiteur est postérieure au 9—12 février 1792, ils seront tenus de rapporter pareils certificats que celui spécifié en l'article 2, constatant que l'émigration n'a pas été connue avant cette époque, à moins qu'ils ne produisent des actes de la nature de ceux énoncés en l'article 3.

8. Néanmoins, quoique les actes et titres se trouvent revêtus des dates exigées par la loi du 1^{er} floréal an 3 et par la présente, et accompagnés des certificats ci-dessus spécifiés, lorsque les administrations chargées de liquider la créance reconnaîtront qu'il y a eu erreur, fraude ou collusion de la part du créancier, elles sont autorisées à rejeter lesdits actes et titres, en motivant leur rejet sur la preuve de l'erreur, de la fraude ou de la collusion.

9. Les dispositions des lois précédentes, qui seraient contraires à celles de la présente loi, sont rapportées.

N° 438. = 28 pluviôse an 6 (16 février 1798). = *Loi relative à la tenue des assemblées primaires, communales et électorales* (1). (II, Bull. CLXXXIII, n° 1729; B., LXXI, 180.)

N° 139. = 28 pluviôse an 6 (16 février 1798). = *Loi qui détermine un mode*

(1) Voyez, dans la note sur le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation sur cet objet.

pour procéder aux élections (1). (II, Bull. CLXXXIV, n° 1733; B., LXXI, 181.)

Art. 1^{er}. Le scrutin de réduction ou de rejet est aboli.

2. Toute élection se fera à la majorité absolue ou relative, par la voie des scrutins individuels de ballottage ou de liste, conformément à la loi du 22 décembre 1789 — janvier 1790 et à l'instruction du 8 janvier 1790.

3. L'application des deux modes de scrutin ci-dessus aux différentes élections, sera déterminée par une nouvelle instruction.

4. Les dispositions de la loi du 25 fructidor an 3 et de l'instruction du 5 ventose an 5 contraires à la présente, sont rapportées.

N° 440. = 29 pluviôse an 6 (17 février 1798). = *Loi relative à la taxe des paquets expédiés par les administrations centrales et municipales dans l'étendue de leur arrondissement*. (II, Bull. CLXXXIV, n° 1734; B., LXXI, 183.)

Art. 1^{er}. Les paquets contenant des rôles, des matrices de rôles et autres imprimés relatifs aux fonctions des administrations centrales, municipales et de canton, expédiés respectivement par elles dans l'arrondissement de chaque département, ne seront taxés que comme objets de librairie.

2. Lesdits paquets seront, à cet effet, mis sous bandes, de manière à pouvoir être facilement vérifiés pour la taxe, et contresignés par le commissaire du directoire exécutif, ou par un membre de l'administration en son absence.

N° 441. = 29 pluviôse an 6 (17 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit un mode pour la liquidation de l'arriéré de la dette publique* (2). (II, Bull. CLXXXIV, n° 1735.)

Art. 1^{er}. Le ministre de la marine ayant été chargé, par un arrêté du comité de salut public de la convention nationale, du 24 thermidor an 2, du visa des traites des colonies, et par un arrêté du directoire exécutif du 13 thermidor an 4, de prendre les renseignemens nécessaires sur les valeurs effectives représentées par les mêmes traites, continuera, comme par le passé, à réduire la valeur des lettres de change venant des colonies et non encore acceptées par la trésorerie nationale, à celles de l'argent de France en numéraire effectif.

2. Cette opération faite, le ministre de la marine délivrera aux parties prenantes un titre pour se présenter à la trésorerie nationale, conforme à celui indiqué par les articles suivans, pour toutes les ordonnances de l'an 4 et de l'an 5 à payer en exécution de la loi du 24 frimaire.

3. Les ordonnances de l'an 4 qui n'ont pas été acquittées à la trésorerie nationale, et celles du service de l'an 5 dont les porteurs préféreront recevoir le remboursement en effets consolidés et mobilisés, seront rapportées aux divers ministres et ordonnateurs pour être par eux converties en certificats de liquidation.

4. A l'égard des ordonnances dont le paiement avait été commencé à la trésorerie nationale ou autorisé pour les départemens, les parties prenantes

(1) Voyez la note de la loi précédente.

(2) Voyez, sur l'arriéré de la dette publique, les lois citées dans le § 6 des notes qui accompagnent le titre du décret général du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, concernant la constitution et l'organisation de la dette publique.

rapporteront aux ministres et aux ordonnateurs les certificats de non-paiement qui leur ont été ou leur seront délivrés, soit par la trésorerie nationale, soit par les payeurs-généraux des départemens, visés par deux membres de l'administration centrale et ensuite par les commissaires de la trésorerie nationale. Ces certificats de non-paiement seront de même convertis, par les ministres et autres ordonnateurs, en certificats de liquidation.

5. Les dispositions du titre 4 de la loi du 24 frimaire dernier sont applicables à toutes les natures de créances soumises au mode de liquidation et de remboursement qu'elle prescrit, et aux différens fonctionnaires chargés de son exécution. — En conséquence, le seul mode de constater les créances liquidées pour être remboursées ou inscrites, sera, pour ces divers fonctionnaires, l'état de liquidation dressé dans la forme prescrite par les articles 13 et 14 de cette loi, suivant le modèle uniforme qui leur en sera envoyé par le ministre des finances.

6. L'état mentionné dans l'article précédent sera adressé en double au ministre des finances, par chacun desdits fonctionnaires-liquidateurs, l'un pour rester dans ses bureaux, et l'autre pour être par lui transmis à la trésorerie nationale, muni de son *visa*.

7. Le *visa* du ministre des finances, apposé au bas des états mentionnés dans l'article précédent, et qu'il est autorisé à donner par les articles 22 et 23 de la loi du 24 frimaire, sera le seul mode d'après lequel lesdits états seront ordonnancés : ceux qui l'ont été ainsi antérieurement au présent arrêté, sont confirmés.

8. Les commissaires de la trésorerie nationale formeront, comme les autres fonctionnaires-liquidateurs, des états particuliers de liquidation des diverses parties de créances exigibles classées par la loi dans leurs attributions ; et ils les adresseront de même au ministre des finances, pour être par lui visés préalablement à leur remboursement.

9. Sont exceptés de la disposition contenue dans l'article précédent, le remboursement de arrérages des rentes et pensions, l'échange des coupons de l'emprunt forcé et des billets de loterie : les commissaires de la trésorerie nationale feront seulement connaître, dans les états décadaires, ce qui aura été payé pour chacun de ces objets.

10. Les commissaires de la trésorerie nationale sont autorisés à délivrer aux créanciers porteurs de certificats de liquidation, et compris dans les états revêtus du *visa* du ministre des finances, les bons ou effets, et titres d'inscriptions définitives ou provisoires, mentionnés dans la loi, sans imputation sur aucun crédit.

11. Le ministre des finances remettra au directoire exécutif, dans la première décade de chaque mois, le résumé général des états décadaires de liquidation par lui visés dans le mois précédent, en distinguant, conformément à l'article 24, le capital et le montant de la réduction en rente.

12. Le résumé présenté par le ministre des finances, contiendra toutes les subdivisions nécessaires pour y indiquer distinctement chaque genre de créances liquidées, suivant l'ordre de classement de ces mêmes créances, et celui des divers ordonnateurs chargés de les liquider.

13. Les certificats de liquidation remis ou qui le seront à la trésorerie nationale, les bordereaux qui peuvent y être déjà déposés ou qui le seront, les coupons de l'emprunt forcé et les billets de la loterie qui seront remboursés, seront, à l'instant de leur paiement, coupés ou cisailés sur l'angle droit supérieur, et annulés ainsi, de manière à ne pouvoir plus obtenir de circulation.

14. Les effets remis par la trésorerie nationale en remboursement de la dette publique ou en paiement d'arrérages de la partie constituée de cette même dette, de quelque nature qu'ils soient ; bons du tiers, bons des deux tiers, bons du quart, bons des trois quarts, effets au porteur, bons consolidés, bons mobilisés, inscriptions du tiers réservé ou consolidé, et généralement de quelque dénomination qu'ils puissent être, ne pourront être reçus en paiement des objets pour lesquels ils sont admissibles à la trésorerie nationale, qu'à Paris : aucun autre receveur de deniers publics ne pourra les admettre, sous peine de radiation dans ses comptes, de forcement en recette, et de dommages-intérêts envers les parties.

15. En échange des effets mentionnés dans l'article précédent et remis en paiement à la trésorerie nationale, il sera délivré un récépissé, en forme de rescription, sur les receveurs auprès desquels les parties intéressées doivent justifier de leur libération : cette rescription sera reçue pour comptant, conformément à son énoncé ; elle pourra être donnée en une ou plusieurs coupures, au choix des créanciers.

16. Les effets de remboursement rentrés à la trésorerie nationale, autres que ceux qui sont d'une somme fixe et déterminée par la loi, seront, à l'instant de leur remise, coupés ou cisailés sur l'angle droit supérieur, et ainsi annulés, afin de ne pouvoir plus rentrer en circulation.

17. Les effets de remboursement mentionnés dans l'article précédent, rentrés à la trésorerie nationale, seront enliassés, nature par nature, en paquets de cent mille francs, autant que faire se pourra, et renfermés dans la caisse à trois clefs, pour y demeurer déposés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mode d'après lequel il en sera compté.

18. Les commissaires de la trésorerie nationale feront tenir l'état des titres de différente nature qui rentreront, des effets de remboursement qui seront émis, et de ceux qui seront rapportés en paiement : cet état sera rédigé de manière à faire connaître la nature de chacune des valeurs présentées, émises et rapportées. Ils en enverront, tous les dix jours, le résultat au ministre des finances, pour qu'il en rende compte au directoire exécutif.

19. Le premier résultat, conforme à l'article précédent, sera envoyé dans la première décade de ventose prochain ; il fera connaître en première ligne l'état de tout ce qui a été fait en exécution des lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire derniers : les états décadaires subséquens rappelleront toujours le montant total de ceux qui les ont précédés.

20. Il sera tenu des états particuliers de ce qui rentrera en inscriptions du tiers consolidé, *constitué* ou *non constitué*, de manière qu'on puisse suivre le progrès de l'extinction de la dette publique consolidée.

21. La trésorerie nationale est dispensée de délivrer des effets de remboursement aux créanciers qui offriront de remettre à l'instant leurs titres admissibles à la trésorerie en paiement des sommes pour lesquelles ils peuvent être reçus : il leur sera fourni en échange un récépissé en forme de rescription ; mais la mention des paiemens ainsi effectués sera comprise, sur l'état des recettes, dans les colonnes des valeurs auxquelles elles se rapportent, ou sur un état particulier.

22. Les délais fixés par l'article 89 de la loi du 24 frimaire, pour le paiement des sommes dues pour le prix des ventes faites en exécution de la loi du 9 vendémiaire dernier, commenceront à courir à compter du 1^{er} ventose prochain inclusivement. Cette époque sera considérée comme celle du jour auquel le remboursement des bons de deux tiers s'effectue à bureau ouvert.

23. Les receveurs des domaines poursuivront le paiement de tout ce qui sera dû sur les ventes faites, en exécution de la loi du 9 vendémiaire dernier.

jusqu'au 30 pluviôse inclusivement ; savoir, pour la partie de l'adjudication payable en numéraire, ou en effets représentatifs du tiers consolidé, à l'expiration du mois de ventose ; et pour la partie payable en bons de deux tiers, à l'expiration du mois de floréal.

24. Les délais dans lesquels le prix des domaines nationaux vendus postérieurement au 30 pluviôse devra être effectué, ne pourront point être étendus au-delà d'un mois pour la partie payable en numéraire ou en tiers consolidé, et de trois mois pour la partie payable en bons de deux tiers ; le tout à compter du jour de l'adjudication.

25. Les receveurs des domaines qui ne justifieront point avoir fait les diligences de droit contre les débiteurs en retard de payer ou de déposer à la trésorerie nationale, seront forcés en recette pour les sommes qu'ils auraient dû recouvrer, sauf leur recours contre les obligés.

N° 442 = 1^{er} ventose an 6 (19 février 1798). = *LOI qui détermine le mode de répartition de la récompense nationale due aux défenseurs de la patrie.* (II, Bull. CLXXXIV, n° 1736 ; B., LXXI, 187.)

N° 443. = 1^{er} ventose an 6 (19 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif sur le paiement des trois sous par lieue alloués aux marins voyageant pour le service, naufragés, ou provenant des prisons ennemies.* (II, Bull. CLXXXIV, n° 1737.)

Art. 1^{er}. Le paiement des trois sous par lieue de conduite, indépendamment du port de hardes, alloués par les arrêtés du directoire exécutif des 2 ventose et 28 germinal an 5, conformément à la loi du 27 brumaire an 5, aux marins et ouvriers voyageant pour le service, naufragés, ou provenant des prisons ennemies, sera fait à l'avenir, dans chaque chef-lieu de quartier, par les officiers d'administration de la marine chargés de l'inscription maritime, auxquels il sera adressé, par l'ordonnateur ou commissaire principal de l'arrondissement, les fonds nécessaires à cet effet.

2. Le logement en route continuera à leur être fourni, comme par le passé, par les administrations municipales, en vertu de l'arrêté du 2 ventose an 5, et ce, sur la présentation d'ordres de levée, congés ou passeports en forme, émanés des officiers d'administration de la marine, préposés à l'inscription maritime, consuls de la république française, ou agens chargés de l'échange des prisonniers de guerre.

3. Les dispositions des arrêtés des 2 ventose et 28 germinal an 5 sont maintenues en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté, qui sera imprimé, et inséré au Bulletin des lois.

N° 444. = 2 ventose an 6 (20 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les envoyés étrangers non accrédités auprès du gouvernement.* (II, Bull. CLXXXV, n° 1738.)

N° 445. = 2 ventose an 6 (20 février 1798). = *Loi interprétative de celle du 15 thermidor an 4, concernant les droits successifs des enfans nés hors du mariage.* (II, Bull. CLXXXV, n° 1739 ; B., LXXI, 189.)

Le conseil... considérant que l'article 1 de la loi du 15 thermidor an 4 concernant les droits successifs des enfans nés hors du mariage, a restreint leurs droits de successibilité réciproque avec leurs parens collatéraux, et

celui qu'ils ont, eux et leurs descendans, de représenter leurs père et mère, au cas où leurs père et mère ne seraient décédés qu'après la publication de la loi du 4 juin 1793; — Que cette condition, qui a pu être exigée pour l'avenir, emporte pour le passé, dans les successions directes et collatérales ouvertes depuis le 12 brumaire an 2 jusqu'au 15 thermidor an 4, un effet rétroactif qu'il importe de faire cesser....., approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Les enfans nés hors du mariage, de personnes libres, à leur défaut leurs enfans et descendans, ont été appelés à recueillir, soit immédiatement de leur chef, soit par représentation de leurs père et mère, les successions directes et collatérales ouvertes depuis la publication de la loi du 12 brumaire an 2, jusqu'à celle de la loi du 15 thermidor an 4, quoique leurs père et mère fussent morts avant le 4 juin 1793 (1).

2. Les dispositions de la loi du 15 thermidor an 4, qui se trouvent contraires à la présente, sont rapportées.

3. Il ne sera donné aucune suite aux jugemens rendus en conséquence des dispositions rétroactives de la loi du 15 thermidor an 4.

4. Si le délai pour se pourvoir en cassation contre des jugemens rendus en dernier ressort, dans les cas prévus par la présente, avant la loi du 15 thermidor an 4, n'était pas encore expiré à l'époque de ladite loi, dans ce cas le temps qui aura couru depuis la loi du 15 thermidor jusqu'à la publication de la présente, ne pourra être opposé : en conséquence, tout recours en cassation peut être admis jusqu'à l'entière expiration du délai qui restait encore à courir à l'époque de ladite loi du 15 thermidor.

N^o 446. = 5 ventose an 6 (23 février 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif sur le mode d'emploi des créances non liquidées en acquisition de domaines nationaux (2). (II, Bull. CLXXXV, n^o 1740.)

Le directoire exécutif, — Oui le rapport du ministre des finances, — Arrête :

Art. 1^{er}. Les créanciers de la république non encore liquidés qui voudraient employer leurs créances en acquisition de domaines nationaux, pourront, comme tous autres enchérisseurs, se rendre adjudicataires sans être tenus à aucune justification préalable.

2. Si, dans les délais fixés pour le paiement des domaines nationaux par la loi du 24 frimaire et par l'arrêté du directoire du 29 pluviôse dernier, la liquidation du créancier n'étant pas encore terminée, il n'avait pu rapporter au receveur des domaines nationaux le récépissé de la trésorerie, des valeurs définitives versées par lui pour opérer son paiement, il pourra être mis en possession du domaine à lui adjugé, en remplissant les conditions ci-après.

3. Il remettra au receveur des domaines nationaux un certificat constatant, 1^o le dépôt des titres de sa créance entre les mains des fonctionnaires chargés de sa liquidation, soit provisoire, soit définitive; 2^o le montant présumé de cette créance.

(1) Le droit de successibilité réciproque, créé par la loi du 12 brumaire an 2, entre les enfans naturels et leurs parens collatéraux, modifié d'abord par la loi du 15 thermidor an 4, a été rétabli dans tous ses effets par la loi du 2 ventose an 6: cette loi n'a pas disposé seulement en faveur des enfans naturels, elle a disposé encore au profit de leurs parens collatéraux. Cass., 26 janvier 1832. Sir., XXXII, 1, 234.

(2) Voyez le § XLV du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur la constitution de la dette publique, et la note.

4. Il lui remettra, en outre, l'acte de soumission de sa caution pour sûreté des restitutions qu'il aurait à faire, en conséquence des articles 65 et 66 de la loi du 24 frimaire, dans le cas de rejet de tout ou partie de sa créance; lequel acte contiendra l'attestation par le département de la situation du bien adjugé, que cette caution a été par lui acceptée, après avoir été discutée par le préposé principal de la régie des domaines.

5. Sur la remise de ces deux pièces, le receveur des domaines nationaux délivrera au créancier adjudicataire un certificat d'après lequel il sera mis en possession, par l'administration départementale, du domaine à lui adjugé.

6. Dans le cas néanmoins où les retards qu'entraîneraient la discussion et l'acceptation de la caution, empêcheraient l'adjudicataire de remettre simultanément ces deux pièces audit receveur, la seule remise du certificat du dépôt de titres le mettra à l'abri de toutes poursuites et de la revente sur folle enchère.

7. Les certificats de dépôt de titres n'étant point une valeur réelle, et ne pouvant servir à obtenir la quittance définitive, mais seulement la mise en possession sous la garantie de la caution, ils ne sont point susceptibles d'être changés à la trésorerie nationale; ils doivent rester entre les mains du receveur des domaines jusqu'au paiement effectif, qui ne pourra se faire qu'avec le seul récépissé de la trésorerie, conformément à l'article 15 de l'arrêté précité du 29 pluviose dernier.

8. La mise en possession des créanciers non liquidés adjudicataires de domaines nationaux, ne devant s'effectuer que sous la garantie d'une caution, il ne sera fait aucune distinction entre les certificats de dépôt qui auraient été délivrés sur des titres soumis, avant la liquidation, au *visa* préparatoire des corps administratifs, et ceux qui l'auraient été sur des titres non assujétis à cette formalité préalable.

9. En conséquence, ils seront délivrés par tous les agens liquidateurs, conformément au modèle qui leur en sera adressé par le ministre des finances; mais il ne pourra, dans aucun cas, en être expédié de duplicata sans un arrêté formel du directoire, auquel le ministre des finances rendra compte des motifs qui légitimeraient la demande.

N° 447. = 5 ventose an 6 (23 février 1798). = *LOI qui exclut des assemblées primaires, etc., les individus qui ont rempli des fonctions civiles ou militaires parmi les rebelles.* (II, Bull. CLXXXV, n° 1741; B., LXXI, 192.)

N° 448. = 9 ventose an 6 (27 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant qu'une usine ne peut être établie sur une rivière flottable, sans que l'autorisation donnée par l'administration centrale ait reçu l'homologation du ministre de l'intérieur* (1). (II, Bull. CLXXXIX, n° 1751.)

N° 449. = 9 ventose an 6 (27 février 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, concernant les visites des préposés des douanes dans l'intérieur de la république pour la recherche des marchandises anglaises* (2). (II, Bull. CLXXXIX, n° 1752.)

Art. 1^{er}. Les préposés des douanes, accompagnés, soit d'un administra-

(1) Voyez le décret du 21 septembre — 13 novembre 1791, qui ordonne l'exécution des anciens réglemens de police relatifs à l'établissement des usines. Aujourd'hui encore la matière est régie par l'ordonnance des eaux et forêts d'août 1669, tit. XXVII et XXVIII; et l'autorisation doit être donnée par ordonnance royale.

(2) Voyez la loi du 19 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

teur municipal, soit d'un juge de paix, d'un commissaire du directoire exécutif, d'un commissaire de police, continueront de faire, dans toutes les communes de la république, les visites ordonnées par la loi du 10 brumaire an 5 pour la découverte des marchandises anglaises, en remplissant les formalités prescrites par les lois relatives aux douanes.

2. Les administrations municipales, les juges de paix, les commissaires du directoire et les commissaires de police seront tenus de faire droit sur les réquisitions des employés des douanes.

N 450. = 11 ventose an 6 (1^{er} mars 1798). = *Loi qui ratifie le traité de réunion de la république de Mulhausen à la république française.* (II, Bull. exc, n° 1764; B., LXXI, 211.)

Le traité de réunion de la république de Mulhausen à la république française, passé à Mulhausen et à Ilzach les 9 et 10 pluviose derniers, arrêté et signé par le directoire exécutif le 22 du même mois, et dont la teneur suit :

Traité de réunion de la république de Mulhausen à la république française.

Le directoire exécutif de la république française, instruit que les vœux des magistrats, conseils, citoyens et habitants de la république de Mulhausen se déclaraient pour la réunion à la république française et l'incorporation à la grande nation; et voulant donner aux plus anciens alliés de la France une dernière preuve de son amitié généreuse, a nommé le citoyen *Jean-Ulric Metzger*, membre de l'administration centrale du département du Haut-Rhin, commissaire du gouvernement, pour constater les vœux émis pour la réunion, et en stipuler le mode et les conditions: pour lequel effet, les magistrats, conseils et citoyens de la république de Mulhausen ont nommé, pour traiter et stipuler en leur nom, — MM. *Jean Hofer*, bourgmestre; *Josué Hofer*, syndic; *Paul Huguenin*, *Jérémie Koechlin*, membres du grand conseil; *Jacques Koechlin*, l'un des quarante adjoints au grand conseil; *Sébastien Spoerlin*, notable; — Tous de la ville de Mulhausen; lesquels MM. les députés sont également, et autant que besoin, particulièrement chargés et autorisés de stipuler pour les habitants d'Ilzach et de Modenheim, formant dépendances de la république de Mulhausen; et le commissaire du gouvernement français s'étant certifié et fait constater, par actes authentiques ci-annexés, l'émission libre des vœux pour la réunion, les commissaire et députés ont produit et échangé leurs pleins-pouvoirs, et sont convenus des articles ci-après :

Art. 1^{er}. La république française accepte le vœu des citoyens de la république de Mulhausen et celui des habitants de la commune d'Ilzach et de son annexe Modenheim, formant une dépendance de Mulhausen, et déclare lesdits citoyens et habitants *Français nés*.

2. Le gouvernement français, pour donner une marque de son attachement à ses anciens alliés, consent à prolonger leur état de neutralité, et les dispense, par conséquent, de toutes réquisitions réelles et personnelles et du logement des gens de guerre, pendant la durée de la guerre, jusqu'à la paix générale.

3. Les citoyens et habitants de Mulhausen, d'Ilzach et de Modenheim, qui voudront quitter, auront la faculté de transporter en Suisse ou ailleurs leurs personnes et fortunes dûment constatées; on leur accorde une année à dater de l'échange de la ratification des présentes, pour sortir, et trois ans pour opérer la vente et liquidation de leurs biens et créances.

4. Les biens de la ville, tant ceux qu'elle possède dans sa propre ban-

tière, que ceux qui lui appartiennent dans la banlieue d'Ilzach, et qui sont régis par le magistrat et ses agens ; ceux alloués à l'hôpital ; les maisons publiques et celles qui contiennent des fonctionnaires publics ; les moulins, usines, terres labourables, prés, pacages, forêts, situés soit dans l'enclave du territoire de Mulhausen, soit hors ladite enclave, ainsi que les rentes et cens qui pourraient être dus, soit à la commune, soit à l'hôpital ou telle autre corporation ou fondation de Mulhausen ; en général, tout ce qui fait partie du patrimoine de ladite république, et ce qui s'entend sous le nom générique de biens communaux, appartiendront en toute propriété et sans aucune soustraction à la commune de Mulhausen.

5. Les maisons, immeubles, meubles et capitaux qui étaient l'apanage des six corporations appelées tribus (*zünste*), sont également regardés comme biens communaux.

6. Les forêts, maisons et biens-fonds des ordres Teutonique et de Malte, de même que ce que possèdent en ville le chapitre d'Arlesheim et l'abbaye de Lucelles, sont acquis à la commune.

7. Les dispositions que la république de Mulhausen aura prises ou prendra encore, jusqu'à l'échange de la ratification des présentes, relativement aux biens énoncés es-articles 4, 5 et 6, seront exécutées selon leur forme et teneur.

8. Les maisons, capitaux, rentes, terres, forêts, communaux et chenevières que la ville de Mulhausen vient de céder aux habitans d'Ilzach et de Modenheim, annexe dudit Ilzach, leur appartiendront en pleine propriété, sans aucune distraction, et ils en disposeront ainsi qu'ils aviseront et de la manière qui paraîtra la plus convenable à leurs intérêts.

9. Pour encourager l'agriculture paralysée de la commune de Mulhausen et dépendances, le gouvernement français déclare que les rentes foncières, emphytéotiques, et en général quelconques, qui pesaient sur les biens-fonds et immeubles des citoyens de Mulhausen et de leurs dépendances au profit des ordres mentionnés dans l'article 6, et qui appartiendraient à la nation, sont abolies sans indemnité : les possesseurs légitimes de ces biens seront délivrés de toute rétribution, et en jouiront en parfaite propriété.

10. Le tribunal de commerce existant dans la commune de Mulhausen y sera main enu et organisé d'après les lois de la république française. Il y aura deux notariats dans la ville de Mulhausen ; l'un sera exercé par l'ancien greffier-tabellion, et le second par un citoyen à nommer : les titres, documens et protocoles de la chancellerie seront déposés aux archives, qui auront un garde d'archives à salarier par la commune. Il sera établi, pour faciliter les relations commerciales, une poste aux chevaux à Mulhausen ; celle des lettres y est maintenue. Le gouvernement français fera établir la communication directe avec Bâle, Colmar et Belfort ; et, pour faciliter l'expédition des affaires, il sera établi un bureau du timbre et d'enregistrement dans la commune de Mulhausen : l'époque de son activité sera fixée par le gouvernement, ainsi que celle des paiemens des contributions personnelles et foncières ; et comme il n'existe ni cadastre ni matrice de rôle, puisque les citoyens de Mulhausen ont été exempts des contributions, il sera établi une commission qui s'occupera de la confection du cadastre et des opérations préliminaires pour fixer et répartir les contributions. — Et pour rassurer le commerce et l'industrie de Mulhausen, et maintenir le crédit des entrepreneurs qui travaillent avec des capitaux étrangers, le gouvernement français déclare qu'il entend conserver aux capitalistes de Mulhausen et dépendances, Suisses et autres étrangers, les mêmes droits et le même système de législation qui existaient avant la

réunion de la république de Mulhausen , pour tous les actes et engagements antérieurs à cette époque : tous les actes, soit hypothécaires , soit sous seing privé , les dispositions , testamens , legs et tous les jugemens antérieurs à la ratification des présentes , seront exécutés d'après les lois statutaires de la ville de Mulhausen.

11. La république de Mulhausen renonce à tous les liens qui l'unissaient au corps helvétique ; elle dépose et verse dans le sein de la république française ses droits à une souveraineté particulière , et charge le gouvernement français de notifier aux cantons helvétiques , de la manière la plus amiable , que leurs anciens alliés feront désormais partie intégrante d'un peuple qui ne leur est pas moins cher , et dans lequel ils ne cesseront pas d'être en relation intime avec leurs anciens amis.

12. La ratification du présent traité sera échangée dans le mois , à compter du jour de la signature.

Fait à Mulhausen, le 9 pluviôse an 6.—*Signé* HOFER, bourgmestre; J. HOFER, syndic; PAUL HUGUENIN, JÉRÉMIE KOECHLIN, JACQUES KOECHLIN , SÉBASTIEN SPOERLIN et JEAN-ULRIC METZGER.

Ce jour d'hui , 10 pluviôse an 6, dix heures du matin , devant toute la bourgeoisie convoquée et assemblée , a été lu en français et traduit en allemand le traité portant les conditions de réunion de la république de Mulhausen à la grande république française, signé le jour d'hier par le commissaire du gouvernement français et les députés de notre république. Quoi fait , la bourgeoisie a déclaré à l'unanimité accepter, recevoir et ratifier le contenu audit traité, et a de suite chargé et donné pleins-pouvoirs aux sieurs *Jean-Henri Dollfus* , bourgmestre ; *Jean-Jacques Risler*, tribun ; *Jean-George Schlumberger*, *Rodolphe Ehram* , *Jean-Henri Zetter*, membres du grand conseil ; *David Koenig*, *Jean-George Holtzschuh*, adjoints au grand conseil ; *Rodolphe Kust*, *Jean-George Benner*, *Isaac Schlumberger*, de la bourgeoisie , d'accepter, ratifier et signer en leur nom cedit traité ; a arrêté en outre qu'il sera , après la signature portant ratification , de suite remis au citoyen *Jean-Ulric Metzger*, commissaire du gouvernement français , pour être par lui transmis sans délai au directoire exécutif ; et ont signé.

Signé JEAN HENRI DOLLFUS, bourgmestre, régent : J.-J. RISLER, tribun ; J.-G. SCHLUMBERGER, RODOLPHE EHRSAM, J.-H. ZETTER, membres du grand conseil : D. KOENIG, J.-G. HOLTZSCHUH, adjoints au grand conseil ; RODOLPHE KUST, J.-G. BENNER, ISAAC SCHLUMBERGER, de la bourgeoisie.

Le présent traité ayant été lu , ainsi que la traduction en allemand, devant l'assemblée des habitans d'Ilzach , convoqués à cet effet , ils ont unanimement déclaré accepter le présent traité en ce qui les concerne , et ont nommé, pour signer et ratifier en leur nom, les quatre citoyens soussignés.

Fait à Ilzach, le 10 pluviôse an 6.—*Signé* JEAN-GEORGE GAYELIN, PIERRE MEYER, CONRAD WEBER, JEAN-ULRIC STEINBACH.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité de réunion de la république de Mulhausen à la république française, négocié au nom de la république française par le citoyen *Jean-Ulric Metzger*, membre de l'administration centrale du département du Haut-Rhin, nommé par le directoire exécutif, par arrêté du 9 pluviôse an 6 , commissaire du gouvernement , et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du directoire exécutif , le 22 pluviôse an 6 de la république française, une et indivisible.—Pour expédition conforme, *signé* P. BARRAS, *président* ; par le directoire exécutif , le *secrétaire-général* , LAGARDE.

Est ratifié ; — Et en conséquence , les habitans de la république de Mul-

hausen sont déclarés, par le corps législatif, citoyens français nés, et leur territoire est uni à celui du département du Haut-Rhin.

N° 451. = 13 ventose an 6 (3 mars 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif en interprétation de celui du 19 nivose an 6, concernant les distributions à faire aux troupes en marche.* (II, Bull. CLXXXIX, n° 1753.)

Art. 1^{er}. L'art. 4 de l'arrêté du 19 nivose dernier est rapporté dans tout son contenu.

2. Les troupes marchant par étape, en corps ou par détachement, et qui, en vertu des dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 19 nivose dernier, ont dû recevoir les rations de riz, sel et eau-de-vie, ne pourront en prétendre le remboursement qu'à partir de l'époque du 1^{er} pluviôse dernier jusqu'au deuxième jour inclusivement qui aura suivi l'arrivée à leur destination.

3. A compter du 1^{er} germinal prochain, tout corps de troupes en marche cessera de recevoir les distributions de sel, riz et eau-de-vie qui leur ont été accordées par l'article 4 de l'arrêté du 19 nivose dernier.

N° 452. = 18 ventose an 6 (8 mars 1798). = *LOI contenant instruction sur la tenue des assemblées primaires et communales* (1). (II, Bull. CLXXXVIII, n° 1745; B., LXXI, 247.)

N° 453. = 19 ventose an 6 (9 mars 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables* (2). (II, Bull. CXC, n° 1766.)

Le directoire exécutif, vu, 1^o les articles 42, 43 et 44 de l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669, portant : — « Nul, soit propriétaire, « soit engagiste, ne pourra faire moulins, batardeaux, écluses, gords, per-
« tuis, murs, plants d'arbres, amas de pierres, de terres, de fascines, ni
« autres édifices ou empêchemens nuisibles au cours de l'eau, dans les fleuves
« et rivières navigables et flottables, ni même y jeter aucunes ordures,
« immondices, ou les amasser sur les quais et rivages, à peine d'amendes
« arbitraires... Enjoignons à toutes personnes de les ôter dans trois mois; et
« si aucuns se trouvent subsister après ce temps, voulons qu'ils soient incessam-
« ment ôtés et levés aux frais et dépens de ceux qui les auront faits ou causés,
« sur peine de cinq cents livres d'amende tant contre les particuliers que
« contre les *fonctionnaires publics* qui auront négligé de le faire...—
« Ceux qui ont fait bâtir des moulins, écluses, vannes, gords et autres édi-

(1) Cette instruction, basée entièrement sur la constitution du 5 fructidor an 3, se rapporte à un état de choses qui n'existe plus. Elle a pour objet la tenue des assemblées *primaires*, c'est-à-dire des assemblées pour le premier degré d'élection, et toutes les élections de députés se font aujourd'hui directement, par l'assemblée électorale d'arrondissement, d'après la loi du 19—23 avril 1831.—Ensuite elle trace des règles concernant la convocation et la tenue des assemblées communales, qui n'ont plus lieu que pour l'élection des maires et adjoints, des membres des conseils municipaux et des conseils d'arrondissement et de département, et dont les formalités sont indiquées par la loi du 21—23 mars 1831, sur l'organisation municipale, art. 32 et suiv., et par celle du 22—25 juin 1833, sur l'organisation des conseils de département et d'arrondissement, art. 3 et suiv. Nous croyons donc devoir supprimer ce document comme inutile.

(2) Voyez la loi en forme d'instruction du 12—20 août 1790, chap. VI, qui charge l'administration de veiller au libre cours des eaux; le décret du 28 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale, tit. II, art. 15 et 16, et les notes étendues qui les accompagnent; la loi sur la grande voirie, du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), qui attribue à l'autorité administrative la répression des contraventions commises sur les rivières navigables, fleuves et canaux; celle du 14—24 floréal an 11 (4—14 mai 1803), concernant le curage des canaux et rivières non navigables; et les art. 538, 644, 645 et 650 du Code civil.

tices dans l'étendue des fleuves et rivières navigables et flottables, sans en avoir obtenu la permission, seront tenus de les démolir ; sinon, le seront à leurs frais et dépens ; — Défendons à toutes personnes de détourner l'eau des rivières navigables et flottables, ou d'en affaiblir et altérer le cours par tranchées, fossés ou canaux, à peine, contre les contrevenans, d'être punis comme usurpateurs, et les choses réparées à leurs dépens ; » — 2° L'article 2 de la loi du 22 novembre—1^{er} décembre 1790, relative aux domaines nationaux, portant que « les fleuves et rivières navigables, les rivages, lais et relais de la mer . . . , et en général toutes les portions du territoire national qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérées comme des dépendances du domaine public ; » — 3° Le chapitre VI de la loi en forme d'instruction, du 12—20 août 1790, qui charge les administrations de département « de rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux ; d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses, des moulins, et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières ; de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation ; » — 4° L'article 10 du titre III de la loi du 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, qui charge le juge de paix de connaître, entre particuliers, « sans appel jusqu'à la valeur de cinquante livres, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter . . . , des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises pendant l'année ; » — 5° L'article 4 de la première section du titre I^{er} de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale, portant « que nul ne peut se prétendre propriétaire exclusif des eaux d'un fleuve ou d'une rivière navigable ou flottable ; » — 6° Les articles 15 et 16 du titre II de la même loi, portant : — « Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage, et une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement — Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits ou à construire, seront garans de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins ou aux propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir ou autrement ; ils seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne, et qui sera fixée par l'administration du département, d'après l'avis de l'administration de district : en cas de contravention, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement ; » — 7° La loi du 21 septembre 1792, portant que, « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, les lois non abrogées seront provisoirement exécutées ; » — Considérant qu'au mépris des lois ci-dessus, les rivières navigables et flottables, les canaux d'irrigation et de dessèchement, tant publics que privés, sont, dans la plupart des départemens de la république, obstrués par des batardeaux, écluses, gords, pertuis, murs, chaussées, plants d'arbres, fascines, pilotis, filets dormans et à mailles ferrées, réservoirs, engins permanens, etc. ; que de là résultent non seulement l'inondation des terres riveraines et l'interruption de la navigation, mais l'atterrissement même des rivières et canaux navigables dont le fond ensablé ou envasé s'élève dans une proportion effrayante ; qu'une plus longue tolérance de cet abus ferait bientôt disparaître le système entier de la navigation intérieure de la république, qui, lorsqu'il aura reçu tous ses développemens par des ouvrages d'art, doit porter l'industrie et l'agriculture de la France à un point auquel nulle autre nation ne pourrait atteindre ; — Considérant que, pour assurer à la république les avantages qu'elle tient de la nature et de

sa position entre l'Océan, la Méditerranée et les grandes chaînes de montagnes d'où partent une foule de fleuves et de rivières secondaires, il ne s'agit que de rappeler aux autorités constituées et aux citoyens les lois existantes sur cette matière; — En vertu de l'article 144 de la constitution, ordonne que les lois ci-dessus transcrites seront exécutées selon leur forme et teneur; et, en conséquence, arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans le mois de la publication du présent arrêté, chaque administration départementale nommera un ou plusieurs ingénieurs et un ou plusieurs propriétaires, pour, dans les deux mois suivans, procéder, dans toute l'étendue de son arrondissement, à la visite de toutes les rivières navigables et flottables, de tous les canaux d'irrigation et de dessèchemens généraux, et en dresser procès-verbal, à l'effet de constater, — 1^o Les ponts, chaussées, digues, écluses, usines, moulins, plantations, utiles à la navigation, à l'industrie, au dessèchement ou à l'irrigation des terres; — 2^o Les établissemens de ce genre, les batardeaux, les pilotis, gords, pertuis, murs, amas de pierres, terres, fascines, pêcheries, filets dormans et à mailles ferrées, réservoirs, engins permanens, et tous autres empêchemens nuisibles au cours de l'eau.

2. Copie de ce procès-verbal sera envoyée au ministre de l'intérieur.

3. Les administrations départementales enjoindront à tous propriétaires d'usines, écluses, ponts, batardeaux, etc., de faire connaître leur titre de propriété, et, à cet effet, d'en déposer des copies authentiques aux secrétaires des administrations municipales, qui les transmettront aux administrations départementales.

4. Les administrations départementales dresseront un état séparé de toutes les usines, moulins, chaussées, etc., reconnus dangereux ou nuisibles à la navigation, au libre cours des eaux, aux dessèchemens, à l'irrigation des terres, mais dont la propriété sera fondée en titres.

5. Elles ordonneront la destruction, dans le mois, de tous ceux de ces établissemens qui ne se trouveront pas fondés en titres, ou qui n'auront d'autres titres que des concessions féodales abolies.

6. Le délai prescrit par l'article précédent pourra être prorogé jusques et compris les deux mois suivans : passé lesquels, hors le cas d'obstacles reconnus invincibles par les administrations centrales, la destruction n'étant pas opérée par le propriétaire sera faite à ses frais et à la diligence du commissaire du directoire exécutif près chaque administration centrale.

7. Ne pourront néanmoins les administrations centrales ordonner la destruction des chaussées, gords, moulins, usines, etc., qu'un mois après en avoir averti les administrations centrales des départemens inférieurs et supérieurs situés sur le cours des fleuves ou rivières, afin que celles-ci fassent leurs dispositions en conséquence.

8. Les administrations centrales des départemens inférieurs et supérieurs qui auront suiet de craindre les résultats de cette destruction, en préveniront sur-le-champ le ministre de l'intérieur, qui pourra, s'il y a lieu, suspendre l'exécution de l'arrêté par lequel elle aura été ordonnée.

9. Il est enjoint aux administrations centrales et municipales, et aux commissaires du directoire exécutif établis près d'elles, de veiller avec la plus sévère exactitude à ce qu'il ne soit établi, par la suite, aucun pont, aucune chaussée permanente ou mobile, aucune écluse ou usine, aucun batardeau, moulin, digue ou autre obstacle quelconque au libre cours des eaux dans les rivières navigables et flottables, dans les canaux d'irrigation ou de dessèchemens généraux, sans en avoir préalablement obtenu la per-

mission de l'administration centrale, qui ne pourra l'accorder que de l'autorisation expresse du directoire exécutif (1).

10. Ils veilleront pareillement à ce que nul ne détourne le cours des eaux des rivières et canaux navigables ou flottables, et n'y fasse des prises d'eau ou saignées pour l'irrigation des terres, qu'après y avoir été autorisé par l'administration centrale, et sans pouvoir excéder le niveau qui aura été déterminé.

11. Les propriétaires de canaux de dessèchemens particuliers ou d'irrigation ayant à cet égard les mêmes droits que la nation, il leur est réservé de se pourvoir en justice réglée, pour obtenir la démolition de toutes usines, écluses, batardeaux, pêcheries, gords, chaussées, plantations d'arbres, filets dormans ou à mailles ferrées, réservoirs, engins, lavoirs, abreuvoirs, prises d'eau, et généralement de toute construction nuisible au libre cours des eaux et non fondée en droits.

12. Il est défendu aux administrations municipales de consentir à aucun établissement de ce genre dans les canaux de dessèchement, d'irrigation ou de navigation appartenant aux communes, sans l'autorisation formelle et préalable des administrations centrales.

13. Il n'est rien innové à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent dans les canaux artificiels qui sont ouverts directement à la mer, et dans ceux qui servent à la fabrication des sels.

N° 454. = 22 ventose an 6 (12 mars 1798). = *Loi interprétative d'un article de celle du 24 frimaire an 6, concernant la liquidation de l'arriéré de la dette publique.* (II, Bull. cxc, n° 1767; B., LXXI, 296.)

L'article 34, titre VIII, de la loi du 24 frimaire an 6, est applicable aux déchéances encourues par les porteurs de billets gagnans dans les loteries énoncées au décret du 27 vendémiaire an 4 : ils seront visés par le ministre des finances.

N° 455. = 24 ventose an 6 (14 mars 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui interdit les adresses ou pétitions des cercles constitutionnels.* (II, Bull. cxc, n° 1770.)

N° 456. = 25 ventose an 6 (15 mars 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui rétablit dans la commune de Lyon l'argue destinée à dégrossir et tirer les lingots d'argent et de doré.* (II, Bull. cxc, n° 1772.)

(1) Aucun moulin ou usine ne peut être établi sur une rivière navigable ou flottable, sans une autorisation du préfet qui ne peut l'accorder que de l'autorisation expresse du gouvernement. Arr. du cons., 29 décembre 1819, Sir., XX, 2, 301. — L'autorité administrative peut revenir sur un premier arrêté de concession, si elle reconnaît que les travaux seraient nuisibles à l'écoulement des eaux. Arr. du cons., 5 et 18 septembre 1807, Sir., XVI, 2, 295. — L'autorité administrative peut ordonner le déplacement d'une usine, même autorisée par d'anciennes lettres-patentes, si ultérieurement il est reconnu que l'usine est nuisible au cours des eaux, dans la place qu'elle occupe. Arr. du cons., 4 mars 1809, Sir., XVII, 2, 115. — Les autorisations administratives, pour la construction d'usines, ne sont que des actes de haute police qui ne nuisent pas aux droits des tiers, et leur laissent toute faculté de les faire valoir devant les tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 30 août 1814, Sir., Jur. du cons., III, 2; et une foule d'autres arrêts. — Celui qui a construit un moulin sur un cours d'eau, avec une autorisation du ministre de l'intérieur, ne peut se permettre de construire ultérieurement un barrage, sans autorisation : il lui faut une autorisation nouvelle du ministre de l'intérieur; celle d'un autre ministre serait insuffisante. Arr. du cons., 22 janvier 1824, Sir., XXIV, 2, 337.

Quant à la compétence de l'administration, relativement à la hauteur des eaux, voyez les notes qui accompagnent les articles précités de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791.

N° 457. = 25 ventose an 6 (15 mars 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'uniforme des régisseurs, employés et ouvriers de la régie des poudres et salpêtres.* (II, Bull. cxcī, n° 1773.)

N° 458. = 27 ventose an 6 (17 mars 1798). = *LOI contenant ratification d'un traité de commerce entre la république française et la république cisalpine.* (II, Bull. ccviii, n° 1889; B., LXXI, 308.)

Art. 1^{er}. Aucune des deux républiques française et cisalpine ne pourra jamais prohiber l'entrée ni la consommation d'aucune marchandise du cru ou de la fabrique de l'autre république son alliée.

2. Jamais aucune des deux républiques ne prohibera la sortie d'aucune production de son territoire ou marchandise de ses manufactures à la destination de la république son alliée, si ce n'est passagèrement celle des grains ou des farines, mais seulement en cas de disette, et lorsque la même prohibition aura lieu par une mesure générale envers toutes les nations.

3. Dans le cas où l'une des deux républiques jugerait convenable de mettre des droits d'entrée sur quelque production ou marchandise du cru ou des fabriques de son alliée, ces droits ne pourront excéder six pour cent de la valeur.

4. Jusqu'à la paix générale, tous les droits seront modérés de moitié, lorsque les productions ou marchandises du cru ou des fabriques des deux républiques arriveront sur voitures ou vaisseaux de l'une ou de l'autre, conduites, si ce sont des voitures, par des citoyens de l'une ou de l'autre, ou, si ce sont des vaisseaux, à la charge que les trois quarts au moins de l'équipage seront pareillement composés de citoyens de l'une ou de l'autre république.

5. A la paix générale, la prime stipulée par l'article précédent cessera pour les productions ou marchandises qui arriveront sur vaisseaux : mais à cette époque, les productions et marchandises du cru ou de fabrique de France ne pourront être importées dans les ports de la république cisalpine que sur vaisseaux français ou cisalpins ; — Et réciproquement, les productions et marchandises du cru ou de fabrique cisalpine, ne pourront être importées dans les ports de France que sur vaisseaux cisalpins ou français : — Le tout à l'exclusion des vaisseaux de toute nation, et sous peine de confiscation des bâtimens et cargaisons, et de trois mille livres d'amende, solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataires et agens des bâtimens et cargaisons, capitaines et lieutenans.

6. Les valeurs qui serviront de base à la perception des droits d'entrée, seront constatées par les factures ou déclarations écrites qui accompagneront les expéditions ; et dans le cas où les préposés aux douanes jugeraient ces factures ou déclarations frauduleuses, il leur sera loisible de garder la marchandise, en la payant sur le pied de la facture ou de la déclaration, avec vingt-cinq pour cent en sus.

7. Chaque bâtiment ou voiture se munira d'une déclaration faite par-devant le consul, ou, à défaut de consul, par-devant l'officier municipal du lieu où sera fait le chargement ; laquelle déclaration mentionnera les pays où ladite marchandise aura été produite ou manufacturée.

8. Les deux républiques emploieront, de part et d'autre, tous leurs bons offices et leur influence, afin d'obtenir des puissances intermédiaires les facilités désirables pour le transit de leur commerce réciproque, soit par

l'exemption de droits de passage, soit par la restitution, à la sortie, de ceux qui auraient été perçus à l'entrée.

9. Il sera établi des relais de poste aux chevaux et des bureaux de poste aux lettres sur la route de Milan à Paris ; laquelle route sera dirigée par le Valais, le pays de Vaud, et passera par Lausanne, et par le chemin usité avant la paix de 1748. — Les républiques française et cisalpine feront les frais de ces établissemens sur leur territoire respectif. Elles se réuniront pour demander à la république helvétique la formation de semblables établissemens sur son territoire.

10. Le directoire exécutif de la république française emploiera ses bons offices auprès des puissances barbaresques, pour que le pavillon cisalpin soit traité avec les mêmes égards, par leurs corsaires, que le pavillon français. — Fait à Paris, le 3 ventose an 6 de la république française, une et indivisible. — *Signé* CH. - MAU. TALLEYRAND ; J. - H. SERBELLONI, VISCONTI, RANGONE.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité de commerce avec la république cisalpine, négocié, au nom de la république française, par le citoyen *Talleyrand*, ministre des relations extérieures, nommé par arrêté du directoire exécutif du 1^{er} pluviôse dernier, et chargé de ses instructions à cet effet. — Fait au palais national du directoire exécutif, le 3 ventose an 6 de la république française, une et indivisible.

N^o 459. = 27 ventose an 6 (17 mars 1798). = *Loi contenant ratification d'un traité d'alliance entre la république française et la république cisalpine* (1). (II, Bull. CCVIII, n^o 1888 ; B., LXXI, 310.)

Art. 1^{er}. La république française reconnaît la république cisalpine comme puissance libre et indépendante ; elle lui garantit sa liberté, son indépendance et l'abolition de tout gouvernement antérieur à celui qui la régit maintenant.

2. Il y aura à perpétuité entre les deux républiques française et cisalpine, paix, amitié et bonne intelligence.

3. La république cisalpine s'engage à prendre part à toutes les guerres que la république française pourrait avoir, lorsque la réquisition lui en aura été faite par le directoire exécutif de la république française : elle sera tenue, aussitôt que cette réquisition lui aura été adressée, de mettre toutes ses forces sur pied et tous ses moyens en activité. — Elle sera, par la notification de cette même réquisition, constituée, de plein droit, en état de guerre avec les puissances contre lesquelles elle aura été requise ; et tant que cette notification ne lui aura pas été faite, elle conservera son état de neutralité. — La république française sera tenue de comprendre la république cisalpine dans les traités de paix qui suivront les guerres dans lesquelles elle aura engagé celle-ci en vertu du présent article.

4. La république cisalpine ayant demandé à la république française un corps d'armée suffisant pour maintenir sa liberté, son indépendance et sa tranquillité intérieure, ainsi que pour la préserver de toute agression de la part de ses voisins, les deux républiques sont convenues, à ce sujet, des articles suivans.

5. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement convenu, il y aura dans la république cisalpine un corps de troupes françaises montant à vingt cinq mille hommes, y compris l'état-major et les administrations : ce corps sera composé

(1) La république cisalpine n'existe plus. Voyez le traité de commerce de la même date.

de vingt-deux mille hommes d'infanterie, de deux mille cinq cents hommes de cavalerie, et de cinq cents hommes d'artillerie, soit à cheval, soit de ligne.

6. La république cisalpine fournira annuellement à la république française, pour la solde et l'entretien de ces troupes, une somme de dix-huit millions, qui sera versée en douze paiemens égaux, de mois en mois, dans la caisse de l'armée; et en cas de guerre, le supplément de dépense nécessaire. — Elle fournira les bâtimens nécessaires au casernement et logement desdites troupes tant en santé qu'en maladie : au moyen de quoi, le gouvernement français sera chargé de la solde, de l'équipement, de l'habillement et de l'entretien desdites troupes, tant en santé qu'en maladie.

7. Le gouvernement français pourra retirer et remplacer ces troupes à volonté.

8. Ces troupes, ainsi que celles de la république cisalpine, seront toujours sous le commandement des généraux français.

9. Les garnisons de Mantoue, de Peschiera et de Ferrare, seront toujours composées, au moins chacune pour moitié, de troupes françaises.

10. La république cisalpine tiendra toujours l'artillerie de ces trois places dans le meilleur état, et les approvisionnemens constamment pour une année.

11. Lorsque les troupes françaises et les troupes cisalpines se trouveront dans la même place, station ou cantonnement, elles seront commandées, à grade égal, par un officier français; et en cas de grades inégaux, par l'officier du grade supérieur, soit français, soit cisalpin.

12. La république française abandonnera à la république cisalpine, aux termes convenus entre le citoyen *Bonaparte* et le directoire exécutif de la république cisalpine, toute la partie de l'artillerie prise sur l'ennemi, dont la république cisalpine pourrait avoir besoin.

13. La place qui a été projetée à la Roc-d'Ambo, par les officiers du génie français et sous les ordres du citoyen *Bonaparte*, pour fermer la vallée de Sabia, sera construite sans délai. Il sera aussi travaillé, sans délai, au perfectionnement de la place de Peschiera et de celle de Mantoue, ainsi qu'à la fortification des hauteurs de Valeggio et de la petite place de Goeto, d'après les plans qui ont été approuvés par le citoyen *Bonaparte*; le tout aux frais de la république cisalpine.

14. La république cisalpine organisera une forte armée composée d'Italiens et d'auxiliaires, dont le nombre, dans chaque arme, sera réglé par une convention particulière : elle aura un équipage de cent vingt pièces de campagne, un équipage de pont de soixante pontons, et une flottille sur le lac de Garda.

15. La république cisalpine ne souffrira sur son territoire aucun émigré français. Tout émigré français, qui serait trouvé sur le territoire de la république cisalpine, sera arrêté pour être déporté dans le lieu que le directoire exécutif de la république française indiquera. — Réciproquement, la république française ne souffrira sur son territoire aucun émigré cisalpin. Tout émigré cisalpin, qui serait trouvé sur le territoire de la république française, y sera arrêté pour être mis à la disposition du gouvernement français.

Fait à Paris, le 3 ventose an 6 de la république française, une et indivisible. — *Signé* CH. - MARC TALLEYRAND, J. - H. SERRELLONI, VISCONTI, RANGONE.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité d'alliance avec la république cisalpine, négocié, au nom de la république française, par le

citoyen *Talleyrand*, ministre des relations extérieures, nommé par arrêté du directoire exécutif du 1^{er} pluviôse dernier, et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du directoire exécutif, le 3 ventose an 6 de la république française, une et indivisible.

N^o 460. = 27 ventose an 6 (17 mars 1798). = *LOI relative à la manière de procéder en matière de prises maritimes conduites par des Français en pays neutre ou allié* (1). (II, Bull. cxcI, n^o 1775; B., LXXI, 313.)

Art. 1^{er}. Toutes décisions prises antérieurement à la loi du 8 floréal an 4, par les consuls, vice-consuls ou autres agens français, dans les ports neutres ou alliés de la république, en matière de prises maritimes faites par des Français et conduites dans ces ports, sont déclarées valables, sauf l'appel devant les tribunaux civils de département, conformément à cette loi.—Le délai pour les attaquer par cette voie, ne courra que du jour de la publication de la présente loi.

2. Les dispositions de la loi du 8 floréal an 4 sont applicables à l'île de Corse; elles le seront également aux colonies françaises, aussitôt que la constitution de l'an 3 y aura été mise en activité.

3. Toutes les affaires de cette nature où des neutres auront un intérêt quelconque, seront communiquées au commissaire du directoire exécutif près le tribunal saisi de la contestation, ainsi qu'il est prescrit pour la France par l'article 2 de ladite loi; mais la faculté accordée par l'article 3, au commissaire du directoire exécutif, d'en référer, dans ce cas, au ministre de la justice, s'il le juge nécessaire, est restreinte à l'île de Corse.

4. L'appel de tout jugement rendu dans l'île de Corse, ainsi que dans les colonies françaises, sur cette matière, en première instance, sera porté au tribunal civil de département de chaque île dans l'arrondissement duquel le tribunal qui aura statué originairement sur la contestation se trouvera situé.

N^o 461. = 27 ventose an 6 (17 mars 1798). = *LOI qui rectifie une erreur dans les tarifs annexés aux lois des 27 nivôse et 28 fructidor an 5, relatives aux canaux d'Orléans, de Loing et du Centre*. (II, Bull. cxcI, n^o 1774; B., LXXI, 314.)

N^o 462. = 28 ventose an 6 (18 mars 1798). = *LOI portant que les dépenses de la maison nationale des Invalides seront payées à l'avenir concurremment avec la solde des troupes*. (II, Bull. cxcI, n^o 1776; B., LXXI, 315.)

N^o 463. = 6 germinal an 6 (26 mars 1798). = *LOI contenant instruction sur la tenue des assemblées électorales* (2). (II, Bull. cxchI, n^o 1778; B., LXXII, 11.)

(1) Voyez, sur la procédure des prises maritimes, le règlement général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes qui résument toute la législation.

(2) Voyez, la note qui accompagne le titre de la loi en forme d'instruction du 18 ventose an 6 (8 mars 1798), et dont celle-ci n'est que la reproduction ou la modification; les mêmes motifs en commandent donc la suppression: aucune application actuelle de l'une ou de l'autre n'est actuellement possible.

N° 464. = 9 germinal an 6 (29 mars 1798). = *Loi qui prohibe les loteries particulières* (1). (II, Bull. cxciv, n° 1783; B., LXXII, 55.)

Art. 1^{er}. Quiconque sera prévenu de recevoir des mises ou de distribuer des billets pour les loteries étrangères ou particulières, ou de tenir la banque pour lesdites loteries, de prêter ou louer un local pour le tirage de ces loteries, sera traduit devant le juge de paix.

2. Le juge de paix interrogera le prévenu, entendra les témoins, se fera remettre toutes les pièces pouvant servir à conviction, se transportera même, s'il est nécessaire, dans les endroits qui lui seront indiqués, pour saisir les pièces à conviction et les deniers de la banque.

3. S'il est prouvé que le prévenu ait reçu ou tenu la banque pour lesdites loteries, distribué des billets, prêté ou loué un local pour faire le tirage desdites loteries, il sera mis en arrestation; le procès-verbal, ainsi que toutes les pièces à conviction, seront envoyées dans les vingt-quatre heures au greffe du jury d'accusation, pour être jugé sommairement au tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement dans lequel aura été commis le délit.

4. Quiconque sera convaincu d'avoir reçu ou tenu la banque pour les loteries étrangères ou particulières, prêté ou loué un local pour le tirage desdites loteries, sera condamné en un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, et en six mille francs d'amende, pour la première fois; et, en cas de récidive, il sera condamné en deux années d'emprisonnement, et l'amende sera doublée; le tout indépendamment de la saisie des billets, registres et fonds qui se trouveront, soit chez le receveur, soit chez le banquier.

5. Les actionnaires de loteries étrangères ou particulières ne pourront demander la restitution de leurs mises sur les fonds saisis, à moins qu'ils n'aient dénoncé eux-mêmes le receveur ou le banquier; auquel cas leurs mises leur seront restituées, et ils pourront de plus avoir part à l'amende qui sera prononcée contre ceux qu'ils auraient dénoncés, ainsi qu'il sera dit ci-après.

6. Les receveurs de la loterie nationale qui seront prévenus d'avoir reçu pour les loteries étrangères, d'avoir tenu la banque pour leur propre compte ou pour celui des particuliers, seront traduits devant le juge de paix: l'instruction sera faite, à leur égard, de la même manière qu'il est prescrit articles 1^{er}, 2 et 3; et s'ils sont convaincus, ils seront condamnés en un emprisonnement d'une année, et en douze mille francs d'amende, par le tribunal de police correctionnelle, et destitués par l'administration de la loterie nationale.

7. Les amendes et saisies qui seront prononcées en exécution des articles 4, 5, 6 ci-dessus, seront appliquées au profit des hôpitaux, sous la modification ci-après.

8. Les amendes et les deniers saisis seront perçus par le caissier de l'administration de la loterie nationale, qui est autorisé à décerner toutes contraintes; à l'effet de quoi le greffier du tribunal de police correctionnelle sera tenu de lui faire passer extraits des jugemens dans les vingt-quatre heures du jour où ils auront été rendus.

9. Les administrateurs de la loterie nationale sont autorisés à disposer

(1) Les loteries particulières ont été prohibées par la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 91, et par l'art. 410 du Code pénal.

jusqu'à concurrence du quart des amendes recouvrées et des deniers saisis, pour être appliqué au profit, tant de ceux qui auront indiqué les contrevenans à la présente loi, que de ceux qui auront coopéré à les découvrir, sur l'état de répartition arrêté par lesdits administrateurs.

10. Tout jugement qui sera rendu en exécution de la présente loi, sera imprimé et affiché aux frais des auteurs des délits.

N° 465. = 11 germinal an 6 (31 mars 1798). = *Loi qui détermine le mode de liquidation des créanciers de la société des ci-devant jésuites* (1). (II, Bull. CXCIV, n° 1784; B., LXXII, 59.)

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets des 14 — 27 avril 1791 et 18 — 24 juillet 1793, portant que les créanciers de la société des ci-devant jésuites seront payés au marc la livre et à concurrence des biens ayant appartenu à la même société, sont abrogées.

2. Les créanciers des ci-devant jésuites seront payés comme les autres créanciers de la république. — Ils seront liquidés de même, sauf les modifications ci-après.

3. Ceux desdits créanciers dont les droits ont été reconnus et réglés par l'ordre général de la direction, du 13 août 1772, homologué par arrêt du ci-devant parlement de Paris du 5 septembre suivant, ou par des arrêts postérieurs, seront liquidés en vertu des dispositions dudit ordre ou des arrêts qui les concernent, sans que leurs créances puissent être assujéties à une nouvelle vérification.

4. La représentation des titres originaux, ou les copies collationnées d'iceux visées par le procureur de l'union, sur lesquels les agens de la direction inscrivaient les mentions de paiement, pourra être exigée par le liquidateur général, pour vérifier et assurer les paiemens qui ne seraient pas autrement ni même suffisamment justifiés.

5. Pour mettre le liquidateur général de la dette publique à portée de faire la vérification des paiemens ou non paiemens, il est enjoint à tout ci-devant séquestre, trésorier, ou autre agent de la direction des créanciers unis des ci-devant jésuites, ou à leurs ayans-cause, de remettre entre les mains du liquidateur général, tous registres, pièces et renseignemens concernant les paiemens faits par eux ou leurs préposés; et ce, dans le délai de deux mois de la publication de la présente loi, à peine d'y être contraints par les voies de droit.

6. A l'égard des autres créanciers employés dans l'ordre, et dont les droits ne sont pas encore réglés, la liquidation de leurs réclamations sera faite sur le vu des titres, et conformément aux dispositions des lettres patentes et arrêts concernant la discussion des biens des ci-devant jésuites, et des lois applicables à l'objet desdites réclamations.

7. Les déchéances prononcées par lesdites lettres-patentes et arrêts sont maintenues.

8. Demeurent également maintenus les abandons ou remises que lesdits créanciers ont pu faire, soit sur leurs capitaux, soit sur leurs intérêts.

N° 466. = 13 germinal an 6 (2 avril 1798). = *Loi relative au traitement des*

(1) Voyez le décret du 18 — 18 août 1792, qui séquestre les biens des jésuites, et celui du 18 — 24 juil et 1793, qui détermine le mode de vente de ces biens, et les notes qui accompagnent ces deux décrets.

essayeurs dans les bureaux de garantie du titre des matières d'or et d'argent (1). (II, Bull. cxcv, n° 1792; B., LXXII, 64.)

Art. 1^{er}. Le ministre des finances pourra, sous l'autorisation du directoire exécutif, accorder aux essayeurs des bureaux de garantie, un traitement qui pourra être porté jusqu'à la somme de quatre cents francs par an, lorsque le produit des essais faits pendant l'année ne se sera pas élevé à six cents francs, déduction faite des frais.

2. Les citoyens qui se présenteront dans les départemens pour y remplir la place d'essayeur dans un bureau de garantie, pourront, jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 8, être examinés par des artistes connus qui se trouveraient les plus à portée, et commis à cet effet par l'administration des monnaies, sous l'autorisation du ministre des finances. L'administration des monnaies, sur le rapport de l'examineur désigné par elle, pourra accorder au candidat un certificat de capacité, qui lui tiendra lieu de celui exigé par l'article 38 de la loi du 19 brumaire an 6.

3. Lorsqu'il ne se sera pas présenté, pour un bureau de garantie, d'essayeur assez instruit, le contrôleur en tiendra lieu, et procédera de la manière suivante : — 1° Il fera l'essai au toucheau des pièces qui doivent être soumises à cet essai ; — 2° Il formera des prises d'essai des autres pièces, et les enverra, sous son cachet et sous celui du fabricant, au bureau de garantie le plus voisin qui sera pourvu d'un essayeur. Celui-ci fera les essais, et enverra sa déclaration des résultats ; — 3° Cette déclaration reçue, le contrôleur et le receveur apposeront les poinçons, en conformité de la loi du 19 brumaire an 6.

4. Les fonctions d'essayeur dans un bureau de garantie, ne pourront, en aucun cas, être remplies par un citoyen exerçant la profession de fabricant d'ouvrages d'or et d'argent.

N° 467. = 13 germinal an 6 (2 avril 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les titres des créances liquidées en exécution de la loi du 24 frimaire an 6* (2). (II, Bull. cxcv, n° 1793.)

Art. 1^{er}. Les titres et pièces des créances comprises dans des états de liquidation arrêtés par les divers fonctionnaires chargés de l'exécution de la loi du 24 frimaire an 6, resteront déposés entre leurs mains à l'appui de leur comptabilité comme liquidateurs, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le corps législatif.

2. A mesure des états de liquidation qui seront par eux arrêtés, chacun d'eux sera tenu, sur sa responsabilité, de faire estampiller les titres fondamentaux de chacune des créances y comprises, de ces mots, *Liquidation consommée en exécution de la loi du 24 frimaire an 6*, lesquels seront placés sur le milieu de la première et de la dernière page du titre.

N° 468. = 14 germinal an 6 (3 avril 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des mesures pour la stricte exécution du calendrier républicain* (3). (II, Bull. cxciv, n° 1785.)

Art 1^{er}. Les administrations municipales, tant des cantons ruraux que

(1) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), sur la garantie des matières d'or et d'argent, et les notes; et spécialement les art. 62 et suiv., concernant le traitement des essayeurs.

(2) Sur la dette publique: voyez cette loi et la note.

(3) Voyez le décret du 5 octobre 1793—16 vendémiaire an 2, qui substitue l'ère républicaine à l'ère vulgaire, et les notes.

des communes de cinq mille habitans et au dessus, sont tenues de régler leurs séances sur la décade. — Elles peuvent les tenir les décadis. — Les commissaires du directoire exécutif sont tenus de dénoncer celles qui régleraient leurs séances sur les dimanches et fêtes de l'ancien calendrier.

2. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales et les tribunaux de police, requerront les juges de paix de régler pareillement sur la décade les audiences qu'ils tiendront, soit comme présidens de ces derniers tribunaux, soit comme juges de paix proprement dits, soit en bureau de conciliation. — Ils dénonceront au ministre de la justice ceux qui prendraient encore les dimanches et fêtes de l'ancien calendrier pour régulateurs de leurs jours d'audience.

3. Les administrations municipales fixeront à des jours déterminés de chaque décade, les marchés de leurs arrondissemens respectifs, sans qu'en aucun cas l'ordre qu'elles auront établi puisse être interverti sous prétexte que les marchés tomberaient à des jours ci-devant fériés. — Elles s'attacheront spécialement à rompre tout rapport des marchés au poisson avec les jours d'abstinence désignés par l'ancien calendrier.

4. Les arrêtés qu'elles prendront en conséquence de l'article précédent, seront proclamés à son de trompe ou de caisse; et tout individu qui étalera ses denrées ou marchandises dans les marchés hors des jours fixés par ces arrêtés, sera poursuivi devant le tribunal de police comme ayant embarrassé la voie publique, pour être puni conformément à l'article 605 du Code des délits et des peines.

5. Les administrations centrales régleront sur le calendrier républicain les époques des foires de leurs arrondissemens respectifs; elles se rapprocheront pour cet effet, le plus qu'il sera possible, des époques anciennes, sans néanmoins pouvoir les conserver identiquement, et veilleront surtout à ce qu'elles ne répondent pas aux fêtes de l'ancien calendrier.

6. Les administrations municipales détermineront pareillement, d'après le calendrier républicain, les jours de bourses, rendez-vous de commerce et autres réunions semblables; et elles empêcheront, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces assemblées n'aient lieu à d'autres jours.

7. A l'usage conservé jusqu'à présent, de n'ouvrir les écluses que tant de fois par semaine, et à des jours de l'ancien calendrier, tels que les lundis, les mercredis, les samedis et autres, suivant l'usage des lieux, chaque administration centrale substituera sans délai un arrêté par lequel elle réglera périodiquement sur la décade l'ouverture des écluses existant dans les fleuves, rivières ou canaux de son arrondissement, en se concertant préalablement, pour cet effet, avec les administrations centrales tant du département supérieur que du département inférieur situés sur le cours de ces fleuves, rivières ou canaux. — Tout éclusier, marinier ou autre qui contreviendra aux dispositions de l'arrêté pris dans chaque département en conséquence du présent article, sera dénoncé à l'officier de police judiciaire, et poursuivi conformément aux lois.

8. Les départ et retours des messageries et voitures publiques de terre et d'eau, ne pouvant être réglés que sur la décade, il est enjoint aux administrations municipales d'interdire toutes celles dont les départ ou retours seraient encore fixés à des jours de l'ancien calendrier. — Sont à cet égard réputées voitures publiques, conformément à l'article 69 de la loi du 9 vendémiaire dernier, toutes celles qui, soit par terre, soit par eau, partent à jour et heure fixes et pour des lieux déterminés.

9. Tous chefs et préposés d'ateliers, chantiers, travaux et établissemens existans, faits ou entretenus au compte de la république ou en son nom, sont

tendus de régler sur la décade les travaux des ouvriers et les opérations y relatives. — Ils ne pourront faire les paiemens que par décade. — Ils ne permettront la suspension des travaux que les décadis et jours de fêtes nationales. — Ils pourront néanmoins l'autoriser également les quintidis après midi, en faveur des ouvriers qui en feront la demande. Ils congédieront les ouvriers qui prendraient congé les jours de dimanche ou de fête de l'ancien calendrier. — Le tout sous peine de révocation, et à péril qu'il ne sera reconnu, comme pièce comptable, aucun état qui présenterait un ordre de travaux et de paiemens contraire au présent article.

10. Les jours d'ouverture des caisses publiques, bureaux de timbre, d'enregistrement, de domaines nationaux, de secours et autres établissemens publics, ne pourront pareillement être réglés que sur le calendrier républicain. — Les contrevenans au présent article, nommés soit par le directoire exécutif, soit par les ministres, soit par les autorités ou agens subordonnés aux ministres, seront révoqués.

11. Les grandes parades dans les places de guerre et villes de garnison, les exercices militaires, les exercices des gardes nationales, ne pourront avoir lieu que les décadis, les quintidis après midi, et les jours de fêtes nationales.

12. Les directeurs de spectacles sont tenus de régler leurs représentations sur le calendrier républicain, et de représenter exactement tous les décadis et jours de fêtes nationales, sans pouvoir le faire les dimanches ou fêtes de l'ancien calendrier, lorsque ces jours ne se rencontreront pas soit avec un jour ordinaire de spectacle, soit avec un jour de fête nationale, soit avec un décad. — Tout théâtre dans lequel il sera contrevenu au présent article sera fermé.

13. L'article précédent est commun aux bals, feux d'artifice et autres rassemblemens ouverts au public.

14. *Les contrats et conventions ne pouvant plus*, d'après les termes précis de la loi en forme d'instruction du 4 frimaire an 2, *prendre leurs époques dans des usages qui ne concorderaient pas avec le nouveau calendrier*, il est défendu, dans les baux de maisons et de biens ruraux, de désigner les époques d'entrée en jouissance, de sortie et de paiement de loyers ou fermages, autrement que par les termes du calendrier républicain. — Tout notaire qui contreviendra à cette défense, sera dénoncé au ministre de la justice. — Il en sera de même de tout notaire qui, dans d'autres actes, s'écarterait, en quelque manière que ce soit, du calendrier républicain.

15. Les administrations municipales veilleront à ce que le calendrier républicain soit ponctuellement et uniquement observé dans les affiches de toute espèce et dans les écriteaux annonçant des maisons à louer. — Elles feront arracher les affiches et enlever les écriteaux dans lesquels il aurait été contrevenu au présent article. — En cas de négligence de leur part, elles seront dénoncées au ministre de la police générale.

16. Tout journal et ouvrage périodique dans lequel l'ère ancienne, qui n'existe plus pour les citoyens français, se trouvera désormais accolée à l'ère nouvelle, même avec l'addition des mots *vieux style*, ainsi qu'il a été indécemment pratiqué jusqu'à ce jour, sera prohibé en vertu de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an 5.

17. Les administrations municipales des cantons ruraux où l'ouverture des moissons, des vendanges et de la fauchaison, est fixée soit par l'autorité publique, soit par les cultivateurs assemblés, veilleront à ce que les époques ne soient désignées que dans les termes du calendrier républicain :

les contraventions qu'elles toléreraient seront dénoncées au ministre de la police générale.

N° 469. = 15 germinal an 6 (4 avril 1798). = *Loi relative à la contrainte par corps, en matière civile et de commerce* (1). (II, Bull. cxcv, n° 1795; B., LXXII, 72.)

Le conseil..., considérant qu'il est indispensable de préciser les cas auxquels doit être appliqué le principe de la contrainte par corps, remis récemment en vigueur, soit en matière civile, soit en matière de commerce, et d'établir à cet égard, dans toute l'étendue de la république, une uniformité incompatible soit avec nos anciens usages et réglemens, soit avec ceux des pays réunis à la république; — Considérant que tout ajournement en cette matière pourrait préjudicier essentiellement au commerce et à l'ordre social..., approuve l'urgence et la résolution suivante.

TITRE 1^{er}. — De la contrainte par corps en matière civile.

Art. 1^{er}. La contrainte par corps ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi formelle (2).

(1) La contrainte par corps, en matière civile et commerciale, avait été abolie par le décret du 9—12 mars 1793 : elle fut rétablie par la loi du 24 ventose an 5 (14 mars 1797), pour l'exécution de laquelle celle-ci est rendue.

Voyez le décret du 30 mars—3 avril 1793, qui soumettait les comptables de deniers publics à la contrainte par corps, même sous l'empire du décret du 9—12 mars 1792; la loi du 4 floréal an 6 (23 avril 1798), relative à la contrainte par corps pour engagemens de commerce entre les Français et les étrangers; l'avis du conseil d'état du 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803), portant que les septuagénaires sont contraignables par corps pour le paiement de lettres ou billets de change; les art. 2059 et suiv. du Code civil, qui déterminent les cas dans lesquels la contrainte par corps peut être prononcée en matière civile; le Cod. proc. civ., art. 126, 127, 191, 201, 213, 264, 320, 534, 690, 711, 744, sur le même objet, et les art. 780 et suiv., concernant le mode d'exécution des jugemens qui prononcent la contrainte par corps; la loi du 10—20 septembre 1807, sur l'exercice de la contrainte par corps contre les étrangers non domiciliés en France; le Cod. comm., art. 209 et 637, sur la contrainte par corps dans certains cas, et l'art. 625 du même Code, qui confie à des gardes de commerce l'exécution des jugemens de condamnation par corps; et enfin la loi générale du 17—19 avril 1832, concernant la contrainte par corps en matière de commerce, en matière civile ordinaire, en matière de deniers et effets mobiliers publics, contre les étrangers, et en matière criminelle, correctionnelle et de police. Cette loi, par son art. 46, abroge la présente, celle du 4 floréal an 6, et celle du 10—20 septembre 1807 : néanmoins, nous croyons devoir les insérer dans ce recueil, parce que la plupart des dispositions qui les composent ont été reproduites dans la loi précitée de 1832, et que, par conséquent, les décisions rendues sous leur empire doivent jeter une grande clarté sur l'état actuel de cette importante matière.

Quant à la contrainte par corps en matière criminelle, elle a été l'objet de lois spéciales. Voyez notamment le décret du 19—22 juillet 1791, sur la police correctionnelle, tit. 1^{er}, art. 26, et tit. II, art. 41, et celui du 28 septembre—6 octobre suivant, sur la police rurale, tit. II, art. 5, qui déterminent la durée de la contrainte par corps pour amendes de police correctionnelle et rurale, contre les individus insolvable; celui du 6—22 août 1791, sur les douanes, tit. XII, art. 6, concernant la contrainte par corps contre les redevables d'amendes et confiscations; l'avis du conseil d'état du 17 pluviôse an 9 (6 février 1801), relatif à la contrainte par corps contre les notaires, à raison des contraventions par eux commises aux lois sur les cautionnemens; celui du 7 fructidor an 12 (25 août 1804), qui admet de nouveau la contrainte par corps contre les débiteurs de droits de douanes, d'amendes et confiscations; le Cod. instr. crim. de 1808, art. 30, 120, 157, 355, 452, et 456, qui déterminent divers cas de contrainte par corps; l'avis du conseil d'état du 20 septembre 1809, relatif à la contrainte par corps pour le paiement des frais de justice correctionnelle; le Code pénal de 1810, art. 46, 52, 467 et 469, sur le même objet; le tarif du 18 juin 1811, art. 174 et 175, qui déterminent le mode d'exercice de la contrainte par corps pour le paiement des frais en matière criminelle; et enfin le tit. V de la loi précitée du 17—19 avril 1832, qui détermine les cas où la contrainte par corps peut être exercée en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Voyez en outre les lois citées dans le cours des annotations qui vont suivre.

(2) Voyez l'art. 2063 du Code civil, conforme.

L'acquiescement à un jugement qui, entre autres dispositions, prononce la contrainte par

2. Toute stipulation de contrainte par corps énoncée dans des actes, contrats et transactions quelconques, toute condamnation volontaire qui prononcerait cette peine hors les cas où la loi l'a permis, sont essentiellement nulles (1).

3. La contrainte par corps aura lieu pour versement de deniers publics et nationaux, stellionat, dépôt nécessaire, consignation par ordonnance de justice ou entre les mains de personnes publiques, et représentation de biens par les séquestres, commissaires et gardiens (2).

corps hors des cas déterminés par la loi, est absolument nul et de nul effet, en ce qui touche la contrainte par corps. Rouen, 15 novembre 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 208; et Paris, 19 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 472. — *Idem*, la partie condamnée peut, nonobstant son acquiescement, interjeter appel du jugement, quant à la disposition qui prononce la contrainte par corps. Paris, 12 juillet 1825, *SIR.*, XXVIII, 2, 124; et Rouen, 5 novembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 160. — *Singulièrement*, celui qui, ayant été, comme négociant, condamné par un jugement par défaut prononçant la contrainte par corps, acquiesce purement et simplement à ce jugement, peut néanmoins s'attaquer ensuite dans le chef relatif à la contrainte par corps, sur le motif que le créancier n'a pas prouvé la qualité de négociant du débiteur. Bordeaux, 21 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 158.

Jugé, au contraire, que l'acquiescement donné par un individu à un jugement qui le condamne par corps comme commerçant, le rend non-recevable à appeler, sous prétexte que la qualité de commerçant lui a été mal-à-propos attribuée. Paris, 2 juin 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 124; et Toulouse, 28 janvier 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 326.

Un jugement qui prononce la contrainte par corps hors des cas autorisés, n'a jamais la force de la chose jugée, s'il a été rendu par défaut : ce jugement est considéré comme *volontaire*, et la loi lui refuse effet. Paris, 29 pluviose an 10, *SIR.*, II, 2, 314. — Jugé encore que le débiteur non commerçant d'un bil et à ordre, qui n'a pas proposé son déclinatoire devant le tribunal de commerce où il était traduit, peut faire reformer en appel la disposition du jugement qui le condamne par corps. Bordeaux, 9 mars 1809, *SIR.*, VII, 2, 873.

Les amendes civiles n'ont pu donner lieu à la contrainte par corps sous l'empire de la loi du 15 germinal an 6, qui ne contenait pas de disposition expresse à cet égard. Circul. minist., 18 nivose an 9, *SIR.*, I, 2, 534. — Il en était autrement des frais en matière criminelle, correctionnelle et de police, quoique la loi ne s'en expliquât pas davantage. Cass., 10 frimaire et 19 ventose an 12, *SIR.*, IV, 2, 250; Bull. crim., IX, 46 et 141; Inst. minist., 2 pluviose an 11, *SIR.*, III, 2, 158; et 20 septembre 1809, *SIR.*, IX, 2, 410.

(1) Voyez les notes sur l'article qui précède.

(2) Voyez l'art. 2060 du Code civil, et les art. 8 et suiv. de la loi du 17 — 19 avril 1832.

La contrainte par corps ne peut être prononcée contre un comptable de deniers publics, à raison de billets par lui souscrits, si ces billets énoncent une cause étrangère à sa comptabilité et à toute opération commerciale. Cass., 15 juillet 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 395. — La contrainte par corps peut avoir lieu contre les adjudicataires de coupes de bois nationaux qui ne paient pas leur folle-enchère, ou qui ne fournissent pas caution solvable. Circul. de la régie, 27 brumaire an 9, *SIR.*, I, 2, 275. — Voyez encore l'art. 28 du Code forestier de 1827.

La contrainte par corps peut être exercée sans jugement préalable, et par l'autorité administrative seule, contre les préposés comptables constitués en débet; quant aux difficultés auxquelles la contrainte par corps peut donner lieu, elles sont soumises aux tribunaux de première instance, à la charge d'appel. Déc. minist., 18 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 220. — Lors qu'un comptable de deniers publics demande la nullité de son emprisonnement, sur le fondement qu'il a été pratiqué dans des formes que la loi n'avoue pas, c'est à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer sur cette réclamation. Arr. du cons., 23 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 991.

Il n'y a point de stellionat proprement dit de la part d'un vendeur, s'il n'y a mauvaise foi. Toulouse, 16 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 201. — Vendre un immeuble hypothéqué et en toucher le prix sans avertir le précédent vendeur, ce n'est pas avoir commis un stellionat; il n'y a point de stellionat sans fausse déclaration du vendeur. Aix, 5 janvier 1813, *SIR.*, XIII, 2, 261. — La fausse déclaration que les immeubles sont grevés de telles ou telles hypothèques, ne constitue pas le stellionat, si l'auteur de la déclaration était de bonne foi, c'est-à-dire s'il ne connaissait pas d'autres hypothèques que celles qu'il a déclarées. Paris, 8 février 1813, *SIR.*, XIII, 2, 263. — Aux juges du fond seuls appartient le droit d'apprécier les circonstances constitutives de la bonne foi en fait de stellionat : leur décision sur ce point ne peut donner lieu à cassation. Cass., 21 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 336; Bull. civ., XXIX, 61. — Bien que des immeubles ne soient grevés d'hypothèques que conditionnellement (notamment dans le cas où le réancier a consenti à l'abandon de son hypothèque sous la condition que des billets à lui remis

4. Les juges pourront aussi la prononcer contre tout fermier de biens ruraux, faute de représentation, à la fin de son bail, du cheptel de bétail, des semences, des charrues et outils aratoires qui lui seront confiés pour l'exploitation des biens à lui affermés, à moins qu'il ne justifie que le déficit de ces objets ou de quelques uns d'eux ne procède pas de son fait, et qu'il n'a rien détourné au préjudice du propriétaire.

5. La contrainte par corps ne peut être décernée, en matière civile,

seront payés), le propriétaire qui, en hypothéquant ces immeubles, les déclare francs et quittes, s'expose aux peines du stellionat, si, faute d'accomplissement de la condition, la première hypothèque vient à être exercée. Cass., 11 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 350. — Il n'y a pas stellionat par cela seul qu'un immeuble vendu franc et quitte d'hypothèques est grevé d'inscriptions, si les hypothèques n'ont aucune réalité, et sont éteintes par le paiement. Lyon, 5 avril 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 203. — Ni lorsque l'hypothèque inscrite sur un immeuble déclaré libre, est rayée, de manière à ce que le créancier n'éprouve aucun préjudice. Turin, 28 avril 1808, *SIR.*, XII, 2, 202. — Ni lorsqu'il n'y a pas eu déclaration expresse que l'immeuble affecté fût libre d'autres hypothèques. Bruxelles, 28 décembre 1809, *SIR.*, X, 2, 209. — Ni par cela seul que le vendeur ne déclare pas une hypothèque, même légale. Cass., 25 juin 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 13; Bull. civ., XIX, 206. — Ni par cela seul qu'un mari a déclaré qu'un immeuble par lui vendu était franc d'hypothèques, s'il est établi qu'il a pu croire à l'anéantissement de l'hypothèque légale de sa femme. Cass., arrêt précité du 21 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 336; Bull. civ., XXIX, 61. — Il peut en être de même lorsqu'un mari, vendant un immeuble sur lequel l'hypothèque légale de sa femme est inscrite, non seulement omet de déclarer cette hypothèque, mais encore déclare l'immeuble libre de toute hypothèque. Bordeaux, 9 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 2, 361.

Mais il y a stellionat, lorsque le vendeur omet de déclarer l'hypothèque légale non inscrite de sa femme. Cass., arrêt précité du 25 juin 1827, *SIR.*, XVIII, 1, 13; Bull. civ., XIX, 206. — *Idem*, lors même que celui qui omet de déclarer l'hypothèque légale, pourrait croire que le créancier auquel il donne hypothèque conventionnelle sur le bien grevé, avait connaissance de cette hypothèque légale non inscrite. Limoges, 18 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 137. — Il en est de même du mari qui, ayant omis de faire inscrire l'hypothèque légale de sa femme, vend l'immeuble légalement hypothéqué sans déclarer cette hypothèque. Cass., 20 novembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 70; Bull. civ., XXVIII, 335. — La règle précédente s'étend même, en cas de vente d'acquêts de communauté. Paris, 12 décembre 1816, *SIR.*, XVII, 2, 228. — Le mari qui vend l'immeuble dotal sans donner connaissance de la dotalité, commet un stellionat. Riom, 30 novembre 1813, *SIR.*, XIII, 2, 361. — Jugé en sens contraire. Paris, 14 février 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 128. — Il y a stellionat de la part de celui qui hypothèque des immeubles qu'il sait appartenir à autrui, encore que ses biens soient plus que suffisants pour répondre de sa dette. Paris, 5 messidor an 11, *SIR.*, VII, 2, 1210. — De la part de celui qui, pour sûreté d'une rente dont il était déjà débiteur, a constitué une hypothèque sur un immeuble qui ne lui appartenait pas, encore qu'il n'eût aucun intérêt à constituer l'hypothèque, et que le créancier n'eût pas le droit de l'exiger. Paris, 2 mai 1809, *SIR.*, XII, 2, 355. — De la part du mari qui hypothèque les biens personnels de sa femme: peu importe que l'acceptation de l'hypothèque ait été faite sous une condition résolutoire, et que le contrat soit annulé dès son principe par l'effet de cette résolution. Angers, 27 juillet 1814, *SIR.*, XVI, 2, 126. — De la part de la femme commune qui hypothèque, comme lui appartenant et francs de toute affectation, des biens indivis entre elle et les héritiers de son mari, lorsque, par l'événement du partage, les biens hypothéqués tombent dans le lot de ses héritiers. Colmar, 31 mai 1820, *SIR.*, XXI, 2, 181. — Celui qui hypothèque un immeuble appartenant à autrui et se rend ainsi stellionataire, ne peut se garantir de la contrainte par corps en offrant à son créancier la valeur de l'immeuble frauduleusement hypothéqué. Cass., 19 juin 1816, *SIR.*, XVII, 1, 32. — Lorsque le stellionat résulte de ce qu'un emprunteur d'argent a hypothéqué des immeubles qui n'étaient pas sa propriété, simultanément avec d'autres immeubles qui lui appartenaient, il est contraignable par corps pour la totalité de la somme empruntée: la contrainte n'est pas restreinte à la valeur de l'immeuble hypothéqué frauduleusement. Même arrêt.

Le locataire qui, condamné, sur la demande du propriétaire, à laisser dans la maison des meubles qu'il voulait enlever, s'est rendu gardien judiciaire de ces meubles, est contraint par corps à les représenter. Cass., 23 brumaire an 10, *SIR.*, XX, 1, 475; Bull. civ., IV, 69. — Encore que la femme non commune puisse, sans l'autorisation de son mari, être constituée gardienne judiciaire des meubles saisis sur ce dernier, elle n'est pas contraignable par corps en cette qualité. Paris, 21 prairial an 13, *SIR.*, V, 2, 287. — Jugé encore que la femme, gardienne d'objets mis sous la main de justice, ne peut être contrainte par corps à les représenter. Paris, 14 août 1829, *SIR.*, XXX, 2, 11.

contre les septuagénaires, les mineurs, les femmes et les filles, si ce n'est pour stellionat procédant de leur fait (1).

6. Tout jugement rendu en contravention aux articles précédens emportera nullité, et donnera lieu à prise à partie, dépens, dommages et intérêts contre les juges qui le prononceraient.

TITRE II. — De la contrainte par corps en matière de commerce.

Art. 1^{er}. A dater de la publication de la présente loi, la contrainte par corps aura lieu, dans toute l'étendue de la république française, — 1^o Contre les banquiers, agens de change, courtiers, facteurs ou commissionnaires dont la profession est de faire vendre ou acheter des marchandises moyennant rétribution, pour la restitution de ces marchandises, ou du prix qu'ils en toucheront (2); — 2^o De marchand à marchand, pour fait de marchandises dont ils se mêlent respectivement; — 3^o Contre tous négocians ou marchands qui signeront des billets pour valeur reçue comptant ou en marchandises, soit qu'ils doivent être payés sur l'acquit d'un particulier y nommé, ou à son ordre, ou au porteur (3); — 4^o Contre toutes personnes qui signeront des lettres ou billets de change, celles qui y mettront leur aval, qui promettront d'en fournir avec remise de place en place, et qui feront des promesses pour lettres de change à elles fournies ou qui devront l'être (4).

(1) Voyez l'art. 800 du Cod. proc. civ., portant que le débiteur incarcéré peut obtenir son élargissement, lorsqu'il a atteint sa soixante-dixième année, s'il n'est pas stellionataire; et l'art. 4 de la loi du 17—19 avril 1832, qui reproduit les dispositions du présent article en faveur des septuagénaires.

Sous l'empire de la loi du 15 germinal an 6 et avant le Cod. proc. civ., la contrainte par corps a pu être prononcée contre les septuagénaires qui avaient signé des lettres et billets de change: en d'autres termes, l'exception en faveur des septuagénaires, portée dans l'art. 5 du tit. 1^{er} de la loi de germinal, n'était applicable qu'aux matières civiles et nullement aux matières de commerce. Cass., 12 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 159; 10 juin 1807, *SIR.*, VII, 1, 315; 3 février 1813, *SIR.*, XIII, 1, 201; Bull. civ., XV, 65; 15 juin 1813, *SIR.*, XIII, 1, 373; Bull. civ., XV, 191; et 7 août 1815, *SIR.*, XVI, 1, 111; Bull. civ., XVII, 161. — Sous l'empire de cette même loi, les septuagénaires n'ont pu être soumis à la contrainte par corps par suite de condamnations consulaires antérieures à la loi du 9 mars 1793, les lois postérieures n'ayant disposé que pour l'avenir. Paris, 16 mars 1811, *SIR.*, XI, 2, 120; et Cass., 21 avril 1813, *SIR.*, XIII, 1, 366. — L'art. 800 du Cod. proc. civ. n'a pas eu pour effet de soustraire les septuagénaires à la contrainte par corps en matière commerciale. Cass., arrêts précités des 10 juin 1807, 3 février et 15 juin 1813.

Il y a encore plusieurs autres personnes contre lesquelles l'exercice de la contrainte par corps n'est pas permis, tels sont les pairs de France, en matière civile. Solution de la chambre des pairs du 25 avril 1822, *SIR.*, XXII, 2, 270. — Et même en matière commerciale, à moins que la chambre ne donne son assentiment. Paris, 19 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 68. — *Idem*, lors même que la dette, à raison de laquelle le pair est poursuivi, aurait été contractée par lui avant son élévation à la pairie. Même arrêt. — La contrainte par corps ne peut avoir lieu contre les militaires en activité de service. Caen, 22 juin 1829, *SIR.*, XXXI, 2, 208. — Mais elle peut être exercée contre eux, avant leur incorporation. Arrêté des consuls des 2 thermidor et 7 fructidor an 8, *SIR.*, VII, 2, 869. — Jugé, même, qu'elle peut avoir lieu contre les militaires en activité de service, à raison de dettes commerciales par eux contractées avant leur entrée au service. Trib. de la Seine, 30 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 651.

La contrainte par corps peut être prononcée entre frères. Lyon, 28 décembre 1826, *SIR.*, XXVIII, 2, 128. — Elle peut l'être entre oncle et neveu. Lyon, 3 février 1830, *SIR.*, XXXI, 2, 252. — Elle ne peut l'être d'époux à époux. Paris, 27 juin 1810, *SIR.*, XI, 2, 486. — Elle peut l'être contre les prodiges déclarés tels. Bruxelles, 13 avril 1808, *SIR.*, VIII, 2, 209.

(2, 3 et 4) Il nous paraît indispensable, pour rendre plus facile la recherche des nombreuses décisions auxquelles ces articles ont donné lieu, de classer la jurisprudence ainsi qu'il suit : 1^o Règles générales sur l'application de la contrainte par corps en matière de commerce; 2^o contrainte par corps pour paiement de lettres de change ou billets, ou à raison de la qualité de marchand ou commerçant; 3^o contrainte par corps pour faits de commerce.

§ 1^{er}. — Règles générales sur l'application de la contrainte par corps en matière de com-

2. Sont exceptés des dispositions énoncées au paragraphe 4 de l'article précédent, les femmes, les filles et les mineurs non commerçans.

merce. — Avant la loi du 15 germinal an 6, il n'était pas expressément ordonné aux tribunaux de prononcer la contrainte par corps en matière de commerce. Cass., 2 thermidor an 9, Str., II, 1, 9. — La contrainte par corps a pu être prononcée pour effets de commerce souscrits avant la loi du 15 germinal an 6, mais échus postérieurement à cette loi. Cass., 23 floréal an 9, Str., I, 2, 664. — Lorsque la contrainte par corps est prononcée à raison de deux obligations dont l'une est commerciale et l'autre purement civile, il y a lieu à division des dispositions de l'arrêt, pour ne casser que celle qui blesse la loi. Cass., 15 janvier 1806, Str., VI, 1, 192; Bull. civ., VIII, 13. — La contrainte par corps en matière de commerce ne peut être prononcée pour les dépens. Cass., 14 novembre 1809, Str., X, 1, 64; Bull. civ., XI, 265; 17 janvier 1832, Str., XXXII, 1, 687; Bull. civ., XXXIV, 5; et autres arrêts. — *Idem*, lors même que les dépens seraient adjugés à titre de dommages-intérêts. Toulouse, 20 février 1832, Str., XXXII, 2, 389. — Les juges auxquels il est demandé de prononcer la contrainte par corps, en vertu d'une disposition spéciale, peuvent, tout en reconnaissant que la disposition invoquée est inapplicable à l'espèce, prononcer la contrainte par corps, s'il existe une autre disposition applicable. Paris, 6 janvier 1832, Str., XXXII, 2, 149. — Le moyen pris de ce que la contrainte par corps a été prononcée hors des cas déterminés par la loi, est d'ordre public et peut être proposé pour la première fois en cour de cassation. Arrêt précité du 17 janvier 1832.

§ 2. — *Contrainte par corps pour paiement de lettres de change ou billets, ou à raison de la qualité de marchand ou commerçant.* — La contrainte par corps ne peut être prononcée pour des actes ayant la forme extérieure de lettres de change, mais qui ne le sont pas réellement, à défaut de remise de place en place. Cass., 2 ventose an 10, Str., II, 1, 34. — Encore qu'une lettre de change soit négociée après son échéance, elle ne perd pas son caractère d'effet de commerce : ainsi le porteur qui n'en est devenu propriétaire qu'après l'échéance, peut obtenir la contrainte par corps contre l'accepteur, et même contre l'enlisseur, son cédant. Paris, 6 avril 1809, Str., X, 2, 45. — Le souscripteur, d'un billet à ordre qui s'y qualifie marchand, ne peut prétexter ensuite qu'il n'est pas marchand pour se soustraire à la contrainte par corps. Paris, 28 juin 1813, Str., XIV, 2, 188. — Jugé, au contraire, que le souscripteur d'un billet à ordre n'est pas soumis à la contrainte par corps, encore que, dans le billet, il ait pris la qualité de commerçant, si d'ailleurs il n'avait pas réellement cette qualité. Bruxelles, 28 août 1811, Str., XII, 2, 163.

Tout billet souscrit par un marchand est présumé causé pour valeur commerciale, encore que cette cause ne soit pas formellement énoncée : en ce cas, le simple billet de commerce produit la contrainte par corps comme le billet à ordre. Paris, 23 juin 1807, Str., VII, 2, 671. — Jugé, au contraire, que la contrainte par corps ne peut être prononcée à raison d'un billet à ordre souscrit par un commerçant, lorsqu'il n'énonce pas la valeur fournie. Cass., 28 novembre 1831, Str., XXXII, 1, 22; Bull. civ., XXXIII, 167. — Jugé de plus que les billets à ordre souscrits par un commerçant *valeur reçue*, sans ajouter *comptant ou en marchandises*, ne donnent pas lieu à la contrainte par corps. Liège, 4 avril 1813, Str., XIV, 2, 183.

Des négocians sont contraignables par corps pour avoir souscrit et endossé un billet à ordre *valeur reçue comptant*, à moins qu'il ne soit établi que le billet a eu une autre cause qu'une opération de commerce. Cass., 9 vendémiaire an 13, Str., V, 2, 123. — Jugé encore que le commerçant qui souscrit des billets à ordre *valeur reçue comptant ou pour intérêts de ces valeurs*, au profit d'un particulier non commerçant, se rend, pour les uns et les autres, contraignable par corps. Paris, 10 mars 1814, Str., XVI, 2, 128. — Un tribunal de commerce saisi d'une demande en paiement du montant d'un billet à ordre, causé *valeur reçue comptant*, peut prononcer la contrainte par corps sans constater préalablement que le souscripteur est commerçant; c'est à celui-ci à proposer l'exception, s'il s'y croit fondé. Cass., 7 avril 1813, Str., XIII, 1, 374.

L'expression *valeur en moi-même* n'équivaut pas à l'expression *valeur reçue comptant*, et ne suffit pas pour que le souscripteur d'un billet ainsi conçu soit passible de la contrainte par corps. Cass., 18 juillet 1813, Str., XV, 1, 126; Bull. civ., XV, 244. — Un billet souscrit par un commerçant ne peut être réputé commercial, lorsqu'il est causé pour valeur en frais de poursuites d'une affaire de prises; en ce cas, il n'y a pas lieu à la contrainte par corps. Cass., 8 janvier 1812, Str., XII, 1, 254; Bull. civ., XIV, 5. — Les simples reconnaissances sous seing privé souscrites par un commerçant sont, comme les billets à ordre, censées faites pour son commerce, quand une autre cause n'y est pas énoncée. Amiens, 4 avril 1826, Str., XXVII, 2, 169. — Le billet à domicile n'empêche pas la contrainte par corps. Colmar, 14 janvier 1817, Str., XVIII, 2, 125. — Mais le billet à domicile, payable dans un lieu autre que celui où il est souscrit et où les fonds sont recus par le souscripteur, s'il ne peut être rigoureusement assimilé à une lettre de change, constitue néanmoins un acte de commerce en ce qu'il renferme une re-

3. Les femmes et les filles qui seront marchandes publiques, ou celles mariées qui feront un commerce distinct et séparé de celui de leurs maris,

mise de place en place, et dès-lors il soumet le souscripteur, même non-négociant, à la contrainte par corps. Bourges, 4 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 84.

La contrainte par corps ne peut être prononcée contre un non-commerçant, à raison d'un billet à ordre par lui souscrit. Cass., 20 floréal an 11, *SIR.*, III, 2, 319; *Bull. civ.*, V, 247. — Il en est autrement, lorsqu'il est reconnu que ce billet a été souscrit pour fait de commerce. Cass., 13 janvier 1829, *SIR.*, XXX, 1, 160. — Un billet à ordre souscrit par un non-commerçant, *valleur reçue en marchandises*, ne constitue pas par lui-même un acte de commerce: il faut, pour que la contrainte par corps puisse avoir lieu, qu'il soit prouvé que le billet a pour cause une opération commerciale. Angers, 11 juin 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 207; Paris, 17 septembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 26; et Lyon, 26 février 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 119. — Le souscripteur d'un billet à ordre qui prétend n'être pas commerçant, peut proposer pour la première fois cette exception en cause d'appel. Paris, 20 germinal an 12, *SIR.*, VII, 2, 873; et Bordeaux, 9 mars 1809, *SIR.*, *id.*, *ibid.*

L'endosseur d'un billet à ordre souscrit par un marchand n'est pas soumis à la contrainte par corps, si lui-même n'est ni marchand ni négociant. Cass., 11 février 1807, *SIR.*, VII, 1, 166; *Bull. civ.*, IX, 27. — Mais l'individu non-négociant qui a donné son aval sur un billet à ordre souscrit par un négociant, est passible de la contrainte par corps, si le billet a pour cause une opération de commerce. Bruxelles, 17 mars 1812, *SIR.*, XIV, 2, 369. — Toutefois, le donneur d'aval, qui déclare expressément n'affecter que ses meubles, n'est pas soumis à la contrainte par corps. Paris, 20 ventose an 13, *SIR.*, VI, 2, 970. — L'individu non-commerçant qui cautionne une dette ou obligation commerciale, n'est pas, à raison de ce fait, assujéti à la contrainte par corps, si d'ailleurs il ne s'y est pas soumis lors du cautionnement. Cass., 21 juillet 1824, *SIR.*, XXVI, 1, 73; *Bull. civ.*, XXVI, 256. — Le donneur d'aval, quoique non-commerçant, est soumis à la contrainte par corps, si le souscripteur du billet y est soumis lui-même. Grenoble, 24 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 235. — L'accepteur d'une lettre de change est contraignable par corps, quoique non-commerçant. Paris, 6 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 250. — La garantie consentie en une forme non commerciale par un non-commerçant, à raison d'un crédit ouvert à un commerçant par un autre commerçant, n'emporte pas contrainte par corps contre le garant. Paris, 15 janvier 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 198. — Jugé encore que l'individu non négociant, qui cautionne une dette commerciale emportant contrainte par corps contre le débiteur, n'est pas, par cela seul, contraignable par corps, si d'ailleurs il ne s'y est pas soumis expressément lors du cautionnement. Cass., 20 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 743; *Bull. civ.*, XXXV, 171. — Mais le commerçant qui se rend caution de l'exécution d'un mandat commercial, confié à un tiers, est soumis à la contrainte par corps pour l'exécution de son cautionnement. Cass., 21 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 877.

La contrainte par corps donnée par la loi du 15 germinal an 6, de marchand à marchand, pour fait de marchandises dont ils se mêlent respectivement, n'a pas lieu d'un marchand à un autre marchand, s'ils n'exercent pas le même commerce. Cass., 29 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 522; *Bull. civ.*, VIII, 32; et Turin, 3 décembre 1810, *SIR.*, XI, 2, 173. — Jugé en sens contraire: il suffit que, de la part de l'obligé, la convention soit un acte de commerce. Cass., 26 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 218. — Le mari, non-commerçant, n'est point tenu par corps des obligations commerciales contractées par sa femme, marchande publique et commune en biens. Lyon, 26 juin 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 288. — La contrainte par corps n'a pas lieu contre la veuve ou les héritiers d'un négociant, pour les dettes de celui-ci. Bruxelles, 13 janvier 1813, *SIR.*, XVI, 2, 80.

Sont réputés commerçans: le propriétaire d'une manufacture qui l'exploite et qui se livre à de fréquentes opérations de commerce. Paris, 9 septembre 1813, *SIR.*, XVI, 2, 70. — Les agens d'affaires. Paris, 6 décembre 1814, *SIR.*, XVI, 2, 54. — Les membres d'une société d'assurance à prime contre l'incendie et les risques de mer. Cass., 1^{er} avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 380. — Le spéculateur sur les fonds publics, qui charge de ses opérations les agens de change. Cass., 18 février 1806, *SIR.*, VI, 1, 220. — Jugé cependant que celui qui fait habituellement à la bourse des marchés à terme sur les effets publics, peut n'être pas réputé commerçant, s'il ne se livrait à aucune autre opération commerciale. Paris, 15 avril 1809, *SIR.*, XVI, 2, 73. — Un aubergiste est réputé commerçant. Bourges, 19 décembre 1823, *SIR.*, XXV, 2, 122.

Les cafetiers sont réputés commerçans. Rouen, 4 décembre 1818, *SIR.*, XIX, 2, 328. — Il en est de même des débitans de boissons. Cass., 23 avril 1813, *SIR.*, XVI, 1, 165; *Bull. crim.*, XVIII, 209.

Un charron est réputé commerçant. Amiens, 4 avril 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 169. — *Idem.* du serrurier en bâtimens qui habituellement achète du fer pour le revendre après l'avoir tra-

seront soumises à la contrainte par corps pour le fait de leur commerce, quand elles seraient mineures, mais seulement pour exécution d'engagemens

vaillé. Cass., 5 mars 1812, *SIR.*, XIII, 1, 187. — *Idem*, des pharmaciens. Nîmes, 27 mai 1829, *SIR.*, XXX, 2, 212.

Enfin, sont réputés commerçans : les entrepreneurs des services des pompes funèbres, à raison des fournitures qui leur sont faites relativement à ces entreprises. Cass., 9 janvier 1810, *SIR.*, X, 1, 125. — Et les titulaires des bureaux de loterie. Paris, 26 avril 1811, *SIR.*, XI, 2, 369.

N'est pas réputé commerçant ou marchand, celui qui achète des immeubles pour les revendre. Paris, 14 mai 1812, *SIR.*, XII, 2, 339; et Bourges, 4 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 84. — Jugé en sens contraire. Lyon, 26 février 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 119.

Les boulangers ne sont pas commerçans. Cass., 28 février 1811, *SIR.*, XI, 1, 234. — Ni un meunier. Colmar, 23 mars 1814, *SIR.*, XVI, 2, 92. — A moins pourtant qu'il ne fasse en même temps le commerce de grains. Angers, 11 décembre 1823, *SIR.*, XXIV, 2, 86.

L'artisan qui fabrique seulement pour commandes, n'est pas un commerçant. Lettre minist., 7 avril 1811, *SIR.*, XI, 2, 352. — Ni les cordonniers. Colmar, 22 novembre 1811, *SIR.*, XIV, 2, 148. — Ni les charpentiers. Rouen, 14 mai 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 135.

Ne sont point réputés commerçans : les jardiniers pépiniéristes, à raison de la vente des arbres provenant de leurs pépinières. Colmar, 17 juin 1809, *SIR.*, XIV, 2, 370. — Ni les maîtres de pension. Cass., 23 novembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 188; Bull. crim., XXXII, 881; et Paris, 11 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 219. — Ni l'adjudicataire d'un entrepôt municipal. Bruxelles, 5 mai 1813, *SIR.*, XIV, 2, 182. — Ni les percepteurs des deniers publics. Paris, 25 juillet 1811, *SIR.*, XI, 2, 397. — Ni les débitans de tabac. Bruxelles, 6 mars et 5 mai 1813, *SIR.*, XIV, 2, 190 et 191. — Ni les salpêtriers commissionnés pour fabriquer au compte du gouvernement. Angers, 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 167. — Ni les maîtres de poste. Bruxelles, 11 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 2, 95. — Ni les notaires. Paris, 12 fructidor an 11, *SIR.*, XVII, 2, 161.

§ 3. — *Contrainte par corps pour faits de commerce.* — Le receveur d'un bureau de loterie qui souscrit un billet à ordre sans énonciation de cause étrangère à sa gestion, est présumé l'avoir souscrit pour sa gestion; il est en conséquence passible de la contrainte par corps. Paris, 17 juin 1824, *SIR.*, XXV, 2, 172. — Il en est autrement d'un billet à ordre souscrit par un avocat : un tel billet ne peut jamais être réputé acte de commerce, lors surtout qu'aucune cause commerciale n'y est énoncée. Cass., 26 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 255; Bull. civ., XVI, 29.

Le directeur d'une maison d'éducation, qui souscrit des billets à ordre au profit d'un marchand pour fournitures faites à son pensionnat, est contraignable par corps. Paris, 26 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 2, 55. — Jugé en sens contraire. Paris, 19 mars 1814, *SIR.*, XVI, 2, 85; et Douai, 14 février 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 79.

Un simple prêt entre marchands ne produit pas la contrainte par corps. Cass., 15 janvier 1806, *SIR.*, VI, 1, 192; Bull. civ., VIII, 13. — Jugé encore que le prêt sans titre fait à un négociant n'est point présumé fait pour son commerce. Poitiers, 22 mai 1819, *SIR.*, XXIX, 2, 194. — Jugé en sens contraire. Douai, 11 juillet 1821, *SIR.*, XXVI, 2, 150; et Bourges, 29 mai 1824, *SIR.*, XXV, 2, 147. — Jugé dans ce dernier sens, même au cas où il y a eu acte notarié du prêt, encore que cet acte contienne stipulation d'intérêt au taux légal de cinq pour cent. Douai, 27 février 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 150.

Les sociétaires d'une banque sont contraignables par corps, encore que leurs traites offrent une garantie hypothécaire et territoriale. Cass., 21 mars 1808, *SIR.*, VIII, 1, 225. — Les administrateurs, mandataires et agens d'une société anonyme, telle que la compagnie d'assurances maritimes de Paris, ne sont pas passibles de la contrainte par corps à raison du paiement des sommes assurées par la compagnie. Cass., 23 mai 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 400; Bull. civ., XXVIII, 205. — Les condamnations prononcées contre les commissionnaires de roulage emportent la contrainte par corps. Paris, 1^{er} germinal an 13, *SIR.*, V, 2, 282. — Les directeurs de messageries sont responsables par corps de la perte des objets qui leur ont été confiés, si cette perte n'est pas arrivée par cas fortuit. Paris, 19 avril 1809, *SIR.*, IX, 2, 394. — Un entrepreneur de transports militaires est passible de la contrainte par corps, à raison des condamnations prononcées contre lui en faveur d'un sous-traitant. Lyon, 30 juin 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 123. — Les fournisseurs d'armée, qui ont chargé un individu d'opérations relatives à leurs fournitures, ne peuvent être condamnés par corps au paiement des frais de voyage, gratifications et indemnités que cet individu peut avoir à réclamer. Cass., 5 septembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 32; Bull. civ., XII, 184. — Un directeur de spectacle n'est pas contraignable par corps à raison de sa qualité. Paris, 26 pluviose an 10, *SIR.*, II, 2, 307. — Le maître ou patron d'un établissement ou atelier ne peut être condamné par corps au paiement des appointemens ou salaires dus

de marchand à marchand, et à raison des marchandises dont les parties feront respectivement négoce (1). — Cette disposition est applicable aux négocians, banquiers, agens de change, courtiers, facteurs et commissionnaires, quoique mineurs, à raison de leur commerce.

4. La contrainte par corps aura lieu également pour l'exécution de tous contrats maritimes, tels que grosses aventures, chartes-parties, assurances, engagements ou loyers de gens de mer, ventes et achats de vaisseaux, pour le fret et le halage, et autres concernant le commerce et la pêche de la mer.

TITRE III. — Du mode d'exécution des jugemens emportant contrainte par corps.

Art. 1^{er}. Tous jugemens emportant contrainte par corps pourront, s'ils sont définitifs, être exécutés nonobstant l'appel, en donnant caution.

2. Les jugemens emportant contrainte par corps seront mis à exécution par tout huissier qui aura le droit d'instrumenter dans le ressort du département où résidera la personne contre laquelle ils seront exécutés; et dans le département de la Seine, concurremment avec tout individu qui a ci-devant exercé les fonctions de garde du commerce; à la charge, par ces derniers, de se faire enregistrer au greffe du tribunal de commerce du même département. — Ces agens sont, dans ce cas, autorisés à requérir conformément aux lois sur sa disposition, la force armée, qui ne pourra leur être refusée, à peine de responsabilité des fonctionnaires publics auxquels ils s'adresseront à cet effet (2).

3. Nulle contrainte par corps ne pourra être exercée contre aucun individu, qu'elle n'ait été précédée de la notification au contraignable, visée par le juge de paix du canton où s'exerce la contrainte, 1^o du titre qui a servi de base à la condamnation, s'il en existe un; 2^o des jugemens prononcés contre le contraignable, s'il en est intervenu plusieurs contre lui pour le fait de la contrainte; 3^o d'un commandement au contraignable de satisfaire à l'objet de la contrainte; 4^o qu'il ne se soit écoulé au moins une décade entre

à ses commis ou employés. Cass., 15 avril 1829, Sir., XXIX, 1, 187; Bull. civ., XXXI, 92 et 28 avril 1830, Sir., XXXI, 1, 55; Bull. civ., XXXII, 113.

La contrainte par corps n'avait pas lieu d'associé à associé, pour raison des faits sociaux, sous l'empire de l'ordonnance de 1673. Cass., 1^{er} avril 1817, Sir., XVIII, 1, 9. — Même décision sous l'empire de la loi du 15 germinal an 6. Paris, 2 février 1814, Sir., XV, 2, 141. — Jugé en sens contraire. Cass., 1^{er} prairial an 10, Sir., II, 1, 321; et 22 mars 1813, Sir., XIII, 1, 386; et un grand nombre d'arrêts de cours royales. — Jugé encore qu'en matière commerciale, un associé peut être condamné par corps envers son associé, au paiement de dommages-intérêts résultant de ce que la dissolution de la société a été demandée à contre-temps. Cass., 24 brumaire an 12, Sir., IV, 1, 129. — Les syndics d'une faillite, quoique gérant et plaidant pour la masse, peuvent être condamnés par corps. Cass., 19 janvier 1819, Sir., XX, 1, 62.

Le débiteur affranchi de la contrainte par corps par une clause de son concordat, ne devient pas ultérieurement contraignable par cela seul qu'il ne paie pas aux échéances fixées. Cass., 9 décembre 1812, Sir., XIII, 1, 181; Bull. civ., XIV, 363.

(1) Cet article ne s'applique qu'au cas où il n'y a pas d'engagement par écrit : ainsi, la femme marchande publique, qui souscrit des billets à ordre, *valeur reçue comptant*, est soumise à la contrainte par corps, sans qu'il soit nécessaire que les billets soient causés *valeur en marchandises* dont les parties font respectivement négoce. Cass., 15 novembre 1813, Sir., XV, 1, 74. — La femme marchande publique n'est pas soumise à la contrainte par corps pour le paiement de lettres de change par elle souscrites ou endossées, alors que ces lettres de change n'ont pour cause que le renouvellement d'effets antérieurs (primitivement dus par son mari), et sont ainsi étrangères au commerce de la femme. Montpellier, 30 juillet 1830, Sir., XXXI, 2, 70. — Le mari n'est pas contraignable par corps à raison des dettes de sa femme marchande publique. Paris, 7 août 1832, Sir., XXXIII, 2, 52.

(2) Voyez le décret du 14 mars 1808, qui fixe le nombre, les attributions des gardes du commerce, et les formalités qu'ils doivent observer.

le commandement et l'exécution (1). — Cette suspension n'aura pas lieu à l'égard du débiteur qui aurait joui d'un délai semblable ou plus long pour s'acquitter, en vertu du jugement qu'on voudrait exécuter contre lui; l'exécution pourra être faite dans ce cas vingt-quatre heures après la signification du jugement, dans la forme ci-dessus énoncée, à personne ou à domicile du condamné, avec commandement d'y satisfaire.

4. Aucun jugement de contrainte par corps ne pourra être mis à exécution, 1° avant le lever et après le coucher du soleil; 2° les jours de décadis; 3° pendant la durée de ceux indiqués par la loi pour la célébration des fêtes républicaines; 4° pendant le temps des assemblées primaires; 5° contre aucun électeur durant le cours des assemblées électorales, ainsi que pendant les trois jours qui auront précédé leur tenue, et les trois qui l'auront suivie; 6° en aucun temps, dans un lieu public destiné aux cultes, dans l'enceinte du corps législatif, du directoire exécutif, d'un tribunal ou d'une administration publique quelconque (2).

5. Hors les cas et les lieux ci-dessus indiqués, la contrainte par corps peut être mise à exécution partout, et même à domicile en se conformant à l'article 359 de la constitution.

6. Toute exécution faite en contravention aux articles précédens, emportera nullité, et donnera lieu à des dommages-intérêts envers la partie lésée (3).

7. La contrainte par corps ne préjudicie à l'exercice d'aucun autre moyen légal assuré au créancier pour recouvrer sa dette, telle que la saisie exécution, réelle ou autre, des biens de son débiteur.

8. Aucune condamnation par corps, en matière civile ou de commerce, ne peut être exécutée contre un individu, si, appelé comme témoin en matière civile, de police ou criminelle, il est porteur d'un sauf-conduit du président du tribunal, du directeur du jury, ou du juge de paix devant

(1) Voyez, sur les formalités de l'emprisonnement, les art. 780 et suiv. du Cod. proc. civ. qui reproduisent une grande partie des dispositions qui vont suivre, et qui sont seuls applicables aujourd'hui; et, pour les décisions rendues par application de ce Code, voyez *SIR.* et *DEVILL.* *Table tricennale*, v° *Emprisonnement*.

La contrainte par corps peut être exercée sans jugement préalable, et par l'autorité administrative seule, contre les préposés comptables constitués en debet. Déc. minist. précitées des 18 brumaire an 14 et 22 avril 1806. *SIR.*, VI, 2, 220. — Les formalités prescrites par l'art. 3 du tit. II de la présente loi ne sont pas nécessaires pour exercer la contrainte par corps autorisée en matière de douanes par le décret du 6—22 août 1791; cette dernière loi doit seule, dans ce cas, être exécutée. Cass., 14 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 1, 151; *Bull. civ.*, V, 17.

La notification qui précède l'exercice de la contrainte par corps ne doit pas, à peine de nullité, être visée par le juge de paix du canton où la contrainte s'exerce; il suffit du visa du juge de paix du canton où le débiteur a son domicile. Cass., 21 prairial an 13, *SIR.*, V, 2, 215. — Jugé encore que le visa du juge de paix du domicile suffit pour exercer la contrainte par corps sur le débiteur trouvé hors du canton. Cass., 21 prairial an 13, *SIR.*, VI, 2, 128. — Lorsque la contrainte par corps est exercée contre un comptable public, ce sont les arrêtés de compte et non les pièces qui ont servi de base à ces arrêtés qui doivent être notifiés au débiteur. Avis du cons., 9 ventose an 10, *SIR.*, II, 2, 18.

Les formalités prescrites pour l'exercice de la contrainte par corps ne sont pas nécessaires pour la validité de la recommandation d'un débiteur déjà détenu pour crime: il n'est pas indispensable, par exemple, que le commandement ait eu lieu vingt-quatre heures avant l'écrou. Cass., 8 pluviose an 13, *SIR.*, XX, 1, 502.

(2) Est nulle l'arrestation faite une minute après le coucher du soleil. Bruxelles, 31 août 1810, *SIR.*, XI, 2, 78. — Il en est de même, si cette arrestation a eu lieu avant le lever du soleil, en core qu'elle ait été faite à une heure non prohibée par l'art. 1037 du Cod. proc. civ. Bruxelles, 1^{er} mars 1813, *SIR.*, XIV, 2, 183.

(3) Il n'y a pas lieu à dommages-intérêts, si le débiteur irrégulièrement incarcéré reconnaît la légitimité de la dette. Nancy, 23 juillet 1813, *SIR.*, XVI, 2, 167.

lequel il doit paraître. — Le sauf-conduit sera motivé dans ce cas, et réglera la durée de son effet, à peine de nullité (1).

9. Il sera laissé à toute personne incarcérée, copie de son écrou, ainsi que du jugement en vertu duquel l'incarcération aura eu lieu, à peine de nullité (2).

10. Tout individu à la requête duquel se fait un emprisonnement, est tenu, sous la même peine, d'élire domicile dans le lieu de la maison d'arrêt où est détenu son débiteur.

11. Les formalités ci-dessus prescrites à l'égard du créancier à la requête duquel on fait une incarceration, doivent être observées par celui qui recommande l'incarcéré, à peine de nullité.

12. La nullité d'un emprisonnement emporte celle de tous écroux et recommandations qui en sont la suite : mais cette nullité ne peut être prononcée qu'avec tous les recommandataires, parties présentes ou dûment appelées (3).

13. Toute personne incarcérée qui pourra établir, par la représentation du procès-verbal de son écrou, que l'une des formalités ci-dessus indiquées n'a pas été observée, obtiendra son élargissement, sur une simple requête adressée à cet effet au tribunal civil de département dans le ressort duquel le jugement de contrainte aura été exécuté (4). — La requête sera préalablement communiquée au commissaire du pouvoir exécutif, et notifiée aux créanciers poursuivans et recommandataires. — Si cette demande en élargissement donnait lieu à un incident, la connaissance en serait attribuée au tribunal qui aurait connu de la requête (5).

14. Le créancier qui aura fait emprisonner son débiteur, sera tenu de consigner d'avance (6), et par chaque mois (7), la somme de vingt livres, entre les mains du gardien de la maison d'arrêt, pour la subsistance de l'incarcéré ;

(1) Le sauf-conduit ne peut être accordé que pour le temps nécessaire pour porter témoignage. Cass., 5 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 2, 226; Bull. civ., V, 1. — Voyez aussi une lettre ministérielle du 15 messidor an 8 (*SIR.*, I, 2, 255), portant, en outre, que les saufs-conduits ne doivent être renouvelés qu'en cas de nécessité, et que la délivrance d'un sauf-conduit, sans motif, caractérise une prévarication. — Voyez encore une délibération du conseil d'état, du 30 avril 1807, approuvée le 30 mai suivant (*SIR.*, VIII, 2, 30), portant que les juges de paix et les tribunaux de commerce ne peuvent donner de sauf-conduit, que s'il est nécessaire de faire entendre devant eux des témoins en état d'arrestation; et que les parties qui ont à faire entendre de tels témoins doivent s'adresser au président du tribunal civil de l'arrondissement qui, sur la représentation du jugement ordonnant l'enquête, et le ministère public entendu, délivre, s'il y a lieu, le sauf-conduit nécessaire.

(2) Sous l'empire de cette disposition, il n'était pas nécessaire de signifier au débiteur deux copies distinctes et séparées du procès-verbal d'emprisonnement et de l'acte d'écrou; il suffisait de réunir ces deux actes dans une seule copie. Cass., 9 prairial an 13, *SIR.*, VII, 2, 870.

(3) Les nullités qui se rencontrent dans la copie du procès-verbal d'écrou, quelle que soit d'ailleurs la régularité de l'original, rendent nuls l'emprisonnement et la recommandation. Paris, 9 germinal an 13, *SIR.*, V, 2, 288.

(4) Le débiteur, mis en liberté pour illégalité de son arrestation, ne peut être arrêté, au moment de sa sortie de prison, par des huissiers apostés tout auprès. Bruxelles, 12 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 293.

(5) La question de validité de la contrainte par corps, exercée par un receveur particulier contre un percepteur de contributions directes, doit être portée devant les tribunaux et non devant le conseil de préfecture, s'il s'agit, non d'apprécier les motifs de la contrainte, mais la manière dont elle a été opérée, et si les formalités prescrites par la loi de l'an 6 ont été observées. Arr. du cons., 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 2, 82.

(6) Il n'est pas nécessaire que les alimens soient consignés un jour entier d'avance : il suffit que la consignation ait lieu avant toute distribution d'alimens aux prisonniers. Rouen, 10 vendémiaire an 11, *SIR.*, VII, 2, 869.

(7) La somme de vingt livres allouée par chaque mois aux détenus pour leurs alimens, est accordée par chaque mois tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien, et non par chaque période de trente jours. Paris, 23 février 1819, *SIR.*, XX, 2, 206. — Jugé, au contraire, que la consignation doit être faite pour chaque période de trente jours. Toulouse, 16 mars 1818,

sinon, ce dernier obtiendra son élargissement, sur la représentation du certificat du gardien que la somme destinée à pourvoir aux alimens du détenu n'a point été consignée, et dans la forme prescrite par l'article précédent (1).—Tout débiteur ainsi élargi ne pourra plus être incarcéré pour la même dette (2).

15. Si le débiteur est recommandé par un créancier autre que celui à la requête duquel s'est fait l'emprisonnement, il sera tenu de contribuer à l'acquit des alimens du détenu, du jour de sa recommandation. — Le contingent de la contribution pour ces alimens se partage par égales portions entre les différens créanciers d'un détenu. — Néanmoins celui qui aura fait exécuter un emprisonnement, sera personnellement tenu d'effectuer la consignation prescrite par l'article 14 ci-dessus, sauf son recours contre les autres créanciers, à peine de nullité de l'écrou.

16. L'énonciation faite dans le procès-verbal de l'huissier, que le prisonnier a refusé des alimens, ne sera d'aucune considération, si son refus n'est confirmé par sa déclaration inscrite sur le registre de la maison d'arrêt.

17. Le détenu qui aura refusé de recevoir des alimens, pourra changer de volonté par une simple sommation faite au créancier de lui en fournir; et dans le cas où celui-ci refuserait d'y satisfaire, ou n'y satisferait pas dans les

SIR., XVIII, 2, 254; Paris, 20 octobre 1819, SIR., XX, 2, 85; Cass., 21 novembre 1820, SIR., XXI, 1, 23; Bull. civ., XXII, 311; et plusieurs autres arrêts.

Le débiteur incarcéré ne peut se plaindre du défaut de consignation d'alimens pour le trente-unième jour des mois de trente-un jours écoulés durant sa détention, lorsque le créancier a fait successivement plusieurs consignations de vingt francs, chacune pour un mois, et d'avance, de manière qu'il y ait toujours eu une somme suffisante consignée pour chaque jour. Cass., 20 juin 1821, SIR., XXIII, 1, 152; 11 juin 1822, SIR., XXIII, 1, 150; 7 août 1822, SIR., XXIII, 1, 151; et 20 août 1822, SIR., XXIII, 1, 152. — Jugé, cependant, que la consignation d'une somme de vingt francs, faite par le créancier pour le premier mois d'alimens de son débiteur incarcéré, est insuffisante si ce premier mois est composé de trente-un jours, et que le débiteur doit obtenir son élargissement, encore qu'avant l'expiration du premier mois, le créancier ait fait une nouvelle consignation pour un autre mois: la nouvelle consignation destinée aux alimens d'un second mois ne peut suppléer à l'insuffisance de la première. Cass., 27 août 1821, SIR., XXII, 1, 133; Bull. civ., XXIII, 240.

Les alimens à consigner chaque mois sont de dix-neuf francs soixante-quinze centimes, représentant vingt livres tournois, et non de vingt francs: à cet égard, la disposition de la loi du 15 germinal an 6, qui fixe à vingt livres tournois la consignation, n'a été changée ni modifiée par aucune loi postérieure. Amiens, 14 décembre 1823, SIR., XXIX, 2, 294. — Lorsque des alimens ont été consignés en francs pour un prisonnier, en exécution de la loi du 15 germinal an 6, qui ordonne de consigner vingt livres, un mois suffit pour épuiser les vingt francs: on ne saurait entendre qu'il doive rester, à la fin du mois, la différence du franc à la livre. Rouen, 7 avril 1827, SIR., XXVII, 2, 165.

Voyez l'art. 29 de la loi précitée du 17—19 avril 1832, qui fixe le taux des alimens à consigner à trente francs pour Paris, et à vingt-cinq francs dans les autres villes, pour chaque période de trente jours.

Le créancier n'est point tenu des frais de maladie du débiteur incarcéré. Cass., 17 juillet 1810, SIR., X, 1, 370; Bull. civ., XII, 145.

(1) La demande en élargissement pour défaut de consignation d'alimens est recevable, si, au jour de la demande, il s'est écoulé depuis l'emprisonnement autant de périodes de trente jours que la somme allouée par mois a été consignée de fois, et qu'en outre il y ait une nouvelle période de trente jours commencée, sans qu'il y ait consignation; peu importe que depuis la dernière consignation de la somme fixée par mois, il ne se soit pas écoulé trente jours. Toulouse, arrêt précité du 16 mars 1818, SIR., XVIII, 2, 254; et Douai, 1^{er} septembre 1824, SIR., XXV, 2, 177. — Le prisonnier pour crime, qui n'est plus détenu que pour dommages-intérêts envers la partie civile, doit obtenir son élargissement, si le créancier n'a pas consigné d'alimens. Cass., 19 pluviose an 13, SIR., V, 2, 59; Bull. crim., X, 157.

(2) Le débiteur d'une dette commerciale, qui a obtenu son élargissement faute de consignation d'alimens par le créancier, ne peut pas être incarcéré de nouveau pour la même dette. Paris, 5 août 1817, SIR., XVII, 2, 307. — Mais il peut l'être à la requête des recommandataires. Toulouse, 24 ventose an 11, SIR., VII, 2, 874.

trois jours de la sommation, le détenu sera fondé à provoquer, conformément à l'article 14, son élargissement, qui ne pourra lui être refusé. — Néanmoins tout créancier qui a fait incarcérer ou recommander un débiteur, peut, nonobstant le refus de celui-ci de recevoir des alimens de son créancier, en consigner le montant pour un mois, conformément à l'article 14 ci-dessus.

18. Toute personne légalement incarcérée pourra obtenir son élargissement, — 1° Par le consentement authentique du créancier ou des créanciers qui l'ont fait incarcérer; — 2° Par le paiement ou la consignation légale des sommes pour lesquelles on l'a constituée prisonnière ou recommandée, et des frais d'exécution (1); — 3° Par le paiement du tiers de la dette, et une caution pour le surplus, consentie par le créancier, ou régulièrement reçue par le tribunal qui a rendu le jugement d'exécution; — 4° Par le bénéfice de cession; — 5° Par la réunion des trois quarts des créances en sommes, pourvu que les créanciers ne soient que chirographaires; — 6° De plein droit, par le laps de cinq années consécutives de détention (2).

19. Tous réglemens, lois et ordonnances précédemment rendus sur l'exercice de la contrainte par corps en matière civile et de commerce, sont abrogés.

N° 470. = 19 germinal an 6 (8 avril 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui annule un arrêté de l'administration centrale du département

(1) Des offres conditionnelles ne peuvent autoriser la mise en liberté provisoire d'un débiteur emprisonné. Cass., 27 mai 1807, *SIR.*, VIII, 1, 273; Bull. civ., IX, 190.

(2) Voyez la loi du 17—19 avril 1832, art. 5, qui proportionne la durée de l'emprisonnement au montant de la dette.

L'art. 18 du tit. III de la loi de germinal an 6 n'a pas été abrogé par l'art. 800 du Cod. proc. civ.; en conséquence, le laps de cinq ans de détention, en matière commerciale, est une cause d'élargissement sous le Code de procédure, comme sous la loi de germinal. Cass., 3 mars 1825, *SIR.*, XXV, 1, 310. — Jugé encore que le débiteur obligé et incarcéré sous la loi de germinal peut demander, sous l'empire du Code de procédure, à être mis en liberté, lorsqu'il s'est écoulé cinq ans depuis son arrestation. Paris, 25 septembre 1811, *SIR.*, XII, 2, 299. — Jugé, dans le même sens, que le détenu pour dettes, obligé et arrêté sous l'empire de la loi de germinal, peut invoquer le bénéfice de cette loi pour obtenir son élargissement après cinq ans de détention, quoiqu'une partie des cinq années ait couru sous l'empire du Code de procédure. Paris, 14 janvier 1809, *SIR.*, IX, 2, 215. — Jugé enfin que le débiteur qui, en matière commerciale, s'est obligé par corps, soit avant, soit depuis le Code de procédure, doit être élargi après cinq ans de détention. Paris, 1^{er} octobre 1814, *SIR.*, XV, 2, 1. — *Idem*, relativement au débiteur qui n'a été incarcéré que postérieurement à la promulgation des Codes civil et de procédure civile. Bruxelles, 20 août 1810, *SIR.*, XI, 2, 69.

Mais les principes qui précèdent ne sont pas applicables aux dettes non commerciales contractées sous l'empire du Code de procédure. Paris, 29 mai 1815, *SIR.*, XVI, 2, 336.

Celui qui, sous l'empire de la loi du 15 germinal an 6, a été condamné correctionnellement à des restitutions civiles (outre la peine de la détention), et qui, après avoir subi sa peine, a continué à être détenu pendant cinq ans à défaut de restitution civile, peut demander son élargissement, comme s'il avait été détenu pour dettes commerciales. Paris, 9 mai 1811, *SIR.*, XI, 2, 281. — S'il arrive qu'un débiteur détenu pour dettes ou causes civiles, soit transféré dans une prison criminelle par l'effet d'un mandat de dépôt, et reste là en état de prévention jusqu'à son renvoi des poursuites criminelles, cette détention dans une prison criminelle, à la requête du ministère public, pendant un certain délai, n'empêche pas que le débiteur ne doive être réputé constamment détenu pour dettes, à la requête de son créancier; il est donc fondé à demander son élargissement après cinq ans. Paris, 22 novembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 65. — L'art. 18 de la loi de germinal s'applique aux matières de douanes comme à toute autre matière où la contrainte par corps est permise. Cass., 31 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 135.

Les étrangers, même les femmes, ne peuvent obtenir leur liberté après cinq ans de détention pour dettes; c'est la loi du 10 septembre 1807 qui seule règle la contrainte par corps contre les étrangers. Nancy, 1819, *SIR.*, XIX, 2, 258. — Jugé en sens contraire. Paris, 14 juillet 1816, *SIR.*, XVII, 2, 70.

Le débiteur, après cinq ans d'emprisonnement, ne peut plus être incarcéré ni recommandé pour une dette antérieure à sa détention. Paris, 22 août 1806, *SIR.*, VI, 2, 219.

de la Haute-Marne, concernant l'intérêt de la république dans une succession d'émigré (1). (II, Bull. cxcv, n° 1797.)

Le directoire exécutif, vu l'arrêté de l'administration centrale du département de la Haute-Marne, du 6 nivose dernier, qui déclare que la république n'a rien à prétendre dans les biens composant la succession de *Nicolas-Claude Thomassin*; — Considérant que, par cet arrêté, l'administration centrale du département de la Haute-Marne a décidé pour la négative la question de savoir si la république recueille encore les successions qui s'ouvrent en faveur des émigrés; que cette décision paraît, au premier abord, autorisée par l'article 25 de la loi du 9 floréal an 3, lequel porte : « Au moyen des dispositions ci dessus, toute la législation relative aux familles des émigrés est abolie, et la nation renonce à toutes les successions qui pourraient leur échoir à l'avenir, tant en ligne directe que collatérale, n'entendant recueillir que celles ouvertes jusqu'à ce jour; » que l'article 26 de la même loi porte de plus, « qu'après l'exécution du présent décret, on ne reconnaîtra plus en France de père, mère, aïeul, aïeule, parens ni parentes d'émigrés; » que si ces dispositions étaient encore en vigueur, il est constant que la république n'aurait aucun droit aux successions dont il s'agit; qu'en effet, elles ont clairement abrogé l'article 3 de la loi du 28 mars 1793, en tant qu'il réserve à la république la faculté de recueillir des successions du chef d'individus frappés de mort civile pour cause d'émigration : mais que la loi du 9 floréal an 3 a été suspendue en son entier par un décret du 11 messidor suivant; que cette suspension a duré jusqu'au 20 floréal an 4, époque à laquelle est intervenue une loi qui porte : « Ceux sur les biens desquels le séquestre a dû être apposé en vertu de la loi du 17 frimaire an 2, seront admis à demander le partage ordonné par la loi du 9 floréal an 3; » que, par deux autres dispositions de la même loi, le séquestre est maintenu sur les biens de ceux qui ne voudraient pas faire le partage, et rétabli sur les propriétés de tous les individus désignés par la loi antérieure qui auraient obtenu la levée de la main-mise nationale; — Qu'il est évident que cette loi, qui forme le dernier état de la législation sur cette matière, ne lève point la suspension décrétée le 11 messidor an 3, de celle du 9 floréal précédent; qu'ainsi, les articles 25 et 26 de cette dernière ne peuvent plus être invoqués; qu'on ne peut plus s'étayer ni du premier, qui dit, *au moyen des dispositions ci-dessus*, puis-qu'il est visible que ces dispositions obligatoires et impératives sont transformées en une faculté; ni du second, qui dit, *après l'exécution du présent décret*, puisqu'on n'exécute plus ce décret qui ordonnait de partager dans deux mois, mais seulement la loi du 20 floréal an 4, qui n'établit à cet égard qu'une simple faculté; — Que l'on ne saurait croire que le corps législatif, en remettant, le 20 floréal an 4, à la volonté des ascendans, de faire ou de ne pas faire partage, ait voulu en même temps renoncer à toute succession future; que c'eût été encourager les ascendans, surtout ceux d'un âge avancé, à ne pas demander partage, leurs successibles républicains pouvant facilement leur assurer un revenu pour les dédommager du séquestre, afin de les détourner de toute idée de partager; — Que si le corps législatif eût voulu faire revivre la renonciation aux successions décrétée le 9 floréal an 3, il eût sans doute distingué les successions directes des successions collatérales; qu'il eût statué particulièrement sur les successions directes ouvertes dans l'intervalle des deux

(1) Voyez, sur les droits de l'état dans les successions d'émigrés, les lois citées dans le § 3 des notes sur le décret du 9—12 février 1792.

lois ; — Qu'il est vrai que les collatéraux ne gagnent plus, comme ils le faisaient par la loi du 9 floréal an 3, la part de l'émigré ; mais que c'est l'effet du changement qui a eu lieu dans le système de la législation ; — Qu'inutilement l'administration centrale du département de la Haute-Marne se fonde, dans son arrêté du 6 nivose dernier, sur ce que, dans deux lois postérieures à celle du 9 floréal an 3, l'une du 29 fructidor an 3, l'autre du 23 vendémiaire an 4, il n'est plus question de successions à échoir aux émigrés, mais uniquement de successions précédemment ouvertes ; mais que ces lois ne prouvent ni pour ni contre en cette partie ; que d'abord, puisqu'elles sont intervenues entre la loi suspensive du 11 messidor an 3 et la loi du 20 floréal an 4, elles ne peuvent en aucune manière déterminer l'effet de celle-ci ; qu'en second lieu, il est naturel que la convention nationale, en parlant des successions ouvertes, ait pensé que les règles de conduite qu'elle traçait seraient suivies également dans celles qui s'ouvriraient par la suite ; qu'en troisième lieu, l'une de ces lois, celle du 29 fructidor an 3, présente, article 1^{er}, les expressions suivantes, *où la succession sera ouverte* ; que dans le système de l'administration centrale du département de la Haute-Marne, elle aurait dû dire, *où la succession est ouverte* ; que, par conséquent, si une pareille observation pouvait faire preuve, ce serait contre l'opinion adoptée par cette administration ; qu'enfin, si la convention nationale avait eu, dans les deux lois citées, les vues que lui prêtent les administrateurs du département de la Haute-Marne, elle n'aurait pas manqué, en ne voulant parler que des successions ouvertes, de dire *ouvertes jusqu'au 9 floréal an 3*, puisque, s'il y avait à cet égard un point de démarcation, ce serait à cette dernière date qu'il existerait, aux termes de l'article 25 de la loi du 9 floréal an 3 elle-même ; — Après avoir entendu le ministre des finances, arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté ci-dessus mentionné de l'administration centrale du département de la Haute-Marne est annulé.

2. Le ministre des finances prendra sur-le-champ, pour assurer les intérêts de la république, toutes les mesures qui doivent s'ensuivre de l'annulation de cet arrêté.

N^o 471. = 21 germinal an 6 (10 avril 1798). = *Loi interprétative de l'article 11 de celle du 14 thermidor an 4, sur les droits d'enregistrement* (1). (II, Bull. cxcvi, n^o 1798 ; B., LXXII, 93.)

N^o 472. = 24 germinal an 6 (13 avril 1798). = *Loi relative aux transports de contributions, à raison de distraction ou d'augmentation de territoire*. (II, Bull. cxcvi, n^o 1800 ; B., LXXII, 98.)

Art. 1^{er}. Dans les départemens où il a été distrait quelque commune, ou partie de commune d'un canton, pour la réunir à un autre canton du même département, l'administration centrale est chargée de transporter, par un arrêté qu'elle prendra dans le plus bref délai, si fait n'a été, sur le canton auquel la réunion a été faite, le montant des contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire que la commune ou partie de commune réunie aurait dû supporter, pour l'an 5 et l'an 6, dans le canton dont elle a été séparée, et de dégrever d'autant ce dernier canton.

2. Les administrations municipales procéderont de même, dans le plus court délai, relativement aux distractions et réunions de territoire qui ont

(1) Abrogée par la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), art. 73. Voyez cette loi et les notes.

eu lieu, de commune à commune, dans le même canton : leurs arrêtés, à cet égard, ne seront exécutés qu'après le *visa* des administrations centrales, qui pourront les rectifier, si le cas y échoit.

3. Le directoire exécutif est chargé de faire pareil transport de contributions d'un département à l'autre, si la distraction d'une ou de plusieurs communes, parties de communes ou cantons, a opéré une réunion à un autre département (1).

4. Tout transport de contributions en exécution des articles ci-dessus, sera fait en principal et centimes additionnels, et d'après la répartition existante.

N° 473. = 24 germinal an 6 (13 avril 1798). = *Loi qui autorise la sortie des chanvres blancs peignés des départemens du Haut et du Bas-Rhin.* (II, Bull. cxcvi, n° 1801 ; B., LXXII, 99.)

N° 474. = 28 germinal an 6 (17 avril 1798). = *Loi relative à l'organisation de la gendarmerie nationale* (2). (II, Bull. cxcvii, n° 1805 ; B., LXXII, 118.)

Le conseil..., considérant que le moindre retard à l'exécution de l'article 293 de l'acte constitutionnel, portant que « le corps législatif détermine les moyens d'assurer par la force publique l'exécution des jugemens » et la poursuite des accusés sur tout le territoire français, pourrait compromettre essentiellement la tranquillité publique, la sûreté des personnes et des propriétés ; — Considérant que les quinze cents brigades de gendarmerie nationale créées par la loi du 25 pluviôse an 5, sont insuffisantes pour assurer le maintien de l'ordre public dans l'intérieur, et pour la répression des crimes et des délits ; — Considérant enfin qu'il est essentiel de rappeler le corps de la gendarmerie nationale au véritable but de son institution, et au service pour lequel il est destiné, en réunissant dans un seul code les dispositions législatives qui doivent déterminer le service habituel de cette troupe, ses rapports avec les autorités civiles, avec la garde nationale sé-

(1) Voyez l'arrêté du 29 nivôse an 7 (18 janvier 1799), interprétatif de cet article, et qui en étend les dispositions.

(2) Voyez, dans la note qui accompagne la loi du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791, le résumé des lois sur l'organisation et les attributions de la gendarmerie antérieures à la présente, qui, par son art. 235, les a formellement abrogées. Voyez aussi, sur le même objet, l'arrêté du 27 nivôse an 7 (16 janvier 1799), qui détermine l'ordre des rangs dans le corps de la gendarmerie ; la loi du 23 fructidor suivant (9 septembre 1799), art. 30, qui détermine l'organisation et la solde de ce corps ; l'arrêté du 17 pluviôse an 8 (6 février 1800), qui règle le mode d'admission et d'avancement dans la gendarmerie ; celui du 12 thermidor an 9 (31 juillet 1801), sur l'organisation du même corps ; le décret du 11 juin 1805, qui règle les rapports entre les gardes champêtres et la gendarmerie ; celui du 4 août 1806, qui détermine le temps de nuit pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans les maisons des citoyens ; l'ordonnance du 11-21 juillet 1814, contenant l'organisation de la gendarmerie royale ; celle du 10 septembre—27 octobre 1815, qui contient la division de ce corps en escadrons, compagnies, etc., et celle du 18—25 novembre même année, portant institution d'un jury dans chaque département pour en organiser les brigades ; celle du 2—31 août 1818, tit. XV, qui contient des dispositions particulières pour la gendarmerie ; celle du 5—13 avril 1820, relative au recrutement de ce corps ; et surtout celle du 29 octobre—29 novembre 1820, qui résume toute la législation antérieure et qui forme le code actuel de la gendarmerie. Voyez encore l'ordonnance du 12—29 août 1831, sur l'avancement dans ce corps ; et enfin la loi du 23—26 février 1834, qui attribue les fonctions d'officiers de la police judiciaire aux maréchaux-des-logis et brigadiers de la gendarmerie dans les départemens de l'Ouest.

La gendarmerie de Paris, actuellement nommée *garde municipale*, est régie par des réglemens particuliers que nous indiquerons séparément.

dentaire et la garde nationale en activité... , approuve l'urgence et la résolution suivante :

TITRE 1^{er}. — *De l'institution de la gendarmerie nationale.*

Art. 1^{er}. Le corps de la gendarmerie nationale est une force instituée pour défendre l'état contre les ennemis du dehors, est néanmoins appelée par la constitution, ainsi que la garde nationale sédentaire, pour concourir avec la gendarmerie nationale à la répression des délits, et à faire cesser toute résistance à l'exécution des lois.

2. La garde nationale en activité, quoique plus particulièrement instituée pour défendre l'état contre les ennemis du dehors, est néanmoins appelée par la constitution, ainsi que la garde nationale sédentaire, pour concourir avec la gendarmerie nationale à la répression des délits, et à faire cesser toute résistance à l'exécution des lois.

3. Le service de la gendarmerie nationale est particulièrement destiné à la sûreté des campagnes et des grandes routes.

TITRE II. — *De l'augmentation de la gendarmerie nationale.*

4. Le corps de la gendarmerie nationale à cheval, établi par les lois des 25 pluviose an 5 et 22 brumaire an 6, sera augmenté de cent lieutenans et de quatre cent cinquante-trois brigades; il sera en conséquence composé ainsi qu'il suit, et organisé conformément aux dispositions ci-après.

TITRE III. — *Composition de la gendarmerie nationale.*

5. Le corps de la gendarmerie nationale à cheval, faisant le service dans les départemens continentaux de la république, sera composé de vingt-cinq chefs de division ayant rang de chefs de brigade, cinquante chefs d'escadron, cent capitaines, trois cents lieutenans, cent maréchaux-des-logis chef, cinq cents maréchaux-des-logis ordinaires, quinze cents brigadiers, sept mille neuf cents gendarmes, cent trompettes. — Total de la composition, dix mille cinq cent soixante-quinze.

6. Le corps de la gendarmerie nationale est divisé en deux mille brigades, cent compagnies, cinquante escadrons et vingt-cinq divisions: dans ce nombre n'est pas comprise la division de la Corse, faisant le service dans les départemens du Golo et de Liamone.

7. Chaque division fera le service de quatre départemens, à raison d'une compagnie par département.

8. Chaque division sera formée de deux escadrons, l'escadron de deux compagnies, la compagnie d'un nombre de brigades proportionné à l'étendue territoriale, à la position topographique, à la situation politique et à la population de chaque département.

9. Chaque division sera commandée par un chef de division ayant rang de chef de brigade, chaque escadron par un chef d'escadron, et chaque compagnie par un capitaine, deux, trois ou quatre lieutenans; chaque brigade par un maréchal-des-logis ou brigadier.

10. Il sera attaché à chaque compagnie un maréchal-des-logis chef, réunissant les fonctions de quartier-maitre et celle de secrétaire-greffier, et un trompette faisant le service de gendarme: ils feront partie des brigades du chef-lieu. Il y aura un guidon pour chaque compagnie: il sera porté par le maréchal-des-logis chef.

11. La formation des divisions, la répartition des individus, seront fixées par le directoire exécutif, à raison des besoins du service; il déterminera également l'emplacement des brigades, d'après les bases fixées par l'article 8.

12. Le directoire exécutif adressera dans le plus bref délai, au corps lé-

gislatif, l'état général qu'il aura arrêté pour l'emplacement et le nombre des brigades dans chaque département, ainsi que la formation des divisions et compagnies.

TITRE IV. — *Organisation.*

13. Le directoire exécutif procédera à l'augmentation de la gendarmerie, sur les bases déterminées par le titre III, en se conformant aux dispositions ci-après.

14. Les emplois de lieutenans seront tous, et pour cette fois seulement, à la nomination du directoire exécutif.

15. Le directoire exécutif pourra, pendant les six mois qui suivront la publication de la présente loi, réviser les choix des officiers qu'il aura faits tant en vertu de la présente que des lois antérieures, et en faire de nouveaux s'il le trouve convenable au bien du service.

16. Nul ne pourra être nommé au grade de chef de division ou d'escadron, s'il ne justifie de six ans de service actif comme officier, dans les grades égaux ou inférieurs au sien, antérieurement à sa nomination, et s'il n'a, dans son arme, au moins le grade correspondant à celui auquel il sera nommé. — Nul ne pourra être nommé capitaine, s'il n'est au moins capitaine dans l'arme dans laquelle il sert, et s'il ne justifie qu'antérieurement à sa nomination il a servi pendant quatre ans comme officier. — Nul ne pourra être nommé lieutenant, si, indépendamment du grade correspondant, il ne justifie de quatre ans de service comme officier ou sous-officier.

17. Le directoire exécutif pourra choisir lesdits officiers dans toutes armes, pourvu que ceux qu'il nommera soient en activité de service, ou qu'ils n'aient été réformés que par suite de la suppression ou de la réduction du corps dans lequel ils servaient. — Les officiers réformés, comme il est dit ci-dessus, pourront être nommés dans le grade qu'ils occupaient lors de leur réforme, quand bien même ils seraient entrés depuis dans un autre corps, dans un grade inférieur.

18. Six mois de service pendant la révolution compteront pour une année de service.

19. Sont exclus les officiers de l'ancien corps de la gendarmerie nationale et ceux des autres armes qui ont quitté par démission ou par retraite depuis et avant le 14 juillet 1789.

20. Ne pourront être nommés ceux qui, à raison de leur grand âge ou de leurs infirmités, sont susceptibles d'obtenir leur retraite.

21. Les officiers de gendarmerie nationale actuellement employés à la police des camps, sont appelés à faire partie du nouveau corps de gendarmerie nationale : ceux qui ne seraient pas compris dans la nouvelle formation, concourront avec ceux en activité, en raison de leurs grades et de leurs services, pour parvenir aux emplois qui viendront à vaquer.

22. Le directoire exécutif, après avoir procédé, conformément aux lois antérieures, à la nomination des chefs de division, d'escadron, des capitaines et lieutenans, assignera à chacun d'eux leur division et le lieu de leur résidence.

23. Les chefs de division et d'escadron, les capitaines et les lieutenans, se rendront de suite au lieu indiqué pour leur résidence, à l'effet d'assister au jury d'examen qui sera formé dans chaque département pour le choix et l'admission des sous-officiers et gendarmes.

24. Le directoire exécutif déterminera l'époque de la convocation des jurys.

25. Le jury d'examen sera composé, dans chaque département, indépen-

damment des officiers de la gendarmerie nationale, de deux membres de l'administration centrale, du commissaire du directoire exécutif près ladite administration, de l'accusateur public, et du commissaire du directoire exécutif près le tribunal criminel : les membres qui le composeront se rassembleront au chef-lieu de département.

26. Les chefs de division et d'escadron n'assisteront qu'au jury d'examen du département où leur résidence sera fixée.

27. Il sera d'abord procédé, sous la présidence du plus ancien d'âge, le plus jeune faisant les fonctions de secrétaire, à la nomination du maréchal-des-logis chef, secrétaire-greffier : cette nomination sera faite au scrutin, à la majorité absolue des suffrages ; il pourra être choisi indistinctement parmi les officiers de gendarmerie non conservés dans la nouvelle organisation, ou parmi les maréchaux-des-logis en chef ou ordinaires de la gendarmerie, ou parmi les maréchaux-des-logis en chef des autres corps de cavalerie en activité de service. Aussitôt sa nomination, le maréchal-des-logis chef, s'il est sur les lieux, prendra place au jury, et tiendra la plume.

28. Le jury procédera à la nomination des maréchaux-des-logis ordinaires et brigadiers, par la voie du scrutin individuel, à la majorité absolue des suffrages. Il sera procédé de la même manière pour la nomination des gendarmes.

29. Les maréchaux-des-logis ordinaires seront choisis parmi les maréchaux-des-logis ou brigadiers du corps de la gendarmerie nationale, ou parmi les maréchaux-des-logis en chef de la cavalerie de ligne.

30. Les brigadiers seront choisis parmi les brigadiers de la gendarmerie nationale, ou parmi les maréchaux-des-logis des troupes de ligne, ou parmi les gendarmes en activité qui seront reconnus avoir le plus d'aptitude, et justifieront avoir fait le meilleur service.

31. Les officiers non conservés qui ne seront pas nommés aux emplois de maréchal-des-logis chef, pourront aussi être admis par le jury à l'emploi de maréchal-des-logis ordinaire seulement : quant aux maréchaux-des-logis et brigadiers qui n'auront point été conservés dans leur grade, le jury pourra les appeler aux emplois immédiatement inférieurs, et même à celui de simple gendarme.

32. Les conditions pour être reçu en qualité de gendarme dans la présente formation, sont : — 1^o D'être âgé de vingt-cinq ans et au dessus ; — 2^o D'être en activité dans la gendarmerie à pied ou à cheval, ou dans les troupes de ligne de toutes les armes, ou d'être porteur d'un congé en bonne forme, justificatif de trois campagnes au moins dans la guerre de la liberté ; — 3^o De savoir lire et écrire correctement : néanmoins le jury pourra admettre dans chaque brigade, et pour la présente formation seulement, un gendarme qui ne remplirait pas cette dernière condition ; ce gendarme ne sera susceptible d'être promu au grade de sous-officier, qu'autant qu'il se sera mis à même de lire et d'écrire correctement. — Tout militaire qui se présentera pour être admis à l'emploi de gendarme, sera tenu de produire un certificat de ses chefs, qui constate son civisme, ses services militaires, sa conduite morale et politique. — La taille sera d'un mètre soixante-treize centimètres, ou cinq pieds quatre pouces.

33. Les gendarmes réformés par la suppression ou le licenciement de leurs corps, ou par le jury formé en exécution de la loi du 25 pluviôse, pourront être admis dans la présente formation, si d'ailleurs ils remplissent les conditions d'éligibilité exigées par le précédent article.

34. Les sous-officiers et gendarmes nationaux faisant partie des détachemens employés à la police des camps, sont appelés pour concourir, avec

ceux de l'intérieur, à faire partie de la présente formation. — Il sera procédé à leur examen par un jury spécial, composé d'un adjudant-général de l'état-major général de l'armée à la suite de laquelle ils sont employés, du chef d'escadron, du capitaine et des lieutenans commandant lesdits détachemens. — L'état général des sous-officiers et gendarmes admis par ce jury, avec l'indication des départemens d'où ils ont été tirés, sera envoyé au ministre de la guerre, et par lui transmis aux jurys des départemens. — Les sous-officiers et gendarmes que le jury aura jugés dignes d'être employés, le seront de plein droit dans leurs départemens respectifs; et par conséquent, les jurys d'examen de ces départemens auront autant de nominations de moins à faire. — Les sous-officiers et gendarmes tirés de la gendarmerie actuellement en activité aux armées, qui seront nommés à des emplois dans les départemens, y seront remplacés jusqu'à leur arrivée, les maréchaux-des-logis par des brigadiers, et ceux-ci par des gendarmes provisoires désignés par le jury. — Les gendarmes et brigadiers provisoires auront de plein droit les premières places de leur grade qui viendront à vaquer dans la compagnie.

35. Le directoire exécutif fera procéder, dans le plus bref délai, aux opérations prescrites par l'article ci-dessus pour les sous-officiers et gendarmes employés aux armées, afin que le ministre de la guerre puisse faire connaître aux jurys d'examen dans les départemens, et avant leur convocation, l'état des sous-officiers et gendarmes qui doivent y être placés.

36. Les sous-officiers et gendarmes nommés par les jurys exerceront provisoirement leurs fonctions; il leur sera délivré, à cet effet, un extrait du procès-verbal de leur nomination, pour leur tenir lieu de la commission qui leur sera expédiée par le ministre de la guerre.

37. Les officiers qui seront réformés par l'effet des dispositions ci-dessus, obtiendront la pension de retraite, s'ils en sont jugés susceptibles; sinon, ils auront droit au traitement de réforme. — Les sous-officiers et gendarmes qui se trouveront dans le même cas, obtiendront la pension de retraite, s'ils y ont droit; sinon, ils jouiront du traitement de réforme qui sera incessamment fixé par le corps législatif, sur les états qui lui seront présentés par le directoire exécutif.

38. Les sous-officiers et gendarmes admis en exécution des lois précédentes, continueront leurs fonctions jusqu'à l'organisation qui sera faite en vertu des dispositions contenues en la présente loi.

39. L'entière organisation du nouveau corps de la gendarmerie nationale sera censée terminée, aussitôt que les jurys auront nommé le nombre de sous-officiers et gendarmes nécessaire pour compléter celui des brigades qui auront été assignées aux départemens, par le directoire exécutif, en conséquence de la présente loi. Dans tous les cas, un mois après l'époque pour laquelle le directoire exécutif aura ordonné la convocation des jurys, les nominations et avancements auront lieu, conformément aux dispositions du titre ci-après, pour les sous-officiers seulement; et jusqu'à cette époque, il ne sera fait aucun remplacement dans les emplois de sous-officiers. — Quant aux officiers, tout avancement sera suspendu pendant six mois, à compter de la publication de la présente loi, conformément aux dispositions de l'article 15.

40. Après que les jurys d'examen auront terminé les opérations qui leur sont déléguées par la présente loi, il sera passé, par compagnie, une revue générale de tous les officiers, sous-officiers et gendarmes de la gendarmerie nationale, en présence de deux membres de l'administration du département et du commissaire du directoire exécutif près d'elle: tous seront obligés de signer avec les administrateurs et le commissaire des guerres. Ceux des

officiers, sous-officiers et gendarmes qui ne se seront pas rendus à leur poste, ou qui s'en trouveront absens à l'époque de cette revue, seront considérés comme démissionnaires de leur emploi, par le fait même de leur absence, à moins de causes légitimes dont il sera justifié.

41. Le directoire exécutif déterminera l'époque de cette revue générale, dont il lui sera rendu compte dans la décade qui la suivra.

TITRE V. — Admission et avancement après la formation.

42. L'organisation de la gendarmerie, terminée d'après les dispositions contenues aux titres précédens, les règles d'admission et d'avancement seront observées ainsi qu'il sera dit ci-après.

43. Les qualités d'admission pour un gendarme seront à l'avenir, — 1° D'être âgé de vingt-cinq ans et au dessus, jusqu'à quarante; — 2° De savoir lire et écrire correctement; — 3° D'avoir fait trois campagnes depuis la révolution, dont une au moins dans la cavalerie; et après la paix générale, d'avoir servi au moins quatre années, sans reproche, dans les troupes à cheval, ce dont il sera justifié par des congés en bonne forme; — 4° D'être porteur d'un certificat de bonnes mœurs, de bravoure, de soumission exacte à la discipline militaire, et d'attachement à la république; — 5° D'être au moins de la taille d'un mètre soixante-treize centimètres, ou cinq pieds quatre pouces.

44. Il sera ouvert au secrétariat de l'administration centrale du département un registre destiné à inscrire les candidats qui se présenteront pour être admis à l'emploi de gendarme.

45. Aucun militaire ne pourra être porté sur le registre d'inscription, s'il ne justifie à l'administration centrale, d'un certificat du conseil d'administration de la gendarmerie du département, qui constatera qu'après un examen rigoureux des qualités physiques, des services militaires, et du degré d'instruction du candidat, il est susceptible de concourir à l'emploi de gendarme; l'administration centrale demeurant plus particulièrement chargée de s'assurer de sa moralité et de son patriotisme. Dans le cas où le conseil d'administration refuserait d'admettre un candidat, il sera tenu de motiver son refus.

46. Lorsqu'une place de gendarme viendra à vaquer, l'administration centrale du département fera choix de quatre militaires parmi ceux portés sur le registre d'inscription, et réunissant les conditions prescrites par les articles précédens: elle en adressera la liste, avec les pièces à l'appui, au capitaine, qui, après l'avoir réduite à trois, l'adressera, avec son avis, au chef d'escadron, qui réduira la liste à deux; ce dernier l'adressera au chef de division, qui en nommera un, auquel il sera expédié une commission par le ministre de la guerre.

47. Les gendarmes rouleront par compagnie pour arriver au grade de brigadier. — Les emplois de brigadiers seront toujours au choix des officiers, qui procéderont à ces nominations de la manière suivante.

48. Lorsqu'il s'agira de nommer à un emploi de brigadier, le conseil d'administration de la gendarmerie du département formera une liste de six candidats qui seront jugés susceptibles du concours pour l'emploi vacant; ces candidats seront pris indistinctement, ou parmi les plus anciens gendarmes de la compagnie, ou parmi les moins anciens, qui se seraient distingués dans leur service par des actions d'éclat, et auraient donné le plus de preuves d'aptitude. — La liste des candidats, ainsi formée, sera communiquée d'abord au premier lieutenant de la compagnie, qui réduira le nombre de ces candidats à cinq. — La liste sera ensuite réduite à quatre par le capi-

taine, à trois par le chef d'escadron. — Le gendarme qui sera choisi par le chef de la division parmi les trois candidats restans, sera nommé à l'emploi de brigadier.

49. La moitié des emplois de maréchaux-des-logis appartiendra aux brigadiers plus anciens de grade de la compagnie : l'autre moitié sera au choix des officiers, qui procéderont à ces nominations suivant le mode prescrit pour la nomination aux emplois de brigadiers par l'article 48 ci-dessus.

50. Le maréchal-des-logis chef, secrétaire-greffier, sera pris parmi les maréchaux-des-logis ordinaires en activité dans l'escadron.

51. Lorsqu'une place de maréchal-des-logis en chef viendra à vaquer dans une compagnie, le chef d'escadron adressera au conseil d'administration de cette compagnie une liste de trois candidats pris parmi les maréchaux-des-logis en activité ; le conseil d'administration en choisira un, qu'il nommera à l'emploi vacant.

52. Sur quatre places de lieutenans vacantes dans une division, les deux premières seront données aux plus anciens maréchaux-des-logis de la division ; la troisième sera à la nomination du directoire exécutif, qui, pour nommer à l'emploi de lieutenant, choisira l'un des trois maréchaux-des-logis de la division qui lui seront présentés par les chefs de division, d'escadron et le capitaine réunis de la compagnie où l'emploi sera vacant. — La quatrième sera aussi à la nomination du directoire exécutif, parmi les lieutenans des troupes à cheval, ayant au moins quatre ans de service en qualité d'officiers, trente ans d'âge, et quarante-cinq au plus. — Le maréchal-des-logis chef parviendra à l'emploi de lieutenant comme les maréchaux-des-logis ordinaires, au tour de l'ancienneté et au choix des officiers.

53. Les lieutenans rouleront, pour leur avancement, sur la division, et parviendront à l'emploi de capitaine, deux tiers par ancienneté de grade ; l'autre tiers sera à la nomination du directoire exécutif parmi les lieutenans de la division qui se seront le plus distingués dans l'exercice de leurs fonctions.

54. Les capitaines rouleront sur deux divisions, et parviendront au grade de chef d'escadron, moitié par ancienneté de grade, moitié au choix du directoire, pourvu qu'ils aient au moins trois ans de service comme capitaines.

55. Les chefs d'escadron rouleront sur tout le corps pour parvenir à l'emploi de chef de division. — Les deux tiers des emplois de chef de division seront au choix du directoire exécutif, parmi les chefs d'escadron, pourvu qu'ils aient servi au moins trois ans dans ce dernier grade ; l'autre tiers appartiendra de droit à l'ancienneté dans le grade de chef d'escadron.

56. Pour établir d'une manière fixe et invariable les rangs d'après lesquels l'avancement des officiers aura lieu par la suite, il sera formé des états des officiers de tout grade, faisant partie du nouveau corps de la gendarmerie nationale, auxquels seront joints les noms de tous ceux qui sont aux armées, avec leur grade : le directoire exécutif déterminera la forme dans laquelle ces états devront être établis ; le ministre de la guerre rendra ces états publics par la voie de l'impression.

57. Les chefs de brigade de la gendarmerie nationale pourront être promus à l'emploi de général de brigade dans l'armée de terre ; mais en ce cas, et aussitôt après leur nomination, ils cesseront de faire partie du corps de la gendarmerie nationale.

58. Le nouveau corps de la gendarmerie nationale portera le même uniforme que l'ancien : il y sera ajouté l'aiguillette aux trois couleurs ; et sur

le baudrier sera appliquée une plaque de cuivre argenté portant ces mots : *Respect aux personnes et aux propriétés*. Le directoire exécutif est chargé d'en déterminer les formes et dimensions.

TITRE VI. — *Solde et traitement.*

§ 1^{er}. — *Traitement des officiers.*

59. Le traitement des officiers de gendarmerie nationale sera payé sur le pied ci-après, par an ; savoir : chef de division, sept mille francs ; chef d'escadron, quatre mille deux cents francs ; capitaine, trois mille francs ; lieutenant, deux mille francs.

60. Indépendamment du traitement attribué aux officiers de gendarmerie nationale par les articles précédens, ils seront payés des frais de tournées pour les revues qu'ils ont à faire, sur le pied ci-après, savoir : — Chef de division, une revue par an, cinq cents francs ; chef d'escadron, deux revues, trois cents francs ; capitaine, trois revues, trois cents francs ; lieutenant, douze revues, trois cents francs.

61. Il sera établi, pour chaque chef de division, d'escadron, capitaine et lieutenant, un livret sur lequel seront inscrites leurs tournées et revues : ils ne seront payés de la somme qui leur est affectée pour chaque tournée, que sur la présentation du livret sur lequel les tournées et revues auront été certifiées par les commissaires du directoire exécutif des cantons et lieux de résidence des brigades, ainsi que par le président de l'administration municipale dans les communes où les lieutenances auront été rassemblées. Ces attestations seront datées et signées sans intervalle ni interligne.

§ II. — *Solde des sous-officiers et gendarmes.*

62. La solde des sous-officiers et gendarmes sera payée sur le pied ci-après, par an ; savoir : maréchal-des-logis chef quartier-maitre, quinze cents francs ; maréchal-des-logis, quatorze cents francs ; brigadier, treize cents francs ; gendarme, mille quatre-vingts francs.

63. Le paiement des traitemens et solde attribués aux officiers, sous-officiers et gendarmes par les articles précédens, sera fait tous les mois au conseil d'administration, sur l'état certifié des hommes présens au corps, et appuyé des certificats par brigade, visés par les municipalités des chefs-lieux de canton où elles seront en résidence. — Ces certificats resteront entre les mains du commissaire des guerres chargé de la vérification des états de solde, fourrage et logement.

64. Le paiement des frais de tournées et revues attribuées aux officiers, sera également fait au conseil d'administration, sur des états certifiés par eux, et sur la représentation des attestations portées aux livrets de revues tenus par chacun desdits officiers : ces états de frais de tournées y seront aussi visés par le commissaire des guerres.

65. Le commissaire des guerres en résidence au chef-lieu du département, aura la police de la compagnie entière ; il établira, tous les trois mois, par extrait, sur les états particuliers de chaque brigade, le livret de revue de la gendarmerie nationale, pour la vérification des paiemens faits au conseil d'administration, tant de la solde que des frais de tournées pendant les trois mois révolus.

66. Au moyen des traitemens fixés par les articles précédens, les officiers seront tenus de pourvoir à leur logement, à leur nourriture, à celle de leurs chevaux, à leur entretien, ainsi qu'à leurs frais de courses et de voyages.

67. Les officiers de gendarmerie qui, en vertu d'un arrêté du directoire

exécutif, seront obligés de sortir hors de leur département et de marcher à la tête de leurs brigades pour un service extraordinaire, auront droit aux rations de vivres et fourrages affectées aux grades correspondans dans la cavalerie de ligne, ainsi qu'aux logemens militaires, pendant la durée de ce service.

68. Les sous-officiers et gendarmes qui seront aussi obligés de se porter hors de leur département en vertu d'ordres supérieurs, recevront l'étape, sans aucune réduction sur leur solde, et le logement militaire.

69. Lorsque les sous-officiers et gendarmes seront envoyés hors du lieu de leur résidence, mais dans leur département, et qu'ils seront dans le cas de découcher, ils recevront un supplément de solde par nuit; savoir: — Les maréchaux-des-logis, sept décimes; les brigadiers, six décimes; les gendarmes, cinq décimes. — Le paiement leur en sera fait tous les trois mois, sur un état par département, certifié par le capitaine et vérifié par le commissaire des guerres. Le capitaine et le commissaire des guerres, avant d'ordonner le paiement, sont tenus de vérifier, sur le livre de service, l'ordre que le gendarme a reçu, ensuite duquel seront les certificats des membres des administrations municipales, ou des agens nationaux des communes, ou des commissaires du directoire exécutif, des lieux où ils auront couché. Ces pièces resteront entre les mains du commissaire des guerres. — Ils auront, en outre, droit au logement militaire.

§ III. — Remonte; entretien de l'homme et du cheval; armement, casernement; masses de fourrages, d'entretien et des frais d'administration.

70. Au moyen de la somme attribuée aux sous-officiers et gendarmes par les articles précédens, ils seront tenus: — 1° D'être continuellement pourvus d'un cheval capable de faire le service, et dont la taille et l'âge seront déterminés par le règlement qui sera fait par le directoire exécutif; — 2° De se fournir des objets nécessaires à l'équipement complet du cheval; de l'uniforme et des vêtemens fixés par le règlement, et dont les modèles seront déterminés par le ministre de la guerre; — 3° De pourvoir à leur subsistance, de nourrir leurs chevaux, et de les faire ferrer; — 4° D'avoir toujours en dépôt à la masse de la compagnie une somme de trois cents francs, laquelle est destinée à parer aux pertes qui surviendront, et aux remplacements jugés nécessaires.

71. Les chevaux des sous-officiers et gendarmes seront nourris en commun par résidence; l'approvisionnement, à compter du 1^{er} vendémiaire, sera toujours assuré pour un an. Les marchés seront passés par les commandans des brigades, et ne seront exécutoires qu'après l'approbation des capitaines et des lieutenans respectifs.

72. Il sera prélevé annuellement sur la solde de chaque sous-officier et gendarme une somme de trois cent soixante-cinq francs, destinée à assurer, pendant l'année, la nourriture de son cheval: cette somme sera versée par douzième, chaque mois, dans la caisse des fourrages de la compagnie, tenue par le quartier-maitre, sous la direction du conseil d'administration.

73. La somme de trois cent soixante-cinq francs versée à la caisse des fourrages par chaque sous-officier et gendarme, étant leur propriété individuelle, les bonifications et économies qui seront faites dans l'approvisionnement des fourrages après qu'il aura été assuré pour la seconde année, seront délivrées à chaque brigade par le quartier-maitre, chargé de tenir avec elles, sous la surveillance du conseil d'administration, un compte courant en recettes et dépenses; pour être, lesdites bonifications et économies, partagées par égale portion entre les sous-officiers et gendarmes desdites brigades.

74. Le directoire exécutif déterminera, dans le règlement de service, les époques auxquelles seront faits les achats de fourrages, le nombre de rations nécessaire pour l'approvisionnement de chaque brigade, les quantités de foin, de paille et d'avoine dont sera composée chaque ration, le mode qui sera suivi dans leur distribution journalière.

75. Outre la somme de trois cent soixante-cinq francs prélevée pour les fourrages, il sera encore distrait annuellement de la solde de chaque sous-officier et gendarme une somme de quinze francs destinée à former par compagnie une masse dite de secours extraordinaires. Cette masse sera administrée par le conseil d'administration : les comptes en seront rendus publics chaque année par la voie de l'ordre ; mais nul individu n'y aura de droits personnels et ne pourra en demander de compte particulier. — Cette masse est destinée à faire face aux frais de bureau, et à procurer des indemnités aux sous-officiers et gendarmes qui, en remplissant leurs devoirs, et sans qu'il y ait de leur faute, auront éprouvé des pertes. — Le conseil d'administration déterminera la quotité d'indemnité qui devra être accordée : il pourra se dispenser de distribuer chaque année le total de la masse ; mais, dans aucun cas, il ne pourra ni ordonner d'anticipations sur les années subséquentes, ni accorder d'indemnités pour une perte antérieure à l'année courante.

76. Les gendarmes qui seront pourvus d'un cheval en état de faire le service, de tous les objets d'habillement et équipement prescrits par l'article 70, et qui auront trois cents francs à la masse de la compagnie, recevront la somme de sept cents francs pour l'année entière. — Quant à ceux à qui il manquera un cheval, tout ou partie de leur équipement, ou dont la masse ne sera pas complète, ils éprouveront une retenue qui, dans aucun cas, ne pourra excéder deux cents francs, en sorte que le gendarme ne reçoive pas moins de cinq cents francs par an. — Le montant de ces retenues sera déterminé par le conseil d'administration. — Le brigadier ne recevra jamais moins de sept cent vingt francs ; — Le maréchal-des-logis ordinaire, moins de huit cent vingt francs ; — Et le maréchal-des-logis chef, moins de neuf cent vingt francs. — Il sera fait compte par le quartier-maître, à chacun des sous-officiers et gendarmes, du montant des retenues ; et il sera pourvu, par les soins du lieutenant, à leur bon emploi.

77. La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de la guerre, sur les fonds affectés à son ministère, une somme de cinq cent mille francs, destinée à faire des avances, seulement pour la présente formation, aux gendarmes nouvellement admis qui ne pourront, en entrant dans ce corps, se monter, s'habiller et s'équiper à leurs frais.

78. Ces avances seront réparties par le ministre de la guerre entre les différentes compagnies de gendarmerie nationale, en raison de leurs besoins.

79. Le directoire exécutif déterminera le montant des retenues à faire chaque mois sur la solde des sous-officiers et gendarmes qui auront reçu des avances, de manière que le trésor public en soit remboursé dans le cours de trois années, et que les gendarmes soient toujours assurés de toucher cinq cents francs par an.

80. Il sera tenu par le quartier-maître un registre dans lequel chaque officier, sous-officier et gendarme aura un compte particulier en recette et dépense. La copie du compte particulier de chaque individu lui sera envoyée tous les ans par le quartier-maître : l'officier, sous-officier et gendarme qui trouvera son compte exact, le renverra au quartier-maître, signé de lui ; et celui qui croira qu'il a été commis quelque erreur à son préjudice ou

à son avantage, l'adressera au conseil d'administration avec ses réclamations pour y être fait droit.

81. Lorsque le sous-officier ou gendarme quittera le corps d'une manière quelconque, tous les objets qui lui appartiendront lui seront remis ou à ses héritiers. Dans aucun cas néanmoins, les sous-officiers et gendarmes, ou leurs héritiers, ne pourront disposer du cheval qu'avec l'agrément des officiers de la compagnie. — Dans le cas où lesdits officiers croiront que le cheval doit être conservé et passer à un autre gendarme, du consentement de celui-ci, la valeur en sera fixée par des experts nommés par les parties intéressées ; et le prix en sera remis comptant au gendarme sortant, ou à ses héritiers, s'il se trouve ne rien devoir à la caisse de la compagnie.

82. L'armement des sous-officiers et gendarmes continuera d'être fourni des magasins de la république ; mais ils seront chargés de l'entretien.

83. Le casernement sera fourni en nature aux sous-officiers et gendarmes par les soins des administrations centrales, conformément au règlement qui sera fait à cet égard par le directoire exécutif, et le logement aux détachemens par les administrations municipales.

84. Les propriétés nationales non encore soumissionnées, et qui seront reconnues propres au casernement des brigades de gendarmerie, seront mises à la disposition du ministre de la guerre pour ce service.

85. Dans les lieux de résidence de brigades où il ne se trouve ni maison de justice ou d'arrêt, ni prison, il y aura dans la caserne de la brigade de la gendarmerie une chambre sûre, particulièrement destinée pour déposer les prisonniers qui doivent être conduits de brigade en brigade.

86. La masse formée de trois cents francs que chaque sous-officier et gendarme doit avoir en dépôt dans la caisse de la compagnie, est administrée en commun, et destinée à pourvoir aux besoins de tous les sous-officiers et gendarmes. — Il sera fait au sous-officier ou gendarme qui quittera le corps, un décompte de la somme qu'il aura en dépôt à la caisse de la compagnie, au moment de sa sortie. — Ceux des sous-officiers et gendarmes qui, en quittant le corps, se trouveront avoir reçu des avances excédant leur mise à la caisse commune, seront obligés de s'acquitter de suite : en cas de mort, le conseil d'administration poursuivra contre leurs héritiers le remboursement des sommes qui seront dues à la masse.

87. Aucun sous-officier ou gendarme ne pourra vendre ou échanger son cheval sans l'autorisation du lieutenant de la brigade, approuvée par le capitaine de la compagnie ; il en sera rendu compte aux chefs de division et d'escadron. — Tout sous-officier ou gendarme qui contreviendra aux dispositions du présent article, sera destitué de ses fonctions.

88. Toutes les fois qu'un officier, sous-officier ou gendarme aura eu, en remplissant ses devoirs, un cheval tué sous lui ou blessé à mort, il recevra de la république, à titre d'indemnité, une somme de trois cent cinquante francs.

TITRE VII. — Administration.

89. Il sera établi, par compagnie de gendarmerie, un conseil d'administration, dont les membres se réuniront toujours au chef-lieu du département.

90. Le conseil d'administration sera composé du chef d'escadron, lorsqu'il sera présent, du capitaine et du plus ancien lieutenant, maréchal-des-logis, brigadier et gendarme. Le maréchal-des-logis en chef de la compagnie tiendra la plume comme secrétaire, et rendra à ce conseil d'administration le compte relatif à sa gestion. — Le commissaire des guerres chargé de la police de la gendarmerie, sera tenu d'y assister et de veiller à l'exécution

des lois relatives à l'administration et à la comptabilité : il n'aura pas voix délibérative ; mais il pourra s'opposer aux mesures qui lui paraîtront contraires aux lois relatives à la comptabilité.

91. Ce conseil s'assemblera tous les mois, au jour fixé par le commandant : les décisions seront prises à la pluralité des voix.

92. Chaque membre du conseil aura le droit de faire insérer son avis motivé sur le registre des délibérations, lorsqu'il sera d'un avis contraire à la majorité.

93. Immédiatement après la revue du commissaire des guerres, il sera tenu un conseil d'administration pour la vérification de la comptabilité des trois mois révolus, et arrêter la situation de la caisse ; le chef d'escadron en déterminera le jour à l'avance, et sera tenu de s'y rendre.

94. Il sera tenu tous les ans, dans le courant de vendémiaire ou brumaire, au chef-lieu du département, un conseil extraordinaire pour l'examen et l'arrêté définitif de la comptabilité de l'année révolue des compagnies de gendarmerie nationale.

95. Ce conseil sera composé du chef de la division, de deux membres de l'administration centrale de département, du commissaire du directoire exécutif près cette administration, et du commissaire des guerres ayant la police du corps.

96. Les membres du conseil d'administration rendront compte de leur gestion à ce conseil extraordinaire : il se fera représenter tous les arrêtés pris pendant le cours de l'année ; il recevra toutes les plaintes ou réclamations qui pourront lui être présentées contre le conseil d'administration, et y fera droit, s'il y a lieu. Le procès-verbal de ses opérations sera transcrit sur le registre des délibérations du conseil d'administration, et il en sera adressé une expédition au ministre de la guerre. Toutes les opérations prescrites par le présent article, seront terminées dans le courant des mois de vendémiaire et brumaire : le chef de division sera tenu d'y assister, et de prévenir à l'avance, du jour de la convocation, les membres qui devront composer le conseil extraordinaire.

TITRE VIII. — *Police et discipline.*

97. Les officiers, sous-officiers et gendarmes seront justiciables des tribunaux criminels, pour les délits relatifs au service de la police générale et judiciaire dont ils sont chargés ; et des conseils de guerre, pour les délits relatifs au service et à la discipline militaire (1).

98. Si l'officier, sous-officier ou gendarme est accusé tout à la fois d'un délit militaire et d'un délit relatif au service de la police générale ou judi-

(1) La gendarmerie est justiciable des tribunaux criminels ordinaires, pour tous les délits qui ne sont relatifs ni au service ni à la discipline militaire. Cass., 20 brumaire an 12, Str., IV, 2, 685. — Ainsi, un gendarme qui commet, contre un déserteur qu'il arrête, des violences criminelles, est justiciable, pour le fait de ces violences, de la juridiction criminelle ordinaire, et non des tribunaux militaires : les gendarmes, dans l'arrestation des déserteurs, font un service de police générale, et dont l'obligation leur est commune avec les gardes forestiers, les gardes champêtres, etc. Cass., 21 novembre 1811, Str., XVII, 1, 90. — Ainsi, des gendarmes qui, en poursuivant un déserteur, sont entrés à cheval dans une pièce de terre ensemencée, sont justiciables, à raison de ce fait, des tribunaux de police, et non des tribunaux militaires. Cass., 26 février 1825, Str., XXV, 1, 335 ; Bull. crim., XXX, 100. — Mais le maréchal-des-logis de gendarmerie, prévenu d'avoir détourné les deniers déposés entre ses mains pour la solde des gendarmes, pour gratifications accordées à sa brigade et pour achat de fourrages, doit être traduit devant les tribunaux militaires : ce n'est pas là un délit commun, de la compétence des tribunaux ordinaires, mais bien un délit militaire. Cass., 23 décembre 1819, Str., XX, 1, 155.

ciaire, la connaissance appartiendra au tribunal criminel, qui appliquera, s'il y a lieu, les peines portées au Code pénal militaire, quand, pour raison du délit militaire, les officiers, sous-officiers et gendarmes auront encouru une peine plus forte que celle résultant du délit relatif au service de la police générale, ou de tout autre délit qui ne serait point militaire par sa nature.

99. Les officiers, sous-officiers et gendarmes seront soumis, chacun en ce qui le concerne, aux réglemens de discipline militaire, et aux peines que les supérieurs sont autorisés à infliger pour les fautes de service.

100. Il sera rendu compte aux supérieurs, en suivant la hiérarchie des grades, de toutes les punitions qui auront été infligées, ainsi que des motifs.

101. Tout officier, sous-officier ou gendarme auquel il aura été accordé un congé ou permission de s'absenter, qui n'aura pas rejoint son poste à l'expiration de son congé, et qui aura outre-passé ce terme, de dix jours, sera réputé déserteur à l'intérieur, comme tel traduit au conseil de guerre, et puni conformément aux dispositions du Code pénal militaire, à moins d'empêchemens légitimes, dont il sera tenu de justifier par des certificats authentiques des agens municipaux, visés par le commissaire du directoire exécutif, ou de maladies constatées par des certificats des officiers de santé, visés par les mêmes autorités civiles.

102. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui aura quitté son poste sans permission, et qui n'aura pas rejoint dans les deux jours à compter de sa disparition, sera réputé déserteur à l'intérieur, et puni comme tel.

103. Les autres peines portées au Code pénal militaire contre les crimes et délits militaires, seront applicables aux membres de la gendarmerie nationale qui seront convaincus de ces crimes et délits, pour raison desquels ils auront été traduits soit devant le conseil de guerre, soit devant le tribunal criminel, d'après les dispositions de l'article 98 du présent titre.

104. Pour mettre les officiers à même d'apprécier les talens, le républicanisme et la moralité des sous-officiers et gendarmes, il sera établi, dans chaque compagnie de gendarmerie, un registre de discipline, dans lequel on inscrira les fautes commises, les punitions infligées, les bonnes et les mauvaises actions, les loyaux services, les expéditions et opérations importantes confiées aux sous-officiers et gendarmes. Les notes consignées sur ce registre, seront examinées toutes les fois qu'il devra être procédé à la nomination d'un maréchal-des-logis ou d'un brigadier.

105. Un pareil registre sera tenu par le chef de la division, et destiné à inscrire les notes qu'il recueillera sur la conduite des officiers de tout grade employés dans la division.

106. Aux époques de ses revues, le chef de la division se fera représenter le registre de discipline de chaque compagnie; il examinera les notes qui y seront portées et celles inscrites sur son registre particulier. Il décernera, lors de sa revue, les éloges publics à ceux des officiers, sous-officiers et gendarmes qui les auront mérités par leur conduite : ils seront portés sur les registres comme susceptibles d'avancement. — Il réprimandera ensuite publiquement les sous-officiers et gendarmes dont la conduite aura excité des plaintes fondées, et ordonnera sur-le-champ les punitions de discipline que les officiers auront cru devoir différer pour les rendre plus efficaces par la publicité lors des revues; il en sera fait mention dans le compte à rendre des revues au ministre de la guerre.

107. Quant aux officiers, sous-officiers et gendarmes auxquels il aura été infligé des punitions réitérées de discipline pendant le cours de l'année, dont la mauvaise conduite ou l'incapacité reconnue aurait donné lieu à des plaintes

graves de la part des autorités civiles ou des chefs respectifs, les chefs de la division et de l'escadron, après avoir examiné les notes consignées aux registres de discipline, se réuniront pour décider s'il y a lieu de soumettre la conduite desdits officiers, sous-officiers et gendarmes, à l'examen du conseil de discipline extraordinaire, dont il va être parlé ci-après.

108. Il sera convoqué, chaque année et par escadron, un conseil de discipline extraordinaire, à l'époque de la revue du chef de division : il sera composé du chef de la division, du chef d'escadron, d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un maréchal-des-logis et d'un brigadier, d'un membre de l'administration centrale du département, du commissaire du directoire exécutif près cette administration, et de l'accusateur public ; il se tiendra alternativement dans l'un ou l'autre des départemens de l'escadron.

109. Le conseil de discipline ne pourra prononcer sur les délits qui, par leur nature, sont de la compétence des conseils de guerre ou des tribunaux criminels ; et s'il lui en est dénoncé de tels, il sera tenu de les renvoyer aux tribunaux compétens.

110. Les officiers et sous-officiers appelés à faire partie du conseil extraordinaire, seront les plus anciens de chaque grade respectif dans l'escadron ; et la liste en sera formée à l'avance par le chef de division, qui fixera le jour où ils devront se rassembler au chef-lieu du département : le chef de division en préviendra aussi les membres des autorités civiles appelés à faire partie du conseil.

111. Dans le cas où la conduite d'un ou de plusieurs officiers et sous-officiers appelés par l'article précédent à faire partie du conseil de discipline, devrait être soumise à l'examen de ce conseil, ils seront remplacés de droit par les plus anciens de leurs grades qui les suivront immédiatement sur le contrôle de l'escadron ; et si le nombre des officiers ne pouvait être complété par ceux de l'escadron, ils seront choisis parmi les plus anciens en activité dans la division.

112. Lorsqu'il s'agira d'examiner la conduite d'un lieutenant, le conseil extraordinaire sera composé des trois membres de l'autorité civile désignés aux articles précédens, des chefs de division et d'escadron, de deux capitaines, et d'un lieutenant seulement. — Lorsqu'il s'agira d'examiner celle d'un capitaine, le conseil sera composé des mêmes membres de l'autorité civile, du chef de division, de deux chefs d'escadron et d'un capitaine.

113. L'officier, sous-officier ou gendarme qui, en exécution de l'article 107 du présent titre, aura été renvoyé par-devant un conseil extraordinaire de discipline, sera entendu par ledit conseil, et admis à lui présenter toutes les pièces qu'il jugera à propos de produire pour sa justification.

114. L'officier, sous-officier ou gendarme dont le conseil de discipline se déterminera à prononcer le renvoi seulement pour cause d'incapacité reconnue, jouira, d'après la durée de ses services militaires, de la moitié du traitement de réforme fixé par les lois relatives aux réformes et pensions de retraite.

115. S'il résulte de l'examen des faits, que les fautes commises sont occasionnées par l'inexpérience ou par toutes autres causes qui en atténueraient la gravité, et s'il est reconnu que l'officier, sous-officier ou gendarme est susceptible de s'amender, le conseil de discipline infligera une punition dont la durée ne pourra excéder quatre mois de prison : le conseil pourra en outre, s'il le juge convenable, le changer de résidence, et le placer dans l'un des départemens de la division autre que celui dans lequel il était employé avant sa traduction devant le conseil de discipline extraordinaire : il pourra égale-

ment, d'après la nature du délit, retarder d'un tour son avancement par ancienneté, et infliger les deux peines, s'il y a lieu.

116. Si, au contraire, de l'examen de sa conduite, des renseignemens pris sur son compte, et des notes existant au registre de discipline, il résulte que sa mauvaise conduite soutenue ne laisse espérer aucun amendement, le conseil de discipline prononcera son renvoi du corps de la gendarmerie ; il jouira, d'après la durée de ses services, du tiers du traitement de retraite fixé par les lois.

117. L'habitude de s'enivrer, quand bien même elle ne serait pas accompagnée d'autres circonstances aggravantes, suffira pour motiver l'exclusion du corps de la gendarmerie nationale : en conséquence, tout membre de la gendarmerie nationale qui s'enivrera, qui ne se sera pas corrigé après un premier avertissement, et qui aura subi des punitions de discipline à trois reprises différentes pour cause d'ivrognerie, sera traduit devant le conseil de discipline extraordinaire, et renvoyé du corps de la gendarmerie nationale.

118. Nul officier, sous-officier ou gendarme ne pourra faire aucun commerce, tenir cabaret, ni exercer aucun métier ou profession ; leurs femmes ne pourront également tenir cabaret, billard, café ou tabagie, dans les communes de la résidence desdits officiers, sous-officiers ou gendarmes. — Ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article seront, pour la première fois, changés de résidence ; et, en cas de récidive, le conseil de discipline extraordinaire prononcera leur renvoi du corps de la gendarmerie nationale.

119. La décision motivée du conseil de discipline extraordinaire sera tenue secrète jusqu'au jour de la revue ; elle sera lue publiquement par un officier le jour de cette revue, et en présence des brigades assemblées ; et, à compter de ce jour, le militaire renvoyé cessera d'être payé de son traitement. Le chef de division sera tenu, en outre, de faire connaître la décision du conseil de discipline, par la voie de l'ordre, à toutes les brigades de la division.

120. La décision du conseil de discipline extraordinaire, et les pièces sur lesquelles elle sera motivée, seront envoyées au ministre de la guerre immédiatement après la revue du chef de division.

121. Les décisions du conseil de discipline extraordinaire seront prises à la majorité des voix ; en cas de partage, l'avis le plus favorable à l'accusé prévaudra : dans tous les cas, aucun des militaires du corps de la gendarmerie nationale ne sera reçu à se pourvoir contre la décision du conseil de discipline extraordinaire.

122. Hors les cas énoncés dans les articles précédens, les capitaines, lieutenans, maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes, ne pourront être destitués, ou privés de leur avancement par tour d'ancienneté, que conformément aux lois et en vertu d'un jugement légal.

123. Les chefs de division et d'escadron pourront être suspendus de leurs fonctions par le directoire exécutif ; mais en ce cas, il les renverra sur-le-champ devant le conseil de guerre de la division militaire de l'arrondissement, s'il s'agit d'un délit relatif à la discipline militaire, et devant le tribunal criminel, s'il s'agit de délits relatifs au service de la police générale, et devant le conseil de guerre, transformé en conseil de discipline extraordinaire, s'il s'agit d'incapacité, d'inconduite, ou de quelque délit qui, sans avoir été prévu et puni par des lois positives, les rende incapables ou indignes de rester à la tête de la gendarmerie. — Dans les premier et deuxième cas, le conseil de guerre ou le tribunal criminel prononcera conformément aux lois.

— Dans le troisième, le conseil de guerre de l'arrondissement, transformé en conseil de discipline extraordinaire, composé ainsi qu'il est dit à l'article 2 de la loi du 13 brumaire an 5, et auquel seront adjoints les membres des autorités constituées dénommés à l'article 108 de la présente loi, prononcera, s'il y a lieu, le renvoi du chef de division ou d'escadron. — Il pourra aussi, lorsqu'il y aura des circonstances atténuantes, le condamner à une détention qui ne pourra se prolonger plus de quatre mois; il pourra suspendre son avancement au rang d'ancienneté, pour un ou deux tours; il pourra aussi le faire changer de résidence.

124. Les chefs de division ou d'escadron acquittés par un jugement légal, soit du conseil de guerre, soit du tribunal criminel, soit du conseil de discipline extraordinaire, reprendront les fonctions de leur emploi.

TITRE IX. — *Des fonctions de la gendarmerie nationale; de ses rapports avec les autorités civiles, la garde nationale en activité, et la garde nationale sédentaire.*

§ 1^{er}. — Fonctions ordinaires de la gendarmerie nationale.

125. Les fonctions essentielles et ordinaires de la gendarmerie nationale sont, — 1^o De faire des marches, tournées, courses et patrouilles sur les grandes routes, traverses, chemins vicinaux, et dans tous les arrondissemens des lieux respectifs; de les faire constater jour par jour sur les feuilles de service, par les officiers municipaux, agens des communes ou autres officiers publics, à peine de suspension de traitement; — 2^o De recueillir et prendre tous les renseignemens possibles sur les crimes et les délits publics, et d'en donner connaissance aux autorités compétentes; — 3^o De rechercher et poursuivre les malfaiteurs; — 4^o De saisir toutes personnes surprises en flagrant délit, ou poursuivies par la clameur publique; — 5^o De saisir tous gens trouvés porteurs d'armes ensanglantées faisant présumer le crime; — 6^o De saisir les brigands, voleurs de grands chemins, chauffeurs et assassins attroupés; — 7^o De saisir les dévastateurs des bois, des récoltes, les chasseurs masqués, les contrebandiers armés, lorsque les délinquans de ces trois derniers genres seront pris sur le fait; — 8^o De saisir et arrêter les émigrés et prêtres déportés qui seront trouvés sur le territoire de la république; — 9^o De dissiper par la force tout attroupement armé, déclaré, par l'article 365 de l'acte constitutionnel, être un attentat à la constitution; — 10^o De dissiper de même, conformément à l'article 366, tout attroupement non armé, d'abord par la voie du commandement verbal, et, s'il est nécessaire, par le développement de la force armée: enfin, de dissiper tous attroupemens qualifiés séditieux par les lois, à la charge d'en prévenir sans délai les administrations centrales, municipales, et les commissaires du directoire exécutif près d'elles; — 11^o De saisir tous ceux qui seront trouvés exerçant des voies de fait ou violences contre la sûreté des personnes, des propriétés nationales et particulières; — 12^o De protéger les porteurs de contraintes pour deniers publics, et exécuteurs des mandemens de justice; — 13^o D'assurer la libre circulation des subsistances, et de saisir tous ceux qui s'y opposeraient par la force; — 14^o De saisir et conduire à l'instant devant l'autorité civile tous ceux qui troubleraient les citoyens dans l'exercice de leur culte; de protéger le commerce intérieur, en donnant toute sûreté aux négocians, marchands, artisans, et à tous les citoyens que leur commerce, leur industrie et leurs affaires obligent de voyager; — 15^o De surveiller les mendiens, vagabonds et gens sans aveu; de prendre à leur égard les précautions de sûreté prescrites par les lois; à l'effet de quoi, les administrations municipales seront tenues de donner connaissance à la gendarmerie

nationale, des listes sur lesquelles seront portés les individus que la gendarmerie est chargée de surveiller ; — 16° De dresser les procès-verbaux de tous les cadavres trouvés sur les chemins, dans les campagnes, ou retirés de l'eau, et d'avertir l'officier de gendarmerie le plus voisin, qui sera tenu de se transporter en personne sur les lieux, dès qu'il lui en aura été donné avis ; — 17° De dresser pareillement des procès-verbaux des incendies, effractions, assassinats, et de tous les crimes qui laissent des traces après eux ; — 18° De dresser de même procès-verbal des déclarations qui seront faites aux membres de la gendarmerie nationale par les habitans, voisins, parens, amis et autres personnes qui seront en état de leur fournir des indices, preuves et renseignemens sur les auteurs des crimes et délits, et sur leurs complices (1) ; — 19° De se tenir à portée des grands rassemblemens d'hommes ; tels que foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques ; — 20° De conduire les prisonniers ou condamnés, en prenant toutes les précautions pour empêcher leur évasion ; — 21° De saisir et arrêter les déserteurs et militaires qui ne seraient pas porteurs de passeport ou congé en bonne forme ; — 22° De faire rejoindre les militaires absens de leurs corps, à l'expiration de leurs congés ou permissions limitées ; à l'effet de quoi, les militaires porteurs de ces congés ou permissions seront tenus de les faire viser par les capitaines ou lieutenans de la gendarmerie nationale, qui en tiendront note pour contraindre les militaires en retard de rejoindre (2) ; — 23° Lorsqu'il passera des troupes dans l'arrondissement d'une brigade de gendarmerie nationale, elle sera tenue de se porter en arrière et sur les flancs desdites troupes, arrêtera les traîneurs, ceux qui s'écarteront de la route, et les remettra au commandant du corps, de même que ceux qui commettraient des désordres, soit dans les marchés, soit dans les lieux où ils séjourneront ; — 24° De s'assurer de la personne de tous étrangers circulant dans l'intérieur de la république sans passeports, ou avec des passeports qui ne seraient point conformes aux lois, à la charge de les conduire sur-le-champ devant le commissaire de l'administration municipale de l'arrondissement ; — 25° De saisir et arrêter les mendiens valides, dans les cas et circonstances qui rendent ces mendiens punissables ; à la charge de les conduire sur-le-champ devant le juge de paix, pour être statué à leur égard conformément aux lois sur la répression de la mendicité ; — 26° De saisir et arrêter tout indi-

(1) Les procès-verbaux des gendarmes n'étant assujétis à aucune forme particulière par la loi, ils ne peuvent être annulés, sous prétexte de vices de forme (notamment pour cause d'irrégularités dans l'affirmation). Cass., 11 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 25; *Bull. crim.*, XXX, 133. — Jugé pareillement que les procès-verbaux des gendarmes ne sont point sujets à la formalité de l'affirmation. Cass., 24 mai 1821, *SIR.*, XXI, 1, 284; *Bull. crim.*, XXVI, 209. — Jugé aussi que le décret du 1^{er} germinal an 13, qui prescrit des formalités pour les procès-verbaux des agens de la régie des droits réunis, ne s'applique pas aux procès-verbaux des gendarmes. Cass., 5 septembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 9; *Bull. crim.*, XVIII, 497.

Les procès-verbaux des gendarmes et sous-officiers de gendarmerie, dressés conformément à l'art. 125 de la loi du 28 germinal an 6, ne font pas foi jusqu'à inscription de faux. Cass., 11 novembre 1808, *SIR.*, VII, 2, 1145. — Ils ne font pas foi en justice, comme ceux des officiers de police judiciaire, mais ils valent comme dénonciation et peuvent être suppléés par l'instruction à l'audience, ou appuyés de la preuve testimoniale. Cass., arrêt précité du 24 mai 1821, *SIR.*, XXI, 1, 284; *Bull. crim.*, XXVI, 209. — Les procès-verbaux des gendarmes font foi jusqu'à preuve contraire. Cass., arrêt précité du 11 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 25; *Bull. crim.*, XXX, 133; et 25 mars 1830, *SIR.*, XXX, 1, 260; *Bull. crim.*, XXXV, 180. — Par exemple, en matière de délits de chasse. Cass., 30 juillet 1825, *SIR.*, XXV, 1, 367; *Bull. crim.*, XXX, 387. — Et en matière de contrebande. Cass., 20 mars 1812, *SIR.*, XII, 1, 382; *Bull. crim.*, XVII, 116.

(2) Voyez l'arrêt du 3 fructidor an 6 (20 août 1798), sur l'exécution des lois relatives aux réquisitionnaires et aux déserteurs.

vidu commettant des dégâts dans les bois, dégradant les clôtures des murs, haies et fossés, encore bien que ces délits ne soient pas suivis de vols ; tous ceux qui seront surpris en commettant des larcins de fruits et de productions d'un terrain cultivé ; — 27° De saisir et arrêter ceux qui, par imprudence, par négligence, par la rapidité de leurs chevaux ou de toute autre manière, auront blessé un citoyen sur les routes, dans les rues ou voies publiques ; — 28° De saisir et arrêter ceux qui tiendront des jeux de hasard, et autres jeux défendus par les lois, sur les places publiques ou foires et marchés ; — 29° De saisir et arrêter tous ceux qui seront trouvés coupant et détériorant, en manière quelconque, les arbres plantés sur les grandes routes ; — 30° De faire la police sur les grandes routes, d'y maintenir les communications et les passages libres en tout temps, de contraindre les voituriers, charretiers et tous conducteurs de voitures, à se tenir à côté de leurs chevaux ; en cas de résistance, de saisir ceux qui obstrueront les passages, de les conduire devant l'autorité civile, qui prononcera en ce cas, s'il y a lieu, une amende qui ne pourra excéder dix francs, sans préjudice de plus forte peine, suivant la gravité du délit.

126. Les fonctions ci-dessus mentionnées seront habituellement exercées par la gendarmerie nationale, sans qu'il soit besoin d'aucune réquisition des autorités civiles : il sera fait mention de ce service habituel sur les journaux tenus par les commandans des brigades, et qui seront envoyés, à la fin de chaque mois, aux commissaires du directoire près les administrations centrales.

127. Nul voyageur ne pourra refuser aux membres de la gendarmerie nationale l'exhibition de ses passeports, lorsque ceux-ci les lui demanderont et se présenteront revêtus de leur uniforme, en déclinant leur qualité d'agens de la force publique.

128. Les signalemens des brigands, voleurs, assassins, émigrés et déportés, perturbateurs du repos public, évadés des prisons, et ceux des personnes contre lesquelles il sera intervenu mandat d'arrestation, seront délivrés à la gendarmerie nationale qui, en cas d'arrestation de l'un des individus signalés, le conduira de brigade en brigade jusqu'à la destination indiquée par lesdits signalemens.

129. Les membres de la gendarmerie nationale seront autorisés à visiter les auberges, cabarets et autres maisons ouvertes au public, même pendant la nuit, jusqu'à l'heure où lesdites maisons doivent être fermées d'après les réglemens de police, pour y faire la recherche des personnes qui leur auront été signalées, ou dont l'arrestation aura été ordonnée par l'autorité compétente.

130. Les hôteliers et aubergistes seront tenus de communiquer leurs registres, toutes les fois qu'ils en seront requis par les officiers et commandans de brigade de leur arrondissement.

131. La maison de chaque citoyen étant un asile inviolable pendant la nuit, la gendarmerie nationale ne pourra y entrer que dans les cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison (1). — Elle pourra, pendant le jour, dans les cas et formes prévus par les lois, exécuter les ordres des autorités constituées. — Elle ne pourra faire aucune visite dans la maison d'un citoyen où elle soupçonnerait qu'un coupable s'est réfugié, sans un mandat spécial de perquisition, décerné soit par le directeur du jury dans le cas où il instruit comme officier de police judiciaire, soit par le juge de paix, soit par le commissaire de police, soit par l'agent ou

(1) Voyez le décret interprétatif du 4 août 1806.

adjoint municipal faisant les fonctions de commissaire de police ; mais elle pourra investir la maison ou la garder à vue, en attendant l'expédition du mandat.

132. Tous procès-verbaux de corps de délit, de capture, d'arrestation, seront envoyés, dans les vingt-quatre heures, au juge de paix, ou à tout autre officier de police judiciaire dans l'arrondissement duquel les crimes ou délits auront été commis ou les prévenus arrêtés ; et il en sera envoyé extrait, avec tous les renseignemens nécessaires, au capitaine de la gendarmerie nationale, qui en ordonnera l'enregistrement au greffe par le secrétaire-greffier, et en rendra compte sur-le-champ au chef d'escadron.

§ II. — Service extraordinaire.

133. Les brigades de la gendarmerie nationale prêteront main-forte, lorsqu'elle leur sera légalement demandée, savoir : — Par les préposés aux douanes, pour la perception des droits d'importation et d'exportation, et pour la répression de la contrebande, ou de l'introduction sur le territoire de la république des marchandises prohibées par les lois ; — Par les administrateurs et agens forestiers, pour la répression des délits relatifs à la police et à l'administration forestière, lorsque les gardes forestiers ne seront pas en force suffisante pour arrêter les délinquans ; — Par les percepteurs de la contribution foncière et mobilière, pour assurer la rentrée des impositions directes et indirectes ; — Par les inspecteurs et receveurs chargés de la perception des droits de passe aux barrières sur les grandes routes ; — Par les huissiers et autres exécuteurs des mandemens de justice, lesquels seront tenus de justifier des sentences, jugemens et mandemens en vertu desquels ils demanderont main-forte à la gendarmerie nationale. — Les mandats d'arrêt décernés par les juges de paix et autres officiers de police judiciaire, peuvent être notifiés aux prévenus et mis à exécution par les gendarmes nationaux. — Les gendarmes seront tenus de porter aux citoyens appelés à former le jury d'accusation ou de jugement, les cédulas ou assignations, lorsqu'ils en seront requis par les directeurs de jury ou les présidens des tribunaux criminels ; mais, sous aucun prétexte, ils ne pourront être employés à porter des citations ou cédulas aux parties ou témoins. — La gendarmerie nationale prêtera, dans l'intérieur des villes, toute main-forte dont elle sera légalement requise.

134. La gendarmerie nationale peut aussi être requise par les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales, à l'effet d'escorter les deniers publics, convois de poudre de guerre, courriers, voitures et messageries nationales.

135. Des brigades peuvent être rassemblées pour assurer la tranquillité publique, en vertu d'un arrêté de l'administration centrale, pendant la tenue et la durée des assemblées primaires et électorales ; mais elles ne pourront être introduites dans le sein desdites assemblées, en cas de trouble, sans une réquisition par écrit du président, qui en énoncera l'objet d'une manière précise.

136. Les détachemens de la gendarmerie nationale qui seront requis lors des exécutions des criminels condamnés par les tribunaux, serviront comme garde de police et main-forte à la justice, uniquement préposée pour maintenir l'ordre, prévenir et empêcher les émeutes, et garantir de trouble dans leurs fonctions les officiers de justice chargés de faire mettre à exécution les jugemens de condamnation.

137. Les administrations centrales, municipales, les commissaires du di-

rectoire exécutif près d'elles , ceux près des tribunaux criminels et correctionnels , dans les réquisitions qu'ils adresseront aux commandans de la gendarmerie nationale , ne pourront employer d'autres termes que ceux consacrés par l'acte constitutionnel.

138. Les autorités civiles, une fois qu'elles ont adressé leurs réquisitions conformément aux lois , ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans les opérations militaires qui seront ordonnées par les chefs pour l'exécution desdites réquisitions , les chefs étant chargés , sous leur responsabilité , d'ordonner les mouvemens des brigades , et de les diriger dans les opérations qu'elles doivent exécuter : l'autorité civile qui aura requis , ne pourra exiger que le rapport de ce qui aura été fait en conséquence de sa réquisition.

139. Les extraits des procès-verbaux et les notes des opérations relatives aux dispositions exécutées par suite des réquisitions des autorités civiles , seront envoyés au commandant de la division militaire , et au commandant de la gendarmerie du département ; ce dernier en ordonnera l'enregistrement au secrétariat par le secrétaire-greffier.

§ III. — Rapports de la gendarmerie nationale avec les différentes autorités civiles (1).

140. En toutes occasions , les officiers , sous-officiers et gendarmes de la gendarmerie nationale prêteront sur-le-champ la main-forte qui leur sera demandée par réquisitions légales : ils exécuteront et feront exécuter les réquisitions qui leur seront adressées par les administrations centrales , municipales , par les commissaires du directoire exécutif près d'elles , pour le maintien ou le rétablissement de la tranquillité publique ; et par les commissaires du directoire près les tribunaux , seulement lorsqu'il s'agira d'exécuter les jugemens et ordonnances de justice.

141. Les capitaines commandant la gendarmerie nationale seront tenus de faire connaître aux commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales , les tribunaux civils et criminels , tous les objets qui pourront intéresser la sûreté et la tranquillité publiques. Ils recevront de ces commissaires les réquisitions et instructions relatives à l'exécution des arrêtés du directoire exécutif , des administrations , des jugemens et ordres supérieurs , et leur communiqueront exactement tous les renseignemens qu'ils auront extraits , tant des feuilles de service que des procès-verbaux dressés par les sous-officiers et gendarmes , de l'extrait desquels l'enregistrement aura été fait au secrétariat de la gendarmerie nationale.

142. En cas de contravention aux dispositions de l'article précédent , les commissaires du directoire exécutif , après avoir prévenu le chef d'escadron ou de division , afin qu'il y soit mis ordre de suite , en instruiront le ministre de la police générale ; et les officiers en faute demeureront personnellement responsables des suites de leur négligence.

143. La gendarmerie nationale ne pourra être requise par les administrations centrales , municipales , et par les commissaires du directoire près ces administrations , que dans l'étendue de leur territoire.

144. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale du département pourra , en vertu de l'arrêté de cette administration , et dans des cas urgens , requérir que tout ou partie des brigades de la gendarmerie du département soit rassemblé pour le rétablissement de la tranquillité publique ; il pourra aussi requérir qu'il soit formé momentanément de nouvelles brigades composées de gendarmes tirés des diverses brigades du

(1) Voyez le décret du 11 juin 1806 , qui fixe les rapports entre les gardes-champêtres et la gendarmerie.

département. Mais, dans l'un et l'autre cas, le commandant de la gendarmerie en rendra compte au général de la division dans les vingt-quatre heures; et si les déplacements durent plus de trois jours, il en sera rendu compte aux ministres de la police générale et de la guerre, tant par le commissaire du directoire exécutif que par le chef d'escadron : le même compte sera rendu tous les dix jours, jusqu'à ce que les brigades soient rentrées dans leurs résidences respectives.

145. Les capitaines et les lieutenans de la gendarmerie nationale pourront, sur l'invitation d'une administration municipale ou du commissaire du directoire exécutif près d'elle, porter une ou plusieurs brigades de leurs compagnies et lieutenances, aux foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques où ils apprendront qu'il doit y avoir un grand concours de citoyens. Il sera fait mention de ce rassemblement, sur le journal habituel; et les brigades qui auront été rassemblées, rentreront, dans le jour même, à leurs résidences respectives, à moins d'une réquisition de l'administration municipale ou du commissaire : dans ce dernier cas, l'administration ou le commissaire sont tenus de prévenir sur-le-champ l'administration centrale.

146. Des brigades de la division ou de l'escadron ne pourront être rassemblées pour être portées d'un département dans un autre, sans un ordre du directoire exécutif. Néanmoins, si une ou plusieurs brigades de gendarmerie, étant à la poursuite d'un ou plusieurs brigands, assassins, voleurs et autres prévenus de délits, parvenaient aux extrémités de leur arrondissement sans les avoir arrêtés, elles pourront se porter dans l'arrondissement limitrophe, et même sur le territoire d'un autre département, et continuer leurs poursuites jusqu'à ce qu'elles aient atteint le prévenu, ou qu'elles aient été relevées par les brigades les plus rapprochées. Dans ce dernier cas, le capitaine de ce département en sera informé, et en rendra compte à l'administration centrale.

147. Les autorités civiles qui requerront les commandans de gendarmerie nationale dans les cas prévus par la loi, ne pourront le faire autrement que par écrit. Les réquisitions énonceront la loi, l'arrêté du directoire, ou de l'administration, ou de toute autre autorité constituée, en vertu desquels la gendarmerie devra agir; elles seront toujours adressées aux commandans de la gendarmerie des arrondissemens respectifs. Défenses sont faites auxdits commandans de mettre à exécution celles qui ne seraient pas revêtues de ces formalités, sous peine d'être poursuivis comme coupables d'actes illégaux et arbitraires.

148. Les procès-verbaux de toutes les opérations de la gendarmerie nationale seront faits sur papier libre, et ne seront assujétis à aucun droit d'enregistrement.

149. Sous quelque prétexte que ce soit, les autorités civiles ne pourront employer les gendarmes à porter leurs dépêches et correspondances : les officiers du corps de la gendarmerie nationale s'opposeront formellement à ce que leurs subordonnés soient employés à ce genre de service.

§ IV. — Rapports de la gendarmerie nationale avec la garde nationale sédentaire et la garde nationale en activité.

150. Le corps de la gendarmerie nationale fait partie de la garde nationale en activité qui compose l'armée de terre, conformément à l'article 285 de l'acte constitutionnel.

151. Dans toutes les circonstances qui exigeront le rassemblement simultané de la gendarmerie nationale avec la garde nationale en activité, à pied ou à cheval, ou la garde nationale sédentaire, pour des objets de son ser-

vice, la gendarmerie nationale prendra toujours la droite et marchera à la tête des colonnes.

152. Les commandans de la garde nationale sédentaire et de la garde nationale en activité ne peuvent intervenir, en manière quelconque, dans les opérations journalières et le service habituel de la gendarmerie nationale, ni détourner les membres de ce corps des fonctions qui sont déterminées par la présente loi.

153. Lorsque, pour dissoudre un rassemblement séditieux, pour la répression des délits, ou pour l'exécution des réquisitions des autorités civiles, une force supplétive devra être adjointe à la gendarmerie nationale, les officiers de ce corps s'adresseront, soit aux commandans des places, soit aux généraux commandant les divisions militaires de leur arrondissement, pour obtenir le nombre de troupes nécessaire pour assurer l'exécution de la loi; et à cet effet, ils leur présenteront l'original des ordres ou réquisitions qu'ils auront reçus, et leur feront leur demande par écrit.

154. Les réquisitions de l'autorité civile en vertu desquelles les commandans de gendarmerie devront agir, seront communiquées aux chefs qui devront ordonner les mouvemens des troupes appelées pour marcher avec la gendarmerie nationale.

155. L'expédition finie, les troupes tirées de la garde nationale en activité rentreront dans leurs garnisons ou cantonnemens, et les brigades de gendarmerie dans leurs résidences respectives.

156. A défaut ou en cas d'insuffisance des troupes faisant partie de la garde nationale en activité, les officiers de la gendarmerie nationale sont autorisés à requérir toute main-forte nécessaire de la garde nationale sédentaire.

157. Dans les cas de l'article précédent, les demandes des officiers de gendarmerie nationale seront adressées aux administrations municipales, qui requerront les commandans de la garde nationale sédentaire de prêter la main-forte demandée par la gendarmerie nationale. Dans ce cas, les détachemens de la garde nationale sédentaire seront toujours aux ordres de l'officier de gendarmerie chargé de l'expédition.

158. Les détachemens de la garde nationale en activité qui seront appelés pour marcher avec la gendarmerie nationale et donner force à la loi, seront, à grade égal, aux ordres de l'officier de la gendarmerie, qui, pendant la durée de l'expédition, reste chargé d'exécuter les réquisitions de l'autorité civile; et à grade inférieur, ils seront commandés par le chef de la garde nationale en activité, lequel sera cependant tenu de se conformer aux réquisitions par écrit qui lui seront transmises par l'officier de gendarmerie.

159. La gendarmerie nationale, pour le rétablissement de la tranquillité publique, pourra, en cas de besoin, requérir les gardes forestiers et les gardes ruraux.

160. Les officiers de la gendarmerie nationale seront subordonnés aux généraux de division et de brigade commandant les troupes de la garde nationale en activité dans les départemens; ceux des officiers et sous-officiers qui seront en résidence dans les places où il y a état-major, seront également subordonnés aux commandans des places pour l'ordre de police établi dans lesdites places, sans toutefois qu'ils soient tenus de leur rendre aucun compte de leurs opérations ou de l'exécution des ordres dont ils seront chargés, autres que ceux qui concerneront le service militaire et la sûreté des places.

161. Les chefs de division et d'escadron de la gendarmerie nationale seront tenus de donner connaissance aux généraux commandant les divisions militaires, et aux généraux de brigade employés dans leurs arrondissemens respectifs, de tout ce qui pourrait compromettre la sûreté et la tranquillité pu-

bliques, comme aussi de leur transmettre les renseignemens d'après lesquels lesdits officiers-généraux pourront ordonner les mouvemens de troupes de la garde nationale en activité, et faire toutes les dispositions qu'ils auront jugées nécessaires au maintien de l'ordre public dans l'intérieur. — Les mêmes renseignemens seront communiqués par les capitaines et lieutenans aux commandans militaires des places où ils font leur résidence.

162. Les généraux de division et de brigade commandant dans les départemens, ne pourront ordonner le rassemblement total ou partiel des brigades d'un département, ni faire sortir des brigades de leur résidence, qu'en vertu d'un arrêté de l'administration centrale qui les mettra à leur disposition.

163. Les généraux de division et de brigade ne pourront ordonner le rassemblement des brigades d'un escadron ou d'une division de gendarmerie nationale, pour les porter d'un département dans un autre, sans les ordres du directoire exécutif.

164. Le directoire exécutif pourra, lorsqu'il le jugera à propos, faire inspecter les divisions de gendarmerie nationale par des officiers-généraux de l'armée de terre : en conséquence, les officiers de gendarmerie seront tenus d'obéir auxdits officiers-généraux, et de faire exécuter les ordres qu'ils donneront pour le maintien de la discipline et de la tenue militaire : mais pour lesdites revues, lesdits officiers-généraux seront tenus de se conformer tant aux dispositions de la présente loi qu'à celles qui seront prescrites par le règlement de service qui sera fait par le directoire exécutif. Dans ce cas, les brigades seront rassemblées par compagnie, à moins d'un ordre contraire et formel du directoire exécutif.

TITRE X. — Des moyens d'assurer la liberté des citoyens contre les détentions illégales et autres actes arbitraires.

165. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui donnera, signera, exécutera ou fera exécuter l'ordre d'arrêter un individu, ou qui l'arrêtera effectivement, si ce n'est en flagrant délit ou dans les cas prévus par les lois pour le remettre sur-le-champ à l'officier de police, sera poursuivi criminellement, et puni comme coupable du crime de détention arbitraire.

166. La même peine aura lieu contre tout membre de la gendarmerie nationale qui, même dans les cas d'arrestation pour flagrant délit ou dans tous autres cas autorisés par les lois, conduira ou retiendra un individu dans un lieu de détention non légalement et publiquement désigné par l'administration de département pour servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison.

167. Tout individu arrêté en flagrant délit par la gendarmerie nationale dans les cas déterminés par le paragraphe 1^{er} du titre IX de la présente loi, et contre lequel il ne sera pas intervenu mandat d'arrestation, ordonnance de prise de corps, ou jugement de condamnation à la prison ou détention correctionnelle, sera conduit à l'instant devant l'officier de police ; et il ne pourra être transféré ensuite dans une maison d'arrêt ou de justice, qu'en vertu du mandat d'arrêt délivré par l'officier de police.

168. Dans le cas seulement où, par l'effet de l'absence du juge de paix ou de l'officier de police, le prévenu arrêté en flagrant délit ne pourrait être entendu devant le juge de paix immédiatement après l'arrestation, il pourra être déposé dans l'une des salles de la maison commune, où il sera gardé à vue jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant l'officier de police : mais, sous quelque prétexte que ce soit, cette conduite ne pourra être différée au-delà de vingt-quatre heures. L'officier, sous-officier ou gendarme qui aura retenu plus long-temps le prévenu sans le faire comparaître devant

l'officier de police, sera poursuivi criminellement comme coupable de détention arbitraire.

169. Hors les cas de flagrant délit déterminés par les lois, la gendarmerie nationale ne pourra arrêter aucun individu, si ce n'est en vertu soit d'un mandat d'amener ou d'arrêt décerné selon les formes prescrites par les articles 222 et 223 de la constitution, soit d'une ordonnance de prise de corps, d'un décret d'accusation, ou d'un jugement de condamnation à la prison ou à la détention correctionnelle.

170. Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles prescrites par la loi, sont des crimes ; en conséquence, il est expressément défendu à tous, et en particulier aux dépositaires de la force publique de faire aux personnes arrêtées aucun mauvais traitement ni outrage, même d'employer contre elles aucune violence, à moins qu'il n'y ait résistance ou rébellion : auquel cas seulement ils sont autorisés à repousser par la force les violences et voies de fait commises contre eux dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par la loi.

TITRE XI. — *Ordre intérieur.*

171. Le corps de la gendarmerie est dans les attributions du ministre de la guerre, pour ce qui concerne le matériel et la discipline ; dans les attributions du ministre de la police, pour tout ce qui a rapport au maintien de l'ordre public ; et pour ce qui est relatif à l'exercice de la police judiciaire, dans les attributions du ministre de la justice.

172. Le mode à suivre pour procéder aux nominations, aux remplacements, l'administration de la comptabilité, l'habillement, l'équipement, la remonte, l'emploi des masses, le casernement, l'approvisionnement des brigades en fourrages, la tenue, la discipline, la police des casernes, les revues des chefs de division et d'escadron, les tournées des capitaines et lieutenans, la surveillance sur la désertion, feront partie des attributions du ministre de la guerre.

173. Le service habituel et journalier des brigades, leur rassemblement en cas de service extraordinaire, les conduites de brigade en brigade, les transfèreemens de prisonniers, prévenus ou condamnés, les escortes de deniers publics, des voitures nationales, la surveillance sur les mendiants, vagabonds, gens sans aveu, étrangers, les émigrés, les déportés, les préêtres turbulens, feront partie des attributions du ministère de la police générale.

174. Le service que doivent faire les capitaines et les lieutenans de la gendarmerie nationale dans l'exercice de la police judiciaire, et toutes les opérations relatives à ces fonctions, feront partie des attributions du ministre de la justice.

175. Le directoire exécutif est chargé d'établir un règlement de service pour le corps de la gendarmerie nationale, d'après les dispositions contenues dans la présente loi.

176. Les lettres de passe demandées par les officiers pour leur avantage personnel, ne pourront être accordées que par le ministre de la guerre, qui n'en délivrera qu'autant qu'il y aurait des places vacantes, ou d'après le consentement mutuel des parties.

177. Les lettres de passe ne pourront avoir lieu pour les gendarmes que dans les résidences de leurs départemens, et, pour les sous-officiers, dans celles de leur escadron ; à moins que, sur la demande des administrations centrales des départemens respectifs, et sur les propositions des chefs de division, il n'en soit décidé autrement : dans tous les cas, aucune lettre de

pas ne sera donnée tant aux officiers qu'aux sous-officiers et gendarmes, que sur les demandes précises et motivées des administrations centrales.

178. Dans le cas où le bien du service exigerait le changement de résidence d'un sous-officier ou gendarme, il pourra être ordonné par le chef de division, sur la demande qui en sera faite par le capitaine de la compagnie, approuvée par le chef d'escadron : ce changement de résidence ne s'opérera que dans les départemens qui forment l'escadron. — Les officiers de tout grade ne pourront être changés de résidence qu'en vertu d'une décision du directoire exécutif.

179. Le ministre de la guerre pourra accorder des congés avec appointemens, aux chefs de division, d'escadron, capitaines, lieutenans, pour leurs affaires personnelles. La durée de ces congés ne pourra excéder deux mois. — Les chefs de division pourront en accorder aux sous-officiers et gendarmes, sur la demande motivée du conseil d'administration de la compagnie.

180. Dans le cas où des affaires urgentes exigeraient que les officiers s'absentassent pour une ou deux décades seulement, les chefs de division pourront en donner la permission, à la charge d'en rendre compte au ministre de la guerre.

181. Les démissions demandées par les officiers, sous-officiers et gendarmes, pourront leur être accordées ; savoir, aux maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes, par le chef de division, d'après l'avis du capitaine et du chef d'escadron : il en sera rendu compte au ministre de la guerre ; — Quant aux officiers de tous grades, par le directoire exécutif, d'après la proposition qui lui en sera faite par le ministre de la guerre. Mais, dans tous les cas, lesdits officiers, sous-officiers et gendarmes ne pourront quitter leur résidence qu'après que leur démission aura été acceptée.

TITRE XII. — *Fonctions des officiers de tous grades.*

182. Pour assurer et régulariser le service journalier des brigades de gendarmerie nationale, il sera fait, pour chaque département, un dénombrement général des communes et routes formant l'arrondissement territorial de chaque brigade, et où elles seront tenues de faire leurs tournées journalières : ce dénombrement sera terminé deux mois après que le directoire exécutif aura fait connaître aux départemens le nombre des lieutenans, celui des brigades, et les résidences qu'il aura déterminées. Les capitaines de la gendarmerie nationale se concerteront à cet effet avec les administrations centrales de département.

183. Les chefs de division et d'escadron établiront les liaisons de correspondance des brigades tant dans l'intérieur des départemens, que de celles placées sur les points limitrophes des départemens respectifs. — Ce dénombrement général, pour chaque division de gendarmerie, sera envoyé au ministre de la guerre, et soumis à l'approbation du directoire exécutif.

184. Les brigades correspondront deux fois par décade avec chacune de celles dont elles seront environnées, jusqu'à la distance de quatre myriamètres ou huit lieues ; et aussitôt que l'emplacement général des brigades aura été arrêté par le directoire exécutif, les chefs de division et d'escadron fixeront les lieux de rendez-vous où elles seront tenues de se porter pour les correspondances.

185. Ces correspondances, qui auront lieu en faisant les tournées habituelles ordonnées par le paragraphe I^{er} du titre IX, auront pour objet, de la part des brigades, de se communiquer les avis qu'elles auront pu recevoir sur tout ce qui intéresse la sûreté publique, et de concerter leurs opérations re-

latives à la recherche des malveillans dont elles auraient connaissance ; elles serviront aussi à la traduction des prisonniers dont les conduites auront été ordonnées de brigade en brigade , et enfin à la remise des ordres et lettres des officiers de gendarmerie , vers les résidences desquels lesdites correspondances seront toujours dirigées.

186. Les chefs de division seront tenus de faire par an au moins une revue ; elle aura lieu alternativement par lieutenances et par brigades , de manière que ces officiers aient vu , dans l'espace de quatre ans , chacune des brigades sous leurs ordres dans le lieu de sa résidence ordinaire. — Les chefs d'escadron seront assujétis à deux revues par an ; elles auront lieu , comme celle des chefs de division , alternativement par brigades et par lieutenances , de manière que ces officiers aient vu , dans l'espace de deux ans , chacune des brigades sous leurs ordres dans le lieu de sa résidence. — Les revues par brigades et celles par lieutenances seront certifiées sur le livret des chefs de division et d'escadron , de la manière prescrite en l'article 61 du titre VI de la présente loi.

187. Les brigades de gendarmerie nationale ne pourront être rassemblées une seconde fois , pour être passées en revue par les chefs d'escadron ou de division , dans le lieu où elles l'auront déjà été une première , qu'après avoir été successivement rassemblées dans toutes les communes des résidences des brigades de la lieutenance.

188. Les capitaines feront l'inspection des brigades de leur compagnie au moins trois fois par an ; les lieutenans la feront tous les mois. Ces officiers seront tenus , lors de leurs tournées , de descendre dans tous les lieux de résidence des brigades.

189. L'objet de ces revues sera de prendre connaissance du service des brigades , de la tenue des hommes , de la discipline , de l'état des chevaux , des casernes et écuries , des approvisionnemens en fourrages et de leur qualité ; de la conduite des officiers , sous-officiers et gendarmes ; de donner aux uns et aux autres les instructions et ordres que les circonstances et les besoins du service exigeront ; de s'assurer auprès des différentes autorités civiles et des bons citoyens , si la gendarmerie nationale remplit ses devoirs , et d'en rendre compte aux chefs respectifs , en suivant la hiérarchie des grades. — Les bonnes et mauvaises notes extraites des rapports de ces revues et tournées , seront portées sur les registres de discipline établis dans chaque compagnie.

190. Les chefs de division et d'escadron , lorsqu'ils ordonneront le rassemblement des brigades de gendarmerie nationale pour passer leurs revues , seront tenus d'en prévenir les généraux de division et de brigade employés dans leurs arrondissemens.

191. Le directoire exécutif déterminera plus particulièrement , par le règlement de service , les époques précises des revues et tournées des officiers de tous grades , et les détails dans lesquels ils devront entrer lors de ces revues.

192. Le journal de service ordinaire étant spécialement destiné à constater , jour par jour , le service habituel des brigades de la gendarmerie nationale , chaque chef de division , d'escadron , les capitaines et lieutenans , sont tenus d'avoir un livret dont toutes les pages seront paraphées par le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale , et sur lequel seront certifiées les revues des chefs de division et d'escadron , ainsi que les tournées des capitaines et des lieutenans. — Sur le même livre seront inscrits , jour par jour , les ordres que les chefs transmettront à leurs subordonnés.

193. Chaque commandant de brigade est tenu pareillement d'avoir un

livret pour constater le service extraordinaire des brigades et l'exactitude des correspondances. Les sous-officiers et gendarmes qui seront employés à ce service, non seulement feront certifier sur les journaux leur transport dans les lieux par lesquels ils auront passé, mais ils se donneront réciproquement sur leurs livrets un certificat qui fera mention de l'heure à laquelle ils seront arrivés au rendez-vous, et de celle de leur départ, lorsqu'il s'agira du service de la correspondance; et s'il s'agit du service extraordinaire pour raison duquel ils auront été obligés de découcher, il sera certifié sur le livret par les municipalités, commissaires du directoire ou agens nationaux des lieux où ils se seront transportés.

194. Outre le service militaire qu'ils doivent faire conformément à la présente loi, les capitaines et les lieutenans de la gendarmerie nationale sont encore chargés de l'exercice des fonctions de la police judiciaire, dans les cas déterminés par la loi du 3 brumaire an 4 et par les autres lois relatives à la police judiciaire.

195. Les capitaines et les lieutenans de la gendarmerie nationale, pour l'exercice des fonctions de la police judiciaire seulement, sont placés sous la surveillance des accusateurs publics et des directeurs du jury de leur arrondissement.

196. Les formalités prescrites aux juges de paix par la loi du 3 brumaire an 4 et par les autres lois relatives à l'instruction de la procédure criminelle, sont applicables aux capitaines et lieutenans de la gendarmerie nationale, toutes les fois qu'ils exercent les fonctions de la police judiciaire.

197. Les maréchaux-des-logis chef secrétaires-greffiers seront employés à tous les objets de service et de correspondance qui leur seront prescrits par les capitaines commandant la gendarmerie des départemens auxquels ils seront attachés.

198. Il sera payé annuellement une somme de trois cents francs au maréchal-des-logis chef secrétaire-greffier de la gendarmerie, pour les menus frais et dépenses du secrétariat, tels que registres, papier, cire, etc., sans qu'il puisse être admis à faire à cet égard aucune réclamation. Les dépenses du secrétaire de la gendarmerie ne pourront être confondues avec celles du bureau du conseil d'administration, que doit supporter la masse commune.

199. Le Bulletin des lois sera envoyé, par le ministre de la justice, aux chefs de division et d'escadron de la gendarmerie nationale; les lois et arrêtés du directoire exécutif à l'exécution desquels la gendarmerie devra immédiatement concourir, seront transmis aux capitaines et aux lieutenans du corps, à la diligence des commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales.

TITRE XIII. — *Indemnités, gratifications, encouragemens pour captures importantes et services signalés.*

200. Il sera mis tous les ans à la disposition du ministre de la guerre, un fonds suffisant destiné à pourvoir aux gratifications et indemnités que le directoire exécutif jugera à propos d'accorder aux sous-officiers et gendarmes qui auront fait le meilleur service pendant le cours de l'année: le corps législatif en déterminera le montant, sur la proposition du directoire.

201. Ces gratifications et indemnités seront proportionnées à l'importance du service qui aura été rendu à la république par les sous-officiers et gendarmes, des captures importantes qui auront été faites, des dangers imminens qui auront été bravés.

202. Les chefs de division sont spécialement chargés de faire connaître au ministre de la police générale, les sous-officiers et gendarmes qui se seront

distingués par des actions d'éclat, et par des captures importantes de brigands, assassins, garrotteurs, chauffeurs, et autres perturbateurs du repos public.

203. Il sera fait par les chefs de division, d'après les rapports des capitaines et des lieutenans, un recueil de toutes les expéditions majeures au succès desquelles auront contribué les sous-officiers et gendarmes; il y sera fait mention exacte de la nature de l'expédition, des circonstances dans lesquelles elle aura eu lieu, des difficultés dont elle aura été accompagnée et qui auront été vaincues, des périls imminens qui auront été bravés; enfin de tout ce qui est propre à caractériser la bravoure, le dévouement et le vrai républicanisme.

204. Le directoire exécutif, auquel il sera rendu compte de la conduite des sous-officiers et gendarmes, déterminera la quotité de la gratification qui sera accordée pour chaque expédition.

205. La distribution de ces gratifications sera faite par les chefs de division aux sous-officiers et gendarmes auxquels elles auront été accordées, en présence des brigades de la lieutenance assemblées pour la revue qui aura lieu dans le courant de vendémiaire de chaque année.

206. Dans le cas où le sous-officier ou gendarme aurait péri dans l'expédition, la gratification sera payée à sa veuve ou à ses enfans, qui auront droit en outre aux récompenses nationales accordées aux veuves et enfans des défenseurs de la patrie.

207. Les gratifications imputables sur les fonds mis à la disposition du ministre de la guerre, seront payées aux sous-officiers et gendarmes, indépendamment des primes qui leur sont accordées par les lois rendues pour la répression de l'assassinat, des vols commis par les chauffeurs, garrotteurs et autres brigands, et pour l'arrestation des condamnés aux fers, échappés du lieu de leur détention.

208. Les gendarmes et les brigadiers qui se seront distingués par des captures importantes, et auront déployé le plus de zèle, de courage et d'intelligence dans l'exercice de leurs fonctions, auront droit à l'avancement pour les emplois immédiatement supérieurs à la nomination des officiers. — Quant aux maréchaux-des-logis, lieutenans, capitaines et chefs d'escadron, ils auront de même droit à leur avancement pour les emplois mis par la présente loi à la nomination du directoire exécutif; à l'effet de quoi, mention sera faite de leurs services sur le registre de discipline, pour y avoir égard lors de la formation des listes.

209. Tout sous-officier ou gendarme qui aura saisi des émigrés ou prêtres déportés trouvés sur le territoire de la république, recevra, après l'exécution du jugement, cinquante francs par chaque émigré ou prêtre déporté: cette somme sera acquittée par les payeurs des départemens au sous-officier ou gendarme, sur une ordonnance du ministre de la guerre, auquel sera envoyée l'expédition du jugement, soit du conseil de guerre, soit du tribunal criminel qui aura jugé les émigrés ou prêtres déportés.

210. Le directoire exécutif rendra publics, chaque année, par la voie de l'impression, les noms des sous-officiers et gendarmes qui auront donné le plus de preuves de dévouement pour le maintien de la tranquillité publique et la répression du brigandage.

TITRE XIV. — *Retraites et pensions.*

211. Les officiers, sous-officiers et gendarmes de la gendarmerie nationale, parvenus à l'âge de soixante ans, pourront demander des pensions de retraite. — Ceux qui se trouveront, par leurs infirmités ou par des blessures

reçues dans l'exercice de leurs fonctions, absolument hors d'état de continuer leur service, recevront également des pensions de retraite : ces pensions seront réglées sur les mêmes principes que celles accordées aux troupes qui composent la garde nationale en activité.

212. A l'égard des officiers, sous-officiers et gendarmes dont les retraites seront occasionnées par des blessures ou infirmités constatées, ils pourront être admis, s'ils le préfèrent, à la maison nationale des vétérans nationaux, et y seront traités en raison de leur grade.

213. Les officiers, sous-officiers et gendarmes qui auront obtenu leur retraite à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, jouiront de leur pension de retraite du jour où ils auront cessé d'être en activité.

214. Les chefs de division seront tenus de faire mention, dans les rapports de leurs revues, des officiers, sous-officiers et gendarmes susceptibles d'obtenir la pension de retraite à cause de leur grand âge ou de leurs blessures et infirmités ; ils seront portés en outre sur les contrôles de ces revues, dont la forme sera déterminée par le directoire exécutif, et dont le ministre de la guerre enverra un nombre suffisant d'exemplaires aux chefs de division.

TITRE XV. — *De l'organisation et du service de la gendarmerie nationale pendant la guerre.*

215. Outre le service dont il est chargé dans l'intérieur de la république, le corps de la gendarmerie nationale fournira, en temps de guerre, des détachemens destinés au maintien de l'ordre et de la police dans les camps et cantonnemens.

216. Les détachemens de gendarmerie nationale qui marcheront à la guerre, seront extraits des différentes divisions, et proportionnés à la force des armées dont ils seront appelés à faire partie.

217. Le directoire exécutif en déterminera la composition : les officiers, sous-officiers et gendarmes appelés à faire partie de ces détachemens, seront tirés des divers départemens, dans une proportion telle que le service intérieur de la république soit toujours assuré pendant l'absence desdits officiers, sous-officiers et gendarmes.

218. L'avancement des officiers, sous-officiers et gendarmes employés aux armées, continuera d'avoir lieu dans les compagnies, escadrons et divisions de gendarmerie, auxquels ils resteront toujours attachés : il ne sera nommé à leur emploi qu'en cas de mort, démission ou retraite, dont il sera certifié aux chefs de division par les commandans de ces détachemens ; et à la paix, lesdits officiers, sous-officiers et gendarmes reprendront les emplois dont ils étaient pourvus avant leur départ pour l'armée, ou auxquels ils auront été nommés pendant la durée de la guerre.

219. La solde des officiers, sous-officiers et gendarmes appelés à la guerre, sera augmentée dans les proportions qui seront déterminées par le corps législatif.

220. Les détachemens de gendarmerie employés à la police des camps seront toujours tenus au complet ; et les remplacements aux emplois vacans à l'armée par mort, démission ou autrement, auront lieu par des officiers, sous-officiers et gendarmes tirés des départemens dans lesquels auront été choisis ceux employés à l'armée.

221. Le directoire exécutif fixera, par un règlement, le service des détachemens de gendarmerie nationale employés à la police des camps.

TITRE XVI. — *Dispositions relatives à la gendarmerie nationale des départemens du Golo et de Liamone, formant l'île de Corse.*

222. Les dispositions de la présente loi sont applicables à la gendarmerie

nationale de l'île de Corse, sauf les modifications ci-après pour les sous-officiers et gendarmes à pied.

223. Les gendarmes à pied seront admis en justifiant d'un congé de quatre ans dans l'infanterie, pourvu d'ailleurs qu'ils réunissent toutes les autres conditions d'admissibilité.

224. La solde des sous-officiers et gendarmes à pied sera payée ainsi qu'il suit, par an, savoir : — Maréchal-des-logis en chef, onze cent trente-deux francs ; maréchal-des-logis ordinaire, huit cent trente-deux francs ; brigadier, sept cent trente-deux francs ; gendarme, six cent trente-deux francs.

225. Les sous-officiers et gendarmes à pied, lorsqu'ils seront envoyés hors de leurs résidences, et dans le cas de découcher, auront un supplément de solde par nuit, savoir : — Les maréchaux-des-logis, trente-cinq centimes ; les brigadiers, trente centimes ; les gendarmes, vingt-cinq centimes. — Ils auront, en outre, droit au logement militaire.

226. La somme que les sous-officiers et gendarmes doivent avoir toujours en dépôt à la masse de la compagnie, sera de cent francs pour les sous-officiers et gendarmes à pied.

227. Les sous-officiers et gendarmes à pied verseront annuellement une somme de douze francs à la masse dite des secours extraordinaires ; et l'emploi en sera fait conformément aux dispositions de l'article 75.

228. Les officiers, sous-officiers et gendarmes montés seront payés de la solde, et des frais de tournée et de découcher, conformément au tarif inséré en l'article 69 de la présente loi.

TITRE XVII. — *Dispositions générales.*

229. Les articles 557, 558 et 559 du Code des délits et des peines, sont communs aux officiers, sous-officiers ou gendarmes nationaux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, seraient outragés ou menacés par paroles ou par gestes. Le commandant peut faire saisir à l'instant les coupables, et les faire déposer dans la maison d'arrêt. L'ordre qu'il donne à cet effet, est conçu de la manière prescrite par l'article 71 du Code des délits et des peines.

230. Lorsque les membres de la gendarmerie nationale seront menacés ou attaqués dans l'exercice de leurs fonctions, ils prononceront à haute voix : *Force à la loi* ; et à l'instant où ce cri sera entendu, tous les citoyens seront tenus de prêter main-forte à la gendarmerie nationale, tant pour repousser les attaques que pour assurer l'exécution des réquisitions et ordres légaux dont la gendarmerie nationale sera chargée.

231. Les membres de la gendarmerie nationale appelés, soit pour assurer l'exécution de la loi, des jugemens, ordonnances ou mandemens de justice ou de police, soit pour dissiper les émeutes populaires ou attroupemens séditieux, et saisir les chefs, auteurs et instigateurs de l'émeute ou de la sédition, ne pourront déployer la force des armes que dans les deux cas suivans : — Le premier, si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux-mêmes ; — Le second, s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou personnes qui leur sont confiés, ou enfin si la résistance est telle qu'elle ne puisse être vaincue autrement que par le développement de la force armée (1).

(1) Le meurtre commis par un gendarme dans l'exercice de ses fonctions, s'il a été provoqué par des coups ou violences graves, n'est pas seulement excusable, aux termes de l'art. 321 du Code pénal de 1810, il y a absence de tout crime ou délit. Cass., 20 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 276 ; *Bull. crim.*, XXX, 32. — Lorsqu'une cour criminelle, saisie d'une accusation de

232. Dans le cas d'émeute populaire, la résistance ne pourra être vaincue par la force des armes, qu'en vertu d'un arrêté d'une administration centrale ou municipale, et qu'avec l'assistance d'un des administrateurs, qui sera tenu de remplir les formalités suivantes : — L'administrateur présent prononcera à haute voix ces mots : — « Obéissance à la loi : on va faire usage de la force ; que les bons citoyens se retirent. » — Après cette sommation trois fois répétée, si la résistance continue, et si les personnes attroupées ne se retirent pas paisiblement, la force des armes sera à l'instant déployée contre les séditeux, sans aucune responsabilité des évènements ; et ceux qui pourraient être saisis ensuite, seront livrés aux officiers de police, pour être jugés et punis suivant la rigueur des lois (1).

233. Les chefs de la gendarmerie nationale, les commandans de brigade et les gendarmes qui refuseront d'exécuter les réquisitions qui leur seront faites par les autorités civiles dans les cas prévus par la loi, seront destitués de leurs fonctions, d'après le compte qui en sera rendu au directoire exécutif, dénoncés à l'accusateur public, à la diligence du commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, pour être jugés et punis d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois, sans préjudice des peines plus graves prononcées par la loi contre les crimes attentatoires à la sûreté intérieure de la république, dans le cas où elle aurait été compromise par le refus desdits officiers, sous-officiers et gendarmes.

234. A la suite de la présente loi, seront imprimées toutes les lois et articles de loi à l'exécution desquels devra concourir le corps de la gendarmerie nationale, ainsi que les formules des différens actes que les officiers, sous-officiers et gendarmes sont tenus de dresser dans l'exercice de leurs fonctions.

235. Toutes les lois rendues jusqu'à ce jour sur l'organisation, la composition, l'avancement, la solde, la discipline et le service de la gendarmerie nationale, sont rapportées, et cesseront d'être exécutées à compter du jour de la promulgation de la présente loi.

N° 475. = 2 floréal an 6 (21 avril 1798). = *Loi interprétative de l'article 57 de celle du 9 vendémiaire an 6 (2), concernant le droit de timbre.* (II, Bull. cxcvi, n° 1804 ; B., LXXII, 167.)

Art. 1^{er}. L'article 57 de la loi du 9 vendémiaire an 6, concernant le droit de timbre, n'est applicable qu'aux feuilles périodiques de musique, quelle que soit leur étendue, et à tout œuvre de musique qui n'excédera pas deux feuilles d'impression.

2. Toutes poursuites et saisies qui pourraient avoir été faites par une fausse interprétation de l'article 57 de la loi précitée, cesseront et n'auront aucun effet, à compter de la publication de la présente loi.

N° 476. = 2 floréal an 6 (21 avril 1798). = *Loi relative à l'impression des tables des procès-verbaux des assemblées nationales.* (II, Bull. cxcviii, n° 1809 ; B., LXXII, 167.)

meurtre commis par un gendarme qui était à la recherche d'un contumace, reconnaît que le meurtre est excusable, en ce qu'il a été provoqué par des coups et des violences graves, elle doit en outre, et même d'office, examiner si le gendarme était dans l'exercice de ses fonctions, parce que cette dernière circonstance tend à faire disparaître la criminalité du fait. Même arrêt.

(1) Voyez la loi du 21 octobre — 3 novembre 1789, et la note.

(2) Voyez cette loi et les notes.

N° 477. = 2 floréal an 6 (21 avril 1798). = *Loi qui rectifie les dispositions du tarif annexé à la loi du 28 fructidor an 5, concernant le canal du Centre.* (II, Bull. cxcviii, n° 1810 ; B., LXXII, 169.)

N° 478. = 4 floréal an 6 (23 avril 1798). = *Loi relative à la contrainte par corps pour engagemens de commerce entre les Français et les étrangers* (1). (II, Bull. cxcviii, n° 1811 ; B., LXXII, 176.)

Art. 1^{er}. Tout étranger résidant en France y est soumis à la contrainte par corps pour tous engagemens qu'il contractera dans toute l'étendue de la république avec des Français, s'il n'y possède pas des propriétés foncières ou un établissement de commerce.

2. S'il y possède des propriétés foncières ou un établissement de commerce, il ne sera contraignable par corps, pour l'exécution des engagemens énoncés au précédent article, que dans les cas où les Français peuvent être contraints par cette voie, pour des stipulations de même nature.

3. La contrainte par corps aura lieu contre lui pour tous engagemens qu'il contractera en pays étranger, et dont l'exécution réclamée en France emportait la contrainte par corps dans le lieu où ils auront été formés.

4. Tout Français qui s'est soumis à la contrainte par corps en pays étranger pour l'exécution d'un engagement qu'il y a contracté, y est également contraignable en France.

5. Tout jugement rendu dans les cas ci-dessus mentionnés ne pourra être exécuté qu'en conformité du titre III de la loi générale sur la contrainte par corps.

N° 479. = 6 floréal an 6 (25 avril 1798). = *Loi relative aux rentes viagères créées moyennant un capital fourni en mandats* (2). (II, Bull. cxcviii, n° 1812 ; B., LXXII, 182.)

Le conseil... , considérant que la loi du 13 pluviôse dernier, sur les rentes viagères, n'a rien statué à l'égard de celles qui ont été créées, moyennant un capital en mandats, depuis la loi du 15 germinal an 4 jusqu'à celle du 29 messidor suivant, et qu'il est instant d'en régler pareillement le sort, approuve l'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Le tarif de réduction annexé à la loi du 13 pluviôse dernier, est déclaré commun aux rentes viagères créées moyennant un capital fourni en mandats, et ce, pour les époques seulement où la perte sur les mandats a été proportionnellement égale à celle des assignats.

2. En conséquence, lesdites rentes pourront être, à la réquisition du débiteur, réduites en numéraire métallique ; savoir, celles qui ont été créées depuis le 15 germinal an 4 jusqu'au 30 du même mois, à deux et quatre cinquièmes pour cent du capital, fourni en mandats ; dans le courant de floréal, à deux et trois cinquièmes ; dans le courant de prairial, à deux et deux cinquièmes ; et dans le courant de messidor même année, à deux et un cinquième du capital ; le tout conformément aux 5^e, 6^e, 7^e et 8^e degrés du susdit tarif, concernant les rentes viagères créées en assignats dans les mois de pluviôse, ventôse, germinal et floréal de l'an 3.

(1) Voyez, sur la contrainte par corps contre les étrangers, la loi du 10—20 septembre 1807, et les notes.

(2) Voyez la loi du 13 pluviôse an 6 (1^{re} février 1798), sur le même objet, et les notes.

3. Ce qui est prescrit tant par l'article 8 de ladite loi en faveur des septuagénaires et des sexagénaires, que par l'article 9 à l'égard des rentes créées sur deux ou plusieurs têtes, sera observé pour la fixation ou réduction des rentes ci-dessus énoncées

N° 480. = 6 floréal an 6 (25 avril 1798). = *LOI qui rectifie plusieurs articles de celles des 11 frimaire et 16 nivose an 6, concernant les transactions entre particuliers* (1). (II, Bull. cxcviii, n° 1813; B., LXXII, 183.)

Art. 1^{er}. Les mots, *et en suivant le mode de paiement qui sera établi pour les intérêts et pensions par une loi particulière*, insérés en l'article 7 de la loi du 11 frimaire dernier, sont remplacés par ceux-ci, *et en suivant le mode de paiement établi par la loi du 26 brumaire dernier, etc.*

2. Les mots, *de payer au taux de cinq pour cent, et selon le mode qui sera établi pour le paiement des intérêts dus en vertu d'aliénation d'immeubles*, insérés dans l'article 6 de la loi du 16 nivose (n° 1651 du Bulletin des lois), sont remplacés par ceux-ci, *de payer au taux de cinq pour cent, et selon le mode qui se trouve établi par la loi du 26 brumaire dernier, pour le paiement des intérêts dus en vertu d'aliénation d'immeubles, etc.*

3. La loi additionnelle du susdit jour 16 nivose, insérée dans le Bulletin des lois sous le n° 1650, est postérieure à celle du même jour, insérée sous le n° 1651. — Les énonciations relatives à la résolution du 28 vendémiaire précédent, insérées dans les articles 4, 5 et 6 de la même loi additionnelle, demeurent, en conséquence, remplacées par la mention de la loi du 16 nivose, n° 1651.

4. Dans tous les cas prévus par les lois existantes sur les transactions entre particuliers, et où il s'agira de procéder à la liquidation des arrérages d'intérêts, rentes viagères ou constituées et pensions, en conformité de la loi du 26 brumaire dernier, le compte en sera fait, savoir : — Pour les intérêts, rentes et pensions incourus depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, sur le pied de leur valeur nominale, jour par jour, sauf l'application de l'échelle de dépréciation, de la manière prescrite par ladite loi du 26 brumaire; le tout sans préjudice des exceptions contenues dans les articles 6 et 7 de la même loi. — Quant aux intérêts, rentes viagères ou constituées et pensions incourus depuis la loi du 29 messidor an 4, le compte en sera fait en égard aux réductions dont les capitaux correspondans, ou lesdites rentes viagères et pensions, se trouveront proportionnellement susceptibles.

N° 481. = 8 floréal an 6 (27 avril 1798). = *LOI relative aux formalités à observer pour la présentation des effets stipulés à longs termes, pendant le cours du papier-monnaie* (2). (II, Bull. cxcviii, n° 1815; B., LXXII, 200.)

Art. 1^{er}. Les créanciers pour cause de billets à ordre, billets au porteur et autres effets négociables stipulés à longs termes pendant le cours du papier-monnaie, jouiront d'un délai de trois mois, à dater de la publication de la présente, pour en faire la présentation au tireur ou débiteur originaire.

(1) Voyez ces lois, et les notes étendues qui les accompagnent.

(2) Voyez, sur les transactions passées pendant le cours du papier-monnaie, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation. Voyez spécialement la loi du 9 floréal an 6 (28 avril 1798), qui proroge le délai fixé par la présente pour l'option qu'elle accorde.

2. Cette présentation pourra être faite directement au débiteur par le porteur du titre ou par son mandataire; auquel cas le débiteur sera tenu d'y apposer son *visa*, daté et signé par lui.

3. En cas de refus d'apposition du *visa*, le porteur notifiera au débiteur la présentation par un simple acte extrajudiciaire, ou par une citation suivie d'un procès-verbal de comparution ou non-comparution devant le juge de paix.

4. Il en sera usé de même, lorsqu'à raison de l'éloignement de domicile du porteur de l'effet négociable, ou à raison de toute autre cause légitime, il ne pourra le représenter pour être soumis au *visa* du débiteur.

5. Dans l'un et l'autre cas, l'acte ou la citation contiendra la transcription du titre, et des endossements dont il se trouvera revêtu. — L'acte de présentation contiendra, au surplus, élection de domicile dans le lieu de la résidence du débiteur, pour les notifications qu'il écherra de faire au créancier dénommé.

6. Il ne pourra néanmoins être perçu, en vertu des présentations ci-dessus autorisées, qu'un simple droit d'un franc (ou vingt sous) sur l'effet présenté, sauf la perception de plus amples droits d'enregistrement sur les titres de créances qui y sont soumis, lorsqu'il écherra de les faire protester ou d'exercer une action en justice.

7. La présentation pourra être valablement faite à la personne ou au domicile de l'un des coobligés solidaires, quand l'effet négociable aura été souscrit par une compagnie, et lors même qu'elle se trouverait actuellement dissoute.

8. Après l'expiration du délai porté par l'article 1^{er} sans qu'il ait été fait aucune présentation de la part du propriétaire de l'effet négociable ou négocié, il sera libre au tireur ou débiteur de déclarer, par une comparution qui sera reçue et enregistrée au greffe du tribunal civil du département de son domicile, qu'il entend renoncer aux longs termes envers le porteur, pour profiter de la réduction d'après l'échelle de dépréciation, en conformité de l'article 5 de la loi du 11 frimaire dernier.

9. Si le porteur du titre ne fait aucune présentation dans le délai d'une année à dater du jour où ladite formalité aura été remplie, le débiteur, à l'expiration du susdit délai, pourra consigner au greffe du tribunal désigné en l'article 8, le montant du capital, réduit conformément à l'échelle, ainsi que les intérêts échus; et la consignation ainsi faite, sans autre formalité, sera aux périls et risques du créancier.

10. En conséquence, le débiteur sera valablement libéré par la remise qu'il sera tenu de faire au porteur du titre, des procès-verbaux tant de la notification prescrite par l'article 8 que du dépôt des deniers consignés; sauf au créancier d'en retirer le montant, moyennant décharge, au greffe où la consignation aura été effectuée.

11. Sont exceptés des dispositions de la présente, les porteurs d'effets négociables à longs termes et souscrits pendant la durée du papier-monnaie, dont les titres ont été présentés ou valablement notifiés aux débiteurs depuis la publication de la loi du 11 frimaire dernier.

N° 482. = 9 floréal an 6 (28 avril 1798). = *Loi portant prorogation du délai pour l'option relativement aux obligations à longs termes, etc.* (1). (II, Bull. cxcviii, n° 1816; B., LXXII, 202.)

Art. 1^{er}. Les débiteurs pour cause d'obligations à longs termes ou par

(1) Voyez la loi du 8 floréal an 6 (27 avril 1798).

contrats de constitution de rentes dérivant de prêts en papier-monnaie ou de ventes d'immeubles, jouiront d'un nouveau délai d'un mois, à dater de la publication de la présente, pour les options autorisées par l'article 5 de ladite loi du 11 frimaire et par les articles 1 et 5 de celle du 16 nivose (n° 1650); passé lequel délai, ils seront irrévocablement déchus.

2. Le délai ne courra point contre les héritiers pendant le temps accordé par la loi pour faire inventaire et délibérer : à l'égard des simples promesses, il ne courra contre eux que du jour de la présentation du titre. — Il courra contre les personnes qui sont sous l'administration d'autrui, sauf leur recours contre les administrateurs de leurs biens.

3. Dans le cas où, soit par négligence, soit par collusion avec son créancier, le débiteur n'aurait fait aucune option dans les délais prescrits par lesdites lois des 11 frimaire et 16 nivose, les créanciers postérieurs pourront, en exerçant à cet égard les droits du débiteur commun, faire eux-mêmes en son nom, dans le susdit délai d'un mois, les notifications auxquelles il était soumis ; auquel cas elles produiront, pour la conservation de leurs propres droits, le même effet que si elles avaient été signifiées par le débiteur.

4. A la réception de la présente loi dans chaque administration de canton, le commissaire du directoire exécutif près ladite administration sera tenu, sous sa responsabilité, de faire afficher en forme d'*avis*, et aux lieux accoutumés, l'entière disposition de l'article 1^{er} ci-dessus.

N° 483. = 14 floréal an 6 (3 mai 1798). = *LOI relative au recouvrement des contributions directes et aux crédits ouverts aux ministres.* (II, Bull. CXCIII, n° 1817 ; B., LXXII, 209.)

N° 484. = 15 floréal an 6 (4 mai 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les bons de la trésorerie signés Cornut.* (II, Bull. CXCIII, n° 1818.)

N° 485. = 16 floréal an 6 (5 mai 1798). = *LOI portant prorogation du délai accordé pour l'apposition, sans frais, d'un poinçon de recense sur les ouvrages d'or et d'argent* (1). (II, Bull. CXCIII, n° 1819 ; B., LXXII, 211.)

N° 486. = 19 floréal an 6 (8 mai 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui autorise les receveurs des contributions du département de la Seine à recevoir des contribuables des bons du quart.* (II, Bull. CXCIX, n° 1823.)

N° 487. = 19 floréal an 6 (8 mai 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le timbre sur les cartes à jouer* (2). (II, Bull. CXCIX, n° 1824.)

Le directoire exécutif, vu l'article 56 de la loi du 9 vendémiaire dernier, portant établissement du droit de timbre sur les cartes à jouer, et l'arrêté qu'il a pris en conséquence le 3 pluviose suivant ; ayant reconnu qu'il pourrait résulter des inconvénients de n'assujétir au timbre par filigrane qu'une ou deux cartes seulement par chaque jeu, ainsi que le prescrit cet arrêté, et qu'il est aussi nécessaire d'ordonner l'exécution de quelques nouvelles dis-

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 3 pluviose an 6 (22 janvier 1798), et les notes qui résument la législation.

positions pour assurer la perception de ce droit, et prévenir les abus, — Arrête :

Art. 1^{er}. Le papier de devant de toutes les cartes à jouer, sera fourni par la régie et timbré à son filigrane.

2. Il ne pourra être fabriqué aucune carte à jouer, tarots et autres, avec d'autre papier que celui ci-dessus désigné.

3. Ce papier sera de la dimension de celui contenant vingt cartes par feuille, dont il est fait usage pour les jeux de cartes ordinaires, c'est-à-dire de trente-deux centimètres de hauteur sur quarante-huit centimètres de largeur.

4. Le droit de timbre sera d'un décime ou dix centimes pour chacune des dites feuilles.

5. Les fabricans seront tenus, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 3 pluviôse dernier, de tenir registre de toutes les feuilles timbrées en filigrane qu'ils auront levées au bureau de la régie.

6. Les jeux fabriqués seront, en outre, timbrés en noir *sur bande*, sans aucuns frais, ainsi qu'il est porté à l'article 5 dudit arrêté.

7. Le jour où les bureaux de distribution seront pourvus de papier filigrané, le directeur de la régie en préviendra l'administration centrale du département, qui le fera annoncer sur-le-champ par une publication, et par des affiches qui contiendront en même temps la mention, par extrait, des dispositions du présent arrêté.

8. Du jour de cette publication, les fabricans ne pourront employer pour le devant de leurs cartes que le papier au filigrane de la régie.

9. Dans la huitaine de ladite publication, tous fabricans et marchands de cartes, maîtres ou locataires des maisons de jeux et autres désignées à l'article 12 de l'arrêté du 3 pluviôse, seront tenus de présenter au bureau de la direction du timbre, tous les jeux, soit revêtus ou non revêtus de bandes, qu'ils auront en leur possession, pour y faire apposer le timbre en rouge sur la bande de la régie, sauf, s'ils le requièrent, à ne payer le droit qu'après la consommation, suivant le mode prescrit aux articles 14 et 15 de l'arrêté du 3 pluviôse.

10. Le droit pour les jeux existant sur papier non filigrané sera perçu à raison d'un demi-centime par carte, suivant la fixation portée à l'article 4 ci-dessus, et sans distinction des jeux et des tarots.

11. Il est défendu, conformément à l'article 8 de l'arrêté du 3 pluviôse, aux commis des maisons de jeux, aux serviteurs et domestiques, et à tous particuliers de vendre aucun jeu de cartes, soit sous bandes ou sans bandes, neuves ou ayant servi.

12. Chaque fabricant de cartes sera tenu de déclarer non seulement ses noms et son domicile, conformément à l'article 9 de l'arrêté du 3 pluviôse, mais encore les différens endroits où il entend fabriquer, le nombre des moules qu'il a en sa possession, et celui de ses ouvriers actuels, dont il donnera les noms et signalement. Il ne pourra fabriquer en d'autres lieux que ceux qu'il aura déclarés.

13. Il est défendu aux graveurs, tant en cuivre qu'en bois, et à tous autres, de graver aucun moule ni aucune planche propre à imprimer des cartes, sans avoir déclaré au bureau de la régie les noms et demeure du fabricant qui aura fait la demande, et avoir pris la reconnaissance du préposé sur la remise de ladite déclaration.

14. Les marchands non fabricans, et les maîtres de jeux et locataires des maisons désignées à l'article 12 de l'arrêté du 3 pluviôse, seront tenus, lorsqu'ils feront leurs achats chez les fabricans, de présenter le registre qui leur

est prescrit par les articles 11 et 12, sur lequel le fabricant inscrira les quantités qui auront été levées.

15. La faculté accordée par l'article 16 de l'arrêté du 3 pluviôse, de vendre ou employer les jeux provenant d'anciennes fabrications, et timbrés seulement sur les bandes, est prorogée jusqu'au 30 brumaire prochain.

16. Il est fait défense à toute personne de tenir dans ses maisons et domiciles aucun moule propre à imprimer des cartes à jouer, d'y retirer ni laisser travailler à la fabrique et recoupe des cartes et tarots, aucuns cartiers, ouvriers et fabricans qui ne seraient pas pourvus d'une commission de la régie.

17. Les jeux de cartes fabriqués dans la république qui ne sont pas dans la forme usitée en France, et qui sont destinés uniquement pour l'étranger, ne seront pas assujétis au timbre. Les fabricans seront seulement tenus de tenir registre de leurs fabrications et de leurs envois, pour justifier aux préposés de la régie que la totalité de la fabrication passe à l'étranger, et de joindre aux envois un permis du directeur de la régie de l'enregistrement, lequel lui sera rapporté, dans le mois, revêtu du certificat de sortie délivré par les préposés des douanes.

18. L'amende pour les cas de contravention aux dispositions ci-dessus, sera de cent francs pour chaque contravention, outre la lacération des cartes non timbrées, conformément à l'article 60 de la loi du 9 vendémiaire dernier. La régie pourra conclure, suivant l'exigence des cas, à ce que le jugement de condamnation soit imprimé et affiché. En cas de récidive par un fabricant ou marchand, il ne pourra continuer son exercice, et la commission de la régie lui sera retirée.

19. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales, sont chargés de concourir à la recherche des fabrications et ventes clandestines, et à l'exécution des dispositions tant du présent arrêté que de celui du 3 pluviôse.

20. L'arrêté du 3 pluviôse dernier aura son exécution pour toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent.

N° 488. = 19 floréal an 6 (8 mai 1798). = *Loi relative à l'action en rescision pour cause de lésion, contre les ventes d'immeubles faites pendant la dépréciation du papier-monnaie* (1). (II, Bull. cxcix, n° 1826; B., LXXII, 214.)

Le conseil. . . , considérant qu'il importe de déterminer promptement dans quels cas et de quelle manière la lésion d'outre moitié du juste prix pourra être opposée et établie contre les ventes dont le prix a été stipulé en assignats, approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Pour juger s'il y a lésion dans les ventes faites en papier-monnaie entre particuliers depuis le 1^{er} janvier 1791, époque de la dépréciation des assignats, jusqu'à la publication de la loi du 14 fructidor de l'an 3, qui a supprimé, pour l'avenir, l'action en rescision pour cause de lésion, les tribunaux ordonneront l'estimation par experts de la juste valeur contre assignats qu'avait l'immeuble vendu, au temps du contrat, eu égard, 1° à son état et à son produit à la même époque; 2° à la valeur contre assignats qu'avaient dans la contrée, ou dans les lieux les plus voisins, les immeubles

(1) Voyez le décret du 14 fructidor an 3 (31 août 1795), qui abolit l'action en rescision pour lésion, et la note. Voyez spécialement la loi du 2 prairial an 7 (21 mai 1799), concernant la lésion dans les actes de partage; et celle du 24 du même mois (12 juin 1799), interprétative de la présente.

de même nature, à l'époque de la vente ou aux époques les plus rapprochées; 3° aux facilités et avantages résultant des termes accordés pour le paiement du prix de la vente (1).

2. Si la lésion se trouve prouvée de la manière ci-dessus prescrite, le contrat sera résilié, si mieux n'aime l'acquéreur, ainsi qu'il en a le droit, suppléer le juste prix, au temps de la vente, de la portion de l'immeuble correspondante à la quotité du prix que représente le supplément; ce qu'il sera tenu de déclarer dans le mois, à compter de la signification du jugement (2). Dans ce dernier cas, la portion de l'immeuble correspondante sera estimée conformément à l'article 3 de la loi du 16 nivose dernier, relative aux sommes dues à raison de ventes d'immeubles.

3. Si l'acquéreur offre de payer le supplément, il aura pour se libérer un délai d'une année, à compter du jour de son option, à la charge de payer l'intérêt du supplément à cinq pour cent, à compter du jour de la demande.

4. Si au contraire l'acquéreur préfère résilier le contrat, le vendeur rentrera en possession de son immeuble, en remboursant les sommes par lui reçues, d'après l'échelle de dépréciation du département de la situation de l'immeuble, et eu égard aux époques de chacun des paiemens.

5. Il sera, en outre, fait raison à l'acquéreur de la plus-value résultant des réparations et améliorations par lui faites à l'immeuble, sous la déduction des dégradations qui auraient pu être commises; le tout suivant la vérification et l'estimation qui en seront faites par les mêmes experts.

6. Le vendeur ne pourra évincer l'acquéreur qu'après l'avoir pleinement désintéressé. Il est accordé à cet effet au vendeur un délai d'un an, à compter de l'option de l'acquéreur, ou de l'expiration du mois qui lui est accordé pour la faire (3).

7. L'action en rescision pour cause de lésion contre les ventes faites depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'à la publication de la loi du 14 fructidor de l'an 3, ne sera plus recevable après l'expiration de l'année qui suivra la publication de la présente (4).

8. Il n'est rien innové pour ce qui concerne les ventes faites en numéraire métallique, soit avant, soit depuis le 1^{er} janvier 1791, jusqu'à la promulgation de la loi du 14 fructidor de l'an 3. Les demandes formées ou à former contre ces ventes doivent être jugées d'après les anciennes lois.

N° 489. = 21 floréal an 6 (10 mai 1798). = *LOI relative aux traités et transactions faits entre particuliers sur des droits litigieux ouverts avant et*

(1) Est nul le rapport d'un tiers-expert qui n'énonce pas directement ou indirectement qu'il a eu égard au produit des biens. Cass., 11 floréal an 13, *SIR.*, V, 1, 120. — Mais il n'y a pas lieu d'annuler un rapport d'experts, par cela seul qu'il n'indiquerait pas en détail les élémens, calculs et bases de l'opération qu'il contient. Cass., 21 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 361; Bull. civ., V, 377. — Il en est de même de celui qui ne détaille ni les actes d'après lesquels il a été procédé, ni l'état et la consistance des immeubles qui ont été pris pour point de comparaison, ni les faits et raisonnemens qui ont motivé l'opinion des experts. Cass., 13 pluviose an 11, *SIR.*, III, 1, 171; Bull. civ., V, 142.

(2) Ce délai ne court, si le jugement n'est pas exécutoire par provision, que du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée. Cass., 12 juin 1810, *SIR.*, X, 1, 317; Bull. civ., XII, 113.

(3) Le vendeur n'a plus d'action, s'il a laissé écouler une année entre la citation au bureau de paix et l'assignation devant le tribunal. Cass., 22 messidor an 11, *SIR.*, III, 2, 467.

(4) La discontinuation des poursuites pendant une année n'entraîne pas la péremption de l'instance, lorsque l'action est annale. Cass., 22 janvier 1816, *SIR.*, XVI, 1, 113; Bull. civ., XVIII, 17.

pendant la dépréciation du papier-monnaie (1). (II, Bull. CXCIX, n° 1827; B., LXXII, 217.)

Le conseil....., considérant que la loi du 11 frimaire dernier, sur les transactions entre particuliers pendant la dépréciation du papier-monnaie, n'a rien statué sur le sort des traités et transactions distincts de ceux qui contiennent vente de droits successifs, et qu'il est instant d'en régler le sort, approuve l'acte d'urgence et prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Les sommes dues en vertu de traités faits, depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'au 29 messidor an 4, sur des droits litigieux ouverts avant la dépréciation du papier-monnaie ou qui dériveraient de titres antérieurs à ladite époque du 1^{er} janvier 1791, seront payées en numéraire métallique et sans réduction, à moins que le débiteur ne préfère de résilier le contrat, en recevant le remboursement, d'après l'échelle, de ce qu'il aura payé à compte pour la même cause.

2. Quant aux sommes dues en vertu de traités sur des droits pareillement litigieux, mais qui n'ont été ouverts que postérieurement au 1^{er} janvier 1791 et qui ne dériveraient point de titres antérieurs, elles sont réducibles conformément à l'échelle de dépréciation, eu égard à l'époque desdits traités.

3. Il n'est rien innové par les précédens articles aux dispositions de l'article 5 de la loi du 15 fructidor dernier, de l'article 14 de la loi du 11 frimaire, et de l'article 12 de la loi du 16 nivose suivant.

4. Quant aux traités intervenus aux époques ci-dessus énoncées, sur des liquidations de fruits restituables, vérifications d'ouvrages d'art, dommages-intérêts, et autres objets soumis de leur nature à l'expertise, les débiteurs, en renonçant au bénéfice desdits traités, pourront requérir une nouvelle vérification, estimation et liquidation en numéraire métallique, de l'objet contesté, ce qu'ils seront tenus, à peine de déchéance, d'opter dans les deux mois qui suivront la publication de la présente.

N° 490. = 21 floréal an 6 (10 mai 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant les formalités à remplir par les citoyens ayant droit à l'exemption de la taxe d'entretien des routes (2). (II, Bull. CCI, n° 1829.)

N° 491. = 23 floréal an 6 (12 mai 1798). = **LÔI** concernant la réémission de vingt-cinq millions de mandats territoriaux en extinction de la dette publique (3). (II, Bull. CCI, n° 1830; B., LXXII, 247.)

N° 492. = 25 floréal an 6 (14 mai 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif relatif à la réémission de vingt-cinq millions de mandats territoriaux, ordonnée par la loi du 23 floréal dernier. (II, Bull. CCI, n° 1831.)

N° 493. = 28 floréal an 6 (17 mai 1798). = **LÔI** qui approuve le traité de

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797, et les notes qui résument la législation.

(2) La taxe des routes ayant été abolie par la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, art. 60, toutes les lois qui s'y rapportaient sont maintenant sans objet.

(3) Voyez la loi du 28 ventose an 4 (18 mars 1796), portant création de ces mandats, et les notes.

réunion de la république de Genève à la république française (1). (II, Bull. CCXV, n° 1937; B., LXXII, 260.)

Le conseil. . . . , considérant qu'il est d'un intérêt commun pour les nations française et genevoise de confondre leurs moyens, leurs relations et leurs droits pour ne former qu'un seul et même peuple; — Que le vœu de la république de Genève pour cette réunion a été solennellement émis, et ses conditions convenues, ainsi qu'il résulte, 1° de l'acte des pleins-pouvoirs donnés par la commission extraordinaire de Genève le 7 floréal présent mois, correspondant au 26 avril 1798, ladite commission créée par la loi du 19 mars même année; 2° du traité de réunion, fait double à Genève ledit jour 7 floréal; traité conclu entre les commissaires genevois et le commissaire du gouvernement français, arrêté et signé le 9 du même mois au palais national du directoire exécutif de France. . . . , approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Le traité de réunion de la république de Genève à la république française, passé à Genève le 7 floréal présent mois, arrêté et signé par le directoire exécutif le 9 du même mois, et dont la teneur suit :

Traité de réunion de la république de Genève à la république française.

Le directoire exécutif de la république française, instruit que les vœux des magistrats, conseils et citoyens de la république de Genève, se déclaraient pour la réunion à la république française et l'incorporation à la grande nation, et voulant donner une preuve éclatante de son amitié généreuse aux premiers alliés de la république française, a nommé le citoyen *Félix Desportes*, résident de la république française près celle de Genève, commissaire du gouvernement pour recevoir et constater les vœux émis pour la réunion, et en stipuler le mode et les conditions; — D'autre part, la commission extraordinaire, revêtue de tous les pouvoirs du peuple souverain de Genève, par la loi du 19 mars 1798 (29 ventose an 6), ayant voté la réunion de Genève à la république française, par son arrêté du 26 germinal (15 avril 1798), a nommé, pour traiter et stipuler en son nom, les citoyens *Moïse Moricaud*, syndic; *Samuel Mussard*, syndic; *Louis Guérin*, syndic; *Paul-Louis Rival*, syndic; *Esaïe Gasc*, secrétaire d'état et de la commission extraordinaire, et *François Romilly*, secrétaire de la commission extraordinaire, tous citoyens de Genève. — Les commissaire et députés, après avoir produit et échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles ci-après :

Art. 1^{er}. La république française accepte le vœu des citoyens de la république de Genève pour leur réunion au peuple français : en conséquence, les Genevois, tant ceux qui habitent la ville et le territoire de Genève, que ceux qui sont en France ou ailleurs, sont déclarés *Français nés*. — Les Genevois absents ne seront point considérés comme émigrés; ils pourront en tout temps revenir en France et s'y établir; ils jouiront de tous les droits attachés à la qualité de citoyen français, conformément à la constitution. — Le gouvernement français, considérant que les nommés *Jacques Mallet-Dupan l'aîné*, *François d'Yvernois* et *Jacques-Antoine-Duroveray*, ont écrit et manœuvré ouvertement contre la république française, déclare qu'ils ne pourront, en aucun temps, être admis à l'honneur de devenir citoyens français.

(1) Genève n'appartient plus à la France: elle a cessé d'en faire partie en exécution du traité de paix du 30 mai — 8 juin 1814, art. 1^{er}, n° 7.

2. Les Genevois qui voudront transporter leur domicile en Suisse ou ailleurs, auront, pendant un an, à dater de la ratification des présentes, la faculté de sortir avec leurs effets mobiliers dûment constatés : ils auront trois ans pour opérer la vente et la liquidation de leurs biens et créances, et pour en exporter le prix.

3. Les habitans de la ville et du territoire genevois seront exempts de toutes réquisitions réelles et personnelles pendant la guerre actuelle, jusqu'à la paix générale.— Dans tous les cas de passage de troupes ou de cantonnemens, ils seront dispensés du logement des gens de guerre, à la charge par eux de fournir des bâtimens à cet usage, et les objets de nécessité : ces bâtimens seront toujours préparés pour recevoir trois mille hommes.

4. Les Genevois ne pourront être, en aucun temps et sous aucun prétexte, accusés ni recherchés pour propos, écrits et faits relatifs à la politique, qui auraient eu lieu à Genève antérieurement à la réunion ; sauf l'exception stipulée par le gouvernement français dans l'article 1^{er}.

5. Les biens déclarés communaux par l'arrêté de la commission extraordinaire en date du 27 germinal an 6 (16 avril 1798), appartiendront en toute propriété aux Genevois, qui en disposeront comme ils le jugeront à propos : au moyen de cette faculté, ils seront chargés de l'acquittement des dettes contractées par la république de Genève ; et tous les arrangemens qu'ils ont pris ou prendront à cet effet, seront exécutés selon leur forme et teneur.— Néanmoins sont déclarés inaliénables, l'hôtel-de-ville, les archives, la bibliothèque, les deux bâtimens de Chante-Poulet, et ceux du bastion de Hollande ; lesquels bâtimens seront spécialement destinés au logement des troupes, conformément à l'article 3. — La république de Genève fait hommage à la république française de ses arsenaux, de son artillerie, et de ses munitions de guerre autres que la poudre. — Les fortifications de Genève deviennent propriété nationale, et seront mises sur-le-champ à la disposition du gouvernement français.

6. Les biens appartenant aux corporations et sociétés d'arts et métiers, ou autres quelconques actuellement existantes, sont reconnus propres aux citoyens composant ces corporations et sociétés, et ils pourront en disposer selon leur volonté.

7. Tous les actes publics, soit judiciaires, soit notariés, tous les écrits privés et les livres des négocians, ayant date certaine antérieurement à la ratification des présentes, auront leur force et sortiront tout leur effet suivant les lois de Genève. Les ventes judiciaires connues sous le nom de *subhastations*, qui auront été commencées avant ladite ratification, seront terminées suivant les mêmes lois. Tous ces actes et écrits ne seront soumis à aucun droit résultant des lois françaises. — Les lois civiles de Genève resteront en vigueur jusqu'à la promulgation des lois de la république française.

8. Le titre de l'or sera provisoirement maintenu à Genève sur le pied de sept cent cinquante millièmes (dix-huit carats), et celui de l'argent, sur le pied de huit cent trente-trois millièmes (dix deniers). — Le mode de surveillance établi à ce sujet sur les ateliers ou fabriques, ainsi que leurs coutumes, seront aussi provisoirement conservés, jusqu'à ce que le corps législatif ait adopté, dans sa sagesse, les moyens les plus propres à assurer l'existence et la prospérité de ces ateliers et fabriques.

9. Le droit perçu sur les toiles de coton blanches qui entreront à Genève pour être imprimées dans cette ville ou sur son territoire, sera remboursé lors de leur exportation ; à la charge par les exportans de remplir les formalités prescrites en pareil cas.

10. Les marchandises qui sont actuellement dans Genève pourront cir-

culer librement en France, sans être sujettes à un nouveau droit. Celles que l'arrêté du directoire exécutif, en date du 20 brumaire an 5, soumet à des certificats de municipalité ou à des marques de fabrique qui n'étaient point exigés à Genève, devront être, immédiatement après la ratification des présentes, revêtues d'une marque qui y sera apposée par les préposés aux douanes françaises, pour tenir lieu des formalités prescrites par cet arrêté. — Quant aux marchandises anglaises, elles ne pourront être introduites en France : il en sera fait déclaration ; et après vérification par les préposés aux douanes françaises, elles seront exportées à l'étranger dans le délai de six mois, moyennant des acquits-à-caution.

11. Le nombre des notaires sera, pour l'avenir, fixé à huit. Ceux qui sont actuellement en exercice seront conservés ; et il n'en sera créé aucun, jusqu'à ce que, par décès ou démission, les titulaires actuels soient définitivement réduits au nombre de sept.

12. Le directoire exécutif emploiera ses bons offices auprès du corps législatif, pour faire placer dans la commune de Genève, 1° un hôtel des monnaies ; 2° un bureau du timbre et d'enregistrement ; 3° les tribunaux civil et criminel du département auquel le territoire genevois sera incorporé ; 4° le tribunal correctionnel de l'arrondissement duquel ce territoire fera partie ; 5° et un tribunal de commerce.

13. La république de Genève renonce aux alliances qui l'unissaient à des états étrangers ; elle dépose et verse dans le sein de la grande nation tous ses droits à une souveraineté particulière.

14. La ratification du présent traité sera échangée dans le mois, à compter du jour de la signature.

Fait double à Genève, le 7 floréal an 6 de la république française, une et indivisible. — *Signé* MOÏSE MORICAUD, syndic ; SAMUEL MUSSARD, syndic ; L. GUÉRIN, syndic de la garde ; PAUL-LOUIS RIVAL, syndic ; ESAÏE GASC, secrétaire ; FRANÇOIS ROMILLY, secrétaire. — *Le commissaire du gouvernement français, signé* FÉLIX DESPORTES.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité de réunion de la république de Genève à la république française, négocié au nom de la république française par le citoyen *Félix Desportes*, résident de ladite république près celle de Genève, nommé par le directoire exécutif, suivant son arrêté du 5 germinal an 6, commissaire du gouvernement, et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du directoire exécutif, le 9 floréal de l'an 6 de la république française, une et indivisible. Pour expédition conforme, *signé* MERLIN, *président* ; par le directoire exécutif, *le secrétaire général* LA-GARDE.

Est approuvé.

En conséquence, les habitans de la république de Genève, sauf l'exception portée en l'article 1^{er}, sont déclarés par le corps législatif citoyens français nés, et leur territoire est uni à celui de la république française.

N° 494. = 4 prairial an 6 (23 mai 1798). = *Loi relative aux délais pour l'instruction et le pouvoi en cassation contre les jugemens en matière de prises maritimes* (1). (II, Bull. CCII, n° 1838 ; B., LXXII, 278.)

Le conseil..., considérant que les délais accordés pour appeler et se pour-

(1) Voyez, sur la procédure en cette matière, l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes.

voir en cassation des jugemens en matière de prises maritimes, n'offrent aucun objet d'utilité, et ne peuvent être que funestes soit aux armateurs et équipages, si les prises sont légitimes, soit aux intéressés dans le navire et la cargaison, si la capture est illégale; — Que ces délais produisent les murmures des matelots, le découragement des armateurs, l'abandon de la course; — Que l'intérêt, tant du gouvernement que du commerce des particuliers, réclame le prompt remède de ces abus....., — Approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Tout appel d'un jugement de commerce en matière de prises maritimes sera notifié dans les dix jours, avec intimation à la décade, à peine de déchéance.

2. Dans le cours de la décade, l'appelant sera tenu de remettre au greffe du tribunal d'appel une expédition du jugement, ensemble de toutes les pièces sur lesquelles il aura été rendu.

3. Les juges du tribunal d'appel seront tenus de prononcer dans la décade qui suivra le dépôt des pièces dans leur greffe.

4. Leur jugement, rendu sur le vu de toutes les pièces et sur les conclusions écrites du commissaire du directoire exécutif, sera censé contradictoire; il ne pourra y être formé aucune opposition.

5. Le recours en cassation ne pourra être exercé que dans la décade de la signification du jugement.

6. Le condamné en passera sa déclaration au greffe, par lui ou son fondé de pouvoirs.

7. Il fera parvenir, dans la décade suivante, au greffe du tribunal de cassation, tant le jugement que les autres pièces et les moyens de cassation.

8. Le tribunal sera tenu de prononcer le rejet ou l'admission du mémoire dans la décade suivante.

9. En cas d'admission, l'assignation sera donnée à une décade, plus un jour par dix lieues.

10. Le jugement définitif sera rendu dans la décade qui suivra le délai de la citation; il ne sera point susceptible d'opposition.

11. Le pourvoi en requête civile, en matière de prises maritimes, est assujéti aux délais et formalités prescrits par la présente résolution pour le recours en cassation.

N^o 495. = 4 prairial an 6 (23 mai 1798). = *Loi qui assujétit les neutres à fournir caution pour l'exécution des jugemens définitifs, avant l'expiration du délai pour le pourvoi en cassation* (1). (II, Bull. CCII, n^o 1839; B., LXXII, 280.)

Art. 1^{er}. Aucun neutre, ou soi-disant tel, ne pourra, en matière de prises maritimes, mettre à exécution aucun jugement définitif, et il ne lui sera accordé aucune main-levée, à moins qu'il n'ait au préalable fourni bonne et valable caution, dans le cas où les armateurs se seraient pourvus en cassation, ou seraient encore dans le délai utile pour se pourvoir.

2. La disposition ci-dessus aura son effet à l'égard des jugemens rendus contre lesquels il y a pourvoi en cassation et litispendance.

N^o 496. = 5 prairial an 6 (24 mai 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif*,

(1) Voyez la loi précédente, et la note.

qui détermine un mode pour le paiement des pensions et secours accordés aux ci-devant ecclésiastiques et religieux (1). (II, Bull. CCIII, n° 1847.)

Art. 1^{er}. Il sera formé, par chaque administration centrale de département, sous sa responsabilité, et conformément au modèle annexé au présent, un tableau général, divisé par cantons, des pensionnaires dits *ecclésiastiques* domiciliés dans son arrondissement. Ce tableau indiquera leurs noms et prénoms, la date de leur naissance, leur domicile actuel, la dernière qualité en vertu de laquelle ils ont été pensionnés, et le montant annuel de chaque pension ou secours.

2. Aucun pensionnaire ne sera inscrit sur ce tableau, qu'après avoir remis, s'il ne l'a déjà fait, l'extrait de son acte de naissance, et l'expédition du procès-verbal, signée de lui, de sa prestation de serment à la liberté et à l'égalité, faite dans le délai pre-crit par la loi du 14 août 1792 ; et à l'égard des personnes du sexe, l'expédition du même serment, ou de leur soumission de se conformer aux lois de la république, à quelque époque qu'elles aient fait ces serment ou soumission, conformément à la loi du 14 fructidor an 4. — Ces expéditions seront délivrées, sans frais, par les administrations et autres dépositaires des registres, sur la simple réquisition des parties intéressées.

3. Chaque pensionnaire sera tenu, en outre, de remettre, à peine de non-inscription au tableau, son certificat de vie, d'individualité et de résidence, ainsi que sa déclaration signée, portant qu'il n'a point rétracté son serment ou sa soumission (*arrêté du comité des finances du 5 fructidor an 3*) ; celle enfin prescrite par l'article 7 ci-après.

4. N'ont aucun droit aux pensions ou secours dits *ecclésiastiques*, et ne seront point portés au tableau : — 1° Les ex-religieux sécularisés (les ci-devant jésuites exceptés), et ceux qui, ayant quitté la vie monastique, ne seraient pas rentrés dans leur ordre avant la publication du décret du 28 octobre — 1^{er} novembre 1789, ensemble ceux qui avaient abandonné leurs maisons sans le consentement de leurs supérieurs (*loi du 8 — 14 octobre 1790, titre 1^{er}, articles 26 et 29*) ; — 2° Les ex-religieux nés hors de France qui n'y ont pas fait leur profession, ou qui, après l'avoir faite dans une maison française, n'y étaient pas fixés pour toujours avant le 28 octobre 1789 (*même loi, article 27*) ; — Sont exceptés néanmoins de la disposition ci-dessus, ceux effectivement établis en France, au 13 février 1790, dans des maisons pourvues de bénéfices, lesquels ont droit aux mêmes pensions que les ex-religieux français, jusqu'à concurrence seulement du revenu de ces bénéfices (*loi du 28 octobre — 1^{er} novembre 1790*) ; — 3° Les ex-religieux privés de la pension, en vertu d'arrêtes des autorités constituées, pour fausses déclarations des sommes ou effets appartenant à leurs maisons, qu'ils auraient pris, reçus ou partagés (*titre 1^{er}, article 34 de la loi du 8 — 14 octobre 1790*) ; — 4° Les ci-devant frères laïcs ou convers, qui n'avaient pas fait de vœux solennels, et

(1) Cet arrêté résume toute la législation antérieure sur la matière. Voyez l'arrêté du 3 prairial an 7 (23 mai 1799), concernant, entre autres choses, le paiement de ces pensions ; la loi du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), portant, art. 63 de la première partie, que les pensions dont jouissent les ecclésiastiques, en vertu des lois de l'assemblée constituante, seront précomptées sur leurs traitemens ; l'arrêté du 3 prairial an 10 (23 mai 1802), concernant la liquidation des pensions qui n'ont pas été liquidées, faute de prestation de serment ; celui du 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803), qui trace des règles pour la liquidation des pensions ecclésiastiques ; et le décret du 27 juillet 1803, additionnel à l'arrêté du 3 prairial an 10. Voyez aussi les budgets successifs des dépenses qui allouent des fonds pour le paiement des pensions ecclésiastiques.

les frères donnés qui n'avaient pas contracté d'engagemens en bonne forme avec leur monastère (*loi du 20—26 février 1790*) ; — 5° Les ex-religieuses sorties du cloître avant la promulgation du décret du 28 octobre—1^{er} novembre 1789, qui n'auraient pas justifié y avoir été forcées par ordres arbitraires, ou suppression de leur maison, ou raison de santé (*loi du 7—16 août 1792, article 3*) ; — 6° Celles nées en pays étranger, qui n'ayant pas fait leur profession en France, ne s'y trouvaient pas en maison conventuelle avant le 28 octobre 1789 (*même loi, article 4*) ; — 7° Les sœurs converses, données ou affiliées, qui n'auraient pas justifié de leur affiliation par actes antérieurs à l'époque précitée (*même loi, article 5*) ; — 8° Les officiers ou employés ecclésiastiques ou laïques des chapitres séculiers et réguliers des deux sexes, et des anciennes abbayes où la conventualité avait cessé, qui, n'ayant pas justifié par acte capitulaire ou autre écrit ayant date certaine, antérieure au 1^{er} janvier 1789, avoir été reçus à vie ou avec convention de retraite, auraient eu, savoir, ceux âgés de cinquante ans, moins de dix années de services, et ceux au dessous de cinquante ans, moins de quinze années ; ceux qui n'exerçaient leurs fonctions qu'à certains jours déterminés, autres que les organistes ; et ceux qui avaient un autre état à l'époque de leur suppression (*lois des 20—26 août 1791 et 24 juin—1^{er} juillet 1792*) ; — 9° Tous individus des congrégations ou associations séculières des deux sexes, ecclésiastiques ou laïques, qui n'auraient pas justifié de leur qualité de Français, ou n'auraient pas rempli leurs fonctions pendant l'année 1791, à moins que, les ayant remplies pendant 1790, ils n'aient été portés, depuis cette année jusqu'au 18 août 1792, à des fonctions publiques ou ecclésiastiques ; enfin, ceux qui ont été déclarés privés de leurs pensions pour fausses déclarations des sommes ou objets appartenant à leur maison, par eux pris, reçus ou partagés (*loi du 22 août 1792, titre V, articles 20, 21, 22 et 25*) ; — 10° Les membres des congrégations enseignant dans les collèges et séminaires, leurs frères laïcs, donnés, coadjuteurs ou convers, qui n'y ont point été admis régulièrement ou par actes authentiques, et ceux qui, au 1^{er} octobre 1792, n'avaient pas vécu au moins cinq années révolues dans la même congrégation (*même loi, titre III, chapitres I^{er} et III*) ; — 11° Les membres des congrégations, corporations et associations ecclésiastiques, non enseignant dans les séminaires et collèges proprement dits, dont le chef-lieu d'établissement n'était pas en France, ou qui n'avaient que cinq années de corporation, ou n'étaient pas prêtres au 12 juillet 1790 ; ceux qui étaient attachés à une association où les individus payaient pension (seulement il leur est accordé une pension de cent livres pour habitation) ; et ceux envoyés en mission hors d'Europe après le 12 juillet 1790, ou qui, envoyés avant cette époque en-deçà du cap de Bonne Espérance, n'étaient pas rentrés en France, deux ans au plus tard après le 18 août 1792, et ceux envoyés au-delà, dans les quatre années (*même loi, titre III, chapitre I^{er}, section II*) ; — 12° Les ex-frères des écoles chrétiennes qui n'avaient pas plus de cinq années consécutives de congrégation (*même loi, titre III, chapitre II, paragraphe I^{er}*) ; — 13° Les membres des congrégations séculières laïques, vivant du produit de leur travail, et les ermites vivant en communauté, qui n'avaient pas cinquante ans d'âge et vingt années de congrégation (seulement ils ont droit à soixante livres de pension, à titre de dédommagement d'habitation) ; et ceux qui ne vivaient point en congrégation sous une règle commune, ou qui, au 1^{er} janvier 1792, ne possédaient point d'immeubles réels (*même loi, titre III, chapitre II, paragraphe II*) ; — 14° Les ci-devant bénéficiers ecclésiastiques des deux sexes, qui étaient âgés de moins de vingt-quatre ans au 24 août 1790, époque de la suppression des bénéfices

(*loi du 21 frimaire an 2 et arrêté du comité des finances du 24 messidor an 3*) ; — 15° Les ex-religieux et religieuses auxquels sont échues des successions supérieures ou égales à leurs pensions, en calculant leur revenu au dernier vingt des capitaux (*loi du 17 nivose an 2*) ; — 16° Ceux auxquels il aurait été accordé des pensions par arrêtés des représentans du peuple en mission, sauf à faire valoir leurs droits dans les formes ordinaires (*loi du 14 ventose an 3*) ; — 17° Les ci-devant instituteurs, professeurs et maîtres de collèges et autres établissemens d'enseignement public, qui n'étaient point membres d'une congrégation, lesquels doivent se pourvoir comme les autres prétendans à des pensions sur l'état (*loi du 5 mai 1793*).

5. Sont déchus de leurs pensions ou secours, et seront exclus de l'inscription au tableau, — 1° Les ci-devant ecclésiastiques ou laïques, tels qu'évêques, curés, vicaires, supérieurs, professeurs de séminaires et collèges, aumôniers, chapelains, desservans d'hôpitaux, de prisons, etc., qui ont été destitués de leurs places ou privés de leurs traitemens pour n'avoir point fait le serment auquel ils étaient tenus comme fonctionnaires publics (*lois des 27 novembre 26 décembre 1790, 12—20 mars et 15—17 avril 1791*) ; — 2° Les curés alors supprimés qui n'ont point prêté celui qui les concernait (*loi du 12 avril—15 mai 1791*) ; — 3° Les congrégationnaires professeurs de collèges, destitués de leurs places par arrêtés des directoires de département, et ceux qui, quoique conservés provisoirement, ne s'étaient point soumis au serment des fonctionnaires publics (*lois des 23—28 octobre 1791 et 22 août 1792*) ; — 4° Ceux qui ont rétracté aucun des sermens dont il vient d'être parlé (*loi du 20—28 juin 1791*) ; — 5° Ceux qui ont été condamnés par les tribunaux à la privation de leurs traitemens, pour désobéissance aux lois (*loi du 4—6 avril 1791*) ; — 6° Ceux qui n'ont pas fait les serment ou soumission aux lois mentionnés en l'article 2 du présent, et celui prescrit par la loi du 19 fructidor dernier, ou qui, après avoir prêté lesdits sermens, les ont rétractés ; — 7° Tous ci-devant ministres du culte qui n'étaient pas salariés par la nation au moment de la suppression, renonciation ou abandon de leurs fonctions, et ceux qui, ayant abdiqué avant la loi du 2 frimaire an 2, avaient été remplacés (*loi du 18 septembre 1793, arrêté du comité des finances du 24 messidor an 3*) ; — 8° Tout ci-devant ecclésiastique, séculier, régulier, frère lai ou convers, condamné à la déportation en vertu des lois des 26 août 1792, 21 et 23—24 avril 1793 et 19 fructidor an 3 ; — 9° Enfin, tous individus inscrits sur la liste des émigrés, qui n'ont point obtenu leur radiation définitive, et ceux qui n'ont point justifié de leur résidence sur le territoire français depuis le 9 mai 1792, conformément à la loi du 25 brumaire an 3.

6. Les administrations ne pourront, à peine de responsabilité, inscrire les pensionnaires aux tableaux pour de plus fortes sommes que celles qui leur sont attribuées par les lois, sans qu'elles puissent, en aucun cas, excéder huit cents livres pour ceux âgés de moins de cinquante ans accomplis au 2 frimaire an 2, mille francs pour ceux au dessous de soixante-dix ans, et douze cents francs au-delà. (*Lois des 2 frimaire et deuxième jour complémentaire an 2.*) — Les pensions inférieures au *maximum* ci-dessus déterminé, demeurent pour toujours fixées au taux où elles se trouvaient à l'époque du 2 frimaire an 2, et ne peuvent excéder mille livres pour ceux qui n'étaient point employés, quel que soit leur âge. (*Lois des 27 septembre et 9 octobre 1792, et arrêté du comité des finances du 24 messidor an 3.*)

7. Les pensions des ex-religieux et religieuses seront réduites en proportion des successions qui leur seront échues ou leur écherront à l'avenir : à cet effet, ils sont tenus d'en faire par écrit, à peine d'être privés de leurs

pensions, la déclaration exacte à l'administration centrale, qui, après vérification, statuera sur la suppression ou réduction de la pension, et en donnera connaissance à la trésorerie nationale. (*Loi du 17 nivose an 2, articles 4 et 7.*)

8. Les pensionnaires qui ont transféré leur domicile dans un département autre que celui où ils ont été primitivement liquidés, remettront les pièces et déclarations exigées par les articles précédens, à l'administration centrale du département de leur résidence actuelle, qui les portera au tableau des pensionnaires de son arrondissement.

9. Les administrations municipales de canton sont tenues, sous leur responsabilité, de fournir sans délai, à celle de leur département, tous les renseignemens et observations qui leur seront demandés, et de lui transmettre les pièces que chaque pensionnaire doit produire.

10. Chaque administration centrale fera passer au ministre des finances deux expéditions du tableau aussitôt après sa confection, et au plus tard dans les deux mois de la publication du présent arrêté. Il sera fait mention, sur ces expéditions, des pièces produites par les différens pensionnaires, lesquelles resteront annexées à l'original déposé aux archives du département.

11. Le ministre des finances, après avoir vérifié les tableaux qui lui auront été adressés, en remettra un double, revêtu de son *visa*, à la trésorerie nationale, qui ouvrira un registre particulier pour les pensions et secours dits ecclésiastiques, conformément à l'arrêté du comité des finances du troisième jour complémentaire an 3.

12. En conséquence dudit arrêté, et à partir du premier semestre de l'an 6, les secours et pensions dits ecclésiastiques ne pourront être payés que sur les états adressés par la trésorerie nationale aux payeurs généraux dans les départemens; lesquels, à peine de rejet de cette dépense de leurs comptes, et indépendamment des autres pièces indiquées par les lois, continueront d'exiger, à chaque paiement, la déclaration de non-rétractation de serment mentionnée en l'article 3 du présent, et en outre, par les ex-religieux et religieuses, celle prescrite par l'article 7. (*Loi du 17 nivose an 2, article 7, et arrêté du comité des finances du 5 fructidor an 3.*)

13. Tout pensionnaire qui transférera son domicile d'un lieu dans un autre, sera tenu d'en faire parvenir la déclaration à la trésorerie nationale, un mois et demi avant l'échéance du semestre alors courant, ainsi qu'il est prescrit par les articles 2 et 5 de la loi du 11 fructidor an 3, et ne pourra être compris sur les états de son nouveau domicile que pour les semestres subséquens.

14. La trésorerie nationale demeure seule chargée du paiement des décomptes des pensions éteintes depuis le 1^{er} vendémiaire dernier, ou qui s'éteindront par la suite, soit par décès ou autrement. (*Article 8 de l'arrêté du comité des finances du troisième jour complémentaire an 3.*)

15. Les dispositions du présent arrêté sont communes à ceux des pensionnaires qui ont fixé leur résidence dans les départemens réunis.

16. Il n'est rien innové quant aux traitemens de retraite, bons ou pensions accordés par des lois particulières aux ex-membres des corporations et établissemens religieux supprimés dans la ci-devant Belgique; ces traitemens continueront à être acquittés dans les formes prescrites par les lois qui les concernent, et notamment par celles des 15 fructidor an 4, 17 floréal et 2 fructidor an 5, et 5 frimaire an 6.

(*Suit le tableau des pensionnaires ecclésiastiques, prescrit par l'article 1^{er} du présent arrêté.*)

N° 497. = 9 prairial an 6 (28 mai 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'entrepôt des marchandises étrangères arrivées par le Rhin, à Mayence et à Cologne** (1). (II, Bull. CCIV, n° 1854.)

N° 498. = 9 prairial an 6 (28 mai 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la translation des bureaux et brigades des douanes sur les nouvelles frontières de la république.** (II, Bull. CCIV, n° 1855.)

N° 499. = 9 prairial an 6 (28 mai 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine les fonctions de son commissaire près l'administration des postes** (2). (II, Bull. CCVI, n° 1869.)

Art. 1^{er}. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration des postes dirigera et surveillera l'exécution des lois et arrêtés rendus et à rendre sur tout ce qui a rapport au service des relais et postes aux chevaux : les papiers et bureau relatifs à cette partie sont à cet effet remis à sa disposition.

2. Il présentera incessamment la situation actuelle de cette administration, et indiquera les réformes ou améliorations à proposer au corps législatif.

3. Ledit commissaire est personnellement chargé de la correspondance et des relations avec les ministres et autorités constituées. La correspondance des administrateurs actuels des relais sera soumise à son *visa*, tant à l'arrivée qu'au départ, ainsi que les nominations et destitutions d'employés.

4. Lesdits administrateurs continueront provisoirement leurs fonctions, en se conformant aux dispositions de l'article précédent, jusqu'à ce que le corps législatif ait déterminé une organisation définitive.

5. Les logemens actuellement occupés dans la maison des postes à Paris par les administrateurs tant des postes aux lettres que des relais et postes aux chevaux, seront rendus à leur nouvelle destination dans le plus bref délai possible.

N° 500. = 12 prairial an 6 (31 mai 1798). = **Loi qui charge le directoire exécutif du remplacement provisoire des juges de paix non élus par les assemblées primaires, ou dont la nomination a été annulée.** (II, Bull. CCV, n° 1859; B., LXXII, 310.)

N° 501. = 14 prairial an 6 (2 juin 1798). = **Loi relative à la manière de procéder dans les tribunaux civils en cas de partage d'opinions** (3). (II, Bull. CCV, n° 1861; B., LXXII, 314.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'en procédant au jugement d'une affaire civile, les juges d'un tribunal se trouveront partagés entre deux opinions, ils s'adjoindront trois autres juges, les premiers dans l'ordre du tableau du même tribunal (4).

(1) Depuis que Mayence et Cologne n'appartiennent plus à la France, cet arrêté et tous ceux rendus sur le même objet sont devenus sans intérêt.

(2) Voyez, sur l'organisation de la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes qui résument la législation.

(3) Cette matière est réglée aujourd'hui par les art. 118 et 467 du Code de procédure civile, qui ont abrogé toutes les lois antérieures.

(4) Sous l'empire de cette disposition, il n'était pas nécessaire, pour compléter une

2. L'affaire sera de nouveau plaidée ou rapportée, tant en présence des juges partagés d'opinions que de ceux qu'ils se seront adjoints, et jugée à la pluralité des voix.

N° 502. = 15 prairial an 6 (3 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne l'établissement de bureaux de garantie pour faire l'essai et constater les titres des matières et ouvrages d'or et d'argent* (1). (II, Bull. ccv, n° 1862.)

Art. 1^{er}. Il sera établi, dans les communes comprises dans l'état annexé au présent arrêté, des bureaux de garantie pour faire l'essai et constater les titres des lingots ainsi que des ouvrages d'or et d'argent, et pour percevoir les droits établis par la loi.

2. Les arrondissemens desdits bureaux seront tels qu'ils sont désignés dans le même état.

(Suit l'état des bureaux établis par le présent arrêté.)

N° 503. = 16 prairial an 6 (4 juin 1798). = *Loi qui accorde un dédommagement pour frais de voyage aux citoyens dont les nominations au corps législatif ont été annulées*. (II, Bull. ccv, n° 1864; B., LXXII, 320.)

N° 504. = 21 prairial an 6 (9 juin 1798). = *Loi relative au jugement des individus qui, à l'apparition de l'ennemi, favoriseraient ses entreprises*. (II, Bull. ccv, n° 1865; B., LXXII, 346.)

Tout individu qui, à l'apparition de l'ennemi, ou au moment ou à la suite d'une attaque, favoriserait l'ennemi, soit en lui fournissant des armes ou des munitions de guerre, soit en détruisant ce qui sert à la défense, soit par des avis ou signaux, soit par des cris de révolte, soit par des actes ou écrits séditieux tendant à ébranler la fidélité des soldats ou des autres citoyens, sera traduit par-devant un conseil de guerre, pour y être jugé suivant les dispositions du titre IV du Code pénal militaire (2), relatives aux crimes d'espionnage et d'embauchage.

N° 505. = 22 prairial an 6 (10 juin 1798). = *Loi qui affecte un local et des fonds à l'établissement du conservatoire des arts et métiers* (3). (II, Bull. ccvi, n° 1875; B., LXXII, 348.)

N° 506. = 25 prairial an 6 (13 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, concernant les bâtimens chargés de marchandises anglaises sujettes à réexportation* (4). (II, Bull. ccvi, n° 1881.)

Art. 1^{er}. Les bâtimens uniquement chargés de marchandises anglaises sujettes à réexportation d'après les lois, ne pourront, dans aucun cas, être arrêtés par les corsaires, sans que ceux-ci se rendent coupables d'attentat envers la sûreté publique.

section d'une cour d'appel, de tirer au sort les juges appelés d'une autre section, ou de les choisir d'après l'ordre de leur ancienneté sur le tableau. Cass., 2 nivose an 14, Sir., VI, 2, 94.

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) C'est le Code pénal militaire du 21 brumaire an 5 (11 novembre 1796).

(3) Voyez le décret du 19 vendémiaire an 3 (10 octobre 1794), qui établit le conservatoire des arts et métiers, et la note.

(4) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

2. Pour constater l'identité de ces marchandises sur les navires neutres, il suffira de déposer à bord, 1° L'expédition du jugement de confiscation ; — 2° Un inventaire détaillé des marchandises, valablement certifié par les préposés des douanes du port d'où le navire chargé de leur exportation mettra à la voile, lequel inventaire sera également certifié par le contrôleur de la marine.

3. Il sera de plus fait mention, au bas dudit inventaire, du jour où le bâtiment qui en sera porteur prendra la mer ; ce qui sera certifié par le commandant de la rade, qui visera aussi la déclaration faite par le capitaine, du lieu de sa destination, afin qu'il ne puisse, dans aucun cas, couvrir des expéditions frauduleuses.

4. Les administrateurs de la marine et les préposés des douanes feront relâcher de suite les navires chargés de marchandises expédiées en conformité de l'article 2 ; et dans le cas où les tribunaux seraient déjà saisis des contestations y relatives, ils donneront également main-levée desdits navires et marchandises.

N° 507. = 26 prairial an 6 (14 juin 1798). = *Loi portant prorogation du délai accordé par celle du 13 pluviôse dernier pour la réduction des rentes viagères dont les capitaux ont été fournis en papier-monnaie* (1). (II, Bull. CCVI, n° 1882 ; B., LXXII, 359.)

Art. 1^{er}. Les débiteurs de rentes viagères créées pour capitaux fournis en assignats, jouiront d'un nouveau délai d'un mois, à dater de la publication de la présente, pour faire notifier aux créanciers desdites rentes la déclaration prescrite par l'article 13 de la loi du 13 pluviôse dernier pour en faire réduire le montant aux divers taux réglés par ladite loi : ledit délai passé, ils en seront irrévocablement déchus.

2. La disposition de l'article précédent est déclarée commune aux débiteurs de rentes viagères créées moyennant un capital fourni en mandats, dont la réduction a été réglée par la loi du 6 floréal dernier.

3. A la réception de la présente loi dans chaque administration de canton, le commissaire du directoire exécutif près ladite administration sera tenu, sous sa responsabilité, de faire afficher en forme d'avis et aux lieux accoutumés, l'entière disposition des deux articles ci-dessus.

N° 508. = 26 prairial an 6 (14 juin 1798). = *Loi relative aux obligations entre particuliers contractées dans les neuf départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4* (2). (II, Bull. CCVI, n° 1883 ; B., LXXII, 360.)

Art. 1^{er}. Conformément à l'article 6 de la loi du 15 fructidor an 5 et à l'article 3 de la loi du 11 frimaire an 6, les obligations entre particuliers contractées dans les neuf départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4, continueront d'être censées consenties en numéraire métallique.

2. Cependant le contraire pourra être prouvé, soit par le titre même, soit par d'autres écrits émanés du créancier, soit par son interrogatoire sur faits et articles.

3. Pour toutes les obligations qui sont dans le cas de la présente loi, le délai de deux mois pour les notifications et soumissions à faire par le dé-

(1) Voyez la loi du 13 pluviôse an 6 (1^{er} février 1798), et les notes.

(2) Voyez, sur les conséquences de la dépréciation du papier-monnaie, à l'égard des obligations consenties pendant sa durée, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation.

biteur aux termes prescrits par l'article 5 de la loi du 11 frimaire an 6, et par l'article 1^{er} de la loi du 16 nivose an 6 (n° 1650), ne commencera à courir que du jour de la publication de la présente.

N° 509. = 29 prairial an 6 (17 juin 1798). = *LOI relative à la nouvelle instruction des procès en cas d'annulation de jugemens rendus par des conseils de guerre* (1). (II, Bull. CCVI, n° 1884 ; B., LXXII, 369.)

Le conseil..., considérant que la loi du 18 vendémiaire dernier, relative à la révision des jugemens militaires, n'a pas prévu le cas où le jugement du second conseil de guerre serait annulé par le conseil de révision, ce qui arrête l'action de la justice; — Considérant qu'il est instant de prendre une détermination à cet égard..., approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. En cas d'annulation d'un jugement rendu par un conseil de guerre établi par l'article 19 de la loi du 18 vendémiaire dernier, le prévenu sera renvoyé, dans les trois jours, avec les pièces du procès et la décision du conseil de révision, devant le premier conseil de guerre d'une des divisions militaires les plus voisines, pour qu'il soit procédé à une nouvelle instruction (2).

2. La décision du conseil de révision désignera le conseil de guerre auquel le renvoi doit être fait.

3. La disposition de l'article 1^{er} est applicable aux jugemens rendus depuis le 18 vendémiaire dernier, et qui se trouvent dans le cas prévu par le même article. — Le directoire exécutif prendra les mesures nécessaires pour envoyer, sans délai, les prévenus devant les conseils de guerre des divisions militaires les plus voisines de celle où ils ont été jugés.

N° 510. = 1^{er} messidor an 6 (19 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant désignation des ouvrages de joaillerie en or et argent qui sont dispensés de l'essai, et du paiement des droits de garantie* (3). (II, Bull. CCIX, n° 1890.)

Art 1^{er}. Les ouvrages de joaillerie dont la monture est très légère, et contient des pierres ou perles fines ou fausses, des cristaux, dont la surface est entièrement émaillée, ou enfin qui ne pourraient supporter l'empreinte des poinçons sans détérioration, continueront d'être seuls dispensés de l'essai, et du paiement du droit de garantie, qui a remplacé ceux de contrôle et de marque des ouvrages d'or et d'argent.

2. Tous les autres ouvrages de joaillerie et d'orfèvrerie, sans distinction ni exception, auxquels seraient adaptés, en quelque nombre que ce soit, des pierres ou des perles fines ou fausses, des cristaux, ou qui seraient émaillés, seront sujets à l'essai, et au paiement du droit dont il s'agit, ainsi qu'il est prescrit par la loi précitée.

(1) Voyez la loi du 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797), portant établissement de conseils permanens pour la révision des jugemens des conseils de guerre, et les notes.

(2) Lorsqu'un conseil de guerre s'est déclaré mal à propos incompetent, et que le jugement est annulé pour déni de justice par le conseil de révision, il y a lieu à renvoi devant un conseil de guerre autre que celui dont le jugement d'incompétence est annulé. Cass., 9 septembre 1824, Sir., XXV, 1, 66; Pull. crim., XXIX, 339.

(3) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

N° 511. = 1^{er} messidor an 6 (19 juin 1798). = **PROCLAMATION** *concernant l'application du poinçon de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent dans le département de la Seine* (1). (II, Bull. CCIX, n° 1891.)

Le directoire exécutif, — Déclare, — 1° Que les poinçons pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, dont la confection a été ordonnée par la première de ces lois, sont fabriqués, et qu'ils seront employés exclusivement à la marque des matières et ouvrages d'or et d'argent, dans le bureau de garantie du département de la Seine, établi à Paris, à compter de la date de la présente proclamation; — 2° Que le nouveau délai de deux mois accordé par la seconde de ces lois pour faire apposer, sans frais, le poinçon de recense sur les ouvrages d'or et d'argent, commencera à compter de la même date, dans l'étendue du même département; — 3° que les essais des matières et ouvrages d'or et d'argent se feront à compter aussi de la même date, et dans le même département, suivant le mode prescrit par la loi du 19 brumaire an 6.

N° 512. = 2 messidor an 6 (20 juin 1798). = **LOI** *portant établissement d'un bureau de liquidation provisoire de la comptabilité intermédiaire* (2). (II, Bull. CCVII, n° 1886; B., LXXIII, 3.)

Art. 1^{er}. Toutes les commissions chargées, à quelque titre que ce soit, de l'examen des marchés, de la préparation, liquidation, formation et examen ou règlement des comptes relatifs à la gestion des ministères, commissions exécutives, agences, administrations, et préposés en dépendans, depuis le 1^{er} juillet 1791 jusqu'à la mise en activité de la comptabilité constitutionnelle, sont supprimés; elles cesseront toutes fonctions dans le mois de la promulgation de la présente loi, pendant lequel temps elles seront tenues, chacune en ce qui la concerne, de former un état général de leurs travaux, indicatif, — 1° Des comptabilités et liquidations comprises dans leurs attributions; — 2° De celles déjà réglées provisoirement; — 3° De la situation actuelle des autres. — Cet état sera fait double, et remis, l'un à la comptabilité nationale, l'autre à la commission de liquidation ci-après créée. — Les employés qui ne seront point remplacés, percevront un mois de leur traitement, à dater du jour de leur suppression, à titre d'indemnité.

2. Il sera établi un bureau de liquidation provisoire de la comptabilité intermédiaire, composé de cinq membres, qui seront nommés par le directoire exécutif, et mis sous la surveillance du ministre des finances.

3. Ce bureau sera chargé, sous sa responsabilité, de provoquer la reddition de tous les comptes, tant en deniers qu'en matières, des gestions, administrations, marchés, fournitures et dépôts de tous les objets appartenant à la république, ou perçus en son nom pendant l'espace de temps désigné par le premier article.

4. Le même bureau liquidera les droits respectifs de la nation et des comptables compris dans l'article 3, et généralement tout l'arriéré des ministères et commissions exécutives, depuis le 1^{er} juillet 1791 jusqu'à la mise en activité de la comptabilité constitutionnelle.

(1) Voyez l'arrêté précédent, et la note.

(2) Voyez, sur l'organisation de la comptabilité, les notes qui accompagnent la loi du 16—26 septembre 1807, portant institution de la cour des comptes. Voyez spécialement le décret du 17—29 septembre 1791, qui établit une nouvelle forme de comptabilité; celui du 8 février (13 janvier, 3 et) — 12 février 1792, qui organise le bureau de comptabilité, et celui du 23 pluviôse an 3 (16 février 1795), sur le même objet.

5. Tous les comptables compris dans les dispositions des articles précédens, leurs héritiers et ayans-cause, seront tenus d'adresser au bureau de liquidation, dans les deux mois qui suivront la publication de la présente loi, tous les comptes de leurs gestions, d'y joindre les pièces à l'appui, et, à défaut de comptes, des bordereaux et les pièces à l'appui.

6. Ceux qui, en exécution de l'article 8 de la loi du 30 germinal an 2, de celle du 13 frimaire an 3, et autres lois subséquentes, auront fourni à la trésorerie nationale leurs comptes ou bordereaux, et tout ou partie des pièces justificatives, seront tenus d'en donner avis, et d'en justifier, dans le même délai, au bureau de liquidation.

7. Le délai est étendu à six mois pour tous ceux qui, absens du territoire français, sont en Europe, et à un an pour tous ceux qui sont dans une des trois autres parties du globe.

8. La trésorerie nationale adressera, dans le mois de la publication des présentes, au bureau de liquidation, copie de l'état nominatif qu'elle a dû former en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 23 ventose an 4, de toutes les personnes qui, soit en leur nom particulier, soit comme membres ou agens de compagnies, et pour les causes mentionnées dans la loi du 21 ventose, ont touché des sommes dans les caisses publiques.

9. A défaut par les comptables, leurs héritiers et ayans-cause, de satisfaire aux dispositions des articles 5 et 6 dans les délais ci-dessus fixés, leurs biens seront séquestrés; et tous les fruits et revenus qui écherront pendant la durée du séquestre, seront acquis à la nation : ce séquestre ne sera levé que sur le certificat du bureau de liquidation, constatant la remise des comptes ou bordereaux, avec les pièces justificatives.

10. Si, trois mois après l'établissement du séquestre, les comptables n'ont pas présenté leurs comptes, ou bordereaux de comptes, ils seront contraints par vente de leurs biens, en la même forme que pour les domaines nationaux, et par emprisonnement de leurs personnes (1).

11. Il sera procédé, par les commissaires-liquidateurs, à la confection des comptes, des états de situation ou bordereaux de comptes de ceux qui ne les auront pas joints à leurs pièces de comptabilité.

12. Ils procéderont aussi à la liquidation, formation, vérification et arrêtés provisoires des comptes de tous les comptables dont les biens auront été séquestrés, sur les pièces et renseignemens que les commissaires du bureau de liquidation se seront procurés; à l'effet de quoi ils sont autorisés à faire les recherches nécessaires.

13. Le bureau de liquidation sera, en conséquence, autorisé à correspondre avec toutes les administrations publiques, les ex-membres des établissemens supprimés, les comptables ou tous autres, pour les opérations dont ils sont chargés.

14. Tous dépositaires, à titre quelconque, de pièces faisant partie des comptabilités désignées dans l'article 3, seront tenus et pourront être contraints, même par corps, à la requête des membres de ce bureau, de les leur remettre.

15. Les commissaires-liquidateurs sont autorisés à donner décharge valable des pièces qui leur seront remises.

16. Les commissaires de la trésorerie nationale seront tenus de remettre à la commission de liquidation provisoire les pièces relatives à la comptabilité intermédiaire étrangères à la gestion des comptables désignés dans l'article 6 de la loi du 17—29 septembre 1791. — Les registres, dont la remise sera également faite à la commission de liquidation, tiendront lieu

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 3 mai 1806.

d'inventaire. Il sera pris les moyens convenables pour prévenir les déplacements, et utiliser, par cette précaution, les travaux faits jusqu'à présent sous la direction de la trésorerie nationale. — Elle communiquera sans déplacement, aux liquidateurs, les comptes de ses comptables directs, à la première réquisition qui en sera faite.

17. Au moyen de la remise prescrite ci-dessus, les bureaux établis par la trésorerie nationale pour la réception, classement, vérification des pièces relatives à la comptabilité intermédiaire extérieure, demeurent supprimés.

18. Les comptes formés, examinés, et provisoirement réglés par la commission de liquidation, seront vérifiés définitivement, arrêtés et apurés par les commissaires de la comptabilité nationale; à l'effet de quoi, la commission de liquidation leur transmettra de suite, et sans délai, des expéditions de ses décisions et arrêtés, les comptes avec les pièces justificatives à l'appui.

19. Les liquidations faites et les comptes arrêtés provisoirement par les commissions et établissemens supprimés par la présente loi qui avaient caractère pour préparer et consommer ces opérations, ainsi que par la trésorerie nationale, ne seront point vérifiés de nouveau par la commission de liquidation; elle en relèvera seulement le résultat, et fera passer de suite ces comptes et leurs pièces justificatives à la comptabilité nationale, pour les vérifier et arrêter définitivement.

20. Il n'est rien dérogé aux dispositions de l'article 7 de la loi du 24 frimaire an 6, relativement aux liquidations faites au profit des créanciers non comptables.

21. Les décisions et arrêtés de la commission de la liquidation, pris et signés par trois membres au moins, seront exécutoires par provision.

22. Les comptables qui seront reconnus en avance, en seront remboursés par le trésor public de la manière prescrite par la loi du 24 frimaire an 6; à la charge par eux de donner bonne et suffisante caution, jusqu'à l'arrêté définitif, pour la représentation, s'il y échet, des sommes ou valeurs qu'ils auront reçues: cette caution sera reçue par l'agent de la trésorerie nationale, lequel est autorisé à faire, à ce sujet, tous actes conservatoires. Les comptables qui seront reconnus reliquataires, seront contraints au paiement des sommes et prix des matières dont ils seront redevables, conformément aux articles 7 et 8 du troisième chapitre de la loi du 28 pluviôse an 3, et à celles des 21 et 23 ventose an 4.

23. La commission de liquidation adressera, tous les mois, au directoire exécutif et aux commissaires de la comptabilité nationale, l'état de ses travaux: ceux-ci inséreront, dans les états de trimestre qu'ils sont tenus d'adresser au corps législatif en exécution des lois des 18 frimaire et 19 thermidor an 4, le tableau ou résumé des états de mois qui leur auront été remis par la commission de liquidation.

24. Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux comptables directs de la trésorerie nationale désignés dans les articles 7 et 8 du titre II de la loi du 17—29 septembre 1791, relative à la nouvelle forme de comptabilité, ni à l'établissement chargé de la formation des comptes des faillis et condamnés; elles ne le sont point à la comptabilité ancienne, ni aux parties de cette comptabilité qui se prolongent au-delà du 1^{er} juillet 1791, et qui, en vertu des lois et décisions particulières, restent dans les attributions données aux commissaires de la comptabilité nationale.

25. Le corps législatif réglera les dépenses du bureau de liquidation, sur l'état qui lui en sera présenté par le directoire exécutif.

26. Les dispositions des lois précédemment rendues, contraires à celles de la présente, sont rapportées.

N° 513. = 4 messidor an 6 (22 juin 1798). = *LOI relative aux terrains desséchés et défrichés dans la ci-devant province de Languedoc.* (II, Bull. CCIX, n° 1892; B., LXXIII, 23.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 7, section IV du décret du 10 juin 1793 (1), relatives aux terrains desséchés et défrichés aux termes et en exécution de l'édit et de la déclaration des 14 juin 1764 et 13 août 1766, sont déclarées applicables et communes aux terrains desséchés et défrichés, dans la ci-devant province de Languedoc, aux termes et en exécution de la déclaration du 5 juillet 1770.

2. Tous jugemens contraires à l'article précédent pourront être attaqués par la voie de la cassation, dans le délai de trois mois, à compter de la publication de la présente, nonobstant tout laps de temps ou tout jugement qui aurait rejeté la demande en cassation.

N° 514. = 6 messidor an 6 (24 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la taxe, la vérification et l'acquit des frais de justice en matière criminelle* (2). (II, Bull. CCVII, n° 1887.)

N° 515. = 3 messidor an 6 (24 juin 1798). = *LOI additionnelle à celle du 9 fructidor an 5 concernant la liquidation et le paiement des fermages* (3). (II, Bull. CCIX, n° 1893; B., LXXIII, 28.)

Art. 1^{er}. Les fermiers, soit de propriétés privées, soit de biens nationaux ou administrés comme tels, qui ayant, d'après la loi du 9 fructidor an 5, droit à la réduction du prix de leur bail, ne l'auraient pas demandée dans le délai fixé par l'article 10 de ladite loi, pourront la demander encore pendant le mois qui suivra la publication de la présente.

2. Sont compris dans l'article 6 de la loi du 9 fructidor an 5, et susceptibles de la réduction mentionnée audit article, tout baux stipulés, en tout ou partie, à prix d'argent, passés entre le 1^{er} janvier 1792 et la publication de la loi du 5 thermidor an 4, relative aux transactions entre citoyens, quelques expressions et dénominations de monnaie qui y aient été employées.

3. Les prix des fermages de biens nationaux ou administrés comme tels, afferlés à la chaleur des enchères et moyennant une quantité fixe de denrées, seront susceptibles de réduction dans les cas prévus et de la manière prescrite par les articles suivans.

4. La réduction du prix des fermages mentionnés dans l'article précédent, ne pourra avoir lieu qu'autant que lesdits fermages, liquidés ainsi qu'il est dit aux articles 11 et 16 de la loi du 9 fructidor dernier (n° 1379), se trouveraient excéder de plus de moitié, soit le prix du bail de 1790 augmenté des objets mentionnés en l'article 7 de la loi du 9 fructidor an 5 (n° 1383), s'il existait en 1790 un bail distinct et séparé des mêmes objets; soit, à défaut de bail, le prix estimé par experts, valeur de 1790. — Le prix sera payé, suivant l'un et l'autre cas, ou conformément au prix du bail de 1790, calculé ainsi qu'il vient d'être dit, ou conformément à l'expertise.

(1) Voyez les notes étendues qui accompagnent les dispositions de la loi du 10—11 juin 1793, concernant le partage des biens communaux, et spécialement l'article précité et la note.

(2) Voyez, sur la taxe et le paiement des frais de justice en matière criminelle, le décret du 18 juin 1811, et le décret modificatif du 7 avril 1813. L'art. 189 du décret du 18 juin 1811 abroge expressément le présent, et le rend sans intérêt.

(3) Voyez la loi du 9 fructidor an 5 (26 août 1797), et les notes.

5. La loi du 9 fructidor an 5 relative à la réduction du prix des baux passés postérieurement au 1^{er} janvier 1792, s'applique aux baux mentionnés dans les précédens articles, et dont le produit réel aurait augmenté ou diminué de plus de moitié entre l'époque de l'ancien bail et celle du bail dont la réduction est demandée.

6. Les experts, dans les cas prévus par les articles 4 et 5 ci-dessus, seront respectivement nommés par le préposé de la régie des domaines et le fermier réclamant : ce dernier supportera seul les frais d'expertise.

7. Les dispositions ci-dessus sont communes aux propriétaires réintégrés dans leurs biens ci-devant réputés nationaux ou administrés comme tels.

8. Les fermiers qui provoqueraient la réduction du prix de leur bail, ne le pourront, à peine d'être déclarés non recevables, que dans le mois qui suivra la publication de la présente, et qu'en payant dans le même mois, ou au propriétaire, ou au receveur du domaine, suivant les cas, soit le montant des termes échus, d'après le bail existant en 1790, soit, à défaut de bail ou dans le cas de l'article 5 ci-dessus, quatre fois la contribution foncière de l'an 5 des objets dont s'agit, sauf à compter et parfaire, ou même à répéter, s'il y a lieu, lors de la liquidation définitive. — Les quittances de contributions, et autres sommes payées à l'acquit du propriétaire et à valoir sur le prix du bail, seront précomptées sur le paiement ordonné au présent article.

9. Tout propriétaire d'un bail dont la réduction sera ou aura été demandée, et qui se croirait lésé par le prix porté dans le bail de 1790, pourra en réclamer l'expertise. — Si la valeur fixée par experts n'excède pas le prix du bail de 1790, augmenté des objets mentionnés dans l'article 7 de la loi du 9 fructidor an 5, les frais occasionés par l'expertise seront à la charge du propriétaire : dans le cas contraire, ils seront supportés par le fermier.

10. Hors le cas prévu par l'article 5 ci-dessus, et quelque résultat que présente l'expertise, jamais le prix ne pourra être réduit au dessous de celui porté dans le bail existant en 1790, augmenté des objets mentionnés en l'article 7 de la loi du 9 fructidor an 5. — Dans aucun cas, il ne pourra l'être au dessous de la somme stipulée, réduite en valeur métallique d'après le tableau de dépréciation du papier-monnaie, laquelle devra être, en tout état de cause, prise pour base de la liquidation, si le propriétaire le requiert.

11. Les articles 9 et 10 ci-dessus sont communs aux baux des biens nationaux, et à ceux des particuliers réintégrés dans leurs biens ci-devant réputés nationaux ou administrés comme tels.

12. La réduction, dans le cas où elle a lieu, ne porte et ne peut s'opérer que sur les prix ou portions de prix encore dus, proportionnellement et sans répétition des sommes antérieurement payées. — De sorte que si le fermier, preneur ou adjudicataire, a payé, conformément aux lois alors existantes, la moitié ou les trois quarts du prix stipulé, il ne pourra être considéré comme débiteur que de la moitié ou du quart du prix de 1790, tel qu'il résultera de l'ancien bail ou de l'expertise ; lequel sera, pour lesdites portions, et conformément aux règles établies par la loi du 9 fructidor an 5, liquidé et payé comme le serait celui d'un bail passé en 1790.

13. Dans les cas de réduction ci-dessus, le propriétaire aura, en avertissant le fermier dans le mois qui suivra la demande, la faculté de résilier ; laquelle résiliation aura son effet à l'expiration de l'année de jouissance commencée. La résiliation pourra être, dans le même délai, provoquée par la régie du domaine, s'il s'agit d'un bien national ou administré comme tel.

14. La disposition de l'article 15 de la loi du 9 fructidor an 5, portant que les fermiers qui ont payé la totalité de leurs fermages, soit de l'an 4,

soit de l'an 3 et années antérieures, conformément aux lois existantes aux époques de paiement, en sont valablement libérés, est applicable aux fermiers qui ont payé de la sorte la totalité d'un ou plusieurs termes de fermages payables en divers termes pour chaque année, quoique le montant entier de l'année de ferme dont les termes ainsi payés faisaient partie, ne fût pas complètement soldé avant la loi du 9 fructidor an 5; et sans préjudice néanmoins de l'article 16 de ladite loi, pour les paiemens faits par anticipation et avant la loi du 2 thermidor an 3, sur les fermages de l'an 3 et années suivantes.

15. Toute contestation non définitivement terminée sera jugée en conformité de la présente.

16. Dans les cas de réduction en valeur métallique mentionnés aux articles 20, 21, 25 et 26 de la loi du 9 fructidor dernier, si le tableau de dépréciation du papier-monnaie s'arrête avant les époques auxquelles devront être calculées lesdites réductions, il y sera suppléé, savoir, par le dernier cours publié par le directoire exécutif, dans les cas prévus aux articles 20, 21 et 26; et dans le cas de l'article 25, par le taux moyen des mêmes cours publiés pendant thermidor an 4.

17. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux baux passés par anticipation et dont le fermier ou preneur ne serait pas encore entré en jouissance, aux baux à vie, aux baux à longues années, c'est-à-dire dont la durée excède neuf ans, ni aux baux passés entre acquéreurs et vendeurs et faisant condition de la vente, sur lesquels il sera statué incessamment et par une loi particulière.

18. Elles s'appliquent à tous les objets compris dans l'article 17 de la loi du 9 fructidor dernier, relative à la liquidation et au paiement des fermages dus pour l'an 3, l'an 4 et années antérieures, laquelle, ainsi que celles du même jour, relatives, l'une au mode de paiement des fermages des biens nationaux, l'autre à la réduction du prix des baux passés postérieurement au 1^{er} janvier 1792, continuera d'être exécutée, suivant les cas, dans tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente.

N^o 516. = 7 messidor an 6 (25 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les lettres qui seront trouvées sur des navires ennemis* (1).
(II, Bull. CCIX, n^o 1894.)

Art. 1^{er}. Toutes les lettres qui seront trouvées sur des navires ennemis pris soit par des corsaires français, soit par des vaisseaux de la république, seront adressées au ministre de la marine; et ce sans attendre le jugement de la prise, attendu qu'il n'est pas nécessaire, en pareil cas, de recourir au contenu de ces lettres pour faire juger la prise, qui est toujours bonne lorsque le navire est ennemi.

2. Quant aux lettres qui seront trouvées sur des bâtimens neutres, celles qui seront dans le cas de donner des éclaircissemens sur la validité de la prise, seront jointes à la procédure; toutes les autres seront adressées, sans délai, au ministre de la marine et des colonies.

3. Le ministre de la marine et des colonies, immédiatement après la réception des lettres qui lui seront adressées en exécution des deux articles précédens, en mettra le contenu sous les yeux du directoire exécutif.

(1) Voyez l'article 59 de l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), concernant les armemens en course.

N° 517. = 7 messidor an 6 (25 juin 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la quarantaine à laquelle sont soumis les bâtimens qui arrivent dans les ports de la Méditerranée** (1). (II, Bull. CCIX, n° 1895.)

Les conservateurs de santé des ports de la république dans la Méditerranée où il n'y a point de lazarets établis, ne pourront, sous aucun prétexte, admettre aucun bâtiment, s'il ne justifie de sa quarantaine au port de Marseille : il se conformera aux dispositions des lois des 21—29 juillet et à la proclamation du 17 décembre 1791, ainsi qu'aux réglemens et lois sanitaires qui n'ont pas été abrogés.

N° 518. = 9 messidor an 6 (27 juin 1798). = **LOI relative aux marchés faits avec des entrepreneurs de bâtimens pendant le cours du papier-monnaie** (2). (II, Bull. CCIX, n° 1896 ; B., LXXIII, 38.)

Art. 1^{er}. Les sommes qui restent dues aux entrepreneurs de bâtimens, à raison de prix faits, passés pendant le cours du papier-monnaie, pour des ouvrages de leur art parachevés antérieurement à la publication de la loi du 29 messidor an 4, ou qui ont dû l'être à la même époque selon les conditions du marché, sont soumises à l'échelle de dépréciation, en partant de la date du prix fait.

2. A l'égard des entreprises du même genre, résultant de prix faits également passés pendant le cours du papier-monnaie, mais qui n'ont été ni dû être parachevées antérieurement à l'époque énoncée dans le précédent article, le prix, ou la portion du prix qui reste due, seront fixés et liquidés en espèces métalliques, néanmoins d'après l'estimation de l'ouvrage, qui sera faite par experts, et qui pourra être réciproquement requise, conformément aux règles établies par la loi du 16 nivose dernier (n° 1651), à l'égard des aliénations d'immeubles.

3. Tout ce qui est prescrit par les articles 3, 4, 5 et 6 de ladite loi, sera en conséquence observé dans le cas ci-dessus prévu.

4. En ce qui concerne les constructions qui n'auraient pas pu être parachevées par des obstacles imprévus ou par l'effet des difficultés survenues entre le constructeur et le propriétaire, les tribunaux pourront, à la réquisition de l'une des parties, ordonner, s'il y a lieu, la résiliation des marchés ; et le montant des ouvrages faits sera, en ce cas, payé par le propriétaire à l'entrepreneur, conformément aux prix convenus, sauf l'application de l'échelle de dépréciation.

N° 519. = 9 messidor an 6 (27 juin 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le remplacement des matériaux salpêtrés provenant de démolitions** (3). (II, Bull. CCIX, n° 1897.)

Art. 1^{er}. Les salpêtriers commissionnés par le gouvernement sont autorisés, conformément à la loi du 13 fructidor an 5, à enlever gratuitement les matériaux salpêtrés provenant de démolitions.

(1) Aujourd'hui, tout ce qui concerne la police sanitaire est réglé par la loi générale du 3—9 mars 1822, et par l'ordonnance du 7—14 août 1822 rendue pour son exécution : voyez cette loi et cette ordonnance ainsi que les notes qui les accompagnent.

(2) Voyez, sur les conséquences de la dépréciation du papier-monnaie, relativement aux transactions qui ont eu lieu pendant sa durée, la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez la loi du 13 fructidor an 5 (30 août 1797), relative à l'exploitation du salpêtre, et les notes.

2. Dans les cas où les propriétaires desdits matériaux en exigeraient le remplacement, ainsi que la même loi leur en donne la faculté, les salpêtriers seront libres de fournir pour ledit remplacement ceux qu'ils jugeront à propos, sans être tenus, ni de les transporter dans d'autres lieux que ceux d'où ils auraient enlevé les matériaux salpêtrés, ni de fournir des matériaux neufs.

3. Lorsque les salpêtriers enlèveront des matériaux sur les édifices et clôtures non soumis à démolition, dans les lieux où cela est usité, cet enlèvement et le remplacement desdits matériaux continueront de se faire de gré à gré avec les propriétaires.

N° 520. = 11 messidor an 6 (29 juin 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les marchandises anglaises existant à Genève.* (II, Bull. CCIX, n° 1898.)

N° 521. = 13 messidor an 6 (1^{er} juillet 1798). = *ARRÊTÉ du conseil des cinq-cents, qui supprime la commission de classification des lois, et crée six autres commissions.* (B., LXXIII, 49.)

N° 522. = 14 messidor an 6 (2 juillet 1798). = *LOI relative aux avances et débits des comptables de l'ancienne régie des traites et de celle des douanes.* (II, Bull. CCXI, n° 1904 ; B., LXXIII, 53.)

N° 523. = 17 messidor an 6 (5 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif relatif aux sommes à payer à tous citoyens qui auront dénoncé, saisi et arrêté des émigrés.* (II, Bull. CCXII, n° 1907.)

N° 524. = 17 messidor an 6 (5 juillet 1798). = *LOI relative aux cas et au mode de réduction du prix et de résiliation des baux à ferme passés pendant la dépréciation du papier-monnaie* (1). (II, Bull. CCXII, n° 1910 ; B., LXXIII, 57.)

Art. 1^{er}. Les baux de neuf ans et au dessous, de biens ruraux, bois, moulins, usines et autres propriétés foncières quelconques, stipulés en tout ou partie à prix d'argent, passés entre le 1^{er} janvier 1792 et la publication de la loi du 5 thermidor an 4 relative aux transactions entre citoyens, et dont le fermier ou preneur ne serait pas encore entré en jouissance, pourront être résiliés, soit par le propriétaire, soit par le fermier réciproquement, en s'avertissant par écrit dans le mois qui suivra la publication de la présente. — La résiliation néanmoins ne pourra avoir lieu, si le fermier consent à payer en entier, en valeur métallique, la somme énoncée dans le bail, ou si le propriétaire consent à sa réduction d'après le tableau de dépréciation du papier-monnaie à l'époque où le bail a été passé ; ce qui devra être déclaré dans les quinze jours qui suivront la demande.

2. Les baux à vie, soit qu'ils aient été faits pour la durée de la vie du propriétaire, soit qu'ils l'aient été pour la durée de la vie du fermier ou preneur, ainsi que les baux à longues années, c'est-à-dire au dessus de neuf ans, quels qu'en soient la durée et le terme, stipulés en tout ou partie à prix d'argent, seront susceptibles de réduction dans les cas prévus, pour les autres baux, par les articles 6 et 8 de la loi du 9 fructidor an 5. — La

(1) Voyez, sur le même objet, la loi du 9 fructidor an 5 (26 août 1797).

réduction en sera faite par experts, valeur de 1790, et sans égard au prix du bail précédent. — Elle devra, à peine d'en être déchu, être demandée par écrit dans le mois qui suivra la publication de la présente.

3. Dans le cas de réduction ci-dessus, le propriétaire aura, en avertissant le fermier par écrit dans les deux mois de la publication de la présente, la faculté de résilier le bail; laquelle résiliation aura lieu à l'expiration de l'année de jouissance commencée, si le bail a déjà reçu son exécution; et à l'instant même de la demande, si le fermier ou preneur n'en est pas encore entré en jouissance.

4. Si la résiliation a lieu, le fermier sera remboursé, par le propriétaire ou bailleur, de la plus-value résultant des améliorations de son fait; sauf à imputer ou compenser, s'il y a lieu, le montant des dégradations, suivant la vérification et l'estimation qui seront faites du tout, en cas de contestation, aux frais de la partie qui sera, quant à ce, reconnue débitrice. — Il en sera de même des sommes avancées à titre de pot-de-vin, ou de toute autre manière équivalente, dans la proportion du nombre d'années du bail qui restaient à courir.

5. La résiliation mentionnée en l'article 3 ci-dessus ne pourra avoir lieu, à moins d'un consentement réciproque des parties, s'il a été fait, sur l'objet affermé, des constructions nouvelles ou augmentations qui en aient élevé la valeur vénale au double de celle qu'il avait à l'époque où le bail a été passé. — Le prix du bail sera donc dans ce cas, et tant pour les termes dus que pour ceux à échoir, payé sur le pied de l'estimation qui en sera faite.

6. Dans les cas d'estimation prévus aux articles 2 et 5 ci-dessus, les experts auront égard, non seulement au produit ou à la valeur locative de l'objet affermé à l'époque où le bail a été passé, mais encore à la valeur même du fonds, à raison de sa position plus ou moins favorable, aux avantages et charges réciproquement stipulés entre les parties, à ceux de la plus ou moins longue jouissance, et autres circonstances particulières résultant de la durée et de la nature du bail. — Ce prix ne pourra jamais être réduit au dessous de celui qui résulterait du tableau de dépréciation du papier-monnaie, auquel le propriétaire ou bailleur sera toujours libre de s'en référer, sans renoncer par-là au droit de résilier le bail, dans le cas où la résiliation est admise.

7. Tout bailleur à vie ou à longues années, qui aurait été, par suite de la loi du 18 fructidor an 4, contraint à la réduction du prix de son bail, pourra résilier dans les cas prévus, en avertissant dans le mois qui suivra la publication de la présente, si mieux n'aime le fermier ou preneur s'en tenir aux clauses du bail, et acquitter, sans réduction, tant le complément des termes échus que ceux à échoir.

8. Les baux passés entre acquéreur et vendeur, faisant condition de la vente, ou stipulés entre eux dans le même contrat, seront, si la vente a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an 4, susceptibles de réduction dans les cas prévus et de la manière prescrite par les articles suivants.

9. Si, le prix de la vente étant encore dû en entier, l'acquéreur vent user, pour sa réduction, du droit de le faire estimer, qui lui est accordé par la loi du 16 nivose dernier, le prix de ferme sera également réduit par experts à sa vraie valeur estimée à raison de la nature du bail, de son plus ou moins de durée, et de l'état de l'objet affermé à l'époque où le bail a été passé.

10. Si le prix de la vente a été en entier payé en papier-monnaie, le prix de ferme sera aussi réduit par experts, et suivant la nature du bail, non à

la vraie valeur de l'objet affermé, mais à raison du capital fourni, préalablement réduit en valeur métallique, et dans la proportion ordinaire du rapport des fonds de même nature dans le même département.

11. Si partie seulement du prix de la vente a été payée en papier-monnaie, et soit que le surplus en soit payé sur estimation, soit que l'acquéreur consente à l'acquitter intégralement en valeur métallique, soit enfin que le vendeur consente à le recevoir d'après le tableau de dépréciation, le prix du bail sera réglé ainsi qu'il est dit en l'article précédent, et calculé tant sur la somme déjà payée, réduite en valeur métallique, que sur le capital effectif fourni pour complément du prix de la vente.

12. Les fermiers obligés par leur bail à payer la contribution foncière à la décharge du propriétaire, resteront soumis à cette obligation, et le montant en viendra pour eux en diminution sur le nouveau prix du fermage.

13. Il n'y aura lieu à aucune réduction du prix de ferme, lorsque, la totalité du prix de la vente étant encore due, l'acquéreur aura déclaré, dans le délai fixé par la loi du 16 nivose dernier, vouloir s'en tenir aux clauses et conditions du contrat.

14. Les lois du 9 fructidor an 5, relatives, l'une à la liquidation et au paiement des fermages dus pour l'an 3, l'an 4 et années antérieures, l'autre au mode de paiement des fermages des biens nationaux, s'appliquent aux baux mentionnés ci-dessus, suivant les cas, et en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente.

15. La faculté de résilier les baux dans les divers cas prévus soit par la présente, soit par la loi du 9 fructidor an 5, n'est point applicable aux exploitations déjà commencées de bois-futaie vendus en masse pour être exploités à volonté dans le courant d'un nombre déterminé d'années, par telles parties et à telles époques du délai que bon semblerait à l'acheteur. — Les ventes de ce genre seront soumises, pour la réduction et le mode de paiement des parties du prix encore dues, aux règles établies, pour le paiement du prix de ventes d'immeubles, par les lois du 16 nivose an 6 et autres lois subséquentes.

N° 525. = 22 messidor an 6 (10 juillet 1798). = *LOI relative à la délivrance de lettres de crédit pour le paiement des citoyens en avances sur le service de l'an 6.* (II, Bull. CCXII, n° 1914 ; B., LXXIII, 72.)

N° 526. = 23 messidor an 6 (11 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les réclamations d'effets et de chevaux de la part des militaires venant des colonies.* (II, Bull. CCXIII, n° 1918.)

N° 527. = 23 messidor an 6 (11 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le paiement des rentes appartenant à la caisse des invalides de la marine* (1). (II, Bull. CCXIII, n° 1919.)

Art. 1^{er}. Les commissaires de la trésorerie nationale remettront incessamment au ministre des finances, l'état exact des sommes actuellement dues à la caisse des invalides de la marine sur le tiers des rentes appartenant à cet établissement, à compter du 1^{er} germinal an 5 au dernier fructidor an 6.

(1) Voyez, sur l'organisation et l'administration de l'hôtel des Invalides de la marine, le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes qui résument toute la législation.

2. Aussitôt que le ministre des finances aura reçu cet état, il en divisera le montant en autant de parties qu'il restera de décades à écouler de l'an 6, et il les comprendra successivement dans les états décadaires, de manière que le total se trouve soldé au dernier fructidor prochain.

3. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, les rentes appartenant à la caisse des invalides de la marine seront acquittées par tiers de douzième, chaque décade, sans attendre leur échéance, conformément à la loi du 15 germinal an 3; et à cet effet, le ministre des finances en fera emploi dans ses états décadaires, d'après les renseignemens qui lui seront fournis par les commissaires de la trésorerie nationale, de manière que chaque semestre se trouve soldé à son échéance.

4. A mesure que les sommes destinées à la caisse des invalides auront été comprises dans les états décadaires, le ministre des finances en donnera avis aux commissaires de la trésorerie, et au ministre de la marine, qui chargera de suite le trésorier des invalides de la marine de les recevoir et d'en faire emploi au paiement des demi-soldes et pensions desdits invalides et de leurs familles.

5. Le ministre de la marine, le ministre des finances, et les commissaires de la trésorerie nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

N° 528. = 25 messidor an 6 (13 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la répartition aux capteurs du tiers du produit des prises faites par les bâtimens de la république* (1). (II, Bull. CCXIII, n° 1922.)

N° 529. = 25 messidor an 6 (13 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la police des lieux placés entre les bureaux des douanes et la frontière* (2). (II, Bull. CCXIII, n° 1923.)

Art. 1^{er}. Les particuliers dont les habitations sont situées entre les bureaux de douanes et l'étranger, qui voudront y faire arriver, soit de l'intérieur de la république, soit de l'étendue du territoire soumis à la police des deux lieues par l'arrêté du 17 thermidor an 4, des bestiaux, chevaux, mules et mulets, cires, soies et autres objets dont la sortie est défendue ou soumise à des droits, n'obtiendront de passavant pour ce transport, qu'autant qu'ils seront porteurs de certificats de la municipalité du lieu de la destination, constatant que ces bestiaux et marchandises sont pour leur usage et consommation.

2. Ceux qui voudront faire paître des bestiaux, mules, mulets, chevaux et jumens, au-delà des bureaux de douane placés du côté de l'étranger, seront tenus de prendre dans ces bureaux des acquits-à-caution portant soumission d'y représenter lesdits bestiaux au retour des pacages.

N° 530. = 27 messidor an 6 (15 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des formalités pour les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés* (3). (II, Bull. CCXIII, n° 1924.)

Art. 1^{er}. Les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés, seront

(1) Cette matière a été réglée de nouveau par l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), art. 99 et suiv., qui rendent le présent sans objet.

(2) Voyez, sur les douanes, le décret général du 6 (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez, sur le mode de délivrance de ces certificats, et les formalités de la radiation des individus inscrits sur les listes des émigrés, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accom-

délivrés par les administrations centrales du département du dernier domicile ; ils seront visés par les commissaires du directoire exécutif et par les directeurs de la régie de l'enregistrement et des domaines auprès des mêmes administrations.

2. Les demandes en délivrance de certificats contiendront l'indication de l'objet pour lequel on se propose d'en faire usage ; il en sera fait mention dans le certificat même : il en sera délivré un particulier pour chaque affaire.

3. Lorsque les certificats de non-inscription seront produits hors du territoire de l'administration centrale qui les aura délivrés, ils seront préalablement représentés à l'administration du département dans lequel on voudra en faire usage, pour y être visés et certifiés comme ne pouvant être contredits par une attestation différente.

N° 531. = 28 messidor an 6 (16 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la police du droit de pêche dans les départemens réunis* (1). (II, Bull. CCXIII, n° 1925.)

N° 532. = 1^{er} thermidor an 6 (19 juillet 1798). = *LOI qui autorise le directoire exécutif à faire des réglemens pour l'exécution des lois relatives à la taxe d'entretien des routes* (2). (II, Bull. CCXIII, n° 1926 ; B., LXXIII, 96.)

N° 533. = 1^{er} thermidor an 6 (19 juillet 1798). = *LOI qui dispense les indigens de la consignation d'amende pour se pourvoir en requête civile*. (II, Bull. CCXIII, n° 1927 ; B., LXXIII, 96.)

L'article 2 de la loi du 14 brumaire an 5, relative à la consignation d'amende pour le recours au tribunal de cassation, est applicable aux citoyens indigens qui n'auront pas la faculté de consigner l'amende pour se pourvoir en requête civile ; en conséquence, ils seront dispensés de cette formalité, en représentant un certificat de l'administration municipale de leur canton, qui constate leur indigence : ce certificat sera visé et approuvé par l'administration centrale de département, et il y sera joint un extrait de leurs impositions (3).

N° 534. = 2 thermidor an 6 (20 juillet 1798). = *LOI contenant des dispositions relatives à l'apurement des comptes restés en souffrance*. (II, Bull. CCXIII, n° 1928 ; B., LXXIII, 98.)

N° 535. = 2 thermidor an 6 (20 juillet 1798). = *LOI relative aux baux à cheptel* (4). (II, Bull. CCXIV, n° 1931 ; B., LXXIII, 99.)

Art 1^{er}. A compter de ce jour, tous ceux à qui il a été donné des bestiaux

pagent le décret du 9—12 février 1792, concernant le séquestre des biens des émigrés : ces lois résument la matière. Voyez notamment l'arrêté additionnel du 18 thermidor an 6 (5 août 1798).

(1) Cet arrêté, ainsi que tous les réglemens subséquens sur la police de la pêche fluviale, ont été abrogés expressément par l'art. 83 de la loi du 15—24 avril 1829 ; d'ailleurs, il s'agit de départemens qui ont cessé de faire partie de la France.

(2) Cet arrêté n'a plus d'objet depuis l'abolition de la taxe d'entretien des routes par la loi du 24 avril—4 mai 1806, art. 60.

(3) Voyez un avis du cons. d'état du 13—20 mars 1810 (Str., X, 2, 303), portant que cette loi a été abrogée par le Code de procédure civile, art. 494 et 1041.

Voyez aussi l'art. 2 de la loi du 14 brumaire an 5 (4 novembre 1797), sur le même objet, et les notes.

(4) Voyez le décret du 15 germinal an 3 (4 avril 1795), sur le même objet, et la note, et les art. 1800—1832 du Code civil.

à titre de cheptel, cabal, command, ou à toute autre condition équivalente à celles-ci, seront, lors de la remise, exigue ou partage, tenus de les rendre au propriétaire ou à celui qui le représente, soit tête pour tête, soit d'après estimation, soit de toute autre manière, suivant la nature, les clauses et les conditions du bail; et à défaut de bail, suivant les usages des lieux.

2. S'il s'agit d'un bail à cheptel passé depuis le 1^{er} janvier 1792, dans les anciens départemens de la France, ou dans les départemens qui y ont été réunis, et dans l'île de Corse depuis l'introduction du papier-monnaie dans ce pays, jusqu'à la publication de la loi du 5 thermidor an 4, relative aux transactions entre citoyens, les estimations de bestiaux portées audit bail seront censées avoir été faites en papier-monnaie; le montant en sera réduit en valeur métallique d'après le tableau de dépréciation, et les bestiaux rendus, suivant la nature et les clauses du bail, pour le montant de la somme ainsi réduite.

3. Dans le cas de l'article précédent, le propriétaire et le cheptelier auront réciproquement, en le signifiant quinze jours au moins avant l'échéance, ou dans les quinze jours qui suivront la première demande du propriétaire, s'il s'agit d'un bail déjà expiré, le droit d'exiger ou d'offrir la remise desdits bestiaux, tête pour tête, en même nombre, espèce et qualité qu'ils auront été donnés; auquel cas celui qui fera l'option sera tenu d'en établir le nombre, l'espèce et la qualité, soit par son bail, soit par tous autres documens écrits qui pourront les faire connaître; et à leur défaut, ou en cas d'insuffisance, par voie d'enquête devant le juge de paix du lieu. — L'enquête sera sommaire; elle devra être terminée dans la quinzaine de la demande, et sera aux frais de celui qui l'aura provoquée.

4. Lorsqu'en vertu de l'article précédent, la remise des bestiaux sera faite tête pour tête, les parties ne se feront respectivement raison de la plus ou moins value, qu'autant qu'elle résultera de la différence des qualités.

5. Ne sont point compris dans les dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus, les baux à cheptel, quelle qu'en soit la date, dont les estimations ont été faites nommément en valeur métallique, ou qui, sans contenir de prise nouvelle, ne font que rappeler celle stipulée dans un bail antérieur à l'époque mentionnée auxdits articles: la remise des bestiaux, dans ce cas, se fera pour la somme entière, et suivant qu'il est dit en l'article 1^{er}.

6. Les comptes et partages de cheptel entièrement consommés, soit qu'ils l'aient été par suite de jugemens, soient qu'ils l'aient été en vertu d'arrangemens définitifs faits de gré à gré, sont maintenus, et sortiront leur plein et entier effet, à quelque époque et dans quelque proportion qu'aient été faits lesdits comptes et partages.

7. A l'égard des comptes et partages échus, mais non définitivement consommés, ils seront réglés suivant les conventions et les lois ou usages antérieurs à la loi du 15 germinal an 3, sauf l'exécution des articles 2, 3 et 4 ci-dessus, pour les cas auxquels ces articles s'appliquent.

8. L'estimation à faire, s'il y a lieu, pour la rendue des bestiaux, dans le cas de l'article précédent, sera faite en valeur métallique, au prix moyen de 1790, et nonobstant toute estimation déjà faite pendant la dépréciation du papier-monnaie. — Cette estimation sera faite à raison de l'état du bétail rendu, s'il est encore sur les lieux. Dans le cas contraire, les experts qui auraient opéré la remise, et à leur défaut tous autres experts témoins, seront appelés, et procéderont de nouveau, d'après leur mémoire, leurs

connaissances particulières ou tous autres documens, conformément aux règles prescrites par la présente.

9. Les fermiers cessionnaires des droits des propriétaires, leur remettront les bestiaux à l'expiration de leur jouissance, et, à moins de clauses contraires écrites, tels et de la même manière qu'ils les auront reçus, en vertu de la présente, des colons et preneurs à cheptel.

10. Les foin, pailles, fumiers, effets aratoires, et généralement tout ce qu'à son entrée en jouissance le fermier ou colon reçoit pour être par lui rendu lors de sa sortie, sont assimilés, pour la rendue, aux bestiaux donnés à cheptel; et la remise s'en fera, soit d'après les articles précédens pour les cas qui y sont prévus, soit d'après les conventions ou les lois et usages antérieurs à la loi du 15 germinal an 3, pour tous autres.

11. Toute disposition contraire à la présente résolution est et demeure abrogée (1).

N° 536. = 7 thermidor an 6 (25 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui affecte des fonds à l'entretien et aux réparations des fortifications et bâtimens servant d'établissemens militaires.* (II, Bull. CCXIV, n° 1933.)

N° 537. = 7 thermidor an 6 (25 juillet 1798). = *LOI sur la durée des fonctions et le mode de renouvellement des tribunaux de paix* (2). (II, Bull. CCXIV, n° 1934; B., LXXIII, 118.)

Art. 1^{er}. Le renouvellement des tribunaux de paix se fait en entier tous les deux ans, à partir de l'an 4.

2. En conséquence, les fonctions des membres de ces tribunaux nommés dans l'intervalle des assemblées primaires de l'an 4 à celles de la présente année, sont expirées à cette dernière époque.

3. Néanmoins les jugemens et actes auxquels ces fonctionnaires ont ou auront concouru depuis l'expiration de leurs fonctions jusqu'à la publication de la présente loi, ou jusqu'à leur remplacement dans le cas où leurs places se trouveraient vacantes, ne pourront être attaqués par défaut de qualité dans la personne de ces fonctionnaires.

N° 538. = 13 thermidor an 6 (31 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour accélérer le recouvrement des contributions directes et la liquidation de la dette publique.* (II, Bull. CCXV, n° 1941.)

N° 539. = 13 thermidor an 6 (31 juillet 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la délivrance des lettres de marque et autorisations pour armer en course dans les colonies d'Amérique* (3). (II, Bull. CCXV, n° 1942.)

N° 540. = 14 thermidor an 6 (1^{er} août 1798). = *LOI portant que les cousins germains peuvent être simultanément membres d'une même administration.* (II, Bull. CCXVII, n° 1945; B., LXXIII, 129.)

(1) Est compris dans cette abrogation l'art. 12 du décret du 15 germinal an 3, qui attribuait aux juges de paix la connaissance des contestations relatives aux cheptels. Cass., 22 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 532; Bull. civ., X, 173.

(2) Cette loi n'a plus d'objet: aujourd'hui les juges de paix ne sont plus électifs ni soumis au renouvellement périodique.

(3) Voyez, sur la délivrance des lettres de marque et les armemens en course, l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes,

N° 541. = 17 thermidor an 6 (4 août 1798). = *Loi contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain* (1). (II, Bull. CCXVI, n° 1943 ; B., LXXIII, 131.)

Art. 1^{er}. Les décadis et les jours de fêtes nationales sont des jours de repos dans la république.

2. Les autorités constituées, leurs employés et ceux des bureaux au service public, vaquent les jours énoncés, sauf les cas de nécessité et l'expédition des affaires criminelles (2).

3. Les écoles publiques vaquent les mêmes jours, ainsi que les écoles particulières et pensionnats des deux sexes. Les administrations feront fermer les établissemens d'instruction où l'on ne se conformerait pas aux dispositions du présent article.

4. Les écoles publiques, ainsi que les établissemens particuliers d'instruction pour les deux sexes, ne pourront vaquer aucun autre jour de la décade que le quintidi, sous les peines portées en l'article 3.

5. Les significations, saisies, contraintes par corps, ventes et exécutions judiciaires, n'ont pas lieu les jours affectés au repos des citoyens, à peine de nullité. — Demeurent toutefois exceptés les actes de procédure qui, par des lois particulières, ont été renvoyés au decadi, en remplacement des jours ci-devant fériés (3).

6. Les ventes à l'encan ou à cri public n'ont pas lieu les mêmes jours, à peine d'une amende qui ne peut être moindre de vingt-cinq francs, ni excéder trois cents francs.

7. Il ne se fait aucune exécution criminelle les décadis et jours de fêtes nationales ; en conséquence, il est dérogé, en cette partie seulement, à l'article 443 du Code des délits et des peines.

8. Durant les mêmes jours, les boutiques, magasins et ateliers seront fermés, sous les peines portées en l'article 605 du Code des délits et des peines ; sans préjudice néanmoins des ventes ordinaires de comestibles et objets de pharmacie. — En cas de récidive, il y aura lieu à l'amende portée en l'article 6, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder une décade.

9. Pourront cependant les administrations municipales autoriser les étalages portatifs d'objets propres à l'embellissement des fêtes.

10. Tous travaux dans les lieux et voies publiques, ou en vue des lieux et des voies publiques, sont interdits durant les mêmes jours, sous les peines portées en l'article 8 ; sauf les travaux urgens spécialement autorisés par les corps administratifs, et les exceptions pour les travaux de la campagne pendant le temps des semailles et des récoltes, conformément à l'article 2 de la section V de la loi du 6 octobre 1791.

N° 542. = 17 thermidor an 6 (4 août 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la formation de plusieurs compagnies d'hommes noirs et de couleur militaires*. (II, Bull. CCXVII, n° 1946.)

(1) Voyez le décret du 5 octobre 1793—16 vendémiaire an 2, qui substitue l'ère républicaine à l'ère vulgaire, et les notes qui resument toute la législation.

(2) Dans ces affaires, comme en matière correctionnelle et de police, un acte de procédure peut être fait et signifié un jour férié. Cass., 25 août 1807, *Sin.*, VIII, 1, 60.

(3) Est valable la transcription d'un acte de vente faite un jour férié. Cass., 18 février 1808, *Sin.*, VIII, 1, 255.

N° 543. = 18 thermidor an 6 (5 août 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés** (1). (II, Bull. CCXVII, n° 1948.)

Art. 1^{er}. Tous les certificats qui auront pour objet de constater qu'un individu n'est point inscrit sur la liste des émigrés, porteront en tête la formule, *Certificats de non-inscription sur la liste des émigrés*.

2. Les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés, seront délivrés par les administrations centrales du département du dernier domicile ; ils seront visés par les commissaires du directoire exécutif, et par les directeurs de la régie d'enregistrement et des domaines établis dans chaque département.

3. Les demandes en délivrance de certificats contiendront l'indication de l'objet pour lequel on se propose d'en faire usage ; il en sera fait mention dans le certificat même : il en sera délivré un particulier pour chaque affaire.

4. Lorsque les certificats de non-inscription seront produits hors du territoire de l'administration centrale qui les aura délivrés, ils seront préalablement représentés à l'administration du département dans lequel on voudra en faire usage, pour y être visés et certifiés comme ne pouvant être contredits par une attestation différente.

5. Dans un mois, à compter de l'insertion au Bulletin, du présent, tous les certificats seront délivrés dans la forme qu'il prescrit.

6. Lorsqu'il y aura sur une liste d'émigrés un nom qui sera semblable à celui du pétitionnaire en certificat de non-inscription, et que cependant les prénoms seront différents, ou qu'il n'y aurait point de prénoms, il en sera fait mention dans le certificat.

7. Les certificats exigés par la loi du 12 nivose an 6, continueront d'être délivrés dans la forme prescrite par l'article 75 de ladite loi.

N° 544. = 19 thermidor an 6 (6 août 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le droit de transit établi sur le département du Mont-Terrible pour les objets venant de Suisse**. (II, Bull. CCXVII, n° 1949.)

N° 545. = 27 thermidor an 6 (14 août 1798). = **Loi contenant des dispositions additionnelles à celles relatives aux transactions faites lors de la dépréciation du papier-monnaie** (2). (II, Bull. CCXVII, n° 1952; B., LXXIII, 143.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions additionnelles au titre 1^{er} de la loi du 16 nivose (n° 1651), et à la loi du même jour (n° 1650).

Art. 1^{er}. L'option faite par l'acquéreur, en exécution de l'article 2 de la loi du 16 nivose dernier (n° 1651), de s'en tenir aux clauses du contrat de vente en renonçant à l'expertise, l'oblige à payer le prix ou restant du prix aux termes convenus, en numéraire métallique, et sans réduction. — Quant à l'option

(1) Voyez le décret du 27 messidor an 6 (15 juillet 1798), sur le même objet ; et, sur les formalités de la radiation des émigrés inscrits sur la liste, voyez les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

(2) Voyez la loi du 5 messidor an 5 (23 juin 1797), sur cet objet, et les notes qui résument toute la législation.

faite par le vendeur, en conformité de l'article 4 de la loi additionnelle du susdit jour 16 nivose (n° 1650), elle le soumet à recevoir le prix ou restant du prix, réduit d'après l'échelle de dépréciation du lieu de la situation de l'immeuble.

2. Les acquéreurs et les vendeurs qui n'auraient pas opté dans les délais prescrits par lesdites lois, pourront réciproquement faire leur option, savoir, les acquéreurs, dans un nouveau délai d'un mois, à dater de la publication de la présente, et les vendeurs, dans la décade suivante : passé lesquels délais ils seront irrévocablement déchus.

3. Dans le cas prévu par l'article 7 de la loi du 16 nivose (n° 1651), l'acquéreur, en résiliant dans le délai ci-après prorogé le contrat de vente portant création d'une rente viagère, aura l'option d'en payer les arrérages en espèces métalliques, valeur nominale et sans réduction, ou de restituer les fruits et loyers par lui perçus ou qu'il a dû percevoir depuis sa jouissance, ainsi que le montant des coupes de bois qu'il aura fait exploiter ; le tout selon les vérification, estimation et liquidation qui en seront faites par experts : sauf l'imputation néanmoins, d'après l'échelle de dépréciation, de tout ce qu'il aura payé sur les échutes de la rente depuis sa création. — Les frais de la première expertise, pour la liquidation des fruits restituables, seront à sa charge, à moins qu'il n'ait fait préalablement une offre suffisante.

4. Sont non-recevables à user du bénéfice de ladite option, les acquéreurs qui, en exécution du susdit article 7, ont légalement notifié leur intention de résilier, avec offre pure et simple, sans réserve ni protestation, de payer les arrérages de la rente viagère de la manière prescrite par le même article ; et cela quand même ils auraient notifié une seconde option conditionnelle.

5. Ceux qui n'ont acquis que la nue-propiété d'un immeuble dont le vendeur s'est réservé l'usufruit ou jouissance, ne seront soumis, en cas de résiliation, à aucun paiement des arrérages de rente viagère, ni à la restitution des fruits ou loyers ; mais ils ne pourront demander aucune restitution de ce qu'ils ont payé sur les annualités échues antérieurement à la publication de la loi du 29 messidor an 4.

6. Dans tous les cas où la résiliation est autorisée par ladite loi du 16 nivose (n° 1651), le vendeur est tenu, de plein droit, de restituer à l'acquéreur, 1° tout ce qu'il a reçu directement sur le prix, ou à titre de pot-de-vin, de même que ce qui a été payé à sa décharge en diminution du prix, selon la réduction qui sera faite du tout d'après l'échelle de dépréciation du lieu de la situation de l'immeuble aux époques de chaque paiement ; 2° la plus-value résultant des constructions, réparations et améliorations en tout genre qui ont été faites par l'acquéreur, sauf à imputer ou compenser, le cas échéant, et à due concurrence, le montant des dégradations, selon les vérification, estimation et liquidation qui en seront faites aux formes ordinaires.

7. Tout ce qui est prescrit par la présente et par l'article 7 de ladite loi au sujet des rentes viagères créées pour cause de tradition de fonds, sera observé à l'égard de celles qui ont eu pour cause la cession de l'usufruit ou jouissance d'un immeuble réel.

8. Sont exceptés de la disposition de l'article 7 de la même loi, 1° les acquéreurs de terrains sur lesquels ont été construites des usines, fabriques ou manufactures, depuis l'aliénation qui en a été faite ; 2° ceux qui, par des constructions de bâtimens, auraient doublé la valeur du sol compris dans le contrat de vente ; 3° ceux qui, par des réparations, plantations, améliorations et autres mises de fonds dans des immeubles ruraux, en auraient augmenté la valeur d'un tiers en sus du prix de l'aliénation.

9. Dans l'un et l'autre cas, il sera réciproquement libre au vendeur et à l'acquéreur, pour se soustraire à la résiliation, de requérir que le terrain vendu soit estimé par experts à la plus haute valeur du temps présent, relativement à son état au temps de la vente; et le prix ainsi fixé en espèces métalliques, sera, pour la portion correspondante à la rente viagère, acquitté par l'acquéreur, avec intérêts à cinq pour cent depuis que ladite rente a cessé d'être payée. — Les frais de la première expertise seront réglés comme dans le cas de l'article 3.

10. Lorsque l'acquéreur ne pourra restituer ou procurer la restitution, en tout ou en partie, de l'immeuble compris dans la vente sujette à la résiliation, il sera autorisé à offrir pareillement l'estimation de l'objet aliéné, à la plus haute valeur du temps présent; à moins que le second acquéreur n'ait été expressément soumis à remplir les engagements résultant du premier contrat d'aliénation.

11. Tout acquéreur volontaire ou judiciaire qui, par clause de son titre, s'est soumis au paiement d'un douaire, en diminution du prix d'achat, quoique stipulé en papier-monnaie, est tenu, 1° de payer le capital dudit douaire, si le droit est ouvert, ou lors de son ouverture, de la manière prescrite par l'article 14 de la loi du 16 nivose (n° 1651); 2° de servir jusqu'alors la rente en numéraire métallique, si mieux il n'aime résilier, en conformité de l'article 10 de ladite loi. — Quant à l'acquéreur qui ne s'est pas soumis au paiement du douaire, il peut se libérer du restant du prix envers le vendeur, selon le mode prescrit par l'article 5 de la même loi, sans préjudice toutefois aux droits et hypothèques des créanciers dudit douaire, sur les biens aliénés.

12. Le vendeur est autorisé à refuser la résiliation, en consentant, dans le cas de l'article 7 de ladite loi du 16 nivose (n° 1651), à la réduction de la rente viagère; et dans le cas de l'article 10 de la même loi, ainsi que dans celui qui est prévu par le précédent article, à la réduction de la portion du prix qui a été déléguée; le tout dans la proportion de la valeur estimative de l'immeuble vendu, telle qu'elle sera fixée par experts, eu égard à son état au temps du contrat: à la charge néanmoins par lui de renoncer aux délégations existantes, et de faire cesser toute recherche de la part des délégataires.

13. Dans le cas de l'article précédent, si la rente viagère a été créée sans préfixion de capital, la réduction consentie par le créancier pour éviter la résiliation du contrat, sera faite sur l'estimation du prix de l'immeuble en numéraire, dans les proportions suivantes; savoir: — A huit pour cent sur une seule tête âgée de moins de cinquante ans accomplis, lors du contrat; — A dix pour cent sur une tête de cinquante à soixante ans; — A douze pour cent sur une tête de soixante à soixante-dix ans; — A quinze pour cent sur une tête âgée de plus de soixante-dix ans. — Les rentes créées sur plusieurs têtes survivancières ne seront payées qu'au taux réglé pour la tête la plus jeune.

14. Il n'est point dérogé par les lois du 16 nivose dernier, et par la présente, aux clauses résolutoires ni aux clauses prohibitives expressément apposées dans les contrats d'aliénation d'immeubles pendant la dépréciation du papier-monnaie (1).

15. Si la vente de l'immeuble s'est faite moyennant une rente viagère, et

(1) La clause prohibitive de rembourser le prix avant une certaine époque, insérée dans un contrat de vente passé pendant le cours du papier-monnaie, n'empêche pas nécessairement pour l'acquéreur l'obligation d'acquitter son prix en numéraire métallique. Cass., 30 vendémiaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 688.

en outre moyennant une somme déterminée à payer une fois, avec la stipulation expresse qu'à défaut de paiement de la rente convenue le vendeur rentrerait dans la jouissance du fonds pour lui tenir lieu du paiement de ladite rente pendant qu'elle aurait cours, ou que l'acquéreur pourrait abandonner cette jouissance au vendeur pour lui tenir lieu pareillement du paiement de ladite rente, sauf, dans l'un et l'autre cas, à reprendre l'immeuble lorsque la rente serait éteinte, l'acquéreur ne sera point tenu, pour se dispenser de payer ladite rente en numéraire métallique et sans réduction, d'offrir de résilier le contrat, conformément à ce qui est prescrit par l'article 7 de la loi du 16 nivose (n° 1651) : il lui suffira d'abandonner au créancier la jouissance viagère de l'immeuble, pour lui tenir lieu du paiement de ladite rente.

16. Dans le cas où la vente contiendrait tout à la fois la stipulation d'une rente viagère, formant partie du prix, et la réserve d'une rente constituée, au moyen d'un capital formant le restant du prix, il sera libre à l'acquéreur ou de résilier, ou d'offrir de continuer sans réduction le paiement de la rente viagère ainsi créée; et en ce dernier cas, il pourra requérir l'expertise pour la fixation, en numéraire métallique, du capital correspondant à la rente constituée; à la charge par lui de remplir ce qui est prescrit par l'article 5 de la loi additionnelle du 16 nivose (n° 1650).

17. Tout ce qui a été ordonné par les articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 16 nivose (n° 1651), au sujet du mode de remboursement du prix de ventes d'immeubles, sera observé à l'égard des sommes stipulées en papier-monnaie, à titre de plus-value ou retour dans les échanges.

18. Le vendeur et l'acquéreur jouiront réciproquement, pour les remboursements prescrits par la présente, du même délai de trois ans, à dater de la publication de la loi du 29 messidor an 4, qui a été fixé par les deux lois du 16 nivose, pour les prix de vente payables à long terme ou convertis en rente constituée. — Les intérêts des capitaux remboursables courront à cinq pour cent jusqu'à l'échéance. — Néanmoins l'acquéreur ne pourra, dans aucun cas, être dépossédé qu'après son entière indemnité.

19. L'acquéreur qui voudra résilier en exécution de l'article 10 de ladite loi, sera tenu de le notifier, si fait n'a été, au vendeur, dans les deux mois qui suivront la publication de la présente, à peine de déchéance; et le vendeur, à dater du jour de la notification ainsi faite, jouira d'un autre délai de deux mois pour faire aux créanciers délégués, le cas échéant, la notification prescrite par l'article 5 de la loi du 11 frimaire.

20. Les diverses options autorisées et les notifications prescrites par la présente loi, seront pareillement faites, à peine de déchéance, dans les deux mois qui suivront sa publication.

21. Quand le contrat sera résilié en exécution de la loi du 16 nivose (n° 1651), et de la présente, le vendeur, en rentrant en possession de l'immeuble vendu, sera tenu d'entretenir les baux existans, passés par l'acquéreur pendant sa jouissance, si mieux il n'aime indemniser le fermier ou locataire.

22. La résiliation, lorsqu'elle s'opère, ne donne lieu qu'à un droit fixe d'un franc pour l'enregistrement.

23. Les mots, « à l'égard des obligations énoncées dans les titres I, II, III, IV et V de ladite résolution, » insérés dans l'article 11 de la loi du 16 nivose (n° 1651), sont remplacés par ceux-ci, « à l'égard des obligations énoncées dans les titres I, II, III, IV et V de la présente. »

24. A la réception de la présente dans chaque administration de canton, le commissaire du directoire exécutif sera tenu, sous sa responsabilité, de faire afficher, aux lieux accoutumés, un avis indicatif des prorogations de délai accordées par les articles 2, 19 et 20 ci-dessus.

TITRE II. — Dispositions additionnelles au titre III de la loi du 16 nivose (n° 1651).

25. Quand, par suite d'une renonciation de la femme à la communauté, ou de la dissolution de ladite communauté par le divorce, par la séparation de biens, ou par la mort de l'un des époux, il écherra de liquider les reprises de la femme en exécution de l'article 15 de la loi du 16 nivose (n° 1651), le mari, à défaut d'emploi de la dot et des créances mobilières, ne devra à sa femme, ou à ses héritiers, que les valeurs qu'il a reçues, selon l'échelle de dépréciation, aux époques de chaque paiement et remboursement; et, s'il en a fait emploi, même au nom de la communauté, la femme ou ses héritiers seront tenus de l'accepter pour leur tenir lieu des créances ainsi remboursées pendant le cours du papier-monnaie (1).

26. Il en sera de même à l'égard des remplois qui auront été faits par le mari, des deniers provenus soit de l'aliénation des propres, soit du remboursement des capitaux de rentes constituées dans les pays où elles sont réputées immeubles; le tout, néanmoins, pourvu qu'il y ait eu de sa part déclaration d'emploi et acceptation du remploi par la femme pendant la communauté.

N° 546. = 3 fructidor an 6 (20 août 1798). = *LOI qui maintient, pour l'an 7, l'état de l'armée sur le pied de guerre, et en fixe les dépenses.* (II, Bull. CCXIX, n° 1963; B., LXXIII, 162.)

N° 547. = 3 fructidor an 6 (20 août 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur l'exécution des lois relatives aux réquisitionnaires et aux déserteurs* (2). (II, Bull. CCXIX, n° 1964.)

Art. 1^{er}. L'exécution des lois et arrêtés relatifs aux militaires, réquisitionnaires et déserteurs qui doivent être renvoyés à l'armée, est confiée directement à la gendarmerie (3), sous la surveillance des généraux divisionnaires, des administrations centrales et municipales, et des commissaires près d'elles.

2. Les administrations centrales et municipales, les commissaires du directoire exécutif près d'elles, et les agens municipaux de commune, seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, de coopérer de tout leur pouvoir à assurer l'effet des mesures qui seront prises par la gendarmerie pour l'arrestation des militaires, réquisitionnaires et déserteurs, soit en fournissant la liste de ceux qui se trouveront dans leurs ressorts respectifs, soit en prêtant main-forte en cas de besoin, conformément à la loi du 4 brumaire an 4, sous les peines portées par cette loi et celle du 24 brumaire dernier.

3. Il ne pourra être sursis au départ pour l'armée, d'aucun militaire ou réquisitionnaire, s'il n'est porteur d'un congé absolu légalement délivré, ou d'une exemption de service définitive ou provisoire accordée par le directoire exécutif, ou d'une suspension provisoire de départ délivrée par le ministre de la guerre, ou d'une exemption provisoire conformément à l'arrêté du 4 ventose an 4, ou si, étant rentré ou resté dans ses foyers avec autori-

(1) On ne peut regarder comme un emploi suffisant de la dot de l'épouse, les placements de deniers faits par le mari seul et en son nom pendant la communauté et sans déclaration d'origine. Paris, 5 fructidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 917.

(2) Voyez, sur le même objet, la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), et les notes qui l'accompagnent.

(3) Voyez la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), art. 125, n^{os} 21 et 22.

sation, il ne s'y est marié légalement avant le 1^{er} germinal an 6; toutes autres exceptions précédemment adoptées sont et demeurent rapportées, et toutes les exemptions provisoires délivrées en conséquence desdites exceptions par les administrations ou commissaires du gouvernement, sont annulées.

4. Tous engagements souscrits par des militaires et réquisitionnaires dans les entreprises et convois militaires, ateliers de la république et autres établissemens civils et militaires, sont et demeurent comme nuls et non avenus, si les porteurs desdits engagements n'ont pas été formellement et nominativement maintenus dans lesdits établissemens en vertu des arrêtés précédemment rendus. En conséquence, lesdits militaires et réquisitionnaires non maintenus, seront tenus de rejoindre l'armée, nonobstant tous congés ou permissions qui leur auraient été délivrés par les chefs desdites administrations et entreprises.

5. Seront également tenus de rejoindre, tous les militaires et réquisitionnaires mis en réquisition en vertu des arrêtés des 3, 16, 29 frimaire, 1^{re} nivose, 6, 21, 27 pluviôse, 9, 12 ventose, 9, 14, 21, 23, 24, 27 germinal, 4, 9, 16, 17, 26 floréal, 3 prairial, 5, 18, 22, 24 messidor, 17 thermidor, 7, 19 fructidor, 1^{er} jour complémentaire an 4, 27 brumaire, 28 ventose an 5, et 11 brumaire an 6, et autres, lorsque lesdits militaires et réquisitionnaires ne justifieront pas avoir été continuellement et être encore occupés aux travaux pour lesquels ils avaient été requis.

6. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales adresseront au ministre de la guerre, dans le mois qui suivra la réception du présent arrêté, un état extrait des registres de l'administration, de tous les congés absolus, exemptions de service, réquisitions maintenues, suspensions provisoires de départ, délivrées par le ministre, exemptions provisoires accordées pour maladie conformément à l'arrêté du 4 ventose, avec la désignation de la date et de la nature de ces titres, pour être soumis à la vérification du ministre de la guerre : pareil état sera adressé, par lesdits commissaires, aux généraux commandant les divisions territoriales et aux commandans de la gendarmerie, afin que ceux qui y seront compris, soient seuls maintenus à l'abri d'inquiétude, et exceptés des mesures qui seront prises contre tous les autres militaires et réquisitionnaires.

7. La gendarmerie veillera, avec la plus sévère exactitude, sur tous les militaires voyageant isolément avec des feuilles de route, arrêtera, et conduira à leur destination, de brigade en brigade, tous ceux qui s'en écarteraient.

8. L'arrêté du directoire exécutif du 9 brumaire an 6, continuera à être exécuté; cependant, le ministre de la guerre est autorisé à ordonner toutes les contre-visites que les circonstances pourront exiger, à commettre tous les officiers de santé qu'il jugera à propos, ainsi qu'à prendre toutes les autres mesures qui pourront garantir la sincérité des certificats sur lesquels les congés de réforme devront être délivrés.

9. Les dispositions des lois et arrêtés relatifs à la désertion et à la réquisition, continueront à être exécutées; et il est enjoint à toutes les autorités civiles et militaires, sous les peines portées par la loi, de dénoncer, poursuivre et faire punir tous déserteurs, tous porteurs de faux congés, tous auteurs de désertion, et officiers de santé prévaricateurs.

du jury dans les cours martiales maritimes (1). (II, Bull. CCXIX, n° 1965; B., LXXIII, 166.)

Art. 1^{er}. Lorsque le nombre des jurés indiqués par l'article 10 de la loi du 20 septembre—12 octobre 1791, sur l'organisation des cours martiales maritimes, ne pourra pas être pris ni dans le grade supérieur à tous les accusés, ni dans le grade ou état respectif de chaque accusé, il sera pris dans le grade inférieur, comme il est dit à l'article 8 de la même loi.

2. La loi du 20 septembre—12 octobre 1791 sera, au surplus, exécutée dans sa forme et teneur.

N° 549. = 5 fructidor an 6 (22 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant la loterie nationale (2). (II, Bull. CCXIX, n° 1967.)

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du 17 vendémiaire et le même article de l'arrêté du 25 brumaire dernier, sont rapportés en ce qui concerne le nombre des inspecteurs de la loterie nationale.

2. Le nombre des inspecteurs dans les départemens sera porté de vingt-huit à cinquante.

3. Ces inspecteurs seront divisés en trois classes, formées d'après l'étendue et le nombre des bureaux de leurs arrondissemens respectifs, d'après un état qui sera soumis, par les administrateurs de la loterie nationale, à l'approbation du ministre des finances.

4. Le traitement des inspecteurs de chaque classe, en y comprenant les frais de bureau, qui demeurent à leur charge, sera, pour ceux de la première classe, de quatre mille francs; — Pour ceux de la deuxième classe, de trois mille six cents francs; — Et pour ceux de la troisième, de trois mille francs.

5. Les receveurs de chaque arrondissement feront parvenir à la résidence de l'inspecteur, selon le mode et aux époques fixées par l'administration, toutes leurs feuilles à souche.

6. Ils se conformeront exactement, et sous peine de destitution, à tout ce qui leur sera prescrit par les administrateurs, pour les envois périodiques aux inspecteurs, et notamment pour la manière de porter et de clore les mises sur les registres.

7. Pour la vérification attentive des feuilles et leur expédition à Paris, les inspecteurs se conformeront exactement à l'instruction spéciale qui leur sera transmise par les administrateurs.

8. Interprétant l'article 6 de l'arrêté du 17 vendémiaire, qui prescrit aux actionnaires de s'assurer de la conformité parfaite de leur billet avec la souche dont il doit être détaché en leur présence, les actionnaires, aussitôt après la délivrance du billet, auront soin de le faire inscrire sur la *matrice* des feuilles de copie.—Faute par eux de prendre cette précaution, et dans le cas où leur billet ne serait pas conforme tout à la fois à la *souche* et à la *copie-matrice*, ils ne pourront prétendre qu'au simple remboursement de la mise, qui sera fait des deniers du receveur.

9. Si l'actionnaire négligeait de faire inscrire lui-même son billet sur la copie-matrice, le receveur devra le faire d'après la souche restée entre ses mains. — Dans le cas où le receveur laisserait sur la copie-matrice une case

(1) Voyez, sur l'organisation des cours martiales maritimes, le décret du 20 septembre—12 octobre 1791, et la note.

(2) Voyez, sur la loterie nationale, l'arrêté du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), et les notes qui résument toute la législation.

en blanc, il sera tenu de payer, de ses deniers, le lot à l'actionnaire, d'après un certificat, délivré par l'administration, de la conformité du billet gagnant avec la souche.

10. Les feuilles de copie-matrice seront marquées d'une estampille particulière.—Outre ces copies-matrices, les receveurs continueront d'en faire deux autres, l'une pour l'administration, l'autre pour le service de leurs bureaux.

11. A l'époque de la clôture de chaque quinzaine, le receveur, en présence du commissaire du directoire exécutif de la commune qu'il habite, devra faire un paquet séparé de toutes les feuilles de copie-matrice. Il en sera dressé procès-verbal quadruple, signé du commissaire, du receveur, et du préposé soit de la poste, soit des diligences. — Trois de ces copies demeureront entre les mains des signataires respectifs; la quatrième sera de suite adressée, par le commissaire du directoire, aux administrateurs de la loterie.—Ce procès-verbal énoncera, en toutes lettres, la quantité de feuilles, le nombre d'enregistrements et le montant général des mises; le tout d'après la déclaration du receveur.—Mention détaillée en sera faite sur l'enveloppe même du paquet, et sera signée par les susdits, et le paquet scellé de leurs cachets, de manière qu'il ne puisse être ouvert sans qu'on s'en aperçoive.

12. Ce paquet sera renfermé dans celui des feuilles à souche, adressé à l'inspecteur d'arrondissement, au chef-lieu de sa résidence.

13. Dans ce chef lieu sera établie une caisse à trois clefs, dont la première sera remise entre les mains du commissaire du directoire exécutif près l'administration supérieure, la deuxième dans celles du commissaire du directoire exécutif près le tribunal civil, la troisième dans celle de l'inspecteur de la loterie.

14. La veille de chaque tirage, l'inspecteur, assisté des deux commissaires ci-dessus désignés, fera, dans la caisse à trois clefs, le dépôt de tous les paquets de feuilles de copie-matrice de son arrondissement. — Après ce dépôt, qui sera constaté par procès-verbal, les scellés seront apposés sur la caisse.

15. Aucun dépôt, compulsoire ou déplacement de feuilles de copie-matrice, ne pourra se faire sans qu'il en soit dressé procès-verbal en quadruple minute, signé par les deux commissaires du directoire exécutif et par l'inspecteur. Trois de ces minutes resteront à chacun de ces signataires respectifs; la quatrième sera, sur-le-champ, adressée par l'inspecteur aux administrateurs de la loterie nationale.

16. En cas de doute sur la sincérité, soit d'une souche, soit d'un billet, les administrateurs de la loterie nationale demanderont, par l'organe de l'inspecteur, le compulsoire de la feuille de copie-matrice; et si ces trois pièces ne se trouvent point entièrement conformes entre elles, l'actionnaire ne pourra prétendre qu'au remboursement de la mise, qui lui sera fait par le receveur et de ses propres deniers, conformément à l'article 8 ci-dessus.

N° 550. = 5 fructidor an 6 (22 août 1798). = ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des modifications dans l'exécution du régime des douanes établies sur la rive gauche du Rhin (1). (II, Bull. CCXIX, no 1968.)

(1) Cet arrêté est circonstanciel: d'ailleurs, de nombreuses lois de douanes intervenues depuis en ont remplacé les dispositions.

N° 551. = 5 fructidor an 6 (22 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui ordonne l'exécution en Corse des dispositions de l'acte de navigation du 21-22 septembre 1793, et de la loi du 27 vendémiaire—1^{er} brumaire an 2 y relative. (II, Bull. CCXX, n° 1969.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'acte de navigation du 21 septembre 1793, et de la loi du 27 vendémiaire an 2 y relative, seront provisoirement exécutées en Corse, aussitôt la publication du présent arrêté.

2. Les régisseurs des douanes sont chargés, en conséquence, d'établir dans chacun des douze ports de la Corse, des préposés dont le nombre, la qualité et le traitement seront arrêtés par un état particulier, pour l'exécution des formalités prescrites par ces lois, et la recette des droits en résultant.

3. Ils dirigeront et surveilleront aussi provisoirement la perception des droits de douane actuellement établis dans cette île, et ils en rendront compte dans la même forme que des autres produits de leur régie.

4. Les bureaux de perception de ces droits, et les emplois actuellement existans qui pourront être exercés par les préposés à établir pour l'exécution de l'acte de navigation, seront supprimés et réunis à ces derniers.

N° 552. = 5 fructidor an 6 (22 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui enjoint aux militaires en voyage de justifier de leurs billets de route ou d'acquitter les droits de passe. (II, Bull. CCXX, n° 1970.)

N° 553. = 7 fructidor an 6 (24 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui ordonne la formation d'un bagne au Havre pour y recevoir les déserteurs condamnés aux fers. (II, Bull. CCXX, n° 1971.)

N° 554. = 7 fructidor an 6 (24 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, relatif aux examens des candidats pour les places d'élèves à l'école polytechnique (1). (II, Bull. CCXX, n° 1972.)

Art. 1^{er}. Le ministre de l'intérieur est chargé de pourvoir à ce que les examens des candidats pour les places d'élèves à l'école polytechnique soient faits au mois de brumaire prochain, dans les principales communes de la république, par des examinateurs de son choix, auxquels il sera alloué les indemnités convenables pour frais de déplacement.

2. Les connaissances exigées des candidats et sur lesquelles ils seront examinés, sont : l'arithmétique ; l'algèbre, jusqu'aux équations du deuxième degré inclusivement ; la géométrie, comprenant la trigonométrie, la construction des quantités algébriques par la ligne droite et le cercle ; la statique ; l'exposition du nouveau système des poids et mesures.

3. Les examens pour l'admission des élèves de ladite école, aspirant aux services publics, commenceront le premier brumaire prochain. — Les candidats seront interrogés sur tous les objets de sciences et d'arts enseignés à l'école polytechnique, conformément aux programmes qui seront présentés par le conseil de ladite école. — D'après l'article 2 de l'arrêté du 6 prairial an 4, et pour faciliter l'exécution de cet article, le ministre de l'intérieur choisira deux nouveaux examinateurs pour être provisoirement adjoints aux citoyens Laplace et Bossut, désignés dans l'article 1^{er} de l'arrêté précité. —

(1) Voyez le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), portant création de l'école polytechnique, et les notes qui résument toutes les lois et tous les réglemens qui concernent cette école.

— L'un de ces nouveaux examinateurs interrogera les candidats sur la géométrie descriptive, les arts graphiques et le dessin ; — Le second, sur la physique et la chimie. — Les citoyens *Laplace* et *Bossut* continueront d'examiner sur l'analyse appliquée à la géométrie et sur la mécanique, les classes d'élèves qui leur sont attribuées dans le même arrêté ; et chacun d'eux se réunira successivement aux examinateurs désignés ci-dessus, pour former un jury qui dressera la liste, par ordre de mérite, des concurrens reconnus propres à être admis dans le service désigné : ils y seront en effet reçus en même nombre que celui des places vacantes, et suivant le rang qu'ils occuperont sur le tableau.

4. Les examens seront faits en public.

5. Si quelque candidat, quoique suffisamment instruit, se trouvait affecté de quelque infirmité corporelle qui le rendit impropre au service auquel il prétend, le jury en exprimera son opinion dans le compte qu'il rendra au ministre que le service concerne ; il en sera référé au directoire exécutif, qui prononcera l'exclusion, s'il y a lieu.

N° 555. = 7 fructidor an 6 (24 août 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant le transport des lettres et journaux par toute autre voie que celle de la poste (1). (II, Bull. CCXX, n° 1973.)

Le directoire exécutif, considérant que l'intention qu'il avait eue, par son arrêté du 2 nivose an 6 concernant le transport des lettres et journaux par toute autre voie que par celle de la poste, d'assurer l'exécution des lois antérieurement rendues à ce sujet, notamment de celles des 26—29 août 1790 et 20—25 septembre 1792, n'a point été remplie ; que les avis qu'il reçoit de toutes parts prouvent que ces lois sont ouvertement violées, et son arrêté du 2 nivose absolument sans exécution ; qu'un tel état de choses, indépendamment de ce qu'il accuserait la surveillance et l'activité du gouvernement s'il pouvait subsister plus long-temps, occasionne une perte considérable sur le produit à attendre des postes aux lettres, et qu'il entraîne l'inconvénient plus grave encore de favoriser les correspondances clandestines et criminelles, arrête :

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du 2 nivose an 6 sont, en tant que de besoin, renouvelées ; il est, en conséquence, expressément défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres, et à toute autre personne étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le transport de lettres, paquets et papiers du poids d'un kilogramme ou de deux livres et au dessous, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, dont le port est exclusivement confié à l'administration des postes aux lettres.

2. Les sacs de procédure, les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures, et les paquets au dessus du poids de deux livres, sont seuls exceptés de la prohibition prononcée par l'article précédent.

3. Pour l'exécution du présent arrêté, les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes, les employés des douanes aux frontières, et la gendarmerie nationale, sont autorisés à faire ou faire faire toutes perquisitions et saisies sur les messagers, piétons, voitures, même sur les ordonnances portant régulièrement la correspondance relative au service militaire, et partout où besoin sera, afin de constater les contraventions ; à l'effet de

(1) Voyez, sur le même objet, l'arrêté du 2 nivose an 6 (22 décembre 1797), et la note. Voyez notamment l'arrêté du 26 ventôse an 7 (16 mars 1799), qui remet en vigueur les anciens réglemens sur la matière.

quoi ils pourront, s'ils le jugent nécessaire, se faire assister de la force armée.

4. Le commissaire central des postes à Paris, ses substituts dans les départemens, les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales et les bureaux centraux, sont chargés de veiller, chacun en droit soi, à l'exécution du présent arrêté, et sont autorisés à donner à cet effet tous ordres nécessaires.

5. Les procès-verbaux qui devront être dressés à l'instant de la saisie, contiendront l'énumération des lettres et paquets saisis en fraude, ainsi que leurs adresses : copies en seront remises, avec lesdites lettres et paquets saisis en fraude : savoir, à Paris, au bureau général de la distribution ; et dans les départemens, au bureau du directeur des postes le plus voisin de la saisie ; pour lesdites lettres et paquets être envoyés aussitôt à leur destination, avec la taxe ordinaire. Lesdits procès-verbaux seront de suite adressés aux commissaires du directoire près le tribunal correctionnel de l'arrondissement, par les préposés des postes, pour les contrevenans être poursuivis en condamnation d'une amende de trois cents francs par chaque contravention, en conformité des dispositions du règlement du 18 juin 1681, maintenu par la loi du 20—25 septembre 1792.

6. Le paiement de ladite amende, dont il ne pourra, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, être accordé de remise ou de modération, sera poursuivi à la requête des commissaires près les tribunaux correctionnels, et à la diligence des directeurs des postes, contre les contrevenans, par saisie et exécution de leurs établissemens, voitures et meubles, à défaut de paiement dans la décade du jugement qui sera intervenu.

7. Le paiement sera effectué, à Paris, à la caisse générale de l'administration de la ferme des postes ; et dans les départemens, entre les mains du directeur des postes qui aura reçu les objets saisis : il portera en recette le produit desdites amendes, sur lesquelles il jouira de sa remise ordinaire.

8. La moitié du produit des amendes appartiendra à celui ou à ceux qui auront découvert ou dénoncé la fraude et à ceux qui auront coopéré à la saisie. Ladite moitié sera répartie entre eux par égale portion ; ils en seront payés par le directeur des postes chargé du recouvrement de l'amende ; et à Paris, par le caissier général de l'administration de la ferme des postes, d'après un exécutoire qui sera délivré à leur profit par le commissaire du directoire exécutif près le tribunal correctionnel ; lesdits exécutoires seront envoyés par le directeur à l'appui de son compte.

9. Les maîtres de postes, les entrepreneurs de voitures libres, et messagers, sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours.

N° 556. = 8 fructidor an 6 (25 août 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'adjudication publique et au rabais des fournitures du département de la guerre, pour les neuf derniers mois de l'an 7.* (II, Bull. CCXX, n° 1974.)

N° 557. = 8 fructidor an 6 (25 août 1798). = *LOI portant qu'il sera formé un nouveau département sous le nom de département du Léman* (1). (II, Bull. CCXX, n° 1975 ; B., LXXIII, 172.)

(1) Ce département accessé de faire partie de la France, en exécution du traité du 30 mai — 8 juin 1814.

N° 558. = 9 fructidor an 6 (26 août 1798). = *Loi qui proroge les dispositions de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an 5, sur la police des journaux, jusqu'à la publication de celle qui sera portée sur les délits de la presse.* (II, Bull. CCXX, n° 1976 ; B., LXXIII, 176.)

N° 559. = 9 fructidor an 6 (26 août 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif sur les marchés, entreprises et fournitures du département de la marine* (1). (II, Bull. CCXXI, n° 1978.)

Art. 1^{er}. Les travaux, marchés, entreprises et fournitures de la marine et des colonies, dont il n'a point été traité pour tout ou partie de l'an 7, seront désormais donnés à l'adjudication publique et au rabais, pour être exécutés à compter du 1^{er} nivose prochain.

2. Les travaux et entreprises du département de la marine et des colonies seront divisés en deux parties principales : les travaux à effectuer dans les ports ou sur les côtes, et les fournitures.

3. Les entreprises relatives à la main-d'œuvre des travaux des ports et des côtes, seront adjudgées publiquement et au rabais, sur les lieux mêmes où les travaux doivent être exécutés, ou dans le port le plus voisin, selon les formes voulues par l'article 30, titre III, de la loi du 3 brumaire an 4. Les marchés pour les fournitures seront passés à Paris, publiquement et au rabais, en présence des préposés qui seront nommés à cet effet par le ministre de la marine et des colonies.

4. Ces marchés et fournitures seront divisés en huit entreprises principales : — La première comprendra l'habillement des troupes de marine, les vêtemens et chaussures des marins, et les vêtemens et chaussures des forçats ; — La seconde, les menues armes, fusils, pistolets, sabres et autres ; — La troisième, le lest en fer, et les charbons de terre et de bois ; — La quatrième, tous les bois, autres que ceux de mâture et de construction, ainsi que les brais et goudrons de France ; — La cinquième, les outils et ustensiles, l'acier, le plomb et l'étain ; — La sixième, les toiles autres que celles à voiles, les draps, les laines, les crins et tous les objets désignés dans le service de la marine sous la dénomination de fournitures d'armement ; — La septième, la construction à faire et fournir des vaisseaux, frégates, flûtes, corvettes et autres bâtimens de guerre ou de transport destinés au service de la mer, des ports et des rades ; — La huitième, les chanvres de France.

5. Le ministre de la marine et des colonies continuera de traiter de gré à gré pour les objets qui ne sont pas compris en l'article 4, et pour ceux qui sont confectionnés dans les ateliers de la république, ou dans les ateliers particuliers uniquement destinés au service de la marine.

6. Il sera dressé un programme explicatif des conditions de chaque entreprise particulière, lequel fera connaître les qualités des fournitures et les époques des livraisons. Le ministre de la marine en fera déposer une copie à son bureau des approvisionnemens, et une autre au bureau des renseignemens du ministère des finances : il sera libre à tous les citoyens d'en aller prendre connaissance le 15 vendémiaire prochain.

7. Le programme et les devis des travaux à exécuter ou des marchés à passer dans les ports, seront déposés au contrôle de la marine.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 2 brumaire an 4 (24 octobre 1795), art. 30 et suiv.

8. Les citoyens qui voudront prendre intérêt à l'adjudication des marchés de la marine pour le service des neuf derniers mois de l'an 7, seront tenus de fournir un cautionnement en immeubles d'une valeur égale au dixième du montant du marché évalué par aperçu dans le programme.

9. Les mêmes citoyens seront tenus de faire inscrire leurs noms et prénoms, et ceux de leurs cautions, au bureau des approvisionnements du ministre de la marine, dans la première décade du mois de brumaire prochain, et de remettre en même temps la désignation des immeubles qu'ils entendent affecter à leur cautionnement, et le nom des propriétaires qui les hypothèqueront.

10. Ceux-là seulement pourront être admis au concours des enchères qui auront rempli les conditions prescrites par l'article précédent.

11. Les adjudicataires seront tenus de déposer à la trésorerie nationale, dans le jour de l'adjudication, et avant la signature du procès-verbal, une somme en numéraire égale au dixième du montant de leur cautionnement. Cette somme leur sera rendue sans frais, immédiatement après le rapport du certificat d'inscription au bureau des hypothèques du lieu de la situation des biens offerts en cautionnement, du procès-verbal de l'adjudication, et de la non-existence d'aucune hypothèque antérieure. Ce certificat sera rapporté avant le 10 frimaire : en cas de retard, la somme consignée sera irrévocablement acquise à la république, sans qu'il soit besoin d'une sommation préalable, et sans préjudice du surplus des sommes à répéter à titre de dommages et intérêts, soit pour fait de réadjudication à la folle-enchère ou autrement.

12. Les adjudications qui ne seront point exécutées par le fait des preneurs, seront remises au rabais par voie de folle-enchère et à leurs risques.

13. L'adjudication sera consentie au nom d'un des véritables preneurs, propriétaire du dixième au moins du montant du cautionnement : les noms de ces cautions seront rapportés dans le procès-verbal, et leur engagement sera solidaire, avec renonciation à tout bénéfice d'ordre, divisions et discussions d'action.

14. Les paiemens à faire pour le prix des fournitures livrées, seront de deux espèces : paiemens provisoires d'à-comptes ; paiemens définitifs pour solde. — Les paiemens provisoires d'à-comptes seront faits chaque décade, sur un simple certificat de bon service : ils ne pourront excéder la moitié de la somme présumée avoir été dépensée. — Les paiemens définitifs pour solde seront réglés à la fin de chaque mois, sur l'apport de toutes les pièces probantes requises, pour justifier que toutes les fournitures ont été faites exactement telles qu'elles seront désignées dans le cahier des charges.

15. Les adjudicataires se soumettront, eux et leurs cautions, pour la décision de tous les différens relatifs à l'exécution de leurs marchés, à l'administration centrale du département de la Seine, par laquelle ils seront jugés administrativement, et à la contrainte par corps, conformément à la loi du 15 germinal an 6.

N° 560. = 13 fructidor an 6 (30 août 1798). = *Loi relative à la célébration des décadis* (1). (II, Bull. CCXXI, n° 1980 ; B., LXXIII, 192.)

Art. 1^{er}. Chaque décad, l'administration municipale avec le commissaire du directoire exécutif et le secrétaire, se rendent, en costume, au lieu destiné

(1) Voyez l'arrêté du 17 thermidor an 6 (4 août 1798), sur le même objet, et l'arrêté modificatif du 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800).

à la réunion des citoyens, et y donnent lecture des lois et actes de l'autorité publique adressés à l'administration pendant la décade précédente.

2. Le directoire exécutif donnera les ordres nécessaires pour la publication et l'envoi à chaque administration municipale, d'un bulletin décadaire des affaires générales de la république. — Ce bulletin fera connaître en même temps les traits de bravoure, et les actions propres à inspirer le civisme et la vertu. — Il contiendra de plus un article instructif sur l'agriculture et les arts mécaniques. — Il en sera donné lecture à la suite de celle des lois.

3. La célébration des mariages n'a lieu que le décadi (1), dans le local destiné à la réunion des citoyens, au chef-lieu du canton, ou dans les municipalités particulières des cantons divisés en plusieurs municipalités.

4. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, le président de chaque administration municipale de canton, ou celui qui le remplacera, fera les fonctions d'officier civil quant à la célébration des mariages. — A cet effet, il sera ouvert un double registre de mariages dans chaque administration municipale. — Les actes de mariage, soit des différentes communes de canton, soit de l'arrondissement municipal, seront inscrits sur ce registre, et signés par le président de l'administration municipale, ou par celui qui en remplit les fonctions, et par le secrétaire de la municipalité, sans préjudice des autres formalités prescrites par les lois existantes. — A compter de la même époque, les officiers publics, et les agens municipaux qui en exercent les fonctions, cesseront de recevoir lesdits actes de mariage, à peine de nullité et des dommages-intérêts des parties.

5. Le décadi, il est donné connaissance aux citoyens des naissances et décès, ainsi que des actes ou jugemens portant reconnaissance d'enfans nés hors mariage, des actes d'adoption et des divorces qui ont eu lieu durant la décade. — A cet effet, chaque agent municipal ou officier public remettra ou fera parvenir au président de l'administration municipale, la notice des actes ci-dessus énoncés qu'il aura reçus pendant la décade. Le secrétaire en donnera récépissé.

6. Les instituteurs et institutrices d'écoles, soit publiques, soit particulières, sont tenus de conduire leurs élèves, chaque jour de décadi ou de fête nationale, au lieu de la réunion des citoyens.

7. Le directoire exécutif prendra les mesures nécessaires pour établir, dans chaque chef-lieu de canton, des jeux et exercices gymniques, le jour de la réunion décadaire des citoyens.

8. Toutes lois ou dispositions de loi contraires à la présente demeurent abrogées.

N^o 561. = 14 fructidor an 6 (31 août 1798). = *Loi relative aux secours à accorder aux veuves et enfans des militaires et employés composant les armées de terre et de mer* (2). (II, Bull. CCXXI, n^o 1981; B., LXXIII, 194.)

(1) Voyez l'arrêté du 13 floréal an 10 (3 mai 1802), qui fixe ces publications au dimanche, et l'art. 63 du Code civil conforme.

(2) Cette matière, après avoir été l'objet d'une foule de mesures législatives, se trouve réglée aujourd'hui par la loi du 11—14 avril 1831 concernant les pensions de l'armée de terre, tit. III, et par celle du 18 avril—11 mai 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, tit. III. Les art. 37 de ces deux lois abrogent tous les réglemens, décrets, ordonnances et lois antérieures.

Voyez, sur les pensions en général, le décret du 3—22 août 1790, et les notes qui contiennent le résumé de la législation.

N° 562. = 14 fructidor an 6 (31 août 1798). = *LOI qui rend commune aux veuves et enfans des administrateurs militaires et de la marine, celle relative aux secours accordés aux veuves et enfans des militaires* (1). (II, Bull. CCXXI, n° 1982; B., LXXIII, 198.)

N° 563. = 15 fructidor an 6 (1^{er} septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui établit un mode pour la comptabilité militaire* (2). (II, Bull. CCXXII, n° 1988.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, la solde de l'armée française sera distinguée en deux parties : la première comprendra celle des militaires faisant partie des corps ; la seconde, celle des militaires sans troupe.

2. A compter de la même époque, les détails relatifs à la comptabilité de la totalité de chaque corps, ne seront confiés qu'à son conseil d'administration, sous la surveillance du commissaire des guerres qui en aura la police.

3. Toute portion de corps détachée, faisant partie de l'armée de terre, sera, en conséquence, tenue de soumettre ses opérations au conseil d'administration, et de le mettre à portée, par des rapports suivis, de surveiller ses plus légers détails.

4. Les détachemens éloignés du conseil d'administration de plus de vingt-cinq lieues continueront néanmoins de s'administrer eux-mêmes, et de toucher leur solde séparément, sur l'autorisation qui leur en sera donnée par le conseil d'administration, lequel aura soin de constater nominativement, en tête du livret de chaque détachement, sa situation et sa force au moment de son départ, ainsi que les sommes qui pourraient lui avoir été avancées pour solde et frais d'entretien. — Ces livrets seront visés et certifiés par le commissaire des guerres chargé de la police du corps. En arrivant à sa destination, le commandant présentera son livret au commissaire des guerres, qui passera la revue d'arrivée, et établira en même temps un contrôle par compagnie, pour y porter les mutations qui auront lieu.

5. Pour remplir, en ce qui les concerne, les dispositions de l'article 3, les détachemens éloignés du corps de plus de vingt-cinq lieues seront tenus d'adresser, dans les cinq premiers jours de chaque mois, au conseil d'administration, le double dûment certifié de leurs états de mouvement du mois précédent, ainsi que le bordereau de leurs recettes et dépenses pendant le même temps, visés et arrêtés par le commissaire des guerres ayant la police du détachement.

6. Les détachemens qui ne seront pas éloignés de leur corps de plus de

(1) Voyez la loi précédente, et la note.

(2) Voyez l'arrêté du 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800), qui détermine le mode de régler les dépenses imprévues faites dans les départemens pour le service militaire ; celui du 23 brumaire an 10 (14 novembre 1801), qui ordonne la révision des liquidations faites depuis le 1^{er} vendémiaire an 8, par les bureaux de la guerre ; celui du 22 nivose an 11 (12 janvier 1803), qui charge le conseil d'administration de la guerre de la liquidation définitive des comptabilités des différentes armées ; le décret du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), sur les revues, sect. IV. concernant les revues générales de comptabilité ; celui du 13 juin 1806, qui fixe un délai pour la remise des pièces de comptabilité à l'appui des réclamations relatives au service de la guerre.

Il existe dans les lois spéciales d'organisation des différens corps de l'armée des dispositions relatives à la comptabilité : mais le présent arrêté est resté comme le règlement fondamental de la matière.

vingt-cinq lieues, toucheront leur solde en masse avec le corps, lequel la fera recevoir, sur son autorisation, par le quartier-maître trésorier. — Les commissaires des guerres sous la police desquels se trouveront ces détachemens, se feront remettre à leur arrivée, par l'officier commandant, un contrôle nominatif, par compagnie et bataillon, des hommes qui les composent, sur lequel ils inscriront tous les cinq jours les mutations par relevé sur l'état de mouvement qui leur sera présenté. — Les commandans de ces détachemens feront parvenir, tous les cinq jours, leurs états de mouvement au conseil d'administration.

7. Les feuilles de prêt servant au paiement du primidi de chaque décade, seront dressées, savoir, — Pour les corps, sur les états de mouvement arrêtés la veille ; et pour les détachemens qui ne se trouvent pas à plus de vingt-cinq lieues, sur les états de mouvement du quintidi de la décade précédente.

8. Les officiers des détachemens qui ne seront pas à plus de vingt-cinq lieues du corps, seront compris dans l'état nominatif dressé le 30 de chaque mois par le conseil d'administration, pour le paiement de la solde des officiers pendant le mois échu.

9. Les conseils d'administration seront chargés de faire aux divers détachemens qui ne sont pas éloignés de plus de vingt-cinq lieues, la répartition et l'envoi des sommes qui leur reviendront ; et si, dans quelques cas particuliers, le déplacement d'un officier était jugé nécessaire pour porter les fonds à leur destination, il lui sera alloué un franc par lieue : ces frais seront imputés sur les frais d'entretien.

10. Tout militaire en mission, faisant partie d'un corps, ne pourra toucher sa solde individuellement ; à moins qu'ayant une destination qui l'éloigne de plus de vingt-cinq lieues de son corps, il ne puisse y être rentré au 1^{er} du mois suivant.

11. Les militaires qui obtiendront un congé de convalescence, recevront leur solde seulement à leur corps, et lorsqu'ils y seront rentrés dans les délais prescrits. Cette solde sera payée sur la présentation d'un certificat d'officier de santé, revêtu des formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 1^{er} floréal an 2, lequel demeurera joint à un état nominatif portant décompte, certifié par le commissaire des guerres, et d'après lequel le payeur acquittera les rappels. — Ceux qui, sans autorisation légale, ou sans quelques motifs dont ils seront tenus de justifier par certificats authentiques, près leur conseil d'administration s'ils tiennent à un corps, ou, dans le cas contraire, près le général sous les ordres duquel ils seront employés, ne rejoindront pas leur poste à l'expiration de leurs congés, seront privés de la totalité de leur solde d'absence.

12. Le conseil d'administration de la gendarmerie de chaque département demeurera chargé de faire parvenir la solde à chaque brigade.

13. Les officiers surnuméraires qui ne se trouvent pas compris dans le nombre d'officiers qui, d'après les dispositions des différens arrêtés, doivent rester à la suite de chaque demi-brigade, seront, dans le plus bref délai, renvoyés dans leurs foyers pour y jouir du traitement de réforme.

14. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, la revue de chacun des corps ou détachemens éloignés de leur corps de plus de vingt-cinq lieues, sera faite, pour chaque mois échu, dans la première décade du mois suivant. — Les détachemens d'un corps qui n'en seront pas éloignés de plus de vingt-cinq lieues, seront compris dans la revue de ce corps. — Les revues présenteront les décomptes des sommes acquises pendant le mois précédent. Au moyen de ces dispositions, les revues par trimestre n'auront plus lieu.

15. Lorsqu'un corps changera d'armée ou de division , ou s'embarquera , il sera dressé une revue portant décompte depuis le 1^{er} du mois jusqu'au jour de son embarquement ou de son départ exclusivement.

16. Dans le cours du mois où les revues seront faites , il en sera remis , par le commissaire des guerres , une expédition au payeur-général , deux autres au commissaire-ordonnateur , dont l'une sera transmise , par ce dernier , au ministre de la guerre ; et enfin une expédition au conseil d'administration ou au commandant de la troupe , s'il s'agit d'un détachement éloigné de plus de vingt-cinq lieues de son corps : ces derniers feront passer , avant la fin du mois , à leur corps , copie certifiée par le payeur , de l'expédition de la revue qui leur sera remise par le commissaire des guerres. — Les commissaires-ordonnateurs ne comprendront dans l'état de solde du mois dans le courant duquel ces revues devront être fournies , que les commissaires des guerres dont ils auront reçu toutes les revues qu'ils auront dû passer , à peine de demeurer personnellement responsables de cette dépense.

17. Les payeurs n'acquitteront la solde du même mois , soit des commissaires des guerres , soit des chefs de corps , soit des officiers chargés du détail , qu'autant que celles des expéditions de revues qui devront leur rester leur auront été remises.

18. Après avoir arrêté ces revues , et avant de les faire parvenir à leur destination , le commissaire des guerres les transmettra toutes au payeur , lequel rapportera exactement , à la fin de chacune , les paiemens partiels faits pendant le mois de la revue , tant d'après les feuilles de prêt décadaires , que sur les états nominatifs des officiers , et sur les états de rappel des hommes convalescens ou sortis des hôpitaux , et en établira la balance , qu'il certifiera. Les commissaires des guerres seront , en conséquence , dispensés d'adresser au ministre de la guerre la troisième feuille de prêt du mois et l'état nominatif de solde sur lesquels il puisait ces renseignemens. Dans le cas où le payeur auquel la revue sera transmise , n'aurait pas entre les mains tous les acquits du mois de la revue , il se fera représenter le livret du corps , et en extraira les paiemens faits par ses confrères.

19. Les états nominatifs des officiers et les feuilles de prêt décadaires quittancés par le quartier-maitre trésorier sur l'autorisation du conseil d'administration , ou par les commandans de détachemens , resteront entre les mains des payeurs , comme acquits consommés. — S'il se trouvait quelque corps qui eût touché plus qu'il ne lui était dû d'après le décompte de la revue , l'excédant serait défalqué sur la première feuille de prêt.

20. Les commissaires des guerres , dans le certifié des feuilles de prêt décadaires , ainsi que dans le *visa* des états de solde nominatifs des officiers , seront tenus de rapporter en toutes lettres l'effectif des hommes à payer et le montant du compte , dont ils demeureront responsables en cas d'énoncé faux , sans préjudice de la responsabilité du conseil d'administration.

21. Les corps qui se trouveraient avoir touché , dans le cours du dernier mois de l'année , une somme plus forte que celle résultant de la revue du mois de fructidor , les jours complémentaires compris , échangeront la quittance dont ils auront souscrit la dernière feuille de prêt , contre deux autres , dont l'une comprendra ce qui leur revient net , et l'autre l'excédant , qui sera précompté sur une des feuilles de prêt du mois de vendémiaire de l'année suivante , afin que les deux exercices ne soient point confondus.

22. Indépendamment des revues du mois des corps , que les commissaires-ordonnateurs doivent adresser au ministre de la guerre , ils lui feront parvenir également expédition des états de paiement qu'ils doivent arrêter à la fin de chaque mois , d'après les états partiels des commissaires des guerres ,

en conséquence desquels ceux-ci expédient leurs extraits de revues individuels aux officiers sans troupe, aux officiers réformés, aux militaires blessés, à divers employés militaires et autres.

23. Les commissaires des guerres sont tenus d'adresser, au commencement de chaque mois, au commissaire-ordonnateur, et celui-ci au ministre de la guerre, l'état du montant de tous les mandats et extraits de revues qui auront déterminé, dans le mois précédent, un paiement de solde ou indemnité autre que celle des corps et des officiers et employés compris dans les états du mois mentionnés dans l'article précédent; et au moyen de la réunion de ces états, de ceux arrêtés par l'ordonnateur, et des revues, le ministre de la guerre fera dresser le tableau de la totalité des paiemens faits pour la solde et les traitemens militaires dans le courant de chaque mois. — Les commissaires des guerres comprendront dans l'état ci-dessus prescrit le montant des coupons de route qu'ils auront visés dans le mois, et non les coupons expédiés à la suite des ordres de route pour être payés ailleurs.

24. Pour mettre les commissaires des guerres à même d'exécuter l'article précédent, chaque administration municipale de canton adressera au commissaire des guerres de son arrondissement, l'état du montant des coupons de route qu'elle aura visés à l'arrivée des militaires pendant le mois.

25. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, aucun paiement de solde quelconque ne pourra être fait aux gardes nationales territoriales ou colonnes mobiles, pour quelque service que ce soit, que sur une feuille de prêt, certifiée par le commandant de la troupe ou par le commissaire des guerres de l'arrondissement, qui relatera l'ordre de réquisition en vertu duquel elles ont été mises en mouvement. Copie de cet ordre devra être jointe à la feuille du premier paiement. — Au moyen de cette disposition, aucune administration civile ne pourra ordonnancer ces sortes de paiemens.

26. Le règlement sur les revues, en date du 15 mars 1792, continuera d'être exécuté en ce qui n'est point contraire au présent arrêté.

27. Au moyen des dispositions ci-dessus, l'arrêté du 23 messidor dernier, relatif aux comptabilités des corps, dont celui du 25 thermidor fixait l'exécution au 1^{er} vendémiaire prochain, est rapporté.

N^o 564. = 17 fructidor an 6 (3 septembre 1798). = *Loi sur les taxations des receveurs généraux des départemens et de leurs préposés.* (II, Bull. CCXXII, n^o 1993; B., LXXIII, 202.)

Art. 1^{er}. Les préposés aux recettes établis dans les chefs-lieux de département sont supprimés, et cesseront leurs fonctions le 1^{er} vendémiaire de l'an 7.

2. A compter de la même époque, les receveurs généraux feront, sans l'intermédiaire d'aucun préposé, la recette de l'arrondissement du chef-lieu du département. — Ils se conformeront, pour cette recette, aux lois relatives à leurs préposés.

3. Les receveurs généraux et leurs préposés recevront pour leurs taxations, à compter aussi de la même époque, un traitement fixe, et de plus une remise sur leurs recettes respectives.

4. Le traitement fixe des receveurs généraux sera de six mille francs.

5. Leurs remises seront d'un tiers de centime pour franc de toutes les recettes de l'arrondissement du chef-lieu qui auront été effectuées dans leurs caisses. — Néanmoins les remises du receveur général du département de la Seine ne seront que d'un cinquième de centime pour franc des recettes de la commune de Paris. — Le produit des contributions indirectes de la même

commune continuera à être versé immédiatement à la trésorerie nationale.

6. Les remises des receveurs généraux seront d'un dixième de centime pour franc des recettes qui auront été versées dans leurs caisses par leurs préposés.

7. Le traitement fixe des préposés aux recettes sera de deux mille quatre cents francs.

8. Leurs remises seront d'un tiers de centime pour franc des recettes de toute nature qui auront aussi été effectuées dans leurs caisses.

9. Sont exceptés de la recette affectée aux remises des receveurs généraux et de leurs préposés, 1^o celle des inscriptions, bons de remboursement, ou autres effets de la dette publique, donnés en paiement des domaines nationaux; 2^o le montant des décharges et réductions; 3^o celui des cotes nationales.

10. Les receveurs généraux et leurs préposés paieront, sur leurs taxations, les appointemens de leurs commis et les frais de leurs bureaux.

11. Les commissaires de la trésorerie nationale arrêteront, tous les mois, l'état détaillé des remises des receveurs généraux et de leurs préposés, sur la recette effectuée dans leurs caisses respectives pendant le mois précédent. — Cet état sera remis au ministre des finances.

12. Les receveurs généraux et leurs préposés ne pourront, à peine de concussion, faire sur leurs recettes, pour leurs remises, d'autre retenue que celle autorisée par la présente loi, successivement et dans la proportion des recettes effectuées. — Ils ne pourront également, sous la même peine, retenir chaque mois que le douzième de leur traitement fixe.

13. L'inspecteur des contributions directes vérifiera, chez le receveur général, la caisse des recettes de l'arrondissement du chef-lieu, d'après les règles expliquées dans la loi du 22 brumaire dernier et dans l'instruction qui y est annexée, ainsi que d'après les dispositions suivantes.

14. Lorsque les percepteurs des contributions directes effectueront des versements dans la caisse du receveur ou de ses préposés, ils seront tenus de faire viser, dans les vingt-quatre heures, les récépissés qu'ils en auront reçus, par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale de la résidence du receveur ou du préposé.

15. Les préposés aux recettes feront aussi viser, dans le délai de cinq jours, par le commissaire près l'administration municipale de leur résidence, les récépissés des sommes qu'ils verseront dans la caisse du receveur général.

16. Les commissaires du directoire enregisteront, par ordre de dates et par extrait, les récépissés présentés à leur *visa*. — Ils tiendront, à cet effet, un registre qui contiendra des comptes ouverts avec le préposé aux recettes et avec les percepteurs de son arrondissement.

17. Dans les grandes communes divisées en arrondissemens, le *visa* et l'enregistrement des récépissés se feront par le commissaire du directoire près le bureau central.

18. En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire du directoire, le *visa* et l'enregistrement seront faits par celui qui le remplacera dans ses fonctions.

19. Les formalités prescrites par les articles précédens seront remplies sur papier libre et sans frais.

20. Tous récépissés non visés ne pourront servir, dans aucun cas, de décharge aux percepteurs ni aux préposés aux recettes.

21. Les percepteurs et les préposés aux recettes, qui auront négligé de faire viser leurs récépissés, seront en outre privés de leurs remises sur le montant des récépissés non visés.

22. Les commissaires du directoire près les administrations municipales du chef-lieu des arrondissemens de recette, adresseront, le premier de chaque décade, au commissaire du directoire près l'administration centrale, le bordereau des sommes portées sur les récépissés qu'ils auront visés pendant la décade précédente : le bordereau énoncera la date des récépissés.

23. Le commissaire près l'administration centrale formera un bordereau général de ces bordereaux particuliers. — Il y portera, sur une colonne séparée, la date et le montant des récépissés des préposés aux recettes. — Il remettra ce bordereau général à l'inspecteur des contributions directes. — Il en adressera aussi une copie, le premier de chaque décade, au ministre des finances et à la trésorerie nationale. — Il tiendra un registre sommaire des bordereaux qu'il aura formés en exécution du présent article.

24. Les bordereaux des préposés aux recettes rappelleront sommairement les versements qui auront été faits dans leurs caisses, et ils seront certifiés par le président de l'administration municipale de leur résidence, après avoir été vérifiés sur le registre tenu par le commissaire du directoire exécutif.

25. Les bordereaux des receveurs généraux rappelleront de même sommairement les versements qui auront été faits dans leurs caisses, et ils seront aussi certifiés par l'administration centrale, après avoir été vérifiés sur le registre tenu par le commissaire près ladite administration.

26. Tous receveurs de contributions indirectes, qui versent le produit de leurs recettes dans les caisses des receveurs généraux ou de leurs préposés, seront aussi tenus de communiquer à l'inspecteur des contributions directes, sur sa demande, leurs registres constatant les versements qu'ils auront faits.

27. Le directoire exécutif présentera au corps législatif, dans le courant de vendémiaire de l'an 8, l'état détaillé du montant des remises de chaque receveur général et de chacun de ses préposés pendant l'an 7.

28. Toutes les lois antérieures contraires à la présente, sont rapportées.

N° 565. = 19 fructidor an 6 (5 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le droit de transit par le département du Mont-Blanc, des marchandises non prohibées expédiées d'Allemagne ou de Suisse pour l'Italie, et reversiblement.* (II, Bull. CCXXII, n° 1994.)

N° 566. = 19 fructidor an 6 (5 septembre 1798). = *Loi qui proroge pour l'an 7 la perception des droits établis sur les billets d'entrée aux spectacles, etc.* (1). (II, Bull. CCXXV, n° 1998; B., LXXIII, 210.)

N° 567. = 19 fructidor an 6 (5 septembre 1798). = *Loi relative au mode de formation de l'armée de terre* (2). (II, Bull. CCXXIII, n° 1995; B., LXXIII, 212.)

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), la citation des diverses lois de prorogation.

(2) Cette loi, qui, durant un grand nombre d'années a été la base de la législation pour la formation de l'armée, est aujourd'hui sans application possible, et n'offre même aucune sorte d'intérêt actuel, depuis que la loi du 10—12 mars 1818 a introduit un nouveau mode de recrutement; et surtout depuis que le mode de formation de l'armée de terre est réglé par la loi du 21—23 mars 1832 dont l'art. 50 abroge toutes celles antérieures.

Voyez, au surplus, dans les notes qui accompagnent cette loi, le résumé des lois sur la matière. 9 (7 et)—25 mars 1791,

N° 568. = 21 fructidor an 6 (7 septembre 1798). = *Loi qui autorise une nouvelle émission de mandats territoriaux jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions, pour le remboursement de la dette publique.* (II, Bull. CCXXV, n° 1999; B., LXXIII, 225.)

N° 569. = 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798). = *Loi contenant des dispositions nouvelles pour l'exacte observation de l'annuaire de la république* (1). (II, Bull. CCXXV, n° 2002; B., LXXIII, 234.)

N° 570. = 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798). = *Loi contenant ratification du traité de paix et d'alliance offensive et défensive entre la république française et la république helvétique* (2). (II, Bull. CCXXX, n° 2049; B., LXXIII, 236.)

Le traité d'alliance offensive et défensive entre la république française et la république helvétique, arrêté et signé à Paris par le directoire exécutif, le 4 de ce mois, et dont la teneur suit, est ratifié :

Traité de paix et d'alliance offensive et défensive entre la république française et la république helvétique.

La république française et la république helvétique, également animées du désir de faire succéder la paix la plus complète et l'amitié la plus étroite à la guerre que l'oligarchie avait provoquée, et qui a momentanément divisé les deux nations, ont résolu de s'unir par une alliance fondée sur les vrais intérêts des deux peuples. — En conséquence, les gouvernemens respectifs ont nommé, savoir, le directoire exécutif de la république française, le citoyen *Charles-Maurice Talleyrand*, ministre des relations extérieures, et le directoire exécutif de la république helvétique, les citoyens *Pierre-Joseph Zeltner* et *Amédée Jenner*; — Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura à perpétuité, entre la république française et la république helvétique, paix, amitié et bonne intelligence.

2. Il y a, dès ce moment, entre les deux républiques, alliance offensive et défensive. — L'effet général de cette alliance est que chacune des deux républiques peut, en cas de guerre, requérir la coopération de son alliée. — La puissance requérante spécifie alors contre qui la coopération est réclamée : et, par l'effet de cette réquisition spéciale, la puissance requise entre en guerre contre la puissance ou les puissances désignées : mais elle reste en état de neutralité vis-à-vis de celles qui seraient en guerre avec la puissance requérante, et qui n'auraient point été particulièrement désignées par elle. — Il est reconnu que l'effet de la réquisition de la république française ne pourra jamais être d'envoyer des troupes suisses outre mer. — Les troupes requises seront payées et entretenues par la puissance requérante ; et, en cas de réquisition, aucune des deux républiques ne pourra conclure séparément aucun traité d'armistice ou de paix. — Les effets particuliers de l'alliance, lorsque de part ou d'autre la réquisition aura lieu, la nature et la

(1) Voyez le décret du 5 octobre 1793 — 16 vendémiaire an 2, qui substitue l'ère républicaine à l'ère vulgaire, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez un autre traité d'alliance du 4 vendémiaire an 12 (27 septembre 1803) ; l'ordonnance du 23—29 septembre 1827, portant promulgation d'un article additionnel, concernant l'établissement réciproque des Français en Suisse et des Suisses en France ; et celle du 31 décembre 1828—30 janvier 1829, portant promulgation d'un nouveau traité de voisinage, de justice et de police entre les deux pays.

quotité des secours mutuellement accordés, seront déterminés de gré à gré par des conventions spéciales basées sur les principes qui sont renfermés dans cet article.

3. En conséquence, la république française garantit à la république helvétique son indépendance et l'unité de son gouvernement; et, dans le cas où l'oligarchie tenterait de renverser la constitution actuelle de l'Helvétie, la république française s'engage à donner à la république helvétique, sur sa réquisition, les secours dont elle aurait besoin pour triompher des attaques intérieures ou extérieures qui seraient dirigées contre elle. — Elle promet, en outre, ses bons offices à la république helvétique, pour la faire jouir de tous ses droits par rapport aux autres puissances. — Et afin de lui procurer les moyens de rétablir promptement son état militaire sur le pied le plus imposant, la république française consent à la remettre en possession des canons, mortiers et pièces d'artillerie qui lui ont été enlevés pendant la présente guerre, et qui seraient encore à la disposition du gouvernement français au moment de la signature du présent traité; moyennant que la république helvétique se chargera de les faire rechercher et conduire sur son territoire.

4. Les frontières entre la France et l'Helvétie seront déterminées par une convention particulière, qui aura pour base que tout ce qui faisait partie du ci-devant évêché de Bâle et de la principauté de Porrentrui, restera définitivement réuni au territoire français, ainsi que les enclaves suisses qui se trouvent comprises dans les départemens du Haut-Rhin et du Mont-Terrible; sauf les rétrocessions ou échanges qui seront jugés indispensables pour la plus parfaite rectification desdites frontières depuis Bâle jusqu'à Genève, et qui ne contrarieraient point les réunions déjà définitivement opérées au territoire français.

5. Afin d'assurer les communications de la république française avec l'Allemagne méridionale et l'Italie, il lui sera accordé le libre et perpétuel usage de deux routes commerciales et militaires, dont la première passera par le nord de l'Helvétie, en remontant le Rhin et suivant les rives occidentale et méridionale du lac de Constance; dont la seconde, partant de Genève et traversant le département du Mont-Blanc, traversera également le Valais pour aboutir sur le territoire de la république cisalpine, suivant une direction qui sera déterminée: et il est convenu que chaque état fera, sur son territoire, les travaux nécessaires pour l'achèvement de ces deux routes.

6. De même il est convenu que, pour donner à la navigation intérieure des deux républiques les développemens avantageux dont elle est susceptible, chacune d'elles fera respectivement sur son territoire les ouvrages d'art qui seront nécessaires pour l'établissement d'une communication par eau depuis le lac de Genève jusqu'au Rhin, et depuis Genève jusqu'à la partie du Rhône qui est navigable.

7. La république française s'engage à fournir à la république helvétique tous les sels dont elle aura besoin, de ses salines de la Meurthe, du Jura et du Mont-Blanc. — Le prix desdits sels, celui de leur transport, les lieux et les époques des livraisons, seront réglés, au moins tous les dix ans, entre les citoyens chargés par le gouvernement français de l'exploitation de ces salines, et les préposés du gouvernement helvétique; sans que jamais le prix des sels, aux salines, puisse excéder celui que paieront les citoyens français, et sans que les sels vendus aux Helvétiens puissent jamais être assujétis à aucun des impôts qui seraient mis en France sur cette denrée.

8. En conséquence de l'article précédent, la république helvétique renonce expressément à tous les arrérages de sels qu'elle pourrait avoir à réclamer

par suite des anciens traités qui existaient entre la France et les Cantons ; et elle s'engage à prendre annuellement aux salines au moins deux cent cinquante mille quintaux de sel.

9. Les citoyens de la république française pourront aller et venir en Helvétie, munis de passeports en règle : il leur sera libre d'y former tous et tels établissemens, d'y exercer tels genres d'industrie que la loi permet et protège ; leurs personnes et leurs propriétés seront soumises aux lois et usages du pays. — Les citoyens de la république helvétique jouiront en France, et dans toutes les possessions de la république française, des mêmes droits, et aux mêmes conditions.

10. Dans les affaires litigieuses personnelles qui ne pourront se terminer à l'amiable et sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ou ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées de discuter leurs difficultés. — Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par-devant le tribunal ou le magistrat du lieu où ladite propriété est située. — Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du domicile que le Français avait en France ; et il en sera usé de même à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France.

11. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs.

12. En cas de faillite ou de banqueroute de la part des Français possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur lesdits biens comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque ; et réciproquement, si des Suisses possédant des biens dans la république helvétique, se trouvent avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui auront rempli les formalités propres à leur assurer une hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque. Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer à laquelle des deux républiques ils appartiennent.

13. Dans toutes les procédures criminelles pour délits graves, dont l'instruction se fera, soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter près du tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. — Les deux gouvernemens accorderont, dans ce cas, aux témoins, les passeports nécessaires, et ils se concerteront pour fixer l'indemnité qui sera due en raison de la distance et du séjour.

14. Les deux républiques s'engagent réciproquement à ne donner aucun asile aux émigrés ou déportés de chaque nation. — Elles s'engagent pareillement à extraditer réciproquement, à la première réquisition, les individus de chaque nation qui auraient été déclarés, juridiquement, coupables de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état, assassinat, empoisonnement, incendie, faux sur les actes publics, et vol avec violence

ou effraction, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu de mandats décernés par l'autorité légale. — Il est convenu que les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées.

15. Il sera incessamment conclu, entre les deux républiques, un traité de commerce basé sur la plus complète réciprocité d'avantages. En attendant, les citoyens des deux républiques seront respectivement traités comme ceux des nations les plus favorisées.

Conclu et signé à Paris, le 2 fructidor an 6 de la république française, une et indivisible (19 août 1798). — *Signé* CH.-MAU. TALLEYRAND; P.-J. ZELTNER; A.-A. JENNER.

Suit la teneur de la ratification du corps législatif de la république helvétique.

LE GRAND CONSEIL, EN COMITÉ SECRET, AU SÉNAT.

Le grand conseil, après avoir entendu la lecture du traité d'alliance conclu entre le directoire exécutif de la république française, une et indivisible, et le directoire exécutif de la république helvétique, une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798, — *A résolu* : Le traité d'alliance offensive et défensive, conclu entre le directoire exécutif de la république française, une et indivisible, et le directoire exécutif de la république helvétique, une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798, est ratifié en entier.

Arau, le 24 août 1798. — *Signé* GRAFFEURIÉ, *président*; BOURGEOIS et WERNHARD-HUBER, *secrétaires*.

EN COMITÉ GÉNÉRAL, AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Le sénat a accepté la résolution ci-jointe du grand conseil, en date du 24 août, qui ratifie en entier le traité d'alliance offensive et défensive ci-joint, conclu entre le directoire exécutif de la république française, une et indivisible, et le directoire exécutif de la république helvétique, une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798.

Arau, le 24 août 1798. — *Signé* DOLDER, *président*; DEVEVEY et KRAUER, *secrétaires*.

N° 571. = 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798). = *LOI contenant des mesures pour rappeler les Français mis en réquisition à l'armée de terre.* (II, Bull. CCXXV, n° 2003; B., LXXIII, 241.)

N° 572. = 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif sur le mode et l'ordre de paiement des ordonnances délivrées pour secours, dégrèvements, dépenses départementales, etc.* (II, Bull. CCXXVI, n° 2011.)

Art. 1^{er}. L'ordre de priorité pour les paiemens des ordonnances ci-dessus mentionnées, sera accordé à celles qui concernent les traitemens, salaires, et les dépenses départementales.

2. Les ordonnances délivrées sur les départemens dont le produit des centimes additionnels présente un reconvremment fait ou à faire suffisant pour y faire face, ne pourront être acquittées qu'avec le montant de cette rentrée, sans qu'en aucun cas il puisse être rien pris sur le principal.

3. Lorsque plusieurs ordonnances parviendront en même temps aux administrations centrales, ou que les premières n'aient point été soldées lorsque les subséquentes arriveront, le produit des centimes additionnels sera partagé, pour leur acquit, de manière que les parties prenantes se trouvent avancées l'une autant que l'autre, autant que faire se pourra.

4. Le paiement des ordonnances de supplément pour les dépenses départe-

tementales, délivrées par le ministre de l'intérieur, sera fait par déduction sur les rentrées du principal, d'après la proportion qui sera réglée par les commissaires de la trésorerie nationale, sur le marc la livre du principal demandé et du supplément accordé; de manière que, s'il est accordé un supplément de cinquante mille francs à un département dont le principal est d'un million, l'administration centrale sera autorisée à retenir cinq centimes par franc sur les rentrées du principal pour le paiement de l'ordonnance délivrée.

5. Les commissaires de la trésorerie nationale recevront, comme recette ordinaire, l'excédant des départemens sur leurs centimes additionnels, sauf à en tenir compte pour s'assurer que les ordonnances de supplément n'en excèdent pas le montant.

N° 573. = 25 fructidor an 6 (11 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ajoute le bureau des douanes de Perle à ceux ouverts au transit accordé par arrêté du 19 thermidor dernier pour les objets de commerce venant de l'Helvétie.* (II, Bull. CCXXVI, n° 2013.)

N° 574. = 26 fructidor an 6 (12 septembre 1798). = *LOI relative aux fonds nécessaires pour les services ordinaires et extraordinaires de l'an 7.* (II, Bull. CCXXVI, n° 2015; B., LXXIII, 245.)

N° 575. = 26 fructidor an 6 (12 septembre 1798). = *LOI qui affecte des fonds aux dépenses des hospices civils et des enfans de la patrie* (1). (II, Bull. CCXXVII, n° 2017; B., LXXIII, 247.)

N° 576. = 27 fructidor an 6 (13 septembre 1798). = *LOI relative aux attributions des conseils de guerre et de révision* (2). (II, Bull. CCXXVII, n° 2019; B., LXXIII, 250.)

Art. 1^{er}. Les conseils de guerre établis par l'article 19 de la loi du 18 vendémiaire an 6, connaîtront, concurremment avec ceux créés par la loi du 13 brumaire an 5, de tous les délits militaires.

2. En cas d'annulation d'un premier jugement, le conseil de révision fait, conformément à l'article 22 de la loi du 18 vendémiaire, l'envoi des pièces et de sa décision au conseil de guerre de la même division qui n'a pas connu de l'affaire.

3. Si, d'après l'exposé du capitaine rapporteur près chaque conseil de guerre, sur la quantité et la nature des affaires dont il est chargé, il est jugé nécessaire de lui adjoindre provisoirement un ou plusieurs substituts pour accélérer la marche de la justice, le président du conseil en fait la demande au commandant en chef de la division, qui nomme ces substituts. — Les substituts sont pris dans le grade de capitaine ou dans celui de lieutenant. — La durée des fonctions de substitut ne peut excéder trois mois; après ce délai, ils peuvent être continués ou remplacés au besoin, sur la demande du président du conseil de guerre.

4. Pareillement, s'il est jugé nécessaire d'adjoindre au greffier près chaque

(1) Voyez la loi du 6 vendémiaire an 8 (28 septembre 1799), qui ordonne un prélèvement sur les contributions directes pour le même objet.

(2) Voyez la loi du 18 vendémiaire an 6 (9 octobre 1797), et les notes. Voyez spécialement celle du 29 prairial an 6 (17 juin 1798).

conseil de guerre un ou plusieurs commis, le capitaine-rapporteur les nomme.—La durée de leurs fonctions est la même que celle des substitués du rapporteur.

5. Le conseil de révision distribue entre ses membres, le président excepté, les rapports à faire sur les jugemens soumis à la révision.

6. Le chef de l'état-major d'une division ne peut être membre des conseils de guerre ni du conseil de révision.

7. Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 577. = 29 fructidor an 6 (15 septembre 1798). = *LOI portant qu'il y aura à l'avenir sept substitués du commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de cassation.* (II, Bull. CCXXVII, n° 2023 ; B., LXXIII, 253.)

N° 578. = 29 fructidor an 6 (15 septembre 1798). = *LOI portant qu'il sera sursis, jusqu'au 1^{er} nivose an 7, à l'aliénation des domaines nationaux* (1). (II, Bull. CCXXIV, n° 1996 ; B., LXXIII, 254.)

N° 579. = 4^e jour complémentaire an 6 (20 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, relatif à la forme de sa vignette et de son timbre.* (II, Bull. CCXXVII, n° 2040 bis.)

N° 580. = 2 vendémiaire an 7 (23 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour assurer la remise des minutes après la démission ou le décès d'un notaire public* (2). (II, Bull. CCXXIX, n° 2042.)

Le directoire exécutif, vu l'article 13 du titre III de la loi du 29 septembre—6 octobre 1791 sur l'organisation du notariat, lequel est ainsi conçu : — « Lors de la démission ou du décès des notaires publics au remplacement desquels il n'y aura pas lieu de pourvoir, les démettans ou les héritiers des décédés auront la faculté de remettre leurs minutes à l'un des notaires publics de la résidence, et de s'arranger pour les recouvrements, dans le délai d'un mois, à compter de la démission ou du décès ; et après ce délai, le commissaire du pouvoir exécutif auprès du tribunal poursuivra la remise des minutes entre les mains du plus ancien des notaires publics, pour être procédé à leur dépôt ainsi qu'il est dit par les articles 6, 7 et suivans. » — Considérant que la mesure sage prescrite par l'article ci-dessus cité reste souvent sans exécution, soit par la négligence des héritiers des notaires décédés, qui ne font pas lever les scellés apposés sur leurs minutes, soit par l'incurie des fonctionnaires chargés de veiller sur la conservation de ces dépôts de la fortune des citoyens ; — Qu'il résulte de l'inexécution de cette mesure, que plusieurs citoyens ne peuvent obtenir des expéditions de titres et actes par eux ou souscrits ou déposés dans les études desdits notaires ; — Qu'il est instant de faire cesser un pareil abus, si nuisible à l'ordre social et au repos des familles ; — Après avoir entendu le ministre de la justice, — Arrête ce qui suit :

1^o Lors de la démission ou du décès d'un notaire public au rempla-

(1) Cette loi a été rapportée par celle du 26 vendémiaire an 7 (17 octobre 1798), art. 1^{er}.

(2) Voyez, sur cet objet, l'art. 13 du titre III du décret du 29 septembre—6 octobre 1791, portant organisation du notariat, et surtout les art. 54 et suiv. de la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), et les notes.

cement duquel il n'y aura pas lieu de pourvoir, le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale dans l'arrondissement de laquelle les-dits démission ou décès auront eu lieu, en donnera sur-le-champ avis au commissaire près l'administration centrale, qui le transmettra au commissaire près le tribunal civil; celui-ci en donnera avis, dans la décade, au ministre de la justice. — 2^o Lorsqu'il aura été disposé des minutes du notaire démettant ou décédé, de la manière qu'il est prescrit par l'article 13 ainsi que par les articles 6, 7 et suivans de la loi ci-dessus citée, le commissaire du directoire exécutif près le tribunal civil en informera également le ministre de la justice. — 3^o Dans le mois qui suivra la publication du présent arrêté, les commissaires près les tribunaux civils, après avoir pris les renseignemens convenables, informeront le même ministre des diligences qu'ils auront faites pour la remise des minutes dont il n'aurait pas encore été disposé. — 4^o Les commissaires ci-dessus désignés sont respectivement rendus responsables de tous délais qu'ils mettraient à s'acquitter de ce qui leur est imposé par le présent arrêté. — Le ministre de la justice fera connaître au directoire exécutif ceux qui se rendraient coupables de négligence.

N^o 581. = 3 vendémiaire an 7 (24 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'emploi en prêts à intérêts, des capitaux provenant de remboursemens de rentes faits aux hospices civils et autres établissemens de bienfaisance.* (II, Bull. CCXXIX, n^o 2044.)

Art. 1^{er}. Les capitaux provenant du remboursement des rentes sur l'état et sur particuliers, appartenant aux hospices civils de la république, maisons de secours et autres établissemens de bienfaisance, sous quelque dénomination qu'ils soient connus, seront employés en prêts à intérêts.

2. Les administrations centrales des départemens surveilleront spécialement le placement de ces capitaux, et en rendront compte au ministre de l'intérieur.

N^o 582. = 3 vendémiaire an 7 (24 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la police des salles de dissection et laboratoires d'anatomie* (1). (II, Bull. CCXXXI, n^o 2050.)

Art. 1^{er}. Aucune salle de dissection, soit publique, soit particulière, aucun laboratoire d'anatomie, ne pourront être ouverts sans l'agrément du bureau central, dans les communes où il en existe; et ailleurs, sans celui de l'administration municipale: ces administrations feront, pour l'inspection de ces lieux, toutes les dispositions qu'elles jugeront nécessaires, sous la réserve de l'approbation du ministre de la police générale.

2. Pour favoriser l'instruction dans cette partie de l'art de guérir, les directeurs et professeurs des établissemens chargés de l'enseignement de l'anatomie, se concerteront avec le bureau central ou l'administration municipale.

3. Tout individu ayant droit de s'occuper de dissection, sera préalablement tenu, 1^o de se faire inscrire chez le commissaire de police de son arrondissement; 2^o d'observer, pour obtenir des cadavres, les formalités qui lui seront prescrites par la police, en vertu du présent arrêté et des instructions qui seront données pour son exécution; et 3^o de désigner les lieux

(1) Aujourd'hui cette matière est dans les attributions de la police municipale.

où seront déposés les débris des corps dont il a fait usage, sous peine d'être privé, à l'avenir, de cette distribution, dans le cas où il ne les aurait pas fait porter au lieu de sépulture.

4. Les enlèvemens nocturnes de cadavres inhumés continueront d'être prohibés et punis suivant la rigueur des lois.

5. Le ministre de la police générale rendra compte au directoire des moyens propres à assurer l'exécution des lois sur la police des dissections, et lui soumettra ses vues sur celles qui, d'après les principes de la législation actuelle, lui paraîtraient susceptibles de quelques changemens.

N° 583. = 5 vendémiaire an 7 (26 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'ordre du travail dans les bureaux, et la rétribution des employés.* (II, Bull. CCXXXIX, n° 2045.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, les employés et salariés publics ne recevront pour leur rétribution que leur traitement fixe; il ne leur sera fourni dans les bureaux que le papier, l'encre, le pulvérin, le pain et la cire à cacheter.

2. Le bois nécessaire pour le chauffage des bureaux sera réglé pour chacun d'eux, et la quantité ne pourra en être excédée.

3. Les employés chargés de l'expédition des affaires par écrit, seront tenus de se trouver à leur poste pendant sept heures au moins tous les jours, excepté les décadis et les fêtes nationales.

4. Les heures de travail pour les employés, à Paris, sont fixées depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.

5. Les ministres et les chefs des autres établissemens publics feront parvenir tous les jours dans leurs bureaux, avant neuf heures du matin, une feuille signée et datée par eux, sur laquelle tous les employés seront tenus de signer leur certificat de présence. Ceux qui seront absens pour cause de maladie, en préveniront par écrit leur chef avant l'heure ci-dessus indiquée; leurs lettres seront annexées à la feuille, qui sera rapportée à neuf heures.

6. Pareilles signatures seront répétées sur une autre feuille à quatre heures : la même précaution sera renouvelée à telle autre heure de travail qu'il sera trouvé convenable.

7. Les absens seront privés, pour la première fois, de dix jours de traitement; d'un mois pour la seconde; ils seront remplacés en cas de récidive.

8. Les premiers commis et chefs de division seront tenus de dresser l'état des employés travaillant sous leur surveillance, et d'y joindre leurs notes et observations sur la manière dont ils remplissent leurs devoirs : il ne sera accordé d'avancement qu'à ceux qui auront des notes favorables.

9. Les dispositions ci-dessus seront exécutées dans les départemens, d'après l'ordre du travail qui sera réglé par les administrations centrales.

N° 584. = 5 vendémiaire an 7 (26 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les lettres adressées aux fonctionnaires publics et assujéties à l'affranchissement.* (II, Bull. CCXXXIX, n° 2046.)

Art. 1^{er}. Les lettres adressées par des particuliers au directoire exécutif collectivement, ou à chacun de ses membres en particulier, au secrétaire général, aux ministres, commissaires de la trésorerie nationale et à ceux de la comptabilité collectivement, aux corps administratifs et judiciaires

aussi collectivement, seront désormais les seules qui devront être retenues dans les bureaux de poste des lieux du départ, lorsqu'elles y auront été remises sans que le port en ait été payé d'avance ; elles y seront gardées pendant trois mois, après lequel temps elles seront considérées comme lettres en rebut.

2. Toutes les lettres précédemment assujéties à l'affranchissement, autres que celles désignées par l'article précédent, seront expédiées pour leur destination, lors même que le port n'en aurait pas été payé d'avance, et qu'elles ne seraient revêtues d'aucun contre-seing.

3. Tout citoyen est autorisé à ne pas recevoir une lettre dont il ne voudrait pas acquitter le port ; mais il sera invité à donner par écrit, sur le dos de la lettre, le nom et la demeure de celui qui l'aura adressée, afin qu'elle puisse être de suite réexpédiée vers le lieu du départ. Les fonctionnaires publics ne pourront, sous aucun prétexte, se dispenser de remplir cette formalité.

4. Dans le cas où la suscription ne mettrait pas celui à qui la lettre sera présentée, en état de reconnaître l'auteur, il aura la faculté d'ouvrir ladite lettre, et il placera les renseignemens sur le dos après l'avoir recachetée : si l'auteur ne pouvait être reconnu à défaut de signature, la lettre restera définitivement au rebut.

5. Celui à qui une lettre refusée au lieu de sa destination sera représentée, sera libre de la reprendre, en payant le premier port dû ; et s'il désire qu'il lui soit donné cours, il ne sera pareillement tenu que du paiement du premier port, et la lettre sera expédiée gratuitement pour cette seconde fois.

6. Les arrêtés des 27 vendémiaire et 27 brumaire an 6 continueront d'être exécutés en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

N° 585. = 7 vendémiaire an 7 (28 septembre 1798). = *LOI relative aux demandes en décharge ou réduction des contributions personnelle, mobilière et somptuaire des années 5 et 6* (1). (II, Bull. CCXXIX, n° 2047 ; B., LXXIV, 10.)

N° 586. = 7 vendémiaire an 7 (28 septembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la remise aux bureaux de la guerre, des pièces de dépenses et de comptabilité de ce département pendant les années 5 et 6*. (II, Bull. CCXXXI, n° 2053.)

N° 587. = 13 vendémiaire an 7 (4 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, portant fixation de la résidence des officiers, qui jouissent du traitement de réforme provisoire*. (II, Bull. CCXXXI, n° 2062.)

N° 588. = 13 vendémiaire an 7 (4 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui exempte du paiement du droit d'entretien des routes les équipages d'artillerie marchant avec une feuille de route ou un ordre de service* (2). (II, Bull. CCXXXI, n° 2064.)

(1) Cette loi est circonstancielle : voyez, sur le même objet, la loi générale du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes.

(2) La taxe d'entretien des routes a été abolie par la loi de finances du 24 avril — 4 mai 1806, art. 60.

N° 589. = 13 vendémiaire an 7 (4 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine la manière dont les formalités prescrites pour la navigation seront remplies dans les ports des îles conquises.* (II, Bull. CCXXXI, n° 2065.)

N° 590. = 13 vendémiaire an 7 (4 octobre 1798). = *PROCLAMATION du directoire exécutif, qui indique les lieux dans lesquels seront apposés les poinçons pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent* (1). (II, Bull. CCXXXI, n° 2066.)

N° 591. = 17 vendémiaire an 7 (8 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les bataillons de garnison* (2). (II, Bull. CCXXXIII, n° 2087.)

N° 592. = 21 vendémiaire an 7 (12 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la fabrication et la vente des cartes à jouer* (3). (II, Bull. CCXXXIV, n° 2094.)

N° 593. = 25 vendémiaire an 7 (16 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la prohibition de la sortie des pierres à feu* (4). (II, Bull. CCXXXIII, n° 2090.)

N° 594. = 25 vendémiaire an 7 (16 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne la formation de seize demi-brigades d'infanterie.* (II, Bull. CCXXXIII, n° 2091.)

N° 595. = 26 vendémiaire an 7 (17 octobre 1798). = *LOI relative à une aliénation de domaines nationaux jusqu'à concurrence de cent vingt-cinq millions* (5). (II, Bull. CCXXXIII, n° 2092; B., LXXIV, 80.)

Art. 1^{er}. La loi du 29 fructidor an 6, qui sursoit à l'aliénation des domaines nationaux, est rapportée.

2. Il sera vendu, dans les formes ci-après réglées, une quantité suffisante de domaines nationaux, autres que les bâtimens affectés au service public

(1) Une foule de dispositions réglementaires, remplies de variations nombreuses, ont déterminé les lieux dans lesquels seraient établis les bureaux contenant des poinçons pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent : comme elles ne offrent qu'un intérêt purement local, nous pensons qu'il serait superflu de les rapporter.

Voyez, au surplus, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument toute la législation.

(2) Les dispositions de cet arrêté tenaient à la composition des demi-brigades qui n'existent plus : il en est de même de celui du 14 prairial an 7 (2 juin 1799), qui rapportait l'art. 1^{er} du présent. Toutes ces mesures sont sans objet aujourd'hui.

(3) Voyez, sur la fabrication et la vente des cartes à jouer, l'arrêté du 3 pluviôse an 6 (22 janvier 1798), et les notes qui résument la législation.

(4) La sortie des pierres à feu, tantôt permise et tantôt prohibée, a été définitivement permise, sous certaines conditions, par le décret du 5 avril 1813, maintenu par l'ordonnance du 27 avril—4 mai 1815.

(5) Voyez, sur le mode d'aliénation des biens nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et)—25 juillet 1790.

Voyez spécialement la loi du 27 brumaire an 7 (17 novembre 1798), sur le paiement du prix des domaines nationaux, qui, par son article 17, rapporte les dispositions contraires de la présente; et l'art. 7 de la loi du 16 floréal an 7 (5 mai 1799), sur la revente des mêmes domaines.

et les bois non aliénables par les lois précédentes, pour fournir en l'an 7, en numéraire et valeur effective, la somme de cent vingt-cinq millions.

3. Les ventes seront faites à la chaux des enchères.

4. Les formes des estimations, affiches et enchères ordonnées par la loi du 16 brumaire an 5, seront observées dans les ventes qui seront faites en vertu de la présente.

5. La première mise à prix des biens ruraux sera de huit fois le revenu annuel : celle des maisons, bâtimens et usines servant uniquement à l'habitation et non dépendant de fonds de terre, sera de six fois le revenu annuel.

6. Le montant de la première mise à prix et des enchères sera payé en numéraire métallique.

7. Il est accordé aux acquéreurs, à dater du jour de l'adjudication, dix-huit mois pour payer la première mise à prix, et un délai égal, après l'expiration du premier, pour le montant du paiement des enchères.

8. Le paiement de la première mise à prix sera fait de la manière suivante. Dans les dix jours de l'adjudication, l'acquéreur paiera en numéraire un douzième, et le surplus en six obligations ; la première, d'un second douzième ; les cinq autres, d'un sixième chacune, payables en numéraire, de trois mois en trois mois : de manière que l'acquéreur, sur une première mise à prix de dix-huit mille francs par exemple, paiera, dans les dix jours de l'adjudication, quinze cents francs, et quinze cents francs à l'expiration des trois premiers mois, ensuite trois mille francs de trois mois en trois mois, jusqu'à parfait paiement.

9. Dans les dix jours aussi de l'adjudication, l'acquéreur souscrira, pour le montant des enchères, trois obligations égales, payables, la première, six mois après le paiement du dernier sixième de la mise à prix ; la seconde, un an après, et la troisième à l'expiration des dix-huit mois : de manière que la totalité du montant de la mise à prix et des enchères soit acquittée dans les trois années de l'adjudication.

10. Les obligations provenant des enchères produiront un intérêt de cinq pour cent par an, sans retenue, au profit du trésor public.

11. Tout adjudicataire pourra, dans les trois jours de l'adjudication, faire des déclarations d'amis ou de command, aux termes des lois précédentes, sans que les citoyens en faveur desquels ces déclarations seront faites, soient tenus à un droit d'enregistrement autre que celui qu'aurait payé l'adjudicataire lui-même.

12. Les obligations consenties par les acquéreurs seront à la disposition du directoire exécutif, pour le service extraordinaire de l'an 7.

13. Les acquéreurs pourront anticiper le paiement de leurs obligations, tant qu'elles seront entre les mains des receveurs ou de la trésorerie nationale. Dans le cas d'anticipation, il sera accordé, sur les obligations provenant de la première mise à prix, proportionnellement au temps qu'elles auront encore à courir, une prime de six pour cent par an ; et sur celles provenant des enchères, une prime aussi proportionnelle de cinq pour cent sur les intérêts échus ; de manière que l'obligé qui s'acquittera trois mois avant l'échéance, ne paiera point l'intérêt des trois mois précédens. Dans le cas où un obligé s'acquitterait avant qu'il fût dû aucun intérêt, il lui sera accordé, sur le capital de l'obligation, une prime de six pour cent par an.

14. Les actes de vente en vertu de la présente, seront sujets au droit d'enregistrement de deux pour cent.

15. Indépendamment du prix de la vente et du droit d'enregistrement, l'acquéreur paiera en numéraire, au moment de la délivrance de l'acte,

un demi pour cent du montant de l'adjudication, tant pour les droits attribués aux administrateurs de département, à leurs employés et aux directeurs des domaines, que pour les frais à leur charge.

16. Les articles 15, 16, 17 et 18 de la loi du 16 brumaire an 5, relatifs aux mesures à prendre pour assurer le paiement des obligations, et aux règles à suivre en cas de déchéance et de revente à la folle-enchère, sont maintenus, et continueront d'être exécutés.

17. Il n'est point dérogé par la présente loi, à l'article 5 de la loi du 2 fructidor an 5, qui porte « qu'en cas de revente à la folle-enchère, l'excédant du prix de la revente, s'il y en a, sera payable au trésor public. »

18. L'article 22 de la loi du 16 brumaire an 5, relatif au mode de jouissance des maisons, bois de futaie, bois taillis, est aussi maintenu, et continuera d'être exécuté.

19. Le directoire exécutif adressera chaque mois, au corps législatif, le tableau des ventes faites dans les mois précédens, en exécution de la présente loi.

N^o 596. = 26 vendémiaire an 7 (17 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la responsabilité des agens extérieurs de la république, pour la publicité de leur correspondance.* (II, Bull. CCXXXVI, n^o 2127.)

N^o 597. = 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798). = *LOI qui ordonne la perception d'un octroi pour l'acquit des dépenses locales de la commune de Paris* (1). (II, Bull. CCXXXII, n^o 2085; B., LXXIV, 85.)

Art. 1^{er}. Il sera perçu, par la commune de Paris, un octroi municipal et

(1) Voyez l'arrêté du 29 vendémiaire an 7 (20 octobre 1798), portant des mesures pour l'exécution de la présente loi, et pour la publication du tarif des droits d'octroi; celui du 3 brumaire suivant (24 octobre 1798), qui établit une régie pour surveiller la perception de l'octroi; celui du 29 frimaire an 7 (19 décembre 1798), portant organisation de cette régie; celui du 29 nivose suivant (18 janvier 1799), qui exempte des droits d'octroi les marchandises et denrées déclarées en transit ou passe-débout par Paris; la loi du 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799), portant extension et augmentation des droits d'octroi; le décret du 3 février 1810, concernant les formalités de l'introduction des eaux-de-vie, esprits et liqueurs dans Paris; celui du 11 avril 1813—15 avril 1833, portant établissement de droits d'entrepôt au profit de la ville de Paris; l'ordonnance du 2 janvier 1814—15 avril 1833, portant règlement sur le marché et entrepôt franc des vins et eaux-de-vie dans cette ville; la loi du 8—13 décembre 1814, sur les boissons, tit. VIII, art. 121 et suiv., qui confie l'administration des octrois à l'autorité municipale; l'ordonnance du 23 du même mois, portant règlement particulier pour l'organisation de l'octroi de Paris, dont l'art. 17 applique à cet octroi les dispositions de l'ordonnance générale du 9—27 du même mois de décembre, sur les octrois; celle du 8—14 janvier 1817, qui autorise la perception, pendant l'année 1817, de nouveaux droits d'octroi, au profit de la ville de Paris; celle du 26—29 décembre 1817, qui proroge jusqu'au 31 décembre 1818 la perception de ces droits; celle du 23—31 décembre 1818, qui publie un nouveau tarif général des droits d'octroi; celle du 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823, qui réduit les droits d'octroi sur les vins et vinaigres, et établit une taxe sur les huiles destinées à la consommation de la capitale; celle du 28 décembre 1825—1^{er} janvier 1826, portant règlement pour le service du bureau central de vérification établi près la direction du même octroi; celle du 10—23 juillet 1827, modificative de la précédente; celle du 17—24 août 1832, portant approbation d'un tarif supplémentaire pour la perception du même octroi; celle du 15 septembre—3 octobre suivant, modificative de ce tarif; et celle du 22 mars—15 avril 1833, concernant l'entrepôt général des boissons dans la ville de Paris.

Voyez aussi les lois sur l'établissement des octrois, en général, et notamment celle du 5 ventôse an 8 (24 février 1800), portant qu'il en sera établi dans les villes dont les hospices civils n'ont pas de revenus suffisans pour leurs besoins: voyez aussi les notes sur cette loi.

de bienfaisance, conformément au tarif annexé à la présente loi, spécialement destiné à l'acquit de ses dépenses locales, et de préférence à celles de ses hospices et des secours à domicile.

2. Le directoire exécutif est chargé de faire les réglemens généraux et locaux nécessaires pour l'exécution de la perception de l'octroi de bienfaisance établi par l'article 1^{er}.

3. Dans aucun cas, les citoyens entrant dans la commune de Paris, à pied, à cheval ou en voiture de voyage, ne pourront, sous le prétexte de la perception de la taxe municipale, être arrêtés, questionnés ou visités sur leurs personnes, ni à raison des malles et valises qui les accompagnent. Tous actes contraires à la présente disposition seront réputés actes de violence; les délinquans seront poursuivis par la voie de police correctionnelle; ils seront condamnés à cinquante francs d'amende et à six mois de prison.

4. Il sera établi le nombre de bureaux de recette qui seront jugés nécessaires; le directoire déterminera le nombre des employés, les nommera, réglera leurs traitemens, de manière cependant que les frais de perception n'excèdent pas huit centimes par franc de la recette totale présentée par le tarif.

5. Il sera fourni aux préposés des registres à talon, sur lesquels ils seront tenus de porter, jour par jour, article par article, les recettes qu'ils feront.

6. Tous les employés à la perception de l'octroi recevront une commission du directoire exécutif, et en seront toujours porteurs ainsi que du tarif et du règlement fait pour assurer son exécution. La présente loi et le tarif qui y est annexé seront affichés en placard à la porte de chaque bureau et dans son intérieur.

7. L'administration centrale du département pourra destituer provisoirement les receveurs, si le cas l'exige, les dénoncer aux tribunaux, et les y poursuivre à la requête des commissaires du pouvoir exécutif.

8. L'administration de l'octroi de bienfaisance fait partie des attributions des administrations municipales de Paris, chacune dans son arrondissement, sous la surveillance de l'administration centrale du département.

9. Les contestations qui pourraient s'élever sur l'application du tarif et sur la quotité du droit exigé par le receveur, seront portées devant le tribunal de police, et par lui jugées sommairement et sans frais.

10. Tout porteur ou conducteur d'objets de consommation compris dans le tarif annexé à la présente loi, sera tenu d'en faire la déclaration au bureau de la recette, et d'en acquitter le droit avant de pouvoir les faire entrer dans la commune de Paris; toute contravention à cet égard sera punie d'une amende du double droit.

11. Les amendes prononcées en exécution de l'article 10 seront acquittées sur-le-champ entre les mains du receveur du bureau où la contravention aura été commise: moitié appartiendra aux employés dudit bureau, et moitié sera versée par ledit receveur dans la caisse du comité de bienfaisance de la municipalité.

12. Toute personne qui s'opposera à l'exercice des préposés à la perception de l'octroi, sera condamnée à une amende de cinquante francs. Dans le cas où il y aurait voies de fait, il en sera dressé procès-verbal, qui sera envoyé au directeur du jury d'accusation, pour en poursuivre les auteurs et leur faire infliger les peines portées par le Code pénal contre ceux qui s'opposent avec violence à l'exercice des fonctions publiques.

13. Si les préposés à la perception de l'octroi reçoivent directement ou indirectement quelque gratification ou présent, ils seront condamnés aux peines portées dans le Code pénal contre les fonctionnaires publics prévaricateurs.

14. Les administrations municipales vérifieront et arrêteront, au moins une fois par mois, les registres de recettes des receveurs de leur arrondissement; elles dresseront procès-verbal de cette vérification, et l'adresseront, avec leurs observations, à l'administration centrale.

15. Les receveurs verseront, au moins une fois par décade, le montant de leurs recettes à la caisse du receveur général du département.

16. Il est alloué au receveur général du département, pour toute indemnité et frais de bureau, un dixième de centime par franc de recette brute, conformément à la loi du 17 fructidor an 6.

17. Le receveur général du département remettra, chaque mois, à l'administration centrale du département, et enverra au ministre de l'intérieur le bordereau des versements qui lui auront été faits, sans préjudice du bordereau général de ses recettes, qu'il est tenu de fournir à la trésorerie nationale.

18. Chaque administration municipale du canton de Paris dressera et enverra à l'administration centrale du département, — 1° L'état des dépenses administratives; — 2° L'état des dépenses communales particulières à son arrondissement, telles que les frais de la justice de paix, de l'état civil, des cimetières, des écoles primaires, des commissaires de police.

19. Le bureau central adressera également à l'administration centrale l'état, — 1° De ses dépenses administratives; — 2° De celles des hospices et secours à domicile; — 3° Des dépenses communales qui intéressent tous les citoyens du canton de Paris.

20. Tous ces états seront examinés par l'administration départementale, discutés, réduits aux dépenses d'absolue nécessité, arrêtés et renvoyés aux autorités ci-dessus désignées, chacune en ce qui la concerne.

21. Lesdites autorités expédieront, mois par mois, les mandats nécessaires pour l'acquit de leurs dépenses, telles qu'elles auront été réglées par l'administration centrale du département: ces mandats, après avoir été visés par l'administration centrale, seront acquittés par le receveur général, tant sur le produit de l'octroi et autres revenus communaux que sur les centimes additionnels destinés par la loi au paiement des dépenses communales, en observant de donner toujours la priorité aux dépenses relatives aux hospices.

22. L'administration centrale du département de la Seine fera imprimer et rendra public, dans le mois de vendémiaire de chaque année, le compte des recettes et dépenses, tant départementales que municipales et communales.

(Suit le tarif mentionné à l'article 1^{er} de la présente loi.)

N° 598. = 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant que les réquisitionnaires et conscrits retirés en pays étrangers seront inscrits sur la liste des émigrés, et que leurs biens seront séquestrés* (1). (II, Bull. CCXXXIII, n° 2093.)

N° 599. = 28 vendémiaire an 7 (19 octobre 1798). = *LOI relative au paiement des rentes et pensions* (2). (II, Bull. CCXXXIV, n° 2095; B., LXXIV, 98.)

Art. 1^{er}. Le paiement du second semestre de l'an 6 sera ouvert le 1^{er} vendémiaire de l'an 7.

(1) Voyez, sur les mesures dont les personnes et les biens des émigrés ont été l'objet, le décret du 9—12 février 1792, et les notes.

(2) Voyez, sur le mode de paiement de la dette publique perpétuelle et viagère, les lois citées dans les §§ 4 et 5 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur la constitution de la dette publique.

2. Les intérêts de la dette publique, à compter de l'époque ci-dessus désignée, seront acquittés avec des bons au porteur, ou délégations applicables tant aux contributions directes qu'aux patentes, quel qu'en soit le porteur; sont exceptés toutefois les sous additionnels, applicables aux dépenses administratives.

3. Lesdits créanciers seront tenus de présenter à la trésorerie la quittance de leurs impositions, tant foncière que mobilière, ou l'avertissement de payer, ou un extrait des rôles délivrés par le percepteur des contributions. Dans ces deux derniers cas, la trésorerie fera, sur les arrérages de rentes, ou de pensions à eux dus, une retenue égale à la somme totale de leurs contributions, et ne leur délivrera des bons que pour l'excédant ou le surplus.

4. Ces bons seront numérotés par *un, deux, trois*, etc., pour chaque semestre, et en porteront la désignation, ainsi que le nom de la partie prenante. L'état des paiemens de chaque décade avec l'indication des numéros par premier et dernier sera adressé au corps législatif, et inscrit au Bulletin des lois.

5. Tout contrefacteur de ces bons sera puni comme faux monnayeur.

N° 600. = 29 vendémiaire an 7 (20 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui publie le tarif des droits de l'octroi établi pour l'acquit des dépenses locales de la commune de Paris* (1). (II, Bull. CCXXXII, n° 2086.)

N° 601. = 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798). = *LOI qui maintient la contribution des patentes, et en règle la perception pour l'an 7* (2). (II, Bull. CCXXXIV, n° 2096; B., LXXIV, 102.)

Art. 1^{er}. La contribution des patentes est maintenue pour l'an 7; elle sera réglée et perçue suivant les dispositions de la présente loi. Les lois des 6 fructidor an 4, 9 frimaire, 9 pluviôse an 5, et 7 brumaire an 6, sont abrogées (3).

2. Les droits de patentes seront perçus conformément au tarif annexé à la présente loi.

3. Dans toute l'étendue de la république, ceux qui exerceront le commerce, l'industrie, les métiers ou professions désignés dans le tarif annexé à la présente, seront tenus de se munir d'une patente, et de payer les droits fixés pour la classe du tarif à laquelle ils appartiendront, suivant la population de leur commune; ou sans égard à cette population, pour le commerce, l'industrie, les métiers ou professions mis hors classe dans le tarif.

4. Les patentes seront prises dans les trois premiers mois de l'année pour l'année entière, sans qu'elles puissent être bornées à une partie de l'année. Ceux qui entreprendront, dans le courant de l'année, un commerce, une profession, une industrie sujets à patente, ne devront le droit qu'au *pro-rata* de l'année, calculée par trimestre, et sans qu'un trimestre puisse être

(1) Ce tarif a été remplacé par celui dont l'ordonnance du 23—31 décembre 1818 porte approbation.

Voyez, sur l'octroi de Paris, la loi, d'établissement du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), et la note.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 2—17 mars 1791, le résumé de la législation sur les patentes.

(3) Depuis la publication de la présente loi, le privilège exclusif d'exercer une profession n'a pu être l'objet d'une vente. Turin, 10 avril 1807, *SIN.*, VII, 2, 705.

divisé ; ils seront tenus de payer le *prorata* dans le premier mois de leur établissement. Aucune patente ne sera délivrée au *prorata*, que sur le vu du certificat de l'administration municipale du canton, d'après le rapport de l'agent municipal ou de son adjoint de la commune du requérant : ce certificat constatera que le requérant n'a point encore exercé aucun état sujet à patente. Dans les communes où la population excède cinq mille âmes, ces certificats seront délivrés par les officiers municipaux ; ils seront présentés au receveur de l'enregistrement lors du paiement, et rapportés avec la quittance aux administrateurs chargés de délivrer la patente (1).

5. Les droits de patente se divisent en droits *fixes* et en-droits *proportionnels* : les premiers sont ceux réglés par le tarif ; les seconds sont le dixième du loyer ou des maisons d'habitation, ou des usines, ou des ateliers, ou des magasins, ou des boutiques, suivant la nature du commerce ou de l'industrie, justifié par baux authentiques pour les locataires, et par l'extrait du rôle de la contribution foncière pour les propriétaires, ou d'après la simple déclaration du requérant patenté ; sauf l'évaluation, s'il y a lieu, au défaut de baux et de cote particulière dans le rôle de la contribution pour les lieux destinés au commerce ou à l'exercice de l'industrie et profession du propriétaire de maison (2).

6. Les droits fixes et proportionnels doivent être payés par tous ceux qui sont dans les cinq premières classes du tarif, ou dont le droit fixe est de quarante francs et au dessus quand leur état est hors de classe. Il n'est dû que le droit fixe par ceux qui sont dans la sixième classe et au dessous, ou dont l'état, quand il est hors des classes, ne donne lieu qu'à un droit fixe de trente francs et au dessous.

7. Les droits de patente seront acquittés en entier, suivant le tarif, entre les mains du receveur de l'enregistrement du domicile du redevable, dans les trois premiers mois de l'an 7. Ce délai passé, les redevables en retard seront contraints : ils seront, en conséquence, avertis par les receveurs de l'enregistrement ; dix jours après l'avertissement, le paiement sera poursuivi par la saisie et vente des marchandises et meubles des contribuables en retard.

8. Les receveurs tiendront un registre particulier de la recette des droits de patente ; il leur sera délivré, par le directeur de la régie sur papier non timbré, et sera coté et paraphé par le président de l'administration municipale du canton ou de la commune.

9. Dans le mois de la publication de la présente, les agens de chaque commune seront tenus de dresser un tableau de tous ceux qui y exercent les commerce, industrie, métiers ou professions désignés par le tarif. Ce tableau contiendra, par colonnes, les noms, demeures, professions et loyers

(1) Lorsqu'un commerçant a pris patente pour une année, s'il vient à céder son fonds avant l'expiration de l'année, il ne peut demander dégrèvement à raison de ce que son cessionnaire paie lui-même patente pour une portion de cette année. Arr. du cons., 30 mai 1831, *SIR.*, XXXIV, 1, 633.

(2) Le droit proportionnel de patente ne peut être assis que sur la valeur locative de l'établissement, et non sur la valeur industrielle. Arr. du cons., 13 juillet 1825, *MAC.*, VII, 386 ; 2 mai 1827, *MAC.*, IX, 227 ; et plusieurs autres arrêts. — Par exemple, il ne peut être assis que sur la valeur locative et non sur le bénéfice présumé d'un établissement thermal. Arr. du cons., 8 février 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 86. — Est impossible sur le dixième de son prix présumé, au droit proportionnel de patente, la faculté donnée à un lunonadier, par son bail, de louer exclusivement des chaises et de placer des tables dans un jardin public pour la commodité des promeneurs et des consommateurs. Arr. du cons., 28 février 1828, *MAC.*, X, 188. — En matière de droit proportionnel de patente, le conseil de préfecture ne peut prononcer sur une évaluation qui n'a pas été contradictoire. Arr. du cons., 15 décembre 1824, *MAC.*, VI, 677.

de ceux qui y sont compris. Une cinquième colonne sera réservée en blanc. Ils remettront ce tableau, avant l'expiration du même mois, au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton.

10. Le commissaire présentera le tableau mentionné en l'article ci-dessus, à l'administration municipale du canton, dans la séance qui en suivra immédiatement la remise, pour faire remplir la colonne restée en blanc, de la somme due suivant le tarif, et faire arrêter par les administrateurs le montant des sommes fixées dans le tableau de chaque commune. Il pourra faire, lors de ladite opération, toutes observations et réquisitions qu'il jugera convenables.

11. Lorsque les tableaux fournis par l'agent de chaque commune auront été arrêtés par l'administration municipale du canton, le commissaire du directoire exécutif près cette administration réunira avec le même ordre, et en laissant une sixième colonne en blanc, dans un tableau général, tous les tableaux de chaque commune de canton, et l'enverra au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale. Il remettra ensuite à chaque agent le tableau particulier de la commune.

12. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, soumettra, sans retard, à cette administration, les tableaux généraux de chaque canton, pour être arrêtés par elle, en lui proposant les observations et faisant toutes réquisitions qu'il jugera convenables, et les renverra au commissaire du directoire exécutif près chaque administration de canton (1).

13. Aussitôt que les commissaires du directoire exécutif près les administrations de canton auront reçu les tableaux arrêtés par l'administration centrale, ils les remettront aux receveurs de l'enregistrement du canton. Ceux-ci feront mention, dans la colonne réservée en blanc, des droits de patente acquittés; et après l'expiration du délai fixé par l'article 4, ils poursuivront, pour la totalité des droits, ceux qui ne les auront point acquittés, et, pour le supplément, ceux qui l'auront payé à un taux moins fort que la taxe du tableau.

14. Dans les communes qui, à raison de leur population, ont pour elles seules une administration municipale, les tableaux mentionnés dans les articles ci-dessus seront dressés par les officiers municipaux, et remis au commissaire du directoire exécutif près cette administration, pour agir conformément à la présente loi.

15. Les droits de patente seront payés, soit avant la remise des tableaux ci-dessus mentionnés, soit par les citoyens qui n'y seraient pas portés, parce qu'ils auraient changé de domicile ou formé un établissement sujet à patente, postérieurement à la rédaction du tableau.

16. En cas de paiement antérieur à la remise des tableaux, il y aura lieu à un supplément, si la taxe du tableau se trouve plus forte que la somme payée.

(1) La question de savoir si un individu est ou non sujet à patente, est de la compétence administrative. Cass., 18 fructidor an 11, *SIR.*, IV, 2, 38; *Bull. civ.*, V, 413. — C'est au conseil de préfecture et non au préfet à juger cette question. Arr. du cons., 20 novembre 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 168. — En cette matière, est suffisamment motivé l'arrêt du conseil de préfecture qui relate les motifs et adopte l'avis du directeur des contributions. Arr. du cons., 19 juin 1823, *MAC.*, X, 491; et 14 décembre 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 699. — C'est à l'autorité administrative à connaître de la contestation existante entre celui qui exerce le privilège d'une profession et celui qui a obtenu patente pour la même profession. Arr. du cons., 18 août 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 124.

17. Les receveurs dresseront un état particulier des citoyens qui auront payé les droits de patente, et qui n'en trouveraient pas compris dans le tableau général; ils l'enverront, à la fin de chaque trimestre, au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, pour qu'il soit vérifié et arrêté de la manière indiquée par les articles 10 et 11 de la présente.

18. Dans la première décade de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement remettront l'état de leurs recettes et de leurs contraintes par chaque commune, au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton ou de la commune, lequel enverra un double certifié par lui au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale. Ce dernier dressera, sur les doubles, l'état général de la recette des patentes du département, et l'adressera chaque mois au ministre des finances.

19. Les quittances des receveurs seront échangées contre les patentes, dans les dix jours de leur date.

20. Les patentes seront expédiées par l'administration municipale du canton ou de la commune: elles seront signées par un des administrateurs et le secrétaire, et visées par le commissaire du directoire exécutif; le sceau de l'administration y sera apposé.

21. Les quittances et patentes seront sur papier timbré, aux frais de ceux à qui elles seront délivrées, et dans la même forme qu'en l'an 5 et en l'an 6. Il ne pourra être perçu aucun autre droit que celui du timbre.

22. Il sera tenu par le secrétaire de l'administration municipale, sur papier non timbré, un registre coté et paraphé par le président, sur lequel registre seront inscrites de suite, et par ordre de numéros, toutes les patentes qui seront délivrées. Les quittances seront conservées au secrétariat, avec des numéros correspondant à celui de l'inscription sur les registres.

23. Ceux qui se croiront fondés à réclamer, soit contre l'insertion de leurs noms au tableau des redevables du droit de patente, soit sur le taux de la taxe, pourront, ou avant l'avertissement du receveur, ou dans les dix jours de cet avertissement, faire leur réclamation, d'abord à l'administration municipale, ensuite à l'administration centrale. Il y sera statué de la manière prescrite pour les réclamations en matière d'impositions, par l'instruction annexée à la loi du 22 brumaire an 6 (1).

24. Nul ne sera obligé à prendre plus d'une patente, quelles que soient les diverses branches de commerce, profession ou industrie qu'il exerce ou veuille exercer. — Dans ce cas, la patente est due pour le commerce, profession ou industrie qui donne lieu au plus fort droit (2).

25. Les patentes sont personnelles, et ne peuvent servir qu'à ceux qui les obtiennent; en conséquence, chaque associé d'une même maison de banque, de commerce en gros ou en détail, et de toute autre profession et industrie assujéties à la patente, sera tenu d'avoir la sienne (3). — Ces dispositions ne s'appliquent pas aux associés en commandite, qui ne sont point assujétis à

(1) Pour déterminer si un banquier a cessé de l'être, et par conséquent d'être soumis à la patente, il suffit qu'il y ait eu déclaration du banquier à la mairie; il n'est pas nécessaire que le banquier justifie de cette cessation par un certificat des autorités locales. Arr. du cons., 14 mai 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 14.

(2) Si un commerçant exerce plusieurs branches de commerce en détail, il doit être assujéti à la patente qui donne lieu au plus fort droit. Arr. du cons., 15 mars 1826, *MAC.*, VIII, 160.

(3) Des prêts faits par des négocians ou des particuliers, et l'escompte à domicile de billets payables dans le même lieu, ne constituent pas le commerce de banque. Arr. du cons., 14 janvier 1818, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 232. — Lorsqu'un individu, outre un commerce en gros de vins et eaux-de-vie, tient une maison de banque où l'on roue du papier en tout temps et

la patente ; ni aux maris et femmes, auxquels une seule patente suffira en prenant celle de la classe supérieure, s'ils font plusieurs états, et en payant le droit proportionnel de tous les lieux qu'ils occuperont, quand il est exigible ; à moins qu'il n'y ait entre eux séparation de biens, auquel cas chacun d'eux doit avoir sa patente, et payer séparément les droits fixes et proportionnels. — Quand les associés occuperont en commun la même maison d'habitation, les mêmes usines, ateliers, magasins et boutiques, il ne sera dû qu'un droit proportionnel, qui sera payé en entier par l'un d'eux ; les autres ne paieront que le droit fixe (1).

26. Tout citoyen qui, après avoir pris une patente, entreprendra un commerce, une profession ou un métier de classe supérieure à celle de sa patente, sera tenu de prendre une nouvelle patente de cette classe, et d'en payer le droit fixe au *prorata*, conformément à l'article 4 ci-dessus : dans ce cas, il y sera fait déduction du premier droit fixe, et il ne sera pas dû un second droit proportionnel, quand il aura été payé pour la première patente, mais un supplément au *prorata*, s'il y a de nouveaux établissemens d'une valeur locative supérieure à celle des premiers.

27. Tout citoyen muni d'une patente pourra exercer son commerce, sa profession ou industrie dans toute l'étendue de la république, en payant au receveur de l'enregistrement de toutes les communes où il aura des établissemens, le droit proportionnel pour les maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins et boutiques qu'il occupera. La patente lui sera délivrée dans la commune de son domicile, sur la représentation des quittances des receveurs des communes où il aura des établissemens ; et il en sera fait mention dans la patente (2).

28. Si un citoyen patenté change son domicile pendant le courant de l'année, la patente lui servira dans la nouvelle commune qu'il habitera, en payant au *prorata* le droit proportionnel des maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins et boutiques qu'il y prendra, et un supplément, aussi au *prorata*, du droit fixe, s'il est plus fort pour la même classe dans la nouvelle commune. S'il y avait changement de classe supérieure, le droit fixe serait payé au *prorata*, conformément à l'article 26 ci-dessus (3).

pour telle somme que l'on désire, sur les principales places de l'intérieur et de l'étranger, il doit être patenté comme banquier. Arr. du cons., 14 janvier 1824, MAC., VI, 13. — Jugé encore que la patente de banquier n'est exigible d'un commerçant qu'autant qu'il tient une maison de banque dans laquelle on trouve en tout temps du papier sur les principales places de commerce de France et de l'étranger. Arr. du cons., 8 avril 1831, SIRE., XXXI, 2, 347. — Les négocians dont les opérations ont essentiellement pour objet de prendre sur place des mandats sur des débiteurs en d'autres lieux de l'intérieur, avec une commission déterminée, sont assujétis à la patente de banquier, bien que leurs opérations ne s'étendent pas aux places étrangères. Arr. du cons., 11 juillet 1834, SIRE., XXXIV, 2, 633. — Mais celui qui, soumis à la patente de marchand en gros, a fait, à de grandes distances et dans un lieu qui n'est pas celui de son domicile, quelques opérations de banque qui n'entraient pas dans son commerce, ne peut être considéré comme banquier. Arr. du cons., 19 mars 1823, MAC., V, 177.

(1) De simples gérans d'une maison de commerce ne sont pas soumis à la patente. Arr. du cons., 20 janvier 1819, SIRE., XIX, 2, 300.

(2) Le négociant qui a plusieurs maisons de commerce établies dans différentes villes, et qui ne sont gérées que par lui, ne peut être assujéti qu'à un seul droit de patente, et doit être compris sur le rôle des patentes de la ville dans laquelle il a son domicile réel, et où il paie sa contribution personnelle : l'individu sujet à patente et compris dans l'une des cinq premières classes du tarif annexé à la loi du 1^{er} brumaire an 7, qui a son domicile dans une ville, et ses magasins, ateliers ou usines dans une autre commune, doit pour sa patente, d'une part, un droit fixe et un droit proportionnel dans la commune de son domicile, et d'autre part, un droit proportionnel pour les maisons d'habitation, usines et magasins qu'il occupe dans d'autres communes. Arr. du cons., 10 janvier 1821, SIRE., JUR. du cons., V, 525.

(3) L'individu sujet à patente, qui a deux ou plusieurs domiciles, ne doit être imposé que

29. Ne sont pas assujétis à la patente, — 1° Les fonctionnaires publics et employés salariés par la nation, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions (1); — 2° Les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent, ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent (2); — 3° Les commis, les ouvriers journaliers, et toutes personnes à gages, travaillant pour autrui dans les maisons, ateliers et boutiques de ceux qui les emploient. — Ne sont point réputés ouvriers travaillant pour le compte d'autrui, ceux qui travaillent chez eux pour les marchands et fabricans en gros et en détail, ou pour les particuliers, même sans compagnons, enseignes, ni boutiques; ils devront être pourvus de la patente de la sixième classe, ou de celle de leur profession désignée dans le tarif; — 4° Les peintres, graveurs, sculpteurs, considérés comme artistes, et ne vendant que le produit de leur art; — 5° Les officiers de santé attachés aux armées, aux hôpitaux ou au service des pauvres, par nomination du gouvernement ou des autorités constituées (3); — 6° Les sages femmes; — 7° Les maîtres de la poste aux chevaux; — 8° Les pêcheurs; — 9° Les cardeurs, fileurs de laine et coton, les blanchisseuses, les savetiers, les tripiers; — 10° Ceux qui vendent en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés des communes, les fruits, les légumes, le beurre, les œufs, le fromage et autres menus comestibles. Tous ceux qui vendront d'autres objets, même en ambulance, échoppe ou étalage, paieront la moitié des droits que paient ceux qui vendent en boutique (4).

30. Sont réputés marchands en gros, quel que soit leur commerce, tous ceux qui font des reventes, sous les enveloppes usitées pour les premières entrées dans le commerce, des objets commercables.

31. Tous citoyens placés, d'après la notoriété publique, sur la liste des citoyens sujets à patente, soit comme marchands en gros, soit comme associés à un commerce, et qui se prétendent simplement marchands en détail, commanditaires ou commis, seront admis à justifier, dans le lieu où s'élève la contestation, de la nature de leur commerce et de leur véritable qualité, par la représentation de leurs journaux et registres, ainsi que des actes de société.

32. Sont réputés fabricans ou manufacturiers tous ceux qui convertissent des matières premières en des objets d'une autre forme ou qualité, soit

pour un seul droit fixe; mais il est impossible au droit proportionnel dans celle des communes où il fait son commerce, et où ce droit est le plus élevé. Arr. du cons., 22 février 1821, Sir., Jur. du cons., V, 555; et 31 juillet 1833, Mac., 2^e série, III, 416.

(1) Les jurés-compteurs ne sont pas assujétis au droit de patente. Arr. du cons., 30 juin 1824, Mac., VI, 368.

(2) Les cultivateurs qui font un commerce de grains et de bestiaux, indépendamment de la culture et de l'exploitation de leurs terres, sont assujétis à la patente. Cass., 3 floréal an 6, Sir., I, 1, 142. — Il en est de même du cultivateur qui vend d'autre vin que celui de sa récolte. Arr. du cons., 20 octobre 1819, Sir., XX, 2, 69. — Un propriétaire-cultivateur peut être réputé commerçant sujet à patente, par cela seul qu'il a refusé au maire de représenter son registre d'exploitation que celui-ci réclamait, à l'effet de savoir si le propriétaire n'avait vendu que ses récoltes. Même arrêt. — Le pépiniériste, qui ne vend que les produits de sa pépinière, ne doit pas être assujéti à la patente. Arr. du cons., 31 juillet 1833, Mac., 2^e série, III, 412.

(3) Les médecins attachés à la succursale d'un hospice sont exempts de la patente, comme ceux attachés à l'hospice même. Arr. du cons., 27 août 1833, Mac., 2^e série, III, 503. — Les vétérinaires ne sont pas exemptés de la patente comme les officiers de santé. Arr. du cons., 25 octobre 1833, Mac., 2^e série, III, 577.

(4) Les marchands forains ne sont pas soumis à la patente. Arr. du cons., 31 juillet 1833, AC, 2^e série, III, 410.

simple, soit composée, à l'exception néanmoins de ceux qui manipulent les fruits de leur récolte. — Ils seront tenus de prendre une patente immédiatement supérieure à celle des marchands qui vendent en détail les mêmes objets du genre de ceux qu'ils fabriquent (1).

33. Les fabricans à métiers qui n'occupent ou n'entretiennent pas plus de cinq métiers, soit chez eux, soit hors de leur domicile, ne seront assujétis qu'au droit de patente de la cinquième classe. — A l'égard des fabricans qui travaillent par eux-mêmes sans employer d'ouvriers, et qui, n'ayant ni boutique ni magasin, vendent au fur et à mesure les produits de leurs travaux, ils ne doivent que la patente de la sixième classe.

34. Les maîtres d'hôtel garni ne paieront en droit proportionnel que le quarantième du prix total de la valeur de leur location, et les paumiers le vingtième (2).

35. Les commerce, industrie et professions qui ne sont pas désignés dans le tarif, n'en seront pas moins assujétis à la patente; elle sera délivrée sous la désignation de la classe dans laquelle lesdits commerce, industrie ou professions seront placés, d'après l'analogie des opérations ou des objets du commerce, par les administrations chargées de la délivrance des patentes (3).

36. Les propriétaires ou principaux locataires sujets au droit de patente, ne devront le droit proportionnel, quand il aura lieu, qu'à raison de la valeur locative des lieux qu'ils occuperont. En cas de difficulté, il pourra être procédé à une évaluation (4).

37. Nul ne pourra former de demande, ni fournir aucune exception ou défense en justice, ni faire aucun acte ou signification par acte extrajudiciaire, pour tout ce qui serait relatif à son commerce, sa profession ou son industrie, sans qu'il soit fait mention en tête des actes, de la patente prise, avec désignation de la classe, de la date, du numéro et de la commune où elle aura été délivrée, à peine d'une amende de cinq cents francs, tant contre les particuliers sujets à la patente que contre les fonctionnaires publics qui auraient fait ou reçu lesdits actes sans mention de la patente. La condamnation à cette amende sera poursuivie au tribunal civil du département, à la requête du commissaire du pouvoir exécutif près ce tribunal. Le

(1) Tous ceux qui convertissent des matières premières en des objets d'une autre forme et qualité, sont compris dans cette disposition; tel le cordier, qui emploie un grand nombre d'ouvriers et dont la fabrique est considérable. Arr. du cons., 18 août 1833, MAC., 2^e série, III, 490. — Les potiers y sont aussi compris. Arr. du cons., 25 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 51. — *Idem*, du fabricant d'huile qui dépure, clarifie et colore les huiles. Arr. du cons., 5 mai 1830, MAC., XII, 205. — N'y sont pas compris les agriculteurs et fabricans de sucre indigène, qui ne manipulent dans leurs fabriques que les produits de leur récolte. Arr. du cons., 24 août 1832, MAC., 2^e série, II, 494. — Les entrepreneurs de fonderies et tous autres établissemens industriels de ce genre doivent payer un droit fixe sans avoir égard à la population de la commune et suivant la classe dans laquelle ils ont été compris, sauf leur pourvoi devant le conseil de préfecture en décharge ou modération. Arr. du cons., 25 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 51.

(2) Lorsqu'un particulier loue à l'année ou au mois des chambres garnies dans sa maison, ce fait constitue la profession de logeur sujette à patente. Arr. du cons., 23 avril 1832, MAC., 2^e série, II, 204.

(3) Les agens d'affaires sont assujétis à la patente de première classe. Arr. du cons., 31 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 417. — Une compagnie d'assurance à prime est une société commerciale qui doit être soumise au droit de patente. Arr. du cons., 31 août 1828, MAC., X, 639. — L'exploitation des marais salans ne donne pas lieu au droit de patente. Arr. du cons., 10 août 1828, MAC., X, 606.

(4) Cette disposition, en indiquant la valeur locative comme moyen d'évaluation, n'exclut pas tous les autres moyens, tels que l'expertise. Arr. du cons., 12 avril 1832, MAC., 2^e série, II, 143.

rapport de la patente ne pourra suppléer au défaut de l'énonciation, ni dispenser de l'amende prononcée ci-dessus (1).

38. Tout citoyen qui expose des marchandises en vente, dans quelque lieu que ce soit, est tenu d'exhiber sa patente toutes les fois qu'il en est requis par les juges de paix, commissaires de police, administrateurs, agents ou adjoints municipaux et commissaires du pouvoir exécutif. — Si celui qui n'est point pourvu de patente ou qui ne la représente point, vend hors de son domicile, les objets exposés en vente seront saisis ou séquestrés aux frais du vendeur, jusqu'à la représentation d'une patente convenable. S'il vend à son domicile, il sera dressé un procès-verbal qui sera envoyé au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, pour faire poursuivre le contrevenant, conformément à la présente loi.

39. Ceux qui auront besoin de plusieurs expéditions de leur patente pour en justifier dans d'autres cantons que celui de leur domicile, pourront les requérir, sans autres frais que ceux du papier timbré. Il en sera de même pour ceux qui auront perdu leur patente. — Chaque expédition sera notée par première, seconde, troisième, etc., et sera signée par le patenté, s'il sait signer : dans le cas contraire, il en sera fait mention. — Pour empêcher l'abus des *duplicata*, il sera libre aux administrations de faire vérifier les causes qui donneront lieu à des demandes de *duplicata*, et d'en refuser, s'il y a lieu.

40. Les administrations chargées de la délivrance des patentes, sont autorisées à faire descendre dans la classe immédiatement inférieure, ou la suivante, les citoyens qui justifieront l'impossibilité où ils sont d'acquitter les droits de leur classe. L'arrêté pris à ce sujet par les administrations sera motivé et mentionné dans la patente ; il sera envoyé à l'administration centrale, pour être approuvé par elle, s'il y a lieu (2).

41. Il sera prélevé, pour contribuer aux dépenses locales de chaque com-

(1) Voyez l'ordonnance du 23—26 décembre 1814, qui enjoint aux huissiers d'énoncer la patente, sous peine de l'amende de cinq cents francs, dans les exploits qu'ils signifient, et les oblige, ainsi que les notaires, avoués ou greffiers, de faire mention de celles des particuliers dans tous les actes de leur ministère; et la loi sur l'enregistrement du 16—17 juin 1824, art. 10, qui réduit l'amende de cinq cents francs à cinquante francs. — Voyez encore la loi du 7 nivôse an 7 (27 décembre 1798), concernant l'énonciation des immatricules des huissiers dans leurs exploits, et les notes.

En thèse générale, l'énonciation de la patente des commerçans, dans les actes qui les concernent, n'est nécessaire, sous peine d'amende, qu'autant que les actes se rattachent au commerce, à la profession ou à l'industrie des parties. Cass., 15 mars 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 226; et 20 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 631. — Le commis d'une maison de commerce qui fait donner assignation pour un objet relatif au commerce de sa maison, ne peut pas se dispenser d'énoncer une patente ; à défaut de cette énonciation, il doit être nécessairement condamné à l'amende. Cass., 22 juillet 1807, *SIR.*, VIII, 1, 284; Bull. civ. IX, 239. — Il en est de même de celui qui, devant un tribunal, intervient et revendique des ballots de marchandises comme lui appartenant, pour les avoir achetées, afin de les revendre. Cass., 8 thermidor an 8, *SIR.*, I, 2, 262. — Lorsqu'un négociant intente une action pour un fait de commerce antérieur à l'année dans laquelle il se pourvoit en justice, sans faire mention de la patente dont il doit être muni pour l'année présente, on ne peut le décharger de l'amende, sous prétexte qu'il était patenté à l'époque de l'acte commercial qui est le fondement de son action. Cass., 21 thermidor an 9, *SIR.*, VII, 2, 1056; Bull. civ., III, 322. — Les tribunaux, notamment les tribunaux de police, sont incompétens pour prononcer une peine quelconque contre un particulier qui, étant en défaut de prendre patente, ne fait devant eux aucun acte dans lequel il soit tenu d'énoncer celle qu'il aurait dû obtenir. Cass., 21 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 1100, et XVII, 1, 324.

Sur les questions qui se rattachent à l'énonciation de l'immatricule des huissiers dans les exploits, voyez la loi précitée du 7 nivôse an 7, et les notes.

(2) Les descentes de classe ont été abrogées par la loi du 13 floréal an 10. Arr. du cons., 31 juillet 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 417.

mune, un dixième du produit net des droits de patente qui auront été payés par les domiciliés de leurs arrondissemens respectifs; ce dixième, dans tous les cas, sera payé en numéraire. — La délivrance en sera faite par les receveurs de l'enregistrement, sur ordonnance de l'administration centrale de département. Tous les frais de recouvrement à la charge de l'administration municipale seront prélevés sur ce dixième.

42. Toutes dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

Tarif du droit de patente, dressé en conformité des lois des 6 fructidor an 4, 9 frimaire an 5, et 7 brumaire an 6.

1^o Sans égard à la population.

Les banquiers, cinq cents francs; les courtiers de navires et de marchandises, entrepreneurs de roulage, de voitures publiques par terre et par eau, deux cents francs; les marchands forains avec voitures, quarante francs; les colporteurs avec chevaux ou autres bêtes de somme, trente francs; les colporteurs avec balle, soit qu'ils aient domicile ou non, vingt francs; les entrepreneurs ou directeurs de spectacles ou autres amusemens publics, dans lesquels les spectateurs paient leurs places, une représentation complète, établie d'après le nombre et le prix de chaque place.

2^o Eu égard à la population.

COMMERCE, INDUSTRIE, ARTS ET PROFESSIONS.	POPULATION						
	de 100,000 ames et au dessus.	de 80,000 ames à 100,000.	de 50,000 ames à 80,000.	de 20,000 ames à 50,000.	de 10,000 ames à 20,000.	de 5,000 ames à 10,000.	au dessous de 5,000 ames.
<i>Première classe.</i>	f.	f.	f.	f.	f.	f.	f.
Les négocians et armateurs, les agens de change et courtiers, les commissionnaires de marchandises;							
Les entrepreneurs, fournisseurs et munitionnaires de la république; les directeurs et entrepreneurs d'établissmens de ventes à l'encan, et les directeurs d'agences ou bureaux d'affaires; les marchands de charbon de terre en gros; les marchands de bois en chantier ou magasin, ou exploitant ventes dans les bois, forêts et plantations de la république, des communes ou des particuliers; les marchands de bois de marine;							
Les marchands en gros de draperie, mercerie, soierie, étoffes de coton, toilerie, linons, mousselines, gazes, dentelles; acier, fer et autres métaux; quincaillerie; vins, liqueurs, vinaigre; épicerie, droguerie, cuirs et peaux; et les marchands tanneurs, les chiffonniers en gros	500	240	180	120	80	50	40

COMMERCE, INDUSTRIE,

ARTS ET PROFESSIONS.

POPULATION

	de 100,000 ans et au dessus.	de 80,000 ans à 100,000.	de 50,000 ans à 80,000.	de 20,000 ans à 50,000.	de 10,000 ans à 20,000.	de 5,000 ans à 10,000.	au-dessous de 5,000 ans
<i>Seconde classe.</i>	f.	f.	f.	f.	f.	f.	f.
Les notaires ; marchands en détail de draperie, étoffes en soie, toilerie, étoffes de coton, mousselines, s'ils en font leur principal commerce ;							
Les architectes, entrepreneurs de bâtimens, constructeurs de navires ;							
Les orfèvres, horlogers, bijoutiers, lapidaires, joailliers, distillateurs, confiseurs ;							
Apothicaires-pharmaciens ; les imprimeurs, brasseurs, les traiteurs, restaurateurs.	100	80	60	40	30	25	20
<i>Troisième classe.</i>							
Les marchands merciers en détail, tapis- siers, marchands tailleurs, marchands cor- donniers, manchonniers, fourreurs ; les marchands en détail en linons, gazes, dentelles, droguerie et teinture ; ami- donniers, tanneurs, corroyeurs, ciriers, charcutiers, pâtisseries, marchands de vins, liqueurs, vinaigre ; rôtisseurs, maîtres d'hôtel garni, marchands de papier, les marchands de chevaux et autres bêtes de somme ;							
Les marchands de bœufs, vaches, veaux, moutons et cochons ;							
Les maîtres de billard, les paumiers, les limonadiers ; carrossiers ;							
Les marchands de laine, fil et coton en détail ;							
Les marchands de grains autres que ceux de leurs récoltes ;							
Les huissiers ;							
Les huissiers-priseurs ;							
Les détenteurs, fermiers ou entrepre- neurs de bacs sur les fleuves et rivières ;							
Les propriétaires de bâtimens faisant le cabotage ;							
Les marchands cartiers et cartonnières ;							
Les peseurs jurés, les jaugeurs de liqui- des ;							
Les fabricans d'eau-de-vie ;							
Les marchands de rubans ;							
Les marchands de comestibles ;							
Les aubergistes.	78	60	48	30	25	20	15

COMMERCE, INDUSTRIE,

ARTS ET PROFESSIONS.

POPULATION

Quatrième classe.

Les ébénistes, fripiers, marchands de meubles; marchands de bois, n'exploitant point de ventes dans les bois, forêts et plantations de la république et des particuliers, et n'ayant ni chantiers ni magasins; marchands d'écorces, tan et tourbe; serruriers, taillandiers, armuriers, couteliers, éperonniers, couvreurs, plombiers;

Les marchands en détail de fer, acier et autres métaux, épicerie, quincaillerie, cuirs et peaux; chapeliers, bonnetiers; loueurs de chevaux et de voitures suspendues, marchands de papiers peints; marchands de verre et verroterie, de porcelaine et cristaux, modes, plumes peintes, fleurs artificielles; perruquiers-coiffeurs de femmes, selliers, parfumeurs, libraires, officiers de santé, dentistes, gantiers;

Ceux qui tiennent des bains publics;

Les marchands d'objets de curiosité;

Les mesureurs de sel et maîtres de tracons;

Les marchands de faïence;

Les fabricans de couvertures de soie, coton ou laine;

Les mesureurs de toiles, et autres étoffes;

Les apprêteurs d'étoffes;

Les marchands de couleurs, les marchands de boutons.

Cinquième classe.

Boulangers, meuniers, blatiers, cabaretiers, marchands de tableaux et gravures en boutique, marchandes lingères, batteurs et tireurs d'or, galonniers, tourneurs sur métaux, tabletiers, layetiers, miroitiers, éventailistes, lunetiers, bouchonniers;

Luthiers, opticiens, marchands de baromètres, facteurs d'instrumens de physique, d'astronomie et de mathématiques;

Marchands de briques, ardoises, tuiles, plâtre, chaux et lattes;

Les constructeurs de barques, bateaux et batelets, les ferblantiers, mégissiers, les charpentiers, charrons, bourreliers, menuisiers, les marchands de chanvre, lin et

de 100,000 ans et au dessus.	de 50,000 ans à 100,000.	de 50,000 ans à 50,000.	de 20,000 ans à 50,000.	de 10,000 ans à 20,000.	de 5,000 ans à 10,000.	au dessous de 5,000 ans.
f.	f.	f.	f.	f.	f.	f.
50	40	50	20	15	10	8

COMMERCE, INDUSTRIE, ARTS, ET PROFESSIONS.	POPULATION						
	de 100,000 âmes et au-dessus	de 50,000 âmes à 100,000.	de 20,000 âmes à 50,000.	de 10,000 âmes à 20,000.	de 5,000 âmes à 10,000.	de 1,000 âmes à 5,000.	au-dessous de 1,000 âmes
Les distillateurs d'eau-forte ; Les fabricans de colle ; Les laveurs de cendres ; Les marchands de peaux pour l'habillement et l'armement	f. 30	f. 24	f. 18	f. 12	f. 8	f. 5	f. 4
<i>Septième classe.</i>							
Les tailleurs, gainiers, brodeurs, passementiers, tourneurs en bois, graveurs sur métaux, balanciers, perruquiers, cordonniers, tisserands, vitriers, couturières, cloutiers, épingliers ; marchands de poisson frais et salé, de sabots, de sel ; tailleurs de pierre, ferrailleurs, vendeurs de bière, cidre et eau-de-vie en détail ; conducteurs de voitures pour le transport des voyageurs, les patachiers, les pompiers, les fontainiers ; les voituriers et bouviers pour le transport des marchandises ; les bimbelotiers ou marchands de jouets d'enfant ; Les galochiers ; Les relieurs ; Les charbonniers et marchands de charbon de terre en détail.	20	16	12	8	5	4	3

N° 602. = 1^{re} brumaire an 7 (22 octobre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant les bestiaux envoyés dans les pacages situés hors la ligne extérieure des douanes (1). (II, Bull. CCXXXV, n° 2100.)

Le directoire exécutif arrête : — Les particuliers qui se seront soumis à représenter à un bureau de douanes, des mules, mulets, chevaux, jumens, vaches et autres bestiaux envoyés au pacage hors la ligne des frontières, seront tenus, en cas de mort desdits bestiaux, d'en faire immédiatement la déclaration au bureau où l'acquit-à-caution aura été délivré, afin que les préposés des douanes puissent se transporter sur les lieux à l'effet de vérifier ladite déclaration. Ils ne pourront être déchargés de leur soumission que sur le certificat desdits préposés que leur déclaration était exacte.

N° 603. = 3 brumaire an 7 (24 octobre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui établit une régie pour surveiller la perception de

(1) Voyez, sur les douanes, le décret général du 6—22 août 1791, et les notes ; et spécialement l'arrêté du 25 messidor an 6 (13 juillet 1798).

l'octroi municipal de la commune de Paris (1). (II, Bull. CCXXXVI, n° 2128.)

N° 604. = 5 brumaire an 7 (26 octobre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, sur les cautionnemens des receveurs de la loterie nationale (2). (II, Bull. CCXXXVI, n° 2129.)

Le directoire exécutif. . . — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les articles 13 et 15 de l'arrêté du directoire exécutif, du 17 vendémiaire, sont rapportés.

2. Les receveurs qui seront établis à l'avenir ne pourront exercer aucune fonction, sans au préalable avoir fourni leurs cautionnemens en numéraire et en immeubles ; et ces cautionnemens seront fournis dans le mois de leur nomination : faute de quoi il sera pourvu à leur remplacement.

3. Les receveurs qui sont en activité et qui n'ont point encore fourni leurs cautionnemens en immeubles, seront tenus de le faire dans un mois du jour de l'envoi qui leur sera fait du présent arrêté par l'administration de la loterie ; faute de quoi ils seront remplacés.

4. Les cautionnemens en immeubles seront fournis d'après les fixations qui en seront faites par l'administration de la loterie, et conformément à l'instruction de ladite administration, du 28 floréal dernier, et autres qu'elle pourrait donner par la suite.

5. Les retenues accordées aux receveurs par l'article 14 de l'arrêté du 17 vendémiaire, pour les remplir de leurs cautionnemens en numéraire, ne seront dorénavant allouées qu'à ceux des receveurs qui auront fourni leurs cautionnemens en immeubles : en conséquence, lesdites retenues demeurent suspendues, à compter de ce jour, jusqu'à ce que les cautionnemens en immeubles aient été fournis par les receveurs, et acceptés par l'administration.

N° 605. = 7 brumaire an 7 (28 octobre 1798). = **LOI** contenant répartition de la contribution foncière de l'an 7. (II, Bull. CCXXXVI, n° 2131 ; B., LXXIV, 136.)

N° 606. = 8 brumaire an 7 (29 octobre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, portant que les individus natis de pays alliés ou neutres, qui feraient partie des équipages de bâtimens ennemis, seront traités comme pirates (3). (II, Bull. CCXXXV, n° 2118.)

Le directoire exécutif. . . — Arrête :

Art. 1^{er}. Tout individu natif ou originaire des pays amis, alliés de la république française ou neutres, porteur d'une commission donnée par les ennemis de la France, ou faisant partie des équipages des bâtimens de guerre

(1) Cette régie n'existe plus depuis long-temps : d'après la loi du 8—13 décembre 1814, art. 121 et suiv., l'administration des octrois a été confiée à l'autorité municipale. Voyez l'ordonnance du 23 du même mois, portant organisation de l'octroi de Paris, et les notes. Ces réglemens rendent le présent arrêté sans intérêt.

(2) Voyez, sur l'organisation de la loterie nationale, l'arrêté du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), et les notes qui résument la législation de la matière.

Voyez spécialement, sur les cautionnemens des receveurs de la loterie, les art. 13 et 15 de cet arrêté ; la loi du 7 ventose an 8 (26 février 1800), art. 1^{er} et suiv. ; et l'arrêté du 23 du même mois (14 mars 1800).

(3) Voyez la loi du 10—11 avril 1825, qui définit le crime de piraterie. Elle ne reproduit pas les dispositions rigoureuses du présent arrêté que nous croyons, par cela seul, abrogé. Voyez l'arrêté du 24 brumaire an 7 (14 novembre 1798), additionnel au présent.

et autres, ennemis, sera, par ce seul fait, déclaré pirate et traité comme tel, sans qu'il puisse, dans aucun cas, alléguer qu'il y a été forcé par violence, menaces, ou autrement.

2. Les directoires exécutifs des républiques batave, ligurienne, cisalpine et romaine, seront instruits de cette mesure.

3. Les dispositions contenues en l'article 1^{er}, seront notifiées aux puissances neutres ou alliées de la république française.

N° 607. = 9 brumaire an 7 (30 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'emploi des bagnes des ports de Nice et du Havre* (1). (II, Bull. CCXXXV, n° 2120.)

Art. 1^{er}. Le bague du port de Nice sera, comme celui établi au Havre par l'arrêté du 7 fructidor an 6, exclusivement destiné à recevoir les soldats et marins qui seront condamnés aux fers pour crime de désertion.

2. A compter du 1^{er} nivose prochain, lesdits déserteurs seront conduits de brigade en brigade, par la gendarmerie nationale, au bague de celui de ces deux ports qui sera le moins éloigné du lieu où ils auront été condamnés.

N° 608. = 9 brumaire an 7 (30 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui défend aux percepteurs du droit de passe, d'en exiger le paiement pour les voitures et chevaux marchant pour le service de la république* (2). (II, Bull. CCXXXV, n° 2121.)

N° 609. = 9 brumaire an 7 (30 octobre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine le mode de paiement de tous les corps et employés militaires composant l'armée française* (3). (II, Bull. CCXXXVI, n° 2134.)

N° 610. = 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798). = *LOI sur le régime hypothécaire* (4). (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2137; B., LXXIV, 152.)

TITRE 1^{er}. — *Des hypothèques et privilèges pour l'avenir.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des hypothèques et privilèges.*

Art. 1^{er}. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés au paiement d'une obligation. — Le privilège sur les immeubles est le droit d'être préféré aux autres créanciers, quoique antérieurs en hypothèque (5).

(1) Voyez l'arrêté du 7 fructidor an 6 (24 août 1798), qui ordonne la construction d'un bague au Havre. Nice a cessé de faire partie de la France, en exécution du traité du 30 mai—8 juin 1814.

(2) Cet arrêté n'a plus d'objet depuis que la taxe des routes a été abolie par la loi du 24 avril—4 mai 1806, art. 60.

(3) Les dispositions de cet arrêté ont été remplacées par celles plus complètes du tit. II du règlement du 25 germinal an 13 (15 avril 1805).

(4) Cette loi qui a succédé au Code hypothécaire du 9 messidor an 3 (27 juin 1795), qui ne fut point exécuté, a servi de transition entre le régime établi par ce code, et les dispositions du Code civil sur les hypothèques : comme ce dernier code a adopté presque tous les principes de la loi de brumaire, les décisions rendues sous l'empire de cette loi peuvent encore être utilement consultées aujourd'hui, surtout en les comparant avec celles intervenues sur les dispositions analogues de la loi qui nous régit.

Voyez, sur la législation hypothécaire, les notes qui accompagnent le titre du Code de l'an 3; elles contiennent un résumé complet de la matière.

(5) La clause par laquelle un débiteur, en hypothéquant un immeuble, consent à ce qu'à défaut de paiement, son créancier fasse vendre cet immeuble, devant notaire, avec publicité, et avec son concours, est valable. Bruxelles, 30 germinal an 11, Sir., XXI, 2, 228. — Jugé dans le même sens sous l'empire du Code civil. Pau, 27 janvier 1827, Sir., XXX, 2, 11; et Bordeaux, 2 juin 1827, Sir., XXVII, 2, 169; et 29 juin 1830, Sir., XXX, 2, 299.

2. L'hypothèque ne prend rang et les privilèges sur les immeubles n'ont d'effet que par leur inscription dans les registres publics à ce destinés, sauf les exceptions autorisées par l'article 11 (1).

3. L'hypothèque existe, mais à la charge de l'inscription, — 1^o Pour une créance consentie par acte notarié (2); — 2^o Pour celle résultant d'une condamnation judiciaire (3); — 3^o Pour celle qui résulte d'un acte privé dont la signature aura été reconnue ou déclarée telle par un jugement (4); — 4^o Pour celles auxquelles la loi donne le droit d'hypothèque (5).

(1) L'hypothèque donnée subsidiairement, mais pour n'être acquise que dans un cas prévu, n'existe pas avant que la condition soit arrivée. Cass., 5 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 89; Bull. civ., XI, 274. — Il n'est pas nécessaire de prendre inscription pour la conservation du droit de retour d'un immeuble vendu à rente foncière, faute de paiement de la redevance. Cass., 11 octobre 1814, *SIR.*, XV, 1, 147; Bull. civ., XIII, 237.

Voyez encore les articles 29 et 37 ci-après, et l'art. 2134 du Code civil.

(2) La stipulation de garantie faite par un acte public, antérieurement à la loi du 11 brumaire an 7, donne à l'acquéreur le droit de prendre inscription hypothécaire sur les biens du vendeur, pour sûreté de l'obligation éventuelle. Paris, 19 ventose an 12, *SIR.*, IV, 2, 709. — Jugé dans le même sens, sous l'empire du Code civil, que l'hypothèque peut être valablement consentie pour sûreté d'une obligation éventuelle. Cass., 26 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 41; et plusieurs autres arrêts. — Mais il ne suffit pas d'avoir forme une demande en rescision à cause de lésion, pour être réputé créancier éventuel, et pouvoir prendre inscription hypothécaire pour le supplément du prix sur les biens de l'acquéreur. Paris, 29 nivose an 10, *SIR.*, II, 2, 303. — Pour pouvoir prendre inscription en vertu d'un acte public passé dans une colonie où la formalité de l'enregistrement n'a pas lieu, il faut préalablement le faire enregistrer sur le continent. Cass., 7 décembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 1.

(3) Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, on ne pouvait prendre inscription en vertu d'un jugement par défaut, s'il n'était signifié. Riom, 9 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 646; et Cass., 13 février 1809, *SIR.*, IX, 1, 134. — Mais dans les pays où l'ordonnance de 1667 n'avait pas été publiée, on a pu, jusqu'au Code civil, prendre inscription en vertu d'un jugement par défaut, même non signifié. Bruxelles, 13 décembre 1810, *SIR.*, XI, 2, 321. — Jugé dans le même sens, pour un jugement rendu sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7. Cass., 21 mai 1811, *SIR.*, XI, 1, 261. — Et pour celui rendu sous l'empire du Code de procédure. Riom, 6 mai 1809, *SIR.*, X, 2, 39; et Rouen, 7 décembre 1812, *SIR.*, XIII, 2, 367. — Les sentences arbitrales, sous l'empire de la loi de brumaire, n'emportaient hypothèque qu'après leur homologation en justice. Cass., 25 prairial an 11, *SIR.*, III, 1, 303. — Avant la loi de brumaire, la reconnaissance devant un juge de paix de billets sous seing-privé emportait hypothèque, encore que la reconnaissance eût été faite en conciliation et non point en justice. Nîmes, 30 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 274. — Jugé en sens contraire, mais sous l'empire de la loi de brumaire. Cass., 22 décembre 1806, *SIR.*, VII, 1, 109; Bull. civ., VIII, 448. — La déclaration du 2 janvier 1717, portant que les jugemens de reconnaissance de signature de billets de commerce et lettres de change n'emportent pas hypothèque, avant le terme du paiement, a été abrogée par la loi du 11 brumaire an 7; en conséquence, est valable l'inscription prise avant l'échéance, antérieurement à la loi du 3 septembre 1807. Cass., 6 avril 1809, *SIR.*, IX, 1, 182. — Jugé encore que la loi du 11 brumaire an 7 a autorisé le porteur d'une obligation sous signature privée à faire reconnaître la signature, même avant l'échéance du billet, et à prendre inscription en vertu du jugement de reconnaissance. Cass., 3 février 1806, *SIR.*, VI, 1, 179; Bull. civ., VIII, 33; 15 janvier 1807, *SIR.*, VII, 1, 114; et 17 mars 1807, *SIR.*, VII, 1, 151; Bull. civ., IX, 85. — Toute condamnation volontaire produit l'hypothèque générale attribuée aux jugemens; toutefois, si par l'acte portant la clause de condamnation volontaire, le débiteur a promis une hypothèque spéciale, qu'il soit prêt à réaliser, le jugement qui prononce la condamnation n'emporte pas une hypothèque générale différente de l'hypothèque promise. Bruxelles, 24 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 386.

Voyez encore la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), art. 4, portant que les condamnations prononcées en matière de grande voirie emportent hypothèque; et les avis du conseil d'état, des 25 thermidor an 12 (13 août 1804), 12 novembre 1811, et 24 mars 1812, qui attribuent l'hypothèque aux condamnations administratives prononcées contre les comptables. — Voyez enfin l'article 2123 du Code civil.

(4) Voyez la note précédente, arrêts du 6 avril 1809 et suivans.

(5) Les actes passés par les corps administratifs emportent hypothèque de plein droit et sans stipulation expresse. Paris, 6 messidor an 10, *SIR.*, III, 2, 463; et circ. de la régie, 14 pluviôse an 8, *SIR.*, 1, 2, 134. — Jugé au contraire que les actes passés par les corps admi-

4. Toute stipulation volontaire d'hypothèque doit indiquer la nature et la situation des immeubles hypothéqués : elle ne peut comprendre que des biens appartenant au débiteur lors de la stipulation ; mais elle s'étend à toutes les améliorations qui y surviendront (1). — L'hypothèque judiciaire ne peut affecter que les biens appartenant au débiteur lors du jugement (2). — Quant aux hypothèques que les femmes ont droit d'exercer sur les biens de leurs maris, et à toutes autres hypothèques légales, elles frappent, au moment même de l'inscription, sur tous les biens appartenant au débiteur et situés dans l'arrondissement du bureau où se fait l'inscription (3). — Le

nistratifs pour objets de leur compétence, n'emportent pas hypothèque, sans stipulation, au profit de l'état. Bruxelles, 27 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 342. — La jurisprudence a encore changé ; et, récemment, la cour de Paris a jugé que les adjudications administratives emportent de plein droit, et sans stipulation expresse, hypothèque au profit de l'état sur les biens de l'adjudicataire. Paris, 29 mars 1830, *SIR.*, XXX, 2, 231.

En supposant que, sous l'empire de la loi de brumaire, l'hypothèque pût résulter du bail des biens d'un hospice, passé devant la commission administrative de cet hospice, et sans le concours d'un notaire, au moins fallait-il, pour constituer cette hypothèque, que l'acte contint une stipulation spéciale et la désignation des biens affectés. Cass., 3 juillet 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 368. — L'hypothèque conventionnelle ne résulte pas d'un acte passé entre des particuliers devant un préfet. Arr. du cons., 29 mai 1811, *SIR.*, XII, 2, 155. — Des héritiers n'ont pas d'hypothèque légale sur les biens propres de leur co-héritier, pour raison de la gestion qu'il a eue de l'héritage commun. Cass., 11 novembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 132 ; Bull. civ., XIII, 271.

(1) Sous l'empire de cette disposition, une constitution d'hypothèque devait, à peine de nullité, désigner l'espèce et la nature des biens affectés. Bordeaux, 17 août 1814, *SIR.*, XV, 2, 147. — Il ne suffisait pas de dire qu'on hypothéquait tous ses biens présents situés dans la commune de... ; il fallait dire si c'étaient des bâtimens, terres, prés, etc. Cass., 20 février 1810, *SIR.*, X, 1, 178 ; Bull. civ., XII, 16. — Jugé encore que le vœu de la loi n'était pas rempli, quand on disait seulement hypothéquer des biens situés dans des communes désignées. Cass., 23 août 1808, *SIR.*, VIII, 1, 489 ; Bull. civ., X, 233. — Jugé aussi que l'hypothèque conventionnelle était nulle, comme n'ayant pas la spécialité voulue par la loi, si elle portait vaguement sur tous les biens ruraux, et sur toutes les maisons du débiteur, situés dans l'enceinte d'une commune désignée. Aix, 30 août 1809, *SIR.*, X, 2, 82. — Jugé cependant que la nature et la situation des biens affectés peuvent être suffisamment désignées par la seule indication de ces biens, sous la dénomination de *ferme* de..., située commune de.... Cass., 1^{er} avril 1817, *SIR.*, XVII, 1, 348.

Tous ces principes sont applicables sous l'empire du Code civil, dont l'article 2129 reproduit à peu près les termes de la loi de brumaire.

Sous l'empire de cette nouvelle législation, il a été jugé que la désignation de la nature des biens n'est pas nécessaire pour l'établissement de l'hypothèque, sur un corps de domaine, comme elle le serait, s'il s'agissait d'un immeuble particulier ; et que la simple indication du domaine peut suffire. Riom, 21 février 1816, *SIR.*, XVII, 2, 205. — Que, lorsqu'un débiteur donne hypothèque sur tous les biens qu'il possède dans une commune, il n'est pas nécessaire qu'il fasse une désignation particulière de chacun des immeubles hypothéqués ; qu'il suffit qu'il en fasse connaître la nature d'une manière générale. Besançon, 22 juin 1810, *SIR.*, XI, 2, 378 ; et Paris, 10 juin 1812, *SIR.*, XII, 2, 405. — Et que la question de savoir si, dans tel cas, il y a désignation suffisante de la nature et de l'espèce des biens hypothéqués, constitue une simple appréciation de fait qui ne peut donner ouverture à cassation. Cass., 16 août 1815, *SIR.*, XV, 1, 368.

Voyez encore ci-après l'article 17, n° 5, concernant la désignation des biens hypothéqués dans l'inscription.

L'hypothèque consentie par un débiteur sur tous ses biens présents et à venir, et dans un temps où une pareille stipulation était licite, ne s'étend pas sur les biens personnels de l'héritier de ce débiteur. Cass., 3 décembre 1816, *SIR.*, XVII, 1, 189 ; Bull. civ., XVIII, 225.

(2) Modifié par l'art. 2123, § 2, du Code civil, qui fait porter l'hypothèque judiciaire sur les biens à venir du débiteur.

Il a été jugé, par application de cet article et de l'art. 2148 du même Code, que l'inscription prise en vertu de l'hypothèque judiciaire sur les biens présents et à venir du débiteur, frappe sur les biens à venir au fur et à mesure de leur acquisition, sans qu'il soit besoin de prendre une inscription nouvelle. Cass., 3 août 1819, *SIR.*, XIX, 1, 359 ; Bull. civ., XXI, 199.

(3) La femme non séparée peut prendre inscription hypothécaire sur un conquêt de la communauté. Cass., 16 fructidor an 11, *SIR.*, VI, 1, 17. — La limitation de l'inscription prise par une femme pour partie de ses droits et reprises, n'affranchit pas le surplus des biens du

créancier peut aussi, par des inscriptions ultérieures, mais sans préjudice de celles antérieures à la sienne, faire porter son hypothèque sur les biens qui écherraient à son débiteur, ou qu'il acquerrait par la suite.

5. L'inscription qui serait faite dans les dix jours avant la faillite, banqueroute ou cessation publique de paiement d'un débiteur, ne confère point hypothèque (1).

CHAPITRE II. — Des biens susceptibles d'hypothèque.

6. Sont seuls susceptibles d'hypothèque, — 1^o Les biens territoriaux transmissibles, ensemble leurs accessoires inhérens (2); — 2^o L'usufruit, ainsi que la jouissance à titre d'emphytéose, des mêmes biens, pour le temps de leur durée.

7. Les rentes constituées, les rentes foncières, et les autres prestations

mari des créances non comprises dans cette inscription. Paris, 29 mai 1819, *Str.*, XX, 2, 72.

Voyez, sur l'hypothèque légale des femmes, l'art. 2121, § 1^{er}, du Code civil.

(1) Voyez l'art. 2146 du Code civil, conforme.

L'art. 5 de la loi du 11 brumaire an 7 s'oppose à ce qu'une hypothèque, antérieure à la faillite, puisse être inscrite utilement quand la faillite est ouverte. Turin, 27 décembre 1806, *Str.*, VI, 2, 746. — Jugé encore qu'un créancier dont le titre a été créé sous l'empire de la loi de brumaire, et qui a pris inscription depuis la faillite du débiteur, mais en vertu d'un jugement antérieur de dix jours à l'ouverture de la faillite, ne doit pas être reconnu créancier hypothécaire. Bordeaux, 5 mai 1808, *Str.*, VIII, 2, 183. — Jugé aussi que le créancier hypothécaire, qui n'a pris inscription que dans les dix jours qui ont précédé la faillite, est soumis au concordat passé entre le failli et ses créanciers. Nîmes, 21 janvier 1807, *Str.*, VII, 2, 329.

Jugé, en sens contraire aux décisions précédentes, que, sous l'empire de la loi de brumaire, on a pu prendre, depuis la faillite, une inscription conservatrice de l'hypothèque antérieurement acquise. Cass., 18 février 1808, *Str.*, VIII, 1, 222; 5 avril 1808, *Str.*, VIII, 1, 216; Bull. civ., X, 58; et 5 décembre 1809, *Str.*, X, 1, 98; Bull. civ., XI, 283. — Jugé encore qu'une hypothèque antérieure à la loi de brumaire, qui n'a été inscrite qu'après l'expiration des divers délais accordés par cette loi et les lois subséquentes, pour l'inscription des privilèges et hypothèques du passé, n'est pas dégénérée en une hypothèque nouvelle, et a pu être valablement inscrite depuis la faillite du débiteur. Cass., 4 décembre 1815, *Str.*, XVI, 1, 65; Bull. civ., XVII, 199.

Mais cette jurisprudence ne paraît pas avoir été suivie depuis le Code civil; et la nullité des inscriptions prises depuis la faillite, en vertu d'un titre antérieur, a été constamment prononcée: voyez l'arrêt de cassation du 11 juin 1817, *Str.*, XVIII, 1, 41; Bull. civ., XIX, 180; celui de Caen du 29 mai 1827, *Str.*, XXVIII, 2, 150; et celui de Bordeaux du 6 mars 1829, *Str.*, XXX, 2, 119.

Les créanciers hypothécaires ne peuvent valablement requérir d'inscription sur les biens d'une succession vacante. Cass., 4 thermidor an 12, *Str.*, VII, 2, 1217. — L'inscription prise depuis l'ouverture d'une succession bénéficiaire n'est pas nulle, lorsqu'elle tend uniquement à conserver une hypothèque ancienne. Cass., 5 septembre 1810, *Str.*, XIII, 1, 418. — Jugé encore, et en thèse générale, que les créanciers du défunt pouvaient, avant le Code civil, prendre inscription sur la succession bénéficiaire. Paris, 23 août 1808, *Str.*, IX, 2, 12.

Mais voyez l'art. 2146, § 2, du Code civil, qui prohibe d'une manière absolue les inscriptions sur les successions bénéficiaires; on a jugé que cet article 2146 ne s'applique pas aux hypothèques créées antérieurement au Code, lesquelles peuvent encore être inscrites aujourd'hui, conformément à la loi de l'an 7, restée en vigueur pour ce cas spécial. Turin, 2 octobre 1811, *Str.*, XII, 2, 257; et Cass., 31 décembre 1821, *Str.*, XXII, 1, 160; Bull. civ., XXIV, 37.

(2) Cette disposition a supprimé l'hypothèque sur les meubles.

Sont réputés meubles les produits des biens abandonnés par un failli à ses créanciers et échus depuis la faillite. Cass., 17 mars 1807, *Str.*, VII, 1, 158. — Il en est de même du prix d'un immeuble vendu. Paris, 27 avril 1814, *Str.*, XIV, 2, 255. — Jugé en sens contraire. Colmar, 25 août 1826, *Str.*, XXVIII, 2, 17. — Ne sont pas réputés meubles les ustensiles des usines, en ce qui concerne la faculté de les hypothéquer. Douai, 3 janvier 1815, *Str.*, XVI, 2, 46. — Par exemple, les ustensiles d'une fabrique de savon. Bruxelles, 28 juillet 1808, *Str.*, IX, 2, 124. — Ne sont pas susceptibles d'hypothèque les bâtimens vendus pour être démolis et les matériaux être enlevés. Cass., 9 août 1825, *Str.*, XXVI, 1, 133. — Les créanciers qui avaient hypothèque en Piémont sur les meubles de leur débiteur, l'ont perdue par la promulgation des lois aux termes desquelles les immeubles seulement ont été susceptibles d'hypothèque. Turin, 25 janvier 1811, *Str.*, XII, 2, 285.

Voyez encore l'art. 2118 du Code civil.

que la loi a déclarées rachetables, ne pourront plus à l'avenir être frappées d'hypothèque (1).

8. Il n'est rien innové par la présente aux dispositions de l'ordonnance de la marine, du mois d'août 1681, concernant le droit de suite et les privilèges auxquels les navires et bâtimens de mer continueront d'être affectés, même dans les mains d'un nouvel acquéreur, pour les cas qui y sont exprimés, et sans qu'il soit besoin d'inscription.

CHAPITRE III. — Des personnes qui peuvent consentir hypothèque.

9. Peuvent seuls consentir hypothèque sur des biens, ceux qui ont capacité pour les aliéner.

10. Les biens des mineurs, ceux des majeurs interdits, et des absens, auxquels il a été nommé un curateur, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par les lois, ou en vertu d'un jugement.

CHAPITRE IV. — Des privilèges dispensés de l'inscription, et de ceux de bâtisse.

11. Il y a privilège sur les immeubles, sans qu'il soit nécessaire d'aucune inscription, — 1° Pour frais de scellés et inventaires; — 2° Pour une année échue et celle courante de la contribution foncière; — 3° Pour frais de dernière maladie et inhumation; — 4° Pour une année d'arrérages et ce qu'il y a d'échu sur l'année courante des gages des domestiques. — Les privilèges pour frais de scellés et inventaires, pour ceux de dernière maladie et inhumation, et pour les gages des domestiques, ne seront exercés sur les immeubles que subsidiairement, et en cas d'insuffisance du mobilier pour acquitter ces créances : leur effet, dans les lieux où ils n'étaient point admis, ne pourra préjudicier aux hypothèques antérieures à la publication de la présente.

12. Il y a aussi privilège en faveur des ouvriers et de leurs cessionnaires, mais seulement jusqu'à concurrence de la plus-value existante au moment de l'aliénation d'un immeuble, quand cette plus-value a pour origine les constructions, réparations et autres impenses que les ouvriers y auraient faites, et lorsque, avant le commencement des travaux, il aura été dressé un procès-verbal qui constate l'état dudit immeuble, l'utilité de ces ouvrages, et qu'il aura été procédé à leur réception deux mois au plus tard après leur confection. — Ces procès-verbaux seront dressés par des experts nommés d'office par le juge de paix du canton où l'immeuble est situé, et en présence du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du même arrondissement.

13. Le procès-verbal qui constate les ouvrages à faire, doit être inscrit avant le commencement des réparations, et le privilège n'a d'effet que par cette inscription. — Celui de réception des ouvrages doit être également inscrit, à l'effet de déterminer le *maximum* de la créance privilégiée.

CHAPITRE V. — De l'effet des privilèges et hypothèques.

14. Les créanciers ayant privilège ou hypothèque sur un immeuble, peuvent le suivre, en quelques mains qu'il se trouve, pour être payés et colloqués sur le prix dans l'ordre suivant : — 1° Les créanciers privilégiés désignés en l'article 11, avant tous autres, et en observant entre eux l'ordre

(1) La vente faite après la loi du 11 brumaire an 7 d'une rente foncière créée antérieurement, a dû être transcrite, à peine de rester soumise aux hypothèques inscrites postérieurement à cette vente. Cass., 3 août 1807, Sir., VII, 1, 496; Bull. civ., IX, 247.

indiqué par le même article ; — 2° Les ouvriers, les entrepreneurs, leurs cessionnaires, lorsqu'ils se seront conformés aux dispositions des articles 12 et 13, jusqu'à concurrence seulement de la plus-value résultant des constructions, réparations et améliorations ; — 3° Les précédens propriétaires, ou leurs ayans-cause, dont les droits auront été maintenus selon les formes indiquées par la présente, pour ce qui leur restera dû du prix, ou pour les charges qui en tiendront lieu (1) ; — 4° Les créanciers hypothécaires, suivant la priorité de leurs inscriptions, et en cas de concours de plusieurs inscriptions faites le même jour, et d'insuffisance de fonds pour en payer intégralement les causes, par contribution entre les créanciers qui les auraient requises : — Le tout sans préjudice du droit qu'ont les créanciers des personnes décédées, et les légataires, de demander la distinction et la séparation des patrimoines, conformément aux lois (2).

15. La vente, soit volontaire, soit forcée, de l'immeuble grevé, ne rend point exigibles les capitaux aliénés ni les autres créances non échues. — En conséquence, l'acquéreur et l'adjudicataire jouiront des mêmes termes et délais qu'avaient les précédens propriétaires de l'immeuble, pour acquitter les charges et dettes hypothécaires inscrites.

CHAPITRE VI. — Du mode d'inscription des droits d'hypothèque et privilège.

16. Les inscriptions seront faites au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des biens sur lesquels le créancier entend exercer son hypothèque ou privilège. — Si l'inscription de la même créance a été faite dans plusieurs bureaux, l'hypothèque n'a rang sur les biens situés dans chacun d'eux, que du jour où l'inscription y a été effectuée.

17. A cet effet, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, l'original en brevet, ou une expédition du titre, pour toutes hypothèques autres que celles légales, et y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ils contiennent (3), — 1° Les nom, prénoms, profession et domicile du créancier,

(1) Sous l'empire de cette disposition, le privilège du vendeur n'était conservé que par l'inscription avant les ventes ultérieures. Cass., 13 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 46. — Mais il n'y avait pas de délai fatal pour l'inscription de ce privilège. Turin, 24 janvier 1810, *SIR.*, XI, 2, 247.

Voyez cependant les art. 37 et 39 ci-après, et les notes.

(2) Sous l'empire de cette disposition, l'action en séparation des patrimoines pouvait être exercée indépendamment de toute inscription hypothécaire. Paris, 1^{er} nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 305 ; et 17 octobre 1809, *SIR.*, X, 1, 34 ; Bull. civ., XI, 243. — Jugé encore que, sous l'empire de la loi de brumaire, les créanciers d'un défunt pouvaient réclamer efficacement le bénéfice de la séparation des patrimoines à l'égard des immeubles sur lesquels les créanciers hypothécaires s'étaient inscrits, encore qu'eux-mêmes n'eussent pris aucune inscription pour conserver leurs droits. Cass., 22 janvier 1806, *SIR.*, VI, 1, 193 ; et 8 septembre 1806, *SIR.*, VI, 1, 403. — Sous l'empire de la même loi, les créanciers qui obtenaient la séparation des patrimoines, étaient toujours colloqués par préférence aux créanciers hypothécaires de l'héritier, quelle que fût la date des inscriptions respectives. Liège, 10 février 1807, *SIR.*, VII, 2, 697. — Jugé encore que les créanciers d'une succession ouverte sous l'empire de la loi de brumaire, ont pu, depuis le Code civil, demander la séparation des patrimoines, quoiqu'ils n'aient pris aucune inscription, le droit des demandeurs, dans ce cas, restant réglé par la loi de brumaire. Cass., 17 avril 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 91 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les créanciers qui n'ont point pris inscription, aux termes de l'art. 2111 du Cod. civ., pour conserver le droit de demander la séparation des patrimoines, sont déchus de ce droit, encore qu'il s'agisse d'une succession ouverte avant le Code. Nîmes, 28 mars 1806, *SIR.*, VII, 2, 1196 ; Toulouse, 12 janvier 1807, *SIR.*, VII, 2, 280 ; et plusieurs autres arrêts. — Sous l'empire de la loi de brumaire, la séparation des patrimoines pouvait être demandée par les créanciers du défunt après la vente de ses biens, faite par l'héritier, mais avant le paiement du prix de la vente. Cass., arrêt précité du 8 septembre 1806, *SIR.*, VI, 1, 403.

(3) Sous l'empire de cette disposition, le cessionnaire d'une créance hypothécaire ne pouvait

et élection de domicile pour lui dans l'étendue du bureau où l'inscription est faite (1); — 2° Les nom, prénoms, profession et domicile du débiteur, ou une désignation individuelle et spéciale, assez précise pour que le conservateur des hypothèques puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé (2); — 3° La date du titre, ou, à défaut de titre, l'époque à laquelle l'hypothèque a pris naissance (3); — 4° Le montant des capitaux

avant la signification de transport, prendre inscription en son nom personnel sur le débiteur cédé. Paris, 10 ventose an 12, *SIR.*, IV, 2, 704. — Jugé dans le même sens sous l'empire du Code civil. Cass., 25 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 233; Bull. civ., XVIII, 62; et 11 août 1819, *SIR.*, XIX, 1, 450; et plusieurs autres arrêts. — L'inscription d'hypothèque faite par un préfet en son nom pour une créance d'une commune, sur un fermier de son octroi, était valable. Aix, 12 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 82. — Celui qui était propriétaire d'une créance aux termes d'un titre positif, faisait valablement tous actes conservatoires de cette créance, encore que, réellement, il ne fût que prête-nom d'un tiers. Cass., 15 juin 1813, *SIR.*, XIII, 1, 376; Bull. civ., XV, 185.

(1) Sous l'empire de cette disposition, une inscription n'était pas nulle, parce que les nom, prénoms et profession du créancier y étaient énoncés d'une manière inexacte, si d'ailleurs ce créancier était désigné de manière à ce qu'on ne pût le méconnaître. Cass., 17 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 364. — Jugé dans le même sens sous l'empire du Code civil. Bordeaux, 8 février 1811, *SIR.*, XI, 2, 252. — Jugé encore qu'une inscription n'est pas nulle, parce qu'un créancier y est désigné sous d'autres prénoms que les siens, s'il n'y a pas de doute sur l'identité de ce créancier. Cass., 15 février 1810, *SIR.*, X, 1, 179. — Il n'y avait pas non plus nullité, par cela seul que l'inscription avait été prise au nom d'héritiers, non désignés nominativement, du créancier originaire, lorsque d'ailleurs la personne de celui-ci était suffisamment indiquée. Cass., 15 mai 1809, *SIR.*, X, 1, 22. — Antérieurement, la cour de cassation avait jugé en sens contraire. Cass., 7 septembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 92. — Était valable l'inscription prise pour une maison de commerce, sous le nom des principaux associés, sans énonciation de prénoms, ni désignation de la raison sociale. Cass., 1^{er} mars 1810, *SIR.*, X, 1, 180.

L'inscription n'était pas nulle, sous l'empire de la loi de brumaire, si elle n'énonçait pas la profession du créancier. Cass., 1^{er} novembre 1810, *SIR.*, X, 1, 383; Bull. civ., XII, 189; arrêt précité du 17 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 364; et Paris, 29 août 1811, *SIR.*, XII, 2, 3. — Jugé dans le même sens, sous l'empire du Code civil. Cass., arrêt précité du 15 mai 1809, *SIR.*, X, 1, 22; et plusieurs autres arrêts. — Surtout si l'inscription contient élection de domicile, et s'il résulte de l'ensemble des énonciations que le nom et la demeure du créancier n'ont pu rester inconnus ou incertains pour les tiers. Cass., 26 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 92.

Jugé au contraire que le défaut d'indication du domicile réel du créancier est un moyen de nullité, encore qu'il y ait domicile élu, dans l'inscription hypothécaire. Cass., 6 juin 1810, *SIR.*, X, 1, 290.

L'élection de domicile de la part du créancier inscrivait pouvait, sous l'empire de la loi de brumaire, être réputée une formalité substantielle dont l'inobservation emportait nullité. Cass., 2 mai 1816, *SIR.*, XVI, 1, 245.

Mais il n'est pas nécessaire, sous le Code civil, que le créancier élise domicile dans un lieu de l'arrondissement du bureau des hypothèques où l'inscription est prise. Metz, 2 juillet 1812, *SIR.*, XII, 2, 388; et Grenoble, 10 juillet 1823, *SIR.*, XXIV, 2, 79. — Une inscription hypothécaire dans laquelle le créancier fait élection de domicile en sa demeure, sans indiquer cette demeure, peut être valable, s'il n'a pu exister pour les tiers aucune incertitude. Cass., 1^{er} février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 287.

(2) Pour conserver une hypothèque ancienne, sous l'empire de cette disposition, il n'était pas toujours nécessaire d'indiquer dans l'inscription le possesseur actuel de l'immeuble hypothéqué; il suffisait de mentionner le débiteur originaire. Bruxelles, 7 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 721; et Metz, 5 août 1819, *SIR.*, XXI, 2, 7. — Jugé cependant que c'était sur le possesseur actuel de l'immeuble, et non sur le débiteur originaire, que le renouvellement d'inscription devait avoir lieu. Cass., 13 thermidor an 12, *SIR.*, V, 1, 45. — Sous l'empire du Code civil, on a jugé conformément aux arrêts de Bruxelles et de Metz. Cass., 27 mai 1816, *SIR.*, XVI, 1, 265; Bull. civ., XVIII, 97. — L'inscription n'était pas nulle, sous l'empire de la loi de brumaire, faute d'énonciation de la profession et du domicile réel du débiteur. Cass., arrêt précité du 17 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 364.

(3) Dans une inscription hypothécaire, la mention de la nature du titre n'est pas réputée une formalité substantielle dont l'omission emporte nullité; il suffit que le titre soit indiqué de manière à rendre possible la vérification de la légitimité de la créance. Cass., 11 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 407; et 2 août 1820, *SIR.*, XXI, 1, 35; Bull. civ., XXII, 265. — Une inscription hypothécaire peut être valable, quoiqu'elle n'énonce pas le titre de la créance, si elle

et accessoires, et l'époque de leur exigibilité (1) ; — 5^e L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son hypothèque

se réfère à une autre inscription prise immédiatement, avec énonciation de ce titre. Cass., 7 mai 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 111. — *Idem*, lorsque l'inscription donne connaissance du titre, et qu'elle se réfère d'ailleurs à une inscription antérieure qui l'énonce parfaitement. Cass., 16 mars 1820, *SIR.*, XX, 1, 353. — *Idem*, lorsque d'ailleurs il est suffisamment mentionné que l'hypothèque prend sa source dans un acte authentique passé devant notaire à une date certaine. Cass., 26 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 92. — Celui qui réunit deux titres hypothécaires n'est pas tenu d'énoncer dans l'inscription chacun de ces deux titres ; il suffit de la mention d'un seul pour la conservation de l'une et de l'autre hypothèque. Paris, 3 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 2, 1. — Jugé encore que celui qui est aux droits de plusieurs créanciers, n'est tenu de relater dans son inscription que le titre qui donne naissance à l'hypothèque ; il n'est pas nécessaire de mentionner les divers titres de cession ou de transport. Paris, 26 mars 1808, *SIR.*, VII, 2, 1002. — Le titre dont la loi ordonne, à peine de nullité, l'énonciation dans l'inscription hypothécaire, est le titre originaire constitutif de l'hypothèque, et non le titre subséquent par lequel un cessionnaire aurait acquis cette hypothèque. Cass., 4 avril 1810, *SIR.*, X, 1, 218 ; et 7 octobre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 111 ; Bull. civ., XIV, 269. — L'inscription de renouvellement prise par un créancier subrogé dans l'effet d'une première inscription est nulle, si, indépendamment de la mention de subrogation, elle ne contient pas celle du titre originaire de la créance. Paris, arrêt précité du 3 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 2, 1. — Toutefois, est valable, pour conserver un privilège, l'inscription prise en vertu d'un acte de subrogation, bien qu'elle n'énonce pas le titre originaire d'où procède le privilège, si elle se réfère à une inscription antérieure où ce titre est énoncé. Paris, 15 janvier 1818, *SIR.*, XVIII, 2, 257. — En cas de subrogation du bailleur de fonds au privilège du vendeur, il ne suffit pas, pour conserver le privilège, d'insérer le titre portant obligation de faire emploi et promesse de subroger, il faut de plus insérer l'acte qui constate l'emploi et effectuée la subrogation. Cass., 16 mars 1813, *SIR.*, XIII, 1, 222 ; Bull. civ., XV, 80. — Lorsqu'un mari s'oblige hypothécairement tant en son nom que comme se portant fort pour sa femme, et que celle-ci ratifie le contrat par acte séparé, le créancier ne conserve son hypothèque sur les biens de la femme qu'en énonçant à la fois dans son inscription le titre constitutif de la créance et la ratification. Paris, 11 août 1808, *SIR.*, X, 2, 545. — Une inscription hypothécaire prise sur les biens d'une caution, doit, à peine de nullité, énoncer l'acte par lequel la caution s'est obligée ; il ne suffit pas d'énoncer celui par lequel le débiteur s'est engagé à donner caution. Cass., 12 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 249. — Le créancier privilégié, qui énonce, dans son inscription, la nature du titre et le montant de la créance, remplit suffisamment le vœu de la loi ; il n'est pas nécessaire qu'il mentionne que la créance est privilégiée. Paris, 9 décembre 1811, *SIR.*, XII, 2, 447. — La femme qui, dans une inscription hypothécaire, relate son contrat de mariage en entier, conserve par cela seul son douaire conventionnel, encore que l'inscription ne soit pas faite pour le douaire nominativement, mais pour une créance de reprise. Paris, 2 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 1022.

Une inscription hypothécaire doit contenir, à peine de nullité, la date du titre. Cass., 11 novembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 132 ; Bull. civ., XIII, 271. — *Idem*, ou à défaut de la date du titre, l'époque à laquelle l'hypothèque a pris naissance. Cass., 22 avril 1807, *SIR.*, VII, 1, 234 ; Bull. civ., IX, 128. — N'est pas nulle l'inscription qui n'énonce pas la date du titre constitutif, lorsqu'elle énonce un titre postérieur, modificatif du titre originaire, et qui en rapporte la date et la disposition. Cass., 3 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 245. — L'erreur ou l'omission partielle de la date du titre n'entraîne pas la nullité de l'inscription, si cette erreur n'a pu avoir d'effet dommageable. Cass., 9 novembre 1815, *SIR.*, XVI, 1, 151 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé au contraire que la fausse énonciation de la date du titre de la créance suffit pour rendre l'inscription nulle, indépendamment de toute conséquence dommageable. Cass., arrêt précité du 22 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 234 ; Bull. civ., IX, 128 ; et 7 septembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 92. — L'omission faite par le conservateur, dans une inscription hypothécaire, de la date du titre, peut être supplée par un bordereau énonciatif de cette date, produit par le créancier avant toute distribution du prix. Paris, 22 frimaire an 13, *SIR.*, V, 2, 296. — Une inscription hypothécaire n'est pas essentiellement nulle pour omission ou indication erronée du nom du notaire qui a reçu l'acte constitutif de la créance. Cass., 17 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 364.

(1) Voyez l'art. 2148, § 4, du Code civil, conforme.

Le défaut de mention de l'époque de l'exigibilité de la créance n'emporte pas la nullité des inscriptions prises dans le ci-devant Piémont, en matière d'hypothèques antérieures à la loi du 11 brumaire an 7. Turin, 6 juin 1807, *SIR.*, VII, 2, 684. — Sous l'empire de la loi de brumaire, la mention d'exigibilité de la créance était prescrite à peine de nullité. Cass., 4 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 209. — *Idem*, encore que l'inscription fût prise pour sûreté d'une dette

ou privilège (1). — Cette dernière disposition n'est point applicable aux hypothèques légales, ni à celles résultant d'un jugement; leurs inscriptions

non encore liquidée. Cass., 11 novembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 132; Bull. civ., XIII, 271.

Des inscriptions hypothécaires, qui ne contiennent pas la mention de l'exigibilité, sont nulles, quoique cette mention ait été insérée dans les bordereaux remis au conservateur. Paris, 31 août 1810, *SIR.*, XVII, 2, 397. — Toutefois, il n'y a pas nullité, par cela seul que l'exigibilité est vaguement indiquée; l'emploi du mot *exigible* n'est pas indispensable, et on peut se servir d'équipollens. Turin, 11 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 674; et Cass., 3 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 82. — Ainsi, est valable l'inscription requise pour le montant d'effets dits *protestés*. Cass., 23 juillet 1812, *SIR.*, XIII, 1, 257. — Ou pour conservation des *droits dotaux* d'une femme. Lyon, 28 août 1821, *SIR.*, XXIII, 2, 248.

La mention de l'exigibilité doit avoir lieu, à peine de nullité, dans une inscription prise pour sûreté d'une hypothèque judiciaire. Déc. du grand-juge, 21 juin 1808, *SIR.*, VIII, 2, 230; et Rouen, 1^{er} août 1809, *SIR.*, X, 2, 67. — Il n'y a pas mention suffisante de l'exigibilité dans une inscription prise *en vertu d'un jugement* (qui accorde terme au débiteur), encore qu'au temps de l'inscription le terme accordé soit expiré. Liège, 24 août 1809, *SIR.*, X, 2, 372. — Ni dans celle prise en vertu d'un jugement pour une somme liquide et produisant intérêt, sans autre énonciation. Cass., 15 janvier 1817, *SIR.*, XVII, 1, 148. — Le créancier n'est pas obligé de préciser l'époque à laquelle l'exigibilité a commencé; il suffit de dire que la créance est exigible. Cass., arrêt précité du 23 juillet 1812, *SIR.*, XIII, 1, 257; Riom, 3 août 1827, *SIR.*, XXX, 2, 31; et plusieurs autres arrêts. — Jugé en sens contraire. Cass., 9 août 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 481. — L'inscription n'est pas nulle par cela seul que l'époque de l'exigibilité est indiquée à un terme plus rapproché que celui porté dans le titre. Metz, 12 juillet 1811, *SIR.*, XII, 2, 62.

Le défaut de mention de l'époque d'exigibilité d'une rente viagère ne rend pas l'inscription nulle. Paris, 13 novembre 1811, *SIR.*, XII, 2, 16. — *Idem*, du défaut de mention de l'époque d'exigibilité du capital d'une rente constituée dans un temps où ce capital était, d'après la loi, nécessairement aliéné à perpétuité; la date du contrat suffit. Bruxelles, 17 février 1807, *SIR.*, X, 2, 260. — Jugé dans le même sens, relativement à une inscription hypothécaire prise pour sûreté d'une rente perpétuelle. Cass., 2 avril 1811, *SIR.*, XI, 1, 195. — Il n'est pas davantage nécessaire d'énoncer l'époque d'exigibilité des deux années d'arrérages à échoir, auxquelles la loi conserve le même rang qu'au capital. Même arrêt. — L'inscription de l'hypothèque, convenue par un adjudicataire de bois nationaux en faveur de sa caution, doit comprendre le capital et les accessoires, à peine de nullité. Cass., 5 septembre 1808, *SIR.*, VIII, 1, 556; Bull. civ., X, 251.

(1) Voyez l'art. 2148, no 5, du Code civil, conforme.

La désignation de la nature et de la situation des biens, dans une inscription hypothécaire, n'est pas prescrite relativement à une hypothèque générale créée avant la loi qui n'admet que les hypothèques spéciales. Cass., 30 janvier 1815, *SIR.*, XV, 1, 262; Bull. civ., XVII, 30. — C'est-à-dire relativement à une hypothèque créée avant la loi du 11 brumaire an 7, institutive de la spécialité de l'hypothèque. Cass., 4 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 129. — Jugé encore que, dans les inscriptions d'hypothèques générales, pour créances antérieures à la loi de brumaire, on a pu ne pas énoncer la nature et la situation des immeubles, encore que les inscriptions n'aient été prises qu'après les délais fixés par ladite loi. Cass., 11 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 151; Bull. civ., XIV, 321; et 6 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 36; Bull. civ., XV, 399. — Jugé en sens contraire. — Nîmes, 13 juillet 1808, *SIR.*, X, 2, 544; et Montpellier, 22 août 1810, *SIR.*, XI, 2, 163.

Est nulle l'inscription hypothécaire qui ne contient pas l'indication de l'espèce et de la situation des biens. Angers, 16 août 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 322; et un grand nombre d'arrêts. — La désignation de la commune où les biens sont situés n'est pas indispensable. Aix, 13 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 2, 187; et Cass., 25 novembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 44. — *Idem*, lorsque d'ailleurs ce défaut d'indication n'a pas été préjudiciable aux tiers. Nancy, 28 avril 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 230. — *Idem*, lors même qu'il y aurait *erreur* dans l'indication de la commune. Cass., 6 février 1821, *SIR.*, XXI, 1, 419. — L'indication de l'arrondissement où sont situés les immeubles n'est pas indispensable. Cass., 11 juillet 1815, *SIR.*, XV, 1, 336.

Indiquer dans l'inscription que les immeubles hypothéqués sont situés dans deux communes désignées, ce n'est pas remplir le vœu de la loi de brumaire, art. 17, qui exige l'indication de la nature et de la situation des immeubles. Cass., 23 août 1808, *SIR.*, VIII, 1, 489; Bull. civ., X, 233.

Les biens affectés sont suffisamment désignés dans l'inscription, s'il est dit : *sur tous biens appartenant au débiteur, situés commune de...* Grenoble, 8 août 1817, *SIR.*, XVIII, 2, 260; et Cass., 6 mars 1820, *SIR.*, XX, 1, 173. — Ou encore lorsqu'il est dit que l'inscription est prise sur tous les biens situés dans la commune de... et autres communes environnantes, canton de... Cass., 28 août 1821, *SIR.*, XXI, 1, 420. — Ou lorsqu'il est dit que l'inscription embrasse les biens

sont faites sans qu'il soit besoin de désignation des biens grevés. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée, pourront l'être sur la simple dénomination du défunt. — Le requérant sera tenu de déclarer la somme en numéraire à laquelle il évalue les rentes et prestations pour lesquelles il s'inscrit (1).

18. Le conservateur fait mention sur un registre du contenu aux bordereaux, et remet au requérant tant l'expédition du titre, que l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

19. Le créancier inscrit pour un capital produisant des intérêts, a droit de venir, pour deux années d'arrérages, au même rang d'hypothèque que pour son capital (2).

20. Il est loisible à celui qui a requis l'inscription, ainsi qu'à ses héritiers et cessionnaires, de changer par déclaration, sur le registre des hypothèques, le domicile élu, à la charge d'en indiquer un autre dans l'étendue du bureau. — Les actions auxquelles les inscriptions donneront lieu contre le créancier, seront intentées par exploits faits à sa personne, ou à son dernier

situés dans l'étendue de la commune de..., arrondissement de..., Riom, 15 avril 1826, *Str.*, XXVIII, 2, 83. — Ou bien lorsqu'il est dit que l'inscription comprend tous les biens du débiteur, situés dans l'arrondissement de... Grenoble, 10 juillet 1823, *Str.*, XXIV, 2, 79. — Jugé en sens contraire. *Cass.*, 19 février 1828, *Str.*, XXVIII, 1, 354. — Les biens sont suffisamment désignés sous la dénomination de *fermes* de..., situées dans la commune de... *Cass.*, 1^{er} avril 1817, *Str.*, XVII, 1, 348. — L'inscription prise sur une *ferme*, sans autre désignation de la nature des biens, est valable quant aux terres labourables, herbages et bâtimens servant à leur exploitation, mais ne s'étend pas aux bois et au château qui font partie du domaine, non plus qu'aux terres situées dans d'autres communes voisines, encore que le tout se trouve compris avec la ferme dans un seul et même bail. Paris, 6 mars 1815, *Str.*, XVI, 2, 329. — Lorsqu'une constitution d'hypothèque ou une inscription hypothécaire porte sur un bien composé de deux domaines et d'une réserve, la désignation est suffisante aux yeux de la loi, si elle suffit, dans la contrée, pour l'instruction de chacun. *Cass.*, 15 juin 1815, *Str.*, XV, 1, 348. — La question de savoir s'il y a désignation suffisante des immeubles hypothéqués, dans le sens de la loi de brumaire an 7 et du *Cod. civ.*, est une question de fait qui rentre entièrement dans le domaine des juges du fond : leur décision sur ce point échappe à la censure de la cour de cassation. *Cass.*, 16 août 1815, *Str.*, XVIII, 1, 145; et 24 janvier 1825, *Str.*, XXVI, 1, 38.

(1) Voyez l'art. 2143, n° 4, du *Cod. civ.*, conforme.

Cette évaluation ne le pas le créancier, de sorte que, dans un ordre, il peut demander à être colloqué pour un capital plus fort que celui qu'il a fixé dans son inscription, par évaluation. Nîmes, 11 avril 1807, *Str.*, VII, 2, 336. — Jugé dans le même sens sous l'empire du *Cod. civ.* Orléans, 9 avril 1829, *Str.*, XXIX, 2, 204.

(2) Voyez l'art. 2151 du *Cod. civ.*, conforme.

Les intérêts des créances hypothécaires doivent être colloqués d'après la loi existante à l'époque où l'expropriation se poursuit, sans égard aux lois existantes, soit à l'époque des inscriptions, soit à l'époque des dates des divers titres de créance. Bruxelles, 7 mars 1807, *Str.*, VII, 2, 721. — Le créancier antérieur à la loi du 11 brumaire an 7, qui a pris une inscription hypothécaire immédiatement après la publication de cette loi, a le droit d'être colloqué, par la seule force de l'inscription, pour cinq années des intérêts dès lors échus, et pour deux années de ceux qui écherraient par la suite. Paris, 25 thermidor an 13, *Str.*, VII, 2, 1026. — Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, les intérêts courus après l'adjudication ont été dus au créancier au même rang que le capital, et ce, outre et par dessus les deux années d'intérêts compris dans l'inscription. *Cass.*, 22 novembre 1809, *Str.*, X, 1, 73; *Bull. civ.*, XI, 272. — Le créancier inscrit ne devait pas être colloqué pour tous les intérêts courus depuis la transcription, mais seulement pour deux années à partir de l'inscription. *Cass.*, 4 frimaire an 14, *Str.*, VI, 1, 209. — Le créancier d'une rente hypothécaire peut, de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une inscription particulière, se faire colloquer non seulement pour les arrérages échus, mais encore pour deux années des arrérages à échoir postérieurement à l'inscription qu'il a prise pour sûreté de sa rente. Paris, 25 thermidor an 13, *Str.*, V, 2, 346. — L'art. 19 de la loi de brumaire n'est applicable qu'au cas où deux créanciers sont en concours : le possesseur d'un immeuble grevé d'inscription ne peut invoquer cet article; s'il ne prend la voie de la purge, il faut qu'il paie la totalité des arrérages ou qu'il deguepisse. Bruxelles, 4 avril 1806, *Str.*, VII, 2, 1033.

domicile indiqué par le registre ; et ce , nonobstant le décès du créancier et de celui chez lequel ce domicile aurait été élu.

21. Tout droit d'hypothèque légale ou conventionnelle, — 1° Au profit de la nation , sur les comptables de deniers publics pour raison de leur gestion , et sur leurs cautions à l'égard des biens servant de cautionnement ; — 2° Au profit des mineurs , des interdits et des absens , sur leurs tuteurs , curateurs et administrateurs , aussi pour raison de leur gestion ; — 3° Des époux , pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux éventuels , qui ne seraient encore ni ouverts ni déterminés , — Sera , nonobstant les dispositions de l'article 17 , inscrit , sur la simple représentation de deux bordereaux , contenant , — 1° Les nom , prénoms , profession et domicile du requérant , ainsi que le domicile par lui ou pour lui élu dans l'étendue du bureau où l'inscription sera requise ; — 2° Les nom , prénoms , profession et domicile du débiteur , ou une désignation suffisante , telle qu'elle est indiquée par l'article 17 ; — 3° La nature du droit qu'il s'agit de conserver , à l'époque où il a pris naissance , sans être tenu d'en déterminer le montant. — Ces inscriptions seront reçues sans aucune avance des salaires du conservateur , et sauf son recours contre le grevé (1).

22. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales de département , requerront d'office les inscriptions indéfinies sur les comptables publics , et sur leurs cautions à l'égard des biens servant de cau-

(1) Voyez les art. 2153 et 2155 du Code civil , conformes. Voyez aussi la loi du 5—15 septembre 1807 , et l'avis du cons. d'état du 25 février 1808 , concernant les droits du trésor public sur les biens des comptables.

L'hypothèque du trésor public sur les immeubles des comptables n'a rang que par l'inscription. Lettre minist. , 30 pluviôse an 12 , et 23 pluviôse an 13, *SIR.*, V, 2, 118. — Jugé dans le même sens. Trèves , 22 thermidor an 11, *SIR.*, VII, 2, 1006. — Avant le Cod. civ. , les communes n'avaient pas d'hypothèque légale sur les biens de leurs receveurs et administrateurs comptables. Cass. , 26 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 758. — Mais cette hypothèque existe depuis le Cod. civ. Aix , 12 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 81. — Les fermiers d'un octroi d'une commune sont des receveurs ou des administrateurs comptables , grevés de l'hypothèque légale de la commune. Même arrêt. — Jugé en sens contraire. Pau , 25 juin 1816, *SIR.*, XVII, 2, 130. — Le fermier des biens d'un hospice n'est pas non plus soumis à l'hypothèque légale de l'hospice: Cass. , 3 juillet 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 368.

Encore que le mineur ait une hypothèque légale sur les biens du second mari de sa mère , dans le cas où celle-ci , convolée à de secondes noces , conserve la tutelle , cette hypothèque n'a pu produire son effet au profit du mineur devenu majeur avant le Cod. civ. , si elle n'a été légalement inscrite dans les formes voulues par l'art. 21 de la loi du 11 brumaire an 7. Paris , 20 novembre 1809, *SIR.*, VII, 2, 1028.

Voyez l'avis du cons. d'état du 8 mai 1812 , qui dispense les mineurs de toute inscription de leur hypothèque légale , même après la cessation de la tutelle , par application de l'art. 2135 du Cod. civ. portant , en termes généraux , dispense de cette inscription.

L'hypothèque légale , accordée par la loi de brumaire contre l'administrateur des biens de l'absent , a pu être inscrite depuis le Cod. civ. Rouen , 25 février 1825, *SIR.*, XXV, 2, 356.

La femme , à qui son contrat de mariage assure hypothèque à la date du mariage pour toutes ses reprises , même pour celles nées durant le mariage , et qui n'a point pris inscription sous la loi du 11 brumaire an 7 , doit être colloquée à la date de la promulgation du Cod. civ. pour toutes ses reprises , même pour celles nées postérieurement au Code. Metz , 18 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 2, 365 ; et Colmar , 14 mai 1821, *SIR.*, XXI, 2, 251. — Jugé , dans le même sens , qu'appliquer à ce cas l'art. 2135 du Cod. civ. , qui dispense d'inscription l'hypothèque légale de la femme , ce serait donner à cette disposition un effet rétroactif. Lyon , 11 avril 1823, *SIR.*, XXIV, 2, 121. — La femme mariée , même postérieurement à la loi du 11 brumaire an 7 , sous l'empire d'une coutume qui lui accordait hypothèque du jour du mariage , pour le emploi de ses propres aliénés et des obligations par elle contractées durant le mariage , conserve hypothèque à cette date pour les aliénations et obligations consenties même depuis le Cod. civ. , bien qu'elle n'ait pas pris inscription sous la loi du 11 brumaire , sauf toutefois les droits acquis au profit de tiers , antérieurement au Cod. civ. Cass. , 12 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 693 ; Bull. civ. , XXXV, 181.

tionnement. — A l'égard des inscriptions sur les tuteurs et curateurs, le subrogé tuteur et les parens ou amis qui concourront à la nomination, sont tenus, chacun individuellement et sur leur responsabilité solidaire, de les requérir, ou de veiller à ce qu'elles soient faites en temps utile, à la diligence de l'un d'eux. — Celles au profit des époux mineurs, pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux, seront requises par les père, mère et tuteur sous l'autorité desquels les mineurs contracteront mariage, sous peine aussi par ceux-ci de répondre du préjudice qui en résulterait. — En cas de retard, les inscriptions mentionnées au présent article seront requises par le commissaire du directoire exécutif près les administrations municipales.

23. Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date ; leur effet cesse, si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai (1). — Néanmoins,

(1) Voyez l'art. 2154 du Cod. civ., conforme.

Le créancier qui avait une hypothèque inscrite, mais qui a négligé de renouveler l'inscription en temps utile, ou qui n'a fait ce renouvellement qu'après la vente de l'immeuble hypothéqué, n'a aucunement droit de suite sur le bien vendu, encore que la vente ait été faite sous l'empire de la loi de brumaire, et n'ait pas été transcrite. Paris, 9 février 1814, *SIR.*, XV, 2, 74. — Les inscriptions prises en l'an 4, par suite de la loi du 9 messidor an 3, doivent indistinctement être renouvelées dans les dix ans, à partir du jour de leur date, sans qu'on puisse prétendre ne faire courir les dix ans que de l'époque à laquelle a expiré le délai accordé par la loi du 11 brumaire an 7, pour inscrire les hypothèques antérieures. Instr. de la régie, 11 septembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 234. — L'inscription prise sous l'empire de la loi de brumaire par une femme, sur les biens de son mari, n'a pas été soumise par le Cod. civ. à la nécessité du renouvellement dans les dix ans. Cass., 14 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 357. — *Idem*, même à l'égard d'un créancier qui avait aussi inscrit sous la loi du 11 brumaire, mais postérieurement à la femme, ce créancier n'ayant aucun droit acquis au moment de la promulgation du Code. Pau, 7 avril 1830, *SIR.*, XXXI, 2, 142.

Voyez encore, sur la nécessité du renouvellement et les cas dans lesquels le créancier hypothécaire en est dispensé, les nombreux arrêts rendus sous l'empire du Cod. civ., et rapportés dans la *Table tricennale* de Sirey et Devilleneuve, v^o *Inscription hypothécaire*, §§ 12 et 13.

L'art. 23 de la loi de brumaire et l'art. 2154 du Cod. civ. doivent être entendus en ce sens, que dans le calcul du délai de dix ans, fixé pour la durée des inscriptions, doivent être compris les jours termes : ainsi une inscription prise le 24 mai 1799 a dû être renouvelée le 23 mai 1809, le 24 étant déjà le premier jour de la onzième année. Colmar, 30 juillet 1813, *SIR.*, XV, 2, 23. — Jugé au contraire que le jour où l'inscription a été prise, ne doit pas être compté dans le délai de dix ans accordé pour le renouvellement ; qu'ainsi une inscription prise le 13 juin 1799 a pu être valablement renouvelée le 13 juin 1809. Cass., 5 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 152 ; et un grand nombre d'arrêts.

Le renouvellement d'une inscription s'opère avec les mêmes formalités, soit de la part du créancier, soit de la part du conservateur, que s'il s'agissait d'une inscription à prendre pour la première fois. Instr. de la régie, 11 septembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 234. — Mais la jurisprudence a modifié la rigueur de cette règle : ainsi on a jugé que le renouvellement d'inscription dans lequel le titre est énoncé sous une fausse date n'est pas nul, si la date véritable se trouve énoncée dans la première inscription. Cass., 22 février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 178 ; Bull. civ., XXVII, 91 ; et Grenoble, 9 janvier 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 216. — Jugé néanmoins en sens contraire, en ce qui concerne le défaut d'indication de la nature du titre constitutif. Cass., 14 janvier 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 300. — Jugé encore que dans les pays de nantissement où l'hypothèque s'acquiert, non par la force du contrat notarié, mais par l'effet de son inscription au greffe du tribunal civil, l'hypothèque n'a pas été conservée, lors du renouvellement prescrit par la loi de brumaire, par la seule indication du titre de créance ; il fallait indiquer encore l'inscription de ce titre au greffe compétent. Cass., 4 thermidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 1022. — L'inscription de renouvellement prise par un créancier subrogé est nulle, si, indépendamment de la mention de subrogation, elle ne contient pas celle du titre originaire de la créance. Paris, 3 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 2, 1. — Les inscriptions pour créances antérieures à la loi de brumaire peuvent être renouvelées sans représentation de titre. Lettre minist., 30 mars et 11 avril 1809, *SIR.*, IX, 2, 215. — Cette représentation ne serait même pas nécessaire pour le renouvellement de l'inscription d'une hypothèque acquise sous l'empire du Cod. civ. Cass., 14 avril 1817, *SIR.*, XVII, 1, 206 ; Bull. civ., XIX, 106. — Le renouvellement n'est pas nul par le motif qu'il ne contient pas la désignation de l'inscription originaire, lorsque cette désignation est faite sur les registres par une

leur effet subsiste, savoir, sur les comptables publics et privés dénommés en l'article 21, et sur les cautions des comptables publics, jusqu'à l'apurement définitif des comptes, et six mois au-delà; et sur les époux, pour tous leurs droits et conventions de mariage, soit déterminés, soit éventuels, pendant tout le temps du mariage, et une année après (1).

24. Les frais des inscriptions sont à la charge du débiteur, s'il n'y a eu stipulation contraire. — Les tuteurs et curateurs des mineurs, des interdits et des absents, peuvent employer en dépense, dans le compte de leur gestion, les frais qu'ils auront payés pour celles faites sur eux à l'effet de conserver les hypothèques indéfinies des administrés.

CHAPITRE VII. — De la radiation des inscriptions.

25. Les inscriptions sont radiées sur la justification du consentement des parties intéressées, ou du jugement exécutoire qui l'aurait ordonné. — Dans l'un et l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation, sont tenus de déposer au bureau de la conservation des hypothèques l'expédition de l'acte authentique du consentement, ou celle du jugement (2).

note marginale du conservateur. Cass., 3 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 245. — Le renouvellement de l'inscription d'une hypothèque conventionnelle acquise sous l'empire des anciennes lois, n'est pas nul par cela seul qu'il ne contient pas l'indication de l'espèce et de la situation des biens hypothéqués : cette indication n'est requise que pour les hypothèques conventionnelles qui ont pris naissance sous la nouvelle législation. Liège, 8 août 1811, *SIR.*, XII, 2, 233.

L'inscription hypothécaire, non renouvelée dans les dix ans, s'anéantit de plein droit. Paris, 21 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 2, 186. — Toutefois, sous le *Cod. proc. civ.*, comme sous la loi du 11 brumaire an 7, les affiches et autres poursuites ultérieures d'expropriation suspendent la prescription de dix ans. Cass., 5 avril 1808, *SIR.*, VIII, 1, 216; *Bull. civ.*, X, 59; et Bruxelles, 20 février 1811, *SIR.*, XIII, 2, 371. — Jugé en sens contraire. Bruxelles, 26 juin 1813, *SIR.*, XIII, 2, 371.

(1) Cet article, en ce qui concerne les comptables publics, n'a pas été abrogé par le *Cod. civ.* dont l'art. 2134 ne s'applique pas aux inscriptions prises sur ces comptables : en conséquence, elles durent jusqu'à l'apurement définitif de leur compte et six mois au-delà. Bruxelles, 8 mai 1810, *SIR.*, XIII, 2, 363. — L'inscription prise au profit du mineur sur les biens du tuteur, sous l'empire de la loi de brumaire, conserve son effet jusqu'à l'apurement définitif du compte de tutelle, bien que l'apurement ait lieu sous l'empire du *Cod. civ.*, et qu'il se soit écoulé un temps suffisant pour que l'inscription fût périmée, d'après les dispositions de ce code, à défaut de renouvellement ; si l'art. 23 de la loi de brumaire est abrogé par l'art. 2154 du *Cod. civ.*, ainsi que le décide l'avis du cons. d'état du 22 janvier 1808, ce n'est que relativement aux droits qui seront formés ultérieurement et sous l'empire du code. Cass., 6 juin 1820, *SIR.*, XX, 1, 372. — L'autorisation du mari ou de la justice n'est pas nécessaire à la femme mariée sous le régime dotal, avec clause de société d'acquêts, pour prendre inscription à raison de sa dot, sur les immeubles acquêts de cette société, même pendant sa durée. Paris, 31 août 1810, *SIR.*, XVII, 2, 397.

(2) Voyez les art. 2157 et 2158 du *Cod. civ.*, conformes.

Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, comme de l'ordonnance de 1667, lorsque la radiation d'une hypothèque était demandée en vertu d'un jugement contre lequel la partie condamnée n'avait pas régulièrement employé les voies de droit, dans la huitaine franche de la signification à domicile, le conservateur ne pouvait se refuser à cette radiation, sous le seul prétexte que le jugement était susceptible d'appel ou d'opposition. Déc. du grand-juge, 10 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 156. — Jugé, dans le même sens, qu'il n'était pas nécessaire, pour que la radiation eût lieu, que le jugement ne fût plus susceptible d'appel par l'expiration du délai de trois mois ; qu'il suffisait que huit jours se fussent écoulés depuis le jugement (préalablement signifié), sans appel interjeté. Paris, 14 fructidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 1022. — Lorsqu'un jugement d'ordre prescrivait la radiation d'inscriptions qui ne venaient pas utilement sur le prix, le conservateur était tenu de faire cette radiation, même avant que les délais pour appeler du jugement fussent expirés, s'il ne s'était élevé dans le cours de l'ordre aucune contestation relative aux créances colloquées ; en ce cas, le défaut de contestation tenait lieu d'acquiescement. Inst. de la régie, 15 nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 99. — Il en serait de même sous l'empire du *Cod. civ.* Même instruction. — Les inscriptions prises par les préposés de la régie pour la conservation de

TITRE II. — *Du mode de consolider et purger les expropriations* (1).

26. Les actes translatifs de biens et droits susceptibles d'hypothèque doivent être transcrits sur les registres du bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. — Jusque-là ils ne peuvent être opposés aux tiers qui auraient contracté avec le vendeur, et qui se seraient conformés aux dispositions de la présente (2).

27. Le conservateur des hypothèques certifie, au bas de l'expédition qu'il rend à l'acquéreur, la transcription qu'il en a faite.

28. La transcription prescrite par l'article 26 transmet à l'acquéreur les droits que le vendeur avait à la propriété de l'immeuble, mais avec les dettes et hypothèques dont cet immeuble est grevé (3).

créances de l'état, dont le recouvrement leur est confié, ne peuvent être radiées qu'en vertu de l'autorisation expresse du préfet. Déc. minist., 21 floréal an 9, *SIR.*, 1, 2, 593.

Voyez encore, sur le point de savoir quels sont, sous l'empire du Cod. civ. et du Cod. proc., les jugemens qui peuvent autoriser la radiation des inscriptions, et sur la procédure à suivre pour faire prononcer la radiation en justice, la *Table tricennale* de Sirey et Devilleneuve, v^o *Inscription hypothécaire*, §§ 14 et 15, n^{os} 251 et suiv.

(1) Voyez, sur le même objet, les art. 2181 et suiv. du Code civil.

(2 et 3) Ces dispositions ont donné lieu à un grand nombre de décisions que nous croyons devoir, pour plus de clarté, ranger sous deux divisions, savoir : 1^o *Application de la loi du 11 brumaire an 7*; 2^o *Questions transitoires dans l'intervalle de la loi de brumaire au Code civil*.

§ 1^{er}. — *Application de la loi de brumaire*. — La transcription exigée par l'art. 26 de la loi du 11 brumaire, pour la perfection de la vente, n'a pas été nécessaire à l'égard de créances résultant de contrats antérieurs à cette loi : pour de telles créances, constituées à une époque où la loi était par elle-même translatrice de propriété, il n'a pu être pris inscription postérieurement à la vente : peu importe que l'acquéreur ait fait transcrire sous la loi du 11 brumaire; on ne peut dire que, par cette transcription, il ait reconnu la validité des inscriptions prises depuis la vente. Cass., 23 juin 1812, *SIR.*, XIII, 1, 142; Bull. civ., XIV, 200. — Jugé encore que, sous l'empire de la loi de brumaire, il n'était pas nécessaire qu'une vente antérieure fût transcrite, pour être opposable par les créanciers de l'acquéreur aux créanciers du vendeur qui n'avaient sur l'immeuble vendu qu'une hypothèque ancienne, non inscrite dans les délais fixés par les art. 37, 38 et 39 de cette loi. Cass., 13 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 92. — Jugé aussi qu'une vente volontaire, faite sous l'empire du Code hypothécaire du 9 messidor an 3, n'a pas été soumise, pour devenir translatrice de propriété, à la nécessité de la transcription sous la loi du 11 brumaire an 7 : l'acquéreur doit être considéré comme propriétaire incommutable à l'égard des tiers, et notamment à l'égard du second acquéreur qui aurait fait transcrire sous l'empire de cette dernière loi. Cass., 28 juin 1816, *SIR.*, XVII, 1, 294. — Antérieurement aux arrêts précédens, qui ont fixé la jurisprudence, il avait été jugé que, sous l'empire de la loi de brumaire, le créancier ayant une hypothèque ancienne qu'il n'avait point inscrite dans les délais fixés par les articles 37 et 38, conservait néanmoins la faculté de prendre inscription sur l'immeuble hypothéqué, jusqu'à ce que l'acquéreur eût fait transcrire. Paris, 13 nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 51; et Poitiers, 16 ventose an 13, *SIR.*, V, 2, 321. — Jugé dans le même sens. Turin, 16 décembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 717. — Sous l'empire de la loi de brumaire, la vente d'une récolte pendante par racines était opposable à des tiers, encore qu'elle n'eût pas reçu la formalité de la transcription comme vente d'immeubles. Cass., 19 vendémiaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 65; Bull. civ., VII, 452.

Sous l'empire de la même loi, la transcription, de la part de l'acquéreur, empêchait que les créanciers du vendeur ne pussent prendre des inscriptions sur l'immeuble vendu. Cass., 8 ventose an 13, *SIR.*, V, 2, 232; Bull. civ., VII, 212. — Jugé encore que les hypothèques anciennes ne pouvaient plus être inscrites après la transcription de la vente de l'immeuble affecté. Bruxelles, 24 brumaire an 13, *SIR.*, V, 2, 261. — Il en était de même des reutes foncières non inscrites avant la transcription. Nîmes, 2 ventose an 12, *SIR.*, VII, 2, 1232. — La transcription d'un testament affranchissait la chose léguée de toute hypothèque antérieure non inscrite. Nîmes, 11 février 1807, *SIR.*, VII, 2, 655. — L'acquéreur qui avait fait transcrire son contrat, ne restait pas soumis aux hypothèques antérieures non inscrites, bien que son vendeur n'eût pas fait transcrire son propre contrat. Cass., 28 mai 1807, *SIR.*, VII, 1, 295.

Sous l'empire de la loi de brumaire, l'acquéreur non transcriptionnaire n'a pu donner d'hypothèques au préjudice du privilège de son vendeur, encore que ce dernier n'ait pas pris d'inscription. Colmar, 6 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 978; et Nîmes, 20 février 1808, *SIR.*, IV, 2, 517. — Jugé encore que, lorsqu'un acquéreur a fait sceller ses lettres de ratification, à la charge de l'opposition d'un créancier, et qu'il n'a pas fait transcrire son contrat sous l'empire de

29. Lorsque le titre de mutation constate qu'il est dû au précédent propriétaire ou à ses ayans-cause, soit la totalité ou partie du prix, soit des

la loi du 11 brumaire an 7, le créancier opposant conserve une action personnelle contre l'acquéreur, indépendante du mérite de l'inscription. Cass., 23 décembre 1813, *SIR.*, XX, 1, 453. — Celui qui, après la loi du 11 brumaire an 7, a acheté une rente foncière créée avant la loi, et qui n'a pas fait transcrire son contrat, est passible d'une hypothèque inscrite plusieurs années après la loi de brumaire. Cass., 3 août 1807, *SIR.*, VII, 1, 496; Bull. civ., IX, 247. — L'aliéné qui exige la transcription du titre, pour que la prescription commence à courir, ne peut, sans effet rétroactif, s'étendre aux prescriptions antérieurement commencées. Cass., 1^{er} août 1810, *SIR.*, X, 1, 319; Bull. civ., XII, 153.

La transcription d'une vente simulée ne confère, selon la loi de brumaire, au prétendu acquéreur, aucun droit opposable à des tiers. Cass., 19 nivose an 12, *Journ. du pal.*, IX, 236. — Mais lorsque la vente n'est pas simulée, la transcription perfectionne le titre de l'acquéreur (au préjudice des tiers), encore que cet acquéreur ait eu connaissance d'une première vente non transcrite. Cass., 28 messidor an 10, *SIR.*, VIII, 1, 543. — Jugé encore que celui qui achète un immeuble qu'il sait déjà vendu par contrat non transcrit, ne se rend pas coupable d'une fraude qui puisse invalider son contrat. Cass., 3 thermidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 60.

Sous l'empire de la loi de brumaire, les actes sous seing privé translatifs de la propriété d'immeubles ne devaient pas être transcrits, s'ils n'étaient préalablement reconnus par acte authentique ou par un jugement. Déc. minist., 25 pluviôse an 8, *SIR.*, I, 2, 144. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les actes sous seing privé pouvaient être transcrits, encore qu'ils n'eussent pas été reconnus. Cass., 23 messidor an 10, *SIR.*, III, 1, 31; et 27 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 296.

Sous l'empire de la même loi, la préférence entre deux acquéreurs qui avaient fait transcrire, se réglait par la date de la transcription et non par la date de la mise en possession. Nîmes, 21 germinal an 11, *SIR.*, IV, 2, 586. — Jugé encore que la préférence était accordée à l'acquéreur qui avait transcrit le premier, quoique l'autre acquéreur eût pris le premier possession. Cass., 12 fructidor an 10, *SIR.*, II, 2, 428. — L'acquéreur transcriptionnaire était préféré à l'acquéreur non transcriptionnaire, quoique celui-ci fût antérieur en titre, et que, lors de son contrat, le second acquéreur eût connu la première vente. Cass., arrêt précité du 3 thermidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 60. — Jugé enfin que, pour déterminer l'effet de la transcription entre deux acquéreurs d'immeubles, qui ont contracté sous la loi de brumaire, et dont l'un seulement a transcrit, on ne doit pas consulter la loi sous l'empire de laquelle les contrats ont été passés, mais la loi sous l'empire de laquelle la transcription a été faite. Nîmes, 11 juin 1807, *SIR.*, IX, 2, 31.

§ 2. — *Questions transitoires.* — La question de savoir si un contrat de vente doit être transcrit, pour qu'il soit opposable à des tiers, doit être jugée, non d'après les lois existantes à l'époque du contrat, mais d'après les lois existantes à l'époque où la vente est opposée : ainsi, c'est d'après le Code civil que la question doit être décidée, à l'égard d'une vente passée sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, si l'acquéreur n'a à se défendre contre des tiers que depuis le Code civil. Cass., 8 mai 1810, *SIR.*, X, 1, 265. — La survenance du Code civil a eu pour effet de dispenser de la transcription, à l'égard des tiers, les ventes faites sous l'empire de la loi de brumaire et non transcrites. Turin, 11 décembre 1812, *SIR.*, XIV, 2, 25. — En conséquence, les créanciers du vendeur n'ont pu, depuis le Code, quereller un acte de vente comme nul, pour défaut de transcription, encore que la vente ait eu lieu sous l'empire de la loi de brumaire. Cass., arrêt précité du 8 mai 1810, *SIR.*, X, 1, 265; et 16 octobre 1810, *SIR.*, XI, 1, 25.

Mais la cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence par les arrêts suivans :

Les créanciers et acquéreurs qui avaient acquis leurs droits sous l'empire de l'édit de 1771, les ont respectivement conservés, s'il n'y a eu ni transcription ni inscription sous la loi du 11 brumaire an 7 : il n'est pas exact de dire que la publication du Code ait tenu lieu de transcription pour l'acquéreur. Cass., 19 novembre 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 85; Bull. civ., XIX, 303. — Jugé encore que la survenance du Code civil n'a pas mis à l'abri des conséquences du défaut de transcription, à l'égard des tiers, les ventes faites sous l'empire de la loi de brumaire. Cass., 9 février 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 89; 4 janvier 1820, *SIR.*, XX, 1, 171; Bull. civ., XXII, 13; et 11 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 1, 12; Bull. civ., XXII, 251. — Sur le renvoi de cette dernière affaire devant la cour de Rouen, cette cour a décidé que la survenance du Code civil avait tenu lieu de transcription. 8 janvier 1824, *SIR.*, XXV, 2, 172. — Antérieurement, la cour de Rouen avait jugé en sens contraire. 24 février 1812, *SIR.*, XII, 2, 303. — Jugé enfin que si le Code civil rend la vente parfaite, même à l'effet d'arrêter le cours des inscriptions, sans exiger la transcription, cette disposition ne s'applique pas aux ventes faites sous l'empire de la loi de brumaire. Angers, 23 avril 1809, *SIR.*, XIII, 2, 137; et Turin, 2 octobre 1811, *SIR.*, XII, 2, 257.

Quant à la nécessité et aux effets de la transcription sous l'empire du Code civil, voyez la *Table triennale* de Sirey et Devilleneuve, v^o *Transcription*, § 3.

prestations qui en tiennent lieu, la transcription conserve à ceux-ci le droit de préférence sur les biens aliénés ; à l'effet de quoi, le conservateur des hypothèques fait inscription, sur ses registres, des créances non encore inscrites qui en résulteraient, sans préjudice néanmoins du privilège accordé par l'article 12 (1).

30. Si le prix exprimé dans le contrat est insuffisant pour acquitter toutes les charges et hypothèques, l'acquéreur, pour se dispenser d'en payer l'intégralité et se garantir de l'effet des poursuites autorisées par l'article 14, est tenu de notifier, dans le mois de la transcription de l'acte de mutation, aux créanciers, aux domiciles par eux élus, — 1^o Son contrat d'acquisition ; — 2^o Le certificat de transcription qu'il en a requis ; — 3^o l'état des charges et hypothèques dont est grevée la propriété, avec déclaration qu'il acquittera sur-le-champ celles échues et celles à échoir, dans les mêmes termes et de la même manière qu'elles ont été constituées, mais le tout jusqu'à concurrence seulement du prix stipulé dans son acte (2).

31. Lorsque l'acquéreur a fait cette notification dans le délai prescrit, tout créancier dont les titres ont été inscrits, peut requérir la mise aux

(1) Voyez l'article 2108 du Cod. civ.

Sous l'empire de la loi de brumaire, le privilège du vendeur n'était conservé, à l'égard des tiers-acquéreurs, qu'autant qu'il était inscrit avant la transcription des ventes ultérieures. Cass., 13 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 46. — Du reste, aucun délai fatal n'était prescrit au vendeur pour l'inscription de son privilège. Turin, 24 janvier 1810, *SIR.*, XI, 2, 247. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que le privilège qui, à l'époque de la publication de la loi du 11 brumaire an 7, appartenait au vendeur d'un immeuble précédemment aliéné, s'est éteint, faute par celui-ci de l'avoir fait inscrire au bureau des hypothèques, dans le délai fixé par l'art. 37. Cass., 16 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 132. — Jugé encore que la transcription faite en l'an 12, d'un contrat de vente antérieur à la loi de brumaire, n'a point conservé le privilège du vendeur au préjudice des créanciers de l'acquéreur inscrits avant cette transcription et sous la même loi. Cass., 17 mai 1809, *SIR.*, IX, 1, 261. — Jugé aussi que le défaut de transcription, de la part d'un premier vendeur, n'a point fait obstacle, même sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, à ce qu'un second acquéreur, en faisant transcrire, n'ait purgé le privilège du premier vendeur non inscrit en temps utile. Turin, 16 mars 1811, *SIR.*, XI, 2, 423.

Voyez encore l'article 37 ci-après et les notes.

Le privilège du vendeur pouvait être conservé par une simple inscription, sans transcription préalable du contrat de vente ; et l'inscription pouvait être prise, encore que l'acte de vente étant sous seing privé, la signature n'en fût pas reconnue. Cass., 6 juillet 1807, *SIR.*, VIII, 1, 42 ; Bull. civ., IX, 216. — Le co-légitime, même mineur, ne pouvait conserver le privilège à lui appartenant pour le paiement du montant de la soule, qu'en prenant inscription contre l'adjudicataire. Paris, 19 juin 1817, *SIR.*, XVIII, 2, 109.

Par le mot *ayant-cause*, employé dans l'art. 29 de la loi du 11 brumaire an 7, on doit entendre tous ceux que le vendeur a subrogés à sa place, pour tout ou partie du prix. Circul. de la régie, 4 germinal an 8, *SIR.*, I, 2, 151. — L'inscription d'office, faite par le conservateur, aux termes de ce même article 29, ne peut, en aucun cas, avoir effet au profit des créanciers du vendeur auquel le prix de la vente est délégué ; ces créanciers doivent prendre une inscription individuelle. Cass., 15 frimaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 131. — Jugé dans le même sens. Cass., 22 avril 1807, *SIR.*, VII, 1, 230. — Jugé encore que le créancier d'une rente foncière n'est pas l'ayant-cause du vendeur, dans le sens de l'art. 29 de la loi du 11 brumaire, et qu'ainsi, dans le cas de vente de l'immeuble hypothéqué, l'inscription d'office ne peut aucunement profiter à ce créancier. Poitiers, 2 pluviôse an 13, *SIR.*, V, 2, 335.

(2) Voyez l'art. 2183 du Cod. civ.

Un tiers-acquéreur peut être autorisé à faire le délaissement de *plano*, sans être obligé d'offrir, au préalable, le paiement du prix aux créanciers inscrits. Cass., 8 août 1816, *SIR.*, XVI, 1, 333. — Lorsqu'un créancier inscrit a élu domicile chez le conservateur même du bureau des hypothèques, la réunion de ce bureau à un autre n'impose pas à l'acquéreur qui veut purger l'obligation de faire ses notifications à ce dernier bureau. Cass., 8 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 355 ; Bull. civ., V, 365. — L'acquéreur qui n'a pas purgé est non-recevable à se prévaloir de la nullité de l'inscription, ou même du défaut d'inscription, en matière d'hypothèques antérieures à la loi de brumaire an 7. Bruxelles, 4 avril 1808, *SIR.*, VII, 2, 1005.

enchères et adjudication publique de l'immeuble, à la charge, 1^o de le déclarer à l'acquéreur dans le mois de la notification par lui faite; 2^o de se soumettre de porter ou faire porter le prix au moins à un vingtième en sus de celui stipulé dans le contrat. — Cette réquisition est signifiée tant à l'acquéreur qu'au vendeur, par exploit dont l'original ainsi que les copies seront signés du créancier, ou de son fondé de pouvoir, lequel, en ce cas, sera tenu de donner copie de sa procuration; le tout à peine de nullité.

32. Faute de la déclaration et soumission dans ledit délai, la valeur de l'immeuble demeure fixée définitivement au prix stipulé par le contrat d'acquisition, et l'acquéreur sera en conséquence libéré de toutes charges et hypothèques, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de le recevoir (1).

33. En cas de revente sur enchères, elle a lieu suivant les formes déterminées pour les expropriations forcées, à la diligence soit de l'acquéreur, soit du créancier qui l'aura requise: le poursuivant énoncera dans les affiches la quotité du prix porté au contrat, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de le porter ou faire porter.

34. Le tiers adjudicataire restitue à l'acquéreur les frais et loyaux coûts du premier contrat et de sa transcription sur les registres des hypothèques, ensemble ceux par lui faits pour parvenir à la revente; le tout en sus du prix de l'adjudication.

35. L'acquéreur, qui préférerait de solder toutes les créances, a son recours contre le vendeur pour le remboursement de ce qu'il aura payé ou devra payer en sus du prix stipulé par le contrat de vente, et pour les intérêts de cet excédant, à compter du jour des paiemens (2).

36. Les diligences autorisées par les articles 30, 31, 32 et 33, ne préjudicient en rien à l'action personnelle que les créanciers non remboursés conservent contre les vendeurs (3).

TITRE III. — Dispositions relatives aux hypothèques, privilèges et mutations du passé, et aux aliénations des rentes constituées.

37. Les droits d'hypothèque ou privilège existans lors de la publication de la présente, qui n'auraient pas encore été inscrits en exécution et dans les formes de la loi du 9 messidor an 3, le seront, pour tout délai, dans les trois mois qui suivront ladite publication (4).

(1) Voyez l'art 2186 du Cod. civ., conforme.

Sous l'empire de cette disposition, les créanciers qui n'avaient pas requis la mise aux enchères ne pouvaient s'emparer de la surenchère dont le requérant s'était désisté, ou avait été contraint de se désister, par l'offre que l'acquéreur lui avait faite de payer ses créances. Paris, 16 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 461. — Jugé, au contraire, que le désistement du surenchérisseur n'annulait pas la surenchère, laquelle profitait à tous les créanciers inscrits. Cass., 22 prairial an 13, *SIR.*, V, 1, 143. — L'acquéreur avait le droit de retenir, en déduction de son prix, les frais de notification de son contrat ou ceux de l'état des inscriptions, quoique les frais n'eussent pas été colloqués dans l'ordre. Paris, 14 messidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 700.

(2) L'acquéreur est toujours à temps de désintéresser les créanciers, même lorsqu'une surenchère a été faite. Cass., 3 février 1808, *SIR.*, VIII, 1, 129.

(3) La collocation ne vaut pas paiement à l'égard d'une créance non exigible; et la circonstance que la collocation a eu lieu sur la provocation du créancier, ne peut altérer son droit d'hypothèque générale. Cass., 28 mai 1808, *SIR.*, VIII, 1, 291.

(4) Ces dispositions valident les inscriptions faites conformément à la loi du 9 messidor an 3. Cass., 9 floréal an 13, *SIR.*, V, 1, 162. — Elles ne s'appliquent pas au cas où le débiteur était en faillite avant la loi. Paris, 17 juillet 1811, *SIR.*, XI, 2, 487. — L'opposition au sceau des lettres de ratification ne dispensait pas l'opposant, pour conserver ses droits, de prendre in-

38. Les inscriptions déjà faites, ainsi que celles qui le seraient dans ledit délai, conserveront aux créanciers leur hypothèque ou privilège, et le rang que leur assignaient les lois antérieures.

39. Les hypothèques qui n'auraient pas été inscrites avant l'expiration des

scription dans le délai prescrit pour la conservation des hypothèques anciennes. Paris, 21 juillet 1807, *SIR.*, VII, 2, 179; et Cass., 13 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 69. — Des lettres de ratification ayant été scellées à la charge de l'opposition d'un créancier hypothécaire du vendeur, ce créancier a pu conserver le rang de son hypothèque, en prenant dans le délai fixé par l'art. 37 une inscription sur le vendeur lui-même; il n'a pas été besoin pour cela de prendre une inscription sur l'acquéreur qui avait obtenu les lettres de ratification. Cass., 30 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 211.

Le créancier qui n'a fait inscrire son hypothèque ancienne qu'après le délai fixé par la loi du 11 brumaire an 7, a bien perdu, vis-à-vis des autres créanciers inscrits, le rang que lui assignait la date de son titre; mais il a conservé son hypothèque vis-à-vis du tiers-détenteur qui n'a point purgé. Cass., 1^{er} prairial an 12, *SIR.*, IV, 2, 703; Bull. civ., VI, 271. — Jugé encore que l'acquéreur d'un immeuble qui ne faisait pas transcrire son contrat, était tenu des hypothèques anciennes, quoique inscrites depuis la vente, postérieurement au délai fixé par l'art. 38. Turin, 16 décembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 717; et Bruxelles, 13 juillet 1808, *SIR.*, X, 2, 510. — Jugé encore que l'hypothèque dont une rente foncière était grevée, avant la loi du 11 brumaire an 7, a pu être inscrite depuis les délais déterminés par l'art. 37, et que l'inscription qui en a été ainsi faite peut nuire au tiers qui, ayant acquis la rente après la promulgation de la loi, n'avait pas encore fait transcrire son contrat à l'époque de cette inscription. Cass., arrêt précité du 3 août 1807, *SIR.*, VII, 1, 496; Bull. civ., IX, 247. — Entre deux créanciers ayant une hypothèque ancienne et qui étaient convenus, avant la promulgation de la loi de brumaire, que l'un des deux serait préféré à l'autre, l'effet d'une telle convention a été, sous la loi de brumaire, de dispenser de prendre inscription dans le délai fixé celui en faveur duquel la priorité d'hypothèque était consentie. Cass., 26 mai 1807, *SIR.*, VII, 1, 281; Bull. civ., IX, 177. — L'inscription d'une hypothèque ancienne, prise après l'expiration des délais fixés par l'art. 37, sur les immeubles d'une succession abandonnée, et depuis l'ouverture de cette succession, a conservé les droits du créancier. Cass., 17 décembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 125.

Le créancier mineur qui n'a pas pris inscription, dans le délai fixé par l'art. 37, pour sûreté d'une hypothèque ancienne, n'a pas conservé son privilège, encore que le contrat dont il est porteur, ait été passé en pays étranger, et que les formalités de ce pays aient été remplies. Cass., 7 germinal an 12, *SIR.*, IV, 2, 144. — La légitime, ou mariage avenant des filles normandes, n'était pas un droit de co-propriété sur les biens, mais seulement une créance qui, à l'égard des tiers, n'a pu être conservée que par une inscription hypothécaire. Cass., 19 novembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 194. — L'en était de même, en Normandie, de la dot constituée aux filles. Cass., 9 avril 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 237; Bull. civ., XXV, 151. — Mais il en était autrement des droits des filles non dotées, sur la succession de leurs pères; c'était là un droit de co-propriété. Même arrêt; et Rouen, 13 novembre 1816, *SIR.*, XVII, 2, 92. — *Idem*, du douaire de la femme normande, ouvert notamment par la séparation de biens. Cass., 25 thermidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 20.

Le privilège du vendeur, né avant la loi de brumaire, s'est éteint faute par lui de l'avoir fait inscrire dans le délai fixé par l'art. 37 de cette loi. Cass., arrêt précité du 16 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 132. — Le vendeur qui n'a pas inscrit son privilège dans le délai fixé, a été primé par la femme commune qui, antérieurement, s'était inscrite sur le bien vendu pour sûreté de ses conventions matrimoniales, encore que ce bien fût un conquêt de communauté. Cass., 16 fructidor an 11, *SIR.*, VI, 1, 17. — L'obligation d'inscrire le privilège du vendeur ne s'applique qu'aux ventes antérieures à la loi de brumaire. Nîmes, 20 février 1808, *SIR.*, IV, 2, 517. — Lorsque, faite par le vendeur d'avoir fait inscrire son privilège, dans le délai de trois mois fixé par les art. 37 et 39 de la loi de brumaire, ce privilège a dégénéré en simple hypothèque, et la transcription du contrat, sous le Cod. civ., ne saurait le faire revivre; ainsi, au cas de concours du vendeur avec des créanciers de l'acquéreur, le vendeur est primé par tous les créanciers inscrits avant la transcription. Cass., 2 juin 1827, *SIR.*, XXV, 1, 283; et Pau, 17 janvier 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 214. — Si le privilège du vendeur, créé avant la loi de brumaire a pu dégénérer en simple hypothèque, par défaut d'inscription dans le délai fixé par cette loi, c'est dans le cas où quelque autre droit hypothécaire aurait été inscrit avant l'inscription ultérieure du privilège: autrement, le privilège inscrit sous le Cod. civ. conserve toute préférence sur les hypothèques ultérieurement inscrites. Cass., 16 mars 1820, *SIR.*, XX, 1, 353.

Voyez encore, en ce qui concerne le mode de conservation du privilège du vendeur sous l'empire du Code, la *Table tricennale* de Sirey et Devilleneuve, v^o *Privilège*, n^{os} 56 et suiv.

Voyez aussi les lois des 16 pluviôse an 7 (4 février 1799), et 17 germinal suivant (6 avril

trois mois, n'auront effet qu'à compter du jour de l'inscription qui en serait requise postérieurement. — Dans le même cas, les privilèges dégèneront en simple hypothèque, et n'auront rang que du jour de leur inscription (1).

40. Pour requérir l'inscription de droits antérieurs à la présente, le créancier ou le tiers agissant en son nom, ne sera point obligé de représenter l'expédition du titre de sa créance. — L'inscription sera faite sur la simple représentation de deux bordereaux contenant les indications prescrites par les articles 17 et 21 (2). — Celles à faire sur les biens d'une personne décédée, pourront l'être sur la simple dénomination du défunt. — Le requérant sera tenu de déclarer la somme en numéraire à laquelle il évalue les rentes et prestations pour lesquelles il s'inscrit (3).

41. A l'égard des inscriptions au profit des mineurs, des interdits, des absents, sur leurs tuteurs, curateurs et administrateurs, elles seront faites à la diligence du subrogé-tuteur ou curateur, à peine de demeurer responsable du préjudice qui résulterait du défaut ou retard d'inscription. Au défaut du subrogé-tuteur, les parens ou amis qui auront concouru à la nomination du tuteur ou curateur, chacun individuellement et sous leur responsabilité solidaire, seront tenus de requérir les mêmes inscriptions, ou de veiller à ce qu'elles soient faites en temps utile, à la diligence de l'un d'eux. — Celles des époux encore mineurs, pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux, seront faites à la diligence des père, mère ou tuteur, sous l'autorisation desquels le mariage aura été contracté. A défaut de subrogé-tuteur ou curateur, et en cas de prédécès desdits père, mère ou tuteur, sous l'autorisation desquels le mariage aurait été contracté, les inscriptions seront faites à la diligence des parens et amis qui ont concouru à la tutelle ou curatelle, à peine, par chacun des susnommés, de demeurer solidairement responsables de tout préjudice. — Si les inscriptions mentionnées au présent article n'ont point été requises dans les deux mois de la publication de la présente par les personnes chargées de le faire, elles le seront

1799), portant prorogation du délai accordé par les art. 37, 38 et 39 de celle du 11 brumaire, pour l'inscription des titres de créance; et celle du 16 ventose an 9 (7 mars 1801), qui accorde une nouvelle prorogation de ce délai, en faveur des individus inscrits sur les listes d'émigrés : voyez enfin les notes qui accompagnent cette dernière loi.

(1) Voyez la note précédente sur l'art. 37.

(2) La désignation de la nature et de la situation des immeubles soumis à l'hypothèque, n'est nécessaire que dans les inscriptions d'hypothèques spéciales, et nullement dans les inscriptions d'hypothèques générales pour créances antérieures à la loi de brumaire. Lettre minist., 8 ventose an 9, *SIR.*, I, 2, 540. — Jugé dans le même sens, quoique ces inscriptions soient prises après les délais fixés par la loi de brumaire. *Cass.*, 11 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 151; *Bull. civ.*, XIV, 321; et 6 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 36; *Bull. civ.*, XV, 399. — Jugé encore que la désignation de la nature et de la situation des biens dans une inscription hypothécaire, n'est pas prescrite relativement à une hypothèque légale créée avant la loi de brumaire. *Cass.*, 30 janvier 1815, *SIR.*, XV, 1, 262; *Bull. civ.*, XVII, 30.

Pour conserver une hypothèque ancienne, sous la loi de brumaire, il n'a pas été nécessaire d'indiquer dans l'inscription le possesseur actuel de l'immeuble hypothéqué; il a suffi de mentionner le débiteur originaire. *Bruxelles*, 7 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 721.

L'hypothèque générale sur les biens présents et à venir, stipulée en 1772, dans un pays où elle s'acquiert simplement par acte notarié, n'a point frappé, depuis la loi du 11 brumaire an 7, et au moyen d'une inscription non spéciale, les biens échus au débiteur dans un pays de nantissement, depuis le contrat constitutif, mais avant la loi de brumaire. *Cass.*, 28 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 133; *Bull. civ.*, X, 357.

(3) Le créancier d'une rente en grains ne peut demander à être colloqué, dans un ordre pour une somme supérieure à celle qu'il a fixée dans son inscription pour le principal de cette rente : peu importe qu'à cette époque le prix des mercuriales soit plus élevé. *Liège*, 24 août 1809, *SIR.*, X, 2, 372.

par le commissaire du directoire exécutif près les administrations municipales.

42. Les inscriptions pour les droits d'hypothèque ou privilège acquis avant la promulgation de la présente sur les rentes constituées, les rentes foncières et autres prestations de cette nature déclarées rachetables par les lois, seront faites, savoir : — Sur les rentes foncières et prestations réelles, au bureau des hypothèques de la situation des immeubles sur lesquels elles ont été créées ; — Et sur les rentes constituées, au bureau du dernier domicile du créancier desdites rentes.

43. Dans les lieux où l'hypothèque générale était admise par les lois antérieures, et n'aurait pas été restreinte par les conventions des parties, les inscriptions déjà faites, et celles qui auront lieu dans le délai prescrit par l'article 37, pour toute créance antérieure à la publication de la présente, en conservent le rang sur les biens présents et à venir du débiteur situés dans l'étendue du bureau où elles auront été requises, sans que le créancier soit obligé de désigner la nature ni la situation des immeubles.

44. Les possesseurs d'immeubles qui n'auraient pas encore accompli toutes les formalités prescrites par les lois et usages antérieurs pour consolider leurs propriétés et en purger les charges et hypothèques, y suppléeront par la transcription de l'acte de mutation. — Les dépôts d'actes d'expropriation déjà faits dans les formes prescrites par l'article 105 de la loi du 9 messidor an 3, tiendront lieu de cette transcription (1).

45. Pour purger les hypothèques et privilèges qui existeraient en vertu des anciennes lois sur les rentes foncières, sur les prestations réelles déclarées rachetables, ainsi que sur les rentes constituées, les nouveaux possesseurs feront transcrire leurs titres, savoir, pour les rentes foncières et prestations réelles, au bureau des hypothèques de la situation des immeubles sur lesquels elles ont été créées ; et quant aux rentes constituées, au bureau du domicile actuel du précédent propriétaire.

46. Toutes mutations antérieures à la publication de la présente, dont les actes auront été déposés avant ladite publication, ou transcrits dans les trois mois suivans, ne seront purgées que des charges et hypothèques non inscrites au registre de la conservation avant l'expiration desdits trois mois.

47. Si la transcription des mutations mentionnées aux articles 44 et 46 n'est faite qu'après l'expiration des trois mois qui suivront la publication de la présente, l'immeuble qui en est l'objet demeure grevé des charges et hypothèques consenties par les précédens propriétaires avant leur expropriation, et qui seraient inscrites avant cette transcription. — A l'égard des rentes constituées, elles demeurent grevées de celles desdites charges et hypothèques inscrites dans les divers bureaux où les précédens propriétaires sur lesquels elles n'auraient point été purgées, auraient eu leur domicile.

48. En cas d'insuffisance du prix de la vente pour l'acquit intégral des charges et hypothèques, l'acquéreur peut user de la faculté accordée par l'article 30, sauf aux créanciers à requérir, si bon leur semble, l'adjudication aux enchères, suivant l'article 31.

(1) Cet article ne s'applique pas aux contrats passés antérieurement à la loi de brumaire, sous l'empire de la législation générale qui reconnaissait à la vente un effet translatif de propriété : il ne s'applique qu'aux actes passés dans les pays où la vente, pour sa perfection, avait besoin de certaines formalités secondaires, telles que celles connues sous la dénomination de *devoirs*, *œuvres de la loi*, *deshéritance* et *adhéritance*, *saisine* et *dessaisine*, et autres usitées plus particulièrement dans les pays de nantissement. Cass., 23 juin 1812, *Str.*, XIII, 1, 142 ; *Bull. civ.*, XIV, 200.

49. Il n'est rien innové, pour les mutations antérieures à la présente, aux lois et usages qui auraient pu obliger le nouveau propriétaire à la représentation et au paiement de son prix, ni aux droits et actions des créanciers, soit pour l'exiger, soit pour suivre l'immeuble dans les mains du tiers possesseur.

50. Dans le cas où les mutations de rentes constituées n'auraient lieu que postérieurement à la publication de la présente, le nouveau possesseur sera tenu des hypothèques inscrites dans le délai prescrit par l'article 37, tant sur le dernier propriétaire que sur ceux antérieurs, dans les divers bureaux où ils auraient eu leur domicile, et qui se trouveraient encore subsistantes sur lesdites rentes lors de la transcription de l'acte de mutation.

TITRE IV.—De la publicité des registres des bureaux de la conservation des hypothèques.

51. Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer, quand ils en seront requis, la copie des actes transcrits sur leurs registres, ainsi que l'état des inscriptions subsistantes, ou le certificat qu'il n'en existe aucune (1).

52. Ils sont responsables du préjudice qu'occasionneraient, — 1° Le défaut de mention sur leurs registres des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux; — 2° L'omission qu'ils feraient dans les certificats qui leur seraient demandés pour constater les inscriptions existantes, de l'une ou de plusieurs de celles requises antérieurement, à moins que, dans ce dernier cas, l'erreur ne provienne d'une désignation insuffisante qui ne pourrait leur être imputée (2).

53. Au moyen de la responsabilité prononcée par l'article précédent, l'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis ce certificat depuis la transcription de l'acte de mutation; sauf néanmoins aux créanciers le droit de faire colloquer leurs créances suivant le rang qui leur appartient, tant que le prix n'a point été payé au vendeur, ou que l'ordre et distribution n'a point été fait entre les autres créanciers. — Le conservateur sera subrogé de droit aux actions que les créanciers qu'il aurait été obligé de payer avaient contre le débiteur originaire (3).

54. Dans aucun cas, les conservateurs des hypothèques ne pourront refuser ni retarder les transcriptions d'actes de mutation, les inscriptions ou la délivrance des certificats qui seront requis conformément aux lois; à peine de répondre des dommages-intérêts des parties.

(1) Le conservateur doit, sous peine de responsabilité personnelle, délivrer au dernier acquéreur d'un immeuble toutes les inscriptions qui le grèvent, même celles prises sur le précédent propriétaire, avant qu'il eût fait transcrire. Paris, 9 messidor an 12, *Sir.*, VII, 2, 1021.

(2) Le conservateur qui a omis de mentionner l'époque d'exigibilité dans une inscription prise sous la loi du 11 brumaire an 7, ne peut se soustraire au recours du créancier, sous prétexte que la radiation de l'inscription ayant été consentie avant la loi du 4 septembre 1807, il n'a pu profiter du délai que lui accordait cette loi pour rectifier l'inscription. Cass., 23 avril 1818, *Sir.*, XVIII, 1, 265. — L'action résultant de la responsabilité encourue par le conservateur, par le défaut de mention d'une inscription sur les registres, peut être exercée par le créancier par voie de recours en garantie. Liège, 30 juin 1810, *Sir.*, X, 2, 536.

(3) Cette disposition affranchissait l'acquéreur de toute dette dont l'inscription était omise dans le certificat délivré par le conservateur des hypothèques, sauf le recours du créancier contre celui-ci. Paris, 2 pluviose an 13, *Sir.*, V, 2, 319; et Cass., 9 nivose an 14, *Sir.*, VI, 2, 763.

55. Il sera incessamment statué sur l'organisation du bureau général et des bureaux particuliers de la conservation des hypothèques ; jusqu'à cette époque, le service sera provisoirement continué d'après les dispositions de la présente, par ceux actuellement établis en exécution de la loi du 9 messidor an 3, et conformément à ce qu'elle prescrit à cet égard.

56. Les deux lois du 9 messidor an 3 sur le régime hypothécaire et sur les déclarations foncières, ensemble toutes les lois, coutumes et usages antérieurs sur les constitutions d'hypothèques, et sur les moyens de consommer et consolider les aliénations d'immeubles et d'en purger les hypothèques, demeurent abrogés.

57. La présente sera réimprimée, et envoyée par les administrations centrales de département à celles municipales, qui la feront publier et afficher dans leurs arrondissemens respectifs.

58. Il sera statué incessamment, par une loi particulière, sur les modifications dont la présente est susceptible pour son exécution dans les colonies.

N° 611. = 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798). = *LOI sur le régime hypothécaire et les expropriations forcées.* (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2138; B., LXXIV, 154 k.)

CHAPITRE 1^{er}. — De l'expropriation forcée (1).

Art. 1^{er}. Nul ne peut poursuivre la vente forcée d'un immeuble, qu'en vertu d'un titre exécutoire, et après un intervalle de trente jours, à partir de celui du commandement qu'il est tenu de faire à son débiteur (2).

(1) Voyez, sur le droit d'expropriation, les art. 2204 et suiv. du Code civil; et, sur les formalités de l'expropriation, les art. 673 et suiv. du Code de procédure civile; la loi du 14—24 novembre 1803, et le décret du 2 février 1811.

Voyez encore l'avis du cons. d'état du 10 floréal an 13 (30 avril 1805), portant qu'il y a doute et par conséquent qu'il y a lieu à disposition législative sur la question de savoir si les poursuites de saisie réelle, existant au moment de la publication de la loi du 11 brumaire an 7, doivent être continuées d'après les anciennes lois (Str., V, 2, 336); et le décret du 11 janvier 1811, concernant la reprise et la mise à fin des saisies commencées avant la loi de brumaire.

Dans l'intervalle de la promulgation du Code civil à la promulgation du Code de procédure, c'est la loi du 11 brumaire an 7 qui a réglé les formalités de la saisie immobilière. Colmar, 30 brumaire an 13, Str., V, 2, 204.

(2) La loi du 11 brumaire an 7 ne s'oppose point à l'adjudication en masse des biens de plusieurs débiteurs solidaires, alors surtout que ces débiteurs ne réclament pas contre ce mode d'expropriation. Cass., 20 frimaire an 12, Str., IV, 2, 83; Bull. civ., VI, 85. — Jugé dans le même sens sous l'empire du Code civil et du Code de procédure civile. Riom, 24 février 1813, Str., XIV, 2, 174.

Pour que l'expropriation du débiteur puisse avoir lieu, il n'est pas nécessaire que la créance soit hypothécaire; une créance chirographaire peut autoriser les poursuites. Paris, 12 ventose an 12, Str., VII, 2, 950. — Il n'est pas non plus besoin que la créance hypothécaire, en vertu de laquelle l'expropriation a lieu, soit inscrite. Liège, 28 novembre 1803, Str., V, 2, 541; et Lyon, 27 novembre 1811, Str., XIII, 2, 215. — Lorsqu'un juge a été commis pour faire une liquidation, le procès-verbal de liquidation dressé par ce juge n'est pas un jugement ou titre exécutoire en vertu duquel le créancier puisse exproprier son débiteur. Cass., 8 frimaire an 12, Str., IV, 1, 170. — On ne peut poursuivre l'expropriation en vertu de jugemens qui ne prononcent qu'une provision, quoiqu'ils soient passés en force de chose jugée. Rouen, 2 nivose an 11, Str., III, 2, 231. — Jugé de même sous l'empire du Code civil. Cass., 29 octobre 1806, Str., VI, 1, 467. — Un immeuble peut être saisi pour une créance basée sur des factures et connoissemens non contestés. Cass., 18 pluviôse an 12, Str., IV, 2, 78.

Voyez encore, sur les conditions que le créancier doit réunir pour être admis à exproprier le débiteur, divers arrêts rendus sous l'empire du Code civil; Str. et DEVILL., *Table tricennale*, v° *Expropriation forcée*, n° 9 et suiv.

Le commandement qui tend à expropriation forcée, ne doit pas nécessairement être précédé d'un commandement pur et simple de payer. Colmar, arrêt précité, 30 brumaire an 13, Str., V,

2. Ce commandement pourra être fait sans l'assistance de témoins.—L'original sera visé, dans les vingt-quatre heures, par le juge de paix du lieu où il aura été signifié, ou par l'un de ses assesseurs, et il en sera laissé une seconde copie à celui qui donnera le *visa*. — Chaque copie doit contenir en tête la transcription entière du titre, et la désignation des immeubles dont le créancier entend provoquer la vente (1).

3. Si la vente est provoquée par des créanciers qu'un acquéreur a déclaré ne vouloir rembourser que jusqu'à concurrence du prix stipulé, le commandement sera remplacé par une dénonciation judiciaire, que l'acquéreur fera au vendeur, de la réquisition desdits créanciers. — Cette dénonciation contiendra sommation de rapporter, dans les dix jours, main-levée des inscriptions excédant le prix de la vente.

4. L'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur est publiée et annoncée par des affiches imprimées, contenant, — 1° Le lieu, le jour et l'heure où elle sera faite; — 2° La nature, l'étendue superficielle et la situation des biens à vendre (2); — 3° L'évaluation des revenus dans la matrice du rôle de la contribution foncière; — 4° Les nom, profession, domicile du débiteur, et ceux du poursuivant (3); — 5° L'état des inscriptions existant sur l'immeuble au jour du commandement (4); — 6° Les conditions de l'adjudication; — 7° Une mise à prix que le poursuivant sera tenu de faire, et qui tiendra lieu de première enchère; — 8° L'élection que fera le poursuivant d'un domicile dans la commune où l'adjudication devra se faire (5). — Si le créancier a laissé écouler le délai de six mois depuis la date

2, 204. — Lorsqu'un bien hypothéqué a été vendu par le débiteur, c'est à ce débiteur et non à l'acquéreur que le commandement tendant à expropriation forcée doit être fait. Cass., 6 messidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 27.

(1) Voyez l'art. 673 du Code de procédure civile.

Le commandement prescrit par l'art. 2 de la loi du 11 brumaire an 7 n'était pas nul par cela seul qu'on n'avait pas mis en tête une désignation détaillée des biens dont le créancier entendait poursuivre l'expropriation, si d'ailleurs ces biens étaient énoncés dans le corps de l'acte. Cass., 6 fructidor an 11, *SIR.*, IV, 2, 22. — Il en était de même du commandement fait par l'héritier du créancier, quoiqu'il ne contint pas copie des pièces justificatives de la qualité d'héritier. Paris, 31 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 241. — L'erreur dans les prénoms du créancier ne viciait ni le commandement ni les affiches. Même arrêt.

(2) Voyez les art. 682 et suiv. du Code de procédure civile.

L'étendue et la superficie d'une maison étaient suffisamment indiquées, sous l'empire de cette disposition, par la description des bâtimens et des tenans et aboutissans; il n'était pas nécessaire d'exprimer cette superficie par mètres ou par toises. Cass., 15 germinal an 11, *SIR.*, III, 1, 284. — Si l'affiche n'indiquait pas suffisamment toutes et chacune des parties dont le domaine exproprié se composait, la nullité pouvait en être proposée pour la première fois en cause d'appel. Paris, 1^{er} prairial an 11, *SIR.*, VII, 2, 948.

(3) Les affiches ne devaient pas, à peine de nullité, énoncer la profession du saisi. Paris, 8 germinal an 13, *SIR.*, VII, 2, 1192. — Ni ses prénoms. Même arrêt; et Paris, 12 ventose an 12, *SIR.*, VII, 2, 950. — Mais il y avait nullité, lorsque le poursuivant qui avait antérieurement changé d'habitation dans la même commune, indiquait dans l'affiche son ancienne demeure au lieu de la nouvelle. Paris, 17 floréal an 13, *SIR.*, VII, 2, 912.

(4) D'après cette disposition, l'affiche devait contenir toutes les inscriptions qui existaient à l'époque du commandement, sans distinguer entre les inscriptions valables et celles irrégulièrement prises. Paris, 26 ventose an 11, *SIR.*, III, 2, 222. — Cependant, le créancier poursuivant n'était pas tenu d'insérer dans les affiches les noms des créanciers inscrits qui avaient été omis dans le certificat délivré par le conservateur; il n'était pas non plus tenu de notifier aux créanciers omis les procès-verbaux d'apposition des affiches: en tout cas, le débiteur ne pouvait exciper de ces nullités. Besançon, 25 nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 286. — Jugé de même sous l'empire du Code civil. Bordeaux, 25 mars 1819, *SIR.*, XXIX, 2, 344.

(5) Jusqu'à la distribution du prix de l'immeuble exproprié, les créanciers ou le saisi doivent faire signifier au poursuivant, à ce domicile élu, tous les actes qui les intéressent, même le jugement d'ordre. Cass., 22 janvier 1806, *SIR.*, VI, 1, 202.

du commandement, il ne peut faire procéder à l'affiche qu'après un nouveau commandement, dans la forme et avec les délais prescrits par les articles 1^{er} et 2 (1).

5. L'apposition d'affiches vaut saisie de la propriété des biens qui y sont détaillés. — Elle se fait, 1^o à l'extérieur du domicile du débiteur, et des édifices saisis, s'il y en a; 2^o aux lieux destinés à recevoir les affiches publiques, dans les communes de la situation desdits biens, et de celle du bureau des hypothèques dont ils dépendent; 3^o dans la commune du chef-lieu de canton, et enfin à la porte de l'auditoire du tribunal civil qui doit faire l'adjudication. — Il en est déposé un exemplaire au greffe de ce tribunal, pour servir à l'adjudication.

6. Cette apposition est constatée par procès-verbaux d'huissier, sans qu'il soit nécessaire de l'assistance de témoins. Ces procès-verbaux, ainsi que les affiches, seront notifiés, et copie en sera laissée tant au saisi qu'aux créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus, dans le délai de cinq jours de la date du dernier procès-verbal d'affiches: il sera ajouté à ce délai un jour par cinq myriamètres (dix lieues communes) de distance du lieu de la situation des biens à celui du domicile du saisi (2). — Les originaux de ces procès-verbaux et des exploits de leur notification sont soumis au *visa* prescrit par l'article 2; ils doivent être inscrits au bureau des hypothèques de la situation des biens.

7. Il ne peut y avoir moins de deux décades, ni plus d'un mois, entre la notification prescrite en l'article précédent et le jour indiqué pour l'adjudication.

8. Pendant toute la durée des poursuites, le débiteur reste en possession comme séquestre et dépositaire de justice, sans préjudice néanmoins du droit qu'ont les créanciers de faire procéder à la saisie mobilière des fruits, conformément aux lois. — Il ne peut faire aucune coupe de bois, ni se permettre aucune dégradation, sous peine de dommages-intérêts, au paiement desquels il sera contraignable par corps. — Il ne peut, à compter du jour de l'inscription prescrite par l'article 6, de la notification des procès-verbaux d'affiches, disposer de la propriété, et est tenu, aussiôt la signification du jugement d'adjudication et de sa transcription au bureau des hypothèques, de délaisser la possession (3).

(1) Sous l'empire de cette disposition, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, de faire l'affiche d'un second commandement, encore qu'il se fût écoulé six mois depuis le premier, si le créancier n'avait suspendu ses poursuites pendant les six mois que parce que l'immeuble saisi était revendiqué dans cet intervalle. Paris, 26 nivose an 12, *SIR.*, V, 2, 285. — Jugé encore qu'il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que toutes les affiches fussent posées dans les six mois à partir du commandement. Cass., 19 germinal an 13, *SIR.*, VII, 2, 949; *Bull. civ.*, VII, 287. — Était valable la saisie immobilière, encore qu'il en existât une première faite dans un autre département sur le même débiteur, mais périmée faute de poursuites pendant six mois, à partir de l'époque du commandement; cette péremption ayant lieu de plein droit, peu importait qu'elle eût été demandée ou prononcée. Cass., 1^{er} prairial an 13, *SIR.*, VII, 2, 1193.

(2) Sous l'empire de cette disposition, on ne pouvait prouver par témoins le fait d'une apposition d'affiches non constatée par procès-verbal d'huissier. Cass., 18 décembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 82; *Bull. civ.*, XII, 267. — Il était nécessaire, à peine de nullité, que les affiches et les procès-verbaux d'apposition fussent notifiés à la partie saisie, encore que l'immeuble exproprié fût d'une valeur tellement modique qu'elle ne suffît pas à couvrir les frais d'une poursuite régulière. Paris, 15 janvier 1808, *SIR.*, VII, 2, 948.

(3) L'adjudicataire ne pouvait se faire colloquer par privilège pour le montant des dégradations commises par le saisi dans ses biens et propriétés, pendant la durée des poursuites; il avait seulement contre lui une action en dommages-intérêts, avec contrainte par corps. Paris, 12 ventôse an 12, *SIR.*, VII, 2, 950. — Il était tenu de se conformer, pour l'éviction du fermier, à

9. L'adjudication est faite par le tribunal civil de la situation des biens, aux enchères, et à l'extinction des feux (1).

10. Un créancier ne peut provoquer que successivement la vente des biens de son débiteur situés dans plusieurs départemens, à moins que les biens ne fassent partie d'un domaine exploité ou affermé par une même personne. Dans ce cas, l'adjudication de la totalité desdits biens se fait par le tribunal civil dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu d'habitation ou exploitation. — Dans le cas où il n'y aurait pas de chef-lieu d'exploitation, la compétence sera déterminée par le mode indiqué en l'article 12.

11. Si plusieurs créanciers provoquent la vente des mêmes biens, l'adjudication aura lieu sur la poursuite de celui qui aura fait le premier la notification des procès-verbaux d'affiches. — Si l'un d'eux a compris dans sa poursuite une plus forte quantité de biens, il demeure seul poursuivant.

12. Lorsque la vente sera poursuivie dans le cas énoncé en l'article 3, elle aura nécessairement lieu pour la totalité des biens compris dans le même contrat, quoique leur exploitation soit divisée. — L'adjudication sera faite par le tribunal civil dans l'arrondissement duquel se trouvera située la partie des biens à laquelle la matrice du rôle de la contribution foncière attribue le plus de revenus.

13. Aussitôt que les enchères seront ouvertes, il sera allumé successivement des bougies préparées de manière que chacune ait une durée d'environ cinq minutes (2).

14. S'il s'éteint deux bougies sans qu'il soit survenu d'enchère qui ait porté le prix à plus de quinze fois le revenu auquel le bien est évalué par la matrice des rôles de la contribution foncière, le tribunal sera tenu de remettre l'adjudication à vingt jours au moins, et trente jours au plus, pendant lequel temps le poursuivant fera apposer et notifier de nouvelles affiches dans les formes ci-dessus (3).

15. Dans le cas où, soit à la première séance, soit à la subséquente, il y aurait des enchères pendant la durée des deux premières bougies, il en est allumé successivement jusqu'à ce qu'il s'en soit éteint une sans qu'il soit survenu de nouvelle enchère, et l'adjudication est prononcée sur-le-champ au profit du dernier enchérisseur.

la loi du 6 octobre 1791, c'est-à-dire de lui payer une indemnité. Cass., 7 messidor an 12, Str., IV, 2, 169; Bull. civ., VI, 329. — Les fermiers judiciaires ne furent pas évincés de plein droit par la loi du 11 brumaire; en conséquence, ils ont dû compter des fermages des immeubles baillés, tant qu'il n'a point été statué ultérieurement sur leur bail. Nîmes, 7 messidor an 13, Str., V, 2, 237.

(1) Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'acte d'adjudication énonce si la partie saisie a été ou non présente à la vente; il suffit qu'elle ait été légalement appelée. Cass., 18 vendémiaire an 12, Str., IV, 2, 649; Bull. civ., VI, 9.

(2 et 3) Voyez les articles 707 et 708 du Cod. proc. civ.

La défense d'adjuger un immeuble à la première enchère, si le prix n'excède pas quinze fois le revenu, ne s'applique pas à l'adjudication d'un usufruit. Cass., 17 floréal an 12, Str., IV, 2, 171. — On peut adjuger après deux feux, sans qu'il soit survenu d'enchères, lorsque la mise à prix excède quinze fois le revenu. Cass., 14 novembre 1808, Str., IX, 1, 29; Bull. civ., X, 320. — Le tribunal a pu, nonobstant la disposition de ce même article 14, remettre l'adjudication à trente-cinq jours au lieu de trente, si, entre la notification des affiches et l'adjudication, il y a eu moins de trente jours. Paris, 27 floréal an 12, Str., VII, 2, 978. — Le procès-verbal d'adjudication doit, à peine de nullité, mentionner toutes les opérations qui ont eu lieu et l'accomplissement des formalités voulues par la loi, notamment de celles prescrites par les art. 14 et 15. Colmar, 7 janvier 1806, Str., VI, 2, 987. — Jugé cependant qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de mentionner dans le procès-verbal d'adjudication que les bougies allumées pour les enchères ont été préparées de manière à durer cinq minutes, conformément à l'art. 13 de la loi de brumaire. Cass., 10 pluviôse an 13, Str., V, 2, 45; Bull. civ., VII, 185; et Lyon, 2 août 1811, Str., XII, 2, 20.

16. Les enchères ne peuvent être moindres de vingt-cinq francs, lorsque la première mise à prix excède deux millé francs, ni moindres de cinq francs pour les objets inférieurs.

17. Au jour indiqué pour la remise ordonnée par l'article 14, le tribunal, après l'extinction de trois feux consécutifs, prononce l'adjudication définitive à celui qui a fait l'offre la plus avantageuse, quoique inférieure à quinze fois le revenu fixé par la matrice des rôles de la contribution foncière (1).

18. Lorsque l'adjudication est poursuivie sur la soumission d'un créancier d'augmenter le prix d'une vente volontaire, la somme à laquelle ce dernier s'est obligé de porter ou faire porter l'immeuble, sert de première enchère. — Si, au jour annoncé pour l'adjudication, il se présente des enchérisseurs, l'immeuble est adjugé à celui qui a fait l'offre la plus avantageuse. — Dans le cas contraire, elle est faite au profit du créancier provoquant, pourvu qu'il la requière : s'il ne se présente point, ni personne pour lui, à l'effet de la requérir, le tribunal déclare, après l'extinction de trois feux consécutifs, que ce créancier demeure déchu du bénéfice de son enchère, et que l'acquéreur continue de demeurer propriétaire moyennant le prix stipulé dans son contrat ; il condamne celui qui aura provoqué la vente, aux frais de la poursuite, et en outre à payer, comme excédant du prix, la somme à laquelle il s'était obligé de porter ou faire porter l'immeuble en sus du prix conventionnel ; — Le tout sans qu'il y ait lieu à aucune remise, quel que soit le montant du prix ou celui des enchères.

19. Tout citoyen peut enchérir par lui-même ou par autrui. Ceux qui enchériront pour un tiers ne peuvent être contraints de justifier de leurs pouvoirs ; mais ils sont tenus de faire, au pied du procès-verbal d'adjudication, dans les vingt-quatre heures qui la suivront, leur déclaration en command ; faute de quoi ils seront réputés adjudicataires directs, et tenus, comme tels, de satisfaire à toutes les charges et suites de l'adjudication (2).

20. Le saisi ne peut se rendre adjudicataire : toute déclaration de command qui serait faite à son profit, est nulle ; toute personne qui se serait rendue adjudicataire pour lui, demeurera personnellement et directement responsable de tous dépens, dommages et intérêts, au paiement desquels elle sera contrainte par corps. — Ceux qui se seraient rendus adjudicataires pour le compte de personnes notoirement insolvable, en demeureront garans et responsables en leur propre et privé nom, nonobstant la déclaration de command.

21. Les frais pour parvenir à la vente et adjudication, sont à la charge de l'adjudicataire, et par lui payés au poursuivant, dans la décade de l'adjudication.

22. L'adjudication doit être transcrite, à la diligence de l'adjudicataire, sur les registres du bureau de la conservation des hypothèques de la situa-

(1) Sous l'empire de cette disposition, s'il ne se présentait pas de surenchérisseur, l'immeuble était vaiblement adjugé, même à tout autre qu'au poursuivant, pour la mise à prix. Paris, 12 brumaire an 12, *SIR.*, VII, 2, 948. — Les tribunaux pouvaient valider une adjudication faite sur la tête du débiteur décédé, si le décès n'avait pas été signifié au créancier poursuivant, à l'époque de l'adjudication. Cass., 23 ventose an 11, *SIR.*, III, 1, 223.

(2) En 1806, et après le rétablissement des avoués, on a pu annoncer dans les affiches de vente par expropriation forcée, que les enchères ne seraient reçues que par le ministère d'avoué. Cass., arrêt précité du 14 novembre 1808. *SIR.*, IX, 1, 29 ; *Bull. civ.*, X, 120. — La femme créancière de son mari peut, avec son autorisation, surenchérir et se rendre adjudicataire des biens de celui-ci. Aix, 23 février 1807, *SIR.*, XV, 2, 153.

tion des biens, dans le mois de sa prononciation. Il ne peut, avant l'accomplissement de cette formalité, se mettre en possession des biens adjugés; et, après l'expiration du mois, les créanciers non remboursés ont aussi la faculté, même sans attendre l'échéance du terme d'exigibilité de leurs créances, de faire procéder contre l'adjudicataire, et à sa folle-enchère, à la revente et adjudication des biens, dans les mêmes formes et délais qu'à l'égard du saisi; sauf que le commandement sera remplacé par une dénonciation du certificat délivré par le conservateur des hypothèques, que la transcription du jugement d'adjudication n'a point été faite.

23. Le saisi ni les créanciers ne peuvent exciper contre l'adjudicataire, d'aucun moyen de nullité, ou omission de formalités dans les actes de la poursuite, qu'autant qu'ils les auraient proposés à l'audience où l'adjudication aura eu lieu, sauf l'appel, tant du jugement intervenu à cet égard que de celui d'adjudication, si l'on opposait à ce dernier quelque nullité, ou l'omission de quelqu'une des formalités prescrites (1).

24. Faute par l'adjudicataire de satisfaire aux conditions de l'adjudication, et de payer les créanciers aux termes et de la manière qu'ils y ont droit, il sera procédé contre lui à la revente et adjudication sur folle-enchère, en vertu de l'extrait du jugement d'ordre contenant la collocation utile du créancier (2).

CHAPITRE II. — Des revendications (3).

25. L'adjudication définitive ne transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux qu'avait le saisi. — L'action en revendication, soit de la propriété, soit de l'usufruit des biens adjugés, se prescrira uniformément par le laps de dix années, à compter du jour de la transcription du jugement d'adjudication au bureau des hypothèques, et de la première perception des fruits. — Les droits de passage, droits de vue, et les autres services fonciers occultes, mêmes ceux patens dont l'exercice n'est point continu,

(1) Voyez les art. 733 et 735 du Cod. proc. civ.

La partie saisie, qui a défendu dans l'instance d'adjudication, ne peut proposer un moyen de nullité qu'elle aurait négligé de présenter avant l'adjudication. Cass., 20 frimaire an 12, *SIR.*, VIII, 1, 550; Bull. civ., VI, 85. — La partie saisie, qui a fait défaut en première instance, ne peut non plus proposer en cause d'appel, pour la première fois, des nullités de la procédure d'adjudication. Cass., 5 novembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 750. — Antérieurement, la cour de cassation avait jugé en sens contraire. 20 ventose an 11, *SIR.*, III, 2, 219. — Jugé encore que l'exception de bénéfice de discussion des meubles avant l'immobilier ne peut, dans l'intérêt d'un mineur, être proposée en appel, quand elle ne l'a pas été en première instance. Cass., 13 avril 1812, *SIR.*, XII, 1, 276. — Toutefois, la défense de proposer en appel des nullités non proposées en première instance, avant l'adjudication, ne peut être invoquée par le créancier poursuivant comme par l'adjudicataire. Cass., 21 janvier 1807, *SIR.*, VIII, 1, 550.

(2) Voyez l'art. 737 du Cod. proc. civ.

Sous l'empire de l'art. 24 de la loi de brumaire, l'adjudicataire ne pouvait faire de distinction entre les créances exigibles et les créances non exigibles, lorsqu'une clause de l'enchère l'obligeait à payer le prix total de l'adjudication immédiatement après la transcription du jugement. Cass., 2 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 75. — Jugé encore que l'adjudicataire était non recevable à quereller de nullité la clause de son adjudication qui l'obligeait au remboursement des capitaux des rentes constituées et des autres dettes non exigibles. Bruxelles, 11 thermidor an 13, *SIR.*, V, 2, 546.

Les créanciers colloqués sur le prix de l'immeuble vendu ne pouvaient contraindre l'adjudicataire sur ses biens personnels, avant d'avoir fait revendre sur folle-enchère. Cass., 20 juillet 1808, *SIR.*, VIII, 1, 402; Bull. civ., X, 190. — Si l'adjudicataire avait donné congé au fermier ou locataire, celui-ci ne pouvait, au cas de revente sur folle enchère, faire peser sur l'immeuble l'indemnité que lui avait accordée le jugement qui avait déclaré le congé valable. Cass., 27 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 100; Bull. civ., IX, 335.

(3) Voyez les art. 727 et suiv. du Cod. proc. civ.

ainsi que les prestations réelles non rachetables, s'ils n'ont été expressément réservés dans l'état des charges d'adjudication, se prescrivent par le même laps de dix années, à compter du jour où leur exercice aura entièrement cessé. — A l'égard des charges et services fonciers établis par la loi, ils ne sont sujets à aucune prescription.

26. Néanmoins ceux qui, avant l'adjudication, voudraient exercer aucune des revendications mentionnées en l'article précédent, pourront le faire, en se rendant parties intervenantes dans la procédure d'adjudication, suivant les formes ci-après.

27. L'exploit d'intervention sera signifié, sans qu'il soit nécessaire de citer au bureau de conciliation, tant au poursuivant, au domicile élu par les affiches, qu'au saisi, avec déclaration, de la part du requérant, qu'il fera statuer sur sa revendication, à l'audience indiquée pour l'adjudication. — Le même exploit contiendra l'énonciation des titres justificatifs de la propriété par lui réclamée. Ces titres seront déposés par le réclamant, avant le jour indiqué pour l'adjudication, au greffe du tribunal, où les parties intéressées pourront en prendre communication. — Si la revendication ne porte que sur des héritages particuliers, et non sur la totalité ou partie d'un corps de domaine entier, cet exploit contiendra en outre l'indication exacte de la situation, de la nature, de la consistance, et des confins par tenans et aboutissans de chaque objet revendiqué. — A défaut de l'observation de ces formalités, il sera passé outre à l'adjudication, à moins que le poursuivant ne s'y oppose.

28. Le tribunal prononcera, si faire se peut, sur la revendication, au jour indiqué; sinon il renverra le jugement à une prochaine audience. Ce jugement ne pourra être rendu qu'après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif. — En cas d'appel, il y sera statué comme en matières provisoires, et sans tour de rôle (1).

29. Toutes les fois qu'il y aura une revendication, il sera sursis à l'adjudication des objets revendiqués (2). — Le tribunal peut néanmoins, après avoir entendu les parties intéressées qui seraient présentes, et le commissaire du directoire exécutif, ordonner l'adjudication de tout ou de partie des objets non revendiqués, à la charge de prononcer à cet égard par un jugement séparé de celui relatif à la question de revendication.

30. Lorsque l'adjudication aura été retardée par une revendication, il ne pourra y être procédé qu'après l'apposition et notification de nouvelles affiches dans les formes prescrites par les articles 4, 5, 6 et 7, sans qu'il soit besoin de renouveler le commandement, à moins qu'il ne se soit écoulé plus de six mois depuis la date du jugement qui aura statué sur la revendication (3).

CHAPITRE III. — Des ordres et distributions de prix (4).

31. L'ordre et la distribution du prix des immeubles seront faits devant

(1) Sous l'empire de cette disposition, les chambres des vacations étaient compétentes pour prononcer des adjudications sur expropriation forcée. Cass., 16 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 254; Bull. civ., VII, 304.

(2 et 3) Cependant, la revendication qui était faite en vertu d'une vente consentie par le saisi depuis les poursuites d'expropriation, ne devait pas suspendre l'adjudication jusqu'à ce qu'il eût été statué sur cette revendication par un jugement passé en force de chose jugée. Cass., 21 juillet 1806, *SIR.*, VI, 1, 359. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que l'adjudication ne devait pas avoir lieu immédiatement après la sentence de rejet de la demande en revendication, et avant que cette sentence eût acquis force de chose jugée. Cass., 11 juin 1807, *SIR.*, VII, 2, 749; Bull. civ., IX, 192.

(4) Voyez les art. 749 et suiv. du Cod. proc. civ.

le tribunal civil qui aura procédé à leur adjudication. — Si l'aliénation n'a point été faite en justice, il sera procédé à l'ordre et distribution devant le tribunal civil de la situation des immeubles; et, en cas d'aliénation, par un même acte, de biens situés dans plusieurs départemens, devant le tribunal dans l'arrondissement duquel se trouvera située la partie des biens à laquelle la matrice du rôle de la contribution foncière attribue le plus de revenus. — A cet effet, il sera ouvert au greffe du tribunal un procès-verbal, sur la première réquisition d'un des créanciers, et sur la remise qu'il sera tenu de faire, en même temps, d'un état certifié par le conservateur des hypothèques, de toutes les inscriptions existant sur les biens aliénés (1).

32. Le procès-verbal d'ordre ne pourra être clos que trente jours après que son ouverture aura été notifiée tant aux créanciers inscrits qu'à la partie saisie. — Pendant cet intervalle, les créanciers privilégiés qui ne sont point assujétis à l'inscription de leurs droits, seront tenus, à peine de déchéance de leurs privilèges, d'en produire les titres et pièces au greffe. — Quant aux privilégiés et aux créanciers inscrits, l'état mentionné en l'article précédent tient lieu pour eux de production : néanmoins ils sont tenus, sur la réquisition soit d'un créancier, soit de la partie saisie, de justifier des titres de leurs créances, et de les déposer et produire au greffe du tribunal (2).

33. Il est loisible à tout créancier et à la partie saisie, de prendre communication, pendant le même délai, du procès-verbal d'ouverture d'ordre, de l'extrait des inscriptions, et des titres et pièces qui auraient été produits; de faire sur le tout les observations qu'ils croiront convenables, et qui seront consignées sur le procès-verbal : faute de quoi, l'ordre sera dressé d'après l'extrait des inscriptions et les titres et les pièces produits. — En cas de contestations, il y est statué par le tribunal entre le réclamant et ceux dont il conteste en tout ou en partie le droit de collocation.

34. L'homologation de l'ordre sera portée à la première audience qui suivra l'expiration du délai de trente jours, fixé par l'article 32, pour y être statué par le tribunal, ainsi que sur les contestations qui auraient été élevées, sans qu'il soit besoin d'assignation à la partie saisie ni aux créanciers, et sauf l'appel, nonobstant lequel les collocations qui n'auraient pas été contestées recevront leur exécution. — Les frais pour parvenir à la confection de l'ordre, seront prélevés de préférence à toute créance, et colloqués au profit du poursuivant (3).

(1) Est réputée judiciaire la vente de biens de mineurs faite avec toutes les formalités voulues par la loi, et conséquemment l'ordre du prix en provenant doit être réglé devant le tribunal qui a procédé à l'adjudication. Cass., 26 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 778. — Il en est autrement de l'ordre à régler par suite de vente volontaire entre majeurs faite à l'audience des criées sur publications et affiches; cet ordre doit être réglé devant le tribunal civil de la situation des immeubles vendus. Cass., 11 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 774; et 13 août 1807, *SIR.*, VII, 1, 430.

Voyez encore les divers arrêts rendus sur cette question, sous l'empire du Cod. proc. civ., dans la *Table tricennale* de Sirey et Devilleneuve, v^o *Ordre*, § 2.

Lorsqu'un acquéreur a fait transcrire dans un seul bureau le contrat par lequel on lui a vendu des biens situés dans plusieurs arrondissemens, on ne peut annuler l'ordre arrêté sur la poursuite d'un créancier inscrit au bureau de la transcription, sur le motif qu'il n'a pas appelé à cet ordre les créanciers inscrits dans l'arrondissement où l'acte n'a pas été transcrit. Cass., 11 fructidor an 12, *SIR.*, V, 2, 13; Bull. civ., VI, 419.

(2) La déchéance prononcée contre les créanciers privilégiés non inscrits qui n'ont pas produit leurs titres dans le délai de trente jours, n'atteint pas les créanciers inscrits. Cass., 22 janvier 1806, *SIR.*, VI, 1, 202.

Voyez encore les art. 754 et 757 du Cod. proc. civ.

(3) Le créancier inscrit, qui ne s'est pas présenté à l'ordre, ne peut appeler du jugement d'homologation, et contester les collocations. Cass., 6 mars 1809, *SIR.*, IX, 1, 153.

35. Le jugement d'homologation ordonne la délivrance, par le greffier, des bordereaux de collocation, à ceux qui viennent en ordre utile, pour le montant en être acquitté par l'adjudicataire, s'il n'existe aucune saisie ni opposition sur le créancier colloqué. — Ces bordereaux énoncent la nature et la quotité de la créance et de ses accessoires ayant le même rang d'hypothèque, ainsi que l'époque d'exigibilité tant du capital que des intérêts ou arrérages. — Le même jugement détermine celles des inscriptions qui ne viennent point en ordre utile sur le prix, et ordonne que la radiation en sera faite par le conservateur des hypothèques, en ce qu'elles frapperaient sur l'immeuble aliéné.

36. Toutes lois, coutumes et usages antérieurs, demeurent abrogés en ce qu'ils auraient de contraire à la présente (1).

N° 612. = 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798). = *Loi qui règle le mode de paiement des sommes dues sur le prix des acquisitions de domaines nationaux faites en exécution de la loi du 28 ventose an 4, ou de lois antérieures* (2). (II, Bull. CCXXXV, n° 2122; B., LXXIV, 154 t.)

Le conseil... approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Les corps administratifs sont chargés de régler, d'ici au 1^{er} pluviose prochain, les comptes de toutes les ventes faites antérieurement à la publication de la présente loi.

2. Les acquéreurs de domaines nationaux vendus en exécution des lois antérieures à celle du 28 ventose an 4, et qui doivent encore une partie du prix de leurs acquisitions, seront tenus de se libérer en numéraire, suivant la valeur représentative des assignats au cours du jour du procès-verbal de la vente, tel qu'il est réglé par le tableau du cours tenu par les commissaires de la trésorerie nationale et annexé à la loi du 5 messidor an 5, ou de souscrire, dans le mois, des cédules ou obligations payables dans trois mois, à compter du jour de la publication de la présente loi, en la forme prescrite par la loi du 16 brumaire an 5.

3. Les acquéreurs de domaines nationaux qui ont acquis en exécution de la loi du 28 ventose an 4, et qui n'ont pas encore soldé le prix de leur acquisition, seront admis, si les biens n'ont point été revendus, à se libérer dans le mois de la publication de la présente loi; savoir : — Pour ce qui reste dû sur les trois premiers quarts, en tiers consolidé inscrit; et pour le surplus, en numéraire, conformément à leurs obligations.

4. Il n'est rien préjugé, par les articles précédens, sur le sort des soumissions ou adjudications dont la validité se trouve en litige.

(1) Cet article n'a pas abrogé les lois antérieures qui permettaient la subrogation; ainsi un créancier peut se faire subroger dans la poursuite d'expropriation qui est suspendue ou abandonnée. Cass., 15 germinal an 11, *SIR.*, III, 1, 284. — Ce droit de subrogation n'appartient pas au créancier en sous-ordre. Cass., 10 pluviose an 13, *SIR.*, IV, 1, 219. — Antérieurement, la cour de Paris avait jugé que la loi de brumaire n'avait pas aboli le sous-ordre et que, sous l'empire de cette loi, le montant de la collocation d'un créancier hypothécaire se distribuait entre les créanciers en sous-ordre. Paris, 15 brumaire an 12, *SIR.*, V, 2, 193.

La loi de brumaire ne dérogeant pas à celle du 16—24 août 1790, on devait, sous son empire, en matière d'expropriation forcée, entendre le ministère public dans les causes des mineurs. Cass., 26 avril 1809, *SIR.*, IX, 1, 248.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé des lois sur le mode de paiement des domaines nationaux.

N° 613. = 12 brumaire an 7 (2 novembre 1798). = *Loi relative à la liquidation des rentes perpétuelles et viagères de six cents francs et au dessous* (1). (II, Bull. CCXXXV, n° 2123; B., LXXIV, 155.)

Art. 1^{er}. Tout créancier actuel de six cents francs de rente perpétuelle et au dessous, jusqu'à quatre-vingt-dix neuf francs, liquidée ou à liquider, sera, sur la déclaration comme il n'a point d'autre partie de rente en perpétuel à réunir, liquidé moitié en tiers consolidé, et moitié en bons des deux tiers mobilisés.

2. Tout créancier qui a quatre-vingt-dix-neuf francs et au dessous de rente constituée en perpétuel, liquidée ou à liquider, sera, sur pareille déclaration, liquidé pour cinquante francs de rente, en tiers consolidé; et pour le surplus, seulement en bons des deux tiers mobilisés.

3. Tout créancier en rentes constituées en perpétuel, liquidées ou à liquider, dont la créance est au dessous de cinquante francs de rente, sera, sur pareille déclaration, liquidé pour la totalité de sa créance en tiers consolidé provisoire.

4. Les mêmes dispositions seront appliquées aux créanciers des rentes viagères.

5. Tout créancier qui serait reconnu avoir fait une fausse déclaration, perdra toutes ses parties de rentes sur l'état.

N° 614. = 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798). = *Loi sur le timbre* (2). (II, Bull. CCXXXVII, n° 2136; B., LXXIV, 163.)

TITRE 1^{er}. — De l'établissement et de la fixation des droits.

Art. 1^{er}. La contribution du timbre est établie sur tous les papiers des-

(1) Voyez, sur le mode de liquidation et de paiement de la dette publique viagère, le § 5 des notes qui accompagnent le titre du décret général du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793.

(2) Voyez le décret général du 12 décembre 1790 — 18 février 1791, portant établissement et fixation des droits de timbre; celui du 10 — 17 juin 1791, qui exempte de la formalité du timbre les registres des tribunaux, les minutes de jugemens et autres actes; celui du 29 septembre — 9 octobre même année, additionnel aux deux précédens; celui du 1^{er} — 4 avril 1792, qui assujétit au timbre les certificats d'emploi des expéditions et extraits délivrés par le bureau de comptabilité; celui du 15 messidor an 3 (3 juillet 1795), portant fixation du prix des papiers timbrés et des droits de timbre extraordinaire et du visa pour timbre; la loi du 11 nivose an 4 (1^{er} janvier 1796), contenant un nouveau tarif des droits de timbre; celles des 14 thermidor an 4 (1^{er} août 1796), 5 floréal an 5 (24 avril 1797), et 21 germinal an 6 (10 avril 1798), qui modifient successivement ce tarif; la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. III, portant des dispositions réglementaires sur les droits de timbre, et fixation des droits auxquels sont soumis les affiches, journaux, etc., etc.; celle du 13 du même mois (4 octobre 1797), portant nouvelle fixation des droits de timbre des journaux et affiches; celle du 3 Brumaire même année (24 octobre 1797), concernant les droits de timbre sur le papier-musique, les journaux et les affiches; et celle du 2 floréal an 6 (21 avril 1798), interprétative de l'art. 57 de celle du 9 vendémiaire précédent: voyez aussi la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), art. 37, concernant la perception des droits de timbre dans les colonies.

A l'exception des dispositions de la loi du 9 vendémiaire an 6, toute cette législation a été abrogée d'une manière expresse par l'art. 39 de la présente, qui est le point de départ d'un nouvel état de choses et qui est restée en vigueur dans la presque totalité de ses dispositions fondamentales: le tarif seul a changé.

Voyez la loi du 6 prairial an 7 (25 mai 1799), portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre sur les droits de timbre, et celle du 17 fructidor suivant (3 septembre 1799), art. 4, qui la maintient; celle du même jour 6 prairial, qui assujétit au droit de timbre les avis imprimés, et fixe le timbre de dimension applicable à divers actes; celle du 26 frimaire an 8 (17 décembre 1799), qui dispense de la formalité du timbre les actes concernant la li-

tinés aux actes civils et judiciaires, et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi.—Il n'y a d'autres exceptions que celles *nommément* exprimées dans la présente.

2. Cette contribution est de deux sortes : — La première est le droit de timbre imposé et tarifé en raison de la dimension du papier dont il est fait usage ; — La seconde est le droit de timbre créé pour les effets négociables ou de commerce, et gradué en raison des sommes à y exprimer, sans égard à la dimension du papier.

3. Les papiers destinés au timbre qui seront débités par la régie, seront fabriqués dans les dimensions déterminées suivant le tableau ci-après :

DÉNOMINATIONS.	DIMENSIONS (en parties du mètre) DE LA FEUILLE DÉPLOYÉE (supposée rognée).		
	Hauteur.	Largeur.	Superficie.
Grand registre.....	0.4204	0.5946	0.2500
Grand papier.....	0.5556	0.5000	0.1768
Moyen papier (moitié du grand registre).....	0.2973	0.4204	0.1250
Petit papier (moitié du grand papier).....	0.2500	0.5556	0.0884
Demi-feuille (moitié du petit papier).....	0.2500	0.1768	0.0442
Effets de commerce (moitié de la demi-feuille du petit papier, coupé en long).....	0.0884	0.2500	0.0221

Ils porteront un filigrane particulier, imprimé dans la pâte même à la fabrication (1).

quidatior, de la dette publique; l'arrêté du 20 pluviôse suivant (17 février 1800), qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux et affiches; l'avis du cons. d'état du 28 messidor an 9 (17 juillet 1801), qui déclare que les catalogues de livres, prospectus d'ouvrages, etc., sont compris dans les dispositions des lois des 9 vendémiaire an 6 et 6 prairial an 7; l'arrêté du 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801), qui ordonne la fabrication de nouveaux timbres pour les journaux dans le département de la Seine; celui du 7 fructidor an 10 (25 août 1802), portant suppression d'ateliers du timbre, et établissement d'entrepôts dans les départemens; la loi du 25 germinal—5 floréal an 11 (15—25 avril 1803), qui fixe le délai pour la signification des procès-verbaux de contravention aux lois sur le timbre; l'arrêté du 23 floréal suivant (13 mai 1803), relatif au paiement des droits de timbre des procès-verbaux de ventes de biens nationaux; celui du 16 messidor même année (5 juillet 1803), relatif à l'emploi, dans toute la France, des papiers frappés du timbre proportionnel dans l'atelier général de Paris; le décret du 22 brumaire an 14 (13 novembre 1805), qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux, affiches et papiers de musique; celui du 17 avril 1806, concernant le nouveau timbre des papiers; l'avis du cons. d'état du 1^{er} avril 1803, sur une question relative au droit de timbre proportionnel auquel les reconnaissances de dépôt sont assujéties; le décret du 17 juillet suivant, concernant les droits de timbre et d'enregistrement à la charge des communes et établissements publics; le décret du 3 janvier 1809, concernant le timbre des lettres de voiture, connaissements, chartes-parties et polices d'assurance; et celui du 9 décembre 1810, concernant le timbre des certificats que les officiers de l'état civil délivrent aux parties pour justifier de leur mariage aux ministres du culte.

Voyez encore l'ordonnance du 17 mai 1814, qui règle le type royal du papier timbré; celle

(1) Ce filigrane a varié, ainsi que la légende, suivant les divers gouvernemens qui se sont succédé en France.

4. Il y aura des timbres particuliers pour les différentes sortes de papiers. — Les timbres pour le droit établi sur la dimension, seront gravés pour être appliqués *en noir* ; — Ceux pour le droit gradué en raison des sommes, seront gravés pour être frappés *à sec*. — Chaque timbre portera distinctement son prix, et aura pour légende les mots *république française*.

5. Les timbres pour le droit établi sur la dimension, porteront, en outre, le nom du département où ils seront employés. — Cette distinction particulière n'aura pas lieu pour les timbres relatifs aux effets de commerce (1).

6. L'empreinte à apposer sur les papiers que fournira la régie sera appliquée au haut de la partie gauche de la feuille (non déployée), de la demi-feuille, et du papier pour effets de commerce.]

7. Les citoyens qui voudront se servir de papiers autres que ceux de la régie, ou de parchemin, seront admis à les faire timbrer avant que d'en faire usage. — On emploiera pour ce service les timbres relatifs ; mais l'empreinte sera appliquée au haut du côté droit de la feuille. — Si les papiers ou le parchemin se trouvent être de dimensions différentes de celles des papiers de la régie, le timbre, quant au droit établi en raison de la dimension, sera payé au prix du format supérieur.

8. Le prix des papiers timbrés fournis par la régie, et les droits de timbre des papiers que les citoyens feront timbrer, sont fixés ainsi qu'il suit ; savoir :

1^o Droit de timbre en raison de la dimension du papier.

La feuille de *grand registre*, un franc cinquante centimes ; celle de *grand papier*, un franc ; celle de *moyen papier*, soixante-quinze centimes ; celle de *petit papier*, cinquante centimes ; et la demi-feuille de ce *petit papier*, vingt-cinq centimes. — Il n'y aura point de droit de timbre supérieur à un franc cinquante centimes, ni inférieur à vingt-cinq centimes, quelle que soit la dimension du papier, soit au dessus de *grand registre*, soit au dessous de la demi-feuille de *petit papier* (2).

2^o Droit de timbre gradué en raison des sommes.

Ce droit est de cinquante centimes par mille francs inclusivement et sans fraction, à quelques sommes que puissent monter les effets (3).

du 11—18 novembre suivant, qui ordonne l'usage du papier frappé de ce timbre, etc., et celle du 10—17 août 1815, relative au papier timbré qui ne porterait pas le type royal ; la loi de finances du 21—26 décembre 1814, qui maintient la perception des droits de timbre ; celle du 28 avril—4 mai 1816, tit. VII, et les ordonnances des 1^{er}—8 et 22—30 mai 1816, rendues pour son exécution ; les lois de finances des 25—26 mars 1817, tit. VI ; 15—16 mai 1818, tit. VII ; 23—23 juillet 1820, tit. 1^{er} ; 16—17 juin 1824 ; et 24 mai—1^{er} juin 1834, tit. II, qui portent des dispositions sur les mêmes droits.

La perception des droits du timbre est régie par des lois particulières : elle est confiée à l'administration de l'enregistrement.

(1) Depuis l'arrêté du 7 fructidor an 10 (25 août 1802), qui a supprimé les ateliers de timbre existant dans les départemens, c'est à Paris que l'administration fait timbrer tout le papier nécessaire pour le service du royaume ; les départemens ont conservé seulement le timbre de l'extraordinaire.

(2) Ces droits de timbre ont été élevés par l'art. 62 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, savoir : la feuille de dimensions supérieures, à deux francs ; celle de grand papier, à un franc cinquante centimes ; celle de moyen, à un franc vingt-cinq centimes ; celle de petit papier, à soixante-dix centimes ; et la demi-feuille de ce petit papier, à trente-cinq centimes.

(3) Ce droit avait été augmenté de deux cinquièmes par l'art. 64 de la loi précitée du 28 avril—4 mai 1816 ; mais il a été rétabli à cinquante centimes par mille francs par l'art. 18 de la loi du 24 mai—1^{er} juin 1834, avec fraction de vingt-cinq centimes pour les effets de cinq cents francs et au dessous.

9. Il y aura cinq timbres pour le droit établi en raison de la dimension du papier. — Le nombre des timbres pour les effets de commerce et autres compris dans l'article 14 ci-après, sera de onze ; savoir : le premier, de cinquante centimes ; le deuxième, d'un franc ; le troisième, de deux francs ; le quatrième, de trois francs ; le cinquième, de quatre francs ; le sixième, de cinq francs ; le septième, de six francs ; le huitième, de sept francs ; le neuvième, de huit francs ; le dixième, de neuf francs ; et le onzième, de dix francs (1).

10. Les papiers pour effets de mille francs et au dessous seront timbrés avec l'empreinte de cinquante centimes. — Ceux pour effets d'un à deux mille francs, de trois à quatre mille francs, de cinq à six mille francs, de sept à huit mille francs, de neuf à dix mille francs, de onze à douze mille francs, de treize à quatorze mille francs, de quinze à seize mille francs de dix-sept à dix-huit mille francs, et de dix-neuf à vingt mille francs inclusivement, seront frappés des timbres correspondans un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix francs ; — Et ceux pour effets de deux à trois mille francs, de quatre à cinq mille francs, de six à sept mille francs, de huit à neuf mille francs, de dix à onze mille francs, de douze à treize mille francs, de quatorze à quinze mille francs, de seize à dix-sept mille francs, et de dix-huit à dix-neuf mille francs inclusivement, seront frappés de deux empreintes, savoir : ceux pour effets de deux à trois mille francs, avec l'empreinte d'un franc et celle de cinquante centimes ; — Ceux pour effets de quatre à cinq mille francs, avec l'empreinte de deux francs et celle de cinquante centimes ; — Et ainsi de suite de mille en mille, jusques et y compris les papiers pour effets de dix-huit à dix-neuf mille francs, qui seront timbrés avec l'empreinte de neuf francs et celle de cinquante centimes. — Lorsqu'il s'agira d'employer pour second timbre celui de cinquante centimes, il sera appliqué du même côté que le timbre supérieur, et immédiatement au dessous de celui-ci. — Indépendamment des timbres, il sera apposé, à l'extrémité de la partie du papier opposée aux timbres, une empreinte *en noir*, qui indiquera la somme pour laquelle l'effet peut être tiré.

11. Les citoyens qui voudront faire des effets au dessus de vingt mille francs, seront tenus de présenter les papiers qu'ils y destineront au receveur de l'enregistrement, et de les faire *viser pour timbre*, en payant le droit à raison de cinquante centimes par mille francs, sans fraction, ainsi qu'il est réglé par l'article 8 de la présente.

TITRE II. — *De l'application des droits.*

12. Sont assujétis au droit du timbre établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publiques, soit privés ; savoir :

1° Les actes des notaires, et les extraits, copies et expéditions qui en sont délivrés (2) ; — Ceux des huissiers, et les copies et expéditions qu'ils en déli-

(1) Le nombre actuel des timbres pour les effets de commerce, est de *vingt-un*, à cause du timbre des effets de cinq cents francs et au dessous, et de la gradation établie après, de mille en mille.

(2) A l'exception des certificats de vie délivrés aux militaires pensionnés, aux termes de l'art. 12 de l'ordonnance royale du 20—28 juin 1817.

Les notaires ne peuvent délivrer sur papier libre des notes ou extraits signés d'eux, d'actes retenus en minute ; de pareils extraits ne peuvent être délivrés sur papier d'une moindre dimension que celui de soixante-quinze centimes : les tribunaux ne peuvent, d'ailleurs, modérer l'amende, alors

vrent (1); — Les actes et les procès-verbaux des gardes et de tous autres employés ou agens ayant droit de verbaliser, et les copies qui en sont délivrées; — Les actes et jugemens de la justice de paix, des bureaux de paix et de conciliation, de la police ordinaire, des tribunaux et des arbitres, et les extraits, copies et expéditions qui en sont délivrés; — Les actes particuliers des juges de paix et de leurs greffiers, ceux des autres juges et des commissaires du directoire exécutif, et ceux reçus aux greffes ou par les greffiers, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui s'en délivrent; — Les actes des avoués ou défenseurs officieux près les tribunaux, et les copies ou expéditions qui en sont faites ou signifiées; — Les consultations, mémoires, observations et précis signés des hommes de loi et défenseurs officieux (2); — Les actes des autorités constituées administratives, qui sont assujétis à l'enregistrement, ou qui se délivrent aux citoyens, et toutes les expéditions et extraits des actes, arrêtés et délibérations desdites autorités, qui sont délivrés aux citoyens (3); — Les pétitions et mémoires, même en forme de lettres, présentés au directoire exécutif, aux ministres, à toutes autorités constituées, aux commissaires de la trésorerie nationale, à ceux de la comptabilité nationale, aux directeurs de la liquidation générale, et aux administrations ou établissemens publics; — Les actes entre particuliers sous signature privée (4), et le double des comptes de recette ou gestion parti-

même qu'il n'y a pas intention de frauder le droit de timbre. Cass., 23 mai 1808, *SIR.*, IX, 1, 265; Bull. civ., X, 145. — Les notaires n'encourent point l'amende de cent francs en écrivant sur une enveloppe non timbrée l'acte de suscription d'un testament mystique. Déc. minist., 29 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 313.

(1) Sont assujétis au timbre de dimension prescrit par cet article, les placards faits pour parvenir à une vente de biens immeubles. Déc. minist., 18 juillet 1809, *SIR.*, IX, 2, 397. — Ils ne peuvent donc être écrits ou imprimés sur timbre de cinq ou de dix centimes; l'huissier qui dresse procès-verbal de l'apposition de pareils placards, commet une contravention qui le rend responsable de l'excédant du droit de timbre et passible d'une amende. Cass., 2 avril 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 267.

(2) Une consultation d'avocat non produite en justice, n'est pas soumise au timbre. Cass., 14 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 401. — Décidé en sens contraire. Instr. de la régie, 24 février 1809, *SIR.*, IX, 2, 214. — Décidé encore que les consultations d'avocats sont soumises au timbre, lors même qu'elles sont gratuites et qu'elles ne sont pas destinées à être produites en justice. Avis du comité des finances, 17 août 1829, *SIR.*, XXX, 2, 79. — Les consultations d'avocats, déposées au greffe, avec les pièces d'une demande tendant à être admis à une distribution de deniers, peuvent être considérées comme produites en justice et être soumises au timbre. Cass., 6 février 1815, *SIR.*, XV, 1, 272; Bull. civ., XVII, 37. — Tout écrit signé par un avocat, ayant pour objet d'éclairer un client sur la nature et sur l'étendue de ses droits, doit être réputé avis pouvant être produit pour la défense du client, et comme tel soumis au timbre; la circonstance que la consultation est la réponse à une lettre du client ne suffit pas pour lui donner le caractère d'écrit confidentiel, affranchi du timbre. Cass., 23 novembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 119; Bull. civ., XXVI, 339. — Un écrit signé d'un avocat et intitulé avis, bien qu'il ne soit qu'un simple modèle de conclusions motivées à prendre par l'avoué, doit être réputé avis pouvant être produit pour la défense du client, et comme tel soumis au timbre. Cass., 8 janvier 1822, *SIR.*, XXII, 1, 208; Bull. civ., XXIV, 6. — Les conclusions que les avoués remettent aux greffiers, en exécution de l'art. 33 du décret du 30 mars 1808, ne sont pas soumises au timbre. Déc. minist., 15 juillet 1825, *SIR.*, XXV, 2, 296.

(3) L'art. 80 de la loi de finances du 15—16 mai 1818 porte que tous les actes, arrêtés et décisions des autorités administratives et judiciaires non dénommés dans l'art. 78 de la même loi, savoir, les actes portant transmission de propriété, les adjudications ou marchés et les cautionnemens relatifs à ces actes, seront exempts du timbre sur la minute; mais que, toutefois, aucune expédition n'en pourra être délivrée aux parties que sur papier timbré, si ce n'est à des individus indigens, et à charge d'en faire mention dans l'expédition.

(4) Excepté ceux tendant à la liquidation de la dette publique, exempts de timbre, aux termes de la loi du 26 frimaire an 8 (17 décembre 1799).

culière; — Et généralement tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre, ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense (1);

2° Les registres de l'autorité judiciaire où s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur les minutes, et les répertoires des greffiers; — Ceux des administrations centrales et municipales, tenus pour objets qui leur sont particuliers, et n'ayant point de rapport à l'administration générale, et les répertoires de leurs secrétaires (2); — Ceux des notaires, huissiers et autres officiers publics et ministériels, et leurs répertoires; — Ceux des receveurs des droits et des revenus des communes et des établissemens publics; — Ceux des fermiers des postes et messageries; — Ceux des compagnies et sociétés d'actionnaires (3); — Ceux des établissemens particuliers et des maisons particulières d'éducation; — Ceux des agens d'affaires, directeurs, régisseurs, syndics de créanciers et entrepreneurs de travaux et fournitures; — Ceux des banquiers, négocians, armateurs, marchands, fabricans, commissionnaires, agens de change, courtiers, ouvriers et artisans; — Ceux des aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs, sur lesquels ils doivent inscrire les noms des personnes qu'ils logent; et généralement tous livres, registres et minutes de lettres qui sont de nature à être produits en justice et dans le cas d'y faire foi, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui sont délivrés desdits livres et registres (4).

13. Tout acte fait ou passé en pays étranger, ou dans les îles et colonies françaises où le timbre n'aurait pas encore été établi, sera soumis au timbre avant qu'il puisse en être fait aucun usage en France, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative.

14. Sont assujétis au droit de timbre en raison des sommes et valeurs, les

(1) Les reconnaissances de dépôt entre particuliers ne sont pas sujettes au timbre proportionnel, quoique, sous l'extérieur de reconnaissances de dépôt, elles forment de véritables prêts d'argent. Cass., 29 juillet 1806, *SIR.*, VI, 2, 939. — Décidé au contraire que les reconnaissances qualifiées de dépôt qui, soit par leur énonciation, soit par toute autre circonstance, présenteraient les caractères d'une obligation ordinaire, doivent être écrites sur du papier timbré proportionnel. Avis du cons., 1^{er} avril 1808, *SIR.*, VIII, 2, 171. — Est soumis au timbre un certificat délivré par une chambre d'huissiers constatant qu'un huissier cité pour procéder à une taxe n'a pas comparu. Cass., 17 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 118; Bull. civ., XVII, 143. — Est soumis au timbre le procès-verbal de la nomination d'un tuteur. Cass., 16 août 1809, *SIR.*, XIII, 1, 440; Bull. civ., XI, 205. — Il en est de même des billets d'une loterie particulière qui n'intéresse pas le trésor public, à la différence de ce qui se pratique relativement à la loterie nationale. Cass., 30 novembre 1817, *SIR.*, VII, 2, 753; Bull. civ., IX, 343. — Le greffier de la cour des comptes n'est pas obligé d'employer du papier timbré pour les expéditions des arrêts rendus par cette cour, sur les comptes généraux présentés par l'administration. Déc. minist., 1^{er} août 1809, *SIR.*, IX, 2, 397.

Le timbre d'une quittance est à la charge de celui que la quittance libère. Cass., 2 fructidor an 9, *SIR.*, II, 1, 33.

Voyez encore ci-après les notes sur l'art. 26.

Un acte public n'est pas nul pour n'être pas inscrit sur papier timbré de la dimension prescrite; il n'y a lieu qu'à une amende. Cass., 23 messidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 1232; Bull. civ., VI, 351.

(2) Doivent être timbrés les registres de perception des octrois municipaux. Cass., 14 messidor an 9, *SIR.*, VII, 2, 1072; Bull. civ., III, 268.

(3) Les registres de péage, tenus par la société des actionnaires d'un pont sont assujétis au timbre. Cass., 23 ventose an 10, Bull. civ., IV, 229.

(4) Les registres des commerçans sont assujétis à un timbre spécial de cinq centimes par feuille de petit ou moyen papier, et de dix centimes par feuille d'une dimension supérieure, par l'art. 9 de la loi précitée du 16—17 juin 1824.

billets à ordre ou au porteur, les rescriptions, mandats, mandemens, ordonnances, et tous autres effets négociables ou de commerce, même les lettres de change tirées par seconde, troisième et *duplicata*, et ceux faits en France et payables chez l'étranger (1).

15. Les effets négociables venant de l'étranger, ou des îles et colonies françaises où le timbre n'aurait pas encore été établi, seront, avant qu'ils puissent être négociés, acceptés ou acquittés en France, soumis au timbre ou au *visa pour timbre*; et le droit sera payé d'après la quotité fixée par l'article 8 de la présente (2).

TITRE III. — *Des actes et registres non soumis à la formalité du timbre.*

16. Sont exceptés du droit et de la formalité du timbre; savoir :

1° Les actes du corps législatif et ceux du directoire exécutif; — Les minutes de tous les actes, arrêtés, décisions, et délibérations de l'administration publique en général, et de tous établissemens publics, dans tous les cas où aucun de ces actes n'est sujet à l'enregistrement sur la minute, et les extraits, copies et expéditions qui s'expédient ou se délivrent par une administration ou un fonctionnaire public à une autre administration publique ou à un fonctionnaire public, lorsqu'il y est fait mention de cette destination; — Les inscriptions sur le grand-livre de la dette nationale, et les effets publics; — Tous les comptes rendus par des comptables publics; — Les doubles, autres que celui du comptable, de chaque compte de recette ou gestion particulière et privée; — Les quittances de traitemens et émolumens des fonctionnaires et employés salariés par la république; — Les quittances ou récépissés délivrés aux collecteurs et receveurs de deniers publics; celles que les collecteurs des contributions directes peuvent délivrer aux contribuables; celles des contributions indirectes qui s'expédient sur les actes, et celles de toutes autres contributions qui se délivrent sur feuilles particulières, et qui n'excèdent pas dix francs; — Les quittances des secours payés aux indigens, et des indemnités pour incendies, inondations, épizooties et autres cas fortuits; — Toutes autres quittances, même celles entre particuliers, pour créances en sommes non excédant dix francs, quand il ne s'agit pas d'un à compte ou d'une quittance finale sur une plus forte somme; — Les engagemens, enrôlemens, congés, certificats, cartouches, passeports, quittances pour prêt et fournitures, billets d'étape, de subsistance et de logement, et autres pièces ou écritures concernant les gens de guerre, tant pour le service de terre que pour le service de mer; — Les pétitions présentées au corps législatif; celles qui ont pour objet des demandes de congés absolus et limités, et de secours, et les pétitions des déportés et réfugiés des colonies, tendant à obtenir des certificats de résidence, passeports et passages pour retourner dans leur pays; — Les certificats d'indigence; — Les rôles qui sont fournis pour l'appel des causes; — Les actes de police générale et de vindicte publique, et ceux

(1) Voyez l'art. 6 de la loi du 6 prairial an 7 (25 mai 1799), qui assujétit au timbre proportionnel les billets et obligations non négociables, et les mandats à terme ou de place en place; l'art. 6 de la loi de finances du 1^{er}—2 mai 1822, qui exempte du timbre les lettres de change tirées par seconde, troisième et *duplicata*, pourvu que la première, écrite sur un papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement au receveur; et l'art. 12 de la loi du 16—17 juin 1824, qui exempte d'amende les effets, billets ou obligations écrits sur timbre de dimension, excepté dans le cas d'insuffisance du prix du timbre. — Voyez encore l'art. 26 ci-après, et les notes.

(2) Voyez l'art. 6 de la loi précitée du 6 prairial an 7, et la note.

On n'est pas obligé de faire timbrer une lettre de change venant de l'étranger, avant de l'endosser en blanc. Cass., 2 brumaire an 10, *SIR.*, II, 1, 114.

des commissaires du directoire exécutif non soumis à la formalité de l'enregistrement, et les copies des pièces de procédure criminelle qui doivent être délivrées sans frais;

2° Les registres de toutes les administrations publiques et des établissemens publics pour ordre et administration générale (1); — Ceux des tribunaux, des accusateurs publics, et des commissaires du directoire exécutif, où il ne se transcrit aucune minute d'actes soumis à la formalité de l'enregistrement; — Ceux des receveurs des contributions publiques, et autres préposés publics (2).

(1) Les sociétés d'assurance contre les incendies ne peuvent réclamer le privilège d'exemption établi par cet article. Déc. minist., 19 janvier 1813, *SIR.*, XIII, 2, 301.

(2) Excepté les registres des conservateurs des hypothèques, soumis au timbre de dimension par l'art. 16 de la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799).

Outre les exemptions spécifiées dans l'art. 16 de la loi du 13 brumaire an 7, il en a été accordé une foule d'autres par des lois ou décrets postérieurs, savoir :

1° Par l'art. 140 de la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), sur la contribution foncière, aux quittances délivrées aux contribuables par les percepteurs;

2° Par l'art. 55 de la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), sur l'enregistrement, aux notices de décès fournies par les maires aux receveurs d'enregistrement, et aux récépissés qui en sont délivrés;

3° Par la loi du 26 frimaire an 8 (17 décembre 1799), aux actes sous signatures privées tendant uniquement à la liquidation de la dette publique, ainsi qu'aux actes des administrations et commissaires-liquidateurs;

4° Par l'art. 29 de l'arrêté du 16 thermidor an 8 (4 août 1800), aux procès-verbaux et actes des porteurs de contraintes relatifs à leur séjour chez les percepteurs et redevables, excepté au commandement qui précède les saisies et les ventes; et par l'art. 41 du même arrêté, aux avertissemens et sommations sans frais;

5° Par l'art. 77 du Code civil, aux certificats d'inhumation délivrés par l'officier de l'état civil; et par l'art. 470 du même code, aux états de gestion remis annuellement par le tuteur au subrogé-tuteur;

6° Par l'art. 24 de la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), sur les douanes, aux passavans délivrés dans les bureaux des douanes pour le transport et la circulation des denrées dans les deux myriamètres des frontières; aux acquits-à-caution, délivrés pour la circulation des grains; et aux certificats des maires et adjoints, relatifs aux transports desdits grains;

7° Par plusieurs décrets et notamment par celui du 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805), aux actes concernant l'administration et les opérations des monts-de-piété;

8° Par l'art. 2 du décret du 24 juin 1808, aux ampliations des lettres-patentes portant institution de majorats, lorsqu'elles sont délivrées pour l'enregistrement qui doit en être fait dans les cours et tribunaux;

9° Par le décret du 21 décembre 1808, aux procurations des sous-officiers et soldats en retraite ou en réforme, à l'effet de toucher à la caisse du payeur les arrérages qui leur sont dus;

10° Par le décret du 4 juin 1809, art. 26, aux diplômes donnés aux gradués de l'université;

11° Par décision ministérielle du 20 juin 1809, transmise par l'instruction générale, n° 437, aux registres de dépôts de dessins tenus par les prud'hommes, et certificats de dépôts, registres des métiers et des livres d'acquits;

12° Par le décret du 18 juin 1811, art. 146, aux états et mémoires de frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police, lorsqu'ils ne s'élèvent pas à plus de dix francs;

13° Par l'art. 138 du décret du 15 novembre 1811, aux jugemens et ordonnances concernant le régime de l'université et qui sont expédiés sur papier frappé seulement du cachet de l'université;

14° Par décision ministérielle du 7 janvier 1812, transmise par l'instruction générale, n° 559, aux déclarations que les imprimeurs sont tenus de faire à la direction de la librairie ou au préfet, aux termes du décret du 5 février 1810, et aux récépissés qui leur sont délivrés;

15° Par plusieurs décrets et notamment par celui du 14 juin 1813, art. 89, aux actes intérieurs des chambres de discipline des notaires, huissiers, avoués, etc.;

16° Par les lois des 2—10 juillet 1828, art. 26, et 19—23 avril 1831, art. 36, à tous les actes relatifs au jury et aux élections;

17° Par l'ordonnance du 20—28 juin 1817, art. 12, aux certificats de vie délivrés aux titulaires de pensions militaires et de soldes de retraite;

18° Par l'ordonnance du 29 octobre—29 novembre 1820, art. 308, aux procès-verbaux des sous-officiers de gendarmerie et gendarmes;

19° Par la loi du 1^{er}—2 mai 1822, art. 6, aux lettres de change tirées par seconde, troisième

TITRE IV. — *Des obligations respectives des notaires, huissiers, greffiers, secrétaires des administrations, arbitres et experts, des diverses autorités publiques, des préposés de la régie, et des citoyens; et peines prononcées contre les contrevenans.*

17. Les notaires, huissiers, secrétaires des administrations centrales et municipales, et autres officiers et fonctionnaires publics, les arbitres et les avoués ou défenseurs officieux près des tribunaux, ne pourront employer, pour les actes qu'ils rédigeront et leurs copies et expéditions, d'autre papier que celui timbré du département où ils exercent leurs fonctions (1).

18. La faculté accordée par l'article 7 de la présente aux citoyens qui voudront employer d'autre papier que celui fourni par la régie, en le faisant timbrer avant d'en faire usage, est interdite aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres, avoués ou défenseurs officieux, et à tous autres officiers ou fonctionnaires publics; ils seront tenus de se servir du papier timbré débité par la régie. — Les administrations publiques seulement conserveront cette faculté (2). — Les notaires et autres officiers publics pourront néanmoins faire timbrer, à l'extraordinaire, du parchemin, lorsqu'ils seront dans le cas d'en employer.

19. Les notaires, greffiers, arbitres et secrétaires des administrations, ne

et *duplicata*, pourvu que la première, écrite sur papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement au receveur;

20° Par l'ordonnance du 28 juillet—6 août 1822, art. 7, aux acquits-à-caution pour le transport des bœufs ou vaches partant du rayon de deux kilomètres et demi en-deçà de la première ligne des douanes, ou des portions de territoire situées entre cette ligne et l'étranger;

21° Par l'ordonnance du 30 décembre 1822—17 janvier 1823, aux procès-verbaux en matière de roulage;

22° Par l'art. 61 de l'ordonnance du 1^{er}—6 mai 1825, aux actes sous seing privé, tendant uniquement à la liquidation de l'indemnité due aux émigrés, déportés et condamnés, ainsi qu'aux actes de l'administration et à ceux de la commission de liquidation;

23° Par l'art. 10 de la loi du 30 avril—13 mai 1826, aux titres et actes de tout genre produits par les anciens colons de Saint-Domingue, ou leurs créanciers, devant la commission ou les tribunaux, pour justifier de leurs qualités et de leurs droits;

24° Par l'ordonnance du 9—13 mai 1826, art. 49, aux extraits ou copies délivrés par le garde des archives de la marine à Versailles, concernant la liquidation de la même indemnité;

25° Par les articles 131 et 132 du Code forestier de 1827, aux déclarations et formalités prescrites par ces articles;

26° Par l'art. 121 de la loi du 22—25 mars 1831, aux actes de poursuite, jugemens et arrêts concernant la garde nationale;

27° Par l'art. 11 de la loi du 21—26 avril 1832, relative à la navigation du Rhin, aux actes de procédures et jugemens concernant les droits de navigation;

28° Par l'art. 28 de la loi de finances du 21—28 avril 1832, aux pétitions et réclamations adressées contre les contributions directes dont la cote est au dessous de trente francs;

29° Par des décisions ministérielles des 29 mars 1832 et 25 avril 1833, aux reconnaissances des directeurs de poste, de dix francs et au dessous;

30° Par l'art. 58 de la loi du 7—9 juillet 1833, aux plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugemens, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de cette loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui doivent être visés pour timbre *gratis*;

31° Par décisions ministérielles des 31 décembre 1827 et 20 décembre 1834, aux certificats de vie des pensionnaires de l'état et de la liste civile, lorsqu'ils sont appuyés d'un certificat d'indigence;

32° Et enfin par l'art. 9 de la loi du 5 — 9 juin 1835, aux registres et livrets, à l'usage des caisses d'épargnes.

Voyez encore l'avis du comité des finances, du 22 juillet 1829, portant qu'il n'y a pas lieu d'exempter du timbre les actes de procédure qui intéressent les indigens. *Str.*, XXIX, 2, 281.

(1) Modifié par l'arrêté précité du 7 fructidor an 10 (25 août 1802), qui a supprimé les ateliers de timbre dans les départemens.

(2) Un employé de l'enregistrement peut dresser un procès-verbal sur papier libre, décerner une contrainte à la suite, la faire viser et signifier, et soumettre ensuite le tout au timbre extraordinaire. *Cass.*, 15 juillet 1806, *Str.*, VI, 2, 698; *Bull. civ.*, VIII, 259.

pourront employer, pour les expéditions qu'ils délivreront des actes retenus en minute, et de ceux déposés ou annexés, de papier timbré d'un format inférieur à celui appelé *moyen papier*, et dont le prix est fixé à soixante-quinze centimes la feuille par l'article 8 de la présente (1). Ce prix sera aussi celui du timbre du parchemin que l'on voudra employer pour expédition, sans égard à la dimension, si toutefois elle est au dessous de celle de ce papier (2). — Les huissiers, et autres officiers publics ou ministériels, ne pourront non plus employer de papier timbré d'une dimension inférieure à celle du moyen papier, pour les expéditions des procès-verbaux de ventes de mobilier.

20. Les papiers employés à des expéditions ne pourront contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre, savoir : — Plus de vingt-cinq lignes par page de moyen papier (3) ; — Plus de trente lignes par page de grand papier ; — Et plus de trente-cinq lignes par page de grand registre.

21. L'empreinte du timbre ne pourra être couverte d'écriture, ni altérée.

22. Le papier timbré qui aura été employé à un acte quelconque, ne pourra plus servir pour un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé (4).

23. Il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. — Sont exceptés, les ratifications des actes passés en l'absence des parties, les quittances de prix de ventes, et celles de remboursement de contrats de constitution ou obligation, les inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être consommés dans un même jour et dans la même vacation, les procès-verbaux de reconnaissance et levée de scellés qu'on pourra faire à la suite du procès-verbal d'apposition, et les significations des huissiers, qui peuvent également être écrites à la suite des jugemens et autres pièces dont il est délivré copie (5). — Il pourra aussi être donné plusieurs quittances sur une même feuille de papier timbré, pour à-comptes d'une seule et même créance,

(1) Porté à un franc vingt-cinq centimes par l'art. 63 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(2) Les récépissés délivrés par les chambres des notaires pour constater la remise des contrats de mariage des commerçans, sont considérés comme actes et non comme expéditions; en conséquence, ils peuvent être délivrés sur du papier d'un timbre au dessous du prix d'un franc vingt-cinq centimes. Cass., 16 février 1824, SIRE., XXIV, 1, 253; Bull. civ., XXVI, 46.

(3) L'art. 174 du tarif du 16 février 1807, confirme le nombre de vingt-cinq lignes à la page pour les expéditions de tous les actes reçus par les notaires, mais il ajoute qu'il faut quinze syllabes à la ligne : les expéditions des jugemens et arrêts en matière civile et de commerce doivent contenir vingt lignes à la page et huit à dix syllabes à la ligne, aux termes de l'art. 6 de la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799); celles des jugemens et arrêts en matière criminelle, correctionnelle et de police, doivent contenir vingt-huit lignes à la page et quatorze à seize syllabes à la ligne, aux termes de l'art. 48 du décret du 18 juin 1811; enfin, les copies d'actes et de toutes pièces qui sont faites par les huissiers, sont fixées par l'art. 1^{er} du décret du 29 août 1813, à trente-cinq lignes au plus par page de petit papier, à quarante lignes au plus par page de moyen papier, et à cinquante lignes au plus par page de grand papier, à peine d'une amende de vingt-cinq francs en principal, réduite à cinq francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(4) On ne peut considérer comme ayant servi, un papier timbré, par cela seul qu'il porte des ratures et des corrections : ainsi il n'y a pas lieu à amende, parce qu'un exploit qui devait être signifié par un huissier dont il portait déjà l'immatricule, l'a été par un autre qui a effacé cette immatricule pour y mettre la sienne. Cass., 11 juillet 1815, SIRE., XVI, 1, 93. — L'amende prononcée par la loi contre un huissier qui a signifié un acte, sur une feuille de papier timbré déjà employée à un autre usage, ne peut être remise ni modérée par le juge. Cass., 19 pluviose an 2, SIRE., XX, 1, 458.

(5) Cette disposition doit s'entendre en ce sens que lorsque les minutes de plusieurs actes peuvent être écrites, sans contravention aux lois, à la suite les unes des autres, on peut les expédier pareillement sur une même feuille de papier timbré ; il en est de même pour les actes

ou d'un seul terme de fermage ou loyer. — Toutes autres quittances qui seront données sur une même feuille de papier timbré, n'auront pas plus d'effet que si elles étaient sur papier non timbré (1).

24. Il est fait défenses aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres et experts, d'agir, aux juges de prononcer aucun jugement, et aux administrations publiques de rendre aucun arrêté, sur un acte, registre ou effet de commerce non écrit sur papier timbré du timbre prescrit, ou non visé pour timbre. — Aucun juge ou officier public ne pourra non plus coter et parapher un registre assujéti au timbre, si les feuilles n'en sont timbrées.

25. Il est également fait défenses à tout receveur de l'enregistrement, — 1° D'enregistrer aucun acte qui ne serait pas sur papier timbré du timbre prescrit, ou qui n'aurait pas été visé pour timbre; — 2° D'admettre à la formalité de l'enregistrement des protêts d'effets négociables, sans se faire représenter ces effets en bonne forme; — 3° De délivrer de patente aux citoyens dont les registres doivent être tenus en papier timbré, si ces registres ne leur sont préalablement représentés aussi en bonne forme. — Les citoyens seront, en conséquence, tenus d'en justifier.

26. Il est prononcé, par la présente, une amende, savoir : — 1° De quinze francs, pour contravention, par les particuliers, aux dispositions de l'article 21 ci-dessus; — 2° De vingt-cinq francs, pour contravention aux articles 20 et 21, par les officiers et fonctionnaires publics; — 3° De trente francs, pour chaque acte ou écrit sous signature privée, fait sur papier non timbré, ou en contravention aux articles 22 et 23; — 4° De cinquante francs, pour contravention à l'article 19 de la part des officiers et fonctionnaires publics y dénommés; et à l'article 25 de la part des préposés de l'enregistrement; — 5° De cent francs, pour chaque acte public ou expédition écrit sur papier non timbré, et pour contravention aux articles 17, 18, 22, 23 et 24, par les

annexés : en thèse générale, l'expédition de plusieurs actes peut être mise sur une même feuille de papier, lorsque ces actes sont la suite nécessaire les uns des autres, tels que :

Les accusés de réception, à la suite des lettres de voiture; les actes d'adjudication, soit notariés, soit judiciaires, à la suite des procès-verbaux de criées ou du cahier des charges; les approbations à la suite des nominations; les arrêtés et délibérations des autorités administratives, en marge des pétitions; les autorisations du mari à sa femme et tous les actes qui en sont la suite; les cahiers des charges additionnelles, en cas de surenchère; les cautionnements promis dans les actes primitifs; les certificats constatant l'exécution d'un jugement d'interdiction, à la suite du jugement; les certificats du maire, à la suite du procès-verbal d'apposition de placards; les certificats délivrés par le conservateur des hypothèques, à la suite d'un premier état, après l'expiration de la quinzaine de la transcription; les changemens et contre-lettres écrits à la suite des contrats de mariage, aux termes de l'art. 1397 du Code civil; les codiciles et révocations de testament, à la suite du testament (décret du 15 juin 1812, art. 1^{er}); les décharges; les déclarations de command, à la suite des procès-verbaux d'adjudication; les délibérations des créanciers unis; les dépôts de ratification, et autres actes spécifiés au présent art. 23; le double des bordereaux des inscriptions hypothécaires, à la suite de l'expédition du titre; les états de répartition des créanciers; l'intervention et le paiement d'une lettre de change, à la suite du protêt; les extraits des inscriptions hypothécaires concernant le même propriétaire; les main-levées, à la suite des procurations pour donner main-levée; les oppositions à scellés, à la suite des scellés; les ordonnances de levée de scellés, à la suite des réquisitions; les ordonnances, requêtes et jugemens pour homologation, à la suite les uns des autres; les pouvoirs de plaider, en matière de commerce, à la suite de l'assignation; les procès-verbaux de levée de scellés, à la suite des réquisitions, ainsi que l'inventaire fait par les syndics d'une faillite; les promesses de payer le reliquat d'un compte, à la suite du compte; les révocations à la suite des procurations (décret du 15 juin 1812, art. 1^{er}); les taxes de frais, à la suite des ventes de meubles; les taxes de vacations d'experts, à la suite des rapports; les traductions en français, à la suite des actes traduits; les ventes publiques de meubles, à la suite des procès-verbaux qui constatent que la vente n'a pas eu lieu; et enfin les ventes volontaires, à la suite du procès-verbal d'enchères.

(1) Voyez le décret du 15 juin 1812.

officiers et fonctionnaires publics ; — 6° Et du vingtième de la somme exprimée dans un effet négociable, s'il est écrit sur papier non timbré, ou sur un papier timbré d'un timbre inférieur à celui qui aurait dû être employé aux termes de la présente, et pour contravention aux articles 22 et 23. — L'amende sera de trente francs, dans les mêmes cas, pour les effets au-dessous de six cents francs. — Les contrevenans, dans tous les cas ci-dessus, paieront en outre les droits de timbre (1).

27. Aucune personne ne pourra vendre ou distribuer du papier timbré, qu'en vertu d'une commission de la régie, à peine d'une amende de cent francs pour la première fois, et de trois cents francs en cas de récidive. —

(1) Les amendes prononcées par les nos 1, 2 et 3 du présent article, ont été réduites à cinq francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824 ; celle prononcée par le no 4 a été réduite à dix francs par le même article ; celle prononcée par le no 5, à vingt francs ; l'amende prononcée par le no 6 a été élevée par l'art. 19 de la loi de finances du 24—28 mai 1831, 10 à six pour cent en principal du montant des sommes, pour amende encourue par le souscripteur ; et 20 à une amende semblable due par l'accepteur ou le premier endosseur et cessionnaire.

La disposition qui veut que l'amende soit de trente francs pour les effets au-dessus de six cents francs, ne peut plus recevoir d'exécution en présence des modifications ci-dessus énoncées.

Quant à celle qui veut que les contrevenans paient les droits de timbre en sus des amendes, elle a été confirmée par l'art. 21 de la loi précitée du 24—28 mai 1831.

L'amende encourue pour défaut de timbre d'un billet, est tout entière à la charge de celui qui a souscrit le billet. Cass., 8 octobre 1810, Str., XI, 1, 30 ; Bull. civ., XII, 215. — Il y a lieu à l'amende par cela seul qu'un billet a été écrit sur papier non timbré, et passé en cet état à l'ordre d'un tiers, lors même que le billet n'aurait pas été fait pour être mis en circulation, et que le porteur, au lieu de le faire protester, a obtenu condamnation sans protêt contre le souscripteur. Cass., 18 janvier 1825, Str., XXV, 1, 248 ; Bull. civ., XXVII, 30. — Le porteur d'une lettre de change, écrite sur papier non timbré, peut être poursuivi pour le paiement de l'amende, encore qu'il n'y ait pas apposé sa signature, s'il la fait protester. Cass., 5 juin 1811, Str., XI, 1, 315 ; Bull. civ., XIII, 114. — Le porteur d'un effet de commerce, venant de l'étranger, et endossé en France avant de recevoir la formalité du timbre, est personnellement responsable de la contravention. Cass., 16 juillet 1806, Str., VII, 2, 926 ; Bull. civ., VIII, 272. — Lorsqu'un effet de commerce souscrit sur un papier d'un timbre inférieur à la somme qui y est portée, est présenté à l'enregistrement, l'amende du dixième ne doit pas être perçue sur l'excédant de la somme, mais sur le montant total du billet. Cass., 26 thermidor an 6, Str., XX, 1, 510. — Il n'y a pas lieu d'exiger les droits de timbre et l'amende pour un mandat écrit sur un timbre de dimension du même prix qu'aurait produit le timbre proportionnel, si l'on se fût servi du papier d'effet de commerce. Déc. minist., 9 septembre 1812, Str., XIV, 2, 440. — L'amende prononcée contre les signataires de billets écrits sur papier non timbré, est encourue par cela seul que les billets ont été signés et la contravention constatée, encore qu'il n'ait été fait aucun usage des billets, si le receveur n'a employé aucun moyen insidieux pour découvrir la contravention. Cass., 1^{er} juillet 1811, Str., XI, 1, 328 ; Bull. civ., XIII, 150. — Pour autoriser les poursuites relatives au droit de timbre, il n'est pas nécessaire que les pièces aient été produites en justice, ou présentées à l'enregistrement, ou communiquées par des fonctionnaires d'office ; il suffit que les contraventions aient été découvertes et légalement constatées, sans que les agens de la régie aient employé aucun moyen insidieux ou désavoué par la loi. Cass., 16 mai 1815, Str., XV, 1, 280 ; Bull. civ., XVII, 120.

C'est au débiteur libéré à payer l'amende encourue, si la quittance a été délivrée sur papier non timbré. Déc. minist., 24 septembre 1803, Str., IX, 2, 18 ; et Cass., 28 août 1809, Str., IX, 2, 429 ; Bull. civ., XI, 212. — Jugé encore que lorsqu'une quittance écrite sur papier libre, revêtu d'un timbre extraordinaire qui est apposé moyennant l'amende portée par la loi, est produite en justice par le défendeur à la demande en paiement de la somme qu'elle justifie avoir été payée, le juge ne peut, en prenant cette même quittance pour base du jugement par lequel il déboute le demandeur, condamner celui-ci à rembourser au défendeur le montant de l'amende. Cass., 17 février 1807, Str., VII, 2, 737 ; Bull. civ., IX, 49.

Le receveur de l'enregistrement auquel une assignation est présentée à enregistrer, peut requérir de l'huissier l'exhibition du titre de créance qui n'est que mentionné dans l'exploit, et dresser procès-verbal constatant que ce titre est écrit sur papier non timbré ; on ne peut dire, en un tel cas, que le receveur ait eu connaissance de la contravention par un moyen illégal et détourné. Cass., arrêt précité du 18 janvier 1825, Str., XXV, 1, 248 ; Bull. civ., XXVII, 30.

Le papier qui sera saisi chez ceux qui s'en permettront ainsi le commerce, sera confisqué au profit de la république (1).

28. La peine contre ceux qui abuseraient des timbres pour timbrer et vendre frauduleusement du papier timbré, sera la même que celle qui est prononcée par le Code pénal contre les contrefacteurs des timbres (2).

29. Le timbre des quittances fournies à la république ou délivrées en son nom, est à la charge des particuliers qui les donnent ou les reçoivent ; il en est de même pour tous autres actes entre la république et les citoyens.

30. Les écritures privées qui auraient été faites sur papier non timbré, sans contravention aux lois du timbre, quoique non comprises nommément dans les exceptions, ne pourront être produites en justice sans avoir été soumises au timbre extraordinaire ou au *visa pour timbre*, à peine d'une amende de trente francs, outre le droit de timbre (3).

31. Les préposés de la régie sont autorisés à retenir les actes, registres ou effets en contravention à la loi du timbre, qui leur seront présentés, pour les joindre aux procès-verbaux qu'ils en rapporteront, à moins que les contrevenans ne consentent à signer lesdits procès-verbaux, ou à acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit de timbre (4).

32. En cas de refus, de la part des contrevenans, de satisfaire aux dispositions de l'article précédent, les préposés de la régie leur feront signifier, dans les trois jours, les procès-verbaux qu'ils auront rapportés, avec assignation devant le tribunal civil du département. — L'instruction se fera ensuite sur simples mémoires respectivement signifiés. — Les jugemens délitifs qui interviendront, seront sans appel (5).

TITRE V. — Des dispositions particulières.

33. Les papiers timbrés existant dans les bureaux de distribution de la régie, autres que celui de quinze centimes et celui de vingt-cinq centimes qui étaient destinés aux effets de commerce, continueront d'être débités jusqu'au moment où ces bureaux seront approvisionnés de papiers marqués des nouveaux timbres. — Le papier *grand-registre* sera payé au prix fixé

(1) Réduite, par l'art. 10 de la loi du 16 — 17 juin 1824, à vingt francs pour la première contravention, et à cinquante francs en cas de récidive.

(2) Voyez les art. 140, 141, 142 et 143 du Cod. pén.

(3) Réduite à cinq francs par l'art. 10 de la loi du 16 — 17 juin 1824.

(4) Les receveurs d'enregistrement, forcés en recette par suite d'une perception insuffisante, ont de droit, et sans besoin de titres, leurs recours contre les redevables pour les obliger au paiement de l'excédant des amendes ou des droits dont ils n'ont payé qu'une partie. Cass., 17 messidor an 11, *SIR.*, III, 2, 340; Bull. civ., V, 326.

(5) Les procès-verbaux de constatation des contraventions ne sont pas nuls à défaut d'affirmation. Cass., 13 messidor an 9, *SIR.*, I, 2, 668; Bull. civ., III, 256; 2 brumaire an 10, *SIR.*, II, 2, 332; Bull. civ., IV, 38; et 26 frimaire an 13, *SIR.*, V, 2, 235; Bull. civ., VII, 101.

Voyez l'art. 76 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816, qui porte que le recouvrement des amendes de contravention aux lois sur le timbre sera dorénavant poursuivi par voie de contrainte, et qui, par conséquent, abroge le présent article.

Les particuliers recherchés pour droit de timbre sont toujours libres de faire juger leur contestation par les tribunaux, encore que l'administration des droits réunis et même le ministre des finances se soient prononcés sur la difficulté. Arr. du cons., 17 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 2, 139.

Le tribunal compétent pour connaître d'une contravention en matière de timbre est celui dans l'arrondissement duquel la contravention a été découverte ou légalement constatée, et la contrainte décernée contre le délinquant ; ici ne s'applique pas la règle *actor sequitur forum rei*. Cass., 30 mai 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 458; Bull. civ., XXVIII, 215.

Quant aux formalités de l'instruction et du jugement, voyez les art. 64 et 65 de la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes.

par l'article 8 de la présente, quoique l'empreinte actuelle ne porte ce prix qu'à un franc vingt-cinq centimes. — Aussitôt qu'il aura été envoyé des papiers du nouveau timbre à un bureau de distribution, le distributeur fera le renvoi au magasin général de ceux qui lui resteront en nature, pour être frappés des nouvelles empreintes.

34. La régie continuera aussi de faire timbrer et débiter, jusqu'à l'épuisement total de ses magasins, les papiers des dimensions actuelles, en y faisant appliquer les timbres prescrits par la présente.

35. Les officiers et fonctionnaires publics, à qui il est enjoint, par l'article 17 ci-dessus, de se servir du papier marqué des timbres de leur département, ne pourront en employer d'autres, trois mois après la publication de la présente, sous les peines portées par l'article 26, numéro 6. — Ceux à qui il restera, à cette époque, des papiers timbrés, sont autorisés à les rapporter au bureau de distribution dans l'arrondissement duquel ils font leur résidence, pour être échangés, ou pour s'en faire remettre le prix. Ils n'y seront admis que pendant le mois qui suivra le délai ci-dessus. — Tous les citoyens auront la même faculté, et pendant le même délai, pour les papiers timbrés des timbres actuels, desquels il ne pourra plus être fait usage trois mois après la publication de la présente.

36. Tous ceux qui auront des quarts de feuille du petit papier du timbre de quinze centimes et du papier timbré du timbre de vingt-cinq centimes pour effets de commerce, dont l'usage est aboli par la présente, pourront également les rapporter aux bureaux de la régie, et s'en faire rembourser le prix. Cette faculté ne leur est accordée que pour un mois, à compter de la publication de la présente.

37. Les registres timbrés des timbres actuels ne seront pas soumis aux nouveaux timbres pour les feuilles non encore écrites. — Ceux qui se trouvent assujétis au timbre par la présente, et qui n'avaient pas été soumis à cette formalité par les lois précédentes, seront timbrés seulement pour les feuilles restant en blanc.

38. La régie fera déposer aux greffes des tribunaux civils et de commerce, et à ceux des tribunaux de police correctionnelle, des empreintes des nouveaux timbres qu'elle aura fait graver : ces empreintes seront apposées sur papier à son filigrane.

39. Toutes lois et dispositions d'autres lois sur le timbre des actes civils et judiciaires et des registres, sont et demeurent abrogées pour l'avenir, et à compter de la publication de la présente. — Les dispositions de la loi du 9 vendémiaire an 6, relatives au timbre des journaux, gazettes, feuilles périodiques ou papiers-nouvelles, feuilles de papier musique, affiches et cartes à jouer, sont maintenues.

N° 615. = 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798). = *PROCLAMATION contenant désignation de trois départemens où sont établis les poinçons pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent* (1). (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2146.)

N° 616. = 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798). = *PROCLAMATION contenant désignation de huit départemens où sont établis les poinçons pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent*. (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2147.)

(1) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation sur la garantie des matières d'or et d'argent.

N° 617. = 14 brumaire an 7 (4 novembre 1798). = **LOI additionnelle à celles relatives à la taxe d'entretien des routes** (1). (II, Bull. CCXXXIX, n° 2155; B., LXXIV, 174.)

N° 618. = 15 brumaire an 7 (5 novembre 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, additionnel à celui du 25 prairial an 6, concernant les navires chargés de marchandises anglaises sujettes à réexportation** (2). (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2148.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du 25 prairial an 6 sont applicables aux navires chargés de marchandises anglaises provenant immédiatement de la vente des prises conduites en pays étranger et dans les colonies par les corsaires français ou par les bâtimens de la république.

2. Pour constater l'identité de ces marchandises sur les navires neutres, il suffira de déposer à bord, — 1° L'expédition du jugement de confiscation; — 2° Un inventaire détaillé des marchandises. Dans les colonies, cet inventaire sera certifié par les préposés des douanes, au port d'où le navire mettra à la voile, et par le contrôleur de la marine; — Dans les ports étrangers, il le sera par le consul ou le vice-consul, ou, à leur défaut, par tout autre agent de la république, au port d'où le navire mettra à la voile.

3. Il sera fait mention, au bas dudit inventaire, du jour où le bâtiment qui en sera porteur prendra la mer, et du lieu de la destination, d'après la déclaration du capitaine, afin qu'il ne puisse, dans aucun cas, couvrir des expéditions frauduleuses.

N° 619. = 19 brumaire an 7 (9 novembre 1798). = **LOI relative aux individus qui se sont soustraits à la déportation ou en ont quitté le lieu** (3). (II, Bull. CCXL, n° 2172; B., LXXIV, 205.)

Art. 1^{er}. Sont assimilés aux émigrés les individus qui, s'étant soustraits à la déportation prononcée contre eux par la loi du 19 fructidor an 5 et en vertu de celle du 22 du même mois, ne se présenteront pas, dans les deux mois de la publication de la présente, à l'administration centrale du département où ils se trouveront, pour y recevoir connaissance de leur destination ultérieure.

2. Les délais fixés par l'article précédent ne courront contre les individus mentionnés dans la loi du 22 fructidor an 5, auxquels la mesure de la déportation n'a pas encore été individuellement appliquée, que du jour de la publication de l'arrêté qui l'aura prononcée.

3. Sont également assimilés aux émigrés ceux qui, ayant subi la déportation, quittent le lieu où ils ont été déportés, et ceux qui, après avoir satisfait aux dispositions de l'article 1^{er}, disparaissent avant de l'avoir subie.

4. Il n'est dérogé par aucun des articles précédens aux lois existantes, relativement à ceux desdits individus inscrits jusqu'à ce jour sur la liste des émigrés.

(1) Voyez la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, art. 60, qui abolit la taxe d'entretien des routes; cette abolition rend sans objet tous les réglemens qui avaient eu pour but la perception des droits.

(2) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796) et les notes.

(3) Voyez l'arrêté du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), additionnel au présent.

N° 620. = 22 brumaire an 7 (12 novembre 1798). = *LOI portant établissement d'une taxe sur le tabac* (1). (II, Bull. CCXL, n° 2173; B., LXXIV, 209.)

N° 621. = 24 brumaire an 7 (14 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, additionnel à celui du 8 brumaire dernier, relatif aux individus des pays alliés ou neutres embarqués sur des bâtimens ennemis* (2). (II, Bull. CCXL, n° 2175.)

N° 622. = 24 brumaire an 7 (14 novembre 1798). = *LOI relative à l'exécution de celle du 12 vendémiaire an 4, sur la publication des lois* (3). (II, Bull. CCXL, n° 2176; B., LXXIV, 214.)

Art. 1^{er}. La loi du 12 vendémiaire an 4 est obligatoire, conformément à ses dispositions, du jour de son arrivée à l'administration centrale de chaque département.

2. Les lois envoyées dans les anciens départemens, et celles dont la publication avait été ordonnée dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4, et qui n'avaient pas été publiées suivant les formes anciennes lors de l'arrivée officielle de la loi du 12 vendémiaire de la même année au chef-lieu de chaque département, sont devenues obligatoires du jour de ladite arrivée.

N° 623. = 25 brumaire an 7 (15 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la sortie des bois pour la Hollande par les nouveaux départemens des pays conquis sur la rive gauche du Rhin*. (II, Bull. CCXL, n° 2177.)

N° 624. = 27 brumaire an 7 (17 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'établissement de bureaux de poids publics* (4). (II, Bull. CCLX, n° 2178.)

Le directoire exécutif...—Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les administrations municipales des communes au dessus de cinq mille âmes, et, dans celles qui ont plusieurs municipalités, les bureaux

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 20—27 mars 1791, le résumé de la législation sur la culture et la fabrication du tabac.

Dans le système de la présente loi, la culture, la fabrication et le commerce du tabac étaient libres, conformément au décret précité; seulement les cultivateurs, fabricans et débitans étaient assujétis à une taxe.

Mais cette législation a été remplacée par le décret du 29 décembre 1810, qui a attribué exclusivement à la régie la fabrication et la vente du tabac, et qui a limité la culture de cette plante à un certain nombre de départemens désignés par cette régie. — Le décret du 29 décembre 1810 forme la base de la législation sur la matière, et rend sans objet tous réglemens antérieurs conçus dans un système différent.

(2) Voyez l'arrêté du 8 brumaire an 7 (29 octobre 1798) et la note.

(3) Voyez, sur le mode de promulgation des lois, le décret du 2—5 novembre 1790, et les notes qui résument la législation.

(4) Voyez l'arrêté du 7 brumaire an 9 (29 octobre 1800), celui du 29 prairial an 9 (18 juin 1801) et celui du 29 floréal an 10 (19 mai 1802) qui ordonnent l'établissement de bureaux publics de pesage, mesurage et jaugeage; le décret du 2 février 1803, concernant le compte à rendre du dixième des droits de pesage, etc.; celui du 16 juin suivant qui fixe ces droits pour Paris; celui du 3 août 1810, relatif au fonds commun, formé du dixième de ces droits; celui du 11 juin 1811, concernant le mesurage des pierres destinées aux constructions dans Paris; celui du 26 septembre suivant qui détermine le mode de recouvrement des droits de pesage, mesurage et jaugeage; l'ordonnance du 28 janvier—25 février 1815, art. 3, qui abolit la

centraux, pourront, si l'intérêt du commerce et de leurs administrés le réclame, organiser, sous l'autorisation des administrations centrales de département, des bureaux de poids publics, où les citoyens seront libres de faire peser les marchandises et denrées dont le tarif sera dressé à l'avance ; elles fixeront aussi la rétribution modérée à percevoir par ces bureaux, et payable par moitié entre l'acheteur et le vendeur.

2. Cette rétribution ne pourra, suivant la nature des marchandises, excéder quinze centimes, ni être moindre de cinq centimes par cinq myriagrammes pesant de ces marchandises.

3. Le produit de cette rétribution volontaire sera, après les frais prélevés, affecté au service des hospices ; et, à cet effet, les administrations municipales ou les bureaux centraux se feront rendre compte tous les six mois, et plus souvent s'ils le jugent nécessaire, de la recette effective.

N° 625. = 27 brumaire an 7 (17 novembre 1798). = *Loi qui fixe un mode et des termes pour le paiement de la portion payable en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique, dans le prix des domaines nationaux acquis en exécution de la loi du 9 vendémiaire an 6* (1). (II, Bull. CCXLI, n° 2188 ; B., LXXIV, 230.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de domaines nationaux, en exécution de la loi du 9 vendémiaire an 6, qui n'ont point encore acquitté la partie du prix de leurs acquisitions payable en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique ou effets équivalens, sont admis à se libérer en numéraire, au taux et dans le délai ci-après.

2. Les acquéreurs qui voudront se libérer en numéraire, seront tenus de le faire dans les quatre mois de la publication de la présente.

3. Les acquéreurs qui se libéreront en numéraire dans les deux premiers mois, ne paieront qu'un franc quatre-vingt-dix centimes par cent francs de la somme due en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique ou effets équivalens : ceux qui ne se libéreront que dans le troisième mois, paieront un franc quatre-vingt-quinze centimes par cent francs ; et enfin les acquéreurs qui ne se libéreront que dans le quatrième et dernier mois du délai, paieront deux francs par cent francs.

4. Les acquéreurs pourront s'acquitter à la trésorerie nationale ou chez le receveur du domaine national du chef-lieu du département où ils auront fait leurs acquisitions. Dans le cas où ils paieraient à la trésorerie nationale, il leur sera délivré des rescriptions qui seront reçues pour comptant par le receveur du domaine national du département, qui donnera quittance définitive.

5. A l'expiration des quatre mois accordés par les articles précédens, les acquéreurs en retard de payer seront déchus de plein droit. Le receveur du domaine national du chef-lieu de chaque département en remettra l'état certifié par lui à l'administration centrale ; et celle-ci, sans sommation préalable, remettra en vente les domaines non payés.

6. Dans les cinq décades après la publication de la présente, les acqué-

perception du dixième de ces droits ; et celle du 18—23 décembre 1825, sur l'inspection des poids et mesures, le mode de vérification et de comptabilité, etc.

Voyez encore le décret du 1^{er}—2 août 1793, qui établit un système uniforme de poids et mesures dans toute la république, et les notes.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 (24, 25, 26 juin et)—25 juillet 1790, le résumé de la législation concernant le mode de paiement des domaines nationaux.

reurs pourront encore payer en bons le remboursement des deux tiers de la dette publique et autres effets équivalens, la partie du prix de leur acquisition payable jusqu'à ce jour, avec cesdits bons ou effets. Passé ce délai, ils ne pourront se libérer qu'en numéraire.

7. Les acquéreurs des usines, maisons et bâtimens dont la vente n'était point suspendue par la loi du 29 fructidor an 6, continueront de payer dans le délai prescrit par les lois existantes lors de leurs acquisitions.

8. Il est établi par la présente un mode particulier de paiement des usines, maisons et bâtimens servant uniquement à l'habitation et non dépendant de fonds de terre : ils continueront d'être vendus à la chaleur des enchères ; mais le prix ne pourra en être payé qu'en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique.

9. La première mise à prix des usines, maisons et bâtimens payables seulement en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique ou effets équivalens, sera de deux fois l'estimation en numéraire à vingt fois le revenu annuel.

10. Les acquéreurs des usines, maisons et bâtimens aux conditions portées aux articles précédens, auront un délai de dix-huit mois pour en payer le prix.

11. Le paiement sera fait de la manière suivante : le montant total du prix de l'adjudication, première mise à prix et enchères, sera divisé par sixièmes : le premier sixième sera payé dans les trois mois de l'adjudication et avant la prise de possession ; le second sixième à l'expiration des six mois après l'adjudication ; et ainsi de suite, un sixième de trois mois en trois mois jusqu'à parfait paiement.

12. Les acquéreurs ne pourront faire aucune démolition avant d'avoir soldé le prix entier de la vente, ou d'en avoir obtenu l'autorisation de l'administration centrale.

13. L'administration ne pourra accorder l'autorisation de démolir, que sur l'avis de l'administration municipale, et sous bonne et valable caution.

14. Le prix des usines, maisons et bâtimens, payable, en vertu de la présente, en bons de remboursement des deux tiers de la dette publique, ne pourra être versé qu'à la trésorerie nationale, laquelle délivrera des réceptions qui seront reçues pour comptant par le receveur des domaines nationaux du chef-lieu du département, qui délivrera quittance définitive.

15. Les actes de ventes seront assujétis à un droit d'enregistrement d'un pour cent du montant de la première mise à prix : ce droit sera payé en numéraire et dans les formes ordinaires.

16. Outre le droit d'enregistrement, l'acquéreur paiera aussi en numéraire un demi pour cent de la première mise à prix, tant pour les droits attribués aux administrateurs de département, à leurs employés et aux directeurs des domaines, que pour les frais à leur charge.

17. Les dispositions de la loi du 26 vendémiaire an 7, contraires à la présente, sont rapportées.

N° 626. = 28 brumaire an 7 (18 novembre 1798). = *LOI relative aux jugemens arbitraux qui ont adjugé à des communes la propriété de forêts prétendues nationales, à l'exploitation desquelles il était sursis* (1). (II, Bull. CCXLI, n° 2189 ; B, LXXIV, 233.)

Art. 1^{er}. Les communes qui ont obtenu contre la république des jugemens

(1) Voyez les art. 3 et suiv. de la sect. V du décret du 10—11 juin 1793, qui ont créé

arbitraux qui leur ont adjugé la propriété de certaines forêts qu'elle prétendait nationales, et à l'exploitation desquelles il a été sursis par la loi du 7 brumaire an 3, produiront à l'administration de leur département, dans le mois qui suivra la publication de la présente loi, lesdits jugemens et les pièces justificatives (1).

2. Les commissaires près les administrations centrales se pourvoiront de suite, par appel, dans les formes ordinaires, contre ceux de ces jugemens que les administrations centrales auront reconnus susceptibles d'être réformés (2).

3. Ceux que l'administration centrale croira devoir être maintenus seront, dans le mois suivant, adressés, avec son avis et les pièces justificatives, au ministre des finances, qui sera tenu de prononcer, dans les deux mois suivans, si l'appel doit ou non en être interjeté.

4. Si le ministre n'a pas prononcé dans le délai prescrit par l'article précédent, les communes seront envoyées en possession.

5. Ne seront pas assujétis aux formalités ci-dessus exigées, et seront exécutés, sans aucun délai, ceux desdits jugemens arbitraux qui n'auront fait que confirmer de premiers jugemens rendus en faveur des communes par les tribunaux de l'ancien régime.

6. La loi du 7 brumaire an 3 et toutes autres contraires sont rapportées.

N° 627. — 29 brumaire an 7 (19 novembre 1798). — *Loi qui proroge jusqu'au 29 nivose an 8, celle du 29 nivose an 6, concernant la répression des assassinats et brigandages.* (II, Bull. CCXLII, n° 2190; B., LXXIV, 236.)

bitrage forcé en matière de contestations relatives à la propriété des biens communaux, et les notes étendues qui les accompagnent; le décret du 2 octobre 1793, sur le même objet; et la loi du 9 ventose an 4 (28 février 1796), qui a rendu la connaissance de ces contestations aux tribunaux ordinaires.

(1) Voyez la loi du 11 frimaire an 9 (2 décembre 1800), qui proroge le délai pour la production de ces jugemens, et celle du 19—29 germinal an 11 (9—19 avril 1803), qui ordonne la production des jugemens qui ont adjugé aux communes des droits de propriété ou d'usage dans les forêts nationales, et les notes.

(2) Cet appel doit être formé dans les trois mois du jour de la délibération des administrations centrales qui ont reconnu qu'il y avait lieu d'appeler. Cass., 15 juillet 1819, SIR., XX, 1, 77. — La cour de cassation avait jugé le contraire, le 4 messidor an 9. SIR., I, 2, 326; Bull. civ., III, 244. — Sous l'empire de cette loi, ce n'est pas par appel, c'est par tierce-opposition que l'état doit se pourvoir contre un jugement qui blesse ses intérêts et dans lequel il n'a pas été partie. Cass., 21 brumaire an 9, SIR., I, 1, 363.

TABLE DES MATIÈRES.

AN 3 (1796).

N° 1 ^{er} . — 1 ^{er} vendémiaire (22 septembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats pendant les cinq jours complémentaires. 1	ayant droit à des pensions, et qui ont encouru les déchéances, un délai pour la production de leurs titres. 4
N° 2. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Loi portant que le prix des réquisitions exercées depuis le 1 ^{er} brumaire an 4, sera précompté sur le montant des contributions. 1	N° 15. — 11 vendémiaire (2 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 vendémiaire. 4
N° 3. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Loi sur la manière de procéder de la part des personnes déchues de l'effet d'arrêtés révoqués par des lois postérieures. 1	N° 14. — 16 vendémiaire (7 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 vendémiaire. 4
N° 4. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Arrêté qui ordonne l'affiche des articles 17 et 18 de la loi du 6 fructidor an 4. 1	N° 13. — 16 vendémiaire (7 octobre). — Loi qui conserve aux hospices civils la jouissance de leurs biens, etc. 5
N° 5. — 4 vendémiaire (25 septembre). — Loi sur l'aptitude au service de la garde nationale. 1	N° 16. — 21 vendémiaire (12 octobre). — Loi qui autorise la perception d'un droit de navigation sur le canal du Midi. 6
N° 6. — 4 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté relatif au montant du paiement des adjudications de bois pour l'an 5. 2	N° 17. — 21 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 vendémiaire. 9
N° 7. — 5 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté portant qu'il sera tenu, dans les tribunaux, des registres pour inventorier les lois et la correspondance officielle. 2	N° 18. — 21 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté qui proroge le délai relatif aux formalités à remplir par les Français voyageant en pays étranger. 9
N° 8. — 6 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté qui soumet à la formalité des passeports les fournisseurs-généraux des armées, etc. 2	N° 19. — 22 vendémiaire (15 octobre). — Loi sur les formalités à observer par les pensionnaires non liquidés, pour toucher des secours. 9
N° 9. — 6 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté sur le terme moyen du prix des mandats du 1 ^{er} au 5 vendémiaire. 2	N° 20. — 25 vendémiaire (14 octobre). — Loi concernant l'ordre des paiemens à faire par la trésorerie nationale. 9
N° 10. — 8 vendémiaire (29 septembre). — Arrêté concernant un arrêté pris par une administration de département à l'égard des personnes mises hors la loi. 2	N° 21. — 25 vendémiaire (14 octobre). — Loi qui étend aux neuf départemens réunis le mode établi pour procéder dans les instances en matière de douanes. 9
N° 11. — 10 vendémiaire (1 ^{er} octobre). — Arrêté portant qu'il n'y a pas lieu à interpréter la loi du 3 vendémiaire an 4, sur les successions. 4	N° 22. — 26 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 vendémiaire. 9
N° 12. — 10 vendémiaire (1 ^{er} octobre). — Loi qui accorde aux militaires suisses	N° 23. — 26 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté portant création d'un bureau pour la liquidation et l'examen des comptes des anciennes commissions et agences. 9
	N° 24. — 27 vendémiaire (18 octobre). — Loi qui règle la manière d'appliquer celle du cinquième jour complémen-

- taire an 4, et qui porte que les pensions seront à l'avenir payées par semestre. 11
- N° 25. — 28 vendémiaire (19 octobre). — Loi qui proroge l'introduction du nouveau régime hypothécaire. 11
- N° 26. — 28 vendémiaire (19 octobre). — Arrêté qui interdit la chasse dans les forêts nationales. 11
- N° 27. — 28 vendémiaire (19 octobre). — Arrêté concernant l'impression des jugemens du tribunal de cassation. 12
- N° 28. — 29 vendémiaire (20 octobre). — Loi sur la manière de suivre les actions dans lesquelles les communes sont seules intéressées. 12
- N° 29. — 1^{er} brumaire (22 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 vendémiaire. 13
- N° 30. — 2 brumaire (23 octobre). — Arrêté sur le mode de paiement des frais des procédures criminelles à la charge de la république. 16
- N° 31. — 3 brumaire (24 octobre). — Loi qui ordonne la fabrication d'une nouvelle monnaie de cuivre. 17
- N° 32. — 3 brumaire (24 octobre). — Loi relative au retrait des pièces en bronze fabriquées en exécution de la loi du 28 thermidor an 3. 18
- N° 33. — 3 brumaire (24 octobre). — Loi qui ratifie le traité de paix entre la France et le roi des Deux-Siciles. 18
- N° 34. — 4 brumaire (25 octobre). — Loi qui accorde une indemnité aux employés supprimés. 20
- N° 35. — 4 brumaire (25 octobre). — Loi relative au mode de paiement du traitement des fonctionnaires publics et des employés, à partir du 1^{er} vendémiaire. 20
- N° 36. — 5 brumaire (26 octobre). — Loi qui ordonne la réunion des titres et papiers acquis à la république. 20
- N° 37. — 5 brumaire (26 octobre). — Loi qui autorise la remise des titres non féodaux à ceux qui justifieront de leur propriété. 20
- N° 38. — 6 brumaire (27 octobre). — Loi pour la conservation des propriétés des défenseurs de la patrie. 20
- N° 39. — 6 brumaire (27 octobre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 brumaire. 22
- N° 40. — 8 brumaire (29 octobre). — Arrêté portant qu'il ne sera alloué aucune somme pour l'impression des jugemens des tribunaux criminels. 22
- N° 41. — 9 brumaire (30 octobre). — Arrêté portant qu'il n'y a pas lieu à interpréter le décret qui charge les notaires de représenter les absens. 22
- N° 42. — 9 brumaire (30 octobre). — Loi relative aux pensions accordées aux professeurs émérites de la ci-devant université de Paris. 22
- N° 43. — 10 brumaire (31 octobre). — Loi qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises. 22
- N° 44. — 11 brumaire (1^{er} novembre). — Loi relative au remplacement des présidens des tribunaux correctionnels, en cas d'empêchement ou d'absence. 26
- N° 45. — 11 brumaire (1^{er} novembre). — Arrêté qui supprime les rations des officiers d'état-major, etc., employés dans l'intérieur. 26
- N° 46. — 11 brumaire (1^{er} novembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 brumaire. 26
- N° 47. — 11 brumaire (1^{er} novembre). — Arrêté relatif aux gratifications d'entrée en campagne, et aux indemnités pour pertes d'équipages, etc. 26
- N° 48. — 13 brumaire (3 novembre). — Loi relative au jugement des délits militaires. 27
- N° 49. — 14 brumaire (4 novembre). — Loi portant que les demandes en cassation seront toujours précédées d'une consignation d'amende. 32
- N° 50. — 16 brumaire (6 novembre). — Loi sur les dépenses de l'an 5. 33
- N° 51. — 16 brumaire (6 novembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 brumaire. 37
- N° 52. — 16 brumaire (6 novembre). — Arrêté sur le sceau du Bulletin des lois. 37
- N° 53. — 17 brumaire (7 novembre). — Loi relative aux contributions directes. 37
- N° 54. — 20 brumaire (10 novembre). — Arrêté relatif à la distinction des marchandises nationales des marchandises anglaises. 37
- N° 55. — 21 brumaire (11 novembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 brumaire. 38
- N° 56. — 21 brumaire (11 novembre). — Code des délits et des peines pour les troupes de la république. 38
- N° 57. — 21 brumaire (11 novembre). — Arrêté relatif aux marchandises expédiées du Brabant batave. 46
- N° 58. — 21 brumaire (11 novembre). — Arrêté concernant les poinçons pour la marque des ouvrages d'or et d'argent. 46

- N° 59. — 22 brumaire (12 novembre). —
Loi rectificative de l'article 21 de la loi
du 16 brumaire précédent. 46
- N° 60. — 23 brumaire (13 novembre). —
Loi sur le mode de paiement des lots
de la loterie nationale échus, et vendus
à défaut de réclamation des porteurs de
billets. 46
- N° 61. — 23 brumaire (13 novembre). —
Arrêté relatif à la perception et l'em-
ploi des revenus des hôpitaux civils
situés dans une même commune. 46
- N° 62. — 23 brumaire (13 novembre). —
Arrêté concernant la surveillance des
hospices civils dans les communes où
il y a plusieurs administrations muni-
cipales. 46
- N° 63. — 24 brumaire (14 novembre). —
Loi qui attribue au bureau central dans
les communes composées de plusieurs
administrations municipales, le droit de
suivre les actions qui les intéressent col-
lectivement. 47
- N° 64. — 24 brumaire (14 novembre). —
Arrêté qui supprime les impositions
établies par le gouvernement autrichien
dans les départemens réunis par la loi
du 9 vendémiaire an 4. 47
- N° 65. — 26 brumaire (16 novembre). —
Loi additionnelle à celle du 10 brumaire,
qui prohibe les marchandises anglaises. 47
- N° 66. — 26 brumaire (16 novembre). —
Arrêté sur le terme moyen du cours des
mandats du 21 au 23 brumaire. 47
- N° 67. — 27 brumaire (17 novembre). —
Loi relative au paiement des valeurs
stipulées dans les baux à ferme anté-
rieurs au décret du 1^{er} — 2 brumaire
an 2, etc. 47
- N° 68. — 28 brumaire (18 novembre). —
Arrêté relatif à la solde des officiers
des armées de terre et de mer. 48
- N° 69. — 28 brumaire (18 novembre). —
Loi qui ratifie le traité de paix entre la
France et le duc de Parme et de Plai-
sance. 48
- N° 70. — 1^{er} frimaire (21 novembre). —
Arrêté sur le terme moyen du cours des
mandats du 26 au 30 brumaire. 50
- N° 71. — 1^{er} frimaire (21 novembre). —
Loi qui autorise les acquéreurs de biens
nationaux à se libérer en numéraire ou
en mandats au cours. 50
- N° 72. — 2 frimaire (22 novembre). —
Arrêté portant que le pavillon de la ré-
publique française en usera envers les
bâtimens des puissances neutres, comme
elles souffrent que les Anglais en usent
à leur égard. 51
- N° 73. — 3 frimaire (23 novembre). —
Loi portant rétablissement de droits
d'entrée réduits par celle du 12 plu-
viose an 5. 51
- N° 74. — 3 frimaire (23 novembre). —
Arrêté concernant l'admission des na-
vires neutralisés, et des individus ve-
nant d'Angleterre, dans les ports de la
république. 51
- N° 75. — 4 frimaire (24 novembre). —
Arrêté relatif aux rapports entre les
commissaires du gouvernement près les
administrations et les tribunaux, et à la
poursuite des délits. 51
- N° 76. — 6 frimaire (26 novembre). —
Arrêté sur le terme moyen du cours des
mandats du 1^{er} au 3 frimaire. 53
- N° 77. — 7 frimaire (27 novembre). —
Loi qui ordonne la perception au profit
des indigens d'un décime par franc en
sus du prix des billets d'entrée des
spectacles. 53
- N° 78. — 9 frimaire (29 novembre). —
Loi additionnelle à celle du 6 fructidor
an 4 sur les patentes. 54
- N° 79. — 9 frimaire (29 novembre). —
Loi qui modifie celle du 6 fructidor an 4,
relative au droit de patente. 53
- N° 80. — 9 frimaire (29 novembre). —
Arrêté relatif à l'acquittement des frets
et surestaries résultant de l'arrestation
des bâtimens neutres. 53
- N° 81. — 11 frimaire (1^{er} décembre). —
Arrêté sur le mode de discussion du
Code civil. 53
- N° 82. — 11 frimaire (1^{er} décembre). —
Arrêté sur le terme moyen du cours des
mandats du 6 au 10 frimaire. 53
- N° 83. — 14 frimaire (4 décembre). —
Loi modificative de certaines disposi-
tions de celles des 3 et 4 brumaire an 4,
relatives à la suspension de l'exercice
des fonctions publiques et à l'amnistie. 53
- N° 84. — 14 frimaire (4 décembre). —
Loi relative à la fixation du cours des
mandats. 53
- N° 85. — 16 frimaire (6 décembre). —
Arrêté sur le terme moyen du cours
des mandats du 11 au 13 frimaire. 56
- N° 86. — 17 frimaire (7 décembre). —
Loi relative au paiement des secours ac-
cordés aux réfugiés et déportés de la
Corse et des colonies. 56
- N° 87. — 17 frimaire (7 décembre). — Loi
qui détermine le mode de procéder au
choix de l'un des trois tribunaux d'ap-
pel en matière civile. 56
- N° 88. — 19 frimaire (9 décembre). — Loi
relative à la formation de compagnies

- de vétérans nationaux. 57
- N° 89. — 19 frimaire (9 décembre). — Loi qui proroge le délai fixé pour la saisie et la confiscation des marchandises anglaises. 57
- N° 90. — 21 frimaire (11 décembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 frimaire. 57
- N° 91. — 26 frimaire (16 décembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 frimaire. 57
- N° 92. — 27 frimaire (17 décembre). — Loi relative aux enfans abandonnés. 58
- N° 93. — 28 frimaire (18 décembre). — Loi qui autorise les juges de paix à nommer et destituer leurs greffiers. 58
- N° 94. — 1^{er} nivose (21 décembre). — Arrêté sur la perception des amendes et confiscations prononcées par les tribunaux. 58
- N° 95. — 1^{er} nivose (21 décembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 frimaire. 59
- N° 96. — 2 nivose (22 décembre). — Loi sur le paiement du traitement des fonctionnaires publics et employés. 59
- N° 97. — 4 nivose (24 décembre). — Loi qui fixe le cas dans lequel la prescription peut être opposée par les héritiers des parens des religionnaires fugitifs. 59
- N° 98. — 4 nivose (24 décembre). — Arrêté concernant les perquisitions de bois coupés en délit ou volés. 60
- N° 99. — 4 nivose (24 décembre). — Arrêté relatif à la correspondance entre les ministres, etc., et les autorités constituées, etc. 61
- N° 100. — 4 nivose (24 décembre). — Arrêté relatif aux passeports des étrangers arrivant en France. 62
- N° 101. — 5 nivose (25 décembre). — Loi contenant un nouveau tarif pour la poste aux lettres. 62
- N° 102. — 5 nivose (25 décembre). — Loi portant défense d'annoncer publiquement les journaux et les actes des autorités constituées autrement que par leur titre. 63
- N° 103. — 6 nivose (26 décembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 5 nivose. 63
- N° 104. — 7 nivose (27 décembre). — Loi interprétative de l'article 4 de celle du 4 germinal an 2, sur l'annulation des jugemens en matière civile. 63
- N° 105. — 7 nivose (27 décembre). — Loi portant que les échangistes dépossédés seront rétablis dans la jouissance des objets par eux donnés en échange. 64
- N° 106. — 7 nivose (27 décembre). — Loi interprétative de l'article 11 de celle du 15 germinal an 4, concernant la remise des dépôts en nature. 64
- N° 107. — 11 nivose (31 décembre). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 nivose. 64

AN 5 (1797).

- N° 108. — 15 nivose (4 janvier). — Arrêté concernant les secrétaires des commandans amovibles des places de guerre, etc. 64
- N° 109. — 16 nivose (5 janvier). — Arrêté interprétatif de celui du 1^{er} nivose concernant la remise aux receveurs des droits d'enregistrement, d'un extrait des jugemens portant peine d'amende et de confiscation. 64
- N° 110. — 16 nivose (5 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 nivose. 65
- N° 111. — 20 nivose (9 janvier). — Loi concernant le renouvellement prochain du corps législatif. 65
- N° 112. — 21 nivose (10 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 nivose. 65
- N° 113. — 24 nivose (13 janvier). — Loi qui permet l'exportation et fixe les droits de sortie de diverses marchandises. 65
- N° 114. — 25 nivose (14 janvier). — Loi contre les receveurs de département qui ne se conformeraient pas à des dispositions de la loi du 17 brumaire. 66
- N° 115. — 26 nivose (15 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 nivose. 66
- N° 116. — 26 nivose (15 janvier). — Arrêté relatif au vol de bois sur les rivières ou ruisseaux flottables ou navigables. 66
- N° 117. — 27 nivose (16 janvier). — Arrêté concernant les remises de peines faites par les tribunaux de police. 66
- N° 118. — 27 nivose (16 janvier). — Arrêté relatif aux prisées et ventes publiques. 67
- N° 119. — 27 nivose (16 janvier). — Arrêté relatif à la correspondance entre divers fonctionnaires publics. 69
- N° 120. — 27 nivose (16 janvier). — Loi qui fixe les droits de navigation sur les canaux d'Orléans et de Loing. 70
- N° 121. — 30 nivose (19 janvier). — Loi relative aux expéditions de procédures

- criminelles. 71
- N° 122. — 1^{er} pluviose (20 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 26 au 30 nivose. 72
- N° 125. — 2 pluviose (21 janvier). — Arrêté relatif à l'impression en placards des jugemens criminels. 72
- N° 124. — 6 pluviose (23 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 3 pluviose. 72
- N° 123. — 7 pluviose (26 janvier). — Loi qui fait don de deux drapeaux aux généraux Buonaparte et Augereau. 73
- N° 126. — 7 pluviose (26 janvier). — Arrêté concernant les dénonciations d'abus et malversations, auxquelles sont tenus les commissaires du directoire. 73
- N° 127. — 9 pluviose (28 janvier). — Arrêté concernant le transit par la France de divers objets de commerce entre la Hollande et l'Espagne. 73
- N° 128. — 9 pluviose (28 janvier). — Loi interprétative de celle du 9 frimaire an 5, concernant les patentes. 73
- N° 129. — 11 pluviose (30 janvier). — Arrêté sur le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 pluviose. 73
- N° 150. — 11 pluviose (30 janvier). — Loi qui ordonne l'adjonction de suppléans aux juges de la haute-cour de justice. 73
- N° 131. — 12 pluviose (31 janvier). — Loi relative à la taxe des témoins appelés devant la haute-cour de justice. 74
- N° 132. — 15 pluviose (3 février). — Loi relative à la manière de procéder, dans les assemblées primaires, aux élections communes, et au recensement général des votes. 74
- N° 153. — 15 pluviose (3 février). — Loi sur le mode de paiement des arrérages de rentes et pensions entre particuliers. 74
- N° 134. — 16 pluviose (4 février). — Loi relative au paiement des sommes dont les acquéreurs de biens nationaux restent débiteurs. 75
- N° 133. — 16 pluviose (4 février). — Loi portant que les mandats n'auront plus cours forcé de monnaie entre particuliers. 77
- N° 136. — 16 pluviose (4 février). — Loi relative au recours en cassation contre les jugemens rendus par les tribunaux révolutionnaires. 78
- N° 137. — 16 pluviose (4 février). — Arrêté additionnel à celui du 20 pluviose, qui établit des relations journalières entre les commandans amovibles des places, etc., et les commissaires du pouvoir exécutif près les administrations de département, etc. 79
- N° 138. — 17 pluviose (5 février). — Arrêté relatif à la correspondance entre les agens municipaux et les administrations municipales, etc. 79
- N° 159. — 18 pluviose (6 février). — Loi relative aux successions. 80
- N° 140. — 19 pluviose (7 février). — Loi modificative de celle du 10 brumaire an 5 sur les marchandises anglaises. 84
- N° 141. — 19 pluviose (7 février). — Arrêté concernant la chasse des animaux nuisibles. 84
- N° 142. — 22 pluviose (10 février). — Loi sur le retraitement des assignats de cent livres et au dessous. 83
- N° 143. — 22 pluviose (10 février). — Loi qui établit un droit fixe d'enregistrement pour les mutations d'inscriptions sur le grand-livre. 85
- N° 144. — 24 pluviose (12 février). — Loi relative à l'appel des jugemens rendus par les anciens tribunaux des îles françaises. 85
- N° 145. — 25 pluviose (13 février). — Loi sur la réorganisation de la gendarmerie nationale. 86
- N° 146. — 25 pluviose (13 février). — Arrêté qui supprime l'étape en nature pour les militaires voyageant isolément. 86
- N° 147. — 26 pluviose (14 février). — Loi qui accorde une décharge sur la contribution personnelle, aux habitans des départemens victimes de la guerre. 86
- N° 148. — 26 pluviose (14 février). — Loi qui accorde une décharge sur la contribution foncière aux citoyens dont les propriétés ont été incendiées ou dévastées. 86
- N° 149. — 29 pluviose (17 février). — Loi qui détermine le mode d'exécution de celle du 16 vendémiaire, relative aux créances et dettes des hospices civils. 87
- N° 150. — 30 pluviose (18 février). — Loi portant que les sommes versées dans les caisses des receveurs des consignations seront restituées en mêmes espèces. 88
- N° 131. — 1^{er} ventose (19 février). — Arrêté qui ordonne la clôture des registres contenant les demandes en radiation de la liste des émigrés. 88
- N° 152. — 2 ventose (20 février). — Arrêté qui destitue deux fonctionnaires publics, et ordonne qu'ils soient poursuivis comme prévenus de fabrication de fausses lois. 89

- N^o 153. — 2 ventose (20 février). — Loi relative à l'emploi des arrérages de rentes et pensions dus pour le second semestre de l'an 4. 89
- N^o 154. — 3 ventose (21 février). — Loi relative à la nomination des places d'officiers dans la gendarmerie nationale. 90
- N^o 155. — 4 ventose (22 février). — Arrêté concernant la manière de juger les embaucheurs. 90
- N^o 156. — 5 ventose (23 février). — Loi qui ordonne la clôture des rôles de l'emprunt forcé. 97
- N^o 157. — 5 ventose (23 février). — Loi et instruction sur les assemblées primaires. 97
- N^o 158. — 6 ventose (24 février). — Loi qui fixe l'indemnité des jurés en cas de déplacement. 97
- N^o 159. — 7 ventose (25 février). — Rapport sur la faculté d'exercer les droits de citoyen, considérée relativement aux individus inscrits sur la liste des émigrés, etc. 98
- N^o 160. — 8 ventose (26 février). — Arrêté concernant les prêtres qui voudraient se retirer en Italie. 100
- N^o 161. — 11 ventose (1^{er} mars). — Loi qui rapporte celle du 25 vendémiaire relative aux contestations sur résiliation de vente ou adjudication par décret. 100
- N^o 162. — 12 ventose (2 mars). — Arrêté relatif à la navigation des navires neutres chargés de marchandises appartenant aux ennemis, et au jugement des contestations sur la validité des prises. 100
- N^o 163. — 12 ventose (2 mars). — Loi concernant l'annulation ou la résiliation des baux à ferme des domaines nationaux. 103
- N^o 164. — 12 ventose (2 mars). — Arrêté concernant un référé sur une question relative aux droits successifs des enfans nés hors du mariage, etc. 104
- N^o 165. — 13 ventose (3 mars). — Loi qui détermine le mode de partage des biens provenant d'émigrés, appartenant à la république par indivis avec d'autres copropriétaires. 107
- N^o 166. — 16 ventose (6 mars). — Arrêté sur la remise du Bulletin des lois aux fonctionnaires publics. 108
- N^o 167. — 17 ventose (7 mars). — Loi relative aux acquéreurs de biens nationaux qui ont encouru la déchéance, et aux soumissionnaires d'objets dont la vente a été suspendue. 108
- N^o 168. — 19 ventose (9 mars). — Loi relative aux conditions qui établissent la résidence, donnant droit de voter dans les assemblées primaires. 108
- N^o 169. — 20 ventose (10 mars). — Loi relative au remplacement des rentes foncières dues aux hospices civils, et qui ont été aliénées au profit du trésor public. 109
- N^o 170. — 20 ventose (10 mars). — Loi relative aux réparations des domaines nationaux, inférieures à 150 fr. 109
- N^o 171. — 21 ventose (11 mars). — Loi concernant la radiation des individus portés sur la liste des émigrés après leur mort. 109
- N^o 172. — 23 ventose (13 mars). — Loi qui fixe l'indemnité des électeurs. 110
- N^o 173. — 24 ventose (14 mars). — Loi qui rétablit la contrainte par corps en matière civile. 110
- N^o 174. — 24 ventose (14 mars). — Loi portant que certains militaires ont le droit de voter dans les assemblées primaires. 111
- N^o 175. — 24 ventose (14 mars). — Loi relative aux jurés qui ne se sont pas rendus sur la sommation à eux faite. 111
- N^o 176. — 26 ventose (16 mars). — Loi contre l'exportation des grains, etc. 111
- N^o 177. — 29 ventose (19 mars). — Arrêté concernant le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux jusqu'au 1^{er} nivose an 5. 112
- N^o 178. — 30 ventose (20 mars). — Loi relative à la déclaration que doivent faire les membres des assemblées électorales. 112
- N^o 179. — 30 ventose (20 mars). — Arrêté sur la manière d'élever et d'instruire les enfans abandonnés. 112
- N^o 180. — 2 germinal (22 mars). — Arrêté relatif à deux jugemens rendus par des tribunaux civils dans une affaire du ressort des autorités administratives. 114
- N^o 181. — 3 germinal (23 mars). — Loi qui lève la suspension des actions en rescision de contrats de vente pour cause de lésion d'outre-moitié. 116
- N^o 182. — 5 germinal (25 mars). — Loi relative au dépôt des minutes des ci-devant commissaires au châtelet de Paris, et à la confection des actes par eux commencés. 117
- N^o 183. — 5 germinal (25 mars). — Loi qui lève le séquestre des biens d'individus mis hors de la loi, à raison des conspirations, etc., du 9 thermidor. 117
- N^o 184. — 7 germinal (27 mars). — Loi sur l'admission et l'avancement dans la gendarmerie. 118
- N^o 185. — 9 germinal (29 mars). — Loi sur

- la répartition et le recouvrement des contributions foncière et mobilière. 118
- N° 186.—9 germinal (29 mars).—Loi qui ordonne la vente des bâtimens nationaux, payables en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique perpétuelle. 118
- N° 187.—10 germinal (30 mars).—Loi contre les jurés qui ne se rendraient pas à leur poste. 119
- N° 188.—12 germinal (1^{er} avril).—Arrêté sur la vérification et la taxe des frais de justice. 119
- N° 189.—13 germinal (2 avril).—Loi portant que, dans les affaires criminelles, les juges et jurés doivent rester aux débats commencés jusqu'au jugement. 120
- N° 190.—13 germinal (2 avril).—Arrêté portant qu'avant une décision du corps législatif, les membres d'une administration municipale existante ne peuvent être remplacés par les citoyens élus dans une des deux assemblées primaires dont les opérations et nominations sont en litige. 120
- N° 191.—21 germinal (10 avril).—Arrêté qui ordonne la destitution des receveurs du droit d'enregistrement exerçant les fonctions de notaire. 120
- N° 192.—21 germinal (10 avril).—Loi relative aux ventes de maisons nationales, faites avec réserve d'usufruit. 120
- N° 193.—22 germinal (11 avril).—Loi sur les droits d'entrée sur les tabacs venant de l'étranger. 121
- N° 194.—23 germinal (12 avril).—Loi sur l'organisation du service des douanes. 121
- N° 195.—23 germinal (12 avril).—Loi relative à la liquidation arriérée des créances de l'ancien gouvernement. 123
- N° 196.—23 germinal (14 avril).—Décret qui rejette la résolution qui établit une loterie nationale. 124
- N° 197.—26 germinal (13 avril).—Loi relative aux pensions de retraite dans l'enregistrement, les douanes, etc. 124
- N° 198.—28 germinal (17 avril).—Loi relative à l'entrée en exercice des fonctionnaires publics nommés par le peuple. 124
- N° 199.—30 germinal (19 avril).—Loi sur le remplacement des fonctionnaires publics qui deviennent membres du corps législatif. 124
- N° 200.—2 floréal (21 avril).—Loi qui proroge la perception du droit sur les billets de spectacle. 126
- N° 201.—2 floréal (21 avril).—Loi relative aux pensions de retraite des employés de la régie des douanes. 126
- N° 202.—3 floréal (22 avril).—Loi sur les certificats de résidence pour les paiemens à recevoir de la trésorerie nationale. 127
- N° 203.—5 floréal (24 avril).—Loi concernant la vente des sucres raffinés. 127
- N° 204.—5 floréal (24 avril).—Loi relative au droit de timbre. 127
- N° 205.—6 floréal (25 avril).—Arrêté sur les dépenses de casernement de la gendarmerie nationale. 127
- N° 206.—7 floréal (26 avril).—Arrêté relatif à l'arrestation des forçats évadés. 127
- N° 207.—7 floréal (26 avril).—Loi qui fixe l'époque du mouvement des juges des tribunaux civils aux tribunaux criminels, correctionnels, etc. 128
- N° 208.—9 floréal (28 avril).—Arrêté qui fixe le terme des secours accordés aux réfugiés corses. 128
- N° 209.—10 floréal (29 avril).—Loi qui ratifie le traité de paix conclu entre la France et le pape. 128
- N° 210.—10 floréal (29 avril).—Loi relative au recouvrement des sommes et effets appartenant à la république, autres que ceux provenant de la perception des contributions. 131
- N° 211.—10 floréal (29 avril).—Loi sur l'emploi des bons reçus à la trésorerie par les rentiers, etc. 131
- N° 212.—13 floréal (7 mai).—Arrêté qui prescrit aux tribunaux criminels et correctionnels saisis d'une procédure par option, etc., de donner avis de leur décision au tribunal criminel de l'arrondissement du lieu du délit. 131
- N° 213.—23 floréal (12 mai).—Loi sur la solde des troupes. 132
- N° 214.—23 floréal (12 mai).—Loi sur la solde des officiers de santé. 132
- N° 215.—23 floréal (14 mai).—Loi qui fixe l'âge requis pour exercer les fonctions de secrétaire-greffier d'une administration municipale. 132
- N° 216.—23 floréal (14 mai).—Loi relative au tirage au sort entre les membres actuels du directoire exécutif. 132
- N° 217.—23 floréal (14 mai).—Arrêté sur l'organisation des états-majors des armées navales. 132
- N° 218.—23 floréal (14 mai).—Arrêté qui règle la composition, etc., des escouades d'apprentis canonniers marins. 133
- N° 219.—26 floréal (13 mai).—Loi con-

- cernant les oppositions formées par l'agent du trésor public sur les sommes pour lesquelles les comptables sont inscrits sur le grand-livre. 133
- N° 220. — 26 floréal (15 mai). — Loi concernant la punition des crimes mentionnés dans la 2^e partie du Code pénal de 1791. 133
- N° 221. — 28 floréal (17 mai). — Loi qui règle la solde des grenadiers formant la garde du corps législatif. 134
- N° 222. — 30 floréal (19 mai). — Loi sur le mode d'admission des députés au corps législatif. 134
- N° 223. — 2 prairial (21 mai). — Arrêté qui ordonne la publication d'un décret rectificatif de celui du 27 novembre, relatif au tribunal de cassation. 134
- N° 224. — 2 prairial (21 mai). — Loi qui ôte aux communes la faculté d'aliéner ou d'échanger leurs biens. 135
- N° 225. — 5 prairial (24 mai). — Arrêté relatif à la conduite des prises faites sur les ennemis de l'état. 135
- N° 226. — 5 prairial (24 mai). — Arrêté concernant les acquits-à-caution pour emprunt du territoire étranger. 135
- N° 227. — 9 prairial (28 mai). — Loi relative au paiement des rentiers des hospices civils. 135
- N° 228. — 9 prairial (28 mai). — Loi qui abroge celle du 21 floréal an 4, contenant des mesures de sûreté publique. 136
- N° 229. — 11 prairial (30 mai). — Loi relative à la solde des officiers et gens de mer. 136
- N° 230. — 12 prairial (31 mai). — Loi concernant les rations de fourrages des troupes d'artillerie de la marine. 136
- N° 231. — 14 prairial (2 juin). — Loi interprétative de celle du 21 fructidor, relative au paiement des loyers de maisons. 137
- N° 232. — 18 prairial (6 juin). — Loi relative à la répartition et au recouvrement de la contribution foncière de l'an 5. 137
- N° 233. — 21 prairial (9 juin). — Loi relative à la circulation des grains. 137
- N° 234. — 22 prairial (10 juin). — Arrêté concernant les avis à donner de la mort des personnes qui laissent pour héritiers des pupilles, des mineurs ou des absens. 137
- N° 235. — 30 prairial (18 juin). — Loi sur la perception des contributions foncière et personnelle de l'an 5. 137
- N° 236. — 3 messidor (23 juin). — Loi relative aux transactions pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie. 137
- N° 237. — 6 messidor (24 juin). — Loi pour faire accorder les paiemens par semestre de la dette publique avec l'ère nouvelle. 141
- N° 238. — 9 messidor (27 juin). — Loi portant que celle du 3 brumaire an 4, et des articles de celle du 14 frimaire an 5, sont regardés comme non avenus. 142
- N° 239. — 10 messidor (28 juin). — Loi sur l'instruction des procédures arguées de faux déposées à la comptabilité nationale. 142
- N° 240. — 10 messidor (28 juin). — Loi sur la destruction des loups. 142
- N° 241. — 17 messidor (5 juillet). — Arrêté qui ordonne l'exécution provisoire des décisions des ministres sur les actes des administrations centrales. 143
- N° 242. — 19 messidor (7 juillet). — Loi relative à la publication et affiche des criées. 143
- N° 243. — 21 messidor (9 juillet). — Arrêté relatif à l'ordre des paiemens du trésor public. 144
- N° 244. — 21 messidor (9 juillet). — Arrêté pour l'exécution de celui qui fixe l'ordre des paiemens à faire par le trésor public. 144
- N° 245. — 21 messidor (9 juillet). — Loi relative aux oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique. 146
- N° 246. — 22 messidor (10 juillet). — Arrêté concernant les frais de poste accordés aux officiers-généraux, et les indemnités de route aux autres officiers, etc. 146
- N° 247. — 23 messidor (11 juillet). — Arrêté relatif à la confection d'un état général des chemins vicinaux. 148
- N° 248. — 25 messidor (13 juillet). — Loi relative aux fondations des bourses dans les ci-devant collèges. 148
- N° 249. — 27 messidor (15 juillet). — Arrêté qui réduit le traitement des officiers des colonies, venus en France sans avoir été mandés. 148
- N° 250. — 27 messidor (15 juillet). — Arrêté sur l'exécution de mesures destinées à prévenir la contagion des maladies épizootiques. 148
- N° 251. — 30 messidor (18 juillet). — Loi qui fixe le cas dans lequel le directeur a le droit de nommer des administrateurs provisoires. 152
- N° 252. — 4 thermidor (22 juillet). —

- Loi qui augmente la solde des troupes de service dans la commune de Paris. 152
- N° 253. — 4 thermidor (22 juillet). — Loi qui détermine en quelle forme et par quels tribunaux doit être prononcée la peine portée par l'article 52 de la constitution. 153
- N° 254. — 5 thermidor (23 juillet). — Arrêté sur les adjudications des coupes de bois nationaux. 153
- N° 255. — 7 thermidor (25 juillet). — Loi qui défend les sociétés particulières politiques. 154
- N° 256. — 8 thermidor (26 juillet). — Loi qui proroge les droits établis sur les billets d'entrée aux spectacles, etc. 153
- N° 257. — 9 thermidor (27 juillet). — Loi relative aux négociations à faire par la trésorerie nationale. 153
- N° 258. — 9 thermidor (27 juillet). — Loi qui proroge le délai accordé pour se pourvoir contre les arrêtés des représentans du peuple en mission, etc. 156
- N° 259. — 10 thermidor (28 juillet). — Loi relative à la fixation de la limite constitutionnelle pour le passage des troupes. 156
- N° 260. — 11 thermidor (29 juillet). — Loi portant que celle qui fixe les limites constitutionnelles sera lue à la tête de chaque corps de troupes. 156
- N° 261. — 12 thermidor (30 juillet). — Loi relative aux mouvemens de troupes. 156
- N° 262. — 14 thermidor (1^{er} août). — Loi sur la répartition et la perception de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 5. 156
- N° 263. — 15 thermidor (2 août). — Loi relative à des individus naufragés dénommés dans un jugement rendu par une commission militaire à Calais. 157
- N° 264. — 17 thermidor (4 août). — Loi qui alloue des fonds pour le paiement des dépenses communales. 157
- N° 265. — 19 thermidor (6 août). — Arrêté relatif à la plantation de poteaux destinés à fixer la limite constitutionnelle pour les troupes. 157
- N° 266. — 22 thermidor (9 août). — Loi qui ordonne l'envoi au corps législatif de l'aperçu annuel des dépenses de la république. 157
- N° 267. — 25 thermidor (12 août). — Loi sur l'organisation de la garde nationale sédentaire. 157
- N° 268. — 26 thermidor (13 août). — Loi qui alloue des fonds pour les secours accordés aux réfugiés et déportés. 157
- N° 269. — 27 thermidor (14 août). — Arrêté sur la remise des manifestes du chargement des navires neutres. 157
- N° 270. — 29 thermidor (16 août). — Arrêté qui casse celui par lequel une administration centrale avait autorisé à délivrer des arbres pour la reconstruction d'une maison. 157
- N° 271. — 2 fructidor (19 août). — Loi relative à la vente des domaines nationaux. 158
- N° 272. — 2 fructidor (19 août). — Loi relative à l'exportation des bois de service en Hollande par la rivière de Sarre. 159
- N° 273. — 3 fructidor (20 août). — Arrêté qui annule un arrêté par lequel l'administration centrale du département de l'Escaut avait ordonné une vente d'arbres. 159
- N° 274. — 4 fructidor (21 août). — Loi additionnelle à celle du 13 brumaire an 5, sur la manière de procéder au jugement des délits militaires. 159
- N° 275. — 7 fructidor (24 août). — Loi qui rapporte celles relatives à la déportation ou à la réclusion des prêtres insensémentés. 161
- N° 276. — 8 fructidor (25 août). — Loi relative aux rectifications d'erreurs de noms et de prénoms sur le grand-livre de la dette publique. 162
- N° 277. — 9 fructidor (26 août). — Loi relative à la réduction du prix des baux postérieurs au 1^{er} janvier 1792. 165
- N° 278. — 9 fructidor (26 août). — Arrêté sur le partage des confiscations et amendes pour contraventions aux lois sur les douanes. 165
- N° 279. — 9 fructidor (26 août). — Loi relative à la liquidation et au paiement des fermages dus pour l'an 5, etc. 165
- N° 280. — 9 fructidor (26 août). — Loi sur le mode de paiement des fermages des biens nationaux. 169
- N° 281. — 10 fructidor (27 août). — Loi relative à la mise en état de guerre ou de siège des communes de l'intérieur de la république. 171
- N° 282. — 10 fructidor (27 août). — Loi relative au roulement des sections des tribunaux. 172
- N° 283. — 11 fructidor (28 août). — Loi sur l'exécution provisoire des jugemens rendus sur les instances dans lesquelles l'agent du trésor public aura été partie. 172
- N° 284. — 13 fructidor (30 août). — Loi concernant le service de la garde nationale. 172

- N° 285. — 13 fructidor (30 août). — Loi sur les poudres et salpêtres. 172
- N° 286. — 14 fructidor (31 août). — Loi qui annule les décrets ou arrêtés prononçant des mises hors la loi. 177
- N° 287. — 14 fructidor (31 août). — Loi sur le paiement des obligations contractées après le 1^{er} janvier 1791. 177
- N° 288. — 15 fructidor (1^{er} septembre). — Loi relative aux transactions antérieures à la dépréciation du papier-monnaie. 177
- N° 289. — 16 fructidor (2 septembre). — Loi portant création d'officiers auprès des compagnies de vétérans nationaux. 178
- N° 290. — 19 fructidor (5 septembre). — Loi contenant des mesures de salut public prises relativement à la conspiration royale. 179
- N° 291. — 20 fructidor (6 septembre). — Loi portant une nouvelle rédaction d'articles de celle du 19 fructidor relatifs à la sortie des juges du tribunal de cassation. 183
- N° 292. — 22 fructidor (8 septembre). — Loi qui ordonne la déportation des journalistes royaux. 183
- N° 293. — 24 fructidor (10 septembre). — Loi qui ordonne la perception d'une taxe pour l'entretien des grandes routes. 183
- N° 294. — 25 fructidor (11 septembre). — Arrêté sur le caractère d'authenticité du Bulletin des lois. 183
- N° 295. — 25 fructidor (11 septembre). — Loi relative au traitement des officiers réformés de terre et de mer. 183
- N° 296. — 25 fructidor (11 septembre). — Loi sur l'organisation des conseils d'administration des troupes. 184
- N° 297. — 25 fructidor (11 septembre). — Loi qui sursoit à la vente des édifices servant ou ayant servi à l'enseignement public. 184
- N° 298. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi concernant les livres conservés dans les dépôts littéraires. 184
- N° 299. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi portant qu'il sera sursis à la vente des ci-devant presbytères. 184
- N° 300. — 27 fructidor (13 septembre). — Loi sur l'administration des poudres et salpêtres. 185
- N° 301. — 28 fructidor (14 septembre). — Loi ordonnant la perception d'un droit de navigation sur le canal du Centre. 185
- N° 302. — 1^{er} jour complémentaire (17 septembre). — Arrêté concernant le service des poudres et salpêtres. 186
- N° 303. — 1^{er} jour complémentaire (17 septembre). — Loi sur les demandes en divorce pour incompatibilité d'humeur. 187

AN 6 (1797.)

- N° 304. — 2 vendémiaire (25 septembre). — Loi relative au supplément de solde des officiers d'artillerie. 188
- N° 305. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Loi sur le droit d'enregistrement des mutations d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique. 188
- N° 306. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Loi qui maintient les dispositions du décret du 5 septembre 1792, relatif à la contribution foncière des maisons rurales, et abroge l'article 19 de la loi du 18 prairial an 5. 188
- N° 307. — 4 vendémiaire (25 septembre). — Loi contenant une nouvelle rédaction de l'article 14 de celle du 9 fructidor, relative au paiement des fermages. 188
- N° 308. — 4 vendémiaire (25 septembre). — Loi relative aux préposés à la garde des détenus. 188
- N° 309. — 5 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté qui ordonne l'exécution d'an-
- ciennes ordonnances concernant les prisonniers de guerre des corsaires. 191
- N° 310. — 5 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté concernant le pâturage des bestiaux dans les forêts nationales. 191
- N° 311. — 9 vendémiaire (30 septembre). — Arrêté concernant la réorganisation des troupes des colonies. 192
- N° 312. — 9 vendémiaire (30 septembre). — Loi relative aux dépenses générales de l'an 6. 192
- N° 313. — 12 vendémiaire (3 octobre). — Loi relative aux reprises faites par les troupes de la république. 207
- N° 314. — 12 vendémiaire (3 octobre). — Loi qui autorise la formation d'une nouvelle section au tribunal de cassation. 207
- N° 315. — 13 vendémiaire (4 octobre). — Loi qui détermine le cas où les directeurs des jurys d'accusation sont tenus de rester à leur poste. 208

- N° 316. — 13 vendémiaire (4 octobre). —
Loi sur le droit de timbre fixe ou de
dimension pour les journaux et af-
fiches. 208
- N° 317. — 14 vendémiaire (5 octobre). —
Arrêté concernant l'état des notaires
nommés par les administrations cen-
trales. 208
- N° 318. — 17 vendémiaire (8 octobre). —
Arrêté sur la loterie nationale. 208
- N° 319. — 17 vendémiaire (8 octobre). —
Loi qui accorde amnistie pour certains
délits militaires, etc. 212
- N° 320. — 18 vendémiaire (9 octobre). —
Arrêté sur les pièces de billon de 24
deniers. 212
- N° 321. — 18 vendémiaire (9 octobre). —
Loi qui soumet à un jury de révision
les opérations des jurys créés pour la
réorganisation de la gendarmerie na-
tionale. 212
- N° 322. — 18 vendémiaire (9 octobre). —
Loi portant établissement de conseils
permanens pour la révision des juge-
mens des conseils de guerre. 212
- N° 323. — 19 vendémiaire (10 octobre). —
Loi sur les formalités à observer
pour les marchandises et denrées des-
tinées aux communes de Carrouge et
de Thonon. 213
- N° 324. — 19 vendémiaire (10 octobre). —
Loi relative à la circulation des mar-
chandises et denrées dans les deux lieues
limitrophes de l'étranger. 213
- N° 325. — 19 vendémiaire (10 octobre). —
Loi sur le mode de distribution des
secours à accorder en raison des pertes
occasionnées par la guerre, etc., avant
le 1^{er} vendémiaire an 6. 216
- N° 326. — 20 vendémiaire (11 octobre). —
Arrêté concernant les radiations de la
liste des émigrés. 216
- N° 327. — 23 vendémiaire (16 octobre). —
Loi sur l'indemnité des juges pour les
frais de déplacement. 217
- N° 328. — 26 vendémiaire (17 octobre). —
Loi relative au pourvoi contre les déci-
sions du conseil exécutif provisoire en
matière de prises maritimes. 217
- N° 329. — 26 vendémiaire (17 octobre). —
Loi qui rapporte celle du 12 thermidor
relative au mouvement des troupes. 217
- N° 330. — 27 vendémiaire (18 octobre). —
Arrêté concernant la suppression des
contre-seings et franchises. 218
- N° 331. — 28 vendémiaire (19 octobre). —
Loi sur les passeports. 220
- N° 332. — 3 brumaire (24 octobre). — Ar-
rêté concernant la perception du droit
de timbre sur le papier-musique, les
journaux et affiches. 221
- N° 333. — 4 brumaire (25 octobre). — Ar-
rêté qui défend aux ministres du culte
d'exercer des cérémonies religieuses
chez les particuliers. 221
- N° 334. — 4 brumaire (25 octobre). — Loi
contenant division du territoire des co-
lonies occidentales. 221
- N° 335. — 4 brumaire (25 octobre). —
Loi ratificative du traité d'alliance con-
clu entre la république française et le
roi de Sardaigne. 224
- N° 336. — 5 brumaire (26 octobre). —
Arrêté qui annule le traité conclu entre
la république française et la reine de
Portugal. 226
- N° 337. — 6 brumaire (27 octobre). —
Loi qui fixe le supplément de solde
accordé aux troupes employées à Paris. 226
- N° 338. — 7 brumaire (28 octobre). —
Arrêté sur le taux des mises à la loterie
nationale. 227
- N° 339. — 7 brumaire (28 octobre). —
Loi contenant des modifications à celles
des 6 fructidor an 4, 9 frimaire et 9 plu-
viose an 5 sur les patentes. 227
- N° 340. — 8 brumaire (29 octobre). —
Arrêté relatif à la radiation de la liste
des émigrés. 227
- N° 341. — 9 brumaire (30 octobre). —
Arrêté portant que les officiers sans
troupe, prisonniers de guerre, et ren-
trés sur parole, jouiront du traitement
de réforme fixé pour leur grade. 227
- N° 342. — 9 brumaire (30 octobre). —
Loi relative aux domaines congéables. 228
- N° 343. — 9 brumaire (30 octobre). —
Arrêté relatif aux congés des volontaires
de la première réquisition. 228
- N° 344. — 11 brumaire (1^{er} novembre). —
Loi qui accorde une solde provisoire
aux militaires blessés ou infirmes hors
d'état de servir. 228
- N° 345. — 15 brumaire (3 novembre). —
Loi ratificative du traité de paix conclu
entre la république française et le roi
de Hongrie et de Bohême. 228
- N° 346. — 14 brumaire (4 novembre). —
Loi relative à la signature des pro-
cès-verbaux des séances du corps légis-
latif. 232
- N° 347. — 15 brumaire (5 novembre). —
Loi relative à la révision des jugemens
militaires. 232
- N° 348. — 16 brumaire (6 novembre). —
Loi contenant rectification d'une erreur
dans celle du 28 vendémiaire, sur les
passeports. 233

- N° 349. — 19 brumaire (9 novembre). — Loi relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent. 255
- N° 350. — 22 brumaire (12 novembre). — Arrêté concernant la vente des effets mobiliers, de commerce ou d'approvisionnement, non réservés pour le service public. 249
- N° 351. — 22 brumaire (12 novembre). — Loi qui crée une agence des contributions directes. 249
- N° 352. — 23 brumaire (13 novembre). — Arrêté relatif à l'exécution de l'article 55 de la loi du 19 fructidor, qui met les journaux sous l'inspection de la police. 249
- N° 353. — 24 brumaire (14 novembre). — Loi sur l'exécution de celles relatives aux déserteurs et aux réquisitionnaires. 250
- N° 354. — 25 brumaire (15 novembre). — Loi relative aux actions en rabatement des adjudications par décret. 252
- N° 355. — 26 brumaire (16 novembre). — Loi relative au mode de paiement des arrérages de rentes et pensions. 253
- N° 356. — 27 brumaire (17 novembre). — Arrêté additionnel à celui du 27 vendémiaire dernier, sur la suppression des franchises et des contre-seings. 255
- N° 357. — 27 brumaire (17 novembre). — Arrêté contenant des mesures pour faire prospérer l'instruction publique. 256
- N° 358. — 27 brumaire (17 novembre). — Arrêté qui ordonne l'impression et l'affiche d'un état des jugemens rendus par les tribunaux criminels. 256
- N° 359. — 28 brumaire (18 novembre). — Arrêté concernant la tenue des répertoires et la remise annuelle des minutes des justices de paix. 257
- N° 360. — 28 brumaire (18 novembre). — Loi qui proroge les délais pour se pourvoir en cassation contre les jugemens relatifs aux prises maritimes, etc. 258
- N° 361. — 2 frimaire (22 novembre). — Loi qui proroge les droits établis sur les billets d'entrée aux spectacles. 258
- N° 362. — 3 frimaire (23 novembre). — Loi relative à la prohibition des agences établies pour faire des ventes par forme de loterie. 258
- N° 363. — 4 frimaire (24 novembre). — Loi concernant la restitution des biens aux héritiers des condamnés par les tribunaux révolutionnaires. 258
- N° 364. — 5 frimaire (25 novembre). — Arrêté concernant la solde provisoire des militaires. 259
- N° 365. — 5 frimaire (25 novembre). — Loi qui supprime dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire, toutes les corporations laïques des deux sexes, etc. 259
- N° 366. — 5 frimaire (25 novembre). — Loi sur l'indemnité due aux membres du corps législatif pour la suppression de la franchise et du contre-seing. 260
- N° 367. — 8 frimaire (28 novembre). — Loi relative au jugement des procès criminels dans lesquels il y a partage entre les jurés. 260
- N° 368. — 9 frimaire (29 novembre). — Loi qui assimile les ci-devant nobles aux étrangers pour l'exercice des droits de citoyen français. 261
- N° 369. — 11 frimaire (1^{er} décembre). — Loi qui fixe le traitement des officiers de santé des armées. 261
- N° 370. — 11 frimaire (1^{er} décembre). — Loi relative à la formation des conseils de guerre et de révision, dans les places de guerre investies et assiégées. 262
- N° 371. — 11 frimaire (1^{er} décembre). — Loi sur le remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie. 262
- N° 372. — 15 frimaire (5 décembre). — Arrêté qui ordonne une nouvelle publication de la loi du 5 nivose, concernant les colporteurs de journaux. 265
- N° 373. — 15 frimaire (5 décembre). — Loi relative à l'imposition et au paiement des dépenses administratives et judiciaires. 266
- N° 374. — 16 frimaire (6 décembre). — Loi sur l'organisation de la gendarmerie en Corse. 266
- N° 375. — 16 frimaire (6 décembre). — Loi sur la liquidation des pensions des ci-devant gagistes de la liste civile. 266
- N° 376. — 16 frimaire (6 décembre). — Loi relative au mode de vente des domaines nationaux. 267
- N° 377. — 17 frimaire (7 décembre). — Loi contenant un mode pour suppléer à la perte des titres de créances sur les émigrés. 267
- N° 378. — 17 frimaire (7 décembre). — Loi sur la reprise des procédures existantes contre des émigrés, et que l'article 32 de la loi du 1^{er} floréal an 3 déclarait éteintes. 268
- N° 379. — 17 frimaire (7 décembre). —

- Loi relative à la liquidation des créances sur les émigrés en faillite, etc. 269
- N° 580. — 17 frimaire (7 décembre). — Loi sur le paiement des arrérages des rentes ou pensions dues sur les biens d'émigrés, et non encore liquidées. 270
- N° 581. — 19 frimaire (9 décembre). — Loi qui fixe le droit d'insinuation des actes contenant des dispositions rémunératoires de la part des émigrés. 270
- N° 582. — 19 frimaire (9 décembre). — Arrêté contenant une nouvelle distribution des forces de la république. 270
- N° 583. — 21 frimaire (11 décembre). — Loi relative aux déchéances d'appel. 271
- N° 584. — 22 frimaire (12 décembre). — Loi sur les dépenses de l'an 6. 271
- N° 585. — 24 frimaire (14 décembre). — Loi relative à la liquidation de l'arriéré de la dette publique. 271
- N° 586. — 26 frimaire (16 décembre). — Loi contenant une nouvelle rédaction de l'article 17 de la loi du 19 brumaire an 6, relative à la perception des droits sur les matières d'or et d'argent. 281
- N° 587. — 27 frimaire (17 décembre). — Arrêté sur le paiement des taxes de témoins entendus dans les affaires criminelles. 281
- N° 588. — 29 frimaire (19 décembre). — Arrêté relatif au placement des bureaux des douanes dans les communes frontalières. 282
- N° 589. — 29 frimaire (19 décembre). — Loi sur les pensions provisoires des veuves des défenseurs de la patrie. 282
- N° 590. — 2 nivose (22 décembre). — Arrêté qui défend aux entrepreneurs de voitures libres de se charger du port
- des lettres et ouvrages périodiques. 282
- N° 591. — 2 nivose (22 décembre). — Arrêté relatif à un rapport du ministre de la justice, concernant la vente d'un domaine réputé national. 283
- N° 592. — 3 nivose (23 décembre). — Loi contenant le tarif des droits à percevoir sur les grandes routes. 283
- N° 593. — 3 nivose (23 décembre). — Arrêté concernant les justifications à faire par les caïssonnaires, héritiers, etc., de citoyens pourvus de permissions d'exploiter des mines, etc. 283
- N° 594. — 3 nivose (23 décembre). — Arrêté relatif aux mesures républicaines. 284
- N° 595. — 7 nivose (27 décembre). — Arrêté sur les retenues à faire sur la solde journalière des troupes. 285
- N° 596. — 7 nivose (27 décembre). — Arrêté sur la conservation des munitions de guerre existant dans les magasins de la république. 285
- N° 597. — 8 nivose (28 décembre). — Loi relative à la formation d'un nouveau grand-livre du tiers consolidé de la dette publique. 286
- N° 598. — 8 nivose (28 décembre). — Loi qui répare une omission dans celle du 8 nivose an 6, relative à la formation d'un nouveau grand-livre. 283
- N° 599. — 8 nivose (28 décembre). — Arrêté contenant des mesures pour réprimer la contrebande. 288
- N° 400. — 9 nivose (29 décembre). — Arrêté contenant des mesures relatives au secret des dépêches adressées aux ministres. 288

AN 6 (1798).

- N° 401. — 12 nivose (1^{er} janvier). — Loi sur l'organisation constitutionnelle des colonies. 289
- N° 402. — 14 nivose (3 janvier). — Loi relative aux rentes foncières assises sur des édifices incendiés ou sur des héritages dévastés par suite de la guerre de la Vendée. 305
- N° 403. — 16 nivose (5 janvier). — Loi concernant les ventes d'immeubles, etc., pendant la dépréciation du papier-monnaie. 306
- N° 404. — 16 nivose (5 janvier). — Loi additionnelle à celle du 11 frimaire an 6, relative au mode de remboursement des obligations contractées pen-
- dant la dépréciation du papier-monnaie. 310
- N° 405. — 16 nivose (5 janvier). — Loi relative à l'ouverture d'un emprunt national pour la descente en Angleterre. 311
- N° 406. — 19 nivose (8 janvier). — Arrêté portant que les troupes stationnées dans l'intérieur ne recevront plus les rations de viande, etc., à titre de vivres de campagne. 312
- N° 407. — 19 nivose (8 janvier). — Arrêté pour l'exécution de la loi du 6 fructidor an 2, relative aux noms et prénoms des citoyens. 312
- N° 408. — 21 nivose (10 janvier). — Loi

- qui fixe la durée des fonctions des présidents, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels. 315
- N° 409. — 22 nivose (11 janvier). — Loi relative aux émigrés du ci-devant comtat d'Avignon. 315
- N° 410. — 23 nivose (12 janvier). — Arrêté relatif à la vente du mobilier national. 314
- N° 411. — 24 nivose (13 janvier). — Loi relative au remplacement des arbres de la liberté. 314
- N° 412. — 26 nivose (15 janvier). — Loi relative au droit de sauvetage sur des propriétés ennemies. 314
- N° 413. — 26 nivose (15 janvier). — Loi interprétative de l'article 2 de celle du 21 germinal an 5, concernant les ventes de maisons nationales, faites avec réserve d'usufruit. 314
- N° 414. — 26 nivose (15 janvier). — Loi qui fixe les contributions des colonies occidentales pour l'an 6. 315
- N° 415. — 26 nivose (15 janvier). — Arrêté pour activer le service de la garde nationale. 315
- N° 416. — 29 nivose (18 janvier). — Loi relative aux navires chargés de marchandises anglaises. 315
- N° 417. — 29 nivose (18 janvier). — Loi pour la répression des vols et attentats sur les grandes routes, etc. 315
- N° 418. — 3 pluviöse (22 janvier). — Arrêté relatif à la perception et au montant du droit de timbre sur les cartes à jouer. 318
- N° 419. — 4 pluviöse (23 janvier). — Loi relative à l'entretien des marais desséchés dans la Vendée, les Deux-Sèvres et la Charente-Inférieure. 320
- N° 420. — 9 pluviöse (28 janvier). — Arrêté sur la correspondance relative au service des ponts-et-chaussées. 320
- N° 421. — 12 pluviöse (31 janvier). — Arrêté relatif à des erreurs de rédaction dans le décret du 17 nivose an 2, sur les donations et successions. 321
- N° 422. — 12 pluviöse (31 janvier). — Loi relative à la vérification des pouvoirs des députés au corps législatif. 321
- N° 423. — 13 pluviöse (1^{er} février). — Arrêté concernant le port des lettres adressées aux administrations centrales et municipales. 323
- N° 424. — 13 pluviöse (1^{er} février). — Loi relative aux rentes viagères créées pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie. 323
- N° 425. — 15 pluviöse (3 février). — Arrêté qui rétablit à Trévoux l'argue destinée à tirer les lingots d'argent et de doré. 325
- N° 426. — 17 pluviöse (5 février). — Arrêté concernant la perception des droits de douane au port de Flessingue. 323
- N° 427. — 17 pluviöse (5 février). — Arrêté sur la surveillance des écoles particulières, etc. 323
- N° 428. — 18 pluviöse (6 février). — Loi relative à la liquidation des créances sur les émigrés. 326
- N° 429. — 19 pluviöse (7 février). — Arrêté concernant les bois riverains des forêts nationales. 328
- N° 430. — 19 pluviöse (7 février). — Arrêté qui accorde la main-levée du séquestre établi sur les biens des individus portés à Caienne, en exécution de la loi du 19 fructidor. 329
- N° 431. — 19 pluviöse (7 février). — Arrêté concernant les officiers de santé de la marine. 329
- N° 432. — 21 pluviöse (9 février). — Loi relative aux traitemens, etc., des employés à l'agence des contributions indirectes. 330
- N° 433. — 25 pluviöse (11 février). — Loi contenant une nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi du 16 frimaire an 6, relative aux pensionnaires et gagistes de la liste civile. 330
- N° 434. — 24 pluviöse (12 février). — Loi qui supprime les listes de candidats pour les élections. 331
- N° 435. — 25 pluviöse (13 février). — Arrêté concernant l'annistie proclamée en Corse après l'expulsion des Anglais. 331
- N° 436. — 25 pluviöse (13 février). — Arrêté contenant des mesures pour prévenir les incendies dans les forêts nationales. 332
- N° 437. — 26 pluviöse (14 février). — Loi relative aux certificats à produire par les créanciers des émigrés. 332
- N° 438. — 28 pluviöse (16 février). — Loi relative à la tenue des assemblées primaires, communales et électorales. 333
- N° 439. — 28 pluviöse (16 février). — Loi relative aux élections. 333
- N° 440. — 29 pluviöse (17 février). — Loi relative à la taxe des paquets expédiés par les administrations centrales et municipales dans l'étendue de leur arrondissement. 334
- N° 441. — 29 pluviöse (17 février). — Arrêté relatif à la liquidation de l'arriéré de la dette publique. 334
- N° 442. — 1^{er} ventose (19 février). — Loi relative à la répartition de la récompense

- nationale due aux défenseurs de la patrie. 337
- N° 443. — 1^{er} ventose (19 février). — Arrêté relatif à l'indemnité de route accordée aux marins voyageant, etc. 337
- N° 444. — 2 ventose (20 février). — Arrêté concernant les envoyés étrangers non accrédités auprès du gouvernement. 337
- N° 445. — 2 ventose (20 février). — Loi interprétative de celle du 15 thermidor an 4, concernant les droits successifs des enfans nés hors du mariage. 37
- N° 446. — 5 ventose (23 février). — Arrêté sur le mode d'emploi des créances non liquidées en acquisition de domaines nationaux. 338
- N° 447. — 5 ventose (23 février). — Loi qui exclut des assemblées primaires, etc., les individus qui ont rempli des fonctions civiles ou militaires parmi les rebelles. 339
- N° 448. — 9 ventose (27 février). — Arrêté concernant l'établissement des usines. 339
- N° 449. — 9 ventose (27 février). — Arrêté relatif à la recherche des marchandises anglaises. 339
- N° 450. — 11 ventose (1^{er} mars). — Loi qui ratifie le traité de la réunion de la république de Mulhausen à la république française. 340
- N° 451. — 15 ventose (5 mars). — Arrêté interprétatif de celui du 19 nivose an 6, concernant les distributions à faire aux troupes en marche. 345
- N° 452. — 18 ventose (8 mars). — Loi contenant instruction sur la tenue des assemblées primaires et communales. 345
- N° 453. — 19 ventose (9 mars). — Arrêté contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables. 343
- N° 454. — 22 ventose (12 mars). — Loi interprétative d'un article de celle du 24 frimaire an 6, concernant la liquidation de l'arriéré de la dette publique. 346
- N° 455. — 24 ventose (14 mars). — Arrêté qui interdit les adresses ou pétitions des cercles constitutionnels. 346
- N° 456. — 25 ventose (15 mars). — Arrêté qui rétablit dans la commune de Lyon l'argue destinée à tirer les lingots d'argent et de doré. 346
- N° 457. — 25 ventose (15 mars). — Arrêté concernant l'uniforme des régisseurs, etc., de la régie des poudres et salpêtres. 347
- N° 458. — 27 ventose (17 mars). — Loi ratificative d'un traité de commerce entre la république française et la république cisalpine. 347
- N° 459. — 27 ventose (17 mars). — Loi ratificative d'un traité d'alliance entre la république française et la république cisalpine. 348
- N° 460. — 27 ventose (17 mars). — Loi relative aux prises maritimes conduites par des Français en pays neutre ou allié. 350
- N° 461. — 27 ventose (17 mars). — Loi qui rectifie une erreur dans les tarifs annexés aux lois relatives aux canaux d'Orléans, etc. 350
- N° 462. — 28 ventose (18 mars). — Loi sur le paiement des dépenses de la maison des invalides. 350
- N° 463. — 6 germinal (26 mars). — Loi contenant instruction sur la tenue des assemblées électORALES. 350
- N° 464. — 9 germinal (29 mars). — Loi qui prohibe les loteries particulières. 351
- N° 465. — 11 germinal (31 mars). — Loi relative à la liquidation des créanciers de la société des ci-devant jésuites. 352
- N° 466. — 13 germinal (2 avril). — Loi relative au traitement des essayeurs dans les bureaux de garantie du titre des matières d'or et d'argent. 352
- N° 467. — 13 germinal (2 avril). — Arrêté sur les titres des créances liquidées en exécution de la loi du 24 frimaire an 6. 353
- N° 468. — 14 germinal (3 avril). — Arrêté relatif à l'exécution du calendrier républicain. 353
- N° 469. — 15 germinal (4 avril). — Loi sur la contrainte par corps en matière civile et de commerce. 356
- N° 470. — 19 germinal (8 avril). — Arrêté qui annule un arrêté de l'administration centrale du département de la Haute-Marne, concernant l'intérêt de la république dans une succession d'émigrés. 367
- N° 471. — 21 germinal (10 avril). — Loi interprétative de l'article 11 de celle du 14 thermidor an 4, sur les droits d'enregistrement. 369
- N° 472. — 24 germinal (13 avril). — Loi relative aux transports de contributions à raison de distraction ou d'augmentation de territoire. 369
- N° 473. — 24 germinal (13 avril). — Loi sur la sortie des chanvres blancs peignés des départemens des Haut et Bas-

- Rhin. 370
- N° 474. — 28 germinal (17 avril). — Loi sur l'organisation de la gendarmerie nationale. 370
- N° 475. — 2 floréal (21 avril). — Loi interprétative de l'article 57 de celle du 9 vendémiaire an 6, concernant le droit de timbre. 400
- N° 476. — 2 floréal (21 avril). — Loi relative à l'impression des tables des procès-verbaux des assemblées nationales. 400
- N° 477. — 2 floréal (21 avril). — Loi rectificative du tarif concernant le canal du Centre. 401
- N° 478. — 4 floréal (25 avril). — Loi sur la contrainte par corps pour engagements de commerce entre les Français et les étrangers. 401
- N° 479. — 6 floréal (25 avril). — Loi relative aux rentes viagères créées moyennant un capital fourni en mandats. 401
- N° 480. — 6 floréal (25 avril). — Loi rectificative de celles des 11 frimaire et 16 nivose an 6, sur les transactions entre particuliers. 402
- N° 481. — 8 floréal (27 avril). — Loi relative à la présentation des effets stipulés à longs termes, pendant le cours du papier-monnaie. 402
- N° 482. — 9 floréal (28 avril). — Loi qui proroge le délai pour l'option relativement aux obligations à longs termes. 403
- N° 483. — 14 floréal (3 mai). — Loi sur le recouvrement des contributions directes et les crédits ouverts aux ministres. 404
- N° 484. — 15 floréal (4 mai). — Arrêté concernant les bons de la trésorerie signés Cornut. 404
- N° 485. — 16 floréal (5 mai). — Loi qui proroge le délai accordé pour l'apposition, sans frais, d'un poinçon de recense sur les ouvrages d'or et d'argent. 404
- N° 486. — 19 floréal (8 mai). — Arrêté qui autorise les receveurs des contributions du département de la Seine à recevoir des contribuables des bons du quart. 404
- N° 487. — 19 floréal (8 mai). — Arrêté concernant le timbre sur les cartes à jouer. 404
- N° 488. — 19 floréal (8 mai). — Loi relative à l'action en rescision pour cause de lésion, contre les ventes d'immeubles faites pendant la dépréciation du papier-monnaie. 406
- N° 489. — 21 floréal (10 mai). — Loi relative aux traités et transactions entre particuliers sur des droits litigieux ouverts avant et pendant la dépréciation du papier-monnaie. 407
- N° 490. — 21 floréal (10 mai). — Arrêté sur les formalités à remplir pour jouir de l'exemption de la taxe d'entretien des routes. 408
- N° 491. — 25 floréal (12 mai). — Loi sur la réémission de vingt-cinq millions de mandats territoriaux en extinction de la dette publique. 408
- N° 492. — 25 floréal (14 mai). — Arrêté relatif à la réémission de vingt-cinq millions de mandats territoriaux, ordonnée par la loi du 25 floréal. 408
- N° 493. — 28 floréal (17 mai). — Loi qui approuve le traité de réunion de la république de Genève à la France. 408
- N° 494. — 4 prairial (25 mai). — Loi relative aux délais pour l'instruction et le pourvoi en cassation contre les jugemens en matière de prises maritimes. 411
- N° 495. — 4 prairial (25 mai). — Loi qui assujétit les neutres à fournir caution pour l'exécution des jugemens définitifs, avant l'expiration du délai pour le pourvoi en cassation. 412
- N° 496. — 5 prairial (24 mai). — Arrêté relatif au paiement des pensions et secours accordés aux ci-devant ecclésiastiques et religieux. 412
- N° 497. — 9 prairial (28 mai). — Arrêté relatif à l'entrepôt des marchandises étrangères arrivées par le Rhin à Mayence et à Cologne. 417
- N° 498. — 9 prairial (28 mai). — Arrêté concernant la translation des bureaux de douanes sur les nouvelles frontières. 417
- N° 499. — 9 prairial (28 mai). — Arrêté qui détermine les fonctions du commissaire du directoire près l'administration des postes. 417
- N° 500. — 12 prairial (31 mai). — Loi sur le remplacement provisoire des juges de paix non élus par les assemblées primaires, ou dont la nomination a été annulée. 417
- N° 501. — 14 prairial (2 juin). — Loi sur la manière de procéder dans les tribunaux civils en cas de partage d'opinions. 417
- N° 502. — 15 prairial (5 juin). — Arrêté qui ordonne l'établissement de bureaux de garantie des matières d'or et d'argent. 418
- N° 503. — 16 prairial (4 juin). — Loi qui accorde un dédommagement pour frais de voyage aux citoyens dont les nominations au corps législatif ont été

- annuées. 418
- N° 504. — 21 prairial (9 juin). — Loi contre les individus qui favoriseraient les entreprises de l'ennemi. 418
- N° 505. — 22 prairial (10 juin). — Loi relative au Conservatoire des Arts-et-Métiers. 418
- N° 506. — 25 prairial (13 juin). — Arrêté concernant les navires chargés de marchandises anglaises sujettes à réexportation. 418
- N° 507. — 26 prairial (14 juin). — Loi qui proroge le délai accordé pour la réduction des rentes viagères dont les capitaux ont été fournis en papier-monnaie. 419
- N° 508. — 26 prairial (14 juin). — Loi sur les obligations entre particuliers, contractées dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4. 419
- N° 509. — 29 prairial (17 juin). — Loi relative à la nouvelle instruction des procès en cas d'annulation de jugemens rendus par des conseils de guerre. 420
- N° 510. — 1^{er} messidor (19 juin). — Arrêté qui désigne les objets de joaillerie dispensés de l'essai et du paiement des droits de garantie. 420
- N° 511. — 1^{er} messidor (19 juin). — Proclamation sur l'application du poinçon de garantie des matières d'or et d'argent dans le département de la Seine. 421
- N° 512. — 2 messidor (20 juin). — Loi qui établit un bureau de liquidation provisoire de la comptabilité intermédiaire. 421
- N° 513. — 4 messidor (22 juin). — Loi relative aux terrains défrichés dans le Languedoc. 424
- N° 514. — 6 messidor (24 juin). — Arrêté concernant les frais de justice en matière criminelle. 424
- N° 515. — 6 messidor (24 juin). — Loi additionnelle à celle du 9 fructidor an 5, concernant les fermages. 424
- N° 516. — 7 messidor (25 juin). — Arrêté concernant les lettres qui seront trouvées sur des navires ennemis. 426
- N° 517. — 7 messidor (25 juin). — Arrêté relatif à la quarantaine que doivent subir les bâtimens qui arrivent dans les ports de la Méditerranée. 427
- N° 518. — 9 messidor (27 juin). — Loi relative aux marchés faits avec des entrepreneurs de bâtimens pendant le cours du papier-monnaie. 427
- N° 519. — 9 messidor (27 juin). — Arrêté concernant le remplacement des matériaux salpêtrés provenant de démonitions. 427
- N° 520. — 11 messidor (29 juin). — Arrêté concernant les marchandises anglaises existant à Genève. 428
- N° 521. — 13 messidor (1^{er} juillet). — Arrêté qui supprime la commission de classification des lois, et crée six autres commissions. 428
- N° 522. — 14 messidor (2 juillet). — Loi relative aux avances et débets des comptables de l'ancienne régie des traites et de celle des douanes. 428
- N° 523. — 17 messidor (5 juillet). — Arrêté relatif aux sommes à payer aux citoyens qui auront dénoncé, saisi et arrêté des émigrés. 428
- N° 524. — 17 messidor (5 juillet). — Loi relative à la réduction du prix et à la résiliation des baux à ferme passés pendant la dépréciation du papier-monnaie. 428
- N° 525. — 22 messidor (10 juillet). — Loi relative à la délivrance de lettres de crédit pour le paiement des citoyens en avance sur le service de l'an 6. 430
- N° 526. — 23 messidor (11 juillet). — Arrêté sur les réclamations d'effets et de chevaux de la part des militaires venant des colonies. 430
- N° 527. — 23 messidor (11 juillet). — Arrêté relatif au paiement des rentes appartenant à la caisse des invalides de la marine. 430
- N° 528. — 25 messidor (15 juillet). — Arrêté concernant la répartition du produit des prises faites par les bâtimens de la république. 431
- N° 529. — 25 messidor (15 juillet). — Arrêté sur la police des lieux placés entre les bureaux des douanes et la frontière. 431
- N° 530. — 27 messidor (15 juillet). — Arrêté concernant les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés. 431
- N° 531. — 28 messidor (16 juillet). — Arrêté sur la police du droit de pêche dans les départemens réunis. 432
- N° 532. — 1^{er} thermidor (19 juillet). — Loi qui autorise le directoire exécutif à faire des réglemens pour l'exécution des lois relatives à la taxe d'entretien des routes. 432
- N° 533. — 1^{er} thermidor (19 juillet). — Loi qui dispense les indigens de la consignation d'amende pour se pourvoir en requête civile. 432
- N° 534. — 2 thermidor (20 juillet). — Loi relative à l'apurement des comptes restés en souffrance. 432
- N° 535. — 2 thermidor (20 juillet). — Loi

- relative aux baux à cheptel. 432
- N° 536. — 7 thermidor (25 juillet). — Arrêté relatif à l'entretien des fortifications et des bâtimens militaires. 434
- N° 537. — 7 thermidor (25 juillet). — Loi relative aux tribunaux de paix. 434
- N° 538. — 13 thermidor (31 juillet). — Arrêté pour accélérer le recouvrement des contributions directes et la liquidation de la dette publique. 434
- N° 539. — 13 thermidor (31 juillet). — Arrêté relatif à la délivrance des lettres de marque pour armer en course dans les colonies d'Amérique. 434
- N° 540. — 14 thermidor (1^{er} août). — Loi portant que les cousins germains peuvent être simultanément membres d'une même administration. 434
- N° 541. — 17 thermidor (4 août). — Loi pour faire coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain. 435
- N° 542. — 17 thermidor (4 août). — Arrêté sur la formation de compagnies d'hommes noirs et de couleur militaires. 435
- N° 543. — 18 thermidor (5 août). — Arrêté concernant les certificats de non-inscription sur la liste des émigrés. 436
- N° 544. — 19 thermidor (6 août). — Arrêté concernant le droit de transit établi sur le département du Mont-Terrible, pour les objets venant de Suisse. 436
- N° 545. — 27 thermidor (14 août). — Loi additionnelle à celle relative aux transactions faites lors de la dépréciation du papier-monnaie. 436
- N° 546. — 3 fructidor (20 août). — Loi qui maintient, pour l'an 7, l'état de l'armée sur le pied de guerre. 440
- N° 547. — 3 fructidor (20 août). — Arrêté sur l'exécution des lois relatives aux réquisitionnaires et aux déserteurs. 440
- N° 548. — 4 fructidor (21 août). — Loi sur la composition du jury dans les cours martiales maritimes. 441
- N° 549. — 5 fructidor (22 août). — Arrêté concernant la loterie nationale. 442
- N° 550. — 5 fructidor (22 août). — Arrêté contenant des modifications dans l'exécution du régime des douanes établies sur la rive gauche du Rhin. 443
- N° 551. — 5 fructidor (22 août). — Arrêté qui ordonne l'exécution en Corse des dispositions de l'acte de navigation du 21 septembre 1793, et de la loi de vendémiaire, y relative. 444
- N° 552. — 5 fructidor (22 août). — Arrêté qui enjoint aux militaires en voyage de justifier de leurs billets de route ou d'acquitter les droits de passe. 444
- N° 553. — 7 fructidor (24 août). — Arrêté qui ordonne la formation d'un bague au Havre. 444
- N° 554. — 7 fructidor (24 août). — Arrêté relatif aux examens des candidats à l'école polytechnique. 444
- N° 555. — 7 fructidor (24 août). — Arrêté sur le transport des lettres et journaux par d'autres voies que celle de la poste. 445
- N° 556. — 8 fructidor (25 août). — Arrêté concernant l'adjudication des fournitures du département de la guerre, pour les neuf derniers mois de l'an 7. 446
- N° 557. — 8 fructidor (25 août). — Loi portant formation du département du Léman. 446
- N° 558. — 9 fructidor (26 août). — Loi qui proroge les dispositions de l'article 53 de la loi du 19 fructidor an 5, sur la police des journaux. 447
- N° 559. — 9 fructidor (26 août). — Arrêté sur les marchés, entreprises et fournitures du département de la marine. 447
- N° 560. — 13 fructidor (30 août). — Loi relative à la célébration des décadis. 448
- N° 561. — 14 fructidor (31 août). — Loi concernant les secours à accorder aux veuves et enfans des militaires et employés composant les armées de terre et de mer. 449
- N° 562. — 14 fructidor (31 août). — Loi relative aux veuves et enfans des administrateurs militaires de la marine. 450
- N° 563. — 15 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté sur la comptabilité militaire. 450
- N° 564. — 17 fructidor (5 septembre). — Loi sur les taxations des receveurs-généraux et de leurs préposés. 453
- N° 565. — 19 fructidor (5 septembre). — Arrêté concernant le transit par le département du Mont-Blanc. 453
- N° 566. — 19 fructidor (5 septembre). — Loi qui proroge la perception des droits établis sur les billets de spectacle. 453
- N° 567. — 19 fructidor (5 septembre). — Loi sur la formation de l'armée de terre. 453
- N° 568. — 21 fructidor (7 septembre). — Loi qui autorise une nouvelle émission de mandats territoriaux pour le remboursement de la dette publique. 456
- N° 569. — 25 fructidor (9 septembre).

- Loi pour l'observation de l'annuaire républicain. 456
- N° 570. — 25 fructidor (9 septembre). — Loi ratificative du traité de paix et d'alliance offensive et défensive entre la France et la république helvétique. 456
- N° 571. — 25 fructidor (9 septembre). — Loi pour rappeler les Français mis en réquisition à l'armée de terre. 459
- N° 572. — 25 fructidor (9 septembre). — Arrêté sur le paiement des ordonnances délivrées pour secours, dégrevements, dépenses départementales. 459
- N° 573. — 25 fructidor (11 septembre). — Arrêté qui ajoute le bureau des douanes de Perle à ceux ouverts au transit accordé pour les objets de commerce venant de l'Helvétie. 460
- N° 574. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi relative aux fonds nécessaires pour les services de l'an 7. 460
- N° 575. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi qui affecte des fonds aux dépenses des hospices civils et des enfans de la patrie. 460
- N° 576. — 27 fructidor (13 septembre). — Loi sur les attributions des conseils de guerre et de révision. 460
- N° 577. — 29 fructidor (13 septembre). — Loi qui fixe le nombre des substitués du commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de cassation. 461
- N° 578. — 29 fructidor (13 septembre). — Loi qui sursoit à l'aliénation des domaines nationaux. 461
- N° 579. — 4^e jour complémentaire (20 septembre). — Arrêté relatif à la forme de la vignette et du timbre du directoire exécutif. 461

AN 7 (1798).

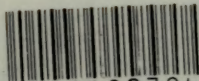
- N° 580. — 2 vendémiaire (23 septembre). — Arrêté pour assurer la remise des minutes après la démission ou le décès d'un notaire. 461
- N° 581. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Arrêté sur le prêt des capitaux provenant de remboursements de rentes faits aux hospices civils, etc. 462
- N° 582. — 3 vendémiaire (24 septembre). — Arrêté sur la police des salles de dissection et laboratoires d'anatomie. 462
- N° 583. — 5 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté sur l'ordre du travail dans les bureaux, et la rétribution des employés. 463
- N° 584. — 5 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté concernant les lettres adressées aux fonctionnaires, publics, et assujéties à l'affranchissement. 463
- N° 585. — 7 vendémiaire (28 septembre). — Loi relative aux demandes en décharge ou réduction des contributions personnelle, mobilière et somptuaire des années 5 et 6. 464
- N° 586. — 7 vendémiaire (28 septembre). — Arrêté qui ordonne la remise au bureau de la guerre des pièces de dépense et de comptabilité de ce département pendant les années 5 et 6. 464
- N° 587. — 13 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté qui fixe la résidence des officiers qui jouissent du traitement de réforme provisoire. 464
- N° 588. — 13 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté qui exempte du paiement du droit d'entretien des routes les équipages d'artillerie marchant avec une feuille de route ou un ordre de service. 464
- N° 589. — 13 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté sur la manière dont seront remplies les formalités prescrites pour la navigation dans les ports des îles conquises. 465
- N° 590. — 13 vendémiaire (4 octobre). — Proclamation qui indique les lieux où seront apposés les poinçons pour la garantie des matières d'or et d'argent. 465
- N° 591. — 17 vendémiaire (8 octobre). — Arrêté concernant les bataillons de garnison. 465
- N° 592. — 21 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté concernant les cartes à jouer. 465
- N° 593. — 23 vendémiaire (16 octobre). — Arrêté concernant la prohibition de la sortie des pierres à feu. 465
- N° 594. — 23 vendémiaire (16 octobre). — Arrêté qui ordonne la formation de demi-brigades d'infanterie. 465
- N° 595. — 26 vendémiaire (17 octobre). — Loi relative à une aliénation de domaines nationaux. 465
- N° 596. — 26 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté sur la responsabilité des agens extérieurs de la république pour la publicité de leur correspondance. 467
- N° 597. — 27 vendémiaire (18 octobre). — Loi qui ordonne la perception d'un octroi pour l'acquit des dépenses locales

de la commune de Paris.	467	N° 613. — 12 brumaire (2 novembre). —	
N° 598. — 27 vendémiaire (18 octobre). —		Loi sur la liquidation des rentes de six	
— Arrêté concernant les réquisition-		cents francs et au dessous.	514
naires et conscrits retirés en pays étran-	469	N° 614. — 13 brumaire (3 novembre). —	
gers.		Loi sur le timbre.	514
N° 599. — 28 vendémiaire (19 octobre). —		N° 615. — 15 brumaire (5 novembre). —	
Loi relative au paiement des rentes et		Proclamation relative à la garantie des	
pensions.	469	matières d'or et d'argent.	527
N° 600. — 29 vendémiaire (20 octobre). —		N° 616. — 13 brumaire (5 novembre). —	
Arrêté qui publie le tarif des droits de		Proclamation relative à la garantie des	
l'octroi établi pour l'acquit des dépenses		matières d'or et d'argent.	527
locales de la commune de Paris.	470	N° 617. — 14 brumaire (4 novembre). —	
N° 601. — 1 ^{er} brumaire (22 octobre). —		Loi additionnelle à celles relatives à la	
Loi qui maintient la contribution des		taxe d'entretien des routes.	528
patentes, et en règle la perception pour		N° 618. — 15 brumaire (5 novembre). —	
l'an 7.	470	Arrêté concernant les marchandises an-	
N° 602. — 1 ^{er} brumaire (22 octobre). —		glaises sujettes à réexportation.	528
Arrêté relatif au pacage des bestiaux		N° 619. — 19 brumaire (9 novembre). —	
hors la ligne des douanes.	482	Loi relative aux individus qui se sont	
N° 603. — 3 brumaire (24 octobre). —		soustraits à la déportation ou en ont	
Arrêté qui établit une régie pour la		quitté le lieu.	528
surveillance de l'octroi municipal de la		N° 620. — 22 brumaire (12 novembre). —	
commune de Paris.	482	Loi qui établit une taxe sur le tabac.	529
N° 604. — 5 brumaire (26 octobre). —		N° 621. — 24 brumaire (14 novembre). —	
Arrêté sur les cautionnemens des rece-		Arrêté additionnel à celui du 8 bru-	
veurs de la loterie nationale.	483	maire dernier, relatif aux individus des	
N° 605. — 7 brumaire (28 octobre). —		pays alliés embarqués sur des bâtimens	
Loi contenant répartition de la contri-		ennemis.	529
bution foncière de l'an 7.	483	N° 622. — 24 brumaire (14 novembre). —	
N° 606. — 8 brumaire (29 octobre). —		Loi relative à l'exécution de celle du	
Arrêté relatif aux individus natifs des		12 vendémiaire an 4, sur la publication	
pays alliés ou neutres, servant sur les		des lois.	529
bâtimens ennemis.	485	N° 623. — 25 brumaire (15 novembre). —	
N° 607. — 9 brumaire (30 octobre). —		Arrêté concernant la sortie des bois	
Arrêté concernant les bagnes de Nice		pour la Hollande par les nouveaux dé-	
et du Havre.	484	partemens.	529
N° 608. — 9 brumaire (30 octobre). —		N° 624. — 27 brumaire (17 novembre). —	
Arrêté qui exempte du droit de passe		Arrêté concernant l'établissement de	
les voitures et chevaux marchant pour		bureaux de poids publics.	529
le service de la république.	484	N° 625. — 27 brumaire (17 novembre).	
N° 609. — 9 brumaire (30 octobre). —		Loi sur le paiement de la portion paya-	
Arrêté sur le mode de paiement des		ble en bons de remboursement des deux	
corps et employés militaires de l'armée.	484	tiers de la dette publique, dans le prix	
N° 610. — 11 brumaire (1 ^{er} novembre). —		des domaines nationaux acquis en exé-	
Loi sur le régime hypothécaire.	484	cution de la loi du 9 vendémiaire.	530
N° 611. — 11 brumaire (1 ^{er} novembre). —		N° 626. — 28 brumaire (18 novembre).	
Loi sur le régime hypothécaire et les		Loi relative aux jugemens arbitraux	
expropriations forcées.	503	qui ont adjugé à des communes la pro-	
N° 612. — 11 brumaire (1 ^{er} novembre). —		priété de forêts prétendues nationales,	
Loi sur le mode de paiement des som-		à l'exploitation desquelles il était sursis.	531
mes dues sur le prix des acquisitions de		N° 627. — 29 brumaire (19 novembre).	
domaines nationaux faites en exécution		— Loi qui proroge celle du 29 nivose	
de la loi du 28 ventose an 4 ou de		an 6, concernant la répression des as-	
lois antérieures.	513	sassinats et brigandages.	532



U
E. 10th





a 39003

a39003 008512872b

CAT. NO. 1137			

CAT. NO. 1137

